

Université Panthéon-Assas
Ecole doctorale Georges Vedel, Droit public interne, science
administrative, science politique (ED n°7)

MEMOIRE ET POLITIQUE

Les représentations du passé soviétique en Russie



Université Panthéon-Assas

Thèse pour le doctorat en science politique
présentée et soutenue par

Elena MORENKOVA

le 2 juin 2014

JURY:

M. Frédéric CHARILLON, professeur à l'Université d'Auvergne, *rapporteur*.

M. Jacques CHEVALLIER, professeur émérite de l'Université Paris II, Panthéon-Assas, *directeur de thèse*.

M. Yves DELOYE, professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, *rapporteur*.

Mme Marie MENDRAS, chercheuse au CNRS (CERI), professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris.

M. Georges MINK, directeur de recherche émérite du CNRS (ISP).

Mme Géraldine MUHLMANN, professeur à l'Université Paris II, Panthéon-Assas.



Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord au Professeur Jacques Chevallier, qui a accepté la direction de cette thèse, pour sa confiance et ses conseils, tant sur le plan scientifique que sur le plan de l'écriture. Je le remercie tout particulièrement pour la patience avec laquelle il chassait du texte mes maladresses de russophone.

Je remercie l'Université Paris 2 de m'avoir donné la possibilité d'effectuer ma thèse dans des conditions confortables grâce au contrat doctoral qui m'a été attribué.

Je remercie le CERSA, le laboratoire de recherche au sein duquel j'ai travaillé pendant trois ans et demi, et auquel je suis très sincèrement attachée. Je remercie aussi tous mes collègues doctorants, sans lesquels mon travail de recherche aurait été solitaire.

Je remercie l'Université d'Etat des sciences humaines de la Russie (ancien Institut d'histoire et des archives), où j'ai obtenu, en 2006, un Master en sociologie, et à tous ses professeurs, qui ont éveillé en 2001 mon intérêt pour le sujet de cette thèse. Je remercie tout particulièrement Elena Grishina, Professeur en sociologie appliquée, sans laquelle mon travail de terrain dans les lycées russes n'aurait sans doute pas été possible, ainsi que Galina Smirnova, ancienne camarade de classe et spécialiste du logiciel SPSS, qui m'a guidée dans l'analyse quantitative des données.

Je remercie tous mes relecteurs et correcteurs : Antoine, Didier, Dominique, Ismaël, Morgane, Sylvie, Stéphane et Vida.

Je remercie enfin ma famille et mes amis, qui m'ont soutenu tout au long de cette thèse.

Résumé :

Le présent travail met en lumière la dialectique des relations entre mémoire et politique par l'étude des processus de construction, négociation, diffusion, adoption et reproduction des représentations du passé soviétique dans la Russie postsoviétique. S'appuyant sur la multitude de sources hétérogènes véhiculant les représentations du passé soviétique, le travail révèle les raisons et les mécanismes de l'évolution de la mémoire du passé soviétique en Russie, ainsi que son rôle politique et social.

Le travail démontre que la mémoire du passé soviétique a joué un rôle important dans la légitimation symbolique du pouvoir de Boris Eltsine et de Vladimir Poutine et dans la construction identitaire de la société russe postcommuniste, tout en soutenant le glissement progressif de la Russie vers un régime autoritaire. En effet, malgré des oppositions marquées entre les différents régimes politiques qui se sont succédé, la tradition d'un usage politique du passé perdure, le passé soviétique restant un enjeu de pouvoir majeur en Russie. Aussi bien à la fin de l'époque soviétique qu'au début des années 2000, le passé national a été entièrement réinterprété et reconstruit.

Toutefois, la mémoire collective du passé soviétique représente également un cadre contraignant qui limite les choix institutionnels et les décisions du pouvoir. Dans la mesure où la mémoire est porteuse de références politiques, économiques et sociales, elle crée des effets de dépendance au sentier, favorisant la reproduction de schémas de fonctionnement politiques, économiques et sociaux hérités du passé soviétique.

Descripteurs : *mémoire collective, Russie, héritage du passé, dépendance au sentier, usages politiques du passé*

Abstract:

The present work lays the emphasis on the dialectic relations between memory and politics by studying the processes of construction, negotiation, broadcasting, adoption and reproduction of the representations of the Soviet past in post-Soviet Russia. Based on various and heterogeneous sources conveying the images of the Soviet past, this work throws light upon the reasons and the mechanisms of the evolution of collective memory in the Soviet past as well as its political and social role.

This work argues that the memory of the Soviet past played an important role in symbolically legitimating Boris Yeltsin's and Vladimir Putin's regimes as well as in forging post-Soviet identity, while strengthening the gradual shift toward an authoritarian regime. Despite numerous oppositions between the successive political regimes, making a political use of the past is an enduring tradition, the Soviet past remaining a major issue for those in office in Russia. Both in the late Soviet era and the early years 2000, the national past was entirely reinterpreted and reconstructed.

However the collective memory of the Soviet past is also a binding framework restricting the institutional choices and the political decisions of political actors. Since collective memory is the expression of political, economic and social references, it produces path dependency effects, thereby fostering the reproduction of political, economic and social frameworks deep-rooted in the Soviet past.

Keywords : *collective memory, Russia, legacy of the past, path dependency, political exploitation of the past*

Sommaire

Thèse de Doctorat / juin 2014	1
Introduction	17
1. L'héritage du passé	18
§ 1. La dépendance au sentier dans les pays postcommunistes	19
§ 2. La reproduction de l' <i>homo sovieticus</i> dans la Russie postcommuniste	22
2. La question mémorielle	25
A. La notion de mémoire collective	27
1. Les cadres sociaux de la mémoire	28
2. Le rôle de la mémoire collective	31
3. La distinction entre mémoire et histoire	36
B. La mémoire du passé soviétique	38
1. L'évolution des représentations du passé	38
2. La spécificité de la mémoire du passé soviétique	42
3. Les outils d'analyse	44
A. L'étude du débat public	45
B. L'étude des politiques mémorielles	48
C. L'étude des représentations collectives du passé : l'attention portée à la « génération poutinienne »	50
Première partie	52
Le débat sur le passé dans l'espace public	52
Chapitre 1	55
L'ébranlement du mythe soviétique	55
Section 1. Des vecteurs diversifiés	56
§ 1. La littérature contre les représentations officielles	56
A. La seconde déstalinisation de l'URSS et la formation du clivage	57
B. L'imposition de « l'égo-histoire »	60
§ 2. L'irruption des représentations dissidentes dans la presse	62
A. La formation du clivage sur le passé	64
1. Deux approches différentes des taches blanches	64
2. De la critique du stalinisme à la répudiation du socialisme	70
3. La formation du clivage sur le capitalisme et le marché	72
B. Comblent les taches blanches ensemble : les lettres de lecteurs	76
1. Les trajectoires personnelles des Soviétiques : un autre regard sur l'histoire	76

2.	La complexité des questions sur le passé	79
3.	Le débat sur la déstalinisation	79
4.	Les réflexions sur les voies de développement de la Russie	82
§ 3.	La rupture symbolique avec le passé dans le cinéma	84
A.	Repentir à l'écran	85
B.	Rompre avec le passé en dénonçant le présent	87
1.	La dégradation du socialisme développé mise en exergue	87
2.	L'Occident présenté comme un idéal à atteindre	90
3.	La nécessité de retrouver la Russie prérévolutionnaire	92
§ 4.	La déconstruction de la mythologie soviétique à la télévision	93
A.	La libéralisation de l'audiovisuel	93
B.	« 600 secondes » : critique subversive du système soviétique	95
1.	Les reportages chocs	95
2.	Le mythe de l'État providence soviétique brisé	98
3.	La déconstruction des représentations soviétiques	100
Section 2. Le débat des historiens		102
§ 1.	Les représentations historiques comme champ de bataille idéologique	103
A.	Le clivage entre historiens « démocrates » et « conservateurs »	104
1.	Le cadre institutionnel du contrôle idéologique de l'histoire	104
2.	Le mouvement de « dissidence en histoire »	107
B.	Le rôle des amateurs dans les recherches historiques	110
§ 2.	L'érosion de l'historiographie officielle	115
A.	La valorisation des alternatives au communisme	116
B.	La lutte idéologique des historiens contre le régime soviétique	119
C.	Les réévaluations de la Grande Guerre patriotique	122
Section 3. La réaction identitaire		127
§ 1.	La redécouverte du passé tsariste par les historiens	129
§ 2.	La récupération des symboles positifs dans le cinéma	138
§ 3.	L'escapisme et la nostalgie dans la littérature et la culture populaire	141
A.	« La Russie éternelle » : nouveau symbole de puissance dans la littérature	142
B.	La nostalgie soviétique mise au service de l'industrie du spectacle	147
1.	Le chaos sémantique des années 1990	149
2.	« Les vieilles chansons sur le plus important » : un grand succès commercial de la nostalgie soviétique	152
Chapitre 2		157
La reformulation du débat		157
Section 1. La riposte patriotique des historiens		158
§ 1.	Les représentations patriotiques : une nouvelle tendance dans l'historiographie	158

A.	« L'antirévisionnisme » des années 2000 : réaction au révisionnisme apparu pendant la <i>perestroïka</i>	159
1.	Le cadre institutionnel du mouvement « antirévisionniste »	160
a.	Les structures et les cadres anciens	160
b.	Les nouvelles structures	162
c.	Le poids du mouvement « antirévisionniste »	164
2.	L'antirévisionnisme : le renouveau du conservatisme en histoire	165
a.	Les appels au positivisme et à la professionnalisation de l'histoire	165
b.	La vision patriotique de l'histoire et la responsabilité sociale des historiens	169
B.	La guerre des mémoires nationales : les représentations historiques comme instrument de défense des intérêts nationaux	171
1.	L'émergence des histoires nationales après la chute du bloc soviétique	171
2.	L'antifascisme ranimé	172
§ 2.	Les réévaluations de la Grande Guerre patriotique au cœur des représentations patriotiques	174
A.	Réhabiliter « la Grande Guerre calomniée »	175
1.	La réhabilitation du dogme soviétique présentée comme une réévaluation critique de l'histoire	175
2.	Le soutien aux idées patriotiques au niveau local	179
B.	La Victoire comme arme de réhabilitation de Staline	183
1.	La théorie de l'absence d'alternatives : l'inversion de la démarche des « historiens démocrates »	183
2.	La réinsertion de Staline dans l'espace commémoratif : l'image du « père de la Grande Victoire »	185
Section 2. Des représentations contrastées dans les médias		189
§ 1.	La persistance du clivage « libéral / conservateur » dans la presse	189
A.	Les évolutions de la presse écrite dans la Russie post-soviétique	190
1.	La presse libérale reste critique vis-à-vis de l'URSS	191
2.	La presse nationaliste marginalisée se réfugie sur Internet	193
B.	Les représentations divergentes du passé	196
1.	Les « épaisses ténèbres » de l'époque soviétique	197
a.	L'expérimentation soviétique	197
b.	Le « cannibale Staline »	198
c.	La société et l'économie malades	198
2.	La monopolisation du patriotisme par la presse nationaliste	201
a.	La « Grande URSS que nous avons perdue »	201
b.	La rhétorique anticapitaliste et antilibérale	202
c.	Les recherches de la « troisième voie » russe : le socialisme orthodoxe	205
§ 2.	La problématisation du passé soviétique à la télévision	207
A.	Les personnages emblématiques	209

1. Nicolaï Svanidze : porte-parole de la société civile libérale _____	209
2. Sergeï Kourginyan : homme fort du patriotisme soviétique _____	210
B. La reconstruction de la lutte des représentations _____	212
1. Les interprétations divergentes du socialisme soviétique _____	213
2. L'URSS : un État totalitaire ou un État « normal » ? _____	215
3. Le soviétisme gagnant ? _____	217
Section 3. Le tournant patriotique dans la culture _____	219
§ 1. La littérature patriotique des années 2000 _____	219
A. La restauration symbolique de la grande puissance dans les romans fantastiques ____	220
1. L'utopie patriotique : un nouveau genre littéraire _____	220
a. Le Rebut : la nostalgie de l'Empire dans la littérature _____	221
b. Restaurer la grande puissance : une explication fantastique de l'ascension de Poutine _____	222
B. La <i>staliniane</i> _____	223
1. Un projet littéraire controversé _____	224
2. Les traits caractéristiques de la staliniane : purifier l'image du « grand guide » des « calomnies » _____	226
a. La réhabilitation de Staline sous couvert d'une « analyse objective » _____	226
b. Réévaluation « à partir de zéro » de l'ensemble de l'histoire _____	228
3. Staline comme symbole de la puissance de l'État russe _____	230
4. L'époque stalinienne : un sommet de justice sociale _____	232
§ 2. Ranimer la fierté nationale par le cinéma patriotique _____	236
A. La mission civique du cinéma _____	236
1. La nécessité de revenir aux traditions du cinéma soviétique _____	236
2. Le cinéma national comme arme spirituelle de l'État _____	238
B. La mythologisation du passé _____	239
1. Le renforcement de la collaboration entre l'État et le monde cinématographique _	239
2. La Grande Guerre patriotique au cœur du cinéma patriotique _____	242
Section 4. Les nouveaux lieux du débat _____	248
§ 1. Les représentations du passé dans les nouveaux médias : questions théoriques et méthodologiques _____	248
A. Le bouleversement du rapport à la mémoire et à l'histoire _____	249
1. Le triple changement de la mémoire et de l'histoire à l'ère numérique _____	249
2. Etudier les représentations à l'ère numérique : défis épistémologiques et méthodologiques _____	252
B. La spécificité de l'Internet russe et les défis méthodologiques _____	254
1. Le rôle de l'Internet dans la vie politique russe _____	255
2. La construction du corpus _____	257
§ 2. La persistance de l'ancien clivage _____	260
A. Commémoration et nostalgie en ligne _____	261

1. Nostalgie et « pseudonostalgie » de l'URSS en ligne : s'identifier à un passé glorieux ou partager les souvenirs d'enfance	262
a. L'identification à un passé glorieux abstrait	263
b. Les encyclopédies populaires de l'enfance soviétique	270
2. Commémoration en ligne : faire perdurer la mémoire familiale	273
a. Préserver la mémoire familiale de Grande Guerre patriotique	275
b. La mise en ligne des témoignages oraux et des objets de l'époque	277
B. Histoires alternatives et contestation patriotique en ligne	280
1. Le réseau des « patriotes soviétiques »	280
2. Les groupes anticommunistes : faire perdurer la mémoire des répressions	283
3. Le discours type révélateur du clivage	285
Deuxième partie	290
Les politiques mémorielles	290
Chapitre 1	295
Les usages politiques du passé	295
Section 1. De la rupture incomplète à la réconciliation forcée	297
§ 1. L'instrumentalisation de la rupture avec le passé	298
A. La politique mémorielle transitoire	298
1. La « purification » des lieux publics et la législation « de réhabilitation »	298
2. Les remaniements du calendrier commémoratif	305
3. Le difficile choix des symboles nationaux	308
B. L'importance stratégique des archives	311
1. La Commission Volkogonov	312
2. Les documents secrets comme moyen de réinvestir la scène internationale	313
§ 2. Des luttes pour le passé à la réconciliation autour du dénominateur commun	317
A. Les luttes mémorielles, partie intégrante des luttes politiques	317
1. Les références au passé comme moyen de justifier les politiques	318
a. L'anticommunisme comme ressource politique	318
b. Les messages annuels au Parlement	319
2. Le Président contre le Parlement	321
a. Les références au passé lors du conflit d'octobre 1993	322
b. Les luttes pour incarner le courant patriotique	324
3. Les traumatismes du passé soviétique comme instrument de campagne (1996)	327
a. Les luttes préélectorales sur le terrain du passé	327
b. La diabolisation des communistes pendant la campagne	333
B. Les compromis au nom de la réconciliation	339
1. La décommunisation de la Russie : une logique inachevée	340
a. L'impossible « Nuremberg russe »	340

b.	Le mémorandum de réconciliation : le moyen de tourner la page _____	345
2.	La recherche d'une identité nationale _____	347
a.	La Commission de l'idée nationale _____	348
b.	La Journée d'accord et de réconciliation nationale _____	349
3.	La Grande Guerre patriotique comme thème fédérateur _____	351
a.	Un repère identitaire inébranlable _____	351
b.	La revalorisation progressive de la Victoire _____	353
c.	Un événement historique consensuel _____	355
Section 2. La reconstruction de l'identité nationale sur des bases « patriotiques »		358
§ 1.	Le passé soviétique comme ressource identitaire _____	358
A.	Le passé épuré, nouvelle base du projet national _____	359
1.	La réconciliation avec le passé _____	360
a.	Une « attitude responsable à l'égard de l'histoire » _____	361
b.	« L'amnésie sélective » _____	367
1)	L'escamotage des répressions _____	367
2)	L'hypermnésie de la Grande Guerre patriotique _____	370
c.	La réhabilitation de Staline _____	377
2.	Les réévaluations de la perestroïka et des réformes libérales _____	380
B.	La législation mémorielle : construire et protéger les représentations positives _____	390
1.	La reprise des conflits mémoriels dans les années 2000 _____	390
a.	Le discours parlementaire _____	391
b.	Le discours de l'Exécutif _____	393
2.	La fixation des vérités historiques par le droit _____	398
a.	Les « plans quinquennaux » idéologiques _____	398
b.	La protection juridique des représentations du passé _____	403
§ 2.	Les impasses des représentations officielles _____	406
A.	L'incohérence du discours _____	407
B.	L'incohérence des politiques _____	411
1.	La commission de lutte contre les falsifications historiques _____	411
2.	La commission de « déstalinisation » _____	415
Chapitre 2 _____		421
Les représentations du passé dans le système scolaire et les manuels scolaires _		421
Section 1. Désidéologisation ou chaos idéologique ? _____		423
§ 1.	La difficile recréation de l'histoire nationale _____	423
A.	Démonopolisation de la production des « vérités historiques » _____	424
1.	La décomposition du système soviétique d'éducation _____	424
2.	La dérégulation de l'enseignement et les mutations de l'école face au marché _____	426
B.	L'échec de l'État pour maîtriser la diversité _____	430

1.	La fin de l'uniformité des manuels scolaires _____	430
a.	L'histoire scolaire comme espace d'expérimentation _____	430
b.	Les ONG : nouvel acteur dans l'enseignement de l'histoire _____	434
2.	Les réactions sociales _____	435
a.	Les contestations de l'opinion publique _____	436
b.	Les tentatives de censure au niveau local _____	439
§ 2.	Les interprétations du passé dans les premiers manuels postsoviétiques _____	440
A.	L'identité post-communiste : renouer avec la Russie prérévolutionnaire _____	441
1.	La nouvelle approche de l'enseignement de l'histoire _____	441
2.	L'illégitimité historique de la Révolution d'Octobre _____	443
B.	Totalitarisme versus Grande Guerre patriotique _____	447
1.	La conception totalitaire _____	447
a.	Un système politique monstrueux basé sur les répressions de masse _____	448
b.	« L'économie de Goulag » _____	451
c.	La société totalitaire atomisée _____	453
2.	La Grande Guerre patriotique populaire : une image glorieuse protégée _____	455
Section 2.	La reprise en main du système scolaire _____	460
§ 1.	Le retour de l'État dans l'enseignement de l'histoire _____	460
A.	Le rejet du « néolibéralisme dans les écoles » _____	461
1.	L'inscription de la question des manuels scolaires dans l'agenda gouvernemental _____	461
2.	Le débat sur la mission des manuels _____	464
B.	La construction normative reflète le renforcement de la régulation étatique _____	469
§ 2.	Un discours ambigu qui se veut conciliateur _____	475
A.	Les manuels en quête d'une nouvelle grille d'interprétation _____	475
1.	La forme : l'adoucissement des pages sombres _____	476
a.	L'atténuation de la violence et de la conflictualité _____	477
b.	La comparaison croisée _____	482
2.	Le fond : les efforts pour construire un tableau « équilibré » _____	486
a.	Les tentatives de contrebalancer l'image négative du système soviétique _____	486
b.	Le revalorisation du rôle de l'État dans la Grande Guerre patriotique _____	492
B.	Le manuel Filippov-Danilov : une démarche poussée à l'extrême _____	494
1.	La conception modernisatrice et le statocentrisme _____	495
2.	La centralisation et la terreur : des instruments de gestion efficace _____	497
3.	L'absence d'alternatives au modèle stalinien _____	499
4.	Le passé glorieux _____	500
Troisième partie	_____	507
Les représentations collectives du passé	_____	507
Chapitre 1	_____	510

<i>Le poids des représentations du passé</i>	510
Section 1. Les images du passé	510
§ 1. Des représentations contradictoires	511
A. Le deuil interrompu du stalinisme et ses conséquences	511
B. L’hypermnésie et les contradictions	518
C. La mémoire de la Grande Guerre patriotique	523
§ 2. La nostalgie de l’époque soviétique	532
A. Le traumatisme de la <i>perestroïka</i> : le moteur de la nostalgie	532
B. Le mythe de l’âge d’or brejnévien	538
Section 2. L’<i>homo sovieticus</i> ou l’homme russe ?	544
§ 1. Les représentations socioéconomiques	547
A. La notion de « <i>Sobornost’</i> » à la base des attitudes collectivistes	548
1. L’attrait des paysans pour un État paternaliste	548
2. « L’État providence total » soviétique	549
B. La reproduction du modèle dans les années 2000	552
1. La persistance de la demande d’État paternaliste	552
2. Le contrat social vertical, gage de la stabilité du régime	556
§ 2. Les représentations politiques	558
A. La continuité du pouvoir personnifié et de l’image du « bon tsar »	558
1. La conception religieuse du pouvoir	558
2. Le « bricolage identitaire » de la <i>perestroïka</i>	561
3. Le pouvoir personnifié et non responsable dans la Russie actuelle	564
4. Les attitudes autoritaires	566
B. Les images de la démocratie	569
1. Une perception particulière	569
2. L’influence du communautarisme	572
3. La gestion personnelle du pays	575
§ 3. La vision de la place de la Russie dans le monde	577
A. Le messianisme et les aspirations impériales	577
B. Le rétablissement de la puissance perdue	579
Chapitre 2	584
<i>Les représentations du passé non vécu</i>	584
Section 1. Etudier la « génération poutinienne » : problématique et méthodologie	585
§ 1. La génération poutinienne : un objet particulier	585
A. Un objet peu étudié	586
1. Le portrait social	586
2. La conscience historique	592
B. Etudier la jeunesse : problématique et méthodologie	595

1. La problématique	595
2. Comment étudier la jeunesse ?	597
§ 2. La stratégie du terrain et le corpus	601
A. Les difficultés d'échantillonnage et d'accès au terrain	602
B. Construction du questionnaire	608
Section 2. Les représentations du passé des lycéens russes	611
§ 1. Des représentations polarisées et contradictoires	611
A. La confusion des représentations	612
1. Les sources d'information et le territoire : deux variables discriminantes	612
2. Les évaluations polarisées	615
3. L'effacement de la mémoire des victimes	620
B. Les images de la vie quotidienne soviétique	624
1. Les mot-stimuli : dessiner le portrait de l'époque	624
2. La comparaison des politiques publiques et de la vie quotidienne	627
§ 2. La reproduction du modèle de l' <i>homo sovieticus</i> ?	633
A. Les trois incarnations de l'État	633
B. Les voies de développement de la Russie	639
1. La voie démocratique ou la voie autoritaire ?	639
2. La voie occidentale ou « notre propre voie » ?	643
C. Le besoin d'une clarification sémantique et d'une analyse qualitative	647
Conclusion	661
La mémoire : une construction collective au cœur des représentations politiques	661
Le pouvoir politique, acteur majeur de la construction mémorielle	665
Bibliographie	673
Table des annexes	701
Index alphabétique des matières	728
Index alphabétique des noms	731

Introduction

En 2009, dans un article intitulé « Russie, en avant ! », le Président Dimitri Medvedev énumérait plusieurs « *maux* » hérités de l'époque soviétique : une administration bureaucratique et totalitaire, un « *secteur social imprégné du soviétisme* », une corruption omniprésente et une population largement favorable à un État paternaliste¹. Le rapport du cercle de réflexion INSOR², commandé un an plus tard par le Président afin d'analyser le développement de la Russie et de proposer une solution aux problèmes indiqués, indique sans ambiguïté que la réussite des réformes et de la modernisation de la Russie dépend de l'« *élimination du totalitarisme* » de la conscience de masse. « [Ces] dernières décennies, affirme le rapport, ont mis en exergue l'instabilité de la modernisation russe [au] début du XXI^e siècle. La conjoncture socio-économique, le conformisme et les personnalités au pouvoir en sont en partie responsables. Mais il existe une autre cause, plus profonde, dans la culture, l'idéologie, la conscience : l'inachèvement de la déstalinisation. Le sujet semble être passé de mode, mais ce fardeau historique tire le pays vers l'arrière, générant des risques et privant le pays de son avenir »³. Comment affirmer plus clairement le fait que, vingt ans après la chute de l'URSS, la Russie s'inscrit dans le prolongement du passé soviétique plus qu'elle ne s'en détache ?

De nombreuses analyses mettent en évidence le fait que le développement de la Russie postsoviétique a été marqué par la persistance de certaines dérives institutionnelles qui renvoient à l'héritage politique et social de l'époque soviétique. Si l'on admet l'existence d'un lien entre le passé soviétique et la Russie contemporaine, le sens du vocable « passé soviétique » devient crucial : que signifie-t-il pour la société russe actuelle ? La mémoire particulière de l'époque soviétique

¹ MEDVEDEV Dimitri, « Russie, en avant ! », 2009, <http://www.kremlin.ru/news/5413>, consulté le 10 février 2014

² Institut *Sovremennogo Razvitija* / L'institut du développement contemporain

³ INSOR (*Institut Sovremennogo Razvitija* / L'institut du développement contemporain), *Obretenie buduschego. Strategiiia 2012 / Le recouvrement de l'avenir. Une stratégie 2012*, Moscou, INSOR, 2011, p. 26

serait-elle à l'origine de ces dérives ? Y a-t-il un lien entre l'échec de la « *déstalinisation des esprits* » et les difficultés à dépasser les « *réflexes soviétiques* »⁴ ?

Dans le présent travail, on s'intéressera aux processus de construction, négociation, diffusion, adoption et reproduction des représentations du passé soviétique dans la Russie postcommuniste, en mettant en lumière la dimension politique de son évolution. Nous définissons les représentations du passé comme *un assemblage plus au moins cohérent et stable de références au passé, provenant de sources diverses, incluant non seulement des contenus relatifs aux époques, aux personnalités, aux événements, mais aussi des significations politiques et sociales, plus au moins articulés et hiérarchisés, susceptibles d'influer sur la perception du présent et d'avoir des effets politiques*. Suivant l'évolution des représentations tout au long des vingt dernières années dans la multitude de milieux où elles circulent et à travers la multitude de formes qu'elles prennent, on explorera leur rôle dans la société et la politique de la Russie postcommuniste : à nos yeux, ce rôle peut fournir la clef de bien des paradoxes.

1. L'HERITAGE DU PASSE

Les dérives institutionnelles recensées régulièrement par des observateurs – « *le régime bureaucratique semi-autoritaire* »⁵ marqué par un culte de la personnalité du chef incontesté et irresponsable^{6,7,8}, le système du parti hégémonique⁹, les « *zones d'ombre* » économiques¹⁰, le caractère sélectif et punitif de la justice¹¹ – ne sont que

⁴ MENDRAS Marie, *Russie. L'envers du pouvoir*. Paris, Odile Jacob, 2008, p. 214

⁵ FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, 501 p.

⁶ MENDRAS Marie, « Le système Poutine », *Projet*, n° 309, 2009, p. 4

⁷ « *V Groznom poiavilsia prospekt imeni Poutina* » / « A Grozny, une avenue de Poutine est apparue », *Lenta.ru*, 5 Octobre 2008, <http://www.lenta.ru/news/2008/10/05/street/>, consulté le 10 février 2014

⁸ « *V Peterburge otkryli vystavku portretov "dobrogo Putina"* » / « A Saint-Pétersbourg, une exposition des portraits de "gentil Poutine" est inaugurée », *BBC*, 21 mars 2011, http://www.bbc.co.uk/russian/russia/2012/03/120321_petersburg_putin_expo.shtml

⁹ PRIVALOV Kirill, « La recette russe : la démocratie autoritaire », *Le Débat*, n° 130, 2004, p. 57

¹⁰ LEDENEVA, Alena, *Russia's Economy of Favors: Blat, Networking and Informal Exchange*, 1998, Cambridge, Cambridge University Press, 243 p.

¹¹ *La justice russe au quotidien. Regards sociologiques sur les pratiques judiciaires*, Conférence, Science Po Paris, 10 mai 2012, archive personnel de l'auteur ; NIKITINSKY Leonid (dir.), *Jyrafy, zebry i temnye lochadki. Blokirujushchaia rol' silovyh struktur i nepravogo souda na puti modernizatsionnogo razvitiia v Rossii / Les girafes, les zèbres et les chevaux obscurs. Le rôle de blocage des structures de force et de la justice injuste de la modernisation de la Russie*, Moscou, Fondation Mission Liberale, 2011, p. 5

des facettes d'un seul et même phénomène : la persistance des modèles et des schémas de fonctionnement soviétiques à tous les niveaux de la société russe. Plusieurs grilles de lecture ont été avancées pour comprendre cette « *malédiction historique* »¹² qui marque une rupture incomplète avec le passé.

De nombreux travaux envisagent le retour au passé en Russie sous l'angle de la persistance des schémas de pensée, des attentes et des perceptions politiques et sociales hérités de l'époque communiste : ces cadres familiers d'interprétation et de comportement constitueraient un terrain favorable à la reproduction des institutions et des pratiques soviétiques dans le domaine politique, social et économique. Si le problème de l'héritage soviétique n'est pas confiné au monde russe et si le passé socialiste est aussi présent dans les pays d'Europe centrale et orientale (§1), la Russie présente un cas particulier : après une brève période d'effacement, les représentations anciennes sont revenues en force à la fin des années 1990 (§2).

§ 1. La dépendance au sentier dans les pays postcommunistes

Les difficultés de la consolidation démocratique ainsi que les diverses manifestations de la persistance du passé dans les pays postcommunistes ont entraîné un intérêt nouveau pour le passé et la notion de trajectoire¹³ : à la fin des années 1990, on assiste à des questionnements sur la possibilité d'envisager un modèle politique postcommuniste *sui generis*, influencé par l'héritage communiste¹⁴.

L'idée centrale, résumée par certains auteurs dans la formule succincte « *past matters* »¹⁵ (« le passé compte »), consiste à valoriser l'impact du passé en tant que variable explicative d'une série de phénomènes politiques et sociaux observables dans le monde postcommuniste. Dans le monde académique francophone, l'intérêt porté au passé comme instrument de compréhension du présent a favorisé un « *tournant historique de la science politique* », annoncé en 1997 par Yves Déloye¹⁶.

¹² MANDEVILLE Laure, *La reconquête russe*, Paris, Grasset, 2008, p. 13

¹³ HALL Peter, TAYLOR Rosemary, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, n° 3(4), 1997, pp. 469-496.

¹⁴ KALDOR Mary, VEJVODA Ivan (ed.), *Democratization in Central and Eastern Europe*, London, Pinter, 1999, p. 2

¹⁵ HAUSNER Jerzy, JESSOP Bob, NIELSEN Klaus, *Strategic Choice and Path-Dependency in Post-Socialism Institutional Dynamics in the Transformational Process*, Brookfield, Edward Elgar, 1995, p. 6

¹⁶ CORCUFF Philippe, « Analyse politique, histoire et pluralisation des modèles d'historicité », éléments d'épistémologie réflexive, *Revue française de science politique*, 2011, n° 6, Vol. 61, p. 1124

Ces « *nouvelles hybridations hexagonales entre science politique et histoire* »¹⁷ ont remis en cause l'antinomie entre le passé et le présent, en voulant « *réhabiliter la longue durée du politique* »¹⁸, apprécier la persistance du passé dans le présent ou, en d'autres termes, « *évaluer l'influence (sur l'action présente) des actions et des configurations sociales passées* »¹⁹. De nombreux travaux s'inscrivent dans cette perspective, insistant sur le fait que le changement institutionnel dans les anciens pays socialistes a été balisé non seulement par des héritages institutionnels, culturels et historiques propres à chaque pays, mais aussi par la spécificité du passé socialiste de la région.

Cette influence s'exprime en premier lieu par la persistance des référentiels communs hérités du passé, qui seraient à l'origine d'une série d'effets néfastes. Les auteurs recensent, à partir de nombreuses études de cas, les difficultés à reconstruire la société civile et le pluralisme politique et social²⁰ ; la persistance des élites soviétiques dans « *les nouvelles démocraties* »²¹ ; le retour aux anciens symboles, traditions, coutumes²² ; le désenchantement et le pessimisme des populations face aux réformes économiques et au contexte social nouveau et, par conséquent, la nostalgie du « *bon vieux temps* »²³. Cet héritage a d'autant plus marqué le développement postsocialiste des pays d'Europe de l'Est qu'il a repris des traditions antérieures de ces pays, « *pour le moins ambiguës, sinon franchement autoritaires* »²⁴. En 2006, dans un ouvrage collectif dirigé par Stéphane Courtois et intitulé *Le jour se lève*, des chercheurs s'interrogent sur « *les degrés de persistance ou d'effacement des idées et des pratiques totalitaires en Europe* », choisissant expressément le champ des idées – les idéologies, les mythes, l'imaginaire politique et social – comme objet d'étude²⁵.

¹⁷ *ibid.*.

¹⁸ DELOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, 2007, Paris, La Découverte, p. 23

¹⁹ DELOYE Yves, « Le temps du politique », dans SFEZ Lucien (dir.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, 2002, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 105

²⁰ SCHÖPFLIN George, « Post-Communism : Constructing New Democracies in Central Europe », *International Affairs*, 1991, n° 67, pp. 235-250

²¹ RUPNIK Jacques, « The post-totalitarian blues », dans TISMANEANU Vladimir (dir.), *The Revolutions of 1989*, New York, Routledge, p. 233

²² MICHNIK Adam, « The Velvet Restoration », dans TISMANEANU Vladimir (dir.), *op. cit.*, p. 246

²³ ZHELYU Zhelev, « Is Communism Returning? », dans *ibid.*, p. 259

²⁴ MILACIC Slobodan, « L'État postcommuniste entre l'histoire, le droit et le marché », dans MILACIC Slobodan (dir.), *La réinvention de l'État. Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 17

²⁵ COURTOIS Stéphane, *Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe 1953-2005*, Paris, Editions du Rocher, 2006, p. 12

L'importance des « *ressources morales et cognitives* » qui accompagnent l'inscription des nouvelles institutions dans la durée est reconnue par de nombreuses études portant sur les pays postcommunistes : si les institutions peuvent être créées par une décision politique, « *le savoir commun et partagé* », indispensable à leur fonctionnement efficace, relève d'une sphère plus subjective de l'imaginaire social²⁶. C'est à travers la formation des attentes et des modèles de comportement (*patterns of behaviour*) que les réminiscences de l'ordre économique et politique ancien apparaissent dans un paysage institutionnel renouvelé ; les modèles et les réseaux sociaux anciens, qui ont assuré une flexibilité sociale nécessaire pour compenser la rigidité de la planification centralisée et du gouvernement de nomenclature, acquièrent une importance particulière dans le contexte de la transition, constituant un repère important pour la population : l'innovation sociale dans les pays postsocialistes dépend de la recombinaison des éléments anciens plus qu'elle n'introduit des formes sociales complètement nouvelles²⁷.

Par ailleurs, ces référentiels façonnent les comportements des individus au niveau politique et social, en se présentant comme « *des schèmes de comportement* »²⁸. Concernant par exemple l'État de droit, Dominique Colas souligne que « *les principes de l'État de droit s'appliquant à des personnes et à des organisations [restent] inchangées en dépit du bouleversement de la structure d'ensemble du système* » ; concernant les représentations de l'État, il note que « *les habitants des pays communistes ne peuvent pas se représenter l'État autrement que comme ce qu'il a été pendant des dizaines d'années : une machine commandée par le Parti* »²⁹. Certains auteurs ont problématisé cette persistance des perceptions politiques et sociales anciennes en termes d'« *hérédité culturelle* » : la mentalité et la culture forgées à l'époque communiste auraient légué nombre de « *réflexes ou de démarches qui sont l'expression des acquis culturels profonds dont on ne se débarrasse pas en une génération* »³⁰ ; même ceux qui sont nés après le moment-clé

²⁶ OFFE Claus, « Designing Institutions for East European Transitions », dans HAUSNER Jerzy, JESSOP Bob, NIELSEN Klaus, *op. cit.*, p. 48

²⁷ HAUSNER Jerzy, JESSOP Bob, NIELSEN Klaus, *op. cit.*, p. 4

²⁸ COLAS Dominique, « Société civile, État, Nation », dans COLAS Dominique (dir.), *L'Europe post-communiste*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002, p. 21

²⁹ COLAS Dominique, *op. cit.*, p. 73

³⁰ MILACIC Slobodan, *op. cit.*, p. 8

de 1989 « *ne sont pas tout à fait vierges de toute hérédité ou influence de la culture systémique passée* »³¹.

Ces schémas de comportement et cadres de perception hérités du passé se présentent comme des institutions molles (« *soft institutions* »), informelles, c'est-à-dire des « *règles du jeu* » implicitement partagées, qui incluent les idéologies, les conventions sociales tacites, les traditions, la morale, les mythes et les rituels, par opposition aux institutions formelles (« *hard institutions* »), qui désignent les dispositifs et les règles explicites dont le respect est assuré par des entités compétentes (constitution, lois, règlements)³².

§ 2. La reproduction de l'*homo sovieticus* dans la Russie postcommuniste

La Russie serait caractérisée par la reproduction des cadres de pensée et de comportement soviétiques, dans un contexte institutionnel renouvelé. À l'aube de la *perestroïka*, la destruction du système idéologique qu'avait créé le stalinisme, le remplacement de la mentalité soviétique par une mentalité nouvelle, l'assimilation des idées et des principes démocratiques ont été considérés comme des pivots de la transformation démocratique³³. Les études sociologiques de la fin des années 1980 et du début des années 1990 semblaient témoigner d'un changement des représentations : une grande partie de la population manifestait une adhésion massive aux valeurs démocratiques et à l'économie de marché, l'ouverture à l'Occident confinait à une « *nouvelle occidentalophilie* »³⁴. Mais, dès la première moitié des années 1990, les sondages sont devenus de moins en moins optimistes quant à l'adhésion de la population russe aux valeurs démocratiques. Les études ultérieures ont montré que le désir de changement et l'absence d'expérience de l'économie de marché ont conduit à une acceptation purement théorique de notions dont le sens restait inconnu pour une grande partie de la population, tandis que l'échec du projet

³¹ *ibid.*.

³² IMMERGUT Ellen, « Institutions and Institutionnalism », dans BADIE Bertrand, BERG-SCHLOSSER Dirk, MORLINO Leonardo (dir.), *International Encyclopedia of Political Science*, 2011, Vol. 4, SAGE Publications, p. 1202

³³ ZORKAIA Natalia, « *Nostalgija po prošlomu ili Kakie uroki mogla usvoit' i usvola molodej* » / « Nostalgie du passé, ou Quelles leçons la jeunesse russe a-t-elle pu tirer et lesquelles a-t-elle tirée », *Vestnik občestvennogo mnenija / Le courrier de l'opinion publique*, 2007, n° 3, pp. 39.

³⁴ KHAPAEVA Dina, « L'Occident sera demain », *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, 1995, pp. 1259-1270

libéral a ébranlé la confiance de la société dans la justesse de la voie choisie³⁵. Si les mentalités, les réactions et les représentations anciennes réapparaissent au sein de la société russe dans la première moitié des années 1990, elles s'y réinstallent définitivement à la fin des années 1990. L'effondrement des institutions communistes ne s'est pas accompagné d'un changement comparable dans les mentalités : « *La sortie du système socialiste, constate Tristan Landry en 1998, s'est accompagnée de phénomènes de résistance, de rémanence et de permanence des modes de pensée hérités de l'idéologie passée* »³⁶.

Les études empiriques effectuées par le centre sociologique « Levada » fournissent un corpus de données permettant d'appréhender les évolutions des schémas de pensée et de comportement de la population russe. L'observation systématique de différents milieux et sphères de la société effectuée par le sociologue russe Youri Levada et son équipe depuis les années 1960 a permis d'élaborer en 1993 un modèle sociologique de « *l'homme soviétique ordinaire* »³⁷. Il s'agit d'un type socioculturel particulier, « *un éventail déterminé de types de comportement sociaux* » caractérisé par des traits précis qui se sont formés tout au long de la vie des individus dans le contexte soviétique.

Si, au début des années 1990, Youri Levada a constaté « *la non-reproductibilité et l'instabilité fondamentales de ce modèle* », ainsi que « *... la dépréciation qui s'effectue sous nos yeux de toutes les idées relatives à "l'exceptionnalité", à "l'opposition à l'Occident"...* », le chercheur a reconnu son erreur quelques années plus tard, quand ce modèle est réapparu au sein de la société russe. Depuis, une équipe de chercheurs dirigée par Boris Doubine, disciple de Youri Levada, a constaté la reproduction des représentations relevant du modèle de « *l'homme soviétique ordinaire* » dans le contexte institutionnel de la Russie postsoviétique ; cette situation se traduirait par une « *délibéralisation* » de la conscience de masse³⁸. À partir de la

³⁵ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, « Le syndrome post totalitaire : "la démocratie dirigée" et l'apathie des masses », dans LIPMAN Maria, RYABOV Andrey (dir.), *Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou, Elinina, 2007, pp. 8-64

³⁶ LANDRY Tristan, « Histoire postmoderne russe, mémoire postsocialiste et postérité de l'historiographie soviétique », dans TUGREON Laurier, *Les entre-lieux de la culture*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 219

³⁷ LEVADA Youri, *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, 356 p.

³⁸ DOUBINE Boris, « *Simvolny vozvrat v mesto simbolov peremen* » / « Les symboles du retour au lieu des symboles du changement », *Pro et Contra*, n° 5 (53), 2011, pp. 6-22

deuxième moitié des années 1990, sous une mince et fragile couche de rhétorique démocratique et réformatrice commencent à réapparaître les représentations traditionnelles : au fur et à mesure que la crise économique s'aggrave, les attentes des Russes se concentrent sur l'idée de « main forte », incarnée par un leader à la tête du pouvoir, capable de restaurer la stabilité, l'ordre social et l'intégrité du pays. Un changement substantiel des représentations de la démocratie et de l'Occident peut également être constaté à partir de la deuxième moitié des années 1990 : l'enthousiasme réformateur et « *l'occidentalophilie* » de masse des années 1980 font place à la déception, la rancune et le sentiment d'avoir été trahi par les élites. Les attitudes isolationnistes se renforcent et se manifestent à travers le thème de « *notre propre voie* », pierre angulaire du discours officiel, mais aussi à travers la xénophobie quotidienne et la rhétorique antiméricaine ; selon l'expression de Boris Doubine, dans le champ politique et idéologique russe, « *les symboles du retour ont remplacé les symboles du changement* »³⁹.

L'un des exemples les plus révélateurs de la persistance des attentes sociales héritées du passé soviétique est fourni par une étude de Susanne Wengle et Michael Rasell sur la tentative de réforme du système soviétique des avantages sociaux (*l'goty*) en 2005. Celle-ci concernait le système de privilèges que l'État soviétique accordait à de vastes catégories de citoyens (les militaires, les handicapés, les Héros de l'Union Soviétique, les habitants de la région du Nord, les victimes de Tchernobyl, mais aussi les retraités, les policiers, etc.), auxquels il garantissait un accès gratuit et illimité aux différents services publics, y compris le transport, le logement ou la médecine. La réforme de 2005 visait à convertir ces privilèges en allocations monétaires : la démarche était censée responsabiliser les receveurs. Mais les auteurs de la réforme, soulignent Susanne Wengle et Michael Rasell, n'ont pas tenu compte du côté symbolique du système réformé : trait distinctif de la protection sociale soviétique, celui-ci impliquait une certaine perception des relations entre l'État et l'individu, ainsi qu'une vision particulière des services publics. En effet, dans le système de protection sociale soviétique, la majorité des receveurs considéraient leur droit d'accès aux services publics comme un signe de mérite et de distinction ; au-delà de leurs avantages matériels, les *l'goty* possédaient un capital symbolique qui était source de fierté et constituait même un marqueur identitaire. La réforme a donc

³⁹ *ibid.*, p. 6

été perçue comme profondément injuste, « anti-peuple » : une cinquantaine de protestations civiles spontanées, dont les retraités étaient la force motrice (« *la révolution des grands-mères* »), ont été enregistrées dans plusieurs villes russes en janvier 2005, malgré un hiver particulièrement froid. La vague de contestation populaire a fini par déclencher une crise politique, contraignant le gouvernement à modifier substantiellement le projet de réforme afin d'apaiser les tensions. Pour Marie Mendras, étant donné la prégnance des représentations héritées de l'époque soviétique, « *intégrer la notion de coût à un service public que des dizaines de millions de Russes avaient pris l'habitude de considérer comme gratuit [...] était un pari impossible* »⁴⁰.

2. LA QUESTION MEMORIELLE

La réactivation des attitudes relevant de l'*homo sovieticus* a été de pair avec l'évolution de la mémoire du passé soviétique : selon les études sociologiques, depuis une décennie, les Russes manifestent un attachement tout particulier à ce dernier.

Les études consacrées à la mémoire collective du passé soviétique en Russie la qualifient de « *traumatique* »⁴¹, « *mutilée* »⁴², « *post-traumatique* »⁴³ ou encore « *fragmentaire et périphérique* »⁴⁴ ; frappée à la fois d'« *amnésie sélective* »⁴⁵ quant aux répressions et d'« *hypermnésie* »⁴⁶ quant à la victoire dans la Grande guerre patriotique, elle serait « *hantée par des fantômes du passé* »⁴⁷, présentant un entrelacement de conflits et de fractures, comme en témoignent les évaluations divergentes des événements et des personnages de l'histoire soviétique constatées régulièrement par les sondages⁴⁸. Elle fait également l'objet de manipulations et

⁴⁰ MENDRAS Marie, *Russie. L'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 228

⁴¹ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, pp. 65-81

⁴² *ibid.*

⁴³ LANDRY Tristan, « Histoire postmoderne russe, mémoire postsocialiste et postérité de l'historiographie soviétique », dans TURGEON Laurier, *Les entre-lieux de la culture*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 222

⁴⁴ ROGINSKII Arsenii, « Mémoire du stalinisme », *Le Débat*, mai-août 2009, n° 155, p. 119

⁴⁵ KHAPAEVA Dina, « History without Memory », *Eurozine*, 2009, <http://www.eurozine.com/articles/2009-02-02-khapaeva-en.html>, consulté le 10 février 2014

⁴⁶ NIVAT Georges, « Russie. Eclats de mémoire. Amnésie, hypermnésie, non-dits et contradictions », *Le courrier des pays de l'Est. Symbole et mémoire à l'Est. 29 pays, 19 regards*, La Documentation française, n° 1967, mai-juin 2008, pp. 8-12

⁴⁷ ETKIND Alexander, « Post-Soviet Hauntology: Cultural Memory of the Soviet Terror », *Constellations*, n° 1, vol. 16, 2009, pp. 182-200

⁴⁸ DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figuri vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie

d'abus. Tout d'abord, il s'agit d'une mémoire *manipulée*, car déformée par le pouvoir politique, qui vise à taire certains événements du passé pour en valoriser d'autres : nombre de travaux recensent à cet égard l'absence de critique vis-à-vis de l'époque soviétique dans le discours officiel, la sélection tendancieuse des faits historiques, la fixation sur les acquis de l'époque soviétique et la dissimulation des côtés sombres qui semblent constituer les bases du nouveau « *optimisme historique* » et du « *patriotisme sain* », concepts-phares de la présidence de Vladimir Poutine⁴⁹. Il s'agit ensuite d'une mémoire *empêchée* : non seulement la longue période de la censure soviétique a effacé des pans entiers de souvenirs, mais, en outre, après la chute de l'URSS, des traumatismes du passé ont été refoulés inconsciemment par la mobilisation de souvenirs-écrans, la nostalgie de la « *stabilité brejnévienne* » démontrée régulièrement par des sondages constituant un mécanisme de défense psychologique face au choc provoqué par l'écroulement de l'Empire soviétique. Enfin, il s'agit d'une mémoire *brisée* par les ruptures historiques de 1917 et 1991, entraînant une refondation complète du récit national ; ce dernier n'apparaît pas comme un tableau cohérent, mais comme des « *éclats de mémoire* »⁵⁰.

Au-delà du caractère problématique et conflictuel de la mémoire de l'époque soviétique en Russie, nombre d'études témoignent du fait que la perception du passé soviétique en Russie est très différente de la perception occidentale. Ainsi les attributs formels de la démocratie ne sont pas importants pour les Russes dans leur évaluation de l'époque soviétique : les appréciations se forment plutôt autour des acquis économiques et sociaux de l'époque⁵¹. Dans le contexte russe, les représentations du passé soviétique peuvent intégrer aussi bien les aspects négatifs que les éléments positifs associés au régime. Par exemple, si l'époque brejnévienne est communément perçue comme une époque de stagnation en Occident, tel n'est pas

actuelle », *Monitoring obschestvennogo mneniya / La veille de l'opinion publique*, n° 2, 2003, pp. 26-40

⁴⁹ Au sujet des usages publics de l'histoire dans la Russie actuelle voir notamment : THOM Françoise, « L'évolution idéologique de la Russie poutinienne », dans COURTOIS Stéphane (dir.), *op. cit.*, p. 197 ;

ETKIND Alexander, « Hard and Soft in Cultural Memory: Political Mourning in Russia and Germany », *Grey Room 16*, Summer 2004, pp. 36-59 ;

KOPOSSOV Nicolai, *Pamiat' strogogo rejima. Istoriia i politika v Rossii / La mémoire de haute sécurité. Histoire et politique en Russie*, Moscou, Novoe Literatournoe Obozrenie, 2011, p. 134 ;

PETROV Nikita, « Desiatiletie arkhivnykh reform v Rossii » / « Dix ans de réformes archivistiques en Russie », *Indeks*, n° 14, 2001, <http://index.org.ru/journal/14/petrov1401.html>, consulté le 10 février 2014

⁵⁰ NIVAT Georges, *précit.*, pp. 8-12

⁵¹ WHITE Stephen, « Russia's disempowered electorate », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester University Press, 2004, pp. 82-83

toujours le cas en Russie. Comme Youri Afanassiev le constate en 1992, « *Aujourd'hui encore, [...], cette époque est ressentie par beaucoup comme une accalmie relative, un moment de félicité ardemment désiré. Cette période de notre histoire a été qualifiée de "stagnation" par les idéologues gorbatchéviens, mais ce mot a tout autant le sens de "stabilité" et de "stationnement serein" que celui de "piétinement sur place". Bien des aspects du vécu de cette époque [...] ont donné aux contemporains des raisons de prendre ce qui se passait pour un apaisement longtemps attendu*⁵² ». L'étude effectuée en 2001 par Stephen White montre que le pouvoir communiste est perçu comme « *plus proche du peuple* », plus « *légitime* » et même « *plus transparent et honnête* »⁵³ que le pouvoir postcommuniste. Enfin, l'URSS des années 1970-1980 est considérée par la majorité de la population russe comme une « *société juste* »⁵⁴. Par ailleurs, au début des années 2000, on assiste à l'apparition du nouveau traumatisme de la *perestroïka*, perçue comme « *"l'anti-événement" du XX^e siècle* »⁵⁵. De surcroît, la propagande étatique exploite à volonté l'image diabolisée des années 1990, présentée comme une époque de désintégration, de chaos, d'absence d'autorité, laissant entendre que c'est l'imitation aveugle des modèles occidentaux qui en a été responsable⁵⁶.

À la lumière de ces considérations, il convient de s'interroger non seulement sur l'évolution de la mémoire collective dans la société russe, mais aussi sur les facteurs politiques et sociaux de son évolution, ainsi que sur le rôle qu'elle joue dans la société russe. Ces interrogations amènent à des questionnements plus profonds sur la mémoire collective, les moyens de sa construction et de sa transmission, ainsi que sur ses fonctions.

A. La notion de mémoire collective

La mémoire est un phénomène complexe : en témoigne le fait que cette notion est rarement utilisée seule, mais le plus souvent accompagnée d'un qualificatif venant

⁵² AFANASSIEV Youri, *Ma Russie fatale*, 1992, Paris, Calmann-Lévy, p. 231

⁵³ WHITE Stephen, *op. cit.*, pp. 82-83

⁵⁴ « *Gde byla lutche jizn' ?* » / « Où la vie était-elle meilleure ? », Sondage du centre *Levada*, février 2008, <http://www.levada.ru/press/2008031401.html>, consulté le 10 février 2014

⁵⁵ A ce propos, voir par exemple DOUBINE Boris, *Rossiia noulevykh: politicheskaia koul'toura, istoricheskaia pamiat', povsednevnaia zjizn' / La Russie des années deux mille: culture politique, memoire historique, vie quotidienne*, Moscou, Rossiiskaya Politicheskaya Entsiklopediia, 2011, 392 p.

⁵⁶ MANDEVILLE Laure, *La reconquête russe*, Paris, Bernard Grasset, 2008, 388 p.

de la psychologie ou de la psychanalyse (mémoire traumatique), de l'histoire (travail de mémoire), de la sociologie (mémoire collective) ou de la science politique (mémoire abusée⁵⁷). Objet de l'histoire, de la psychologie, de la philosophie, de la sociologie et même des sciences de la nature, la mémoire s'est constituée, au cours de vingt dernières années, comme un champ d'étude propre⁵⁸. L'expression « mémoire collective » renvoie à plusieurs phénomènes et sa problématisation se situe à l'articulation de l'individuel et du collectif, du psychique et du social, de l'histoire et de la mémoire, de l'État et de la société, de l'événement historique et de sa représentation. Si le terme renvoie à des réalités sociales diverses, il présente un nombre de traits caractéristiques qu'il est indispensable de rappeler.

1. Les cadres sociaux de la mémoire

La mémoire collective est le plus souvent conçue comme un ensemble de représentations du passé partagées par les membres du groupe considéré. Dans les années 1930, le psychologue anglais Frederic Bartlett a montré que la mémoire, loin d'être un stock de souvenirs, reconstruisait le passé à partir des schémas culturels propres à chaque société. La mémoire des groupes modifie progressivement les représentations pour qu'elles soient conformes au cadre culturel : « *une histoire ne sera retenue que lorsque la mémoire l'aura transformée à sa manière, de façon à ce qu'elle puisse s'accorder [...] avec le "schéma" de la culture* »⁵⁹. Puisque les représentations du passé ne peuvent pas être dissociées de la situation présente et des expériences de chaque groupe, la mémoire est tributaire de facteurs sociaux.

Les travaux de Maurice Halbwachs : rejoignent ceux de Frederic Bartlett concernant les facteurs sociaux susceptibles de façonner la mémoire. Introduisant la notion de « cadres sociaux de la mémoire », Halbwachs démontre, dans son œuvre éponyme, que la mémoire se situe aussi bien dans le champ individuel que collectif : pour reconstituer son passé, un individu se sert de cadres d'interprétation fournis par

⁵⁷ ROEDIGER III Henry L., WERTSCH James V., « Creating a new discipline of memory studies », *Memory Studies*, n° 9, 2008, p. 10

⁵⁸ « Ainsi l'historien américain Alon Confino désigne la notion de "mémoire" comme "peut-être le terme le plus important dans les études culturelles récentes" (CONFINO, 1997: 1386) ». Cité par OESER Alexandra, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Edition de la Maison des Sciences de l'homme, 2010, p. 26.

⁵⁹ HAAS Valérie, JOULET Denise, « Pensée et mémoires sociales », dans PETARD Jean-Pierre (dir.), *Psychologie sociale*, Paris, Bréal, 2^{ème} édition, 2007, p. 132

les différents groupes auxquels il appartient ou a appartenu ; « *Nos souvenirs demeurent collectifs, et ils nous sont rappelés par les autres, alors qu'il s'agit d'événements auxquels nous seuls avons été mêlés [...]. C'est qu'en réalité nous ne sommes jamais seuls* »⁶⁰. Les travaux plus récents qui se situent dans le champ des interprétations du passé insistent sur le fait que la mémoire collective est multiple et instable : elle a la faculté de réinterpréter, réactualiser et adapter les faits historiques en fonction des besoins du présent. Pour Marie-Claire Lavabre, la mémoire collective peut être définie comme « *une interaction entre les politiques de la mémoire – encore appelée “mémoire historique” –, et les souvenirs – “mémoire commune”, de ce qui a été vécu en commun* »⁶¹. Si l'on reprend cette analyse, la mémoire est par définition multiple et les représentations du passé sont variables : puisqu'il existe autant de mémoires que de groupes fournisseurs des cadres sociaux, et puisque ces groupes fonctionnent dans un certain contexte social et politique, les représentations du même événement ou de la même période historique peuvent varier et un décalage peut exister entre la mémoire individuelle et la mémoire collective telle qu'elle est façonnée par les groupes dominants. Par ailleurs, si la mémoire renferme une multitude d'images et de représentations, celles-ci ne sont pas toutes situées au même niveau : dans la mesure où il est réglé par la dialectique des souvenirs et de l'oubli, et où l'empreinte laissée par les différents événements est différente, le processus de remémoration procède inévitablement à une hiérarchisation des représentations ; il en résulte un tableau plus au moins fragmenté, au sein duquel il est possible de distinguer des époques, des personnalités, des événements, des images, des notions plus au moins présentes et fortes.

Il est indispensable d'évoquer également un autre concept, celui de « *mémoire culturelle* », développé en 1992 par l'anthropologue allemand Jan Assman, qui a élargi la perspective sociologique halbwachsienne à la dimension culturelle. Dans son ouvrage *Das Kulturelle Gedächtnis*⁶² (*La mémoire culturelle*), Jan Assman constate l'extrême diversité des manifestations culturelles à travers lesquelles la mémoire d'une société perdure et participe à la formation de l'identité du groupe : rituels,

⁶⁰ HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 52

⁶¹ LAVABRE Marie-Claire, *Pour une sociologie de la mémoire*, Résumé d'une intervention, lors des « Transversales du CNRS », 25 janvier 2000, <http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>, consulté le 10 février 2014

⁶² ASSMAN Jan, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, traduit de l'allemand par Diane Meur, Paris, Aubier, 2010, 372 p.

images, chansons, monuments, narrations orales, éléments architecturaux, mais aussi éléments du paysage naturel ; « *tout fait partie de l'objet que l'on veut comprendre, et on ne peut rien omettre* »⁶³. La théorie de la mémoire culturelle élaborée par Jan Assman se présente comme une tentative pour relier les dimensions culturelle et sociale de la mémoire : le concept se réfère à toutes les formes de remémoration qui vont au-delà des souvenirs individuels, incluant « *les cadres sociaux et culturels de la mémoire qui assurent la transmission du sens, la mémoire imitative, la mémoire des objets et la mémoire communicationnelle ou encore interactionnelle* »⁶⁴ ; tant les textes, les images et les rituels particuliers de chaque société que les « *connaissances collectives* » du passé, basées sur l'unicité de chaque groupe porteur, en font partie. Son organisation, sa médiation et ses institutions porteuses sont « *extrêmement diverses* » : si la mémoire est intrinsèquement liée à un groupe, ce n'est que par la fixation dans un support durable, matériel (image, écrit) ou immatériel (narration, rituel), qu'elle dépasse les limites du groupe pour faire partie de « *l'héritage culturel institutionnalisé* ». Elle est donc liée aux supports dont les contenus, les modifications et les usages sont variables et font également partie de la mémoire culturelle. Il convient de noter que, si la tradition française privilégie le concept de mémoire collective, la notion de « *cultural memory* », au sens assmanien, est plus souvent utilisée dans la littérature académique anglophone.

Alon Confino procède en 1997 à une réflexion critique sur la méthodologie des études mémorielles. Définissant la mémoire comme « *le résultat d'une relation entre une représentation particulière du passé et le spectre entier des représentations symboliques disponibles dans la société* »⁶⁵, il montre qu'il est important non seulement d'étudier les « *mémoires isolées* », mais aussi de mettre en perspective les relations que les différentes mémoires entretiennent les unes avec les autres. Alon Confino met l'accent sur les relations entre la construction et les usages de la mémoire par les élites et sa réception et/ou contestation par la société : de cette manière, affirme-t-il, les études mémorielles permettent non seulement d'éclairer les façons dont le passé est représenté, mais aussi d'explorer la question plus vaste du

⁶³ ASSMAN Jan, « Collective Memory and Cultural Identity » (traduction d'Allemand de John Szaplicka), *New German Critique*, n° 65, Cultural History / Cultural Studies, 1995, p. 131

⁶⁴ « Activités sociologiques », *Sociétés*, 2011/4, n°114, p. 188

⁶⁵ *ibid.*, p. 1391

rôle du passé dans la société⁶⁶. « *L'enjeu crucial des études de la mémoire, souligne-t-il, [est de comprendre] non pas les façons dont le passé est représenté, mais les raisons de son acceptation ou de son rejet [par la société]* »⁶⁷. Pour Alon Confino, étudier la mémoire, c'est étudier « *les mentalités collectives* » et avoir « *un regard compréhensif sur la culture et la société* »⁶⁸.

2. Le rôle de la mémoire collective

Quel est le rôle joué par la mémoire collective ? Nombre d'auteurs soulignent le croisement entre la problématique de la mémoire et celle de l'identité collective, mettant en évidence l'importance de la mémoire partagée pour la cohésion sociale. Ainsi Paul Ricœur présente la mémoire comme une « *composante temporelle de l'identité, en conjonction avec l'évaluation du présent et la projection du futur* »⁶⁹. Les représentations du passé sont constitutives de l'identité individuelle et collective, souligne Tsvetan Todorov : c'est en se constituant un passé commun que l'on pourra bénéficier de la reconnaissance due au groupe⁷⁰. C'est en assimilant les représentations historiques supposées communes aux membres d'une société qu'on devient membre de ladite société : l'intégration passe par l'adhésion à une conception du passé, qui se manifeste par le biais des *lieux de mémoire*, c'est-à-dire des lieux où cette mémoire se perpétue, à savoir les commémorations, les monuments, les musées, l'enseignement, etc.

La construction de la nation est dès lors indissociable de la construction de la mémoire collective nationale, intégrant une série d'images symboliques qui constituent un héritage culturel partagé. L'importance de la mémoire partagée s'amplifie lors des périodes transitoires, au moment où sont élaborés des référentiels culturels, identitaires, historiques et politiques nouveaux. En 1995, Claus Offe affirme, dans son article « *Designing Institutions for East European Transitions* »⁷¹, l'importance du passé national dans la fondation des nouvelles institutions : le passé fournit des modèles institutionnels répliqués par des acteurs qui « *cherchent de*

⁶⁶ CONFINO Alon, « Collective Memory and Cultural History », *American Historical Review*, vol. 102, n° 5, December 1997, p. 1389

⁶⁷ CONFINO Alon, *op. cit.*, p. 1390

⁶⁸ *ibid.*, p. 1389

⁶⁹ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 98

⁷⁰ TODOROV Tsvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2004, pp. 52-53

⁷¹ OFFE Claus, *op. cit.*, pp. 47-66

l'inspiration (...) dans le passé du pays »⁷², tout en participant aux mécanismes de légitimation des institutions nouvellement créées. De nombreuses études de cas publiées dans les années 2000 insistent sur le rôle des représentations du passé dans les constructions identitaires : dans divers pays d'Europe de l'Est ont été mis en évidence l'importance de la reconstitution des mythologies nationales enracinées dans le passé présocialiste⁷³, la quête identitaire à travers la renaissance religieuse⁷⁴, la relecture de l'histoire nationale et du passé récent^{75,76}, la cohabitation de représentations opposées au sein de la même société⁷⁷, et le rôle central du consensus sur les représentations du passé dans la création du sens commun (*public meaning*), indispensable au fonctionnement du système politique^{78,79}. Pour Jean Radvanyi, le passage à l'économie de marché et la création de nouvelles institutions a nécessité la mise en place de « *référentiels sociaux* » nouveaux⁸⁰ qui, à leur tour, ont impliqué une relecture substantielle des histoires nationales suivie par une « *construction volontaire* » d'un nouveau récit national dans le but de rompre avec l'identité soviétique⁸¹.

L'importance du rôle de la mémoire collective renvoie à la question de l'usage du passé à des fins civiques et politiques. « *Le cœur du problème*, souligne Paul Ricœur, *c'est la mobilisation de la mémoire au service de la quête, de la requête, de la revendication d'identité* »⁸². La littérature sur les abus de la mémoire et les usages politiques du passé met en lumière leur rôle de ressource politique : si les images du passé jouent un rôle dans la construction identitaire de la nation à travers le panthéon des héros nationaux, l'image des martyrs et le souvenir des victoires, la problématique de la mémoire est indissociable des enjeux politiques nationaux. Les

⁷² *ibid.*, p. 54

⁷³ AMACHER Korine, HELLER Leonid (dir.), *Le retour des héros : la reconstitution des mythologies nationales à l'heure du postcommunisme*, 2010, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2010, 276 p.

⁷⁴ TOMKA Miklós, *Expanding religion: religious revival in post-communist Central and Eastern Europe*, 2011, Berlin/New York, De Gruyter, 2011, 258 p.

⁷⁵ KOPECEK Michal (dir.), *Past in the Making. Historical Revisionism in central Europe after 1989*, Budapest, CEU Press, 2008, 264 p.

⁷⁶ TODOROVA Maria (dir.), *Remembering communism: genres of representation*, 2010, New York, Social Science Research Council, 450 p.

⁷⁷ BEKUS Nelli, *Struggle over identity: the official and the alternative "Belarusianness"*, 2010, Budapest, CEU Press, 306 p.

⁷⁸ MARK James, *The unfinished revolution: making sense of the communist past in Central-Eastern Europe*, 2010, London, Yale University Press, 312 p.

⁷⁹ GILL Graeme, « "Lenin Lives": Or Does He? Symbols and the Transition from Socialism », *Europe-Asia Studies*, n° 2, 2008, pp. 174, 175

⁸⁰ RADVANY Jean (dir.), *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 9

⁸¹ RADVANY Jean, *op. cit.*, p. 11

⁸² RICOEUR Paul, *op. cit.*, p. 98

représentations du passé se trouvent au cœur même du problème de légitimation du pouvoir : des « *représentations fondatrices de légitimité* » sont présentes dans toutes les sociétés ; « *tout pouvoir politique, affirme Bronislaw Baszko, s'entoure de représentations collectives et [...] pour lui le domaine [...] du symbolique est un lieu stratégique d'une importance capitale* »⁸³. Dans la mesure où les représentations du passé véhiculent des symboles politiques forts, elles constituent des « *leviers qui permettent à des dirigeants de susciter à leur profit, ou au profit de la cause qu'ils défendent, des soutiens, des adhésions voire des dévouements extrêmes* »⁸⁴. L'image du passé participe à la création et à la diffusion des représentations qui servent d'appui aux structures politiques et sociales dominantes⁸⁵. Ainsi la mémoire peut faire partie intégrante des enjeux politiques nationaux et être utilisée comme ressource dans des affrontements entre les élites⁸⁶ ; elle peut susciter une mobilisation des acteurs et des institutions. Enfin, les théories des relations internationales d'inspiration constructiviste, qui insistent sur l'importance des idées et des valeurs, s'ouvrent de plus en plus aux problématiques mémorielles : pour Eric Langenbacher, la mémoire collective, en tant qu'« *élément constitutif des systèmes de croyances individuels et, plus globalement, de la culture politique et de l'identité collective* », façonne le comportement des décideurs politiques, mais aussi la perception des intérêts nationaux, influençant les politiques étrangères et les relations bilatérales⁸⁷. De même, plusieurs auteurs de l'ouvrage collectif *Memory Games* mettent en évidence le potentiel politique de la mémoire dans les relations entre les nations⁸⁸.

L'influence que la mémoire collective exerce sur le plan politique et social est liée à sa capacité de contribuer à la formation des représentations collectives, parfois appelées représentations sociales. Celles-ci peuvent être définies comme une « *forme*

⁸³ BASZKO Bronislaw, *op. cit.*, pp. 13, 33

⁸⁴ BRAUD Philippe, *op. cit.*, p. 121

⁸⁵ HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, p. 8

⁸⁶ Voir par exemple MATONYTE Irmina, « *The Elites' Games in the Field of Memory: Insights From Lithuania* », dans MINK Georges, NEUMAYER Laure (dir.), *History, Memory and Politics in Central and Eastern Europe. Memory Games*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 105-119 ; RAIMUNDO Filipa, « *Dealing With the Past in Central and Southern European Democracies: Comparing Spain and Poland* », *op. cit.*, pp. 136-154 ; MINK Georges, « *Institutions of National Memory in Post-Communist Europe : From Transitional Justice to Political Uses of Biographies (1989-2010)* », *op. cit.* p. 155-170

⁸⁷ LANGENBACHER Eric, SHAIN Yossi, *Power and the Past. Collective Memory and International relations*, Washington, Georgetown University Press, 2010, 306 p.

⁸⁸ Voir par exemple DELORI Mathias, « *Le poids de la mémoire sur la politique étrangère* », *Politique Européenne*, 2011, n° 34, pp. 231-241 ; PERCHOC Philippe, « *History as a Tool for Foreign Policy in the Baltic States After Independence* », dans MINK Georges, NEUMAYER Laure (dir.), *op. cit.* pp. 242-256

de connaissance courante, dite "de sens commun" », socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique d'organisation et d'orientation des conduites et communications, établissant une vision de la réalité commune à un ensemble social ou culturel donné⁸⁹. Loin d'être un amas d'éléments déconnectés, les représentations forment un ensemble organisé d'éléments cognitifs (opinions, informations, croyances) relatifs à un objet social⁹⁰, au sein desquels les représentations du passé sont en relation avec celles du présent : « Il ne s'agit pas d'une collection d'éléments cognitifs, mais bien d'une structure. [...] cela signifie que les individus s'accordent à établir des relations entre ces divers éléments »⁹¹. La mémoire collective est en effet présente au cœur même des représentations sociales : distinguant au sein des représentations sociales un « système périphérique », souple et évolutif, et un « système central », stable, rigide, cohérent et consensuel, Jean-Claude Abric souligne que ce noyau dur des représentations est lié à la mémoire collective du groupe⁹². Par ailleurs, tant la mémoire collective que les représentations collectives remplissent une fonction identitaire dans la mesure où les groupes élaborent des codes communs et des systèmes d'interprétation de la réalité⁹³. D'autres auteurs soulignent que la mémoire collective peut être analysée en tant que « variable au sein même du processus représentationnel, c'est-à-dire comme un élément pouvant modeler, au fil du temps, le filtre que constitue une réalité sociale représentée »⁹⁴. Dans ses nombreux travaux, Serge Moscovici montre que, dans le processus d'ancrage des représentations au sein de la société, le poids de la mémoire intervient dans la comparaison des informations nouvelles avec les catégories familières parce que ces dernières « forment des significations culturellement codées du fait même que l'individu a acquis un système de catégories et un principe de classement, et que ceux-ci sont communs aux membres d'une société »⁹⁵. Par exemple, les comparaisons

⁸⁹ JODELET Denise (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1993, 447 p.

⁹⁰ MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, *Les représentations sociales : pratiques des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 13

⁹¹ *ibid.*

⁹² ABRIC Jean-Claude, « L'organisation interne des représentations sociales : système central et système périphérique », dans GUIMELLI Christian (dir.), *Structures et transformations des représentations sociales*, 1994, Lausanne, Textes de base, p. 23, cité par ROUSSIAU Nicolas, RENARD Elise, « Des représentations sociales à l'institutionnalisation de la mémoire sociale », *Connexions*, 2003, n° 80, p. 35

⁹³ VIAUD Jean, « Mémoire collective, représentations sociale et pratiques sociales », *Connexions*, n° 80 (2), 2003, p. 13

⁹⁴ ROUSSIAU Nicolas, RENARD Elise, *op. cit.*, p. 31-41

⁹⁵ MOSCOVICI Serge, « Pensée stigmatisée et pensée symbolique. Deux formes élémentaires de la pensée sociale », dans GARNIER Cathérine (dir.), *Les formes de la pensée sociale*, 2000, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 21-53, cité par BONARDI Christine, « Représentations sociales et mémoire : de la dynamique aux structures premières », *Connexions*, 2003, n° 80, p. 46

avec les régimes politiques précédents fournissent des cadres pour l'interprétation du contexte politique et social actuel (« bon / mauvais gouvernement », « société solidaire / atomisée », « bonne / mauvaise gestion de la crise économique », etc.). Les représentations, formées par une multitude de facteurs, constituent des « *univers d'opinion* » complexes composés d'un ensemble d'informations, d'opinions et de croyances relatives à un objet social⁹⁶. Ces éléments ne représentent pas une collection chaotique, mais constituent bien une structure : si les individus établissent des relations entre les divers éléments, au sein des représentations la frontière entre « *je pense* », « *je sais* » et « *je crois* » est souvent floue⁹⁷. Par conséquent, une représentation sociale n'est jamais constituée *ex nihilo*, « *mais procède de représentation(s) antérieure(s) ou plutôt d'état(s) antérieur(s) d'elle-même* »⁹⁸. Participant ainsi à la formation des valeurs, la mémoire collective conditionne les attitudes politiques et influence les comportements, génère un état d'esprit, des attentes et des idées relatives à la politique, favorisant certaines politiques et influant sur le développement du pays.

C'est donc à travers son lien avec les représentations de la réalité que la mémoire participe à la production de croyances et de référentiels communs, à l'élaboration des modèles formateurs (« chef », « citoyen », etc.) et, plus globalement, à la création et au maintien de l'identité sociale et à l'établissement de « *l'ordre social où chaque élément trouve sa place* »⁹⁹. Indispensables à la vie dans la société, ces systèmes de représentations sont protégés (par exemple des croyances concurrentes) et diffusés (notamment à travers les institutions de la socialisation primaire et secondaire) afin de préserver la cohésion entre les générations par la reproduction du modèle social. L'intégration individuelle dans ces systèmes de représentations collectifs partagés est acquise lors du processus de socialisation : la mémoire peut ainsi être considérée comme un élément important sous-tendant la reproduction des liens sociaux et identitaires.

⁹⁶ MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, *Les représentations sociales : pratiques des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 13

⁹⁷ *ibid.*

⁹⁸ ROUQUETTE Michel-Louis, *Sur la connaissance des masses*, 1994, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, p. 180, cité par ROUSSIAU Nicolas, RENARD Elise, *op. cit.*, p. 32

⁹⁹ BASZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984, p. 32

3. La distinction entre mémoire et histoire

Comme le rappelle François Dosse dans l'article « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », la première tentative de dissocier mémoire et histoire revient à Maurice Halbwachs : présentant les deux objets comme deux univers bien distincts, il a placé du côté de la mémoire « *tout ce qui fluctue, le concret, le vécu, le multiple, le sacré, l'image, l'affect, le magique* », alors que l'histoire est caractérisée par son caractère « *exclusivement critique, conceptuel, problématique et laïcisant* »¹⁰⁰. Selon Pierre Nora, tout oppose l'histoire et la mémoire¹⁰¹ : si la mémoire est « *... vie, toujours portée par des groupes vivants, [...] en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations* »¹⁰², l'histoire se présente comme « *une reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus* » ; si la mémoire est affective et imaginaire, « *sensible à tous les transferts, écrans, censure ou projections* », l'histoire est une « *opération intellectuelle et laïcisante* », appelant « *analyse et discours critique* » ; si la mémoire est par nature « *multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée* », l'histoire « *appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel* »¹⁰³.

Toutefois, si l'histoire, dans la définition de Pierre Nora, constitue une entreprise de construction critique et scientifique « *de ce qui n'est plus* », cette construction n'en reste pas moins problématique : le travail de l'historien n'est pas déconnecté d'un contexte social et politique plus large, et l'interprétation des sujets historiques peut être influencée par les enjeux du moment. Ainsi Paul Ricœur met en évidence la fonction sélective du récit historique, « *qui offre à la manipulation l'occasion et les moyens d'une stratégie rusée qui consiste d'emblée en une stratégie de l'oubli autant que de la remémoration* »¹⁰⁴. Les débats sur le rôle de l'historien qui réapparaissent régulièrement, à l'occasion des dates symboliques et des commémorations des événements controversés, témoignent du caractère

¹⁰⁰ DOSSE François, « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison présente*, 1998, p. 5

¹⁰¹ NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 24

¹⁰² *ibid.*, pp. 24-25

¹⁰³ *ibidem*.

¹⁰⁴ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 103

problématique de la reconstruction des pages sensibles du passé national : en France, les débats concernant la période de Vichy, la Révolution française, la guerre d'Algérie, la colonisation et l'esclavage ont montré que les historiens ne restaient pas en dehors des conflits de mémoires. Certains historiens prennent une part active au débat sur les pages controversées de l'histoire : par exemple, un Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire a été créé en 2005 en réaction à l'adoption de la loi dite « Mekachera » du 23 février 2005, qui insistait sur les effets positifs de la colonisation ; le Comité regroupe des historiens, des universitaires et des enseignants du secondaire afin de « *porter un regard critique sur les usages et mésusages publics de l'histoire* »¹⁰⁵. « *Les historiens ne vivent pas dans une tour d'ivoire [...]* », peut-on lire dans le manifeste du Comité, « *Depuis le XIX^e siècle, le contexte politique et social a joué un rôle essentiel dans le renouvellement de leurs objets d'étude. Les luttes ouvrières, le mouvement féministe, la mobilisation collective contre le racisme, l'antisémitisme et la colonisation, ont incité certains d'entre eux à s'intéresser aux "exclus" de l'histoire officielle [...]. Il y a donc un rapport étroit entre la recherche historique et la mémoire collective, mais ces deux façons d'appréhender le passé ne peuvent pas être confondues* »¹⁰⁶. Dans de nombreux pays postcommunistes, la création d'Instituts de la mémoire nationale, qui va de pair avec l'instrumentalisation du passé communiste, considéré comme une ressource par les élites politiques, constitue un autre exemple de la politisation de l'histoire ; davantage juges du passé que ses reconstruteurs critiques, les historiens sont dès lors amenés à prendre une part active aux combats politiques nationaux¹⁰⁷.

S'il est vrai que les historiens jouent traditionnellement un rôle important dans la fixation des « vérités » historiques, dans les sociétés contemporaines, des représentations diverses du passé sont produites par de multiples acteurs et diffusées par les médias. Comme le souligne Pierre Nora, alors qu'il y avait traditionnellement trois émetteurs principaux de la mémoire – les grandes familles, l'Eglise et l'État –,

¹⁰⁵ Le site du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, <http://cvuh.blogspot.fr/2007/02/manifeste-du-comite-de-vigilance-face.html>, consulté le 10 février 2014

¹⁰⁶ Le manifeste du CVUH juin 2005, cité par BOETSCH Gilles, « L'université et la recherche face aux enjeux de mémoire : le temps des mutations », dans BLANCHARD Pascal, VEYRAT-MASSON Isabelle, *Les guerres de mémoires*, La Découverte « Cahiers libres », 2008, p. 188

¹⁰⁷ MINK Georges, « *Institutions of National Memory in Post-Communist Europe : From Transitional Justice to Political Uses of Biographies (1989-2010)* », dans MINK Georges, NEUMAYER Laure (dir.), *op. cit.*, pp. 105-119

aujourd'hui, « *tout le monde produit de la mémoire* »¹⁰⁸. Le rôle de plus en plus important joué par les médias a un impact sur la mémoire collective : s'affranchissant des catégories et des contextes institutionnels traditionnels, celle-ci devient de plus en plus intensément diffusée. Le chercheur anglais Andrew Hoskins propose le concept de « *nouvelle mémoire* » (*new memory*) afin de comprendre les effets possibles des médias sur la mémoire collective : forgée moins à partir des lieux de mémoire traditionnels que de la constante présence visuelle des médias électroniques et de la presse écrite, celle-ci constitue une entreprise « *purement populaire* »¹⁰⁹. Ainsi étudier la mémoire à l'heure actuelle renvoie à une interrogation plus large sur la façon dont celle-ci est construite, transmise et reproduite dans des milieux de plus en plus diversifiés.

B. La mémoire du passé soviétique

Dans le cadre de ce travail, nous avons adopté une double approche. Il s'agit en premier lieu de prendre en compte la dimension dynamique de la mémoire collective, qui évolue et se cristallise au gré de multiples influences sociales, culturelles et politiques : la remémoration dans son acception classique, celle de Maurice Halbwachs ou celle de Frédéric Barthelett, prend appui sur la multitude de représentations disponibles dans la société, à travers lesquelles les expériences personnelles sont inscrites dans un cadre plus large. Ainsi la mémoire est susceptible d'être substantiellement modifiée par des représentations de provenance variée (enseignement, médias, discours politiques, produits culturels). Il s'agit en second lieu de considérer l'étude de la mémoire collective comme un outil permettant d'explorer les phénomènes politiques et sociaux : l'enjeu de l'étude est d'aller plus loin que la simple description de l'évolution des représentations du passé soviétique, afin de révéler les raisons et les mécanismes de cette évolution.

1. L'évolution des représentations du passé

Dans un processus d'évolution permanente, les représentations du passé circulent, coexistent, s'affrontent ou se renforcent mutuellement au sein des cultures nationales, en fonction des différents milieux : la même représentation peut prendre

¹⁰⁸ NORA Pierre (dir.), *op. cit.*, p. 31

¹⁰⁹ HOSKINS Andrew, « Signs of the Holocaust: exhibiting memory in a mediated age », *Media Culture Society*, n° 25 (1), 2003, p. 8

des formes et recouvrir des significations différentes selon qu'elle s'exprime lors d'un discours de campagne électorale ou dans les pages d'un manuel scolaire ; la forme qu'elle est susceptible de prendre dépend du contexte et de l'objectif de son invocation, ainsi que du positionnement politique et social de celui qui fait appel au passé. La distinction d'Alexandre Etkind entre les éléments « *hard* » et « *soft* » des représentations du passé est utile pour analyser ce processus d'interaction¹¹⁰ : les éléments « *mous* » relèvent principalement des textes (y compris la littérature et les narratifs historiques), mais aussi du discours culturel et politique sur le passé, des opinions publiques, des débats historiques, tandis que les éléments « *durs* » consistent principalement en des monuments, mais aussi en des normes et des prescriptions. Ce n'est pas l'existence de ces éléments mais leur interaction permanente qui confère son sens au passé et l'inscrit dans la durée : « *Les monuments sans inscriptions sont muets, les textes sans monuments sont éphémères* »¹¹¹. C'est pourquoi on a choisi de cerner les représentations du passé soviétique dans la diversité des formes sous lesquelles elles sont évoquées et mobilisées et des milieux où elles circulent.

L'étude des représentations du passé implique l'analyse des divers vecteurs qui les façonnent. Puisque les représentations du passé ne sont pas immuables et figées, elles sont susceptibles d'être effacées ou de réapparaître en fonction du contexte ; la place qu'elles occupent dans la mémoire collective peut également être modifiée sous l'influence de multiples facteurs. La plupart des études portant sur les représentations du passé soviétique se limitent aux analyses basées sur les « photographies » immédiates de l'état des représentations, les études longitudinales étant rares à cause de la difficulté de suivre l'objet pendant une période longue. Cependant, certaines périodes, comme celle de la construction identitaire, partie intégrante de la transition démocratique, ou bien les campagnes électorales, constituent des moments où les appels au passé sont particulièrement nombreux, leur fonction politique apparaissant alors dans toute son ampleur. Comme le montrent nombre d'études, dans le cas de la Russie postsoviétique, une période d'« *hypermnésie* » du communisme a succédé à la période d'« *amnésie* ». Dans l'analyse des représentations, il est indispensable de prendre en compte le contexte historique, politique et social dans lequel elles ont été élaborées ainsi que la motivation des acteurs-phares de leur construction : les

¹¹⁰ Dans son article « Hard and Soft in Cultural Memory », le chercheur parle de « *la mémoire culturelle de chaque société* », recourant à la définition de Jan Assman.

¹¹¹ ETKIND Alexander, « Hard and Soft in Cultural memory », *Grey Room*, n° 16, 2004, pp. 39-40

représentations du passé ont aussi une histoire, dont l'étude permet d'éclairer non seulement les mécanismes de leur formation, de leur inscription dans la durée et de leur reproduction, mais aussi leur fonctionnement et leur rôle politique et social.

Dans le cadre du présent travail, les représentations du passé seront considérées en tant qu'espace de relations et de conflits entre des forces sociales variées (État, individus, groupes politiques ou sociaux, etc.), porteuses de représentations souvent concurrentielles voire contradictoires. Puisque, comme le souligne Enzo Traverso, « *la visibilité et la reconnaissance d'une mémoire dépendent aussi de la force de ceux qui la portent* »¹¹², l'imposition publique de certaines représentations plutôt que d'autres est le reflet des rapports de force politiques et sociaux existant dans une société donnée.

En poussant plus loin le raisonnement, on entend dépasser l'aspect purement descriptif de l'analyse de la mémoire en posant *trois séries de questions* qui baliseront la recherche. La première série de questions concerne les évolutions de la mémoire de l'époque soviétique dans la Russie postcommuniste, ses lacunes et ses points sensibles, ainsi que les mécanismes de reproduction des représentations dans un contexte institutionnel renouvelé : comment les représentations du passé soviétique ont-elles évolué tout au long des vingt dernières années, quelles ont été les images dominantes et les opinions en jeu à différentes périodes ? Que reste-t-il du système de représentations soviétique, quels symboles ont disparu, lesquels restent et montent en force et quelles en sont les raisons ? Quels sont les milieux de leur production et diffusion dans la Russie actuelle ? Aujourd'hui, que signifie le passé soviétique pour les Russes de différentes générations, comment les représentations du passé sont-elles reproduites par ceux qui ne l'ont pas connu, y a-t-il une différence entre la mémoire propre et la mémoire apprise ?

La deuxième série de questions porte sur les fonctions politiques de la mémoire dans la société russe et le rôle qu'elle a joué dans la transition postcommuniste : que peut nous apprendre l'évolution de la mémoire collective sur l'évolution politique de la Russie ? Quelles sont les logiques identitaires et politiques derrière les

¹¹² TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, 2005, Paris, La Fabrique Editions, p. 54

reconstructions du passé soviétique, comment ce passé est-il utilisé par des acteurs politiques, comment est-il enseigné et quel est le rôle du pouvoir politique dans la construction du récit national ?

Enfin, la troisième série d'interrogations touche à la cohérence interne des représentations du passé soviétique dans la société russe : existe-t-il un décalage entre les représentations promues au niveau politique, celles qui sont produites et diffusées *via* les vecteurs culturels et médiatiques et celles qui s'expriment dans la mémoire collective ? Quel est le degré d'homogénéité des représentations du passé, sont-elles acceptées et partagées par la société, constituant un symbole fédérateur, ou sont-elles une source de conflits divisant la société russe ?

Afin de répondre à ces questions, on a choisi de prendre non pas une, mais plusieurs « photographies » des représentations, prises à différents moments, afin de comprendre leur évolution au cours des vingt dernières années. Un suivi permanent de l'objet n'étant pas possible, nous avons choisi de nous concentrer sur les moments pendant lesquels les représentations du passé soviétique ont été activement (re)construites, diffusées et débattues dans la société russe ou évoquées par le pouvoir pour mobiliser la population, légitimer ses actions ou justifier tel ou tel choix. Une attention particulière a été portée aux périodes de changement des représentations : les périodes de basculement d'un système de représentations à un autre, de (ré)émergence ou de disparition des représentations constituent des moments propices pour mettre en lumière à la fois les mécanismes de leur fonctionnement et leur soubassement politique.

La sortie de l'époque soviétique constitue la première période sur laquelle l'attention sera portée dans le cadre de cette thèse. C'est en effet à ce moment que l'on assiste à l'irruption des représentations du passé soviétique dans le débat public, qui posera les jalons d'un clivage durable des représentations. La période étudiée commence en 1987, avec le début de la politique de *glasnost'*, quand la société soviétique se met pour la première fois à parler ouvertement de son passé. La période des années 1990, qui correspond à une intense quête identitaire de la société russe, constitue un deuxième repère chronologique, qui permet d'illustrer le lien entre les représentations du passé et les constructions identitaires, tandis que les campagnes

électorales et les luttes politiques de cette même décennie rendent visible l'instrumentalisation politique du passé. Enfin, la première décennie du XXI^e siècle, qui témoigne d'un changement dans le système de représentations du passé à tous les niveaux – débat public, constructions politiques et représentations collectives – constitue le dernier repère temporel. Il s'agit moins de décrire la succession des séquences dans la réévaluation du passé soviétique que de mettre en évidence la genèse des clivages concernant le passé soviétique. L'objet sera donc analysé en termes diachroniques : émergeant à partir du même terrain culturel et suivant globalement la même direction d'évolution, les représentations constituent des constructions beaucoup plus durables que les décisions politiques ou les productions culturelles, souvent déterminées par la conjoncture immédiate ; si leur évolution est en partie tributaire du politique, il n'en reste pas moins que, en sens inverse, la lenteur du changement de leur noyau dur influe sur le politique.

2. La spécificité de la mémoire du passé soviétique

Les considérations ci-dessus rejoignent les interrogations relatives à la spécificité du fonctionnement de la mémoire du passé soviétique en Russie. En effet, si les différentes manifestations de nostalgie du socialisme en Europe de l'Est sont régulièrement recensées par des observateurs¹¹³, l'attitude par rapport au passé soviétique en Russie va au-delà d'un simple phénomène nostalgique : dans le cas russe, le lien entre le présent et le passé est particulièrement fort. Plusieurs études ont montré que le champ des représentations historiques et celui des représentations politiques ne constituent pas, dans le contexte russe, des univers distincts et bien délimités, mais fonctionnent plutôt en symbiose. Les univers politique et historique sont difficilement séparables : le débat sur le passé peut faire office de débat sur les voies de développement de la Russie ; de nombreux sujets historiques, comme la signification de l'époque stalinienne, reviennent dans le discours politique ; les adversaires politiques divergent moins sur la question des réformes économiques ou des relations internationales que par leur positionnement par rapport à l'époque soviétique, affirme Alexander Etkind¹¹⁴, qui évoque un « *présent saturé par le passé* »¹¹⁵.

¹¹³ TODOROVA Maria, GILLE Zsuzsa (dir.), *Post-communist nostalgia*, New York, Berghahn Books, 2010, p. 186

¹¹⁴ ETKIND Alexander, « Hard and Soft in Cultural Memory », *Grey Room*, n° 16, 2004, p. 44

¹¹⁵ Expression d'Alexander Etkind.

Cette spécificité des représentations du passé soviétique a nécessité une lecture du phénomène adaptée au contexte russe, dans lequel la frontière entre le passé et le présent est difficilement définissable. Tout au long de cette thèse, nous nous interrogerons sur la multitude de significations attribuées aussi bien à l'époque soviétique dans son ensemble qu'à ses personnages et événements particuliers. Il s'agit des représentations fortes et des grands repères associés à la notion « *époque soviétique* » ou « *URSS* ». Le repérage de ces éléments et un premier tri ont été effectués lors d'une étude préalable du discours public et médiatique, qui a permis de constater que le répertoire des représentations du passé qui reviennent ostensiblement dans le champ politique est limité. Tout comme l'époque soviétique renferme des événements clés, des personnages clés, des idées clés, les représentations de cette époque sont structurées autour d'un certain nombre d'images qui constituent la colonne vertébrale du « *soviétique* » tel qu'il est appréhendé aujourd'hui en Russie. Il s'agit de catégories multiples qui renvoient tant aux événements et périodes (« *révolution* », « *répressions* », « *stalinisme* », « *Grande guerre patriotique* ») qu'aux images politiques et sociales (« *stabilité brejnévienne* », « *pénurie alimentaire* », etc.) et aux personnalités (Staline, Brejnev, etc.).

On a prêté attention aussi bien à la *composante historique* (l'évaluation des événements, l'image des dirigeants, etc.) des représentations du passé qu'à leur *composante politique et sociale* (les représentations des pratiques de la vie quotidienne, l'image de l'État et de la société soviétiques, les valeurs qui y sont associées, etc.). Ces éléments sont le produit de l'époque soviétique mais aussi de la sortie du communisme. En effet, outre un système politique structuré, une vaste infrastructure économique et un système de protection sociale développé, l'époque soviétique a généré un système idéologique cohérent : il s'agissait de clichés de propagande (la supériorité de l'économie planifiée, les acquis économiques du socialisme, l'amitié entre les peuples soviétiques, l'homme nouveau) et de mythes (la mythologie complexe de Staline et de son époque, le culte de la victoire dans la Grande guerre patriotique), formés ou adoptés par l'idéologie soviétique. Tandis que les clichés se substituaient au savoir rationnel, les mythes jouaient un rôle essentiel

dans l'auto-identification de l'individu à la communauté¹¹⁶. Mais, au-delà des clichés et des mythes, avec lesquels une partie des Soviétiques ont pris de la distance à partir des années 1970, le fonctionnement quotidien du système soviétique a participé à la formation des perceptions et des attentes en matière politique, économique et sociale, en favorisant certaines images et en en mettant d'autres à l'écart. Enfin, les interactions quotidiennes des individus ont aussi contribué à former des cadres de perception et de comportement.

On a suivi l'évolution de ces catégories que l'on peut qualifier de constitutives de l'ensemble du système de représentations, leur trajectoire et le contexte de leur émergence et de leur réactivation. Puisant leurs racines aussi bien dans les mythes élaborés par l'État soviétique que dans les expériences de vie, ces éléments circulent d'une époque à l'autre. Il s'agira moins de repérer des éléments de l'idéologie totalitaire dans les représentations actuelles que d'essayer d'expliquer ce que le passé soviétique signifie pour les Russes, quel usage politique a été fait de ce passé par le pouvoir politique, à quel moment et dans quel objectif, quelles formes les représentations sont-elles susceptibles de prendre en s'adaptant à des milieux différents, quelles sont les lignes de fracture et de consensus au sujet du passé, quels sont les mécanismes de leur réactivation, y compris au sein de la jeune génération postsoviétique, et quel rôle ces représentations peuvent jouer dans la formation des perceptions actuelles. La réponse à ces questions nécessite une étude approfondie des relations que la société russe a entretenues avec son passé soviétique pendant les vingt dernières années, impliquant le recours à des matériaux divers et à des sources en partie inexplorées auparavant.

3. LES OUTILS D'ANALYSE

La diversité des acteurs et des milieux susceptibles de produire et diffuser les représentations a imposé un certain nombre de choix méthodologiques. L'enjeu méthodologique principal de ce travail résidait dans la prise en compte non seulement de la multitude de discours et de sources hétérogènes véhiculant les représentations du passé, mais encore de l'expression individuelle et collective de celles-ci :

¹¹⁶ KHAPAEVA Dina, KOPOSSOV Nikolai, « Les demi-dieux de la mythologie soviétique. Etude sur les représentations collectives de l'histoire », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5, 1992, pp. 973-974

l'emprunt tant à l'histoire (étude des sources primaires, notamment des archives) et aux études culturelles (études du discours médiatique et culturel) qu'au droit (analyse institutionnelle) et à la sociologie (enquête qualitative auprès d'un échantillon de la population) reflète la variété des questionnements et illustre la nécessité d'un dialogue entre ces différents champs disciplinaires.

Si le corpus constitué est important et hétéroclite, la méthode appliquée pour le recueil et l'analyse des données est inspirée de la méthode classique de l'analyse des représentations¹¹⁷. La sélection des données a été opérée selon un certain nombre d'indicateurs : on a notamment pris en compte l'objet de l'énoncé, la façon dont le passé soviétique est traité (favorable, neutre, défavorable), l'intensité émotionnelle (le degré de passion, de conviction, d'émotion véhiculé par le message). Par ailleurs, on a inclus dans l'analyse la portée politique du message : est-ce que les références au passé véhiculent un message politique ? Quel est le contenu de ce message ? À quels modèles politiques et sociaux le message renvoie-t-il ?

A. L'étude du débat public

La première partie du travail porte sur l'analyse de l'évolution des représentations du passé soviétique construites et portées par des vecteurs culturels (le cinéma, la littérature) et médiatiques (la presse écrite, la télévision, les nouveaux médias comme les blogs ou les réseaux sociaux), mais aussi par des historiens qui ont pris part de façon active au débat sur le passé qui a marqué la société russe postsoviétique.

En ce qui concerne les représentations construites dans le cinéma, le corpus est principalement constitué de films, de documentaires, de téléfilms et de séries télévisées (en tout, plus de 140 sources), mais aussi de chansons, de clips et d'émissions musicales véhiculant une image du passé soviétique. On a également analysé des déclarations et des prises de positions de figures emblématiques de l'establishment cinématographique russe. Concernant la littérature, le corpus hétéroclite de plus de soixante-dix livres inclut des œuvres-phares de la « littérature du tiroir » de la fin des années 1980, du roman impérial des années 1990 et de la

¹¹⁷ MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, *op. cit.*, 230 p.

staliniane des années 2000, reflétant l'évolution des représentations du passé soviétique dans le domaine littéraire.

Les sources illustrant les représentations du passé construites et diffusées par des vecteurs médiatiques constituent un autre volet du corpus. Il convient de noter que le croisement systématique des sources, c'est-à-dire l'analyse des mêmes sources à des périodes différentes, n'a pas toujours été possible, notamment à cause des profondes restructurations du paysage médiatique après la chute de l'URSS. Dans le cadre de cette thèse, on a pris en compte aussi bien la presse écrite que la télévision. Le corpus de la presse écrite rassemble plus de 840 contributions (articles polémiques, lettres de lecteurs, etc.) relatives au passé soviétique publiées à différentes périodes dans les colonnes de deux journaux emblématiques de la *perestroïka*, *Ogoniok* (Étincelle) et *Molodaya Gvardiya* (La Jeune Garde), qui existent toujours dans la Russie postsoviétique et expriment des positions divergentes sur l'époque soviétique. L'échantillon concerne deux périodes essentielles pour le débat sur le passé soviétique. D'abord, la période de 1987 à 1991, c'est-à-dire la période de *glasnost*, qui a posé les bases du clivage sur le passé soviétique : les contributions ont été recueillies par le dépouillement systématique de l'ensemble des numéros des deux journaux au cours de la période indiquée, afin de sélectionner les matériaux relatifs au passé soviétique. Ensuite, la période allant de la fin des années 1990 jusqu'aux années 2000, le repérage des contributions ayant été effectué par le dépouillement des archives numériques. Les courriers de lecteurs constituent la partie la plus riche et intéressante du corpus relatif à la genèse du clivage sur le passé : à travers ces « *lettres des profondeurs de la Russie* »¹¹⁸, qui se multiplient au fur et à mesure des révélations sur le passé soviétique dans les journaux, dont les tirages explosent, on entend les différentes voix de la population soviétique, qui s'exprime sur un sujet auparavant tabou. Les débats et les polémiques permettent de mesurer le caractère conflictuel de la perception de l'époque soviétique et le pluralisme des opinions pendant la *perestroïka*, qui fait écho à la première tentative de déstalinisation des années 1960.

¹¹⁸ Paraphrase du titre de la première étude des lettres des lecteurs d'*Ogoniok*, effectuée par Irène Commeau-Rufin en 1989. Voir COMMEAU-RUFIN Irène, *Lettres des profondeurs de l'U.R.S.S.*, 1989, Paris, Gallimard, 255 p.

En ce qui concerne la télévision, on a analysé des enregistrements de deux émissions qui, bénéficiant d'une popularité considérable à leur époque, relayaient les différentes représentations de l'époque soviétique. On a étudié dix numéros de l'émission « 600 secondes », émission phare de la fin des années 1980 et du début des années 1990, qui a disparu en 1993, et neuf numéros de l'émission « *Le procès historique* » (*Istoricheskii Protsess*), qui a marqué les années 2010-2011, puisque, selon un sondage, un quart des Russes la regardaient au moins de temps à autre.¹¹⁹ Si le format des deux émissions était différent, la première étant une émission critique déconstruisant l'image officielle de la société et de l'État soviétiques, la seconde proposant un débat télévisé sur les pages controversées de l'histoire nationale, leur popularité permet de les considérer comme des produits culturels qui ont marqué leur époque.

L'étude du débat entre les historiens a nécessité la mobilisation d'un nombre considérable de sources aussi bien de seconde que de première main. Ont été privilégiés les historiens qui prennent une part active au débat public sur le passé, sortant du cadre strictement académique pour s'exprimer dans l'espace public. Les sources sont principalement des recueils d'articles illustrant les positions prises par les historiens sur telle ou telle question du passé soviétique, des archives de revues historiques comme *Voprosy Istorii* (*Les questions de l'histoire*), des ouvrages de recherche, voire de vulgarisation historique, et des prises de parole dans les médias (tribune dans un journal, texte sur un blog personnel, polémiques dans les pages d'une revue électronique). Nous avons également analysé l'activité de certaines institutions mémorielles et historiques (instituts de recherche, fondations mémorielles) qui participent activement, de façon plus ou moins ouverte, au débat actuel sur le passé soviétique et remplissent des fonctions de conseil sur les questions de l'histoire soviétique auprès du gouvernement mais aussi d'acteurs privés ; l'analyse des matériaux des colloques organisés par ces institutions et des entretiens avec certains chercheurs qui en font partie a permis de cerner les représentations de l'histoire soviétique diffusées par ce milieu.

¹¹⁹ Selon les données du centre Levada, sondage du 16 novembre 2011, <http://www.levada.ru/16-11-2011/tv-shou-politicheskii-protsess>, consulté le 10 février 2014.

L'analyse des pratiques mémorielles dans les nouveaux médias (blogs et réseaux sociaux) termine la première partie. L'inclusion des nouveaux médias dans le corpus était importante compte tenu du développement de ces médias et de l'informatisation de la société, qui jouent en faveur de la diversification des interprétations historiques. L'ouverture de l'espace numérique à la libre expression et l'explosion des réseaux sociaux ont entraîné le passage à des systèmes de représentation du passé plus flexibles et participatifs ; la mémoire et l'histoire subissent des inflexions majeures du fait de l'irruption des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la vie quotidienne. Si la principale difficulté méthodologique concernait les procédures de collecte et de formatage des données dans un contexte d'instabilité des contenus, la question de fond portait sur la nature des interactions sur Internet et la façon dont elles influencent la manière de traiter le passé. On a analysé les représentations du passé élaborées dans ce milieu comme des indices permettant d'appréhender des tendances générales, sans pour autant oublier le contexte de leur création et le caractère spécifique de l'audience, qui influent aussi bien sur la forme que sur le contenu des représentations, jouant notamment dans le sens de la radicalisation. Par l'analyse de 188 *threads* de discussions (188 *posts* et près de 82 000 commentaires) dans 116 communautés numériques dédiées à l'époque soviétique au sein de deux plateformes, *LiveJournal* et *Vkontakte*, on a pu étudier le débat sur le passé soviétique tel qu'il s'exprime dans l'espace numérique.

B. L'étude des politiques mémorielles

La construction d'une version officielle du passé contribue aux processus de légitimation de tout pouvoir. Comme l'a démontré Nicolas Werth, la délégitimation du régime soviétique a été inséparable de la remise en cause de la vision officielle de l'histoire pendant la période de *glasnost*.

La deuxième partie du travail est consacrée à l'étude des constructions politiques du passé soviétique, c'est-à-dire les représentations résultant de l'intervention plus au moins directe du pouvoir politique, mais aussi des usages politiques du passé. L'analyse se base essentiellement sur un corpus de documents institutionnels produits par des organismes étatiques ou paraétatiques, publics

(diverses commissions sur des questions mémorielles) ou privés (*think tanks* spécialisés proches du gouvernement) et des narratifs institutionnalisés relatifs au passé (notamment les manuels scolaires). On s'est par ailleurs concentré sur l'évolution des politiques publiques relatives aux constructions du passé mises en place par le pouvoir politique (la politique mémorielle, l'encadrement de l'enseignement de l'histoire), ainsi que sur les déclarations officielles et les débats à la Douma (la Chambre basse du Parlement russe) sur les questions historiques. Enfin, une attention particulière a été portée aux usages du passé dans les luttes politiques et les campagnes électorales.

Le premier volet de la deuxième partie, consacré aux politiques du passé et aux usages politiques de l'histoire, est basé essentiellement sur l'analyse des sources attestant de l'intervention du pouvoir politique dans le domaine mémoriel : un corpus de quatre-vingts lois et oukases mémoriels datant de 1985 à 2011, complété par vingt résolutions parlementaires ainsi que des comptes rendus des débats de la Douma, reflète l'activité législative dans le domaine mémoriel et permet d'observer les évolutions de la position du pouvoir politique par rapport au passé soviétique ; des discours des Présidents datant de 1991 à 2012 (dix-sept messages annuels au Parlement¹²⁰, déclarations officielles, entretiens, etc.) permettent de retracer la construction des représentations du passé dans le discours officiel ; des matériaux issus du travail des différentes commissions mémorielles (Commission Yakovlev, Commission Volkogonov, Commission de lutte contre les falsifications, Commission de déstalinisation) et des rapports des *think tanks* proches du Kremlin sur tel ou tel aspect de la politique mémorielle complètent le corpus. Enfin, l'étude de la production visuelle (affiches, tracts, vidéos, etc.) et textuelle (articles de presse notamment) qui a accompagné le déroulement des campagnes présidentielles de Boris Eltsine en 1996 et de Vladimir Poutine en 2011, qui ont tous les deux mobilisé une certaine image du passé, met en évidence les usages électoraux du passé soviétique.

Le deuxième volet, qui traite plus spécifiquement la politique de l'enseignement de l'histoire et les représentations du passé soviétique dans les manuels scolaires, est basé sur un corpus de normes (lois sur l'éducation, normes régissant l'édition des

¹²⁰ Les messages au Parlement représentent un discours annuel depuis 1994 pendant lequel le Président dresse un bilan de l'année passée, évalue la situation en cours et présente son programme pour l'année à venir, pratique inspirée par *The State of Union Address* des présidents américains.

manuels, normes et standards définis par l'État en matière d'enseignement de l'histoire, directives et circulaires concernant les interprétations de telle ou telle question historique); de débats parlementaires; de rapports de *think tanks* gouvernementaux; de documents relatifs au projet de manuels uniques d'histoire pour la Fédération de Russie et la Communauté des États Indépendants; enfin, de dix manuels d'histoire du XX^e siècle édités entre 1992 et 2011 à destination des élèves de terminale, qui ont été analysés et comparés afin de repérer l'évolution des représentations.

C. L'étude des représentations collectives du passé : l'attention portée à la « génération poutinienne »

La troisième partie est consacrée à l'étude des représentations du passé soviétique circulant au sein de la société russe et des perceptions de certains concepts politiques et sociaux qui en découlent. Une partie de l'étude est basée sur des matériaux nouveaux et difficilement accessibles : les représentations du passé soviétique propres à la « *génération poutinienne* ».

L'étude en question résulte d'une enquête sociologique quanti-qualitative menée dans des établissements scolaires russes auprès d'élèves de terminale, c'est-à-dire d'adolescents nés entre 1993 et 1995. N'ayant connu ni les années de *zastoï* brejnévien, ni l'euphorie de la période des grandes transformations, ni même les crises et les privations des années 1990 et ayant été socialisés dans la décennie de la « stabilité poutinienne », leur vision du monde a été formée à une époque de relative abondance et, surtout, sous l'influence des nouveaux médias. Les villes concernées par l'étude sont Moscou (capitale fédérale), Nijny Novgorod (capitale régionale), Bor (cité ouvrière dépressive) et Irkoutsk (grande ville de Sibérie orientale). Dans chacune de ces villes, plusieurs établissements ont été retenus, et l'enquête a été effectuée sur les élèves de plusieurs classes. Au total, 641 adolescents ont été interrogés.

L'ambition de l'étude était double. Premièrement, elle visait à explorer l'état des représentations du passé dans la première génération complètement détachée du passé soviétique, afin d'élucider les mécanismes de transmission et de reproduction

de ces représentations, dans un environnement caractérisé par la diversité des sources d'information. Révélatrices du travail permanent de reconstruction de l'histoire et de la mémoire de l'époque en question, ces représentations sont façonnées par de multiples acteurs : parents et grands-parents, système scolaire, médias traditionnels et nouveaux. À l'heure actuelle, les représentations du passé soviétique propres à la « *génération poutiniennne* » constituent une véritable zone aveugle pour la science politique et la sociologie tant occidentales que russes, alors même que cette génération est un groupe idéal pour étudier le mécanisme de reproduction des représentations du passé soviétique.

La deuxième ambition de l'étude était d'évaluer le degré de continuité et de rupture des représentations actuelles avec celles relevant de la « *matrice culturelle soviétique* »¹²¹. Il s'agissait non seulement de déterminer quelles sont à l'heure actuelle les images prédominantes de l'époque soviétique chez les Russes de 16-18 ans et quels vecteurs contribuent à la formation des représentations individuelles (enseignement scolaire, transmission des souvenirs au sein de la famille, médias traditionnels et nouveaux...), mais aussi de repérer les « modèles-formateurs » de l'État et de la société soviétique à travers la confrontation des images du passé avec celles du présent concernant l'état et le fonctionnement de la société, l'autorité, les relations entre l'État et l'individu, ou encore le rôle de l'État dans la vie sociale et l'économie.

La thèse est divisée en trois parties, consacrées à l'évolution du débat public (I), des politiques mémorielles (II) et des représentations collectives du passé (III) de la fin des années 1980 jusqu'aux années 2000. Le découpage entre la période eltsinienne et la période poutinienne doit être relativisé, compte tenu des décalages entre le temps politique et le temps des représentations : les évolutions de la mémoire collective, des politiques mémorielles et du débat public s'enchaînent et s'emboîtent dans le processus complexe de reconstruction mémorielle.

¹²¹ L'expression « matrice culturelle » ou « institutionnelle » renvoie à la vision déterministe de l'évolution de la société russe et est notamment employée dans les travaux de Svetlana Kirdina. Voir par exemple KIRDINA Svetlana, « *Institutsional'naya matritsa Rossii : gipoteza ili real'nost' ?* » / « Matrice institutionnelle russe : hypothèse ou réalité ? », dans ZASLAVSKAYA Tatiana, *Où va la Russie ?*, 2002, Moscou, MVSHCEN, pp. 377-380

Première partie

Le débat sur le passé dans l'espace public

Dans l'acception classique halbwachsienne, la mémoire est un fait social¹²² : plurielle et ancrée dans « *des expériences et des milieux de mémoire* »¹²³, elle représente une interaction complexe entre les souvenirs propres du passé (« *la mémoire vive* »¹²⁴) et le passé tel qu'il s'articule dans le domaine public (le passé « *mis en récit* »¹²⁵). Ce dernier s'exprime à travers les différents supports matériels et immatériels, qui servent de repères pour la mémoire individuelle et collective. Les études explorant les relations entre la mémoire et ses supports soulignent le lien intrinsèque entre les deux : tout en étant distincts, il serait impossible à les séparer, dans la mesure où le passé s'inscrit dans la durée et devient intelligible à travers les discours, les images, les symboles, les personnes, les monuments ; les discours médiatisés, les expositions dans les musées, les albums photos, les chansons sont autant de versions différentes du passé (ou des « *lieux de mémoire* », selon Pierre Nora) qui s'entrelacent avec nos propres expériences pour former un tableau complexe de la mémoire ; la mémoire et son support médiatique ne seraient que « *deux revers de la même médaille* »¹²⁶.

Si les supports matériels et immatériels fonctionnent comme des aides mnémoniques et des outils de remémoration, le développement des médias de masse au XX^e siècle a réactualisé les interrogations liées à la problématique de la construction mémorielle. Cette dernière est désormais considérée en rapport avec le pouvoir des médias de masse : pouvoir de disséminer, de populariser et de vulgariser

¹²² GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : La sociologie de la mémoire comme tierce position », dans MULLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricoeur*, 2005 Editions Payot Lausanne, p. 88

¹²³ GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, *op. cit.*, p. 96

¹²⁴ *ibid.*, p. 91

¹²⁵ *ibidem.*

¹²⁶ GARDE-HANSEN Joanna, *Media and Memory*, 2011, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 3

les représentations du passé¹²⁷. En effet, à notre époque, les mémoires individuelles et collectives sont intensément construites, diffusées et archivées par les médias – la presse écrite, la télévision, le radio, le cinéma, et, de plus en plus, Internet. Si la mémoire a toujours eu besoin d'un support, à l'heure actuelle l'interaction entre mémoire et médias s'intensifie : l'une est imbriquée dans l'autre, cette dépendance devenant de plus en plus complexe avec le perfectionnement et l'intensification de la diffusion médiatique ; à l'heure actuelle, « *les constructions télévisées et médiatiques du passé influencent de plus en plus l'interprétation des expériences historiques* »¹²⁸, devenant un vecteur déterminant dans la formation des représentations du passé. Si certains auteurs dénoncent « *l'effet CNN* », critiquant le fait que l'histoire est devenue « *une marchandise de la culture populaire* » et un « *produit de consommation* »¹²⁹, il reste que les médias de masse et la culture populaire sont, à l'heure actuelle, des producteurs importants des représentations du passé. Cette omniprésence des médias soulève une série de questions relatives à l'authenticité des représentations construites, à leur effet sur les audiences, à la manipulation et à la commercialisation du passé, mais aussi à la place de l'historien : doit-il rester en dehors du discours médiatique ou « *débattre publiquement dans des lieux qui ne sont pas ceux de la recherche* », devenant « *historien engagé* »¹³⁰ au risque de voir instrumentaliser sa recherche ? Les représentations construites par les médias s'apparentent à l'invention « *fictionnelle* » du passé, qui, selon la distinction opérée par Pierre Nora, s'oppose radicalement au récit historique, basé sur la restitution factuelle du passé par les traces documentaires¹³¹. Si le récit historique et le récit de fiction ne se confondent pas, les liens entre les deux se resserrent dans certains contextes : l'interpénétration entre récit historique et récit de fiction, ainsi que l'augmentation de l'intérêt pour « *le mélange de fait et de fiction* » sont fréquemment soulignées par les historiens¹³². Il en résulte une mémoire articulant conscience historique et définition de soi, intrinsèquement liée aux moyens de sa transmission et de son institutionnalisation.

¹²⁷ GARDE-HANSEN Joanna, *op. cit.*, p. 4

¹²⁸ DE GROOT Jerome, « Empathy and Enfranchisement: Popular Histories », *Rethinking History*, 2006, n° 10 (3), p. 391, *cité par* GARDE-HANSEN Joanna, *op. cit.*, p. 2

¹²⁹ DE GROOT Jerome, *Consuming History. Historians and Heritage in Contemporary Popular Culture*, 2009, London, Routledge, 304 p., *cité par* GARDE-HANSEN Joanna, *Media and Memory*, 2011, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 4

¹³⁰ WIEVIORKA Annette, « L'historien au risque de l'engagement », 2002, *Questions de communication*, 2, pp. 137-143.

¹³¹ NORA Pierre, « Histoire et roman : où passent les frontières ? », *Le Débat*, 2011/3, n° 165, p. 6

¹³² BEEVOR Antony, « La fiction et les faits. Périls de la "faction" », *Le Débat*, 2011/3, n° 165, p. 26

Cette partie présentera l'analyse de la contribution des différents vecteurs culturels et médiatiques (littérature, presse, cinéma, télévision, mais aussi le débat entre « historiens engagés » dans l'espace médiatique) dans l'évolution des représentations du passé soviétique tout au long des années 1990 et 2000. On s'efforcera de démontrer l'influence des principaux acteurs institutionnels et individuels sur la mémoire du passé soviétique, la place respective de la presse, du cinéma, de la littérature et de la communauté d'historiens dans le débat. L'évolution du débat sera analysée en relation avec l'évolution du contexte politique et social : différents vecteurs médiatiques et culturels seront inscrits dans le contexte de leur époque, permettant d'appréhender un lien entre les (ré)constructions mémorielles et les recherches identitaires de la Russie postsoviétique.

Chapitre 1

L'ébranlement du mythe soviétique

En 1986 Mikhaïl Gorbatchev prononce, devant les représentants des médias soviétiques, sa fameuse petite phrase : « *Il ne doit plus y avoir de taches blanches dans notre histoire* », marquant ainsi le début officiel de la politique de *glasnost*' (transparence) qui va ébranler le système de représentations soviétiques. Cette période est cruciale pour la compréhension d'une série de processus caractéristiques des années ultérieures. En effet, non seulement elle correspond à la première phase du débat sur le passé initié par la société elle-même, qui s'apparentait plus à une « *psychanalyse sauvage collective* »¹³³ et au « *mouvement adolescent de réécriture de ce qui avait été effacé* »¹³⁴ qu'à un véritable travail de mémoire ; cette période est sans précédent dans la vie intellectuelle de l'URSS dans la mesure où les réflexions sur le passé sinon éclipsent, du moins orientent les autres débats dans l'espace public.

Le comblement des « *taches blanches* » de l'histoire a pris un caractère particulier en Russie : les premières révélations historiques sont venues non de la communauté des historiens, mais de la littérature et de la presse écrite, qui vont lancer le débat sur les questions les plus difficiles du passé ; la mémoire vivante s'impose face à l'histoire à travers les récits autobiographiques et les témoignages des victimes des répressions. Le désarroi de la communauté académique impuissante et inerte face à ces révélations favorise l'irruption de non-professionnels dans le débat sur l'histoire qui lui donnent une forte dimension idéologique (anticommunisme), émotionnelle et morale (repentir) et dogmatique (théorie de totalitarisme). La radicalisation et l'idéologisation rapides du débat aboutissent au rejet en bloc d'un

¹³³ BROSSART Alain, *Le stalinisme entre histoire et mémoire*, Paris, Editions de l'Aube, 1991, p. 22

¹³⁴ WERTH Nicolas, « La transparence et la mémoire », *Vingtième Siècle*, n° 21, 1989, p. 6

passé tout entier présenté comme un « *trou noir dans l'histoire russe* », sans qu'un travail de mémoire sérieux et réfléchi soit effectué.

La réfutation du passé va provoquer une grave crise identitaire dans la société russe qui se traduit, dans les années 1990, par une récupération chaotique des symboles positifs associés au passé soviétique ou prérévolutionnaire afin de forger des fondements acceptables de l'histoire nationale. Le besoin de la société de créer une image convenable du passé et donc d'elle-même commence à s'exprimer de plus en plus clairement, aussi bien dans la recherche historique que dans les médias de masse, le cinéma et la littérature. Bien que l'image de la période soviétique dans l'espace public continue à être marquée par des représentations multiples et souvent conflictuelles, la vision « *patriotique* » de l'époque soviétique s'impose progressivement, allant de pair avec le renforcement général de la rhétorique patriotique ; le passé soviétique est décriminalisé, et on assiste au transfert de la victimisation sur la période de la *perestroïka*¹³⁵.

SECTION 1. DES VECTEURS DIVERSIFIÉS

Dans le cadre de cette section, l'analyse sera centrée sur les différents vecteurs qui ont contribué à l'ébranlement du dogme soviétique, jouant un rôle crucial dans la déconstruction de l'ancien système de représentations et la construction de nouveaux systèmes. Les sources utilisées permettent non seulement de reconstruire les grandes étapes du débat, mais de mettre en exergue l'atmosphère générale de l'époque, marquée, d'un côté par la naissance d'un clivage entre la représentation « *libérale* » et « *conservatrice* » de l'histoire soviétique, de l'autre, par l'extrême idéologisation et le caractère émotionnel du débat qui n'a jamais atteint le niveau d'un travail de mémoire profond et conséquent.

§ 1. La littérature contre les représentations officielles

Le monde littéraire a été parmi les premiers à poser la question de la réévaluation nécessaire du passé soviétique : le début de la période de

¹³⁵ DAUCE Françoise, DESERT Myriam, LARUELLE Marlène, LE HUEROU Anne, ROUSSELET Kathy, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *Questions de Recherche*, n° 32, 2010, 30 p.

transparence/est marqué par l'irruption d'œuvres inconnues du grand public qui ont constitué un fer de lance dans le débat sur le passé. Les œuvres littéraires traitant les questions taboues de l'histoire, notamment la période stalinienne, publiées dans les revues littéraires et dans les périodiques, dont les tirages explosent, participent activement au « *comblement des taches blanches* » de l'histoire et contribuent à l'accélération du débat sur le passé par les moyens littéraires et non scientifiques.

A. La seconde déstalinisation de l'URSS et la formation du clivage

À la fin des années 1980, les œuvres littéraires deviennent l'un des pivots de la « *seconde déstalinisation de l'URSS* »¹³⁶. Le début de la période de *glasnost'* est marqué par un changement de la politique de l'État dans le domaine de la littérature : pour le monde littéraire, la proclamation officielle de la transparence signifie la réhabilitation des œuvres d'écrivains persécutés et tombés dans l'oubli à l'époque soviétique, comme par exemple Anna Akhmatova et Mikhaïl Zochtchenko, condamnés en 1946 par un décret du Parti Communiste pour « *formalisme* » (« *Arrêté à propos de revues « Etoile » et « Leningrad », 1946* »)¹³⁷. La question du « retour » de « *la littérature d'exil* » de la première vague d'émigration russe (Ivan Bounine, Vladimir Nabokov, Evguenij Zamyatine, Igor Severyarine), ainsi que de l'intégration de « *la littérature de camps* » se pose.

À cette époque, ressort le clivage latent par rapport au passé soviétique, dont les bases ont été posées lors de la première déstalinisation de l'URSS. La société soviétique commence à se structurer autour de deux grands pôles : le premier se définit comme « *libéral* » ou « *démocratique* » (inspiré des acquis de la Conférence d'Helsinki de 1975, la notion « *libéral* » signifiant principalement l'attachement aux droits de l'homme et aux libertés politiques et civiques, sans référence particulière

¹³⁶ La première déstalinisation de l'URSS a commencé presque immédiatement après la mort de Staline : le rapport secret de Nikita Khrouchtchev sur « *Le culte de la personnalité et ses conséquences* » condamne « *les méthodes de direction appliquées durant la dernière partie de vie de Staline* », conduisant à la « *déformation des principes du parti, à la violation de la légalité révolutionnaire et à des répressions injustifiées* ». Après la destitution de Khrouchtchev, la déstalinisation subit un ralentissement très net avant d'être complètement arrêtée dans les années 1970 : aux yeux du Politburo de l'époque brejnévienne, la déstalinisation est allée trop loin. On assiste à une réhabilitation progressive de Staline, aux connotations nationalistes : il est présenté par la propagande officielle comme le principal inspirateur de la victoire dans la Grande Guerre patriotique et comme un dirigeant ayant doté l'URSS de son statut de grande puissance.

¹³⁷ L'arrêté est consultable sur le site officiel de l'Université d'État de Lomonossov (en Russe) <http://www.hist.msu.ru/ER/Text/USSR/journal.htm>, consulté le 10 février 2014.

aux théories du libéralisme élaborées en Occident) ; le deuxième se définit comme « *patriotique* », ralliant des courants conservateurs assez hétérogènes, allant des purs marxistes aux slavophiles nationalistes, qui aspirent à sauvegarder le système soviétique. Ces deux concepts, qui n'ont que peu de choses à voir avec le sens qui leur est communément attribué dans la tradition occidentale, sont utilisés à l'époque pour désigner des courants d'opinion assez vastes et hétéroclites, qui s'opposent dans l'espace public sur toute une série de questions relatives au passé, au présent et à l'avenir de la Russie. Cependant, le paysage idéologique structuré lors de la *perestroïka* est plus complexe ; il n'y a pas que deux côtés de la barricade¹³⁸.

Les débats au 8^{ème} Congrès des écrivains soviétiques qui a lieu en 1986 à Moscou en présence de Mikhaïl Gorbatchev¹³⁹ illustrent l'implication du monde littéraire dans le débat général : la discussion sur la réhabilitation des écrivains et des poètes réprimés à l'époque soviétique traduit un clivage « *libéral / conservateur* » au sein de l'Union des écrivains. Ainsi un poète, Andreï Voznessenski, appelle à rendre hommage aux « *réprouvés et intouchables du parti et de la littérature officielle, notamment Pasternak* » ; un académicien, Dimitri Likhatchev, souligne la nécessité d'éditer Anna Akhmatova et Velimir Khlebnikov, poètes condamnés par le Parti, appelant également à la réhabilitation des œuvres d'Andreï Belyï, Fédor Sollogoub et Nikolaï Goumiliou¹⁴⁰. Les positions de l'aile conservatrice sont illustrées par l'intervention d'un jeune écrivain, Alexandre Prokhanov, auteur d'un premier roman consacré à la guerre en Afghanistan, proclamant que le patriotisme et la fidélité à l'État socialiste constituent la valeur suprême : « *Lors de ce Congrès [...] tous les patriotes doivent être écoutés, bien que leurs discours puissent paraître utopiques et inhabituels [...]. Non pas ébranler, mais consolider l'idée de l'État, l'idée de la patrie socialiste* ¹⁴¹ ».

Si au début de 1986, les confrontations directes entre « *démocrates* » et « *conservateurs* » sont modérées par l'existence d'une grande masse de « *neutres* », la rapide radicalisation du débat sur le passé dans l'espace public exige une prise de position¹⁴². La pouvoir soviétique semble encourager l'ouverture du débat : tout au long de l'année 1986, on assiste au remplacement des dirigeants des principales institutions du pouvoir littéraire, ainsi que des principales revues littéraires, dont la

¹³⁸ Voir notamment la classification de la société soviétique selon l'attitude vis-à-vis de la *perestroïka* proposée par Tatiana Zaslavskaya : ZASLAVSKAYA Tatiana, « La stratégie sociale de la *perestroïka* », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, p. 371-375

¹³⁹ *Le VII Congrès des écrivains soviétiques*, 24-28 juin 1986. Compte rendu sténographique, Moscou, Ecrivain soviétique, 1988, 512 p.

¹⁴⁰ IVANOVA Natalya, « *Proshedshee nesovershennoe : 1986* » / « Passé imparfait : 1986 », *Znamya / Drapeau*, n° 6, 1996, <http://magazines.russ.ru:81/znamia/dom/ivanova/ivano015.html>, consulté le 10 février 2014

¹⁴¹ Cité par KONSTANTINOVA Marina, *Peremeny v russkom literaturnom pole vo vremja i posle perestrojki (1985-1995) / Changes in the Russian literary field during and after perestroïka (1985-1995)*, Thèse de doctorat, Faculté der Geesteswetenschappen, Universiteit van Amsterdam, 2009, p. 56

¹⁴² KONSTANTINOVA Marina, *op. cit.*, p. 55

direction est confiée aux « *filis du XX^e Congrès* »¹⁴³. À partir de ce moment, la réhabilitation littéraire des écrivains et de leurs œuvres se poursuit dans les pages des grandes revues. La première étape dans ce processus est la publication des poèmes de Nicolai Goumiliov, interdits pendant cinquante ans à la publication, à l'occasion de l'anniversaire du poète ; cette publication constitue un signe fort pour la société soviétique, amorçant la légalisation d'œuvres restées pendant longtemps interdites.

Les questions les plus difficiles concernant le passé soviétique commencent à être éclairées à travers ce « *retour de la littérature interdite* » : comme le constate Nicolas Werth, en 1986-1988, plus de 70% des matériaux publiés dans les principales revues dites « *littéraires et sociales* » (*Novyi Mir, Znamia, Droujba Narodov, Oktiabr', Neva, Iounost, Moskva*), ont pour problématique et pour cadre la période stalinienne, thématique qui n'a pas été suffisamment abordée lors de la condamnation officielle du culte de la personnalité de la période khrouchtchévienne. À la fin des années 1980, une littérature issue du « *tiroir littéraire* » fait irruption dans l'espace public : il s'agit d'œuvres dont la thématique principale est le régime stalinien, qui avaient été rangées « *dans un tiroir* » par leurs auteurs, faute de possibilité de publication. En février 1987 deux revues littéraires publient simultanément un poème d'Alexandre Tvardovski « *Po pravou pamyati* » / « *Par le droit de la mémoire* », évoquant le destin de son père, victime de la collectivisation¹⁴⁴.

Après la défaite du coup d'état des communistes conservateurs en 1991, la condamnation du stalinisme et l'anticommunisme atteignent leur comble, ralliant même des écrivains nationalistes, comme Vladimir Solooukhine (voir *infra* « La Russie éternelle : nouveau symbole de puissance dans la littérature ») ou Viktor Astaf'ev, nouvelliste de la Seconde guerre mondiale, nationaliste et antisémite, qui déclare que la Seconde guerre mondiale n'aurait jamais eu lieu sans l'avènement de la Révolution d'Octobre. Sans cette Révolution, prétendait Viktor Astaf'ev, « *...La Russie aurait déjà occupé la position dominante dans le monde [...]. Nous avons d'un*

¹⁴³ VAISSIE Cécile, « La prose de la perestroïka et l'exploration des répressions staliniennes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 112, 2011, pp. 57-69

¹⁴⁴ KONSTANTINOVA Marina, *op. cit.*, p. 55

seul coup descendu des hauteurs [du XIX^e siècle] afin de s'enfoncer dans le gouffre [de la Révolution] »¹⁴⁵.

B. L'imposition de « l'égo-histoire »

De ce rôle particulier de la littérature à la fin des années 1980 résulte l'effacement de la frontière entre histoire, récit factuel basé sur la restitution des faits du passé par les traces documentaires, et littérature, récit de fiction et produit de l'imagination. L'interpénétration de deux genres devient de plus en plus nette au fur et à mesure de l'apparition de la « *littérature retardée* », les éditions du « *tamizdat* » (œuvres interdites en URSS mais éditées à l'étranger), des éditions clandestines, des œuvres phares sur l'univers concentrationnaire. Ces révélations, souvent sous forme de récits autobiographiques, des souvenirs, des documents personnels, des mémoires forment une couche entière d'une « *égo-histoire* »¹⁴⁶ qui ébranle les rapports entre la science et le roman, formant une zone grise « *entre le factuel et le fictif, l'historique et le romanesque* »¹⁴⁷. Les représentations issues de la littérature prennent une place grandissante dans le débat public dans les années 1980, plaçant la figure du témoin, du rescapé, du survivant et plus généralement de la victime du stalinisme sur le devant de la scène. Pour autant, la prolifération de ce type de littérature implique des transgressions par rapport à la véracité des faits historiques : le regard rétrospectif, les émotions personnelles, les jugements moraux constituent un terrain favorable aux falsifications historiques, involontaires ou conscientes.

L'un des œuvres phares de cette « *littérature de tiroir* », la tétralogie *Deti Arbat / Les Enfants de l'Arbat* d'Anatoly Rybakov, consacrée à une période de la Grande Terreur, provoque un grand émoi. Le destin de ce roman historique est caractéristique des processus dans la littérature de la fin des années 1980. La première partie, « *Les chroniques du culte de la personnalité* », publiée pour la première fois dans la revue *Druzhba Narodov / L'Amitié des peuples* en 1987, éditée et traduite en plusieurs langues étrangères, crée une vive polémique dans la communauté des écrivains, mais aussi dans la société soviétique. Perçu comme une chronique de l'époque stalinienne et comme une source d'information sur la période plutôt qu'une œuvre littéraire, le roman amorce le débat sur le totalitarisme. Mikhaïl Gorbatchev, après avoir lu le manuscrit, ne se déclare pas « *impressionné* » par ces qualités littéraires ; en revanche, selon lui, la reconstitution de « *l'atmosphère du stalinisme* » est d'une grande importance pour le

¹⁴⁵ ASTAF'EV Viktor, *Rodina / Patrie*, nn° 6-7, 1991, cité par DAVIES Robert William, *Soviet History in the Yeltsin Era*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London, Macmillan Presse LTD, 1997, p. 42

¹⁴⁶ NORA Pierre, *op. cit.* p. 9

¹⁴⁷ *ibid.*

débat en cours¹⁴⁸. Cette réflexion illustre le fait que les romans historiques de cette époque sont mis en avant en tant que substitut de l'histoire, soulevant les questions historiques difficiles. « *La forme romanesque est moins ici l'expression d'un genre littéraire qu'un cadre commode pour évoquer des événements historiques qui ne peuvent encore être traités scientifiquement* », constate Nicolas Werth¹⁴⁹. « *Pour un habitué de la littérature soviétique, constate Irène Commeau-Rufin, exercé à lire entre les lignes, ce roman contient presque tous les éléments qu'on aimerait trouver dans la description de la période stalinienne, dans le domaine de la morale plus que dans celui de la vérité historique toutefois* »¹⁵⁰. Les autres parties de la tétralogie, *1935 et d'autres années*, *La peur*, *La poussière et les cendres* sortent respectivement en 1988, 1990 et 1994.

Les limites du publiable sont progressivement repoussées par la dynamique de la transparence : à la « *littérature de tiroir* » succède la littérature testimoniale écrite par les participants des événements historiques. Il s'agit des écrivains ayant eu l'expérience des répressions, de l'exil, des prisons et/ou des camps de concentration ; leurs textes, à part un petit corpus publié lors de la période de Dégel, ont été ignorés dans la littérature soviétique officielle. La littérature de camps représente une grande partie de la littérature testimoniale, offrant des matériaux et des témoignages pour une reconnaissance collective des violences de masse de l'époque soviétique¹⁵¹. Il s'agit d'autobiographies ou de mémoires, type particulier de littérature désigné par Pierre Nora comme « *le récit de soi, l'écriture à la première personne, la littérature du moi* »¹⁵² ; les tragédies du XX^e siècle, la poussée de l'individualisme, la démocratisation de l'histoire ont favorisé la prolifération de ce type de récits, faisant du témoin un acteur principal de l'histoire¹⁵³. Les témoignages des déportés, des condamnés aux travaux forcés, des prisonniers politiques, des victimes de répressions jouent un rôle clé dans la réintégration de la mémoire des répressions dans la conscience collective à travers une narration littéraire et non pas savante. À la fin de 1987, on commence à publier les œuvres de Varlam Schalamov, ancien détenu et l'une des figures-clés de « *la littérature de camps* ». Au cours de l'été 1988, la

¹⁴⁸ GORBATCHEV Mikhaïl, *Jizn' i reformy / Vie et réformes, Gorbatchev – Fond / Fondation de Mikhaïl Gorbatchev*, http://www.gorby.ru/gorbachev/zhizn_i_reformy1/page_12/#3, consulté le 10 février 2014

¹⁴⁹ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 8

¹⁵⁰ COMMEAUE-RUFIN Irène, « Littérature : la glasnost à l'épreuve de la perestroïka », *Politique étrangère*, n° 3, 1987, pp. 603-604

¹⁵¹ ANSTETT Elisabeth, « Mémoire des répressions politiques en Russie postsoviétique : le cas du Goulag », *Online encyclopedia of Mass Violence*, Sciences Po, 17 juin 2011, http://www.massviolence.org/PdfVersion?id_article=557, consulté le 10 février 2014

¹⁵² NORA Pierre, « Histoire et roman : où passent les frontières? », *Le Débat*, n° 3, 2011, p. 9

¹⁵³ NORA Pierre, *op. cit.*

publication des classiques de la littérature de camps s'accélère : *Le Vertige* de Evguenia Guinzbourg, certains *Récits de Kolyma* de Varlam Chalamov, des extraits de *Contre tout espoir* de Nadejda Mandelstam révèlent, à travers l'expérience personnelle des auteurs, des pans entiers d'une « *autre histoire* »¹⁵⁴.

Si la réintégration du passé inconnu dans la conscience collective commence par les réflexions sur le stalinisme, elle aboutit rapidement au rejet de l'ensemble des soixante-dix ans de l'histoire soviétique. Les œuvres littéraires de cette période dressent « *une fresque globale de l'époque* »¹⁵⁵, restituant les événements principaux de l'histoire soviétique : la collectivisation, l'industrialisation, la « *grande purge* », la répression des intellectuels, les déportations, la guerre. Diffusées par les grandes revues littéraires et les périodiques, elles atteignent un vaste auditoire. Dans un laps de temps relativement bref, la mémoire du stalinisme est réintégrée dans l'expérience collective.

Si la crise économique du début des années 1990 a frappé les maisons d'édition, de nouveaux livres sur l'histoire continuent d'apparaître. Un sondage de 1993 constate que les livres les plus lus par les jeunes Moscovites sont *Le Maître et Marguerite* de Boulgakov, mettant en scène Moscou des années 1930, *L'archipel de Goulag* de Soljenitsyne, *Guerre et paix* de Tolstoï et... la Bible¹⁵⁶..

§ 2. L'irruption des représentations dissidentes dans la presse

La presse sera un deuxième vecteur clé de la réévaluation du passé : non seulement, main dans la main avec la littérature, elle publie des chapitres de romans historiques de numéro en numéro, mais encore elle offre un espace du débat aux citoyens soviétiques qui, incités par les publications, se précipitent pour apporter leur témoignage de l'époque.

Les observateurs mettent en exergue le rôle joué par la presse dans le processus de démocratisation : « *Affranchie de vieux dogmes standardisés, l'information va*

¹⁵⁴ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 7

¹⁵⁵ FERRETTI Maria, « La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, 1995, pp. 1238

¹⁵⁶ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 49

réactiver la critique, réhabiliter l'autocritique et devenir une conquête quotidienne », affirme Kristian Felgeison en 1990, dans son étude consacrée aux mutations des médias de masse soviétiques¹⁵⁷. Plus que de simples instruments de transmission, les médias de cette époque se positionnent au cœur du processus de transformation de la société soviétique ; c'est pourquoi ils constituent une source privilégiée pour l'étude des représentations du passé.

L'analyse présentée dans cette section résulte d'une étude de terrain effectuée en Russie dans les archives de la Bibliothèque historique d'État russe située à Moscou. Le travail dans les archives qui a duré cinq mois (mai – septembre 2011), a consisté dans le dépouillement d'un échantillon de la presse écrite sur la période délimitée par deux événements cruciaux pour la naissance du clivage par rapport au passé soviétique : le lancement officiel de la politique de *glasnost*' (transparence) en 1987 et la chute de l'URSS en 1991. Le travail a abouti à la construction d'un corpus de plus de huit cents contributions (les articles polémiques, les éditoriaux, les lettres des lecteurs) à partir desquelles l'évolution des thématiques transversales et des représentations clés associées au passé a été retracée.

L'échantillon comportant les deux grands périodiques de la *perestroïka*, *Ogoniok* (Étincelle, Petite Flamme) et *Molodaya Gvardiya* (La Jeune Garde), est représentatif du clivage qui, à l'époque soviétique, divise la société entre les tenants des réformes démocratiques et les conservateurs et, dans la Russie post-soviétique, se transforme en clivage entre la partie démocratique et libérale de la société et les patriotes nostalgiques de l'URSS. En effet, si l'hebdomadaire *Ogoniok* fait partie de la « *presse écrite gorbatchévienne* »¹⁵⁸, libérale et pro-réformiste¹⁵⁹, qui « *insufflé la notion de transparence* »¹⁶⁰ dans la vie quotidienne des Soviétiques, la revue mensuelle littéraire *La Jeune Garde* rallie les forces conservatrices qui, tout en se proclamant patriotes, aspirent à la conservation du système soviétique¹⁶¹.

¹⁵⁷ FEIGELSON Kristian, *L'URSS et sa télévision*, Seyssel, Paris, 1990, p. 81

¹⁵⁸ *ibid.*.

¹⁵⁹ Représenté en outre par le quotidien *Moskovskie Novosti* / *Les Nouvelles de Moscou*, *Izvestia* / *Les Nouvelles*, ainsi que les revues intellectuelles *Moskva* / *Moscou*, *Novyi Mir* / *Nouveau Monde*, *Znamya* / *Drapeau* et *Droujba Narodov* / *Amitié des peuples*.

¹⁶⁰ FEIGELSON Kristian, *op. cit.*, p. 81

¹⁶¹ Ainsi que la revue *Nash Sovremennik* / *Notre contemporain* et le quotidien *Pravda*.

A. La formation du clivage sur le passé

Tout comme la littérature, la presse soviétique a été prompte à réagir à l'appel de Mikhaïl Gorbatchev de « *ne plus laisser les taches blanches dans l'histoire* ». Vecteur essentiel de l'idéologie officielle, la presse a été, tout au long des années du pouvoir soviétique, le porte-voix de la propagande, affirmant la supériorité du modèle socialiste et glorifiant le rôle du Parti communiste dans les acquis de la société soviétique. La politique de la transparence (*glasnost*) proclamée au début de la *perestroïka* provoque une différenciation au sein de l'ensemble jusqu'alors homogène de la presse soviétique : tout au long de cette période, les principaux périodiques se positionnent par rapport aux changements en cours et des courants d'opinion se forment.

1. Deux approches différentes des taches blanches

Le clivage qui commence à se dessiner à partir de 1987 se manifeste notamment à travers les positions prises par rapport au passé soviétique, scindant la presse soviétique en « *libéraux* » (également appelés « *démocrates* ») et « *conservateurs* » (également appelés « *patriotes* » ou « *stalinistes* », selon l'opinion portée sur leurs idées). Trois principales lignes de fracture se dessinent en filigrane. La première concerne l'attitude envers la politique de la transparence : jusqu'où peut-on aller dans les dénonciations du passé ? La deuxième porte sur l'interprétation du phénomène de stalinisme dans l'histoire russe : exception monstrueuse dans l'histoire mondiale ou période « *normale* », les quelques « *dérives* » ayant été provoquées par la situation difficile dans laquelle se trouvait le pays ? La troisième est relative aux réformes économiques qui commencent dès 1989 et mettent en exergue les divergences qui existent sur une série de questions, relatives à la justice sociale et au rôle de l'État dans l'économie mais renvoyant aussi à un débat plus vaste sur le modèle économique socialiste. La lutte idéologique entre les deux courants s'intensifie au fur et à mesure du débat, laissant transparaître les enjeux politiques derrière les discussions sur le passé : en effet, les réflexions historiques se déroulent sur fond d'un débat beaucoup plus profond sur le modèle de développement à adopter ; à cette époque, le débat sur le passé est indissociable du débat sur le présent et l'avenir.

Le débat est lancé en 1987, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre : nombre de périodiques proclament la nécessité d'analyser « *sans équivoque* » les acquis du « *socialisme réellement développé* » afin de mieux comprendre les origines des problèmes dont souffre la société soviétique et faire avancer sa reconstruction. Le réexamen de l'histoire soviétique est considéré comme une condition indispensable pour ne pas répéter les erreurs du passé, rangées prudemment et dans la tradition du XX^e congrès sous le vocable « *les violations de la légalité socialiste pendant la période du culte de la personnalité* ».

La position libérale est proclamée haut et fort dès la sortie du premier numéro d'*Ogoniok* en 1987 : à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre, la rédaction lance un appel aux lecteurs les incitant à « *nous envoyer les histoires de leurs vies* », tout en contestant la vision univoque de l'histoire du pays et critiquant « *le monopole des "élus" dans l'élaboration des bases théoriques de l'histoire d'Octobre* », ainsi que « *l'optimisme bureaucratique démesuré...* » dans les évaluations des résultats de la construction du socialisme en URSS¹⁶². L'introduction de la rubrique « *Octobre dans ma vie* », dont le but est de réunir et rendre publics les témoignages de « *véritables acteurs de notre histoire* » devait pallier les lacunes de l'historiographie officielle. Cette position de l'hebdomadaire est réaffirmée quelques mois plus tard, dans le n° 8 (février 1987), dans un éditorial consacré au film « *Pokaianie* » / « *Repentir* » de Tengiz Abouladze : le rédacteur en chef Viktor Korotitch affirme la nécessité de « *se tourner encore une fois vers les origines des phénomènes négatifs dont le Parti et le peuple sont en train de soulever les conséquences* », affirmant que les racines des problèmes actuels révélés par la transparence doivent être cherchées dans le chemin que la Russie a parcouru depuis 1917¹⁶³ ; selon lui, l'étude approfondie « *des pages sombres* » est une responsabilité des médias devant la société et la condition indispensable pour que la reconstruction de la société soviétique puisse réussir. Le lien entre la vérité sur le passé et la démocratisation de la société soviétique est constamment réaffirmé dans les colonnes d'*Ogoniok* : en février 1988, le rédacteur en chef fustige les « *résistances sociales* » auxquelles se heurtent les « *tentatives de dire la vérité sur le passé* » ; dans un éditorial intitulé « *Apprenons la démocratie* », il postule la nécessité urgente d'apprendre « *ne pas avoir peur de dire la vérité à voix haute [...]. Il n'y a pas d'espaces dispensés de la critique* ¹⁶⁴ ».

Cette position de l'hebdomadaire lui permet de rallier les tenants des réformes économiques et politiques radicales auxquels *Ogoniok* offre une tribune : les essais des figures phares de la *perestroïka*¹⁶⁵, sont régulièrement publiés dans les colonnes d'*Ogoniok*. Les figures clés de la *perestroïka* se rangent derrière *Ogoniok*, signant, en

¹⁶² Ouverture de la rubrique « Octobre dans ma vie » (1917-1987), *Ogoniok*, n° 1 (3102), janvier 1987, pp. 2-4

¹⁶³ KOROTITCH Viktor, Editorial, *Ogoniok*, n° 8 (3109), février 1987, p. 6-7

¹⁶⁴ KOROTICH Viktor, Editorial « *Outchimsya demokratii* » / « Apprenons la démocratie », *Ogoniok*, n° 7, février 1988,

¹⁶⁵ Comme par exemple le chanteur et le compositeur Boulat Okoudjava, les critiques littéraires Daniil Granine et Lev Anninsky, le poète Evguenii Evtouchenko, les écrivains Vassil Bykov, Veniamine Kaverine, l'acteur Oleg Efremov, le dramaturge Mikhaïl Chatrov, l'historien démocrate engagé Youri Afanassiev etc.

février 1989, une lettre ouverte (« *La lettre des sept* ») défendant publiquement la position de l'hebdomadaire contre les tenants de la position conservatrice ; dans cette lettre, *Ogoniok* est qualifié d'« *avant-garde de la perestroïka* »¹⁶⁶ et l'hebdomadaire réaffirme constamment ce statut : en novembre 1988, il est le premier à publier un extrait du livre de Stephen Cohen *Boukharine*, lançant un débat sur l'alternative boukharienne de développement ; en juin 1989, des documents inédits issus des archives de Smolensk¹⁶⁷ concernant la collectivisation apparaissent dans les colonnes d'*Ogoniok*. L'idée que l'étude objective du passé est une garantie contre la répétition des erreurs est constamment avancée dans l'hebdomadaire : en juin 1988, un journaliste Vladimir Lakchine présente la thèse selon laquelle « *parler de notre passé, c'est parler du choix de notre chemin, de ce que l'on garde de ce passé et de ce que l'on rejette* »¹⁶⁸ ; en août 1988, un autre journaliste affirme que : « *sans la vérité sur le passé, il est difficile d'espérer à la vérité sur le présent* »¹⁶⁹. Les tirages de l'hebdomadaire ne cessent de croître, indiquant l'intérêt croissant de la société soviétique pour le débat : si en 1987 le nombre d'abonnés est de 600 000, en 1988 il frôle 1 million et demi, pour passer à 3 millions d'exemplaires en 1989 et atteindre 4 millions et demi au tout début de 1990 ; la quantité de lettres envoyées à *Ogoniok* par les Soviétiques suit la même progression spectaculaire : en 1986 la rédaction a reçu 15 372 courriers des Soviétiques, en 1987 – 49 615, en 1988 – 112 842, en 1989 – 153 894¹⁷⁰.

Tandis que les « *démocrates* » s'attaquent aux « *taches blanches du passé* » et appellent à « *ne plus laisser les zones dispensées de la critique* », les « *conservateurs* » appellent à « *mettre la glasnost' au service du socialisme* ». *La Jeune Garde*, revue intellectuelle mensuelle d'orientation patriotique et nationaliste

¹⁶⁶ Reportage sur le Congrès constituant de l'ONG Mémorial, *Ogoniok*, n° 6, février 1989, p. 27

¹⁶⁷ « L'archive de Smolensk » désigne l'archive du Comité du PCUS de la région de Smolensk, saisie par l'Armée allemande lors de la conquête de la ville en 1941. Transférée en Allemagne, l'archive est par la suite saisie par les Américains en 1945. Ces documents ont donné lieu à toute une série d'études sur le fonctionnement du régime soviétique, fournissant la base empirique aux travaux des historiens comme Richard Pipes ou Robert Conquest. Le livre de Nicolas Werth *Etre communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard-Juillard, Coll. Archives, 1981, est entièrement basé sur les matériaux issus de l'archive de Smolensk.

¹⁶⁸ LAKCHINE Vladimir, « *V kil'vatere* » / « *Suivant le sillage* », *Ogoniok*, n° 26, juin 1988, p. 10-11.

¹⁶⁹ IVANOV Dmitri, « *Chto pozadi* » / « *Qu'est derrière nous* », *Ogoniok*, n° 32, août 1988, pp. 22-25.

¹⁷⁰ Chiffres fournis par la rédaction, janvier 1990, n° 1 (3258), p. 4

dirigée par Anatolii Ivanov, écrivain soviétique et communiste orthodoxe, auteur de romans patriotiques¹⁷¹, se distingue de la presse libérale sur l'attitude vis-à-vis des changements. Tout en accordant de l'importance aux réflexions sur le passé, *La Jeune Garde* appelle à la prudence : selon la position de la revue, le débat sur le stalinisme doit rester confiné aux limites dessinées par le XX^e Congrès ; en aucun cas, la justesse de la voie socialiste ne doit pas être remise en cause.

Les divergences avec *Ogoniok* sont nombreuses et provoquent des accusations mutuelles : les deux périodiques s'accusent de « *mal interpréter les objectifs de la perestroïka* ». Ainsi, après la publication dans *Ogoniok* des chapitres du roman d'Anatoly Rybakov *Les enfants de l'Arbat* consacré aux destins de la jeunesse Soviétique sous Staline, *La Jeune Garde* qualifie l'attitude des médias libéraux du « *strip-tease idéologique, politique et moral autour des processus compliqués qui se passent dans le pays* ». Par ailleurs, la presse conservatrice soupçonne l'hebdomadaire de vouloir imposer aux Soviétiques « *les valeurs occidentales pourries* »¹⁷² : l'expression est révélatrice de la position générale de ce courant vis-à-vis de l'Occident et de ses « *valeurs bourgeoises* » dont il faudrait préserver la population soviétique.

Débutant comme « *une étude approfondie des erreurs de l'histoire* », le débat sur le passé sort rapidement des limites initialement prévues aussi bien par les autorités que par les journalistes : au cours des années 1988-1989, les dénonciations de l'époque stalinienne et de ses abus s'intensifient, le ton devient de plus en plus radical. Exceptionnels au début, les articles se penchant sur les pages inconnues de l'histoire deviennent de plus en plus nombreux, provoquant une nouvelle étape de controverses entre la presse « *libérale* » et « *conservatrice* ».

Le premier numéro d'*Ogoniok* de 1988 s'ouvre par une nouvelle rubrique « *De l'histoire du temps présent* », entièrement consacrée aux pages tragiques de l'histoire soviétique : la collectivisation, la Grande Terreur, les persécutions des intellectuels etc.. Les lecteurs découvrent, à travers les articles d'historiens professionnels ou

¹⁷¹ Comme par exemple « *Teni istchezaiout v polden'* » / « Les ombres disparaissent à midi » (1963) et « *Vetchnyi zov* » / « L'appel éternel » (1977)

¹⁷² MALAKHOV M., « *Smysl nashei jizni. Pismo veterana KPSS* » / « Le sens de notre vie. Lettre d'un vétéran du PCUS », *Molodaia Gvardiia*, n° 4, 1988, p. 257.

amateurs, les affaires des scientifiques, écrivains, acteurs, musiciens, mais aussi des notables du Parti, des élites militaires etc..

Trois numéros de janvier 1988 révèlent les détails de la persécution de Nicolaï Vavilov, généticien soviétique qui s'est opposé à Trofim Lyssenko en 1937¹⁷³; de l'arrestation d'un grand physicien soviétique Lev Landau, en 1938¹⁷⁴; des répressions qui ont frappé le Comité Central du *Komsomol* en 1937-1938¹⁷⁵; des persécutions d'un économiste soviétique Alexandre Tchayanov¹⁷⁶.

À chaque fois, les auteurs s'attachent à souligner les conséquences néfastes de l'époque stalinienne pour le futur développement de l'URSS : les persécutions de l'économiste Tchayanov, partisan de l'introduction des éléments du marché dans les économies paysannes, expliqueraient, selon les auteurs, la stagnation de la pensée économique et par conséquent l'inefficacité économique de l'URSS ; la collectivisation est de plus en plus souvent considérée comme une opération de « violation de la campagne », mécanisme destructeur directement responsable pour la pénurie alimentaire et l'absence de la culture des propriétaires terriens¹⁷⁷ ; la persécution organisée des généticiens « a marqué plusieurs générations de scientifiques, mettant un frein au développement de la science russe pour nombre d'années »¹⁷⁸. Le retard scientifique et technique de l'URSS, la dégradation de l'économie et surtout des sciences sociales sont présentés comme la conséquence du « mépris des intellectuels à l'époque de Staline, Khrouchtchev, Brejnev »¹⁷⁹.

Les « conséquences du culte de Staline » sont repérées à tous les niveaux de la vie quotidienne : elles seraient, non seulement économiques (méthodes directives et inefficacité) et politiques (omniprésence du Parti et de l'appareil bureaucratique), mais aussi et surtout psychologiques. Plus profondément, le stalinisme aurait provoqué des changements irréversibles dans la nature du peuple russe : les répressions touchant « les meilleurs » et « les plus dignes » auraient provoqué sa dégradation morale. Dans un article sur la collectivisation, l'auteur affirme que « la mort des meilleurs a comme résultat la perte de moralité et les changements dans le génotype du peuple »¹⁸⁰, comparant la dékoulakisation à la Shoah. L'évocation du mot « génotype » illustre la logique des auteurs, pour qui le peuple soviétique, fruit

¹⁷³ *Ogoniok*, n° 1, janvier 1988

¹⁷⁴ « *Chto bylo, to bylo* » / « Ce qui s'est passé, est passé », *Ogoniok*, n° 3, janvier 1988, pp. 13-15.

¹⁷⁵ GOLOVKOV Anatoly, « *Ne otrekaias' ot sebya* » / « Ne renonçant pas à soi-même », *Ogoniok*, n° 1, janvier 1988, p. 26-29.

¹⁷⁶ PENEZHKO Pavel, « *Kak oudarili po tchayanovshine* » / « Comment a-t-on frappé la *tchayanovschina* », *Ogoniok*, n° 10, mars 1988, pp. 6-8.

¹⁷⁷ Voir notamment ZARAEV M., SHVEDOV S., « *Tiajelaya nocha* » / « Un lord fardeau », *Ogoniok*, juin 1989, p. 4-7.

¹⁷⁸ SOIFER Valerii, « *Gor'kii plod* » / « Le fruit amer », *Ogoniok*, janvier 1988, n° 1 (3154), janvier 1988, pp. 26-29.

¹⁷⁹ KOSTIKOV Vyatcheslav, « *O fenomene Lokhankina i rousskoi intelligentsii* » / « Sur le phénomène de Lokhankine et l'intelligentsia russe », *Ogoniok*, décembre 1989, n° 49, pp. 6-7.

¹⁸⁰ DIATCHENKO Sergei, « *Strashnyi mesiat poukh-kuten'* » / « L'horrible mois *poukh-kuten'* », *Ogoniok*, n° 27, juin 1989, pp. 22-24.

d'une sélection négative artificielle, serait profondément immoral et abruti, car contraint de s'adapter pour survivre dans les conditions de l'État totalitaire. À partir de 1989, commence à apparaître la notion du « *peuple soviétique – esclave* » : les articles d'*Ogoniok* s'efforcent de démontrer que le but du système soviétique a été de faire des citoyens les instruments dociles du pouvoir et qu'il y est parvenu ; la passivité, l'absence de réflexion propre seraient désormais dans la nature des Soviétiques qui auraient intériorisé la peur *génétiquement*¹⁸¹. Les auteurs comparent les citoyens soviétiques aux détenus de la « *prison la plus grande du monde* », aux « *otages* » de la dictature, renvoyant encore une fois à l'image de la population passive, la victime soumise à une volonté extérieure¹⁸². Tout au long des années de la *glasnost*, le nombre d'articles consacrés aux horreurs des années staliniennes ne cesse de croître et atteint son sommet en 1990, quand la rédaction lance un appel « *Que les cadavres parlent !* » : cette expression imagée traduit bien l'esprit de l'hebdomadaire qui favorise les révélations les plus sordides de l'histoire. De longues et réalistes descriptions des tortures, des assassinats, des camps de concentration et des famines dominent les pages de l'hebdomadaire, présentant l'histoire soviétique comme un enchaînement ininterrompu des crimes monstrueux.

Cette position est vivement critiquée par la presse conservatrice pour laquelle la transparence doit être raffermissée et développée « *dans les intérêts du peuple, dans les intérêts du socialisme* »¹⁸³. Selon *La Jeune Garde*, si les erreurs et les crimes de l'époque stalinienne ne sont pas à oublier, elles ne sont pas non plus « *à savourer* », car le débat incontrôlé peut conduire à l'anarchie et ébranler les bases même du socialisme. *Ogoniok* est notamment critiqué pour sa volonté de révéler toute la vérité sur le passé qui, selon la *Jeune Garde*, le rapproche à la presse jaune : l'appel aux émotions dans les publications historiques, la recherche du « *sensationnel* », le manque de réflexions profondes, « *l'oubli de la fierté et de la dignité nationales* », un « *extrémisme idéologique* » qui se traduit par les « *jugements autoritaires, les*

¹⁸¹ KOSTIKOV Viatcheslav, « *Izgnanie iz raya* » / « Le bannissement du paradis », *Ogoniok*, n° 24, mai 1990, pp. 14-16.

¹⁸² MILSCHETI Ilya, « *Den' politzaklioutchennogo* » / « La journée des détenus politiques », *Ogoniok*, n° 44, octobre 1990, p. 1

¹⁸³ MALAKHOV M., « *Smysl nashei jizni. Pismo veterana KPSS* » / « Le sens de notre vie. Lettre d'un vétéran du PCUS », *Molodaia Gvardiia*, n° 4, 1988, p. 275

évaluations catégoriques et unilatérales, l'intolérance pour les opinions des adversaires, le caractère tendanciel du débat, l'altération des faits »¹⁸⁴.

« *Professant le mépris des idéaux* », « *discréditant les figures de l'autorité* », la presse libérale serait responsable pour la création d'une atmosphère insupportable dans la société soviétique : selon *La Jeune Garde*, *Ogoniok* « *écraserait* » la société soviétique sous le poids des « *évaluations négatives* », des « *noircissements* » du passé et des « *révélations sensationnelles* », délégitimant toute réflexion positive sur la construction du socialisme¹⁸⁵. Par ailleurs, pour les journalistes de *La Jeune Garde*, la volonté de trop « *fouiller le passé* » est loin d'être un facteur favorisant le mouvement vers l'avant, bien au contraire : la minimisation et le bafouement « *du travail et de l'héroïsme des millions des gens soviétiques* » entraveraient le mouvement de la transformation du socialisme sur les bases saines, provoquant le rejet irréfléchi et compulsif du système¹⁸⁶. Selon la position officielle de la revue, *Ogoniok* ne destitue les vieux cultes que pour y instaurer des nouveaux : « *avant, ils appelaient Staline "le père de la nation", aujourd'hui, c'est Sakharov et Soljenitsyne [qu'ils appellent ainsi]* », – remarquent les « *conservateurs* », accusant les « *démocrates* » de l'opportunisme et des simplifications¹⁸⁷ :

« *Notre histoire a été déjà réécrite trois fois. Sous Staline, sous Khrouchtchev et sous Brejnev. Maintenant on [la réécrit] pour la quatrième fois [...]. Il est temps d'arrêter cette incertitude quant à notre passé* »¹⁸⁸.

Les deux courants représentés dans la presse divergent donc sur la posture à adopter face aux révélations historiques : si les « *conservateurs* » appellent à laisser de côté les évaluations morales et les sentiments, afin de pouvoir donner « *un tableau objectif, scientifique* » de la période soviétique tout en gardant « *la dignité nationale* », les « *démocrates* » proclament l'effet salutaire des émotions et de la morale, car « *c'est exactement la morale, exactement le sentiment d'horreur, les crampes dans la gorge qui vont aujourd'hui jouer le rôle décisif* »¹⁸⁹, comme l'affirme l'un des journalistes vedettes d'*Ogoniok*.

2. De la critique du stalinisme à la répudiation du socialisme

L'attitude vis-à-vis de Staline et du stalinisme constitue une autre ligne de fracture entre les camps libéral et conservateur : si *Ogoniok* accuse Staline du

¹⁸⁴ KONTOP Vassily, « *V tch'ikh interesah traktouiousia nashi idealy i interessy ?* » / « Dans les intérêts de qui intérêts nos idéaux et nos intérêts sont-ils interprétés ? », *La Jeune Garde*, n° 10, 1987, p. 254

¹⁸⁵ KONTOP Vassily, *op. cit.*, p. 230.

¹⁸⁶ *ibid.*.

¹⁸⁷ GORBATCHEV Viatcheslav, « *Arendatory glasnosti ?* » / « Les locataires de la *glasnost* ? », *La Jeune Garde*, p. 229-267

¹⁸⁸ ZMITROVITCH Anton, « *Boli i trevogi otetchestva* » / « Les douleurs et les angoisses de la patrie », *La Jeune Garde*, n° 10, p. 222-237

¹⁸⁹ KARYAKIN Youri, « *Ot pobedy k pobede* » / « D'une victoire à l'autre », *Ogoniok*, n° 12, 1988, p. 19

« *génocide de son peuple* », *La Jeune Garde* met en avant « *les circonstances difficiles* » ; par ailleurs, les « *conservateurs* » soutiennent que la responsabilité des répressions devrait être partagée avec « *la bureaucratie* » et l'« *entourage* » de Staline ; à partir de 1990, elle est imputée, dans la revue, aux « *cercles juifs* », manifestant un antisémitisme de plus en plus prononcé.

Un autre point de divergence entre les deux camps concerne l'attitude envers le socialisme en tant que système politique, économique et social. Commençant par la critique du stalinisme, *Ogoniok* passe rapidement à l'attaque contre le socialisme, affirmant la nécessité de passer à l'économie de marché et au pluralisme politique. Derrière la critique du socialisme historique « *réel* », c'est-à-dire tel qu'il a été construit en Russie, se profile une critique plus profonde du socialisme en tant que système économique et politique. En 1987, les « *phénomènes négatifs* » constatés dans la société soviétique (inefficacité économique, bureaucratisation, effacement de l'individu) sont encore expliqués par les déviations par rapport au modèle initial du socialisme associé aux idées de Lénine, de la même manière que les « *pages sombres* » (répressions, « *excès* » de la collectivisation) sont vues comme des « *infractions à la légalité socialiste* », « *déviations provoquées par le culte* »¹⁹⁰. Pour autant, vers la fin de 1988 commence à se produire une évolution significative du discours, quand l'idée du péché originel de la Révolution et de la guerre de l'État contre son peuple est énoncée pour la première fois dans les colonnes d'*Ogoniok* ; le socialisme commence à être rejeté en bloc.

En août 1988, Alexandre Vainshtein dans son article « *Hranit' vetchno* » / « Garder éternellement » appelle à chercher les origines du stalinisme dans l'histoire antérieure, car « *le stalinisme est pire que Staline* ». Il donne par ailleurs une interprétation inédite de la Grande Guerre patriotique : la guerre, selon lui, se déroulait sur deux fronts, contre le fascisme et contre le stalinisme ; pour la première fois l'idée de la guerre que l'État staliniste livre à son peuple est publiquement énoncée, et l'auteur incite les lecteurs à prendre partie dans cette lutte, car « *c'est de l'actualité la plus brûlante, c'est une question du choix. Avec qui sommes-nous ?* »¹⁹¹. En juillet 1989, l'expression « *le péché originel de la Révolution* » apparaît dans les colonnes d'*Ogoniok*, marquant la rupture définitive avec le discours antérieur : selon l'auteur de l'article, la société issue du sang et de la violence de la Révolution est condamnée ; l'impasse historique dans lequel se trouve la Russie à l'aube du XXI^e siècle est une conséquence logique de la Révolution d'Octobre¹⁹².

¹⁹⁰ *ibid.*.

¹⁹¹ VAINCHTEIN Alexandre, « *Khranit' Vetchno* » / « Garder éternellement », *Ogoniok*, n° 32, 1988, p. 7

¹⁹² KOSTIKOV Vyatcheslav, « *Sapogi iz chagrenevoi koji* » / « Les bottes de peau de chagrin », *Ogoniok*, n° 32, 1989, pp. 12-16

Staline n'est donc plus le seul à être déclaré responsable pour les « *défauts de la société socialiste* », tout le système est mis en cause, tout comme l'est son aptitude à se réformer. De la recherche des « *bases saines* » du socialisme on passe à une conviction que le modèle socialiste de développement comporte initialement des défauts congénitaux incompatibles avec le développement « *normal* ». L'histoire, affirme l'auteur, a prouvé que le modèle socialiste échoue partout où il est adopté : « *L'expérience de l'Europe montre qu'uniquement la société civile et pluraliste, basée sur le consensus, est capable de donner aux citoyens la paix, la tranquillité et la prospérité* » ; en 1990, le mot « *totalitarisme* » commence à être employé dans l'hebdomadaire, appliqué à tous les pays du bloc de l'Est, soulignant encore une fois le fait que le socialisme, dans les différents contextes, ne peut aboutir qu'à la logique totalitaire conduisant à son tour aux pires excès et aux tragédies.

De cette logique du modèle socialiste initialement défaillant découle la présentation de la période soviétique comme une « *tragédie russe* », ou « *malheur russe* » ; ces mots évoquant une fatalité historique soulignent le caractère subi des événements du XX^e siècle, la soumission de la Russie à une volonté étrangère ; la Révolution aurait été imposée à la Russie contre son gré ; la Russie est donc la victime des bolcheviks, seuls responsables de sa « *tragédie* ». Ces idées popularisées dans les colonnes d'*Ogoniok* s'inscrivent dans la conception totalitaire de l'histoire russe qui souligne la rupture entre l'État omniprésent, violent, basé sur les répressions d'un côté, « *les masses* » muettes, dociles, terrorisées et irresponsables de l'autre ; cette conception, ainsi que la victimisation du peuple qui en découle jouit d'une grande popularité à la fin des années 1980 – début des années 1990 dans le discours médiatique.

À la fin de 1990, les critiques visent directement Lénine et le marxisme, ébranlant les bases mêmes de l'idéologie soviétique : la Révolution d'Octobre est présentée comme un coup d'État illégitime effectué par une poignée de fanatiques ; les révolutionnaires sont qualifiés « *d'extrémistes* » qui sont « *tombés sur les têtes des Russes* ». L'expression « *tombés sur nos têtes* » est révélatrice de l'idée de fatalité et de contrainte : la Révolution serait un phénomène quasiment inexplicable qui arrive au pays à l'instar d'une catastrophe naturelle¹⁹³.

3. La formation du clivage sur le capitalisme et le marché

Cette vision de l'illégitimité de la Révolution va de pair avec les appels au passage à l'économie de marché et au « *retour dans la famille des pays européens* ».

¹⁹³ SOLOOUKHINE Vitaliy, MOROZ Oleg, « *Rastavanie s bogom* » / « Adieux au Dieu », *Ogoniok*, n° 51, p. 26-30

Les bases économiques de la société soviétique ainsi que son modèle social sont vivement critiqués dans les colonnes d'*Ogoniok* : la société soviétique serait une « société d'esclaves », dominée par la peur, par la délation, par la bassesse. L'objectif de la *perestroïka* serait de faire revenir la Russie sur les « rails » qu'elle a abandonnés en 1917 et de restaurer son « élément européen » éliminé par le pouvoir stalinien¹⁹⁴ ; cet « élément européen » est associé non seulement à l'économie de marché, mais aussi aux valeurs humaines propres aux « pays civilisés » : charité, solidarité, patriotisme, seraient autant de sentiments que les bolcheviks ont exterminé chez les Russes. Les thématiques de la « Russie que nous avons perdue », du « tsarisme à visage humain », de l'abondance prérévolutionnaire commencent à être repérables dans les pages de l'hebdomadaire à partir de 1989, au fur et à mesure de l'avancement du débat sur l'introduction d'éléments du marché.

L'éloge à l'économie capitaliste se dessine à travers les articles consacrés à la nouvelle politique économique (NEP), où les auteurs d'*Ogoniok* admirent « la main invisible du marché », ses « mécanismes d'équilibre »¹⁹⁵ ; le marché est vu comme un moyen naturel de parvenir à un équilibre économique et à une organisation économique et sociale rationnelle, c'est-à-dire basée sur la raison propre à chaque être humain¹⁹⁶.

Dans cette vision libérale, le marché libre et autogéré par « la main invisible » est opposé à un système défaillant et complètement artificiel de la gestion socialiste : ainsi l'article « *Le moment de la vérité* » affirme clairement que le socialisme est contraire à la nature humaine : « Nous sommes arrivés à la catastrophe nationale exactement dans le cadre du choix socialiste »¹⁹⁷. Le système économique soviétique qualifié de « socialisme administratif, un mélange de divers moyens d'humilier le peuple et de le diriger en lui faisant peur et en l'humiliant » serait déjà « condamné par l'histoire », bien qu'encore « pleine de forces »¹⁹⁸.

La position de *La Jeune Garde* sur le socialisme soviétique est radicalement différente : selon la revue, la société soviétique socialiste « n'a pas encore épuisé son potentiel »¹⁹⁹. *La Jeune Garde* critique la presse libérale, lui reprochant le fait que, sous le masque de la critique du stalinisme, cette dernière commence à ébranler les bases du socialisme qui, pour les conservateurs, sont toujours infaillibles : tout en tolérant la critique « mesurée » du stalinisme, les « patriotes » refusent de mettre en

¹⁹⁴ KOSTIKOV Vyatcheslav, « *Kontsert dlya gloukhoi vdovy* » / « Un concert pour une veuve sourde », *Ogoniok*, n° 7, 1989, p. 6-8, 9-11

¹⁹⁵ Rubrique « 150 ans de la photographie », *Ogoniok*, n° 28, 1989, pp. 22-25

¹⁹⁶ KRASSIL'SCHIKOV Vladimir, « *Bytie ili nebytie ?* » / « Être ou non-être ? », *Ogoniok*, n° 26, 1990, p. 6-7

¹⁹⁷ KONSTANTINOVSKIY Ilyia, « *Moment istiny. Kogo mutchaet nostalgiya po sil'noi ruke* » / « Le moment de la vérité. Qui souffre de la nostalgie de la main forte », *Ogoniok*, n° 19, 1991, pp. 23-24

¹⁹⁸ « *Politicheskii zvezdopad* » / « Etoiles filantes politiques », *Ogoniok*, n° 2, 1990, p. 4-5

¹⁹⁹ KONTOP Vassilii, *op. cit.*, p. 230

question la justesse du choix socialiste. Par conséquent, la vision du marché est radicalement différente : contrairement à *Ogoniok*, *La Jeune Garde* explique la récession économique commencée dans les années 1960 par l'introduction d'éléments du marché dans l'économie soviétique par Khrouchtchev.

Les entretiens avec les économistes laissent apparaître des analyses de la politique économique de l'URSS favorables à la préservation du système en place. Ainsi, selon l'économiste I. Benediktov, haut fonctionnaire occupant des postes clés sous Staline et Khrouchtchev²⁰⁰, le système économique stalinien a été « *harmonieux et efficace* », basé sur deux principes : « *peu de paroles mais beaucoup de travail quotidien* » ; la planification, selon lui, a prouvé son efficacité dans les années 1930-1950, permettant de préparer le pays pour la guerre, la gagner et effectuer une reconstruction en peu de temps. Le déclin économique commencé dans les années 1960 s'expliquerait, selon lui, par l'abandon des principes staliniens, par une planification moins rigoureuse et par l'affaiblissement de la « *discipline étatique* » ; dans la conclusion, l'auteur affirme qu' « *il ne faut pas copier les modèles occidentaux, il faut toujours chercher son propre chemin* » qui, selon lui, serait socialiste. Un autre économiste, V. Yakouchev, abonde dans le même sens, affirmant dans *La Jeune Garde* que « *le ralentissement des rythmes de croissance dans les années 1960 a été causé par les décisions concrètes qui ont renforcé les éléments du marché dans l'économie et qui sont allées à l'encontre de la logique du développement social basée sur le marxisme* »²⁰¹.

La thématique du chemin propre à la Russie est récurrente dans les publications de *La Jeune Garde* : de la même manière qu'*Ogoniok* affirme que la Russie doit rejoindre sans plus tarder « *la voie magistrale de l'humanité civilisée* » afin de pouvoir « *vivre normalement* », *La Jeune Garde* avertit les lecteurs des dangers du capitalisme occidental : une série d'articles rappellent « *l'unicité russe* », incompatible avec le capitalisme occidental, insistant sur son destin historique particulier²⁰².

Selon la revue, tout le développement de la Russie démontre le caractère unique de ses structures politiques, économiques et sociales ; elle aurait toujours besoin de la centralisation du pouvoir, ainsi que de la gestion centralisée de l'économie ; par conséquent, les recettes occidentales seraient étrangères à la nature russe ; les théories des « *démocrates* » seraient par conséquent en contradiction avec les réalités soviétiques²⁰³. L'importance de l'esprit national, de l'unité et des « *valeurs russes* » est constamment soulignée dans les pages de la revue : uniquement le renforcement de

²⁰⁰ BENEDIKTOV I.A., « *O Staline i Khrouchtcheve* » / « Sur Staline et Khrouchtchev », *La Jeune Garde*, n° 4, p. 12-67

²⁰¹ YAKOUCHEV V., « *Noujna li VTchK perestroïke ?* » / « La perestroïka, a-t-elle besoin d'une Tcheka ? », *La Jeune Garde*, n° 7, pp. 204- 223

²⁰² TROFIMENKO V., « *Nepopulyarnye mysli* » / « Les pensées impopulaires », *La Jeune Garde*, n° 5, 1990, p. 229

²⁰³ SCHIPANTSEV Alexander, « *Na poroge krakha ? Chto jdet nas na potrebitel'skom rynke ?* » / « Au bord d'une faillite ? Qu'attend nous sur le marché de consommateur », *La Jeune Garde*, n° 12, 1990, pp. 3-18

l'esprit national peut permettre au pays de trouver son chemin^{204, 205}. Par ailleurs, l'Occident est accusé de vouloir « *entraver* » la marche de l'URSS vers le progrès : l'adoption des règles du jeu occidentales et l'insertion de la Russie dans le marché mondial profiteraient aux États-Unis et aux États occidentaux qui en feront la source des matières premières bon marché et un débouché pour leurs marchandises^{206, 207}.

Si le début des réformes économiques, mais aussi le rapprochement avec l'Occident qui s'est notamment traduit par les programmes de désarmement sont acclamés par la presse libérale, la presse conservatrice accuse les « *démocrates* » de vouloir « *détruire la puissance du pays* ». Le programme du passage à l'économie de marché « 500 jours », proposé par la commission d'État de réformes économiques et visant la privatisation de la propriété de l'État, la décentralisation de la gestion économique et la libéralisation des prix est lui aussi attaqué par la revue : selon *La Jeune Garde*, le vrai but de ce programme serait « *la ruine de la Russie en un an et demi* »²⁰⁸.

Le clivage entre la presse « *libérale* » et « *conservatrice* » repose ainsi sur de nombreuses lignes de fracture qui dessinent des interprétations divergentes, non seulement du passé soviétique, mais aussi de l'avenir russe. Pour *Ogoniok* l'ensemble de l'époque soviétique n'est qu'une erreur sanglante, alors que les valeurs libérales, le pluralisme politique, les droits de l'homme sont vus comme autant de garanties contre la répétition des « *erreurs du passé* », et que le passage à l'économie de marché est considéré comme une nécessité pour que la Russie redevienne un pays européen qu'elle était avant 1917. Pour *La Jeune Garde*, le passé soviétique représente en revanche une étape normale du développement du pays, certes marqué par des erreurs, mais aussi et surtout par de glorieux exploits du peuple soviétique, source de fierté qu'il est indispensable de préserver ; le système socialiste qui n'a pas encore épuisé son potentiel est à reconstruire sur les bases saines, non à démanteler ; l'économie de marché et les valeurs occidentales libérales ne sont pas adaptées aux réalités russes : la Russie doit chercher son propre chemin de développement, et cette

²⁰⁴ TROSTNIKOV Viktor, « *Plody i ourouki nachei Pobedy* » / « Les fruits et les leçons de notre victoire », *La Jeune Garde*, n° 5, 1990, pp. 20-31

²⁰⁵ KOROLEV Stalislav, « *Pravoslavie i VOV 1941-1945* » / « L'orthodoxie et la Grande Guerre patriotique 1941-1945 », *La Jeune Garde*, n° 5, 1990, pp. 204-208

²⁰⁶ KINZOUB Ninel', « *Komou vygodna nevygodnaya ekonomika* » / « Qui profite de l'économie non-avantageuse ? », *La Jeune Garde*, n° 9, 1990, pp. 220-232

²⁰⁷ ILYIN Ivan, « *Mysli o Rossii* » / « Pensées sur la Russie », *La Jeune Garde*, n° 1, 1991, p. 195-206

²⁰⁸ NAZAROV German, *op. cit.*

recherche passerait par le renforcement de l'esprit national et des valeurs traditionnelles russes.

B. Comblir les taches blanches ensemble : les lettres de lecteurs

Les lettres de lecteurs de la presse écrite constituent la partie la plus riche et intéressante du corpus : à travers ces courriers qui se multiplient au fur et à mesure que voient le jour des révélations sur le passé soviétique, on entend la voix de la population qui s'exprime sur un sujet auparavant tabou. D'abord, ces lettres constituent une source précieuse reflétant l'état d'esprit et l'atmosphère de l'époque : pour la première fois, les Soviétiques commencent à parler ouvertement de leur vécu. Ensuite, les témoignages personnels constituent une source inédite de l'histoire orale de l'époque soviétique dont la richesse n'est pas encore complètement exploitée. Enfin, ces lettres permettent de comprendre la complexité des questions auxquelles font face les Soviétiques lors de cette « *psychanalyse sauvage collective* » : les repentirs publics, les confrontations des interprétations, les tentatives de concilier sa propre expérience avec les révélations sur le passé marquent les temps forts du débat, tout en révélant la profondeur du clivage qui divise la société soviétique par rapport à son passé.

1. Les trajectoires personnelles des Soviétiques : un autre regard sur l'histoire

La première vague de l'histoire orale arrive à l'été 1987, quand la presse libérale commence à publier des articles consacrés aux élites soviétiques frappées par les répressions : la « *vieille garde léniniste* », les hauts dignitaires du Parti et de l'Armée rouge, mais aussi les intellectuels et les écrivains. L'article sur Fiodor Raskolnikov, homme politique soviétique accusé par Staline de haute trahison mais qui avait réussi à s'exiler à Paris, publié dans *Ogoniok* en juin 1987, joue le rôle de déclencheur : selon le témoignage du rédacteur en chef, l'afflux des lettres suivant la publication est inédit ; les lecteurs saluent l'initiative d'*Ogoniok* et lui demandent d'éclairer davantage encore l'histoire de la Révolution d'Octobre, ainsi que d'autres « *pages blanches* ». Non seulement les lecteurs d'*Ogoniok* soutiennent la démarche de la presse libérale, mais encore ils appellent à briser le silence concernant aussi les différentes catégories sociales ou ethniques, les « *simples Soviétiques* » (paysans, ouvriers, soldats, intelligentsia, les Allemands de la Volga) frappés par les répressions : les auteurs des lettres soulignent que la presse ne se préoccupe pas du

destin des « *simples gens* », privilégiant les élites et les personnalités connues. Au fur et à mesure de la déstalinisation, les « *simples Soviétiques* » se précipitent pour apporter leur témoignage : collectivisation, répressions, guerre... Ces témoignages sont parfois différents, les expériences des événements étant contradictoires, formant des perceptions divergentes d'un seul et même événement, d'une seule et même époque. Une correspondance publiée dans les colonnes d'*Ogoniok*, à l'occasion de la parution d'un entretien avec la veuve de Nicolaï Boukharine qui donne une vision hétérodoxe de ce personnage rangé pendant longtemps sous le vocable d'« *ennemi du peuple* » est exemplaire à cet égard : dans les numéros suivants, on trouve aussi bien une lettre d'un certain E.N. Boukharine, homonyme de Nicolaï Boukharine, persécuté car soupçonné d'avoir des liens de parenté avec ce dernier, acclamant la « *réhabilitation morale* » de l'homme politique, que le témoignage d'un ancien gardien de camps, déplorant « *les réhabilitations des ennemis du peuple tous azimuts* » :

E.N. Boukharine, ingénieur électricien, village d'Aleksandrov Gai, Saratovskaya oblast' : « *Nous avons attendu ce jour si longtemps ! [...]. Maintenant nous sommes heureux. Heureux d'avoir entendu l'évaluation objective du culte de la personnalité de Staline, ce Méphistophélès du XX^e siècle [...]. La vérité purifie nos vies* »²⁰⁹.

A. Arbouзов, Moscou : « *J'ai perdu la santé [...] en gardant pendant 5 ans dans le [camp] de Dal'stroy les dégénérés comme cet espion de Boukharine et sa femme, et maintenant vous les présentez comme des anges !* »²¹⁰.

Les lecteurs perçoivent ces publications comme une percée vers la liberté, qui les encourage à apporter leurs propres témoignages, souvent sous forme de souvenirs d'enfance : les enfants des « *ennemis du peuple* », des koulaks, des victimes de la Grande Famine de 1932-1933 se précipitent pour raconter les histoires de leurs familles, brisant les mythes de la propagande soviétique sur la collectivisation, l'expropriation des blés, la dékoulakisation, les répressions...

N.K. Mochalova, retraitée, Kourgan : « *Nous étions dékoulakisés en 1929, et pourtant nous n'avions jamais eu de superflu [...]. On nous a tout enlevé : la vaisselle, les meubles, tous les vêtements, même les bottes de ma grand-mère, même le châle de maman et la petite couverture du berceau de ma petite sœur [...]. Ensuite on nous a déportés. Je me souviens de ce jour-là très clairement : l'hiver, le froid, j'ai sept ans, mes frères et sœurs sont encore plus petits, nous sommes six enfants, nous devons marcher 15 kilomètres jusqu'à la station Kourgan... [...]. Grand-mère Anya et ma petite sœur sont mortes [aussitôt]. Nous avons vécu quelques jours à Kourgan, à la belle étoile, des nombreux dékoulakisés, sans médecins, sans cantine, sans aucun confort [...]. Ensuite on nous a mis dans des wagons à bétail. Les gens mourraient en*

²⁰⁹ BOUKHARINE E.N., *Lettres des lecteurs*, *Ogoniok*, n° 16, 1988, p. 4

²¹⁰ ARBOUZOV A., *Lettres des lecteurs*, *Ogoniok*, n° 4, 1988, p. 6

route. [...] Deux semaines après la mort de maman, ma sœur Mania est morte, et on nous a emmenés à l'orphelinat. La famine était atroce. [...] Mon frère Lionya est mort là-bas. Je marchais à peine [...], mais j'ai survécu. [...]. Pourquoi j'écris tout ça ? Parce que j'ai peur que les ennemis de la perestroïka et de la glasnost' puissent vaincre de nouveau. Apprenant la vérité sur cette époque, nous pourrions défendre les acquis d'aujourd'hui »²¹¹.

I.M. Khmilkovsky, Tcherkassy : « En 1932 j'avais 19 ans [...]. J'ai été sur les champs des régions de Kirov et Kiev, où mûrissaient les récoltes, et je peux dire qu'en 1932, il n'y avait aucune sécheresse en Ukraine. [...] J'allais à l'école dans un village voisin. Sur la route, j'ai vu les gens allongés, morts ou en train de mourir de faim. Ils rodaient à la recherche de la nourriture, mais, sans la trouver, ils s'allongeaient et mourraient. Et tout ça c'est le résultat d'une expropriation du blé.

Comment cette expropriation a été mise en pratique ? Je vais vous donner un exemple. En février 1933, j'ai été appelé, par le directeur de mon école [...] : "Ce soir, nous a-t-il dit, vous irez chez Makar Khandous, où se réunit une commission sur l'approvisionnement de blés. Vous êtes délégués de l'école pour participer à cette commission".

Trois hommes, avec Makar en tête, et nous, deux adolescents, entrons dans la maison, où se trouvent deux vieux, grand-père et grand-mère, avec leur petit-fils de 3-4 ans environ [...]. Makar a tout de suite brutalement proposé au grand-père de rendre le blé. Le grand-père a répondu qu'il n'y avait pas de blé. [...] Alors les membres de la commission sont allés vers la grange et ont trouvé un petit sac de blé caché, d'une vingtaine de kilos environ. Le grand-père s'est mis à genoux et a commencé à implorer : "Fils, laissez-nous ce sac... sinon le petit va mourir de faim". Nous avons emporté le blé à trois heures du matin. Et le grand-père, sa femme et leur petit-fils sont bientôt morts de faim »²¹².

M.E. Galoushko, Soumy : « La nouvelle génération doit connaître la vérité de ce que leurs pères et grands-pères avaient vécu [...]. Prenons la famine de 1933. Je ne peux pas y penser sans tressaillir. Cet été, moi, alors adolescent, je faisais paître les quelques vaches à peine vivantes qui nous restaient. Je cueillais les feuilles de trèfle sur le champ, je les faisais sécher et les réduisais en poudre. [...] On mangeait cela avec le potage des orties. Je n'oublierais jamais les yeux de celui qui meurt de faim [...] »²¹³.

Au fur et à mesure, des nouveaux groupes de victimes commencent à se manifester, par exemple les Allemands de la Volga : ainsi Airikh Edouard Fernandovitch, membre du KPSS depuis 1940 demande dans sa lettre pourquoi on ne mentionne pas parmi tous les peuples réprimés les Allemands ?²¹⁴ Ces « lettres des victimes » publiées régulièrement dans les colonnes d'*Ogoniok* renforcent la position de l'hebdomadaire qui s'érige en avant-garde de la lutte pour la vérité historique.

²¹¹ MOCHALOVA N. K., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 8, 1988, p. 4

²¹² KHMILKOVSKII I.M., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 12, 1988, p. 3

²¹³ GALOUCHKO M.E., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 2, 1988, p. 2-3

²¹⁴ AIRIKH E.F., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 32, 1988, p. 5

2. *La complexité des questions sur le passé*

Au fur et à mesure de l'avancement du débat, les questions posées deviennent de plus en plus complexes et le clivage qui divise la société commence à se profiler à travers les lettres des lecteurs. Tandis que certains se lancent dans un véritable repentir public, adressant aux périodiques les « *lettres de pénitence* », d'autres, tout en acceptant la transparence, ont du mal à renoncer à leurs convictions : à côté des lettres des victimes, on publie celles des « *bourreaux* », témoignant de la difficulté de renoncer à tous ce dont ils ont cru :

Boris Efimov, dessinateur, auteur des caricatures sur Boukharine, Rykov et Tomsy lors de leur procès : « *J'ai honte de quelques caricatures que j'ai dessinées sur le procès de Boukharine [...]. Aujourd'hui je regarde ces dessins avec tristesse et dégoût. J'en ai, je le répète, honte. Tout comme, j'en suis sûr, la majorité d'entre nous nous, qui ont survécu pendant ces années, ont honte de ce que l'on avait fait et de ce que l'on n'avait pas fait* »²¹⁵.

I. Sitko, enseignant à la retraite, vétéran de la Grande Guerre patriotique : « *Je suis communiste depuis 1939, je ne pouvais pas être à l'écart de la vie politique du pays. Je vous dis en toute franchise, nous avons soutenu la politique des répressions car nous avons cru que nous avions affaire à de véritables ennemis du peuple. Notre foi en Staline était illimitée [...] cela nous a aidés à vaincre le fascisme. Mais nous ne savions pas que des milliers des gens honnêtes ont été victimes des répressions. C'est seulement maintenant qu'on commence à apprendre la vérité. C'est très difficile pour moi, c'est une perestroïka totale de ma conscience* »²¹⁶.

G. Polyanovsky, Tachkent : « *C'est très difficile pour ma génération. J'ai 64 ans, j'ai tout vécu : la construction du communisme, la foi sincère dans "l'honneur et la conscience de notre époque", le service honnête dans les rangs des soldats – internationalistes en Corée. Depuis plusieurs décennies je suis au service de la société en qualité de médecin. [...] Mais il m'arrive maintenant de vivre la chose la plus difficile – l'effondrement des idéaux que j'ai professés depuis mon enfance* »²¹⁷.

3. *Le débat sur la déstalinisation*

Des deux côtés, les lecteurs participent activement au débat sur la déstalinisation de l'URSS, et si les courriers des lecteurs de l'orientation libérale sont le plus souvent publiés par *Ogoniok*, *La Jeune Garde* rallie les lecteurs conservateurs ; il semble que les périodiques sélectionnent les lettres qui permettent de renforcer leurs positions idéologiques.

²¹⁵ EFIMOV Boris, « *Ja sojaleiu* » / « Je suis désolé », *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 43, 1988, p. 3

²¹⁶ SITKO I., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 32, 1989, p. 27

²¹⁷ POLYANOVSKY G., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 30, 1991, p. 7

Les lecteurs d'orientation libérale avancent des propositions concrètes pour mettre en œuvre une déstalinisation effective. Une série de lettres contient des propositions concernant la toponymie et les lieux de mémoire. À partir de 1987 les lecteurs adressent à *Ogoniok* des projets du mémorial aux victimes du communisme. Dans le n° 36, un lecteur propose de changer les noms de kolkhozes : au lieu de continuer à les appeler par les vieux noms comme « *Le chemin de Lénine* » ou « *La volonté prolétarienne* », il vaudrait mieux les nommer « *40 ans sans récolte* » ou « *30 ans de falsifications* »²¹⁸. Dans le même numéro, un lecteur s'élève contre l'idée d'enlever de la place Rouge des dépouilles de Staline, énoncée quelques numéros plus tôt par un autre lecteur : selon lui, il faut les garder, mais écrire sur sa tombe « *Coupable des crimes sanglants devant la nation et l'humanité* ». Une autre proposition originale vise à attribuer à toutes les rues moscovites finissant par une impasse les noms des dirigeants soviétiques : « *L'impasse de Staline* » ou « *L'impasse de Brejnev* » seraient, selon le lecteur, un symbole toponymique de leur politique. De manière générale, les lecteurs d'*Ogoniok* appellent à « *encore plus de lumière* » dans les révélations historiques ; beaucoup demandent que soit donnée une qualification juridique à ce qu'ils appellent « *les crimes de l'État contre son peuple* », « *le génocide stalinien* » ; la possibilité d'un procès du Parti communiste, à l'instar du procès de Nuremberg, est ardemment débattue par les lecteurs :

M. Medvedev, Moscou : « *Le fascisme a tué 11 millions de personnes [...]. Lors des sept premières années du pouvoir soviétique nous avons perdu, selon différentes sources, de 15 à 25 millions de la population [...]. Nous avons tous peur de ce mot mais, s'il y avait le fascisme en Allemagne, comment peut-on appeler ce qui s'est passé chez nous ? Et c'est sur ce fond-là que certains essayent de dissenter sur les idéaux de la Révolution et sur le socialisme. Notre peuple pourrait renaître de la misère et de l'indignité uniquement quand il aura compris toute la vérité. Sans notre Nuremberg à nous on ne se libérera jamais de l'emprise de ceux qui sont prêts à justifier tous les crimes pour garder le pouvoir* »²¹⁹.

Tandis qu'une partie de lecteurs réclame la justice, les lecteurs d'orientation conservatrice avertissent des dangers d'une « *transparence débridée* » qui pourrait, selon eux, vite dégénérer en anarchie et saper les bases de l'État soviétique. S'inquiétant de la tournure que prend la *glasnost*, ils critiquent les « *libéraux* » qui règlent leurs comptes avec le régime soviétique, les accusant de faire prévaloir des sentiments personnels aux dépens d'un débat réfléchi et objectif ; les « *libéraux* »

²¹⁸ MIKHNO A., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 36, 1988, p. 4-5

²¹⁹ MEDVEDEV M., *Lettres des lecteurs, Ogoniok*, n° 12, 1991, p. 4

sont également accusés de manquer de patriotisme : pour les « *patriotes* », s'acharner contre le régime soviétique équivaldrait à la trahison des idéaux. Ils insistent tout particulièrement sur le fait que si leur expérience n'a pas été moins difficile, ils ne gardent aucune rancune personnelle vis-à-vis du régime, sachant faire une distinction entre les trajectoires privées et le développement général du pays. Ils appellent donc à « *arrêter les noircissements* » de l'histoire du pays, opposant la notion de la « *dignité nationale* » à la notion de la « *complète vérité historique* » :

I. Rodina : « *Depuis l'école, [...] sans grands mots et sans slogans, on nous a inculqué l'amour pour la Patrie, et déjà à cet âge-là nous étions prêts à toutes les souffrances pour son salut. Quand maman est morte, nous, tous les cinq [enfants], avons été emmenés dans un orphelinat. [...] Nous attendions les nouvelles du front, nous ne quittons pas les radios. Les soirs [...] nous rêvions de la victoire, nous imaginions l'exécution de Hitler [...]. Et chacune d'entre nous, les filles, était prête à donner sa vie pour rapprocher la Victoire [...]. Toute ma génération est comme ça. Vous pouvez m'appeler comme vous voulez, l'ennemie de la perestroïka, la staliniste, mais je serai fidèle, jusqu'à la fin de mes jours, au gouvernement et au Parti [...]. Je n'accepte pas la propriété privée et l'économie dans laquelle le marché et l'argent sont proclamés la panacée... »²²⁰.*

E. Ryazantsev, ville de Jlobine : « *Ogoniok, profitant de la glasnost', effectue une pression psychologique sur les vétérans de la guerre âgés de 60, 70 ans, qui ne peut être qualifiée autrement que du terrorisme psychologique. La génération des vainqueurs de la Grande Guerre patriotique est présentée comme la génération des indignes, des minables [...]* »²²¹.

Beaucoup de lecteurs de *La Jeune Garde* font part de leur désenchantement face à la *perestroïka* et aux réformes, et surtout de leur rancœur vis-à-vis de la presse libérale qui dévalorise l'ensemble de l'expérience soviétique, dévalorisant ainsi l'expérience entière des vies des « *simples Soviétiques* » :

Morkovine Fiodor Ivanovitch, vétéran de la Grande Guerre patriotique : « *Je suis un simple citoyen soviétique, un ouvrier ordinaire, qui n'a jamais occupé de postes à responsabilité, je n'ai eu aucun privilège [...]. J'ai été contraint d'écrire cette lettre par le sentiment de l'inquiétude sur l'avenir de notre pays, la douleur et la rancune à cause des offenses injustifiées que subit ma génération. Nous avons commencé la perestroïka par le bafouement et les noircissements débridés et sans pitié de notre histoire, de notre pays et de notre peuple. Je suis convaincu que, dans l'histoire de l'humanité, aucun État n'a déversé autant de boue sur son passé comme nous l'avons fait pendant les années de la perestroïka. [...]*

[Ma] génération est montrée comme une foule abrutie et déficiente d'esclaves, notre slogan "Nous le ferons s'il le faut" est appelé le slogan d'esclave, les noms des héros du travail, des révolutionnaires et des guerriers [...] sont abaissés. [...]

²²⁰ RODINA Irina, « *Tch'ya zlaya volya nad nami ?* » / « *A quelle mauvaise volonté sommes-nous soumis ?* », *La Jeune Garde*, n° 6, 1990, p. 240

²²¹ RYAZANTSEV E., *Lettres des lecteurs*, *La Jeune Garde*, n° 6, 1990, p. 223

J'ai honte et pitié pour notre pays, pour notre grand peuple, quand je vois certains représentants des médias en train de savourer avec méchanceté et servilité nos défauts avec les représentants des pays étrangers [...]. Même au concert à l'occasion du 72^e anniversaire d'Octobre on nous a proposé essentiellement les chansons occidentales et de la musique rock. Et cela à l'occasion de l'anniversaire de la grande Révolution russe dans le capital de l'État russe ! Où est notre dignité nationale ? [...] Nous passons, de la période de la stagnation, à la période de la dégradation... »²²².

Derrière ces réflexions se profilent les questions qui tourmentent la société soviétique : qui sommes-nous ? Quelle société avons-nous construit ? Les lecteurs réagissent sur les différents projets de réformes en cours, et notamment sur le passage à l'économie de marché, faisant apparaître un net clivage non seulement sur les questions du passé, mais aussi et surtout sur l'avenir. Le débat se déroule pendant la grave crise économique qui commence à sévir à partir de 1989 et dont les Soviétiques subissent les manifestations (inflation galopante, grave pénurie alimentaire, dérèglements dans le système des transports etc.). C'est dans ce contexte que le gouvernement prépare, dans le cadre d'un groupe de travail consacré au passage à l'économie de marché, un projet de réforme baptisé « 500 jours », prévoyant la privatisation de la propriété de l'État, la décentralisation de la gestion économique, la création des conditions favorables au développement des entreprises privées, la libéralisation des prix et du commerce extérieur.

4. Les réflexions sur les voies de développement de la Russie

Les réflexions politiques et économiques des lecteurs laissent apparaître, du côté des « *conservateurs* », la plus vive inquiétude quant à l'avenir du pays, du côté des « *libéraux* » l'impatience de rompre avec la « *parenthèse soviétique* » et de rejoindre le camp des pays « *normaux* ». Un des lecteurs témoigne, après son voyage aux États-Unis, que « *tout ce dont nous avons rêvé ici, ils l'ont déjà construit là-bas* ». Pour ces lecteurs, le passage à la propriété privée et à l'économie de marché est la seule condition qui permettra de sauver le pays et de rompre avec « *l'absurdité économique* » ; pour eux, l'économie planifiée est « *contre nature* », car elle va à l'encontre des lois régulatrices de marché que les lecteurs d'*Ogoniok* croient infaillibles. Le marché et la propriété privée sont associés à l'Occident et à la mode de vie occidentale, qui, pour les Soviétiques, se présente comme un système parfait combinant la liberté personnelle et les acquis économiques :

²²² MORKOVIN Fedor Ivanovytch, vétéran de guerre, « *Otkrytoe pis'mo M.S. Gorbatchevu* » / « Lettre ouverte à M.S. Gorbatchev », *Lettres des lecteurs, La Jeune Garde*, n° 5 1990, p. 241-243

I. Slepoy, enseignant de la physique, Bichkek : « *Il y a peu j'ai eu la chance d'aller aux États-Unis. Ayant visité une école municipale, [...] j'ai appris qu'un enseignant débutant gagne 25 mille dollars par an [...]. La somme que l'enseignant américain gagne en un an, le nôtre la gagne en 50 ans. Tout ce que nos dirigeants nous avaient promis est déjà réalisé chez eux* »²²³.

Pour autant, au fur et à mesure de la crise économique provoquée par le démantèlement progressif de l'économie planifiée, les lecteurs commencent à se poser des questions sur la tournure que prennent les réformes : face à la chute du niveau de vie, à l'apparition des « *spéculateurs* », à l'incertitude totale quant à l'avenir, la confiance d'une partie des Soviétiques dans le marché commence à être ébranlée ; certains commencent à douter de la possibilité d'instaurer la démocratie en Russie, car ce système serait « *inadapté* » à ses traditions.

E.U. Oukhmanov, Grozny : « *Il ne faut pas oublier que notre peuple, tout au long de son histoire, n'a jamais vécu sous la démocratie. Il n'est pas psychologiquement prêt aux nouvelles idées de la liberté, voilà pourquoi il existe un risque d'un nouveau coup d'État, de la nouvelle dictature* »²²⁴.

Si pour les lecteurs d'*Ogoniok* l'Occident représente un idéal, pour les « *conservateurs* » dont les lettres sont publiées le plus souvent dans *La Jeune Garde*, le schéma soviétique divisant le monde en « *nous* » et « *eux* » est toujours valable : pour eux, l'ouverture à l'Occident et la libéralisation du commerce extérieur sans protection du marché russe seraient une erreur.

You. Ionov, écrivain, Syktyvkar : « *Nous avons détruit le système qui, tant bien que mal, nous a nourris, vêtu, enseigné et soigné. Maintenant nous sommes paupérisés. Et après, nous nous précipitons dans les bras de l'Occident, oubliant qu'il est devenu démocratique sous pression de l'URSS* »²²⁵.

De manière générale, les « *conservateurs* » contestent l'idée même d'économie de marché : pour eux, la reconstruction de la société soviétique serait possible sur les bases de l'économie planifiée dont le potentiel n'a pas été épuisé. Ils avertissent des contrecoups du marché auxquels les « *libéraux* » ne songent pas, notamment le chômage. Mais la critique vise plus profondément le système des relations sociales engendré par le marché, certains lecteurs remarquant, par exemple, que la plupart des Soviétiques ne profiteront pas de la privatisation :

V. Drozd, Minsk : « *Quand le gouvernement prendra les mesures contre le pillage de son peuple ? [...] Je ne crois pas que la propriété privée nous sauvera [...]. Je suis, tout comme les autres Soviétiques, très inquiet quant aux futurs propriétaires de la*

²²³ SLEPOI I., *Lettres de lecteurs, Ogoniok*, n° 8, 1991, p. 4

²²⁴ OUKHMANOV E. *Lettres de lecteurs, Ogoniok*, n° 33, 1991, p. 4

²²⁵ IONOV You., *Lettres de lecteurs, Ogoniok*, n° 28, 1991, p. 7

terre et des moyens de production qui seront vendus par les Soviets. Je considère que la majorité prépondérante des ouvriers et des paysans n'a pas de moyens de les acheter [...]. Ceux qui les ont, s'empareront des richesses [...]. C'est aux lecteurs de juger si nous avons besoin de pareils "businessmen" et des lois qui légalisent leur activité d'escrocs [...]. Pendant maintes années nous avons éduqué le peuple dans l'esprit du collectivisme et de la camaraderie. Nous exigeons de mettre les intérêts collectifs au-dessus des intérêts privés. [...] Il est donc d'autant plus étonnant de voir les députés soviétiques défendre ceux qui aspirent à la propriété privée. [...] Est-il possible que les gens intelligents ne comprennent pas que notre salut n'est pas dans la propriété privée, mais dans le travail avec abnégation pour relever cette économie qui est encore en place, qui fonctionne, qui se transforme, bien que lentement ? »²²⁶.

Le débat entre les lecteurs de la presse écrite qui se déroule dans les colonnes d'*Ogoniok* et de *La Jeune Garde* et dont on a esquissé les grandes lignes permet d'appréhender une série de phénomènes propres à la société russe de la période de la transition. Non seulement la transparence a explicité le clivage divisant la société soviétique par rapport au passé, mais encore elle a mis à nu l'existence d'opinions contradictoires quant à l'avenir du pays. Loin d'être unanime sur la question du modèle soviétique, la société soviétique se montre profondément divisée sur les questions sociales fondamentales. À la fin des années 1980, le rejet du système soviétique et le passage à l'économie de marché sont aussi loin de faire l'unanimité que ne le sont les questions relatives à l'appartenance de la Russie à l'Occident. Ainsi, derrière le clivage historique se profile un clivage plus profond qui touche aux bases même de l'existence de la société soviétique et russe ; de nombreuses lignes de fracture se superposent, renforçant les antagonismes au sein de la société.

§ 3. La rupture symbolique avec le passé dans le cinéma

Soumis pendant longtemps au carcan du pouvoir soviétique, le cinéma est, aux débuts de la *perestroïka*, un formidable « *thermomètre politique* »²²⁷ : les films abordant les questions controversées du passé sont la manifestation visible de la nouvelle ère de « *transparence historique* ». Dans ce paragraphe consacré aux représentations du passé soviétique dans le cinéma, on s'attachera aux longs métrages, téléfilms et documentaires donnant une interprétation cinématographique du passé soviétique. Présentant une vision fictionnelle, et, par conséquent, incomplète, sélective ou biaisée du passé, le film n'en est pas moins révélateur du contexte social et politique dans lequel il a été élaboré, illustrant

²²⁶ DROZD V., *Lettres de lecteurs, La Jeune Garde*, n° 7, 1991, p. 240

²²⁷ CHOMENTOWSKI Gabrielle, « Aperçu du cinéma russe contemporain », *Regard sur l'Est*, 1 Octobre 2003, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu_imprim.php?id=43n, consulté le 12 février 2014

les évolutions des représentations du passé, la politique de remémoration et de l'oubli.

Une attention particulière sera accordée à une forme spécifique de films historiques qui se développe fin 1980 – début 1990 : il s'agit de documentaires de fiction problématisant le passé, ainsi que de films mettant l'accent sur les côtés les plus sombres de la réalité soviétique et russe (*tchernoukha*) ; ces deux courants constituent une rupture radicale avec les traditions du cinéma soviétique, jusqu'alors dominé par les images optimistes et non problématiques du passé et du présent.

A. Repentir à l'écran

Le film « *Pokayanie* » / « *Repentir* » de Tengiz Abuladze (1984) a été le premier film soviétique à aborder et problématiser la question du stalinisme : il constitue le premier signal de la « *vaste offensive antistalinienne* »²²⁸ qui s'amplifie au fur et à mesure de la *perestroïka*. Selon David Rumnick, spécialiste de la société soviétique des années 1980, ce film peut être considéré comme « *l'œuvre d'art sapant les bases du pouvoir soviétique le plus important après "Une journée d'Ivan Dennisovitch" de Soljenitsyne* »²²⁹.

Le scénario de ce film de fiction chargé de symboles met en avant un dictateur, Varlam Aravidze, image renvoyant à la fois à Staline, Hitler et Beria : chef d'une ville de province, il est obsédé par l'idée de construire un « *paradis sur terre* » pour les habitants ; en proie à la paranoïa, il extermine progressivement les habitants en tant qu'« *ennemis* ». Après sa mort, sa tombe est régulièrement profanée et le cadavre déterré par la fille d'un artiste dissident Barateli, arrêté et envoyé dans les camps par le dictateur ; cette forme de vengeance symbolique exaspère la famille d'Aravidze, tandis que le petit-fils du dictateur est profondément bouleversé par la découverte de la vérité sur son grand-père. La symbolique du film renvoie aux problématiques du deuil inaccompli des victimes des répressions et de l'incapacité à se libérer du poids du passé, qui revient sans cesse hanter les vivants ; elle évoque également la thématique du conflit entre générations : le petit-fils du dictateur n'accepte pas les justifications des répressions avancées par son père.

Pour la première fois un réalisateur met en question l'avenir de la société et du régime soviétiques, issus de l'époque stalinienne et continuant à porter ses traces. Selon les souvenirs de Mikhaïl Gorbatchev, les premières projections privées en 1987 pour les cercles restreints de la *nomenklatura* et de l'élite intellectuelle des grandes villes, notamment Moscou et Tbilissi, ont eu l'effet d'une bombe : « *ce film n'a pas seulement*

²²⁸ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 10

²²⁹ RUMNICK David, « *Vozvrashenie istorii* » / « Le retour de l'histoire », *Pro et Contra*, n° 5 (53), 2011, p. 82

été un œuvre d'art, il a surtout été un œuvre politique »²³⁰, affirme l'ancien secrétaire général. Après quelques hésitations, le Bureau politique décide d'autoriser sa diffusion dans les cinémas ainsi que sur le petit écran. En 1987, le film reçoit plusieurs récompenses principales du cinéma national, notamment six prix « *Nika* » (le meilleur scénario, la meilleure réalisation, le meilleur film de fiction, les meilleurs décors, la meilleure image, le meilleur rôle masculin), ainsi que le prix spécial du Jury du festival de Cannes en 1987.

Le film de Tofik Chakhverdiev « *Stalin s nami* » / « *Staline avec nous* » (1988) fait écho au débat sur les traces de l'héritage stalinien dans les institutions politiques et les pratiques sociales des années 1980. Il est réalisé selon une technique spécifique de mi-documentaire, mi-reportage social, genre spécifique propre au cinéma soviétique de la fin des années 1980 : il s'agit d'une succession de scènes à travers lesquelles le spectateur est guidé par le réalisateur, constamment présent à travers ses réflexions et commentaires ; la superposition des images d'archives et d'actualité renforce le sentiment de la présence du passé dans le quotidien soviétique. Le film s'autopositionne comme une « *chronique de notre temps* » et traite la question du « *stalinisme ordinaire d'aujourd'hui* » : posant le problème de la persistance du culte de la personnalité à la fin des années 1980, l'auteur montre les diverses formes et visages du stalinisme.

Les entretiens avec ceux qui continuent à idolâtrer Staline (une vieille institutrice, un colonel du KGB en retraite, un vétéran de la Grande Guerre patriotique, un jeune cosaque) permettent de comprendre l'ampleur du phénomène que l'auteur appelle le « *syndrome du stalinisme* ». Les dialogues entre le réalisateur et les personnages révèlent les différentes formes que le « *stalinisme ordinaire* » revêt : la foi inébranlable dans l'infailibilité du grand guide, la vision de l'URSS entourée d'ennemis, l'animosité envers l'Occident, le culte de l'ordre et de la justice symbolisés par Staline²³¹.

Un autre film « *Bol'she sveta* » / « *Plus de lumière* » (1987), réalisé selon la même technique du documentaire commenté, renvoie à un autre débat historique de la fin des années 1980 : celui de la possibilité de réformer le système économique socialiste et de créer « *un socialisme au visage humain* » par l'introduction d'éléments du marché au sein de l'économie planifiée. Si le titre du film illustre la soif de vérité historique qui s'est emparée de la société soviétique, son idée principale est de chercher dans le passé des

²³⁰ GORBATCHEV Mikhaïl, *Zhizn' i reformy. 2 chast'. V Kremle / La vie et les réformes. 2^{ème} partie. Au Kremlin*, Chapitre 10, « *Bol'she sveta : glasnost* » / « *Plus de lumière : glasnost* », le site officiel de la Fondation Mikhaïl Gorbatchev, http://www.gorby.ru/gorbachev/zhizn_i_reformy1/show_28281/#3, consulté le 12 février 2014

²³¹ « *Stalin s nami* » / « *Staline avec nous* », film de Tofik Chakhverdiev, 1988, USSR, Videofilm.

réponses aux questions d'actualité et des modèles à suivre.

Le film appelle à entamer « *une conversation transparente et sincère* » sur les questions controversées du passé : « *Nous voudrions plus de vérité, plus de réalisme, plus de lumière* »²³², affirme le commentateur. Le film présente la nouvelle politique économique (NEP) des années 1920 comme un projet politique léniniste qui a permis de régénérer le pays économiquement et socialement, d'entamer la voie du développement raisonnable, d'apaiser les tensions sociales et surtout de poser les bases de la formation des classes moyennes.

« *La nouvelle politique économique signifiait le renouvellement du pays et la régénération de la campagne, à une vitesse improbable. Et c'est un argument reconnu historiquement dans les discussions actuelles sur les réformes, le marché, les prix [...]. Une couche sociale particulière s'est développée dans des villages : les paysans moyens. [...]. [La Révolution d']Octobre avait donné la terre au paysan, maintenant [le paysan] a vu comment sa vie a changé, amélioré avec la NEP* »²³³.

Cette politique de l'intégration d'éléments du marché au sein de l'économie planifiée est vue comme une solution pour l'URSS à la fin des années 1980 : le récit du commentateur souligne tout particulièrement la réussite économique de la NEP, son importance pour la société soviétique des années 1920, mais aussi son actualité pour le présent²³⁴.

B. Rompre avec le passé en dénonçant le présent

Au fur et à mesure de l'avancement de la *perestroïka*, les cinéastes passent des réflexions sur la possibilité de créer un « *socialisme au visage humain* » à l'idée de la nécessité de faire table rase du passé soviétique. Les films de Stanislav Govouroukhine, « *Tak zhit' nelzya* » / « *On ne peut plus vivre comme ça* » (1990) et « *Rossiya kotoruyu my poteriali* » / « *La Russie que nous avons perdue* » (1992), aux titres évocateurs, illustrent la radicalisation progressive du débat sur le passé dans le cinéma : le rejet de la société soviétique de l'époque du « *socialisme développé* », la reconnaissance de l'absence d'alternatives et du potentiel de développement dans le passé soviétique va de pair avec la redécouverte de la Russie prérévolutionnaire, où les réalisateurs cherchent « *l'autre passé* » qui pourrait servir le modèle pour la Russie en crise.

1. La dégradation du socialisme développé mise en exergue

Le film « *On ne peut plus vivre comme ça* » (1990) constitue l'un des exemples les plus révélateurs de la nouvelle forme cinématographique qui se développe dans la première moitié des années 1990 : il s'agit de films profondément pessimistes, présentant des tableaux chocs de la chute morale, sociale et économique de la société russe. Si à

²³² « *Bol'she sveta* » / *Plus de lumière*, film de Marina Babaque, 1987, USSR, *Tsentral'naya studiya documental'nyh filmov* / Le studio central des films documentaires.

²³³ *ibid.*.

²³⁴ *ibidem.*.

l'époque soviétique l'évocation de certaines thématiques a été interdite en tant que « *noircissement de la réalité socialiste* », la disparition de la censure a donné la possibilité aux réalisateurs de braquer le projecteur sur les côtés les plus sombres de la société soviétique. Baptisés « *tchernoukha* » (« noirceur ») en Russie, ces films traitant de la prostitution, de la drogue, du monde criminel, des bizutages violents dans l'armée, de la violence des jeunes livrés à eux-mêmes, des suicides etc., rompent avec le cinéma et la télévision soviétique officiels qui embellissaient la réalité ; certains experts présentent l'apparition de « *tchernoukha* » comme un mécanisme compensatoire, une réaction à de nombreuses années de censure dans le cinéma soviétique²³⁵. L'apparition et la prolifération de ce genre cinématographique sont les signes de la disparition des mécanismes du contrôle étatique dans le cinéma.

L'un des premiers films de ce genre particulier, « *On ne peut plus vivre comme ça* », est un exemple de cette vision foncièrement négative de la société et de l'histoire soviétiques.

Le film commence par un tableau sordide de l'état de la société soviétique : à travers les rencontres avec « *les hommes soviétiques ordinaires* », le réalisateur suivi de sa caméra pénètre dans le monde des milices soviétiques, le monde criminel, l'univers d'un ouvrier, d'une prostituée, d'une vieille kolkhoziennne ; la musique sinistre et les commentaires du réalisateur accentuent la perception des images sombres. Les scènes filmées ne font qu'aggraver l'impression d'impasse dans laquelle se trouve la société soviétique : « *Tout est détruit, profané, souillé* », affirme le réalisateur montrant des églises à l'abandon comme un symbole de la dégradation de l'ensemble du pays. L'homme soviétique, tel qu'il est présenté dans le film, est vil, souvent ivre, mal vêtu, agressif, abruti, pauvre, abattu, avec un regard vitreux (voir les images 1a et 1b ci-dessous). Montrant une foule excitée de Soviétiques qui s'écrasent dans une queue devant un magasin d'alcool dans une petite cité ouvrière, l'auteur accuse l'État d'avoir provoqué la déchéance de l'homme soviétique²³⁶.

Une autre scène compare, sous forme métaphorique, la vie des citoyens soviétiques à la vie des chiens : montrant un terrain de dressage de chiens, l'auteur décrit une technique de dressage qui permet de rendre un chien agressif, affirmant que la même technique a été employée vis-à-vis des citoyens soviétiques par le gouvernement, afin qu'ils deviennent « *haineux, vils, stupides* »²³⁷.

²³⁵ PROKHOROV Alexander, « From Family Reintegration to Carnivalistic Degradation: Dismantling Soviet Communal Myths in Russian Cinema of the mid-1990 », *The Slavic and East European Journal*, Vol. 51, n° 2, Special Forum Issue: Resent, Reassess, and Reinvent: The Three R's of Post-Soviet Cinema, 2007, pp. 272-294

²³⁶ « *Tak Zhit' Nelzya* » / « On ne peut plus vivre comme ça », film de Stanislas Govoroukhine, 1990, URSS, Studiya Krug

²³⁷ *ibid.*.



Images n° 1a et n° 1b. Les Soviétiques vus par Stanislas Govoroukhine.

Pour la première fois, l'idée d'une guerre de l'État soviétique contre ses citoyens est ouvertement professée dans un film. Tous ces « *faits sociaux* » sordides viennent étayer l'idée principale du réalisateur : le Parti communiste est responsable de l'état actuel du pays. Les exemples particuliers (la criminalité, la prostitution, l'alcoolisation de la nation, la misère des ouvriers et des kolkhoziens) sont considérés par l'auteur comme autant de signes d'une dégradation profonde de l'ensemble de la société ; la ruine du pays et l'avilissement de la nation sont une conséquence directe du régime instauré et maintenu par le Parti. Toute la société soviétique est présentée comme victime de cette politique criminelle ; il est significatif que le mot « *crime* » revienne ostensiblement dans les analyses du réalisateur et constitue le fil rouge du film. « *Ne sont-ils pas des sauvages, des barbares, des criminels ceux qui poussent ces gens-là à devenir sauvages ? [...] Voilà ce que nous sommes devenus pendant les années du pouvoir soviétique. Il n'y a pas de justification à ce crime* »²³⁸.

La thématique des répressions est abordée à travers les souvenirs personnels du réalisateur dont le père a été victime des répressions en 1936. L'Union Soviétique, pour Stanislas Govoroukhine, est le « *pays des prisons et des camps* », des « *millions de victimes et de l'armée de bourreaux* ». Ayant exterminé « *l'intelligence, l'histoire et la gloire de la Russie, sa culture* », les bolcheviks ont anéanti les forces vitales du pays, jetant les bases de sa dégradation²³⁹.

²³⁸ *ibid.*

²³⁹ *ibid.*

Tout le développement de l'histoire soviétique, affirme le réalisateur, ne pouvait aboutir qu'à la ruine actuelle. La voie de la société soviétique est symbolisée dans le film par les rails rouillés d'un chemin de fer construit pas les détenus du Goulag mais abandonné en cours de construction²⁴⁰ : ces rails inachevés longuement filmés doivent représenter toute l'histoire soviétique, qui, dès le début, a été une erreur ; les bases même de l'existence de l'État soviétique sont délégitimées dans le film :

« Ces rails ne mènent nulle part. Voilà un symbole sordide de notre mouvement vers l'avenir radieux [...] Les rails et les traverses de cette voie diabolique ont été construits par-dessus les ossements humains, les échinés déchirées, la liberté ôtée. Cette voie ne peut mener nulle part. C'est dommage qu'on l'ait compris trop tard »²⁴¹.

Une autre idée proclamée par le film est la parenté entre les régimes soviétique et nazi. Affirmant que le régime soviétique a été pire que le régime nazi, car les crimes ont été commis « *contre son peuple* », l'auteur soulève le problème de la responsabilité de l'État soviétique pour ces crimes, évoquant la possibilité d'un procès du Parti Communiste à l'instar du procès de Nuremberg. Les décisions du tribunal de Nuremberg affichées sur l'écran doivent inciter aux parallèles et aux réflexions sur les responsables ; à la fin du film, le réalisateur appelle le Parti Communiste à se repentir devant le peuple russe, en guise de réparation morale. Il est significatif que l'auteur emploie le mot « *génocide* » afin de qualifier la politique du régime soviétique²⁴².

2. L'Occident présenté comme un idéal à atteindre

Une autre particularité du film mérite d'être notée : il s'agit d'une posture d'humiliation devant l'Occident idéalisé qui témoigne d'un « *complexe d'infériorité de la société russe* ». Reprenant l'argument de Youri Levada, on peut considérer que ce complexe d'infériorité n'est qu'un retournement de la perception de la place de l'URSS dans le monde à l'époque soviétique, quand la propagande officielle véhiculait l'image de supériorité de la société socialiste sur les sociétés capitalistes. La naissance du genre « *thernoukha* » présentant la société soviétique et russe comme une société « *ratée* » au moment même de la crise d'anciennes certitudes idéologiques est, à cet égard, significative : elle permet de comprendre l'ampleur de la rupture effectuée par le nouveau cinéma avec l'idéologie soviétique.

²⁴⁰ Il s'agit du chemin de fer Salekhard – Igarka, ou le chemin de fer Transpolaire, le long du cercle polaire arctique, appelé également « Route de la mort ». Le chantier commence en 1949 et est définitivement arrêté en 1953, après la mort de Staline.

²⁴¹ « *Tak Zhit' Nelzya* », *op. cit.*,

²⁴² *ibid.*.

En effet, dans le film de Govoroukhine les cadrages gris et pessimistes de la société soviétique alternent avec les images radieuses des États-Unis et de l'Allemagne, sur fond d'une musique joyeuse. Les oppositions sont binaires : l'impuissance des miliciens soviétiques, nécessiteux et fatigués, est soulignée par une représentation des policiers américains vertueux et héroïques qui combattent efficacement la criminalité ; les images radieuses des villes américaines ensoleillées mettent en exergue la grisaille et la misère de la vie quotidienne des Soviétiques (images 2a, 2b ci-dessous) ; après l'image des comptoirs vides et des longues queues des Soviétiques mornes devant les magasins, la caméra montre l'opulence et le luxe des supermarchés occidentaux (images 3a et 3b ci-dessous). Cette démarche est caractéristique de l'état d'esprit de l'époque, quand tous les aspects de la vie dans la société soviétique sont constamment confrontés aux exemples des sociétés « réussies ».



Images n° 2a et n° 2b. Les images radieuses des villes américaines mettent en exergue la grisaille et la misère de la vie quotidienne des Soviétiques.



Images n° 3a et n° 3b. Les vitrines éclairées et opulentes des magasins en Allemagne sont opposées à la foule des Soviétiques devant un magasin où seule la vodka est vendue

3. *La nécessité de retrouver la Russie prérévolutionnaire*

« *La Russie que nous avons perdue* » (1992) s'inscrit dans la même dynamique de dénonciation des défauts de la société soviétique, mis en exergue par la comparaison avec les pays « normaux », mais aussi et surtout avec la Russie prérévolutionnaire. Le film se présente comme une redécouverte de l'histoire de la Russie tsariste dans laquelle le réalisateur accompagne les spectateurs. La « vraie » histoire de la Russie que le film veut montrer, affirme le réalisateur, s'oppose à soixante-dix ans de propagande soviétique sur l'arriération de l'Empire russe, la misère des ouvriers et des paysans, les crises permanentes, l'illettrisme. Si les questionnements identitaires sont au centre du film, l'idéalisation nostalgique de la Russie tsariste se dessine en filigrane :

« La Russie que nous avons perdue. Celle des négociants, des manufacturiers, des entrepreneurs. [...] Ils s'enrichissaient ensemble avec le pays. L'industrie se développait, les paysans se fortifiaient, la richesse du peuple augmentait. En 1913 le pays se développait à une vitesse incroyable. La Russie n'avait plus besoin des marchandises importées, car nos usines pouvaient produire tout : des samovars et vélos jusqu'aux sous-marins et aux automobiles »²⁴³.

Pour la première fois dans l'histoire du cinéma russe, le réalisateur pose la question de l'évolution possible de la Russie si la Révolution bolchevique n'avait pas eu lieu. Dans la même démarche qui caractérise « *On ne peut plus vivre comme ça* », Stanislas Govoroukhine alterne les images d'archives présentant la Russie prérévolutionnaire avec les images d'actualité, sélectionnées afin d'étayer la principale idée du film opposant « *la gloire et l'abondance* » de la Russie prérévolutionnaire à la « *misère et déshonneur* » d'aujourd'hui. À travers la nostalgie de la Russie prérévolutionnaire, on retrouve la nostalgie de la grande puissance qui n'est plus associée à l'URSS. La Russie tsariste telle qu'elle est présentée dans le film renvoie à l'image d'Epinal d'un pays heureux, riche, laborieux, et européen. Cette Russie qui « *nourrissait l'Europe avec son pain et l'habillait avec son lin* », est opposée aux images de la Russie actuelle, aux comptoirs vides, aux queues devant les magasins, aux ouvriers ivres ; le réalisateur compare l'écart entre les salaires et les prix, afin de souligner la prospérité et la justice de la société prérévolutionnaire par rapport au présent. Ainsi, tout comme dans « *On ne peut plus vivre comme ça* », la voie du développement soviétique est mise en cause, examinée sans pitié et récusée : la Révolution est apparentée à l'assassinat de la « *vraie Russie* » développée et prospère. « *Comment a-t-on pu saccager et détruire un pays si riche ? Pourquoi n'a-t-on pas connu l'histoire de notre pays, de notre Patrie ? Pourquoi nous ne l'avions jamais*

²⁴³ *ibid.*.

connue, cette Russie-là ? »²⁴⁴, demande le réalisateur.

L'usage du terme « *lumpen* », force motrice de la Révolution du point de vue de Govoroukhine, est un autre signe de l'époque : raccourci du terme marxiste « *Lumpenproletariat* » (sous-prolétariat), il renvoie à une interprétation particulière de la Révolution selon laquelle elle aurait été dépourvue de toute base sociale et véhiculée par une poignée d'éléments déclassés et misérables sans aucune conscience politique ; la Révolution a été imposée au pays, affirme le réalisateur, par des ignorants. Par ailleurs, cette image de la Révolution renforce la représentation de la Russie comme victime du bolchevisme, la déchargeant de la responsabilité de ce passé et permettant d'affirmer la non-complicité du peuple russe aux crimes du régime imposé par la violence. Ainsi, l'image mythique de la « *Russie que nous avons perdue* » s'impose comme un souvenir écran, permettant de distancier le présent du passé, le réduisant à une parenthèse qu'il est nécessaire d'effacer. Mais l'idéalisation de la Russie tsariste est également une réponse à la crise identitaire provoquée par les révélations historiques et les dénonciations radicales des défauts du système socialiste : proposant une image consolatrice et apaisante d'« *âge d'or* » perdu, les films de ce type permettent d'oublier les horreurs de l'histoire réelle et offrent des valeurs substitutives aux anciennes valeurs rejetées. Par ailleurs, l'image de la Russie prérévolutionnaire se construit comme un modèle d'avenir : le passage à l'économie de marché est vu comme un retour tardif sur le « *droit chemin* » et comme une réparation des torts dont la Révolution d'Octobre a été l'origine.

§ 4. La déconstruction de la mythologie soviétique à la télévision

La télévision soviétique est une autre source permettant d'appréhender le bouleversement du système de représentations soviétique. Dans ce paragraphe, on s'attachera à une série d'émissions télévisées de l'époque de la *perestroïka*, « 600 secondes », jouissant d'une grande popularité entre 1989 et 1993.

A. La libéralisation de l'audiovisuel

Dans l'URSS tardive, la télévision a constitué un de facteurs clés qui marquent la rupture avec le passé soviétique. Selon Kristian Feigelson, spécialiste de la

²⁴⁴ « *Rossiia kotoruyu my poteryali* » / « La Russie que nous avons perdue », film de Stanislav Govoroukhine, 1992, URSS, Mosfilm

télévision soviétique, elle constitue un « *observatoire privilégié* » de la *perestroïka*²⁴⁵ ; « *Si on veut comprendre le fonctionnement d'une société comme la société soviétique, l'une des meilleures méthodes est de se pencher sur ses images révélatrices* », car ces dernières « *permettent en effet de décrypter les phénomènes sociaux sur la durée, d'observer la société dans son mouvement, d'appréhender les mutations au quotidien* »²⁴⁶, affirmait en 1990 le chercheur dans son étude consacrée à la télévision soviétique. En effet, la libéralisation de la société soviétique commence à se sentir en premier lieu dans l'audiovisuel : la loi sur la liberté de presse et des médias adoptée par le Soviet Suprême en 1990 entraîne sa libéralisation, assouplissant les contrôles pesant sur la vie culturelle et jetant les bases d'un nouveau pouvoir journalistique qui est l'un des phénomènes majeurs de la décennie. La rupture avec le modèle soviétique a suivi plusieurs étapes et s'est traduite aussi bien par la disparition progressive de la censure et de l'auto-censure²⁴⁷ que par la façon de présenter les informations. Comme le constate Floriana Fossato, chercheuse spécialisée dans l'étude des médias de masse en Russie, la télévision à cette époque connaît sa popularité maximale et représente pour les Russes « *le principal moyen de liaison et d'aggiornamento face aux changements qui venaient bouleverser leurs conditions de vie* »²⁴⁸.

Repoussant en permanence les limites du permissible, la télévision de l'URSS tardive a pris partie active à la construction et à l'institutionnalisation du clivage par rapport au modèle soviétique dans les années de la *glasnost*'. À la fin des années 1980 et au début des années 1990 la télévision rejoint la dynamique engendrée par la *perestroïka* qui vise à la déconstruction des principaux mythes soviétiques et à la réfutation en bloc du passé. La particularité de ce changement réside dans le fait que les critiques du système soviétique, de plus en plus osées, se développent dans le cadre même du système : les émissions critiques expérimentales, présentant un regard inédit sur la société et l'histoire soviétiques, élaborées par les équipes de jeunes journalistes, sont diffusées sur les chaînes publiques en *prime time* ; permettant d'atteindre l'audience maximale, elles deviennent rapidement les moteurs et les

²⁴⁵ FEIGELSON Kristian, *op. cit.*, p. 10

²⁴⁶ *ibid.*.

²⁴⁷ *ibid.*, pp. 80-81

²⁴⁸ FOSSATO Floriana, « La télévision, média du pouvoir », *Pouvoirs*, n° 112, 2005, pp. 49

symboles du changement. « *La fonction du journalisme dans les rédactions a sensiblement changé, s'alignant sur les révélations de la presse écrite* », constate Kristian Felgeison dans son étude consacrée au paysage télévisuel des années 1980-1990²⁴⁹.

B. « 600 secondes » : critique subversive du système soviétique

L'émission « 600 secondes » est un cas exemplaire du développement des critiques subversives au sein même du système : cette émission est diffusée sur la 5^{ème} Chaîne (ou « La chaîne de Leningrad »), la chaîne la plus ancienne de l'URSS, émettant dans la plupart des villes de Russie, mais aussi du Kazakhstan et dans les pays Baltes. La télévision de Leningrad constitue à cette époque une première tentative de décentralisation de la gestion de la télévision, octroyant aux régions la possibilité d'élaborer leur propre politique dans le domaine ; dans cette perspective, les chaînes régionales représentent une sorte d'alternative informatique aux chaînes centrales toujours gérées depuis Moscou²⁵⁰.

1. Les reportages chocs

L'émission prend ses débuts en décembre 1987, coïncidant avec le lancement officiel de la campagne de la *glasnost*' par Mikhaïl Gorbatchev. En 600 secondes, soit en 10 minutes, l'auteur et le présentateur de l'émission, journaliste Alexandre Nevzorov, présente en direct les actualités du jour sous forme de reportage commenté dans un nouveau style de journalisme d'investigation. Le style vestimentaire du présentateur (pull, veston en cuire), sa façon de parler (parole rapide et déliée, contrairement à la parole mesurée et grave des présentateurs soviétiques), sa jeunesse même (le présentateur n'a que 31 ans à l'époque), la dynamique de l'émission soulignée par un compteur à rebours affiché au coin de l'écran témoignent d'une rupture avec les codes de la télévision soviétique et font de lui l'une des figures phares du changement. Encore minoritaires à la télévision, ces programmes montrent du doigt les principaux problèmes dont souffre la société soviétique et attirent une grande audience jusqu'à la fermeture de l'émission en 1993 : cette dernière est devenue « *l'émission la plus populaire de la télévision de Leningrad* », selon New

²⁴⁹ FELGEISON Kristian, *op. cit.*, p. 95

²⁵⁰ *ibid.*, p. 85

York Times²⁵¹, « *arrachant les bébés de leurs mères, les vieillards de leur jeu de domino, les ivrognes de leur bouteille, les femmes de ménage de leur potage [...]. Tout le pays se mettait sur la chaîne de Leningrad pour ces dix minutes* », affirme la rubrique officielle de la chaîne dédiée à l'émission²⁵².

Bien que l'émission soit centrée sur les actualités de Saint-Pétersbourg et de sa proche banlieue, une certaine image du passé soviétique se profile à travers les interprétations de l'actualité : les thématiques clés de l'émission choisies par l'équipe sont focalisées sur des défauts de la société soviétique, mettant l'accent sur les côtés les plus sordides et sombres de la réalité soviétique, se positionnant ainsi aux antipodes des informations officielles. Tout comme les réalisateurs de la *perestroïka* et les journalistes de la presse écrite, les journalistes de la télévision s'attachent à éclairer des thématiques jusque-là taboues : la criminalité en Union Soviétique, le développement de la prostitution, l'alcoolisme et la drogue, mais aussi l'existence de réseaux de corruption au sein des comités locaux du PCUS ; les informations sont présentées en courts « *reportages chocs* », centrés sur les dysfonctionnements du système soviétique.

Plus qu'une réaction à la censure soviétique et une révolte contre l'embellissement de la réalité, cette démarche attaque le système soviétique tout entier : les commentaires d'Alexandre Nevzorov ne sont pas neutres et visent à susciter l'indignation et donner aux téléspectateurs l'impression de l'impasse dans lequel la société soviétique se trouve, plutôt que de présenter les faits de manière impartiale ; au fur et à mesure de l'avancement de la *perestroïka*, les réflexions du présentateur commencent à devenir de plus en plus politiquement connotées. « *Chaque émission représente pour nous encore quelques centimètres du territoire libre* », affirme Nevzorov, expliquant la popularité de l'émission par son style « *agressif* » qui donne aux Soviétiques une « *impression de vérité* »²⁵³.

²⁵¹ KELLER Bill, « Hip, Hot and Hyper: Soviet TV Cuts Loose », *New York Times*, 7 Septembre 1989, <http://www.nytimes.com/1989/09/07/arts/hip-hot-and-hyper-soviet-tv-cuts-loose.html>, consulté le 13 février 2014

²⁵² 5^{ème} Chaîne, site officiel, Rubrique « 600 secondes », <http://5-tv.ru/films/1505099/>, consulté le 13 février 2014

²⁵³ KELLER Bill, *op. cit.*.

La pénurie alimentaire constitue l'une des thématiques préférées de l'émission : les reportages sur le gaspillage des ressources, sur l'ingéniosité des Soviétiques qui s'adaptent tant bien que mal à ces conditions se répètent d'émission en émission. L'équipe journalistique d'Alexandre Nevzorov pénètre dans les locaux des instances officielles chargées d'organiser la livraison des vivres à Leningrad, dans les entrepôts où les vivres sont stockées, et jusqu'aux appartements privés des Soviétiques afin de constater l'état désastreux du système d'approvisionnement.

S'infiltrant dans une ferme avicole, l'équipe de l'émission constate « *une barbarie artificiellement organisée* » : la caméra fixe des milliers de poules entassées dans une pièce, en train de mourir sans soins à cause de la panne d'une bande de chaîne²⁵⁴ ; dans une autre émission, la caméra suit les habitants de Leningrad qui font main basse sur « *la propriété socialiste* » : les choux laissés pourrir sur un champ kolkhozien ; « *la privatisation de la propriété socialiste a commencé* », remarque ironiquement l'auteur commentant les images²⁵⁵ (image 4a) ; dans cette même émission, Alexandre Nevzorov, alerté par une habitante d'un immeuble à Leningrad, dérangée depuis un certain temps par des odeurs épouvantables, pénètre dans l'appartement de son voisin pour constater que ce dernier a installé un enclos pour y élever des cochons²⁵⁶ ; face à la caméra, le propriétaire de l'appartement affirme que lui, « *un fermier indépendant* », ne fait qu'exécuter « *Le programme d'approvisionnement* » annoncé par le gouvernement en 1982 pour pallier la pénurie alimentaire (image 4b).



Images n° 4a et n° 4b. Les cadres de l'émission du janvier 1992 : les Soviétiques se battant pour les choux sur un champ kolkhozien ; les cochons vivant dans un appartement à Leningrad.

Ces images fortes et naturalistes (poules mourantes, cochons vivants dans un appartement, champs boueux) sont d'autant plus choquantes que la société soviétique connaît depuis plusieurs années une grave pénurie alimentaire, notamment en viande. L'inefficacité et l'irrationalité de l'économie soviétique, l'incapacité du

²⁵⁴ Emission de 12 septembre 1989, <http://www.youtube.com/watch?v=c9S6uTqk4xE&feature=relmfu>, consulté le 19 février 2014

²⁵⁵ Emission du janvier 1992,

<http://www.youtube.com/watch?v=CDuSJMGMdp8&feature=related>, consulté le 19 février 2014

²⁵⁶ *ibid.*

gouvernement à résoudre le problème des pénuries permanentes sont ostensiblement mises en avant par Alexandre Nevzorov. L'avilissement des Soviétiques dans la société du « *socialisme réellement développé* » est également souligné dans l'émission qui montre des images d'alcooliques, de malades mentaux, de tueurs, de marginaux ; les symboles soviétiques, les idées communistes, les slogans familiers patriotiques sont évoqués dans un contexte de dérision, soulignant la rupture entre la réalité de la vie quotidienne des Soviétiques et les déclarations du gouvernement.

Dans une émission de février 1989, Alexandre Nevzorov s'entretient avec un Soviétique qui, selon l'expression sarcastique du présentateur, « *restaure la justice sociale* » : « *ayant volé au marché une caisse de pommes de 35 kilos à une personne qui les vendait 3 roubles le kilo, il s'est mis à les vendre 7 mètres plus loin à 1 rouble le kilo, tout en criant qu'il se battait pour la vérité et les prix bas des pommes pour les habitants de Leningrad* »²⁵⁷ ; lors de ce bref entretien, la personne en question affirme : « *C'est l'expropriation des expropriateurs* ». La phrase du petit voleur est significative : « *l'expropriation des expropriateurs* » est un concept du Marxisme-léninisme défini par la Grande Encyclopédie Soviétique comme « *un processus régulier de la liquidation de la propriété privée des classes d'exploiteurs par la confiscation des moyens de la production des propriétaires (exploiteurs) et leur transfert aux travailleurs* »²⁵⁸. Dans le dogme soviétique, la privation des « *exploiteurs* » de leur propriété est considérée comme un acte légal et juste, car il « *représente la restitution aux travailleurs de ce qu'ils possèdent en tant que vrais créateurs des richesses qui leur ont été ôtées de force* »²⁵⁹. Alexandre Nevzorov, laissant le voleur s'exprimer sur la justice sociale, se moque à la fois de la formule marxiste obsolète et de l'interprétation qu'en font les Soviétiques.

La corruption dans l'administration soviétique et dans le Parti Communiste constitue une autre thématique à laquelle l'intéressé prête une attention particulière. Sans nommer les responsables concrets, il accuse « *les hauts dignitaires du Parti Communiste de Leningrad* » pour les dysfonctionnements dans le système de livraison des vivres aux habitants de la ville, supposant qu'ils tirent des bénéfices personnels du sabotage de l'approvisionnement²⁶⁰.

2. *Le mythe de l'État providence soviétique brisé*

Mais c'est l'indifférence de l'État vis-à-vis de ses citoyens qui constitue sans doute la thématique préférée du présentateur à laquelle il revient d'émission en émission, démolissant les mythes de l'État providence soviétique : le mythe de la

²⁵⁷ Emission de 22 février 1989, <http://www.youtube.com/watch?v=SisfxP-73h8&feature=related>, consulté le 19 février 2014

²⁵⁸ « *Ekspropriatsiia ekspropriatorov* » / « Expropriation des expropriateurs », *Bolchaia Sovetskaia Entsiklopediia / Grande Encyclopédie Soviétique*, Moscou, Encyclopédie Soviétique, 1969-1978, <http://dic.academic.ru/dic.nsf/bse/153333/Экспроприация>, consulté le 12 février 2014

²⁵⁹ *ibid.*.

²⁶⁰ Emission de 1989, <http://www.youtube.com/watch?v=XV82xtlCGIk&feature=related>, consulté le 19 février 2014

protection sociale des Soviétique opposée au « *monde du capitalisme sauvage* », de l'État paternaliste bienveillant, de la « *meilleure médecine au monde* », du « *service public sans pareil* », du « *respect éternel pour les vétérans* », et même l'idée du contrôle étatique de la vie des individus. Plusieurs reportages sont expressément consacrés aux « *oubliés de l'État* », le plus souvent les vieilles personnes, les « *bâtisseurs du socialisme* », les « *vétérans de la Grande guerre* », pointant du doigt le fait que, contrairement à ce que les Soviétiques pourraient croire, l'État soviétique ne contrôle plus rien, abandonne les citoyens à leur sort et ne fait rien pour les protéger, après avoir profité de toute une génération. Mettant à nu les failles du système de l'État providence soviétique, la négligence générale, il affirme : « *l'État nous a abandonnés* ».

Dans une émission de septembre 1989, on assiste à la démolition d'un vieil immeuble où continue à vivre une vieille femme, oubliée et abandonnée, après y avoir survécu au blocus de Leningrad (image 5a ci-dessous). « *Le système n'a pas besoin de nous tous ; mais c'est quand même rare qu'elle nous le démontre avec autant d'effronterie* »²⁶¹, affirme Alexandre Nevzorov.

Un autre reportage²⁶² est consacré à un petit village situé seulement à 70 km de Leningrad et habité uniquement par des vieilles femmes qui, avant leur retraite, ont durement travaillé sur les tourbières. Les images montrées par le présentateur sont accablantes : les vieilles ouvrières isolées survivent, depuis plusieurs années, dans les conditions dures sans aucune aide de la part de l'État ; voilà des années qu'aucun service public n'est plus assuré dans ce village fantôme où continuent à vivre des citoyens Soviétiques ; « *Il n'y a ni téléphone ici, ni hôpital, ni poste, pas un seul policier, pas un facteur, personne* », affirment les vieilles femmes²⁶³, « *on nous a abandonnés depuis longtemps* ».



²⁶¹ Emission de 12 septembre 1989, <http://www.youtube.com/watch?v=c9S6uTqk4xE&feature=relmfu>, consulté le 20 février 2014

²⁶² Emission de 1993, <http://www.youtube.com/watch?v=6qpQ8u0tsac&feature=relmfu>, consulté le 20 février 2014

²⁶³ Emission de 1993, <http://www.youtube.com/watch?v=6qpQ8u0tsac&feature=relmfu>, consulté le 20 février 2014

Images n° 5a et n° 5b. Les images des Soviétiques – symboles des carences criantes du modèle de l'État providence à la soviétique : une vieille femme restant dans un immeuble voué à la démolition qui n'a « *nulle part où aller* » ; les vétérans de la Grande Guerre patriotique abandonnés et oubliés par l'État.

Le reportage le plus poignant qui concerne l'abandon des citoyens soviétiques par leur État est celui qui est réalisé à l'occasion de la Journée de la Victoire (le 9 mai 1990)²⁶⁴. Il présente une comparaison entre la vie des « *vaincus* » Allemands et des « *vainqueurs* » Soviétiques, comparant la vie des vétérans de guerre en retraite. Afin d'illustrer la vie des vétérans de guerre allemands, l'auteur pénètre dans une maison de retraite à Hambourg : il s'y entretient avec plusieurs vétérans allemands qui affirment être comblés par l'État allemand, heureux à la fin de leur vie. « *Nous n'avons besoin de rien* », affirment les vétérans, « *l'État s'occupe bien de nous* », « *nous avons une vieillesse heureuse* », « *on est contents de notre vie* ».

Contrairement aux vétérans allemands qui voyagent et profitent du repos, les conditions de vie des vétérans soviétiques sont drastiquement différentes. L'auteur montre les visages mornes des vieux soldats dans leurs pauvres logis ; des handicapés – mutilés de guerre qui ne sont pas pris en charge et sont contraints de confectionner eux-mêmes des prothèses de fortune ; lors de l'entretien avec un vétéran de guerre, ce dernier pleure devant la caméra, en affirmant qu'il ne lui reste plus aucune joie de la Victoire : « *J'ai toujours cru que si on gagnait, je vivrais mieux. Mais cela ne s'est jamais réalisé* », affirme-t-il (image 5b ci-dessus).

L'émission, bien que populaire, a provoqué rapidement les critiques des conservateurs pour « *les noircissements de la réalité* », mais aussi une réaction de rejet d'une partie de la population choquée par le naturalisme brutal et le pessimisme ostensible. « *Recherchant l'image sensation, cette télévision est aussi devenue plus proche des émotions, affirme Kristian Felgeison, elles tentent de rendre visible [...] l'urgence des tâches de reconstruction sur le modèle connu de l'Agit-Prop* »²⁶⁵. En 1993, l'émission est arrêtée par la décision du Service fédéral de la télévision. La tonalité incontestablement dépressive de l'émission s'inscrivait dans le courant de *thernoukha* (voir *supra*), caractéristique pour les médias du début des années 1990 cherchant à rompre avec la tradition de l'embellissement de la réalité soviétique.

3. La déconstruction des représentations soviétiques

L'analyse de l'émission culte « 600 secondes » constitue une illustration supplémentaire du rejet du socialisme développé, repérable dans le discours médiatique, dont le but est d'accélérer le changement en mettant à nu les défauts du système soviétique et en démolissant le système familial de représentations. Pour

²⁶⁴ Emission de l'automne 1990, <http://www.youtube.com/watch?v=YuO8zGKLZHs&feature=watch-vrec>, consulté le 20 février 2014

²⁶⁵ FELGEISON Kristian, *op. cit.*, p. 95

autant, si la télévision a contribué dans une très large mesure à faire de sujets jusque-là tabous des thèmes du débat public et à délivrer les citoyens de la peur de s'exprimer, son rôle dans le processus de réflexion profonde sur le passé est resté éphémère : cherchant à déconstruire le modèle soviétique coûte que coûte, les « *journalistes progressistes* » ont fait l'impasse sur le débat impartial et transparent sur l'état réel de la société soviétique et surtout sur ce que le modèle en place représentait pour la population. Ainsi, si la négation de l'ensemble de l'héritage soviétique à la télévision a sans doute accéléré le processus des réformes démocratiques, elle a en même temps déclenché une réaction négative chez les groupes les plus conservateurs de la population russe, radicalisant le clivage sur le passé soviétique qui perdure jusque dans les années 2000.

Cette position des médias s'inscrit dans une dynamique plus globale de répudiation du communisme en bloc, promue par des intellectuels démocrates qui paradoxalement sont des communistes reconvertis. Dmitrii Volkogonov, responsable de la propagande politique dans l'Armée rouge, constitue un cas exemplaire de la reconversion idéologique des intellectuels soviétiques à cette époque : si en 1987 il se range du côté des conservateurs, attaquant les écrivains soviétiques pour leur manque de patriotisme, au fur et à mesure de la *perestroïka* il critique de plus en plus hardiment le stalinisme, le présentant comme la trahison des idéaux léninistes, affirmant la justesse des thèses de Lénine. En 1994 il publie une biographie de Lénine, extrêmement hostile à Lénine et ses idées : dans cette biographie, Staline est traité comme le plus fidèle continuateur de la politique léniniste²⁶⁶. À cette époque l'anticommunisme devient « *une nouvelle orthodoxie, dont la profession était la condition indispensable pour le prestige intellectuel* »²⁶⁷. Cette situation n'est pas sans parallèles avec les processus intellectuels en Russie juste après la Révolution d'Octobre. En effet, comme en témoignait Vladimir Bouldakov, l'historien indépendant de la Révolution en 1992 :

« Si auparavant il était impossible de se référer, par exemple, à Trotski ou parler positivement de Milioukov (leader du Parti Libéral Démocrate de 1905 à 1917), maintenant les éditeurs rayent fermement les citations de Lénine des manuscrits et exigent la glorification inconditionnelle de Stolypine (Premier Ministre du dernier tsar

²⁶⁶ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 53

²⁶⁷ *ibid.*, p. 41

Nicolas II. Pour simplifier, ce qui a été traité de “Blanc” auparavant est aujourd’hui déclaré “Noir”. La libéralisation des idées n’a pas encore eu lieu »²⁶⁸.

Si certains historiens ont réussi à ne pas se laisser déborder par la conjoncture politique, l’historiographie à cette époque devient tributaire de l’idéologie.

SECTION 2. LE DEBAT DES HISTORIENS

Alors que la transformation du système soviétique a créé une attente sociale de relecture de l’histoire, l’historiographie soviétique, inerte et atteinte d’une profonde crise méthodologique n’a pu répondre à cette demande. Le débat dès lors sort rapidement du cadre initialement prévu par les autorités et les historiens professionnels : l’irruption de larges couches de l’« *intelligentsia réformatrice* » dans le débat historique va de pair avec un recours des « *historiens révisionnistes* » à la presse à grand tirage ; si les enquêtes d’amateurs vont chercher à combler les « *taches blanches* » de l’histoire, elles ne sont pas sans effet sur la qualité de la recherche historique qui devient tributaire des « *révélations chocs* » relayées par la presse.

Compte tenu du contexte particulier du débat, on a choisi de ne pas circonscrire l’étude à l’analyse de la recherche produite uniquement au sein des structures scientifiques et des cercles académiques officiels : le caractère même du débat au sein duquel les historiens engagés, professionnels ou amateurs, jouent un rôle important est une clé de compréhension de son évolution au sein de l’espace public. Dans cette section, on analysera la déconstruction progressive des principaux dogmes de l’historiographie soviétique lors de la période de la transparence. Les sources utilisées sont tout d’abord indirectes : une série d’analyses d’auteurs qui ont immédiatement réagi au mouvement d’ouverture de la société soviétique, datant de la période 1986 – 1989 qui fixent les changements majeurs dans l’historiographie soviétique. Les sources directes comprennent un corpus de textes des principaux protagonistes du débat : de nombreux articles et textes polémiques de Youri Afanassiev, historien engagé et figure-clé du mouvement pour la révision de l’histoire soviétique ; les souvenirs de Dimitri Yourassov, jeune étudiant en histoire dont les recherches amateurs sur les répressions staliniennes ont mis en exergue les carences de l’historiographie officielle ; des articles des revues historiques ; les principales

²⁶⁸ *ibidem..*

œuvres qui ont ébranlé les certitudes de l'historiographie soviétique, notamment le recueil *La seule issue*, fruit de la collaboration de plusieurs historiens révisionnistes, posant les bases de la réévaluation de l'histoire soviétique, est « *un document central sur la perestroïka et de la perestroïka* »²⁶⁹ dans le domaine historique. La presse de la période constitue un autre pan de sources directes, dans la mesure où l'essentiel du débat se déroule non dans les cercles académiques, mais dans la presse à grand tirage et à travers les interventions publiques ; sur ce point, un recueil de textes *Rossia na rasput'e / La Russie au carrefour* consultable sur le site personnel de Youri Afanassiev a été d'un grand secours car les principaux documents de l'époque sont reproduits dans ces pages. Le recours à la production officielle des structures scientifiques soviétiques, notamment certains manuels scolaires d'histoire édités dans les années 1950-1960 a permis d'éclairer les postulats de l'histoire marxiste bouleversés par les changements. Enfin, l'étude de la structure du champ scientifique soviétique donne des références précieuses sur les principaux lieux de la production et de contrôle des interprétations historiques, les principaux établissements scientifiques et les revues clés.

Il convient de souligner que dans cette section on ne discutera pas de la pertinence historique de telle ou telle thèse relative au passé soviétique avancée par les historiens : l'analyse porte sur les principaux éléments du débat, ses soubassements idéologiques, l'évolution des représentations du passé soviétique et la reconstruction de son contexte sociopolitique.

§ 1. Les représentations historiques comme champ de bataille idéologique

Si le débat entre historiens dans les années 1980-1990 est indissociable du contexte social, il est gouverné par sa propre logique et intervient dans un double contexte. D'un côté, l'écroulement du système bipolaire à la fin du XX^e siècle est marqué par une « *crise de l'avenir* » qui « *brouille le rapport au temps* »²⁷⁰ : les sociétés se tournent vers leur passé pour « *répondre aux malheurs du présent, à*

²⁶⁹ FRIOUX Claude, Préface à AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, p. 11

²⁷⁰ HARTOG François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2012, p. 12

défaut de tracer une perspective d'avenir »²⁷¹. « La vague mémorielle »²⁷² des années 1980 a été un autre signe de l'époque : « la mémoire, constate Enzo Traverso, s'est transformée en nouveau paradigme historiographique »²⁷³. Cette « crise de l'histoire » est souvent associée à la dissolution de l'objet propre à la discipline « dans la nébuleuse des sciences sociales » parallèlement à la place de plus en plus importante « des philosophes ou des écrivains qui se présentent comme historiens »²⁷⁴. De l'autre côté, les années 1980 sont caractérisées par la montée d'un révisionnisme historique dans les pays ayant connu une expérience de la dictature et/ou coloniale ; loin d'être une démarche purement scientifique, ils sont « profondément marqués par une conjoncture intellectuelle et politique de la fin du siècle »²⁷⁵. Ainsi la relecture du passé soviétique à la fin des années 1980 a-t-elle été influencée aussi bien par les tendances générales propres à la fin du « siècle court » que par le contexte politique et idéologique propre à l'URSS de cette époque.

A. Le clivage entre historiens « démocrates » et « conservateurs »

Tout au long de l'époque soviétique, l'écriture de l'histoire a été une entreprise de falsification, dont *Le Cours Abrégé de l'histoire du VKP(b)* était la plus éloquente manifestation. À l'époque soviétique, le double contrôle de l'Académie de sciences de l'URSS et du Parti communiste assurait la production de interprétations historiques de propagande.

1. Le cadre institutionnel du contrôle idéologique de l'histoire

Les établissements d'enseignement et de recherche en histoire étaient sous double direction : la direction scientifique, assurée par l'Académie des sciences de l'URSS qui, à son tour, était contrôlée par le Conseil des Ministres (*Sovnarkom*, puis *Sovmin*), et le contrôle du Comité central du PCUS. À partir de 1963, la structure de l'Académie est restée immuable : elle est composée de seize sections, selon le domaine scientifique ; la section des sciences de la société comporte quatre départements consacrés aux diverses disciplines : l'histoire, la philosophie et le droit,

²⁷¹ *ibid.*.

²⁷² NORA Pierre (dir.), *op. cit.*, p. 36

²⁷³ TRAVERSO Enzo, *L'Histoire comme champ de bataille*, Paris, Edition de la Découverte, 2011, p. 6

²⁷⁴ NOIRIEL Gérard, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, n° 1, 1990, p. 58

²⁷⁵ GROPPPO Bruno, « "Révisionnisme" historique et changement des paradigmes en Italie et en Allemagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 7

l'économie, la littérature et les lettres. Les départements sont composés de groupes de travail spécialisés, regroupant les institutions de recherche, les laboratoires, mais aussi les musées, etc.²⁷⁶. Au sein de l'Académie fonctionnent huit Instituts de recherche (Institut de l'histoire de l'URSS, Institut de l'histoire mondiale, Institut des études slaves et balkaniques, Institut des études orientales, Institut de l'Afrique, Institut de l'Amérique Latine, Institut de l'Extrême-Orient) qui toutefois ne se confondaient pas avec les grandes Universités aux fortes traditions de recherche historique (Faculté d'Histoire de l'Université d'État de Moscou de Lomonossov ; l'Institut d'Histoire et des archives de Moscou ; Institut du mouvement ouvrier international ; Institut des États-Unis d'Amérique) ; par ailleurs, certains établissements de recherche fonctionnent au sein des ministères spécialisés : ainsi l'Institut d'histoire militaire a été créé au sein du Ministère de la Défense.

Le contrôle du Parti sur la science historique s'effectuait par l'intermédiaire du département de la science du Comité Central du parti qui regroupait plusieurs structures assurant la formation et le contrôle des cadres supérieurs des établissements de l'enseignement et de la recherche, des directeurs des principales revues scientifiques (*Voprosy Istorii / Questions de l'Histoire ; Novaya i noveishaya istoriya / Histoire récente et du temps présent ; Istoriya SSSR / Histoire de l'URSS ; Sovetskie Arhivy / Archives soviétiques ; Voprosy istorii KPSS / Les questions de l'histoire du PCUS*) et des maisons d'édition. L'Institut du Marxisme-léninisme (IML) et l'Académie des sciences sociales, rattachés tous les deux au Comité central du Parti, sont les cas exemplaires de ce type d'établissements assurant le contrôle politique et idéologique de l'ensemble des sciences sociales. En 1972, l'Institut du Marxisme-léninisme comportait neuf sections : sections des œuvres de Marx, Engels et Lénine ; section de l'histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique ; section de la construction du parti ; section du communisme scientifique ; section de l'histoire du mouvement communiste international ; section de coordination du travail de recherche ; les archives centrales du Parti ; la bibliothèque ; le musée de Marx et Engels²⁷⁷. L'Académie des sciences sociales auprès du Comité Central du PCUS

²⁷⁶ Rubrique « Histoire de la section d'histoire et de philologie » sur le site officiel de l'Académie de sciences de la Russie, <http://hist-phil.ru/structure/history/>, consulté le 12 février 2014

²⁷⁷ ZAGOSKINA Irina, « L'institut du Marxisme-léninisme du Comité central du PCUS », *La Grande encyclopédie soviétique*, troisième édition (1969-1978), <http://lib.rus.ec/b/152638/read#1372>, consulté le 12 février 2014

créée en 1946 assurait la formation des cadres scientifiques dans l'économie politique, le matérialisme didactique et historique, la critique de la philosophie et de la sociologie bourgeoises, le communisme scientifique etc.²⁷⁸. La production de manuels scolaires au sein de ce système a été rigoureusement planifiée. « À partir de la seconde moitié des années trente, constate Youri Affanassiev en 1992, le point de vue totalitaire sur l'Histoire s'est définitivement ancré dans les esprits et dans les mémoires des écoliers, des étudiants, et ainsi, progressivement, de toute la population »²⁷⁹.

Afin de comprendre les grandes lignes de la vision marxiste de l'histoire, on se référera au manuel scolaire édité en 1952 et destiné aux élèves de terminale, qui couvre la période de 1894 à 1931²⁸⁰.

Dans le manuel, la Russie prérévolutionnaire est présentée comme un État impérialiste arriéré et pauvre, dépendant économiquement de l'Occident, atteinte de grave crise économique propre au stade impérialiste de développement et dirigé par « *le tsarisme et la bourgeoisie* ». La Révolution d'Octobre 1917, résultat de la mise en pratique de la théorie révolutionnaire par les « masses », a « *marqué le tournant décisif du vieux monde capitaliste au nouveau monde socialiste. Elle a divisé le monde en deux systèmes antagonistes – le système du capitalisme déperissant et le système du socialisme progressif* »²⁸¹.

Le développement ultérieur de l'URSS serait marqué par la construction de l'union du prolétariat et des paysans pauvres, les deux classes « *naturellement* » révolutionnaires ; ce développement se passe dans des conditions du danger permanent émanant des ennemis extérieurs (« *États bourgeois* ») et intérieurs (« *les agents des services du renseignement extérieur des pays bourgeois* »). Le nom de Staline est abondamment cité : il est présenté comme le plus proche compagnon et ami de Lénine, continuateur de la politique léniniste. Un extrait du chapitre « *La grande constitution stalinienne* » mérite d'être cité, car cet exemple du « *matérialisme historique* » illustre l'autoreprésentation de l'État et de la société soviétique :

« *La société soviétique est composée de deux classes-amis : les ouvriers et les paysans [...]. La base politique de l'URSS est les Soviets des députés des travailleurs, dont le développement et consolidation ont été le résultat du renversement du pouvoir des propriétaires fonciers et capitalistes et la mise en place de la dictature du prolétariat. La base économique de l'URSS est le système socialiste de production et la propriété socialiste [...]. L'URSS est l'union fraternelle et volontaire des peuples égaux. [...].*

²⁷⁸ ZAKHARIKOV A.N., « L'académie des sciences sociales rattachées au Comité Central du PCUS », *La Grande encyclopédie soviétique*, troisième édition (1969-1978), <http://bse.sci-lib.com/article005417.html>, consulté le 12 février 2014

²⁷⁹ AFANASSIEV Youri, *Ma Russie Fatale*, 1992, Paris, Calmann-Lévy, p. 70

²⁸⁰ BAZILEVITCH K.V., BAKHROUCHINE S.V., PANKRATOVA A.M., FOCHT A.V. (dir.), *Istoriia SSSR / Histoire de l'URSS*, Moscou, Uchpedgiz, 1952, 452 p.

²⁸¹ BAZILEVITCH K.V., BAKHROUCHINE S.V., PANKRATOVA A.M., FOCHT A.V. (dir.), *op. cit.*, p. 200

Notre patrie socialiste protège soigneusement les droits de chaque nationalité [...]. Le système soviétique ne connaît aucune limitation du droit de vote, tandis que dans les États bourgeois le système de suffrage censitaire est largement utilisé dans les intérêts des capitalistes [...]. Dans les pays capitalistes les droits politiques des habitants de colonies et des "minorités nationales" sont limités. [...]

Dans les intérêts des travailleurs et afin de consolider l'ordre socialiste, la Constitution garantit aux citoyens la liberté de parole, de presse, de réunion et de meetings, [...] de démonstrations. [...] Tous ces droits ne sont pas simplement déclarés, à l'instar des constitutions bourgeoises : la constitution stalinienne assure les conditions matérielles de leur réalisation »²⁸².

Des pans entiers de l'histoire soviétique (les répressions, les famines et le Goulag) sont absents de cette conception. Aussi l'ambition de la *perestroïka* de reconstruire la société soviétique « *sur les bases saines* » aurait été impossible sans une relecture substantielle de son histoire²⁸³. Les premières dénonciations de l'état de l'historiographie soviétique sont venues du mouvement de la « *dissidence historique* », dont les membres se définissent comme « *libéraux* » ou « *démocrates* », qui commence à se former au sein des institutions scientifiques soviétiques à partir de 1985²⁸⁴.

2. Le mouvement de « *dissidence en histoire* »

Les premières atteintes à l'historiographie soviétique officielle sont associées à l'œuvre et à la personnalité de l'historien Youri Afanassiev : spécialiste de l'histoire française et l'un des futurs leaders du mouvement démocrate radicale, s'opposant à Gorbatchev, il est la figure phare du mouvement de révision de l'histoire fin 1980 – début 1990. Guidés par Youri Afanassiev, les membres du mouvement pour la révision de l'histoire soviétique expriment « *une impatience très modérée à l'égard des historiens orthodoxes* », invoquant la nécessité d'analyser plus profondément certaines pages de l'histoire soviétique, notamment la collectivisation²⁸⁵. Nommé recteur de l'Université de l'histoire et des archives en 1986, Youri Afanassiev annonce publiquement sa volonté de « *déstaliniser* » l'enseignement de l'histoire dans une déclaration éminemment politique. Son programme intitulé « *Energiiiia istoritcheskogo znaniia* » / « *L'énergie de la connaissance historique* » est publié en janvier 1987 dans un quotidien *Moskovskie Novosti* / *Les nouvelles de Moscou*.

²⁸² *ibid.*, p. 341-342

²⁸³ LAQUEUR Walter, *The Long Road to Freedom. Russia and Glasnost*, Vancouver, Toronto, Douglas & McIntire, 1989, p. 48

²⁸⁴ FERRETTI Maria, « La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, Vol. 50, n° 6, 1995, p. 5

²⁸⁵ AFANASSIEV Youri, *Ma Russie Fatale*, 1992, Paris, Calmann-Lévy, p. 123

L'historien critique la qualité des manuels scolaires qui « *donnent une vision erronée de l'histoire du PCUS* », voire « *passent sous silence* » certains événements :

« *[Dans nos manuels scolaires], est reproduite l'interprétation stalinienne de la victoire de la Révolution d'Octobre et de la construction du socialisme en URSS [...] Pauvres étudiants, sur lesquels on déverse la vague de définitions staliniennes – “un type de menchevisme”, “déviation menchevique”, “groupe antirévolutionnaire”, “les agents des koulaks” - dépensent leurs capacités mentales à apprendre les étiquettes. En même temps, ils sont dépourvus de possibilité de comprendre la nature des discussions théoriques et des conceptions de la construction du socialisme, comparer la voie du socialisme en URSS avec celle des autres pays* »²⁸⁶.

Dénonçant « *une relecture intégralement partisane* » des grands événements du XX^e siècle, il proclame sa rupture avec l'histoire officielle et le début des recherches centrées sur « *la contre-histoire des cuisines* », « *l'histoire souterraine* »²⁸⁷ ; proclamant la lutte des « *magnétophones d'historien* » contre les falsifications de l'histoire officielle, il affirme : « *ce qui saute aux yeux dès que l'on aborde l'histoire orale [...], c'est qu'elle est incomparablement plus véridique que l'histoire officielle* »²⁸⁸. Un groupe d'études de l'histoire orale se forme alors au sein de l'Université.

Par son talent polémique, Youri Afanassiev réussit à rallier les « *historiens-démocrates* »²⁸⁹, s'assurant également du soutien de larges couches de l'intelligentsia réformatrice. Un nouveau courant de l'historiographie commence à se structurer autour de l'Université qui devient le symbole de la nouvelle approche de l'histoire. À cette époque, le mouvement du révisionnisme historique met en avant l'idée du retour aux « *idéaux léninistes* » ; la critique substantielle est souvent dissimulée derrière la rhétorique marxiste habituelle : dans les articles parsemés de citations de Lénine, les révisionnistes prônent la fidélité aux idéaux de la révolution, à partir desquels la critique de la situation actuelle se déploie²⁹⁰.

La démarche des « *révisionnistes* », bien que modérée, est perçue par l'aile

²⁸⁶ AFANASSIEV Youri, « *Energiia istoricheskogo znaniia* » / « L'énergie de la connaissance historique », *Les nouvelles de Moscou*, 11 janvier 1987, le site officiel de Youri Afanassiev, http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/tom1_7.htm, consulté le 12 février 2014

²⁸⁷ AFANASSIEV Youri, *Ma Russie Fatale*, 1992, Paris, Calmann-Lévy, p. 74

²⁸⁸ *ibid.*

²⁸⁹ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 10

²⁹⁰ Voir notamment l'article de Youri Afanassiev « *Sur les positions de la vérité et le réalisme* », dans *Sovetskaya Kul'tura / Culture Soviétique*, 1987, 21 mars, consultable sur le site officiel de l'historien http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/tom1_11.htm, consulté le 12 février 2014

conservatrice de l'historiographie « *comme un extrémisme historique* »²⁹¹ : ces historiens qui « *...ont vu, avec une irritation croissante, se développer [...] sous couvert de la glasnost' et dans le cadre de la lutte contre "les taches blanches" de l'histoire, une formidable dénonciation du stalinisme et de ses méthodes, et qui considèrent qu'on est allé trop loin* »²⁹². Leur résistance à la « *révolution historique* » est également liée à des intérêts corporatistes : la révision de couches entières de l'histoire soviétique signifie pour certains la mise en question de leur aptitude professionnelle, le rejet complet ou partiel de l'œuvre de leur vie. En 1987, la formule lancée par des historiens-marxistes Fedor Vaganov et Alexey Ponomarev pour rallier les historiens conservateurs, – « *ne pas idéaliser, mais ne pas dramatiser* »²⁹³, – illustre bien la position de ce mouvement de résistance au révisionnisme.

« *Ces derniers temps, dans certains articles, sous couvert de la perestroïka, est avancé, en tant que tâche primordiale, un révisionnisme, la réévaluation de pratiquement toute l'histoire du PCUS et de toute l'histoire de la société soviétique* »²⁹⁴.

L'idée force du courant conservateur consiste en une « *appréciation mesurée* » et une position « *plus nuancée* » par rapport au passé : tout en admettant l'utilité de « *critiques du culte de la personnalité* », ils insistent sur la nécessité de tenir compte à la fois des « *difficultés objectives* » (guerre civile, intervention étrangère, « *encercllement capitaliste* », Seconde guerre mondiale, guerre froide) et des « *remarquables réalisations* » de l'URSS²⁹⁵. Par ailleurs, ils soulignent la nécessité, particulièrement pendant la période instable de la *perestroïka*, d'une consolidation nationale centrée sur trois valeurs fondamentales : la patrie soviétique, le peuple russe, le bolchevisme. Les dénonciations trop poussées du stalinisme, selon eux, « *saperaient le moral de la nation* »²⁹⁶ : la rhétorique employée démontre que les historiens conservateurs sont incapables de sortir des limites de la critique fixées par le XX^e Congrès du PCUS. Cette approche est vivement critiquée par Youri Afanassiev dans une intervention publique :

²⁹¹ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 10

²⁹² *ibid.*, p. 14

²⁹³ Lettre ouverte publiée dans *Sovetskaya Kul'tura / Culture Soviétique*, 4 juillet 1987

²⁹⁴ Lettre ouverte, *cité par* AFANASSIEV Youri, « *Nas ne ochernish !* » / « *Tu ne nous noircira pas !* », dans AFANASSIEV Youri, *Rossiia na rasput'e / La Russie au carrefour*, archive personnelle de l'historien, consultable sur son site officiel <http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/main.html>, consulté le 12 février 2014

²⁹⁵ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 15

²⁹⁶ *ibid.*.

« Dans certains cercles apparaît une ambition d'arrêter les recherches de la vérité [...]. L'on fait volontiers recours aux demi-vérités sous prétexte de tenir compte de l'état psychologique actuel du peuple. [...] Les enjoliveurs des acquis staliniens endossent une toge de patriotes »²⁹⁷.

Ce discours illustre bien le fait que la lutte au sein de la communauté historique entre les « conservateurs orthodoxes » et les « révisionnistes dissidents » prend moins la forme d'un dialogue académique sur le passé que celle d'une lutte idéologique entre l'ancien et le nouveau ; la vision de l'histoire soviétique est « conservatrice » ou « démocratique » : le clivage au sein des historiens épouse le clivage politique de la société soviétique par rapport aux réformes, l'histoire étant devenue un « champ de bataille où tous les coups sont permis »²⁹⁸.

L'appel de Youri Afanassiev à faire « souffler le vent de la glasnost' dans l'histoire » a marqué la période : face au silence des historiens conservateurs, les articles et les prises de position des « historiens-révisionnistes » se multiplient, tandis que se réalise une alliance entre ces derniers et les amateurs qui participent au débat historique.

B. Le rôle des amateurs dans les recherches historiques

À l'époque de la *glasnost'*, l'intérêt pour la redécouverte du passé dans la société soviétique est nouveau : compte tenu de l'effondrement des certitudes idéologiques, les Soviétiques se tournent vers l'histoire. Ce phénomène a eu une conséquence majeure pour l'historiographie russe : comme le souligne Nicolas Werth, face à la demande sociale d'une « vérité tout entière sur le passé », les tenants d'une position modérée ont été incapables d'en formuler une interprétation cohérente, notamment concernant la nature de la « déviation » stalinienne et la filiation du léninisme au stalinisme, question qui posait le problème de la nature même du régime soviétique. L'impossibilité de faire barrage au débat a poussé les autorités à remplacer progressivement les historiens orthodoxes par d'autres, supposés plus

²⁹⁷ AFANASSIEV Youri, « *Stalinisty riadiatsia v togu patriotov* » / « Les stalinistes endossent une toge de patriotes », *Intervention publique devant les étudiants de l'Institut de la chimie et des technologies à Moscou*, le 30 mars 1988, consultable sur le site personnel de l'historien http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/tom1_26.htm, consulté le 12 février 2014

²⁹⁸ *ibid.*.

proches de l'objectivité historique²⁹⁹ ; mais, tandis que le mouvement de la « *dissidence historique* » soutenu par la presse repoussait sans cesse les limites de la critique³⁰⁰, l'histoire en tant que discipline scientifique, ayant perdu beaucoup de ses certitudes et se trouvant au centre de multiples affrontements³⁰¹, n'est pas apparue en mesure de satisfaire les attentes sociales.

La forte demande sociale de certitudes et de repères susceptibles de consolider l'identité collective n'est pas propre à l'URSS des années 1980-1990. Au milieu des années 1980, par exemple, alors que « *la querelle des historiens* » (*l'Historikerstreit*)³⁰² bat son plein en RFA, Jürgen Kocka écrit : « *Ce qu'on attend de l'histoire dans la discussion publique n'est pas tant qu'elle apporte ses lumières [...], mais bien plutôt qu'elle nous aide dans la recherche d'une identité, voire qu'elle concoure à l'institution d'un sens. Un "passé auquel souscrire", c'est là le souhait commun : l'histoire comme tradition propre au renforcement de l'identité collective et à la formation d'un consensus* »³⁰³. L'irruption de non-professionnels, c'est-à-dire, d'individus pour qui la recherche historique n'est pas un métier et qui ne sont pas formés et rémunérés comme tels³⁰⁴ dans le débat apparaît comme une conséquence logique de l'intérêt de la société pour l'histoire et de la place prise par des historiens engagés, véritables symboles de la *perestroïka*. « *La glasnost' sur le front de l'histoire* », selon l'expression de Nicolas Werth³⁰⁵, se manifeste par l'engagement d'« *une fraction de plus en plus large de l'intelligentsia* » dans les interprétations historiques : « *Un secrétaire général frôle la vérité, les poètes font de la chronologie, les soirées littéraires chahutent les grands hommes* », tandis que les historiens sont « *bousculés par la presse à grand tirage et par les émissions de télévision* »³⁰⁶. Les articles à mi-chemin entre journalisme et histoire inondent la presse, posant les questions les plus difficiles de l'histoire. Selon l'expression de l'historien de l'époque

²⁹⁹ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 177

³⁰⁰ LAQUEUR Walter, *op. cit.*, p. 58

³⁰¹ GROppo Bruno, « "Révisionnisme" historique et changement des paradigmes en Italie et en Allemagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2002, n° 68, p. 7

³⁰² *Historikerstreit* ou « la querelle des historiens allemands » est une série de controverses historiographiques qui a séparé les historiens allemands, au milieu des années 1980, sur la question de signification du nazisme dans l'expérience nationale.

³⁰³ Cité par GROppo Bruno, *op. cit.*, pp. 7

³⁰⁴ NOIRIEL Gérard, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, n° 1, 1990, p. 58

³⁰⁵ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 5

³⁰⁶ *ibid.*.

Guennadi Bordugov, chercheur à l'Institut de Marxisme-léninisme, « *tout le monde est devenu historien* » : la logique du « *comblement des taches blanches* » par les efforts de larges cercles d'intellectuels remplace l'historiographie en désarroi.

L'exemple de Dimitri Yourassov, étudiant de 22 ans travaillant dans les archives d'État, est une bonne illustration de la dynamique évoquée ci-dessus. En mars 1987, l'Université de l'Histoire et des Archives organise une série de conférences publiques sur Staline et le stalinisme ; l'intérêt du public pour l'événement a été extraordinaire. A la fin de la conférence, un jeune étudiant Dimitri Yourassov demande la parole et révèle les résultats de ses recherches personnelles dans les archives secrètes de la Cour Suprême, auxquelles il a pu avoir accès lors d'un stage au sein de l'établissement³⁰⁷.

Ayant donné les chiffres des arrestations lors des purges staliniennes de 1937-1938, l'étudiant décrit en détail l'arrestation et les tortures de Vsevolod Meyerhold, dramaturge et metteur en scène soviétique, accusé de trotskysme en 1939.

« *La discussion se poursuit, mais l'ennui est total. Je demande la parole. [...] Eidelmann s'adresse à la salle : "Notre conférence est finie, mais un étudiant demande la parole. On va la lui accorder ?". "Oui, accordons et terminons".*

Et là, je commence. J'ai raconté comment Meyerhold a été battu, [...] comment le juge d'instruction [...] lui a cassé le bras gauche, laissant le bras droit pour qu'il puisse signer les protocoles, tout ce que Meyerhold décrit lui-même dans ses lettres adressées à Molotov, Vychinski, Staline etc. Cela a été une bombe. Tout le monde était choqué »³⁰⁸.

Les appels de Dmitry Yourassov aux victimes de répressions apparaissent dans les colonnes d'*Ogoniok* en 1989 : dans ses lettres ouvertes il demande aux Soviétiques de remplir un formulaire de renseignement sur leur arrestation et détention ; « *les archives sont fermées, je n'ai donc pas de choix que de faire appel à vous* », affirme le jeune chercheur, laissant apparaître l'idée de l'interaction directe entre le chercheur et les témoins, sans passer par les instances officielles qui font preuve de l'inertie³⁰⁹.

La création et l'évolution de l'ONG *Mémorial* est une autre illustration de « *l'effervescence mémorielle* »³¹⁰ de la société soviétique : des centaines de délégués des deux cents cinquante organisations civiques ont été à l'origine de sa création, ayant lancé leur premier appel à la société soviétique dans les colonnes d'*Ogoniok*. En l'espace de quelques mois, *Mémorial* rallie trois mouvements : la lutte pour la mémoire, le mouvement dissident et les tenants des réformes démocratiques. Le combat pour la mémoire prend un caractère politique au sens large du terme : dans la

³⁰⁷ PYATKOVSKII Alexei, « *Istoriya odnogo neujivchivogo arkhivariusa* » / « Histoire d'un archiviste insociable », *Entretien avec Dimitry Yourassov*, octobre-novembre 2006, consultable sur le site officiel de Viatcheslav Igrunov, dissidente russe http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/1172605129.html, consulté le 12 février 2014

³⁰⁸ PYATKOVSKII Alexei, *op. cit.*

³⁰⁹ YOURASSOV Dmitry, *Ogoniok*, n° 30, 1990, p. 24

³¹⁰ FERRETTI Maria, « *Mémorial : combat pour l'histoire, combat pour la mémoire en Russie* », *Le Débat*, n° 155, 2009, pp. 131

mesure où la mémoire est partie intégrante et constitutive de l'identité collective, elle est envisagée comme le fondement d'une citoyenneté démocratique dans un État de droit³¹¹. Ainsi la frontière entre « *la connaissance et l'action* »³¹², entre histoire et politique devient de plus en plus poreuse : on assiste à une « *liaison entre passé et présent, entre mémoire et démocratisation du système* »³¹³.

Mémorial est fondé en 1989 comme une organisation « *historique et éducative* » : « *portée par la vague de la mémoire du stalinisme* »³¹⁴, elle est chargée de préserver la mémoire des victimes des répressions politiques. Les élections au Comité d'organisation de la fondation qui ont eu lieu en 1988 illustrent bien le caractère populaire du mouvement hétérogène : les activistes de la fondation ont effectué un sondage improvisé dans les rues de grandes villes, demandant aux passants quelle personne de tous les scientifiques, écrivains, historiens soviétiques ils voudraient voir membre du Comité. Comme s'en souviennent les participants, « *les gens dans la rue ont volontiers participé à ce sondage amateur, et le plupart n'ont même pas demandé de qui il s'agissait : tout le monde connaissait Mémorial et ses buts* ». Il est également caractéristique que les personnes ayant obtenu le plus de voix ont été les maîtres à penser de la *perestroïka*, comme Andreï Sakharov, physicien et militant pour les droits de l'homme ; Boulat Okoudjava, compositeur et chanteur ; Roi Medvedev, historien libéral ; Mikhaïl Chatrov, dramaturge ; Vitaly Korotitch, éditeur en chef de l'hebdomadaire *Ogoniok* ; Boris Eltsine, député du Conseil Suprême etc.³¹⁵.

Les historiens conservateurs quant à eux concentrent leurs efforts sur la critique des « *démagogues* » et paraphrasent les positions officielles en matière d'évaluation du passé. La condamnation des « *recours à la presse de boulevard* », la charge contre « *les dilettantes et les amateurs* » reflète le désarroi de l'*establishment* historique qui s'est senti soudain dépossédé d'un droit et d'un monopole : celui d'être le dépositaire officiel de la mémoire collective et le seul interprète de la ligne historique³¹⁶. Tandis que les historiens conservateurs soutiennent que la science historique ne peut et ne doit dépendre ni de la conjoncture politique, ni de la « *pression dilettante* », considérant la sensibilisation du public non spécialiste comme un dangereux attentat contre leurs prérogatives³¹⁷, les historiens révisionnistes encouragent les réévaluations tous azimuts, aussi radicales soient-elles, y voyant un signe de la

³¹¹ FERRETTI Maria, *op. cit.*, p. 136

³¹² DAMAMME Dominique, LAVABRE Marie-Claire, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés Contemporaines*, 2000, n° 39, p. 6

³¹³ FERRETTI Maria, *op. cit.*, p. 137

³¹⁴ *ibid.*.

³¹⁵ Le site officiel de l'ONG « Mémorial », Rubrique « Histoire du mouvement », <http://www.memo.ru/about/news.htm>, consulté le 12 février 2014

³¹⁶ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 11

³¹⁷ AFANASSIEV Youri, *Ma Russie Fatale*, 1992, Paris, Calmann-Lévy, p. 123

régénération intellectuelle de la société soviétique³¹⁸ ; Youri Afanassiev défend « *le journalisme historique* »³¹⁹ qui aide les lecteurs à comprendre le passé et constitue une réponse à la crise de la science officielle :

« *Tôt ou tard [...] il fallait dire la vérité sur l'état des sciences historiques. Et la vérité est que le prestige de ces sciences dans notre société baisse sans pouvoir s'arrêter. Ce processus est surtout mis en lumière par la comparaison entre les acquis des sciences historiques et des publications diverses sur les thématiques historiques qui apparaissent ce dernier temps dans la presse [...]. Par rapport à ces [publications], les sciences historiques, pour dire délicatement, ont une bien mauvaise mine* »³²⁰.

La participation des journalistes, des écrivains, des intellectuels au débat sur le passé va influencer son orientation, renforçant le caractère idéologique et radical. Cette première étape de redécouverte de l'histoire, « *formidable mouvement jailli de la société elle-même, mouvement adolescent de réécriture de ce qui avait été effacé* », s'oppose à « *la volonté adulte de comprendre* »³²¹ : le passé se découvre « *au gré des événements et des rapports de force, [...] en fonction des besoins de la légitimation d'une ligne politique* »³²² ; la science historique se « *dégrade* » face à la presse³²³ ; on assiste à un décalage entre les hypothèses et les interprétations historiques élaborées par les amateurs et l'état réel de la recherche historique, bloquée par l'idéologie et l'inaccessibilité des archives³²⁴. Compte tenu de l'échec des cercles académiques à maîtriser le débat, celui-ci se politise rapidement et radicalement, ne laissant aucune chance à un dialogue académique réfléchi. L'histoire fait place à l'autobiographie, à « *une myriade de fragments et d'objets séparés* » ; le passé « *glisse vers la simplification et le stéréotype* »³²⁵ ; les représentations sont alimentées par « *des*

³¹⁸ BORDUGOV Guennadi, KOZLOV Vladimir, *Istoriia i kon'junktura / Histoire et conjoncture*, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoy Literatury, 1992, p. 13

³¹⁹ SMITH Kathleen, *Remembering Stalin's Victims. Popular Memory at the End of URSS*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, p. 47

³²⁰ AFANASSIEV Youri, « *Pravo na sobstvennuju istoriju* » / « Le droit à son propre histoire », entretien avec la gazette *Politika / Politique*, 1987, 3 octobre, consultable sur le site officiel de l'historien, http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/tom1_19.htm, consulté le 12 février 2014.

³²¹ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 6

³²² *ibid.*, p. 26

³²³ *ibidem.*

³²⁴ *ibid.*, p. 27

³²⁵ LEVI Giovanni, « Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire », dans HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, p. 31

livres, des films et des mythes approximatifs » et la redécouverte du passé est « *souvent fragmentaire, inachevée, conjoncturelle* »³²⁶.

L'anticommunisme véhiculé par des groupes d'intellectuels soviétiques influents devient rapidement la « *nouvelle orthodoxie* »³²⁷. Au lendemain de la défaite du coup d'état des cercles conservateurs en août 1991, l'hostilité des anciens intellectuels communistes à l'époque soviétique atteint son comble : ils se surpassent dans les condamnations du passé soviétique. Une lettre signée par quinze intellectuels soviétiques proéminents, y compris l'académicien Dmitri Likhatchev et Dmitrii Zalygine, éditeur de la revue influente *Novii Mir / Nouveau Monde* a attaqué violemment « *les idéologues du Léninisme* »³²⁸. Dans le journal *Svobodnaya Mysl' / Libre pensée* (ancien journal du Parti *Kommounist / Communiste*), le chef du Service Indépendant des Etudes de l'Opinion publique condamne l'Union Soviétique comme « *la société totalitaire [...], une civilisation qui n'a jamais eu d'analogues sur les continents européen et américain [...], une société d'absurde [...], une société – monstre* »³²⁹.

§ 2. L'érosion de l'historiographie officielle

L'érosion des principaux dogmes de l'histoire soviétique est indissociable de la forte politisation du débat historique à la fin des années 1980, qui explique la rapidité du processus : les historiens, s'alignant sur le rythme donné par la presse et la littérature, passent des réflexions sur les origines du stalinisme en 1987 à la répudiation de l'héritage soviétique entier en 1990 ; ce processus est marqué par la foi dans l'existence de « *bonnes solutions* » qu'il suffirait d'appliquer au pays afin qu'il retourne sur « *la voie magistrale de la civilisation* ». Les historiens révisionnistes, loin d'être les « *médiateurs savants entre le passé et le présent* »³³⁰, se

³²⁶ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 26

³²⁷ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 41

³²⁸ Lettre parue dans *Komsomol'skaya Pravda / La vérité de Komsomol*, 21 septembre 1991, cité par DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 41

³²⁹ GROUCHINE Boris, *Svobodnaya Mysl' / Libre pensée*, n° 18, 1991, cité par DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 42

³³⁰ HARTOG François, « Le présent de l'historien », *Le Débat*, n° 158, 2010, p. 18

positionnent comme « *historiens militants* »³³¹, s'investissant d'une mission morale et politique. Par ailleurs, la politisation du débat éclaire une vision idéologique de l'ensemble de l'histoire soviétique qui tend à s'imposer à la fin des années 1980 : les emprunts à la soviétologie et à l'anticommunisme remplacent le dogme marxiste, empêchant en même temps des réflexions plus profondes sur la nature du système soviétique.

A. La valorisation des alternatives au communisme

Dans cette réévaluation globale du passé, il s'agit moins d'une critique et d'une révision des hypothèses et des interprétations antérieures de l'histoire, à partir de nouvelles sources et/ou de nouveaux questionnements, que d'une démarche « *qui vise à réinterpréter le passé sur la base de paramètres essentiellement idéologiques* »³³² ; il s'agit moins de combler les « *taches blanches* » que de reconsidérer le passé en y cherchant des réponses aux questions du présent.

On assiste au développement simultané du volontarisme politique et historique. Dans le domaine politique, règne une « *atmosphère d'euphorie* », la foi dans l'existence d'une « *nouvelle conception qui sortira le pays de l'impasse* »³³³ afin qu'il puisse rejoindre « *le chemin commun de la civilisation* » ; le « *mauvais passé* » devrait être suivi par un « *bon avenir* ». Corrélativement, prévaut l'idée que l'histoire peut être engagée, par l'effet de la volonté politique, sur une « *bonne* » ou une « *mauvaise* » voie. Ainsi, au lieu d'être « *la pure science du passé* », l'histoire des années de la *glasnost* est devenue une science du présent : la relecture du passé est considérée comme une garantie contre son retour ; le rejet du stalinisme et la mise en cause du passé allaient de pair avec la reconnaissance de la nécessité d'effectuer une rupture avec son héritage et d'entamer les réformes.

Le recueil *La seule issue*, fruit de la collaboration de « *trente-trois intellectuels soviétiques en lutte pour la perestroïka* »³³⁴, « *élite de la pensée soviétique* »³³⁵ est

³³¹ TRAVERSO Enzo, *L'Histoire comme champ de bataille*, Paris, Edition de la Découverte, 2011, p. 21

³³² GROppo Bruno, *op. cit.*, p. 8

³³³ BORDUGOV Guennadi, KOZLOV Vladimir, *Istoriia i kon'junktura / Histoire et conjoncture*, 1992, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoy Literatury, p. 241

³³⁴ FRIoux Claude, *op. cit.*, p. 15.

une œuvre phare du révisionnisme et une bonne illustration de l'interprétation idéologique du passé qui vise à légitimer les choix politiques. Les auteurs cherchent dans le passé les réponses aux questions les plus urgentes du présent : quelle voie de développement pour l'URSS si la nécessité de « *réformer le socialisme* » est affirmée ? Les articles du recueil présentent un mélange de questions du passé et d'analyses de la situation actuelle, caractéristique du courant démocratique de l'histoire : « *C'est une véritable critique de la raison soviétique ordinaire qui court à travers ces articles* », affirme Claude Frioux dans la préface³³⁶.

La connaissance de faits historiques, affirme l'écrivain Igor Vinogradov dans un article « *La vérité va-t-elle par étapes ?* », « *est loin d'être un problème uniquement historique, c'est avant tout le problème de notre pratique sociale d'aujourd'hui* ».

« *... si vraiment nous ne voulons pas que le passé revienne, même sous une forme fortement adoucie et modernisée, nous devons examiner très attentivement s'il ne subsiste pas dans notre organisation sociale actuelle des éléments [...] relevant des anciens mécanismes et structures sociales dont la nature est si prédisposée au virus du mal [...]* »³³⁷.

L'article « *Staline est mort hier* » de l'historien Mikhaïl Guefter est une autre illustration de la position prise par les historiens-démocrates. Dans cet article, l'auteur souligne un lien entre « *les leçons du passé* » et l'avenir de la société russe. Il décrit la mission civique et politique de « *l'historien indépendant* » : son rôle est d'apporter à la politique le « *regard rétrospectif* » sur la genèse de la société soviétique, aidant à établir le vecteur de réformes et à se prémunir contre le retour du passé³³⁸. Selon lui, l'incapacité d'assumer le passé, d'aller dans les réflexions jusqu'aux origines de la société soviétique était à l'origine de l'échec de la première déstalinisation entamée au XX^e congrès. Il est important de noter que l'historien parle de l'assassinat de Sergei Kirov commandité Staline comme si c'était un fait établi :

« *... il est important que les hommes aient un regard rétrospectif pour assumer leur passé. Et même s'il ne comporte pas de leçon directe, il permet néanmoins de distinguer la lumière au bout du tunnel... N'ayant pas su jadis assumer notre passé, nous nous sommes privés d'avenir. Nous avons alors dédaigné d'œuvrer ensemble dans une réciprocité confiante pour assumer ce passé. Or, il portait notre avenir. Et une fois de plus a prévalu la défiance, cet héritage de Staline... Si, en ces années, Khrouchtchev s'était décidé à révéler les circonstances [...] de l'assassinat de Kirov, il aurait été sinon impossible, du moins incomparablement plus difficile de revenir en arrière* »³³⁹.

Les rapprochements entre le passé et le présent sont nombreux tout au long du recueil : ainsi le critique littéraire Iouri Karyakin s'attaque aux historiens conservateurs qui

³³⁵ *ibid.*

³³⁶ FRIOUX Claude, *op. cit.*, p. 16

³³⁷ VINOGRADOV Igor, « *La vérité va-t-elle par étapes ?* », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, p. 43

³³⁸ GUEFTER Mikhaïl, « *Staline est mort hier* », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *op. cit.*, p. 64

³³⁹ *ibid.*, pp. 65-66

« *torturent les faits comme vos prédécesseurs torturaient les êtres vivants* »³⁴⁰ ; l'article du philosophe Anatoly Boutenko intitulé « *Etait-ce le socialisme et que faire maintenant ?* » met les questions de l'histoire en lien direct avec le développement du pays, cherchant son passé, la réponse à la question sur la nature de l'ordre politique, économique et social construit en URSS fin 1980³⁴¹.

L'avancement du débat sur le passé soviétique est rapide : si au début de la *glasnost* le débat ne sortait pas du cadre fixé par le XX^e Congrès à cause de l'autocensure forte, à partir de 1988 on assiste à la radicalisation et à la libéralisation progressives du débat. L'érosion des dogmes soviétiques commence par une réflexion sur le stalinisme et la recherche des alternatives historiques à ce dernier, caractéristique de l'état d'esprit de l'époque : la conception déterministe et linéaire fait place à l'idée que l'histoire dépend des individus dont dépendent les processus politiques³⁴². En 1987, le terme « *stalinisme* », sous lequel on entendait le système de répressions, l'état d'exception et les structures étatiques créées par Staline, apparaît et est activement utilisé par les historiens et les journalistes³⁴³ : si pour les uns le stalinisme était un aboutissement logique de la Révolution d'Octobre, les autres affirment que l'alternative à Staline existait dans la nouvelle politique économique (NEP), introduite par Lénine puis soutenue par Nicolas Boukharine³⁴⁴. Youri Afanassiev constate, dans son article « *La perestroïka a besoin de l'histoire* », « *la plus vive actualité du problème des alternatives de l'histoire, de la catégorie du "choix" en tant qu'élément crucial du devenir historique* »³⁴⁵. La recherche d'alternatives passe par l'attention portée à Boukharine et pour le *Testament de Lénine*³⁴⁶ : Nicolaï Boukharine, partisan de la *Nouvelle politique économique* (NEP), est devenu un symbole de la possibilité de réformer le système économique socialiste : en janvier 1988 on publie, dans une revue *Communiste*, l'article de Boukharine « *Le testament politique de Lénine* » ; quelques mois plus tard, le

³⁴⁰ KARYAKIN Youri, « L'eau de Jdanov ou contre les noircissements », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, p. 121.

³⁴¹ BOUTENKO Anatoli, « *Etait-ce le socialisme et que faire maintenant ?* », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, p. 313

³⁴² LAQUEUR Walter, *op. cit.*, p. 54

³⁴³ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 16

³⁴⁴ Homme politique soviétique, l'un des héritiers désignés par Lénine, il est une des victimes de la Grande Purge stalinienne de 1937-1938.

³⁴⁵ AFANASSIEV Youri, « *La perestroïka a besoin de l'histoire* », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *op. cit.*, p. 160

³⁴⁶ Sous le testament de Lénine l'on entend son « *Lettre au Congrès* » dictée en 1922 et contenant les caractéristiques des membres du Comité Central du Parti, Staline, Trotski et Boukharine en premier lieu.

quotidien *Pravda* publie un dossier sur le testament de Lénine avec les commentaires d'un historien Vladimir Naumov³⁴⁷ ; la même année est publiée une biographie politique de Boukharine d'un soviétologue américain Steven Cohen ; les personnalités historiques sont présentées comme autant de « *carrefours ratés* » pour la Russie³⁴⁸.

La possibilité manquée de « *l'alternative boukharienne* » à Staline est admise par l'opinion publique comme une donnée en 1988³⁴⁹, année où la Cour Suprême de l'Union Soviétique réhabilite Boukharine à titre posthume, tandis qu'une commission spéciale du Politburo effectue sa réintégration posthume dans les rangs du PCUS.

B. La lutte idéologique des historiens contre le régime soviétique

Si jusqu'à la fin des années 1980 les auteurs révisionnistes soulignent la rupture que l'époque stalinienne a représentée par rapport à la révolution, au fur et à mesure de la libéralisation du discours on voit s'affirmer l'idée « *d'une continuité, directe et nécessaire, entre la Révolution et le stalinisme, entre Lénine et Staline* »³⁵⁰. En 1989, maints auteurs affirment que ce n'est pas à partir de l'arrivée de Staline au pouvoir, mais de la Révolution de 1917 que l'histoire russe s'est engagée dans une « *mauvaise voie* » ; les défauts du système soviétique ne sont plus attribués aux personnalités politiques, ni considérés comme des « *déviations* » : le système soviétique tout entier est présenté comme une déviation ; l'origine des défauts de la société soviétique est antérieure à Staline, car ils font partie intégrante de la doctrine marxiste-léniniste. Un glissement sémantique important s'opère : les dénonciations du stalinisme deviennent des dénonciations du bolchevisme, un terme qui se superpose au premier jusqu'à le remplacer³⁵¹. « *Il ne s'agissait plus de montrer*, affirme Dina Khapaeva, « *certaines défauts* » du socialisme qu'il fallait admettre et rectifier : tout le système soviétique

³⁴⁷ KOTELENETS Elena, « Lénine et léninisme : sans subjectivité », dans BORDUGOV Guennadi (dir.), *Istoricheskie issledovaniya v Rossii / La recherche historique en Russie*, Moscou, AIRO-XXI, 2011, p. 144

³⁴⁸ GUEFTER Mikhaïl, « Staline est mort hier », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *op. cit.*, p. 91

³⁴⁹ LAQUEUR Walter, *op. cit.*, p. 51

³⁵⁰ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 72

³⁵¹ FERRETTI Maria, *ibid.*.

fut remis en cause »³⁵². Si en 1987 la nouvelle politique économique (NEP) est considérée comme une possibilité de concilier la planification avec les éléments du marché, à partir de 1989 les dysfonctionnements économiques du système soviétique sont proclamés inguérissables car étant une conséquence logique de la destruction des mécanismes de marché ; l'idée du « *péché originel* » de la Révolution devient de plus en plus répandue.

Dans cette réévaluation historique qui a pris la forme d'un combat idéologique, la dimension morale l'emporte sur la dimension scientifique. Le discours des historiens et de toutes sortes d'intellectuels assimilés s'est construit comme celui « *d'un agent doté d'un savoir [...] lorsqu'il vise à répondre à une demande sociale ou à intervenir sur l'organisation sociale* »³⁵³ : dans le cas où le discours de l'historien cherche dans le passé les réponses aux questions sociales « chaudes » et aux problèmes politiques actuels, il s'inscrit dans l'espace public et par cela remplit nécessairement une fonction sociale ou répond à une finalité politique³⁵⁴. Les historiens révisionnistes sont au premier rang dans la lutte idéologique contre l'ancien régime : leur but est d'« *entamer un dialogue moral* » avec la société, car il est « *impossible d'accéder à la santé morale sans un savoir profond et exhaustif de ce qui s'est passé dans notre histoire lointaine et plus récente* »³⁵⁵. Cette dimension morale va de pair avec une thématique de la purification, de la faute collective.

*« Le problème du pardon et du châtement, de la justice et de l'acquittement, se présente de façon assez complexe pour notre histoire [...]. Nous sommes tous, quoiqu'à différents degrés, des complices. [...] Une foule énorme de gens doivent prendre conscience de cette faute, sinon il sera impossible de nous purifier »*³⁵⁶.

L'idée d'une faute collective à expier se prolongera par la revendication, qui se répand en 1989-1990, d'un « *Nuremberg soviétique* »³⁵⁷, délégitimant toutes les

³⁵² KHAPAEVA Dina, « L'Occident sera demain », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 6, 1995, p. 1261

³⁵³ DAMAMME Dominique, LAVABRE Marie-Claire, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés Contemporaines*, 2000, n° 39, p. 5

³⁵⁴ *ibid.*, p. 6

³⁵⁵ AFANASSIEV Youri, « La *perestroïka* a besoin de l'histoire », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *op. cit.*, p. 160

³⁵⁶ GRANINE Daniil, « Que cache-t-on et pourquoi ? », dans AFANASSIEV Youri (dir.), *op. cit.*, p. 101

³⁵⁷ FERRETTI Maria, « Mémorial : combat pour l'histoire, combat pour la mémoire en Russie », *Le Débat*, n° 155, 2009, pp. 134

institutions soviétiques comme issues du « *péché originel* » de la Révolution et accélérant la chute de l'URSS. « *On commençait à croire*, affirme Dina Khapaeva, *qu'une histoire où de telles "taches" avaient pu si longtemps rester "blanches", n'avait plus droit d'exister. [...] le système soviétique, tant comme régime politique que comme ordre social, fut radicalement récusé. C'est donc la recherche de la "vérité sur le passé" qui a sapé les fondements du système soviétique* »³⁵⁸.

Si les interprétations de l'histoire du communisme, comme le souligne Enzo Traverso, ont souvent pris, après 1989, un caractère idéologique conduisant à des « *simplifications méthodologiques* »³⁵⁹, la Russie n'a pas constitué une exception à cette règle. « *Dans ce rejet rapide de l'épistème soviétique*, affirme Tristan Landry, *qui a souvent pu ressembler à un travail d'oubli ou d'"occidentalisation" accéléré, les historiens russes ont fréquemment embrassé trop vite des courants d'idées européens et nord-américains* »³⁶⁰. La soumission de l'histoire à la conjoncture politique, jointe au manque d'instruments de recherche a déterminé les emprunts directs à la soviétologie : l'anticommunisme et le modèle totalitaire se sont imposés comme la grille de lecture principale de l'expérience soviétique, rangée sous le vocable du « *trou noir de l'histoire* ». La Révolution à cette époque est présentée comme un coup d'État perpétré par un groupuscule minoritaire, dépourvu de tout enracinement social, une utopie étrangère par son origine et sa nature au peuple russe³⁶¹, une « *désagrégation des liens temporels* »³⁶².

Ainsi, tout comme la finalité politique a été à l'origine de falsifications historiques à l'époque soviétique, l'entrelacement entre histoire et politique a influencé les interprétations historiques et l'orientation de l'historiographie des années 1990. La vision dite « *démocratique* » de l'histoire soviétique ressemble à beaucoup d'égards à la doctrine soviétique retournée à l'envers : le mythe soviétique

³⁵⁸ KHAPAEVA Dina, *op. cit.*, p. 1259

³⁵⁹ TRAVERSO Enzo, « De l'anticommunisme », *L'Homme et la société*, 2001, n° 2 (140-141), pp. 169-194

³⁶⁰ LANDRY Tristan, « Histoire postmoderne russe, mémoire postsocialiste et postérité de l'historiographie soviétique », dans TUGREON Laurier, *Les entre-lieux de la culture*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 222

³⁶¹ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 73

³⁶² KHAPAEVA Dina, *op. cit.*, p. 1265

est remplacé par un mythe antisoviétique, « *une sorte de contre-mythe négatif* »³⁶³, paradoxe caractéristique de l'époque ; dans cette perspective, « *l'historiographie anticommuniste [...] présente beaucoup de traits communs avec la vulgate soviétique, comme une sorte de "version antibolchevique de l'histoire "bolchevisée" »*³⁶⁴. En effet, si l'historiographie soviétique reposait sur la mythologie de l'infailibilité de la doctrine marxiste à laquelle elle attribuait « *l'expérience réussie* » du « *socialisme développé* », au début des années 1990 elle est remplacée par l'idée du péché originel de la Révolution de 1917 qui a conduit à « *l'expérience échouée* » ; la théorie de la supériorité de l'économie planifiée est remplacée par la conviction que seul le capitalisme libéral peut être efficace ; l'idée du socialisme comme avenir de l'humanité est remplacée par une conviction qu'il n'existe qu'une seule voie de civilisation, celle de la démocratie occidentale. Cet « *absolutisme historiographique* » conduit au rejet rapide de l'ensemble du passé soviétique et l'adoption inconditionnée de l'interprétation totalitaire de l'histoire³⁶⁵.

C. Les réévaluations de la Grande Guerre patriotique

Les réinterprétations de la Grande Guerre patriotique constituent une illustration de la réévaluation de l'ensemble des piliers du dogme soviétique. Quelques rappels sur la mémoire collective de la Grande Guerre patriotique en Russie ne sont pas inutiles pour mieux situer le débat du début des années 1990.

Comme le montre Maria Ferretti, l'expérience de la guerre en URSS a été ambiguë : la guerre pour la liberté a paradoxalement renforcé la dictature stalinienne ; ainsi la mémoire de cette guerre est indissociable de la mémoire du stalinisme³⁶⁶. Dès 1945, une seule et unique interprétation de la guerre s'impose ; cette « *mémoire triomphale* » a constitué une véritable religion civile, avec son panthéon de saints et de martyrs³⁶⁷. Afin d'illustrer la vision canonique de la Grande Guerre patriotique, telle qu'elle s'est construite en Union Soviétique, on se référera à l'ouvrage

³⁶³ TRAVERSO Enzo, *op. cit.*, p. 59

³⁶⁴ *ibid.*, p. 60

³⁶⁵ BORDUGOV Guennadi, KOZLOV Vladimir, *op. cit.*, p. 241

³⁶⁶ FERRETTI Maria, « *Neprimirimaia Pamiat': Rossiia i Voina* » / « Mémoire irréconciliable : La Russie et la guerre », *Neprikosnovennii Zapas / Reserve Intangible*, 2005, n°2 (3), pp. 40-41, <http://magazines.russ.ru/nz/2005/2/ferre8.html>, consulté le 5 Mai 2012

³⁶⁷ TUMARKIN Nina, *The Living and The Dead. The Rise and Fall of the Cult of World War II in Russia*, 1994, New York, Basic Books, p. 24

L'histoire de la Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique, 1941-1945, édité en 1961 par l'Institut du Marxisme-léninisme du Comité Central du PCUS.

Le premier pilier de l'idéologie officielle consistait en un découpage de la Seconde guerre mondiale en deux séquences déconnectées : la période allant du 1^{er} septembre 1939 au 22 juin 1941 est présentée comme une période pendant laquelle « *les puissances impérialistes* » ont fomenté et préparé la guerre afin de détruire l'État socialiste ; celle allant du 22 juin 1941 au 9 mai 1945 est la période de la Grande Guerre patriotique ; il faut également noter l'exclusion presque complète des Alliés du tableau dressé par le dogme soviétique.

La guerre a pris naissance, affirme le manuel, à l'intérieur du système capitaliste, découlant de la nature même du capitalisme. Pendant que « *les cercles monopolistes et réactionnaires des États-Unis, de l'Angleterre, de la France ont nourri l'hitlérisme, ont aidé le militarisme allemand à se préparer à la "marche vers l'Est"* », l'État soviétique « *luttait activement pour la paix, dévoilait résolument et avec conséquence les fomentateurs de la guerre, proposait les mesures concrètes et efficaces pour assurer la sécurité de tous les peuples* »³⁶⁸. Ainsi pour l'URSS la guerre commence uniquement le 22 juin 1941 par une « *agression perfide et inattendue* » de l'Allemagne.

Le deuxième pilier de la vision canonique de la guerre est la minimisation, voire le silence, sur le succès de l'armée allemande en 1941, et la mise en avant de l'héroïsme du peuple soviétique, « *soudé autour du Parti Communiste et du gouvernement soviétique* », qui a montré pendant la guerre « *sa fidélité sans réserve aux idées du communisme* ». Dans une lutte sans précédent sous la direction du Parti, le peuple soviétique a expulsé les envahisseurs et libéré l'Europe du joug fasciste.

Le troisième pilier est le bilan de la guerre : selon la conception soviétique, « *la victoire de l'ordre social et étatique socialiste, de l'Armée Soviétique est un fait régulier. Elle est apparue comme un grand triomphe du progrès social sur la réaction fasciste, un avertissement [...] aux agresseurs impérialistes* »³⁶⁹.

La dissolution de l'URSS et du bloc soviétique a ouvert le débat sur la Deuxième guerre mondiale en Europe de l'Est : des voix se lèvent appelant à un regard critique envers la guerre. On assiste à la désacralisation des mythes et des symboles de la Grande Guerre patriotique, fondamentaux pour la légitimité du régime soviétique : la « *saga de bronze* » de la guerre a été remplacée par « *la mémoire crue des tranchées* »³⁷⁰. Selon les observations de l'historien Mikhaïl Guefter, « *notre compréhension de la guerre est transformée de la farce héroïque à la tragédie qu'elle avait réellement été* »³⁷¹.

³⁶⁸ POSPELOV Petr (dir.), *Istoriya Velikoi Otetchestvennoi Voini Sovetskogo Souyza 1941-1945 v chesti tomakh / L'histoire de la Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique, 1941-1945 en six volumes*, Moscou, Institut du Marxisme-léninisme du Comité Central du PCUS, 1960-1965, p. 9

³⁶⁹ POSPELOV Petr (dir.), *op. cit.*, p. 10

³⁷⁰ TUMARKIN Nina, *op. cit.*, p. 187-188

³⁷¹ *ibid.*.

En 1990, l'historien Guennadi Bordugov publie dans un quotidien *Komsomol'skaya Pravda / La vérité de Komsomol* un article « *La victoire volée* » : l'auteur opère une distinction entre deux forces différentes qui ont agi tout au long de la guerre, le peuple et le système stalinien ; ce dernier aurait confisqué la victoire au peuple en effaçant la vraie mémoire au profit d'un tableau triomphal. La discussion qui suit la publication de l'article témoigne d'une rupture entre la mémoire officielle « *triomphale* » et la « *vérité des tranchées* » : si les porteurs de la première appellent les autorités à « *engager la responsabilité de l'auteur pour les calomnies et outrage à la mémoire de la guerre* », les seconds expriment la reconnaissance d'avoir « *rendu la victoire au peuple* »³⁷².

À partir de 1990, tous les piliers du mythe glorieux de la guerre sont révisés : nombre de travaux mettent en évidence la médiocrité de Staline en qualité de chef militaire, le rôle de l'URSS dans la militarisation de l'Allemagne, les protocoles secrets du Pacte de non-agression de 1939, la collaboration dans les territoires occupés ; l'image du « *peuple soviétique – libérateur de l'Europe du fascisme* » commence à céder la place à un tableau beaucoup plus sombre de l'occupation³⁷³. L'une des œuvres phares du révisionnisme de la Grande Guerre patriotique, le livre de Victor Souvorov alias Rezoun *Ledokol* (Brise-glace) voit le jour en 1992³⁷⁴.

L'auteur, ancien cadre du renseignement extérieur soviétique émigré aux États-Unis, examine les raisons de la « *catastrophe de 1941* », quand l'Armée rouge a été prise au dépourvu par l'attaque allemande. Dans la préface du livre, l'historien souligne la difficulté du choix moral qu'il a fait :

« *Pardonnez-moi. [...]*
J'ai porté atteinte à ce que notre peuple a le plus sacré, [...] à la seule relique nationale qui reste encore au peuple – la mémoire de la Guerre, de la soi-disant "Grande Guerre patriotique". Je mets ce terme entre guillemets et je l'écris en minuscules. [...]
*Je finis avec cette légende comme un bourreau enlève un escabeau des pieds d'un condamné. [...] Maintenant que la Russie est dépourvue de l'idéologie qui a été imposée par la force, la mémoire de la "guerre juste" reste la seule base de la société. Je la détruis, cherchons ensemble une autre »*³⁷⁵.

Analysant les causes de la débâcle de l'Armée rouge en juin 1941, ainsi que la

³⁷² ANDREEV Dmitrii, BORDUGOV Gennadii, *Prostranstvo pamiati : Velikaia Pobeda i vlast' / L'espace de mémoire: la Grande Victoire et le pouvoir*, 2005, Moscou, AIRO-XXI, p. 35

³⁷³ *ibid.*, p. 34

³⁷⁴ SOUVOROV Viktor, *Ledokol / Brise-glace*, Moscou, AST, 2007 (1992), 368 p.

³⁷⁵ SOUVOROV Viktor, *op. cit.*, p. 1

politique de l'URSS d'avant 1941, Victor Souvorov arrive à la conclusion du caractère agressif et impérialiste de l'État soviétique : la politique de Staline d'avant 1941, affirme-t-il, a été un prolongement des ambitions impérialistes de la Russie, qui n'avaient rien à voir « *ni avec la guerre défensive, ni avec la guerre de libération* ».

« Le point de vue stalinien que tout le monde sauf l'URSS est responsable [pour la guerre], s'est stabilisé pour longtemps dans la mythologie communiste. [...] Dans le temps de Gorbatchev beaucoup de choses ont changé en URSS, mais non pas le point de vue stalinien sur les fautifs de la guerre. [...] J'ai courage d'affirmer que les communistes soviétiques accusent tous les pays du monde dans le déclenchement de la guerre uniquement pour dissimuler leur propre rôle honteux de fomentateurs »³⁷⁶.

« ...condamnant les fascistes, nous devons condamner les communistes soviétiques qui encourageaient les crimes des nazis et voulaient profiter des résultats de ces crimes ».

L'auteur centre l'analyse sur la période qualifiée dans le dogme soviétique « *période d'avant-guerre* », entre 1939 et 1941. Pour lui, en 1939 l'URSS a pleinement participé à la guerre tout en prétendant d'être neutre.

« En 1939, l'URSS s'est proclamé neutre et pendant cette "période d'avant-guerre" a annexé les territoires avec une population de 23 millions d'habitants. N'est-ce pas un peu trop pour un État neutre ? »³⁷⁷.

« L'Allemagne a attaqué la Pologne, ainsi l'Allemagne est l'initiateur et le participant de la guerre en Europe et par conséquent de la guerre mondiale. L'URSS a fait la même chose et le même mois, mais ne compte pas parmi les initiateurs de la guerre. Et la participation de l'URSS dans la Seconde guerre mondiale est comptée uniquement à partir de 22 juin 1941. Pourquoi donc ? [...] L'Allemagne a annexé le Danemark, et c'est un acte militaire [...]. L'URSS a aussi annexé sans batailles trois États baltes [...] mais les actions de l'URSS ne sont pas considérées comme acte militaire. [...] Les actions de l'Armée rouge dans "la période d'avant-guerre" sont officiellement qualifiées du "renforcement des frontières occidentales". [...] Mais pourquoi n'utilise-t-on pas le même terme concernant Hitler ? Annexant les pays voisins, n'a-t-il pas renforcé ses frontières ? [...] La propagande rouge [...] commence le récit de la guerre au moment où les troupes étrangères apparaissent sur les territoires soviétiques, et dépeint l'URSS comme une victime innocente. Il faut arrêter de nous présenter comme une victime innocente »³⁷⁸.

Mettant en avant le rôle de l'URSS dans le déclenchement de la guerre en Europe, il affirme : « *... si Hitler n'avait pas commencé la guerre le 1^{er} septembre 1939, Staline aurait cherché une autre possibilité et peut-être même un autre exécutant, qui aurait poussé l'Europe et le monde vers la guerre. Voici l'essence de ma petite découverte* »³⁷⁹.

L'auteur brise un autre mythe soviétique sur la « *libération de l'Europe du joug fasciste* » : le caractère de la guerre, affirme-t-il, a substantiellement changé à partir de 1944, quand l'Armée rouge commence à marcher sur l'Europe ; Victor Souvorov soutient qu'à partir de 1944, il n'était plus question d'une « *guerre populaire de*

³⁷⁶ *ibid.*, p. 5

³⁷⁷ *ibid.*, p. 22

³⁷⁸ *ibid.*, pp. 22-23

³⁷⁹ *ibid.*, p. 5

libération », mais bel et bien de l'occupation de l'Europe. Réévaluant le rôle de l'URSS dans la Seconde guerre mondiale, l'auteur affirme que la victoire de l'un des deux côtés, Hitler ou Staline, aurait pu signifier uniquement le triomphe du régime totalitaire, mais pas celui de la liberté ou démocratie. Edité à plusieurs millions d'exemplaires, *Brise-glace* de Souvorov sera suivi d'autres études de ce genre qui connaîtront un certain succès dans la Russie des années 1990.

* * *

L'effet de ces révélations historiques véhiculées par des vecteurs divers est difficile à sous-estimer. Depuis le XX^e Congrès, chaque citoyen soviétique était au courant des répressions qui ont eu lieu dans le passé, mais la plupart n'imaginaient pas ni leur ampleur, ni les méthodes employées. Après l'ouverture des archives, une grande partie des Soviétiques ont eu accès à l'histoire souvent inconnue de leurs familles. Comme en témoigne le premier président de la Russie, Boris Eltsine, dans ses mémoires, il a été « *profondément ébranlé* » en lisant les dossiers du KGB concernant la dékoulakisation de sa propre famille dans les années 1930 et la condamnation de son père aux travaux forcés pour « *l'activité anti-soviétique* » ; « *c'est l'histoire dont mon père ne nous a jamais parlé* », affirme Eltsine³⁸⁰. La mémoire des répressions réintégrée dans la conscience collective et réaffirmée à travers les médias et les vecteurs culturels a accéléré la chute du régime soviétique. Le signe le plus évident de la perte de toute légitimité par l'État soviétique est le fait que la signature unilatérale par trois Chefs d'États – Russe, Biélorusse et Ukrainien – le 8 décembre 1991 des accords de Bielovej abolissant de facto l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en violation évidente de la Constitution alors en vigueur et des résultats du referendum sur la sauvegarde de l'Union du 17 mars 1991, qui a remporté 78% de oui, n'a pas été suivie d'une quelconque protestation populaire : face à l'écroulement de l'URSS, la population est restée passive.

³⁸⁰ ELTSINE Boris, *Zapiski prezidenta / Les carnets du Président*, Moscou, Ogoniok, 1994, p. 70

SECTION 3. LA REACTION IDENTITAIRE

Dans la première moitié des années 1990, on assiste à un processus qualifié par l'historienne Dina Khapaeva du « *tournant anti-historique* » : l'intérêt de la société russe pour l'histoire commence à se tarir progressivement ; la portée symbolique et politique de l'histoire diminue radicalement³⁸¹ et les thématiques historiques sont éclipsées par le discours économique. Le lancement par le gouvernement Iegor Gaïdar des réformes économiques (« 500 jours ») visant à démanteler l'ancien système économique et à instaurer l'économie de marché en 500 jours a entraîné une inflation galopante et une détérioration drastique du niveau de vie des Russes. La plupart de la population, apathique et frappée par la crise, n'avait « *ni l'argent, ni l'énergie pour continuer à lire les publications apportant des révélations sur le passé* »³⁸², comme en témoigne la baisse des tirages des principales revues et hebdomadaires (voir Tableau 1). Parallèlement, on assiste à la baisse progressive de l'intérêt pour la thématique des répressions : si en 1989 30% de la population estimait que les répressions des années 1930 constituaient « *l'événement le plus significatif dans l'histoire du pays* », en 1994 ils ne sont plus que 18%³⁸³. La société russe exprime clairement son désir de mettre fin à « *cette sorte d'autoflagellation nationale* »³⁸⁴ et de construire une nouvelle identité sinon positive, du moins acceptable. La fatigue des révélations et des « *fouilles dans le passé* » est illustrée par le fait que les rédactions des grands quotidiens acceptent de moins en moins volontiers les articles sur les camps de concentration et le stalinisme, avant de les refuser tout simplement : « *Encore sur les camps ? On en a marre* »³⁸⁵.

³⁸¹ KHAPAEVA Dina, « L'Occident sera demain », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 6, 1995, p. 1262

³⁸² DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 49

³⁸³ DOUBINE Boris, *Rossiia noulevykh : politicheskaya koul'toura, istoricheskaya pamyat', sotsial'naya jizn' / La Russie des années 2000 : culture politique, mémoire historique, vie sociale*, Moscou, ROSSPEN, 2011, pp. 49-50

³⁸⁴ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 74

³⁸⁵ DOUBINE Boris, *op. cit.*, p. 116

Tirages des revues et hebdomadaires	Année							
	1985	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1995
Les revues historiques								
Histoire de l'URSS / Histoire de la Patrie	10 000	13 000	25 000	26 000	26 000	23 000	17 000	8 000
<i>Voprosy istorii</i> / Les questions de l'histoire	16 000	19 000	75 000	106 000	92 000	108 000	40 000	12 000
Les hebdomadaires libéraux								
<i>Novii Mir</i> / Nouveau monde	430 000	1 150 000	1 560 000	2 660 000	958 000	250 000	74 000	25 000
<i>Ogoniok</i>	1 500 000	1 770 000	3 200 000	4 451 000	1 800 000	1 840 000	300 000	43 000
Les hebdomadaires conservateurs / nationalistes								
<i>Nach Sovremennik</i> / Notre contemporain	220 000	220 000	245 000	482 000	275 000	205 000	88 000	31 000
<i>Rodina</i> / Patrie	-	-	300 000	450 000	120 000	80 000	80 000	90 000

Tableau n° 1. L'évolution des tirages des revues et hebdomadaires principaux entre 1985 et 1995³⁸⁶

Pour comprendre la réaction identitaire des années 1990 qui favorise l'escapisme vers les images nostalgiques et familières et la récupération chaotique des symboles positifs, il est indispensable de prendre la mesure du caractère particulièrement douloureux de la transition économique.

En effet, les dirigeants russes n'ont pas tenu compte de la population dans la conduite des réformes, « *proclamant la survie du plus adapté et la perte des faibles comme une loi d'airain du progrès social* »³⁸⁷. L'ampleur de la destruction de l'économie russe après la chute du régime soviétique dépasse, selon certaines estimations, l'expérience américaine de la Grande Dépression et les pertes industrielles directes égalent celles de l'Union Soviétique à la sortie de la Deuxième guerre mondiale³⁸⁸. Si cette « *thérapie de choc* » a réduit substantiellement l'influence que la société civile et les institutions démocratiques avaient acquise pendant les années de la *perestroïka*, elle a surtout compromis la démocratie libérale, d'autant que face à la crise, l'État s'est montré incapable de prendre en charge la population. Non seulement la population a été frappée par la crise économique, mais

³⁸⁶ Reproduction d'une partie de tableau fourni par DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 221

³⁸⁷ REDDAWAY Peter, GLINSKI Dmitri, *The Tragedy of Russia's Reforms. Market Bolshevism Against Democracy*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, p. 631

³⁸⁸ *ibidem*.

encore des évolutions importantes s'opèrent au niveau de l'identité nationale, de l'image de la place de la Russie dans le monde : pour la première fois dans l'histoire moderne, « *l'une des principales nations industrielles du monde, avec une société hautement éduquée, a démantelé les résultats de plusieurs décennies de développement économique [...] et a glissé dans le rang des pays communément catégorisés dans le "Tiers Monde" »*³⁸⁹.

Face à la triple rupture économique, politique et identitaire, la société russe réagit par une recherche chaotique de symboles pouvant servir de base à l'identité nationale et faire office d'un projet d'avenir inexistant. Contrairement à la période de la *perestroïka*, pendant laquelle les réflexions sur le passé ont été clairement politisées et focalisées sur la tragédie du stalinisme, les années 1990 témoignent d'une déproblématisation du passé par l'intégration de symboles positifs dans la culture populaire. Cette façon de traiter le passé n'est plus orchestrée par des groupes d'opinion facilement identifiables, mais repose sur la logique de marché qui s'adapte aux besoins du jour.

§ 1. La redécouverte du passé tsariste par les historiens

La chute de l'URSS bouleverse les structures scientifiques qui entrent dans une période de réformes. Le contrôle du parti ayant été supprimé, l'Académie des sciences de la Russie devient le centre de coordination des recherches scientifiques³⁹⁰. Comme toutes les branches de la recherche dans les années 1990, l'histoire subit une grave crise qui se traduit par une réduction drastique du financement et le reflux des chercheurs : les dépenses publiques pour la recherche diminuent de 76% entre 1990 et 1996³⁹¹ ; la démilitarisation du pays est à l'origine de l'abandon presque complet des instituts rattachés au Ministère de la Défense, comme l'Institut d'histoire militaire. La science n'étant pas considérée comme une priorité par le gouvernement dans la première moitié des années 1990, l'essentiel des réformes se traduit par des changements du nom des anciennes structures scientifiques : l'Institut de l'histoire de

³⁸⁹ *ibid.*, p. 628

³⁹⁰ Académie des sciences de la Russie, site officiel, rubrique « Structure », <http://www.ras.ru/sciencestructure.aspx>, consulté le 14 février 2014

³⁹¹ BOUSSYGUINE Vladislav, *La science en Russie. La nouvelle organisation de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 2005, cité par MILARD Béatrice, « L'héritage soviétique dans la nouvelle organisation de la science russe », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n° 3, 2008, pp. 391-411

l'URSS devient en 1992 l'Institut de l'histoire russe, tout en gardant les principaux chercheurs et fonctionnaires. De la même manière, les principales revues historiques (*Les questions de l'histoire, Histoire récente et du temps présent, l'Histoire russe (ex. Histoire soviétique)*) poursuivent leur existence dans la Russie postsoviétique. Si le clivage entre les historiens « libéraux » et « conservateurs » devient latent, l'héritage soviétique persiste à plusieurs niveaux de l'organisation de la science russe, notamment à travers le maintien d'anciens responsables au sein des structures nouvellement créées. L'Académie des sciences militaires de la Russie constitue un cas exemplaire : fondée en 1993 à l'initiative de personnes appartenant à la haute hiérarchie militaire soviétique, en tant qu' « association autonome de la recherche scientifique », elle rallie les spécialistes en études militaires d'orientation conservatrice³⁹².

La tendance à présenter le passé soviétique comme « un trou noir dans l'histoire » continue à orienter la recherche historique dans la Russie des années 1990. Une conférence des historiens à Moscou en 1994, « *Octobre 1917 et l'expérimentation bolchevique en Russie* », constitue une bonne illustration de l'interprétation idéologique de l'histoire qui domine à cette époque : les interventions des participants sont si émotionnelles et anticommunistes que le président de la conférence, Pavel Volobouev est obligé d'appeler les collègues à « *rester sur les positions scientifiques* »³⁹³. La thèse centrale de la conférence, formulée par Alexandre Yakovlev, est de rejeter en bloc l'ensemble des soixante-dix ans d'histoire soviétique : en 1917, affirme-t-il, la Russie a sorti de « *l'ornière commune des civilisations* », de la « *voie universelle du développement* », avant d'être plongée dans la terreur et la guerre civile « *de l'État contre son peuple* »³⁹⁴.

La critique radicale de la Révolution d'Octobre a été inséparable d'une

³⁹² *Akademiya Voennykh Naouk Rossiskoi federatsii* / Académie des sciences militaires de la Fédération de Russie, site officiel, <http://www.avnrf.ru/>, consulté le 14 février 2014

³⁹³ KOTELNETS Elena, *V.I. Lenin kak predmet istoricheskogo issledovaniia* / V.I. Lenine comme objet de recherche historique, 1999, Moscou, RUDN, p. 132

³⁹⁴ YAKOVLEV Alexander, « *Mnogoaktnaya drama Rossii* » / « La drame à plusieurs actes de la Russie », dans *Oktyabr' 1917 goda i bolchevistskiy eksperiment v Rossii* / L'Octobre 1917 et l'expérimentation bolchevique en Russie, Moscou, Littérature juridique, 1995, 112 p.

idéalisation de la Russie prérévolutionnaire³⁹⁵. Tout comme les historiens communistes des années 1920 avaient fustigé l'histoire de la Russie tsariste³⁹⁶, les historiens de la première moitié des années 1990 forgent « *une image d'Épinal de la Russie tsariste [...], un pays riche et laborieux, sans conflits sociaux* »³⁹⁷. Analysant cette stratégie en termes de refoulement du passé réellement vécu par une image idéalisée, Maria Ferretti démontre le mécanisme de l'expulsion du passé soviétique par l'idéalisation du passé tsariste : « *...la période soviétique devient une sorte de parenthèse de non-histoire à l'intérieur de la "véritable" histoire russe. Réduite ainsi à "rien", elle est expulsée hors de l'histoire nationale, alors que le passé prérévolutionnaire apparaît, lui, comme le "véritable" passé du pays* »³⁹⁸.

Après la chute de l'URSS, la disponibilité de nouveaux documents désormais accessibles dans les archives réformées, notamment d'une grande partie des archives des structures de force (KGB, services du renseignement), engendre toute une série d'études sur la structure, le fonctionnement et les personnalités des « organes », mais aussi la structure et le fonctionnement du système concentrationnaire. Ces études essaient de nuancer, bien que de manière partielle et insuffisante, l'image des « *horreurs du totalitarisme* » diffusées tout au long des années de la *perestroïka* par la presse et la littérature ; des critiques de l'approche idéologique de l'histoire, basées sur les documents d'archives, commencent à se faire entendre.

L'article de Viktor Zemskov « *Goulag : aspect historico-sociologique* », paru en 1991 dans *Etudes Sociologiques*, constitue un cas exemplaire de l'étude essayant de clarifier, les documents d'archives à l'appui, certains faits historiques dont l'image avait été formée par la presse et la littérature. Le nombre de victimes des répressions staliniennes et notamment de la Grande Terreur est au cœur de l'étude : l'auteur en révèle la première estimation scientifique, basée sur l'analyse des statistiques concernant la population de Goulag disponibles depuis l'ouverture des archives.

Dans son article, Viktor Zemskov démontre que les chiffres annoncés par Nikita Khrouchtchev lors du rapport secret en 1956 ont été « *exagérés quatre fois* ». Il critique également certains « *historiens démocrates* », comme Roi Medvedev, pour les « *inexactitudes* » dans les estimations des victimes de la Grande Terreur de 1937-38, à cause desquelles « *l'opinion publique [...] reste sous l'influence des estimations inventées qui ne correspondent pas à la réalité historique [...]. Et en outre, ces*

³⁹⁵ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 73

³⁹⁶ Il s'agit notamment des historiens issus de « *l'École de Pokrovski* », prônant une approche exclusivement marxiste à l'histoire russe.

³⁹⁷ FERRETTI Maria, *op. cit.*, p. 73

³⁹⁸ FERRETTI Maria, *op. cit.*, p. 74

divergences avec la statistique véridique ne vont jamais dans le sens d'amointrissement, mais, au contraire, dans le sens d'exagérations [...]. On a l'impression que ces auteurs concourent pour impressionner les lecteurs avec des chiffres de plus en plus astronomiques ».

« En réalité, affirme Zemskov, le nombre total des condamnés pour de motifs politiques entre 1921 et 1953, c'est-à-dire en trente-trois ans, a été de 3,8 millions de personnes. Ainsi les affirmations de Roi Medvedev selon lesquelles 5-7 millions de personnes ont été réprimées entre 1937-38 sont fausses »³⁹⁹.

L'analyse des publications de l'une des plus influentes revues historique russes *Voprosy Istorii / Les Questions de l'Histoire* pour la période 1991-1996⁴⁰⁰ met en lumière la double volonté de rejeter le passé soviétique et de redécouvrir le passé tsariste sous un angle différent. En effet, à partir de 1991, les articles publiés sont principalement consacrés à deux thématiques principales : l'histoire soviétique, dont l'étude est restée pendant longtemps impossible, et la Russie prérévolutionnaire, notamment à partir de la fin du XVIII^e siècle.

Le tournant dans l'historiographie est annoncé dès le numéro 2 de 1990, dans lequel apparaît une rubrique « L'histoire de l'URSS : une nouvelle interprétation ». Les articles sur les grandes questions de l'histoire soviétique (la Révolution de 1917, la collectivisation, les famines, les répressions et la Grande Terreur, la lutte pour le pouvoir au sein du parti, les questions de la Grande Guerre patriotique, les déportations des peuples etc.) qui demandent une étude approfondie sont nombreux.

L'article de Stanislas Tutukine et Valentine Schelokhaev « La Révolution et la morale » pose le problème du coût humain de la révolution, examinant les possibilités du développement non révolutionnaire⁴⁰¹. La collectivisation de l'agriculture est étudiée dans une série d'articles et présentée comme une entreprise qui a provoqué la destruction des traditions de la communauté paysanne, étant à l'origine de nombreux dégâts matériels et humains ; en 1990, la revue publie certains chapitres de l'ouvrage de Robert Conquest *The Harvest of Sorrow. Soviet Collectivization and the Terror-Famine (Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS)*⁴⁰². Parallèlement, les études sur la famine de 1932-1933 commencent à apparaître : dans son article « La famine 1932-1933 dans les villages de Volga » Viktor Kondrashine

³⁹⁹ ZEMSKOV Viktor, « *GULAG : istoriko-sotsiologicheskii aspekt* » / « GOULAG : aspects historico-sociologiques », *Etudes sociologiques*, n° 6, 1991, pp. 10-27 ; n° 7, pp. 3-16

⁴⁰⁰ Archive complet consultable sur le site de la revue <http://Annales.info/sbo/contens/vi.htm>, consulté le 15 février 2014

⁴⁰¹ TIOUTIOUKINE S.V., CHELOKHAEV V.V., « *Revolioutsiya i npravstvennost* » / « La Révolution et la morale », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1990

⁴⁰² *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1 et 4, 1990

affirme que l'expropriation du pain organisée par l'État soviétique a été à l'origine de la famine⁴⁰³.

Les études et les documents bruts sur la Grande Terreur et les répressions constituent une autre thématique-clé de l'historiographie de cette période. Pendant quatre ans (1992-1995) la revue publie systématiquement les matériaux du Plénum du Comité central du VKP(b) de février-mars 1937 : donnant une nouvelle impulsion aux répressions de masse, le plénum a notamment constitué une pierre de taille dans l'affaire de Nicolas Boukharine et d'Alexey Rykov, le procès du « *bloc antisoviétique des droitiers et des trotskystes* »⁴⁰⁴. Une recherche approfondie, publiée dans quatre numéros de la revue en 1994 éclaire la terreur des années vingt à travers l'étude de la répression de la révolte des marins de Kronstadt contre le pouvoir bolchevique⁴⁰⁵ ; une série d'études de Nicolas Bougai met en lumière la question de déportations de Coréens soviétiques, du peuple Tchétchène et Ingouche⁴⁰⁶ ; d'autres études éclairent les questions de répressions ciblées contre tel ou tel groupe social ou professionnel.

L'article de Vladimir Genis « Décossatisation en Russie Soviétique » décrit l'extermination des Cosaques du Don et du Kouban, régions qualifiées de « Vendée russe », dans les années vingt⁴⁰⁷ ; l'article de Vladimir Grekhov est consacré aux répressions des dirigeants du Komsomol en 1937-1938⁴⁰⁸. Une partie considérable de recherches propose une nouvelle interprétation de certains épisodes de la Grande Guerre patriotique : la collaboration économique entre l'URSS et l'Allemagne nazie avant 1941⁴⁰⁹ ; le pacte germano-soviétique et ses protocoles secrets⁴¹⁰ ; le

⁴⁰³ KONDRASHIN Viktor, « *Golod 1932-1933 v derevnyakh Povoljia* » / « La famine de 1932-1932 dans les villages de Volga », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1991, pp. 176-181

⁴⁰⁴ « *Materialy fevral'sko-martovskogo plenouma TsK VKP(b) 1937 goda* » / « Les matériaux du Plénum du Comité Central du VKP(b) en 1937 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 2 – 12, 1992 ; nn° 2, 5 – 9, 1993 ; nn° 1-2, 6, 8, 10, 12, 1994 ; n° 2 – 12, 1995.

⁴⁰⁵ NAOUMOV V.P., KOSAKOVSKII A.A., « *Kronchtadtskaya tragediya 1921 goda* » / « La tragédie du Kronchtadt de 1921 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 4 – 7, 1994

⁴⁰⁶ BOUGAI n°F., « *Vyselenie sovetskikh koreitsev s Dal'nego Vostoka* » / « La déportation des Coréens soviétiques de l'Extrême Orient », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 5, 1994 ; BOUGAI n°F., « *Pravda o deportatsii tchethenskogo i ingouchskogo narodov* » / « La vérité sur la déportation des peuples tchéchènes et ingouches », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 7, 1990.

⁴⁰⁷ GUENIS V.L. « *Raskazatchivanie v Sovetskoï Rossii* » / « Décossatisation dans la Russie soviétique », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1994, pp. 42-55

⁴⁰⁸ GREKHOV n°V., « *Rasprava s roukovodstvom komsomola v 1937-1938 godakh* » / « Le massacre de la direction du Komsomol en 1937-1938 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 11, 1990

⁴⁰⁹ CHEVYAKOV A.A. « *Sovetsko-germanskie ekonomitcheskie otnocheniya v 1939-1941 godakh* » / « Les relations économiques germano-soviétiques en 1939-1941 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 4-5, 1991.

⁴¹⁰ Mar'ina V.V., « *Tchetskoe obschestvo o sovetsko-germanskom pakte 1939 i natchale vtoroi mirovoi voyny* » / « La société tchèque s'exprime sur le pacte germano-soviétique de 1939 et sur le début de la deuxième guerre mondiale », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1991

soulèvement du ghetto de Varsovie⁴¹¹ ; l'annexion des pays Baltes⁴¹². Par ailleurs, certains documents de l'époque, auparavant interdits à la publication, apparaissent dans la revue est publié, comme l'ouvrage de Trotsky (« *Stalinskaya shkola falsifikatsii* » / « L'école stalinienne de falsifications »)⁴¹³ sur la réécriture de l'histoire soviétique par Staline, ou encore les mémoires de Khrouchtchev, publiés tout au long de la première moitié des années 1990.

Une autre thématique qui domine l'historiographie de cette époque est celle de la Russie prérévolutionnaire, redécouverte à travers les études. La nouvelle historiographie rompt avec le dogme soviétique présentant la Russie tsariste comme un État arriéré et pauvre : les auteurs mettent l'accent sur le développement économique capitaliste de la Russie, sur les tentatives de réformes et la possibilité du développement progressif et non-violent de la Russie. Dans un article « La place de la Russie dans le monde à la veille de la Première guerre mondiale » l'auteur caractérise le niveau de développement de la Russie en 1913 ainsi : « *Selon les indices qualitatifs caractérisant le niveau de l'industrialisation, la Russie a été une puissance agraire et industrielle en plein développement, au potentiel immense* »⁴¹⁴. Une attention particulière est portée à la recherche des alternatives à la Révolution d'Octobre de 1917. Une série d'articles éclairent la période entre la révolution de février 1917, entraînant l'abdication de l'Empereur Nicolas II, la formation du gouvernement provisoire et « *le coup d'État des bolcheviks* » qui s'est traduit par la dissolution de l'Assemblée constituante russe en 1918. La naissance du multipartisme russe est étudiée à travers l'histoire des différents partis qui se sont formés dans la première décennie du XX^e siècle et ont participé dans la vie politique le lendemain de la révolution de février, allant du parti des socialistes révolutionnaires jusqu'au parti constitutionnel démocratique⁴¹⁵. Certains auteurs présentent la révolution de février

⁴¹¹ MELAMED S.M., « *Vosstanie v varshavskom getto* » / « Le soulèvement dans le ghetto de Varsovie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 2, 1991.

⁴¹² DONGAROV A.G., PESKOVA G.N., « *SSSR i strany Pribaltiki (avgoust 1939 – avgoust 1940)* » / « L'URSS et les pays baltes (août 1939 – août 1940) », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1991

⁴¹³ *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1990

⁴¹⁴ STEPANOV A.I., « *Mesto Rossii v mire nakanoune pervoi mirovoi voiny* » / « La place de la Russie dans le monde la veille de la première guerre mondiale », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 2 1993, p. 163

⁴¹⁵ EREMINE A.I., « *Tak natchinalas' partiia eserov* » / « Ainsi commençait le parti socialiste-révolutionnaire », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1996 ; GADAI CH., « *Konstitutsionnalisty – demokraty i ikh kritiki* » / « Les constitutionnalistes – démocrates et leurs critiques », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 12, 1991 ; « *Protokoly tsentral'nogo komiteta Konstitutsionno-demokraticheskoi partii* » / « Les protocoles du comité Central du parti constitutionnel-démocrate », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 2, 3, 4, 1991 ; n° 10 1992

comme une alternative démocratique à la révolution bolchevique⁴¹⁶, ⁴¹⁷, ⁴¹⁸ ; d'autres rangent les deux événements sous le vocable « *La grande Révolution russe* », soulignant la continuité entre Février et Octobre⁴¹⁹ ; une autre série d'études se focalise sur la dissolution de l'Assemblée constituante⁴²⁰, sur les destins du gouvernement provisoire⁴²¹. La Russie tsariste est étudiée comme une période posant les bases de l'État démocratique : un grand nombre d'études centrent l'analyse sur l'existence des traditions et des prototypes démocratiques, sur l'héritage du libéralisme russe.

La redécouverte du passé tsariste passe également par l'intérêt aux divers personnages de cette époque (hommes politiques, généraux, mécènes, penseurs). Au cours des années 1991-1992, sont publiés les mémoires des généraux Denikine et Kornilov, commandants de l'Armée Blanche lors de la guerre civile⁴²² ; les essais de Kerenski, président du cabinet de transition entre deux révolutions⁴²³ ; les biographies des hommes d'État, des généraux, des entrepreneurs prérévolutionnaires⁴²⁴. Dans ces

⁴¹⁶ KHARITONOV V.L., « *Fevral'skaya revolioutsiya v Rossii* » / « La révolution de février en Russie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 11-12, 1993

⁴¹⁷ ISKANDEROV A.A., « *Rossiskaya monarkhiia, reformy i revolioutsiya* » / « La monarchie russe, les réformes et la révolution », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 3 1993 ; n° 5, 1993 ; n° 7, 1993 ; n° 1, 1994.

⁴¹⁸ MEDOHEVSKII A.N., « *Konstitotsionnaia monarkhiia v Rossii* » / « La monarchie constitutionnelle en Russie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1994

⁴¹⁹ GAIDA F.A., « *Fevral' 1917 goda : revolioutsiya, vlast', bourjouaziya* » / « Février 1917 : révolution, pouvoir, bourgeoisie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 3, 1996

⁴²⁰ JOURAVLEV V.V., SIMONOV n°S., « *Pritchiny i posledstviya razgona outchereditel'nogo sobraniya* » / « Les raisons et les conséquences de la dissolution de l'Assemblée Constituante », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1992

⁴²¹ IZMOZIK V.S., « *Vremennoe pravilet'stvo – lioudi i soud'by* » / « Le gouvernement provisoire – les personnes et les destins », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1994

⁴²² KORNILOV A.A. « *Vospominaniia* » / « Mémoires », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 2-10, 1994

⁴²³ KERENSKII A.F., « *Rossiya na istoricheskom povorote* » / « La Russie au tournant historique », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn° 6, 7, 1991

⁴²⁴ ANAN'ITCH B.V., GANELINE R.CH., « *Sergei Youlievitch Vitte* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1991 ; BOKHANOV A.N., « *Savva Mamontov* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 11, 1991 ; DROKOV S.V., « *Aleksandr Vasil'evitch Koltchak* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1991 ; DROKOV S.V., « *Aleksandr Ivanovitch Goutchkov rasskazyvaet* » / « Alexandre Ivanovitch Goutchkov raconte », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 7-8, 1991 ; IATCHMENIKHINE K.M., « *Aleksei Andreevitch Araktcheev* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 12, 1991 ; JOURAVLEVA L.S., « *Outchenii, predprinimatel', metsenat Tenicheve* » / « Scientifique, entrepreneur et mécène Tenisheve », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 12, 1991 ; SENINE A.S., « *Alexandre Ivanovitch Goutchkov* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 7, 1993 ; ZOTOVA Z.M., « *Petr Bergardovitch Strouve* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1993 ; DAVYDOV A.Yu. « *Knyaz'-kooperator A.I. Vassiltchikov* » / « Comte-coopérateur A.I. Vassiltchikov », *Voprosy Istorii / Les questions de*

articles, l'accent est mis sur le patriotisme, le sens de l'intérêt général propre aux hommes d'État de l'époque ; rompant avec l'image du « *ministre capitaliste* » réactionnaire et corrompu, véhiculée pendant longtemps par la propagande soviétique, les études insistent sur leur qualité de réformateurs, leur préoccupation pour l'avenir de la Russie, ainsi que leur érudition. Le personnage de Piotr Stolypine, Premier ministre du Nicolas II, assassiné en 1911 par un terroriste anarchiste, connu notamment pour sa réforme de l'agriculture et pour sa lutte contre les groupes révolutionnaires, incarne parfaitement l'image de l'homme d'État soucieux de préserver la paix civile, d'assurer la stabilité du régime et d'améliorer la condition paysanne. Plusieurs études éclairent les réformes agricoles de Stolypine qui visent à rompre avec le modèle traditionnel communautaire de l'agriculture, la création d'une classe de petits propriétaires fonciers et le renforcement des éléments de l'économie de marché et de la coopération au sein de la campagne russe⁴²⁵.

Les études de la dynastie Romanov constituent une autre partie des travaux éclairant des aspects peu connus du pouvoir monarchique, ses principes et son mode de fonctionnement dans la Russie d'avant 1917 : la revue publie les journaux intimes des membres de la famille royale⁴²⁶, leur correspondance privée⁴²⁷, les mémoires des voyageurs étrangers décrivant la cour russe⁴²⁸ ; c'est dans les années 1990 que les lecteurs découvrent les tsars et les tsarines qui ont marqué l'histoire russe^{429, 430, 431} ;

l'histoire, n° 8, 1993 ; OVTCHENKO Yu.F., « *Politseiskaya reforme V.K. Pleve* » / « La réforme de la police de V.K. Pleve », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1993 ; IEROCHKINA A.N., « *Deiatel' epokhi prosvechennogo absolioutizma I.I. Betskoi* » / « L'acteur de l'époque de l'absolutisme éclairé I.I. Betskoi », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 9, 1993 ; TCHEREMISSKAYA M.I., « *Petr Yakovlevitch Tchaadaev* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 10, 1994 ; RABKINA n°A., « *Konstantin Petrovitch Pobedonostsev* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 2, 1995 ; KOZLOV A.I., « *Anton Ivanovitch Denikine* », n° 10, 1995

⁴²⁵ ZYRIANOV P.N., « *Piotr Arkadievtch Stolypine* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1990

⁴²⁶ « *Dnevnik velikogo kniazia Konstantina Nikolaevitcha* » / « Journal intime du Grand Duc Konstantine Nikolaevitch », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn. 5-8, 1990.

⁴²⁷ « *Pis'ma Ekateriny II G.A. Potemkinou* » / « Lettres de Cathérine II à G.A. Potemkine », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 12, 1994

⁴²⁸ « *Rasskazy o rossiiskom dvore* » / « Les contes de la cour russe », nn. 12, 1991 ; n° 1, 1992 ; nn. 4-5, 1992.

⁴²⁹ MOROZOVA L.E., « *Mikhail Fedorovitch* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1992

⁴³⁰ ANAN'ITCHB.V., GANELINE R.CH., « *Nicolas II* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 2, 1993 ; ANISSIMOV E.V., « *Anna Ivanovna* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 4, 1993 ; NAOUMOV V.P., « *Elizaveta Petrovna* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 5, 1993 ; VODARSKII Ya.E., « *Petr I* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1993 ; KAPOUSTINA T.A., « *Nicolas I* », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, nn.11-12,

une attention particulière est portée à l'époque de Catherine II : l'impératrice est présentée comme réformatrice éclairée et son époque comme le temps du rapprochement maximal entre la Russie et le monde occidental⁴³².

L'intérêt pour la Russie tsariste est indissociable de l'intérêt porté à l'Eglise orthodoxe russe : les articles sur l'histoire du développement de l'Eglise orthodoxe en Russie, les biographies des ecclésiastiques, qui s'apparentent presque à des études hagiographiques (l'écriture de la vie et de l'œuvre des saints) sont aussi nombreux que ceux éclairant les persécutions dont l'Eglise orthodoxe a été victime dès la Révolution de 1917⁴³³. Il est significatif qu'un certain nombre de ces articles soient écrits par un ecclésiastique hiéromoine Nikon⁴³⁴.

1993 ; BOGDANOV A.P., « Fedor Alekseevitch », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 7, 1994 ; ANISSIMOV V.E., « Petr II », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8 1994 ; IVANOV Yu.V., « Oubiistvo tsarskoï sem'i i sovetsko-pol'skie otnosheniya » / « L'assassinat de la famille du tsar et les relations soviéto-polonaises », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1994 ; BOUGANOV V.I., « Ekaterina I », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 11, 1994 ; KAMENSKII A.B., « Ivan Antonovitch », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 11, 1994 ; ANDROSOV S.O., « Pert I v Venetsii » / « Pierre le Grand à Venise », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 3, 1995 ; VOLKOVA I.V., KOUROUKINE I.V., « Fenomen dvortsovykh perevorotov v politicheskoï istorii Rossii » / « Le phénomène des coups d'État de palais dans l'histoire politique de la Russie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 5-6, 1995 ; POZDEEVA I.V., « Pervye Romanovy i tsaristskaya ideya » / « Les premiers Romanov et l'idée du royaume », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1996

⁴³¹ KOUTCHKINE V.A., « Dmitrii Donskoi », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 5-6, 1995

⁴³² KAMENSKII A.B., « Soslovnaya politika Ekateriny II » / « La politique des ordres de Catherine II », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 3, 1995

⁴³³ BOVINA V.G., « Patriarkh Filaret », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 7-8, 1991 ; KOUTCHKINE V.A., « Sergii Radonejskii », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 10, 1992 ; POSPELOVSKII D., « Rousskaia pravoslavnaia tserkov' : ispytaniya natchala XX^e veka » / « L'Eglise orthodoxe russe et les épreuves du début du XX^e siècle », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 1, 1993 ; VASSIL'EVA O. Yu., « Rousskaya oravoslavnaia tserkov' i sovetskaya vlast' v 1917-1927 gg. » / « L'église orthodoxe russe et le pouvoir soviétique en 1917-1927 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1993 ; NEMIROVSKII A.I., « Ioann Krestitel » / « Jean Baptiste », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 9, 1993 ; MOROZOVA L.E., « Germogen – patriarkh vseia Roussi » / « Hérmodène – patriarche de toute la Russie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 2, 1994 ; VASSIL'EVA O.Yu., « Rousskaya pravoslavnaia tserkov' i sovetskaya vlast' v 1927-1943 gg. » / « L'église orthodoxe russe et le pouvoir soviétique en 1927-1943 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 4, 1994 ; CHKAVOVSKII M.V., « Rousskaya oravoslavnaia tserkov' i sovetskaya vlast' v 1943-1957 gg. » / « L'église orthodoxe russe et le pouvoir soviétique en 1943-1957 », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 8, 1995.

⁴³⁴ Hiéromoine Nikon, « Natchalo khstianstva na Rousi » / « Le début de la chrétienté en Russie », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 6, 1990 ; Hiéromoine Nikon, « Monastyri i monachestvo na Rousi (X^e-XII^e) » / « Les monastères et les moines en Russie (X^e-XII^e) », *Voprosy Istorii / Les questions de l'histoire*, n° 12, 1991.

Ainsi, la recherche historique de la première moitié des années 1990 est orientée par une double dynamique : redécouverte des pages inconnues de l'histoire soviétique rendue possible grâce à l'ouverture partielle des archives ; et intérêt porté à la Russie prérévolutionnaire, dans laquelle les historiens s'efforcent de déceler les linéaments d'un passage de la Russie à la démocratie et au capitalisme.

§ 2. La récupération des symboles positifs dans le cinéma

Après la chute de l'URSS et le passage à l'économie de marché, l'industrie cinématographique connaît une période du déclin. Comme le constate Gabrielle Chomentowsky, « dans l'incroyable bouleversement que vivait la Russie, le cinéma ne semblait plus être une priorité »⁴³⁵. La puissante industrie du cinéma soviétique ainsi que l'Union des réalisateurs, qui ont été parmi les premiers à acclamer la *glasnost* et la *perestroïka*, ont été aussi les premiers à subir les répercussions des réformes économiques⁴³⁶ : la chute du système centralisé de production et de diffusion cinématographique, l'afflux des films importés, l'absence de subventions de l'État ont affecté à la fois la quantité et la qualité des productions. Ayant démantelé les principaux mythes soviétiques, libérés de la contrainte du « réalisme socialiste », les réalisateurs commencent à expérimenter de nouveaux styles cinématographiques et nouvelle structure narrative⁴³⁷. A la suite de la destruction de l'idéologie officielle, les héros du cinéma postsoviétique se présentent comme des personnages déracinés sans identité claire⁴³⁸.

Pendant la seconde moitié des années 1990, les réalisateurs commencent à envisager les films comme un instrument de construction de l'identité nationale postsoviétique. Le peu de films de l'époque qui ont un succès commercial et cinématographique tout en sortant du cadre de « *thernoukha* » (voir *supra*) sont significatifs du point de vue des recherches identitaires de la société russe privée d'anciens repères : proposant de nouveaux héros et de nouvelles valeurs à la société

⁴³⁵ CHOMENTOWSKI Gabrielle, *op. cit.*.

⁴³⁶ JOHNSON T. Vida, « The Search for a New Russia in an "Era of Few Films" », *Russian Review*, Vol. 56, No. 2, 1997, pp. 281-285

⁴³⁷ PROKHOROV Alexander, *op. cit.*, pp. 272-294

⁴³⁸ *ibid.*.

russe, ils apparaissent comme de véritables « *constructeurs de la nation* »⁴³⁹ à l'époque de l'incertitude identitaire.

Les films du réalisateur célèbre Nikita Mikhalkov, l'un des rares réalisateurs postsoviétiques à ne pas succomber à la crise économique, constituent un exemple de la recherche de nouveaux héros et de nouvelles valeurs, tout en normalisant les relations avec le passé soviétique, radicalement récusé par les réalisateurs de la *perestroïka*. Le film « *Utomlennye solntsem* » / « Soleil Trompeur » (1994), récompensé en 1994 par l'Oscar du meilleur film en langue étrangère ainsi que par le Grand Prix du jury au festival de Cannes, constitue la première tentative d'inverser les principaux stéréotypes cinématographiques de la *perestroïka*.

L'action du film se déroule dans les années 1930 et présente la journée qui précède l'arrestation d'un célèbre commandant de la division Sergei Kotov, bolchevik convaincu, fidèle à l'Armée, à la Patrie et personnellement à Staline. Averti par un agent du NKVD⁴⁴⁰ Mitya chargé de son arrestation, Kotov choisit de passer cette dernière journée de liberté dans un cadre familial traditionnel, avec sa femme, sa fille et les amis réunis à la *datcha*, maison traditionnelle russe qui sert la résidence secondaire à la campagne ; les éléments de la vie traditionnelle sont mis en avant par le réalisateur : ainsi le film commence par une scène du bain collectif de Kotov et sa famille dans une *banya*, un bain de vapeur chaude, un rituel russe ancien qui confine à une cérémonie religieuse, symbolisant la purification. La première rupture avec les clichés de la *perestroïka* s'effectue à travers le personnage de l'agent du NKVD Mitya, un jeune homme occidentalisé, ancien émigré et cadre de l'Armée Blanche, jouant du piano et parlant couramment Français. En revanche Sergei Kotov est présenté comme porteur de valeurs patriarcales traditionnelles russes, véritable héros et autorité morale du film, tout en étant un bolchevik staliniste convaincu : par cette fusion inattendue, Mikhalkov renoue avec la tradition soviétique de présenter les bolcheviks comme des héros et effectue un rapprochement entre la Russie traditionnelle et soviétique à travers les valeurs du patriotisme et de la famille ; il souligne l'absence de contradiction entre le bolchevisme et les valeurs traditionnelles russes, qu'était avancée dans les films de la *perestroïka*.

En 1998, Nikita Mikhalkov réalise le premier « *blockbuster* » de la Russie postsoviétique, un mélodrame historique « *Sibirskii Tsirioulnik* » / « Le Barbier de Sibérie ». Réalisé selon les canons hollywoodiens et visant clairement le marché international (70% de dialogues du film sont en Anglais), comportant beaucoup

⁴³⁹ JASMIJN Van Gorp, « Inverting film policy: film as nation builder in post-Soviet Russia, 1991-2005 », *Media Culture Society*, n° 33, 2011, p. 243

⁴⁴⁰ Commissariat du peuple aux affaires intérieures, la police politique soviétique entre 1934 et 1954 (remplacé par le KGB).

d'erreurs historiques et critiqué par les historiens⁴⁴¹, ce film constitue néanmoins une tentative de créer un nouveau modèle de « *héros de notre temps* » et proposer à la Russie postsoviétique des valeurs enracinées dans la culture russe traditionnelle, tout en réanimant le débat sur l'appartenance de la Russie à l'Occident.

Le scénario du film met en scène la confrontation de « *l'âme russe* » aux règles du jeu du « *business* » américain, une démarche qui rompt avec la tendance à présenter la Russie comme une « *mauvaise élève* » de l'Occident. L'action se déroule en Russie à l'époque du tsar Alexandre III à la fin du XIX^e siècle. Un inventeur américain McCracken embauche une jeune aventurière américaine Jane afin qu'elle séduise un général russe capable d'accorder un financement au projet de McCracken de l'exploitation des ressources du bois en Sibérie ; lors de ces passages à l'École militaire impériale, Jane tombe amoureuse d'un jeune et naïf élève officier (*iouunker*) Andreï Tolstoï. Dans le moment clé du film, Jane explique à Andreï son rôle dans l'affaire de McCracken : « *C'est juste du business* », affirme-t-elle. C'est ce « *business* » qui entraîne finalement la chute d'Andreï : désespéré par l'hypocrisie de Jane qui feint l'engouement pour le général, il attaque ce dernier avec une corde de contrebasse lors d'un spectacle « *Le Mariage de Figaro* » à l'École militaire ; accusé de tentative d'assassinat et condamné à l'exil, il chante un air de Figaro « *Non piu andrai, farfallone amoroso* » dans un train qui l'emmène en Sibérie : cette scène met en avant l'adhésion du héros principal à la haute culture européenne⁴⁴² (images 6a et 6b).



Images n° 6a et n° 6b. La Russie selon « Le Barbier de Sibérie » : celle de l'honneur militaire, de l'amitié, de la fidélité à l'Empereur, de la solidarité sociale, des valeurs de travail.

Offrant une vision sélective, idyllique et folklorique du passé tsariste, le film réhabilite l'identité nationale basée sur quatre points principaux : le code d'honneur des officiers russes, l'appartenance de la Russie aux valeurs et à la culture européennes exprimées dans le film à travers la musique de Mozart, l'étrangeté de la Russie aux valeurs américaines du gain et du « *business* », le mode de vie

⁴⁴¹ Dans le film de Mikhalkov la population du XIX^e siècle, même les gardiens de prison, parlent couramment Anglais, par exemple.

⁴⁴² LARSEN Susan, « National Identity, Cultural Authority, and the Post-Soviet Blockbuster: Nikita Mikhalkov and Aleksei Balabanov », *Slavic Review*, Vol. 62, n° 3, 2003, pp. 491-511

traditionnel. L'image de « *l'éternelle Russie* » est exploitée dans maintes scènes et s'exprime à travers les personnages de second plan qui apparaissent dans les scènes folkloriques de célébration de *Maslenitsa*, fête traditionnelle précédant le Grand Carême ; l'exposition de principaux monuments historiques de Moscou dans le film souligne l'héritage culturel unique de la Russie ; la volonté de mettre en avant « *l'âme russe* » trouve son expression dans le slogan du film « *Il est Russe. Cela explique beaucoup de choses* ». Le basculement des représentations qui s'opère dans le film est radical : au lieu d'opposer la Russie à l'Occident dans une posture d'autohumiliation, le réalisateur met l'accent sur l'appartenance de la Russie à la civilisation européenne, tout en rejetant l'imitation aveugle du modèle de développement associé aux États-Unis comme incompatible avec la culture russe qui est plus spirituelle que rationnelle : on retrouve, dans le film, l'écho du débat entre occidentalistes et slavophiles du XIX^e siècle.

Bien que les deux films – « *Soleil trompeur* » et « *Le Barbier de Sibérie* » – évoquent des périodes différentes du passé, ils ont partie liée : rompant avec la « *thernoukha* » des films réalistes du début des années 1990, ils proposent de nouveaux héros et des valeurs de l'honneur, de la dignité, du patriotisme, de la famille patriarcale à la société postsoviétique peu sûre de son identité. Il s'agit de rechercher des modèles et des héros positifs qui ne seraient pas venus du monde occidental, mais enracinés dans la culture et les traditions russes. Au lieu de repentir et de renoncement au « *passé tragique* », ces films proposent de comprendre et de pardonner ; au lieu de réfléchir sur les « *pages noires du totalitarisme* », ils proposent les images consolantes de la « *Russie éternelle* » ; au lieu d'adopter une posture d'humilité devant l'Occident, ils proposent de trouver les sources d'inspiration dans la culture nationale unique.

§ 3. L'escapisme et la nostalgie dans la littérature et la culture populaire

La littérature et la culture populaire (chansons, comédies musicales) ne sont pas restées à l'écart de la réaction identitaire de la première moitié des années 1990. Si les auteurs des *bestsellers* de l'époque puisent leur inspiration dans l'image utopique de la Russie pré-révolutionnaire, l'industrie du spectacle exploite les symboles positifs

associés au passé, offrant un mélange chaotique et non structuré de représentations des différentes époques.

A. « La Russie éternelle » : nouveau symbole de puissance dans la littérature

Après un pic en 1991 (deux milliards de livres sont édités en cette seule année en URSS⁴⁴³), le monde littéraire entre en crise après la chute de l'URSS. La publication des livres diminue drastiquement : en 1992, seulement 28 000 ouvrages sont édités, ce qui correspond au niveau de 1913⁴⁴⁴. Par ailleurs, la littérature russe subit la concurrence des auteurs étrangers : en 1992, uniquement 37% de livres édités représentent la littérature nationale⁴⁴⁵. Parallèlement, les romans populaires, la fiction et les polars deviennent les genres les plus populaires, éclipsant la prose historique qui soulève les questions difficiles de l'histoire : la popularité des « *écrivains d'élite* », comme Alexandre Soljenitsyne, Vladimir Nabokov et Vassili Grossman diminue ; la littérature de divertissement commence à s'imposer, reflétant les goûts de la société postsoviétique pour la lecture distrayante.

Compte tenu de la crise identitaire provoquée par la déconstruction des principaux mythes soviétiques, la société russe exprime le besoin d'une littérature capable de produire un système de valeurs portées vers l'avenir, sans pour autant revenir aux « *questions maudites* » qui rappellent le traumatisme du passé. La recherche de nouvelles valeurs et de nouveaux héros se manifeste à travers l'intérêt intarissable pour le roman historique populaire. La redécouverte de l'histoire de la Russie prérévolutionnaire va de pair avec le déplacement de l'idée d'un État fort et juste vers la période monarchique : l'intérêt simultané des écrivains et du public pour la Russie tsariste renvoie à la nostalgie de la grande puissance associée non plus à l'époque soviétique, mais tsariste.

La réédition en masse des romans historiques populaires de l'écrivain Valentin Pikoul' qui devient, entre 1992 et 1995, l'un des auteurs préférés des Russes, illustre la réactivation de l'intérêt pour les pages peu connues de l'histoire. En 1991, tandis que les éditions subissaient une grave crise, ses romans historiques ont été édités à 8 millions d'exemplaires⁴⁴⁶. A travers cette fiction historique consacrée aux « *énigmes de l'histoire* », la société russe redécouvre l'époque de Pierre le Grand (*Perom i Shpagoi / La plume et l'épée* (1971)) ; d'Anne Ioannovna (*Slovo i Delo / La parole et le fait*

⁴⁴³ LOVELL Stephen, *The Russian Reading Revolution. Print Culture in the Soviet and Post-Soviet Eras*, London, Macmillan, 2000, p. 128

⁴⁴⁴ *ibid.*

⁴⁴⁵ LOVELL Stephen, *op. cit.*, p. 134

⁴⁴⁶ *ibid.*, p. 128

(1975)) ; de Catherine II (*Favori*, 1984) ; de Nicolas II (*Netchistaya sila / Esprit malin* (1979)). Bien que la plupart de romans de Pikoul' soient publiés, complètement ou partiellement, dans les années 1980, ils connaissent une deuxième jeunesse dans la Russie postsoviétique en quête de son identité, devenant rapidement des *bestsellers*. Les romans de Pikoul créent un monde imaginaire habité de personnages historiques réels ou inventés ; pénétrant dans la vie intime des souverains russes et de leur entourage, l'auteur construit la narration comme une chronique historique pleine d'anecdotes.

D'autres écrivains suivent l'exemple de Valentin Pikoul' en se lançant dans des épopées sur la vie de tsars de la Russie prérévolutionnaire. Les romans historiques populaires d'un dramaturge Edouard Radzinsky proposent une redécouverte des pages de l'histoire à travers les « *personnages mystiques* ». Débutant en 1989 avec un roman *Posledniaia iz roda Romanovykh / La dernière de la dynastie de Romanov*, consacrée à la princesse Tarakanova, aventurière prétendante au trône impérial russe, il devient l'un des auteurs les plus populaires des romans historiques en Russie postsoviétique. Radzinsky met au centre d'analyse les tsars et leur entourage (Nicolas II (*Seigneur, sauve et pacifie la Russie*, 1993 ; *La dernière nuit du dernier tsar*, 1998 ; *Nicolas II : vie et mort*, 1997) ; Grigori Raspoutine (*Proroki i bezoumtsi*, 1998) ; Ivan le Terrible (*Le tortionnaire et l'ombre*, 1998 ; *Ioann tortionnaire*, 1998), mais aussi des tsars peu connus, comme le fils d'Ivan le Terrible Fedor (« *Le mystère du fil d'Ioann*, 1996). Sa trilogie *Tri tsarya / Les trois tsars* (1997) est consacrée à Alexandre II, Nicolas II et Staline. Citant Anatole France parmi les sources de son inspiration, Edouard Radzinsky invite les lecteurs à découvrir une pléiade de monarques russes, focalisant sur l'analyse psychologique et émotionnelle, sur « *les énigmes de leur enfance et de leur jeunesse* ».

L'orientation des romans de Radzinsky est conservatrice et étatiste : pour lui, le pouvoir centralisé fort et personnalisé dans un tsar correspond au contexte historique russe ; l'auteur le présente comme une condition indispensable pour un pays comme la Russie, constamment menacé de l'extérieur, mais aussi affaibli par les interminables guerres civiles : « *uniquement le grand pouvoir a pu brider le chaos, les brigandages et les vols, endiguer les hordes venant de l'Asie* »⁴⁴⁷. Les thèmes de l'Empire russe, de Moscou – Troisième Rome, la fascination pour la grandeur de la puissance « *entre l'Europe et l'Asie* » sont implicitement promus dans les romans de Radzinsky, indiquant que la monarchie pour lui est moins le régime politique que le symbole d'un pouvoir fort. L'auteur admire les monarques qui sont « *typiquement russes, bien qu'étrangers* » et glorifie la formule « *Autocratie, orthodoxie, esprit national (narodnost')* ». Nicolas II est décrit avec beaucoup de sympathie comme « *timide* » et « *tendre* »⁴⁴⁸, un bon mari et bon père de famille⁴⁴⁹.

⁴⁴⁷ RADZINSKY Edouard, *Ioann Muchitel / Ioann le Tortionnaire*, Moscou, AST, 2008 p. 4

⁴⁴⁸ RADZINSKY Edouard, *Nicolai II : jizn' i smert' / Nicolas II : la vie et la mort*, Moscou, AST, 2007, p. 5

⁴⁴⁹ *ibid.*, p. 48

La Russie prérévolutionnaire est présentée par Radzinsky comme un État despotique mais riche, prospère et culturellement proche de l'Europe. La révolution, selon lui, a brisé ces liens culturels, posant une frontière physique entre « *la Russie asiatique* » et « *l'Europe civilisée* » : ainsi l'écrivain se positionne comme un occidentaliste convaincu. Par conséquent, l'image de l'époque soviétique véhiculée par les romans de Radzinsky est foncièrement négative : dans ces livres, il présente l'État soviétique comme « *l'État monstrueux* », issu du « *temps de des troubles* » de la Révolution d'Octobre ; on retrouve dans ses romans la thématique du péché originel de la révolution. La Révolution d'Octobre, qu'il nomme « *la révolte russe* » et qui est, selon lui, financée par l'argent allemand⁴⁵⁰, est présentée comme « *le pouvoir de la foule* »⁴⁵¹, « *le triomphe des démagogues* »⁴⁵², un temps de chaos, de violence et d'anarchie, qui interrompt le courant naturel des choses et qui provoque le débridement des instincts les plus vils et de « *l'énergie sombre* » des « *masses grises* »⁴⁵³.

« *Le plus fantastique s'est réalisé : l'utopie [...] est devenue réelle. Non seulement ils se sont emparés du pouvoir : ils ont décidé de construire un nouveau monde selon leur rêve, et de le faire vite. La société sans classes, l'abolition de l'argent, le dépérissement de l'État [...]. Ainsi rêvassaient-ils, avant de créer, au final, l'État le plus monstrueux de tous les temps* »⁴⁵⁴.

Par ailleurs, Radzinsky développe dans son roman consacré à Staline la thèse d'un historien Viktor Souvorov (Rezoun) (voir Chapitre 1 « *L'érosion des dogmes soviétiques* ») de la préparation de l'agression contre l'Europe par Staline en 1941 : dans un chapitre « *Il a préparé l'offensive lui-même* »⁴⁵⁵ l'auteur souligne le rôle de Staline dans la prise du pouvoir par Hitler, ses ambitions impérialistes en Europe de l'Est. Ainsi les romans de Radzinsky fournissent une illustration de la diffusion des thèses des « *historiens engagés* » à travers les romans populaires.

Le roman de Vladimir Soloukhine *Posledniaia stoupen'. Ispoved vashego sovremennika / La dernière marche. Confession de votre contemporain*⁴⁵⁶, édité en 1995, constitue un autre exemple de recherches identitaires dans la littérature passant par la redécouverte des parcelles inconnues de l'histoire russe et soviétique. Le choix de ce roman est conditionné par son histoire particulière qui permet de cerner les racines des représentations de l'époque soviétique : le destin du livre, écrit dans les années 1970 mais édité uniquement en 1995, ainsi que la trajectoire personnelle de l'auteur, conformiste soviétique qui devient, dans les années 1990, l'accusateur du régime, sont illustratifs de la genèse progressive des idées qui sont à la base d'un

⁴⁵⁰ *ibid.*, p. 50

⁴⁵¹ *ibid.*, p. 73

⁴⁵² *ibidem.*

⁴⁵³ RADZINSKY Edouard, *Stalin : jizn i smert' / Staline : la vie et la mort*, Moscou, Ast, 2011 (1997), p. 86

⁴⁵⁴ RADZINSKY Edouard, *op. cit.*, p. 139

⁴⁵⁵ *ibid.*, p. 250

⁴⁵⁶ SOLOOUKHINE Vladimir, *Poslednyaya stoupen'. Ispoved vashego sovremennika / La dernière marche. Confession de votre contemporain*, Moscou, AO Delovoi Tsent / AO Le Centre d'affaires, 2011 (1995), 352 p.

système de représentations du passé soviétique.

Consacré à la Révolution russe et à la Russie prérévolutionnaire, le livre se présente comme les réflexions de l'auteur sur les voies de développement de la Russie et sur la société soviétique. Le roman qui a fait partie, pendant longtemps, de la « *littérature de tiroir* », s'inscrit dans une dynamique caractéristique pour les années 1990, c'est-à-dire la déconstruction et la réfutation du passé soviétique parallèlement à la redécouverte de « *l'âge d'or* » imaginaire de la Russie tsariste. Son auteur, l'écrivain Vladimir Solooukhine, quasiment inconnu en dehors de la Russie, est l'un des éminents représentants d'une « *prose de village* » ou « *prose paysanne* » (« *derevenskaya proza* »), un genre littéraire qui s'est développé en Union Soviétique dans les années 1960, lors de la période du Dégel : ce courant observait la vie de la société soviétique du point de vue d'une communauté paysanne présentée comme dépositaire des valeurs russes traditionnelles ; cette forme narrative permettait de déroger aux canons du réalisme socialiste et de mettre en avant les réflexions de nature slavophile voire nationaliste : les auteurs glorifiaient le patriotisme naturel d'un *moujik* russe éternel, sa fidélité à la famille et à la communauté, tout en situant leurs héros dans un cadre conventionnel kolkhozien. Ayant fait une carrière rapide au sein des instances littéraires soviétiques, Vladimir Solooukhine peut être considéré comme un écrivain bien intégré dans la littérature officielle et suivant fidèlement la ligne du Parti : lors du procès de Boris Pasternak, accusé de trahison à la patrie pour la publication de son roman *Le Docteur Jivago* à l'étranger, Vladimir Solooukhine avait participé à un châtement collectif de ce dernier lors de la réunion des écrivains de Moscou le 31 octobre 1958⁴⁵⁷.

Selon son propre témoignage, l'écrivain a suivi une évolution considérable au début des années soixante ; dans la préface du roman *La dernière marche*, il décrit l'histoire de l'élaboration du manuscrit « *samizdat* » : comprenant l'impossibilité de publier ce roman critique dans les années 1970, l'auteur a longtemps caché son œuvre. L'un des chapitres du roman, intitulé « *Tchitaya Lenina* » / « En lisant Lénine », consacré à la critique explicite de Lénine que l'auteur accuse de la terreur contre les paysans a été publié en 1989, au moment où la société soviétique

⁴⁵⁷ *Antologiya samizdata* / Anthologie du *samizdat*, site officiel de Gleb Igrounov, dissident russe <http://antology.igrunov.ru/50-s/esse/1084533076.html>, consulté le 14 février 2014

commence à réévaluer les bases du socialisme : cette édition partielle illustre l'importance du contexte politique pour que telle ou telle œuvre littéraire voit le jour ; l'ensemble du roman est publié seulement en 1995. Le destin du livre, ainsi que la trajectoire personnelle de Vladimir Solooukhine permettent de voir que les racines du clivage sur le passé se trouvent dans la première déstalinisation des années 1960.

Le roman « *La dernière marche* » est consacré à la redécouverte de la Russie prérévolutionnaire « *telle que notre génération ne l'avait jamais connue* » ; l'auteur décrit, étape par étape, sa propre évolution à la suite de la confrontation à l'héritage culturel de la Russie tsariste : ayant découvert, par hasard, un livre « *Aux amateurs du pays et de l'ancienneté* », édité en 1909, il constate la richesse culturelle, mais aussi sociale et économique, de cette Russie-là qui lui semble être l'incarnation suprême des « *vraies valeurs russes* ». Vladimir Solooukhine décrit la « *Russie éternelle* », qui s'avère être radicalement différente d'une image construite par la propagande soviétique⁴⁵⁸. Dans une image idéalisée de la Russie prérévolutionnaire on retrouve les contours d'un pays irréel et folklorique que la Révolution a détruit ; l'auteur affirme que la Russie aurait pu se développer encore plus vite et avec beaucoup moins d'efforts si la Révolution n'avait pas eu lieu⁴⁵⁹.

Parallèlement, l'auteur décharge le peuple russe de toute responsabilité pour « *le passé tragique* » : selon lui, la Russie et le peuple russe ont été victimes de la Révolution imposée et par conséquent ne peuvent être tenus pour responsables. Le peuple n'est plus présenté comme un acteur conscient de l'histoire, mais comme une victime innocente des actions d'une seule personne, Vladimir Lénine et son entourage. Cette victimisation de la Russie parallèlement à l'attribution aux dirigeants soviétiques des pouvoirs presque transcendants permet d'assurer la distanciation avec le passé soviétique et disculpation de la conscience collective⁴⁶⁰.

L'auteur qualifie la Révolution russe de « *coup d'État* » qui a détruit les valeurs traditionnelles ; l'époque soviétique est présentée comme « *l'asservissement* » et le « *génocide total* » du peuple russe qui lui a ôté les possibilités pour le développement spirituel ; il parle de « *soixante-dix millions de tués, torturés, affamés* ». Postulant que la Révolution a été effectuée par « *un groupe de révolutionnaires extrémistes* », il accuse l'Allemagne d'avoir financé ce « *complot* ». La rhétorique nationaliste de l'auteur glisse souvent dans l'antisémitisme explicite : ainsi l'écrivain souligne que parmi les premiers révolutionnaires « *il n'y avait pas eu de Russes* »⁴⁶¹.

Le roman de Solooukhine, ainsi que d'autres romans historiques des années 1990 évoqués ci-dessus, présentent un tableau assez hétérogène d'idées et de représentations : le nationaliste aux fortes connotations slavophiles et antisémites Vladimir Solooukhine et le nationaliste occidentalisé Edouard Radzinsky se rejoignent dans le rejet du développement révolutionnaire et la recherche d'alternatives historiques.

⁴⁵⁸ SOLOOUKHINE Vladimir, *op. cit.*, p. 63

⁴⁵⁹ *ibidem*.

⁴⁶⁰ *ibid.*, p. 118

⁴⁶¹ *ibid.*, p. 205

B. La nostalgie soviétique mise au service de l'industrie du spectacle

La télévision des années 1990, soumise aux contraintes du marché, s'empresse d'adopter le modèle audiovisuel occidental et met l'accent sur le divertissement ; il en découle la disparition des représentations problématisées du passé : tout au long des années 1990, on assiste à la recherche chaotique d'une normalisation du rapport avec le passé dans l'industrie du spectacle, concomitamment à l'exploitation du mouvement de retour nostalgique, perceptible dans l'industrie du spectacle commercialisée : les images popularisées du « *soviétique* », épurées de leur signification historique et politique, deviennent un moyen d'attirer l'audience et de proposer à la population les références positives ancrées dans le passé.

On analysera ici certains éléments qui ont marqué les paysages audio- et télévisuels, notamment ceux qui font partie de l'industrie du spectacle (les chansons populaires, les clips musicaux, les comédies musicales populaires) des années 1990. Le corpus est constitué de chansons, de clips musicaux et de comédies musicales populaires diffusés à la radio et à la télévision dans les années 1990, illustrant la récupération d'images folkloriques facilement reconnaissables du passé soviétique, dans le but d'attirer une large audience.

Compte tenu de l'absence de repères identitaires clairs, la télévision choisit le divertissement : à partir de cette période, la politique télévisuelle est guidée par la recherche de bénéfices commerciaux, qui se traduit par des émissions faisant appel à des images réconfortantes du passé qui jouissent d'une très grande popularité. Soucieux de gagner une audience maximale et percevant les signes de la nostalgie qui commence à naître au sein de la société russe, les patrons de la télévision russe proposent des images familières et consolatrices, épurées de toute signification politique afin de ne repousser personne. Les images du passé circulant à la télévision dans les années 1990 traduisent parfaitement la quête identitaire de la société russe, formant un tableau fragmentaire et hétérogène, particulièrement visible à travers l'industrie du spectacle : il s'agit d'une forme spécifique de la remémoration, exprimée dans la culture populaire. Les chansons, les clips télévisés, les comédies musicales proposent des images positives, faciles à comprendre, familières et consolatrices du passé soviétique, sous forme de thérapie collective.

L'analyse des produits culturels de l'industrie de spectacle permet d'illustrer les différentes formes que prend la nostalgie du soviétique à la télévision. Face aux flux des productions musicales et clips musicaux importés, face à l'adoption des codes culturels occidentaux par une grande partie des *pop-stars* russes, une partie de l'*establishment* culturel opte pour une démarche inverse, proposant à l'audience la musique, les paroles et les images qui renvoient à l'identité nationale (voir Tableau 2).

On a analysé ici les chansons de quatre groupes musicaux populaires des années 1990, ainsi que leurs clips qui ont été régulièrement transmis à la télévision. Une série de comédies musicales « *Les vieilles chansons sur le plus important* », sortant régulièrement à partir de 1995 à l'occasion du Jour de l'An, quand traditionnellement les familles russes se rassemblent devant la télévision, ont constitué un deuxième point d'analyse : récupérant successivement les symboles positifs des années 1950, 1960 et 1970, ces émissions devenues très populaires, fournissent une autre illustration du fait que le rejet apparent du passé a puisé ses racines dans les émotions et l'inconscient, plutôt que dans la pensée critique, le travail de mémoire et de deuil accompli.

Tableau n° 2. Les chansons et les clips musicaux populaires des années 1990

<i>Groupe musical ou chanteur</i>	<i>Chanson et/ou clip musical</i>
« Lioubé » (1989)	« <i>My boudem jit' teper' po-novomou</i> » / « Désormais, nous vivrons autrement » (1990) « <i>Atas</i> » / « Attention, danger » (1991) « <i>Cha</i> » / « Tais-toi » (1992) « <i>Ne valyai douraka, Amerika!</i> » / « Ne fais pas l'andouille, Amérique ! » (1992)
« Diouna » / « Dune » (1991)	« <i>Bor'ka babnik</i> » / « Bor'ka coureur de femmes » (1994) « <i>Komounal'naia kvartira</i> » / « Le logement communautaire » (1996) « <i>Poshil kostiomtchik noven'kii</i> » / « Je me suis procuré d'un nouveau costume » (1996)
Alexandre Malinine (1989)	« Sainte-Geneviève-des-Bois » (1991) « <i>Belaya Gvardiya</i> » / « La Garde Blanche » (1994) « <i>Poroutchik Golistyne</i> » / « Lieutenant Golitsyne » (1995)
« Belyi Oriol » / « L'Aigle Blanc » (1995)	« <i>Kak oupoitel'ny v Rossii vetchera</i> » / « Les soirs en Russie sont délicieux » (1996)

La tendance principale repérable après l'analyse du corpus des chansons et des clips musicaux est caractéristique de l'état du chaos sémantique des années 1990 : si

les chansons s'adressent aux différentes périodes du passé russe, aussi bien prérévolutionnaire que soviétique, dans les deux cas il s'agit d'y puiser les éléments permettant de proposer une image positive de l'identité nationale ; la visualisation du passé à travers des symboles-clés fournit un décor familier et permet de rendre la chanson populaire.

1. Le chaos sémantique des années 1990

De chansons, comme celles du chanteur Alexandre Malinine, se réfèrent à l'image de la Russie éternelle prérévolutionnaire : réinterprétant les romances prérévolutionnaires et de la période de la guerre civile sur les officiers de l'Armée Blanche, mais aussi les chansons composées sur les paroles d'un poète russe des années 1910-1920 Sergei Essenine, il gagne rapidement une audience importante, obtenant, en 1997, le statut d'« Artiste du peuple de la Russie » (« *narodnyi artist Rossii* »), plus haut titre honorifique décerné aux artistes russes. La lutte de la noblesse russe contre la « *racaille rouge* », leur défaite, leur immigration, leur amour pour la patrie constituent une grande partie du répertoire d'Alexandre Malinine. Le style vestimentaire du chanteur Malinine correspond à la thématique exploitée dans ses chansons : lors de ses concerts, il porte habituellement un habit de cérémonie prérévolutionnaire.

Le groupe musical « L'Aigle Blanc », créé en 1996, suit le même chemin d'exploitation des images associées à la Russie prérévolutionnaire. L'histoire de la création du groupe illustre bien le fait que dans la Russie des années 1990, les images du passé sont utilisées afin d'attirer l'attention sur tel ou tel produit : selon le témoignage du créateur du groupe, ce dernier a été créé afin de relayer la campagne publicitaire télévisée pour une vodka éponyme, positionnée comme « *un produit noble* »⁴⁶².

La chanson « *Kak oupoitel'ny v Rossii vetchera* » / « Que les soirs en Russie sont délicieux » et surtout le clip, sont vite devenus populaires. Dans la chanson et dans le clip, le groupe exploite toutes les images canoniques de la Russie prérévolutionnaire, avec ses traditions à la fois européenne et slave : les images des bals et des duels entre les officiers vont de pair avec celles des églises orthodoxes et des paysans laborieux :

*« Les bals, les belles, les laquais, les élèves officiers,
Et les valse de Schubert, et le craquement de la baguette française,*

⁴⁶² Site officiel du groupe musical, rubrique « Histoire » <http://www.w-eagle.ru/content/about/>, consulté le 14 février 2014

*L'amour, le champagne, les couchers du soleil, les ruelles,
Comme les soirs en Russie sont délicieux ! »⁴⁶³*

La vidéo du clip éponyme présente l'histoire d'amour entre deux représentants des classes nobles. Le clip construit un tableau de la Russie traditionnelle prérévolutionnaire, non conflictuelle, où les paysans et les laquais semblent être aussi heureux que leurs maîtres.

D'autres producteurs musicaux en quête d'audience font appel à l'esthétique patriotique enracinée cette fois dans le passé soviétique mythologisé. Ce type de chansons n'exalte plus la noblesse et le sang bleu, mais, au contraire, met l'accent sur la composante populaire soviétique de l'identité nationale : les chansons joyeuses reconstruisent le quotidien des ouvriers, dressant le tableau d'un pays en chantier, industrialisé, guerrier et solidaire. Une série de groupes se mettent à exploiter l'image du « *pays uni* » où « *nous vivions tous comme dans une grande famille* », aspirant à capter les audiences national-patriotiques et nostalgiques de l'URSS. Cette fois, sont vantés le patriotisme des Tchékistes, non des Gardes Blanches, mais aussi l'enthousiasme des jeunesses soviétiques, l'industrialisation, l'Armée rouge.

Le groupe musical « *Lioubé* » est l'un des exemples de l'exploitation de l'esthétique soviétique dans les chansons et les clips musicaux. Fondé en 1989, le groupe commence, dès le début des années 1990, à s'adresser à cette thématique. Leurs chansons sont consacrées à la vie quotidienne des « *simples gars* », « *honnêtes prolétariens* ».

En 1990, sort le premier album du groupe « *Désormais, nous vivons autrement* » : si le titre semble rejoindre l'aspiration des courants d'opinion favorables à la rupture avec le passé soviétique, les chansons présentent ce passé sous l'angle positif. La chanson éponyme raconte une balade d'un jeune homme de 16 ans qui représente « *le pays socialiste entier* » : sportif, progressif et en bonne santé, il « *vit dans un rythme de son pays* », critiquant le capitalisme et soutenant la politique de la détente, cet élément permettant de constater que l'action de la chanson se déroule dans les années 1960-1970, reconstruisant l'esprit de l'optimisme de la société soviétique. La représentation positive des jeunesses socialistes et de la société soviétique des années 1960-1970 marque un contraste flagrant avec la vision négative du passé soviétique véhiculée par les réévaluations « *démocratiques* » du passé.

En 1991, l'album « *Atas* » (un mot d'argot qui signifie « *Attention, danger* ») suit le chemin tracé par le premier album de 1990 : dans la chanson principale, le soliste Nicolai Rastourgouev exalte la lutte des Tchékistes contre les criminels ; s'adressant à la classe ouvrière, il rassure que « *le pays peut dormir tranquillement* » tant que les Tchékistes veillent à sa sécurité et éliminent les bandits ; cette chanson fait référence à une série télévisée soviétique culte « *Il ne faut jamais changer le lieu d'un rendez-vous* » glorifiant le travail de la Tcheka.

⁴⁶³ La clip est consultable sur Youtube http://www.youtube.com/watch?v=e5TAJj2_qzQ, consulté le 23 février 2014

L'album « Qui a dit que nous vivions mal » (1992) réaffirme la position du groupe qui conteste la vision exclusivement négative du passé soviétique : tout n'a pas été mal à cette époque, semble vouloir affirmer cet album consacré à grand succès (image 7a). Dans la chanson vedette de l'album « *Ne valyai douraka, Amerika!* » / « Ne fais pas l'andouille, Amérique ! », le chanteur s'adresse aux États-Unis au nom de tous les Russes exigeant de « rendre la terre d'Alaska » à la Russie. Le clip exploite la thématique soviétique à travers les images d'archives qui alternent avec les scènes modernes, mettant en avant le soliste dans un rôle d'un officier de l'Armée rouge, observant à l'aide des jumelles la côte américaine. Les symboles de l'époque soviétique bien reconnaissables (les étoiles rouges, les défiles militaires et sportifs, les drapeaux rouges à l'effigie de Lénine et Staline, le quotidien Pravda (image 7b) renvoient à la puissance de l'URSS, mobilisée comme un argument face aux États-Unis avec qui le chanteur « négocie » le retour de l'Alaska.

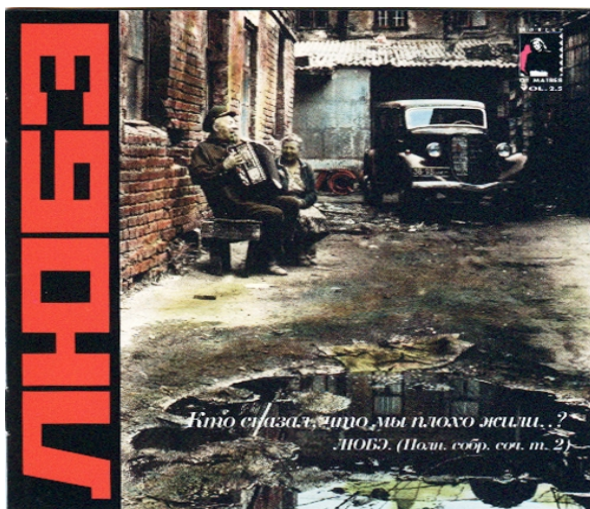


Image n° 7a (à gauche). La couverture de l'album « Qui a dit que nous vivions mal ? » (1992). **Image n° 7b (capture d'écran à droite).** Le marin soviétique s'adressant aux États-Unis dans un clip « Ne fait pas l'andouille, Amérique » (1996)

Les clips et les chansons du groupe musical « Diuona » / « Dune » constituent un autre exemple de l'exploitation des images familières du passé : mettant en avant des histoires de la vie quotidienne, souvent humoristiques, le groupe devient rapidement populaire dans les années 1990, malgré les paroles très peu compliquées des chansons et les capacités vocales et artistiques médiocres du soliste, grâce à l'habile exploitation de l'image d'un « simple gars soviétique » dans les clips musicaux et dans les textes.

Les thèmes des chansons représentent la vie quotidienne des Soviétiques ; les côtés les plus critiqués de l'époque soviétique (pénurie alimentaire, problèmes de logement, collectivisme, mauvaise qualité de la production soviétique) sont présentés sous l'angle positif et nostalgique. Ainsi dans la chanson « *Komounal'naiia kvartira* » / « Le logement communautaire » (1995) fait allusion à l'URSS en représentant les différentes nationalités soviétiques qui habitent tous dans le seul appartement comme une grande famille : un tadjik, un russe, un juif, un géorgien, etc. ; l'exiguïté du logement n'est plus considérée comme un défaut, mais comme une possibilité de rapprochement des différentes cultures à travers les interactions quotidiennes. Dans un

clip pour la chanson « *Bor'ka babnik* » / « Bor'ka coureur des femmes », la mauvaise qualité des voitures soviétiques nécessitant la réparation fréquente est présentée comme un prétexte pour un mécanicien d'avoir les aventures amoureuses avec leurs propriétaires. Le clip pour la chanson « Je me suis procuré d'un nouveau costume » met en avant le triomphe social d'un personnage qui réussit à se confectionner un costume trois pièces dans les conditions de pénurie. Les clips sont tournés dans les décorations reconstruisant l'époque soviétique avec des symboles facilement reconnaissables (images 8a et 8b).



Image n° 8a (capture d'écran à gauche). Les sonnettes différentes pour toutes les nationalités habitant dans un logement communautaire : Zuckermann pour un habitant Juif, Gogi pour un habitant Géorgien, Bielyiev pour un Tchoukcha (« Le logement communautaire » (1995).

Image n° 8b (capture d'écran à droite) Le héros d'une chanson « Bor'ka, coureur de femmes », lisant *Pravda* sur le fond à l'effigie de Lénine, est placé dans les décors soviétiques.

2. « Les vieilles chansons sur le plus important » : un grand succès commercial de la nostalgie soviétique

Une série de comédies musicales « Les vieilles chansons sur le plus important », diffusées la nuit du Jour de l'An sur la principale chaîne télévisée, « ORT », entre 1995 et 1998, sont un autre exemple de l'attention que l'industrie de divertissement commence à porter aux images familières et compréhensibles du passé soviétique, assurant un succès commercial de tel ou tel produit. Cette fois il ne s'agit pas des chansons contemporaines dont les clips stylisés renvoient à l'époque soviétique, mais de la réinterprétation de chansons soviétiques par des chanteurs contemporains.

Afin de comprendre le choix de cette stratégie par les patrons de la télévision russe en temps de crise identitaire, il convient de dire quelques mots sur les chansons soviétiques. La qualité artistique des chansons soviétiques était strictement contrôlée par le gouvernement, aussi bien au niveau musical qu'au niveau des paroles, dans la mesure où dans la plupart de cas la production musicale était utilisée aux fins de la propagande. En même temps, la tolérance envers « *les écarts par rapport au réalisme*

soviétique » et la diversité dans ce domaine ont été la règle à partir des années 1970⁴⁶⁴ : c'est à ce moment que commence à se développer une culture des chansons apolitiques, exemptes d'idéologie et véhiculant des valeurs « *du digne, du bien, du beau* ». Les chansons se diffusaient à travers les concerts, la radio et la télévision, mais aussi et surtout à travers les films : rares étaient les films soviétiques sans chansons, qui, reprises rapidement par la rue, devenaient véritablement populaires. Cette musique de qualité accessible à tous, les chansons interprétées aussi bien par les chanteurs professionnels que par les acteurs du cinéma et du théâtre créaient une ambiance particulière dans la société soviétique, aidant à maintenir le niveau moral et culturel du peuple soviétique, tout en constituant un contraste radical avec la médiocrité de l'état économique et politique du pays⁴⁶⁵. En faisant appel aux chansons populaires soviétiques en pleine crise identitaire, les patrons de la télévision misaient non seulement sur leur caractère familial, mais aussi sur les valeurs qu'elles véhiculaient.

La comédie musicale « *Starye pesni o glavnom* » / « *Les vieilles chansons sur le plus important* »⁴⁶⁶ fait son apparition à la télévision russe à l'occasion du Jour de l'An 1995. Représentant la vie d'un kolkhoze soviétique dans la deuxième moitié des années 1945 – début des années 1950, c'est-à-dire la période de la reconstruction d'après guerre, cette comédie est la première d'un cycle consacré aux différentes périodes de l'époque soviétique, filmées et diffusées à l'occasion des fêtes de fin d'année : l'action des « *Vielles chansons – 2* » (Jour de l'An 1996) se déroule dans les années 1960, des « *Vieilles chansons – 3* » (Jour de l'An 1997) dans les années 1970 etc. Dans ces comédies musicales, les stars vedettes de *show-business* russe réinterprètent des chansons populaires de l'époque soviétique dans les décorations et les costumes stylisés.

La comédie musicale qui rassemble les familles russes devant la télévision le jour de l'An 1995 est pénétrée de l'esthétique soviétique stalinienne, faisant écho à une comédie musicale de propagande *Koubanskie kazaki / Les cosaques de Kouban'* (1950) : dans les deux cas, l'histoire d'amour entre un éleveur des chevaux et une kolkhozienne stakhanoviste se déroule sur le fond des images radieuses de la vie kolkhozienne. Malgré le fait que *Les cosaques* représente un cas exemplaire du cinéma de la propagande (Nikita Khrouchtchev le condamne pour « *l'embellissement de la réalité* »), ce film reste ancré dans la mémoire collective à travers des chansons qui sont devenues vraiment populaires.

Dans la réplique de 1995, les célèbres chanteurs et chanteuses russes réinterprètent les chansons des *Cosaques de Kouban'*, ainsi que d'autres chansons de la fin des années 1940, présentant de nouveau aux spectateurs l'histoire d'amour dans les décorations kolkhoziennes folkloriques. La comédie musicale renoue avec les codes culturels

⁴⁶⁴ ROBINSON Harlow, « Soviet culture Under Gorbachev: another “Thaw” ? », dans SHAPIRO ZACEK Jane (dir.), *The Gorbachev Generation*, Paragon House, New York, 1989, p. 151

⁴⁶⁵ TCHERNYAIEV A., « *Sovetskoe obschestvo : pochemu raspalos' soyuznoe gosudarstvo* », dans *Dva putcha i raspad SSSR. Gorbachevskie tcheniya / Deux putschs et la chute de l'URSS. Les lectures gorbacheviennes*, Moscou, Gorbachev-Fond, 2011, p. 9-10

⁴⁶⁶ La comédie est consultable sur YouTube <http://www.youtube.com/watch?v=IEV7AoUU85g>, consulté le 24 février 2014.

soviétiques à travers les personnages relégués au second plan voire disparus dans la Russie post-soviétique : les spectateurs retrouvent des conducteurs de tracteur, des éleveurs de chevaux, des chefs du groupe d'un collectif agricole, des soldats démobilisés, des institutrices de village, des vendeuses dans un magasin de village. La ressemblance des images entre la comédie de 1950 et les images de 1995 est frappante (voir images 9a et 9b ; 10a et 10b), montrant qu'il s'agit du pastiche réussi.



Image n° 9a et n° 9b : Les heureuses kolkhoziennes et leur récolte dans « *Les cosaques de Kouban'* » (à gauche) et « *Les vieilles chansons sur le plus important* » (à droite). Captures d'écran.



Image n° 10a et n° 10b : Dans notre kolkhoze, on moissonne en chantant (« *Les cosaques de Kouban'* » à gauche, « *Les vieilles chansons sur le plus important* » à droite). Captures d'écran.

Si « *Les cosaques* » ont servi les buts de la propagande soviétique qui tâchait à démontrer l'abondance et la vie heureuse des paysans soviétiques, « *Les vieilles chansons sur le plus important* » expriment une nostalgie des images positives et familières, détachées de la réalité historique. Un véritable conte de fée dans les décorations des années 1940 a été une trouvaille réussie du marketing. L'idée du film exprimé dans le titre joue sur un lien sentimental qui relie une partie de la population au passé : les valeurs éternelles de l'amour et de l'amitié (« *le plus important* », selon le titre de la comédie) existaient même à l'époque soviétique, et peut-être à plus forte mesure que dans la société post-soviétique individualisée.

Les comédies musicales en question jouissent d'un grand succès commercial : très rapidement, « *Les vieilles chansons* » devient une marque sous laquelle la commercialisation des produits associés se poursuit. Non seulement les comédies sont régulièrement rediffusées à l'occasion des fêtes et des vacances scolaires ; non

seulement les chanteurs ayant participé au projet en profitent pour organiser les tournées thématiques ; la première comédie « *kolkhozienné* » est rediffusée, en cette seule année de 1995, sous forme audio ou vidéo à 400 000 exemplaires, sans compter les productions illégales⁴⁶⁷, qui, selon les estimations indépendantes, touchait jusqu'à 90% du marché de l'audiovisuel dans les années 1990⁴⁶⁸.

L'analyse de la réaction identitaire de la société russe à travers les recherches historiques, les vecteurs culturels et médiatiques met en exergue un désarroi dans la vision du passé caractéristique des années 1990. Si la découverte du passé entre dans une phase latente, la récupération chaotique des symboles et des images du passé répond au besoin que la société ressent d'images positives pouvant sinon servir de base à la nouvelle identité nationale, du moins remplacer un projet d'avenir inexistant. À cette époque, le processus de formation de la mémoire collective privilégiant la simplicité et les représentations réconfortantes n'est pas dirigé par l'État qui, dans les années 1990, n'entretient presque aucune relation avec les élites culturelles et médiatiques ; il n'est pas non plus influencé par des groupes d'intellectuels structurés et facilement identifiables, mais est en large partie façonné par la redécouverte du passé dans les années 1980.

À la fin des années 1980 – début des années 1990, l'histoire a joué le rôle clé dans les débats et les processus politiques de la *perestroïka* : la brusque découverte d'aspects inconnus du passé légitime la rupture avec le régime soviétique basé sur le monopole politique et idéologique du parti et sur l'économie planifiée. L'irruption de la mémoire privée et des interprétations basées sur l'expérience personnelle dans un domaine dominé par les interprétations officielles a précipité la désagrégation de l'histoire officielle et, partant, des dogmes sur lesquels le régime soviétique fondait sa légitimité. Rapidement instrumentalisées par des cercles d'opinion réformistes, l'histoire et la mémoire construisent à cette époque un « *récit de rupture* », d'« *un*

⁴⁶⁷ NAGIBIN Il'ya, « *Novogodnee TV : Show-Business s novym schast'em* » / « TV du Nouvel An : le nouvel bonheur du Show-Business », *Kommersant-Den'gi*, n° 48, 18 décembre 1996, <http://www.kommersant.ru/doc/20119/print>, consulté le 24 février 2014

⁴⁶⁸ « *Rospatent : 90% rynka PO i audio-video sostavliaet piratskaia prodouktsiia* » / « Rospatent : les productions piratées constituent 90% du marché des logiciels et audio-vidéo », *CNews*, 22 avril 2003, <http://www.cnews.ru/news/line/index.shtml?2003/04/22/143470>, consulté le 24 février 2014

commencement absolu »⁴⁶⁹, qui fournit un cadre interprétatif à la transition vers un nouveau régime ; libérées du carcan marxiste, elles n'en restent pas moins idéologisées et utilisées à des fins politiques. La volonté de faire table rase du passé et la conjoncture politique anticomuniste, la criminalisation du passé soviétique et la victimisation du peuple russe influent sur la recherche historique, qui, à cette époque, n'a pas de moyens de résister aux interprétations de provenance littéraire et cinématographique : on assiste à une révision instrumentalisée du passé par les non-professionnels qui prennent parti dans les enjeux politiques. Non seulement l'extrême politisation de l'histoire à cette époque explique l'absence du véritable travail de mémoire et de deuil (*Vergangenheitsverarbeitung*) ; elle est également responsable de la construction d'une vision fictionnelle de l'histoire : après soixante-dix ans de construction du mythe soviétique, le mythe antisoviétique est né entre 1985 et 1991. L'analyse de cette période cruciale qui pose les bases des rapports que la Russie postsoviétique entretient avec son passé permet de comprendre pourquoi la sortie de l'époque soviétique n'a pas impliqué une rupture avec le passé soviétique. La mémoire des victimes, brusquement entrée sur l'avant-scène de l'espace public, disparaît aussi rapidement dans la première moitié des années 1990 : la société arrive vite à saturation de l'instrumentalisation politique des « *horreurs totalitaires* » par la presse écrite, la télévision, le cinéma et le discours des historiens engagés. Cette sortie particulière du passé, quand la rupture est affirmée sans que le dispositif mémoriel nécessaire soit construit, conditionne le retour progressif du mythe soviétique dans la première moitié des années 1990, et sa consolidation et réaffirmation dans l'espace public des années 2000.

⁴⁶⁹ HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, p. 13

Chapitre 2

La reformulation du débat

À la fin des années 1990, le besoin de la société, fatiguée des « *révélations chocs* », de se référer à une image acceptable du passé et donc d'elle-même commence à s'exprimer de plus en plus clairement, aussi bien dans la recherche historique que dans les médias de masse, le cinéma et la littérature. Bien que l'image de la période soviétique dans l'espace public continue à être marquée par des représentations multiples et souvent conflictuelles, la vision « *patriotique* » de l'époque soviétique s'impose progressivement, allant de pair avec le renforcement général de la rhétorique patriotique à cette époque ; le passé soviétique est décriminalisé, et on assiste au transfert de la victimisation sur la période de la *perestroïka*⁴⁷⁰. Non seulement les symboles du retour remplacent les symboles du changement⁴⁷¹, et l'époque soviétique est réintégrée, petit à petit, dans un récit national⁴⁷², mais également l'image idéalisée de l'URSS devient politiquement connotée et sert de référence pour toute une série de discours antilibéraux, proclamant le besoin de reprendre le contrôle de l'histoire et de revenir à sa version « *patriotique* ». La réanimation symbolique de l'Union Soviétique s'impose à travers des institutions et dans des vecteurs divers : elle est repérable à travers les recherches produites au sein des structures scientifiques héritées de l'URSS ou nouvellement créées, dans les idées promues par les *think tanks* national-patriotiques, ainsi que dans la littérature et le cinéma qui mobilisent les images glorieuses de l'époque soviétique. Par ailleurs, le débat sur le passé est actif sur Internet, qui donne la possibilité aux Russes de donner leur interprétation de l'époque soviétique. Il est significatif que les

⁴⁷⁰ DAUCE Françoise, DESERT Myriam, LARUELLE Marlène, LE HUEROU Anne, ROUSSELET Kathy, *Les usages pratiques du patriotisme en Russie*, Questions de Recherche, n° 32, 2010, 30 p.

⁴⁷¹ DOUBINE Boris, « *Simvolj vozvrata vmesto simvolov peremen* » / « Les symboles du retour à la place des symboles du changement », *Pro et Contra*, n° 5 (53), 2011, pp. 6-22.

⁴⁷² Cité par COEURE Sophie, « A l'est de l'ancien rideau de fer. Oublier le communisme ? », *Le Nouvel Observateur hors série*, octobre-novembre 2008.

principaux créateurs de la vision « *patriotique* » sont souvent critiques vis-à-vis de la politique historique et mémorielle de l'État russe : ce dernier est accusé de ne pas formuler clairement sa position par rapport à l'époque soviétique, laissant ainsi les interprétations « *libérales* » de l'histoire se maintenir.

SECTION 1. LA RIPOSTE PATRIOTIQUE DES HISTORIENS

Les carences de la révision radicale de l'histoire soviétique dans les années 1980 sont à l'origine de l'apparition d'une nouvelle génération d'« *historiens antirévissionnistes* » sur l'avant-scène de l'historiographie russe dans les années 2000. Rattachés aux institutions scientifiques héritées de l'URSS, ou gravitant autour des structures de recherche nouvellement créées, ces historiens engagés, professionnels et amateurs, dont certains se situent à la marge de la communauté scientifique, sont solidaires dans la volonté de rompre avec la tradition « *révissionniste* » et la vision « *libérale* » de l'histoire soviétique qui, selon eux, se sont imposées dans les années 1990 et continuent d'orienter la recherche. Réaffirmant la mission civique de l'historien et la nécessité d'une réévaluation patriotique du passé soviétique, ils récusent les interprétations « *libérales* » tout comme les « *historiens démocrates* » ont récusé l'historiographie officielle soviétique. Le courant « *antirévissionniste* », tout en prônant une rupture avec les tendances des années 1990 (§1), apparaît comme un renouveau du conservatisme dans l'histoire, mouvement qui vise à la réintégration de la période soviétique dans l'histoire russe notamment à travers la mise en avant de la victoire soviétique dans la Grande Guerre patriotique (§2).

§ 1. Les représentations patriotiques : une nouvelle tendance dans l'historiographie

Deux éléments permettent de caractériser les « *antirévissionnistes* » comme un groupe particulier d'historiens. Premièrement, il s'agit de leur position au sein de l'historiographie russe : ils s'autodéfinissent en effet comme porteurs d'une lecture radicalement différente du passé soviétique, assumant la rupture démonstrative et ostensible avec une tradition établie. Deuxièmement, il s'agit de leur engagement qui les rend particulièrement visibles dans l'espace public russe par rapport aux autres représentants des cercles académiques : les « *historiens-patriotes* », souvent jeunes et

très actifs, ont volontiers recours aux vulgarisations scientifiques et à la diffusion de leurs idées par de multiples canaux d'information, y compris électroniques. Ces deux traits permettent de les ranger dans un groupe distinct, caractérisé d'un côté par la rupture avec la vision « *libérale* » de l'histoire, de l'autre par leur visibilité dans l'espace public.

Le premier volet de l'analyse concernera les institutions de recherche qui assurent la promotion de l'histoire patriotique, posant la question de l'évolution institutionnelle de l'historiographie soviétique dans la Russie actuelle : en présence des institutions anciennes sous forme renouvelée, dans quelle mesure peut-on parler de la rupture avec la structure et les traditions scientifiques soviétiques ? Afin de répondre à cette question, nous analyserons trois institutions de recherche publiques et parapubliques qui produisent l'essentiel des interprétations patriotiques de l'histoire : l'Institut d'histoire militaire, organisme de recherche rattaché au Ministère de la Défense, exemple du maintien d'anciennes institutions sous forme presque intacte dans la science postsoviétique ; l'Académie des sciences militaires, ralliant la « *vieille garde* » des « *combattants de la lutte contre les falsifications de l'histoire* » au sein d'une structure nouvellement créée ; la Fondation « Mémoire historique », ONG créée en 2008 avec le soutien actif de l'État et dirigée par un jeune historien engagé représentant la nouvelle génération des historiens patriotes. L'autre volet de l'analyse concernera les idées promues par ces structures et sera basé sur des textes élaborés par les protagonistes principaux (livres, articles, publications en ligne, entretiens, prises de position, etc.), mettant en lumière la continuité entre les idées de ce courant « *patriotique* » et les dogmes clés de l'historiographie soviétique.

A. « *L'antirévisionnisme* » des années 2000 : réaction au révisionnisme apparu pendant la *perestroïka*

À la fin des années 1990, un mouvement antirévisionniste apparaît sur l'avant-scène de l'historiographie russe, se présentant comme une réaction à la « *révision libérale* » de l'histoire nationale dans les années 1980. Ce courant hétérogène vise à réhabiliter l'histoire glorieuse de la période soviétique qui aurait été victime de « *falsifications* » et « *noircissements* ». Le mouvement est structuré autour de

plusieurs institutions de recherche soit héritées de l'époque soviétique, soit nouvellement créées avec le soutien du pouvoir.

1. Le cadre institutionnel du mouvement « antirévissionniste »

Le paysage des institutions scientifiques de la Russie actuelle continue en grande partie d'être balisé par les structures anciennes qui persistent souvent sous forme renouvelée.

a. Les structures et les cadres anciens

L'Institut d'histoire militaire, créé en 1967 au sein du Ministère de la Défense, en constitue l'un des exemples. À l'époque soviétique, ces domaines de recherche concernaient l'histoire militaire et notamment celle de la Grande Guerre patriotique, l'un des objectifs principaux de l'Institut étant « *la lutte contre les falsificateurs bourgeois du passé militaire de la Russie* » et « *la participation active à l'éducation militaro-patriotique des travailleurs, et notamment la jeunesse* »⁴⁷³. Les douze volumes de *L'Histoire de la Seconde guerre mondiale* (édités entre 1973 et 1982) et huit volumes de *L'encyclopédie militaire soviétique* (édités entre 1976 et 1980) ont été les principaux ouvrages élaborés par les historiens de l'Institut.

Après la *perestroïka*, l'établissement reste attaché aux principes scientifiques anciens : ainsi lors d'une conférence organisée par l'Institut en 1993, l'année de l'adoption de la constitution de la nouvelle Russie, les chercheurs réunis se rangent du côté des conservateurs, affirmant que l'Institut, dans cette période de changement, doit garder les « *principes immuables de l'objectivité, de l'historisme, de la continuité, du civisme, du patriotisme* »⁴⁷⁴. Dans un ouvrage *Aperçu historique* élaboré par l'Institut, recensant les grands jalons de son développement entre 1966 et 1996, ses membres affirment que « *même à notre époque, les principes et les postulats de base de la méthodologie marxiste-léniniste n'ont pas perdu de leur pertinence [pour la science]* »⁴⁷⁵, bien que « *les aspirations de limiter la méthodologie uniquement au Marxisme-léninisme soient erronées* »⁴⁷⁶. Dans les

⁴⁷³ ZOLOTAREV V.A. (dir), *Institut voennoi istorii MO RF. Istoritcheskii otcherk (1966-1996) / Institut d'histoire militaire du ministère de la défense de la Fédération de Russie. Aperçu historique (1966-1996)*, Moscou, Institut d'histoire militaire, 1996, p. 4

⁴⁷⁴ *ibid.*, p. 63

⁴⁷⁵ *ibid.* p. 51

⁴⁷⁶ *ibid.* p. 52

années 2000, l'Institut continue sa lutte contre les « *falsifications* » de l'histoire : les experts de l'Institut sont régulièrement invités à la télévision et à la radio, et participent aux conférences thématiques sur le rôle de l'URSS dans la Seconde guerre mondiale, dénonçant « *l'abaissement du rôle de l'URSS* »⁴⁷⁷ et la prépondérance des « *interprétations occidentales* ». Une grande partie des recherches de l'Institut assure la mise en pratique du programme gouvernemental de l'éducation patriotique de la jeunesse russe, dans le cadre duquel les spécialistes de l'Institut produisent les ouvrages comme *La Grande Guerre patriotique : les mythes et la réalité*, *L'histoire de la création et du développement du complexe militaro-industriel de la Russie et de l'URSS* et d'autres ouvrages thématiques⁴⁷⁸ : l'activité de l'Institut est financée par le Ministère de la Défense. Une centaine d'historiens travaillent au sein de l'établissement, y compris de jeunes chercheurs, l'un des plus médiatisés étant Alexei Issaev, 37 ans. Régulièrement invité à des émissions radiodiffusées ou télévisées, il est éditorialiste dans une édition électronique d'orientation nationaliste et conservatrice *Rousskii obozrevatel' / L'observateur russe*⁴⁷⁹ ; ses recherches visant à la réfutation des thèses de Viktor Souvorov (voir *supra*) sur la contribution de Staline dans le déchaînement de la Seconde guerre Mondiale lui ont assuré par ailleurs une notoriété au sein de la blogosphère : son blog, presque entièrement consacré à l'histoire soviétique, compte plus de 3 500 abonnés⁴⁸⁰.

L'Académie des sciences militaires est un exemple du rassemblement de l'ancienne génération d'historiens conservateurs au sein d'une structure nouvelle : « *association autonome de la recherche scientifique* ». Créée en 1995, à l'initiative d'un groupe de militaires haut placés, par un oukase présidentiel⁴⁸¹, elle rallie les historiens d'orientation conservatrice⁴⁸². Les personnalités qui se trouvent aux origines de l'Académie sont des militaires soviétiques de carrière, tous issus de la

⁴⁷⁷ Comme par exemple la conférence de 2008 sur « Les taches blanches de l'histoire militaire », <http://ria.ru/online/20080505/106586765.html>, consulté le 24 février 2014

⁴⁷⁸ « 45 ans à l'Institut d'histoire militaire de l'Académie militaire du Ministère de la Défense », Le site du Ministère de la défense, 5 octobre 2011, article consultable sur le site du Ministère de la Défense, <http://structure.mil.ru/structure/okruga/east/news/more.htm?id=10765727@egNews>, consulté le 24 février 2014

⁴⁷⁹ Le profil d'Alexei Issaev <http://www.rus-obr.ru/users/aleksei-isaev>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸⁰ Blog de l'historien Alexei Issaev « *Poslednii goumanist galantnogo veka* » / « Le dernier humaniste du siècle galant », <http://dr-guillotini.LiveJournal>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸¹ Oukase n° 173 du 20 février 1995 « Sur l'Académie des sciences militaires », <http://girod.consultant.ru/page.aspx?1;1141771>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸² *Akademiya Voennykh Naouk Rossiskoi federatsii / Académie des sciences militaires de la Fédération de Russie*, site officiel, <http://www.avnrf.ru/>, consulté le 24 février 2014

même génération et combinant un grade militaire avec un titre académique : ainsi le président de l'Académie, Makhmout Gareev, né en 1923, est docteur en sciences militaires et en histoire, professeur et général de l'armée ; Varfolomei Korobouchine, docteur en sciences militaires et colonel général, est né en 1923 ; Vladimir Sliptchenko, docteur en sciences militaires et major général, est né en 1935 ; Nicolai Tourko, docteur en sciences militaires et major général, est né en 1923, etc..

Regroupant 11 sections scientifiques thématiques et 17 sections régionales, l'Académie ne bénéficie d'aucun financement public, comme l'affirme à plusieurs reprises le Président de l'Académie Makhmout Gareev dans ses entretiens avec les médias⁴⁸³. Cependant, selon les informations fournies pas le site de l'organisation, les recettes de l'Académie proviennent de « *la collaboration avec les organisations étatiques, civiles et internationales* » et « *l'exécution des projets* ». L'un des exemples de ce type de projets est la collaboration avec les établissements scolaires afin d'assurer la mise en pratique du programme gouvernemental de l'éducation patriotique de la jeunesse (voir *infra*). Ainsi en 2012-2013, l'Académie était prestataire de services dans le domaine de « *l'éducation patriotique de la jeunesse et la formation de la position civique active* »⁴⁸⁴ pour l'un des lycées moscovites. Parmi les tâches concrètes de cette collaboration on peut énumérer, hormis l'éducation patriotique, « *la résistance aux tentatives de falsification de l'histoire* », « *l'éclairage des élèves sur tel ou tel sujet historique* » et « *l'assurance du lien entre les générations dans l'objectif du développement stable du pays et la préservation de l'État russe* »⁴⁸⁵. On peut constater donc que même si après la chute de l'URSS la structure des institutions de recherche a été profondément bouleversée, non seulement certaines institutions se sont maintenues, tout en gardant leur attachement aux méthodes anciennes de travail ; souvent, les anciennes personnalités continuent à travailler au sein des nouvelles structures. Le financement public direct (par voie ministérielle) et indirect (par la mise en place par l'État des programmes de l'éducation patriotique) permet à ces organisations de garder leur place au sein du paysage scientifique russe.

b. Les nouvelles structures

À côté des structures héritées du passé, de nouvelles structures émergent dans les années 2000, témoignant de l'irruption d'une jeune génération d'historiens dans le paysage historique russe. La Fondation « Mémoire historique » constitue un cas exemplaire : contrairement à l'Académie des sciences militaires, regroupement de l'ancienne génération des conservateurs, la Fondation rallie la nouvelle génération d'« *historiens-patriotes* » partageant la même vision de l'histoire. Créée en 2008 sous forme d'ONG mais avec le soutien du gouvernement dans l'objectif de

⁴⁸³ GAREEV Makhmout, « *Budem rabotat' vmeste* » / « Nous allons travailler ensemble », *Nezavissimoe voennoe obozrenie / La revue militaire indépendante*, 8 avril 2001, consultable sur http://nvo.ng.ru/notes/2011-04-08/15_together.html, consulté le 24 février 2014

⁴⁸⁴ *Patrioticheskoe vospitanie molodezhi / L'éducation patriotique de la jeunesse*, <http://www.avnrf.ru/index.php/proekty-avn/475-patrioticheskoe-vospitanie-molodezhi>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸⁵ *ibid.*.

« *favoriser les recherches scientifiques objectives sur les questions actuelles de l'histoire russe et d'Europe de l'Est du XX^e siècle* », elle est dirigée par Alexandre Dioukov, jeune historien de 33 ans issu de l'Institut d'Histoire et des Archives (RGGU). Editorialiste dans *L'observateur russe*, il est également blogueur populaire : plus de 4 000 personnes sont abonnées à son blog⁴⁸⁶ ; par ailleurs, l'historien intervient régulièrement dans la presse, à la télévision et la radio.

L'activité de la Fondation se concentre principalement sur les conflits mémoriels avec les pays de l'étranger proche de la Russie, concernant notamment la question de la qualification de la présence de l'URSS en Europe de l'Est et dans les pays Baltes après 1945. Parmi les partenaires permanents de la Fondation on retrouve la Fondation « Holocauste », dont l'objectif est la préservation de la mémoire de la Shoah, ainsi que le centre de production cinématographique « Troisième Rome », produisant des films d'orientation militaro-patriotique. La revue historique « *Journal des recherches historiques russes et est-européennes* », dont Alexandre Dioukov est le rédacteur en chef, est éditée quatre fois par an par la Fondation et constitue un porte-voix des idées patriotiques.

Si ces trois structures forment l'échantillon illustratif du renouveau de l'approche patriotique à l'histoire, l'ensemble des acteurs impliqués dans la « *lutte contre les falsifications* » est beaucoup plus vaste et hétérogène, incluant notamment une grande partie des amateurs dont la présence peut être très visible dans l'espace public. Ces historiens amateurs présentent leurs recherches historiques comme une activité supplémentaire animée par un intérêt personnel ou par le sentiment de devoir contrer les « *mythes antisoviétiques* ». Le journaliste et essayiste Dimitri Lyskov, 36 ans, en fait partie : dans son blog personnel lu par 2 300 personnes il se caractérise comme « *écrivain, journaliste et commentateur politique russe* » qui, « *se heurtant, dans son travail, aux conceptions sociopolitiques basées sur les manipulations de faits et d'interprétations historiques, a compris la nécessité d'étudier sérieusement l'histoire* »⁴⁸⁷. Igor Pykhalov, essayiste, blogueur populaire⁴⁸⁸ et auteur de nombreux

⁴⁸⁶ Blog de l'historien Alexandre Dioukov « *Zapisnye knijki istorika* » / « Les carnets d'un historien », <http://a-dyukov.LiveJournal>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸⁷ Blog du journaliste et essayiste Dimitri Lyskov <http://users.LiveJournal>, consulté le 24 février 2014

livres consacrés à la Grande Guerre patriotique et à Staline, est par ailleurs fondateur d'un site internet « *Za Stalina* » / « *Pour Staline* »⁴⁸⁹, qui stocke des articles et des ouvrages visant la réhabilitation historique de Staline. Vladimir Medinsky, ancien député du parti *Russie Unie*, politologue et Ministre de la culture depuis 2012, est auteur d'une série de livres sur les mythes historiques qui auraient été forgés contre la Russie ; en 2011, il soutient une thèse en histoire, sans doute afin de donner la légitimité scientifique à ses livres à succès (plus de 170 000 exemplaires pour les trois premiers volumes en 2009)⁴⁹⁰. Les collaborations entre historiens professionnels et amateurs, mais aussi la pénétration de ces historiens engagés dans les milieux journalistiques, dans les cercles du pouvoir et dans les réseaux sociaux montrent que le mouvement « *antirévissionniste* » n'est pas cantonné aux cercles académiques : l'écriture collective de livres et la participation aux mêmes comités de rédaction sont les formes les plus répandues de cette symbiose entre professionnels et amateurs⁴⁹¹.

c. *Le poids du mouvement « antirévissionniste »*

Quelle place ce courant « *antirévissionniste* » occupe-t-il au sein de la science historique russe et quel est le poids relatif de ses idées ? Certains historiens professionnels, comme par exemple Oleg Khlevniouk, spécialiste de l'époque stalinienne, caractérise ce type de recherche de « *parascience* », soulignant son caractère idéologique et engagé⁴⁹². L'historien souligne les relations particulières nouées entre les autorités russes et les « *antirévissionnistes* » : les documents d'archives secrètes inaccessibles pour les chercheurs, comme ceux du Ministère de la Défense ou du KGB, sont abondamment cités dans les ouvrages « *antirévissionnistes* » qui visiblement y ont accès. En effet, les « *antirévissionnistes* », même amateurs, bénéficient d'une certaine reconnaissance de la part des autorités russes, comme l'illustre le discours prononcé par Serguei Narychkine, Président de la Douma, chambre basse du Parlement russe et Président de la Société historique russe, à l'occasion de la création de la Société en mai 2012 : définissant les objectifs de la

⁴⁸⁸ Blog de l'écrivain et essayiste Igor Pykhalov <http://pyhalov.LiveJournal>, consulté le 24 février 2014

⁴⁸⁹ *Za Stalina*, <http://stalinism.narod.ru/>, consulté le 24 février 2014

⁴⁹⁰ « *Schit i mif* » / « Bouclier et mythe », *Kommersant Vlast*, n°6, 16 février 2009, p. 28, <http://www.kommersant.ru/doc/1116086>, consulté le 24 février 2014

⁴⁹¹ Par exemple, le livre *Velikaia obolgannaia voina / La Grande Guerre Calomniée* est un fruit de collaboration de Igor Pykhalov et Alexandre Dioukov.

⁴⁹² Conférence d'Oleg Khlevniouk « Writing Soviet history in today's Russia : archives and publication », 12 avril 2011, *Centre de recherche sur l'histoire des Slaves*, Archive privée de l'auteur

société composée essentiellement de chercheuse et d'historiens reconnus, Serguei Narychkin souligne l'importance de l'ouverture de la Société historique à « *la partie la plus moderne des propagandistes de l'histoire* », reconnaissant tout particulièrement le rôle de ces « *propagandistes* » dans les nouveaux médias ; c'est une « *nouvelle réalité* » avec laquelle les membres de *l'establishment* historique doivent compter :

« *Je considère que nous sommes tout simplement obligés d'intégrer dans notre travail et d'inviter dans les rangs des créateurs de la Société la partie la plus moderne des propagandistes de l'histoire : ces nouveaux éducateurs qui, travaillant sur Internet, créent les sites et les réseaux historiques, auxquels participent, aujourd'hui, des dizaines, des centaines de milliers ou même des millions de personnes. C'est notre réalité d'aujourd'hui* »⁴⁹³.

La nomination de Vladimir Medinsky, historien amateur « *antirévissionniste* », à la tête du Ministère de la culture en 2012 laisse également supposer que la lutte contre les « *mythes antirusse* », initiée par le bas, bénéficie d'une approbation au plus haut niveau.

Malgré les réserves émises par certains historiens professionnels vis-à-vis de l'activité scientifique du courant « *antirévissionniste* », les interprétations forgées en son sein sont diffusées par maints relais et contribuent à former une certaine image du passé soviétique, radicalement différente de celle du début des années 1990. Afin de mettre en lumière les principales idées de ce courant, nous avons analysé l'abondante littérature historique et des articles dans les revues en ligne, ainsi que des entrées dans les blogs ; nous avons également obtenu un entretien avec les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire rattaché au Ministère de la Défense, qui ont souhaité garder l'anonymat (voir *Annexe 1* « Entretien avec les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire »).

2. *L'antirévissionnisme : le renouveau du conservatisme en histoire*

La mise en question des interprétations historiques de l'époque soviétique est basée sur trois piliers.

a. *Les appels au positivisme et à la professionnalisation de l'histoire*

⁴⁹³ Site de l'académie des Sciences de la Russie, section de l'histoire et de la philosophie, compte rendu de la réunion de la Société historique russe, 12 mars 2012, <http://hist-phil.ru/riol/>, consulté le 24 février 2014

Premièrement, ce courant antirévisionniste critique le caractère idéologique et politisé des réévaluations de l'histoire soviétique à la fin des années 1980 – début des années 1990. L'adulation excessive de l'Occident au détriment des intérêts de la Russie aurait poussé les historiens de cette période à l'emprunt irréfléchi de catégories de l'historiographie occidentale qui, affirment les « *antirévisionnistes* », ne sont pas adaptées pour interpréter l'histoire russe ; la vision du passé soviétique construite au début des années 1990 aurait été biaisée par l'anticommunisme, donnant lieu à de multiples mythes et falsifications : après la *perestroïka*, affirment les « *antirévisionnistes* », la tendance dominante dans l'historiographie russe a été le rabaissement de soixante-dix ans d'histoire soviétique, présentée comme « *une histoire ratée, pleine d'erreurs, d'échecs, de trahisons et de crimes* »⁴⁹⁴. L'usage fréquent par les « *antirévisionnistes* » du terme « *historiens libéraux* » ou juste « *libéraux* » afin de désigner les principaux maîtres à penser de l'historiographie de cette période souligne bien la dimension politique de la réévaluation du passé : la nécessité de rompre avec la vision « *libérale* » de l'histoire soviétique coïncide avec l'échec du projet politique libéral en Russie. La volonté de privilégier certaines thématiques au détriment des autres dans l'étude de la période soviétique continue à influencer la recherche actuelle, affirment les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire, donnant l'exemple des « *falsifications dans la communauté scientifique* » au sein de l'Université d'État des sciences humaines (RGGU), ancien l'Institut d'histoire et des archives sous la direction de Youri Afanassiev :

*« La semaine dernière on a été contacté par Klimtchenko de RGGU, il nous a envoyé l'invitation à la conférence à Krasnodar "Les principaux problèmes de l'étude de la Grande Guerre patriotique". Déjà la sélection même des questions laisse un arrière-goût désagréable : "Le glaive fasciste a été forgé en URSS", "L'entente de deux dictateurs", les répressions dans l'Armée rouge avant la guerre, la collectivisation de force à cause de laquelle tous les soldats de l'Armée rouge se préparaient à désertir en 1941... Il n'était pas question des problèmes liés à la mobilisation du pays, et pourtant c'est la question clé : la Russie tsariste a perdu la Première guerre et est tombée en ruines juste après, tandis que l'Union Soviétique a pu se préparer à la guerre et a même devancé l'Allemagne selon un nombre d'indices [...] »*⁴⁹⁵.

Le deuxième pilier de la critique de la révision effectuée à la fin des années 1980 est l'irruption des amateurs dans la production du savoir historique. La période de *glasnost*' est notamment critiquée pour la prédominance des « *révélations*

⁴⁹⁴ MEDINSKIY Vladimir, *Voïna / Guerre*, 2011, Moscou, Olma Media Group, 654 p.

⁴⁹⁵ Extrait de l'entretien effectué avec trois chercheurs de l'Institut d'histoire militaire le 24 mai 2011 à Moscou. L'intégralité de l'entretien en Français est disponible en Annexe 1, p. 706

sensationnelles » diffusées par les médias⁴⁹⁶. Les tendances à l'amateurisme et à l'irruption d'« imposteurs » dans l'espace public, commencées pendant la *perestroïka* et persistant dans la Russie actuelle favoriseraient également les altérations de la vérité historique. La démocratisation de l'accès à de nombreuses sources d'information, y compris des documents d'archives, incite des non-professionnels à effectuer des investigations qui ne répondent pas aux critères scientifiques, mais sont en revanche relayées par les médias :

*« Aujourd'hui, beaucoup de processus se sont démocratisés. Beaucoup veulent comprendre l'histoire de leur famille, l'histoire de leur région... Ils commencent la recherche, trouvent un quelconque document et, avant que la recherche soit finie et vérifiée, ils publient des informations sensationnelles, des faits sensationnels, pour se donner de l'importance »*⁴⁹⁷.

Afin de se distinguer de ces amateurs, les « *historiens patriotes* » font appel au respect des principes de la recherche scientifique, comme la contextualisation des événements historiques et le comparatisme. L'histoire soviétique, selon eux, ne peut être analysée qu'en tenant compte du contexte historique particulier de cette époque ; on ne peut pas « *mesurer les événements passés à l'aune contemporaine* », affirme Alexandre Dioukov, donnant, comme exemple d'« *absurdité* » et de « *double standard* » l'usage de catégories du droit international contemporain pour qualifier les actions de l'URSS dans les années 1930-1940⁴⁹⁸. Mais l'histoire soviétique doit aussi être inscrite dans un contexte politique mondial : parlant des évaluations du Pacte germano-soviétique, l'historien critique les révisionnistes qui condamnent le Pacte « *tout en fermant les yeux sur les actions comparables des États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France* »⁴⁹⁹.

La séparation entre histoire et mémoire est le troisième principe que les « *historiens patriotes* » opposent au révisionnisme : si pour les « *historiens démocrates* » les récits autobiographiques et la mémoire orale représentaient un moyen de combler les taches blanches de l'historiographie officielle, les « *antirévissionnistes* » insistent sur la nécessité de les mettre de côté : l'explosion de la mémoire de victimes aurait empêché la recherche historique sérieuse à l'époque de

⁴⁹⁶ *ibid.*.

⁴⁹⁷ *ibidem.*

⁴⁹⁸ DIOUKOV Alexander, *Pakt Molotova-Ribbentropa v voprosah i otvetah / La foire aux questions sur le pacte Molotov-Ribbentrop*, 2009, Moscou, Fondation Mémoire Historique, p. 8

⁴⁹⁹ Extrait de l'entretien à l'Institut d'histoire militaire, *op. cit.*.

la *perestroïka*. De manière générale, les émotions, les sentiments, l'empathie, les appréciations morales ne peuvent qu'entraver la recherche, proclament les « *historiens-patriotes* » ; elles ne doivent pas interférer avec le travail de l'historien. Selon les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire, les mémoires subjectives sont souvent à l'origine de l'enracinement des mythes historiques dans la conscience de masse : diffusés par les journalistes en quête de « *révélations sensationnelles* », elles font office de savoir objectif et sont difficiles à « *éradiquer* » :

« Le problème se trouve dans l'approche des sources : les mythes, souvent issus des mémoires, de l'appréciation subjective [des événements] s'enracinent dans la conscience de masse ; les journalistes diffusent les mythes également. Le travail de l'historien est d'éradiquer ces mythes de la conscience des gens »⁵⁰⁰.

Cet appel au positivisme radical, caractéristique de l'historiographie russe des années 2000, n'est pas sans analogies historiques : véhiculée par un certain nombre d'historiens allemands dans les années 1980 lors de « *la querelle des historiens* », notamment par Martin Broszat, cette approche revendiquait une méthode scientifique capable de s'affranchir du « *souvenir mythique* » des victimes : la mémoire des victimes devrait rester exclue des sources de l'historien et ne pas interférer avec son travail⁵⁰¹ ; l'appréhension de l'histoire devrait être effectuée à partir de « *coordonnées globales d'une époque* », tandis que « *les victimes restent à l'arrière-plan, anonymes et silencieuses* »⁵⁰². Dans cette logique positiviste, les thématiques de « *purification morale* », de « *faute collective à expier* », de « *repentance* », en vogue lors des années de la *perestroïka*, sont particulièrement critiquées par les historiens patriotes comme exemple de « *l'altération politiquement engagée du passé* ». En effet, les tentatives de substituer aux principes de l'historisme « *les spéculations pseudo-morales* » n'ont rien de scientifique, postule Alexandre Dioukov⁵⁰³ ; Igor Pykhalov s'exprime encore plus clairement, affirmant qu' « *uniquement ce qui profite à la Russie peut être considéré comme moral* » : pour ces historiens, les intérêts nationaux passent avant les considérations morales. La « *littérature des victimes* » des années 1980 est dénoncée, au même titre que la vague mémorielle, car les deux seraient à l'origine de mythes historiques dangereux. L'une des œuvres phares de

⁵⁰⁰ *ibid.*

⁵⁰¹ TRAVERSO Enzo, *Le passé, mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique Editions, 2005, p. 30

⁵⁰² *ibid.*

⁵⁰³ DIOUKOV Alexander, *Pakt Molotova-Ribbentropa v voprosah i otvetah / La foire aux questions sur le Pacte Molotov-Ribbentrop*, 2009, Moscou, Fondation Mémoire Historique, p. 8

cette époque, *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne est particulièrement critiquée : dans un article consacré à la lecture obligatoire de *L'Archipel du Goulag* dans les lycées, Alexandre Dioukov le qualifie de « *manuel de falsifications historiques* »⁵⁰⁴. Le cinéma actuel est également critiqué pour la diffusion des « stéréotypes » sur l'époque soviétique :

« En général, le cinéma est un moyen fort, qui inculque fortement les mythes dans la tête des gens. Par exempl : la guerre a été gagnée par les détachements punitifs, Staline a lutté contre les généraux, tout le peuple a lutté contre Staline. C'est ainsi que les stéréotypes se consolident dans la conscience de la population »⁵⁰⁵.

Ainsi, le courant « *antirévisionniste* » se positionne comme une relecture objective de l'histoire altérée, lors de la période de la *perestroïka*, par les trois phénomènes interconnectés : l'anticommunisme, l'amateurisme et la vague mémorielle. Selon l'expression de l'un de représentants du courant, Dmitry Lyskov, à l'heure actuelle il s'agit d'un débat entre « *les accusateurs du totalitarisme et les partisans de la vision objective de l'histoire* »⁵⁰⁶.

b. La vision patriotique de l'histoire et la responsabilité sociale des historiens

La volonté proclamée de l'analyse « *objective* » va de pair avec l'appel au « *patriotisme historique* » : dans cette logique, les protagonistes du débat historique se divisent en « *adulateurs de l'Occident* », qui rejettent volontiers l'histoire soviétique, et les « *patriotes russes* » qui en tirent une source de fierté ; ainsi la vision issue de la *perestroïka* est contestée, non seulement comme non scientifique, mais encore et surtout comme non-patriotique, et par conséquent nuisible aux intérêts nationaux. Affirmant que la vision du passé a un impact direct sur celle du présent et de l'avenir, les historiens soulignent les effets désastreux que les interprétations négatives de l'histoire soviétique ont eus en Russie : l'histoire soviétique, constatent-ils, est devenue une source de honte pour les Russes ; « *au lieu d'être [...] fiers des actes de leurs ancêtres, les Russes sont en permanence appelés à se repentir de péchés inexistantes, à l'autohumiliation [...]* »⁵⁰⁷.

⁵⁰⁴ *L'Observateur Russe*, divers articles de l'auteur, <http://www.rus-obr.ru/ru-club/8339>, consulté le 24 février 2014.

⁵⁰⁵ Extrait de l'entretien à l'Institut d'histoire militaire, *op. cit.*

⁵⁰⁶ Entretien électronique avec Dmitry Lyskov, 19 mai 2011, archive privée de l'auteur.

⁵⁰⁷ PYKHALOV Igor, DIOUKOV Alexandre, *Velikaya obolgannaya voïna – 2 : nam ne za chto kayat'sya ! / La Grande guerre Calomniée – 2 : l'on n'est pas à se repentir !*, 2008, Moscou, Eksmo, p. 4

Dans ce contexte, le patriotisme est affirmé comme une condition indispensable au travail de l'historien qui doit comprendre sa responsabilité devant la nation : comme l'affirment les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire, « *si nous travaillons pour les gens, nous devons travailler pour [...] leur perception du monde* » ; ainsi tout en dénonçant les usages politiques de l'histoire dans la lutte anticommuniste à la fin des années 1980, les « *historiens patriotes* » essaient d'en trouver un bon usage qui profiterait à la nation. En effet, si « *les autoreprésentations positives de la nation constituent [...] une ressource importante du développement national [...]* »⁵⁰⁸, alors l'amour pour la patrie doit guider l'historien dans ses recherches : « *Si vous aimez votre Patrie, votre peuple, alors l'histoire que vous écrivez sera toujours positive* », affirme clairement Vladimir Medinsky⁵⁰⁹.

Si ce courant de l'historiographie a une identité propre et clairement définie basée sur une approche patriotique à l'histoire soviétique, sa position dans l'espace public n'est pas majoritaire : l'analyse du discours des « *antirévisionnistes* » met en exergue le fait que la vision « *patriotique* » se construit en opposition au discours dominant ; l'histoire soviétique, à leurs yeux, constitue un champ de bataille où les « *patriotes* » sont en lutte avec les forces hostiles vaguement définies mais le plus souvent associées aux élites libérales russes influencées par l'Occident dont les interprétations seraient massivement diffusées par les médias. Selon les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire, une telle situation est rendue possible non seulement à cause du manque de vision cohérente de l'histoire et de sentiment patriotique chez les acteurs privés (cinéastes, dirigeants des médias), mais surtout en raison de l'absence de position claire de l'État par rapport à l'époque soviétique. L'État, qui devrait contrôler la production des interprétations historiques ne se prononce pas assez clairement sur les questions sensibles du passé, les déclarations officielles des autorités russes étant « *trop prudentes* » et surtout dirigées vers l'extérieur.

*« En ce qui concerne les déclarations officielles, elles sont très rangées, très prudentes. Quelque part à l'extérieur. Rien de concret. L'État se prononce un peu plus concrètement en ce qui concerne les manuels scolaires, il critique. Mais il n'y a pas de conception claire au niveau étatique »*⁵¹⁰.

Cette absence de références expliquerait également la qualité « *très variable* » de manuels scolaires d'histoire : les chercheurs interrogés se plaignent du fait que le Ministère de l'Éducation ne les associe pas à l'élaboration des manuels scolaires.

« Personne n'appelle les chercheurs de l'IHM à l'écriture des manuels, car le collectif des auteurs gagne de l'argent. En plus, il y a les dessous politiques. Par exemple : dans un manuel le chapitre « La bataille pour le Caucase » représente une page, dont une demi-page sur la déportation des peuples du Caucase. Où est le lien? Même

⁵⁰⁸ MEDINSKIY Vladimir, *Voïna / Guerre*, 2011, Moscou, OLMA Media Grup, p. 642

⁵⁰⁹ *ibid.*

⁵¹⁰ Extrait de l'entretien à l'Institut d'histoire militaire, *op. cit.*

chronologiquement le lien est rompu car la bataille pour le Caucase a été finie avant la déportation. C'est de l'incitation à la haine nationale. Un autre exemple : un manuel pour les élèves de la classe supérieure de Zouev, un chapitre consacré à l'économie de l'URSS porte le nom "L'économie du Goulag", tous les chiffres concernent le Goulag, [ils portent sur] le plan pour le Goulag etc.

En ce qui concerne le manuel de Filippov-Danilov, c'est un bon manuel pour la terminale, par contre pour la seconde c'est une bêtise. Pourquoi une telle situation avec les manuels ? Parce qu'il n'y a pas de citations claires venant des autorités »⁵¹¹.

À travers cet entretien se profile un rapport de forces dans l'historiographie actuelle : bien que certaines initiatives des « *antirévissionnistes* » soient soutenues par l'État, bien qu'ils soient associés à certains projets d'importance nationale, comme par exemple le programme de l'éducation patriotique, nombre de représentants du courant se sentent minoritaires ; le pouvoir, selon eux, ne fait pas preuve d'assez de détermination dans la définition de la politique mémorielle. La volonté d'influencer davantage l'élaboration des interprétations historiques est clairement repérable dans le discours des chercheurs de l'Institut : ils opposent leur savoir professionnel et les méthodes scientifiques à la prépondérance des interprétations erronées et mythologisées, formées par la littérature et les médias.

B. La guerre des mémoires nationales : les représentations historiques comme instrument de défense des intérêts nationaux

Si la lutte contre les « *mythes* » et les « *falsifications* » à l'intérieur du pays est appelée à rendre au peuple russe la fierté pour son histoire et à ranimer le patriotisme, elle constitue aussi une arme de lutte dans les conflits mémoriels entre la Russie et les pays anciens membres du bloc de l'Est, notamment les pays Baltes, l'Ukraine et la Pologne.

1. L'émergence des histoires nationales après la chute du bloc soviétique

La relecture de l'histoire dans ces pays commence dès 1989 : voulant rompre avec le passé communiste, beaucoup d'anciens pays membres du bloc soviétique optent pour une stratégie de victimisation, se présentant comme les victimes de deux dictatures totalitaires : souvent, la période de la domination soviétique est assimilée à la période de l'occupation nazie. L'idée de « *double occupation* » et de « *parenthèse totalitaire* » prévaut dans le discours officiel, tandis que les histoires nationales font l'objet d'une relecture appelée à mettre en exergue les origines européennes de ces

⁵¹¹ *ibid.*

pays et l'ancienneté des traditions libérales et démocratiques⁵¹². Des structures de recherche spécialisées sur la période soviétique se créent, véhiculant une vision foncièrement antisoviétique et mettant l'accent sur les violences perpétrées contre les populations locales : « La Commission des historiens » rattachée au Président en Estonie ; « Le Centre de la résistance et du génocide » en Lituanie ; « L'Institut de la mémoire nationale » en Pologne ; des « Musées d'occupation » en Ukraine de l'Ouest, etc..

L'activité de la fondation « Mémoire Historique » dirigée par Alexandre Dioukov apparaît comme un exemple de l'instrumentalisation de l'histoire soviétique dans un contexte de tensions mémorielles entre la Russie et certains pays de son étranger proche. Un rapport préparé par la fondation sur la politique historique de l'État letton illustre bien le fait qu'une partie modérée du mouvement « *antirévisionniste* » s'inscrit dans la politique mémorielle de l'État russe et considère la relecture de l'histoire commune opérée par les pays de l'étranger proche comme une atteinte aux intérêts nationaux de la Russie. Le rapport présente une analyse de la politique mémorielle actuelle des pays Baltes considérée sous l'angle politique : dénonçant l'instrumentalisation du passé en Lettonie et la victimisation des pays Baltes, les auteurs mettent les usages de l'histoire en rapport avec la situation politique ; selon eux, la « *rhétorique d'occupation* » permet de justifier les discriminations contre les minorités russophones qualifiées dans le discours officiel de « *descendants des occupants* », ainsi que de légitimer la politique antirusse.

2. *L'antifascisme ranimé*

Le concept d'antifascisme constitue l'une des armes préférées dans la lutte contre les interprétations concurrentes des pays d'Europe de l'Est : ayant été, pendant plusieurs décennies, le fondement idéologique des États socialistes, l'antifascisme dans sa version communiste fonctionnait comme instrument de légitimation du pouvoir en place, étant devenu une sorte de « *religion civile de l'État* »⁵¹³ ; aujourd'hui, dégagés de l'idéologie communiste, l'antifascisme et la mémoire des violences perpétrées par les Nazis en Europe de l'Est sont exploités dans les conflits

⁵¹² RADVANYI Jean (dir.), *op. cit.*, p. 18

⁵¹³ GROPPPO Bruno, « Le débat autour du concept d'antifascisme dans l'Allemagne unifiée », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 37-38, 1995, p. 8.

mémoriels⁵¹⁴. Les colloques et les expositions organisés par la fondation insistent sur les faits de collaboration des populations locales avec les nazis, leur participation active dans les violences sur les territoires occupés (extermination des populations juives, opérations punitives contre les civils, autres exécutions de masse). Dans cette activité, « Mémoire historique » coopère activement avec la fondation « Holocauste » et les communautés juives à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie.

Un colloque « *La Grande Guerre patriotique : 70 ans de l'agression de l'Allemagne nazie contre l'URSS* » (2011, Budapest), dont une demi-journée a été consacrée à Holocauste, a mis l'accent sur le caractère inhumain de l'idéologie et des pratiques des nazis ; une exposition « *L'enfance volée* » (2012) a été consacrée au destin des enfants soviétiques emmenés en Lettonie entre 1943 et 1944 lors des opérations punitives souligne le rôle des Lettons dans les violences. Une base de données sur le site de la Fondation comporte des listes de victimes de la « *terreur nationaliste* » en Ukraine de l'Ouest⁵¹⁵. La fondation favorise également l'édition des livres portant sur la collaboration des populations locales avec les nazis : ainsi un livre de l'historien letton Vlad Bogov « *Condamnés par le nazisme* » est un recueil de preuves documentaires sur les crimes des nazis et collaborateurs lors de l'occupation de Lettonie en 1941-1945 ; un livre de Youri Alexeev « *Le camp Moglinsky : l'histoire d'une petite fabrique de la mort (1941-1944)* » est l'histoire d'un camp de concentration situé au nord de l'URSS, où le contrôle et les exécutions ont été effectués par les Estoniens.

La lutte contre la présentation de la présence soviétique dans les pays baltes comme une occupation constitue l'un des axes de l'activité des chercheurs de l'Institut d'histoire militaire : dans leur argumentation, ils insistent sur les implications économique et juridique de l'occupation, tout en mettant l'accent sur le renouveau de la symbolique nazie dans les pays Baltes :

« En ce qui concerne l'occupation de l'Europe par l'URSS. Actuellement, on a des parades de SS à Riga. Nos collègues de Militärgeschichtliche Forschungsamt ont déjà répondu à cette question : toute personne engagée dans les détachements SS prêtait le serment de fidélité personnellement à Hitler. Jusqu'en mars 1945, le führer proclamait qu'il n'était pas question de la liberté pour l'Ukraine, ni pour les pays Baltes, ni pour les autres territoires.

Le plus important : qu'est-ce que l'occupation implique ? C'est une série de mesures d'exploitation des territoires. Il n'y avait pas une loi [soviétique] qui disait que les peuples baltes sont des gens de second rang par rapport aux citoyens de l'URSS. Tandis que pendant l'occupation Allemande, il y a eu une exploitation économique, les autochtones n'avaient pas les mêmes droits que les citoyens du Reich, une monnaie spéciale d'occupation a été instaurée, des procédures judiciaires particulières... En URSS, il n'y a jamais eu des droits particuliers réservés aux occupants, mais au contraire, il y a eu une aide renforcée, le développement des industries, et des investissements.

⁵¹⁴ KOPOSSOV Nicolaï, *Les lois mémorielles en Russie et en Europe de l'Est*, http://www.lph-asso.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=163%3Ales-lois-memorielles-en-russie-et-en-europe-de-lest&catid=53%3AAactualites&Itemid=170&lang=fr, consulté le 24 février 2014

⁵¹⁵ Site de la Fondation <http://lists.historyfoundation.ru/>, consulté le 25 février 2014

À la fin de la guerre, la séparation du monde entre l'Est et l'Ouest est devenue claire. C'était une question de sécurité. Je suis Russe, je suis né et j'ai grandi en Lituanie, si j'étais occupant, alors pourquoi j'ai été obligé d'apprendre le lituanien à l'école ?»⁵¹⁶.

L'usage de l'antifascisme dans les luttes mémorielles avec les pays de l'étranger proche constitue un autre élément permettant d'appréhender la continuité entre le mouvement antirévissionniste des années 2000 et le dogme de l'historiographie soviétique officielle : rompant avec la vision libérale des années 1980, ce courant s'inscrit parfaitement dans la vision conservatrice de l'histoire de la même période.

§ 2. Les réévaluations de la Grande Guerre patriotique au cœur des représentations patriotiques

Compte tenu de l'importance de la mémoire de la Grande Guerre patriotique pour l'identité nationale⁵¹⁷, l'aile « *antirévissionniste* » déploie des efforts particuliers pour ranimer la vision canonique triomphale de la Grande Guerre patriotique : dans leur discours, cet événement constitue le cordon ombilical par lequel l'ensemble du passé soviétique est rattaché à l'histoire russe. Afin d'illustrer le retour progressif au mythe soviétique, nous avons analysé quelques œuvres phares du courant, destinés à réhabiliter l'image de la « *guerre sacrée* » : « *La Grande guerre calomniée* », « *La Grande guerre calomniée – 2 : l'on n'est pas à se repentir* » sous la direction d'Alexandre Dioukov et Igor Pykhalov ; « *La foire aux questions sur le Pacte germano-soviétique* » sous la direction d'Alexandre Dioukov ; « *La Guerre* » de Vladimir Medinsky. Par ailleurs, les brochures de l'Institut d'histoire militaire, élaborées et éditées avec le soutien de l'une des préfectures de Moscou⁵¹⁸, destinées aux élèves des établissements secondaires, mettent également en lumière le sens du concept « *falsification* » tel qu'il est employé actuellement en Russie par le courant « *antirévissionniste* ».

⁵¹⁶ Extrait de l'entretien à l'Institut d'histoire militaire, *op. cit.*

⁵¹⁷ DOUBINE Boris, « *Vektory i urovni kollektivnoi identifikatsii v segodnyachnei Rossii* » / 'Les vecteurs et les niveaux de l'identité collective dans la Russie actuelle', 2009, *Vestnik obshchestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion public*, n° 2, pp. 55-64

⁵¹⁸ Les préfectures de Moscou assurent l'administration de chacun de 10 arrondissements la ville et représentent les embranchements de la mairie : les préfets en effet sont nommés par le maire élu de Moscou.

A. Réhabiliter « la Grande Guerre calomniée »

Malgré l'hétérogénéité des courants nationalistes et conservateurs de la Russie postsoviétique, la nécessité d'un retour à la vision « *patriotique* » de la guerre de 1941-1945 fait objet d'un consensus patriotique. Plusieurs *think tanks* gouvernementaux d'orientation conservatrice et nationaliste adoptent, dans les années 2000, la rhétorique glorieuse, présentant la réhabilitation de cette période historique comme un projet politique : ainsi Natalia Narotchnitskaia, directrice de l'Institut de la démocratie et de la coopération⁵¹⁹, critique violemment l'interprétation selon laquelle « *l'objectif de la guerre serait non pas la survie nationale, non pas la sauvegarde des peuples dans l'histoire mondiale, mais la démocratie américaine* »⁵²⁰. Derrière cette rhétorique patriotique consacrée par ailleurs par l'État qui oriente la recherche historique actuelle se profile un discours politique antilibéral qui tend à la réhabilitation politique du stalinisme.

1. La réhabilitation du dogme soviétique présentée comme une réévaluation critique de l'histoire

Soulignant l'importance de la mémoire de cette guerre pour les Russes, les « *historiens patriotes* » expliquent les réévaluations effectuées lors de la *perestroïka* par l'activité d'« *ennemis extérieurs et intérieurs* » de la Russie qui « *portent atteinte à ce que l'on a le plus saint – la mémoire populaire de la Grande Guerre patriotique* »⁵²¹ : selon eux, pendant les deux dernières décennies, des mythes et des stéréotypes appelés à déhéroïser la guerre auraient été inculqués aux Russes. L'implantation des représentations « *falsifiées* » du passé récent n'est pas fortuite, affirment les auteurs : elle fait partie d'une lutte idéologique contre la Russie qui consiste à priver le peuple russe « *de ses reliques nationales, de mémoire historique, de fierté nationale* »⁵²², car, selon eux, un peuple sans fierté nationale devient facilement soumis aux intérêts de l'étranger. La technique de création du « *mythe noir*

⁵¹⁹ Institut de la démocratie et de la coopération, <http://www.idc-europe.org/>, consulté le 24 février 2014

⁵²⁰ NAROTCHNITSKAYA Natalia, « *Za chto i s kem my voevali* » / « Pourquoi et avec qui avon-nous lutté », 10 juin 2005, Pravoslavie.ru, consultable sur <http://www.pravaya.ru/leftright/472/3572>, consulté le 24 février 2014

⁵²¹ PYKHALOV Igor, DIOUKOV Alexander, *Velikaya obolgannaya voïna – 2 : nam ne za chto kayatsya!* / *La Grande guerre calomniée – 2 : l'on n'est pas à se repentir !*, Moscou, Yauza Eksmo, 2008, p. 4

⁵²² PYKHALOV Igor, DIOUKOV Alexander, *op. cit.*, p. 6

de la guerre » est décrite par Vladimir Medinsky⁵²³ : ce sont les « *architectes de la perestroïka* » et en particulier Alexandre Yakovlev, père de la *glasnost*, qui seraient à l'origine du mythe :

*« Progressivement, ce mythe a été développé et établi par les libéraux [...]. L'essence de ce mythe est simple : [...] nous ne sommes pas meilleurs que Hitler [...]. Nous apportons la mort et l'assujettissement [...] à l'Europe de l'Est [...] afin d'y instaurer un totalitarisme communiste. C'est notre faute devant l'humanité tout entière, pour laquelle nous devons en permanence demander pardon... »*⁵²⁴.

L'assimilation de la réécriture de l'histoire russe sous l'influence de concepts de l'historiographie occidentale à une ingérence des puissances étrangères renvoie encore une fois à la problématique des intérêts nationaux russes dont l'histoire soviétique serait l'un des vecteurs. La réécriture de l'histoire de la Seconde guerre mondiale, affirment les auteurs, vise les buts géopolitiques concrets : il s'agit de « *prétentions territoriales des pays limitrophes : le Japon, l'Estonie, la Lettonie* » et de la « *mise en question des frontières de l'Europe de l'Est* » telles qu'elles ont été établies après la Seconde guerre ; il est donc nécessaire de résister aux interprétations concurrentes afin que l'histoire de la victoire ne soit pas réécrite « *selon les standards occidentaux* »⁵²⁵. L'ambition de protéger, à travers les interprétations historiques, les intérêts nationaux de la Russie met en exergue la dimension politique du projet antirévissionniste : derrière l'image de la Victoire se profile une certaine représentation des rapports de force dans le monde, de la place de la Russie sur la scène internationale, des conflits d'intérêt entre les pays.

Le retour vers l'ancienne interprétation glorieuse de la Grande Guerre patriotique constitue un objectif principal de l'activité de l'Académie des sciences militaires. Son Président Makhmout Gareev affirme régulièrement l'importance d'une relecture patriotique de cet événement pour « *l'objectivité historique* ». Dans son intervention de 2006 « *Sur l'éclairage objectif de l'histoire militaire de la Russie* » il établit un lien direct entre les « *falsifications* » de l'histoire de la Grande Guerre patriotique et la révision de l'ensemble de l'histoire russe :

« L'état des lieux dans l'histoire de la Grande Guerre patriotique et dans l'histoire nationale en général ne peut pas être évalué comme positif. Nous ne pouvons ignorer que non seulement l'histoire de la Grande Guerre patriotique est altérée, mais les

⁵²³ MEDINSKIY Vladimir, *Voïna / Guerre*, 2011, Moscou, Olma Media Group

⁵²⁴ MEDINSKIY Vladimir, *op. cit.*, p. 9

⁵²⁵ PYKHALOV Igor, DIOUKOV Alexander, *op. cit.*, p. 4

tentatives de discréditer la Grande Victoire et de donner à ce discrédit des bases scientifiques vont de pair avec la révision de l'ensemble de l'histoire russe. [...] Les jugements sensationnels et légers apparaissent sur les sujets de la guerre patriotique de 1812, sur la guerre de Crimée, la guerre russo-japonaise, la Première guerre mondiale. Toute la période soviétique est représentée de manière foncièrement négative. [...] Du point de vue de l'historiographie, il est indispensable de considérer la période soviétique de manière objective et critique, mais non pas la "noircir" ni la "rayer" de l'histoire russe »⁵²⁶.

Quels sont, selon les historiens patriotes, les mythes et les falsifications les plus répandus ? Les principaux points contestés sont la mise sur un pied d'égalité de l'URSS et du Troisième Reich, Staline et Hitler, mais aussi la collaboration entre l'URSS et l'Allemagne avant la guerre, le nombre et le caractère injustifié des répressions dans l'Armée rouge, la panique de Staline le 22 juin, les fonctions des unités de barrage⁵²⁷, ainsi que l'interprétation de la présence soviétique en Europe de l'Est comme occupation.

Le retour vers le découpage soviétique de la Seconde guerre mondiale en deux séquences déconnectées, « période d'avant-guerre » (Septembre 1939 – 22 juin 1941) et la Grande Guerre patriotique (22 juin 1941 – 9 mai 1945) constitue un élément clé de la réhabilitation de la vision soviétique. Pour les chercheurs de l'Institut d'histoire militaire, la position de l'URSS comme victime de l'agression allemande est « *aussi incontestable que la table de multiplication* » :

« ...si on travaille pour les gens, on doit travailler pour leur perception du monde, pour que les gens n'oublient pas que c'est l'Allemagne qui a déclenché la guerre. Les gens qui négligent ce fait objectif commettent une falsification. Souvent, les universités civiles pèchent ainsi. Dire que cette conception de l'histoire a vieilli, c'est dire que la table de multiplication a vieilli et qu'on va inventer autre chose à la place. Dans l'histoire il y a des faits immuables, irréfutables [...].

Le plus important pour s'orienter dans toutes ces falsifications est la vérité absolue, la réponse à la question "qui a commencé la guerre, qui a attaqué" ? C'est le plus important. Il y a un fait objectif qui réfute les preuves indirectes, aussi nombreuses soient-elles. Ce fait s'efface, se range au second plan. Quel a été le plan de l'Allemagne hitlérienne concernant la Russie ? »⁵²⁸.

⁵²⁶ GAREEV Makhmoud, « *Ob ob'ektivnom osveschenii voennoi istorii Rossii* » / « Sur l'éclairage objectif de l'histoire militaire russe », *L'histoire contemporaine*, n° 5, 2006, consultable sur <http://vivovoco.rsl.ru/VV/JOURNAL/NEWHIST/GAREEV.HTM>, consulté le 24 février 2014

⁵²⁷ Les unités de barrage ont été créées en 1942 dans le cadre de l'ordre n° 227 également connu sous nom « Pas en pas en arrière » ; l'ordre interdisait toute retraite sans ordre du champ de bataille ; la fonction des Unités de barrage était de tirer sur les troupes en retraite.

⁵²⁸ Extrait de l'entretien à l'Institut d'histoire militaire, *op. cit.*

Si les « *antirévisionnistes* » visent à la réhabilitation du dogme soviétique de la guerre juste sous couvert d'une réévaluation critique, la démarche n'est plus basée sur la dissimulation de faits historiques, mais sur les documents d'archives inédits, les parallèles historiques, la contextualisation des événements, la mise en avant du caractère indépendant de la politique de l'URSS et de sa puissance industrielle et militaire. Cette technique peut être illustrée par l'exemple de l'interprétation du Pacte germano-soviétique, l'une des questions les plus controversées dans l'historiographie russe actuelle : contrairement à la tactique soviétique qui consistait à nier l'existence des protocoles secrets, les « *historiens patriotes* » se concentrent sur la présentation du Pacte comme un acte rationnel de l'État.

Ainsi Igor Pykhalov propose d'analyser le Pacte dans le contexte historique de l'époque, prenant en compte les accords de Munich : selon lui, « *ces deux événements sont étroitement liés* » et c'est exactement les accords de Munich qui auraient « *déterminé la politique ultérieure de l'URSS* » ; le Pacte est vu comme « *un grand succès diplomatique de l'URSS* », « *la solution la plus avantageuse dans la situation donnée* ». Dans cette logique, l'annexion des pays d'Europe de l'Est est présentée comme une solution nécessaire : « *...si ces territoires n'avaient pas été occupés par l'Armée rouge, ils l'auraient été par la Wehrmacht [...] et la frontière germano-soviétique aurait été établie bien plus à l'Est* » ; ainsi par ces annexions les Soviétiques ôtaient ces territoires « *au futur ennemi* ». La conclusion générale sur la politique de l'URSS en 1939-1941 est que « *la direction soviétique a mis en place une politique indépendante, agissant dans les intérêts de son propre pays. C'est exactement le mode de comportement d'un État fort et indépendant* »⁵²⁹.

L'image de la guerre juste est mise en avant-scène dans un livre « *La Grande guerre calomniée* » : l'image de l'Allemagne nazie comme le mal absolu va de pair avec la mise en avant du rôle de l'URSS. L'article de Nikita Mendkovitch est représentatif de cette approche : analysant le « Plan Ost » qui prévoyait « *la libération de l'espace vital* » à l'Est pour les Allemands par l'extermination des peuples slaves, l'auteur consacre une grande partie de l'article à la description des violences perpétrées contre les civils, des techniques d'exécution, ainsi qu'aux matériaux du Procès de Nuremberg. La Grande Guerre patriotique, conclut l'auteur, n'a pas été « *“la confrontation de deux totalitarismes”*, comme on nous l'a inculqué lors de la perestroïka, c'était la lutte contre l'ennemi absolu de notre peuple »⁵³⁰.

⁵²⁹ PYKHALOV Igor, « *Nado li styditsia pakta Molotova-Ribbentropa ?* » / « Doit-on avoir honte du pacte Molotov-Ribbentrop ? », dans PYKHALOV Igor, *Velikaya obolgannaya voïna / La Grande guerre calomniée*, Moscou, Eksmo Press, 2005, pp. 34-45

⁵³⁰ MENDKOVITCH Nikita, « Natsizm kak sistema prestouplenii » / « Nazisme comme système criminel », dans PYKHALOV Igor, DIOUKOV Alexander, *Velikaya obolgannaya voïna – 2 : nam ne za chto kayatsya! / La Grande guerre calomniée – 2 : l'on n'est pas à se repentir !*, Moscou, Yauza Eksmo, 2008, pp. 166-177

2. *Le soutien aux idées patriotiques au niveau local*

La brochure en deux parties « *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité* », éditée en 2010 avec le soutien de la Préfecture de l'un des arrondissements de Moscou⁵³¹, adressée aux « *enseignants, étudiants, élèves des établissements d'études secondaires* » de Moscou, est un exemple de la collaboration entre les historiens patriotes et le pouvoir local. « *Dans cette édition, annonce la couverture, on fait une tentative de répondre brièvement aux questions les plus importantes de l'histoire de la Grande Guerre patriotique 1941-1945, qui sont le plus fréquemment falsifiées dans la littérature historique et dans les médias* »⁵³².

L'analyse de deux documents permet de mettre en lumière le lien établi par les « *antirévisionnistes* » entre les falsifications historiques et les atteintes aux intérêts nationaux russes. L'introduction intitulée « *L'état des lieux sur le « front historique* »⁵³³ est caractéristique : l'histoire de la Grande Guerre patriotique est présentée comme un champ de bataille d'actualité. Dans la brochure, les atteintes à l'histoire soviétique sont présentées comme des atteintes aux intérêts de la Russie : d'ailleurs, les mots « *URSS* » et « *Russie* » sont souvent utilisés ensemble, afin de souligner la continuité entre les deux :

« La Grande Guerre patriotique fait partie [...] des événements les plus importants du passé russe [...]. Mais plus le 9 mai 1945 s'éloigne, plus les tentatives de diminuer la contribution de l'URSS (Russie) dans la Victoire sur les troupes fascistes (nazies) deviennent persévérantes. Les vrais objectifs de leurs organisateurs, "défenseurs de la vérité" nationaux ou étrangers, peuvent être définis de manière suivante :

- *Limiter l'influence de la Russie sur la politique mondiale par la diminution du rôle historique de la Russie en tant que garant de la stabilité en Eurasie ;*
- *Détruire l'ambition commune des États de l'ex-URSS à l'unification et à la mise en œuvre de la politique intérieure et extérieure coordonnée par les falsifications de l'histoire russe ;*
- *Ruiner le sentiment de dignité des Russes [...], la fierté pour sa Patrie, pour nos grands acquis [...] par les altérations des représentations établies de notre histoire.*

[...] Le but commun de toutes les falsifications et altérations de l'histoire de notre Patrie est d'ôter aux Russes leur passé héroïque et la mémoire historique et présenter la Russie comme "empire du mal, avec les traditions pluriséculaires du despotisme, de l'esclavage et de la corruption", faire de la Fédération de Russie un proscrit de la

⁵³¹ A Moscou, les préfectures sont les administrations chagrées de chacun de 10 arrondissements de la ville ; elles sont dirigées par les préfets nommés par le Maire de Moscou.

⁵³² ZOTOV V.A. (dir.), « *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité. 1^{ère} partie* », 2010, Moscou, Yougo-Vostok-Servis, couverture.

⁵³³ ZOTOV V.B. (dir.), *op. cit.*, pp. 4-7

civilisation mondiale, priver de la possibilité de développement en tant qu'État uni, et au fond, priver la Russie de son avenir »⁵³⁴.

La brochure énumère quatre « *axiomes* » concernant la Grande Guerre patriotique et la Seconde guerre Mondiale qui forment la base de l'interprétation « *antirévisionniste* » : il s'agit de la responsabilité de l'Allemagne pour la guerre, de son caractère juste et libérateur, du rôle décisif de l'URSS dans cette guerre et de la condamnation inconditionnelle du nazisme⁵³⁵. La table des matières permet d'appréhender les questions historiques qui, selon les auteurs, seraient sujettes aux falsifications (Encadré n° 1) : on y retrouve les principales thématiques qui ont subi la révision au début des années 1990.

Encadré n° 1. La table de matières de la brochure « *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité* ».

Table de matières :

I^e Partie.

L'état des lieux sur le front historique
 Pacte Molotov-Ribbentrop. Le regard au travers des années.
 Les batailles « principales » et « auxiliaires ». Stalingrad et El-Alamein.
 Collaborationnisme. « Patriotes » ou traîtres ?
 La mission libératrice de l'Armée rouge. Libération de l'Europe du nazisme ou occupation ?
 Le prix de la Victoire.
 La contribution de Moscou et des Moscovites à la Victoire.
 Staline. Inspirateur de la Victoire ou responsable des défaites ?
 Histoire de la Grande Guerre patriotique comme objet de la guerre d'information.
 Le devoir de mémoire.
 Termes et notions.

II^e Partie.

L'Union Soviétique préparait-elle l'attaque préventive contre l'Allemagne en été 1941 ?
 Pourquoi l'Armée rouge, ayant une supériorité quantitative dans les moyens techniques, n'a pas pu repousser l'attaque en juin 1941 ?
 Pourquoi les unités militaires pénales ont-elles été créées et quel était leur rôle dans la Victoire ?
 Pourquoi les unités de barrage ont-elles été créées ? Comment fonctionnaient-elles ?
 Le régime d'occupation allemande sur les territoires de l'URSS, a-t-il été si affreux que ça ?
 Est-il vrai qu'un million de citoyens soviétiques ont servi volontairement Hitler ?
 Dans quelle mesure le mouvement de partisans a-t-il été un mouvement de masse et quel est son rôle dans l'écrasement de l'ennemi ?
 Quel est le rôle de l'économie et quel impact a-t-elle eu sur l'issue de la guerre ?
 Est-il vrai que sans l'accord prêt-bail l'Union Soviétique n'aurait pas pu vaincre l'Allemagne ?
 Quel est le rôle de l'Union Soviétique dans la victoire des forces progressistes dans la Seconde guerre Mondiale ?

⁵³⁴ ZOTOV V.B. (dir.), *op. cit.*, p. 28

⁵³⁵ ZOTOV V.A. (dir.), *op. cit.*, p. 6

Le dernier chapitre « Le devoir de mémoire »⁵³⁶ de la brochure est illustratif de l'attitude du courant « *antirévisionniste* » vis-à-vis de l'histoire soviétique. Affirmant que « *La mémoire historique n'est ni neutre ni passive* », il présente l'histoire de la Grande Guerre patriotique comme un champ de bataille. Une certaine vision du monde se dessine à travers ce chapitre : la Russie y est présentée comme une grande puissance entourée d'ennemis qui visent à son affaiblissement ; ces ennemis sont définis comme « *certaines forces politiques* » des États-Unis et de la Grande Bretagne⁵³⁷.

Les exemples concrets de falsifications historiques et de leur effet sur la politique intérieure et extérieure de la Russie sont exposés dans un tableau qu'on reproduit ci-dessous (Tableau 3). Cet aide-mémoire d'historien-patriote est divisé en trois colonnes : dans la première est indiqué l'objectif de falsification ; la seconde énumère les faits historiques falsifiés ou altérés ; la troisième colonne, commune à toutes les falsifications, révèle les effets concrets des falsifications sur la Russie.

Tableau n° 3. « Histoire de la Grande Guerre patriotique 1941-1945 dans le système de guerres d'information (certains exemples) », extrait de la brochure (traduction du Russe)

<i>Vecteur de falsification</i>	<i>Faits historiques altérés / falsifiés</i>	<i>Objectifs des falsificateurs et les buts ultimes de l'influence psychologique</i>
L'engagement de la responsabilité de l'URSS (Russie) pour le déclenchement de la Grande Guerre patriotique au même titre que l'Allemagne	Le silence sur l'Anschluss de l'Autriche, l'annexion de la Tchécoslovaquie, les accords de Munich, la « <i>drôle de guerre</i> » en Europe ; l'établissement des liens causaux avec les accords germano-soviétiques de 1939, y compris le Pacte Molotov-Ribbentrop ; « <i>La politique de conquêtes de l'URSS en Pologne et dans les pays Baltes</i> » ; « <i>La préparation par Staline d'une attaque préventive contre l'Allemagne</i> » ;	La destruction de l'image de la Russie comme la puissance jouant le rôle décisif dans le maintien de l'équilibre mondial pendant plusieurs siècles, au détriment de l'autorité internationale de l'État, des bases de sa politique extérieure. L'isolement extérieur de la Russie, méfiance des autres pays vis-à-vis de la Russie

⁵³⁶ ZOTOV V.A. (dir.), *op. cit.*, p. 52

⁵³⁷ ZOTOV V.A. (dir.), *op. cit.*, p. 6

	L'égalisation du fascisme et du stalinisme basée sur la ressemblance de la politique intérieure en Allemagne et en URSS, ainsi que la ressemblance des méthodes de gestion de Staline et de Hitler dans la politique extérieure.	[...] ; L'atteinte aux intérêts vitaux de la Russie dans le domaine politique, économique, défensif et autres ; le discrédit des capacités de l'économie russe, du complexe militaro-industriel ; le refus des pays de participer à des projets économiques communs, des achats des armements et du matériel militaire russes [...] ;
Ternir le prestige de la Grande Guerre patriotique en tant que guerre populaire, guerre de libération, guerre patriotique.	L'exagération de l'échelle de la collaboration sur les territoires de l'URSS occupés par les agresseurs nazis ; La déportation des peuples soviétiques présentée comme « <i>punition pour la lutte de libération nationale</i> » ; La qualification des traîtres à la Partie de « <i>combattants pour l'indépendance des peuples, combattants contre le régime staliniste / bolchevique</i> ».	La manipulation de la conscience de masse et de l'orientation politique de la population russe pour créer des tensions et de la méfiance vis-à-vis du gouvernement du pays ; la déstabilisation des relations entre partis politiques, mouvements politiques et associations politiques russes ; la provocation des conflits, les incitations à la haine nationale, la recrudescence de la lutte politique, la provocation de l'État aux mesures brutales contre l'opposition.
La privation de la Russie du statut de vainqueur et du droit de proclamer son rôle décisif dans l'écrasement du fascisme en Europe	La mise en avant de la « <i>médiocrité de l'art militaire soviétique, des généraux soviétiques</i> » par l'exagération des pertes et des répressions avant la guerre ; « <i>Le programme Prêt-Bail a constitué la base économique de la victoire de l'Union Soviétique dans la Grande Guerre patriotique</i> » [...].	La baisse du niveau d'informations fournies aux organes du pouvoir, l'inspiration de décisions erronées. La désinformation de la population concernant le travail des organes d'État, le discrédit de leur autorité [...]. La provocation de grèves, de troubles de masse et d'autres actions de protestation économique [...] ;
La privation de la Russie, de son Armée et de son peuple du statut jadis mondialement reconnu de Libérateurs.	La substitution du terme « <i>occupation</i> » au terme « <i>libération</i> » ; « <i>L'exportation du socialisme de l'URSS dans les pays de l'Europe centrale et orientale</i> ».	La formation de l'atmosphère d'absence de spiritualité [...], l'attitude négative envers l'héritage culturel et au passé historique. La provocation de crises et de chocs sociaux, politiques, nationaux et religieux. L'atteinte au sentiment de dignité des Russes, à la tolérance religieuse, à l'amitié entre les peuples de la Fédération [...]

Ainsi un lien entre les interprétations historiques et la politique russe est mis en exergue : la protection d'une certaine interprétation de l'histoire soviétique fait partie des intérêts nationaux. L'analyse de deux brochures consacrées aux falsifications de l'histoire de la Grande Guerre patriotique, produites par l'Institut d'histoire militaire en collaboration étroite avec le préfet de l'un des arrondissements de Moscou met en lumière le fait que le mouvement conservateur, bien que n'étant pas majoritaire dans l'espace public, bénéficie de solides assises au niveau local.

B. La Victoire comme arme de réhabilitation de Staline

Une autre facette de la relecture « *héroïque* » de la Grande Guerre patriotique est la réhabilitation historique de Staline, présentée par une partie des « *antirévissionnistes* » comme une étape nécessaire de la révision critique de l'époque soviétique : la dédiablement de Staline serait la première étape dans la dédiablement de l'époque soviétique. L'accent sur son rôle dans la Victoire assure la fusion entre l'image de Staline et la symbolique de la Victoire, l'image du vainqueur éclipsant celle du dictateur.

1. La théorie de l'absence d'alternatives : l'inversion de la démarche des « *historiens démocrates* »

La réhabilitation de Staline n'est pas un processus entamé par les « *antirévissionnistes* » : de nombreuses études sociologiques constatent l'attitude de plus en plus indulgente de la société russe vis-à-vis de ce personnage historique⁵³⁸ ; pour autant, ils y prennent part, considérant celle-ci comme un processus normal témoignant du retour aux rapports normalisés avec le passé. Selon Dmitry Lyskov, le « *stalinisme spontané* » de la population russe serait une réaction naturelle aux interprétations foncièrement anticomunistes de l'histoire soviétique tout au long des vingt dernières années. Dans son livre « *La vérité cachée des répressions staliniennes* » il explique la « *réhabilitation rampante de Staline* » par la diabolisation de l'ensemble de la période soviétique : selon lui, « ... *les dissidents, les démocrates, les libéraux et les défenseurs des droits de l'homme* », ayant falsifié l'histoire dans les années 1990, sont responsables de l'actuelle réhabilitation morale de Staline⁵³⁹.

Dans la réévaluation de l'héritage stalinien, les historiens « *antirévissionnistes* » inversent la démarche adoptée par les « *historiens démocrates* » des années 1990 et

⁵³⁸ Voir notamment DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figuri vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie actuelle », *Monitoring obshchestvennogo mneniya / La veille de l'opinion publique*, n° 2, 2003, pp. 26-40 ; INSOR (*Institut Sovremennogo Razvitija / L'institut du développement contemporain*), *Le recouvrement de l'avenir. Une stratégie 2012*, Moscou, INSOR, 2011, 322 p. ; MIKHALEVA Galina (dir.), *Surmonter le stalinisme*, Moscou, KMK, 2009, 160 p. ; ETKIND Alexander, « Hard and Soft in Cultural Memory: Political Mourning in Russia and Germany », *Grey Room 16*, Summer 2004, pp. 36-59 ; KHAPAEVA Dina, « *Ocharovannie stalinizmom* » / « Enchantés par le stalinisme », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 05 (055), 2007, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/645/650/>, consulté le 25 février 2014

⁵³⁹ LYSKOV Dmitry, *Zapretnaya Pravda o stalinskih repressiyakh / La vérité interdite des répressions staliniennes*, Moscou, Yauza-Press, 2012, pp. 221-222

proposent une approche radicalement différente : alors que les « *révisionnistes* », cherchant dans le passé russe des alternatives au stalinisme, insistent sur l'impact des personnalités dans l'histoire, les « *historiens-patriotes* » appellent à centrer l'analyse sur les « *processus profonds économiques, démographiques, ethniques, sociaux et technologiques* » qui restreignent les choix politiques. Ainsi Alexandre Dioukov, insistant sur la nécessité de rompre avec les « *simplifications* », appelle à reconsidérer l'histoire russe du point de vue de l'ensemble des contraintes qui ont pesé sur les décisions politiques : selon lui, « *même le dictateur le plus absolu est limité dans ses décisions* », et ce sont « *les processus profonds économiques, démographiques, ethniques, sociaux et technologiques qui déterminent l'histoire* »⁵⁴⁰.

Si Alexandre Dioukov milite pour analyser l'histoire russe à partir des processus économiques, politiques et sociaux qui pèsent sur les choix individuels, d'autres représentants du courant poussent le raisonnement jusqu'au bout et affirment l'absence d'alternatives à la politique stalinienne compte tenu du « *contexte intérieur et extérieur* ».

Cette vision de l'époque stalinienne qui ne ressemble que trop à celle défendue par les historiens conservateurs soviétiques présente le stalinisme comme « *le moindre mal* » par rapport aux autres variantes du développement qui auraient conduit le pays à l'anéantissement : le titre d'un livre d'Igor Pykhalov, *L'URSS sans Staline. Le chemin vers la catastrophe* (2009) illustre bien cette idée. Dans son autre livre *Le Grand guide calomnié* l'auteur rappelle que « *la liberté d'un leader d'État est limitée par un éventail d'alternatives réelles ; souvent c'est le choix du moindre mal* »⁵⁴¹. La brochure élaborée par l'Institut d'histoire militaire « *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité* » souligne, dans un chapitre « *Staline : Inspirateur de la Victoire ou responsable des défaites ?* » que Staline « *ne doit pas être seul à porter la responsabilité pour toutes les erreurs de son gouvernement* »⁵⁴². Paradoxalement, la rupture avec la conception de la *perestroïka*, qui insistait sur le rôle des personnalités, va de pair avec l'attribution à Staline de tous les acquis de l'époque soviétique. Ainsi Igor Pykhalov dans son livre *Le Grand guide calomnié. Le mensonge et la vérité sur Staline*, édité en 2010 en 4000 exemplaires, présente Staline comme un chef d'État fort, pragmatique et patriote, calomnié par les « *ennemis de notre Patrie* » : selon lui, la « *campagne de propagande antistalinienne* » permet de légitimer tous les défauts du régime actuel⁵⁴³. Défendant le droit de la Russie de ne pas être jugée selon les « *standards de la démocratie occidentale* », l'auteur insiste sur le fait que les hommes politiques doivent être évalués selon l'efficacité de leurs politiques : de ce point de

⁵⁴⁰ DIOUKOV Alexandre, « *Protiv ouproschtschestva* » / « *Contre les simplifications* », *Odnako / Pour autant*, 8 juillet 2011, http://www.odnako.org/blogs/show_11718/, consulté le 25 février 2010

⁵⁴¹ PYKHALOV Igor, *Velikiy obolganniy Vozhd'. Lozh i pravda o Staline / Le grand guide calomnié. Le mensonge et la vérité sur Staline*, Moscou, Yauza-Press, 2010, p. 4

⁵⁴² « *Staline : Inspirateur de la Victoire ou responsable des défaites ?* », dans *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité*, Institut d'histoire militaire, 2011, p. 40

⁵⁴³ PYKHALOV Igor, *op. cit.*

vue, « *il est difficile de trouver dans l'histoire de la Russie un homme qui a tant fait pour sa grandeur et sa prospérité* »⁵⁴⁴.

La brochure « *La Grande Guerre patriotique 1941-1945. Mythes et réalité* » s'inscrit dans le même ordre d'idées, donnant une vision ouvertement élogieuse de Staline : la brutalité de Staline n'aurait rien eu d'exceptionnel, affirment les auteurs, par rapport à l'ensemble de l'histoire russe ; les répressions ne doivent pas éclipser ces « *grands acquis* » :

« *Toutefois, on ne peut pas ignorer le fait que les actes brutaux de Staline ne représentent rien d'exceptionnel dans notre histoire : en Russie, le pouvoir a fréquemment été cruel envers le peuple. Par ailleurs, ces actes ne représentent qu'une partie minime des milliers et milliers d'actes de Staline qui ont favorisé la construction d'une grande puissance mondiale. Staline a créé un système de gouvernement administratif et bureaucratique puissant qui a pu, en 10-12 ans, élever le pays où beaucoup ne savaient ni lire ni écrire au plus haut niveau du développement économique et social. L'URSS est devenu une puissance industrielle. [...]* »⁵⁴⁵.

Dans le discours « *antirévissionniste* » on retrouve, par ailleurs, la présentation de la Russie comme une forteresse assiégée et la légitimation du stalinisme par la victoire dans la guerre : c'est grâce à Staline, affirme l'historien, que le peuple russe a été sauvé de « *l'assujettissement et l'anéantissement* » et que « *les forces armées soviétiques ont vaincu l'armée la plus puissante du monde, la Wehrmacht* ». Igor Pykhalov souligne l'importance de l'héritage stalinien pour la sécurité actuelle du pays, faisant ressortir, encore une fois, une vision du monde qui serait dominé par l'Occident hostile. c'est précisément sous Staline qu'a été entamée la création du bouclier nucléaire, « *qui jusqu'aujourd'hui a empêché "la communauté internationale" de nous expliquer les avantages de la démocratie, comme ils l'avaient déjà fait en Yougoslavie et en Irak* »⁵⁴⁶.

2. La réinsertion de Staline dans l'espace commémoratif : l'image du « père de la Grande Victoire »

Etablissant un lien entre la mémoire de la Victoire et celle de Staline, les « *antirévissionnistes* » insistent sur son rôle dans la Victoire. Selon la brochure analysée ci-dessus, c'est la « *personnalité éminente* » du guide qui a été l'une de principales raisons de la victoire de l'URSS dans la guerre :

⁵⁴⁴ PYKHALOV Igor, *ibid.*.

⁵⁴⁵ « Staline : Inspirateur de la Victoire ou responsable des défaites ? », dans ZOTOV A.B. (dir.), *op. cit.*, p. 40

⁵⁴⁶ *op. cit.*, p. 17

« Aujourd’hui certains historiens rejettent sur Staline seul toutes les erreurs, défaites, malheurs et tragédies du début de la guerre [...]. Mais Staline a été un homme politique exceptionnellement intelligent, profond et perspicace, prévoyant [...], qui a utilisé, avec grand art, la première période difficile de la guerre pour créer une coalition antihitlérienne. Les mots de Staline prononcés le 3 juin 1941 – “Tout pour le front, tout pour la Victoire” – ont été perçus par le peuple comme le signe de sa résolution de se battre et de gagner. Il ne faut pas oublier la décision personnelle de Staline d’organiser un défilé militaire sur la Place Rouge le 7 novembre 1941 à l’occasion de l’anniversaire de la Grande Révolution socialiste d’Octobre, quand les Allemands étaient aux approches de Moscou. Cette décision d’une signification politique sans précédent a montré au monde entier et au peuple russe la personnalité éminente de Staline.

[...] Sous la direction de Staline, les grandes opérations stratégiques ont été élaborées et mises en œuvre. La Guerre a été une épreuve de la plus haute importance non seulement pour le peuple, pour l’Armée, mais aussi personnellement pour Staline. Il l’a endurée, assurant fermement et assurément la direction du pays depuis les premiers jours de la guerre, prenant la responsabilité personnelle pour le destin de l’État. Sa signature est apposée sur tous les grands documents d’État, les ordres, les plans et les décisions, montrant sa volonté de fer orientée vers la victoire. Le peuple savait que Staline était au Kremlin, il a été sûr que Staline ne trahirait jamais, ne céderait pas le pays aux Allemands et qu’il serait avec eux, jusqu’à la défaite décisive de l’ennemi. Cette foi dans Staline a eu une importance sinon décisive, du moins très grande, pour la Victoire. [...] »⁵⁴⁷.

D’autres historiens-patriotes visent à la réinsertion de Staline dans l’espace commémoratif, comme Dmitry Lyskov, auteur de plusieurs livres consacrés à la réhabilitation de Staline, et l’un des inspirateurs et organisateurs du mouvement « Stalinobus ». Prenant en avril 2010 l’initiative de faire circuler à Saint-Pétersbourg un autobus à l’effigie de Staline avec un slogan « *Gloire éternelle aux vainqueurs !* », le mouvement se positionne comme « *la résistance civique au révisionnisme et à la réévaluation des résultats de la Seconde guerre Mondiale et Grande Guerre patriotique* » et comme « *un projet éducatif* ». Comme Dmitry Lyskov l’affirme dans son blog personnel qui lui sert pour coordonner les actions de son mouvement, l’histoire soviétique serait victime, depuis l’effondrement de l’Union Soviétique, d’une campagne de discrédit et de calomnie, réalisée par des « *forces antisoviétiques et antirusse* », qui visent tout particulièrement la Victoire, en tant que symbole principal de la fierté nationale russe, et l’image de Staline qui en est indissociable. L’opinion « *largement répandue dans la société russe* » selon laquelle la victoire a été obtenue par le peuple en dépit de Staline, serait une conséquence de cette « *guerre informatique* ». À ce discours dominant, les organisateurs opposent leur version de l’histoire soviétique « *juste* » : au-delà de la réintroduction de Staline dans l’espace

⁵⁴⁷ *ibid.*, pp. 40-45

commémoratif en qualité de vainqueur, il s'agit de réhabiliter et purifier des « *noircissements* » l'ensemble de son époque⁵⁴⁸.

L'auto-positionnement des « *antirévisionnistes* » en tant que porteurs d'une contre-histoire et contre-mémoire patriotique est bien mis en exergue par leurs réactions à certaines initiatives de l'État dans le domaine de l'histoire et de la mémoire. En février 2011, un « *Programme de réconciliation nationale et pour l'immortalisation de la mémoire des victimes du totalitarisme* » est mis en place par les autorités russes. Elaboré par le Comité du développement de la société civile et des droits de l'homme en étroite collaboration avec l'ONG *Mémorial*, ce programme entendait promouvoir un certain nombre de mesures dans le domaine de l'histoire et de la mémoire afin de dépasser l'héritage totalitaire ; les membres du mouvement « *antirévisionniste* » ont vite pris parti dans le débat déclenché par le programme.

Pour l'historien Alexandre Dioukov, ce programme de « *déstalinisation* » présente un danger pour la Russie et pour ses intérêts : selon lui, « *sa réalisation [...] entraînera des conséquences réellement catastrophiques pour la politique extérieure et intérieure de la Russie* », provoquant « *la guerre civile* »⁵⁴⁹. Dmitry Lyskov, quant à lui, a violemment critiqué la politique actuelle dans le domaine de l'histoire et de la mémoire sur son blog⁵⁵⁰ : selon lui, la « *déstalinisation* » représente un danger pour la mémoire nationale ; l'État russe serait « *en train d'essayer d'imposer une vision univoque de l'histoire, d'inoculer aux citoyens l'idée que l'ensemble de la période soviétique n'était qu'une tache noire de l'histoire russe* »⁵⁵¹. Affirmant que, face au projet de « *déstalinisation* », le mouvement de réhabilitation de Staline redoublerait ses efforts afin de ne pas « *laisser vilipender l'histoire nationale* », Dmitry Lyskov met un accent particulier sur le potentiel d'Internet en tant qu'arme de lutte contre les « *falsifications* ». Le succès du mouvement qui s'installe dans les principaux réseaux sociaux (les communautés créées sur *Facebook*⁵⁵², *Vkontakte*⁵⁵³, *Twitter*⁵⁵⁴, *LiveJournal*) montre que le modernisme des « *historiens-patriotes* » et leur maîtrise des technologies numériques facilitent la diffusion de leurs idées.

Dans cette section nous avons mis en lumière plusieurs tendances caractéristiques de l'historiographie russe des années 2000. D'abord, bien que le

⁵⁴⁸ Le communiqué de presse de l'action « Le bus de la victoire », 5 mai 2011, blog de Dmitry Lyskov, http://users.LiveJournal.com/_lord_/1594336.html#cutid1, consulté le 25 février 2014

⁵⁴⁹ DIOUKOV Alexander, « *Proekt Fedotova vedet k vozobnovleniyu grazhdanskoi voyny v Rossii* » / « Le projet de Fedotov provoque la reprise de la guerre civile en Russie », *Russkiy Obozrevatel' / L'observateur russe*, 23 mars 2011, <http://www.rus-obr.ru/blog/10196>, consulté le 25 février 2014

⁵⁵⁰ Communiqué de presse, blog de Dmitry Lyskov, 5 mai 2011, <http://users.LiveJournal>, consulté le 25 février 2014

⁵⁵¹ *ibid.*

⁵⁵² Communauté « *Stalinobus* » sur *Facebook* <https://www.facebook.com/stalinobus>, consulté le 25 février 2014

⁵⁵³ Communauté « *Stalinobus* » sur *Vkontakte* <http://vk.com/stalinobus>, consulté le 25 février 2014

⁵⁵⁴ Communauté « *Stalinobus* » sur *Twitter* <http://twitter.com/#!/stalinobus>, consulté le 25 février 2014

terme « *antirévisionnisme* » ait été choisi par les membres du courant afin de souligner la rupture avec le « *révisionnisme* » de la *perestroïka*, force est de constater les similitudes des deux mouvements antagonistes : tout comme la destruction du dogme soviétique a rallié un vaste spectre de personnalités d'orientation pro-réformiste, démocratique et libérale, « *la lutte contre la révision et les falsifications de l'histoire* » des années 2000 réunit des représentants des courants patriotiques, nationalistes et conservateurs. L'autre point commun entre les deux courants réside dans le fait que la lutte pour telle ou telle vision de l'histoire soviétique est considérée comme une démarche d'importance cruciale pour l'avenir de la Russie : si les « *démocrates* » des années 1980 proclamaient la rupture avec le dogme soviétique en tant que condition *sine qua non* du passage à la démocratie et au marché, les « *patriotes* » des années 2000 postulent que le retour à l'histoire glorieuse serait le fondement de l'identité nationale d'une nouvelle Russie forte et indépendante de l'Occident. Enfin, tout comme les « *historiens-démocrates* » dans les années 1980, les « *antirévisionnistes* » des années 2000 sortent du milieu académique afin d'assurer une large diffusion des interprétations patriotiques, voire de créer les mobilisations pour la réhabilitation de tel ou tel personnage historique.

Les structures et les personnalités impliquées dans cette réévaluation patriotique de l'histoire sont unies par un consensus patriotique dont l'élément principal est la vision de l'histoire comme partie intégrante des intérêts nationaux. Si leur position de « *propagandistes de l'histoire* » leur vaut des critiques de la part d'une partie de la communauté historique, elle leur permet aussi de s'imposer et de se maintenir au sein du paysage institutionnel russe par la collaboration avec l'État dans le cadre des programmes d'éducation patriotique, mais aussi avec les autorités locales.

Si la qualité des recherches menées au sein de ces structures varie, des études originales basées sur les documents d'archives inédits aux vulgarisations historiques qui s'apparentent à la propagande soviétique, ce type de recherche s'inscrit dans la réévaluation globale de l'histoire soviétique qui va dans le sens inverse de celle effectuée lors de la période transitoire. La volonté d'inscrire le passé soviétique, et notamment la période stalinienne, dans un contexte historique plus vaste, la décriminalisation du passé sont autant de signes de la volonté de normaliser les rapports au passé soviétique. Si ces tentatives font partie intégrante du débat d'idées,

caractéristique essentielle du travail de mémoire, les dangers de ce type de révisionnisme, à savoir la réhabilitation du stalinisme, n'en sont pas moins réels. Cette tendance est également visible dans les médias, où la confrontation de points de vue controversés laisse apercevoir l'évolution du clivage sur le passé.

SECTION 2. DES REPRESENTATIONS CONTRASTEES DANS LES MEDIAS

Si à l'époque de la *perestroïka* la presse a joué un rôle prépondérant dans les réévaluations du passé, son importance en tant que média de masse n'a cessé de diminuer dans la Russie postsoviétique, au profit de la télévision qui est devenue, dans les années 2000, un instrument privilégié de la propagande étatique⁵⁵⁵ : dans la Russie actuelle, la télévision joue le rôle du média de masse par excellence, tandis que les tirages de la presse écrite sont en libre chute⁵⁵⁶. Si le clivage « *libéral / conservateur* » dans la presse écrite des années 2000 semble persister, le débat sur le passé s'étend bien au-delà de la période soviétique, absorbant d'autres thématiques du débat actuel, notamment la problématique de la « *troisième voie* » de la Russie et le traumatisme de la *perestroïka* ; le positionnement de divers courants idéologiques par rapport à l'époque soviétique témoigne de l'appropriation de la rhétorique patriotique associée au passé soviétique par les groupes conservateurs et nationalistes (§1). Les débats télévisés sur le passé soviétique qui jouissent d'une très grande popularité constituent la preuve du retour de l'intérêt pour le passé, tout en illustrant le fait que la mythologie soviétique basée sur l'image de la grande puissance et de l'État juste tend à s'imposer dans l'espace public (§2).

§ 1. La persistance du clivage « libéral / conservateur » dans la presse

La persistance du clivage par rapport au passé sera illustrée par le même échantillon de la presse écrite qui a fait l'objet du Chapitre 1, l'hebdomadaire *Ogoniok* et la revue *La Jeune Garde*, mais sur une période allant de la fin des années 1990 jusqu'aux années 2000 : le corpus, constitué des articles issus des archives

⁵⁵⁵ FOSSATO Floriana, *op. cit.*, pp. 49-61

⁵⁵⁶ SCHESCHKEWITZ Daniel, « Critical reporting? No thanks - Russian media under state and self-censorship », *Deutsche Welle*, 3 mai 2010, <http://www.dw.de/critical-reporting-no-thanks-russian-media-under-state-and-self-censorship/a-5518566-1>, consulté le 24 février 2014

d'*Ogoniok*, est circonscrit à la période 1996 – 2012 ; quant à *La Jeune Garde*, l'analyse recouvre les cinq dernières années (2008 – 2012). Dans les deux cas, le critère principal déterminant la période d'analyse a été la disponibilité des archives numériques, l'étude basée sur les versions papier ayant été jugée trop complexe techniquement. À travers l'analyse du corpus ainsi constitué, on vérifiera l'existence de lignes de fracture par rapport au passé soviétique dans la presse russe (A), avant d'insister sur l'usage par les divers courants idéologiques de l'image de l'URSS dans le débat qui touche aux problèmes de la Russie actuelle (B).

A. Les évolutions de la presse écrite dans la Russie post-soviétique

La structure de la presse écrite russe a subi de grandes transformations après la chute de l'URSS. La constitution et les lois sur la presse lui conféraient une liberté nouvelle, marquant ainsi la rupture avec le passé soviétique : au début des années 1990, on assiste à l'explosion du nombre de journaux indépendants, mais aussi à l'émergence de la presse jaune et des *tabloïds*. Toutefois, les conditions économiques difficiles ont eu rapidement raison de l'indépendance naissante de la presse : au début des années 1990, dans le contexte de crise économique, la plupart des médias russes deviennent propriété des oligarques, qui vont les utiliser comme l'un des instruments dans la lutte pour le pouvoir et les ressources.

Si malgré les luttes des oligarques pour le pouvoir dans les années 1990 la marge de liberté de la presse russe reste relativement importante⁵⁵⁷, le contrôle se resserre à l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir qui proclame ouverte la lutte contre « *les dangers du capital oligarchique* »⁵⁵⁸. Cette période est notamment marquée par des assassinats de journalistes, le plus médiatisé étant celui d'Anna Politkovskaya en 2004, journaliste de l'hebdomadaire libéral d'opposition *Novaya Gazeta / La Gazette Nouvelle*. Si le journalisme reste une activité dangereuse incitant la plupart des journalistes à l'autocensure⁵⁵⁹, il n'en reste pas moins que le contrôle de la presse écrite est moindre par rapport à celui qui pèse sur l'audiovisuel : en effet, la perte progressive de lecteurs par les journaux consacrés aux sujets sociopolitiques

⁵⁵⁷ Freedomhouse, La liberté de presse en Russie, sélection de dossiers, Freedomhouse, <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/2002/russia>, consulté le 26 février 2014

⁵⁵⁸ BRENTON Tony, « Russia's Media Freedom is not Dead », *British Journalism Review*, n° 22, 2011, p. 37

⁵⁵⁹ BRENTON Tony, *op. cit.*, p. 37

constatée depuis les années 2000⁵⁶⁰ rend inutile la censure directe dans la mesure où les audiences sont restreintes⁵⁶¹.

1. La presse libérale reste critique vis-à-vis de l'URSS

À l'heure actuelle, le paysage de la presse écrite russe est structuré autour de grandes maisons d'édition privées et des journaux indépendants, créés après la chute de l'URSS ou des anciens journaux reconvertis qui ont pu s'adapter aux conditions du marché.

Les *tabloïds* à grand tirage sont édités par les maisons *Argoumenty i fakty / Les arguments et les faits*, *Mir Novostei / Le monde des nouvelles* et *Komsomolskaya Pravda / La vérité de Komsomol* : le quotidien éponyme est un exemple de la reconversion réussie de l'organe officiel du Komsomol dans un *tabloïd* populaire (655 000 numéros quotidiens pour la Russie, 151 200 pour Moscou) focalisé sur les scandales *people*. Le quotidien politique *Moskovsky Komsomolets / Komsomolets de Moscou* donne un autre exemple de la reconversion : porte-voix des organisations de la jeunesse communiste, il se maintient dans la Russie actuelle, étant leader parmi les quotidiens politiques dans la région de Moscou (le tirage général étant de 770 000 exemplaires)⁵⁶².

La presse libérale d'opposition est représentée par *Novaya Gazeta / La Gazette Nouvelle* et *Nezavissimaia Gazeta / La Gazette Indépendante*, dont les tirages sont moindres (284 000 et 40 000 exemplaires respectivement). La maison d'édition *Kommersant*, appartenant dans les années 1990 à Boris Berezovski, actuellement contrôlée par un homme d'affaires russe Alicher Ousmanov, assure l'édition du quotidien libéral éponyme (tirage de 125 000 exemplaires) ainsi que d'une série d'hebdomadaires thématiques, dont *Ogoniok*.

L'hebdomadaire *Ogoniok* qui se range, depuis la *perestroïka*, parmi la presse libérale est un exemple d'une adaptation réussie aux conditions de marché : avec ses 90,000 exemplaires de tirage, il est reconnu à l'heure actuelle comme « l'hebdomadaire socio-politique le plus lu en Russie »⁵⁶³. Après la *perestroïka*, l'hebdomadaire change le rédacteur en chef qui commence à réformer le journal afin de l'adopter aux conditions du marché : malgré les difficultés, l'hebdomadaire a survécu à la crise économique grâce à son statut de « journal vraiment populaire », « connu de chaque famille russe ». À partir de 1995, *Ogoniok* se rapproche de plus en plus des standards des hebdomadaires illustrés occidentaux : le rédacteur en chef

⁵⁶⁰ Ainsi par exemple le tirage de *Novaya Gazeta* est de 284,000 exemplaires pour 2012.

⁵⁶¹ BRENTON Tony, *ibid.*

⁵⁶² Avec le tirage général de 700 000, chaque numéro du quotidien est lu en moyenne par 540 000 personnes à Moscou et 979 100 personnes en Russie. Données fournies par la maison d'édition *Moskovskii Komsomolets*, consultables sur le site <http://ok.mk.ru/load/Agency2011.pdf>, consulté le 24 février 2014

⁵⁶³ <http://www.kommersant.ru/about/ogoniok>, consulté le 24 février 2014

Viktor Lochak veut faire d'*Ogoniok* un type de journal comparable à *Paris Match*, *Life*, *Time* ou *Spiegel*⁵⁶⁴ afin de rompre avec l'image du journal soviétique.

Dans le paysage médiatique russe, l'hebdomadaire représente le courant d'opinion libéral : il se proclame comme « *un journal sur les gens qui changent dans le pays qui change* », pour les « *jeunes qui réussissent dans la vie* » ; il se qualifie de « *journal pour les personnes éduquées, avec un certain niveau de revenus* »⁵⁶⁵, visant clairement les classes moyennes naissantes de la nouvelle Russie. L'intérêt porté aux individus est proclamé comme la valeur suprême de l'hebdomadaire, qui définit sa position politique comme « *libérale et patriotique* » : si les réformes démocratiques et libérales du gouvernement sont soutenues par *Ogoniok*, les critiques radicales ne sont pas rares. Ainsi le rédacteur en chef Viktor Lochak pose régulièrement la question du degré de la rupture avec l'héritage soviétique⁵⁶⁶ : il ne cache pas ses sympathies pour Boris Eltsine, figure impopulaire en Russie, affirmant que c'est grâce à lui qu'a été réalisée « *l'aspiration la plus forte des gens – l'aspiration à la liberté* »⁵⁶⁷ ; il critique « *l'harmonie entre la propagande et les services secrets* »⁵⁶⁸, les élections présidentielles sans alternative⁵⁶⁹, la toute-puissance des services secrets⁵⁷⁰, la rhétorique de la guerre froide dont profitent une grande partie de ses collègues⁵⁷¹. Les auteurs vedettes d'*Ogoniok* représentent quant à eux le courant libéral : on y trouve Mikhaïl Jvanetsky, écrivain satyrique populaire, Dimitri Bykov, critique littéraire, poète et humoriste, connu notamment pour l'organisation d'une série de soirées littéraires « *Grajdantin Poet* » / « *Citoyen poète* », pendant lesquelles des acteurs connus récitent ses poèmes dénonçant le gouvernement actuel ; par ailleurs, Dimitri Bykov devient, à partir de décembre 2012, l'une des figures clés de l'opposition libérale à Poutine. Andreï Arkhangelsky, journaliste, exprime ses opinions de la

⁵⁶⁴ LOCHAK Viktor, « *Ogoniok sil'nee journalistov i tiranov* » / « *Ogoniok est plus fort que les journalistes et les tyrans* », Entretien avec RIA-Novosti, 21 décembre 2009, <http://ria.ru/interview/20091221/200485426.html>, consulté le 24 février 2014

⁵⁶⁵ *ibid.*

⁵⁶⁶ LOCHAK Viktor, « *Tri topolia na broustchatke* » / « *Trois peupliers sur les pavés* », *Ogoniok*, n° 20, 2008, <http://www.ogoniok.com/5046/25/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁶⁷ LOCHAK Viktor, « *Znak deleniya* » / « *Le signe de division* », *Ogoniok*, n° 18-19, 2008, <http://www.ogoniok.com/5045/39/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁶⁸ LOCHAK Viktor, « *My im posovetouiem* » / « *On va leur conseiller* », *Ogoniok* n° 6, 2008, <http://www.ogoniok.com/5033/38/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁶⁹ LOCHAK Viktor, « *Liubovnyye zapisochki* » / « *Les billets doux* », *Ogoniok*, n° 48, 2007, <http://www.ogoniok.com/5024/37/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁷⁰ LOCHAK Viktor, « *Feliks – on ne jelezniy* » / « *Felix n'est pas en fer* », *Ogoniok*, n° 42, 2007, <http://www.ogoniok.com/5018/36/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁷¹ *op. cit.*

manière suivante : « *Je considère que la valeur suprême de la démocratie est la liberté de parole ; que l'événement le plus grand dans ma vie est la perestroïka ; que M. Gorbatchev est un grand homme ; que le totalitarisme dans toutes ses manifestations est mauvais* »⁵⁷². L'hebdomadaire reste donc sur ses positions libérales, gardant sa place de porte-parole de la partie libérale de la société russe.

2. La presse nationaliste marginalisée se réfugie sur Internet

Les grands tirages des revues littéraires à l'époque soviétique s'expliquent notamment par le fait qu'elles publiaient les extraits des livres qui faisaient partie du « *defitsit* » (produit dont les Soviétiques ne pouvaient pas se procurer librement) ; elles perdent une grande partie de leur audience après 1991, sans parvenir à en attirer de nouvelles. Si certaines publications s'adaptent assez rapidement aux conditions de l'économie de marché, d'autres sont rapidement marginalisées. Toute une série d'éditions qui ont été les piliers de l'État soviétique (notamment, la *Pravda*) ne parviennent pas à maintenir leur statut et à garder leurs audiences : sans soutien de l'État, le quotidien est désormais un simple organe du parti communiste. La revue *La Jeune Garde* constitue un cas exemplaire : si sa position idéologique a évolué, sa place au sein des structures médiatiques l'a été tout autant.

Depuis les années 1960, *La Jeune Garde* se positionnait comme le porte-voix du nationalisme russe autorisé dans certaines limites par les autorités. Ce nationalisme s'exprimait notamment à travers la « *prose de village* » ou « *prose paysanne* » (« *derevenskaya proza* »), un genre littéraire qui s'est développé en Russie lors de la période de Dégel : les auteurs de ce courant mettaient en avant les valeurs russes traditionnelles, dont les dépositaires auraient été les paysans. Les poèmes, les nouvelles et les romans glorifiant le patriotisme du « *moujik russe éternel* » permettaient d'exprimer sous forme voilée des opinions slavophiles voire nationalistes. Cette position de *La Jeune Garde* se radicalise de plus en plus lors des débats sur le passé à l'époque de la *glasnost*' (voir *supra* « L'irruption de l'histoire orale dans la presse »). La revue, tout en critiquant les réformes économiques et politiques en cours, commence à collaborer avec les organisations ultranationalistes comme « *Pam'yat'* » / « *Mémoire* ». Libéré de la censure, le discours devient de plus

⁵⁷² La page personnelle de l'auteur sur le site d'Ogoniok, <http://www.ogoniok.com/authors/aarhangelskij/>, consulté le 24 février 2014

en plus nationaliste, voire antisémite : à cette période, la revue abonde d'articles qui présentent la Révolution de 1917 comme un complot sioniste contre la Russie, cherchant minutieusement les racines juives des premiers dirigeants soviétiques. Paradoxalement, tout en critiquant la Révolution comme destruction de la « *vraie Russie* », la revue continue à vouer un culte à Staline, présentant son époque comme le retour aux valeurs russes. Il en résulte une fusion entre les thèses slavophiles (l'idée de la Russie en tant que troisième voie entre Orient et Occident), l'importance de l'orthodoxie, mais aussi le rôle paternaliste de l'État et le communautarisme du peuple russe qui seraient déterminés par « *l'âme russe* » et l'idéologie impériale basée sur les idées de la grandeur militaire et industrielle de la Russie, associée à l'époque stalinienne ; les idées slavophiles du XIX^e siècle sont enrichies de la thèse du socialisme russe qui serait l'unique forme économique adaptée à la Russie communautariste par nature.

Dans la Russie post-soviétique ce courant idéologique se rapproche des courants néo-eurasiens : il s'agit d'une « *idéologie passe-partout* », regroupant les forces hétérogènes, basée sur l'affirmation que l'Europe n'est pas une aire géographique mais un mode développement spécifique⁵⁷³. La montée en puissance de l'idée de l'unicité de la voie nationale de la Russie advient à l'époque de la destruction de la conception nationale de l'histoire. Tout comme le sentiment du retard économique par rapport à la France et à l'Angleterre a conditionné l'élaboration, au XIX^e siècle, de la théorie de *Sonderweg* (chemin à part) du peuple allemand, qui, contrairement aux Français et aux Anglais rationnels serait animé par les valeurs spirituelles suprêmes, le sentiment du retard de la Russie a favorisé, au début des années 1990, l'émergence des différents courants conservateurs insistant sur « *la troisième voie* » de la Russie. Au sein de ce courant se distinguent plusieurs think tanks, d'orientation néo-impérialiste (*think tank* d'Alexandre Dougine) ou national-patriotique (mouvement « *Sut' Vremeni* » / « *Essence du temps* »), dont l'influence dans la vie politique russe est considérable. Si Marlène Laruelle souligne que cette doctrine est promue par des intellectuels, et non par le pouvoir⁵⁷⁴, les groupements néo-impérialistes et national-patriotiques n'en sont pas moins courtisés par le pouvoir russe. Ainsi Alexandre Dougine, le personnage le plus médiatisé des néo-impérialistes, est solidement implanté au sein des milieux politiques, militaires, ainsi que dans l'administration présidentielle⁵⁷⁵. Sergei Kourginyan, leader des patriotes de gauche, tout en affirmant son opposition à Vladimir Poutine, lui apporte son soutien aux périodes de crise : ainsi en hiver 2011-2012, quand l'opposition libérale organise des manifestations contestant les résultats des élections législatives et présidentielles, il parvient à rassembler 140 000 personnes dans une manifestation « *antiorange* », qui se positionne comme la troisième force, conservatrice et antilibérale. Il est par ailleurs défenseur ardent du passé soviétique à la télévision (voir *infra* « *Les personnages emblématiques* »).

⁵⁷³ LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Pétra, 2007, p. 17

⁵⁷⁴ LARUELLE Marlène, *op. cit.*, p. 23

⁵⁷⁵ *ibid.*, p. 26

Malgré les dissensions sur certains points (les néo-impérialistes sont admiratifs pour la nouvelle droite occidentale et pour le Troisième Reich, tandis que les patriotes de gauche partagent la nostalgie soviétique et l'antifascisme), l'idée de la troisième voie, justifiée le plus souvent par la position géographique particulière de la Russie, est « compatible avec toutes les versions du nationalisme russe, qu'elles soient nostalgiques de l'empire tsariste ou du stalinisme, évitant tout le débat sur le caractère blanc ou rouge de pères fondateurs »⁵⁷⁶ : dans cette vision du monde, la grandeur de l'URSS fait partie de la pièce manquante, permettant de lier le passé au présent et justifier le destin impérial de la Russie.

Si ce courant patriotique a trouvé sa place dans la vie politique russe en affirmant, notamment dans les périodes de crise, sa loyauté au pouvoir, *La Jeune Garde* fait partie de nombreuses éditions nationalistes marginalisées. Cette marginalisation est liée non seulement, à son opposition ferme à la « politique libérale » du pouvoir actuel, mais aussi à certaines de ses thèses manifestement trop radicales pour faire partie du courant dominant, comme la négation de la Shoah. La situation actuelle de la revue est loin d'être radieuse. Dans les années 1990, les traces du journal sont presque imperceptibles : face aux changements économiques, la populaire revue soviétique intellectuelle perd la quasi-totalité de ses lecteurs et est contrainte de diminuer drastiquement les tirages : si en 1991 le tirage a été de 400 000 exemplaires, en 2010 il a été de 2 500 exemplaires ; l'Union des écrivains de Moscou, en charge de l'édition du journal, connaît elle-même de graves problèmes financiers. Toutefois, les tirages papier insignifiants sont en partie compensés par la diffusion de la revue sous forme électronique (fichiers PDF téléchargeables) sur le site personnel du rédacteur en chef Valery Khatiouchine, poète et écrivain patriotique. Par ailleurs, ce dernier intervient régulièrement dans les autres sites d'orientation patriotique et nationaliste, comme *Rousskaia narodnaia liniia / La ligne nationale russe*⁵⁷⁷, *Tretii Rim / Troisième Rome*⁵⁷⁸ etc..

La revue assume sa position marginale au sein de la presse écrite postsoviétique et l'explique par son attachement aux convictions « nationales et patriotiques »⁵⁷⁹. Dans le numéro spécial consacré au 90^{ème} anniversaire de la revue, le rédacteur en chef affirme que les positions de *La Jeune Garde* n'ont pas changé « depuis 90 ans de l'existence » : « nous avons toujours dit la vérité ». Sa position radicalement hostile

⁵⁷⁶ *ibidem*.

⁵⁷⁷ <http://ruskline.ru/>, consulté le 27 février 2014

⁵⁷⁸ <http://3rm.info>, consulté le 27 février 2014

⁵⁷⁹ SMYK Vladimir, « O joubilejnom vetchere journala Molodaya Gvardiya » / « La soirée d'anniversaire du journal La Jeune Garde », site de l'Union des Ecrivains russes, 23 mai 2012, <http://www.rospisatel.ru/mg-90.htm>, consulté le 27 février 2014

aux réformes économiques libérales mises en place par l'État russe, qui, selon le rédacteur, détruisent les valeurs morales russes, serait responsable de la situation économique déplorable de la revue. Dans ce court éditorial, le rédacteur en chef définit la ligne de *La Jeune Garde* : la revue reste fidèle au modèle soviétique de développement et par conséquent est en opposition à tous les gouvernements issus de la *perestroïka* qu'il appelle « *la trahison gorbatchévienne* ». Les années 1980-1990 sont stigmatisées comme « *les années destructrices* » non seulement pour l'économie, la vie intellectuelle, le développement technologique, mais surtout pour l'esprit national russe. Le patriotisme, selon la revue, est indissociable de la composante nationale de l'identité russe ; par conséquent, ce patriotisme est foncièrement antioccidental⁵⁸⁰.

Donc, si les deux publications s'opposent au régime actuel et si les deux se proclament patriotes, les oppositions et les patriotismes diffèrent : *Ogoniok* représente l'opposition démocratique et libérale au pouvoir actuel qui, n'ayant pas rompu avec le passé soviétique, présente clairement des éléments de l'héritage soviétique dans les structures politiques et sociales ; *La Jeune Garde* représente quant à elle une opposition nationaliste, critiquant le pouvoir pour la rupture avec les traditions soviétiques qui, selon elle, représentaient le sommet de l'esprit national. Le patriotisme d'*Ogoniok* est ouvert vers l'Occident, basé sur des valeurs démocratiques et libérales ; le patriotisme de *La Jeune Garde* est basé sur le repli sur soi, le nationalisme et l'antisémitisme, l'affirmation du rôle clé de l'État dans tous les domaines de la vie sociale, politique et économique et du caractère néfaste du modèle libéral. Si l'influence réelle des deux périodiques ne doit pas être surestimée compte tenu du caractère restreint des audiences de la presse écrite en général, ainsi que de la position marginale de *La Jeune Garde*, elles n'en représentent pas moins les courants idéologiques stables de la Russie actuelle.

B. Les représentations divergentes du passé

L'analyse du corpus d'articles issus des deux publications en question montre que les représentations du passé soviétique telles qu'elles sont construites par les

⁵⁸⁰ KHATIOUCHINE Valerii, « *90-letie Molodoi Gvardii* » / « 90 ans à la Jeune Garde », *La Jeune Garde*, n° 5-6, 2012, pp. 3-4 consultable sur le site du rédacteur en chef, http://hatushin.ru/pdf/mg_5-6_2012.pdf, consulté le 27 février 2014

deux publications divergent sur tous les points : si, depuis 1996 et tout au long des années 2000, *Ogoniok* réaffirme dans ses colonnes ses positions antitotalitaires et anticommunistes, *La Jeune Garde* est ouvertement nostalgique du système soviétique et attachée à l'idée de la grandeur impériale de l'URSS.

1. Les « épais ténèbres » de l'époque soviétique

La vision du régime politique soviétique repérable à travers les articles d'*Ogoniok* est celle d'un pouvoir inhumain, cruel et monstrueux.

a. L'expérimentation soviétique

Tout comme dans les articles de la fin des années 1980, le terme « *expérimentation* » est souvent employé pour qualifier la Révolution d'Octobre et les soixante-dix ans du pouvoir soviétique qui n'auraient été qu'une expérimentation sur la société soviétique, application à une communauté humaine de théories abstraites. L'absence de liberté aurait été le trait le plus caractéristique du système soviétique : la vie dans la société soviétique est comparée à une vie « *dans une cage* »⁵⁸¹, « *dans une prison* ». « *Le monstre totalitaire de la puissance socialiste* »⁵⁸² ; « *l'expérimentation barbare* »⁵⁸³, « *la dictature totalitaire* »⁵⁸⁴, « *la faute inexpiable des bolcheviks devant le peuple* »⁵⁸⁵, « *les épais ténèbres* »⁵⁸⁶ – tels sont quelques-uns des qualificatifs attribués à la période soviétique. Le rejet de cette période va de pair avec la diabolisation du communisme en tant que système de pensée et régime politique. C'est un système invivable, utopique et « *irréalisable* », affirment les auteurs d'*Ogoniok*, s'attachant à démontrer que les expériences du communisme dans les différents pays du monde ont abouti à un seul et même résultat : violence, répressions, famine, guerres civiles, sous-développement ; le communisme est « *à fuir comme la peste* », affirment les journalistes d'*Ogoniok*, « *le drapeau rouge [...]*

⁵⁸¹ STRELYANYI Anatoliy, « *Kajdoi tvari po pare* » / « De chaque couple de bêtes une paire », *Ogoniok*, n° 22, 1996, <http://www.ogoniok.com/archive/1996/4453/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸² GOUSCHINE Lev, « *Ostryi pristoup liubvi k svobode* » / « La crise aigue de l'amour de la liberté », *Ogoniok*, n° 34, 1996, <http://www.ogoniok.com/archive/1996/4465/34-03-03/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸³ GOZMAN Leonid, « *Strakh pered jiznjou* » / « Peur de la vie », *Ogoniok*, n° 19, 1997, <http://www.ogoniok.com/archive/1997/4502/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸⁴ « *O planakh rossiiskoi oppositsii* » / « Sur les plans de l'opposition russe », *Ogoniok*, n° 15, 1997, <http://www.ogoniok.com/archive/1997/4498/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸⁵ ADJOUVEBI Rada, « *Moi kremlevskie podrougi* » / « Mes copines du Kremlin », *Ogoniok*, n° 38, 2000, <http://www.ogoniok.com/archive/1997/4498/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸⁶ *ibid.*

signale un danger »⁵⁸⁷. La Russie dans cette perspective constitue un terrain privilégié d'observation de l'échec des idées communistes : « *le marxisme mis en pratique* » dégénère en la « *médiocrité triste de l'arbitraire* », qui essaie de gérer la société par un système de violences, d'interdictions, de mensonges, « *Marxisme non pas dans sa manifestation théorique, mais factuelle* »⁵⁸⁸. L'anticommunisme militant de l'hebdomadaire se dessine en filigrane en 1996, dans un contexte marqué par la lutte entre Boris Eltsine et Guennadi Ziouganov, candidat du parti communiste, lors des présidentielles : l'hebdomadaire, pourtant très critique vis-à-vis de Boris Eltsine, lui accordera son soutien face à la perspective du retour des communistes au pouvoir.

b. Le « cannibale Staline »

L'image de Staline tout au long des années 1990 et dans les années 2000 continue à être aussi démonisée qu'elle l'était lors de la *perestroïka* : il est qualifié de « *cannibale* », « *frère de Hitler* » ; les articles soulignent le caractère irrationnel des « *crimes staliniens* » qui sont qualifiés de « *scélératesse irrationnelle gratuite* »⁵⁸⁹. Dans un numéro spécial de 1997 consacré à l'anniversaire du début de la Grande Terreur en 1937, la rédaction peine à qualifier cet événement à partir des catégories existantes ; la Grande Terreur serait un phénomène inqualifiable, « *quasi-mystique* », unique dans l'histoire mondiale, un crime sans précédent et sans parallèle⁵⁹⁰. En revanche, Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine sont présentés comme libérateurs de la Russie du joug communiste : « *malgré toutes leurs erreurs* », affirme l'hebdomadaire, ils ont donné la liberté au peuple russe.

c. La société et l'économie malades

« *L'expérimentation barbare* », expression par laquelle *Ogoniok* désigne souvent l'instauration du régime soviétique, aurait abouti à la construction d'une société malade, difforme, déficiente. Loin d'être une société égalitaire, la société soviétique est une société de castes dans laquelle ceux qui sont proches du pouvoir bénéficient de tous les privilèges. Décrivant le système social soviétique, les journalistes mettent l'accent sur la hiérarchie pour l'accès aux biens, déterminée par

⁵⁸⁷ GOZMAN Leonid, « *Poslednii gensek* » / « Le dernier secrétaire général », *Ogoniok*, n° 22, 1996, <http://www.ogoniok.com/archive/1996/4453/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁸⁸ *ibid.*

⁵⁸⁹ SOKOLOV Maxim, « *50 let bez Stalina* » / « 50 ans sans Staline », *Ogoniok*, n° 8, 2003, <http://www.ogoniok.com/archive/2003/4787/08-14-15/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁹⁰ « *Strakh 37-go* » / « Peur du 37 », *Ogoniok*, n° 19, 1997, <http://www.ogoniok.com/archive/1997/4502/>, consulté le 24 février 2014

la place de chacun par rapport au pouvoir, et les « *rations spéciales* » réservées aux fonctionnaires⁵⁹¹ ; dans cette société, la nomenklatura bénéficie de tous les privilèges, tandis que le peuple mène une vie misérable.

*« Il y a 15 ans, notre pays était habité par “le peuple d’État” : le peuple dont les moyens de survie ont été fournis par l’État et uniquement par l’État. Les premiers, bien évidemment, ont été les fonctionnaires en uniforme et en civil, ensuite, en décroissant dans le statut et dans le poids, les millions des citoyens d’État de moindre importance, en finissant par des aides médecins dans les hôpitaux de village ou quelques milliers d’écrivains médiocres qui se nourrissaient assez bien auprès de l’État »*⁵⁹².

La vie des Soviétiques est qualifiée de « *médiocre* », « *grise* », « *ennuyeuse* », complètement tournée vers la résolution des problèmes quotidiens : la pénurie alimentaire, les queues interminables, la basse qualité des biens et des services... L’homme soviétique engendré par ce système est « *l’homoncule stalinien* », et des générations entières des Soviétiques sont stigmatisées en tant que « *générations d’esclaves* », abruties par la propagande, terrorisées, complètement dépendantes de l’État, mais en même temps conscientes du gouffre qui sépare la réalité de leur vie quotidienne des images radieuses véhiculées par la propagande : « *...Les tyrans instaurent des régimes d’occupation dans le pays. [...] Cela a formé une mentalité particulière [...]. L’état de servitude est devenu une norme* »⁵⁹³.

Loin de mettre l’accent sur les acquis de l’économie soviétique dans le domaine de l’industrialisation du pays, *Ogoniok* souligne le caractère artificiel, inhumain et par conséquent inefficace de l’économie soviétique. Basée sur la peur, sur le sang et sur le travail d’esclave des détenus, elle était vouée à l’échec :

*« Pendant 70 ans nous nous sommes habitués à construire le communisme. [...] Mais le problème est que le communisme est l’analogue du royaume céleste sur terre. Une religion dans son état pur. On peut le construire à l’infini. Mais nous vivons dans un monde réel et nous devons mettre au point une construction économique qui marche, avec ses avantages et ses défauts »*⁵⁹⁴.

⁵⁹¹ BARYKIN Konstantine, « *Narkomovskii paek* » / « Ration du ministre », *Ogoniok*, n° 15, 2004, <http://www.ogoniok.com/archive/2004/4842/>, consulté le 27 février 2014

⁵⁹² ORECHKIN Dmitri, « *Gosoudarstvennii narod* » / « Peuple d’État », *Ogoniok*, n° 12, 2004, <http://www.ogoniok.com/archive/2004/4839>, consulté le 27 février 2014

⁵⁹³ TIOUTIOUNNIK S., « *Nam s nimi voevat’ neinteresno* » / « Ce n’est pas intéressant de faire la guerre avec eux », *Ogoniok*, n° 16, 1999, <http://www.ogoniok.com/archive/1999/4603/16-18-23/>, consulté le 27 février 2014

⁵⁹⁴ NIKONOV Alexandre, « *Rossiia doljna triastis’, a ne zakrougljatsja* » / « La Russie doit trembler et non pas finir », *Ogoniok*, n° 8, 2002, <http://www.ogoniok.com/archive/2002/4734/08-12-14/>, consulté le 24 février 2014

S'attachant à la ligne libérale choisie à la fin des années 1980, *Ogoniok* encourage, tout au long des années 1990, la politique de libéralisation de l'économie qui permet de rapprocher la Russie du modèle occidental. Les articles s'efforcent de démontrer les avantages de l'économie de marché : selon l'hebdomadaire, c'est grâce à sa souplesse que la crise de 1998 n'a pas provoqué l'effondrement complet de l'économie russe. De façon générale, *Ogoniok* adhère au principe libéral de retrait de l'État de l'économie : les individus doivent être eux-mêmes responsables de leur vie et s'adapter aux conditions économiques⁵⁹⁵.

Contrairement aux années de la *perestroïka* où la tendance de la presse libérale avait été de présenter la Révolution de 1917 comme une rupture avec un modèle de pouvoir et de société certes spécifique mais proche du modèle occidental, *Ogoniok* souligne désormais la continuité entre le bolchevisme et les pires traits de l'histoire politique russe⁵⁹⁶.

En ce qui concerne l'image de la Grande Guerre patriotique, *Ogoniok*, tout en gardant une attitude mémorielle respectueuse envers cet événement (par exemple, publiant les dossiers thématiques et les lettres des vétérans à l'occasion des dates mémorielles des grandes batailles), déroge au mythe soviétique classique. Ainsi les entretiens avec Viktor Souvorov (Rezoun), historien soutenant le caractère agressif de la politique extérieure de Staline (voir *supra* Chapitre 1), sont régulièrement publiés dans les années 1990 dans l'hebdomadaire. Une thèse selon laquelle l'Armée rouge avait gagné uniquement grâce aux ressources humaines inépuisables (selon l'expression populaire lors de la *perestroïka*, les Allemands auraient été « ensevelis sous les cadavres russes ») est aussi promue à *Ogoniok* : « À propos, l'Armée rouge n'a jamais appris [...] à attaquer. Nous n'avons pas vaincu les Allemands, nous les avons ensevelis sous nos cadavres [...] »⁵⁹⁷.

⁵⁹⁵ GORDON Boris, « 2 goda posle krizisa » / « 2 ans après la crise », *Ogoniok*, n° 30, 2000, <http://www.ogoniok.com/archive/2000/4657/30-18-19/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁹⁶ RADZIKHOVSKII Leonid, « Primirenje s soboi » / « Reconciliation avec soi », *Ogoniok*, n° 47, 1996, <http://www.ogoniok.com/archive/1996/4478/>, consulté le 24 février 2014

⁵⁹⁷ TIOUTIOUNNIK S., « Nam s nimi voevat' neinteresno » / « Ce n'est pas intéressant de faire la guerre avec eux », *Ogoniok*, n° 16, 1999, <http://www.ogoniok.com/archive/1999/4603/16-18-23/>, consulté le 24 février 2014

2. *La monopolisation du patriotisme par la presse nationaliste*

La Jeune Garde est un bon exemple de la monopolisation du terme « *patriotisme* » par des milieux nationalistes, conservateurs et nostalgiques de l'Empire soviétique. « *Être patriote* » dans l'interprétation du courant dont *La Jeune Garde* signifie en effet deux choses : être antilibéral et donc critique vis-à-vis de toutes les réformes libérales effectuées depuis 1991 ; idolâtrer l'URSS en tant que sommet du développement de la nation russe. La *perestroïka* est par conséquent maudite, tout comme le sont les hommes politiques qui ont essayé, sinon des réformes démocratiques, du moins une certaine libéralisation : Khrouchtchev, Gorbatchev et tous les présidents, sans exception, de la Russie postsoviétique ne seraient que des « *marionnettes* » dans les mains des « *ennemis de la Russie* »⁵⁹⁸.

Les thématiques transversales constamment présentes dans *La Jeune Garde* n'ont pas substantiellement changé depuis la fin des années 1980. Non seulement le nationalisme, l'antilibéralisme, l'anticapitalisme, l'antioccidentalisme et l'antisémitisme n'ont pas disparu, mais ils se sont renforcés. C'est autour de ces quelques idées-forces que s'articulent tous les articles publiés dans la revue.

a. *La « Grande URSS que nous avons perdue »*

L'attitude de la revue à l'époque soviétique pourrait être résumée dans l'assertion suivante : « *L'Union Soviétique était un grand et puissant pays, le peuple soviétique a été un grand peuple. Ce pays a été perfidement assassiné, et le peuple trahi, par les élites libérales, manipulées par les États-Unis et les cercles sionistes, qui ont profité de la chute de l'Empire afin de consolider davantage leur puissance* ». Les mots comme « *Grand Pays* » ou « *Puissance* » sont fréquemment utilisés comme synonymes de l'URSS. La différence avec la ligne d'*Ogoniok* est donc frappante : si pour les cercles libéraux la *perestroïka* et la chute de l'URSS ont été une percée vers la liberté, les conservateurs les considèrent comme une catastrophe nationale.

Tout d'abord, il s'agit de la puissance géopolitique perdue. Pour *La Jeune Garde*, la place que la Russie occupe dans le monde constitue une nette dégradation par rapport au statut de la puissance soviétique : aujourd'hui, la Russie serait entourée

⁵⁹⁸ DIVEEVSKII Dmitri, « *Predchoustvie peremen* » / « *Pressentiment du changement* », *La Jeune Garde*, n° 3, 2011, p. 5, http://hatushin.ru/pdf/mg_3_2011.pdf, consulté le 24 février 2014

d'États hostiles ; l'armée et l'industrie militaire sont détruites. Cependant, la puissance soviétique n'était pas seulement militaire : elle était tout d'abord morale, car basée sur les idéaux de l'émancipation au sens large ; les auteurs soulignent par exemple l'impact de l'idéologie communiste sur le mouvement d'indépendance des pays du Tiers Monde. La dimension impériale de la puissance russe est clairement revendiquée par les auteurs qui attribuent au peuple russe un « *rôle intégrateur dans l'espace eurasiatique* » :

« Que représente la Russie actuelle du point de vue qualitatif ? Comparons-la à l'URSS. La situation au niveau de la politique extérieure est incomparable ! Non seulement l'URSS a été l'une de deux superpuissances mondiales ; elle a bénéficié dans le monde d'une véritable autorité morale, conditionnée non seulement par la force militaire, comme les États-Unis, mais par la force morale (ce que les États-Unis n'avaient pas). [Aujourd'hui], la situation géopolitique est déplorable. L'URSS a été entourée d'une ceinture d'États amis ; la Russie est entourée d'une ceinture d'États hostiles. [...] »⁵⁹⁹.

Un autre élément caractéristique de l'URSS, qui serait absent de la Russie actuelle, est le projet d'avenir. Pour les auteurs, la situation morale déplorable de la société russe serait une conséquence de l'absence d' « *idéaux et de rêves* » allant au-delà du bonheur personnel, d'un sentiment d'appartenance à projet social unificateur. L'idée que les valeurs spirituelles sont aussi importantes que le bien-être matériel est avancée par les auteurs qui voient en l'URSS l'exemple d'un État qui a su donner un rêve au peuple :

« Le PCUS, quoi que l'on dise, avait un projet social unique, oui, utopique par moments mais attractif. Beaucoup de ce qui avait été pensé [...] a été réalisé. En tout cas, les acquis proéminents de la civilisation soviétique sont connus de tout le monde. Et Russie Unie, quels sont ses acquis ? »⁶⁰⁰.

b. La rhétorique anticapitaliste et antilibérale

L'anticapitalisme et l'antilibéralisme constituent un autre pilier sur lequel repose l'adulation de l'URSS ; les deux termes sont souvent assimilés par les auteurs de *La Jeune Garde* : le système économique capitaliste engendre le système libéral de relations sociales ; l'un ne peut exister qu'avec l'autre.

Si pour *Ogoniok* les difficultés que la Russie éprouve sur la voie vers le marché libre puisent leurs racines dans l'héritage soviétique, *La Jeune Garde* attribue à la *perestroïka* et au passage à l'économie de marché tous les problèmes économiques que

⁵⁹⁹ KREMLEV Serguey, « *Vniz po lestnitse vedouschei vniz* » / « En bas de l'escalier qui mène en bas », *La Jeune Garde*, n° 3, 2012, http://hatushin.ru/pdf/mg_03_2012.pdf, consulté le 24 février 2014

⁶⁰⁰ TCHAROUCHNIKOV Valerii, « *Virtoual'noe obschestvo* » / « Société virtuelle », *La Jeune Garde*, n° 5-6, 2011, http://hatushin.ru/pdf/mg_5-6_2011.pdf, consulté le 24 février 2014

la Russie postsoviétique a connus. L'effet le plus néfaste du capitalisme, selon la revue, serait la perte par la Russie de son indépendance économique : aujourd'hui le pays serait « *asservi par l'Occident* ». L'article « *Esclavage économique de la Russie* » illustre bien l'idée principale véhiculée par la revue : les réformes économiques libérales ont été effectuées conformément aux intérêts des États-Unis qui auraient « *colonisé* » la Russie ; pour l'auteur de l'article, les conseillers de Boris Eltsine en matière de l'économie seraient les cadres de la CIA ; les réformes libérales sont présentées comme un complot des services secrets américains contre la Russie et comme une « *trahison grandiose du peuple russe* »⁶⁰¹. Vladimir Poutine, quant à lui, aurait continué le pillage du pays⁶⁰². Les hommes politiques russes sont présentés comme des marionnettes manipulées par les élites occidentales : leur politique est qualifiée de « *libérale* » et « *destructrice* » ; le « *système politico-administratif* » actuel serait un « *parasite* » sur le corps de la Russie⁶⁰³.

« *Quel est le bilan de deux premières décades postsoviétiques ? La réponse est : déplorable, abject et raté sur tous les points. [...] La chute est presque comparable aux résultats de l'attaque hitlérienne contre l'URSS* »⁶⁰⁴.

Si pour *Ogoniok* les mauvais génies de l'histoire russe sont les bolcheviks et notamment Staline qui est présenté comme le « *frère jumeau de Hitler* », *La Jeune Garde* démontre les hommes politiques du début des années 1990 qui ont présidé aux réformes politiques et économiques libérales, comparant les résultats des réformes aux destructions causées par les troupes hitlériennes. Il convient de noter que dans les deux cas, le nazisme et Hitler constituent la référence négative par excellence. Se proclamant « *l'opposition patriotique* », les journalistes et le rédacteur en chef de *La Jeune Garde* se distinguent de l'opposition pro-occidentale qu'ils traitent de « *russophobes* ». L'Occident est donc toujours considéré comme ennemi par *La Jeune Garde* ; l'un des articles affirme clairement : « *la politique du pouvoir de la Fédération de Russie à tous les niveaux peut être qualifiée de russophobe* »⁶⁰⁵. Ainsi, la *perestroïka*, les réformes libérales et la chute de l'URSS sont présentées par *La Jeune Garde* de la même façon que la Révolution de 1917 l'est par *Ogoniok* : un phénomène indépendant de la volonté des Russes, un événement qui leur été imposé, et par conséquent illégitime dès le départ.

⁶⁰¹ IPAT'EV Konstantin, « *Ekonomitcheskaya kabala Rossii* » / « L'esclavage économique de la Russie », *La Jeune Garde*, n° 1-2, 2012, http://hatushin.ru/pdf/mg_1-2_2012.pdf, consulté le 24 février 2014

⁶⁰² *op. cit.*

⁶⁰³ DELYAGIN Mikhail, « *Vlast' i degradatsiya Rossii* » / « Pouvoir et dégradation de la Russie », *La Jeune Garde*, n° 1-2, 2012, http://hatushin.ru/pdf/mg_1-2_2012.pdf, consulté le 24 février 2014

⁶⁰⁴ KREMLEV Serguey, « *Vniz po lestnitse vedouschei vniz* » / « En bas de l'escalier qui mène en bas », *La Jeune Garde*, n° 3, 2012, http://hatushin.ru/pdf/mg_03_2012.pdf, consulté le 24 février 2014

⁶⁰⁵ SAMARIN Anatolii, FIONOVA Ludmila, CHABALIN Alexandre, « *Jertvy informatsionnoi voyny* » / « Les victimes de la guerre informatique », *La Jeune Garde*, n° 3, 2012, http://hatushin.ru/pdf/mg_03_2012.pdf, consulté le 24 février 2014

Contrairement à *Ogoniok* pour qui le système économique capitaliste découle naturellement de la nature humaine, *La Jeune Garde* souligne le caractère artificiel et inhumain de ce système, qu'il accuse de tous les maux dont souffre la Russie actuelle. Pour la revue, « *la restauration de la misère est le résultat direct de la restauration du capitalisme* » ; le mot « restauration » souligne le fait que, selon la revue, l'Union Soviétique était le seul État au monde qui avait éradiqué la misère. Le capitalisme appelé souvent « *le joug* » afin de souligner le caractère violent de son instauration, serait également responsable de la destruction du « *potentiel soviétique* » (la science, l'industrie, l'armée, les services publics) ; en vingt ans, ce système économique aurait « *tout détruit, n'ayant rien créé* », ayant engendré une économie « *déficiente* » basée sur l'exportation des matières premières à l'Occident :

« En vingt ans, le capitalisme a tout détruit, n'ayant rien créé. La Russie, dirigée par la cinquième colonne, qui a usurpé tout le pouvoir, est en train de s'effondrer de plus en plus vite, s'approchant de la fin souhaitée par l'Occident : démembrement, effacement de la carte mondiale. [...] La Russie est étranglée. La sécurité alimentaire et technologique est oubliée, l'industrie, l'armée, la science, l'éducation, la médecine sont détruites. Au lieu de la prospérité capitaliste – la destruction du potentiel accumulé dans les années de l'URSS, l'économie déficiente tributaire de l'exportation de matières premières qui sert l'Occident »⁶⁰⁶.

Outre la dépendance économique, le capitalisme serait responsable du développement de la criminalité, de la corruption, de la paupérisation de la population, de la destruction des services publics, de l'abandon de groupes entiers de la population, de la crise démographique. La revue met l'accent sur le coût social du passage à l'économie de marché : les contributeurs affirment que « *les conséquences de la Grande Guerre patriotique et des réformes libérales sont comparables dans le cas de la Russie* », faisant apparaître encore une fois l'image d'une tragédie nationale. La perte de confiance dans l'avenir, la crainte quotidienne seraient, selon la revue, les conséquences directes du capitalisme : « *La criminalité et la dégradation morale de la société sont un résultat logique du libéralisme qui a été introduit chez nous* »⁶⁰⁷.

L'effet le plus néfaste du capitalisme, selon les rédacteurs permanents de *La Jeune Garde*, résiderait dans le système de relations sociales qui en découle : sous couvert de nouvelle économie, une nouvelle vision du monde serait imposée à la Russie, basée sur l'individualisme, le culte de l'argent, l'indifférence des individus à

⁶⁰⁶ *ibid.*

⁶⁰⁷ MANCHIN Sergei, « *Bacilly dissidentstva* » / « Les bacilles de la dissidence », *La Jeune Garde*, n° 4, 2011, http://hatushin.ru/pdf/mg_4_2011.pdf

la vie politique, la réussite personnelle à tout prix. Imposant à la société russe les « *valeurs capitalistes occidentales* », le capitalisme aurait provoqué sa dégradation morale, d'autant plus que les valeurs en question, n'auraient jamais été celles des Russes. Dans cette présentation et l'image que les auteurs donnent des citoyens soviétiques, comparés aux citoyens occidentaux et aux Russes contemporains, se profile clairement une critique de la société de consommation : à l'image d'un citoyen soviétique désintéressé, patriote, collectiviste, politisé, dévoué à la communauté et tourné vers les idéaux suprêmes, *La Jeune Garde* oppose l'image d'un Russe, égoïste, obsédé par l'idée de la réussite personnelle, du gain à tout prix et de la consommation ; les Russes seraient devenus « *une biomasse à l'instar des Occidentaux* », une simple « *matière organique* » dépourvue de toute conscience collective.

« L'Union Soviétique a été détruite deux fois : d'abord on a détruit le pays, ensuite la mentalité des Soviétiques. D'un collectiviste désintéressé, dont la valeur suprême a été l'intérêt du pays, on a formé un égoïste avide, dont le seul but est l'argent, le bonheur personnel à tout prix. Cette reformation s'est effectuée d'autant plus facilement qu'elle a fait appel aux instincts les plus bas. En effet, il est plus facile à dégrader qu'à se développer »⁶⁰⁸.

« En Union Soviétique, le niveau de politisation était grand, le patriotisme a été le trait caractéristique des Soviétiques. Aujourd'hui le niveau de conscience collective de la société soviétique a baissé au point de mettre en danger l'avenir du pays. Le peuple est devenu une biomasse à l'instar de l'Occident »⁶⁰⁹.

c. Les recherches de la « troisième voie » russe : le socialisme orthodoxe

Le nationalisme constitue une autre pierre angulaire de l'idéologie professée par les « *patriotes soviétiques* » : l'accent est mis sur l'esprit national, l'unicité du destin historique de la Russie, les valeurs russes qu'il serait indispensable de restaurer. La foi orthodoxe joue un grand rôle dans la définition des valeurs russes par *La Jeune Garde* : déjà présente à la fin des années 1980 – début des années 1990, cette thématique se renforce considérablement dans les années 2000. Pour *La Jeune Garde* en effet, l'orthodoxie constitue l'illustration même de la différence russe par rapport à la civilisation occidentale catholique ou protestante. L'orthodoxie ferait partie intégrante de la culture russe, y compris de sa culture politique : tous les traits de la supposée « *âme russe* » recensés déjà au XIX^e siècle par les slavophiles (l'esprit communautaire, le rejet de l'utilitarisme occidental, les recherches spirituelles

⁶⁰⁸ SAMARIN Anatolii, FIONOVA Ludmila, CHABALIN Alexandre, *op. cit.*.

⁶⁰⁹ *ibid.*.

permanentes, d'où découle un modèle spécifique des relations entre État et société, l'image d'un pouvoir fort, centralisé et paternaliste) découleraient de l'orthodoxie.

Comment la revue concilie-t-elle l'admiration pour l'URSS, État basé sur l'idéologie du Marxisme-léninisme, avec l'affirmation du caractère indispensable de la foi orthodoxe pour la civilisation russe ? La période stalinienne fournit, paradoxalement, l'occasion de montrer que le socialisme soviétique était potentiellement compatible avec les valeurs russes traditionnelles, y compris l'orthodoxie. En effet, les périodes du rapprochement entre l'État soviétique et l'Eglise orthodoxe, comme par exemple lors de la Grande Guerre patriotique, sont présentées dans la revue comme le modèle du « *socialisme orthodoxe* », adopté aux traditions russes, trouvé par Staline. Ce modèle stalinien intégrant un certain nombre d'éléments de la culture russe traditionnelle dans le socialisme constituerait la fameuse et unique « *troisième voie russe* », « *seul véritable vecteur du développement historique de la Russie* », différente non seulement de l'idéologie capitaliste, mais aussi de l'idéologie marxiste, conçues toutes deux en Occident. Seule, la mort de Staline l'aurait empêché d'achever la construction du modèle du socialisme orthodoxe :

« Il est temps de dire que Staline, par son profond instinct politique, dans les dernières années de sa vie a déjà cherché le seul véritable vecteur du développement historique de la Russie. S'il n'était pas mort, l'étape suivante aurait été la restauration complète du rôle de l'Eglise et la préparation des conditions de la création du système politique du socialisme orthodoxe »⁶¹⁰.

L'affirmation de la nécessité de retrouver cette « *troisième voie* » est une autre idée clé professée dans la revue, qui découle logiquement de l'affirmation du destin historique unique de la Russie. S'inscrivant dans la tradition slavophile, *La Jeune Garde* rejette « *les modèles importés* » qui seraient inadaptés au contexte russe ; les sociétés occidentales basées sur l'individualisme ne peuvent faire face aux défis du XXI^e siècle, affirment les auteurs, car l'État est privé des moyens d'agir sur la société et de la diriger efficacement. La « *troisième voie russe* », quant à elle, est censée redonner à l'État l'essentiel des leviers du pouvoir et augmenter ses capacités de mobiliser la population en vue de l'intérêt général. Sur le plan intérieur, elle s'appuierait sur le communautarisme et sur le collectivisme que les auteurs

⁶¹⁰ DIVEEVSKII Dmitri, « *Predchoustvie peremen* » / « *Pressentiment du changement* », *La Jeune Garde*, n° 3, 2011, p. 5, http://hatushin.ru/pdf/mg_3_2011.pdf, consulté le 24 février 2014

considèrent comme des valeurs inhérentes à la population russe, ainsi que sur le rôle traditionnellement fort, paternaliste, rassembleur de l'État ; sur le plan extérieur, elle se traduirait par un leadership russe sur le continent eurasiatique ; on voit donc clairement se profiler le modèle traditionnel d'un État interventionniste qui domine la société. Ce modèle utopique, au sein duquel seraient intégrés de façon équilibrée le marché et la planification, marquerait le retour de la Russie sur son chemin historique, fermant la « *parenthèse libérale malheureuse* » de ce début du XXI^e siècle⁶¹¹.

Ainsi, le clivage par rapport au passé soviétique qui s'est formé à la fin des années 1980 – début des années 1990 lors des débats provoqués par la *glasnost* est loin d'être résorbé dans la Russie postsoviétique ; au contraire, il se creuse, et les visions de l'époque soviétique se radicalisent : les milieux conservateurs des années 1990 regroupés autour de *La Jeune Garde* défendent, à l'heure actuelle, des idées nationalistes dans une version stalinienne, ouvertement antisémite et antioccidentale, tandis qu'*Ogoniok* reste le défenseur d'un modèle libéral qui rejette en bloc l'héritage de l'époque soviétique et critique le gouvernement actuel sur la base des idées démocratiques et libérales. Deux représentations différentes du passé soviétique cohabitent ainsi dans l'espace public, véhiculant deux images contradictoires de cette période de l'histoire russe. Cette situation traduit le malaise de la société russe dans l'évaluation de son passé ; elle indique aussi le clivage qui existe au présent et à l'avenir. Le débat va au-delà des interprétations historiques : c'est la confrontation des différents modèles économiques, politiques, sociaux et même culturels, qui est en jeu.

§ 2. La problématisation du passé soviétique à la télévision

Au début des années 2000, le retour à la problématisation de l'histoire soviétique commence à être perceptible à la télévision : les émissions historiques et les débats télévisés sur la signification de l'époque soviétique commencent à réapparaître, gagnant des audiences très importantes. Cette période correspond à la fois à la reprise en main de la télévision par l'État russe et à la formulation d'une politique des médias plus ou moins élaborée. Dans les années 2000, la télévision

⁶¹¹ *ibid.*.

essaie de revenir aux réflexions problématisées sur le passé, en organisant la confrontation de points de vue divergents à travers des débats télévisés très populaires. Cette volonté de retour vers la problématisation du passé dans les années 2000 est illustrée par l'analyse d'un cycle de quatorze émissions – débats télévisés « *Le procès historique* », jouissant d'une très grande popularité : dans une simulation d'un procès pénal, telle ou telle question controversée de l'époque soviétique est soumise au « *tribunal* » des téléspectateurs, pendant que deux « *plaidéurs* » permanents, un conservateur néo-soviétique et un représentant de la société civile libérale (A) avancent les interprétations contradictoires de l'histoire (B).

L'histoire de l'émission commence en été 2010, sur la chaîne privée « *Pyatyi Kanal* » / « *Chaîne 5* ». « *Le jugement de l'histoire* » imite une audience lors d'un procès judiciaire, avec toutes les parties présentes : un accusateur public et un avocat, les témoins et les experts ; le rôle de « *cour d'assises* » est joué par l'audience et les téléspectateurs. Dans chaque émission, une affaire « *plaidée* » correspond à une question de l'histoire soviétique. Chaque protagoniste a une fonction précise lors de l'émission, conformément aux règles du procès : l'accusateur public et l'avocat tâchent à faire valoir leur interprétation de tel ou tel événement historique, faisant appel chacun aux témoins de l'époque et aux experts (historiens, économistes, sociologues, écrivains) qui appuient leur point de vue ; les téléspectateurs qui forment la cour d'assises ont la possibilité de rendre, à la fin du procès, leur « *jugement* », votant, par SMS ou Internet, pour l'une des deux interprétations.

L'émission se positionne comme un « *champ de bataille sur l'histoire imprévisible de la Russie* », dans laquelle « *on décide du sens des vingt dernières années pour notre pays* » ; « *Il est temps de comprendre pourquoi les passions et les débats ne s'éteignent pas autour de notre histoire* »⁶¹², affirme la rubrique consacrée à l'émission sur le site de la chaîne. Chaque émission comporte deux parties : la première purement historique, la seconde plus tournée vers l'actualité ; dans cette deuxième partie, les protagonistes établissent des parallèles entre l'URSS et la Russie actuelle, cherchent des éléments du passé dans le présent et essayent d'inscrire l'époque soviétique dans un contexte historique général. Cette tentative de problématiser le passé, la première depuis la fin des années 1980, qui se traduit par la mise à nu du clivage sur le passé soviétique à la télévision, a provoqué un vif intérêt de l'audience : selon un sondage du centre Levada de 2011, un quart de la population russe affirme suivre régulièrement l'émission⁶¹³. Le classement des émissions selon le nombre de personnes qui les ont consultées sur le site de la chaîne après la télédiffusion permet de révéler un intérêt

⁶¹² *Istoritcheskii Protsess / Le procès historique*, archive des émissions, http://russia.tv/brand/show/brand_id/9777, consulté le 24 février 2014

⁶¹³ TV-show « *Le Procès historique* », sondage du 16 novembre 2011, <http://www.levada.ru/16-11-2011/tv-shou-politicheskii-protsess>, consulté le 28 février 2014

particulier à certains sujets particulièrement sensibles : ainsi les trois émissions les plus populaires portent sur la dissolution de l'URSS (« *Les accords de Biéloréj : une catastrophe ou un moindre mal ?* », 15 000 visualisations *via YouTube*⁶¹⁴), sur la débâcle de l'Armée rouge à l'été 1941 (« *1941 : le krach ou la résistance du système stalinien ?* », 12 300 visualisations⁶¹⁵), et sur la reconstruction de l'URSS d'après guerre (« *La mobilisation d'après guerre : erreur ou fatalité ?* », 10 400 visualisations⁶¹⁶).

Après la fin du cycle « *Le jugement de l'histoire* » (quarante-trois émissions entre été et hiver 2010) sur la chaîne privée « *Pyatyi Kanal* » / « *Chaîne 5* », l'émission a été achetée par la chaîne fédérale « *Rossia 1* » / « *Russie 1* », où elle s'est poursuivie, sous le même format et selon les mêmes règles, sous le nom de « *Procès historique* ».

A. Les personnages emblématiques

Les deux personnages clés de l'émission sont les porte-parole de deux visions différentes de l'histoire.

1. *Nicolaï Svanidze : porte-parole de la société civile libérale*

Nicolaï Svanidze, jouant dans l'émission le rôle de « *l'accusateur public* » de l'époque soviétique, journaliste et historien, directeur d'un Institut des médias de masse de l'Université d'État des Sciences Humaines de la Russie, est connu pour ses convictions libérales. Il est l'auteur d'un cycle de quatre-vingt-neuf émissions populaires « *Les chroniques historiques avec Nicolaï Svanidze* », sorties entre 2003 et 2011 sur la chaîne « *Russie 1* », chaque série étant consacrée à une année de l'époque soviétique (sauf pour les années 1917 et 1941, auxquelles l'auteur a consacré deux séries consécutives), éclairant l'essentiel de l'histoire soviétique du point de vue libéral ; en 2005, l'émission a été récompensée du plus haut prix de la télévision nationale « *Tefi* » en tant que meilleure émission télévisée historique de l'année. Acteur actif de la société civile russe, Nicolaï Svanidze fait partie du Conseil Présidentiel des Droits de l'homme et du développement de la société civile⁶¹⁷, ainsi que de la Chambre de la Société civile, un organe consultatif qui réunit les représentants de la société civile dans le but de faciliter la défense des droits des

⁶¹⁴ En décembre 2012. <http://www.5-tv.ru/video/505338/>, consulté le 28 février 2014

⁶¹⁵ *ibid.*

⁶¹⁶ *ibidem.*

⁶¹⁷ Le site officiel du Conseil Présidentiel des Droits de l'homme et du développement de la société civile <http://www.president-sovet.ru/>, consulté le 24 février 2014

citoyens russes face à l'État⁶¹⁸. Il a été par ailleurs membre de la Commission de lutte contre les falsifications historiques de 2009 jusqu'à sa dissolution en 2012 (voir *infra*).

Le point de vue de Nicolaï Svanidze sur l'histoire soviétique et sur la politique historique du pouvoir actuel peut être éclairé à travers l'entretien qu'il nous a accordé en juin 2011 (voir la transcription complète dans l'annexe 2). Lors de l'entretien, le journaliste déplorait aussi bien les éléments de la persistance de l'héritage soviétique dans la Russie actuelle que la perte de la conscience historique par la jeunesse. Selon lui, la toute-puissance de l'appareil administratif, la fusion entre le pouvoir et la propriété, l'extrême inefficacité du système étatique, et même le marché monopolisé par le pouvoir sont autant de signes de la persistance du passé totalitaire. Quant à l'état actuel de la conscience historique de la jeunesse russe, elle serait « *prête à accepter tous les mythes* » à cause de sa mauvaise connaissance de l'histoire suite à la crise dans l'enseignement secondaire et supérieur, l'absence de l'expérience propre de la vie en URSS, mais surtout l'extrême impopularité de ce qu'il appelle « *le mythe libéral* », selon lequel la chute de l'URSS a ouvert la voie de la liberté et de la démocratie. Sur ce dernier point, Nicolaï Svanidze a souligné que l'impopularité de la vision libérale de l'histoire va de pair avec l'impopularité des libéraux russes et de leurs « *personnages cultes* » (Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine, Iegor Gaïdar, et, de façon générale, tous les jeunes réformateurs des années 1990).

Plus profondément, le retour de la population russe et notamment de la jeunesse aux mythes de l'URSS est conditionné, selon lui, par la situation sociale et politique actuelle : l'anomie institutionnelle, le manque de confiance des citoyens dans les institutions étatiques, y compris dans la justice, les inégalités économiques, mais aussi l'absence d'une classe moyenne puissante. Ces facteurs provoquant l'insatisfaction quotidienne, selon Nicolaï Svanidze, nourrissent les rêves de la « *main forte* », les mythes de la justice sociale égalitaire « *à la soviétique* », quand « *tout le monde était pauvre de la même manière* ». La journaliste s'inquiétait tout particulièrement de l'inculcation dans la conscience de la jeunesse d'une forme spécifique de patriotisme fortement antioccidental. Selon lui, l'état de la conscience de masse qu'il qualifie de « *dangereux* » est plus grave qu'il ne l'était en URSS : en effet, si à l'époque soviétique l'antioccidentalisme a été professé au niveau étatique, aujourd'hui cette idée est partagée et véhiculée par la population⁶¹⁹. C'est contre ces idées que Nicolaï Svanidze a l'ambition de lutter, représentant, dans l'émission « *Le procès historique* », le point de vue libéral, antitotalitaire et critique vis-à-vis l'époque soviétique.

2. *Sergei Kourginyan : homme fort du patriotisme soviétique*

Sergei Kourginyan, qui joue le rôle de « *l'avocat* » de la période soviétique, se présente comme l'antithèse idéologique de Nicolaï Svanidze. Politologue et dramaturge, directeur d'un *think tank* « *Le centre de Kourginyan* ⁶²⁰ » regroupant des experts en géopolitique, des groupes de discussion, mais aussi un théâtre expérimental visant notamment les jeunes, il s'impose comme un acteur politique

⁶¹⁸ Le site officiel de la Chambre de la Société civile de la Russie <http://www.oprf.ru/>, consulté le 24 février 2014

⁶¹⁹ Entretien avec Nicolas Svanidze, 17 juin 2011, Moscou. Voir la transcription complète en annexe 2

⁶²⁰ Site officiel de Sergei Kourginyan <http://www.kurginyan.ru/>, consulté le 27 février 2014

suite à sa notoriété de défenseur de l'URSS dans l'émission populaire « Le procès historique ». En 2011, les téléspectateurs qui soutiennent les thèses de Kourginyan s'organisent dans un club de discussion « *Sout' Vremeni* » / « *Essence du temps* » : au début cercle restreint, ce club connaît un développement rapide, permettant à Sergei Kourginyan de créer un mouvement social éponyme, d'orientation patriotique de gauche avec une forte dimension nostalgique de l'URSS.

Ce mouvement, composé essentiellement de jeunes, proclame la nécessité d'élaborer une nouvelle idéologie pour la Russie, basée sur les traditions communistes qui, selon Kourginyan, sont inhérentes à la Russie, mais enrichie par des éléments nationalistes et patriotiques. L'idée de la Russie en tant que seule alternative au monde occidental, vouée à être une superpuissance mondiale, se trouve au cœur de l'idéologie du mouvement dont le but proclamé est la restauration de l'URSS en tenant compte des erreurs qu'ont faites les dirigeants soviétiques (par exemple, quelques éléments du marché sous forme de petit commerce seraient tolérés dans l'URSS restaurée) ; il s'agit en effet d'une version « *modernisée* » et « *améliorée* » de l'URSS, avec l'accent mis sur les hautes technologies, dont le rôle est considéré comme crucial au XXI^e siècle, comme le nom du projet, l'URSS 2.0, l'indique⁶²¹.

L'implantation solide du mouvement dans tous les principaux réseaux sociaux russes témoigne d'un attrait qu'il représente pour une partie des jeunes russes ; selon les statistiques fournies par le mouvement, en 2011, il comptait 12 000 membres ainsi que « *trois mille activistes* » qui s'attachent à développer le réseau en recrutant de nouveaux membres. Le mouvement est doté d'une organisation ramifiée, à la fois régionale et thématique : les vingt « *coordinateurs* », dotés chacun de plusieurs « *dispatcheurs* », gèrent l'activité du mouvement dans les principales régions de la Russie, tandis que des équipes spécialisées s'occupent des « *projets prioritaires* »⁶²², dont une grande partie est consacrée à la réhabilitation de l'image de l'URSS : ainsi le projet « La dignité historique » est centré sur l'organisation des journées de la mémoire patriotique ; le groupe « La diffusion des idées » prône la nécessité de restaurer l'URSS par la voie de l'organisation des clubs de discussion à Moscou et dans les régions ; l'équipe de « La Russie contemporaine » vise la lutte contre le programme de déstalinisation de la Russie lancée en 2011 par les autorités russes : dans ce but, le mouvement avait organisé et effectué une étude sociologie alternative, montrant que 90% des Russes seraient contre la déstalinisation de la Russie⁶²³.

La crise politique du décembre 2011, quand le pouvoir a dû faire face aux manifestations de citoyens contestant les résultats des législatives et par la suite des présidentielles, a permis de révéler la force politique effective du mouvement de Sergei Kourginyan. Tout en réaffirmant son opposition au pouvoir actuel, Sergei Kourginyan a organisé une manifestation dans le but « *de ne pas laisser faire une révolution libérale orange* » en Russie ; son mouvement se positionne alors comme « *la troisième force* », conservatrice et antilibérale, comme en témoignent ses

⁶²¹ Le manifeste du mouvement adopté le 14 août 2001 lors de la réunion constitutive est consultable sur le site officiel du mouvement <http://eot.su/manifest>, consulté le 27 février 2014

⁶²² La structure du mouvement <http://eot.su/council>, consulté le 27 février 2014

⁶²³ Les sondages sont consultables sur le site du mouvement : <http://axio.eot.su/>, consulté le 27 février 2014

revendications officielles : « *Pour les élections libres, pour le peuple, pour notre histoire et l'URSS 2.0, pour la préservation et la restauration de la Russie. Contre les organes, contre le Kremlin, contre tous voleurs et escrocs, contre la destruction du pays. Non aux "oranges", honte aux calomnieurs de la Russie !* ». Lors de cette manifestation « *antiorange* » du 4 décembre 2011 qui a réuni, selon les estimations officielles, entre 100 000 et 140 000 personnes, Sergei Kourginyan a prononcé un discours passionné dans lequel il accuse les leaders de l'opposition libérale de vouloir « *détruire le pays, comme en 1991* » et « *provoquer la guerre civile* ». Ce comportement qui lui a par ailleurs valu des soupçons d'être à la solde du Kremlin (selon Nicolaï Svanidze, Sergei Kourginyan servirait à capter les humeurs protestataires parmi la jeunesse et les utiliser dans des situations critiques pour soutenir le pouvoir en place), montre que Sergei Kourginyan, malgré son opposition proclamée, rejoint le pouvoir actuel sur plusieurs points – à savoir, l'idée de la stabilité de l'État russe, l'aversion pour le libéralisme et le rejet de la démocratie occidentale.

Ces deux personnages emblématiques de la société civile russe s'affrontent dans le cadre de l'émission « Le procès historique », défendant deux versions radicalement différentes de l'histoire. Selon l'affirmation de Sergei Kourginyan, son rôle dans cette émission a été « *non pas l'atténuation du conflit qui existe dans notre société, mais sa révélation, sa mise à nu* »⁶²⁴. En mars 2012, il a quitté l'émission afin de se consacrer pleinement à la direction de son mouvement politique⁶²⁵ ; il a pourtant affirmé que ces émissions lui ont permis de « *remplir son devoir historique* » et que pour lui c'était un instrument pour la transmission de ses idées⁶²⁶.

B. La reconstruction de la lutte des représentations

L'analyse des confrontations entre ces deux personnages symboliques, porte-parole des visions libérale et patriotique de l'histoire soviétique illustre le clivage qui divise la société russe actuelle sur la question du passé soviétique. Les divergences

⁶²⁴ Entretien avec Sergei Kourginyan, *Literatournaya Gazeta/ La gazette Littéraire*, n° 2-3 (6308), 26 janvier 2011, <http://www.kurginyan.ru/publ.shtml?cmd=art&theme=10&auth=10&id=2292>, consulté le 24 février 2014

⁶²⁵ SAMSONOVA Tonya, « *Sergei Kourginyan : vse ponimaiout, chto ya pobedil* » / « Sergei Kourginyan : tout le monde comprend que j'avais gagné », entretien avec Sergei Kourginyan, *Slon*, 14 mars 2012, http://slon.ru/russia/sergey_kurginyan_vse_ponimayu_chto_ya_pobedil-764060.xhtml, consulté le 24 février 2014

⁶²⁶ *ibid.*.

débatues devant les téléspectateurs concernent l'ensemble des questions de l'histoire soviétique : il s'agit de deux visions radicalement différentes non seulement du passé, mais aussi du présent et de l'avenir.

1. *Les interprétations divergentes du socialisme soviétique*

Les divergences commencent par l'interprétation de la Révolution d'Octobre : l'événement est qualifié de « *coup d'État* » par « *l'accusateur* », tandis que le « *défenseur* » souligne son caractère structurel et inévitable ; les controverses sont notamment visibles dans les discussions autour du personnage de Lénine qui est présenté par deux protagonistes tantôt comme un bâtisseur du puissant État soviétique, tantôt comme un fanatique sanguinaire.

Sergei Kourginyan s'attache à l'idée soviétique de la Révolution rendue inévitable par toute une série de facteurs : les élites tsaristes, affirme « *l'avocat* » de l'URSS, et ensuite les révolutionnaires socialistes et libéraux de février 1917 ont été incapables de prendre les rênes du pays et ont perdu la légitimité et la confiance du peuple. Dans ces conditions Lénine, « *personnage tragique, compliqué et grand* », a permis d'éviter le pire : disparition sanguinaire et honteuse du pays, perte de la souveraineté nationale et dépendance politique envers les grandes puissances européennes. En revanche, Nicolaï Svanidze présente Lénine comme un fanatique obsédé par une idée utopique dont l'essence peut être résumée dans une formule « *tout exproprier et partager* » ; c'est grâce à la simplicité de sa théorie qu'il a pu séduire les masses illettrées. Ayant pris le pouvoir, Lénine aurait « *dépravé le pays par le sang et par l'apostasie* », interrompu les réformes capitalistes prometteuses qui pouvaient faire évoluer la Russie vers plus de démocratie, a trompé les paysans russes auxquels il avait promis un paradis sur terre. Le clivage entre la vision « *libérale* » (coup d'État d'une poignée de révolutionnaires professionnels) et « *patriotique* » (caractère inévitable de la Révolution de 1917 provoquée par les carences objectives du système capitaliste), se dessine donc en filigrane dans les positions des deux protagonistes.

Les mêmes divergences surgissent dans le débat relatif au socialisme : le système de l'économie socialiste soviétique était-il condamné à l'échec ? Comment qualifier le système de relations sociales engendré par le socialisme ? La Russie, doit-elle suivre le chemin du capitalisme occidental ?

Pour Sergei Kourginyan, le système économique socialiste a toujours de l'avenir, et la crise financière actuelle en témoigne : « *Nous avons bafoué Marx afin de détruire l'URSS, mais Marx avait au fond raison* », affirme-t-il. Selon lui, le système soviétique avait des fondements sains et aurait pu être réformé, faisant de la Russie une superpuissance économique à l'instar de la Chine. L'existence de ce projet d'une économie basée sur l'idée de la justice sociale justifie l'existence de l'URSS et permet d'en relativiser les dysfonctionnements : « *Nous aimions l'URSS non pas pour ce qu'elle a été, mais pour ce qu'elle aurait dû devenir* », affirme Kourginyan. Dans la deuxième partie de l'émission, « *le défenseur* » essaie de prouver les bienfaits du socialisme par la critique du capitalisme dans sa version russe, dont les résultats son, selon lui, désastreux. Sergei Kourginyan voit dans les réformes libérales des années 1990 la main des puissances étrangères hostiles à la Russie : il n'hésite pas à affirmer

que ces réformes, et notamment la privatisation, ont été dirigées par les agents de la CIA et dans l'intérêt des États-Unis ; ainsi le passage à l'économie de marché ne pouvait qu'échouer, car était dirigé dans les seuls intérêts des élites, et par conséquent aux dépens du peuple et du pays. Dans son argumentation, Sergei Kourginyan s'indigne de l'émergence de classes sociales capitalistes inconnues auparavant, de « *nouvelles élites mi-criminelles détachées de la vie du pays* », suscitant des applaudissements dans l'audience.

Quant à Nicolai Svanidze, il souligne encore une fois l'obstacle que présente l'héritage de l'époque soviétique sur la voie de la Russie vers un marché « *civilisé* » et démocratique. Pour lui, « *le socialisme réel, et non pas abstrait, construit par Lénine et Staline* » a été un système contre-productif, car, non seulement ce système est incapable de fonctionner sans la contrainte permanente et la terreur de masse, ce qui explique l'absence d'acquis économiques significatifs après la mort de Staline, mais encore l'économie socialiste élimine le moteur essentiel du progrès : la motivation personnelle, l'initiative, la création, favorisées dans l'économie de marché⁶²⁷.

« *L'accusateur* » résume le parcours du socialisme russe dans une brève formule : après avoir « *bousculé les vies de millions des Soviétiques* », le socialisme a perdu ses forces vitales et échoué. Pour autant, son héritage continue à empoisonner l'économie actuelle russe qui n'a rien à voir avec le capitalisme, système souple et dynamique : l'économie russe représente « *le business des fonctionnaires* » qui se traduit par une fusion totale entre l'administration et le monde des affaires. Cette situation résulte de la dégénérescence de la nomenklatura du PCUS qui, tout en ayant le pouvoir, aspirait à la propriété et a réalisé ses aspirations après la chute de l'URSS. Pour Nicolai Svanidze donc, les vraies classes privilégiées ne sont pas les « *capitalistes* » entrepreneurs critiqués par son adversaire, mais toujours la nomenklatura qui, tout en menant des activités d'affaires, ne paie pas d'impôts.

Les divergences sont également importantes quant à la question du modèle social soviétique : les images d'une société juste et égalitaire et d'une société profondément inégalitaire et barbare s'affrontent.

Pour Sergei Kourginyan, le modèle socialiste de distribution engendre une société juste. Selon lui, dès le début l'État soviétique a agi dans les intérêts de la majorité qu'il assimilait à l'intérêt général : le lendemain de la révolution, les manoirs confisqués ont été transformés en sanatoriums publics. Les arguments avancés par « *le défenseur* » font éloge du système de l'État providence soviétique qui distribuait les richesses de manière centralisée : sont évoqués la sécurité sociale et l'éducation gratuites, les prix bas pour une certaine sélection des biens, la gratuité des logements, les bourses universitaires pour les étudiants talentueux, la mobilité verticale, la promotion des jeunes spécialistes ; « *un nouveau pays a été créé du jour au lendemain* », affirme Kourginyan. L'un de ces « *témoins* » invités, une écrivaine patriotique Elena Proudnikova, ajoute au tableau dressé par Sergei Kourginyan les éléments suivants :

« *Voici les faits : en dix ans de socialisme, le chômage a été complètement éradiqué. [...] En dix ans, la mortalité infantile a été réduite de 4 fois. Dans la Russie prérévolutionnaire, la mortalité des enfants en bas âge était de 50%, dans les années 1930 elle a été de 15% [...]. Cela concernait tout particulièrement les campagnes. [...] Le système de redistribution a été très juste : selon le travail de chacun*

⁶²⁷ « *Soud'ba kapitalisma* » / « Le destin du capitalisme », *Le Procès historique*, émission du 21 septembre 2011, <http://www.youtube.com/watch?v=2GohzAQmq7o>, consulté le 28 février 2014

(applaudissements dans la salle). [...]. *La méritocratie a été le pivot de cette société* »⁶²⁸.

Pour Sergueï Kourguinyan, le système de la justice sociale dans la Russie actuelle constitue une rupture totale avec l'URSS : selon les estimations du Centre russe de l'étude du niveau de vie, affirme-t-il, 60% des Russes vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. La comparaison entre la position de la bureaucratie soviétique « *qui se contentait de peu et ne se permettait aucun excès* », « *la classe sociale la plus sous-payée de l'histoire* », dont les privilèges ont été strictement limités à la durée de la fonction, et les bureaucrates actuels qui « *s'engraissent sans limites au mépris du peuple* » constituent, selon le « *défenseur* », un argument clé permettant d'appréhender le caractère égalitaire de la société soviétique.

Pour Nicolaï Svanidze en revanche, la société soviétique a été une société profondément inégalitaire et stratifiée : un décalage énorme entre les élites et les « *simples gens* » existait déjà, car la redistribution centralisée des richesses a engendré sa propre hiérarchie sociale. Tout d'abord, « *l'accusateur* » rappelle que la majorité de la population à l'époque stalinienne a été représentée par les paysans (80%), qui ont été « *les exclus du système social* », « *les gens affamés en permanence* », sous-payés et sans retraite jusqu'à 1965, mais aussi sans passeports intérieurs afin qu'ils ne quittent pas leur kolkhoze ; « *peut-on traiter une société où la majorité de la population est réduite à l'indigence de société juste ?* », martèle-t-il. Dans la suite de son discours, Nicolaï Svanidze rappelle que les élites bureaucratiques soviétiques ont constitué, dès le début, une caste privilégiée de la population ; ses témoins évoquent l'existence de magasins spéciaux ouverts uniquement aux élites qui seules pouvaient y acheter des produits de qualité. La modestie relative de la nomenklatura, mise en avant par son adversaire, serait liée, à l'absence de la propriété privée : dans la société soviétique, les privilèges matériels (les villégiatures, les voitures avec un chauffeur personnel) ont remplacé l'accumulation des richesses. Les injustices de la société actuelle russe puisent leurs racines dans les inégalités de l'époque soviétique, conclut-il. Plus globalement, lors du débat, Nicolaï Svanidze s'oppose à l'idée de l'État providence à la soviétique, affirmant la nécessité de réduire l'interventionnisme étatique dans tous les domaines : le seul moyen d'élever le niveau de vie est la concurrence économique, politique et intellectuelle, impossible sans la propriété privée.

2. *L'URSS : un État totalitaire ou un État « normal » ?*

La question de la nature totalitaire de l'État soviétique constitue une autre pierre d'achoppement : à quel point le système stalinien constitue-t-il une exception historique ? Le totalitarisme, est-il une caractéristique propre à l'Union soviétique ? Comment peut-on qualifier la période des répressions ? La société soviétique, peut-elle être qualifiée de normale ? Quelle attitude la société russe actuelle doit-elle adopter vis-à-vis de ces pages difficiles de l'histoire ?

Dans un débat consacré aux droits de l'homme en URSS en Russie, Sergueï Kourguinyan conteste l'idée que la terreur et le caractère répressif constituent les traits caractéristiques de l'État soviétique ou de l'histoire russe, militant pour la contextualisation de cette période, c'est-à-dire son inscription dans un contexte

⁶²⁸ « *Sotsial'naiia spravedlivost'* » / « La justice sociale », *Le Procès historique*, émission du 14 septembre 2011, <http://www.youtube.com/watch?v=TTvWVKS7OhU>, consulté le 24 février 2014

historique global ; pour lui, la dictature stalinienne « *n'a rien de monstrueux* »⁶²⁹. Selon le « *défenseur* », contrairement à la dictature stalinienne qui visait le bien commun, la Russie actuelle est soumise à l'arbitraire des « *cartels multinationaux* » qui « *pillent les richesses du pays* » ; Sergei Kourginyan parle de « *l'union des voleurs internationaux et locaux* ». C'est exactement la faiblesse de l'État incapable de stopper le pillage du pays et d'arrêter la corruption qui serait à l'origine des carences liées à l'État de droit.

Pour Nicolaï Svanidze, les problèmes liés à la construction de l'État de droit dans la Russie actuelle puisent leurs racines dans le système soviétique qui « *méprisait les droits de l'homme, l'individu, la dignité humaine* ». Présentant les lois stalinienne de 1937, Nicolaï Svanidze dresse un tableau de l'engrenage de la Grande Terreur : les répressions ont été organisées selon la logique d'une planification rigoureuse ; les plans adressés aux troïkas du NKVD⁶³⁰ précisaient le nombre approximatif d'« *ennemis du peuple* » à réprimer dans chaque région, district et république. « *Des documents de cette envergure et dans le même esprit d'efficacité hautement technologique, affirme Svanidze, ont été également écrits en Allemagne nazie* », établissant un parallèle entre les deux totalitarismes. Dans la deuxième partie de son discours, « *l'accusateur* » affirme que cet héritage totalitaire s'est encore une fois manifesté dans l'affaire de Magnitski, avocat fiscaliste russe décédé en garde à vue dans des circonstances non élucidées, privé d'aide médicale. Les tortures et l'indifférence vis-à-vis des individus, « *une norme de l'époque stalinienne* », perdurent dans la société russe car elle n'a jamais clairement condamné les pratiques du stalinisme « *ni juridiquement, ni moralement* ».

Ainsi deux visions globalement différentes de l'époque soviétique se dessinent à travers le débat : le système soviétique en tant que « *société normale* » ou « *système terroriste* » ; la société juste et progressiste ou la société des inégalités criantes et de la pauvreté ; le seul pays ayant essayé de réaliser l'idéal de l'émancipation par le travail ou le système pervers forgé par des fanatiques. Des visions divergentes de la justice sociale, de la place de la Russie dans le monde, des relations entre l'État et l'individu s'affrontent. Mais un autre élément, crucial dans le débat, laisse apercevoir non seulement la profondeur du clivage sur le passé, mais également l'existence d'une plus grande ambiguïté quant aux origines de la Russie actuelle : cette dernière est présentée par les protagonistes, tantôt comme une héritière dans laquelle on retrouve tous les défauts de l'URSS, tantôt comme une rupture avec un modèle qui a été globalement réussi. Par conséquent, les fondements de la critique des défauts actuels ne sont pas les mêmes : si pour Sergei Kourginyan les problèmes actuels sont provoqués par le refus du modèle soviétique, pour Nicolaï Svanidze c'est l'absence

⁶²⁹ « *Pravovaia zaschischenost'* » / « La sécurité juridique », *Le Procès historique*, émission du 11 août 2011, <http://rutube.ru/video/540a30539afdcc5723eeaf34f3c5d96c/>, consulté le 24 février 2014

⁶³⁰ Commission extra légale composée de trois personnes lors de la Grande Terreur habilitée à enclencher les procédures pénales.

d'une rupture avec l'ancien héritage qui en serait à l'origine. Le degré de parenté de la Russie actuelle avec le système soviétique n'est donc pas clairement articulé.

3. *Le soviétisme gagnant ?*

Laquelle de ces deux opinions trouve un écho favorable au sein de la population russe ? L'analyse des votes des téléspectateurs montre que la position pro-soviétique de Kourginyan est plus populaire que la position libérale de Svanidze : à l'issue de chacune des dix émissions analysées, le vote a été, à majorité écrasante, en faveur du « défenseur », comme en témoigne le Tableau 4 ci-dessous.

Tableau n° 4. Les résultats du « duel » télévisé à l'issue de 10 émissions

L'émission	Les résultats Svanidze / Kourginyan (nombre de votes et pourcentage).
11.08.2011 , « La sécurité juridique : des troïkas de Staline à l'affaire de Magnitski »	7 709 / 37017, soit 17% / 83 %
18.08.2011 , « L'état de crise : de la révolte de Kornilov au putsch des communistes en 1991 »	10 255 / 63 854, soit 14% / 86 %
25.08.2011 , « Le tsunami politique : de la chute du mur de Berlin à la chute du régime de Kadhafi »	5 899 / 57 254, soit 9% / 91%
07.09.2011 , « Les relations avec l'Occident : du pacte Molotov-Ribbentrop à l'antioccidentalisme actuel »	6 616 / 55 008, soit 11% / 89%
14.09.2011 , « La justice sociale : du système de distribution stalinien à la différenciation sociale actuelle »	9 192 / 68 499, soit 12% / 88%
21.09.2011 , « Les destins du capitalisme : du <i>Capital</i> de Marx à la crise financière actuelle »	6 291 / 60 015, soit 9,5% / 90,5%
28.09.2011 , « Les dissolutions du Parlement : de 1907 à octobre 1993 »	6 522 / 63 644, soit 9% / 91%
19.10.2011 , « Les pertes intellectuelles : du "bateau des philosophes" à la « fuite des cerveaux » actuelle »	6 905 / 45 497, soit 13% / 87%
26.10.2011 , « La destitution politique : de Khrouchtchev à Gaïdar »	46 714 / 109 000, soit 30% / 70%
02.11.2011 , « Le fantôme du communisme : de la Révolution d'Octobre 1917 aux manifestations antibourgeoises actuelles »	46 523 / 113 902, soit 29% / 71%

Le point de vue prosoviétique progresse donc dans les sympathies des téléspectateurs ; le caractère stable de ce phénomène est confirmé par le fait qu'après le départ de l'émission du « défenseur » Kourginyan, la position « patriotique » a continué à gagner, alors qu'elle était exprimée cette fois par un journaliste Dimitri

Kissilev, beaucoup moins charismatique que son prédécesseur et moins éloquent que « *l'accusateur* » Nicolaï Svanidze.

Au premier abord, c'est donc bel et bien l'idée prosoviétique, détachée de la personnalité qui la représente, qui bénéficierait d'un soutien au sein de la population russe, tandis que les idées libérales seraient en minorité. Pour autant, les sondages du centre sociologique *Levada* fournissent des chiffres différents : selon les résultats de leur sondage consacré à l'émission, réalisé en octobre 2011 sur un groupe représentatif de la population (1 600 personnes dans 45 régions), uniquement 22% de téléspectateurs soutiennent la position de Sergei Kourginyan, tandis que 30% soutiennent Nicolaï Svanidze et 20% « *soutiennent les deux de manière égale* » (Tableau 5).

Tableau n° 5. *Lequel des deux opposants de l'émission « Le procès historique » soutenez-vous : Kourginyan ou Svanidze ?* Le sondage de Levada d'octobre 2011 sur le soutien accordé à chacun des deux protagonistes par les téléspectateurs. Source : *Levada centre*⁶³¹.

Kourginyan	22%
Svanidze	33%
Les deux	20%
Ni l'un, ni l'autre	14%
Pas de réponse	10%

Ces données permettent donc de nuancer les premières conclusions sur le niveau d'acceptation des idées prosoviétiques défendues par Sergei Kourginyan au sein de la population russe : les sondages représentatifs montrent que la société russe est en réalité partagée sur le passé soviétique. La différence drastique que représentent les votes des téléspectateurs lors du débat à la télévision par rapport aux résultats des sondages constitue un signe important permettant de prendre la mesure de la mobilisation des courants de l'opinion patriotique en faveur de leur porte-parole. En effet, sur le site du mouvement politique de Sergei Kourginyan, « *Essence du temps* », les membres du mouvement sont incités à envoyer des SMS en faveur de leur candidat ; les alertes annonçant la date et l'heure de chaque émission rappellent : « *Votre activisme et l'activisme de vos amis et collègues sont très importants et*

⁶³¹ TV-show « Le Procès historique », sondage du 16 novembre 2011, <http://www.levada.ru/16-11-2011/tv-shou-istoricheskii-protsess>, consulté le 24 février 2014

peuvent influencer le résultat du vote »⁶³². La mobilisation est également organisée sur d'autres sites internet liés au mouvement : sur le site du « Centre de Sergei Kourginyan »⁶³³, la discussion consacrée à l'émission compte 98 pages ; les internautes s'incitent mutuellement à envoyer de plus en plus de messages pour leur candidat.

Ainsi, même si le vote des spectateurs qui définit la victoire permanente des points de vue prosoviétiques à l'issue du « procès » n'est pas représentatif de l'ensemble de la société russe qui reste partagée sur les questions du passé, il l'est pour un courant d'opinion national-patriotique qui, tout en étant plus restreint, est visiblement plus actif et mobilisé que son adversaire.

SECTION 3. LE TOURNANT PATRIOTIQUE DANS LA CULTURE

Cette section est consacrée à l'analyse de la réanimation symbolique de l'Union Soviétique dans la littérature et le cinéma. Les tentatives de renouer les liens avec le passé soviétique sont repérables aussi bien à travers la vague de littérature patriotique (§1) qu'à travers les productions cinématographiques alimentant la mythologie de la Grande Guerre patriotique (§2).

§ 1. La littérature patriotique des années 2000

Les premières tentatives dans la littérature pour renouer les liens avec le passé soviétique trouvent leur expression dans les romans fantastiques de la fin des années 1990 – début des années 2000 : les auteurs de ce nouveau genre populaire créent des sociétés imaginaires dotées de traits caractéristiques facilement reconnaissables, qui renvoient aux modèles politiques et aux pratiques sociales soviétiques évoqués dans un contexte positif. Les symboles d'une grande puissance, d'une société juste et prospère, associés à la Russie prérévolutionnaire dans les années 1990, se déplacent vers l'époque soviétique dans les années 2000, marquant une tendance à la réintégration de ce passé, sous forme positive, dans le récit national.

⁶³² « Emission *Le Procès historique* : faites attention », site du mouvement « *Essence du temps* », <http://eot.su/taxonomy/term/474>, consulté le 24 février 2014

⁶³³ Site officiel de Sergei Kourginyan, forum de discussion, « *Istoritcheskii protsess : pole bitvy – istoriia* » / « Le procès historique ; l'histoire comme champs de bataille », <http://www.kurginyan.ru/board/index.php?showtopic=2189>, consulté le 24 février 2014

Deux œuvres phares de ce genre littéraire, *Vybrakovka / Le Rebut* d'Oleg Divov et *Gospodin Geksogen / Monsieur Hexogène* d'Alexandre Prokhanov, illustrent le retour à l'idée de l'État fort et juste, associée à l'URSS ; cette réhabilitation fantasmagique de l'Union Soviétique va de pair avec la critique de la situation actuelle exprimée par les auteurs (A). La *staliniane*, un courant de la littérature russe qui s'est formé comme un genre distinct dans la première décennie des années 2000, apporte une autre illustration des tendances évoquées : l'analyse du corpus de cinquante livres de *staliniane* montrera que la nostalgie de l'empire, les représentations de l'État juste, le nationalisme et surtout l'insatisfaction du présent sont les principaux moteurs de la réhabilitation de Staline et de son époque, mais aussi de l'ensemble du passé soviétique (B).

A. La restauration symbolique de la grande puissance dans les romans fantastiques

À la fin des années 1990, on assiste à la montée d'un phénomène que le sociologue russe Boris Doubine appelle « *La nostalgie de l'Empire* » : il s'agit de la quête de symboles positifs dans l'histoire russe, associés dans la plupart des cas à la grandeur du pays, au pouvoir fort, à l'ordre et à la justice⁶³⁴ ; ces recherches, affirme le sociologue, témoignent d'une recomposition de la perception du temps historique : le vide créé par le rejet du passé soviétique commence à être rempli par des symboles positifs.

1. L'utopie patriotique : un nouveau genre littéraire

Dans la littérature, ce processus se traduit par la formation d'un genre spécifique, l'utopie patriotique : cette forme littéraire, permettant de créer un monde irréel et fantastique, est adoptée par les écrivains préférant réinventer le présent et l'avenir plutôt que se tourner vers le passé. À forte portée sociale, ces utopies exposent les différents scénarios du développement de la Russie, soit dans un genre d'uchronie (la réécriture de l'histoire à partir de la modification d'un événement du passé), soit dans un genre purement utopique. La forte popularité de ces romans fantastiques est caractéristique de l'escapisme social : la société russe, traversée par

⁶³⁴ DOUBINE Boris, « *Vektory i urovni kollektivnoi identifikatsii v segodnyachnei Rossii* » / « Les vecteurs et les niveaux de l'identification collective dans la Russie actuelle », *Vestnik obshchestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2009, pp. 55-65

une série de crises depuis 1991, se tourne vers un monde d'illusions et d'imaginaire. L'apparition de la première vague des utopies patriotiques commence à la fin des années 1990 : en 1999, un groupe littéraire « *Bastion* » est fondé à Moscou, réunissant les auteurs de « *l'avant-garde conservatrice* »⁶³⁵ autour de l'idée de l'empire.

a. Le Rebut : la nostalgie de l'Empire dans la littérature

Le roman *Vybrakovka / Le Rebut* d'Oleg Divov, un jeune écrivain moscovite, sorti en 1999, est illustratif du phénomène de « *nostalgie de l'Empire* » dans la littérature. L'idée du livre, affirme l'auteur, lui a été inspirée en 1994 par de « *longues conversations avec les personnes âgées* »⁶³⁶. Faisant un clin d'œil à la génération soviétique, l'auteur dédie le livre à « *tous les vieux de la Russie, qui se sont perdus dans le tourbillon de "l'époque du changement" et qui cherchent désespérément une issue* »⁶³⁷ : cette dédicace explicite est une clé pour la compréhension du récit fantastique qui renvoie à une certaine vision de l'ordre social, de la société juste, mais aussi de la grande puissance associée à l'époque soviétique.

La société imaginaire créée par Oleg Divov réunit les traits caractéristiques de l'Union soviétique de la période stalinienne, mais aussi de certains régimes fascistes. L'auteur décrit un ordre social, économique et politique instauré dans un futur proche en Russie par un groupe d'officiers des services secrets qui effectuent un coup d'État et s'emparent du pouvoir, formant « *Pravitel'stvo narodnogo doveriia* » / « *Le gouvernement de confiance populaire* ». Le principal instrument de la politique du gouvernement est « *L'Agence de la protection de la société* » (APS), une organisation chargée d'« *instaurer de l'ordre dans le pays* », qui ne ressemble que trop à la Tcheka, police politique soviétique, dans ses diverses incarnations⁶³⁸.

Le système de gouvernement spécifique créé par le gouvernement de confiance populaire est appelé « *la mise au rebut* » : il s'agit de la « *purification* » de la société par l'élimination des « *éléments antisociaux* » et des « *ennemis du peuple* » qui « *empêchent les honnêtes contribuables de vivre normalement* »⁶³⁹. Parallèlement, le nouveau gouvernement modifie le système économique : le contrôle de l'État sur la vie économique est resserré, le gouvernement procédant à l'expropriation directe des capitaux des oligarques. Les frontières sont fermées, la délocalisation et l'évasion fiscale stoppées, la circulation de capitaux interdite. Au niveau international, la Russie et la Biélorussie se réunissent afin de créer « *L'Union Slave* » ; les relations avec les pays occidentaux sont tendues, sans pour autant empêcher le commerce et la coopération scientifique de grande échelle.

⁶³⁵ VOLODIKHIN Dimitri, « *Neoampir. Imperskaia ideia v rossiiskoi fantastike stala prodavaemoi* » / « *Néo-empire. L'idée d'empire dans la littérature fantastique russe est devenue vendable* », Ex Libris NG, 8 mai 2001, http://www.booknavigator.ru/?page=itrec_7&id=6855, consulté le 28 février 2014

⁶³⁶ DIVOV Oleg, *Vybrakovka / Rebut*, Moscou, EKSMO, 2009 (1999), p. 2

⁶³⁷ DIVOV Oleg, *op. cit.* p. 2

⁶³⁸ *ibid.*, p. 159

⁶³⁹ *ibid.*, p. 200

Dans la société imaginaire inventée par l'auteur, on retrouve plusieurs traits caractéristiques de l'État soviétique : la guerre aux « riches », la justice sommaire, le concept des « ennemis du peuple » et leur élimination, l'économie contrôlée. Certaines allusions au régime stalinien sont assez explicites : ainsi le système de camps qui joue un rôle principal dans « *le miracle économique du pays* » porte le nom de « Goulaque ». Suite à ces mesures, « *L'Union slave* » devient, au bout de sept ans, non seulement un État des plus prospères et riches, mais aussi le plus sûr et tranquille ; le système pénitentiaire fait partie intégrante du système économique, assurant un rapide développement ; les tensions sociales disparaissent, ainsi que les problèmes d'alcoolisme, de drogue, de violence.

Le roman d'Oleg Divov a été récompensé, en 2000, par de nombreux prix littéraires : il a reçu une récompense du groupe littéraire « *Bastion* », un prix spécial « *Bastkon* », récompensant les meilleurs œuvres dans le genre fantastique, le grand prix du festival de fiction « *Fankon* » à Odessa et le prix spécial « *Zvezdnyi Most* » / « *Le pont d'étoiles* » décerné lors du Congrès international d'écrivains à Kharkov pour le meilleur roman de l'année.

b. Restaurer la grande puissance : une explication fantastique de l'ascension de Poutine

Le roman fantastique d'Alexandre Prokhanov, *Gospodin Geksogen / Monsieur Hexogène* est un autre exemple de la restauration symbolique de l'époque soviétique à travers un récit fantastique. Lors de la *perestroïka*, le jeune Prokhanov, auteur de plusieurs romans sur la guerre d'Afghanistan, s'est rangé du côté du courant national patriotique et conservateur de la littérature soviétique, soulignant la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de l'Union Soviétique. En 1993, il écrit un roman *Posledniy soldat Imperii / Le dernier soldat de l'Empire*, nostalgique de la grande puissance soviétique. Le roman *Monsieur Hexogène*, écrit en 1999, paraît d'abord sous forme de supplément aux journaux nationalistes de gauche *Zavtra / Demain* et *Sovetskaya Rossiya / Russie Soviétique* ; une année après, il est édité par une maison d'édition « *Ad Marginem* », dont la spécialisation est l'édition d'œuvres qui se trouvent « *en marge de la littérature* ».

Ce roman fantasmagorique décrit, sous forme métaphorique, l'ascension de Vladimir Poutine au pouvoir : il serait la marionnette d'une organisation secrète « *Swahili* », composée de plusieurs généraux des services secrets soviétiques, « *les patriotes secrets de la Russie* », qui agit clandestinement dans le but de restaurer « *l'État russe auquel on a prêté le serment de fidélité* », c'est-à-dire l'Union Soviétique, en infiltrant ses agents dans les structures de pouvoir, dans les médias, dans les structures de la sécurité de la nouvelle Russie afin de préparer de la restauration d'un État russe fort.

Le retour au système soviétique est légitimé dans le roman par le tableau de la dégradation de la Russie après la chute de l'URSS, dressé par l'auteur. Cette Russie de

Boris Eltsine est un pays dirigé par des clans oligarchiques ayant à sa tête des personnages fantasmagoriques, mi-hommes mi-insectes, dans lesquels les lecteurs reconnaissent facilement les oligarques Boris Berezovsky et Vladimir Goussinsky⁶⁴⁰. Les oligarques contrôlent l'ensemble de la vie politique, économique et sociale du pays, influençant la politique du Président de plus en plus dépendant et sénile ; ils sont décrits par l'auteur comme le mal absolu dont le seul but est de piller et de détruire la Russie.

Le rapprochement discursif et symbolique entre les héros de l'époque soviétique et les saints russes dans le roman souligne encore la dimension transcendante de l'Empire soviétique présenté comme un paradis perdu : il est significatif que le discours sur le caractère divin de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique sorte de la bouche d'un Fol-en-Christ, figure emblématique de la tradition orthodoxe et de la littérature russe classique. En effet, la sacralisation de la guerre et des héros soviétiques, les rapprochements entre la rhétorique soviétique et orthodoxe rompent avec l'opposition entre « *la vraie Russie* » et l'époque soviétique et soulignent la continuité entre les deux en intégrant l'URSS dans l'ensemble de l'histoire russe.

Le roman *Monsieur Hexogène* a été le premier grand succès d'Alexandre Prokhanov : en 2002, il est récompensé par un prix « *Bestseller national* » en tant que meilleur roman russe. Dans les entretiens à la presse, l'auteur souligne que l'idée du roman est née « *dans les profondeurs du mouvement rouge patriotique* »⁶⁴¹, soulignant ainsi que les racines de son patriotisme se trouvent dans « *L'Empire rouge* ». L'abondance d'utopies sociales de ce type a constitué un signe du changement de l'interprétation du passé soviétique dans la littérature de la fin des années 1990 – début des années 2000 : la grande puissance, les modèles de société juste et prospère sont de plus en plus associés à l'URSS plutôt qu'à la Russie prérévolutionnaire. Le développement de ces tendances a permis l'établissement, dans la première décennie des années 2000, d'un genre littéraire particulier, « *la staliniane* ».

B. La staliniane

La réinvention progressive d'un État soviétique fictionnel a favorisé l'explosion de la littérature populaire consacrée à la période stalinienne : le marché de la littérature historique qui contribue à l'alimentation de représentations du passé est

⁶⁴⁰ Boris Berezovsky et Vladimir Goussinsky, deux oligarques russes exerçant une influence décisive sur la politique russe lors de la présidence de Boris Eltsine. En 2000, ils tombent en disgrâce auprès de Vladimir Poutine et sont contraints de s'exiler.

⁶⁴¹ « *Pisatel'-patriot Alexandr Prokhanov : hotchu brosit' v kotel bor'by s rejimom i skinhedov, i limonovtsev* » / « L'écrivain patriote Alexandre Prokhanov : je veux jeter dans la chaudière de la lutte contre le régime aussi bien les skinheads que les *limonovtsy* », *Komsomolskaya Pravda / La vérité de komsomol*, 24 avril 2002, <http://www.kp.ru/daily/22539/17050/>, consulté le 28 février 2014

dominé par le personnage de Staline éclipsant tous les autres dirigeants de la période, tels Lénine, Khrouchtchev, Brejnev.

1. *Un projet littéraire controversé*

En 2010, l'une des plus grandes maisons d'édition russe, EKSMO, qui publie les œuvres littéraires, de vulgarisation scientifique, mais aussi les œuvres pour la jeunesse et l'enfance, lance trois collections consacrées à ce personnage historique : « *Staliniste* »⁶⁴², « *La renaissance stalinienne* »⁶⁴³, et « *L'énigme de 1937* »⁶⁴⁴, ainsi qu'une collection « *Sovetskii Proekt* » / « *Le Projet Soviétique* »⁶⁴⁵, regroupant les œuvres sur la période soviétique. L'apparition presque simultanée de ces collections est caractéristique des nouvelles tendances de la première décennie des années deux mille : l'importance de la littérature consacrée à Staline et à l'époque soviétique exige une collection à part ; ce phénomène permet de parler de l'émergence d'un nouveau genre littéraire, la *staliniane*.

Un certain nombre de livres qui font partie des trois collections ont été retenus pour une analyse quantitative et qualitative. Ces collections ont provoqué un grand nombre de controverses. En 2011, certains représentants de la société civile (dramaturges, acteurs, journalistes, écrivains, poètes, sociologues et experts politiques) signent une lettre ouverte adressée à la maison d'édition, dans laquelle ils protestent contre « *les tentatives agressives et persévérantes de justifier les crimes les plus cruels du régime soviétique communiste contre son peuple* »⁶⁴⁶. Les livres qui font partie de la collection, affirment les auteurs, « *offensent la mémoire des millions de victimes, sont imprégnés de l'esprit totalitaire, de la cruauté, de l'intolérance nationale et sociale, incitent à la haine envers le régime démocratique actuellement en place* »⁶⁴⁷ ; même les préfaces de l'édition, soulignent les auteurs, sont « *imprégnées de l'esprit totalitaire* ». Selon eux, l'apparition des collections n'est pas anodine : les livres consacrés à Staline font partie d'un vaste projet de propagande en

⁶⁴² Série « *Staliniste* », site officiel de la maison d'édition EKSMO, <http://www.eksmo.ru/series/245979/>, consulté le 28 février 2014

⁶⁴³ Série « *La renaissance stalinienne* », site officiel de la maison d'édition EKSMO, http://eksmo.ru/series/216356/?sphrase_id=21746, consulté le 28 février 2014

⁶⁴⁴ Série « *L'énigme de 1937* », site officiel de la maison d'édition EKSMO, http://eksmo.ru/series/218615/?sphrase_id=21750, consulté le 28 février 2014

⁶⁴⁵ Série « *Le projet soviétique* », site officiel de la maison d'édition EKSMO, http://eksmo.ru/series/242626/?sphrase_id=18412, consulté le 28 février 2014

⁶⁴⁶ « Lettre ouverte dans la direction de la maison d'édition « EKSMO », *Tchastnyi Korrespondent / Correspondant privé*, 15 Avril 2011, http://www.chaskor.ru/article/otkrytoe_pismo_23050, consulté le 28 février 2014

⁶⁴⁷ *ibid.*.

faveur du stalinisme. « *Il s'agit d'œuvres qui influencent la formation des représentations de masse, des mythes et de stéréotypes sur le passé* »⁶⁴⁸.



Images n° 11a, 11b, 11c. Les couvertures de trois livres de la collection « *Staliniane* » (de droite à gauche) : Alexandre Ousovskii, *Dieu, protège Staline ! Staline le grand, tsar de l'URSS* (2013) ; Mikhail Oschlakov, *La vérité interdite sur Staline*, (2011) ; Lev Balayan, *Staline – père du peuple* (2011)

La maison d'édition répond à cet appel par une lettre ouverte publiée dans le même magazine *Tchastniy Korrespondent / Le correspondant privé* et reproduite sur le site officiel⁶⁴⁹. Elle invoque la liberté de parole : ne pouvant accepter « *aucune forme de censure, même dans le but le plus noble* », la maison d'édition affirme qu'il faut « *donner la possibilité d'exprimer tous les points de vue sur les questions de l'histoire russe* », tout en laissant la liberté aux lecteurs d'en tirer les conclusions ; ainsi, affirme EKSMO, des livres véhiculant les points de vue favorables à Staline peuvent être publiés au même titre que les interprétations critiques de ce personnage. Par ailleurs, la maison d'édition souligne qu'elle fait objet, depuis un certain temps, de « *toutes sortes d'accusations contradictoires* » : elle serait simultanément accusée de « *faire de la propagande du stalinisme* » et de « *calomnier l'histoire soviétique* », affirme le directeur⁶⁵⁰. Ce constat met en exergue le caractère conflictuel de la mémoire de cette époque : la maison d'édition ne reste pas à l'écart du clivage qui

⁶⁴⁸ *ibidem.*

⁶⁴⁹ « *EKSMO i nekoroshie knigi. Otvet izdatel'stva tchastnomu korrespondentu* » / « *EKSMO et les mauvais livres. La réponse de la maison d'édition à Correspondant privé* », *Tchastnyi Korrespondent / Correspondant privé*, 20 Avril 2011, http://www.chaskor.ru/article/eksmo_i_nekoroshie_knigi_23106, consulté le 28 février 2014 ; également consultable sur le site officiel de la maison d'édition : http://www.eksmo.ru/news/publishers/1288395/?sphrase_id=22426, consulté le 28 février 2014

⁶⁵⁰ *ibid.*

divise la société russe par rapport à Staline et à l'époque soviétique et la littérature historique fait souvent objet de réactions controversées de différents groupes d'acteurs.

Afin d'analyser l'image du passé soviétique donnée par cette littérature, nous avons constitué un échantillon de cinquante livres faisant partie de trois collections de la *staliniane* (Voir l'Annexe 3) : l'échantillon en question, qui ne comporte pas tous les livres récents consacrés à Staline, permet d'appréhender les grandes lignes des représentations de l'époque soviétique dans la littérature russe actuelle, ainsi que de comprendre les vecteurs de réévaluation des questions clés du passé. Les livres ont été analysés dans le but de repérer les thématiques transversales ainsi que l'interprétation donnée aux principaux événements de la période.

2. Les traits caractéristiques de la staliniane : purifier l'image du « grand guide » des « calomnies »

Le premier trait caractéristique de la *staliniane* est son caractère ouvertement élogieux vis-à-vis du « grand guide » et de l'époque soviétique : les titres des livres mettent en évidence la volonté des auteurs de réhabiliter Staline et l'époque soviétique, non seulement historiquement, mais aussi politiquement.

a. La réhabilitation de Staline sous couvert d'une « analyse objective »

Une première analyse du corpus révèle une grande ressemblance dans les titres des livres : l'emploi fréquent de mots comme « énigme », « vrai », « vérité », « mensonge » positionne ce type de littérature dans un cadre de lutte pour la vérité historique ; les auteurs de la *staliniane* présentent leurs œuvres comme une révélation de la « véritable » histoire, par opposition à l'histoire fautive ou falsifiée, indiquant que la question de la signification de l'époque soviétique dans l'histoire russe est loin d'être close. Dans la majorité des livres, la réévaluation de Staline, symbole et incarnation de la période, est présentée comme un point de départ dans une réévaluation plus globale de l'ensemble de l'histoire soviétique.

Un autre trait caractéristique de cette littérature populaire est la prétention des auteurs à une certaine scientificité : une grande partie des livres ouvertement élogieux vis-à-vis de Staline s'annoncent comme « basés sur les documents historiques inédits », « révélant toute la vérité sur l'époque stalinienne » ; la « vérité » est

souvent présentée comme des informations escamotées par le discours dominant. En pratique, les raisonnements des auteurs sont basés sur les thèses clés des historiens patriotes ou « *antirévissionnistes* » (voir *supra*). Ce sont des « *amateurs-patriotes* » qui, selon l'expression de l'historien russe Alexey Miller, « *essaient de sauver l'histoire soviétique de la trahison des historiens professionnels* », déplaçant le débat dans un champ de bataille entre « *patriotes* » et « *traîtres* »⁶⁵¹. Bien que la frontière entre les œuvres faisant partie de la *staliniane* et les vulgarisations historiques réalisées par les « *antirévissionnistes* » soit assez poreuse dans la mesure où les deux jouissent d'une très grande popularité parmi les lecteurs, les deux types de récits ne se confondent pas : si les vulgarisations historiques des « *historiens patriotes* » proches du pouvoir sont basées sur les thèses établies suite au travail effectué sur les archives souvent inaccessibles pour d'autres chercheurs, les réflexions des auteurs de la *staliniane* ne sont pas originales et se présentent comme une simple rediffusion du discours savant sous forme littéraire, polémique et beaucoup plus politisée. La retransmission des mêmes idées par les cercles savants et littéraires met en lumière une tendance générale à une réévaluation positive du passé soviétique et la volonté de rompre avec les interprétations élaborées au début des années 1990 au sein d'une partie de la société.

L'analyse des livres en question met en lumière le caractère radical de la réévaluation de l'histoire dans cette littérature : tous les piliers de la révision « *démocratique* » effectuée dans les années 1980 – 1990 sont mis en question dans la littérature « *patriotique* », allant de la Révolution d'Octobre à la chute de l'URSS.

La table de matières du livre de Vladimir Litvinenko « *L'énigme de 1937* » (2008)⁶⁵² donne un aperçu de la démarche des auteurs de la *staliniane*, énumérant tous les événements de l'histoire soviétique considérés comme « *calomniés* » par les réévaluations de la *perestroïka* : le premier chapitre est consacré à la réhabilitation de la Révolution d'Octobre et des « *grands acquis des années 30* » (l'industrialisation), ainsi qu'à la justification de la collectivisation comme « *le seul moyen possible d'effectuer un grand bond en avant* » ; le second porte sur l'univers concentrationnaire, l'auteur contestant les chiffres relatifs au Goulag diffusés dans la littérature de la *perestroïka* ; le troisième est consacré à la question de la Grande Terreur, l'écrivain proposant de réévaluer « *les deux questions cruciales : combien de gens ont été réprimés et pourquoi* » ; le quatrième compare la situation démographique dans l'URSS stalinienne et en Russie actuelle, en défaveur de cette dernière ; le cinquième, sixième et septième réhabilitent la Grande Guerre patriotique et la politique extérieure

⁶⁵¹ MILLER Alexey, « Russie : le pouvoir et l'histoire », *Pro et Contra*, n° 3-4, 2009, pp. 17-18

⁶⁵² LITVINENKO Vladimir, *Zagadka 37 goda : Pravda stalinskoi epokhi / L'énigme de 1937 : la vérité de l'époque stalinienne*, Moscou, EKSMO, Algoritm, 2008, 257 p.

de l'État soviétique ; le huitième intitulé « *Staline : destructeur ou constructeur ?* » réhabilite « *le grand guide* » ; le dernier chapitre est consacré à la vie quotidienne de la société soviétique : selon l'auteur, c'était une société développée, prospère, humaniste et juste, avec de fortes valeurs familiales et patriotiques.

Le rôle de la littérature dans ces « *noircissements* » est important : les auteurs de la *staliniane* critiquent les écrivains « *antistalinistes* », les accusant des falsifications historiques. Alexandre Soljenitsyne dont les œuvres ont profondément marqué le processus de déstalinisation de l'URSS et de la Russie, est particulièrement critiqué par les auteurs, plusieurs avançant l'hypothèse de sa collaboration avec les services secrets qui l'auraient infiltré dans le Goulag ; Soljenitsyne est présenté comme « *un des écrivains favoris de Khrouchtchev* » et comme un « *mouchard du NKVD* ». On lui reproche notamment la manipulation des chiffres des pertes des soldats russes lors de la Grande Guerre patriotique, l'exagération du nombre de détenus du Goulag et la création du « *mythe de l'Archipel du Goulag* »⁶⁵³.

b. Réévaluation « à partir de zéro » de l'ensemble de l'histoire

La réhabilitation de Staline, affirment les auteurs de la *staliniane*, impliquerait, non seulement un nouveau regard sur ce dirigeant, mais la réévaluation « *à partir de zéro* » de l'ensemble de l'histoire soviétique : ainsi cette littérature se présente comme une contestation de la dynamique engendrée par le XX^e Congrès ayant abouti à la *perestroïka*. La réintégration positive de l'époque stalinienne et du passé soviétique dans l'histoire russe suit trois directions principales : tout d'abord, l'époque soviétique est présentée comme une étape naturelle du développement de l'histoire russe, ainsi le lien temporel entre les époques est rétabli ; ensuite, elle est décrite comme l'apogée de la puissance de l'État et de la nation russes, faisant apparaître un lien entre le patriotisme soviétique et le nationalisme russe ; enfin, l'État soviétique est considéré comme un État juste, représentation mettant en exergue une insatisfaction par rapport à la situation actuelle.

La réintégration de l'époque soviétique dans l'histoire commence par la réhabilitation de la Révolution d'Octobre : les auteurs contestent la vision du passé soviétique comme destruction du mode de vie traditionnel, ayant conduit à une « *impasse* » historique ; selon eux, l'État soviétique s'inscrit naturellement dans la continuité de l'histoire russe. Parallèlement, l'idée de la « *voie magistrale de la*

⁶⁵³ BALAYAN Lev, *op. cit.*, p. 49

civilisation » associée au modèle économique, politique et social libéral est contestée : pour ces auteurs, la Révolution et le développement ultérieur de l'État soviétique ont constitué une alternative au modèle occidental : « ... *on essaie de nous inculquer que tout notre grand peuple russe [...], tout au long du XX^e siècle a erré [...], suite à quelque erreur fatale propre à son développement [...]. Ces jugements sont inacceptables* »⁶⁵⁴.

Les auteurs de la *staliniane* s'attachent à prendre le contre-pied des thèses des auteurs de la littérature « *antisoviétique* » du début des années 1990 : selon eux, les soixante-dix ans du pouvoir soviétique ont constitué l'aboutissement de l'État russe. Ce changement de vecteur est notamment visible dans l'image de la Russie pré-révolutionnaire dressée par les auteurs : contrairement à la vision qui présentait la Russie tsariste comme « *l'âge d'or* », les auteurs de la *staliniane* réaniment nombre de représentations soviétiques, soulignant l'arriération de la Russie pré-révolutionnaire, l'injustice des relations sociales, les inégalités, la faiblesse militaire. Il est important de noter que les parallèles entre la Russie pré-révolutionnaire et la Russie actuelle dans les livres sont nombreux : dans les deux cas, la critique des auteurs vise les réformes libérales qui, selon eux, ont fait perdre à la Russie sa souveraineté⁶⁵⁵.

Contestant la présentation de la Révolution d'Octobre comme coup d'État, les auteurs soulignent son caractère inévitable et son acceptation par le peuple russe : selon eux, les bolcheviks, loin d'être un groupe de fanatiques utopistes, ont constitué la seule alternative possible au pouvoir monarchique discrédité et impuissant ; ainsi la Révolution est présentée comme « *une transmission formelle et inévitable* » du pouvoir :

« *Au début du XX^e siècle, le pouvoir tsariste a été tellement discrédité, qu'il a perdu son autorité "sacrée" auprès de l'essentiel de la population russe, dans tous les groupes sociaux : ouvriers, paysans, intelligentsia. [...]*
Les Soviets bolcheviks [...] ont été perçus par l'essentiel de la population comme la seule force politique légitime. Beaucoup de gens ont compris que la transmission formelle du pouvoir n'était qu'une question de temps »⁶⁵⁶.

Dans cet ordre d'idées, la chute de l'URSS est présentée par les auteurs, non comme un résultat logique découlant de la nature de l'État soviétique et des défauts propres au système socialiste, mais comme le résultat des pressions d'ennemis intérieurs et extérieurs de la Russie, soutenus par une partie de la *nomenklatura* corrompue qui voyait dans la destruction de l'État une possibilité d'enrichissement.

Ainsi l'écrivain Pavel Krasnov compare la *perestroïka* aux processus sociopolitiques des années 1930 : dans les deux cas, affirme l'auteur, « *un groupe de personnes voulant restaurer le capitalisme et s'emparer des richesses du pays* » se constitue au sein du pouvoir ; si, dans les années 1930, la vigilance de Staline a permis l'élimination

⁶⁵⁴ OSHLAKOV Mikhail, *Stalin – pobeditel. Svyaschennaya voïna vojdy / Staline vainqueur. La sainte guerre du Guide*, Moscou, EKSMO, 2010, p. 276

⁶⁵⁵ AKSENENKO Sergei, *Zachem nujen Stalin / Pourquoi a-t-on besoin de Staline*, Moscou, ESKMO, 2010, p. 4

⁶⁵⁶ AKSENENKO Sergei, *op. cit.*, p. 6

d' « *ennemis* », ils ont pris le devant dans les années 1980, causant la perte du pays⁶⁵⁷ ; les mots comme « *tuer* », « *assassiner* », « *démolir* » sont utilisés pour décrire la chute de l'URSS, soulignant le caractère violent et illégitime de sa dissolution :

« *En 1991, l'Union Soviétique a été tuée par des ennemis extérieurs et des traîtres intérieurs. Depuis, beaucoup d'années se sont écoulées, mais des millions de gens en Russie et dans les pays de la CEI continuent de ressentir la douleur de la perte de la Patrie, la perte de la grande, fière et juste Union Soviétique. Cette douleur ne passe pas, car les foules de vandales antisoviétiques bafouent notre Patrie. [...]* »⁶⁵⁸.

D'autres auteurs soulignent le rôle des médias dans la chute de l'URSS : selon eux, les « *flots de mensonges* » sur l'histoire de l'URSS diffusés par les médias ont miné la confiance de la société soviétique dans la justesse de la voie choisie ; l'écrivain Sergei Aksenenko explique que l'effet de cette « *guerre informatique* » a été d'autant plus grand que la société soviétique avait été habituée à « *l'honnêteté de tous les médias soviétiques* » :

« *L'URSS a été détruite à cause de l'infiltration dans les médias d'informations [...] mensongères. La société n'avait pas d'immunité aux mensonges des médias. [...] L'une des raisons principales de la chute de l'Union est que la presse a frappé de concert sur son histoire. [...] Les flux d'information [...] ont créé un choc dans la société, et le régime est tombé* »⁶⁵⁹.

3. *Staline comme symbole de la puissance de l'État russe*

Non seulement l'époque soviétique est présentée comme une étape naturelle du développement de la Russie ; elle est également considérée par les auteurs de la *staliniane* comme l'apogée de la puissance de l'État et de la nation russes. Le personnage de Staline et l'époque stalinienne jouent un rôle crucial dans ce système de représentations qui tournent autour de l'idée de puissance : cette période est présentée comme « *le temps de la construction* » qui a succédé au tumulte de la révolution, comme la période décisive pendant laquelle la puissance a été forgée. Cette représentation indique un changement des interprétations historiques : si dans les années 1990 les écrivains ont situé la puissance dans l'Empire russe prérévolutionnaire, la littérature des années 2000 privilégie l'Empire Soviétique : « *L'Empire russe, détruit par les libéraux occidentalistes en février 1917, a été restauré sous une nouvelle forme, encore plus puissante : sous la forme de l'URSS* »⁶⁶⁰.

⁶⁵⁷ KRASNOV Pavel, *Kak Stalin predotvratil perestroïkou / Comment Staline a-t-il empêché la pérestroïka*, Moscou, EKSMO, 2011, 224 p.

⁶⁵⁸ LITVINENKO Vladimir, *Zagadka 37 goda : Pravda stalinskoi epokhi / L'enigme de 1937 : la vérité de l'époque stalinienne*, Moscou, EKSMO, Algoritm, 2008, p. 5

⁶⁵⁹ AKSENENKO Sergei, *op. cit.* p. 89

⁶⁶⁰ *ibid.*, p. 76

Dans cette grille de lecture, l'époque stalinienne est présentée, non comme un temps de terreur de masse et comme une période totalitaire, mais comme le retour aux traditions russes et à la « *Russie éternelle* » : la composante idéologique marxiste est évacuée pour ne laisser que l'idée de la grandeur de l'État russe traditionnel. Les auteurs de la *staliniane* présentent le socialisme, non comme un modèle politique idéal et comme l'horizon pour la société soviétique, mais comme ayant été le moyen le plus efficace de restaurer un État russe fort, grâce à la concentration et à la centralisation des ressources économiques et politiques dans ce système. Dans ce paradigme, l'image de Staline est d'abord celle d'un bâtisseur de l'État : il est placé parmi les grands souverains russes qui ont construit un État national fort et centralisé, comme Ivan I^{er} de Russie, Ivan le Terrible et Pierre le Grand⁶⁶¹. Pour ces auteurs, l'État stable, centralisé et fort créé par Staline est une forme d'État propre « à la mentalité russe » :

« *La Russie s'est restaurée après le temps des troubles, elle a sauvé son économie, sa culture, elle a repoussé les attaques extérieures. Tout ça a permis le retour [...] à une forme d'État naturelle, propre à notre pays et à notre mentalité : le pouvoir stable, centralisé, spirituellement fort [...]. Ce n'était pas "la Russie pour le socialisme", mais "le socialisme pour la Russie" »*⁶⁶².

« *Si on renonce à la propagande, Staline entrera dans l'histoire comme un bâtisseur de l'État russe »*⁶⁶³.

Par ailleurs, soulignent les auteurs, Staline a effectué un « *tournant russe* », renouant avec la tradition de grandeur et restaurant la culture russe traditionnelle après « *le temps de troubles* » révolutionnaire. Certains auteurs soulignent la signification cruciale pour « *le tournant russe* » de l'élimination par Staline de la « *vielle garde léniniste* », en grande partie composée de Juifs : après la Grande Purge, affirment ces auteurs, les Russes commencent à occuper une place prépondérante au sein du pouvoir. Ces réflexions qui vont souvent de pair avec des considérations sur le rôle des Juifs dans l'histoire de la Russie mettent en exergue la dimension nationaliste et antisémite de la *staliniane* : Staline est admiré avant tout pour avoir relevé la nation russe et lui avoir redonné sa fierté⁶⁶⁴.

⁶⁶¹ MIRONINE Sigizmund, *Stalinskiy poryadok / L'ordre stalinien*, Moscou, EKSMO, Algoritm, 2007, p. 240

⁶⁶² OSHLAKOV Mikhail, *op. cit.*, pp. 275-276

⁶⁶³ LITVINENKO Vladimir, *op. cit.*, p. 182

⁶⁶⁴ MIRONINE Sigizmund, *op. cit.*, Moscou, EKSMO, Algoritm, 2007, p. 168

L'aboutissement de la politique de Staline a été la victoire dans la Grande Guerre patriotique suite à quoi l'Empire a été restauré ; la victoire et la restauration rapide de l'économie sont présentées comme une preuve par excellence de l'efficacité du système créé par Staline :

« De la Grande Guerre patriotique, l'URSS est sortie non pas “le premier État au monde d'ouvriers et de paysans”, mais l'Empire Russe, cimenté par la volonté de fer du VKP(b). L'Empire Russe de Staline en 1945 a été d'un niveau de puissance qu'on ne pouvait jamais imaginer ni avant ni après Staline. Le bilan de la Grande Victoire n'est pas le triomphe du communisme, mais le triomphe de la Russie [...] »⁶⁶⁵.

Une autre facette de ce mythe réhabilité de la puissance est l'oubli des origines géorgiennes de Staline et sa présentation comme « *plus Russe que n'importe quel Russe* » grâce à son amour pour la Russie : « *Aucun leader étranger [...] n'a jamais considéré Staline comme Géorgien. La nationalité de Staline était Soviétique, bien que la Russie ait toujours été la plus proche à son esprit* »⁶⁶⁶ ; « *Staline a été mû par deux choses : l'amour de la Patrie et la foi illimitée dans les idéaux de la justice sociale* »⁶⁶⁷.

4. L'époque stalinienne : un sommet de justice sociale

La thématique de l'État juste constitue la troisième thèse des auteurs de la *staliniane* : si le régime politique soviétique est présenté par les écrivains en question comme doté de certains mécanismes démocratiques, l'État soviétique est notamment loué pour la justice sociale ; cette notion renvoie à la dimension d'État providence propre à l'URSS, à la notion d'égalité sociale, ainsi qu'à une image particulière de l'ordre social.

Les réflexions sur les mécanismes démocratiques dans le régime soviétique vont souvent de pair avec la critique de la démocratie occidentale. Selon les auteurs, les citoyens soviétiques avaient la faculté réelle d'influencer le pouvoir en devenant membres d'un Parti présenté comme un véritable ascenseur social : la possibilité pour les « *simples ouvriers et kolkhoziens* » d'intégrer le pouvoir est comparée à ce qu'il en est dans la Russie actuelle et dans les sociétés occidentales contemporaines, où,

⁶⁶⁵ OSHLAKOV Mikhail, *op. cit.*, p. 273, 280

⁶⁶⁶ *ibid.*, p. 274

⁶⁶⁷ *ibidem.*, p. 282

selon les auteurs, la véritable rotation du pouvoir est exclue à cause de la nature oligarchique des régimes⁶⁶⁸.

Un État juste, c'est ensuite un État providence : les auteurs soulignent « *l'expérience unique* » de l'URSS dans la lutte contre les inégalités sociales, mettant l'accent sur ses acquis sociaux (l'éducation, la médecine et le logement gratuits, l'absence de chômage, le faible coût des biens de première nécessité etc.). Ce système est présenté comme un modèle d'État providence propre à l'URSS et opposé au système occidental, où, selon les auteurs, les libertés politiques et personnelles sont privilégiées aux dépens des droits sociaux⁶⁶⁹ : « *La démocratie occidentale néglige un aspect très important : l'égalité sociale des personnes. [...] Beaucoup de gens pauvres [en Occident] comprennent que leurs droits politiques et sociaux ne valent rien sans [...] la propriété et l'argent* »⁶⁷⁰.

L'interprétation des répressions staliniennes constitue un autre signe caractéristique de la rupture avec le système de représentations des années 1990 qui puise ses racines dans les révélations de la littérature testimoniale soulevant la problématique des répressions. La question de la terreur stalinienne n'entre pas en contradiction avec l'image de l'État juste que les auteurs tentent de créer : ce phénomène est réévalué, banalisé et associé à l'ordre et à la justice.

Non seulement la répression est présentée comme un phénomène inévitable dans un contexte historique donné, mais encore comme une forme de justice sociale : elle n'aurait touché que les « *ennemis de la Russie* » pour le bien commun. La répression dans l'Armée rouge à la veille de la Grande Guerre patriotique est interprétée comme une riposte de Staline face à un complot des généraux : ainsi German Smirnov⁶⁷¹, Vladimir Mesheryakov⁶⁷² et Nicolai Velikanov⁶⁷³ insistent sur le fait que la « *purification* » de l'Armée visait à l'élimination des comploteurs ; un écrivain Léonide Zakovsky dans son ouvrage *La liquidation de la cinquième colonne*⁶⁷⁴ s'attache à dévoiler les réseaux d'espions, d'agents étrangers et de saboteurs qui auraient œuvré pour la perte de l'État soviétique. Paradoxalement, la thématique des répressions est utilisée pour démontrer l'égalité des citoyens soviétiques devant la loi : la « Grande Purge » de 1937-1938 est souvent présentée comme la lutte du pouvoir central contre les « *fonctionnaires corrompus* » ; la rotation permanente des élites, affirment les auteurs, excluait la

⁶⁶⁸ AKSENENKO Sergei, *op. cit.*, p. 131

⁶⁶⁹ *ibid.*, p. 132

⁶⁷⁰ *ibidem.*

⁶⁷¹ SMIRNOV German, *Otchishenie Armii / La purification de l'Armée*, Moscou, EKSMO, 2007

⁶⁷² MESHERYAKOV Vladimir, *Stalin i zagovor voennykh v 1941 / Staline et le complot des militaires en 1941*, Moscou, EKSMO, 2010

⁶⁷³ VELIKANOV Nikolai, *Predatel'stvo marshalov / La trahison des maréchaux*, Moscou, EKSMO, 2008

⁶⁷⁴ ZAKOVSKY Leonid, *Likvidatsiya pyatoi kolonny / La liquidation de la cinquième colonne*, Moscou, EKSMO, 2009, 272 p.

possibilité de la corruption au sein du pouvoir. Ainsi l'écrivain Alexandre Sever dans ses deux livres consacrés à la Grande Purge de 1937, *Le comité de lutte de Staline contre la corruption*⁶⁷⁵ et *L'énigme des répressions staliniennes*⁶⁷⁶ avance la thèse selon laquelle les membres du Parti frappés par la répression ont été des dissipateurs des biens publics. Son autre livre, *La grande mission de NKVD*⁶⁷⁷ présente celui-ci comme un instrument efficace du maintien de l'ordre ; les succès dans la lutte contre la criminalité et la délinquance sont notamment soulignés.

En même temps, les auteurs contestent la présentation des répressions comme un élément propre à l'URSS stalinien : banalisant la portée du phénomène, ils comparent les chiffres des détenus en URSS stalinienne et dans les États contemporains, soutenant que l'ampleur des répressions n'avait rien d'inédit par rapport à la situation actuelle ; d'autres auteurs mettent sur un pied d'égalité la répression stalinienne et les « victimes innocentes » des conflits ethniques et criminels, conséquences de la chute de l'URSS⁶⁷⁸.

Ainsi Staline est présenté comme un dirigeant efficace, comme une réponse à la crise et comme une solution aux problèmes actuels de la Russie (voir Encadré n° 2 « *Les acquis de Staline* »). « *Si aujourd'hui nous étions gouvernés par Staline, nous vivrions beaucoup mieux !* »⁶⁷⁹, affirme Vladimir Litvinenko dans son livre *La vérité de l'époque stalinienne*. À travers la nostalgie des acquis sociaux de l'Union Soviétique se dessine l'insatisfaction concernant l'état actuel de la situation⁶⁸⁰. Il est important de préciser que le même procédé de comparaison entre deux époques a été utilisé par les auteurs de la perestroïka, afin de souligner la supériorité de la Russie prérévolutionnaire par rapport à l'URSS.

Encadré n° 2. Les acquis de Staline selon les auteurs de la *staliniane*.

« *Dans la construction étatique :*

1. Création d'un État soviétique fort et solide [...], développé, qui est devenu après la guerre une superpuissance.
2. Restitution à la Russie des territoires qui lui appartenaient historiquement [...] : les pays Baltes, l'île Sakhaline, les îles Kouriles, l'Ukraine de l'Ouest, la Biélorussie de l'Ouest etc.
3. Victoire sur les hordes hitlériennes dans la plus cruelle des guerres et préservation de l'indépendance de l'État.
4. Création d'une armée puissante et des armes nucléaires assurant le développement pacifique du pays : pendant 50 ans, le pays n'a pas connu de guerre sur son territoire [...].
5. Consolidation de la population du pays par une politique nationale réfléchie et efficace.
6. Conciliation de l'État athée avec l'Eglise orthodoxe.

Dans l'économie :

1. Transformation d'un pays agraire en un pays développé industriel [...] doté d'une économie efficace basée sur la planification centralisée [...].

⁶⁷⁵ SEVER Alexander, *Antikorrupsionnyi komitet Stalina / Le comité de la lutte contre la corruption de Staline*, Moscou, EKSMO, 2009, 240 p.

⁶⁷⁶ SEVER Alexander, *Taina stalinskih repressii / L'énigme des répressions staliniennes*, Moscou, EKSMO, 2007, 272 p.

⁶⁷⁷ SEVER Alexander, *Velikaya missiya NKVD / La grande mission de NKVD*, Moscou, EKSMO, 2008, 240 p.

⁶⁷⁸ OSHLAKOV Mikhail, *Stalin – pobeditel. Svyaschennaya voïna vojdy / Staline vainqueur. La sainte guerre du Guide*, Moscou, EKSMO, 2010, p. 29

⁶⁷⁹ LITVINENKO Vladimir, *op. cit.*, p. 3

⁶⁸⁰ *ibidem*.

2. Création de nouvelles branches de l'industrie [...] : aviation, construction de machines-outils, construction de tracteurs, industrie de défense etc. [...].
3. Formation des bases solides du développement industriel à long terme : électronique, nucléaire, fusées, secteur spatial etc., ce qui a permis à l'Union Soviétique de construire la première station électrique nucléaire au monde (1954), le premier brise-glace atomique au monde (1957), lancer le premier *sputnik* du monde (1957) et lancer le premier homme dans l'espace (1961).
4. Construction d'un système d'organisation de l'économie efficace basé sur la planification centralisée [...] et sur la responsabilité personnelle de personnes concrètes pour des projets concrets.
5. Renforcement du système financier du pays.

Dans la sphère sociale :

1. Liquidation complète du chômage [...].
2. Création d'un système de rémunération juste [...] : en 1953 le salaire mensuel des ouvriers se situait entre 800 et 3 000 Roubles [...] ; les ingénieurs en début de carrière entre 900 et 1300 ; les secrétaires du comité régional du Parti 1 500, les professeurs et les académiciens jusqu'à 10 000 Roubles.
3. Assurance de l'augmentation constante du niveau de vie de la population. Après la Grande Guerre patriotique, les prix des articles de consommation courante baissaient tous les ans [...].
4. Formation d'un système efficace dans l'éducation nationale. [...] En 1953, l'UNESCO a placé l'URSS à la troisième place au monde selon le niveau de développement intellectuel de la jeunesse ; aujourd'hui, la Russie est dans la première soixantaine.
5. Création d'un puissant système de santé publique [...].
6. Création d'un système de protection sociale pour les divers groupes de la population : étudiants, familles nombreuses, orphelins, retraités etc.
7. Éradication des crimes habituels pour les pays occidentaux et pour la Russie actuelle : assassinats, kidnappings, trafic de drogue [...].
8. Introduction d'un système juste de distribution du logement gratuit au sein de la population.
9. Création de conditions favorables au développement démographique du pays. [...] ⁶⁸¹.

L'analyse de la littérature populaire consacrée à l'époque soviétique présentée dans ce chapitre a permis, non seulement de repérer les idées et les représentations associées à cette période et d'illustrer leur évolution, mais également de déceler la composante politique et idéologique des représentations du passé dans la littérature. Si à la fin des années 1980 – début des années 1990 l'image dominante de l'époque soviétique dans la littérature a été foncièrement négative, la « *nostalgie de l'Empire* » exprimée par les recherches identitaires dans le passé russe a abouti non seulement à la réintégration de la période soviétique dans l'histoire russe, mais aussi à sa réévaluation : désormais, elle est évoquée sous un angle positif. Cette réévaluation est particulièrement visible à travers les représentations associées à l'époque stalinienne : de l'image de l'époque tragique que certains écrivains avaient qualifié de « *génocide du peuple russe* », on passe à la représentation de la grandeur et de la puissance de l'État et aux réflexions sur le caractère juste de l'État soviétique. Les comparaisons constantes de l'URSS et de la Russie actuelle illustrent le fait que cette réévaluation

⁶⁸¹ LITVINENKO Vladimir, *op. cit.*, pp. 176-180

est autant l'expression d'une insatisfaction par rapport à la situation actuelle qu'une réaction au rejet total de l'époque dans la littérature du début des années 1990.

§ 2. Ranimer la fierté nationale par le cinéma patriotique

Toujours en difficulté face à la concurrence des films américains, le cinéma russe connaît une certaine renaissance dans les années 2000⁶⁸². La quête identitaire aboutit à un renouveau patriotique dans les années 2000 qui s'exprime à travers la réaffirmation de la mission civique du cinéma et la réanimation des principaux mythes de l'époque soviétique, notamment celui de la Grande Guerre patriotique promue comme base de la nouvelle identité nationale (A). Pour autant, l'unanimité entre les réalisateurs n'existe pas : la pluralité des visions dans le cinéma est le reflet des rapports difficiles que la société russe entretient avec le passé soviétique (B).

A. La mission civique du cinéma

Dans les années 2000, on assiste à la réévaluation patriotique de l'époque soviétique dans le cinéma qui n'est pas le résultat d'une politique délibérée, mais plutôt l'expression de la construction d'un sens commun concernant le rôle du cinéma dans la construction de l'identité nationale⁶⁸³. Le « *tournant patriotique* » dans le cinéma russe est marqué par la mobilisation de l'Union des cinéastes affirmant la nécessité de restaurer les traditions du cinéma soviétique évoquées comme valeur positive et appelant au renforcement de l'intervention étatique dans le domaine du cinéma et de la culture. La politique publique a coïncidé avec, et non pas initié, le processus spontané venant des cercles cinématographiques.

1. La nécessité de revenir aux traditions du cinéma soviétique

La table ronde organisée par l'Union des cinéastes russes « *L'avenir de l'État russe et les objectifs actuels du cinéma national* »⁶⁸⁴ de 2009 se présente comme une prise de position par rapport à la situation du cinéma national à cette période : elle réunit des cinéastes, des artistes, mais aussi des universitaires, des sociologues et des

⁶⁸² « Censure et cinéma en URSS », *dossiers de Sciences Po Paris*, <http://bibliotheque.sciences-po.fr/statique/censure-cinema/russie/index.html>, consulté le 25 février 2014

⁶⁸³ JASMIJN Van Gorp, *op. cit.*, p. 243

⁶⁸⁴ *Stenogramma kruglogo stola « Boudoushee rossiiskogo gosudarstva i tekuschie zadachi natsional'nogo kinematografa »* / Table ronde « *L'avenir de l'État russe et les objectifs actuels du cinéma national* », compte rendu intégral, 23 mai 2009, *Polit.ru*, 3 juin 2009, http://www.polit.ru/article/2009/06/03/stenog_ks_zv/, consulté le 25 février 2014

politistes ainsi que des hommes politiques. Le débat commençant par une réflexion sur les solutions pour la sortie de crise du cinéma national face à la concurrence des productions importées pose rapidement une série de questions d'ordre identitaire et politique, dépassant le cadre cinématographique.

La table ronde est ouverte par le réalisateur Nikita Mikhalkov, président de l'Union des cinéastes depuis 1998. Dressant un « *bilan catastrophique* » de la situation actuelle, il élargit d'emblée la thématique du débat, évoquant l'absence de « *vecteur commun du développement culturel du pays* » qui serait à l'origine de la crise du cinéma national : la perte de l'identité russe aurait conduit le cinéma dans l'impasse, provoquant l'affluence des productions importées. Affirmant que la Russie ne peut pas copier aveuglément les exemples occidentaux, Nikita Mikhalkov critique tout particulièrement l'uniformisation des civilisations et des cultures⁶⁸⁵.

La thématique de l'identité nationale menacée par les productions importées de l'Occident constitue le fil rouge de la discussion. Les intervenants critiquent la « *westernisation progressive du cinéma et de la télévision russes* »⁶⁸⁶, le « *McDonald's intellectuel* »⁶⁸⁷ : si la construction des cinémas financée par les entreprises étrangères constitue un signe positif pour le développement de l'industrie, affirme Nicolaï Bourlyayev, secrétaire de l'Union des cinéastes, les films qui y sont projetés sont de basse qualité⁶⁸⁸.

Ce discours renvoie à la thématique de l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures de la Russie, cette fois au niveau culturel : la prédominance des films américains est présentée, non seulement comme menaçant l'industrie cinématographique nationale de la concurrence, mais encore comme un danger pour la culture russe. Pendant les deux dernières décennies, affirment les intervenants de la table ronde, toute la culture russe a été mise à l'écart dans des « *réserves* », tandis que la culture américaine véhiculée par les films populaires a été promue au premier plan. Le danger de ce processus réside dans le remplacement des valeurs russes par des valeurs étrangères ; les jeunes générations privées de repères moraux sont particulièrement exposées à l'influence néfaste de la culture étrangère :

« *Pendant 23 ans toute une génération a été réduite à l'état de zombie par des traditions complètement différentes, par une expérience différente, expérience qui n'est pas à nous* »⁶⁸⁹.

Les intervenants soulignent tout particulièrement le rôle de l'audiovisuel dans la destruction des bases du patriotisme russe enraciné dans l'histoire : les médias « *fustigent la Russie sans pitié, son peuple, ses traditions, détruisant tout ce qu'elle a de plus cher, de plus fragile et de plus précieux* »⁶⁹⁰. La solution à cette situation se trouve, selon les cinéastes, dans la restauration des traditions du cinéma soviétique

⁶⁸⁵ MIKHALKOV Nikita, Président de l'Union des cinéastes russes, intervention à la table ronde « L'avenir de l'État russe et les objectifs actuels du cinéma national », *op. cit.*

⁶⁸⁶ BOURLYAEV Nicolaï, secrétaire de l'Union des cinéastes russes, intervention à la table ronde « L'avenir de l'État russe et les objectifs actuels du cinéma national », *op. cit.*

⁶⁸⁷ MIKHALKOV Nikita, *op. cit.*

⁶⁸⁸ BOURLYAEV Nicolaï, *op. cit.*

⁶⁸⁹ FOMIN Valeri, docteur en histoire de l'art, professeur de l'art cinématographique, *op. cit.*

⁶⁹⁰ *ibid.*

éducatif et patriotique qui mettaient l'accent sur l'histoire glorieuse et les grands héros. La mission éducative et civique du cinéma est particulièrement soulignée : Youri Laptev, conseiller du Président pour les questions culturelles, affirme que « *chaque artiste doit comprendre sa mission éducative* » ; déplorant la confusion qui règne dans les manuels scolaires d'histoire, il souligne qu'aujourd'hui le rôle du cinéma consiste à donner aux jeunes la « *possibilité d'être fiers de leur pays* »⁶⁹¹.

Le rôle du cinéma national dans l'édification de l'esprit patriotique est communément admis par les membres de la table ronde : les cinéastes, selon eux, doivent aider les gens à comprendre leur histoire à travers des images intelligibles, « *car c'est exactement la langue du cinéma qui peut narrer de manière imagée [...] les grands événements de notre histoire et les grandes personnalités* »⁶⁹². Au rebours des exemples pro-occidentaux, les films doivent démontrer « *quel est notre pays, quels étaient nos pères, qu'a-t-on reçu en héritage, que doit-on garder, préserver et transmettre* », affirme le conseiller du Président⁶⁹³.

2. Le cinéma national comme arme spirituelle de l'État

Cette mission civique et édicatrice du cinéma n'est qu'un élément d'un programme plus global de promotion de la culture nationale : l'art cinématographique, affirment les intervenants, est « *une arme spirituelle stratégique de l'État* »⁶⁹⁴, voilà pourquoi le changement de la politique culturelle russe passe par le cinéma. La critique du mode de vie occidental et du projet politique libéral apparaît à travers la critique des valeurs promues par les films étrangers.

Le manifeste adopté par les cinéastes russes suite à la table ronde et adressé aux autorités énumère une série de mesures qui devaient assurer le renouveau du cinéma national⁶⁹⁵. Parmi ces mesures, on trouve : l'augmentation du financement public car le cinéma « *ne doit pas se soumettre aux lois du marché* » ; le retour à la pratique des commandes d'État avec le financement à cent pour cent des films qui « *contribuent à la renaissance spirituelle de la mémoire historique, au renforcement de l'esprit créateur, à l'éducation de la volonté de vivre et créer en Russie* » ; la

⁶⁹¹ LAPTEV Youri, conseiller du Président sur les questions de la culture, *op. cit.*

⁶⁹² *ibid.*

⁶⁹³ *ibidem.*

⁶⁹⁴ BOURLYAIEV Nicolaï, *op. cit.*

⁶⁹⁵ Manifeste des cinéastes russes alias « *Lipetskiy Manifest* » / « Manifeste de Lipetsk », *Polit.ru*, 3 juin 2009, <http://polit.ru/article/2009/06/03/manifest/>, consulté le 25 février 2014

restauration du système de diffusion des films, notamment dans les petites et moyennes villes, ainsi que la généralisation du partenariat public-privé dans le domaine du cinéma. Cet ensemble de mesures appelle au renforcement du rôle de l'État dans le domaine.

Affirmant que « *les conséquences de l'anarchie en Russie sont beaucoup plus graves [...] que les conséquences de n'importe quel pouvoir, même le plus brutal* »⁶⁹⁶, les cinéastes manifestent une position politique conservatrice, tout en appelant l'État à renforcer son intervention dans la définition de la politique culturelle.

B. La mythologisation du passé

Après le déclin des années 1990, l'industrie cinématographique commence à renaître progressivement. Parallèlement, l'intérêt du public pour les films soviétiques se renforce : selon une enquête de 2008, 59% de Russes indiquent que regarder les vieux films soviétiques est leur passe-temps préféré, 41% préférant les films russes contemporains et 23% préférant les films occidentaux⁶⁹⁷. Parallèlement à la réédition des grands classiques du cinéma soviétique, de très nombreux films sur l'époque soviétique sortent régulièrement au cours des années 2000.

1. Le renforcement de la collaboration entre l'État et le monde cinématographique

Au niveau institutionnel, on assiste au renforcement de la collaboration entre l'État et le monde cinématographique qui se manifeste par la création des fondations du soutien au cinéma national et patriotique, à travers lesquelles l'État peut financer certaines catégories de films historiques et patriotiques, véhiculant une image positive du passé. Ainsi la « *Fondation fédérale du soutien économique et social au cinéma national* » participe au financement des films de réalisateurs russes qui « *participent à la promotion du patriotisme et de la culture russe* »⁶⁹⁸ ; la « *Fondation du soutien au cinéma patriotique* »⁶⁹⁹, créée avec le soutien de l'Administration du Président, du

⁶⁹⁶ *ibid.*

⁶⁹⁷ « *Rossiyanam nedosug* » / « Les Russes n'ont pas de temps », Sondage de VTSIOM, 4 juin 2009, <http://wciom.ru/index.php?id=266&uid=10230>, consulté le 28 février 2014. Les interrogés avaient la possibilité de choisir plusieurs variantes de réponses.

⁶⁹⁸ *Federal'nyi fond sotsial'noi i ekonomicheskoi podderjki otechestvennoi kinematografii* / La fondation fédérale du soutien social et économique au cinéma national, <http://www.fond-kino.ru>, consulté le 28 février 2014

⁶⁹⁹ *Fond podderjki patrioticheskogo kino* / La fondation du soutien au cinéma patriotique, <http://www.patriotfilm.ru>, consulté le 28 février 2014

Parlement, du gouvernement et du FSB, vise à la « *restauration du cinéma et de la littérature patriotiques, la propagande des idéaux patriotiques, la formation de l'image positive du défenseur de la patrie* »⁷⁰⁰ ; une autre partie du financement des films qui construisent une image positive du passé est accordée par le Ministère de la Culture.

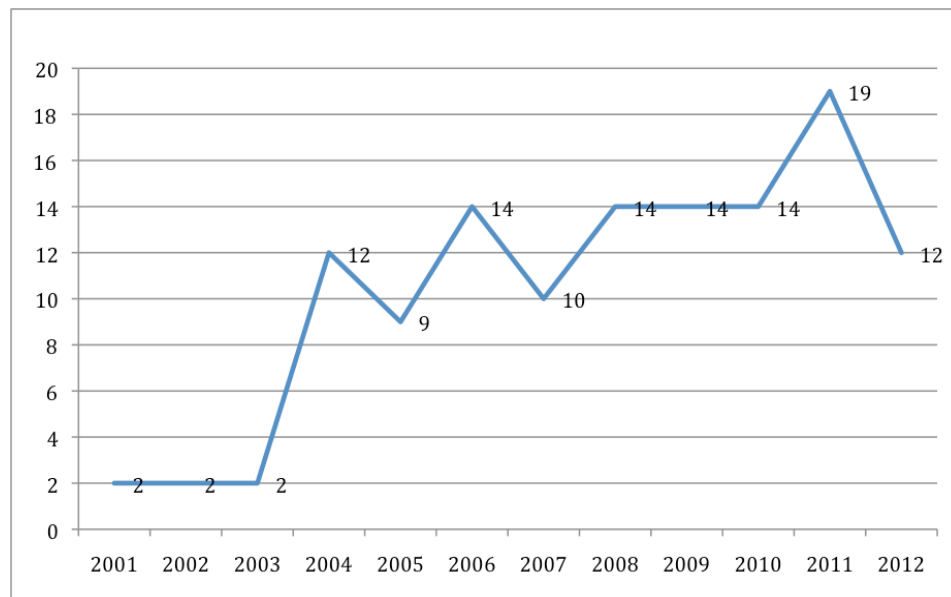
Dans le cadre de cette analyse, la question préalable concernant le découpage cinématographique de l'époque soviétique précède l'analyse qualitative de représentations de l'époque soviétique dans les films de cette période. En effet, l'époque soviétique n'étant pas un bloc monolithique, quelle période ou quel personnage bénéficie de davantage d'éclairage dans les films ? Quelles périodes ou événements sont exclus du champ cinématographique ? Le but de l'analyse quantitative préalable est de mettre en lumière les parcelles de mémoire et d'oubli telles qu'elles s'expriment à travers le cinéma. La sélection des films pour l'échantillon a été effectuée à partir des bases de données des films contemporains russes en libre accès sur Internet⁷⁰¹ ; cette démarche a permis de constituer une liste non exhaustive mais représentative de la production cinématographique de la période en question. Les films financés directement ou indirectement par l'État, les productions privées, les long-métrages et les téléfilms ont fait partie de l'échantillon : le seul critère de la sélection a été la période évoquée dans les films, allant de 1917 à 1991.

L'analyse quantitative du corpus de 124 films (voir Annexe 4) démontre deux choses. Premièrement, la production de films consacrés à l'époque soviétique croît progressivement tout au long des années 2000 : elle bondit en 2004, le nombre de films étant multiplié par six (de 2 films en 2003 on passe à 12 en 2004). La dynamique de la croissance de la production est illustrée par la figure n° 1.

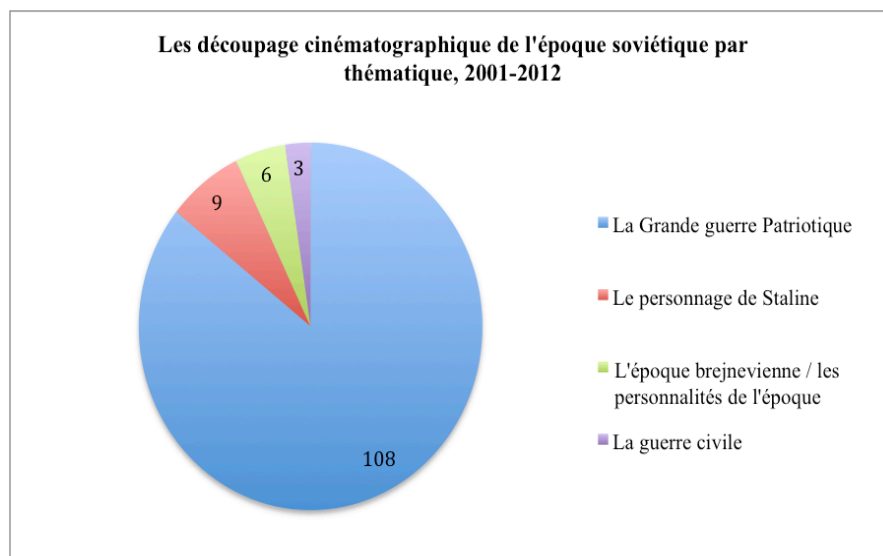
⁷⁰⁰ *ibid.*

⁷⁰¹ Par exemple : <http://www.kino-teatr.ru/>; <http://video.ru/> ; <http://www.kinopoisk.ru/>, consulté le 25 février 2014

Figure n°1. La dynamique de croissance de la production des films consacrés à l'époque (2001 – première moitié de 2012).



Deuxièmement, le découpage cinématographique de l'époque soviétique est particulier : le projecteur est braqué sur un seul événement-clé, la Grande Guerre patriotique, qui constitue une partie prépondérante de la production, éclipsant le reste de la période soviétique. Les événements de la Révolution d'Octobre, la guerre civile, l'époque khrouchtchévienne et brejnévienne sont abordés de façon marginale ; la période de la *perestroïka* est absente du champ cinématographique actuel dominé par l'image de la Grande Guerre patriotique et par conséquent de l'époque stalinienne. Cette répartition illustre l'existence d'une mémoire hypertrophiée d'un côté, de « *taches aveugles* » de l'autre. Reprenant l'argument de Marc Ferro selon lequel le cinéma ne saurait être séparé de la culture qui le produit et du public auquel il est destiné, on peut constater que ce découpage particulier traduit la tendance générale caractéristique de la société russe des années 2000 : l'hypertrophie de la mémoire de la Grande Guerre patriotique par rapport au reste du passé soviétique ; soulignée par de nombreuses études empiriques, cette tendance peut être interprétée comme le signe du besoin éprouvé par la société russe actuelle de symboles positifs du passé, parmi lesquels la Victoire occupe une place principale.

Figure n° 2. La répartition de la production cinématographique selon les thématiques.

Du corpus de 124 films consacrés au passé soviétique, nous avons sélectionné un échantillon plus restreint de 9 films qui sont, à nos yeux, représentatifs du cinéma russe actuel : « *Utomlennye Solntsem – 2* » / « *Soleil Trompeur – 2* » et « *Tsitadel* » / « *Citadelle* » de Nikita Mikhalkov, comme tableau général de la Grande Guerre patriotique ; « *Svolotchi* » / « *Les bâtards* », « *Tchetyre dnya v mae* » / « *4 jours en mai* », et « *Sluju Sovetskomu Sojouzu* » / « *Je sers l'Union Soviétique* » comme un exemple de représentation de questions controversées du passé soviétique dans le cinéma. Les films en question ont été analysés avec l'objectif de repérer les tendances générales dans la construction des images clés du passé soviétique ; par ailleurs, une attention particulière a été accordée aux représentations de la vie quotidienne de la société soviétique, repérables à travers les personnages secondaires.

2. La Grande Guerre patriotique au cœur du cinéma patriotique

L'analyse des films en question montre que le découpage sélectif du passé va de pair avec une mythologisation de la Grande Guerre patriotique. Les films sur la Grande Guerre patriotique constituent un moyen de l'affirmer un tant que symbole principal de la fierté nationale russe. Les deux films du réalisateur Nikita Mikhalkov, « *Soleil Trompeur – 2* » et « *Citadelle* » sont illustratifs de cette tendance. L'ambition du réalisateur était d'élaborer « *une réponse russe* » au film de Steven Spielberg « *Il faut sauver le soldat Ryan* ». Dans son entretien au quotidien *Rossiskaya Gazeta* / *La Gazette russe*, Mikhalkov affirmait sa volonté de « *montrer l'immense sacrifice du*

peuple russe » afin d'empêcher les Américains de « *monopoliser la mémoire de la Seconde guerre mondiale* »⁷⁰².

Les deux parties de la saga consacrée à la Grande Guerre patriotique font écho au film de 1994 « *Soleil Trompeur* » et se présentent comme la suite de l'histoire du commandant de la division Sergei Kotov. Le budget total des deux films, 85 millions de dollars, permet de les classer parmi les films les plus chers de l'histoire du cinéma russe, une partie indéterminée du financement ayant été accordée par le Ministère de la culture. L'ambition de Mikhalkov de réaliser « *le grand film sur la Grande Guerre* » (la phrase est promue comme slogan officiel du « *Soleil Trompeur 2* ») permet d'appréhender l'évolution du réalisateur : ayant réalisé à la fin des années 1990 un film mythologisé et épique sur la Russie tsariste « *Le Barbier de Sibérie* » avec l'objectif de promouvoir les valeurs traditionnelles russes, en 2010 Mikhalkov utilise la même technique pour la période de la Grande Guerre patriotique.

Les deux films de Mikhalkov se présentent comme la continuation de l'épopée de Sergei Kotov lors de la Grande Guerre patriotique. À travers une succession de scènes fragmentaires et disloquées, Nikita Mikhalkov propose une image assez baroque et fantasmagorique de l'époque : il montre la peur des hauts dignitaires soviétiques devant un Staline caricatural, parlant avec un accent géorgien exagéré à l'outrance ; le commandement de l'Armée rouge est représenté par des généraux abrutis et ivres qui sacrifient les soldats épuisés dans des attaques inutiles et suicidaires ; les soldats sont mal armés et ne comprennent pas les ordres, mais sont mus par leur patriotisme et au final remportent la victoire qui paraissait invraisemblable. Les deux films de Mikhalkov ont été principalement critiqués pour les nombreuses libertés prises avec la vérité historique, pour la « *carnavalisation* » de la guerre (par exemple, les chars allemands sont équipés de voiles rouges avec une croix gammée), pour « *l'effet de bande dessinée* », pour la fragmentation du scénario, pour le caractère irréel des événements. « *Un rassemblement d'anecdotes sur la Grande Guerre patriotique* », « *un conte de fée et une parabole plutôt qu'un film historique* », « *une version de la Grande Guerre patriotique dépourvue de la dimension politique, des réflexions sociales ; une lutte éternelle entre le bien et le mal* » : tels étaient les principaux reproches des critiques⁷⁰³. Rompant avec les canons de la représentation de la Grande Guerre patriotique dans le cinéma soviétique, Mikhalkov rompt également avec la vérité historique et renonce aux questionnements profonds sur le sens de l'époque au profit des films d'action fantasmagoriques sur « *la Grande guerre* », renforçant sa composante mythologique ; de l'événement historique, la guerre devient une légende.

Pour autant, l'appel à la « *vérité historique* » reste d'actualité pour le monde cinématographique, montrant l'absence de consensus sur toute une série de questions

⁷⁰² ARJILOVSKAYA Marina, « *Spasti riadovogo* » / « Sauver le soldat », 19 avril 2010, *Rossiiskaia gazeta*, n° 82, 19 avril 2010 <http://www.rg.ru/2010/04/19/mikhalkov.html>, consulté le 25 février 2014

⁷⁰³ « *Pobeda nad smyslom* » / « La victoire sur le bon sens », *Kommersant*, n° 79, 5 mai 2011, <http://kommersant.ru/doc/1634438>, consulté le 25 février 2014

sensibles du passé. En effet, les représentations de la Grande Guerre patriotique dans le cinéma russe restent contradictoires : si les historiens recensent régulièrement des « *altérations de la vérité historique* » dans les films consacrés à l'époque soviétique, certaines représentations provoquent une véritable polémique, indiquant que le champ cinématographique ne reste pas à l'écart du clivage divisant la société russe par rapport au passé. Le film « *Svolotchi* » / « *Les bâtards* » (2006) d'Alexandre Atanesyan réalisé avec la participation financière du Ministère de la Culture constitue un cas exemplaire de l'interprétation difficile des questions controversées de l'histoire de la Grande Guerre patriotique.

L'action du film se déroule en 1943 et touche à la problématique de la participation des enfants soviétiques aux opérations militaires de sabotage : selon le scénario, le gouvernement soviétique crée une base d'entraînement pour les adolescents détenus dans les prisons et les camps, condamnés à la peine de mort pour les crimes qu'ils avaient commis ; tous les entraîneurs du camp, y compris le directeur, sont également recrutés parmi les détenus du Goulag. Le groupe d'adolescents ainsi constitué est envoyé en Ukraine de l'Ouest chargé d'une mission suicidaire : détruire une base militaire allemande.

La sortie du film provoque de vives controverses. Le FSB déclare avoir reçu de nombreuses lettres d'organisations de vétérans de la Grande Guerre patriotique dénonçant « *la non-conformité des événements présentés dans le film à la vérité historique* » ; l'organisation des vétérans accuse l'auteur du film de « *falsifications historiques* », affirmant que les archives secrètes du FSB ne comportent aucun document permettant d'établir l'existence de ce type de camps d'entraînement en Union Soviétique pendant la guerre⁷⁰⁴. En 2007, ayant reçu un prix du MTV, chaîne musicale pour la jeunesse, comme le meilleur film de l'année, le film fait de nouveau l'objet de critiques, cette fois de la part de l'establishment cinématographique : lors de la cérémonie de remise des prix, le réalisateur Vladimir Menshov jette l'enveloppe contenant le nom du lauréat par terre et refuse de remettre le prix à l'équipe du film : « *Je ne donnerai pas, malheureusement, le prix du meilleur film à ce film perfide qui jette l'opprobre sur mon pays* », proclame-t-il publiquement⁷⁰⁵. Plus tard, il

⁷⁰⁴ « *FSB : film Svolotchi istoritcheski nedostoveren* » / « FSB : le film *Les bâtards* est historiquement inauthentique », Agence de presse RIA-Novosti, 1 février 2006, <http://ria.ru/society/20060201/43273399/html>, consulté le 25 février 2014 ; voir également l'entretien du service des relations publics du FSB avec un vétéran du NKVD Albert Tsesarsky « *Glavnym oroudiem verbovki byli idei* » / « L'arme principale des recruteurs ont été les idées », Vladislav Kramar, FSB, <http://www.fsb.ru/fsb/history/author/single.html?id%3D10356093@fsbPublication.html>, consulté le 25 février 2014

⁷⁰⁵ « *Skandal na vrouchenii premii "Kinsonagrady MTV 2007"* : Vladimir Menshov otkazalsya vrouchit' priz filmou "Svolotchi" / « Scandale lors de la cérémonie de remise des prix "Prix

expliquera son geste à la gazette électronique *Gazeta.ru* : selon lui, le film « *tourne à l'envers* » les événements de la Grande Guerre patriotique ; selon lui, des camps de préparation de saboteurs ont effectivement existé sur le territoire soviétique, mais ils avaient été créés par les nazis dans les territoires occupés. Le réalisateur met notamment l'accent sur la dangerosité du film pour la nouvelle génération. Aujourd'hui, affirme-t-il, « *les adolescents à qui on a jeté de la poudre aux yeux [...] ne comprennent rien dans l'histoire du pays, ni dans l'histoire récente – l'histoire soviétique, l'histoire de la Grande Guerre patriotique* »⁷⁰⁶. Depuis, le film « *Les Bâtards* » a été vivement critiqué par de nombreuses personnalités du monde cinématographique, étant devenu un exemple des falsifications cinématographiques de l'histoire. Ainsi, si les films sur le passé soviétique peuvent donner place à diverses interprétations, la vérité historique de la Grande Guerre patriotique reste une thématique sensible pour une partie de réalisateurs.

D'autres controverses concernant les films projetés sur les chaînes privées illustrent les divergences d'interprétations autour de la Grande Guerre patriotique. En mai 2012, la veille de la commémoration de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie, le 9 mai, la chaîne NTV modifie le programme de diffusion, retirant un film « *Tchetyre dnia v mae* » / « *Quatre jours en mai* », du réalisateur allemand Akhim von Borris à cause de « *nombreuses plaintes de vétérans* »⁷⁰⁷.

Le sujet de ce film élaboré par une équipe mixte russo-allemande porte sur la présence de l'Armée rouge en Europe de l'Est : l'action se déroule en mai 1945, la veille de la capitulation de l'Allemagne, en Poméranie, une région au sud de la mer Baltique entre Allemagne et Pologne. Une unité de l'Armée rouge est logée dans les locaux d'un orphelinat pour jeunes filles, tandis qu'une unité de la Wehrmacht reste cachée dans une forêt ; conscients de la présence de l'ennemi, les Russes et les Allemands choisissent de renoncer au combat et de patienter compte tenu des informations sur la fin imminente de la guerre. Le 9 mai un commandant de l'unité russe rejoint ses soldats apportant la nouvelle de la victoire ; ivre, il essaie de violer l'une des orphelines. Afin de cacher la tentative du viol il donne aux soldats l'ordre de détruire le bâtiment sous prétexte que des collaborateurs s'y cachent. L'intervention des unités allemandes épargne les enfants et permet leur évacuation au Danemark. Commentant

cinématographique MTV 2007” : Vladimir Menshov a refusé de remettre le prix pour le film “Les bâtards” », Agence informatique *NewsRu.com*, 20 avril 2007, <http://newsru.com/cinema/20apr2007/mtv.html>, consulté le 25 février 2014 ; l'extrait du vidéo de la cérémonie est consultable sur YouTube <http://www.youtube.com/watch?v=mzP7E0GO2n4>, consulté le 25 février 2014

⁷⁰⁶ « *Vladimir Menshov prokommentiroval dlya Gazety.ru prichiny svoego postoupka* » / « Vladimir Menshov a commenté les raisons de son geste pour *Gazeta.ru* », *Gazeta.ru*, 20 avril 2007, http://www.gazeta.ru/culture/2007/04/20/a_1603505.shtml, consulté le 25 février 2014

⁷⁰⁷ « *NTV snimaet s efira voennouyou dramou “Tchetyre dnia v mae”* » / « NTV retire de la diffusion le drame militaire “Quatre jours en mai” », *NTV*, 5 mai 2012, <http://www.ntv.ru/novosti/295326/>, consulté le 25 février 2014

leur décision de ne pas diffuser le film, la direction de la chaîne a souligné sa volonté de ne pas « *assombrir la fête de la Victoire* » par « *les sujets controversés de l'histoire* »⁷⁰⁸.

Un autre destin a été réservé au film « *Slouzhou sovietskomou sojouzou* » / « *Je sers l'Union soviétique* » (2012).

Basé sur un roman de Léonide Menaker *Obed s diavolom / Déjeuner avec le diable* (2010), il met en scène l'héroïsme de détenus du Goulag lors de la Grande Guerre patriotique : abandonnés par leurs gardiens, qui désertent par crainte de l'offensive imminente des Allemands, les détenus se mobilisent, s'arment et tiennent tête aux envahisseurs, défendant « *leur terre* » ; à la fin du film, les résistants héroïques du camp sont fusillés par les agents du NKVD qui « *rétablissent l'ordre dans le camp* ». La projection du film a été prévue le 22 juin 2012, anniversaire du début de la Grande Guerre patriotique, célébré en Russie comme « *Le jour de la mémoire et du chagrin* ». Le 19 juin le Ministre de la culture Vladimir Medinsky envoie une lettre au directeur général de la chaîne demandant « *de ne pas projeter ce film controversé* » afin de « *ne pas offenser les sentiments des vétérans* »⁷⁰⁹. Affirmant qu'il agit « *en tant qu'historien* »⁷¹⁰, il souligne que le Ministère ne veut aucunement influencer la politique de la chaîne, mais que sa réaction a été provoquée par « *un nombre étonnant d'appels [...] ces derniers jours au Ministère de la Culture [qui] demandent de donner une évaluation de la situation et de l'influencer* »⁷¹¹. La projection du film, selon Vladimir Medinsky, le jour de la mémoire et du chagrin, serait considérée comme une provocation par la société russe car « *dans ce film, il n'y a pas de héros positifs portant l'uniforme soviétique* »⁷¹².

Malgré l'appel du Ministre et le grand débat qu'il a provoqué dans la presse et sur Internet⁷¹³, le film est diffusé. Dans un entretien à la radio « *Echo de Moscou* », le réalisateur du film a affirmé « *ne pas comprendre comment son film puisse être offensant pour les vétérans de la guerre* » : selon lui, le Ministre de la Culture « *protège les vétérans du NKVD* »⁷¹⁴ qui n'ont pas été présentés de bon côté dans le film.

Les controverses autour des films, tout en montrant les limites de la capacité du pouvoir russe à influencer les médias, soulignent l'absence de monopole d'interprétation du passé soviétique : s'il existe un consensus entre l'État et une

⁷⁰⁸ *ibid.*

⁷⁰⁹ « *Medinskiy : film "Slouzhou Sovetskomou Souoizou" 22 ijounia neumesten* » / « *Medinsky : le film "Je sers l'Union Soviétique" est inconvenant le 22 juin* », *Agence informatique RIA Novosti*, 18 juin 2012, <http://ria.ru/society/20120618/676324643.html>, consulté le 25 février 2014

⁷¹⁰ Vladimir Medinsky, auteur de nombreux livres populaires d'histoire sur les « *falsifications de l'histoire russe* », est docteur en histoire. Il a été nommé Ministre de la culture en 2012.

⁷¹¹ *Agence informatique RIA Novosti*, 18 juin 2012, *op. cit.*

⁷¹² *ibid.*

⁷¹³ « *Skandal vokroug filma "Slouzhou Sovetskomou Souoizou" obostryaetsya* » / « *Le scandale autour du film "Je sers l'Union Soviétique" s'aggrave* », *BBC Russie*, 19 juin 2012, http://www.bbc.co.uk/russian/society/2012/06/120619_medinsky_film_opinions.shtml, consulté le 25 février 2014

⁷¹⁴ *ibid.*

partie des cinéastes sur la question du sens commun à attribuer à l'époque soviétique et sur le rôle des représentations positives et patriotiques du passé dans le cinéma national, il n'exclut pas une pluralité de versions contradictoires du passé dans le monde cinématographique. Pour autant, il s'agit moins d'un affrontement entre différentes interprétations historiques, que de l'exploitation de la même thématique selon les préférences de différentes audiences : les versions contradictoires du passé dans le cinéma épousent le clivage de la société russe par rapport à l'époque soviétique.

La croissance de la production de films consacrés à la Grande Guerre patriotique parallèlement à sa mythologisation dans le cinéma peut être interprétée de manière double. Premièrement, elle peut signaler la persistance de la culture de masse soviétique au sein de la Russie actuelle : les rééditions des films soviétiques ainsi que la montée progressive des films consacrés à la guerre indiquent que le cinéma russe répond à la demande de symboles de fierté familiaux depuis l'époque soviétique sans vouloir en revenir aux réflexions difficiles sur la faute collective et le repentir. La Grande Guerre patriotique constitue, de ce point de vue, un cordon ombilical qui relie le passé soviétique au présent : la recherche des héros ne va pas au-delà de la Victoire légendaire, symbole positif de l'époque. La réintégration du passé soviétique dans la conscience collective par le cinéma ne va pas, toutefois, sans transformations provoquées par le passage à la culture postmoderne⁷¹⁵. La réappropriation des anciens symboles passe par une adaptation de modèles et de symboles soviétiques à des formes culturelles idéologiquement neutres et détachées du contexte historique. Tout en constituant une réaction au traumatisme du passé totalitaire, la popularité des « *films sur le passé soviétique* » cherche à évincer le traumatisme par des modèles neutres voire positifs⁷¹⁶ ; ces formes populaires aident à restaurer la continuité historique en connectant le passé et le présent dans la culture populaire. Il est important de noter que le phénomène de reproduction du réalisme socialiste sous des formes diverses dans la culture de masse actuelle n'est pas cantonné au monde russe : nombre d'études montrent qu'en Europe de l'Est le travail de mémoire et les tentatives de différencier clairement « *les victimes* » et « *les bourreaux* » du régime

⁷¹⁵ BAUDIN Rodolphe, « Le phénomène de la série culte en contexte soviétique et post-soviétique », *Cahiers du monde russe*, n° 1, vol. 42, 2001, pp. 49-70.

⁷¹⁶ LIPOVETSKY Mark, « Post-Sots: Transformations of Socialist Realism in the Popular Culture of the Recent Period », *The Slavic and East European Journal*, Vol. 48, n° 3, 2004, pp. 356-377

communiste ont été progressivement remplacées par des efforts en vue de restaurer le sentiment perdu de l'appartenance collective au passé, de rétablir des connexions avec un passé qui ne serait ni horrible, ni humiliant⁷¹⁷. Ainsi les films stylisés sur l'époque soviétique sont proposés aux spectateurs comme un produit culturel, une marchandise ayant un effet thérapeutique, non comme chargés d'idéologie : réalisés sans participation étatique et souvent sans financement de l'État, ils indiquent un changement de perception du passé soviétique plus qu'ils ne représentent un tournant vers l'histoire patriotique dans la politique culturelle de l'État russe.

SECTION 4. LES NOUVEAUX LIEUX DU DEBAT

On évoquera ici les représentations du passé dans les nouveaux médias (sites internet, blogs, réseaux sociaux). Ces nouveaux lieux du débat constituent un champ privilégié pour observer l'articulation et l'interaction entre les représentations du passé véhiculées par les internautes russes, tout en illustrant les mutations que l'histoire et la mémoire connaissent à l'ère numérique.

Aujourd'hui, les études de la mémoire collective ne peuvent plus ignorer les transformations majeures que la mémoire et l'histoire connaissent compte tenu de l'irruption des nouvelles technologies dans la vie quotidienne des sociétés. Les processus liés au travail de mémoire et aux réinterprétations historiques dans les espaces interactifs deviennent un objet à part entière des études sur la mémoire collective – *digital memory studies* : à l'heure actuelle, Internet apparaît comme un nouveau moyen de renouer les rapports avec l'histoire par le biais de pratiques mémorielles diverses.

§ 1. Les représentations du passé dans les nouveaux médias : questions théoriques et méthodologiques

Les études dans le nouveau domaine de la mémoire « numérique » (*digital memory*) rendent compte du changement substantiel que l'irruption des nouveaux médias opère dans le domaine de l'histoire et de la mémoire. La prolifération des

⁷¹⁷ OUSHAKINE Sergei, « “We’re nostalgic but we’re not crazy”: Retrofitting the Past in Russia », *The Russian Review*, n° 66, Juillet 2007, pp. 451–482

pratiques mémorielles en ligne (sites commémoratifs, musées virtuels, clubs de débats historiques en ligne) pose la question du changement des rapports à l'individuel et au collectif, au passé et au présent, à l'histoire et à la mémoire et permet de parler de nouveaux espaces de la mémoire.

A. Le bouleversement du rapport à la mémoire et à l'histoire

À l'heure actuelle, non seulement la mémoire est médiatisée, mais aussi l'agent de sa médiation, c'est-à-dire Internet, ne saurait manquer d'avoir une influence sur le rapport que les sociétés entretiennent avec leur passé⁷¹⁸. La différence avec l'ère télévisée consiste dans le changement du rôle que la société joue dans le processus de production et de la diffusion des informations, dans la mesure où Internet est basé sur le principe du réseau : si, dans l'ère de la transmission télévisée, l'information était « octroyée » en quelque sorte du haut vers le bas par les médias à un corps social abstrait (« l'audience de masse »), à l'ère d'Internet ce système est remplacé par les relations produites par et entre des acteurs égaux (« *peer-produced relationship* »)⁷¹⁹.

1. Le triple changement de la mémoire et de l'histoire à l'ère numérique

Comment le passé est-il reconstruit dans et à travers ces nouveaux espaces de communication ? Tout d'abord, Internet change le rapport au temps et à l'espace. Il ne s'agit plus d'une relation passive au temps : les nouveaux médias apportent à la production de la mémoire et aux représentations du passé la possibilité de simultanéité et d'« *irruption continue du nouveau* »⁷²⁰. Concernant le temps, on assiste à un phénomène de « *détemporalisation* » : le temps n'est plus linéaire à cause de la possibilité de communication asynchronisée ; plusieurs représentations de différents passés peuvent coexister dans une seule fenêtre temporelle. Concernant l'espace, et notamment l'espace commémoratif, si les mémoriaux « *matériels* » exigent la présence physique des personnes pendant le moment commémoratif, afin de s'inscrire dans une mémoire collective, les représentations en ligne donnent

⁷¹⁸ GARDE-HANSEN Joanne, HOSKINS Andrew, READING Anna (dir.), *Save As...Digital memories*, 2009, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 272 p.

⁷¹⁹ MERRIN William, « Studying Media : the Problem of Method in a Post-Broadcast Age », *MediaStudies*, 9 Mars 2010, <http://mediastudies2point0.blogspot.fr/2010/03/studying-media-problem-of-method-in.html>, consulté le 28 février 2014

⁷²⁰ GARDE-HANSEN Joanne, HOSKINS Andrew, READING Anna (dir.), *op. cit.*

l'opportunité d'une participation détachée d'un territoire précis et, davantage encore, de l'interaction⁷²¹.

Par ailleurs, les capacités presque illimitées de stockage et d'archivage offertes par les nouvelles technologies mettent en question le phénomène de l'oubli⁷²² : les expériences jadis circonscrites dans un cadre temporel précis deviennent « *un éternel stock de reproductions* »⁷²³ ; ce processus rend quasiment irréversible ce que Pierre Nora appelle « *le terrorisme de la mémoire historicisée* », la « *mémoire archivistique* » ou « *la mémoire prothèse* », « *enregistreuse* » qui « *délègue à l'archive le soin de se souvenir pour elle* »⁷²⁴. Dans ces conditions, le véritable problème n'est plus la « *condamnation à l'oubli* » mais au contraire l'impossibilité d'effacer les souvenirs, comme en témoigne la prolifération récente des agences gérant la réputation en ligne ou « *e-réputation* ».

Le deuxième changement majeur concerne les rapports entre histoire et mémoire. Avant, l'histoire se diffusait par les moyens traditionnels (manuels scolaires, musées, commémorations, films, télévision) et se présentait comme un discours figé, institutionnalisé, notamment dans le cas de l'histoire scolaire ; un discours univoque diffusé du haut en bas par les institutions de socialisation, les médias de masse et les vecteurs culturels vers des récepteurs passifs. L'ère des nouveaux médias et surtout l'explosion des médias sociaux bouleversent ce schéma : l'ouverture de l'espace numérique à la libre expression marque le passage vers des systèmes de représentation du passé plus flexibles et participatifs, basés sur le principe de diffusion « pair-à-pair » (ou « *peer-to-peer* »), un mode de communication à travers un réseau décentralisé, permettant à des acteurs égaux de produire et de partager directement des mémoires⁷²⁵. Cette mémoire est accessible et non pas élitiste, foncièrement hétérogène et non hiérarchisée.

⁷²¹ POGACAR Martin, « (New) Media and Representations of the Past », dans MAJ Anna, RIHA Daniel (dir.), *Digital Memories. Exploring Critical Issues*, Inter-Disciplinary Press, Oxford, 2009, p. 26

⁷²² HOSKINS Andrew, « The Mediatization of Memory », dans GARDE-HANSEN Joanne, HOSKINS Andrew, READING Anna (dir.), *op. cit.*, pp. 27-43.

⁷²³ VAN DIJCK José, « Flickr and the culture of connectivity: Sharing views, experiences, memories », 2010, *Memory Studies*, n° 4, pp. 401-415

⁷²⁴ NORA Pierre (dir.), *op. cit.*, p. 24

⁷²⁵ MERRIN William, *op. cit.*

Dans ce système, un changement paradigmatique s'opère : des canaux médiatiques on passe à l'interdépendance des systèmes de communication, à la croissance exponentielle du contenu et des archives, aux relations de plus en plus complexes entre les systèmes médiatiques de production et diffusion de masse dominés par les acteurs institutionnels et les mémoires locales, de groupe, ethniques etc., s'exprimant via les médias sociaux. Abolissant les frontières entre discours scientifique et profane, entre producteurs et consommateurs d'information, Internet favorise une grande pluralité d'interprétations, dont l'influence repose moins sur leur véracité que sur la capacité de leurs auteurs de les rendre audibles, voire de créer un *buzz*. Heiko Zimmermann, spécialiste allemand des médias numériques, emploie le mot « *prosumer* » (« *produconsommateur* ») afin de désigner l'utilisateur des réseaux sociaux, à la fois producteur et consommateur des informations⁷²⁶, « *les gens qu'on appelait jadis audience* »⁷²⁷. Par conséquent, la construction du cadre de la mémoire commune ne se conçoit pas de la même manière dans les communautés numériques et les communautés « *réelles* » : tandis que ces dernières, territorialement délimitées, enracinent leur identité dans une continuité historique, les collectivités « *virtuelles* », qui ne sont délimitées ni dans le temps ni dans l'espace, construisent une mémoire basée, non sur l'appartenance territoriale, mais plutôt sur des intérêts communs ou une idéologie commune⁷²⁸. Ces « *communautés 2.0* » peuvent être aussi bien des espaces de remémoration que des constructions actives du passé, c'est-à-dire reposant sur la communication et l'interaction⁷²⁹.

Enfin, le troisième grand changement concerne les rapports entre mémoire individuelle et mémoire collective. Grâce aux réseaux numériques, les mémoires personnelles sont instantanément partagées, et la frontière entre le personnel et le collectif s'estompe, voire disparaît. La mémoire numérique, produite dans et à travers les réseaux sociaux, se présente comme un hybride de l'individuel et du collectif, ouvert aux modifications immédiates et permanentes ; avec l'accessibilité de l'Internet, la réminiscence, le partage collectif des souvenirs personnels devient facile

⁷²⁶ ZIMMERMANN Heiko, « Diverging Strategies of Remembrance in Traditional and Web 2.0 On-Line Projects », Acte de la 5ème conférence globale « Cybercultures. Exploring Critical Issues », Salzburg, Austria, 12-14 mars 2010, p. 7, <http://www.inter-disciplinary.net/wp-content/uploads/2010/02/zimmermannpaper.pdf>, consulté le 28 février 2014

⁷²⁷ PISANI Francis, PIOTET Dominique, *Comment le web change le monde. Des internautes aux webacteurs*, Pearson Education France, Paris, 2010, pp. 269

⁷²⁸ POGACAR Martin, « (New) Media and Representations of the Past », in MAJ Anna, RIHA Daniel (dir.), *op. cit.*, pp. 23-31

⁷²⁹ ZIMMERMAN Heiko, *op. cit.*

et rapide : on puise volontiers dans la mer immense d'Internet afin de se souvenir de tel ou tel événement.

Ces changements majeurs soulèvent une série d'interrogations, non seulement concernant les rapports entre l'histoire et la mémoire diffusées *via* les médias de masse traditionnels à des fins politiques ou identitaires et la production collective de l'histoire et de la mémoire sur Internet, mais aussi sur le sens même des concepts de mémoire et d'oubli. Puisque la mémoire est hétérogène par sa nature et puisqu'Internet favorise par son caractère ouvert la création et la prolifération des espaces d'histoire et de mémoire alternative, qui parfois se construisent en opposition au discours historique et à la politique mémorielle dominants, que devient le discours historique traditionnel face à l'évolution exponentielle des archives personnelles, des photos, des images, des vidéos, des témoignages écrits circulant sur Internet ? Si la mémoire n'est plus associée uniquement aux lieux de mémoire, ou anciens moyens de reproduction, elle devient flexible et ajustable aux besoins individuels et collectifs⁷³⁰.

2. Etudier les représentations à l'ère numérique : défis épistémologiques et méthodologiques

Ces transformations de l'espace public sont trop profondes pour ne pas être prises en compte dans les études portant sur la mémoire collective, posant une série de questions épistémologiques et méthodologiques.

La première question qui se pose est d'ordre épistémologique : qu'étudie-t-on quand on étudie la mémoire et l'histoire sur Internet ? La mémoire propre à une « *cyber-culture* » spécifique ou celle d'une partie « *connectée* » de la population ? À quel point Internet peut-il être considéré comme une source d'information sur une société ? Dans quelle mesure une communauté « *virtuelle* » (groupe d'intérêts sur *Facebook*, communauté des blogs) peut instruire sur la société étudiée ? Si l'idée de l'ancrage des pratiques dans les contextes sociaux locaux est affirmée par une série d'études dans les années 1990⁷³¹, la frontière entre « *le virtuel* » et « *le réel* » est définitivement remise en cause dans les années 2000, avec l'avènement du « *web 2.0* ». La nouveauté de ce phénomène s'articule autour des notions de réseau et

⁷³⁰ POGACAR Martin, *op. cit.*, pp. 23-31

⁷³¹ WOOLGAR Steve (dir.), *Virtual Society ? Technology, Cyberbole, Reality*. Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 13-21

d'interaction : l'irruption des réseaux sociaux dans la vie quotidienne marque en effet la fin de la séparation entre le domaine « *réel* » et le domaine « *virtuel* », ainsi que de la séparation entre le « *social* » et le « *technique* » : l'exemple du réseau social *Facebook* montre qu'Internet crée des objets *sociotechniques*, dont les caractéristiques reposent aussi bien sur la composante humaine (communautés des personnes) que sur la composante technique (par exemple, la fonction de « *like* » qui est propre à l'espace *Facebook*). Les phénomènes sociaux en question n'ont pas une existence purement virtuelle et ne sont pas séparés de façon étanche d'une « *réalité objective* », mais font partie intégrante des interactions quotidiennes technologiquement avancées.

L'irruption des pratiques et des objets sociotechniques dans le quotidien des sociétés occidentales impose aux chercheurs d'étudier ces nouveaux espaces qui présentent une série de caractéristiques singulières. S'il est évident que, d'un côté on ne peut plus penser la société avec les outils traditionnels de l'ère télévisée, et de l'autre on ne peut pas appliquer à Internet les outils classiques de la science politique, alors comment étudier Internet ? Une série de questions méthodologiques voire techniques se posent alors au chercheur.

Tout d'abord, l'étude des espaces Internet ne peut être qu'inductive, selon le principe de suivi de l'objet, dans la mesure où les terrains numériques (espaces, plateformes, sites web) sont intéressants uniquement dans leur dynamique. Ces « *terrains mouvants* »⁷³² sont dans la majorité des cas la création de plusieurs acteurs ; le discours est fluide, instable et dans un état de modification quasi permanent ; par conséquent, ces terrains perdent leur intérêt dès qu'on essaie de les fixer ou d'isoler une entité en l'arrachant de son milieu.

La solution qui relève en grande partie du compromis consiste à refuser de porter le regard « *du haut* », mais de suivre l'objet dans l'espace de multiples réseaux entrecroisés. Dans ce cas, le chercheur ne construit pas son objet, mais part des matériaux disponibles qui l'emmènent plus loin au fur et à mesure qu'il étudie son objet en l'observant ponctuellement et sur une période temporelle longue ; cette

⁷³² KLEIN Annabelle (dir), *Objectif Blogs ! Explorations dynamiques de la blogosphère*, L'Harmattan, 2007, p. 12

technique impliquant l'immersion du chercheur dans le réseau qu'il étudie s'appelle l'ethnographie en ligne⁷³³. Toutefois, en travaillant sur les terrains numériques, le chercheur accepte un degré d'incertitude quant à son objet et peut être obligé de nuancer ses hypothèses de départ dans la mesure où le terrain sur lequel il a prévu d'effectuer la recherche peut être reconfiguré.

Ces contraintes expliquent que les potentialités d'Internet sont actuellement peu étudiées par la communauté scientifique. Pour autant, si les particularités d'Internet constituent un obstacle méthodologique, les chercheurs sont récompensés par la richesse des informations susceptibles d'en être extraites : l'étude de ces nouveaux espaces offre la possibilité d'observer, quel que soit l'endroit où l'on se trouve, les interactions entre les individus qui échangent des opinions sur tous les sujets possibles.

B. La spécificité de l'Internet russe et les défis méthodologiques

La première particularité de l'Internet russe réside dans son développement rapide au cours des années 2000, qui est susceptible de combler les inégalités traditionnelles d'accès à l'information (*digital divide*) caractéristiques de la Russie des années 1990. Si à cette époque les internautes représentaient, dans leur grande majorité, les habitants de deux principales villes russes, Moscou et Saint-Petersbourg, dans les années 2000, Internet connaît un développement exponentiel dans toutes les régions de Russie : ainsi en 2011, plus de 90% des nouveaux utilisateurs d'Internet habitaient en dehors des deux villes principales de la Russie⁷³⁴ ; parmi ces utilisateurs, 33% sont des habitants des grandes villes (plus de 100 000 habitants), 30% habitent les villes moyennes (moins de 100 000 habitants) et 27% habitent les petites villes et les villages. En 2012, la moitié de la population russe utilise régulièrement Internet⁷³⁵, représentant l'audience la plus nombreuse et la plus

⁷³³ BEAULIEU Anne, « Mediating Ethnography: Objectivity and the Making of Ethnographies of the Internet », *Social Epistemology*, 2004, n° 18, pp. 139–163

⁷³⁴ Rapport « Les usages d'Internet dans les régions », *Yandex*, 2011, http://company.yandex.ru/researches/reports/internet_regions_2011.xml?ncrnd=6770, consulté le 28 février 2014

⁷³⁵ « Polovina rossiian vyshla v Internet » / « La moitié des Russes est connectée », *Lenta.ru*, 02.06.2012 <http://www.lenta.ru/news/2012/06/02/seventy/>, consulté le 27 février 2014

« engagée » des réseaux sociaux en Europe⁷³⁶ : seulement 6% d'internautes russes n'utilisent pas les réseaux sociaux⁷³⁷.

1. Le rôle de l'Internet dans la vie politique russe

L'autre spécificité de l'Internet russe, ou, comme l'appellent les internautes eux-mêmes, le *RuNet*, est lié à son rôle dans la vie politique et sociale. Nombre d'auteurs soulignent son importance politique et sociale dans le contexte de manque de débat critique dans les médias traditionnels⁷³⁸ : les hommes politiques de toutes tendances, les personnes publiques, les activistes de la société civile, les opposants au régime aussi bien que les bureaucrates utilisent les réseaux sociaux afin d'exprimer leurs opinions et de les partager avec leurs lecteurs⁷³⁹ ; en 2010, les parlementaires membres du parti majoritaire *Russie Unie* se sont dotés d'une page sur le principal réseau social russe, *Vkontakte* (En contact)⁷⁴⁰.

LiveJournal reste la plateforme la plus politisée du *RuNet*. Alors que la blogosphère russe compte à l'heure actuelle près de 85 millions de blogs, l'essentiel du débat politique et social se déroule dans le cadre de *LiveJournal*, plateforme combinant la fonctionnalité des blogs et des médias sociaux (les profils des utilisateurs détaillés, « *friending* », les messages privés et une culture des commentaires actifs^{741, 742}). Ces 2.8 millions de blogs génèrent quotidiennement 90 000 *posts*⁷⁴³. Dès le début des

⁷³⁶ « comScore Releases Overview of European Internet Usage in September 2011 », *ComScore*, Rapport de 2011, http://www.comscore.com/Press_Events/Press_Releases/2011/11/comScore_Releases_Overview_of_European_Internet_Usage_in_September_2011, consulté le 21 février 2014 ; « Russia Has Most Engaged Social Networking Audience Worldwide », *ComScore*, Rapport de 2011, http://www.comscore.com/Press_Events/Press_Releases/2010/10/Russia_Has_Most_Engaged_Social_Networking_Audience_Worldwide, consulté le 21 février 2014

⁷³⁷ « Usage Differs by Age and Education Global Digital Communication: Texting, Social Networking Popular Worldwide », 20 décembre 2011, <http://www.pewglobal.org/2011/12/20/global-digital-communication-texting-social-networking-popular-worldwide/>, consulté le 21 février 2014

⁷³⁸ Voir notamment LONKILA Markku, « The Internet and Anti-military Activism in Russia », *Europe-Asia Studies*, n° 60, 2008, p. 1130; MACLEOD Heather, « Examining Political Group Membership on LiveJournal », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 1, 2009, p. 13; KRASNOBOKA Natalya, « Real Journalism Goes Underground: the Internet Underground », *The International Journal for Communication Studies*, n° 5, vol. 64, 2002, pp. 479-499

⁷³⁹ GORHAM Michael, « Medvedev's Blogging Bureaucrats: Official Models of Identity and Community in the New Media Age », Conference Paper, *Virtual Russia: Digital Space and Post-Soviet political culture*, Octobre 19-22, 2011, Norwegian University Center, Saint-Petersbourg, Russie

⁷⁴⁰ « Schlegel pogolovno zaregistriroual *Vkontakte* dumskih edinirossov » / « Schlegel a massivement créé les profils pour tous les députés de Russie Unie *Vkontakte* », *Lenta.Ru*, 1 novembre 2010, <http://lenta.ru/news/2010/11/01/vkontaktedrol/>, consulté le 21 février 2014

⁷⁴¹ REUTER Ora John, SZAKONYI David, *Online social media and political awareness in authoritarian regimes*, Working Paper (Basic Research Program at the National Research University Higher School of Economics), 2012, <http://www.hse.ru/data/2012/12/27/1304312632/10PS2012.pdf>, consulté le 21 février 2014

⁷⁴² ALEXANYAN Karina, « The Map and the Territory: Russian Social Media Networks and Society », *Ph.D. dissertation*, Columbia University, 2013, <http://academiccommons.columbia.edu/catalog/ac%3A156925>, consulté le 21 février 2014

⁷⁴³ KOLTSOVA Olessia, KOLTSOV Sergei, « Mapping the public agenda with topic modelling: The case of the Russian LiveJournal », *Policy and Internet*, n° 5(2), 2013, pp. 207-227

années 2000, une série d'auteurs ont souligné l'importance politique et sociale de *LiveJournal* dans le contexte du manque de débat critique dans les médias traditionnels^{744, 745}, même si, selon d'autres observateurs, cet espace serait propice à la radicalisation du discours⁷⁴⁶. Qualifié en 2010 de « *Centre des discussions de Runet* »⁷⁴⁷, *LiveJournal* fait partie des réseaux sociaux les plus politisés de *RuNet*, tout comme *Facebook* et *Twitter*, alors que les réseaux nationaux russes, c'est-à-dire conçus et créés en Russie, comme *Vkontakte*, *Odnoklassniki*, *MoiMir* et *MoiKrug* restent moins politisés. Ce rôle a été mis en exergue lors des protestations politiques de 2011, quand parmi les 25 blogs les plus populaires de *LiveJournal*, huit appartenaient aux activistes d'opposition, diffusant des informations sur la fraude électorale. La notoriété politique du célèbre opposant au régime actuel, Alexey Navalny, commence au sein de *LiveJournal*, où il dénonce la corruption du régime, rassemblant une très vaste audience de mécontents⁷⁴⁸. 52% des utilisateurs de cette plateforme appartiennent à la tranche d'âge 18-34 ans⁷⁴⁹; selon un rapport de 2009 établi par Yandex⁷⁵⁰, un blogueur typique est un habitant de Moscou, femme de 22 ans ou homme de 26 ans, économiquement actif et hautement diplômé⁷⁵¹.

Vkontakte est le réseau social le plus important en Russie, avec 100 millions d'utilisateurs et une audience journalière de 25 millions⁷⁵²; à titre d'exemple, les internautes russes ne sont que 7,5 millions à utiliser le réseau social le plus populaire dans le monde, *Facebook*⁷⁵³. Selon les données fournies par *Vkontakte*, « *Plus de 60% d'utilisateurs ont plus de 25 ans* »; pour autant, les données issues des sources indépendantes montrent que la majorité de l'audience active du réseau appartient à la tranche 20-28 ans. Malgré des données statistiques contradictoires, la réputation de *Vkontakte* comme réseau principal pour les lycéens est souvent confirmée par les implications fréquentes du réseau dans les scandales concernant les fuites des sujets de l'Examen unifié de l'État (analogue au Bac français)^{754, 755}. Ainsi, si *LiveJournal* est le cœur de la communication politique et sociale adulte, *Vkontakte*, privilégiant l'interaction et la création des groupes, est l'espace préféré des lycéens russes pour la communication et le partage de données en ligne.

⁷⁴⁴ KRASNOBOKA Natalya, *op. cit.*

⁷⁴⁵ LONKILA Markku, *op. cit.*

⁷⁴⁶ MacLEOD Heather, « Examining Political Group Membership on LiveJournal », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 1, 2009, pp. 13-26

⁷⁴⁷ ETLING Bruce, ALEXANYAN Karina, KELLY John, FARIS Robert, PALFREY John, GRASSER Urs, *Public Discourse in Russian Blogosphere: Mapping Runet Politics and Mobilization*, Harvard University, Berkman Center Research Publication, 2010

⁷⁴⁸ IOFFE Julia, « Net impact. One-man Crusade against Russian Corruption », *New Yorker*, 4 Avril 2011, http://www.newyorker.com/reporting/2011/04/04/110404fa_fact_ioffe?currentPage=all, consulté le 21 février 2014

⁷⁴⁹ TNS Web Index Report (Decembre 2011), <http://www.tns-global.ru/media/content/B7525726-B5E1-4C12-BE25-4C543F42F3EE!/Web%20Index%20Report%20201112.zip>, consulté le 21 février 2014

⁷⁵⁰ Moteur de recherche russe, concurrent réel de Google en Russie.

⁷⁵¹ ALEXANYAN Karina, ALTO Palo, « The RuNet – Lost in Translation », *Russian analytical digest*, n° 69, 2009, pp. 2-5

⁷⁵² « Reiting populiarnosti sotsialnyh internet-setei », / « Popularity rating of social networks », *VTSIOM*, 2010, <http://wciom.ru/index.php?id=459&uid=13526>, consulté le 21 février 2014

⁷⁵³ MERKOUROV Anton, « Potchemou Vkontakte loutche chem Facebook » / « Pourquoi Vkontakte est meilleure que Facebook », *Slon.ru*, 9 novembre 2012, http://slon.ru/future/pochemu_vkontakte_luchshe_chem_facebook-850183.xhtml, consulté le 21 février 2014

⁷⁵⁴ « Shkol'niki poluchali podskazki po EGE cherez set' Vkontakte » / « Les écoliers ont obtenu des réponses aux questions de l'examen unifié de l'État via *Vkontakte* », *Security-lab*, 16 juin 2009, <http://www.securitylab.ru/news/381483.php>, consulté le 21 février 2014

⁷⁵⁵ « Medvedev poruchil razbrat'sia so skandalom vokrug EGE po matematike » / « Medvedev a demandé de clarifier le scandale autour de l'examen unifié en mathématiques », *Gazeta.ru*, 6 juin 2011, <http://www.gazeta.ru/social/2011/06/14/3661765.shtml>, consulté le 21 février 2014

La spécialisation des principaux réseaux sociaux utilisés en Russie ainsi que l'âge de leurs audiences respectives ne sont pas sans influence sur le débat historique qui s'y déroule sous des formes différentes : si *LiveJournal* est un instrument privilégié pour les jeunes historiens et journalistes, professionnels et amateurs, pour commenter tel ou tel point de l'histoire soviétique dans de longs textes assez élaborés, *Vkontakte* favorise la circulation permanente et rapide des idées et leur diffusion vers des audiences très larges.

2. *La construction du corpus*

Dans le cadre de cette étude, nous avons opté pour une approche qualitative des médias sociaux, basée sur l'idée d'interaction constante entre les activités *online* et *offline*. En effet, à l'heure actuelle nous sommes en présence d'un monde social qui présente des espaces d'activité sociale et des modes de communication à la fois traditionnels et technologiquement avancés ; il est évident que le débat en question n'existe pas uniquement en ligne et ne représente par une réalité isolée, mais fait partie du débat mémoriel plus vaste. Afin d'explorer les discussions sur le passé soviétique sur Internet, nous avons opté essentiellement pour la méthode classique de l'analyse du discours, mais aussi pour l'analyse de données visuelles ou multimédia (des vidéos ou des images en ligne), repérant des énoncés relatifs à l'époque soviétique dans le débat au sein des communautés. Toutefois, puisque les communautés en question pourraient être qualifiées, selon la classification d'Anne Beaulieu, de « *phénomènes existant principalement online* » (les membres de la communauté peuvent éventuellement avoir des interactions offline, mais la majorité de leurs interactions passe par l'ordinateur⁷⁵⁶), nous avons adopté la méthode de l'ethnographie en ligne : il s'agit de l'observation des communautés en ligne sur une période donnée, impliquant l'observation du texte et des images, assurant la présence du chercheur dans le monde social étudié⁷⁵⁷. Il convient de noter que la création d'un profil spécial dans les réseaux sociaux en question pour accéder aux discussions n'a pas été nécessaire, dans la mesure où toutes les communautés et discussions sont publiques, c'est-à-dire accessibles à tous les internautes.

⁷⁵⁶ BEAULIEU Anne, *op. cit.*, pp. 139–163

⁷⁵⁷ GARCIA Angela Cora, STANDLEE Alecea I., BECHKOFF Jennifer, CUI Yav, « Ethnographic Approaches to the Internet and Computer-Media Communication », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2009, n° 38, p. 52

Après avoir défini les principaux espaces dans lesquels les discussions sur le passé sont susceptibles d'avoir lieu, nous avons procédé à la sélection de l'échantillon des communautés représentatives pour tel ou tel type de plateforme. La première étape de construction reposait sur la recherche des différentes déclinaisons des mots-clés « URSS » (Union Soviétique, Soyouz, à la fois en cyrillique et en Anglais)⁷⁵⁸ dans la description des communautés sur *Vkontakte* et *LiveJournal*, à l'aide des moteurs de recherche intégrés dans les deux plateformes. Cette première recherche a confirmé le fait que, tandis que la création de communautés reste la principale activité de *Vkontakte*, *LiveJournal* est principalement focalisé sur l'expression personnelle : en effet, la recherche du mot « USSR » a généré 16 914 communautés situées sur *Vkontakte*, mais seulement quarante-six dans le cas de *LiveJournal* ; la recherche du mot « Union Soviétique » a généré 780 communautés pour *Vkontakte* et dix-sept pour *LiveJournal*. La deuxième étape consistait en une sélection manuelle des communautés pertinentes qui s'est avérée nécessaire aussi bien pour identifier les communautés populaires et actives (plus de 500 membres pour *LiveJournal*, plus de 1000 pour *Vkontakte*), mais aussi pour éliminer les communautés trop spécifiques ou marginales (par exemple, le groupe des amateurs des timbres soviétiques). Le premier échantillon qui en a résulté, représentant plus de 350 ressources (voir annexe), a été ensuite complété par d'autres communautés trouvées par la méthode de boule de neige qui consiste en une vérification manuelle des liens externes et internes de chaque communauté qui mène aux autres communautés (communautés – amis, communautés recommandées), et la sélection des communautés pertinentes parmi ces dernières. Deux principaux critères ont été pris en compte dans la sélection : la popularité de la communauté (mises à jour régulières, nombreuses et fréquentation du site) et sa pertinence dans la construction des représentations du passé.

La période de l'étude a duré plusieurs mois, de l'été 2011 à l'hiver 2012. La méthode adoptée consistait en une observation systématique des discussions et des données visuelles et multimédia, le repérage des énonciations relatives au passé soviétique, leur systématisation et analyse, mais aussi le repérage des mécanismes de l'apparition et de transmission des souvenirs. Plus de 188 *threads* de discussion représentant presque 82 000 commentaires ont été analysés (voir annexe 5). Une

⁷⁵⁸ La première observation a montré que beaucoup d'internautes préfèrent utiliser les mots anglais dans la description de leurs communautés, par exemple, « Back in USSR ».

attention particulière a été accordée à la structure et au fonctionnement des communautés. Tout au long de l'étude nous avons également porté attention à l'âge de participants indiqué dans la plupart des cas dans leurs profils ouverts à public.

L'analyse quantitative du débat a été précédée par la formulation des questions de recherche portant sur les constructions de l'histoire et de la mémoire sur Internet : quelles sont les thématiques et les périodes historiques dominantes ? Quelle période du passé soviétique est plus évoquée que les autres ? Comment les internautes construisent-ils et partagent-ils leur vision du passé et sous quelle forme ? Quelles sont les opinions en jeu ? Le domaine du « *virtuel* » reflète-t-il les divisions stables caractéristiques de l'espace public russe ? L'approche adoptée a orienté la recherche vers les discours véhiculant les représentations souvent radicalisées et peu nuancées de l'histoire soviétique, suggérant par conséquent l'inscription de l'analyse dans le cadre du clivage « *pour /contre* ». Tout en étant consciente des défauts qu'implique cette approche, dans la mesure où un échantillon pur des communautés « *pro* » et « *contre* » est difficile à obtenir, chaque débat impliquant inévitablement des opinions plus nuancées et plus complexes sur l'époque soviétique, cette approche semble être bien adaptée à l'analyse du débat dans le cadre du *RuNet*. En effet, la vision purement « *positive* » ou « *négative* » n'est pas rare sur Internet, espace naturellement propice à la radicalisation des opinions du fait de l'anonymat, et le débat sur le passé soviétique est caractérisé par un degré de radicalisation très important, ce qui le rapproche du phénomène désigné dans le monde virtuel par la notion de « *holywar* » (guerre sainte). Cette notion, inventée et employée par les internautes eux-mêmes, relève d'un point qui provoque systématiquement et inévitablement une guerre d'opinions. Or dans le contexte russe, la plupart des questions relatives à l'époque soviétique constituent incontestablement un prétexte à *holywar* (l'image de Staline, la question de *golodomor*, le pacte Molotov-Ribbentrop, etc.), au point qu'un terme spécifique qui désigne une « *holywar sur le passé soviétique* » a été forgé et recensé dans l'Encyclopédie du folklore web, *Lurkmoar.ru*, sous le titre : « *drame permanent sur l'URSS qu'on a perdue, ancienne comme Internet lui-même* »⁷⁵⁹. Non seulement l'existence du phénomène de « *soviet holywar* » montre que l'histoire soviétique reste un vaste chantier ; il oriente

⁷⁵⁹ Encyclopédie du folklore du RuNet, article « *Sovkosratch* » / « *Le dispute soviétique* » <http://lurkmore.to/Совкосрач>, consulté le 21 février 2014

inévitablement la recherche vers les opinions qui prennent une part active dans la guerre des opinions, et par conséquent nécessite l'acceptation d'un degré de radicalisme élevé aux dépens des opinions plus nuancées qui souvent se perdent dans la mer du « drame permanent ». Ainsi la distinction opérée en « pro-soviétique » et « anti-soviétique » ne doit pas être considérée comme une frontière étanche entre deux communautés isolées, mais plutôt comme un outil méthodologique facilitant la collecte des données et l'identification des opinions.

§ 2. La persistance de l'ancien clivage

Le premier regard sur les communautés faisant partie de l'échantillon montre que le clivage entre les représentations positives et négatives du passé soviétique est reproduit : les opinions en jeu présentent toute une palette d'attitudes, allant de l'attitude nostalgique et des représentations « *patriotiques* » du passé soviétique jusqu'à la négation du passé soviétique et l'antistalinisme militant. Cependant, si les opinions sont divergentes et les points de vue multiples, les communautés véhiculant les représentations positives du passé soviétique réunissent des audiences plus larges d'internautes par rapport aux communautés « *anti-soviétiques* ». Cette situation peut être illustrée, par exemple, par l'attitude des internautes vis-à-vis du personnage le plus controversé de l'histoire soviétique, Staline. La recherche effectuée pour le mot-clé Staline sur VK a permis d'identifier 887 communautés pertinentes, dont uniquement trois adoptaient une position critique et anti-stalinienne ; parmi ces trois communautés, une seule bénéficie d'une audience considérable (communauté « *Joseph Staline, va en enfer* »⁷⁶⁰, 2 101 membres). À titre de comparaison, l'une des communautés à la gloire de Staline (« *Joseph Staline dans nos cœurs* ») compte à elle seule 32 000 participants. La même situation est confirmée dans *LiveJournal*, où la recherche pour le mot-clé « USSR » a permis d'identifier uniquement trois communautés relativement larges et actives d'orientation anti-soviétique, tandis que les communautés pro-soviétiques sont trente-neuf (groupes dédiés à la glorification de Staline, communautés militantes patriotes, communautés nostalgiques).

L'ambition de l'étude du corpus ainsi constitué était double. Tout d'abord, il s'agissait de définir et établir une classification des attitudes des membres des

⁷⁶⁰ <http://vk.com/club2649104>, consulté le 21 février 2014

communautés en question envers le passé soviétique, repérables à partir d'un certain nombre de débats. Mais au-delà de l'étude du discours construit et des arguments types avancés de deux côtés, nous avons voulu analyser les situations de confrontation des représentations contradictoires au sein d'une seule et même communauté : les tenants des idées opposées engagent-ils des discussions afin de confronter leurs représentations à celles des autres ? Comment les protagonistes du débat réagissent à la présence des interprétations « *dissidentes* » ? Quelles sont les stratégies de protection du discours des interprétations concurrentes ? Enfin, certaines pratiques mémorielles peuvent-elles être qualifiées comme plus ou moins conflictuelles ? Afin de répondre à ces questions, nous avons identifié quatre principales formes de pratiques mémorielles populaires parmi les internautes russes. L'étude approfondie de ces pratiques a permis de mettre en lumière la spécificité du débat.

A. Commémoration et nostalgie en ligne

Tout d'abord, il s'agit de la commémoration et de la nostalgie en ligne. Véritables musées virtuels de l'époque soviétique, ces communautés véhiculent aussi bien les mémoires personnelles de l'enfance et la jeunesse en URSS que la mémoire familiale ancrée dans la Grande Guerre patriotique. Pour autant, les pratiques mémorielles varient selon l'âge des participants : ainsi, il est possible de distinguer au sein des communautés nostalgiques la nostalgie au sens classique, c'est-à-dire ancrée dans l'expérience personnelle, surtout présente sur *LiveJournal*, et « *la pseudo-nostalgie* » ou « *la nostalgie du non-vécu* », à forte fonction identitaire, basée sur une mythologie soviétique et représentée par les communautés sur *Vkontakte*, dont l'audience est nettement plus jeune.

Si ce type de communautés développent, dans la plupart de cas, un débat consensuel, les discussions portant rarement sur les points controversés du passé soviétique, certains souvenirs personnels présentent des visions dissonantes de l'histoire, faisant ressortir un clivage dans les perceptions de l'époque : les représentations idéalisées nostalgiques sont souvent contestées par les internautes.

1. Nostalgie et « pseudonostalgie » de l'URSS en ligne : s'identifier à un passé glorieux ou partager les souvenirs d'enfance⁷⁶¹

Le premier type de communauté étudié est la communauté nostalgique. Les communautés nostalgiques peuvent être divisées en deux groupes, en fonction de l'âge des participants. En effet, l'analyse de la périodisation des communautés nostalgiques permet de repérer une première différence entre celles qui se situent sur *LiveJournal* et celles situées sur *Vkontakte*. Si, dans le cadre du *LiveJournal*, les communautés nostalgiques se forment autour des périodes distinctes de l'histoire soviétique, réunissant des groupes d'âge spécifiques (les communautés 76_82, 70_75, 62_69, comme leurs noms l'indiquent, sont principalement composées d'internautes nés à la période indiquée), les communautés nostalgiques situées sur *Vkontakte* ciblent tous ceux « *Nés en URSS* », pour qui le sigle « URSS » joue le rôle d'une description exhaustive de la période entière.

Il nous a semblé opportun de faire la distinction entre les deux types de communautés dont la composition et le fonctionnement sont différents. Le premier groupe comporte les communautés dépositaires de la mémoire, des lieux de mémoire virtuels dont la fonction est la sauvegarde, le recueil et la reconstruction collective des souvenirs de la vie quotidienne en Union Soviétique qui correspond aux périodes d'enfance et de jeunesse de leurs membres ; les communautés de ce type sont principalement localisées sur *LiveJournal*, l'âge de l'audience permettant le partage effectif de souvenirs personnels avec la collectivité unie sur la base de la mémoire commune de l'époque. La nostalgie dans ces communautés prend une forme classique, c'est-à-dire qu'elle est étroitement liée à l'expérience propre de chacun. Le deuxième groupe peut être désigné comme des « faux nostalgiques » : il s'agit des communautés localisées principalement sur *Vkontakte*, créées par les jeunes qui de par leur âge sont incapables d'avoir des souvenirs propres de l'époque ; dans ce cas, la nostalgie n'est plus personnelle, mais collective, formée par les divers vecteurs culturels et médiatiques ; cette « *mémoire du non vécu* », nourrie par toutes sortes de mythes, remplit une fonction identitaire, générant un sentiment d'appartenance à un passé glorieux abstrait.

⁷⁶¹ Les études de cas qui font objet de la présente sous-partie ont été en partie explorées dans l'article de 2012 : MORENKOVA Elena, "(Re)creating the Soviet Past in Russian Digital Communities: Between Memory and Mythmaking", *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 7, 2012, pp. 39-66

L'abondance des communautés nostalgiques au sein de l'Internet russe confirme la tendance générale de la montée de la nostalgie constatée dès la deuxième partie des années 1990 dans les pays postsoviétiques. En effet, les communautés nostalgiques consacrées à l'époque soviétique jouissent d'une grande popularité aussi bien sur *LiveJournal* que sur *Vkontakte*. La communauté nostalgique *Vkontakte* la plus populaire, « *Nés en URSS* »⁷⁶², compte presque 18 000 membres. La communauté nostalgique la plus nombreuse de *LiveJournal*, intitulé « 76_82 » est dédiée « *aux souvenirs de ceux qui ont eu la chance d'être né entre 1976 et 1982* », compte plus de 14 mille membres permanents et plus de onze mille lecteurs abonnés. Il est important de noter que le nombre de participants baisse au fur et à mesure que les communautés se spécialisent sur les périodes historiques de plus en plus lointaines : ainsi la communauté « 70_75 » compte uniquement 550 membres permanents ; la communauté « 62_69 », intitulée « *Seuls les vieux vont au combat* », compte 360 membres et ne fait donc pas partie de l'échantillon restreint uniquement aux communautés les plus fréquentées.

a. *L'identification à un passé glorieux abstrait*

La première spécificité des communautés nostalgiques *Vkontakte* est étroitement liée au jeune âge de l'audience de cet espace virtuel : n'ayant pas ou très peu d'expérience de la vie en URSS, et, par conséquent, pas de mémoire personnelle de la période, les membres de ce type de communautés s'identifient à un passé glorieux abstrait ; cette identification est basée uniquement sur la date de leur naissance, qui tombe avant la fin légale de l'URSS en 1991. Les discussions dans ce type de communautés sont moins dédiées aux mémoires de l'enfance ou de la jeunesse soviétique, assez succinctes et vagues, qui relèvent d'une imitation de la nostalgie et d'une appropriation des souvenirs d'autrui. La discussion intitulée « *À tous les enfants de l'URSS* » dans la communauté « *Nés en URSS* » constitue un bon exemple de ce type de discours : elle tourne autour du texte populaire qui circulait sur Internet en 2007⁷⁶³, dans lequel l'auteur anonyme, qui apparemment a connu la vie en URSS, décrit la vie joyeuse des enfants soviétiques malgré, ou plutôt grâce à, l'absence d'obsession pour la sécurité. Si les internautes – commentateurs du texte soutiennent la position de l'auteur, leur style d'écriture (fautes d'orthographe, usage de l'argot des jeunes), leurs photos et l'âge qu'ils indiquent dans leurs profils trahissent le fait qu'ils sont beaucoup plus jeunes que l'auteur du texte et par conséquent font partie de cette génération « *surprotégée* ». Même ceux qui avouent ne pas avoir connu « *l'enfance soviétique heureuse* » et sont donc incapables de partager ses sentiments proclament : « *Je suis née trop tard, mais j'adore cette description* »⁷⁶⁴.

⁷⁶² Communauté « *Rojdennye v SSSR* » / « *Nés en URSS* », 17 700 membres, <http://vk.com/club261331>, consulté le 21 février 2014

⁷⁶³ L'exemple du texte <http://www.mywebs.su/blog/cccp/2566.html>, consulté le 21 février 2014

⁷⁶⁴ Profil consultable sur http://vk.com/igor_nikolskiy, consulté le 21 février 2014

Le fait que les contributions personnelles et les témoignages de la vie en URSS sont extrêmement rares dans ce type de communautés n'empêche pas les membres d'être fiers d'appartenir, de par leur date de naissance, à la puissante Union Soviétique de leurs rêves, construite et perçue comme un « *grand pays* » utopique, où tout est organisé pour le bonheur commun. Une grande partie des discussions présente l'Union Soviétique en tant que symbole de la puissance perdue ; la description romanesque de l'une des communautés de ce type, « *Nés dans l'Union Soviétique* » (5 252 membres) illustre bien cette image :

*« À l'époque où le soleil se levait encore à l'Est, il était une fois un **grand pays**. Un pays créé pour changer le monde [...].*

*Aujourd'hui, le soleil continue de se lever à l'Est, mais les yeux des gens sont tournés à l'Ouest. Le monde a changé. L'appât du gain a triomphé sur l'honneur, la faiblesse sur l'altruisme, et la liberté sur l'égalité. La **meilleure** armée du monde a perdu la guerre des frontières, et la **meilleure** médecine du monde a été gagnée par la corruption.*

*L'Union Soviétique a disparu en tant qu'État, ayant laissé à l'humanité la **plus grande** diaspora jamais connue, et ainsi une part d'elle perdure [...]. Nous portons en nous un morceau du passé ou de l'avenir, qui nous empêche de penser que les peuples frères puissent être séparés par les frontières et d'appeler les décorations de nos grands-pères "les antiquités". [...]*

*Nous sommes nés dans ce pays. Notre Patrie avait la **meilleure** science, la **meilleure** éducation, les **meilleures** armées, et les **meilleures** technologies spatiales au monde. Notre Patrie, presque toute seule, a remporté un **triomphe** sur l'Allemagne fasciste, et après elle est devenue l'un des pays **les plus puissants du monde** [...].*

L'URSS a disparu. Mais nous, on reste ⁷⁶⁵».

Le texte en question est conçu comme un conte de fée qui raconte l'histoire d'un pays merveilleux, jouissant d'un système social, économique et politique parfait, doté d'une mission globale (« *changer le monde* ») et disparu du jour au lendemain sans que les raisons de cette disparition aient été éclaircies. La répétition fréquente des superlatifs comme « *le meilleur au monde* », « *le plus grand* », « *le plus puissant* », employés pour désigner l'éducation, l'armée, la science, les technologies soviétiques est censée mettre en avant la place exceptionnelle occupée par l'Union Soviétique dans le monde.

L'autodescription de la communauté met en exergue un phénomène que l'experte en mémoire et médias sociaux russe Vera Zvereva qualifie d'escapisme social : tandis que la réfutation de la mémoire négative de la vie dans l'Union Soviétique permet à la « *génération soviétique* » - c'est-à-dire, ceux qui sont vraiment nés en URSS - de ne pas dévaloriser leur vie, le même mécanisme permet à la génération post-soviétique de

⁷⁶⁵ Description de la communauté « *Rojdeny v Sovetskom Soiouze* » / « *Nés dans l'Union Soviétique* », consultable sur <http://vk.com/club38534>, consulté le 21 février 2014 ; c'est moi qui souligne – E. M.

construire un mythe consolatoire de l'URSS. En effet, pour ces jeunes internautes, l'image de l'URSS remplit un vide idéologique provoqué par l'absence de symboles positifs et de système de valeurs collectivement partagées dans la Russie actuelle, hormis les valeurs de l'individualisme et de la société de consommation. Ce mythe est d'autant plus prégnant que la génération postsoviétique n'a pas de mémoire propre de la période en question⁷⁶⁶. Le sentiment d'appartenir à « *quelque chose de grand* » permet à ce groupe de construire son identité particulière, de ne pas être « comme les autres », d'être différents de ceux qui ne sont pas « *nés en URSS* ». En effet, les membres de ce type de communautés proclament leur adhésion aux « *vraies valeurs* », en opposition aux valeurs de la société de consommation.

D'autres discussions récurrentes mettent en exergue un autre mécanisme de l'idéalisation du passé soviétique, faisant ressortir un lien entre la nostalgie et le pessimisme social : les internautes « *nés en URSS* » semblent être déçus par la situation politique, économique et sociale de la Russie actuelle.

Un grand nombre de discussions tourne autour des problèmes les plus aigus de la Russie contemporaine : les membres de ce type de communautés déplorent, dans leurs débats, « *la démodernisation et l'alcoolisation de la Russie* »⁷⁶⁷ et une « *catastrophe dans l'éducation nationale provoquée par les réformes en cours* »⁷⁶⁸. La discussion intitulée « *La génération escroquée* » fait ressortir le sentiment des jeunes d'avoir été trahis et dupés par les élites. La perception de l'injustice dont leurs parents auraient été victimes domine les raisonnements sur la Russie actuelle : ils affirment que la privatisation frauduleuse conduite par « *une poignée d'escrocs* » a dépossédé la génération entière de leurs parents des richesses nationales immenses, du bien public, que le peuple soviétique possédait ; aujourd'hui ces nouvelles élites financières et politiques « *nous considèrent comme une main-d'œuvre pas chère pour multiplier leurs richesses* »⁷⁶⁹.

Plutôt que de s'identifier à cette réalité peu joyeuse, les jeunes préfèrent les images rassurantes et réconfortantes d'un pays supposément doté de tous les mérites et vertus qui manquent aujourd'hui : le statut de superpuissance mondiale, l'armée puissante, le fort potentiel militaire, le leadership dans le domaine des technologies spatiales, l'égalité sociale, les services publics gratuits, la sécurité sociale, et, plus important, un projet d'avenir clair, compréhensible et positif. Dans la discussion

⁷⁶⁶ ZVEREVA Vera, « *Autoidentification and memory work in the new media* ». *Rossiiskaia shkola, cerkov', media i problema prarabotki proshlogo* » / « L'école, l'église, les médias en Russie et la problème du travail de mémoire », 22 décembre 2011. Centre international « Mémorial ». Archive personnelle.

⁷⁶⁷ KARGINE Viacheslav, « *Demograficheskaia demodernizatsiia i alkogolizatsiia Rossii* » / « La démodernisation démographique et l'alcoolisation de la Russie », discussion dans la communauté « Nés dans l'Union Soviétique », http://vk.com/topic-38534_21692020, consulté le 21 février 2014

⁷⁶⁸ BOGDANOV Vladimir, « *KATASTROFA obrazovaniia!!!* » / « La CATASTROPHE dans l'éducation !!! », discussion dans la communauté « Nés dans l'Union Soviétique », http://vk.com/topic-38534_1854736, consulté le 21 février 2014

⁷⁶⁹ TSAGOV Amir, « *Kinutoe pokolenie* » / « La génération escroquée », discussion dans la communauté « Nés dans l'Union Soviétique », http://vk.com/topic-38534_6439857, consulté le 21 février 2014

intitulée « *URSS, c'était-il mieux par rapport à la Fédération de Russie ?* »⁷⁷⁰, les jeunes internautes recensent tout ce qui, à leur avis, fonctionnait mieux en URSS par rapport à la situation actuelle associée à la « *destruction du pays, l'anéantissement de son industrie, de son armée, de sa science, de sa culture, la paupérisation de millions de citoyens* »⁷⁷¹. Un sondage intérieur confirme l'opinion des internautes : selon 85,4% (298 personnes), la vie en URSS était bel et bien meilleure que dans la Russie actuelle.

Ainsi, projetée sur les défauts de la Russie actuelle, l'image de l'URSS pour ces internautes devient une utopie parfaite, un pays imaginaire, un schéma idéal d'amélioration sociale. Cette image idéalisée du passé soviétique peut être considérée comme une tentative de construire une identité basée sur une partie sélectionnée du passé, le manque de quelque chose qu'ils n'ont pas connu et qui, à leurs yeux, pourrait être une alternative à la situation actuelle. Cette forme de nostalgie est bien particulière : les internautes semblent regretter ne pas avoir connu l'époque en question ; un internaute Andrei Choumilin affirme « *Bien que je sois né en Russie, je voudrais être un homme soviétique* »⁷⁷² ; Anastassia Ryvkina (née en 1994) abonde dans le même sens : « *J'ai toujours rêvé de vivre en URSS, telle qu'elle était à l'époque de nos parents...* »⁷⁷³. Le grand nombre de discussions sur la possibilité de restaurer l'URSS témoigne du même phénomène : « *Voudriez-vous faire revenir l'URSS* » (24 mars 2010, 249 commentaires)⁷⁷⁴ ; « *Souhaitez-vous la restauration de l'URSS ?* » (30 juin 2010, 683 commentaires)⁷⁷⁵ ; « *Voudriez-vous vivre en l'Union Soviétique (sous Brejnev) ?* » (13 juillet 2008, 1 040 commentaires)⁷⁷⁶ ; « *Restaurer l'URSS ?* » (28 décembre 2007, 214 commentaires)⁷⁷⁷ ; « *Est-il possible de recréer*

⁷⁷⁰ « *Byl li loutche SSSR po sravneniju s Rossiiskoi Federatsiei ?* » / « URSS, c'était-il mieux par rapport à la Fédération de Russie ? », Timur Sirazetdinov, 6 juillet 2011, 461 commentaires, http://vk.com/topic-9610474_24708005, consulté le 21 février 2014

⁷⁷¹ Dmitri Romanov, 8 juillet 2011, http://vk.com/topic-9610474_24708005?post=3860, consulté le 21 février 2014

⁷⁷² Andrei Choumilin, 14 juillet 2011, http://vk.com/topic-9610474_24708005?post=3926, consulté le 21 février 2014

⁷⁷³ Anastassia Ryvkina, 6 juillet 2010, http://vk.com/topic-14407777_22973740?post=15411, consulté le 21 février 2014

⁷⁷⁴ « *Khoteli by vy vernout' SSSR ?* » / « Voudriez-vous faire revenir l'URSS ? », Nikita Veryovkin, 24 mars 2010, http://vk.com/topic-15862424_22226207, consulté le 21 février 2014

⁷⁷⁵ « *Jelaete li vy vozrojdeniya SSSR ?* » / « Souhaitez-vous la restauration de l'URSS ? », Alexander Korchagin, 30 juin 2010, http://vk.com/topic-14005295_22964912, consulté le 21 février 2014

⁷⁷⁶ « *Hoteli by vy jit' v Sovetskom Soyouze (pri Brejneve) ?* » / « Voudriez-vous vivre en l'Union Soviétique (sous Brejnev) ? », Nina Kulczycka, 13 juillet 2008, http://vk.com/topic-9771_5899470, consulté le 21 février 2014

⁷⁷⁷ « *Vosstanovit' SSSR ?* » / « Restaurer l'URSS ? », Account deleted, 28 décembre 2007, http://vk.com/topic-9771_1196218, consulté le 21 février 2014

l'URSS ? » (4 juillet 2010, 657 commentaires)⁷⁷⁸. Toutes ces discussions tournent autour la même idée et le même souhait : restaurer l'URSS en version « améliorée », sans répression, sans rideau de fer, avec l'économie de marché mais aussi le contrôle de l'État sur les industries stratégiques, « *URSS avec les lois plus démocratiques* »⁷⁷⁹, comme le dit Edouard Dvornitchenko, né en 1993⁷⁸⁰ ; cependant, les débats vont rarement plus loin qu'une comparaison entre la « *stabilité soviétique* » et le « *chaos* » de la Russie actuelle.

Est-ce que ces discours font objet de contestation par le jeu de représentations concurrentes ? L'analyse de certaines discussions sur le forum montre qu'en dépit de l'homogénéité apparente, tous les membres de la communauté ne partagent pas la même vision du passé soviétique. Si les voix dissonantes sont rares, les discussions qu'elles provoquent sont ardentes, faisant ressortir les questions que les membres de la communauté se posent par rapport à tel ou tel aspect du passé soviétique. La thématique classique qui suscite des controverses concerne la vie quotidienne en l'URSS et notamment la qualité de vie. Ainsi, dans les discussions nostalgiques sur la restauration de l'URSS, certains internautes manifestent clairement leur désaccord avec la ligne dominante, pointant les défauts du système soviétique : absence d'ouverture pour l'entreprise et le commerce, la censure et la pression idéologique, l'égalitarisme par le bas, l'uniformité, la pénurie et l'absence de biens de consommations...

*« Aujourd'hui au moins les gens peuvent vivre, s'ils travaillent... Et avant ? Peut-être sous Brejnev encore les gens vivaient normalement, mais en général ils ne pouvaient pas aller à l'étranger, ils n'avaient aucune ouverture, et en même temps les dirigeants [...] portaient les vêtements occidentaux et mangeaient du caviar noir »*⁷⁸¹.

*« Non ! À quoi ça sert ? Pour avoir de nouveau le rideau de fer et pour que la voiture la plus cool soit la Volga ? Pour qu'il n'y ait plus rien de supermoderne, mais uniquement des [objets] obsolètes ? Voilà mes associations avec la restauration de l'URSS »*⁷⁸².

Les témoignages de l'époque venant des internautes plus âgés, nés dans les années 1970, c'est-à-dire ayant passé leur enfance et leur jeunesse à l'époque

⁷⁷⁸ « *Vozmojno li sozdat' SSSR snova ?* » / « Est-il possible de recréer l'URSS ? », Klim Voroshilov, 4 juillet 2010, http://vk.com/topic-14407777_22973740, consulté le 21 février 2014

⁷⁷⁹ Edouard Dvornitchenko, 24 mai 2010, http://vk.com/topic-15862424_22226207?post=847, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁰ Le profil consultable sur http://vk.com/ed_dvornichenko, consulté le 21 février 2014

⁷⁸¹ Tatyana Bondar', 18 septembre 2008, http://vk.com/topic-38534_5426878, consulté le 21 février 2014

⁷⁸² Dimitri Gontcharov, 2 janvier 2009, http://vk.com/topic-38534_5426878, consulté le 21 février 2014

soviétique, divergent selon leur propre expérience de vie à l'époque et l'évolution de la situation après la chute de l'URSS :

« *Qu'auriez-vous préféré ? Etre un entrepreneur honnête, être, par exemple, un DJ célèbre et s'éclater à l'étranger ou bien aller aux réunions du Komsomol, manger des poulets bleuâtres, avoir peur de raconter des anecdotes aux amis et se déchirer au travail pour 120 roubles, comme tout le monde ? Soyez honnêtes avec vous-mêmes* »⁷⁸³. (Dimitri Antopouli, né en 1979)

« *En URSS avec mon petit salaire d'infirmière j'ai pu voyager librement dans tout le pays, et maintenant je ne l'ai pas, cette liberté. Je continue à travailler, on a besoin de moi, j'ai ma retraite, mais tout cela me donne uniquement la possibilité de survivre. Or j'ai envie de vivre, autant qu'à 25 ans* »⁷⁸⁴. (Katya Jarinova, née en 1952)

Le clivage classique ressort régulièrement à l'occasion de la discussion sur Staline qui occupe incontestablement la place principale dans toutes les discussions autour de l'époque soviétique : en effet, Staline est un leader incontestable du point de vue du nombre de discussions lancées ainsi que la quantité des commentaires. Les discussions comme « *Staline* » (17 avril 2010, 329 commentaires)⁷⁸⁵ ; « *Staline. Qui est-il : un usurpateur sanguinaire ou un grand génie ?* » (10 avril 2010, 1 443 commentaires)⁷⁸⁶ ; « *Votre attitude envers la période stalinienne* » (6 mars 2007, 2 156 commentaires)⁷⁸⁷ ; « *Quelle est votre attitude envers Staline ?* » (10 janvier 2010, 6 086 commentaires)⁷⁸⁸ ; « *Votre opinion sur I.V. Staline* » (1 décembre 2009, 6 497 commentaires)⁷⁸⁹ ; « *Quelle est votre opinion personnelle sur Staline, en tant que personne, et sa politique ?* » (16 avril 2009, 425 commentaires)⁷⁹⁰ ; « *Staline guide ou tyran* » (27 janvier 2009, 353 commentaires)⁷⁹¹ ; « *Staline – qui est-il ?* »

⁷⁸³ Dimitri Antopoulo, né en 1979, 13 avril 2010, http://vk.com/topic-15862424_22226207?post=147, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁴ Katya Jarinova, 8 janvier 2011, http://vk.com/topic-15862424_22226207?post=1706, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁵ « *Stalin* » / « *Staline* », Vladimir Karalis, 17 avril 2010, http://vk.com/topic-15862424_22436287, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁶ « *Stalin. Kto on : krovavyy Ouzourpator ili Velikii genii ?* » / « *Staline. Qui est-il : un usurpateur sanguinaire ou un grand génie ?* », Alexander Korchagin, 10 avril 2010, http://vk.com/topic-14005295_23110371, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁷ « *Vasche otnoshenie k stalinskomou periodou* » / « *Votre attitude envers la période stalinienne* », Radon Okvorob, 6 mars 2007, http://vk.com/topic-9771_5427, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁸ « *Kak vy otnosites' k Stalinou ?* » / « *Quelle est votre attitude envers Staline ?* », Klim Voroshilov, 10 janvier 2010, 6086 commentaires, http://vk.com/topic-14407777_22085075, consulté le 21 février 2014

⁷⁸⁹ « *Vasche mnenie o I.V. Staline* » / « *Votre opinion sur I.V. Staline* », Alexey Baranov, 1 décembre 2009, 6 497 commentaires, http://vk.com/topic-3893462_22381322, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁰ « *Kakoe vashe lichnoe mnenie o Staline kak o tcheloveke i politike ?* » / « *Quelle est votre opinion personnelle sur Staline, en tant que personne et sa politique ?* », Artem Tyushev, 16 avril 2009, 425 commentaires, http://vk.com/topic-5186439_20146169, consulté le 21 février 2014

⁷⁹¹ « *Stalin vojd' ili tyran* » / « *Staline guide ou tyran* », Svetka Struzhko, 27 janvier 2009, 353 commentaires, http://vk.com/topic-7067153_14809072, consulté le 21 février 2014

(11 novembre 2011, 2 197 commentaires)⁷⁹² ; « *Staline, était-il un véritable communiste ? La politique de Staline* » (19 novembre 2011, 717 commentaires)⁷⁹³ ; « *Staline – un tyran ou un génie de tous les temps et peuples ?* » (11 juillet 2009, 240 commentaires)⁷⁹⁴ ; « *Staline – que représente-t-il pour nous ?* » (19 novembre 2008, 940 commentaires)⁷⁹⁵ ; « *La discussion sur I.V. Staline* » (9 octobre 2010, 314 commentaires)⁷⁹⁶ ainsi qu'une série d'autres discussions reformulent à diverses manières la question qui préoccupe les internautes : qui était Staline pour la Russie ?

L'analyse de la discussion montre que les réseaux sociaux reproduisent le clivage et les mêmes ambiguïtés sur cette personnalité historique qui caractérisent l'ensemble de la société russe ; Staline ne fait pas consensus même parmi les membres de la communauté des nostalgiques de l'URSS. Ainsi plusieurs membres de la communauté expriment leur désaccord avec la position de l'auteur du *thread* de discussion intitulé de façon assez provocatrice « *Staline rulez* »⁷⁹⁷. Ces voix dissonantes rappellent à l'auteur la responsabilité de Staline dans les répressions, se référant notamment à la littérature des années 1980 : Anatoly Rybakov, Alexandre Soljenitsyne... La répression dans l'armée, l'impréparation de l'URSS à la guerre en 1941, le grand nombre de morts lors de la guerre, la collectivisation, le culte de la personnalité constituent un autre point mis en avant afin de manifester le désaccord avec les louanges attribuées à Staline :

*« Souvenez-vous combien des gens talentueux il a anéanti dans les camps !!! [...] les archives révéleront encore beaucoup de faits intéressants sur qui est Staline en vérité... On sait déjà des choses sur Katyn, comment les nôtres ont fusillé les gens... alors que pendant 60 ans on a gardé le silence [sur ce sujet] »*⁷⁹⁸.

⁷⁹² « *Stalin – kto on ...* » / « *Staline – qui est-il ?* », Sergey Antoch, 11 novembre 2011, 2197 commentaires, http://vk.com/topic-21242910_23461098, consulté le 21 février 2014

⁷⁹³ « *Byl li Stalin istinnym kommunistom ? Politika Stalina* » / « *Staline, était-il un véritable communiste ? La politique de Staline* », Sergey Amelkin, 19 novembre 2011, 717 commentaires, http://vk.com/topic-8300406_25486502, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁴ « *Stalin – tiran ili genii vseh vremen i narodov ?* » / « *Staline – un tyran ou un génie de tous les temps et peuples ?* », Sergey Amelkin, 11 juillet 2009, 240 commentaires, http://vk.com/topic-8300406_21455024, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁵ « *Stalin – kto on dlia nas ?* » / « *Staline – que représente-t-il pour nous ?* », *Account deleted*, 19 novembre 2008, 940 commentaires, http://vk.com/topic-1745700_10731827, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁶ « *Rassoujdeniia o I.V. Staline* » / « *La discussion sur I.V. Staline* », 9 octobre 2010, Andrei Khorochiltsev, 314 commentaires, http://vk.com/topic-20394389_23549578, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁷ Le mot anglais « *Rulez* » est fréquemment utilisé par les adolescents russes en tant qu'équivalent du mot d'argot « *krouto* » (« *cool* »). http://vk.com/topic-38534_1095226, consulté le 21 février 2014

⁷⁹⁸ Artur Farkhiullin, 24 novembre 2010, http://vk.com/topic-21242910_23461098?post=22, consulté le 21 février 2014

« C'était un homme horrible, il a marché sur les têtes et les cadavres. Il a perdu le début de la guerre avec l'armée si bien équipée et si grande, et au final il a obtenu le grade de généralissime. Les gens qui vivaient sous lui en URSS vivaient sous la terreur [...]. Je ne sais pas à quoi vous pensez [...] ? Il n'a jamais été aimé par le peuple, qui avait tout simplement peur de lui... Vous êtes des zombies... »⁷⁹⁹.

Ainsi le clivage classique ressort même au sein des communautés nostalgiques dont le but proclamé est de construire et garder l'image idéalisée de l'époque soviétique.

b. Les encyclopédies populaires de l'enfance soviétique

Si les communautés nostalgiques *Vkontakte* permettent aux internautes de s'identifier avec une grande puissance abstraite incarnée par l'URSS sous forme de « *nostalgie de non-vécu* », l'audience plus adulte des communautés nostalgiques de *LiveJournal* partage les mémoires personnelles de la vie dans l'Union Soviétique. Ces communautés fonctionnent comme autant de véritables musées virtuels préservant un stock de mémoires de l'enfance et de la jeunesse dans une atmosphère bon enfant : ainsi la communauté « 76_82 » porte le nom « *L'encyclopédie de notre enfance* »⁸⁰⁰. Les discussions tournent autour de la vie quotidienne soviétique, des pratiques sociales, de la mode et de l'alimentation soviétiques ; les membres échangent les fichiers contenant de la musique soviétique, les films, les posters, ainsi que les photos des objets soviétiques qu'ils possèdent : par exemple un vieux magnétophone, ou un ancien uniforme scolaire ; ces objets matériels du passé constituent une partie importante de la « *mémoire non verbalisée de l'enfance et de la jeunesse* »⁸⁰¹.

Une pratique mémorielle répandue dans ce type de communautés est la reconstruction collective d'un fragment de mémoire : le titre d'un film, d'un livre, le nom d'une rue, les détails de tel ou tel événement... Souvent ce type de discussion est lancé par des internautes qui doutent de la véracité de leurs souvenirs : ils font appel aux membres de la communauté afin que ces derniers confirment que leur mémoire est une juste reproduction de ce qui a eu lieu en réalité. La discussion initiée par une internaute « yana_anders » illustre bien la reconstruction collective d'un élément du paysage urbain : l'auteur demande aux membres de la communauté de l'aider à

⁷⁹⁹ Uladislav Sipaya, 26 novembre 2010, http://vk.com/topic-21242910_23461098?post=39, consulté le 21 février 2014

⁸⁰⁰ Encyclopédie de notre jeunesse, communauté *LiveJournal*, <http://76-82.LiveJournal.com/>, consulté le 21 février 2014

⁸⁰¹ RASMUSSEN Lisa Rosén, « Touching materiality: Presenting the past of everyday school life », *Memory Studies*, n° 5 (2), 2012, pp. 114-130.

reconstruire un épisode de sa propre enfance en confirmant l'existence d'un trou dans une palissade à travers lequel elle passait gratuitement dans un parc d'attraction ; « *je ne peux pas le vérifier moi-même, car j'habite à Boston et je me rends très rarement à Moscou* », précise l'internaute. Non seulement les 51 réponses confirment l'existence du trou, attestant ainsi la justesse de sa mémoire, mais encore ils y ajoutent des détails, révélant qu'à l'époque, ils étaient nombreux à profiter de cette ouverture dans la palissade⁸⁰².

Dans ce cas de la reconstruction collective des fragments de la mémoire personnelle, nous avons affaire à un mécanisme classique décrit par Maurice Halbwachs : nous avons besoin des autres pour nous souvenir, car nous nous souvenons, non seulement en tant qu'individus, mais aussi en tant que membre d'un groupe ; la mémoire personnelle ne peut pas être séparée de l'appel à la mémoire collective et aux témoignages des autres. Dans cette perspective, Internet offre un environnement particulièrement favorable à la reconstruction collective des souvenirs, facilitant la préservation de la mémoire et de l'identité collective au sein d'une communauté.

Si dans ce type de communautés la discussion est dans la plupart de cas consensuelle, ce consensus est fragile et maintenu grâce aux différentes stratégies de protection adoptées par les membres ; les thématiques qui provoquent le « *holylwar* » sont les mêmes que dans les communautés *Vkontakte* : il s'agit de la vie quotidienne en URSS, évaluée différemment selon les expériences personnelles de chacun. En général, on a affaire à une régulation plus au moins explicite du comportement de chacun. Les modérateurs des groupes essaient d'éviter au maximum les conflits de mémoires ; mais que se passe-t-il quand les mémoires personnelles vont à l'encontre du tableau dominant ?

Certains membres de la communauté publient en effet des témoignages qui sapent l'ambiance dominante. Les souvenirs d'enfance négatifs qui font irruption dans le débat souvent tournent autour de la pression idéologique de l'État soviétique sur l'individu (souvenirs du Komsomol, les réunions idéologiques à l'école...), sur la

⁸⁰² « yana_anders », « *Vopros k tem, kto jil v Moskve* » / « Question à ceux qui ont vécu à Moscou », 7 décembre 2011, *LiveJournal*, <http://76-82.LiveJournal.com/5203168.html>, consulté le 21 février 2014

pénurie alimentaire (souvenirs des queues) et sur l'état déplorable de l'industrie légère soviétique. Ainsi le *thread* de discussion lancée par l'internaute « nahash » en août 2013 sur la pénurie en l'Union Soviétique contient 231 réponses ; dans une ambiance nostalgique, les discutants énumèrent les objets de la vie quotidienne qui n'existaient pas ou étaient difficilement accessibles à l'époque soviétique mais qui sont actuellement devenus familiers : les cotons-tiges, les croquettes pour les animaux, les lave-vaisselle, les shampooings importés, le papier toilette...⁸⁰³. Toutefois, les protagonistes affirment que malgré l'absence de tous ces objets sans lesquels la vie actuelle semble impossible, « nous avons quand même vécu joyeusement sans tout cela »⁸⁰⁴ ; « moi, je ne manquais de rien, affirme une autre membre de la communauté, parce que je n'étais tout simplement pas au courant de l'existence des choses dont je ne pourrais pas me passer aujourd'hui (quoique ce soit discutable) »⁸⁰⁵.

D'autres souvenirs subversifs, et surtout présentés de façon provocatrice et « antisoviétique » rencontrent la désapprobation d'une partie des membres de la communauté : ainsi le texte publié par l'un des membres, « mgsupgs », décrivant les efforts que les femmes soviétiques faisaient pour « rester femmes » à l'époque de la pénurie, suscite immédiatement une vague de critiques assez virulentes. La phrase « l'écrasante majorité des femmes soviétiques de plus de 30 ans étaient moches, pas soignées et aux dents pourries [...], même si ce n'était pas de leur faute »⁸⁰⁶ a provoqué un ouragan de protestations des internautes : l'auteur a été stigmatisé comme « l'enfant de parents alcooliques » ; les membres ont été indignés par « les généralisations » : « il ne faut pas juger toutes les femmes soviétiques sur l'exemple de ta propre mère » ; le texte est jugé « subversif » et « antisoviétique ». Plusieurs autres internautes ont qualifié l'auteur de « troll », personne publiant des textes provocateurs dans l'objectif de perturber l'équilibre de la communauté. Ainsi la communauté a refusé de prendre le texte au sérieux et personne n'est entré dans le débat avec l'auteur ; ce dernier a été exclu de façon informelle de la communauté. Dans certains cas pourtant, les modérateurs de la communauté optent pour l'exclusion

⁸⁰³ « nahash », « *Nasyypaia sobake soukhoi korm, zadoumalas' o veschakh kotorykh real'no ne hvatalo v SSSR* » / « En donnant les croquettes à mon chien, j'ai pensé à des choses qui nous ont réellement manqué en l'URSS », 15 août 2013, *LiveJournal*, <http://76-82.LiveJournal.com/5688980.html#comments>, consulté le 21 février 2014

⁸⁰⁴ « geliy », 15 août 2013, <http://76-82.LiveJournal>, consulté le 21 février 2014

⁸⁰⁵ « free_marta », 15 août 2013, <http://76-82.LiveJournal>

⁸⁰⁶ « mgsupgs », 30 août 2008, <http://76-82.LiveJournal>, consulté le 2(février 2014

du membre porteur d'une « *mémoire négative* » ; il n'est pas rare que les membres dont les mémoires ne s'inscrivent pas dans le discours nostalgique dominant soient chassés ou même bannis de la communauté par le modérateur⁸⁰⁷.

Cette analyse illustre le fait qu'Internet rend accessibles les différentes images du passé soviétique, qui permettent, d'un côté, de partager les souvenirs, de l'autre côté, de connaître l'époque soviétique à travers les musées virtuels collectivement élaborés au sein de l'espace numérique.

2. Commémoration en ligne : faire perdurer la mémoire familiale

Les communautés commémoratives, tout en étant propres au contexte russe, s'inscrivent dans une dynamique globale d'émergence des communautés virtuelles autour des mémoires des événements douloureux du passé distant. En Europe, où la mémoire collective est dominée par les tragédies interconnectées de la Deuxième guerre mondiale et de l'Holocauste, les commémorations virtuelles spontanées organisées par les internautes représentent une alternative aux commémorations officielles⁸⁰⁸. Ainsi, dans les années 2000, l'implication des internautes autrichiens, allemands, polonais et tchèques dans la création des communautés consacrées à la mémoire des enfants handicapés euthanasiés par les nazis, longtemps inexistante dans le paysage mémoriel officiel, a permis d'inscrire progressivement cette mémoire dans le discours commémoratif au niveau national⁸⁰⁹. Un autre exemple est le lancement par des internautes polonais en 2009 d'une « commémoration sur *Facebook* » de l'insurrection de Varsovie de 1944⁸¹⁰. De la même manière que l'observation des commémorations officielles permet d'identifier la mémoire mise en avant et les taches blanches du récit officiel, l'observation des pratiques commémoratives lancées par les internautes permet de mesurer le degré de conformité ou de rupture avec les événements consacrés au niveau officiel.

⁸⁰⁷ ABRAMOV Roman, « *Sovetskii tcherdak rossiiskoi blogosfery: analiz nostalgitcheskikh virtual'nykh soobshestv* » / « Le grenier soviétique de la blogosphère russe : analyse des communautés nostalgiques virtuelles », *INTER*, n° 6, 2001, pp. 88-102

⁸⁰⁸ DIETER DE BRUYN, « World War 2.0: Commemorating War and Holocaust in Poland through Facebook », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 4, 2010, pp. 45-62.

⁸⁰⁹ LUTZ KAELBER, « Virtual Traumas: The Commemoration of Nazi 'Children's Euthanasia' Online and On Site », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 4, 2010, pp. 13-44.

⁸¹⁰ DIETER DE BRUYN, *op. cit.*.

La sélection des communautés commémoratives selon les critères définis ci-dessus (mises à jour fréquentes et régulières, nombre élevé de participants) permet de constater que la « *commémoration virtuelle* » en Russie est conforme au paysage mémoriel officiel : elle est dominée par l'événement clé de l'histoire soviétique, la Grande Guerre patriotique ; toutes les autres mémoires, y compris celle des victimes de répressions, sont absentes ou représentées de façon marginale (Voir Annexe 5). Ainsi, tandis que la recherche selon le mot-clé « *Grande Guerre patriotique* » génère des centaines de communautés consacrées à la mémoire de cet événement, la plus nombreuse réunissant 157 000 membres, la recherche selon le mot-clé « *répressions* » permet d'identifier une seule communauté de la mémoire des victimes de répressions, qui compte 35 membres.

D'autres signes indiquant la conformité des communautés au discours dominant peuvent être recensés : la plupart entretiennent des relations avec les sites patriotiques consacrés à la mémoire glorieuse de la Grande Guerre patriotique dont l'objectif est « *l'éducation patriotique de la jeunesse et la propagation des valeurs patriotiques dans la société contemporaine, et l'éducation du sentiment de la fierté* », comme par exemple le site « *Le 9 mai* »⁸¹¹, « *L'exploit du peuple* »⁸¹² ou encore « *Les vainqueurs* »⁸¹³, par des liens hypertextuels. Si le site « *L'exploit du peuple* » représente une base de documents d'archives sur la Grande Guerre patriotique créée par la Ministère de la Défense, les autres sites se présentent comme des « *projets privés à but non lucratif* », bien qu'ils soient soutenus, y compris financièrement, par certaines organisations publiques (les ministères, les comités des vétérans etc.) et reproduisent le discours des autorités russes. L'un des symboles de la Victoire, le ruban de Saint-George, popularisé dans les années 2000, est également adopté par les communautés. Par ailleurs, les slogans officiels du discours commémoratif (« *Merci, grand-père, pour la Victoire* », « *Mémoire éternelle* », « *Rien n'est oublié, personne n'est oublié* ») sont abondamment utilisés par les internautes aussi bien dans les noms et les descriptions de leurs groupes que dans les récits personnels.

Les propriétaires et les créateurs de ce type de groupes sont majoritairement jeunes, comme on a pu le constater en consultant leurs profils. Ainsi les créateurs du

⁸¹¹ <http://www.9maya.ru/>, consulté le 21 février 2014

⁸¹² <http://podvig-naroda.ru/>, consulté le 21 février 2014

⁸¹³ <http://www.pobediteli.ru/>, consulté le 21 février 2014

groupe de commémoration populaire « *9 mai : jour de la Victoire* » (18 000 membres) et « *Grande Guerre patriotique* » (34 000 membres) sont nés en 1994⁸¹⁴ et en 1993⁸¹⁵ respectivement ; l'un des administrateurs du groupe le plus populaire « *La mémoire de notre Victoire* » (157 000 membres) est né en 1989⁸¹⁶. Dans la plupart de cas ce sont donc les petits-enfants ou arrière-petits-enfants de la génération de la Grande Guerre patriotique qui créent et participent aux communautés commémoratives virtuelles consacrées à l'événement. En effet, la Grande Guerre patriotique fait partie intégrante non seulement de la mémoire familiale, mais aussi de la culture de masse ; non seulement le souvenir de cet événement est transmis par les cadres familiaux sous forme de récits mais tout au long de leur socialisation, les enfants sont accompagnés d'images, de films, de chansons et de rituels relatifs à l'événement qui finit par être intégré en tant que mémoire autonome.

a. Préserver la mémoire familiale de Grande Guerre patriotique

Le discours des communautés de ce type est assez homogène et correspond bien à la perception générale de la Victoire dans la société russe : il est à la fois glorieux, véhiculant la fierté nationale, et traumatique, mettant l'accent sur le sacrifice du peuple russe et la reconnaissance de ce que la génération actuelle doit à ceux qui ont lutté pour la Patrie. Si le but de ce type de communautés est de préserver la mémoire de la Grande Guerre patriotique, cet objectif est présenté comme une mission morale, un devoir de mémoire envers les vétérans, mû par un profond sentiment de reconnaissance et par la fierté que les jeunes éprouvent pour ceux qu'ils considèrent comme de véritables et incontestables héros. Une communauté intitulée « *Merci aux vétérans* » regroupe 11 300 membres⁸¹⁷ ; dans les autres communautés, les discussions dont le but est d'exprimer la reconnaissance des internautes envers les soldats constituent une partie de chaque communauté commémorative : intitulées toujours de la même façon, « *Disons merci à tous ceux qui ont combattu pour nous* », « *Merci* » ou « *Remercions-les* », lancées régulièrement et souvent à l'occasion de l'anniversaire de telle ou telle bataille, elles recueillent des milliers de remerciements des internautes adressés « *à nos grands-pères et grands-mères* », mais aussi tout

⁸¹⁴ <http://vk.com/id136733607>, consulté le 21 février 2014

⁸¹⁵ Alexei Baranov, profil consultable sur <http://vk.com/tiras>, consulté le 21 février 2014

⁸¹⁶ Jenya Salganik, profil consultable sur <http://vk.com/superjenya>, consulté le 21 février 2014

⁸¹⁷ Communauté « *Spasibo veteranam* » / « *Merci aux vétérans* » http://vk.com/spasibo_veteranam, consulté le 21 février 2014

simplement à tous les participants de la guerre⁸¹⁸ ; dans ce discours, les vétérans sont considérés comme une richesse sociale, dépositaires des valeurs de camaraderie, de patriotisme, de devoir envers la patrie.

L'admiration pour le sacrifice des vétérans de la guerre et l'attachement émotionnel à la guerre constitue la principale raison pour laquelle les internautes s'efforcent de sauvegarder cette mémoire dont la perte est considérée comme inadmissible. Les souvenirs de la guerre, son coût humain, les dates clés sont autant les fondements idéologiques autour desquels les communautés sont construites et que les milliers de membres du réseau des communautés commémoratives ont en commun.

« Nous ne devons jamais oublier quel prix a été payé pour notre Victoire, quel prix a été payé pour sauvegarder la paix. Notre génération doit prendre l'exemple sur les héros encore vivants de la Grande Guerre patriotique, tout comme elle doit vénérer les héros déjà morts. Ils nous ont fait cadeau de notre avenir. On se souvient ! »⁸¹⁹.

« Ce groupe réunit ceux pour qui la mémoire de leur famille est chère. On veut que les gens se souviennent et sauvegardent les histoires de leurs proches, c'est le plus important »⁸²⁰.

L'analyse des discussions a permis de constater que la mémoire de la guerre véhiculée par les communautés *Vkontakte* est une véritable mémoire familiale, construite et nourrie par les rituels familiaux et transmise de génération à génération. Ainsi les réponses à la discussion « *Comment vous fêtez le 9 mai ?* »⁸²¹ démontrent que pour beaucoup de jeunes Russes cette fête reste « *la fête la plus importante de l'année* », « *la fête préférée* » et l'occasion d'offrir des œillets aux vétérans inconnus qu'ils croisent dans les rues ; elle est également chargée de rituels spécifiques qui renouent les liens entre les générations et rappellent le rôle de chaque famille dans la guerre. Pour beaucoup d'internautes la fête du 9 mai est l'occasion de se rendre au cimetière où sont enterrés leurs grands-parents qui ont participé à la guerre et de leur rendre hommage ; ceux dont les grands-parents sont encore en vie leur rendent visite et profitent de leurs récits. Les films de guerre regardés en famille et les discussions avec les vétérans constituent une partie importante de la fête, permettant la conservation de la mémoire.

« Après le défilé militaire je vais au cimetière pour rendre hommage à mon grand-père et je me souviens de tout le bien qu'il a fait dans sa vie, de tout ce dont on lui doit être reconnaissants, chacun d'entre nous ». (Dmitry Petrov, né en 1989)⁸²².

⁸¹⁸ Par exemple, la discussion « A nos grands pères et grand mères » (1204 réponses), « Disons merci aux vétérans » (531 réponses), « Disons merci », 59 réponses, etc.

⁸¹⁹ Description de la communauté « Rien n'est oublié, personne n'est oubliée » (101 000 membres) <http://vk.com/club5387007>, consulté le 21 février 2014

⁸²⁰ Description de la communauté « La mémoire de notre victoire » (156 700 membres) <http://vk.com/club68489>, consulté le 21 février 2014

⁸²¹ http://vk.com/topic-68489_20554054, consulté le 21 février 2014

⁸²² Profil consultable sur http://vk.com/petrov_d_y, consulté le 21 février 2014

« Et nous, toute notre grande famille se réunit, tous nos proches viennent chez nous des différentes villes. Le 9 mai nous allons au cimetière dès le matin, rendre hommage à mon grand-père. Ensuite [nous avons] un repas de fête [...]. Entre-temps on regarde des films de guerre, et ma grand-mère nous raconte ses souvenirs de guerre... Et ça se passe comme ça tous les ans ! J'en suis très heureuse ! » (Svetlana Gidaiko, née en 1996)⁸²³.

b. La mise en ligne des témoignages oraux et des objets de l'époque

Le côté intrinsèquement familial des souvenirs de guerre est confirmé par le fait que les discussions sur les ancêtres combattants constituent une partie prépondérante des discussions dans ce type de communautés. La mémoire est sauvegardée à travers la reproduction des témoignages oraux, mais aussi des photos et des objets de l'époque : en effet, chaque communauté propose à ses membres de partager avec les autres les histoires de leurs proches qui ont fait la guerre.

Ce recueillement collectif des souvenirs s'effectue sous forme de discussions générales (« Avez-vous des proches encore en vie qui ont fait la guerre ? »⁸²⁴ ; « Les histoires des gens »⁸²⁵, « Les récits des gens qui sont rentrés du front »⁸²⁶) ou spécifiques (« Les récits de ceux qui ont subi l'emprisonnement, l'occupation, l'esclavage »⁸²⁷, « Mes proches dans le siège de Leningrad »⁸²⁸, « Aide archivistique dans les recherches des portés disparus »⁸²⁹), les jeunes internautes partagent avec beaucoup d'émotion les histoires de leurs grands-parents. Les contributions varient du simple constat de la participation de tel ou tel membre de la famille d'internaute aux combats, avec le nom, la date de la mort, l'affirmation du sentiment de fierté et de reconnaissance, jusqu'aux récits très détaillés et élaborés, avec les dates précises des batailles, les informations concernant les régiments, la description du rôle particulier que tel ou tel grand-père y avait joué ; ainsi des milliers d'histoires du front sont accumulées dans ces communautés, reconstruisant une histoire vivante de la Grande Guerre patriotique en ligne. L'utilisation fréquente du vocabulaire particulier propre à la période de guerre (par exemple, du mot « fritz » pour désigner les Allemands), complètement disparu du langage moderne, par les jeunes constitue une preuve supplémentaire du fait qu'ils essaient de retranscrire les récits des grands-parents avec le plus d'exactitude possible.

⁸²³ Profil consultable sur <http://vk.com/id20592487>, consulté le 21 février 2014

⁸²⁴ « U vas est' rodstneviki (jivye) kotorye zastali voïnou ? » / « Avez-vous les proches encore en vie qui ont fait la guerre ? », discussion dans la communauté « Mémoire de notre victoire », 612 réponses, http://vk.com/topic-68489_20564458, consulté le 21 février 2014

⁸²⁵ « Istorii lioudei » / « Les histoires des gens » dans la communauté « La mémoire de notre victoire », 559 réponses, http://vk.com/topic-68489_44027, consulté le 21 février 2014

⁸²⁶ « Istorii vernouvshihsy s fronta VOV » / « Les récits des gens qui sont rentrés du front de la Grande Guerre patriotique », discussion dans la communauté « La mémoire de notre victoire », 386 réponses, http://vk.com/topic-68489_1105853, consulté le 21 février 2014

⁸²⁷ « Istorii tekhn kto byl v plenou, okkupatsii, rabstve » / « Les récits de ceux qui ont subi l'emprisonnement, l'occupation, l'esclavage », discussion dans la communauté « La mémoire de notre victoire », 53 réponses, consultable sur http://vk.com/topic-68489_24691420, consulté le 21 février 2014

⁸²⁸ « Moi rodstvenniki vo vremia blokady Leningrada » / « Mes proches dans le siège de Leningrad », discussion dans la communauté « La mémoire de notre victoire », 419 réponses, http://vk.com/topic-68489_163014, consulté le 21 février 2014

⁸²⁹ « Voprosy po arkhivnomou poïskou » / « Aide dans les recherches dans les archives », discussion dans la communauté « La mémoire de notre victoire », 1059 réponses, http://vk.com/topic-68489_21456091, consulté le 21 février 2014

« *Mon grand père. Il a 84 ans maintenant. Il est allé jusqu'en Berlin et a regardé un fritz dans les yeux, celui-ci l'a blessé [...] et mon grand père est devenu handicapé* ». (Dasha Vassilieva, née en 1994)

« *Тепкалияев Baskar [...], a combattu dans un bataillon antichar, mort pendant la bataille de Koursk [...]*.

Le frère aîné de ma grand-mère, Kodinov Bamda Angrikovitch, garde-frontière, a fait son service en 1941 dans une ville Lomza (actuellement en Pologne, à l'époque c'était le Biélorussie de l'Ouest), mort dans les premiers jours de la guerre.

[...]

Mon arrière-grand-père, Kouvakov Nicolai Nikolaevitch était dans le contre-espionnage, porté disparu.

Je termine par les paroles de la chanson : "En Russie, il n'y a pas une famille sans mémoire de son héros" ». (Djangar Guendjiev, né en 1989)⁸³⁰.

Une autre forme non verbale des souvenirs consiste à apporter une preuve matérielle de la participation de sa famille dans la Grande Guerre patriotique à travers l'accumulation de témoignages de l'époque dans les albums photos créés au sein des communautés : les scans des photos des grands-parents, avec une brève description de leur rôle dans la guerre, les scans des cartes de combattants et même des lettres du front. Ainsi ces communautés peuvent être considérées comme de véritables musées virtuels dont l'objectif est la préservation de la mémoire glorieuse de la Grande Guerre patriotique, intrinsèquement liée à la mémoire familiale (images 12a et 12b).

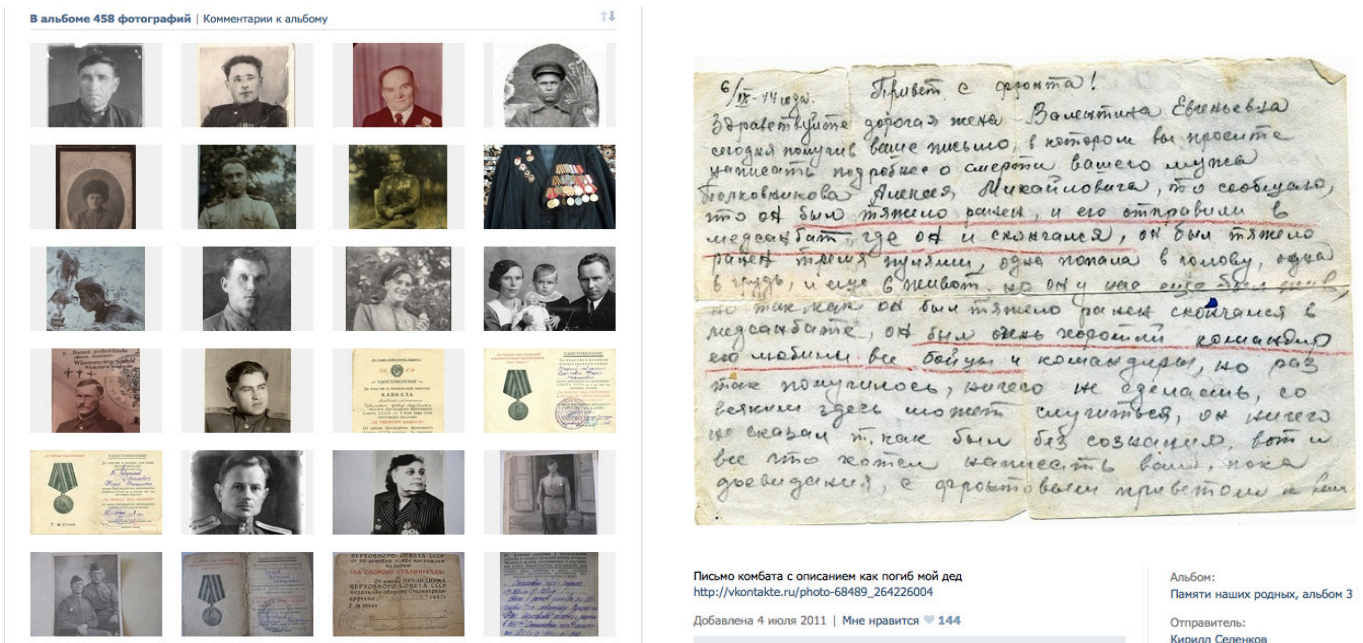


Image n° 12a (capture d'écran à gauche) : Première page de l'album photo « A la mémoire de nos proches - 3 », où les membres du groupe « La mémoire de notre Victoire » partagent les photos des membres de leurs familles qui ont participé dans la guerre, leurs lettres du front, leurs cartes de

⁸³⁰ Profil consultable sur <http://vk.com/jhonnygentile>, consulté le 21 février 2014

combattants témoignant de la réalité de leurs récits. L'album contient 458 photos, les deux autres albums éponymes contiennent 1 362 et 500 photos respectivement⁸³¹.

Image n° 12b (capture d'écran à droite) : Le membre du groupe « La mémoire de notre Victoire » Cyrill Selenkov partage le scan de la lettre datée du 6 septembre 1944, adressée par un commandant du bataillon où son grand père combattait, à sa femme ; le commandant décrit la mort héroïque de son grand père dans un combat.

À côté des souvenirs familiaux, les discussions historiques prolifèrent dans ce type de communautés, bien que, compte tenu de l'âge des participants, elles ne s'élèvent jamais au niveau d'une discussion argumentée, mais prennent le plus souvent la forme d'échanges d'opinions sur des sujets théoriques. Ces discussions confirment le fait que la Grande Guerre patriotique est liée, dans la conscience des jeunes, à l'idée du patriotisme et à l'image d'une guerre populaire : ainsi, dans la discussion « *À votre avis, grâce à quoi avons-nous vaincu ?* »⁸³², une majorité de participants cite, parmi les raisons principales, la force de l'esprit, l'unité et le patriotisme du peuple russe, la nécessité de défendre la terre natale qui serait « *génétique* » chez les Russes, non les aspects stratégiques ou techniques de la guerre :

« Nous avons vaincu parce qu'on défendait notre patrie, nos familles, notre avenir radieux, que personne ne respecte plus aujourd'hui. Nous, nés en URSS et grandi en CEI, nous devons connaître notre histoire et honorer les vétérans de la Grande Guerre patriotique » (Maxime Ermolenko, né en 1989)⁸³³.

« Je pense que nos vétérans ont vaincu car ils défendaient leur patrie, ils étaient forts spirituellement, ils étaient unis ». (Alexandre Prokopov, né en 1991)⁸³⁴.

Si les communautés en question présentent, dans la plupart de cas, la vision consensuelle de la Grande Guerre patriotique, certaines discussions permettent de révéler les interprétations divergentes qui divisent les internautes – gardiens de la « bonne » mémoire de la Grande Guerre patriotique, notamment la personnalité de Staline et la politique extérieure de l'URSS entre 1938 et 1941. Ainsi la discussion intitulée « *Quelle est votre opinion sur Staline, en tant que personnalité et en tant qu'homme politique ?* »⁸³⁵ fait apparaître ce clivage : si, selon le sondage interne intégré dans le *thread* de discussion, 60% des participants à la discussion qualifient Staline de « héros » et de « plus grand dirigeant russe de tous les temps », 16% le

⁸³¹ Groupe « La mémoire de notre victoire », albums « A la mémoire de nos proches » http://vk.com/album-68489_150789245, consulté le 21 février 2014

⁸³² « *Kak vy doumaete, blagodaria tchemou my pobedili ?* » / « A votre avis, grâce à quoi avons-nous vaincu ? », discussion dans la communauté « 9 mai – la journée de la Grande Victoire ! », 206 réponses, http://vk.com/topic-5186439_23059151, consulté le 21 février 2014

⁸³³ Profile consultable sur <http://vk.com/id144003955>, consulté le 21 février 2014

⁸³⁴ Profile consultable sur <http://vk.com/id75489571>, consulté le 21 février 2014

⁸³⁵ http://vk.com/topic-5186439_20146169, consulté le 21 février 2014

qualifient de « *tyran et assassin* », alors que 24% penchent pour « *ni l'un, ni l'autre* ». Parmi les arguments contre Staline, les participants évoquent les répressions, notamment dans l'armée, sa médiocrité en tant que chef des armées, l'agression de l'URSS contre la Pologne et les pertes de l'Armée rouge pendant la guerre ; Staline est qualifié de tyran et de criminel ; selon cette opinion la guerre a été gagnée non pas grâce, mais en dépit de Staline, reproduisant les arguments classiques mobilisés lors de la réévaluation de l'histoire soviétique à la fin des années 1980.

Ainsi, la mémoire de la Grande Guerre patriotique produite et véhiculée dans ces communautés virtuelles fréquentées majoritairement par des jeunes nés dans les années 1980-1990 représente une fusion de souvenirs familiaux avec le récit patriotique officiel actuel, qui à son tour intègre la rhétorique soviétique. L'image de la Grande Guerre patriotique telle qu'elle a été construite dans les années 1970 est parfaitement reproduite dans un autre contexte par la jeune génération dans les années 2000 pour qui la mémoire familiale de cette guerre constitue une part importante de leur identité. Toutefois, les voix dissonantes reflètent le clivage sur certaines questions sensibles qui surgissent au sein même du discours globalement consensuel.

B. Histoires alternatives et contestation patriotique en ligne⁸³⁶

Un autre type de communauté envisagé dans le cadre de cette étude véhicule une vision politisée de l'histoire soviétique, présentant un niveau de conflictualité élevé : les communautés ouvertement pro-soviétiques voisinent avec les communautés qui se proclament anti-soviétiques.

1. Le réseau des « patriotes soviétiques »

L'un des exemples de l'espace numérique diffusant une vision « *patriotique* » de l'histoire soviétique est la communauté *Vkontakte* intitulée « *L'URSS dans nos cœurs* »⁸³⁷ ; de loin la communauté la plus populaire de *Vkontakte* parmi toutes les communautés consacrées à l'URSS, elle réunit 202 000 membres et fait partie d'un plus vaste réseau de groupes qui adoptent les slogans soviétiques – comme, par

⁸³⁶ Les études de cas qui font objet de la présente sous-partie ont été en partie explorées dans l'article de 2012 : cf. MORENKOVA Elena, "(Re)creating the Soviet Past in Russian Digital Communities: Between Memory and Mythmaking", *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 7, 2012, pp. 39-66

⁸³⁷ Communauté « *Sovetskii Soiouz v nashem serdtse* » / « Union Soviétique dans nos cœurs », <http://vk.com/club14407777>, consulté le 21 février 2014

exemple, « *Joseph Staline dans nos cœurs* » (32 000 membres), « *Vladimir Lénine dans nos cœurs* » (33 000 membres), « *La Grande Révolution socialiste d'Octobre dans nos cœurs* » (21 811 membres), « *Karl Marx et Friedrich Engels dans nos cœurs* » (24 800 membres) ; le simple calcul des participants de tous ces groupes interconnectés donne un chiffre impressionnant de presque 320 000 membres unis par la vision patriotique de l'histoire soviétique. Le réseau est dirigé de manière centralisée par quinze internautes ; la vérification de l'âge de ceux d'entre eux qui l'affichent dans leurs profils publics confirme le fait que ce réseau social est principalement composé de jeunes : ainsi les trois modérateurs du groupe « *URSS dans nos cœurs* » sont nés en 1980, 1986 et 1990 respectivement⁸³⁸. Le sondage interne lancé par un membre du groupe afin de mieux connaître ses « *camarades* » confirme cette tendance : selon ce sondage, 56% des membres du groupe ont moins de 18 ans, et 30% entre 18 et 25 ans (image 13).

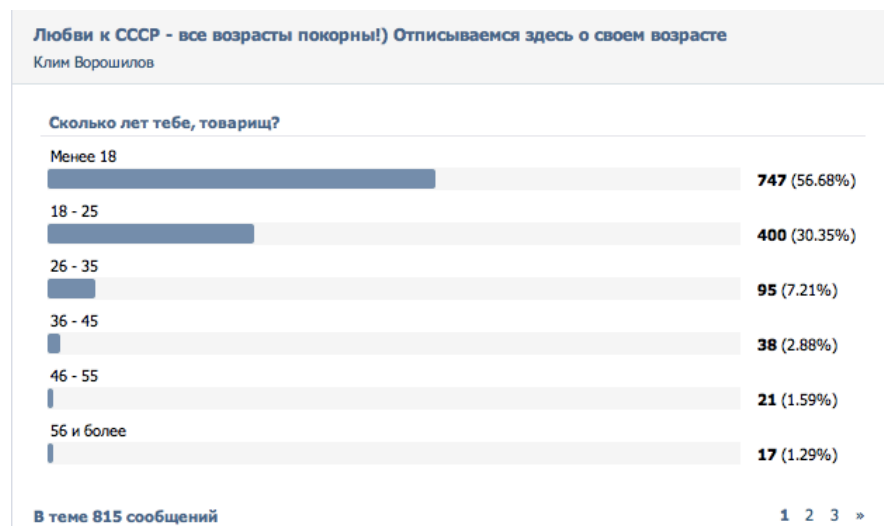


Image n° 13 (capture d'écran) : Résultats du sondage « Quel âge as-tu, camarade ? »

L'analyse de l'autodescription du groupe permet de constater que, tout comme certaines communautés nostalgiques, les communautés patriotiques voient l'URSS comme une époque de grands acquis économiques et sociaux dans des conditions extrêmement défavorables, et comme le sommet du développement de l'État russe ; les comparaisons entre jadis et maintenant sont construites selon la même dichotomie binaire entre le passé radieux et le présent sans espoir. La chute de l'URSS et la

⁸³⁸ Vladimir Vvedenskii, <http://vk.com/vivvedenskii>, consulté le 21 février 2014 ; Andrey Chilov sur http://vk.com/nkvd_shilov, consulté le 21 février 2014 ; Nikolai Salodoukhine, <http://vk.com/revolution2017>, consulté le 21 février 2014

période des réformes sont explicitement désignées comme le « *massacre* », « *l'assassinat* », « *le divorce sanguinaire* », « *le pillage de la Russie* » et présentées comme une catastrophe nationale, un acte prémédité de destruction de la Russie et des Russes par les forces extérieures hostiles. Cette représentation laisse apparaître le traumatisme de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS qui est profondément ancré dans la conscience des jeunes internautes pourtant nés pendant ou après cette période. L'opposition au discours dominant est clairement prononcée dans les discussions au sein de la communauté, dont les membres se positionnent comme des résistants dans la « *guerre idéologique contre la Russie* » qui consiste en « *l'accumulation des calomnies, des mensonges, des manipulations et des falsifications de l'histoire de notre mère patrie, afin d'éradiquer de la conscience des gens, en particulier de la conscience des jeunes, les grands et glorieux acquis des générations précédentes* »⁸³⁹ ; la restauration de la « *vraie, glorieuse* » histoire de l'URSS, la réhabilitation de l'image de l'URSS et ses dirigeants est l'objectif principal du réseau.

Afin d'illustrer l'attitude critique que les internautes manifestent vis-à-vis de la politique mémorielle officielle, nous avons analysé les débats portant sur le programme de déstalinisation de la Russie. Tandis que le lancement officiel du programme a été annoncé en février 2011, les débats dans la communauté commencent bien avant : en novembre 2010, tandis que les rumeurs sur le programme commencent à circuler dans l'espace public, les membres de la communauté lancent la première discussion intitulée « *Déstalinisation... A quoi ça sert ?* »⁸⁴⁰. Selon de nombreux participants à la discussion (415 réponses), ce programme aurait été lancé par les « *liberastes* »⁸⁴¹ au pouvoir, dont le véritable objectif serait de priver le peuple russe des héros nationaux forts et inspirants, et de dissimuler « *les grands acquis de Staline* » afin de présenter la situation actuelle comme progrès par rapport au passé, comme le proclame le membre de la communauté Artem Astapenkov, né en 1987⁸⁴².

⁸³⁹ Description du groupe « L'Union Soviétique dans nos cœurs », <http://vk.com/club14407777>, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁰ KONDJARIIA Georgii, « *Destalinizatsiia... Zachem eto nado ?* » / « *Déstalinisation... à quoi ça sert ?* », 25 Novembre 2010, http://vk.com/topic-14407777_23660909, consulté le 21 février 2014

⁸⁴¹ Le mot-valise « *liberast* » (composé de « libéral » et « pédéraste ») est souvent employé par les cercles « patriotiques » d'Internet russe afin de désigner les porteurs des idées démocratiques et libérales.

⁸⁴² Profil de l'internaute <http://vk.com/id63927172>, consulté le 21 février 2014

« Pourquoi auraient-ils besoin d'un personnage fort et éclatant dans l'histoire russe moderne ? [...] Il y avait de grandes victoires dans tous les domaines, là où aujourd'hui il n'y a rien. Voilà pourquoi ils ne veulent pas que les jeunes le sachent, les jeunes doivent penser qu'ils sont en train de vivre dans l'idéal démocratique [...]. Ils veulent bafouer toute notre glorieuse histoire »⁸⁴³.

Tout au long de l'hiver 2011, le programme de déstalinisation continuait à provoquer des discussions et de violentes contestations. Dans la discussion intitulée « *Repentir !!!* »⁸⁴⁴, les internautes accusent de façon très émotionnelle les auteurs du programme de vouloir « *déchirer le pays* » et de « *la destruction consciente de l'histoire* » ; d'autres « *refusent d'endosser le complexe de victime* » dont l'objectif serait de détruire la fierté nationale.

2. Les groupes anticommunistes : faire perdurer la mémoire des répressions

Si les réseaux « *patriotiques* » sont plus nombreux que les groupes « *antisoviétiques* », ces derniers développent un discours distinct qui véhicule une tout autre représentation du passé soviétique.

Le discours standard développé par ce type de communautés est basé sur les images du caractère répressif de l'État soviétique : c'est en effet le seul type de communautés qui font vivre la mémoire des répressions. Le groupe « *Anticommunistes* »⁸⁴⁵ est le groupe le plus nombreux véhiculant l'image négative du passé soviétique (1 979 personnes). Le groupe est dédié à « *toutes les victimes des régimes communistes au monde* » ; dans le manifeste affiché à la une, les leaders du groupe établissent un parallèle entre communisme, nazisme et fascisme. « *Nous n'aimons ni les impérialistes ni les stalinistes, affirme le texte, car Staline n'a pas restauré l'empire russe, mais a continué la politique de Lénine, exterminant l'intelligentsia, les paysans et les ouvriers* ». Les « *partisans de l'URSS* » ne sont pas non plus bienvenus dans le groupe, affirme le texte, en guise d'avertissement. Un autre groupe « *Je suis antisocialiste* »⁸⁴⁶ (14 335 membres) s'attaque aux représentations liées aux performances économiques et sociales de l'URSS. Dans la discussion « *Socialisme est impossible* »⁸⁴⁷ (2 846 réponses) les membres du groupe

⁸⁴³ Discussion consultable sur http://vk.com/topic-14407777_23660909, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁴ Lancée par ZALIOTOV Aleksandr le 23 Mars 2011, « *Pokaites'!!!* » / « *Repentez !!!* », http://vk.com/topic-14407777_24309928, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁵ <http://vk.com/anticommunism>, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁶ <http://vk.com/antisocialism>, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁷ http://vk.com/topic-7359866_15695023, consulté le 21 février 2014

vantent les mérites du marché et justifient l'échec historique de l'économie socialiste : « *les systèmes socialistes sont voués à l'échec* » ; comme exemples d'échec, les participants citent non seulement l'URSS, mais aussi la crise économique en Europe occidentale, dont les systèmes économiques seraient, à leur avis, « *trop socialistes* ». Comme dans tous les groupes anticommunistes, les régimes soviétique et nazi sont mis au même plan en tant que totalitarismes.

Le groupe « *Joseph Staline, brûle en enfer !* » réunit les internautes qui « *sont convaincus que le petit père des peuples Joseph Staline est le plus grand criminel d'État de tous les temps, avec Adolf Hitler* ». Les membres du groupe considèrent que « *les attitudes de la société russe témoignant de la sympathie croissante envers Staline sont inacceptables et très dangereuses* ». Ils appellent donc à « *ne pas oublier les millions et millions de fusillés, affamés, exterminés dans les camps, leurs parents, enfants et femmes arrêtés parce que membres de la famille des ennemis du peuple, les peuples entiers déportés dans des endroits peu adaptés pour la vie, [...], les héros de guerre qui, après les camps allemands, se sont retrouvés dans le Goulag, les pertes monstrueuses et injustifiées parmi les soldats et les civils de l'URSS pendant la guerre* »⁸⁴⁸. Réunissant 2 089 membres, ce groupe se positionne comme le seul îlot de résistance aux « *stalinoïdes* » sur le réseau social *Vkontakte*. Le parti pris est explicite : l'administration du groupe affirme que « *les anticommunistes peuvent se moquer et taquiner comme ils veulent les stalinoïdes et les rouges, c'est toujours ces derniers qui seront bannis, on le garantit* ». Le cadre normatif européen reste une référence en matière mémorielle pour les membres du groupe qui affichent fièrement à la une la décision de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE relative à la condamnation du nazisme et du stalinisme.

Le groupe est porteur de la mémoire des répressions bannies des groupes « *patriotiques* ». La discussion « *L'histoire de votre famille au temps du stalinisme* »⁸⁴⁹ abonde de témoignages de membres qui partagent l'histoire de leurs familles, faisant ressortir les pages noires de l'histoire :

« Mes proches étaient des koulaks (autrement dit des paysans travailleurs). [...] Ils ont été dékoulakisés. Ensuite ils se sont retrouvés à Novorossisk. Et puis commence la guerre. L'Armée rouge "victorieuse" a rendu la ville sans combat et sans se

⁸⁴⁸ <https://vk.com/club2649104>, consulté le 21 février 2014

⁸⁴⁹ http://vk.com/topic-2649104_21223619, consulté le 21 février 2014

préoccuper des civils. [...] La moitié de la famille a été fusillé par les nazis. Après la guerre, la moitié de la famille qui a survécu a été traitée par ces bâtards de rouges de traîtres, parce qu'ils se trouvaient dans les territoires occupés »⁸⁵⁰.

« Le père de mon grand-père a été réprimé en 1938, trois de ses frères sont morts pendant la guerre lors d'une opération militaire d'urgence lancée non en fonction d'une situation tactique militaire, mais à l'occasion d'une commémoration... »⁸⁵¹.

« Ma mère est née à Volgograd [...] et la plupart de ses ancêtres viennent de la région (Nijnii Novgorod, Samara, Volgograd). Tous sans exception de la lignée maternelle sont les "ennemis du peuple". Mon grand père, par exemple, Vladimir Ivanovitch, était un cosaque de Khopior. Son grand père (cavalier de l'ordre Saint-Georges, participant à l'offensive Broussilov) a été enfermé avec ses fils dans la maison et brûlé vif. Les femmes et les enfants ont été envoyés dans les camps comme les ennemis du peuple »⁸⁵².

3. Le discours type révélateur du clivage

Si l'on résume les deux attitudes dominantes envers le passé soviétique décrites *supra*, l'on peut constater que, pour les internautes favorables à l'époque soviétique, cette dernière est une époque de grandeur et de puissance de la Russie ; à la puissance à la scène internationale s'ajoute la stabilité intérieure, assurée par un État social, soucieux de ses citoyens ; pour eux, la position de l'URSS constitue une rupture par rapport à la Russie pré-révolutionnaire arriérée et ce bond en avant a été rendu possible par la politique de modernisation mise en œuvre par Staline ; certes, des répressions ont eu lieu mais dans le contexte donné elles constituaient une nécessité historique, et la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique a montré que la direction choisie était bonne. Pour leurs adversaires, le temps de l'URSS est au contraire une époque sombre, caractérisée par la violence gratuite du système omniprésent contre les citoyens qui n'étaient que des « ressources » ; la période est marquée par l'absence de liberté, la peur, le mensonge, la vie triste et grise, le sentiment humiliant de retard par rapport à l'Occident ; les répressions résultaient aussi bien du caractère violent du système soviétique que de la personnalité de Staline considéré comme tyran paranoïaque. L'étude confirme non seulement l'existence des mémoires opposées de la période soviétique, mais aussi les interactions entre les deux. Le même fait est interprété d'une manière complètement différente selon la position du locuteur par rapport au passé et des points de divergence sont observables même au niveau des souvenirs transmis à la famille : si, pour les uns les grands-

⁸⁵⁰ Tchelovek Pivo / Monsieur Bière, 9 juillet 2009, http://vk.com/topic-2649104_21223619, consulté le 21 février 2014

⁸⁵¹ Evgueni Lips, 14 juin 2009

⁸⁵² Nik Katal'nikov, 18 juillet 2009

parents ont participé à « *l'exploit du peuple soviétique* », les grands-parents des autres ont été réprimés ou ont souffert de la famine. Le tableau qui suit présente une illustration de grandes thématiques et des interprétations opposées.

Tableau n° 6. Le discours type des « patriotes soviétiques » et des « antisoviétiques »

<i>Événement, thématique</i>	<i>Interprétation des « patriotes soviétiques »</i>	<i>Interprétation des « antisoviétiques »</i>
<i>La Révolution de 1917</i>	La Russie tsariste était un pays agricole arriéré, pauvre, illettré et dépendant de l'Occident. Les bolcheviks ont arraché la Russie de son retard séculaire pour l'ériger au statut de la grande puissance mondiale.	L'Empire russe faisait partie des pays occidentaux civilisés et suivait globalement le même chemin qu'eux. Les bolcheviks ont rompu le cycle normal du développement de la Russie et l'ont plongée dans la terreur et la barbarie.
<i>État soviétique</i>	État protecteur, assurant la justice sociale et l'égalité ; l'État des gens simples, garantissant les droits créances.	État totalitaire, oppressif, terroriste. La personnalité, l'initiative, les libertés sont inexistantes.
<i>Système soviétique</i>	Système supérieur, stable, susceptible d'évolutions à l'instar de la Chine.	Système non-viable du fait des défauts structurels.
<i>Atmosphère</i>	Stabilité, sécurité, rêve, idéaux, fierté, sentiment de l'appartenance à un grand pays et à une société meilleure.	Peur, terreur, mensonge, hypocrisie, sentiment d'impuissance, de vie grise et triste, d'humiliation.
<i>Industrialisation des années 20-30</i>	Grand exploit du peuple soviétique sous la direction de Staline, réussite incontestable du système socialiste qui a démontré sa supériorité.	Page sombre de l'histoire : millions des gens tués, dégradation de la campagne, gauchissement structurel de l'économie.
<i>Collectivisation</i>	Mesure nécessaire pour la survie du pays.	Génocide de la paysannerie russe, catastrophe pour l'agriculture.
<i>Science, technique</i>	Progrès, innovation, leadership mondial.	Retard, dégradation, stagnation.
<i>Occident</i>	Rival ou ennemi.	Modèle à suivre.
<i>Staline</i>	Grand homme grâce à qui l'URSS est devenue une grande puissance.	Tyran paranoïaque, criminel d'État.
<i>Souvenirs personnels</i>	Grands-parents qui ont travaillé pour la grandeur du pays, pris en charge par l'État.	Grands-parents réprimés, arrêtés, victimes de la collectivisation, de l'injustice.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de cette analyse centrée sur les diverses pratiques mémorielles qui se développent dans l'espace numérique. Premièrement, si les communautés numériques et les groupes d'opinion se structurent dans l'Internet russe autour des diverses pratiques mémorielles, leurs objectifs et leur rapport à l'histoire ne sont pas les mêmes. En effet, si les communautés commémoratives représentent de véritables musées virtuels de la Grande Guerre patriotique, perpétuant la mémoire familiale qui s'inscrit dans le discours officiel, les communautés centrées sur la promotion des représentations « *patriotiques* » forment des espaces de contre-histoire en opposition au discours dominant. La demande *bottom up* pour l'histoire patriotique qui correspond en réalité à un mythe soviétique, commence à être formulée par les internautes à travers les discussions spontanées sur

Internet : la réaction critique de ces groupes d'opinion à la politique mémorielle qui va à l'encontre de cette demande, comme par exemple le programme dit « *de déstalinisation de la Russie* », en constitue une preuve.

Les opinions en jeu ne restent pas isolées : donnant la possibilité aux internautes de s'exprimer librement, Internet favorise l'interaction permanente des opinions prosoviétiques avec les points de vues opposés. La confrontation est visible autant à travers l'existence des communautés véhiculant les différentes interprétations de l'époque soviétique qu'à travers la lutte des opinions dans des discussions. Si ces débats traduisent le clivage général qui s'est formé en Russie par rapport au passé soviétique et à l'évaluation des événements clés, la radicalisation du discours allant jusqu'à *holýwar* peut être expliquée par la particularité de *RuNet*, propice à ce type de réactions. L'analyse du discours des protagonistes permet de voir que le débat reste marqué par l'héritage de la *perestroïka* : il est souvent politisé, les interprétations historiques se divisant en « *patriotiques* » et « *libérales* ». Ainsi l'activisme de certaines communautés visant de redorer le blason de l'histoire soviétique et de diffuser la vision patriotique est appelé à combler les lacunes laissées par l'État russe et à lutter contre les interprétations « *libérales* ». Cette dynamique qui devient de plus en plus visible dans l'espace public illustre non seulement la réanimation du clivage par rapport au passé soviétique dans les années 2000, qui puise ses racines dans les grands débats de la *perestroïka* ; elle est significative du changement du vecteur de représentations de l'histoire soviétique : si, à la fin des années 1980 – début des années 1990 les acteurs les plus visibles de l'espace public contestaient la vision dogmatique et mythologisée de l'histoire soviétique, effectuant sa réinterprétation « *démocratique* », dans les années 2000 c'est exactement la vision mythologisée qui s'impose dans l'espace public.

* * *

Dans cette partie, nous avons montré le rôle des différents vecteurs médiatiques et culturels dans le débat sur le passé et par conséquent dans la formation de la mémoire collective de l'époque soviétique. Il serait erroné de présenter les médias comme les moyens d'une imposition unilatérale des représentations du passé, dans la mesure où les représentations médiatiques se nourrissent des mémoires individuelles

et collectives, la vague de l'histoire orale dans *Ogoniok* en étant une illustration. Il reste que le rôle des médias et de la littérature a été crucial dans la formation des représentations du passé soviétique à la fin des années 1980, quand les vecteurs médiatiques et culturels se présentaient comme une alternative à l'historiographie traditionnelle discréditée par plusieurs décennies de falsifications et d'omissions historiques : à travers une étude dans les archives, on a pu illustrer l'assaut donné par la littérature et la presse écrite à l'historiographie officielle qui s'est trouvée dépourvue de moyens intellectuels et méthodologiques pour réagir à la vague de l'histoire orale qui a envahi l'espace public.

Cependant, cette reconstruction du passé soviétique dirigée par les médias s'est déroulée dans un contexte politisé, le débat sur le passé soviétique étant intrinsèquement lié au débat sur l'avenir de la Russie. Suivant l'évolution de ce débat dans l'espace public, nous avons démontré la genèse du clivage sur le passé soviétique lors de la période de *glasnost* qui divisait la société russe en « démocrates » et « patriotes » autoproclamés, traduisant les divisions globales de la société par rapport aux changements en cours. Cette politisation explique la chute rapide, en l'espace de quelques années, du système de représentations officielles qui a facilité le démantèlement du communisme soviétique.

Nous avons ensuite été amenés à expliquer une accalmie relative que certains qualifient de l'« *amnésie du communisme* » dans le débat public, au profit de différentes formes de la nostalgie, en mettant en lumière le lien entre les réévaluations du passé et les recherches identitaires de la société russe. Après la criminalisation du passé soviétique et la victimisation du peuple russe à la fin des années 1980 – début des années 1990, on assiste à une évolution significative des représentations du passé. Ce changement est lié au poids que les révélations ont représenté dans la conscience collective : une réaction identitaire se manifeste dès 1995 par le retour à la recherche des symboles positifs du passé tous azimuts dans la production médiatique et culturelle ; cette réaction va déboucher, dans les années 2000, sur la remythologisation du passé soviétique et notamment de Joseph Staline, à travers des genres littéraires particuliers (le roman impérial, la staliniane). Non seulement le passé soviétique est décriminalisé, mais encore la victimisation

s'enracine désormais dans la période transitoire qui est présentée comme un véritable « *trou noir* ».

Il n'en reste pas moins que le débat sur le passé dans les médias a empêché le travail de mémoire en profondeur, tout en exacerbant les divisions entre les « pour » et les « contre ». À l'heure actuelle, ce clivage est loin d'être résorbé et il reste perceptible à travers un discours-type facilement reconnaissable dans la presse écrite ou électronique, à la télévision et dans les nouveaux médias. Ces derniers, tout en présentant un formidable renouveau des pratiques mémorielles, créant des espaces commémoratifs et des musées virtuels de l'époque soviétique, n'en constituent pas moins une illustration de la persistance du vieux clivage, le choc permanent des interprétations étant facilité par l'ouverture de l'espace au débat profane.

Deuxième partie

Les politiques mémorielles

La présente partie est consacrée à la construction d'une histoire officielle, ou, si l'on se réfère à la définition de Marie-Claire Lavabre, à la « *mémoire historique* », c'est-à-dire, « *une norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations*⁸⁵³ » par l'imposition d'une histoire officielle et des politiques mémorielles. Il s'agit d'un système plus ou moins cohérent et stable de représentations du passé élaboré et promu avec l'intervention directe des autorités politiques, ainsi qu'aux usages qu'elles en font à des fins politiques (la construction de l'identité nationale, l'affirmation de l'influence du pays à l'étranger, les luttes politiques etc.). La gestion du passé par le pouvoir politique n'est pas l'apanage des seuls systèmes totalitaires : dans la mesure où la mémoire collective constitue l'une des fondations du lien social, la médiation étatique est indispensable pour établir les références stables sur lesquelles l'identité peut prendre appui ; « *l'histoire officielle* » contribue à la réduction des souvenirs et à la formation d'une « *mémoire consensuelle*⁸⁵⁴ ». En revanche, contrairement aux systèmes totalitaires où l'endoctrinement s'effectue par la promotion d'une idéologie officielle et le bannissement de la libre pensée, les États démocratiques pratiquent « *la gestion douce* » de la mémoire collective, en coopération avec une multitude d'acteurs⁸⁵⁵ : dans l'État moderne démocratique, ou qui se prétend démocratique, le narratif historique officiel est toujours un fruit de négociations et de compromis entre le pouvoir en place, les élites et la société⁸⁵⁶.

⁸⁵³ GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : La sociologie de la mémoire comme tierce position », dans MULLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricoeur*, 2005 Éditions Payot Lausanne, p. 91

⁸⁵⁴ GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, *op. cit.*, p. 94

⁸⁵⁵ CHEVALLIER Jacques, « Droit et mémoire », dans *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008 p. 644

⁸⁵⁶ SHERLOCK Thomas, « Confronting the Stalinist Past: The Politics of Memory in Russia », *The Washington Quarterly*, 2011, n° 34 (2), p. 14

Cependant, il serait erroné de présenter le pouvoir politique comme doté d'une capacité illimitée d'agir sur la mémoire et d'imposer unilatéralement des interprétations du passé aux récepteurs passifs : ses capacités d'agir sur la mémoire et de fournir les cadres d'interprétation doivent être en adéquation avec la mémoire portée par des groupes et des individus ; « *l'institution d'une mémoire historique n'opère que si elle rencontre, au moins pour partie, une mémoire vive* ⁸⁵⁷ » ; il s'agit moins d'une imposition des représentations que d'une interaction complexe entre « *“politiques de la mémoire”, usages publics du passé et expériences vécues ou transmises* ⁸⁵⁸ » ; par conséquent, les stratégies mémorielles doivent tenir compte de la « *diversité des manifestations de la mémoire* ⁸⁵⁹ ».

La problématique ainsi posée permet de mettre en lumière la complexe dialectique des relations entre mémoire et politique : si le pouvoir peut agir sur la mémoire, il est aussi limité par les représentations portées par des groupes et des individus. Le concept de l'« *intimité culturelle* » (*cultural intimacy*), introduit par Michael Herzfeld, théoricien de la construction de l'État-nation et des nationalismes, permet d'expliquer cette dialectique ⁸⁶⁰. Plutôt que de se référer à la frontière entre « *pouvoir* » et « *société* », Michael Herzfeld propose de raisonner en termes de culture ⁸⁶¹ propre à une société donnée, qui constitue « *le terrain commun* » (*a common ground*) et le plus petit dénominateur commun pour tous les acteurs nationaux. Cette culture définit l'identité de la société, construit le sentiment d'appartenance et fournit aux membres de la société les cadres explicatifs de la réalité ; ce savoir partagé est qualifié par Herzfeld d'« *intimité culturelle* » (*cultural intimacy*). La rhétorique formelle des États-nations (discours politique et actions symboliques), soutient Herzfeld, ne peut être consensuelle et rencontrer l'approbation sociale que si elle touche à l'intimité culturelle de la société donnée et coexiste avec elle. Cette coexistence est cruciale pour forger un consensus social autour du régime et légitimer le pouvoir en place : dans la mesure où les pratiques sociales de base propres aux entités sociales (famille, groupe social, classe) renvoient à des modèles

⁸⁵⁷ GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : La sociologie de la mémoire comme tierce position », dans MULLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricoeur*, 2005 Editions Payot Lausanne, p. 91

⁸⁵⁸ *ibid.*, p. 92

⁸⁵⁹ *ibidem*.

⁸⁶⁰ HERZFELD Michael, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*, New York, Routledge, 2005, 248 p.

⁸⁶¹ Michael Helzfeld utilise la notion d'« *engagement culturel* », « *notion dynamique* », contrairement à la notion « *culture* » qu'il trouve « *statique* ».

de rapports sociaux, les membres de la société reconnaissent telle ou telle pratique du pouvoir comme « *familière* » si elle s'inscrit dans le modèle de leur fonctionnement quotidien ; il s'agit de la rencontre et « *reconnaissance mutuelle* » de *top down* et *bottom up*. Si le discours politique qui rejoint cette dimension sociale et / ou personnelle devient consensuel, s'inscrivant dans un narratif partagé, l'existence de ces cadres de significations limite le champ d'action du régime dont la rhétorique ne peut s'en éloigner au risque de provoquer une résistance culturelle⁸⁶². En d'autres termes, toute mémoire ne peut pas être utilisée par le pouvoir politique, mais uniquement celle qui est chargée des références significatives lisibles par une société.

L'articulation entre les deux dimensions *top-down* et *bottom-up* et la notion du terrain culturel commun constituent des références utiles dans le cadre de cette partie consacrée aux constructions de l'histoire officielle : elles permettent d'expliquer aussi bien les revirements de la politique mémorielle de l'État russe que la persistance de certaines constantes qui ont marqué la reconstruction de l'image du passé soviétique dans la Russie postsoviétique. En effet, contrairement à l'époque soviétique, en Russie le pouvoir politique, tout en étant l'acteur clé de la production des interprétations historiques, n'en détient plus le monopole et subit la concurrence de divers acteurs. Si l'État ne devient acteur que par l'action des institutions et des personnes concrètes qui possèdent les leviers du pouvoir, la rhétorique construite par ces institutions peut faire face à différents degrés d'approbation ou de résistance, y compris dans les régimes autoritaires (la dissidence), posant la question des limites du pouvoir politique dans les constructions mémorielles. Ainsi l'enracinement profond de l'image de la Grande Guerre patriotique, guerre juste et populaire dans la conscience nationale, permet de comprendre pourquoi l'État russe postsoviétique se tourne vers cette référence, nonobstant l'orientation générale du régime, en particulier dans les moments de crise de légitimité politique ; la crise identitaire que la société russe a connue dans les années 1990 et l'absence du cadre d'interprétation commun de l'époque soviétique deviennent une clé de compréhension de l'incohérence de la politique mémorielle ; enfin, le traumatisme social de la *perestroïka* permet de comprendre non seulement le revirement antilibéral de cette politique, mais aussi son approbation par la population.

⁸⁶² HERZFELD Michael, *op. cit.*, p. 3-4

Par ailleurs, l'analyse des politiques mémorielles présentée dans cette partie est contextualisée et inscrite dans le contexte politique et social général : les revirements de la politique mémorielle constituent un indicateur précieux permettant d'appréhender les cadres sociaux balisant le fonctionnement politique du régime. Cette dialectique entre mémoire et politique conduit à analyser les relectures de l'histoire en tant qu'expression de rapports de force politiques : après la chute de l'idéologie unique, les politiques mémorielles représentent le produit d'un consensus entre forces politiques et sociales qui cherchent à utiliser les ressources offertes par le passé dans des stratégies de légitimation et enracinement.

Le premier chapitre portera sur une série d'indicateurs qui permettent de mettre en lumière le difficile processus d'ingérence de l'État postsoviétique dans le domaine mémoriel, entre 1990 et 2012. Ce processus sera notamment illustré par l'analyse du discours officiel, instrument dont les autorités se servent pour baliser le champ d'interprétations historiques et imposer des représentations du passé qui légitiment leur politique ; l'évolution de la législation mémorielle, par laquelle sont imposées par voie d'autorité « *un ensemble de croyances dont la certitude ne saurait être remise en cause* ⁸⁶³ », construisant l'espace commémoratif et qualifiant tel ou tel événement ⁸⁶⁴, constituera un autre élément d'analyse : une attention particulière sera portée aux manipulations de la mémoire dans le cadre des luttes politiques, notamment à l'occasion des campagnes électorales ; les politiques publiques mémorielles constitueront le quatrième volet d'analyse qui démontrera la réinscription progressive du passé dans la sphère des intérêts nationaux, la cristallisation et la mise en place de véritables politiques de sa gestion, aussi bien au niveau intérieur (dans l'objectif de construction de l'identité nationale) qu'au niveau extérieur (défense des représentations vis-à-vis des interprétations concurrentes).

Le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse de la recreation des « *vérités historiques* » à travers les manuels d'histoire. Si l'école présente, en effet, « *l'un, si ce n'est le premier lieu d'usage public de l'histoire* ⁸⁶⁵ », les manuels scolaires sont

⁸⁶³ CHEVALLIER Jacques, « Droit et mémoire », dans *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008, pp. 639-657

⁸⁶⁴ CHEVALLIER Jacques, *op. cit.*, p. 647

⁸⁶⁵ DE COCK Laurence, PICARD Emmanuelle (dir.), *La fabrique scolaire de l'histoire. Illusions et désillusions du roman national*, Marseille, Agone, 2009, p. 2

porteurs d'enjeux touchant à la construction de l'identité nationale. L'analyse de cet outil de socialisation est importante pour comprendre le processus de construction de l'idéologie dominante et de l'image de soi que l'État veut se donner : il s'agit d'une « *version sanctionnée de l'histoire* », expression de « *l'hégémonie des élites politiques et sociales* »⁸⁶⁶, porteuse des « *messages culturels* »⁸⁶⁷. Loin d'être impénétrable aux influences politiques, l'histoire scolaire est le lieu où le lien entre histoire et politique apparaît en pleine lumière : une forme d'écriture mémorielle qui nécessite « *une politique du passé qui répond aux priorités du moment* »⁸⁶⁸, l'histoire scolaire se trouve en construction permanente, reflétant l'évolution du rapport de forces politiques et sociales : les changements idéologiques se traduisent par la sélection des thématiques, par l'image de telle ou telle époque, par l'interprétation de tel ou tel contenu. Le difficile processus de recréation du narratif national sera illustré par l'analyse du degré de contrôle exercé par l'État sur le système scolaire à travers les divers moyens d'intervention dans la production des manuels ; par ailleurs, l'analyse comparative des manuels scolaires édités entre 1990 et 2000 mettra en évidence l'évolution de l'« *histoire sanctionnée* » de l'époque soviétique.

⁸⁶⁶ ZAJDA Joseph, ZAJDA Rea, « The Politics of Rewriting History: New History Textbooks and Curriculum Materials in Russia », *International Review of Education*, vol. 49, n° 3 – 4, 2003 p. 365

⁸⁶⁷ De CASTELL Suzanne, « Literacy as Disempowerment : The Role of Documentary Texts », *cité par* « Researching the Ideological and Political Role of the History Textbook - Issues and Methods », CRAWFORD Keith, *International Journal of Historical Learning, Teaching and Research*, vol. 1, n° 1, 2000, p. 1

⁸⁶⁸ *ibid.*.

Chapitre 1

Les usages politiques du passé

Si dès la première moitié des années 1990 le débat historique se tarit et la portée symbolique et politique de l'histoire diminue, les conflits « gelés » autour du passé soviétique seront constamment réactivés dans les années 1990 et 2000. Ces réactivations s'inscrivent dans la dynamique plus globale que Georges Mink et Laure Neumayer qualifient d'une « *tendance forte* » (*strong trend*) des sociétés européennes contemporaines : il s'agit de la « *réactivation de la mémoire conflictuelle et l'usage des représentations en rapport avec cette mémoire afin de stigmatiser ou discréditer un opposant politique ou, plus généralement, afin de relancer le débat sur telle ou telle question historique pour obtenir des bénéfices politiques* »⁸⁶⁹, cette « *mémoire [...] instrumentalisée, à des fins de différenciation ou de domination...* »⁸⁷⁰ constituant un reflet des rapports de forces politiques et sociales.

Si les politiques de la mémoire ont toujours constitué un enjeu majeur, le contexte politique conduit ici à faire une distinction entre deux étapes dans la gestion du passé. La première période s'étend de 1991 jusqu'à la deuxième moitié des années 1990 : elle est marquée par des conflits permanents entre l'Exécutif, dominé par des élites cherchant à promouvoir des réformes économiques et sociales d'inspiration libérale, et le Parlement, dominé après 1993 par les communistes et les nationalistes qui s'opposent à la politique gouvernementale. Dans ce contexte, l'anticommunisme devient une arme aux mains de l'Exécutif dans sa lutte contre le Parlement, façonnant la politique du passé. Le deuxième élément caractéristique de cette période est la polarisation de la société entre les « blancs » et les « rouges » : des forces politiques

⁸⁶⁹ MINK Georges, NEUMAYER Laure (dir.), *History, Memory and Politics in Central and Eastern Europe. Memory Games*. New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 1

⁸⁷⁰ BONNIOL Jean-Luc, « Mémoire collective et anthropologie », dans COMET Georges, LEJEUNE Antoine, MAURY-ROUAN Claire, *Mémoire individuelle, mémoire collective et histoire*, Marseille, SOLAL Editeur, 2008, p. 78

antagonistes participent à l'élaboration des représentations du passé, avançant des interprétations contradictoires. La deuxième période dont les prémisses sont observables dès la fin des années 1990 est caractérisée par la stabilisation du paysage politique et le déclin du clivage entre libéraux et communistes : l'État devient progressivement le principal fournisseur des interprétations du passé et l'histoire soviétique est doublement instrumentalisée, aussi bien à l'intérieur (en tant que vecteur principal de l'éducation patriotique et de formation de la nouvelle identité nationale) qu'à l'extérieur (en tant qu'instrument dans les conflits mémoriels avec des pays de l'étranger proche). Toutefois, ces deux étapes successives ne sont pas séparées par une frontière étanche et facilement identifiable : elles sont marquées par une évolution progressive sans qu'un tournant décisif puisse être situé avec précision.

L'analyse est basée sur des matériaux divers. Les documents de travail des commissions gouvernementales qui ont déterminé et façonné la politique mémorielle depuis 1991 constituent le premier type de sources. Il s'agit notamment de deux commissions mémorielles mises en place au début des années 1990 : l'une dite « *Commission Yakovlev* », initiant une vague de réhabilitation de victimes des répressions, l'autre chargée de l'élaboration de la nouvelle politique d'accès aux archives secrètes, dite « *Commission Volkogonov* » ; le désarroi identitaire sera mis en lumière par la tentative de création par le pouvoir d'une « *Commission d'élaboration de l'idée nationale* » en 1996. Les tendances des années 2000 seront étudiées à travers le travail de deux commissions, celle de la lutte contre les falsifications historiques « *au détriment des intérêts de la Russie* » et celle de « *Réconciliation nationale et immortalisation de la mémoire des victimes du totalitarisme* », dénommée également « *Commission de déstalinisation* ». L'échec de la tentative de mise en place d'une justice de transition sera illustrée par l'analyse de « *l'affaire du PCUS* » de 1992, quand les anciennes et les nouvelles élites se sont affrontées dans le cadre d'un procès judiciaire ; la décision de la Cour Constitutionnelle relative à l'interdiction du Parti Communiste en Russie illustrera les ambiguïtés initiales sur le degré de continuité et de rupture de la nouvelle Russie avec son passé.

Les discours officiels des autorités russes constituent la deuxième source permettant d'observer l'évolution des constructions officielles : il s'agit des messages

annuels des Présidents au Parlement, discours programmatiques d'importance cruciale qui indiquent l'orientation générale du régime, inspirés par *The State of Union Adress* des présidents américains ; ces messages annuels sont complétés par des entretiens du Président à la presse ainsi que par les déclarations faites lors de déplacements à l'étranger ; enfin, le discours électoral de Boris Eltsine en 1996 et de Vladimir Poutine en 2012, mais aussi les matériaux de leurs campagnes électorales (affiches électorales, articles de la presse militante, mémoires des responsables de campagne), permettant d'illustrer l'instrumentalisation politique du passé dans le contexte politique conflictuel.

Le troisième ensemble de documents relève de la législation mémorielle : il s'agit des actes législatifs ou des décrets témoignant d'une volonté de fixer un nombre de « *vérités historiques* ». On observera les inflexions de la politique mémorielle à travers le passage de la législation de réhabilitation des années 1990 à la législation encadrant la recherche historique ; « *Les programmes de l'éducation patriotique* » mis en place par le pouvoir russe à partir de 2001 représentent une autre source mettant en lumière le « *tournant mémoriel* » des années 2000. Les comptes rendus intégraux des débats parlementaires, les déclarations et les résolutions du Parlement constituent également une source précieuse, permettant de voir l'absence de consensus sur les questions du passé au sein des élites politiques. Des sources indirectes et des analyses de deuxième main (notamment des mémoires et des articles de presse) ont permis de compléter le corpus ainsi constitué.

SECTION 1. DE LA RUPTURE INCOMPLETE A LA RECONCILIATION FORCEE

Au départ, une tension apparaît entre la volonté politique proclamée de rompre avec le passé et l'impossibilité de mettre en place des politiques cohérentes assurant cette rupture. Si la période 1991 – 1992 est désignée souvent comme « *l'attaque contre le communisme* »⁸⁷¹, cette attaque montre ses limites dès 1993, aussi bien au niveau politique qu'au niveau mémoriel.

⁸⁷¹ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 37

§ 1. L'instrumentalisation de la rupture avec le passé

La politique mémorielle transitoire est caractérisée par une double dynamique : au niveau national, une partie de la *nomenklatura* soviétique arrivée au pouvoir à la fin des années 1980 s'efforce de se distinguer des élites soviétiques anciennes conservatrices et d'afficher la rupture avec le passé par des moyens symboliques ; au niveau international, l'ouverture des archives et l'exploitation des documents secrets par le nouveau gouvernement permettent à la Russie postsoviétique d'engager un dialogue constructif avec la communauté internationale en rompant avec la pensée stratégique de la guerre froide.

A. La politique mémorielle transitoire

Au début des années 1990, la politique mémorielle s'inscrit dans la continuité des desseins des architectes de la *perestroïka* et de *l'intelligentsia* anticommuniste qui font de la rupture totale avec le passé la condition du passage à la démocratie.

1. La « purification » des lieux publics et la législation « de réhabilitation »

L'échec du putsch d'août 1991, organisé par des hauts dignitaires du Parti Communiste et de l'Armée en vue de s'emparer du pouvoir en profitant des vacances du Président Mikhaïl Gorbatchev, accélère la désagrégation de l'URSS et crée une atmosphère d'« euphorie démocratique » : l'échec des conservateurs, mal préparés, isolés et indécis, est présenté par les réformateurs comme une victoire des « forces progressistes » sur le totalitarisme et comme le début d'une nouvelle ère démocratique. Ce sentiment se traduit par la destruction par la foule des symboles clés de l'époque soviétique, dans le désir de « purifier » les lieux publics des insignes du passé.

À Moscou, le lendemain du putsch, la foule détrône le monument de Félix Dzerjinski, fondateur de la police politique soviétique et symbole par excellence de la répression politique de son piédestal à la place de Loubianka, face au quartier général du KGB ; quelques jours plus tard, les monuments d'autres personnages révolutionnaires sont détruits ou profanés dans les grandes villes. Cette destruction spontanée des symboles soviétiques par les citoyens constitue un signal pour les autorités locales et centrales : au bout de quelques jours, le maire de Moscou Gavriil Popov proclame que le bâtiment du Musée de Lénine sur la Place Rouge appartiendra désormais au Soviet de Moscou, sous prétexte que ce bâtiment abritait, avant la Révolution de 1917, le Parlement de Moscou. Dans cette déclaration se dessine la volonté de renouer avec les traditions prérévolutionnaires et de substituer à la symbolique communiste un autre sens historique. Le maire de Leningrad Anatolii Soltchak propose, à son tour, de retirer le

corps de Lénine du mausolée et de l'enterrer à Saint-Pétersbourg dans le tombeau familial⁸⁷².

La dynamique de l'effacement des noms communistes de la toponymie des villes se poursuit jusqu'en 1992 : des stations de métro, des rues et des villes sont rebaptisées avec la volonté d'effacer la « *parenthèse soviétique* » ; dans la plupart de cas le choix est fait au profit du retour à la toponymie prérévolutionnaire, bien qu'une partie des noms soit épuré de connotations politiques (voir tableaux 7 et 8 ci-dessous).

Tableau n° 7 : le changement des noms des stations de métro entre 1989 et 1992

<i>Ancien nom de station de métro et ses origines</i>	<i>Nouveau nom</i>
Kirovskaya. Nommée d'après Sergei Kirov, premier secrétaire du Comité du Parti de l' <i>oblast'</i> de Leningrad entre 1926 et 1934. Son assassinat en 1934 a servi le prétexte au début des répressions de masse qui ont abouti à la Grande Terreur (1937-1938).	Tchistye Proudy (Etangs Pures) Sans connotation politique, d'après le nom des étangs situés à la proximité de la station.
Dzerjinskaya D'après Félix Dzerjinski (1877-1926), fondateur du VTcheKa, police politique de l'État soviétique, devenue plus tard KGB.	Loubianka Nom prérévolutionnaire de la Place Dzerjinski où la station était située.
Prospect Marxa D'après Karl Marx.	Okhotniy Rjad (Le Rang de Chasseurs) Le nom prérévolutionnaire de la rue commerçante de proximité, où avant la révolution les chasseurs (<i>okhotniki</i>) vendaient du gibier.
Gor'kovskaya D'après l'écrivain soviétique Maxime Gor'kii (nom de plume d'Alexeï Pechkov) (1868-1936), ami de Lénine, fondateur du réalisme soviétique et écrivain engagé aux côtés des bolcheviks.	Tverskaya Retour au nom prérévolutionnaire : cette rue reliait au Moyen Age Moscou et Tver', deux villes puissantes.
Plosch'ad' Sverdlova D'après Iakov Sverdlov (1885-1919). Bolchevik d'origine juive, il aurait donné l'ordre d'exécuter la famille du tsar Nicolas 2 dans la nuit du 17 à 18 juillet 1918.	Teatral'naya (Théâtre) Le nouveau nom sans connotations politiques fait référence au Bolchoï Théâtre situé à la proximité
Lenino D'après Vladimir Lénine.	Tsaritsyno Retour aux symboles de la Russie prérévolutionnaire : « <i>tsaritsyno</i> » signifie « propriété de la tsarine ».
Kalininskaya D'après Mikhaïl Kalinine (1875-1946), homme politique soviétique, Président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS depuis 1934.	Alexandrovsky Sad (Le Jardin d'Alexandrov) Sans connotations politiques : d'après le nom du parc public situé le long des murs du Kremlin.
Kolkhoznaya Ce nom fait référence aux kolkhozes, une forme de coopération agricole communautaire dans l'Union Soviétique.	Soukharevskaja Retour au nom prérévolutionnaire : la place Bol'chaia Soukharevskaja a été baptisée d'après la tour éponyme construite au XVIII ^e .
Ploshad' Nogina D'après Viktor Nagine (1878-1924), révolutionnaire bolchevik et philosophe marxiste.	Kïtai Gorod Retour au nom prérévolutionnaire du quartier historique de Moscou où la station est située.

⁸⁷² DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 39

Jdanovskaya D'après Andreï Jdanov (1896-1948), idéologue soviétique staliniste et secrétaire général du Leningrad après la mort de Kirov, il a déterminé la politique culturelle soviétique, étant notamment le principal exégète du réalisme soviétique.	Vykhino Retour au nom prérévolutionnaire d'un village situé à cet endroit jusqu'aux années 1970.
---	--

Tableau n° 8 : le changement des noms des villes entre 1989 et 1991

<i>Nom soviétique</i>	<i>Nom prérévolutionnaire donné entre 1989 et 1992</i>
Sverdlovsk	Ekaterinbourg
Gorkii	Nijniï Novgorod
Leningrad	Saint-Pétersbourg
Komsomol'skii	Yougorsk
Ordjonikidze D'après Grigori Ordjonikidze (1886-1937), révolutionnaire géorgien et homme politique soviétique qui s'est suicidé lors de la période de la Grande Terreur.	Vladikavkaz
Gheorghiu-Dej D'après Gheorghe Gheorghiu-Dej (1901-1965), dirigeant du Parti Communiste roumain depuis 1947.	Liski
Kouïbychev D'après Valerian Kouïbychev (1888-1935), bolchévik et révolutionnaire russe, auteur et directeur de premiers plans quinquennaux.	Samara
Brejnev D'après Léonid Brejnev (1906-1982)	Naberejnye Tchelny
Andropov D'après Iouri Andropov (1914-1984)	Rybinsk

Pour autant, des villes et villages, ainsi que des rues, continuent à porter les noms soviétiques même après les événements de 1991 : ainsi Simbirsk, ville natale de Vladimir Lénine, rebaptisé Oul'yanovsk en 1924, d'après le véritable nom de famille de Lénine, continue à porter le nom de Simbirsk ; des dizaines de villes et de villages de province conservent le nom de Léninsk ; une dizaine de villes gardent des arrondissements de Lénine (« *leninskii raion* »), tout comme continuent d'exister de nombreuses rues et places portant le nom de Lénine. Paradoxalement, bien que Leningrad ait été rebaptisée Saint-Pétersbourg, la région dont il est le chef-lieu garde son nom soviétique : « *leningrandskaia oblast'* » / « la région de Leningrad ». Ces faits montrent que l'effacement du passé soviétique de la toponymie doit être interprété davantage comme une réaction immédiate provoquée par l'euphorie anticommuniste que comme le témoignage d'une politique mémorielle conséquente.

L'essentiel de la politique mémorielle est élaboré à cette époque au sein de commissions spécialement créées par le gouvernement : dirigées par des partisans des réformes proches de Boris Eltsine, elles jouent un rôle clé dans la formulation des objectifs de la politique mémorielle et dans sa mise en place. L'une de ces commissions est la commission dite « *La Commission Yakovlev* », d'après le nom d'Alexandre Yakovlev, l'un des acteurs phares de la *perestroïka*, promoteur de la politique d'ouverture et de transparence et proche collaborateur de Boris Eltsine. Visant la réhabilitation des victimes du communisme et la mise en place d'une politique mémorielle libérale, le travail de cette commission est illustratif des tendances caractéristiques de la période transitoire.

La Commission a été formée à la suite l'une décision du Bureau Politique dès 1987, sous le nom « *La Commission du Comité Central du Bureau Politique du PCUS portant l'étude approfondie des matériaux concernant les répressions des années 30 – 40 et du début des années 50* », ce nom montrant bien les limites posées à l'étude des documents d'archive à cette époque : elle ne concernait en effet que la période stalinienne, en vue de préparer la deuxième vague de réhabilitation (la première étant initiée par le XX^e Congrès). La composition de la Commission est un compromis caractéristique de la politique de Mikhaïl Gorbatchev : le démocrate Alexandre Yakovlev, Président de la Commission, est entouré de communistes conservateurs, comme Boris Pougou, président de la Commission du Contrôle intérieur du Parti qui veillait à sa discipline, ou Vladimir Krioutchkov, chef du KGB ; il est significatif que ces deux personnages seront parmi les organisateurs du coup d'État d'août 1991. Malgré cela, le travail de la Commission entre 1987 et 1991 a entraîné une vague de réhabilitations : grâce aux recherches effectuées au sein de la Commission, des milliers de figurants des affaires politiques de la Grande Terreur ont été réhabilités.

Si le travail de réhabilitation a été interrompu par la désagrégation de l'URSS et la dissolution de fait de la Commission, celle-ci sera restaurée, sous une forme renouvelée et avec des compétences étendues, en décembre 1992 par un oukase de Boris Eltsine⁸⁷³ : épurée des communistes conservateurs et renforcée par des

⁸⁷³ Oukase n° 1509 du 2 décembre 1992 « *Ob obrazovanii komissii pri prezidente Rossiiskoi Federatsii po reabilitatsii jertv polititchaskikh repressii* » / « Sur la création de la Commission rattachée à la Présidence de la Fédération de Russie chargée de la réhabilitation des victimes des

archivistes et des historiens d'orientation démocratique, la Commission est désormais en charge de l'étude approfondie de l'ensemble de la période soviétique, et non plus uniquement stalinienne, « *de l'analyse et de l'évaluation de l'envergure et des mécanismes des répressions sur l'ensemble de l'époque soviétique* »⁸⁷⁴, de la poursuite du travail en matière de réhabilitation des victimes, mais aussi de la « *diffusion des informations sur le caractère et l'envergure des répressions* » ; ce dernier point est crucial dans une période où la société est avide de révélations historiques. La Commission est dotée d'une marge de liberté assez importante : afin de faciliter son travail, un autre oukase concernant l'accès « *aux actes [normatifs] qui servaient la base des répressions de masse et des empiètements des droits de l'homme* »⁸⁷⁵ est signé par Boris Eltsine le 23 juillet 1992, donnant le feu vert à la Commission pour l'utilisation des archives secrètes du PCUS et du KGB dans ses enquêtes.

Le travail de la Commission après 1991 a généré la troisième vague de réhabilitations depuis le XX^e Congrès, visant cette fois l'ensemble de la période soviétique, à partir de 1917. La portée politique de ces lois de réhabilitation et leur importance symbolique pour la nouvelle Russie peuvent être illustrées par deux exemples : la loi sur la réhabilitation des peuples déportés et la loi générale de réhabilitation des victimes des répressions politiques, du 26 avril et du 18 octobre 1991 respectivement, adoptées par le Soviet Suprême dont le travail législatif est influencé par la fraction démocratique du PCUS « *Russie Démocratique* ».

La loi du 26 avril 1991 réhabilitant les peuples déportés pendant la période soviétique⁸⁷⁶ est inspirée par l'idée de restauration de la justice politique et sociale : la loi prévoit non seulement une série de mesures relatives à la restauration de l'intégrité territoriale et politique (la reconnaissance du droit au développement national, la protection des droits civils et politiques, la possibilité du retour sur les

répressions politiques », http://www.lawrussia.ru/texts/legal_383/doc383a242x895.htm, consulté le 25 février 2014

⁸⁷⁴ *ibid.*

⁸⁷⁵ Oukase n° 658 du 23 juin 1992 « *O sniatii ogranitchitel'nykh grifov s zakonodatel'nykh i inykh aktov, sloujivchikh osnovaniem dlia massovykh repressii i posiatatelstv na prava tcheloveka* » / « Sur la levée du secret des actes normatifs qui servaient la base des répressions de masse et des empiètements des droits de l'homme », <http://www.consultant.ru/online/base/?req=doc;base=E XP;n=223368>, consulté le 25 février 2014

⁸⁷⁶ Loi fédérale n° 1107-1 du 26 avril 1991 « *O reabilitatsii repressirovannykh narodov* » / « Sur la réhabilitation des peuples réprimés », <http://www.consultant.ru/online/base/?req=doc;base=LA W;n=4434>, consulté le 25 février 2014

territoires historiques) des peuples déportés, mais encore la réparation matérielle (des compensations, des privilèges), culturelle (la restauration de l'héritage historique et culturel, le droit de revenir à l'ancienne toponymie) et sociale (la triple augmentation des retraites). Les termes de la loi sont significatifs : les parlementaires adoptent la rhétorique de la purification, en vogue à cette époque, pour souligner la rupture avec les anciennes pratiques : la modernisation de la société soviétique, la démocratisation et la formation de l'État de droit exigent « *la purification de toutes les sphères de la vie sociale des déformations et déviations par rapport aux valeurs partagées par l'humanité tout entière* »⁸⁷⁷ ; la déportation des peuples est qualifiée de « *génocide* » aux termes de la loi⁸⁷⁸.

La loi sur la réhabilitation générale des victimes des répressions politiques est adoptée par le Parlement de la Fédération de Russie et promulguée le 18 octobre 1991⁸⁷⁹. Le préambule condamne la pratique de la terreur et « *les persécutions de masse* » qui ont touché « *des millions* », comme « *incompatibles avec les idées de la légalité et de la justice* » ; le Parlement réaffirme solennellement « *[s]a détermination d'obtenir des réelles garanties dans le domaine de légalité et droits de l'homme* », afin que la terreur et de l'arbitraire ne reviennent jamais : l'État soviétique est qualifié de « *totalitaire* ». Ces formules soulignent une fois encore la volonté de marquer la rupture avec la période précédente et de s'engager vers la démocratie et l'État de droit.

Les qualifications de « *répressions politiques* » et de « *victimes* » données par la loi sont très extensives. Les répressions politiques sont définies comme « *toute mesure de coercition mise en œuvre par l'État pour des motifs politiques sous forme d'homicide ou d'emprisonnement, d'internement forcée, d'expulsion du pays et de déchéance de la nationalité, déportation des groupes de population des lieux d'habitation [...], association aux travaux forcés dans les conditions de limitation de la liberté, ainsi que toute autre infraction ou limitation des droits et des libertés des personnes [...] mises en œuvre suite aux décisions des juridictions et autres organes dotés des fonctions juridictionnelles, ainsi que des organes du pouvoir exécutif* ». Quant aux victimes, elles sont définies comme « *toute personne reconnue comme présentant un danger social pour l'État et pour le régime politique à base des caractéristiques de classe, sociales, nationales, religieuses ou autres* ». Selon ces caractéristiques, toute personne condamnée pendant la période soviétique pourrait théoriquement obtenir le statut de victime des répressions politiques. Non seulement la loi réhabilite expressément toutes les victimes des répressions politiques « *qui les ont subies sur*

⁸⁷⁷ Loi « Sur la réhabilitation... », *op. cit.*

⁸⁷⁸ *ibid.*

⁸⁷⁹ Loi fédérale n° 1761-1 du 18 octobre 1991, « O reabilitatsii jertv politicheskikh repressii » / « Sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques », <http://ntc.duma.gov.ru/bpa/vdoc.phtml?bpaid=1&code=2245&offset=0>, consulté le 26 février 2014

l'ensemble de territoire de la Fédération de Russie à partir du 25 octobre (7 novembre) 1917 », mais encore elle vise à la réhabilitation de leurs droits politiques et à la « *réparation matérielle des torts subis dans la mesure du possible* »⁸⁸⁰.

La promulgation de cette loi réhabilitant l'ensemble des victimes des répressions politiques n'interdira pas l'adoption de lois ultérieures, visant à réhabiliter telle ou telle catégorie sociale, ethnique ou religieuse : à forte portée symbolique, ces lois évoquent à chaque fois des pages cachées de l'histoire et permettent aux parlementaires de réaffirmer leur adhésion aux valeurs démocratiques. De 1992 à 1996, sur la base des dossiers préparés par la Commission Yakovlev, par les oukases du Président Boris Eltsine seront réhabilités les cosaques⁸⁸¹, les marins de Cronstadt⁸⁸², le peuple de la Yakoutie⁸⁸³, les anciens prisonniers de guerre soviétiques⁸⁸⁴, le clergé et les croyants victimes des répressions⁸⁸⁵, mais aussi les participants aux soulèvements paysans de 1918-1922⁸⁸⁶ et des personnes réprimées suite aux événements à Novotcherkassk en 1962⁸⁸⁷. Tout au long de cette période, la Commission étudie également la politique répressive du pouvoir assurant le monopole du parti unique (répressions touchant les organisations politiques anarchistes et les partis socialistes) ou contre l'intelligentsia, de 1917 à 1937 ; la commission démontrera également le caractère infondé des accusations dont le maréchal Joukov a été l'objet en 1957⁸⁸⁸. Par ailleurs, afin d'assurer la mise en place effective de la loi sur la réhabilitation des victimes, des commissions locales chargées de la restauration des droits des victimes des répressions sont créées par un décret gouvernemental dès 1992. Ces commissions locales sont chargées : de la réparation des torts causés par les répressions ; de l'aide aux victimes dans la recherche des

⁸⁸⁰ *ibid.*

⁸⁸¹ Oukase n° 623 du 15 juin 1992 « Sur les mesures de la réhabilitation des peuples réprimés concernant les cosaques », <http://base.garant.ru/12123593/>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸² Oukase n°65 623 du 10 janvier 1994, « Sur les événements à Kronchtadt en printemps 1921 », <http://www.memorial.krsk.ru/zakon/940110.htm>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸³ Oukase n° 834 du 26 avril 1994, « Sur la restauration de la justice concernant les représentants du peuple de Yakoutie réprimés dans les années 20-30 », <http://docs.cntd.ru/search/ykazprezidenta/year/1994/month/4>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸⁴ Oukase n°63 du 24 janvier 1995, « Sur la restauration des droits des citoyens russes – anciens prisonniers de guerre soviétiques et des civils rapatriés dans la période de la Grande Guerre patriotique et dans la période de l'après-guerre », <http://law7.ru/base51/d5ru8057.htm>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸⁵ Oukase n°378 du 14 mars 1996, « Sur les mesures de la réhabilitation des clergés et des croyants, victimes des répressions arbitraires », <http://www.memorial.krsk.ru/zakon/960314.htm>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸⁶ Oukase n° 931 du 18 juin 1996, « Sur les soulèvements paysans de 1918-1922 », <http://www.memorial.krsk.ru/zakon/960618.htm>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸⁷ Oukase n° 858 du 8 juin 1996, « Sur les mesures complémentaires de la réhabilitation des personnes réprimées pour la participation aux événements à Novotcherkassk en juin 1962 », <http://memory.irk.ru/p12.htm>, consulté le 27 février 2014

⁸⁸⁸ YAKOVLEV Alexandre, *Soumerki / Pénombre*, Moscou, Materik, 2005, p. 26

documents et des matériaux de leurs dossiers, en assurant la collaboration avec les archives et les autorités publiques compétentes ; de l'organisation du régime de privilèges sociaux pour les victimes de répressions ; de la mise en place de « *Livres de mémoire* » locaux et de la publication régulière des listes des réhabilités⁸⁸⁹.

2. *Les remaniements du calendrier commémoratif*

Le pouvoir n'a pas seulement entendu se détacher de l'époque soviétique ; il a également fait des efforts pour construire une nouvelle mythologie afin d'enraciner l'identité de la Russie postsoviétique. Cette politique est observable notamment dans le domaine commémoratif : dès l'automne 1991, de nouvelles dates apparaissent sur le calendrier, avec l'ambition de perpétuer la mémoire de la période totalitaire et d'unir la population autour du rejet des méthodes staliniennes.

Le 18 octobre 1991, le jour de la promulgation de la loi sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques, le gouvernement signe un décret proclamant le 30 octobre « *La journée de la mémoire des victimes des répressions politiques* »⁸⁹⁰. La date n'a pas été choisie par hasard : ce jour-là, en 1974, les détenus politiques de plusieurs camps de travail ont proclamé une grève de faim afin de protester contre les répressions politiques ; depuis, les détenus politiques soviétiques commémoraient cette journée en tant que « *Journée de détenu politique* ». Depuis 1987, cette journée était régulièrement marquée par des manifestations à Moscou et dans certaines grandes villes⁸⁹¹. En 1990, les manifestants inaugurent le premier lieu de mémoire des répressions en URSS, posant une pierre non taillée transportée depuis les îles Solovki, à l'extrême nord de la Russie, où le premier camp de concentration a été construit à l'époque soviétique ; elle est posée de façon symbolique sur la place de Loubianka, face au bâtiment du KGB et au monument de Félix Dzerjinski, qui sera détrôné un an après par la foule, dans « *un acte fondateur pour la nouvelle Russie post-totalitaire* »⁸⁹².

Après 1991, la mémoire des victimes est consacrée au niveau étatique, constituant un signe fort du changement de la politique mémorielle. Toutefois, les experts pointent la faible envergure des lieux de mémoire compte tenu de l'ampleur de la terreur : ainsi, si les bases de données de l'ONG *Mémorial* comptent 500 monuments, plaques commémoratives et inscriptions commémoratives (dont

⁸⁸⁹ *Postanovlenie Prezidiouma Verkhovnogo Sovieta Rossiiskoi Federatsii* n° 2610-1 du 30 mars 1992 « *Ob outverjdenii Polojenia o komissiiakh po vosstanovleniiou prav rehabilitirovannykh jertv politicheskikh repressii* » / Arrêté du Présidium du Soviet Suprême de la Fédération de Russie « Sur la mise en place des commissions de restauration des droits des victimes des répressions politiques réhabilitées », <http://www.memorial.krsk.ru/zakon/920330.htm>, consulté le 28 février 2014

⁸⁹⁰ *Postanovlenie Verkhovnogo Sovieta RSFSR* n° 1761-1-I du 18 octobre 1991, « *Ob oustanovlenii dnia pamyati jertv politicheskikh repressii* » / Arrêté du Soviet Suprême de RSFSR « Sur l'établissement de la journée de la mémoire des victimes des répressions politiques », <http://www.memorial.krsk.ru/zakon/9110182.htm>, consulté le 28 février 2014

⁸⁹¹ « *30 oktiabria – den' pamiati jertv politicheskikh repressii* » / « 30 octobre – la journée de la mémoire des victimes des répressions politiques », *Regnum*, 30 octobre 2005, <http://www.regnum.ru/news/534902.html>, consulté le 28 février 2014

⁸⁹² ETKIND Alexandre, « Hard and Soft in Cultural Memory », *Grey Room*, n° 16, 2004, pp. 36-59

uniquement deux musées) à la mémoire des victimes de la terreur, le système du Goulag, qui, selon les mêmes sources, comprenait 400 camps, est absent du paysage mémoriel⁸⁹³. Analysant les lieux de mémoire consacrés aux victimes des répressions, Alexandre Etkind constate : « *Les monuments de la terreur en Russie : manque d'imagination, manque de politique, manque d'information, manque de symboles soviétiques, représentations des victimes passives attendant la mort inévitable, pas de signe de résistance, de solidarité entre prisonniers politiques, pas d'explication ni de symbolisation du système qui exigeait ces sacrifices... et tout cela bien sûr en quantité insuffisante* »⁸⁹⁴. Qui plus est, presque tous les projets de ce type ont été initiés par des personnes privées et des ONG, comme *Mémorial*. Cette « *mémoire sans monuments* » serait « *molle* » et par conséquent plus vulnérable à l'oubli que celle « *consolidée* » par des lieux de mémoire⁸⁹⁵.

Si la politique mémorielle a été inspirée par l'antistalinisme qui puise ses racines dans la dynamique lancée par la *perestroïka*, la légitimation du nouveau régime était nécessaire : une nouvelle mythologie autour de l'idée de l'indépendance sera forgée par les réformateurs, suivant l'exemple des républiques soviétiques ayant adopté des déclarations de la souveraineté par rapport à Moscou. Le jour de l'adoption de la Déclaration de la souveraineté nationale le 12 juin 1990 par le Soviet Suprême, le 25 mai 1991, est proclamé « *Journée de l'indépendance de la Russie* » ; en 1992, Boris Eltsine qualifie cette fête de « *Journée de la libération de la Russie* ». Toutefois, dès le début, cette fête est marquée par des controverses : si les députés démocratiques s'efforcent de l'ériger en fête nationale, ils se heurtent à l'opposition des adversaires politiques de Boris Eltsine, principalement les députés communistes, pour qui cette proclamation de la souveraineté nationale par la Russie est associée à deux événements considérés comme catastrophiques pour la Russie : la chute de l'URSS et l'élection de Boris Eltsine à la présidence de la Russie. Par ailleurs, la fête est froidement accueillie par la population russe, en premier lieu en raison de l'opacité de la formule : comme le pointaient certains observateurs, le mot « *indépendance* » n'était pas approprié pour qualifier les processus qui ont conduit à la chute de l'URSS. Si les anciennes républiques soviétiques pouvaient effectivement célébrer leur indépendance politique par rapport au centre des décisions politiques,

⁸⁹³ ETKIND Alexandre, *precit.*

⁸⁹⁴ *ibid.*

⁸⁹⁵ ETKIND Alexandre, « Hard and Soft in Cultural Memory », *Grey Room*, n° 16, 2004, pp. 36-59

c'est-à-dire Moscou, la question était plus délicate pour la Russie, qui se proclame en 1992 légitime héritière de l'URSS⁸⁹⁶ : peut-on célébrer l'indépendance de soi-même ? Cette ambiguïté initiale explique l'indifférence de la population vis-à-vis de cet événement : des études sociologiques montrent que le sens de la fête est resté un mystère pour une grande partie des Russes⁸⁹⁷.

L'échec du coup d'État du Comité autoproclamé de Situation d'Urgence (GKChP), en août 1991 fournira une autre occasion pour Boris Eltsine de poser les fondations de la nouvelle mythologie nationale : Eltsine et ses collaborateurs hissent immédiatement le drapeau anticomuniste, présentant cette victoire comme le point culminant de la lutte des « *forces démocratiques* » contre les « *forces réactionnaires* » longue de 70 ans⁸⁹⁸ ; la mise en avant théâtralisée du Président debout sur un char, appelant les Moscovites à la résistance à GKChP, renforce cette image. Le lendemain de l'arrestation des membres du complot, devant les représentants des médias russes au Kremlin, Boris Eltsine félicite la nation « *de la victoire... des forces de la démocratie et des supporteurs du changement, de tout le peuple russe, sur la réaction* »⁸⁹⁹ ; il compare le « *sentiment patriotique* » des défenseurs de la Maison Blanche qui avaient formé autour du bâtiment un cercle vivant le 19 août 1991, à celui des vainqueurs de la Grande Guerre patriotique : l'unité nationale devait être assurée par la défaite de l'ennemi commun. La journée est immédiatement inscrite dans le calendrier commémoratif par l'instauration de la fête nationale, « *Le Jour de la Liberté* », le 22 août 1991. D'autres mesures sont censées ancrer cet événement dans l'imaginaire national : la place devant la Maison Blanche est rebaptisée « *Place de la Liberté* », et les citoyens qui ont participé aux événements sont décorés par le Président au cours d'une cérémonie largement médiatisée⁹⁰⁰. Pour autant, cette fête est loin de faire l'unanimité au sein de la société russe, en premier lieu à cause des interprétations divergentes du putsch : si pour Eltsine et son entourage il s'agit d'une « *victoire de la démocratie* », les forces

⁸⁹⁶ *Rechenie Soveta Glav Gosoudarstv outchastnikov soudroujestva nezavisimyh gosoudarstv ot 20.03.92 o pravopreemstve v otnochenii dogovorov predstavliaiouschikh vzaimnyi interes / La décision du Conseil des Chefs des États membres de la Communauté des États Indépendants du 20 mars 1992, sur la succession légale concernant les accords représentant des intérêts mutuels, http://lawrussia.ru/texts/legal_185/doc185a655x748.htm, consulté le 25 février 2014*

⁸⁹⁷ SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory During the Eltsin's Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 93

⁸⁹⁸ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 38

⁸⁹⁹ SMITH Kathleen, *op. cit.*, p. 30-31

⁹⁰⁰ SMITH Kathleen, *op. cit.*, p. 33

politiques communistes et national-patriotes considèrent cette journée comme une « *journée du deuil de l'URSS* »⁹⁰¹.

Un autre exemple de ces controverses provoquées par le remaniement du calendrier commémoratif est la journée de la Constitution. En 1994, Boris Eltsine signe un oukase proclamant le 12 décembre « *Journée de la Constitution russe* » et jour férié⁹⁰². Toutefois, tout comme la « *Journée de la liberté* » et le « *Jour de l'indépendance* », cette nouvelle fête n'a jamais été marquée par des festivités et des célébrations, restant des fêtes artificielles et sans réel enracinement populaire.

En somme, malgré les efforts du pouvoir en vue de promouvoir des fêtes nouvelles exaltant l'identité démocratique de la nouvelle Russie, aucune nouvelle tradition n'est inventée⁹⁰³. En 1994, le journal libéral *Izvestiia* affirme : « *Il y a cinq ans, n'importe quel écolier était capable de décrire les symboles de l'État – le drapeau, le blason, l'hymne et la plus grande fête. Aujourd'hui, la même question laisserait perplexe la plupart des adultes* »⁹⁰⁴.

3. Le difficile choix des symboles nationaux

Peu après l'adoption de la nouvelle Constitution de 1993, le Président signe une série d'oukases sur les symboles nationaux (n° 2050 du 30 novembre 1993 sur le blason national, n°2126 et n°2127 du 11 décembre 1993 sur le drapeau et l'hymne national), provoquant un débat dans le Parlement : les députés contestent la compétence du Président dans ce domaine, soulignant que l'élaboration des symboles nationaux relève du domaine législatif. La nécessité d'adopter un système cohérent de symboles nationaux est considérée comme cruciale par les députés : dans cette période de tensions politiques, l'adoption des symboles nationaux permettrait d'« *unir notre peuple, qui est déjà fracturé, cette fracture se creusant de plus en plus tous les jours* »⁹⁰⁵. La mise en place de deux commissions, parlementaire et gouvernementale, chargées de préparer la loi, reflète le désaccord entre l'exécutif et le législatif dans le domaine mémoriel : tandis que le service héraldique de l'État en

⁹⁰¹ *ibid.*.

⁹⁰² Oukase n° 1926 du 19 septembre 1994, <http://www.referent.ru/1/5043>, consulté le 25 février 2014

⁹⁰³ SMITH Kathleen, *op. cit.*, p. 97

⁹⁰⁴ *ibid.* p. 94

⁹⁰⁵ Compte rendu intégral des débats dans la Douma d'État sur les symboles nationaux, 7 décembre 1994, <http://transcript.duma.gov.ru/node/3126/>, consulté le 28 février 2014

étroite collaboration avec les ministères prépare un projet de loi fédérale sur les symboles nationaux, optant pour le retour à la symbolique prérévolutionnaire, la commission parlementaire dominée par les députés communistes dépose une contre-proposition, proposant de garder le drapeau rouge et le blason soviétique avec de légères modifications. Le 7 décembre 1994 le projet aussi bien que la proposition sont inscrits à l'ordre du jour de la Chambre basse ; la suite du débat illustre l'affrontement de deux visions du passé soviétique dans l'espace symbolique.

Trois variantes de drapeaux d'État, deux variantes de blasons et deux hymnes ont été envisagées lors du débat, renvoyant chacun à une vision de la future Russie : le drapeau rouge, le drapeau impérial noir-jaune-blanc, et le tricolore prérévolutionnaire blanc-bleu-rouge ; le blason soviétique et le blason tsariste (l'aigle bicéphale) ; enfin, l'hymne soviétique sans paroles et « *Le chant patriotique* » (1833) sans paroles du compositeur Mikhaïl Glinka.



Image n° 14 : les trois drapeaux envisagés lors du débat (de gauche à droite) : le drapeau soviétique, le drapeau de l'Empire russe et le drapeau prérévolutionnaire.

L'essentiel du débat est marqué par la confrontation entre la symbolique soviétique (drapeau rouge, blason et hymne soviétiques) et la symbolique prérévolutionnaire (tricolore et aigle bicéphale), le drapeau impérial étant rejeté dès le début par les deux parties. Les discussions ardentes qui se déroulent autour de ces symboles sont sous-tendues par des questionnements plus profonds : que symbolise en effet le drapeau rouge et le tricolore pour la société russe ? Quel passé, prérévolutionnaire ou soviétique, doit être mis en avant par les nouveaux symboles nationaux ?

La position du gouvernement s'inscrit dans la politique d'effacement des symboles soviétiques pour restaurer les liens historiques rompus par la « *parenthèse communiste* ». Ainsi le rapporteur du projet de loi défend le tricolore et le nouvel hymne russe, « *Le chant Patriotique* » de Glinka et le blason de l'État tsariste. En effet, affirme-t-il, la Russie a le droit « *d'avoir ses propres emblèmes qui étaient les siens pendant des siècles* »⁹⁰⁶. Enfin, conclut le rapporteur, depuis les événements d'août 1991 le drapeau blanc-bleu-rouge est chargé d'une symbolique démocratique, car c'est ce drapeau-là qui a été spontanément hissé par les foules qui soutenaient Boris Eltsine en août 1991. Ce serait donc un choix politique qui « *consolidera le pays* ».

Si pour le gouvernement le tricolore permettra de renouer à la fois avec l'histoire prérévolutionnaire et avec l'élan démocratique de 1991, le projet se heurte à la résistance des communistes qui avancent plusieurs arguments justifiant la nécessité de préserver les symboles soviétiques dans la symbolique de la Russie postsoviétique.

⁹⁰⁶ *ibid.*.

Le principal argument des communistes en faveur du drapeau rouge est le fait qu'il serait fermement attaché, dans la conscience des gens, à la victoire dans la Grande Guerre patriotique et à la grande puissance du pays, tandis que le tricolore n'a « *jamais été associé aux victoires* »⁹⁰⁷. L'opinion publique, affirment les députés communistes, n'accepteraient jamais le tricolore qui ne représente pas « *la grandeur et la puissance de la Russie* ». « *La couleur rouge du drapeau c'est la couleur de la Victoire dans la plus grande des guerres. Ce drapeau a été hissé sur le Reichstag* ». Le même argumentaire a été employé afin de défendre l'hymne soviétique : non seulement la Russie est le successeur en droit de l'Union Soviétique, mais aussi avec l'hymne soviétique, « *notre pays a effectué la plus grande victoire, il est donc associé à l'époque de l'épanouissement de notre Patrie* », car « *nous étions, je vous le rappelle, la deuxième puissance du monde* », affirme un député communiste.

Par ailleurs, les députés communistes critiquent le principe même de l'effacement de la symbolique soviétique de l'histoire de la nouvelle Russie qui « *fait outrage aux sentiments nationaux des Russes* » en « *rayant l'histoire après octobre 1917* »⁹⁰⁸.

De surcroît, rappellent les communistes, l'adoption du blason soviétique inscrira la Russie en continuité avec la tradition républicaine⁹⁰⁹, dans la mesure où la faucille et le marteau symbolisent les valeurs du travail.

À l'issue d'une journée entière des débats, l'intransigeance des deux positions conduit à l'impasse et pousse nombre de députés à appeler à un compromis sans lequel, affirment-ils, ni le projet présidentiel, ni la proposition des communistes ne réuniront la majorité qualifiée nécessaire pour voter la loi. Si certains députés trouvent qu'il serait « *plus raisonnable de ne pas toucher à ces questions [...] compte tenu de la période transitoire dans laquelle se trouve notre société* »⁹¹⁰, d'autres proposent de fusionner les deux symboliques au sein d'un seul et même drapeau : ainsi le député Vassilii Vershinine (le Parti agraire) affirme : « *Je suis sûr qu'on pourrait [...] placer deux drapeaux sur un seul* »⁹¹¹. Un autre compromis est proposé par le député Dorovskikh du parti ultranationaliste LDPR : le drapeau rouge peut être gardé uniquement pour l'armée, puisqu'il reste attaché aux victoires militaires de l'URSS, tandis que le tricolore serait adopté comme le symbole de l'État russe. Le lendemain, le débat reprend, mais un consensus n'est pas trouvé : ni le projet de loi du gouvernement, ni la proposition des communistes ne recueillent la nécessaire majorité qualifiée des voix.

Tableau n° 9. La répartition des votes pour le projet et la proposition de loi sur les symboles nationaux le 9 avril 1994.

⁹⁰⁷ *ibidem.*

⁹⁰⁸ *ibidem.*

⁹⁰⁹ *ibidem.*

⁹¹⁰ *ibidem.*

⁹¹¹ *ibidem.*

		
<i>Pour</i>	134	162
<i>Contre</i>	126	85

La décision est prise de convoquer une commission mixte dite « *de réconciliation* », mais ses travaux ne conduiront pas à l'adoption définitive des symboles. Une deuxième tentative sera entreprise en 1997, mais cette fois encore, les parlementaires ne parviendront pas à adopter la loi. Ainsi de 1994 jusqu'en 2000, l'existence et l'utilisation des symboles nationaux russes (le drapeau tricolore, le blason impérial et l'hymne sans paroles de Mikhaïl Glinka) ont reposé juridiquement sur les oukases de Boris Eltsine de 1994, non sur la loi fédérale. Par ailleurs, tout au long de cette période la symbolique nationale reste hétérogène : les tours du Kremlin, où les étoiles rouges voisinent avec les aigles bicéphales, sont un symbole par excellence de l'ambiguïté de la politique mémorielle.

B. L'importance stratégique des archives

La chute de l'URSS initie un autre processus crucial pour la politique mémorielle de la Russie postsoviétique, baptisé par les chercheurs « *la révolution dans les archives* ». Tout au long de l'époque soviétique et même pendant les dernières années de la *perestroïka*, les historiens ont fait face aux difficultés d'accès aux archives d'État : chaque historien voulant travailler sur ces archives était obligé d'obtenir une lettre d'appui d'une organisation étatique et par conséquent d'une unité du Parti Communiste, ce qui donnait au Parti la possibilité de contrôler les recherches historiques. La situation change en août 1991 : après l'échec du putsch des conservateurs, l'ouverture des archives du PCUS et du KGB constitue un acte symbolique fort, marquant la rupture avec l'opacité des pratiques et des institutions soviétiques. Par les oukases du Président Boris Eltsine, les archives du PCUS sont mises sous contrôle du département d'État des archives, tandis que les archives du KGB sont temporairement scellées, dans l'attente de leur transfert ultérieur dans un dépôt général d'État. À cette époque, l'accessibilité des archives, et notamment celles du KGB et du PCUS, aux chercheurs et au public, est considérée comme le signe par excellence du changement : la démocratie implique le libre accès aux informations.

1. *La Commission Volkogonov*

À l'automne 1991, le gouvernement crée par décret (n° 1746-1 du 14 octobre 1991) une Commission chargée d'élaborer une nouvelle réglementation en matière d'archives, sous la direction de l'archiviste Roudolf Pikhoia et de l'historien Dimitri Volkogonov, conseiller du Président. La Commission réunit des personnalités très diverses : députés, représentants de la société civile, archivistes, fonctionnaires, ainsi que d'autres personnalités phares du mouvement pour « *l'histoire démocratique* », comme l'historien Youri Afanassiev. La Commission est censée effectuer l'inventaire de tous les documents des archives du PCUS et du KGB, y compris aux documents de plus haute importance, et préparer un règlement temporaire ; elle est en outre invitée à associer à son travail des scientifiques et des conseillers politiques du Président⁹¹². En 1992, le décret complémentaire de Boris Eltsine élargit encore davantage le champ de compétences de la Commission, déclassifiant tous les documents relatifs aux répressions politiques de l'époque soviétique. Dans le préambule du décret, le Président souligne que l'accès à l'information constitue un droit des citoyens et met en avant la rupture que ce décret constitue par rapport aux pratiques de l'époque soviétique⁹¹³.

La création de cette Commission et le transfert des archives secrètes du PCUS et du KBG dans les dépôts d'État marquent une nouvelle étape de la politique mémorielle : non seulement les chercheurs ont désormais accès aux archives, mais aussi cette Commission pose les jalons d'une nouvelle réglementation concernant l'accès aux documents des personnes privées : le 7 juillet 1993, le Parlement vote, sur proposition de la Commission, la première loi russe sur l'accès aux archives « *Les bases législatives de la Fédération de Russie concernant les fonds d'archives* »⁹¹⁴. Le décret sur « *la réalisation de la politique d'État en matière des archives* »⁹¹⁵ est signé

⁹¹² Décret du Présidium du Soviet Suprême du RSFSR n° 1746-1 du 14 octobre 1991, <http://docs.cntd.ru/document/901606517>, consulté le 28 février 2014

⁹¹³ Oukase n° 658 de 23 juin 1992 « *O sniatii ogranitchitel'nykh grifov s zakonodatel'nykh i inykh aktov, sloujivchikh osnovaniem dlia massovykh repressii i posiagatelstv na prava tcheloveka* » / « Sur la levée du secret des actes normatifs qui servaient la base des répressions de masse et des empiètements des droits de l'homme », <http://www.consultant.ru/online/base/?req=doc;base=EXP;n=223368>, consulté le 28 février 2014

⁹¹⁴ « *Osnovy zakonodatel'stva Rossiiskoi Federatsii ob Arkhivnom Fonde Rossiiskoi Federatsii i arkhivakh* » / « Les bases de la législation de la Fédération de la Russie concernant les fonds d'archives » <http://www.rusarchives.ru/lows/zakon.shtml>, consulté le 28 février 2014

⁹¹⁵ Arrêté du 23 août 1993, « *O realizatsii gosudarstvennoi politiki v arkhivnom dele* » / « Sur la réalisation de la politique d'État dans les archives », <http://open.lexpro.ru/document/15769#14>, consulté le 28 février 2014

en août 1993, définissant des mesures concrètes censées faciliter la mise en place de la nouvelle politique d'archives.

2. Les documents secrets comme moyen de réinvestir la scène internationale

Si l'ouverture des archives a constitué un grand pas vers la transparence au niveau national, elle a surtout été de très grande importance au niveau international, notamment dans les relations entre la Russie et les États-Unis : à partir de 1991, des documents issus des archives secrètes deviennent un instrument dans le jeu diplomatique. L'accès aux informations secrètes constitue pour Boris Eltsine un argument dans les négociations internationales et le moyen de se positionner comme le leader de la nouvelle Russie démocratique.

En juin 1992, lors de son voyage aux États-Unis, Boris Eltsine fait de l'ouverture des archives un point-clé de son discours, afin de peser sur le vote du *Freedom Support Act (Freedom for Russia and Emerging Eurasian Democracies and Open Markets Support Act)*⁹¹⁶ par le Congrès américain.

Cet acte, censé autoriser les États-Unis d'aider les douze nouveaux États de l'ex – URSS, est de la plus grande importance pour la Russie : l'acte prévoit non seulement l'assistance diplomatique, économique et politique des États-Unis aux régions touchées par la crise économique et les conflits militaires et un vaste programme d'aide humanitaire, mais aussi la mise en place des programmes de soutien aux réformes démocratiques et au libre marché dans les États ex-soviétiques ; à cet égard, la loi prévoyait l'augmentation de 12 milliards de dollars de la contribution financière des États-Unis au Fond Monétaire International, et autorisait une aide bilatérale de 410 millions des États-Unis à la Russie. Par ailleurs, la loi abolissait certaines restrictions législatives concernant les relations des États-Unis avec les nouveaux États indépendants qui dataient de la période de la Guerre froide⁹¹⁷.

Lors de ce voyage, Boris Eltsine insiste à plusieurs reprises sur l'importance de l'ouverture des archives symbolisant le tournant occidental de la politique étrangère russe : dans son intervention devant le Congrès, il promet de révéler les informations concernant les prisonniers de guerre et les portés disparus américains dont les traces pourraient être trouvées dans les archives russes, provoquant une ovation des députés : « *Je vous promets : on regardera chaque document, dans chaque archive, afin d'élucider le destin de chaque Américain porté disparu. Je vous donne ma parole*

⁹¹⁶ Public Law N°102 – 511 S. 2532 du 24 octobre 1992 « The Freedom for Russia and Emerging Eurasian Democracies and Open Markets Support Act », <http://www.fas.org/nuke/control/ctr/docs/s2532.html>, consulté le 28 février 2014

⁹¹⁷ BUSH George, *Statement on Signing the FREEDOM Support Act*, 24 octobre 1992, PETERS Gerhard, WOOLEY T. John, *The American Presidency Project*, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=21658>, consulté le 28 février 2014

de Président : tout Américain arrêté chez nous, si on peut encore retrouver ses traces, je le retrouverai. Je le rendrai à sa famille »⁹¹⁸. Boris Eltsine conclut son discours en faisant une allusion explicite à la signature de *Freedom Support Act* : présentant l'ouverture des archives comme un acte politique, il demande en contrepartie que l'Acte soit signé ; « *nous avons fait des pas de notre côté, maintenant c'est à vous [d'agir]* », déclare-t-il à la tribune du Congrès.

L'exposition « *Revelations from the Russian Archives* » / « Les révélations des archives russes » (juin – juillet 1992) à la Bibliothèque du Congrès constitue un autre acte symbolique de la diplomatie symbolique de Boris Eltsine lors de son voyage aux États-Unis⁹¹⁹. Afin d'apporter des preuves matérielles de l'ouverture de la Russie vis-à-vis de la communauté internationale, il charge la Commission Volkogonov de sélectionner un échantillon de 500 documents secrets provenant des archives du Comité central du PCUS, des archives personnelles des Secrétaires généraux et du KGB. Le premier volet de documents concernait la politique intérieure de l'État soviétique, focalisant sur l'activité répressive : ont été présentés des documents concernant l'exécution de la famille du tsar Nicolas II ; l'organisation, la structure et le travail des polices secrètes ; l'organisation et la mise en pratique des purges dans le Parti ; la censure ; le système concentrationnaire ; les persécutions des intellectuels dissidents par le pouvoir ; la collectivisation et la famine en Ukraine ; mais aussi les dossiers personnels des hauts dirigeants soviétiques. Le second volet portait spécifiquement sur les relations entre l'URSS et les États-Unis, révélant des documents secrets de la période de la Guerre froide. Exposés pour la première fois à la Bibliothèque du Congrès, ces documents inédits suscitent l'attention ; l'exposition est présentée comme le symbole même de la rupture « *que la nouvelle Russie démocratique veut effectuer avec tout le passé soviétique* » : elle est censée représenter la nouvelle Russie, « *soucieuse d'affirmer la valeur fondamentale de libre accès à l'information* »⁹²⁰. Toutefois, si cette exposition fait fureur aux États-Unis, elle est clairement destinée à l'usage externe : contrairement aux déclarations initiales de la Commission Volkogonov, aucune exposition de ce genre et de cette envergure

⁹¹⁸ Discours de Boris Eltsine devant le Congrès le 12 juin 1992, <http://www.mywebs.su/blog/video/9115.html>, consulté le 28 février 2014

⁹¹⁹ Le site de l'exposition <http://www.loc.gov/exhibits/archives/intro.html>, consulté le 28 février 2014

⁹²⁰ Library of Congress, *Introduction to the Exhibit*, <http://www.loc.gov/exhibits/archives/intro.html>, consulté le 28 février 2014

n'a été organisée ultérieurement en Russie⁹²¹ ; en revanche, des documents secrets sont régulièrement mis à disposition de la presse russe et étrangère sur les ordres de Boris Eltsine, notamment les documents concernant les répressions et les crises de la période de la Guerre froide⁹²².

La révélation graduée et sélective des documents d'archives permet à la Russie de relancer également ses relations avec les anciens pays du bloc soviétique. En effet, même après la chute de l'URSS, les relations entre la Russie et les pays de son étranger proche restent tendues. Comprenant l'importance d'une réconciliation avec les pays qui ont été longtemps sous l'influence soviétique, Boris Eltsine fait des documents secrets un instrument du retour de la Russie dans la région, avec la nouvelle qualité de partenaire économique et politique respectueux des souverainetés étatiques.

La réintégration de la Russie dans l'espace post-soviétique dans sa nouvelle qualité de l'État démocratique a été préparée en amont et les archives y ont joué le rôle crucial. En juillet 1992, le délégué diplomatique spécial de Boris Eltsine offre au Président tchécoslovaque sortant Vaclav Havel des documents secrets qui prouvaient que les communistes tchécoslovaques étaient favorables à l'invasion soviétique de 1968⁹²³.

En septembre 1992, le « Dossier secret n°1 » sur le massacre de Katyn est trouvé dans les archives secrètes. Comprenant la signification politique de ces documents, Boris Eltsine charge immédiatement son collaborateur, vice-président de la Commission d'archives, l'historien Roudolf Pikhoya, de se rendre en Pologne et de transmettre à Lech Valenza les photocopies de ces documents. Le 14 octobre 1992, Pikhoya transmet les documents lors d'un événement très médiatisé. Ces actes symboliques, affirme Boris Eltsine dans ses mémoires, ont permis de soigner en bonne partie « *une maladie cachée dans l'histoire de nos relations* »⁹²⁴.

La transmission de certains documents secrets permet de préparer le terrain pour le premier grand voyage officiel de Boris Eltsine dans les pays d'Europe de l'Est, Pologne, Slovaquie et la République Tchèque en août 1993, marquant la reprise de l'activité politique extérieure de la Russie dans la région. Lors de cette visite, Boris Eltsine s'efforce de mettre en avant la rupture avec la pratique des relations entre l'URSS et ces pays, basée sur le principe de limitation de la souveraineté nationale des « *petits frères* » par le « *grand* », soulignant que la nouvelle Russie démocratique veut construire des relations basées sur l'égalité, le respect de la souveraineté

⁹²¹ GRIMSTED Patricia Kennedy, « Russian Archives in Transition: Caught Between Political Crossfire and Economic Crisis », *American Archivist*, Vol. 56, Automne 1993, p. 616-617

⁹²² *ibid.*

⁹²³ ELTSINE Boris, *op. cit.*

⁹²⁴ *ibid.*

nationale et le partenariat mutuellement bénéfique. La « *nouvelle ère* » dans les relations avec la Pologne est marquée par la phrase de Boris Eltsine « *Pardonnez-nous* », lorsqu'il dépose, le 25 août 1993, une couronne mortuaire au mémorial des victimes de Katyn à Varsovie⁹²⁵, geste interprété comme un acte de repentance ; par la suite, une déclaration russo-polonaise sera adoptée, affirmant la nécessité de mener à bout l'enquête sur le massacre de Katyn.

Les gestes symboliques de Boris Eltsine dans le domaine mémoriel auront des conséquences politiques concrètes : lors de son voyage en Pologne, il signe un accord sur le commerce et la coopération économique, prévoyant notamment la création d'un gazoduc afin d'effectuer un transit du gaz russe en Europe en passant par la Pologne ; en République Tchèque, Boris Eltsine signe un accord sur les relations commerciales, économiques et scientifiques entre les deux pays ; en Slovaquie, un accord sur la coopération militaire est signé.

Pour autant, si l'ouverture des archives constitue un moyen de favoriser la recherche historique et de marquer une rupture avec les pratiques soviétiques, notamment au niveau international, la « *révolution dans les archives* » montre rapidement ses limites. En effet, les structures de force, et notamment le FSB, héritière du KGB, font de la résistance passive dans la mise en pratique de l'oukase de Boris Eltsine du 24 août : tandis que les archives du PCUS sont transférées au dépôt d'État, les archives du KGB restent dans la possession du ministère successeur ; une opacité totale demeure quant au nombre de documents de ces archives et quant à leur contenu. Le « *syndrome archivistique soviétique* » (la mise arbitraire au secret de tel ou tel document et le sabotage de la réglementation dans le domaine d'accès aux archives) n'a pas été dépassé⁹²⁶ : de nombreux dossiers d'agents du KGB n'ont jamais été rendus publics, ce qui explique l'absence d'épuration dans les administrations après la chute de l'URSS⁹²⁷.

⁹²⁵ « *Kak priznavali Katyn'* » / « Comment on a avoué Katyn' », *Kommersant*, n° 15, 19 avril 2010, <http://www.kommersant.ru/doc/1354497>, consulté le 28 février 2014

⁹²⁶ KOPOSSOV Nicolaï, *Pamiat' strogogo rejima. Istoriia i politika v Rossii / La mémoire de haute sécurité. Histoire et politique en Russie*, Moscou, Novoe Literatournoe Obozrenie, 2011, p. 134

⁹²⁷ PETROV Nikita, « *Desiatiletie arkhivnykh reform v Rossii* » / « Dix ans de réformes archivistiques en Russie », *Indeks*, n° 14, 2001, <http://index.org.ru/journal/14/petrov1401.html>, consulté le 28 février 2014

Dès le début des années 1990, la politique officielle en matière d'histoire et de mémoire a été façonnée par des compromis qui résultent de la nécessité politique de préserver la cohésion nationale et d'éviter les fractures identitaires trop importantes : la confrontation idéologique entre « *les démocrates* » et « *les conservateurs* », le poids du passé trop lourd à gérer, les origines même de la nouvelle Russie, héritière légitime de l'URSS, ont empêché la désoviétisation radicale et une politique mémorielle conséquente et réfléchie. Cette situation devient propice aux usages du passé dans les luttes politiques qui vont ponctuer la première moitié des années 1990.

§ 2. Des luttes pour le passé à la réconciliation autour du dénominateur commun

Les tensions entre l'Exécutif et le Législatif qui ponctuent la vie politique russe de 1991 à 1996 façonnent la politique mémorielle qui devient un instrument dans les luttes politiques plutôt qu'un moyen de la compréhension du passé et du travail de mémoire (A). La nécessité de parvenir à un consensus national sur les questions-clés du passé soviétique devient urgente à partir de 1996, quand le Président, gagnant les élections grâce à l'exacerbation de l'anticommunisme, s'efforce de donner au régime des bases idéologiques capables à souder la société. Faute de pouvoir créer « *l'idée nationale* » *ex nihilo*, le pouvoir fait appel au seul symbole fort et inébranlable du passé faisant l'objet d'un consensus : la Grande Guerre patriotique devient le principal symbole du patriotisme russe et assure la réconciliation symbolique avec le passé (B).

A. Les luttes mémorielles, partie intégrante des luttes politiques

Les années 1990 sont marquées par des luttes politiques entre la partie « *démocratique* » de la *nomenklatura*, représentée par Boris Eltsine, et la partie conservatrice représentée par le parti communiste (le KPRF) ainsi que les courants national-patriotiques ralliés aux communistes. Confronté au danger du retour des communistes au pouvoir, Boris Eltsine fait de la politique mémorielle une arme dans sa lutte avec le Parlement. Les références au passé par le pouvoir répondent à un triple objectif politique : légitimer les réformes économiques libérales, affirmer le caractère démocratique du gouvernement, discréditer les communistes dont la puissance politique restera importante jusqu'en 1999.

1. *Les références au passé comme moyen de justifier les politiques*

Dès 1989, Boris Eltsine, pourtant *apparatchik* soviétique, endosse l'image d'un personnage politique d'un type nouveau : force motrice du « *Groupe Interrégional* », groupe parlementaire militant pour des réformes économiques et politiques radicales, il parvient, à travers ses critiques du communisme et de la politique du Parti, à se détacher du PCUS et à s'imposer face à Mikhaïl Gorbatchev comme le véritable réformateur, libéral et démocratique. Dans sa rivalité avec Gorbatchev, Boris Eltsine met en exergue le fait que ce dernier, voulant réformer le socialisme tout en en préservant les fondations, empêche les véritables réformes, tandis que lui-même est partisan d'une rupture complète avec l'ancien système.

a. *L'anticommunisme comme ressource politique*

La mutation de Boris Eltsine n'est paradoxale qu'en apparence : de nombreux auteurs soulignent qu'à cette époque, l'*intelligentsia* des grandes villes, communistes « *non par conviction, mais par éducation, par tradition et par inertie* »⁹²⁸, a suivi pour l'essentiel la même évolution intellectuelle. Les traditions intellectuelles de l'*intelligentsia* russe ont joué le rôle important dans les événements qui ont précipité la chute de l'URSS et façonné la mise en place des réformes : ces traditions se sont manifestées dans les brusques volte-face concernant non seulement l'idéologie communiste, mais encore la *perestroïka* : ils se sont retournés contre Mikhaïl Gorbatchev, en rejoignant le camp de Boris Eltsine⁹²⁹. La répudiation radicale du communisme est devenue à cette époque « *une nouvelle orthodoxie, dont la profession était la condition indispensable pour le prestige intellectuel* »⁹³⁰.

Pour autant, si certains de ses proches collaborateurs, notamment l'académicien Andreï Sakharov, prix Nobel de la paix et dissident soviétique, et Youri Afanassiev, historien démocrate, ont joué un rôle dans cette reconversion, Boris Eltsine souligne dans ses mémoires que sa rupture avec le communisme a été en grande partie provoquée par la découverte de l'histoire de sa propre famille : ayant eu accès, en tant que secrétaire général du comité du Parti à Sverdlovsk, au dossier secret concernant sa famille dékoulakisée et à l'affaire de son père condamné aux travaux forcés dans

⁹²⁸ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 39

⁹²⁹ COHEN Stephen, *Vopros Vorposov : Potchemou ne stalo Sovetskogo Soyouza ? / La question des questions : pourquoi l'URSS est-elle disparue ?*, Moscou – Saint Petersburg, AIRO, 2007, p. 82

⁹³⁰ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 41

les années 1930 pour l'activité contrerévolutionnaire, Eltsine affirme en avoir été « *profondément bouleversé* »⁹³¹.

La rhétorique anticommuniste n'en sera pas moins pour lui un instrument dans les luttes politiques, les références au « *passé maudit* » permettant de légitimer et d'expliquer les politiques économiques ultralibérales entamées par le gouvernement de Iegor Gaïdar (novembre 1991 – décembre 1992) et poursuivies par le gouvernement de Viktor Tchernomyrdine (décembre 1992 – août 1996) : convaincu de la nécessité du passage rapide à l'économie de marché, le gouvernement Gaïdar, composé majoritairement de jeunes économistes proches de l'école de Chicago, lance, en janvier 1992, une série de réformes économiques « 500 jours », connue également sous le nom informel de « *thérapie de choc* », visant à démanteler le système économique ancien et à le remplacer par l'économie de marché. Face à la crise sans précédent accompagnant le passage à l'économie de marché, Boris Eltsine mobilise les « *ressources cognitives, argumentatives, symboliques du passé* »⁹³² qui permettent de légitimer les réformes et de justifier leur coût exorbitant aux yeux de la population.

b. Les messages annuels au Parlement

Les messages au Parlement permettent d'observer l'instrumentalisation politique du discours sur le passé : il s'agit des discours annuels pendant lesquels le Président dresse le bilan de l'année passée, évalue la situation en cours et présente son programme pour l'année à venir ; inspiré sans doute par *The State of Union Address* des présidents américains, le premier discours de ce type est prononcé en 1994, marquant l'orientation présidentialisiste que prend le régime à partir de 1993.

Dans son message adressé au Parlement en 1994, Eltsine impute au passé la responsabilité des réformes particulièrement douloureuses : selon lui, c'est l'héritage soviétique qui en serait responsable⁹³³. En effet, affirme Eltsine, l'économie russe se trouve actuellement dans un état de « *rétablissement* » après la longue « *maladie* » soviétique : l'économie du « *système totalitaire soviétique* », selon lui, serait une

⁹³¹ ELTSINE Boris, *Zapiski Prezidenta / Les carnets d'un Président*, Moscou, Ogoniok, 1994, p. 72

⁹³² HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, p. 13

⁹³³ *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniou RF : « Ob oukrepnenii Rossiiskogo Gosoudarstva » / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Sur la consolidation de l'État russe », 24 février 1994, *Intellektual'naia Rossiia / La Russie intellectuelle*, <http://www.intelros.org/lib/elzin/1994.htm>, consulté le 28 février 2014*

économie malade, reposant sur « *un système administratif du commandement* », obsolète et inefficace : si les réformes sont douloureuses, elles sont nécessaires, car seul le passage à l'économie de marché peut éloigner le pays du « *gouffre économique* » au bord de laquelle se trouvait l'URSS⁹³⁴.

Le coût des réformes s'explique tout d'abord, selon le Président, par la position initiale défavorable : « *Remettant au lendemain pendant des décennies les réformes nécessaires, le régime totalitaire a porté à l'extrême tous les problèmes et a épuisé l'économie* » ; il serait donc lié uniquement à l'extrême gravité de la situation dans laquelle se trouvait le pays en 1991. De la même manière, Boris Eltsine rétorque les critiques concernant l'inflation, postulant qu'elle avait pris ses débuts longtemps avant 1992 : le Président souligne dans son message que l'inflation existait bel et bien en URSS, mais sous formes différentes, notamment la pénurie des biens⁹³⁵.

Y a-t-il eu d'évolutions positives par rapport au passé soviétique ? Oui, affirme Eltsine, soulignant notamment l'établissement de l'État de droit et des institutions démocratiques : les nouvelles institutions consacrées par la Constitution seraient « *conformes aux standards démocratiques* ». Le Président souligne également l'importance du parlementarisme et des institutions judiciaires indépendantes, qui ont été créées par la nouvelle Constitution démocratique et qui assureront le passage à l'État de droit⁹³⁶. La reconnaissance des droits de l'homme, la défense des intérêts des minorités, le démantèlement du système idéologique, la politique extérieure « *correcte et amicale* » seraient également des priorités de la nouvelle Russie démocratique. Une section entière du discours est consacrée à l'aide étatique au développement des institutions de la société civile, car, « *sans société civile développée, le pouvoir étatique prend inévitablement le caractère despotique, totalitaire* »⁹³⁷, mais aussi au soutien étatique au multipartisme.

Le mot « *rétablissement* » que Eltsine utilise tout au long de son discours est significatif : il renvoie à l'idée de recouvrement de la santé après une maladie, de renouement des liens avec l'économie de marché rompus par la Révolution de 1917. L'idée d'ère nouvelle est constamment présente dans le discours : parlant de « *premières années* », d'une « *nouvelle époque* », Eltsine construit un « *récit de rupture, qui met en scène un commencement absolu* »⁹³⁸ : « *Malgré l'immense fatigue physique et psychologique, la société russe a trouvé des forces de faire le pas difficile mais décisif sur la voie de renouvellement et de la stabilité* » ; « *Malgré toutes les difficultés des premières années, affirme-t-il, les gens ne veulent pas revenir en arrière* »⁹³⁹.

⁹³⁴ *Poslanie* / Message [...] du 24 février 1994

⁹³⁵ *ibid.*

⁹³⁶ *ibidem.*

⁹³⁷ *ibidem.*

⁹³⁸ HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, p. 13

⁹³⁹ *Poslanie* / Message [...] du 24 février 1994, *op. cit.*

Dans son message de 1995, Boris Eltsine réitère l'idée du commencement : la dernière décennie, affirme-t-il, a « *divisé la vie de la génération actuelle en deux époques distinctes* »⁹⁴⁰. Qualifiant cet État d'« *État de terreur politique* », il souligne de nouveau sa dimension répressive.

Réitérant l'idée de l'héritage lourd du passé qui serait responsable pour les difficultés en cours, le Président affirme : « *Adoptant pour la première fois dans son histoire la constitution démocratique, la Russie n'a pas pour autant commencé la vie à partir de table rase. Tout le poids du passé est avec nous. [...] L'ancienne technologie du pouvoir basée sur la contrainte idéologique et politique est remplacée avec beaucoup de peine par des méthodes modernes* »⁹⁴¹. Boris Eltsine explique notamment par « *le poids du passé* » la lourdeur de la machine bureaucratique, l'inefficacité de l'appareil d'État, la corruption ; « *le pouvoir et ses représentants n'ont pas encore appris d'être simples et compréhensibles* »⁹⁴². Le gouvernement « *directif* », opposé au gouvernement « *par les lois* », persiste au sein des nouvelles institutions, entravant le bon fonctionnement des mécanismes du pouvoir. Mais le Président insiste aussi sur le fait que le système soviétique est ancré dans la conscience même des gens : « *les anciens mythes ne peuvent pas être dépassés du jour au lendemain. La plupart des citoyens de la Russie ont grandi et ont été éduqués dans le monde qui est radicalement différent du monde dont nous faisons désormais partie [...]. Transformant le système politique, économique, la conscience sociale, nous ne pouvons toujours pas se débarrasser de fardeau des préjugés anciens, des dogmes idéologiques...* »⁹⁴³.

Les messages du Président, ancien communiste, se construisent comme un récit de rupture avec le communisme, mettant l'accent sur la différence radicale entre deux époques, l'une condamnée et l'autre mise en valeur. Le coût social des réformes économiques est expliqué par la persistance des éléments hérités du passé, la nécessité d'éviter la catastrophe et l'absence d'alternative aux réformes libérales. En même temps, la mise en exergue du développement progressif des institutions démocratiques et de l'État de droit en Russie vise à contrebalancer le bilan négatif par des acquis objectifs et de consolider l'image du Président – réformateur démocratique.

2. *Le Président contre le Parlement*

Le contexte politique des années 1990 est marqué par la confrontation de Boris Eltsine avec les communistes qui ont réussi non seulement à restaurer leur parti politique sous le nom « KPRF », mais encore à réinvestir le Parlement : leur victoire aux législatives de 1993 marque le début des tensions entre le Président et le

⁹⁴⁰ *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniou RF : « O deistvennosti gosoudarstvennoi vlasti Rossii » / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Sur l'efficacité du pouvoir d'État en Russie », 16 février 1995, Intellektoual'naia Rossiia / La Russie intellectuelle, <http://www.intelros.org/lib/elzin/1995.htm>, consulté le 28 février 2014*

⁹⁴¹ *ibid.*

⁹⁴² *ibid.*

⁹⁴³ *ibid.*

Parlement, dominé par la coalition des communistes et des nationalistes. Cette lutte atteint son paroxysme en 1996, quand le candidat des « Forces unies patriotiques », communiste Guennadi Ziouganov, affronte Boris Eltsine au second tour des élections présidentielles. Cette conjoncture politique conduit les deux camps à recourir à l'arme mémorielle : si les communistes et les nationalistes se retrouvent autour de la thématique du patriotisme et de la « *troisième voie* » de la Russie, le camp de Boris Eltsine mise sur l'antistalinisme.

a. Les références au passé lors du conflit d'octobre 1993

La première confrontation directe entre le Président et le Soviet Suprême qui a lieu en 1993 révèle l'existence de deux visions différentes de l'avenir de la Russie. Les députés communistes et nationalistes réunis au sein du bloc hétérogène « *L'Unité Russe* » rejettent aussi bien le programme des réformes économiques et sociales de Eltsine que sa personnalité : loin de voir dans le passage à l'économie de marché une chance pour la Russie, ces députés, appartenant au Parti Communiste, y compris sa fraction radicale « *Patrie* », au parti « *Union agraire* », ainsi qu'à d'autres groupuscules d'orientation communiste et nationaliste et dirigés par Rouslan Khasboulatov, *vice-speaker*, et Alexandre Routskoï, vice-Président, le présentent au contraire comme une catastrophe ; quant à la personnalité de Eltsine, les communistes le rendent directement responsables de la dissolution de l'URSS, en tant que signataire des accords de Bielovej⁹⁴⁴.

Tout au long du conflit, les deux côtés mobilisent les ressources des médias pour présenter leur version des événements. Le langage et les références historiques utilisés sont significatifs du rôle que les images du passé récent jouent dans la légitimation de chacun des deux camps. Boris Eltsine choisit la rhétorique anticommuniste, présentant les députés récalcitrants comme des « *réactionnaires* » qui veulent empêcher les réformes et faire revenir le pays en arrière. L'alliance des communistes et des nationalistes, ainsi que la présence autour du Soviet Suprême des jeunesses ultranationalistes lui fournissent un prétexte pour assimiler les parlementaires en question aux « *fascistes* » : dans ses discours, ils sont stigmatisés

⁹⁴⁴ Il s'agit du traité signé le 12 décembre 1991 par les Présidents des républiques russe, biélorusse et ukrainienne qui donne naissance à la CEI et signifié *de facto* la dissolution de l'URSS.

en tant que « *rouge-bruns* »⁹⁴⁵. Les médias soutenant le Président présentent le conflit comme « *les dernières heures de l'Empire soviétique totalitaire qui, impuissante, montre ses dents* »⁹⁴⁶.

Si Eltsine choisit la rhétorique anticommuniste et établit un parallèle avec le fascisme, ses adversaires mettent l'accent sur la position anticonstitutionnelle de Eltsine, ou se positionnant comme défenseurs « *de la Constitution et de la loi* ». Le leader des députés dissidents Alexandre Routskoï accuse Boris Eltsine de « *dictature* » ; l'ordre de Eltsine d'entourer la Maison Blanche de barbelés fournit aux députés le prétexte pour proclamer que « *les pseudo démocrates* » commencent déjà à organiser « *les camps de concentration pour les dissidents* »⁹⁴⁷. Outre le caractère dictatorial du pouvoir de Eltsine, les parlementaires récalcitrants accusent le Président et son gouvernement d'avoir « *démoli la grande et puissante Union Soviétique* » et d'avoir mis en place les réformes sans se préoccuper de leur coût social.

La mise au pas du Parlement est suivie par l'effacement des survivances de la symbolique communiste : le lendemain de l'assaut donné au Parlement, le Comité public des Organisations démocratiques, organisation *ad hoc* créée lors de la crise, fait appel au « *bannissement de la symbolique communiste et fasciste* », à la fermeture du musée de Lénine et de toutes ses filiales dans toutes les villes de la Russie⁹⁴⁸. Pourtant, malgré les efforts du Président pour s'ériger en « *défenseur de la démocratie* » combattant les « *forces réactionnaires* », son opposition sanglante avec le Parlement met en lumière les limites de la démocratisation du régime : de façon symbolique, Eltsine a donné l'ordre aux forces armées de tirer sur le bâtiment qu'il avait défendu deux ans auparavant contre le « *coup d'État revanchard* » des conservateurs. Si Boris Eltsine s'efforce de présenter cet événement comme le dernier coup donné au pouvoir communiste avant l'entrée dans l'ère démocratique, pour une partie de l'opinion publique l'assaut du Soviet Suprême indique le passage au pouvoir autoritaire du Président.

⁹⁴⁵ SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and memory During the Eltsin's Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 39

⁹⁴⁶ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 58

⁹⁴⁷ *ibid.*

⁹⁴⁸ *ibidem.*

b. Les luttes pour incarner le courant patriotique

Trois partis principaux s'affrontent lors de nouvelles élections législatives organisées le 12 décembre 1993 suite à la dissolution forcée du Soviet Suprême : le parti « *Vybor Rossii* » (« Le Choix de la Russie ») de Iegor Gaïdar, auteur des réformes économiques libérales ; le parti communiste (le KPRF) dirigé par Guennadi Ziouganov et le parti ultranationaliste « *Libéral-démocratique* » (le LDPR) dirigé par Vladimir Jirinovski. Tout au long de la campagne électorale, le camp de Boris Eltsine essaie de jouer sur l'anticommuniste et l'antistalinisme de la population, sentiment déjà sensiblement en déclin. Ainsi le quotidien *Nezavissimaya Gazeta / La Gazette indépendante* diffuse, pendant la campagne électorale pour les élections du 1993, un ouvrage historique de Viktor Souvorov, *Den' – M / Jour – M*, selon lequel Staline aurait préparé l'attaque contre l'Allemagne ; le quotidien publie aussi un article de l'historien allemand Joachim Hoffman « *La préparation de l'URSS à la guerre offensive* », soutenant que Staline voulait déchaîner la guerre en Europe depuis 1939 et que l'attaque de Hitler a été « *préventive* »⁹⁴⁹. Cette coïncidence orchestrée vise selon toute évidence à ranimer l'antistalinisme de la population à la veille des élections, en réitérant le parallèle entre les régimes soviétique et nazi et en soulignant le caractère agressif de l'État soviétique.

Malgré ces représentations qu'on trouve dans la presse favorable au parti de Iegor Gaïdar, la crise économique et sociale influencera le comportement électoral : les législatives de 1993 sont remportées par le parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovski (23%) et les partis de gauche (le Parti Agraire et le KPRF, 28%), tandis que le parti de Iegor Gaïdar n'obtient que 15% de suffrages. Ainsi, après la dissolution forcée du Parlement hostile, Boris Eltsine n'a guère résolu le problème de l'affrontement entre les deux branches du pouvoir : les supporters du Président et des réformes économiques sont mis en minorité, tandis que les communistes et les nationalistes forment une nouvelle coalition forte.

La création de cette coalition « *patriotique* » permettra aux communistes et aux nationalistes de monopoliser la rhétorique patriotique, puisant aussi bien dans la symbolique soviétique que prérévolutionnaire : continuant à utiliser les images

⁹⁴⁹ DAVIES Robert William, *op. cit.*, p. 56

connues de la faucille et du marteau, les communistes se positionnent en même temps comme un parti des forces *patriotiques nationales*, par opposition au gouvernement de Boris Eltsine stigmatisé comme « *occidentaliste* » proaméricain. En 1995, l'alliance est consacrée par le Congrès des Forces Unies Patriotiques et Populaires : les bannières évoquant la symbolique soviétique y voisinent avec les blasons russes traditionnels, y compris les bannières orthodoxes⁹⁵⁰. Le programme du Parti communiste adopté au Troisième Congrès du KPRF le 22 janvier 1995 illustre l'évolution idéologique du parti qui penche de plus en plus vers le nationalisme : sans renoncer à la rhétorique marxiste et à l'idée de la lutte des classes, les communistes mettent en avant l'idée de la « *troisième voie* » de la Russie, chère aux courants nationalistes.

Les critiques des réformes économiques mises en œuvre par le gouvernement de Boris Eltsine et l'exploitation de la nostalgie des années brejnéviennes (« *la stabilité* », « *la sécurité de l'emploi* », « *la confiance dans l'avenir* ») constituent les points clé du programme du KPRF⁹⁵¹. Soulignant la désindustrialisation du pays et la situation catastrophique dans le secteur social (santé publique, éducation), le programme affirme que toutes ces tendances néfastes ont été provoquées par la politique « *antinationale* » (« *antinarodnaia* ») d'Eltsine ; l'objectif actuel du nouveau parti communiste, composé cette fois des « *vrais patriotes* » serait de former un gouvernement de « *salut national* ».

Hormis la rhétorique marxiste, les communistes insistent sur l'idée de la troisième voie : tout en affirmant que « *la lutte [...] entre le capitalisme et socialisme [...] n'est pas terminée* », ils soulignent en même temps leur rejet du déterminisme historique. Chaque culture est unique, affirme le programme du Parti, et l'unicité de la grande culture russe doit être protégée de « *l'occidentalisation et américanisation* » forcées, mises en œuvre par le « *gouvernement de traîtres* »⁹⁵². De nombreuses références au passé prérévolutionnaire, démonisé à l'époque soviétique par le pouvoir et mis en avant par les nationalistes témoignent de la volonté des communistes de se présenter comme le parti de « *patriotes russes* », synthétisant dans les symboles de continuité le meilleur du passé russe. Ainsi dans la liste des héros nationaux sont énumérés aussi bien les saints et les héros prérévolutionnaires que les héros de la Grande Guerre patriotique. Ce programme, mélangeant l'idée de continuité de la Russie dans sa grandeur et de la troisième voie avec la rhétorique marxiste est censé attirer aussi bien l'électorat communiste que les nationalistes⁹⁵³.

Face à l'alliance des nationalistes et des communistes, la politique mémorielle du gouvernement subit une inflexion importante : si le Président continue à exploiter la thématique antistalinienne, l'accent est mis sur l'athéisme des communistes et sur

⁹⁵⁰ SMITH Kathleen, *op. cit.*, p. 131

⁹⁵¹ *Programma Partii* / Le programme du parti, <http://kprf.ru/party/program>, consulté le 28 février 2014 ; *Predvybornaya Platforma izbiratel'nogo ob'edineniia KPRF* / La plateforme préélectorale de l'union électorale KPRF, adopté à la Troisième Conférence Panrusse de KPRF le 26 août 1995, http://www.elections.spb.ru/razdel10/10.2/kprf_programmaa.htm, consulté le 28 février 2014.

⁹⁵² *ibid.*

⁹⁵³ *ibid.*

les répressions dont l'Eglise orthodoxe a été victime. Deux semaines avant les législatives de 1995, Boris Eltsine passe à l'offensive et rend public le rapport de la Commission Yakovlev datant de 1991, sur la « *politique antireligieuse* » des communistes, et notamment sur les persécutions du clergé et la destruction des églises par le pouvoir soviétique. Selon les chiffres du rapport, largement médiatisés par les médias soutenant Boris Eltsine, quelque 200 000 religieux auraient été exterminés par le régime soviétique pour la seule raison de leur foi ; 40 000 églises auraient été détruites, mais aussi la moitié des mosquées et des synagogues, souligne le rapport⁹⁵⁴. Soulignant la responsabilité du Parti communiste dans la terreur contre non seulement l'Eglise orthodoxe, mais aussi l'ensemble de croyants de toutes les confessions, l'oukase permet au Président sortant de réaffirmer la condamnation des méthodes totalitaires et de discréditer les communistes, misant sur le renouveau religieux de la Russie postsoviétique. Cette mesure s'inscrit dans l'ambition de Eltsine d'obtenir une alliance avec l'Eglise orthodoxe russe. En effet, l'Eglise orthodoxe acquiert le rôle public de plus en plus important tout au long des années 1990, apparaissant comme « *le garant de la tradition dont la Russie a besoin pour construire son identité nationale* »⁹⁵⁵. Par ailleurs, lors des dernières années du régime soviétique, « *l'adhésion religieuse devient la marque d'un rejet de l'idéologie soviétique, voire d'une nostalgie à l'égard du passé russe prérévolutionnaire* »⁹⁵⁶. La mise en exergue par Boris Eltsine de la politique antireligieuse des communistes est donc censée opposer les valeurs religieuses aux valeurs soviétiques, la tradition à la révolution et la stabilité aux bouleversements.

Si la thématique de la répression continue à être exploitée par le camp de démocrates comme un épouvantail, la volonté des partis démocratiques de se détacher des traditions de la propagande électorale soviétique les conduit à se présenter comme « *non idéologisés* » : les spots publicitaires diffusés à la télévision lors de la campagne pour les législatives de 1995 mettent l'accent sur les personnalités membres du parti (« *Nach Dom Rossiia* » / « *Notre Maison la Russie* ») qui sont présentées comme les « *professionnels responsables* » (« *La responsabilité et*

⁹⁵⁴ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London/ New York, Routledge, 2008, pp. 449-450

⁹⁵⁵ ROUSSELET Kathy, « La domination orthodoxe sur fond de multiconfessionnalisme », dans FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, p. 361

⁹⁵⁶ ROUSSELET Kathy, *op. cit.*, p. 356

l'expérience »⁹⁵⁷) ; le parti politique libéral « *Yabloko* » / « *Pomme* » fait le choix de promouvoir le symbole du parti, la pomme, en tant que tel, sans évoquer son programme politique.

Malgré les efforts déployés par Eltsine pour obtenir le ralliement de l'Église orthodoxe et récupérer une partie des votes des nationalistes par ce biais, les législatives du décembre 1995 sont remportées par le parti communiste dirigé par Guennadi Ziouganov (157 sièges de 450), tandis que le parti « *Notre maison la Russie* », dirigé par Viktor Tchernomyrdine, collaborateur de Boris Eltsine et son premier ministre, n'en obtient que 55. La défaite spectaculaire du parti de Iegor Gaïdar illustre bien le rejet des réformes libérales par la population : ayant obtenu 20% de voix en 1993, il ne parvient pas à dépasser le seuil électoral de 5% en 1995. La victoire triomphale des communistes à ces élections sera d'importance capitale : pour certains experts, il s'agissait du « *premier tour des présidentielles* », qui devaient avoir lieu au bout d'un an⁹⁵⁸ ; un candidat démocratique était appelé à affronter le candidat communiste lors des élections présidentielles de 1996⁹⁵⁹.

3. Les traumatismes du passé soviétique comme instrument de campagne (1996)

La campagne de 1996 porte la lutte entre Boris Eltsine et les communistes à son paroxysme. La période préélectorale est marquée par un affrontement dans l'espace mémoriel : il s'agit de mobiliser les références culturelles communes, en particulier la mémoire partagée. Si l'équipe du Président sortant tente de ranimer à nouveau l'anticommunisme en mobilisant les éléments clés du « *mythe noir soviétique* », les communistes ripostent en jouant sur le traumatisme de la chute de l'URSS et en soulignant leur évolution par rapport à l'époque soviétique.

a. Les luttes préélectorales sur le terrain du passé

En février 1996, Boris Eltsine prend la décision de se présenter aux élections présidentielles : affaibli et malade, sa cote de popularité est proche de zéro (en

⁹⁵⁷ Spot publicitaire pour la campagne électorale de 1995, parti « *Nach dom Rossiia* » / « Notre maison la Russie », « *My oumeem rabotat'* » / « Nous savons travailler », <http://www.youtube.com/watch?v=vnWwNbh3xLs>, consulté le 28 février 2014

⁹⁵⁸ MOROZ Oleg, *Krasnye bol'che ne vernoutsia / Les rouges ne reviendront plus*, Moscou, Olimp, 2007, p. 22

⁹⁵⁹ ÉLTSINE Boris, *Prezidentskii marafon. Razmychleniia, vospominaniia, vpechatleniia / Le marathon présidentiel. Réflexions, souvenirs, impressions*, Moscou, AST, 2007, p. 18

octobre 1995, six mois avant le premier tour des élections présidentielles, 3% d'électeurs seulement auraient voté pour Boris Eltsine)⁹⁶⁰, tandis que celle de son principal adversaire, Guennadi Ziouganov, candidat communiste, ne cesse de croître⁹⁶¹. La perspective du retour des communistes à la tête du pays est considérée par l'opinion publique et les médias comme bien réelle : certains médias auparavant très hostiles au « *système communiste totalitaire* », commencent, au début de 1996, à nuancer leurs propos, présentant Guennadi Ziouganov comme un « *leader socio-démocrate normal* »⁹⁶². L'objectif principal de l'équipe de Eltsine est dès lors de récupérer des voix des « *patriotes* » et de discréditer les communistes.

Il convient de rappeler que dès le début de la campagne le rapport des forces a été inégalitaire : Boris Eltsine en effet disposait des ressources administratives, financières et médiatiques très importantes, permettant de rallier les périodiques officiels, mais aussi des artistes et des chanteurs populaires en sa faveur, ainsi que d'organiser une campagne intense de tractage. Au niveau électoral, les jeunes et la classe moyenne, bien qu'extrêmement restreinte, se penchaient du côté du candidat démocratique. Par ailleurs, Boris Eltsine a été soutenu par des jeunes entrepreneurs et oligarques qui voulaient empêcher à tout prix l'arrivée des communistes au pouvoir.

Quant à Guennadi Ziouganov, la paupérisation rapide de la population a joué en sa faveur : son électorat classique (les conservateurs, les communistes et les nostalgiques de l'époque soviétique) a été renforcé par une grande masse d'« *indifférents* » fatigués de la crise qu'ils attribuaient aux réformes libérales, et surtout par la masse des « *nouveaux marginaux* » : il s'agit des catégories très vastes de la population sévèrement frappées par la crise et donc le statut social et le niveau de vie ont drastiquement baissé après la chute de l'URSS⁹⁶³. Au niveau médiatique, le candidat communiste a été soutenu par *Pravda*, organe officiel du parti communiste, *La Russie Soviétique*, et autre presse de gauche à petits tirages. Toutefois, son point fort résidait dans le soutien que lui accordaient de nombreux mouvements d'ordre nationaliste et patriotique.

Le paysage médiatique du mois de février est marqué par une série de gestes symboliques et populistes du Président sortant qui met en exergue son patriotisme, comme par exemple un déjeuner dans un café « *Teremok russe* », une chaîne de *fast-food* russe traditionnel : ingurgitant des breuvages russes traditionnels, Eltsine prône les qualités de la cuisine nationale, qu'il oppose à *McDonald*⁹⁶⁴. D'autres mesures populistes tendant à réaffirmer le rôle de l'État dans la sphère sociale et à rassurer la population ont été prises : lors d'une rencontre avec des étudiants, par exemple, Boris Eltsine signe solennellement un oukase augmentant à 20% les bourses d'études ;

⁹⁶⁰ MOROZ Oleg, *op. cit.*, p. 7

⁹⁶¹ *ibid.*, p. 5

⁹⁶² *ibid.*, p. 120

⁹⁶³ POPOVA Irina, « *Novie marginal'nie gruppy v rossiiskom obschestve* » / « Les nouveaux groupes marginaux dans la société russe », *Etudes sociologiques*, 1999, n° 7, p. 68

⁹⁶⁴ MOROZ Oleg, *op. cit.*, p. 131

selon ses conseillers, il exigerait tous les matins, des informations sur la situation des salariés, mais aussi concernant les retraités, les militaires...⁹⁶⁵. Toutes ces mesures visent à atténuer l'insatisfaction de la population et conforter l'image paternaliste de Boris Eltsine.

Une autre série de gestes préélectorales du Président sortant cherchent à discréditer les communistes. Son message au Parlement du 23 février 1996 témoigne de sa volonté de retrouver son image du réformateur de 1991, de stigmatiser soixante-dix ans du pouvoir communiste et d'avertir le peuple russe des dangers d'un retour des communistes. Ce discours déroge clairement au canon selon lequel les messages étaient divisés en trois blocs : politique, économique et social. Intitulé « *La Russie dont nous sommes responsables* », le discours de 1996 est beaucoup plus marqué historiquement et s'inscrit dans une rhétorique anticomuniste : « *nous avons le besoin urgent de la compréhension historique des choses* », affirme-t-il dès le début de son discours⁹⁶⁶.

Le discours est composé de trois parties. La première intitulée « *De la Révolution à la perestroïka* » est la plus intéressante du point de vue des représentations du passé mobilisées par Eltsine : dans cette partie le Président sortant dresse un tableau de l'époque soviétique, la présentant comme une rupture tragique dans le développement naturel de la Russie qu'il aurait vocation à réparer.

Dès le début du discours, Eltsine reprend la rhétorique anticomuniste de la *perestroïka*, appelant la période soviétique « *l'expérimentation soviétique* », « *la maladie incurable* ». Le discours commence par la condamnation sévère de la Révolution de 1917, qui serait caractérisée par « *le radicalisme destructeur* » suite auquel les traditions historiques, culturelles, économiques, mais aussi les prémisses démocratiques de la Russie ont été perdues : la société civile, les germes de la démocratie, la propriété privée ont été écrasées. L'État construit par les bolcheviks, affirme Boris Eltsine, représentait « *un modèle extrêmement rigide de mobilisation, qui concentrait toutes les ressources dans les mains de l'État contrôlé par un seul parti* ». S'il ne conteste pas la transformation de la Russie en superpuissance militaire et industrielle à l'époque soviétique, il souligne toutefois que cette transformation « *a été acquise par l'épuisement des forces du peuple, par les pertes humaines colossales* ». Qui plus est, ces acquis « *objectifs* » doivent être attribués, affirme Eltsine, au peuple russe qui a réussi à garder « *la créativité et le patriotisme* » même sous l'emprise communiste. Cet élément de discours renvoie à la rhétorique classique de la

⁹⁶⁵ ELTSINE Boris, *op. cit.*, p. 35

⁹⁶⁶ *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniïou RF* : « *Rossii za kotoriïou my v otvete* » / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « *La Russie dont nous sommes responsables* », 23 février 1995, *Intellektual'naïa Rossiia* / La Russie intellectuelle <http://www.intelros.org/lib/elzin/1996.htm>, consulté le 1 mars 2014

perestroïka qui opposait le peuple à l'État, proclamant que tous les acquis ont été effectués non pas grâce à, mais en dépit du système soviétique. Il rappelle systématiquement, tout au long de la première partie, les grands jalons de l'histoire soviétique tragique, soulignant la déstalinisation échouée, la pénurie alimentaire, le retard de l'URSS dans le domaine des hautes technologies...

Dans cette partie du discours, Eltsine réitère l'idée de l'absence d'alternatives dans le développement du système soviétique : selon lui, le totalitarisme ne constitue pas une « *déviatio*n » par rapport au modèle initial, mais il est inscrit dans la matrice même du communisme. Dans l'économie soviétique, affirme-t-il, il ne peut y avoir ni de travail efficace, ni d'amélioration de la qualité de vie des gens, « *comme le montre toute l'expérience mondiale* ». Le « *projet communiste* » serait voué à l'échec de par sa nature ; le régime communiste ne peut que finir dans « *un impasse historique* », et l'échec de la *perestroïka* aurait prouvé le caractère irréformable du régime qui serait « *condamné par l'histoire* » :

« *Il est très important de comprendre que les conséquences tragiques de l'expérience communiste découlaient de sa nature*⁹⁶⁷ [...]. Les répressions de masse, le monopole politique rigide, l'écrasement idéologique de la culture, l'isolement du monde extérieur, le maintien de l'atmosphère d'hostilité et de peur – tout ça ce sont **les traits congénitaux** du régime totalitaire. Maintenant, à l'aube du nouveau siècle, il est évident que les États qui oppriment la liberté sont **voués à la défaite**. **L'histoire a signé son verdict** à ceux qui ont gouverné à l'aide de violence et de mensonges. Et cela signifie que le retour en arrière est le chemin vers **l'impasse historique**, vers la perte inévitable de la Russie ».

La chute de l'URSS est présentée comme un choix conscient des Russes en faveur de la démocratie, de la liberté et de l'État de droit : « *Le retour au passé a été bloqué*, affirme Boris Eltsine, *l'expérience communiste était terminée, et il n'y avait pas de force qui pouvait faire revenir en arrière* »⁹⁶⁸.

Dans la deuxième partie intitulée « *Le temps de la nouvelle Russie* », Boris Eltsine réaffirme sa position en tant que leader démocratique et sa volonté de rompre avec le passé soviétique. Il souligne notamment le chemin que la Russie a parcouru en quatre ans qui la séparent de la « *dictature communiste* ». Il s'agit tout d'abord des acquis économiques : « *aujourd'hui les comptoirs des magasins abondent des marchandises, tandis qu'il y a cinq ans ils étaient vides* »⁹⁶⁹. Il s'agit ensuite des acquis politiques : le système du parti unique a été remplacé par la compétition politique. Mais, ce que le Président sortant considère comme « *le plus important dans sa politique* » est la libération de l'emprise idéologique de l'État : Eltsine souligne l'absence de la censure, la liberté intellectuelle des Russes, mais aussi leur liberté de voyager qu'ils n'avaient pas seulement quelques années auparavant :

⁹⁶⁷ C'est moi qui souligne – E.M.

⁹⁶⁸ *Poslanie, op. cit.*

⁹⁶⁹ *ibid.*

« *Jamais auparavant la Russie n'a été aussi ouverte [...]. Voilà quelques années qu'en Russie toutes les barrières empêchant la liberté des médias et la de la création sont levées. La censure, le "samizdat" et le "tamizdat" sont devenus l'objet des recherches historiques. [...] Les œuvres jadis interdites [...] sortent de clandestinité, elles sont désormais accessibles aux plus vastes audiences [...]. L'état humiliant dans lequel se trouvait toute la Russie qui lisait est terminé* »⁹⁷⁰.

La troisième partie intitulée « *Le lendemain de la Russie* » réitère les thèses principales, faisant appel au « *sentiment de responsabilité historique* », à la « *compréhension historique de l'époque* ». En conclusion, Boris Eltsine décrit les élections présidentielles en termes de lutte non entre capitalisme et socialisme, mais entre la démocratie et « *soit le chaos et l'anarchie, soit la dictature* » ; or, la Russie ne pourrait « *survivre ni à l'un ni à l'autre* »⁹⁷¹.

Pendant que le Président sortant essaie de ranimer la rhétorique anticommuniste de la *perestroïka*, le leader communiste s'efforce de construire l'image d'un « *leader normal social-démocrate* ». En février 1996, il participe au Forum Economique Mondial à Davos, où il rencontre des leaders occidentaux : cette visite a pour but de montrer non seulement aux Russes, mais aussi à la communauté internationale, la normalisation du parti communiste et l'absence d'antagonisme entre les idées du Parti et les valeurs de la démocratie occidentale et du capitalisme⁹⁷². Lors d'un entretien avec un journaliste occidental, Guennadi Ziouganov souligne une fois encore l'évolution de son parti : si le PCUS a été « *le système de gouvernement* », le KPRF serait « *un parti politique normal* », défendant l'économie mixte, combinant les éléments de planification avec le principe de propriété privée, mais aussi ouvert au dialogue avec l'Eglise et les autres partis politiques. L'objectif principal de Ziouganov est de rassurer les partenaires occidentaux en soulignant que la deuxième Révolution bolchevique n'aurait pas lieu dans le cas de l'arrivée des communistes au pouvoir⁹⁷³.

En mars, la lutte entre les deux candidats connaît un nouveau rebondissement : le 14 mars le Président signe un oukase n° 378 sur « *Les mesures de réhabilitation des clergés et des croyants, victimes des répressions arbitraires* ». Si cet oukase

⁹⁷⁰ *ibid.*.

⁹⁷¹ *ibid.*.

⁹⁷² MOROZ Oleg, *Krasnye bol'che ne vernoutsia / Les rouges ne reviendront plus*, Moscou, Olimp, 2007, p. 101

⁹⁷³ KHLEBNIKOV Paul, *Krestnyi Otets Kremliia Boris Berezovskii / Boris Berezovskii, le parrain du Kremlin*, Moscou, Detektiv-Press, 2001.

n'ajoute rien à la loi de 1991 sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques et si sa contribution à la diffusion des informations sur les répressions est limitée, le rapport de la Commission Yakovlev sur la « *politique antireligieuse* » du pouvoir communiste étant déjà largement médiatisé la veille des élections législatives de 1995, le choix du moment de la signature de l'oukase est significatif : s'inscrivant dans la lutte préélectorale, l'oukase permet au Président de réaffirmer solennellement la condamnation des méthodes totalitaires et de discréditer les communistes.

Le 15 mars 1996, le lendemain de la signature de l'oukase, les députés communistes organisent la riposte, inscrivant à l'ordre du jour la proposition de loi intitulée « *Sur l'approfondissement de l'intégration entre les peuples qui avaient fait partie de l'URSS et sur la dénonciation des Accords de Bielovej du 12 décembre 1991* »⁹⁷⁴. Si la question de la dénonciation des Accords de Bielovej a été récurrente depuis la victoire des communistes aux législatives de 1995 (le 8 décembre 1995 le projet de loi sur la dénonciation a recueilli 209 voix), le moment choisi pour soulever de nouveau le débat sur la fin de l'URSS et la possibilité de sa restauration s'inscrit clairement dans la stratégie électorale du KPRF⁹⁷⁵.

L'argumentation des communistes est basée sur le fait que les Accords de Bielovej ont été signés dans « *l'illégalité complète* » : en effet, ni dans la Constitution de l'URSS, ni dans la Constitution de RSFSR aucun mécanisme juridique n'était prévu pour la sortie des républiques de l'URSS, à part la déclaration générale de ce droit ; ainsi, pour pouvoir sortir de façon légitime de l'URSS, il fallait préalablement modifier toute une série d'articles des Constitutions de l'URSS et de la Russie⁹⁷⁶. Les communistes affirmaient que ni le Conseil Suprême de RSFSR, ni le Congrès des députés du peuple n'avaient le droit de dénoncer le traité de la création de l'URSS de 1922 ni de ratifier l'accord sur la création du CEI. Par ailleurs, les communistes soulignent l'absence de prise en compte des résultats du référendum du 17 mars qui a confirmé la volonté des Soviétiques de garder l'Union. « *L'illégalité manifeste* » de cet acte signé du côté russe par Boris Eltsine constitue le point fort de l'argumentation des communistes qui affirment que « *le moment est venu de restaurer la légalité après une série d'illégalités* », parlant de facto de la restauration juridique de l'URSS.

Les communistes présentent cette question comme « *la question la plus importante de l'époque* » : il s'agirait de l'intégration non seulement économique, politique et sociale dans l'espace postsoviétique, mais aussi et surtout spirituelle ; il faudrait, selon les

⁹⁷⁴ Trois questions ont été inscrites à l'ordre du jour : le projet de l'approfondissement de l'intégration entre les peuples qui ont fait initialement parti de l'URSS ; l'annulation du Décret du Conseil Suprême de RSFSR du 12 décembre 1991 ; et la prononciation de la Douma sur la force juridique des résultats du referendum de 17 mars 1991

⁹⁷⁵ ELTSINE Boris, *Prezidentskii marafon. Razmychleniia, vospominaniia, vpetchatleniia / Le marathon présidentiel. Réflexions, souvenirs, impressions*, Moscou, AST, 2007, p. 22

⁹⁷⁶ Compte rendu intégral des débats dans la Douma d'État sur la proposition de loi « *Sur l'approfondissement de l'intégration entre les peuples qui avaient fait parti de l'URSS et sur le dénonciation des accords de Bielovej du 12 décembre 1991* », 15 mars 1996, <http://transcript.duma.gov.ru/node/2970/>, consulté le 1 mars 2014

députés communistes et nationalistes, retrouver « *le pivot spirituel des peuples slaves et non slaves qui ont fait partie de l'URSS, qui a été le facteur décisif pour que le pays soit toujours victorieux* », affirme Nikolai Kharitonov, député du Parti Agraire⁹⁷⁷. La restauration de l'URSS refléterait « *la vraie volonté des peuples* », affirment les députés : « *La désagrégation du grand pays continue à tourmenter les âmes des dizaines de milliers des personnes* », affirme un député du groupe communiste « Pouvoir du peuple » Nikolai Ryjkov, soulignant par ailleurs les bénéfices géopolitiques que la Russie pourrait tirer de la restauration de l'Union Soviétique⁹⁷⁸.

Malgré l'opposition des partis démocratiques, la résolution est adoptée le même jour, par 250 voix (KPRF, Le Parti Agraire, autres groupes de députés patriotiques et populaires) contre 98 (« Notre maison la Russie », « Yabloko » et autres partis démocratiques). Cette démarche a failli provoquer la dissolution de la Chambre Basse par le Président, comme en témoignent les mémoires de ces collaborateurs et de lui-même⁹⁷⁹ : dans un contexte préélectoral très tendu, le Président renonce pourtant à une dissolution qui aurait pu provoquer des troubles, voire une confrontation directe comme en 1993, se bornant à traiter, le lendemain lors d'une conférence de presse, cet acte de « *tentative de déstabiliser la situation dans le pays* ». Deux jours plus tard, la Chambre Haute du Parlement, le Conseil de la Fédération, représentant des régions russes, critique et rejette la proposition, qui par ailleurs provoque une vague d'indignation dans les ex-pays soviétiques, notamment dans les pays Baltes qui la qualifient d'« *action provocatrice dirigée contre la souveraineté des pays* »⁹⁸⁰. Loin de constituer une tentative réelle de restaurer l'URSS, la dénonciation des accords de Biéloréj s'inscrit dans une stratégie électorale des forces communistes, jouant sur le traumatisme de la perte de l'Empire.

b. La diabolisation des communistes pendant la campagne

À la fin du mois de février, la cote de popularité de Guennadi Ziouganov est plus de deux fois plus haute que celle de Boris Eltsine, 18 et 8% respectivement⁹⁸¹. Le 19 mars 1996, un groupe de représentants des entreprises russes obtient un rendez-vous d'urgence avec Boris Eltsine : soulignant l'échec de sa campagne électorale jusqu'à présent et le niveau catastrophique de sa popularité dans les sondages deux mois avant le premier tour, ils insistent sur la nécessité de changer l'équipe des

⁹⁷⁷ *ibid.*.

⁹⁷⁸ Compte rendu intégral, *op. cit.*

⁹⁷⁹ ELTSINE Boris, *op. cit.*, p. 23

⁹⁸⁰ MOROZ Oleg, *Krasnye bol'che ne vernoutsia / Les rouges ne reviendront plus*, Moscou, Olimp, 2007, p. 142

⁹⁸¹ MOROZ Oleg, *op. cit.*, p. 139

conseillers ; selon eux, la seule possibilité de gagner est de changer la stratégie et de mobiliser par tous les moyens l'électorat qui a peur de l'arrivée des communistes au pouvoir pour diverses raisons⁹⁸². Le Président sortant remplace alors son équipe, composée principalement d'anciens fonctionnaires soviétiques, par des jeunes conseillers, parmi lesquels se trouvent plusieurs professionnels de la publicité. La nouvelle équipe réoriente complètement la stratégie électorale : ayant choisi l'appel aux émotions (les slogans « *Je crois, j'aime, j'espère* » et « *Vote par ton cœur* ») qui attirent la jeunesse, ils mettent l'accent sur les dangers du retour au passé communiste.

Le premier axe sur lequel se concentrent les efforts de la nouvelle équipe est la destruction de l'image du « *socio-démocrate normal* » construit par le candidat communiste. En mars 1996, le directeur informel de la campagne de Boris Eltsine, l'économiste Anatoly Tchoubais donne deux entretiens aux médias russes, rappelant que les communistes n'acceptent toujours pas la propriété privée et sont toujours dans un état de guerre contre le capitalisme.

Citant les extraits du programme des communistes sur « *la restauration de la justice sociale* », il affirme que dès leur arrivée au pouvoir les communistes aboliront la propriété privée et formeront des « *commissions spéciales* » qui procéderont aux expropriations. Chacun est concerné, souligne Tchoubais : depuis la chute de l'URSS, « *des dizaines de millions de Russes sont devenus propriétaires* » et par conséquent « *chacun a quelque chose à y perdre* » ; « *le danger communiste est réel* »⁹⁸³, conclut l'économiste. Le deuxième point développé par Tchoubais concerne l'orientation économique générale du régime : le retour à l'économie planifiée et le rideau de fer rendront impossible les investissements étrangers ; « *ils raisonnent toujours dans les termes des plans quinquennaux* »⁹⁸⁴. Cela conduira la Russie à la catastrophe économique dont les conséquences toucheront chacun, et notamment par le retour de la pénurie alimentaire et les queues devant les magasins... « *Je ne puis pas imaginer les conditions sous lesquelles les communistes ne détruiront pas l'économie du pays* », affirme-t-il⁹⁸⁵.

Le deuxième axe de la nouvelle campagne de Boris Eltsine vise à la mobilisation politique de la jeunesse considérée comme la frange la plus anticommuniste de la population. Pour cela, des affiches électorales imprimées dans les journaux prisés par les jeunes et des spots publicitaires diffusés massivement par les chaînes musicales comme MTV exploitent la thématique de la liberté des jeunes de voyager, de s'habiller à la mode, d'écouter la musique occidentale, de mettre en

⁹⁸² *ibid.*, p. 166

⁹⁸³ *ibid.*, p. 174

⁹⁸⁴ *ibid.*, p. 175

⁹⁸⁵ *ibidem*.

avant leur individualité : tout cela, soulignent les spots, qui a été rendu possible par la sortie de l'époque soviétique oppressive.

Le slogan « *Vote ou tu perdras* » traduit l'idée principale véhiculée par les spots : il faut voter pour Boris Eltsine, pour ne pas perdre la liberté à l'arrivée des communistes. La symbolique des spots et des affiches exploite des images associées à la composante répressive de la société soviétique : censure, oppression de libre pensée, uniformisation, Goulag sont symbolisés par les barbelés, la robe de détenu, les rangées de pommes de terre identiques, les menottes... (images n° 15a et 15b).



Image n° 15a et 15b : Deux affiches électorales « Vote ou tu perdras » de Boris Eltsine. **A gauche** : les mains libres sont opposées aux menottes symbolisant la prison. **A droite** : la veste en jean à la mode est opposée à l'uniforme de détenu⁹⁸⁶.



Image n° 16 : Cette affiche électorale « Vote ou tu perdras » oppose la diversité de la société russe actuelle où chacun a son individualité à l'uniformisation de la société soviétique, où les citoyens sont représentés par les pommes de terre de taille différente⁹⁸⁷.

Une autre partie d'affiches électorales de Boris Eltsine exploitait la peur de la pénurie alimentaire et de la famine associée au pouvoir communiste, comme l'affiche « *Achète-toi à manger pour la dernière fois* » sur le fond à l'effigie de Guennadi Ziouganov (image n° 17a). L'autre affiche appelle les électeurs à « *réfléchir et choisir* », opposant deux types d'images : celles du passé, imprimées en gris,

⁹⁸⁶ Eltsine B.N. « *Golosoui ili proigraesh* » / Eltsine B.N., « Vote ou tu perdras », nomination « La meilleure publicité de la décennie », *Sostav.Ru*, <http://www.sostav.ru/columns/mmfr20/nominantCard.php?IDNominant=729>, consulté le 1 mars 2014

⁹⁸⁷ *ibid.*.

représentant les queues devant les magasins, l'annonce « *Pas de sel* » sur les portes fermées du magasin, les comptoirs vides ; et celles du présent, en couleurs vives, représentant l'abondance des marchandises, de quartiers d'immeubles nouvellement construits, des voitures personnelles et des familles heureuses : la société de la pénurie est opposée à la société de consommation (**image n° 17b**). Les tracts distribués à Moscou entre les deux tours abondaient dans le même sens : « *Le changement du pouvoir – c'est les cartes alimentaires et les queues. Le changement du pouvoir – c'est les dilettantes au gouvernail de l'État. Le changement du pouvoir – c'est la pénurie, la famine, la ruine. Faites le bon choix* » (**image n° 17c**).



Images n° 17a, b, c : Exploitation de l'image de la pénurie alimentaire dans les affiches électorales et les tracts ⁹⁸⁸

Le recours à l'arme mémorielle conduit à mettre l'accent sur l'image d'un pouvoir soviétique répressif et générateur de famine. Le 8 juin 1996, une semaine avant le premier tour des présidentielles, Boris Eltsine signe un oukase n° 858, « *Sur les mesures accessoires de la réhabilitation des personnes réprimées à cause de la participation dans les événements à Novotcherkassk en juin 1962* »⁹⁸⁹. Si le choix du moment de la signature de cet oukase est significatif, le choix de la date mémorielle l'est tout autant : l'euphémisme « *les événements à Novotcherkassk de juin 1962* » cache la répression d'une grève pacifique des ouvriers de l'usine de locomotives de Novotcherkassk, protestant contre l'augmentation du prix de denrées alimentaires de base et la pénurie générale, par l'armée et les forces du ministère de l'intérieur, ayant

⁹⁸⁸ Affiches scannées et reproduites dans un blog personnel « Blogbuster », « *Kolbasnye vybory* » / « Les élections de saucisson », 15 janvier 2010, <http://www.blogbuster.ru/tag/eltsin/> et repris ensuite par le site « Histoire de la Propagande », <http://propagandahistory.ru/280/Gazeta-Ne-day-Bog--obraztsa-1996-goda/>, consulté le 1 mars 2014

⁹⁸⁹ « *Sur les mesures accessoires de la réhabilitation des personnes réprimées à cause de la participation dans les événements à Novotcherkassk en juin 1962* », Oukase n° 858 du 8 juin 1996, consultable sur le site de la banque de données électroniques des actes normatifs <http://pravo.gov.ru/proxy/ips/?docbody=&prevDoc=102012473&backlink=1&nd=102041506>, consulté le 1 mars 2014

fait une vingtaine de morts⁹⁹⁰. Cet incident mis en exergue par la signature de l'oukase était le thème principal de la campagne électorale de Eltsine relatif à la famine et aux répressions générés par les communistes.

La nouvelle équipe parviendra à imposer Boris Eltsine en tant que seule alternative à la « revanche communiste » : si les résultats du premier tour donnent un léger avantage à Eltsine (35,2% pour Eltsine, 32,0 pour Ziouganov), ils indiquent clairement la bipolarisation de la compétition électorale entre « *démocrates* » et « *communistes* ». Au lendemain du premier tour des présidentielles, Boris Eltsine proclame, dans une émission télévisée, que la Russie se trouve devant un choix : « *soit on revient en arrière vers les révolutions et les chocs, soit on avance vers la stabilité et le bien-être* »⁹⁹¹ ; sa stratégie électorale vise à exploiter cette fracture entre « *les blancs* » et « *les rouges* », en portant aux extrêmes la polarisation de la société.

La gazette « *Ne dai Bog !* » / « *Que Dieu nous garde !* » constitue l'expression symbolique de la campagne électorale de Boris Eltsine de l'entre-deux tours, représentant la quintessence de sa stratégie. Tirée à dix millions d'exemplaires et livrée quotidiennement et gratuitement aux habitants des villes de province à partir d'avril 1996, cette gazette en couleur cible la population traditionnellement apolitique. Le financement de l'hebdomadaire a été assuré par « *un groupe des citoyens russes aisés qui ne sont pas indifférents envers ce qui se passera avec le pays après le 16 juin* » : cet euphémisme cache en réalité une équipe d'éditorialistes libéraux financés par des jeunes oligarques partisans de Boris Eltsine. Le sous-titre de la gazette « *Gazette sur ce qui se passera après le 16 juin* » reflète bien les thèses principales du camp du Président sortant : la guerre civile, les répressions de masse et la famine sont inévitables si les communistes arrivent au pouvoir. Nous avons pu avoir accès à un seul numéro de cette gazette, entièrement scanné et mis en ligne par un internaute russe dans son blog personnel⁹⁹².

⁹⁹⁰ MOINE Nathalie, « Samuel H. Baron, Bloody Saturday in the Soviet Union », *Cahiers du monde russe* [En ligne], n° 44/4, 2003, <http://monderusse.revues.org/4126>, consulté le 1 mars 2014

⁹⁹¹ MOROZ Oleg, *op. cit.*, p. 301

⁹⁹² « *Ne dai bog – poslednii nomer* » / « Que Dieu nous garde : le dernier numéro », scans de la gazette dans le blog personnel de l'internaute « mp44 », 20 octobre 2010, <http://mp44.LiveJournal.com/391738.html> ou <http://propagandahistory.ru/280/Gazeta-Ne-day-Bog--obraztsa-1996-goda/>, consulté le 1 mars 2014

Une grande partie de la gazette est consacrée aux lettres de lecteurs dont l'origine est invérifiable : dans ces lettres, les supposés lecteurs communistes menacent les journalistes de la gazette mais aussi tous les « *Juifs et démocrates* » de l'extermination physique (« *la justice populaire* ») après leur arrivée au pouvoir. La ressemblance frappante de toutes ces lettres (le ton agressif, la glorification fanatique des communistes, les menaces, l'antisémitisme) laisse supposer qu'il s'agit des pastiches plutôt que de vraies correspondances. Il reste que l'image de l'électorat communiste qui en ressort est celle d'un être agressif et abruti, foncièrement antisémite et très dangereux, qui n'attend que l'occasion pour commencer les *pogroms* et les expropriations⁹⁹³ :

« *On votera Ziouganov, et vous, les Juifs, on vous **exterminera** et on **organisera des pogroms** !* »

« *Je prie Dieu pour que le temps vienne au plus vite quand on vous **exterminera**. Il m'est indifférent qui le fera, les communistes ou les nationalistes, je salue tous ceux qui vous apporteront la **mort**, à vous autres Juifs et démocrates ! Les paysans et les kolkhoziens, oblast' d'Ivanovo* ».

« *Après le 16 juin personne n'échappera à la **justice populaire** ! [...] on vous enverra aux mines d'uranium, extraire de l'uranium pour la station nucléaire, pour restaurer l'économie détruite par les démocrates. À **mort** le capitalisme !* »⁹⁹⁴.

Une autre partie de la gazette est composée d'entretiens avec des célébrités russes et étrangères appréciées par les Russes qui expriment une opinion défavorable sur le communisme : affirmant qu'ils « *ne veulent pas revenir en arrière* », que « *le communisme est une utopie* », ils appellent à voter pour Eltsine au second tour⁹⁹⁵.

L'acteur populaire Armen Djigarkhanian affirme, dans un entretien intitulé « *Je ne veux pas revenir en arrière* », qu'il « *en a marre des troubles dans le pays* » et que les gens qui voteraient pour les communistes sont les « *gens perdus* ». Le chanteur rock Youri Chevtchouk abonde dans le même sens : il ne s'intéresse pas à la politique, mais il votera pour Eltsine au second tour car il est certain que dans ce cas « *il n'y aura pas de guerre civile en Russie* » et parce que « *le socialisme est magnifique sur papier, mais en réalité il est monstrueux* ». Parmi les célébrités étrangères on trouve Brigitte Bardot qui affirme qu'elle « *priaient Dieux pour que la Russie ne finisse pas entre les mains des communistes* » et que pour elle « *le communisme était plus dangereux que le nazisme* »⁹⁹⁶.

Le 3 juillet 1996, à l'issue du second tour, Boris Eltsine emporte les élections présidentielles avec 13% d'avance sur le candidat communiste Guennadi Ziouganov (53% contre 40%). L'analyse de cette campagne permet de voir que le « *mythe noir*

⁹⁹³ *ibid.*

⁹⁹⁴ *ibid.*

⁹⁹⁵ *ibidem.*

⁹⁹⁶ *ibidem.*

du communisme », à savoir les images qui évoquent les côtés négatifs de l'époque soviétique (répressions, famine, oppression de l'individualité, guerres civiles) a été ranimé et habilement exploité par le camp de Boris Eltsine qui a choisi de mettre l'accent sur la diabolisation des communistes. Le recours aux traumatismes du passé communiste a constitué la pierre angulaire de la stratégie électorale de Boris Eltsine : dans son discours, deux époques ont été mises en avant, qui évoquent presque deux pays différents et séparés, l'un représenté par l'URSS sous-développée, pauvre et sanguinaire et l'autre par la Russie postsoviétique, démocratique et développée. L'efficacité de cette stratégie est spectaculaire au regard de l'évolution de la cote de popularité du candidat démocrate : si les intentions de vote pour Eltsine début mars ne dépassaient pas 10%, il est parvenu, en trois mois et demi, à rassembler 35% de votes à l'issue du premier tour. Cette évolution prouve que malgré l'impopularité du Président sortant, faible et malade (Boris Eltsine a subi quatre infarctus lors de six derniers mois qui précédaient le premier tour, et un autre infarctus entre les deux tours), et malgré le rejet des réformes libérales, les dangers associés à l'arrivée des communistes au pouvoir ont joué un rôle clé dans le choix électoral des Russes : les électeurs ont voté moins pour Eltsine que contre les communistes. Cette dimension anticommuniste du vote a été par ailleurs confirmée le lendemain de la victoire de Boris Eltsine, le 8 juillet 1996 : une fête « *De réconciliation nationale et de la victoire sur le KPRF aux élections présidentielles* » est organisée à Moscou, lors de laquelle un symbolique « *cercueil du communisme* » est jeté et noyé dans le fleuve de la Moskova.

B. Les compromis au nom de la réconciliation

La sortie de la Russie de l'ère soviétique a été caractérisée par la continuité des élites, mais aussi par le poids d'un passé trop lourd à gérer et par une crise identitaire sans précédent : selon l'expression de Youri Afanassiev, après la période de la « *suridéologisation* » soviétique est venue la période de « *désidéologisation* » totale⁹⁹⁷ : au prix d'une crise identitaire, la société russe étant privée de repères idéologiques visibles, « *autres que la nouvelle étoile du « Marché » qui lui [était] extérieure* »⁹⁹⁸. Au niveau politique, l'absence d'un système cohérent et stable de

⁹⁹⁷ AFANASSIEV Youri, *De la Russie*, Paris, Fayard, 2002, p. 288

⁹⁹⁸ CHAUVIER Jean-Marie, *Ex-URSS, C.E.I., Eurasie: dislocation ou re-union ?*, dans GARROS Véronique (dir), *Russie post-soviétique: la fatigue de l'histoire ?*, Edition Complexe, 1995, p. 55

représentations définissant l'identité du régime posait, à terme, le problème de sa légitimité. L'absence de consensus sur les origines de la nouvelle Russie et sur son rapport à l'héritage soviétique est mise en exergue par le retour systématique des questions difficiles du passé dans le débat politique, malgré les efforts du pouvoir pour tourner la page. Tout au long des années 1990, derrière les luttes politiques se profilaient déjà les lignes de fracture sur le passé qui justifiaient un certain nombre de compromis, posant des limites aux politiques mémorielles visant la décommunisation consécutive de la Russie : la réconciliation comprise dans le sens de l'oubli et du pardon est vue comme un moyen d'apaiser les tensions sociales et politiques. Par ailleurs, prenant la mesure de l'étroitesse de la victoire aux élections de 1996 et des dangers de l'exacerbation de l'anticommunisme divisant la société, le pouvoir va s'efforcer de parvenir à un compromis entre « *les blancs* » et « *les rouges* », notamment à travers de la valorisation de l'image fédératrice de la Grande Guerre patriotique.

1. La décommunisation de la Russie : une logique inachevée

La chute du mur de Berlin a enclenché une vague de « *décommunisation* » des anciens pays communistes, dans lesquels émerge la question de la *justice transitionnelle*, c'est-à-dire de mesures visant à réparer les torts causés par les infractions massives aux droits de l'homme. À quel point la responsabilité des exécuteurs des répressions doit-elle être engagée ? À quel point la thèse de « *simple exécution des ordres* » est-elle admissible ? Jusqu'où doit-on aller dans la « *purification de son passé* »⁹⁹⁹ ? À partir de 1989, on assiste à la mise en pratique des instruments concrets de la justice transitionnelle dans les pays d'Europe de l'Est : les procès des dignitaires communistes, la mise en place des « *Commissions de vérité* », la réforme des institutions judiciaires, les lustrations dans l'appareil d'État et de l'armée¹⁰⁰⁰ ; ces mesures sont considérées comme la condition indispensable du passage à la démocratie.

a. L'impossible « Nuremberg russe »

⁹⁹⁹ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London/ New York, Routledge, 2008, p. 448

¹⁰⁰⁰ Ainsi la Tchécoslovaquie a entamé un processus de décommunisation des administrations, de l'armée et de la police ; en Pologne, l'identité des agents secrets a été rendue publique ; dans les pays Baltes, la nouvelle législation a ôté aux anciens agents des services secrets et leaders communistes plusieurs droits civils, y compris le droit d'accès à la fonction publique. Voir STAN Lavinia, « Skeletons in the Closet: Transitional Justice in Post-Communist Europe », *Memory Studies*, n° 5, 2012, p. 341

En ce qui concerne la Russie, le courant démocratique soulève la question de la responsabilité pénale des hauts dignitaires communistes dès 1990, appelant à l'interdiction du Parti Communiste et à un « *Nuremberg russe* » ; pour autant le consensus est absent et la société reste clivée sur cette question. L'affaire dite « *Le procès du PCUS* », illustre les limites que la décommunisation réelle rencontre en Russie dès la sortie de l'URSS et se présente comme un compromis déterminé par la nécessité de préserver la paix nationale. Première et plus importante « *affaire* » de la Cour Constitutionnelle russe, le procès se déroule dans un contexte politique particulier et met en évidence l'incapacité aussi bien des élites que de la société russe de rompre avec le passé soviétique et de poser des questions du fond.

« *Le procès du PCUS* » commence en août 1991, quelques jours après l'échec du putsch des communistes conservateurs, quand Boris Eltsine signe l'oukase n° 79 « *Sur la suspension de l'activité du Parti Communiste de RSFSR* »¹⁰⁰¹. L'oukase prévoit, outre la suspension de l'activité du Parti et la dissolution de toutes ses structures, la nationalisation de ses avoirs et la suspension de toutes les opérations sur ses comptes par la Banque Centrale. Signé le lendemain de l'échec du putsch, il reflète l'atmosphère générale d'« *enthousiasme démocratique* » provoqué par le sentiment de la « *victoire populaire* » sur les « *revanchistes communistes* » : l'interdiction du Parti Communiste se présente comme un pas logique et nécessaire assurant le pays contre tout retour en arrière.

Pour autant, l'« *euphorie démocratique* » ne parvient pas à s'installer durablement : quelques mois plus tard, la Cour Constitutionnelle nouvellement créée est saisie par un groupe de trente-sept députés communistes qui contestent la conformité de l'oukase de Boris Eltsine à la Constitution ; en réaction, les représentants du nouveau gouvernement demandent à la Cour Constitutionnelle de « *proclamer le PCUS l'organisation inconstitutionnelle* »¹⁰⁰² en tant que « *structure*

¹⁰⁰¹ Oukase n° 79 du 23 août 1991 « *O priostanovlenii deiatel'nosti kommunisticheskoï partii RSFSR* » / « *Sur la suspension de l'activité du Parti Communiste de RSFSR* », http://www.lawrussia.ru/texts/legal_383/doc383a164x390.htm, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁰² *Postanovlenie Konstitutsionnogo souda Rossiiskoi Federatsii po delou o proverke konstitutsionnosti oukazov Prezidenta Rossiiskoi Federatsii ot 23 avgousta 1991 n° 79 « O priostanovlenii deiatel'nosti kommunisticheskoï partii RSFSR », ot 25 avgousta 1991 n° 90 « Ob imouchestve kommunisticheskoï partii RSFSR » i ot 6 noiabria 1991 n° 169 « O deiatel'nosti KPSS i KPRF », a takje o proverke konstitutsionnosti KPSS i KP RSFSR / L'arrêt de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie portant le contrôle de constitutionnalité des oukases du Président de la Fédération de Russie du 23 août 1991 n° 79 « Sur la suspension de l'activité du Parti Communiste de RSFSR », du 25*

étatique qui s'est substituée à l'État » pour non-conformité de toutes ses actions, tout au long de l'existence de l'URSS, à la Constitution. Ces deux requêtes opposées et le débat qu'elles déclenchent ont constitué « *Le procès du PCUS* » de 1992.

La façon particulière dont « *L'affaire du PCUS* » a été examinée par la Cour Constitutionnelle souligne sa dimension politique et son importance pour l'orientation générale du pays. Dès le début, la Cour Constitutionnelle applique à « *l'affaire du PCUS* » les procédures inhérentes à toute juridiction, notamment le principe du contradictoire et la publicité des audiences. « *Le procès du PCUS* » se déroule « *dans le contexte de la sévère confrontation politique* »¹⁰⁰³ : tandis qu'une partie de la société réclame un « *vrai Nuremberg* », l'autre partie demande la disculpation totale du Parti. Le témoignage de l'ancien dissident Vladimir Boukovsky qui a participé à l'affaire en tant que témoin et expert et qui a décrit son expérience dans le livre « *Le procès de Moscou* » souligne encore une fois le fait que l'affaire du PCUS a mis à nu les fractures sociales : « *tous les matins, témoigne-t-il, deux foules se rassemblaient devant le bâtiment de la Cour Constitutionnelle : une foule avec les chiffons rouges, l'autre avec les chiffons tricolores* »¹⁰⁰⁴. La dimension politique de l'affaire a été reconnue par le pouvoir : dans son discours devant le Soviet Suprême en juin 1992, Boris Eltsine qualifie cette affaire de « *plus grave problème politique* » de la Russie¹⁰⁰⁵.

La Cour Constitutionnelle décide d'organiser les auditions publiques à la manière du procès judiciaire public, avec les plaidoiries de deux parties qui avaient par ailleurs la possibilité de recourir aux témoins et aux experts. Du côté des requérants communistes, ont été convoqués des anciens secrétaires du PCUS, mais aussi les juristes et les intellectuels qui ont voulu défendre la position du Parti Communiste¹⁰⁰⁶. La partie de Boris Eltsine a été représentée par ses conseillers et par un nombre de députés démocrates¹⁰⁰⁷. À la demande expresse de Boris Eltsine une commission *ad hoc* dirigée par Vladimir Boukovsky a été créée, afin d'étayer par les documents d'archives la thèse sur l'inconstitutionnalité des actions des anciens dirigeants du Parti et de justifier son oukase sur l'interdiction. Ayant obtenu l'accès aux archives secrètes,

août 1991 n° 90 « Sur la propriété du Parti Communiste de RSFSR », du 6 novembre 1991 n° 169 « Sur l'activité du PCUS et KPRF », ainsi que sur le contrôle de constitutionnalité du PCUS et du PC de RSFSR, *Décision de la Cour Constitutionnelle*, n° 9-P, 30 novembre 1992, <http://www.referent.ru/7/50687>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁰³ « *Na 20-letie Konstitoutsionnogo souda Rossii Medvedev nazval ego "privivkoi ot totalitarizma"* » / « A l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la Cour Constitutionnelle russe Medvedev l'appelle "la vaccination contre le totalitarisme" », *NewsRu.com*, 27 octobre 2011, <http://www.newsru.com/russia/27oct2011/antototal.html>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁰⁴ BOUKOVSKII Vladimir, *Moskovskii Protsess / Le procès de Moscou*, Moscou, MIK, 1996.

¹⁰⁰⁵ BOUKOVSKII Vladimir, *op. cit.*

¹⁰⁰⁶ SOBTCHAK Anatolii, *Jila-byla KPSS / Il était une fois le PCUS*, <http://sobchak.org/rus/books/Kpss/9.html>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁰⁷ SOBTCHAK Anatolii, *op. cit.*

Vladimir Boukovsky est parvenu à rassembler des « *preuves* » dans des dossiers fort hétérogènes concernant les infractions aux droits de l'homme, la corruption dans le Parti etc.¹⁰⁰⁸.

La question principale à laquelle la Cour Constitutionnelle devait répondre était celle du caractère inconstitutionnel de l'activité du PCUS, alors même que la Constitution en vigueur est la Constitution soviétique amendée, élaborée sous le contrôle du Parti. Le statut du Parti a présenté la deuxième difficulté majeure. Selon la thèse principale défendue par les communistes, le Président ne peut pas interdire un parti ou un mouvement politique ou social, car cette décision relève du domaine de la justice ; or, soutenaient les communistes, avant la Constitution brejnévienne de 1977, ni l'état juridique du PCUS, ni son rôle politique et social n'avaient été fixés dans un quelconque document juridique. Cette particularité permet aux communistes de plaider qu'avant 1977, le PCUS n'était qu'une simple « *organisation sociale* » rassemblant des partisans professant les mêmes idées, à l'instar d'un club de chasseurs ou d'une association d'étudiants. Et, à partir de la consécration en 1977 par la Constitution du rôle du parti qui a été explicitement qualifié de « *force directrice de la société soviétique, noyau du système politique de toutes les organisations étatiques et sociales, définissant la politique intérieure et extérieure* », son activité ne pourrait être qualifiée d'inconstitutionnelle, puisque rentrant dans le cadre qui lui a été assigné par la Constitution. Par conséquent, plaident les communistes, les abus possibles dans l'activité du Parti relevaient de la responsabilité des personnes concrètes, non du Parti en tant que tel¹⁰⁰⁹.

D'autres difficultés ont surgi lors du procès, notamment concernant la question de la responsabilité collective des membres du PCUS pour ses actions. Les représentants du Président, eux-mêmes anciens membres du Parti, ne pourraient répondre en affirmative à la question posée par les représentants du PCUS : « *Considérez-vous que tous les membres du Parti doivent porter la responsabilité pour les actions [du Parti] ?* »¹⁰¹⁰. La défense du PCUS a fait appel aux témoins, communistes provinciaux, qui ont déclaré sous serment « *de ne jamais avoir participé à quelque activité anticonstitutionnelle, ni aux agressions contre les autres pays, ni aux persécutions des hétérodoxes* »¹⁰¹¹. C'est à ce propos qu'Anatoly Sobtchak, présent lors du procès du côté de Boris Eltsine, a parlé de « *l'atmosphère de double pensée* » qui régnait lors du procès : les anciennes élites communistes ont été présentes aussi bien du côté des communistes que du côté des « *démocrates* »¹⁰¹².

¹⁰⁰⁸ BOUKOVSKII Vladimir, *op. cit.*

¹⁰⁰⁹ SOBTCHAK Anatolii, *op. cit.*

¹⁰¹⁰ *ibid.*

¹⁰¹¹ *ibidem.*

¹⁰¹² *ibidem.*

Rendue le 30 novembre 1992¹⁰¹³, la décision de la Cour Constitutionnelle symbolise le compromis entre la nécessité de condamner le régime communiste et l'impossibilité d'aller jusqu'au bout de cette logique. Dans cette décision, la Cour dresse le bilan de 70 ans du pouvoir soviétique, les qualifiant d'un « régime du pouvoir illimité, basé sur la violence, d'un groupe restreint des fonctionnaires communistes, réunis en Politburo du Comité Central du PCUS, dirigés par le Secrétaire General du Comité Central du PCUS »¹⁰¹⁴ : « Les matériaux joints au dossier, ainsi que les déclarations des témoins, permettent d'établir le fait que les structures dirigeantes du PCUS ont été les initiateurs, et les structures locales les intermédiaires, de la politique des répressions contre les millions des citoyens Soviétiques [...] »¹⁰¹⁵.

Etablissant une ligne de démarcation entre les organes centraux et les structures locales, la Cour confirme que les organes dirigeants et les hautes autorités du PCUS ont dirigé et contrôlé l'ensemble de la vie politique et sociale du pays, en monopolisant les compétences étatiques, tout en « dissimulant leur activité aux membres ordinaires du Parti », tandis que les organisations de base avaient toutes les caractéristiques d'un mouvement social ordinaire ; la question de la responsabilité collective a été par conséquent écartée. Par ailleurs, la dissolution des organisations locales du parti est proclamée non conforme à la Constitution et donc invalidée par la Cour qui affirme que, dans un État démocratique, le Président n'est pas en mesure d'interdire l'activité politique d'un quelconque parti¹⁰¹⁶.

Dans la décision, la plupart des articles de l'oukase de Boris Eltsine sont déclarés conformes à la Constitution, y compris les points concernant la dissolution des structures dirigeantes du PCUS : c'était nécessaire pour « se prémunir contre le

¹⁰¹³ Postanovlenie Konstitoutsionnogo souda Rossiiskoi Federatsii po delou o proverke konstitoutsionnosti oukazov Prezidenta Rossiiskoi Federatsii ot 23 avgousta 1991 n° 79 « O priostanovlenii deiatel'nosti kommounisticheskoi partii RSFSR », ot 25 avgousta 1991 n° 90 « Ob imouchestve kommounisticheskoi partii RSFSR » i ot 6 noiabria 1991 n° 169 « O deiatel'nosti KPSS i KPRF », a takje o proverke konstitoutsionnosti KPSS i KP RSFSR / L'arrêté de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie portant le contrôle de constitutionnalité des oukases du Président de la Fédération de Russie du 23 août 1991 n° 79 « Sur la suspension de l'activité du Parti Communiste de RSFSR », du 25 août 1991 n° 90 « Sur la propriété du Parti Communiste de RSFSR », du 6 novembre 1991 n° 169 « Sur l'activité du PCUS et KPRF », ainsi que sur le contrôle de constitutionnalité du PCUS et du PC de RSFSR, *Décision de la Cour Constitutionnelle*, n° 9-P, 30 novembre 1992, <http://www.referent.ru/7/50687>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰¹⁴ Postanovlenie [...] / *Décision de la Cour Constitutionnelle*, n° 9-P, 30 novembre 1992, <http://www.referent.ru/7/50687>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰¹⁵ *ibid.*
¹⁰¹⁶ *ibidem.*

retour à l'état antérieur, et liquider les structures [...] [qui occupaient], au sein du mécanisme étatique, la place qui n'était pas conforme aux bases constitutionnelles »¹⁰¹⁷. Pour autant, l'enquête visant à vérifier en profondeur le caractère constitutionnel de l'activité du PCUS a été suspendue en raison du fait que, suite aux événements d'août 1991, le Parti Communiste a *de facto* « cessé d'exister » ; ainsi la Cour met fin à des poursuites possibles à l'encontre du Parti et de ses membres.

Si les nouveaux dirigeants, issus de la nomenklatura soviétique, n'étaient pas prêts pour un véritable procès, l'opinion publique l'était moins encore. Pour le Président de la Cour, celle-ci visait « *la réconciliation sociale afin d'éviter les confrontations qui pourraient être néfastes pour les transformations démocratiques de la Russie* »¹⁰¹⁸. En effet, la difficulté de séparer « *les bourreaux des victimes* », dans un pays où, selon l'expression d'Anna Akhmatova, la moitié du pays gardait l'autre moitié dans les prisons, a également interdit un « *Nuremberg russe* » et la condamnation univoque du régime soviétique. Ainsi la Cour a opté pour des demi-mesures, condamnant les pratiques communistes mais bloquant en même temps toute enquête approfondie sur le PCUS sous prétexte de sa disparition. Cette décision ambiguë a dès le début posé des limites à la décommunisation et, partant, à la désoviétisation du pays : aucun dispositif de justice transitionnelle n'a été mis en place et, quelques mois seulement après la décision de la Cour, le Parti Communiste a commencé à restaurer son organisation centralisée sous le nom de « *Parti Communiste de la Fédération de Russie* » (le KPRF), à partir des organisations locales.

b. Le mémorandum de réconciliation : le moyen de tourner la page

Le conflit d'octobre 1993, quand les troupes fidèles à Boris Eltsine donnent l'assaut aux députés communistes et nationalistes qui contestent la dissolution du Parlement et occupent le bâtiment du Conseil Suprême, et les élections législatives anticipées en décembre 1993, largement remportées par le parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovsky, les communistes arrivant à la troisième place, a une fois encore posé la question de la nécessité de rétablir la paix civile. Tandis que les députés

¹⁰¹⁷ *ibidem*.

¹⁰¹⁸ « *Na 20-letie Konstitoutsionnogo souda [...]* » / « A l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la Cour Constitutionnelle russe [...] », *op. cit.*.

communistes soulèvent, lors des premiers débats à la Chambre basse, la question de la qualification juridique des actions du Président lors de la crise d'octobre 1993, et notamment de la « *constitutionnalité de la fusillade du Parlement russe* », le Procureur de la République prépare la mise en accusation des auteurs du complot d'août 1991 mais aussi des leaders des députés récalcitrants qui se trouvent en détention provisoire. Dans ce contexte, la question du consensus entre « *les blancs* » et « *les rouges* » est parmi les premières à être abordée par de nouveaux députés : le droit va être appelé à intervenir pour effacer certains faits historiques de la mémoire collective et imposer l'oubli à travers des mécanismes octroyant le pardon ; dans ce cas l'amnistie, « *ne concerne pas seulement la peine, mais les faits eux-mêmes : tout se passe alors comme si ceux-ci ne s'étaient pas produits* »¹⁰¹⁹. Saisissant l'occasion d'un projet de loi d'amnistie proposé par Boris Eltsine pour les prisonniers du droit commun, condamnés au titre d'articles abrogés après la chute de l'URSS (« *activité économique illégale* », « *spéculation* » etc.) les députés soulèvent la question de la nécessité d'une « *amnistie politique et économique* » générale, afin de « *tourner la page* »¹⁰²⁰.

L'initiative de l'amnistie politique émane des députés ultranationalistes lors du débat du 4 février 1994 sur la responsabilité respective de Boris Eltsine et des députés communistes dans la crise d'octobre 1993. Tandis qu'une partie de députés propose la création d'une commission juridique spéciale *ad hoc* qui se chargerait de démêler l'affaire, le député nationaliste Viktor Vichnyakov, soulignant le chaos juridique de la période transitoire, affirme que « *ces deux affaires sont indémêlables* »¹⁰²¹ et appelle les députés de tourner la page et de « *rapporтер cette question à l'avenir* » afin de « *préserver la paix civile* » dans les intérêts de tous les citoyens russes¹⁰²². Au fur et à mesure des débats, les députés pourtant d'orientation politique très variée arrivent au consensus : l'amnistie pénale doit être l'occasion pour l'amnistie politique qui mettra fin à la guerre entre les « *blancs* » et les « *rouges* » : « *[il faut] arrêter la confrontation [...]. Les gens comprennent que les événements d'octobre sont une tumeur qui va continuer à ronger notre société* »¹⁰²³. Ils proposent d'amnistier aussi bien les auteurs du « *complot* » de 1991 et les leaders de l'opposition parlementaire à Eltsine en octobre 1993, que « *les soldats et les officiers qui ont tiré sur la Maison blanche [sur l'ordre de Eltsine]* »¹⁰²⁴. Les députés communistes abondent dans le même sens : il faut « *renoncer à la vengeance historique* »¹⁰²⁵ ; certes, la question de la responsabilité des uns et des autres est importante, mais le plus important est d'« *en finir avec le passé* »

¹⁰¹⁹ CHEVALLIER Jacques, « Droit et mémoire », dans *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008, pp. 639-657

¹⁰²⁰ Compte rendu intégral des débats à la Douma d'État sur l'amnistie politique et économique, 17 février 1994, <http://transcript.duma.gov.ru/node/3237/#sel>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰²¹ *ibid.*

¹⁰²² *ibidem.*

¹⁰²³ *ibidem.*

¹⁰²⁴ *ibidem.*

¹⁰²⁵ Compte rendu intégral des débats à la Douma d'État du 23 février 1994, <http://transcript.duma.gov.ru/node/3233/>, consulté le 1 mars 2014

et d'admettre l'existence d'une « *nouvelle réalité juridique et politique* »¹⁰²⁶. Le député ultranationaliste Vladimir Jirinovski appelle même « *à pardonner tout le monde, à partir de la guerre russo-japonaise jusqu'à la guerre en Afghanistan* »¹⁰²⁷.

Le 23 février 1994 la Douma adopte « *Le mémorandum de réconciliation* »¹⁰²⁸, selon lequel, « *nonobstant toute la diversité de nos positions politiques et économiques* », dans l'objectif de « *dépasser la dégradation morale de la société* » et d'« *arriver à la paix civile* »¹⁰²⁹, sont politiquement amnistiés tous les protagonistes des conflits de 1991 et 1993.

Ainsi contrairement à d'autres pays d'Europe de l'Est, les dispositifs de justice transitionnelle n'ont jamais été mis en place et la désoviétisation de la Russie post-soviétique n'a pas eu lieu : la bureaucratie soviétique est restée en place et a continué à avoir accès aux postes de responsabilité ; la réflexion sur la responsabilité des uns et des autres a été sacrifiée à la nécessité de préserver la paix civile. Pour autant, si la décision de la Cour Constitutionnelle sur le PCUS de 1992 et l'amnistie politique de 1994 ont marqué la clôture temporaire du débat sur le passé, le rapport avec le passé n'en est pas devenu plus conscient et réfléchi : les fractures sociales et le clivage sur le passé soviétique temporairement escamotés ressortiront peu de temps après.

2. *La recherche d'une identité nationale*

Après la chute de l'URSS, les nouveaux dirigeants russes ont choisi de suivre la même stratégie de détachement par rapport au passé soviétique et son effacement symbolique : à défaut de parvenir à définir positivement l'identité du nouvel État, d'autant que ses dirigeants étaient issus de la nomenklatura soviétique, celle-ci a été définie à partir de ce qu'elle n'était pas ; par ailleurs, cette rupture était lourde d'enjeux politiques dans le contexte de luttes entre les nouvelles et les anciennes élites. Toutefois la stratégie des nouveaux dirigeants de rejeter l'époque soviétique tout entière, en tant qu'aberration historique et « *parenthèse totalitaire* », s'est avérée inacceptable pour une grande partie de la population, mais aussi pour une partie des élites.

¹⁰²⁶ *ibidem*..

¹⁰²⁷ SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and memory During the Eltsin's Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 45

¹⁰²⁸ Résolution n° 62-I GD « *O priniatii memorandum o soglasii* » / « Sur l'adoption du mémorandum de la réconciliation », 23 février 1994, <http://open.lexpro.ru/document/18719>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰²⁹ *ibidem*..

a. *La Commission de l'idée nationale*

Si les premières tentatives de reconstruire l'identité nationale ont lieu dans la première moitié des années 1990, notamment à travers une série de gestes envers l'Eglise orthodoxe, Boris Eltsine reconnaît publiquement l'urgence de cette tâche en 1996, une semaine après sa victoire difficile aux élections présidentielles qui a porté la polarisation de la société russe aux extrêmes. La construction de la nouvelle idée nationale devrait être le fruit du travail de commissions *ad hoc* composées de collaborateurs du Président. Réunissant ses proches collaborateurs qui ont assuré sa victoire, le Président soulève la question de la nécessité de « *commencer à élaborer l'idée nationale russe* », « *l'idéologie nationale* »¹⁰³⁰.

Toutefois, tout en reconnaissant la nécessité de combler le vide idéologique, le pouvoir opte pour les moyens d'action traditionnels, choix sans doute dicté par l'habitude et la confiance démesurée dans la toute-puissance idéologique de l'État que Boris Eltsine a dû garder de l'époque soviétique : à l'issue de la réunion, il charge ses collaborateurs de « *trouver l'idée nationale dans l'espace d'un an* ». Le 30 juillet 1996, *Rossiiskaia Gazeta / La Gazette Russe*, gazette officielle du gouvernement, lance un concours « *Une idée pour la Russie* », invitant à participer « *tous ceux qui croient en une Russie renaissante, au talent, à l'assiduité et au patriotisme des citoyens de la Russie* »¹⁰³¹. L'objectif du concours est de recueillir des contributions des Russes, en vue d'élaborer un « *dénominateur commun universel* ». Le grand titre du numéro du 30 juillet « *Qui sommes-nous ? Où allons-nous ?* », renvoie au débat classique autour des « *questions éternelles* » russes que les slavophiles et les occidentalistes se sont posées au XIX^e siècle. Pour autant le concours reste strictement encadré par la rédaction¹⁰³².

La difficulté de trouver un quelconque document qui se rapporte au travail de la « *Commission de l'idée nationale* » montre que la réflexion n'a pas été menée dans des conditions d'ouverture, mais élaborée dans les bureaux. Or, dans les conditions

¹⁰³⁰ « *Eltsine o natsional'noi idée* » / « *Eltsine sur l'idée nationale* », *Nezavissimaia Gazeta / La Gazette indépendante*, 13 juillet 1996, p. 1, cité par LARUELLE Marlène, « *Nationalism and state control in Russia: A weakened social consensus* », *Reviste CIDOB d'afert internacionals*, n° 96, 2011, p. 5

¹⁰³¹ LANDRY Tristan, « *Histoire postmoderne russe, mémoire postsocialiste et postérité de l'historiographie soviétique* », dans HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, p. 223

¹⁰³² *ibid.*

de la Russie postsoviétique, où la multiplicité des acteurs participe à l'élaboration et la diffusion des représentations historiques et sociales, la tâche s'est avérée beaucoup plus compliquée.

b. La Journée d'accord et de réconciliation nationale

Une autre tentative de combler le vide idéologique par des moyens administratifs est le remaniement du calendrier commémoratif, effaçant le jour de « *L'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre* », célébrée traditionnellement le 7 novembre : même si après la chute de l'URSS le 7 novembre n'a pas été célébré au niveau national, cette journée restait fériée et était l'occasion pour les communistes de se rassembler dans une forme de « *commémoration alternative* », voire de « *contre-commémoration* »¹⁰³³. Si l'échec de la victoire de Boris Eltsine aux élections de 1996 rend impossible de supprimer purement et simplement cette fête du calendrier, le pouvoir envisage d'attribuer un sens différent à cette fête, la rebaptisant, par l'oukase daté du 7 novembre 1996, « *La journée d'accord et de réconciliation nationale* »¹⁰³⁴. Dans la dynamique entamée en 1991, l'invention de nouveaux lieux de mémoire ou la réorientation des anciens se produit en vue d'une identité postsoviétique à élaborer pour la nation russe¹⁰³⁵.

Un changement important du sens se profile derrière le changement du nom. Dans le préambule de l'oukase le pouvoir opte pour des formules neutres et conciliantes, indiquant que le temps de la confrontation entre « *les rouges* » et « *les blancs* » est révolu : « *La Révolution d'Octobre 1917 a influencé de manière profonde sur le destin de notre pays* », affirme le préambule, sans qualifier cette influence de « *tragédie nationale* » ou d'« *horreurs totalitaires* », comme cela a été souvent le cas dans le discours officiel du début des années 1990. Par l'oukase, le Président réaffirme sa volonté d'unifier et de consolider la société russe : le nouveau nom de la fête, « *La Journée d'accord et de réconciliation* », traduit bien l'esprit de conciliation : en effaçant symboliquement la commémoration de la Révolution de 1917 du calendrier, sans pour autant condamner cette période, le pays devrait arriver à la réconciliation avec son histoire. Afin d'entériner ce changement, l'art. 2 du décret proclame l'année 1997, celle du 80^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre, « *l'année d'accord et de réconciliation* »¹⁰³⁶.

D'autres mesures pratiques assurant le passage de la symbolique révolutionnaire à la symbolique de réconciliation devraient être définies, selon l'oukase, par une

¹⁰³³ SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.

¹⁰³⁴ Oukase n° 1537, 7 novembre 1996, « *O dne soglasiia i primireniia* » / « Sur la journée de l'accord et de la réconciliation », <http://document.kremlin.ru/doc.asp?ID=79721&PSC=1&PT=1&Page=2>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰³⁵ SCHERRER Jutta, « Anciens/nouveaux lieux de mémoire en Russie », *Outre-terre*, n° 19, 2007, p. 187

¹⁰³⁶ « *O dne soglasiia i primireniia* » / « Sur la journée de l'accord et de la réconciliation », *op. cit.*

commission dite de « *Réconciliation nationale* »¹⁰³⁷ créée *ad hoc* : l'organisation des festivités, des colloques thématiques, des « *Journées de paix et d'accord* »... Cette volonté de mettre en place une nouvelle idéologie unificatrice et réconciliatrice par le travail de commissions témoigne de l'attachement de Boris Eltsine aux pratiques soviétiques, où l'idéologie était prise en charge par l'État. La commission de « *Réconciliation nationale* » était censée réunir tous les courants d'opinion : les leaders des mouvements et des partis politiques représentés à la *Douma*, mais aussi les ONG, les représentants de la société civile, les représentants de l'Eglise orthodoxe et des principales confessions de la Fédération (l'islam et le judaïsme¹⁰³⁸). L'activité de la commission a été centrée autour de la sauvegarde de la mémoire du « *temps de troubles* » d'un côté et l'unification de l'espace symbolique de l'État russe. Des mesures concrètes ont été prévues pour faire perdurer la mémoire des victimes de la Révolution, de la guerre civile et des répressions politiques dans les nouveaux lieux de mémoire (des monuments, des objets d'art consacrés à cette époque), mais aussi à travers la sauvegarde des anciens monuments délabrés qui devraient être mis « *dans un état approprié* »¹⁰³⁹. Les enseignes administratifs et la symbolique de l'État ont constitué le deuxième grand axe du travail de la Commission : le décret charge la Commission d'effectuer une « *homogénéisation des monuments et des peintures à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments d'État* » : il s'agissait d'en finir avec la discordance entre les symboles de différentes époques dans les bâtiments administratifs.

Malgré la création de diverses commissions et la volonté apparente de Boris Eltsine de développer un nouveau système de représentations cohérent, cette activité n'a pas suscité l'enthousiasme des intellectuels et de la population. En ce qui concerne le calendrier commémoratif, le changement du nom de la fête n'a pas entraîné son effacement de la mémoire populaire : selon les données de la Fondation de l'Opinion Publique, en 1997, la date du 7 novembre n'avait aucune signification pour 20% des Russes, pour 22% elle signifiait « *juste un jour férié de plus* », tandis

¹⁰³⁷ *ibid.*
¹⁰³⁸ *ibidem.*
¹⁰³⁹ *ibid.*

que pour 47% cette date restait « *une grande fête de la Révolution* »¹⁰⁴⁰. Par ailleurs, la conciliation espérée n'a pas été à l'ordre du jour : des manifestations commémoratives spontanées, à la fois pro- et anticomunistes, continuent d'avoir lieu dans les grandes villes russes le 7 novembre ; si pour les communistes cette journée constitue l'occasion de critiquer la politique du gouvernement tout en effectuant un « *deuil informel de l'URSS* » dans un cadre de contre-commémoration, les forces libérales et démocratiques commémorent « *la tragédie de la Russie* » et les victimes de la guerre civile et des répressions qui ont suivi la Révolution d'Octobre. Par ailleurs, en dépit des indications de Boris Eltsine dans le décret sur la réconciliation nationale, le monument aux victimes de la Révolution promis pour la nouvelle ex-fête nationale n'a jamais été érigé¹⁰⁴¹. Quant aux résultats du travail de la commission *ad hoc* chargée de trouver une idée nationale unifiante, ils n'ont jamais été rendus publics, ce qui permet de supposer que l'initiative de Boris Eltsine dans ce domaine a été avortée, sinon sabotée.

3. *La Grande Guerre patriotique comme thème fédérateur*

À la sortie du régime soviétique, l'éventail idéologique disponible était restreint : la nouvelle Russie ne pouvait faire le choix qu'entre deux passés disponibles, présoviétique ou soviétique, afin de fonder la légitimité du régime. Pour autant, la conjoncture politique tendue, la nécessité de préserver la paix civile et l'éclatement de conflits ouverts entre le Gouvernement fidèle à Boris Eltsine et le Parlement dominé par les communistes et nationalistes rendaient impossible un choix tranché. Confronté au vide idéologique, le pouvoir fera appel au seul symbole qui reste inébranlable et auquel les Russes sont attachés : la Grande Guerre patriotique.

a. *Un repère identitaire inébranlable*

Dans la période postsoviétique, cet événement continue à être communément considéré comme le seul événement sacré et « *détaché* » de la composante communiste du passé soviétique, dans la mesure où il constitue le seul repère identitaire valable pour l'ensemble de la population, qu'ils soient « *blancs* » ou « *rouges* ». Comme le note Jutta Scherrer, la Grande Guerre patriotique constitue le noyau de la mémoire collective en Russie : même si le nombre de témoins immédiats

¹⁰⁴⁰ BORDIUGOV Gennady, *Oktiabr'. Stalin. Pobeda, Kul't jubileev v prostranstve pamiaty / Octobre. Staline. Victoire. Le culte des jubilées dans l'espace de mémoire*, Moscou, AIRO-XXI, 2010, p. 78

¹⁰⁴¹ SCHERRER Jutta, *op. cit.*, pp. 189

tend à se restreindre, les familles gardent une mémoire vive et durable des victimes. Par ailleurs, les souvenirs familiaux s'inscrivent bien dans le cadre proposé par les autorités : « *Il s'agit sur les plans émotionnel et moral d'une sorte de bouclier derrière lequel s'abrite la fierté d'un passé glorieux : le seul et unique héritage positif de l'Union soviétique* »¹⁰⁴².

Si le 9 mai restait la seule fête de l'époque soviétique qui continuait à être célébrée au niveau national après la chute de l'URSS, l'ébranlement de principaux mythes de guerre soviétiques rend la célébration beaucoup moins solennelle : le pouvoir essaie de se détacher du principal culte de l'époque soviétique. Ainsi en mai 1990, les grandes affiches habituelles glorifiant la Victoire, les drapeaux rouges et les slogans de fête sont absents des rues de Moscou, indiquant la destruction du « *culte institutionnalisé de la Victoire* »¹⁰⁴³. Le discours que Mikhaïl Gorbatchev prononce devant les anciens combattants et l'Armée le 9 mai 1990 réaffirme la rupture avec le « *mythe glorieux* » : le Président de l'URSS met l'accent surtout sur le côté tragique de cette guerre, indiquant, pour la première fois, le nombre de victimes, 27 millions de morts du côté soviétique ; il mentionne également dans son discours les détenus dans les camps de travail qui ont « *contribué à la Victoire par leurs efforts dans les mines et les forêts de la Sibérie* », rompant avec le discours officiel soviétique¹⁰⁴⁴. Un autre signe du déclin du prestige de la victoire dans la Grande Guerre patriotique coïncidant avec le déclin du mythe soviétique est décrit par Nina Tumarkin, spécialiste de la symbolique de la Grande Guerre patriotique en URSS : depuis la fin des années 1980, les anciens combattants ne portent plus leurs décorations en public, afin d'éviter les critiques et les moqueries¹⁰⁴⁵.

Pour autant, même pendant les années de dépréciation de la Victoire, la société russe continuait à percevoir ce jour comme une véritable fête nationale¹⁰⁴⁶. Au fur et à mesure que la nécessité de forger l'idée nationale commence à se sentir, la vague des « *révélations* » afin de « *trouver la vérité historique* » commence à se tarir, tandis que la signification de la symbolique de la Victoire prend de plus en plus

¹⁰⁴² *ibid.*, p. 191

¹⁰⁴³ TUMARKIN Nina, *op. cit.*, p. 190

¹⁰⁴⁴ *ibid.*, p. 198

¹⁰⁴⁵ *ibid.*, p. 194

¹⁰⁴⁶ *ibid.*, p. 201

d'importance¹⁰⁴⁷ : la commémoration de cet événement s'impose naturellement comme la vraie journée de réconciliation et la véritable idée nationale.

b. La revalorisation progressive de la Victoire

Constituant l'une des pierres angulaires de la politique mémorielle, le moment commémoratif joue le rôle important dans la construction du consensus national. La revalorisation progressive de la victoire dans la Grande Guerre patriotique au niveau commémoratif commence par le retour aux rituels soviétiques de la commémoration solennelle. Si entre 1991 et 1994 la commémoration est plutôt insignifiante et peu festive et si les défilés militaires sur la place Rouge sont suspendus, notamment en raison de la volonté de rompre avec la tradition soviétique de célébration centrée sur l'exaltation de la puissance militaire, les festivités d'envergure reprennent en 1995, au moment où le pouvoir se rend compte de la nécessité d'enraciner le régime dans des symboles glorieux. Ainsi le 50^{ème} anniversaire de la Victoire qui devait constituer un événement fondateur pour le nouveau régime est préparé avec beaucoup de soin : non seulement le pouvoir restaure la tradition soviétique, mais encore il rend la célébration plus solennelle encore. La réanimation de cette « *liturgie civile* » met en lumière la volonté du pouvoir de s'appuyer sur des représentations solidement enracinées dans la mémoire collective.

Tout d'abord, le 50^{ème} anniversaire de la Victoire a été marqué par la construction de nouveaux lieux de mémoire consacrés aux événements clés de la Grande Guerre patriotique. Contrairement aux monuments de l'époque soviétique où l'accent a été mis uniquement sur le patriotisme du peuple russe et le rôle directeur du Parti Communiste, le nouveau pouvoir ajoute la composante traditionnelle orthodoxe. Ainsi la cathédrale de Pierre et Paul est forgée à l'endroit de la bataille de Koursk, la plus grande bataille de chars de la Deuxième guerre Mondiale, sur le champ Prokhorovka. Un monument équestre de maréchal Joukov est forgé pour le 50^{ème} anniversaire à la Place Manejnaja, à l'entrée de la Place Rouge : ce personnage historique est mis un avant par le pouvoir comme le nouveau héros national de la guerre, symbole du patriotisme russe, permettant de distancier la Victoire du personnage beaucoup plus controversé de Staline.

Un autre exemple de la fusion entre la thématique de la Victoire et les valeurs russes traditionnelles est la reprise du projet grandiose de la construction du complexe mémoriel sur le mont Poklonnaia (le mont de Genuflexion), une colline surélevée à l'ouest de Moscou. Si le projet de ce complexe mémoriel a été conçu à l'époque brejnévienne et si le décret de sa construction date de 1983¹⁰⁴⁸, la construction a été suspendue lors de la *perestroïka*. Le pouvoir récupère le projet en 1994 et décide d'accélérer la construction en vue du 50^{ème} anniversaire de la Grande Victoire.

¹⁰⁴⁷ ANDREEV Dimitri, BORDIUGOV Gennady, *Prostranstvo pamiati : Velikaia Pobeda i vlast' / L'espace de la mémoire : la Grande Victoire et le pouvoir*, Moscou, AIRO-XXI, 2005, p. 3

¹⁰⁴⁸ Le site officiel du Parc de la Victoire « La mont de genuflexion », <http://www.poklonnayagora.ru/?part=11&id=168&page=1>, consulté le 1 mars 2014

Ce complexe mémoriel comporte plusieurs lieux de mémoire qui forment le Parc de la Victoire. Le monument principal, la Stèle de la Gloire, haute de 141,8 mètres, symbolise les 1418 jours que la Grande Guerre patriotique a duré. Le Musée central de la Grande Guerre patriotique a également été construit : il comporte notamment la Salle de Mémoire, hébergeant 385 volumes de Livres de Mémoire avec les noms des soldats péris dans la Grande Guerre patriotique, mais aussi la Salle de la Gloire, focalisée sur l'exaltation de la Victoire : elle expose les 12 400 noms des Héros de l'Union Soviétique gravés sur les couronnes de lauriers en bronze ; au centre de la salle est exposé le drapeau de la Victoire, celui qui a été hissé sur le *Reichstag*, comme la principale relique nationale¹⁰⁴⁹. Le lien entre la Victoire et les valeurs russes traditionnelles est mis en avant par la construction de la cathédrale de George de Lydda terrassant le dragon, le saint martyr particulièrement vénéré en Russie et saint patron des soldats russes, représenté sur le blason de Moscou.

Si le complexe mémoriel a été solennellement inauguré le 9 mai 1995, d'autres objets mémoriels ont été ajoutés au fur et à mesure, reflétant les tentatives de forger l'unité nationale par la symbolique de la Victoire. Ainsi l'ensemble architectural du parc reflète la valorisation des différentes confessions qui existent en Fédération de Russie : en 1997, une mosquée est forgée dans le Parc de la Victoire, rendant hommage aux nombreux musulmans de l'Armée rouge, et, en 1998, une synagogue hébergeant un musée de l'Holocauste.

Les festivités à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Victoire ont marqué un tournant important dans la politique mémorielle de l'État. Rompant avec la tradition postsoviétique d'escamotage de la célébration du 9 mai associée à la propagande soviétique et au militarisme, le pouvoir organise la célébration avec encore plus de faste qu'à l'époque soviétique. Les défilés militaires et des festivités d'envergure sont organisés dans la plupart des grandes villes de la Russie pour la première fois depuis la chute de l'URSS. Non seulement le pouvoir retrouve la symbolique du défilé militaire à la place Rouge, mais encore ce scénario classique est complété par le deuxième défilé sur le prospect Koutouzovsky, pour la première fois depuis 1918, situé territorialement à côté du Parc de la Victoire nouvellement construit.

En 1996, Boris Eltsine franchit un pas supplémentaire dans la voie du retour à la symbolique de la Victoire : le 15 avril 1996, il signe l'oukase « *Sur le drapeau de la Victoire* », représentant le drapeau rouge avec l'étoile dans le coin. Selon l'oukase, ce drapeau doit être utilisé lors de toutes les festivités et célébrations liées aux victoires militaires russes, au même titre que le drapeau tricolore de la Fédération de Russie¹⁰⁵⁰. Cet oukase, dont l'objectif est d'« *éterniser la mémoire de l'exploit du peuple lors de la Grande Guerre patriotique 1941-1945* », amorce une évolution

¹⁰⁴⁹ TUMARKIN Nina, *op. cit.*, p. 216

¹⁰⁵⁰ Oukase n° 561 « Sur le drapeau de la victoire », 15 avril 1996, <http://www.megaflag.ru/zakony.php?id=5>, consulté le 1 mars 2014

importante dans le domaine de la symbolique nationale : il préconise l'usage du drapeau rouge pour toutes les fêtes nationales liées à la gloire militaire de la Russie, inscrivant ainsi le symbole de la victoire dans la Grande Guerre patriotique dans la continuité avec toutes les autres victoires militaires nationales.

c. Un événement historique consensuel

Malgré les dissensions traditionnelles entre les « blancs » et les « rouges » en matière de politique mémorielle, qui font écho aux batailles mémorielles entre le Président et le Parlement de la première moitié des années 1990, les efforts en vue de construire une nouvelle idéologie nationale à partir de la Grande Guerre patriotique font l'objet d'un consensus de toutes les forces politiques, aussi bien au niveau fédéral que local. La revalorisation de la Victoire par le gouvernement est approuvée par la Douma communiste : en 1995, quelques mois avant la fête de la Victoire, elle s'adresse au gouvernement et à la mairie de Moscou afin de « coordonner les festivités » avec les « marches spontanés des citoyens » ; elle appelle également « tous les partis politiques et toutes les associations de députés à coordonner leurs actions le Jour de la Victoire, pour que la grande fête nationale soit tenue dans l'atmosphère de l'unité et de réconciliation, comme c'était le cas il y a 50 ans ». La fête est donc présentée comme étant au-delà des dissensions politiques : les représentants de tous les partis et toutes les fractions politiques participent aux festivités à l'occasion de cette date mémorielle¹⁰⁵¹.

Malgré les confrontations entre le gouvernement et le Parlement sur diverses questions de politique mémorielle, notamment sur l'enterrement du corps de Lénine les déclarations de Boris Eltsine sur la nécessité d'« enterrer la momie » provoquant en 1997 un débat houleux à la Douma¹⁰⁵², l'image de la Victoire est réanimée et abordée sous un angle positif dans le discours parlementaire. L'intensification des conflits mémoriels avec les pays de l'Europe centrale et orientale, notamment avec les pays Baltes, à travers l'échange de déclarations des Parlements nationaux à partir de 1996, montre que les questions mémorielles reprennent une dimension politique et que le rôle de l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale continue à être utilisé en

¹⁰⁵¹ *Postanovlenie Gosoudarstvennoi Doumy « O prazdnovanii v gorode Moskve 50-letia Pobedy nad gitlerovskim fascizmom »* / La résolution de la Douma d'État « Sur la célébration à Moscou du 50^{ème} anniversaire de la Victoire sur le fascisme hitlérien », n° 688-1 GD, 12 avril 1995, <http://www.jurbase.ru/texts/sector157/tez57193.htm>, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁵² *ibid.*

tant qu'instrument de défense des intérêts nationaux russes. À partir de la deuxième moitié des années 1990, la Douma communiste n'hésite pas à rappeler aux pays de l'étranger proche le rôle de l'URSS dans l'écrasement du nazisme, mais aussi à réanimer la thématique de l'antifascisme qui donnerait à la Russie, héritière de l'URSS, un droit de regard sur la politique mémorielle de ces pays. Les grands axes de la revalorisation de la symbolique de la Victoire dans le discours parlementaire sont la protection de lieux mémoriels russes mais aussi des anciens combattants russes vivant à l'étranger, notamment dans les pays Baltes. Entre 1997 et 1999, la Douma adopte huit résolutions condamnant « *les manifestations du fascisme* » dans les pays Baltes et en Pologne : il s'agit dans la plupart de cas de la condamnation de la profanation des lieux de mémoire russes à l'étranger^{1053, 1054}, qui sont associés, dans la mémoire d'une partie de la population de ces pays, à l'occupation, des assimilations entre le communisme et le nazisme¹⁰⁵⁵, mais aussi de la politique discriminatoire envers les minorités russophones des pays Baltes¹⁰⁵⁶.

L'analyse présentée ci-dessus met en évidence les ambiguïtés de la politique mémorielle postsoviétique qui a peu à voir avec le travail de mémoire dans les autres pays postcommunistes. En effet, si la fin de l'URSS en 1991 est accompagnée de la mise en place d'une politique mémorielle nourrie par la dynamique anticommuniste de la *perestroïka*, celle-ci s'est heurtée rapidement à une série d'écueils. D'abord, la persistance des élites communistes rendait impossible l'idée d'une rupture nette : tout au long de cette période, le pouvoir essaie de trouver un compromis entre la nécessité de détruire les institutions anciennes et la prise en compte de l'héritage institutionnel qui permettra de faire fonctionner les nouvelles institutions. Le deuxième écueil résidait dans la nécessité de préserver la cohésion nationale et d'apaiser les tensions entre les libéraux et les conservateurs dans un contexte de désenchantement vis-à-vis

¹⁰⁵³ *Postanovleniie Gosoudarstvennoi Doumy « V sviazi so vzryvom ou Memoriala Pobedy v gorode Rige »* / La résolution de la Douma d'État « Sur l'explosion du Mémorial de la Victoire dans la ville de Riga », n° 1641-II GD, 24 juin 1997, *op. cit.*

¹⁰⁵⁴ *Postanovleniie Gosoudarstvennoi Doumy « O zabvenii itogov Vtoroi Mirovoi Voyny roukovodstvom latviiskoi respoubliki »* / La résolution de la Douma d'État « Sur l'oubli du bilan de la Deuxième guerre mondiale par les dirigeants de la république lettone », n° 2738-II GD, 2 juillet 1998, consultable sur <http://base.garant.ru/6158531/>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁵⁵ *op. cit.*

¹⁰⁵⁶ *Postanovleniie Gosoudarstvennoi Doumy « O nedopoustivosti diskriminatsii projivaouchikh v litovskoi respoublike veteranov Vtoroi mirovoi voyny, voevavchikh na storone gosoudarstv antigitlerovskoi koalitsii »* / La résolution de la Douma d'État « Sur le caractère inadmissible de la discrimination des anciens combattants de la Seconde guerre mondiale habitant la république lettone qui avaient combattu du côté des États membres de la coalition antihitlérienne », n° 3036-IIGD, 2 octobre 1998, <http://base.garant.ru/6159104/>, consulté le 1 mars 2014

de la démocratie libérale : ainsi la fin de la période en question sera marquée par les tentatives infructueuses de reconstruire l'identité nationale sur des bases acceptables pour l'ensemble de la nation. Le troisième écueil est lié à la complexité de certaines questions du passé : non seulement le poids des révélations est devenu de plus en plus lourd à porter, mais encore, contrairement à d'autres pays postsoviétiques, la frontière entre les « *bourreaux* » et les « *victimes* » est difficile à dessiner en Russie, d'autant que celle-ci se proclame légitime héritière de l'URSS. La nécessité de préserver la paix nationale tout en se détachant du communisme explique les ambiguïtés de la politique mémorielle de cette période. « *Après 1990, constate Dina Khapaeva, il ne reste en Russie aucun courant politiquement ou intellectuellement important qui s'appliquerait à repenser l'impact du passé sur le présent et sur l'avenir du pays* »¹⁰⁵⁷. Non seulement le vrai travail de mémoire n'a jamais été entamé en raison de considérations politiques, mais encore l'absence de demande sociale explique la position ambiguë des élites.

Le vide idéologique laissé par la chute du système de représentation soviétique a été comblé par l'appel au symbole de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique qui, dans la première moitié des années 1990, représente le seul symbole qui ne génère pas de conflits et qui fait barrage à une désidéologisation totale. S'imposant comme pierre angulaire de l'idéologie du régime, cette construction mythologisée devient porteuse des valeurs nationales « *éternelles* », notamment à travers la réconciliation avec l'Eglise orthodoxe. Dans les années 2000 l'absence de rupture initiale avec l'époque soviétique et la réintégration de l'un de ses symboles les plus forts au récit national va entraîner la revalorisation de l'ensemble de l'époque : la Victoire constituera pour le régime de Vladimir Poutine le cordon ombilical qui relie le passé au présent et le jour de la Victoire devient « *le jour informel de la mémoire de l'Union soviétique* »¹⁰⁵⁸ dans son incarnation glorieuse. Progressivement, d'autres sens vont s'ajouter à ce noyau dur de l'histoire nationale et la mémoire de guerre se transformera en une véritable mémoire-écran.

¹⁰⁵⁷ KHAPAEVA Dina, « L'Occident sera demain », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 6, 1995, p. 1263
¹⁰⁵⁸ ANDREEV Dimitri, BORDIUGOV Gennady, *op. cit.*, p. 42

SECTION 2. LA RECONSTRUCTION DE L'IDENTITE NATIONALE SUR DES BASES « PATRIOTIQUES »

Tandis que l'objectif principal du régime de transition de Boris Eltsine a été la transformation de la société postsoviétique et le rapprochement avec le modèle de démocratie occidentale et d'économie de marché, le régime de Vladimir Poutine est caractérisé par la consolidation du pouvoir étatique, et par le rejet de l'exemple occidental¹⁰⁵⁹. La politique mémorielle traduit ce revirement : depuis le transfert du pouvoir à Vladimir Poutine, successeur *de facto* de Boris Eltsine, elle connaît une évolution significative dans le sens de la consolidation de la nouvelle mythologie nationale. Si l'interprétation sélective du passé soviétique, basée sur l'escamotage des « *pages difficiles* », constitue l'une des bases idéologiques du régime poutinien, les traumatismes de la *perestroïka* et des réformes économiques libérales du début des années 1990, ancrés dans la mémoire collective, constituent une autre ressource puissante à laquelle le pouvoir fait appel lors des périodes de crise politique (§1). Il n'en reste pas moins que, tout en resserrant son contrôle sur la production de l'histoire, le pouvoir peine à promouvoir un tableau cohérent du passé, comme en témoignent le double discours et les politiques publiques contradictoires du pouvoir actuel, visant à la fois à utiliser les symboles du passé soviétique pour ranimer le patriotisme et à se détacher de ce passé (§2).

§ 1. Le passé soviétique comme ressource identitaire

Le discours officiel constitue un indicateur des inflexions de la politique mémorielle : depuis l'époque de Nikita Khrouchtchev, les déclarations des Chefs de l'État russe donnant telle ou telle interprétation aux questions-clés du passé ont été légitimement considérées comme indiquant l'orientation générale du régime. La période du dégel culturel est indissociable de la condamnation de Staline lors du XX^e Congrès ; la bureaucratisation et la stagnation des années brejnéviennes vont de pair avec le retour en force du « *mythe soviétique* » ; les importantes inflexions des déclarations sur le passé soulignent les changements politiques de la fin des années 1990 – début des années 2000.

¹⁰⁵⁹ SAKWA Richard, « Regime change from Yeltsin to Putin : normality, normalcy or normalisation ? », dans ROSS Cameron (dir.), *op. cit.*, pp. 17 - 36

Pour cette analyse, nous avons choisi de porter l'attention sur deux types de discours officiel : les discours prononcés en temps « normal » (à l'occasion de visites officielles, entretiens pour les médias nationaux ou étrangers, discours prononcés lors des cérémonies officielles, à l'occasion des moments commémoratifs, paroles adressées aux ministres lors d'une réunion etc.), donnant une certaine interprétation du passé soviétique ; les discours prononcés lors de la campagne électorale de 2012 qui s'est déroulée dans un contexte de contestation politique renforcée et a nécessité la mobilisation de références sur le passé. Les textes ont été recueillis sur les sites officiels du Premier ministre (<http://premier.gov.ru>) et du Président de la Fédération de Russie (www.kremlin.ru), ainsi que dans les publications de la presse écrite.

Le discours relatif au passé soviétique que le pouvoir russe commence à promouvoir à partir de 2000 met en évidence le fait que la gestion du passé est redevenue un enjeu d'importance. Les réinterprétations de la période soviétique sont considérées par le pouvoir comme un élément clé de la construction d'une nouvelle identité nationale patriotique basée sur une interprétation positive du passé. La redéfinition de l'espace mémoriel s'effectue tant au niveau national qu'à l'extérieur : tandis que le passé constitue la pierre angulaire de la nouvelle identité nationale positive qui se construit autour de la redécouverte de l'époque soviétique, épurée de sa composante communiste et inscrite dans l'ensemble de l'histoire russe (A), la mise en place d'une véritable politique de gestion du passé, notamment à travers les lois mémorielles, joue un rôle important dans l'intensification des conflits mémoriels avec les pays voisins d'Europe de l'Est (B).

A. Le passé épuré, nouvelle base du projet national

Le regain de la politique mémorielle dans les années 2000 doit être perçu en tant que support symbolique du projet politique de Vladimir Poutine, visant à la réhabilitation de l'État et à l'unité nationale. Ce processus de « *façonnage du bon avenir à partir du mauvais passé* »¹⁰⁶⁰ nécessite la création d'un « *passé utilisable* » à la base duquel le narratif national est construit.

¹⁰⁶⁰ ADLER Nanci, « Reconciliation with - or rehabilitation of - the Soviet past? », *Memory Studies*, n° 5, 2012, p. 327

1. *La réconciliation avec le passé*

La réhabilitation d'un État fort constitue le concept – clé de la présidence de Vladimir Poutine : le nouveau président se positionne en effet comme l'homme politique capable à surmonter l'héritage eltsinien, en rationalisant la gestion du pays. Ce renforcement de l'État que certains observateurs qualifient du « *retour du Léviathan* »¹⁰⁶¹ se traduit par la mise en place de politiques de recentralisation territoriale, politique et économique : d'importantes réformes du système fédéral mettent fin à l'autonomie politique des régions ; la mise au pas des oligarques permet de retrouver le contrôle des branches clés de l'industrie et du secteur financier ; en même temps, le pluralisme politique connaît un net déclin avec l'installation d'un système du parti hégémonique, *Edinaia Rossiia / Russie Unie*, « *le parti du pouvoir* » créé en 2001 dans le seul objectif de soutenir le Président lors des prochaines élections et de constituer une majorité disciplinée au Parlement¹⁰⁶². Par ailleurs, Vladimir Poutine met fin à la « *bacchanale de liberté de parole* »¹⁰⁶³ en nationalisant la plupart des médias. Cette installation de la « *verticale du pouvoir* » passe également par le renforcement de l'appareil d'État et des structures de force : l'armée et les services secrets sont revalorisés et mis au service du régime, se transformant en « *monolithe tentaculaire* »¹⁰⁶⁴ qui assure « *la dictature de la loi* », autre concept clé de la présidence de Vladimir Poutine.

Au niveau idéologique, cette recentralisation est assortie du concept de « *démocratie souveraine* » : cette doctrine, élaborée au sein de l'administration présidentielle, présuppose l'indépendance complète de la Russie dans le choix de ses institutions, sans tenir compte de modèles extérieurs, notamment de la démocratie occidentale, qui n'est plus érigé en modèle¹⁰⁶⁵. Cet élément clé renvoie à l'idée classique d'une « *troisième voie russe* », ni orientale, ni occidentale : non seulement l'État russe doit être fort afin de pouvoir mettre en place des politiques efficaces en

¹⁰⁶¹ GELMAN Vladimir, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n° 34, janvier-mars 2007.

¹⁰⁶² GILLE-BELOVA Olga, « Les élections parlementaires russes de décembre 2007 : une nouvelle étape dans la consolidation de l'élite politique au pouvoir », *Revue internationale et stratégique*, n° 68, 2007, p. 81-91

¹⁰⁶³ THOM Françoise, *L'évolution idéologique de la Russie poutinienne*, dans COURTOIS Stéphane, *Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe 1953-2005*, Paris, Editions du Rocher, 2006, p. 192

¹⁰⁶⁴ THOM Françoise, *op. cit.*, p. 192

¹⁰⁶⁵ MALFLIET Katlijn, « Peut-on parler de l'État de droit dans la Russie actuelle ? », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 26

réparant les « *erreurs* » des années 1990, mais encore il doit retrouver la dignité nationale « *bafouée* » et son influence internationale, en réclamant la « *reconnaissance* » de la part de l'Occident et en redevenant une grande puissance continentale¹⁰⁶⁶. Cette puissance de la Russie dépendrait de l'existence d'un pouvoir fort et autoritaire capable de consolider le pays¹⁰⁶⁷. Par ailleurs, une certaine forme de patriotisme et de justice sociale est intégrée dans la doctrine de « *démocratie souveraine* »¹⁰⁶⁸, impliquant l'antilibéralisme et l'affirmation du rôle clé de l'État redistributeur dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Cette antithèse du projet libéral, qui se présente en réaction à la politique libérale des années 1990, contribue à façonner l'« *idée nationale* », recherchée sans succès par le gouvernement de Boris Eltsine.

La politique mémorielle constitue la pierre angulaire du régime poutinien et de la nouvelle idée nationale. Le renforcement de l'État et de l'exécutif, la réanimation de l'image de la grande puissance, sont présentés par Vladimir Poutine comme le retour à la tradition de l'État fort russe puis soviétique ; par conséquent, la gestion de la perception de l'époque soviétique s'avère nécessaire¹⁰⁶⁹, dans la mesure où le passé soviétique réévalué constitue la base du narratif national patriotique. Ce revirement s'exprime à travers l'affirmation de la nécessité d'une réconciliation positive avec le passé soviétique et la réévaluation de la chute de l'URSS et des années 1990.

a. Une « attitude responsable à l'égard de l'histoire »

La politique mémorielle qui découle de la conception idéologique du régime poutinien constitue une nette rupture avec celle de Boris Eltsine : contrairement à son prédécesseur qui se présentait comme le « *fossoyeur de l'époque soviétique* », Vladimir Poutine se pose comme son héritier.

La politique mémorielle des années 2000 est marquée par la logique de réconciliation avec le passé. En 2011, Dimitri Medvedev, le Président alors en

¹⁰⁶⁶ Le discours de Munich de Vladimir Poutine prononcé en 2007 constitue une illustration par excellence de la volonté de la Russie de retrouver les positions perdues depuis la chute de l'URSS, http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral_a6513.html, consulté le 1 mars 2014

¹⁰⁶⁷ SHIRAEV Eric, *Russian Government and Politics*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 57

¹⁰⁶⁸ MALFLIET Katlijn, *op. cit.*, p. 26

¹⁰⁶⁹ KOPOSSOV Nicolai, *Pamiat' strogogo rejima. Istoriia i politika v Rossii / La mémoire de haute sécurité. Histoire et politique en Russie*, Moscou, Novoe Literatournoe Obozrenie, 2011, p. 137

fonction, affirme cette position lors de sa rencontre avec des historiens russes : il affirme qu'« *une rupture absolue* » entre l'histoire et la politique serait dangereuse pour l'État ; il faut « *trouver un modèle de collaboration [entre les deux] qui serait bénéfique pour l'État* »¹⁰⁷⁰. Cette position est réitérée par Vladimir Poutine à plusieurs occasions : par exemple, lors de sa rencontre avec les représentants de la société civile russe concernant les questions de l'éducation patriotique de la jeunesse. Le passé, affirme Vladimir Poutine lors de la réunion, constitue « *une sphère de concurrence rude, parfois l'objet de confrontation informatique ouverte [...] et des attaques de propagande bien dirigées. [...] Les tentatives d'influencer sur la perception du monde [...] sont une réalité de plusieurs pays, y compris le nôtre. Et nous savons que les altérations de la conscience nationale historique peuvent provoquer des catastrophes [...], l'affaiblissement, la désintégration [du pays]* »¹⁰⁷¹.

Cette affirmation montre l'importance stratégique de la reprise en main de la gestion du passé par l'État. Afin de contrer efficacement ces « *attaques* » et de construire une « *ligne de défense* », l'intervention de l'État est nécessaire : pour la première fois depuis la chute de l'URSS, le patriotisme est officiellement réaffirmé en tant que grille de lecture de l'histoire nationale. À travers de nombreux discours, Vladimir Poutine affirme que l'histoire nationale ne peut pas être neutre et impartiale ; « *Il n'y a pas de juge qui pourrait donner un verdict absolument impartial [au passé]* »¹⁰⁷², affirme-t-il dans son entretien accordé à un journal polonais *Gazeta Wyborcza*, concernant l'évaluation de la période stalinienne. L'expérience soviétique d'inculcation du patriotisme est évoquée par Vladimir Poutine comme référence positive : « *Il faut, affirme-t-il, utiliser pleinement la meilleure expérience [...] en matière d'enseignement de l'Empire russe et de l'Union soviétique [...]. Nous avons besoin des formes vivantes d'éducation du patriotisme et du sens civil, basées par conséquent sur [...] le partenariat efficace entre l'État et la société* »¹⁰⁷³. En 2013, lors de la réunion avec la Société historico – militaire, ONG

¹⁰⁷⁰ Rencontre de Dimitri Medvedev avec les historiens, 22 juillet 2011, <http://www.kremlin.ru/news/12073>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁷¹ Rencontre de Vladimir Poutine avec les représentants de la société civile russe, 12 septembre 2012, <http://президент.рф/новости/16470>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁷² « *Stranitsy istorii - povod dlia vzaimnykh pretenzii ili osnova dlia primireniia i partnerstva ?* » / « Les pages de l'histoire : prétexte pour les griefs réciproques ou fondement de réconciliation et partenariat ? », Entretien de Vladimir Poutine à *Gazeta Wyborcza*, 31 août 2009, <http://www.echo.msk.ru/blog/echomsk/616520-echo/>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁷³ Rencontre de Vladimir Poutine avec les représentants de la société civile russe, 12 septembre 2012, <http://президент.рф/новости/16470>, consulté le 2 mars 2014

patriotique soutenue par l'État, Vladimir Poutine réitère sa position à cet égard : l'histoire nationale joue un rôle clé dans la formation du patriotisme car elle fournit des modèles de comportement, des images de victoires et des héros nationaux ; « *le pays doit avoir ses héros et les gens doivent les connaître [...], ce sont des repères moraux pour l'éducation des enfants [...], c'est très important !* »¹⁰⁷⁴.

Au niveau symbolique, cette normalisation des rapports avec le passé se traduit par le retour à l'hymne soviétique aux paroles modifiées, mais aussi par l'adoption définitive des symboles nationaux par le Parlement : si depuis 1994 les symboles nationaux avaient été définis par décret, le Parlement étant incapable de parvenir à un consensus, en 2000 le Parlement dominé par *Russie Unie* opte pour le retour à l'hymne soviétique, adopté pour la première fois en 1943 ; les nouvelles paroles de l'hymne, ne font aucune allusion à l'idéologie communiste, mais soulignent la puissance de la Russie et le patriotisme du peuple¹⁰⁷⁵. Selon Youri Afanassiev, l'adoption de nouvel hymne a constitué un moyen pour le Président Poutine d'appeler les Russes à « *se réconcilier avec leur histoire, à ne pas voir dans le passé soviétique uniquement les répressions staliniennes mais aussi les acquis du socialisme en général* »¹⁰⁷⁶. Le paradoxe de cette vision est illustré par la fameuse petite phrase de Vladimir Poutine prononcée en 2004 : « *Tout Russe qui ne regrette pas la fin de l'Union Soviétique n'a pas de cœur, mais tout Russe qui veut un retour de l'Union Soviétique n'a pas de cervelle* »¹⁰⁷⁷.

La volonté de fixer les vérités historiques se traduit également à travers la densité des événements historiques consacrés au niveau étatique. L'année 2012 sera proclamée par le décret gouvernemental « *L'année de l'histoire russe* »¹⁰⁷⁸ ; les événements inscrits à cette occasion dans l'agenda des ministères, des agences

¹⁰⁷⁴ *Vstretcha s outchastnikami outchereditelnogo s'ezda rossiaskogo voenno-istoritchaskogo soobschestva* / Rencontre avec les participants de l'Assemblée de la société militaro-patriotique russe, 14 mars 2013, <http://президент.рф/новости/17677>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁷⁵ Loi fédérale n° 3-FKZ, 8 décembre 2000, http://archive.kremlin.ru/articles/state_insignia_02_1.shtml, consulté le 25 février 2014 ; les paroles de l'hymne sont consultables sur le site du Kremlin http://archive.kremlin.ru/articles/state_insignia_02_3.shtml, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁷⁶ AFANASSIEV Youri, *De la Russie*, Paris, Fayard 2002, p. 161

¹⁰⁷⁷ LYNCH Allen C., « Putin ex machina : La Russie post-soviétique dans une perspective comparative et historique », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, n°1, Vol. 18, p. 143

¹⁰⁷⁸ Plan des événements consacrés à l'année de l'histoire russe, annexe au Décret n°49 du 9 janvier 2012, http://rs.gov.ru/sites/rs.gov.ru/files/6_-_Plan_Goda_rossiyskoy_istorii_17_04_2012.pdf, consulté le 2 février 2014

fédéraux, des organes de l'exécutif local reflètent le canon du passé que le pouvoir tâche à imposer : centré sur les grandes victoires militaires de la Russie et les grands hommes, « *L'année de l'histoire* » symbolise le retour au grand récit national : il s'agit d'une lecture particulière du passé qui « *repose sur des jalons biographiques (les grands hommes) et des événements emblématiques construisant une version héroïsée d'un récit constitutif de la grandeur nationale* »¹⁰⁷⁹.

L'accent mis sur la grandeur du pays au prix de l'évacuation de la composante communiste de l'histoire russe et le renouement des liens avec le passé soviétique ont été de nouveau illustrés en février 2014, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi. Dans la mesure où les Jeux constituent l'un des vecteurs de *soft power*, plaçant le pays et son leader au centre de l'attention internationale pendant plusieurs semaines, l'enjeu de la cérémonie d'ouverture est crucial : il s'agissait d'une mise en scène au niveau global.

La décision de centrer la cérémonie sur l'histoire russe, du Moyen Age jusqu'à XX^e siècle, n'a pas été fortuite : alors que les jeux de Sotchi étaient de loin les jeux les plus politisés des dernières années, il s'agissait, pour le pouvoir en place, de renforcer la légitimité du régime en mobilisant les références historiques. Dès lors, la tâche des organisateurs a été d'importance considérable : quelle image de l'histoire russe – et de la Russie – donner lors de cet événement planétaire, alors que l'histoire russe du XX^e siècle contient nombre de sujets et de références sensibles susceptibles de donner lieu à des controverses ?

Le choix a été fait au profit de l'image consensuelle de l'histoire, adaptée à tout type d'audiences. L'ambition de la cérémonie a été, d'un côté, de souligner l'appartenance européenne de la Russie, mettant l'accent sur la culture de la Russie tsariste et les réalisations techniques de l'époque soviétique, tout en donnant une interprétation esthétique, et non idéologique de l'histoire, de l'autre. L'image de l'histoire russe qui en résulte est folklorique et postmoderniste : les symboles tsaristes et soviétiques se confondent, sous-tendus par l'idée de la grandeur de la Russie ; l'hymne russe à la musique soviétique chanté par le chœur liturgique du Monastère Sretensky en constitue une illustration.

¹⁰⁷⁹ DE COCK Laurence, PICARD Emmanuelle (dir.), *op. cit.*, p. 7

Tout au long de la cérémonie, les images renvoyant aux différentes époques s'enchaînent et se mêlent suivant le fil conducteur qui est la construction de l'État russe à travers les siècles. L'histoire est dessinée à grands traits : dès l'ouverture, on propose aux spectateurs le défilé des grands hommes, des acquis techniques et culturels de la Russie, correspondant chacun à une lettre de l'alphabet cyrillique (« *rousskii alfavit* » / « *l'abécédaire russe* »). On y retrouve, pêle-mêle, Gagarine, Dostoïevski, Catherine II, Pierre le Grand, Tchaïkovski, Kandinsky, Malevitch, Nabokov, Mendeleïev, Diaghilev, Tolstoï, Tchekhov, Chagall, Pouchkine, Eisenstein, mais aussi l'image de la lune et de *sputnik*, renvoyant à la conquête de l'espace, ainsi que le mot « *Empire* ». « *Le meilleur œuvre de propagande sous forme vidéo que j'ai jamais vu* », affirme un blogueur et commentateur sportif Igor Porochine¹⁰⁸⁰.

Privilégiant l'interprétation esthétique de l'histoire, les organisateurs ont pris soin d'en évacuer toute dimension politique : les seuls dirigeants russes évoqués pendant le spectacle sont Pierre le Grand, créateur de l'État policé russe et Catherine II, impératrice éclairée, l'image de deux monarques soulignant par ailleurs le rapprochement de la Russie et de l'Europe ; aucun autre dirigeant russe ou soviétique n'a été évoqué lors de la cérémonie. En revanche, le ballet, le chant, les symphonies, les œuvres d'art et les monuments d'architecture sont mis en avant. La période tsariste est symbolisée par la ville de Saint-Pétersbourg, capitale européenne de la Russie, mais aussi par les bals et les soirées dansantes sur le fond des valse des compositeurs russes. Ce tableau se transforme progressivement en premier bal de Natacha Rostova, renvoyant à l'œuvre de Tolstoï : les vals et les costumes, tout symbolise à l'esthétique de la Russie européenne, policée et cultivée.

La prise de distance avec la politique s'est également traduite par le fait que les relations avec les autres pays, les guerres, les cataclysmes sociaux et les révolutions ont été escamotées. Ainsi la Révolution de 1917 n'apparaît que de façon très symbolique dans le spectacle, à travers la musique angoissante de Concerto Grosso n° 5 d'Alfred Schnittke, les lumières sombres, les effets spéciaux, les décorations, la

¹⁰⁸⁰ POROCHINE Igor, « *Hroust frantsuzskoi bouлки. Kak Rossiia ne skazala mirou ni slova o tom, chto ona o sebe doumaet* » / « Le craquement de la baguette française. Comment la Russie n'a pas dit un seul mot au monde sur ce qu'elle pense d'elle-même », *Sports.ru*, 8 février 2014, <http://www.sports.ru/tribuna/blogs/poroshin/570468.html>, consulté le 2 mars 2014

mimique et le gestuel des danseurs balayés par une tempête de neige. Si cette scène ne dure que quelques secondes, elles sont suffisantes pour faire passer le message : la Révolution est une catastrophe et un événement tragique pour le pays.

L'époque soviétique fait entre sur scène avec la suite « *Temps, en avant* » (1965) de Georgii Sviridov, compositeur soviétique, et les thématiques du chantier et de la construction sont de nouveau au centre du spectacle : si la révolution politique est escamotée, la révolution industrielle et culturelle sont bien mises en avant, s'exprimant à travers la couleur rouge inondant la scène et les formes géométriques faisant penser aux suprématises et aux constructivistes russes. Aucune référence à la période stalinienne n'est faite pendant le spectacle : de l'industrialisation, on passe directement aux années 1960 et au dégel. Tout comme la Révolution de 1917, la Grande Guerre patriotique n'est évoquée qu'à travers l'assombrissement des lumières et les sons des sirènes d'alarme : après quelques secondes, la lumière et les bruits du chantier reviennent, montrant que l'optimisme historique est définitivement au centre du spectacle. Cet optimisme s'exprime également dans la mise en avant de l'époque du dégel, et notamment des « *stilyagi* » (« les stylés ») soviétiques : leurs costumes multicolores, leurs coiffures à la mode et le yé-yé qu'ils dansent sont autant les clins d'œil à l'influence de la culture occidentale sur les Soviétiques. La chute de l'URSS n'est pas non plus évoquée : tout se passe comme si l'histoire s'arrête dans les années 1960-1970, pour ensuite transférer les spectateurs dans la Russie contemporaine, forte de son passé. L'évitement de la politique est visible jusque dans le refus de recourir aux symboles qui pourraient donner lieu aux interprétations controversées : ainsi l'Eglise orthodoxe n'est évoquée que de façon folklorique, à travers les bulles d'or placées dans le cadre d'une fête foraine mi-païenne (« *Maslenitsa* ») ; de la même manière que, à part la couleur rouge, aucun symbole soviétique n'apparaît pendant la cérémonie, si ce n'est les parties du monument « *L'Ouvrier et la Kolkhoziennne* » à l'arrière-plan.

Au prix de l'évacuation de toute dimension politique et le « *zapping* » des époques, le spectacle a donc présenté l'interprétation folklorique et consensuelle de l'histoire russe, centrée sur la grandeur et la puissance de l'État. Mettant en avant l'identité européenne de la Russie et sa haute culture, les organisateurs ont réussi à adopter le spectacle aussi bien au public russe qu'aux spectateurs du monde entier,

marquant également le retour au sport en tant qu'instrument de légitimation du régime. Le spectacle par ailleurs a été très favorablement accueilli par la quasi-unanimité des médias russes, allant de la radio *Echo de Moscou*¹⁰⁸¹, tribune de l'opposition libérale, aux ressources nationalistes comme *Spoutnik & Pogrom*¹⁰⁸².

b. « L'amnésie sélective »

Contrairement aux idéologues des années 1990, qui avaient amorcé, sans pour autant le mener à son terme, un travail de mémoire sur les crimes du totalitarisme, la logique de la construction du grand récit patriotique implique tout d'abord la réconciliation avec le passé soviétique, qui passe par deux mécanismes : l'escamotage des pages sombres et la mise en évidence des pages héroïques. La normalisation du rapport à l'époque soviétique s'effectue non de façon critique, mais à travers une amnésie sélective soutenue et instrumentalisée par l'État : il s'agit de l'effacement de la mémoire des répressions¹⁰⁸³ tout en mettant en avant la mémoire de la Grande Guerre patriotique promue au titre du mythe fondateur de la nouvelle Russie.

1) L'escamotage des répressions

Si à l'époque eltsinienne la mémoire des victimes occupe une place importante dans la politique mémorielle en tant que « piqûre de rappel » contre le retour des communistes au pouvoir, le discours officiel des années 2000 met l'accent sur les acquis et la puissance (principalement militaire et industrielle) de l'époque soviétique, tandis que la mémoire des répressions est de plus en plus marginalisée : il s'agit d'une « l'amnésie sélective », phénomène analysé dans de nombreux travaux des chercheurs russes et occidentaux¹⁰⁸⁴. Le discours officiel relativise les pages sombres du passé soviétique, affirmant qu'« *il n'y a pas de pays qui n'a pas connu*

¹⁰⁸¹ SALAMATOV Lev, « *Velikolepnoe shou. No ne prazdnik* » / « Splendide show, mais pas une fête », 9 février 2014, http://echo.msk.ru/blog/spp_43/1254944-echo/, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁸² « *Ceremoniia otkrytiia Olimpiady: chto eto bylo ?* » / « La cérémonie d'ouverture de l'Olympiade : qu'était-ce ? », <http://sputnikpogrom.com/russia/9027/dreams-about-russia/>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁸³ ADLER Nanci, « The future of the Soviet past remains unpredictable: The resurrection of Stalinist symbols amidst the exhumation of mass graves », *Europe-Asia Studies*, n°57(8), pp. 1093–1119

¹⁰⁸⁴ Voir notamment KHAPAEVA Dina, « History without Memory », *Eurozine*, février 2009, <http://www.eurozine.com/articles/2009-02-02-khapaeva-en.html>, consulté le 2 mars 2014 ; FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, pp. 65-81 ; NIVAT Georges, « Russie. Eclats de mémoire », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1067, mai-juin 2008, pp. 8-12.

des pages tragiques »¹⁰⁸⁵ ; l'expérience soviétique cesse d'être une période exceptionnelle dans l'histoire russe et mondiale, en devenant une période *normale*. Selon Vladimir Poutine, l'attitude adoptée vis-à-vis des pages sombres de l'histoire doit être dictée par « *une logique créatrice* », qu'il oppose à la logique destructive de « *vivisection de l'histoire* »¹⁰⁸⁶. Cette « *vivisection* » serait, selon lui, nuisible pour le pays, vu la complexité de certaines questions du passé, et notamment la question de responsabilité : dans la mesure où, dans l'Union Soviétique, il y avait « *ceux qui ont été jetés dans les camps et ceux qui jetaient dans les camps* », l'approche proposée par Vladimir Poutine fait tout simplement l'impasse sur ces événements au nom d'une réconciliation globale entre bourreaux et victimes¹⁰⁸⁷ ; la réconciliation avec le passé national, « *qu'il soit bon ou mauvais* », est indispensable pour le développement harmonieux du pays¹⁰⁸⁸.

Les tentatives de l'ONG *Mémorial* pour faire perdurer la mémoire des victimes, qui ne bénéficient plus d'aucun soutien de la part des autorités, sont révélatrices de l'orientation générale de la politique mémorielle. A partir de 2007, l'ONG organise des commémorations alternatives de la « *La journée de la mémoire des victimes des répressions politiques* » : le 30 octobre les membres de *Mémorial* et les parents des victimes se réunissent autour de la pierre de Solovki, symbole des camps de concentration, pour lire à voix haute des listes de victimes dans le cadre d'une action « *Vozvrachenie imen* » / « *Le retour des noms* » ; l'idée est, selon l'expression de la poétesse Anna Akhmatova, « *d'appeler chacun par son nom* », montrant les milliers des destins brisés par la machine totalitaire¹⁰⁸⁹. Aucun représentant des autorités n'est jamais apparu à cette commémoration initiée par les activistes : être présent signifierait admettre la culpabilité de l'État dans les répressions, réitérer les pages sombres de l'histoire et poser de nouveau la question du degré de parenté de l'État russe avec l'État soviétique ; il est évident que ces éléments ne s'inscrivent pas dans

¹⁰⁸⁵ « *Stranitsy istorii - povod dlia vzaimnykh pretenzii ili osnova dlia primireniia i partnerstva ?* » / « Les pages de l'histoire : prétexte pour les griefs réciproques ou fondement de réconciliation et partenariat ? », Entretien de Vladimir Poutine à *Gazeta Wyborcza*, 31 août 2009, <http://www.echo.msk.ru/blog/echomsk/616520-echo/>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁸⁶ *ibid.*

¹⁰⁸⁷ Rencontre de Vladimir Poutine avec les membres du club de discussion international « Valdai », 11 septembre 2009, <http://archive.premier.gov.ru/events/news/4990/>, consulté le 2 mars 2014

¹⁰⁸⁸ *ibid.*

¹⁰⁸⁹ Le site officiel de l'action « Retour des noms », <http://www.october29.ru/>, consulté le 2 mars 2014

le narratif national glorieux promu par le régime de Poutine¹⁰⁹⁰. Selon *Mémorial*, il s'agit actuellement de la « réintégration du moment communiste dans un récit national patriotique, au prix d'une amnésie collective des répressions »¹⁰⁹¹ ; la mémoire de la terreur serait évincée « à la périphérie de la conscience nationale »¹⁰⁹².

Par ailleurs, à partir de 2008 les pressions sur l'ONG de la part des autorités deviennent de plus en plus prononcées, notamment au moyen de poursuites juridiques engagées sous les prétextes les plus futiles ; des perquisitions régulières dans les locaux du *Mémorial* entravent son fonctionnement^{1093, 1094} ; en 2013, l'ONG est proclamé par la Procouratura (parquet) « agent de l'étranger »¹⁰⁹⁵. Des pressions sur les chercheurs qui essaient de mener des recherches sur la période des répressions s'inscrivent dans la même stratégie de reprise en main des interprétations historiques : en 2009, l'historien, chef de la chaire d'histoire russe à l'université d'État d'Arkhangelsk, Mikhaïl Souproun, qui travaillait à l'élaboration d'un répertoire des Russes de souche allemande déportés par le pouvoir soviétique ainsi que des prisonniers de guerre allemands morts en détention, s'est vu accusé d'avoir « rassemblé et divulgué des informations confidentielles relatives à la vie privée » ; les services secrets russes ont également mis en examen le chef des archives du département régional du ministère de l'intérieur, Alexandre Doudarev, pour « complicité »¹⁰⁹⁶. La « contre-révolution dans les archives » constitue une troisième facette du soutien à « l'amnésie sélective » : de nombreuses archives des ministères (*vedomstvennye arkhivy*), comme le Ministère de l'Intérieur ou le Ministère de la Défense, restent inaccessibles aux chercheurs, paralysant la recherche historique sur

¹⁰⁹⁰ ADLER Nanci, *op. cit.*, p. 330

¹⁰⁹¹ Cité par COEURE Sophie, *op. cit.*, pp. 50-51

¹⁰⁹² ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*, p. 122

¹⁰⁹³ « Kak kochmariat Memorial » / « Comment on persécute Memorial », Polit.ru, 12 mai 2008, <http://www.polit.ru/article/2008/12/05/memo3/>, consulté le 3 mars 2014

¹⁰⁹⁴ « V mejdounarodnyi Memorial prichli s proverkoï » / « Memorial international perquisitionné », Grani.ru, 21 mars 2013, <http://grani.ru/Politics/Russia/m.212831.html>, consulté le 3 mars 2014

¹⁰⁹⁵ « Memorial priznan prokouratouroï inostrannym agentom » / « Memorial est reconnu par la procurature d'être un agent de l'étranger », Svoboda / Liberté, 30 avril 2013, <http://www.svoboda.org/content/article/24972734.html>, consulté le 3 mars 2014

¹⁰⁹⁶ Cité par le site de l'association « Liberté pour l'histoire », *Un historien russe arrêté pour ses recherches sur l'ère stalinienne*,

http://www.lph-asso.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=120%3Aun-historien-russe-arrete-pour-ses-recherches-sur-lere-stalinienne&catid=31%3Adossier-russie&Itemid=78&lang=fr, consulté le 3 mars 2014

les pages sensibles de l'histoire¹⁰⁹⁷, tout en restant disponibles pour les historiens – patriotes qui construisent des interprétations « *patriotiques* » de l'histoire soviétique et participent à des conflits mémoriels avec des pays d'Europe de l'Est.

2) *L'hypermnésie de la Grande Guerre patriotique*

Cette amnésie des répressions va de pair avec l'hypermnésie de la victoire dans la Grande Guerre patriotique : tandis que les unes sont étouffées, l'autre est soigneusement mise en avant, constituant une mémoire – écran patriotique, derrière laquelle l'identité nationale peut s'abriter. Dans les années 2000, la thématique de la Victoire reste particulièrement prononcée dans le discours officiel ; deux fonctions sont attribuées à l'événement par les autorités russes : elle constitue un facteur identitaire et un repère moral de premier ordre pour le peuple russe.

D'abord, la Victoire est mise en avant dans le discours officiel en tant que vecteur autour duquel s'organise l'auto-identification nationale ; le sentiment d'appartenance à une grande nation résulte de la mise en avant du caractère national et commun de la guerre, ce qui trouve sa traduction dans le slogan « *Nous sommes tous héritiers de la Grande Victoire* », promu au niveau officiel. Le discours officiel met l'accent sur le caractère sacré de cette fête à la fois pour chaque famille et pour la nation entière. Le discours de Dimitri Medvedev du 7 mai 2009, prononcé à l'occasion de la commémoration, est révélateur de la place que la Grande Guerre patriotique occupe dans le discours officiel : le Président alors en fonction évoque ses deux grands-parents qui ont fait la guerre tout comme les grands-parents de « *chacun de nous* » ; il souligne le fait que dans sa famille, « *comme dans la famille de chaque Russe* », la mémoire de la guerre est toujours présente : « *La fête qui a toujours été et qui restera la plus populaire, la plus sacrée, et qui est devenue, à jamais, le symbole de notre unité nationale* »¹⁰⁹⁸.

« Dans la vie de chacun de nous il y a des fêtes ou des dates mémorielles qui ont une signification particulière. Il y a aussi les cas où la frontière s'estompe, quand le privé devient le commun, le commun est perçu comme très proche, très privé. Le 9 mai, le

¹⁰⁹⁷ RAMAZACHVILI Gueorgii, « *Est' takaia professiia, istorioui zatchischat'* » / « Il existe une profession, purification de l'histoire », *Neprikosnovennyi Zapas*, n° 2-3, 2005, <http://magazines.russ.ru/nz/2005/2/ra19.html>, consulté le 3 mars 2014

¹⁰⁹⁸ *O velikoi otchestvennoi voine, istoricheskoi istine i nachei pamiati* / Sur la Grande Guerre patriotique, la vérité historique et notre mémoire, intervention de Dimitri Medvedev le 7 mai 2009, <http://blog.kremlin.ru/post/11/transcript>, consulté le 3 mars 2014

Jour de la Victoire, est l'exemple d'une telle fête. C'est notre fête commune, la fête de chacun de nous, la fête de toutes les familles russes »¹⁰⁹⁹.

Non seulement la Victoire constitue un puissant vecteur de consolidation de l'unité nationale, mais encore elle est censée, par son caractère héroïque, constituer un repère moral par excellence pour la société et surtout pour les jeunes générations. La mise en avant du coût humain de la guerre dans le discours officiel souligne sa dimension sacrificielle, sacrée et héroïque : le peuple soviétique dans ce discours est à la fois vainqueur du fascisme et sa victime. Le 27 janvier 2009, lors de la réunion du Comité organisationnel « *Victoire* » à l'occasion de la préparation de 65^{ème} anniversaire de la Victoire, Dimitri Medvedev souligne que la Grande Guerre patriotique et la Victoire sont des composantes essentielles de l'identité nationale russe et « *une puissante ressource morale du développement de notre pays* ». La dimension héroïque est mise en avant par l'évocation du fait que l'URSS a fait face toute seule à l'Allemagne pendant plusieurs années et par l'énumération des principaux combats de la période, où le peuple soviétique s'est montré particulièrement héroïque : lors de la réunion du club de discussion sur les questions stratégiques *Valdai*, Vladimir Poutine souligne le coût humain de cette guerre, en disant qu'elle a coûté la vie à « *vingt-sept millions de mes compatriotes* » : « *Je veux attirer votre attention, Mesdames et Messieurs, au fait que l'URSS ne pouvait attendre l'aide de personne, c'est pour cela que notre forteresse de Brest-Litovsk a combattu jusqu'au dernier soldat [...] Et c'était comme ça pendant toute la guerre* »¹¹⁰⁰. En 2013, il réaffirme l'importance de la Grande Guerre patriotique comme repère moral : « *En se tournant vers le passé, vers notre histoire, nous allons y puiser les forces morales, spirituelles, apprendre à gagner et à servir fidèlement l'État* »¹¹⁰¹.

Le côté héroïque des événements donne à la mémoire de la guerre une forte dimension morale : le comportement des soldats de la Grande Guerre patriotique doit servir d'exemple aux jeunes générations ; la tâche de préservation de cette mémoire à la fois glorieuse et tragique constitue une affaire de première importance pour l'État. Le travail idéologique va de pair avec le travail historique : un ensemble de mesures

¹⁰⁹⁹ *ibid.*

¹¹⁰⁰ Rencontre de Vladimir Poutine avec les membres du club de discussion international « *Valdai* », 11 septembre 2009, <http://archive.premier.gov.ru/events/news/4990/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁰¹ Réception au Kremlin à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la victoire dans la Grande Guerre patriotique, <http://президент.рф/новости/17413>, consulté le 3 mars 2014

visant au « *renforcement du climat moral* » chez les jeunes générations ont été retenues en 2009 par les autorités russes ; l'importance du travail des vétérans avec les organisations de la jeunesse, du soutien médiatique (création des émissions consacrées à la guerre), du travail mémoriel, du travail avec les bibliothèques, des études historiques a été particulièrement soulignée¹¹⁰².

Par ailleurs, la Victoire constitue un vecteur puissant de légitimation de la Russie sur la scène internationale, à la fois par l'affirmation de la contribution de l'URSS à la lutte contre le fascisme et par le fait que l'URSS a mené la lutte à côté des autres pays européens : les plus grands efforts sont déployés pour réhabiliter et mettre en avant le mythe soviétique de la Grande Guerre patriotique et l'image du peuple soviétique – libérateur qui, par ses sacrifices colossaux, a sauvé le monde de la « *peste brune* » du nazisme¹¹⁰³ ; la dimension nationale de la guerre contre les envahisseurs venus de l'extérieur pour soumettre la Russie est exaltée. On retrouve le schéma classique quand la mémoire des guerres, mémoire fondatrice par excellence, est soumise au pouvoir qui en déforme le contenu : cette déformation idéologique vise à « *écarter ce qui pourrait gêner le récit national officiel glorieux* »¹¹⁰⁴. Selon Arsenii Roginskii, « *la mémoire de la Victoire se substitue de plus en plus à la mémoire de la guerre* », cette substitution de l'image glorieuse à l'image *réelle* de la guerre est rendue possible par l'absence de vrais témoins des événements : de nos jours il reste très peu d'anciens combattants, la transmission des souvenirs par la voie générationnelle laisse place à la transmission des souvenirs par le biais des institutions ; il en résulte que dans la Russie de Poutine « *ce qu'on appelle [...] la mémoire de la guerre ne correspond pas exactement à cette appellation* », alors qu'« *il n'y a plus personne pour corriger les stéréotypes collectifs à l'aide de ses souvenirs personnels* »¹¹⁰⁵. Ainsi est construite une mémoire écran qui éclipse la mémoire des répressions, tout en légitimant l'époque soviétique et l'inscrivant dans le narratif patriotique global.

¹¹⁰² La réunion du Comité interministériel « Victoire » 27 janvier 2009, <http://news.kremlin.ru/transcripts/2960>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁰³ PETROV Nicolai, « The Children of Stalin », *The Moscow Times*, 1 septembre 2009, <http://carnegieendowment.org/publications/?fa=view&id=23776>, consulté le 3 février 2014

¹¹⁰⁴ MONOD Jean-Claude, *op. cit.*, p. 137

¹¹⁰⁵ ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*, p. 122

Cette « *hypermnésie* » de la Grande Guerre patriotique se traduit en premier lieu au niveau commémoratif : depuis 2000, la préparation de la commémoration de la Victoire est prise en charge par l'administration du Président, au moyen du Comité interministériel créé à cette fin, *Le Comité de la Victoire*¹¹⁰⁶ ; le décret présidentiel qui annonce sa création affirme que désormais la Victoire s'inscrit dans la ligne des mesures patriotiques : le but du Comité consiste dans « *la mise en œuvre des mesures visant la restauration et la consolidation du patriotisme ; l'augmentation du prestige international de l'État russe ; la résolution des problèmes des vétérans de la Grande Guerre patriotique [...]* », mais aussi dans « *la coordination des organes du pouvoir exécutif fédéral et régional, des organisations de l'enseignement et de la recherche, des syndicats et d'autres organisations, sociales et religieuses*¹¹⁰⁷ » pour la préparation de la commémoration. L'autre axe principal du Comité est l'espace public : il s'agit de mettre l'accent sur « *l'exploit accompli par le peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique de 1941-1945* » par les efforts conjugués des médias et des établissements d'enseignement secondaire¹¹⁰⁸. Cet oukase marque le retour à la sacralisation de la Victoire au niveau officiel, mais aussi la reprise du culte de la Victoire caractéristique des années brejnéviennes. Ces constats rejoignent un nombre d'analyses mettant en lumière le fait que la Grande Guerre patriotique est devenue une « *construction politique* », une « *symbolique complexe* » puisant ses racines dans la culture politique soviétique et notamment dans l'image du Guide¹¹⁰⁹.

Un autre exemple qui permet d'illustrer la sacralisation de la mémoire de la Grande Guerre patriotique devenant l'un de principaux piliers de l'identité nationale russe, est la polémique autour de la chaîne télévisée *Dojd'* (Pluie) en janvier 2014. L'une des rares chaînes télévisées indépendantes, elle se positionne, dès 2010, comme la chaîne « *pour les non indifférents* », c'est-à-dire pour des citoyens politiquement actifs. Son orientation politique est devenue évidente lors des contestations politiques fin 2011 – début 2011, quand la chaîne diffuse en direct les manifestations ; depuis, elle offre l'espace d'expression aux opposants au régime de

¹¹⁰⁶ Le site du Comité <http://www.ria-pobeda.ru/index.php?groupID=3>, consulté le 3 février 2014

¹¹⁰⁷ Oukase n° 1441 de 5 août 2000, <http://www.ria-pobeda.ru/print.php?type=txt&ID=63>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁰⁸ *ibid.*

¹¹⁰⁹ SCHERBININE A.I., SCHERBININA n°G., « *Polititcheskii konstrukt Pobedy v kontekste nostalgii po sovetskomou* » / « La construction politique de la victoire dans le contexte de nostalgie du soviétique », *Vestnik Tomskogo gosudarstvennogo universiteta / Le courrier de l'Université d'État de Tomsk*, n° 3 (11), 2010, p. 7

Vladimir Poutine, notamment à Alexei Navalnyi, consolidant sa réputation de chaîne « *d'opposition* ».

Le 26 janvier 2014 la chaîne publie, sur son site Internet¹¹¹⁰, un sondage à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la levée du siège de Leningrad le 27 janvier 1944. La question était posée en termes suivants : « *Aurait-il fallu livrer Leningrad [aux Allemands] afin de pouvoir sauver des centaines des milliers des vies ?* ». Si 54% des interrogés répondent de façon affirmative à la question¹¹¹¹, le sondage déclenche, en l'espace de quelques minutes, une vague des critiques sur la toile : après avoir été *retwitté*, avec des commentaires indignés, par le Ministre de la culture Vladimir Medinskii, le propriétaire du quotidien « *Izvestia* » Aram Gabrelian et une députée du parti *Russie Unie* Irina Iarovaia¹¹¹², il enflamme la blogosphère et les réseaux sociaux.

La suppression rapide du sondage et les excuses officielles sur le site de la chaîne le jour même n'ont pas suffi pour éteindre la vague d'indignation que certains médias ont immédiatement qualifiée de « *Raingate* »¹¹¹³. Le 28 janvier, un groupe de jeunes hommes déguisés en soldats de l'Armée rouge escaladent l'immeuble dans lequel est situé le siège de la chaîne et hissent la copie du drapeau rouge, levée le 9 mai 1945 sur le Reichstag (« *Le Drapeau de la Victoire* »). Cette action est réclamée par « *un groupe des patriotes* » : publiant les photos de l'action dans le blog « *politic* », ils affirment que « *les [employés de Dojd'] doivent savoir qu'ils seront tenus responsables pour les spéculations sur la glorieuse histoire de notre Patrie* »¹¹¹⁴, cette publication ayant recueilli 782 commentaires.

La réaction de *l'establishment* politique au sondage a été rapide et unanime :

¹¹¹⁰ Le site de la chaîne <http://tvrain.ru/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹¹¹ « *Reaktsiia na blokadniy opros telekanala Dojd' : vlast' razvernula voinu pamiati* » / « La réaction au sondage de la chaîne Dojd' : le pouvoir livre la guerre de mémoire », *Novaia Gazeta*, 29 janvier 2014, <http://www.novayagazeta.ru/columns/61989.html>, consulté le 3 février 2014

¹¹¹² « *Telekanal Dojd' vyzval shkval kritiki posle oprosa pro blokadniy Leningrad* » / « La chaîne Dojd' provoque une tollé des critiques après le sondage sur le blocus de Léningrad », *MediaLeaks*, 27 janvier 2014, <http://medialeaks.ru/news/dozhd-vyzval-shkval-kritiki-opublikovav-opros-pro-sdachu-lenigrada-nemcam/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹¹³ « *Dojd' iznilinsia za opros o sdatche blokadnogo Leningrada* » / « Dojd' s'est excusé pour la sondage sur le blocus de Leningrad », *Lenta.ru*, 27 janvier 2014, <http://lenta.ru/news/2014/01/27/raingate/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹¹⁴ Anonymus, « *Na ofis Dojdia vodrouzili Znamia Pobedy !* » / « La Drapeau de la Victoire a été hissé sur le siège de Dojd' ! », 28 janvier 2013, *LiveJournal.com*, <http://politic.LiveJournal.com/21035.html>, consulté le 3 février 2014

tous les partis politiques de la Douma l'ont fermement condamné. Ainsi la députée du parti *Russie Unie* Irina Iarovaia, par ailleurs présidente du club de réflexion et de discussion « *Plateforme patriotique* », l'un des *thinks tanks* de *Russie Unie*, qualifie le sondage d'« *outrage direct à la mémoire sacrée de la guerre, à tous les morts pendant le siège* » ; selon elle, « *des actions pareilles doivent être qualifiées de crimes de réhabilitation du nazisme* »¹¹¹⁵. Les représentants du Parti Libéral-Démocratique (LDPR) ont qualifié le sondage de « *blasphématoire* » et « *sans précédent* », d'« *outrance à la mémoire des vétérans de la Grande Guerre patriotique et aux habitants de Leningrad* ». Pour les représentants du Parti Communiste, le sondage constituerait une « *tentative de lever le tabou des questions auxquelles l'humanité avait répondu lors du procès de Nuremberg* ». Enfin, pour le chef du parti *Russie Juste* Nicolai Levitchev, ce sondage était « *absurde et blasphématoire* »¹¹¹⁶.

La réaction de l'exécutif a été également prompte : comme l'affirme le 29 janvier le secrétaire de presse de Vladimir Poutine Dmitrii Peskov, la chaîne aurait « *violé plus que la loi* », elle aurait « *franchi une ligne rouge morale* » et allée au-delà des « *dernières limites de l'acceptable* »¹¹¹⁷. Pour Dmitrii Peskov, montrer de la tolérance vis-à-vis de ce type de sondages signifierait le début de « *l'érosion de la nation, l'érosion de la mémoire génétique* »¹¹¹⁸ : le porte-parole du Président a fait ainsi un lien entre la mémoire glorieuse de la Grande Guerre patriotique et l'essence même de l'identité nationale russe. Les grands opérateurs du câble ont rapidement saisi le signal, boycottant la chaîne et suspendant, pendant la semaine du 29 janvier – 4 février, sa diffusion par la rupture unilatérale et anticipée du contrat ; le dernier grand opérateur, *Trikolor-TV*, a rompu le contrat le 4 février¹¹¹⁹, signant, *de facto*, le retrait de la chaîne de la diffusion télévisée et sa relégation sur Internet. Par ailleurs, le 31 janvier, le Service fédéral de supervision des médias de masse et des

¹¹¹⁵ « *V Gosdoume osudimi opros telekanala Dojd' o blokade Leningrada* » / « La Douma d'État condamne le sondage de la chaîne Dojd concernant le blocus de Leningrad », 27 janvier 2013, *Ria Novosti*, <http://ria.ru/society/20140127/991519776.html>, consulté le 3 février 2014

¹¹¹⁶ *ibid.*

¹¹¹⁷ « *Peskov : « Dojd' pereshel moral'nuju krasnuju tchertu* » / « Peskov : « Dojd avait franchi une ligne rouge morale », 29 janvier 2013, *Vesti.Ru*, <http://www.vesti.ru/doc.html?id=1230305&cid=7>, consulté le 3 mars 2014

¹¹¹⁸ « *Peskov ne zametil izvineni Dojdia za opros o blokadnom Leningrade* » / « Peskov n'a pas vu des excuses de Dojd' pour le sondage sur Leningrad assiégé », 29 janvier 2013, *Lenta.Ru*, <http://lenta.ru/news/2014/01/29/peskov/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹¹⁹ « *Rukovoditel' Dojdia : « Otkaz Trikolora ravnosilen zakrytiju kanala* » / « La direction de Dojd' : le refus de *Trikolor* équivaut à la fermeture de la chaîne », 3 février 2014, *Vedomosti*, <http://www.vedomosti.ru/companies/news/22244701/rukovoditeldozhdya-otkaz-trikoloraravnosilen-zakrytiyu>, consulté le 3 mars 2014

technologies de la communication et de l'information, *RosKomNazdor*, adresse une lettre d'avertissement à la chaîne, constatant que le sondage en question avait enfreint l'art. 49 de la loi « *Sur les médias* », qui présuppose notamment que les journalistes soient « *tenus à respecter les droits, les intérêts, l'honneur et la dignité des citoyens et des organisations* »¹¹²⁰. Par ailleurs, début février, plus de vingt plaintes pour « *préjudice morale* » ont été déposées auprès des juridictions civiles de Saint-Petersbourg, par des survivants du blocus (« *blokadniki* »¹¹²¹). Selon l'enquête menée par une agence d'information pétersbourgeoise « *Fontanka* », le parti *Russie Unie* aurait assisté les retraités dans les formalités administratives (remplissage des formulaires, acquittement des frais de justice)¹¹²².

La polémique autour du sondage a constitué l'occasion, pour le parti *Russie Unie*, de tenter de renforcer la législation mémorielle concernant la mémoire de la Grande Guerre patriotique et revenir sur la proposition de loi pénalisant la « *réhabilitation du nazisme* » de 2009 (voir *supra*). Le 31 janvier, la députée Irina Iarovaia affirme, à l'occasion de la réunion du club « *Plateforme Patriotique* », que le groupe des députés de *Russie Unie* avait préparé une nouvelle version de la proposition : beaucoup plus répressive, elle inclut désormais la peine de réclusion criminelle pour « *la négation ou l'approbation publique des crimes des nazis établis par le Tribunal de Nuremberg* », ainsi que pour « *les accusation notoirement fausses de l'URSS dans les crimes commis pendant la Seconde guerre mondiale* », barrant de *facto* la route aux études historiques sur le sujet. L'auteur de pareilles allégations risquerait une amende de 300 000 roubles (6 500 euros) ou jusqu'à 3 ans de réclusion¹¹²³.

Ces exemples montrent que la mémoire glorieuse de la Grande Guerre

¹¹²⁰ « *Roskomnadzor nachel naruchenii v oprose Dojdia* » / « *Roskomnadzor a trouvé des infractions dans le sondage de Dojd* », 30 janvier 2013, *Vedomosti*, <http://www.vedomosti.ru/tech/news/22108901/roskomnadzor-nashel-narusheniya-v-oprose-dozhdya>, consulté le 3 mars 2014

¹¹²¹ « *Peterburgskii pensionner podal protiv Dojdia isk na 50 mln* » / « *Le retraité pétersbourgeois porte plainte contre Dojd et demande 50 millions* », 7 février 2014, *BFM.Ru*, <http://www.bfm.ru/news/246375?doctype=news>, consulté le 3 mars 2014

¹¹²² « *Edinaia Rossiia sponsiruet iski k Dojdu* » / « *Russie Unie sponsorise les plaintes contre Dojd* », 7 février 2014, *TvRain*, http://tvrain.ru/articles/edinaja_rossija_sponsiruet_iski_k_dozhdju-362177/, consulté le 3 mars 2014

¹¹²³ « *Skandal s Dojdem oformiat popravkami v ugovolnyi kodeks* » / « *Le scandale autour de Dojd va se résoudre par les amendements au Code Pénal* », 31 janvier 2013, *Vedomosti*, <http://www.vedomosti.ru/politics/news/22122061/reabilitaciya-zakona-o-nacizme>, consulté le 3 mars 2014

patriotique constitue l'un des piliers de l'idéologie de l'État russe actuel, symbole sacré et fondamental de l'identité nationale russe, qui ne saurait être remis en question qu'au prix d'une polémique. La réaction médiatique et sociale provoquée par le sondage illustrent le caractère quasi-religieux de cette mémoire : la formule « *outrage aux sentiments des vétérans* » n'est pas sans parallèle à « *l'outrage aux sentiments des croyants* », formule de la loi votée par la Douma le 11 juin 2013¹¹²⁴. Parmi les événements les plus récents illustrant la portée du symbole de la Victoire non seulement en Russie, mais dans tout l'espace postsoviétique, l'on peut évoquer les événements en Crimée de février – mars 2014, quand les partisans de l'attachement de cette région autonome à la Russie arboraient les rubans de Saint-Georges, symbole de la victoire du peuple Soviétique dans la Grande Guerre patriotique.

c. La réhabilitation de Staline

L'évolution spectaculaire de l'attitude des dirigeants russes vis-à-vis du personnage le plus controversé de l'histoire soviétique, Joseph Staline, est révélatrice du tournant patriotique de la politique mémorielle : si dans les années 1990 Staline était évoqué par le pouvoir uniquement en tant que dictateur, dans les années 2000 on assiste à la promotion d'interprétations plus équilibrées. Vladimir Poutine évite en effet de donner une qualification claire et nette à la période stalinienne, affirmant que « *l'on ne peut pas qualifier l'époque de Staline d'une manière univoque* » car « *tout événement historique doit être analysé dans son ensemble* »¹¹²⁵.

La réhabilitation historique et politique de Staline est une conséquence de l'hypermnésie de la Grande Guerre patriotique qui implique la mise en avant du rôle de Staline dans la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Il convient de rappeler que tout au long de l'existence de l'État soviétique, deux mémoires de la Grande Guerre patriotique coexistaient dans l'espace public : la mémoire officielle et « *la vérité des tranchées* » bannie du discours public. Ces deux versions présentaient non seulement les différentes interprétations du rôle de l'URSS dans la Seconde guerre mondiale, mais encore deux différentes attitudes envers le stalinisme. La mémoire

¹¹²⁴ <http://fr.rsf.org/russie-le-neoconservatisme-de-la-douma-14-06-2013,44787.html>, consulté le 3 mars 2014

¹¹²⁵ « *Priamaia liniia s Vladimirom Poutinym* » / « En ligne directe avec Vladimir Poutine », entretien télévisé de 4h47 minutes, 25 avril 2013, compte rendu intégral, <http://www.moskva-putinu.ru/>, consulté le 3 mars 2014

glorieuse est la mémoire de la Victoire, évoquant la question de son prix et se concentrant sur le côté héroïque des événements ; l'autre mémoire est celle des privations, du nombre démesuré des victimes, des emprisonnements, de l'évacuation et de la collaboration, mais aussi des protocoles secrets au Pacte Molotov-Ribbentrop et du partage de l'Europe de l'Est entre Hitler et Staline ; alors que la première met l'accent sur le consensus patriotique entre le Parti Communiste et le peuple soviétique (« *Pour la Patrie ! Pour Staline !* »), la seconde est liée à la mémoire de la terreur et est par conséquent intrinsèquement antistalinienne¹¹²⁶.

Alors que les réinterprétations de l'histoire au début des années 1990 ont mis en avant « *la vérité des tranchées* », Staline est souvent présenté comme le père de la Victoire dans le discours officiel des années 2000 : « *Même si on revient à des pertes [répressions – NDLT], personne ne peut maintenant jeter la pierre à ceux qui ont organisé et étaient en tête de cette victoire, car si nous avions perdu la guerre, les conséquences auraient été beaucoup plus catastrophiques* »¹¹²⁷, affirme Vladimir Poutine en décembre 2011 lors de l'entretien direct de quatre heures diffusé par trois chaînes télévisées fédérales.

Par ailleurs, la logique de réconciliation et l'impasse faite sur la question du totalitarisme amène à présenter l'époque stalinienne sous l'angle de modernisation industrielle de la Russie : la relativisation des traits négatifs de l'histoire nationale va de pair avec la réhabilitation de Staline. Tout en condamnant les répressions, les dirigeants soulignent le progrès industriel et le rôle de Staline dans la modernisation : la « *réconciliation avec le passé* » passe par l'escamotage de la dimension totalitaire et par conséquent par une réévaluation de Staline et du stalinisme. Ainsi dans le discours prononcé devant la Chambre de Commerce en 2009 Vladimir Poutine qualifie l'époque stalinienne de période de « *concentration des ressources* »¹¹²⁸ ; il souligne que les années « *1936, 1938, 1939, 1940 et à moindre mesure les années 1950* » ont été des années d'« *innovation* » technologique et industrielle. Cette modernisation a permis d'assurer la survie de l'Union Soviétique : tout d'abord, dans les années 1930 pour préparer l'URSS à la guerre ; ensuite, pour « *créer les*

¹¹²⁶ ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*.

¹¹²⁷ *ibid.*.

¹¹²⁸ La réunion du Chambre de Commerce et d'Industrie, 27 mai 2009, <http://archive.premier.gov.ru/events/news/4239/>, consulté le 3 mars 2014

conditions de survie après la deuxième guerre mondiale » ; enfin, la création du secteur nucléaire dans les années 1950 doit aussi être mise sur le compte de Staline. Ainsi l'époque de Staline est présentée dans le discours officiel comme l'époque des grands acquis et le rôle de Staline dans la modernisation du pays est souligné : « *Il est évident que le pays de 1924 à 1953 – et le pays à cette époque-là était dirigé par Staline – a radicalement changé, de pays agricole il est devenu un pays industriel* »¹¹²⁹.

Force est de constater les différences par rapport au discours développé dans les années 1990 : si dans celui-ci la valeur suprême de la vie humaine est affirmée et le régime stalinien condamné au titre de « *régime inhumain* », Vladimir Poutine met en avant les intérêts de l'État, affirmant qu'il n'y a pas de valeurs supérieures à celui-ci : certes, les répressions ont eu lieu mais elles étaient absolument indispensables pour les réformes sans lesquelles la survie du pays n'aurait pas été assurée ; la définition univoque de l'époque de Staline est donc impossible : en effet, comment calculer les proportions respectives du « bien » et du « mal » du point de vue de l'intérêt général ?

Cette réhabilitation latente de Staline par le Chef de l'État a été rapidement suivie au niveau local, déclenchant une vague d'initiatives mémorielles s'inscrivant dans la réhabilitation historique de Staline.

En 2009, la municipalité de Moscou restaure l'inscription dorée d'une partie de l'hymne soviétique dans sa version de 1939 dans la station de métro « Kourskaia », contenant l'ode à Staline¹¹³⁰ :

*« Nous étions élevés par Staline,
Pour servir fidèlement le peuple,
Il nous a inspirés
Pour le travail et pour les exploits ».*

La décision de la Mairie de Moscou de décorer la ville d'affiches à l'effigie de Staline peut être considérée comme la réaction des autorités locales aux signaux envoyés par le pouvoir central. Le 17 février 2010, le Comité de la publicité de la ville de Moscou a annoncé le projet de décoration de la ville pour la fête, établi à la demande de la Mairie qui a « *répondu à l'initiative d'un Comité de vétérans* » : selon le projet, une partie des affiches était consacrée à Staline dans le but de mettre en avant son rôle dans le déroulement de la Grande Guerre patriotique en tant que chef de l'État-major,

¹¹²⁹ « *Priamaia liniia s Vladimirom Poutinym* », *op. cit.*.

¹¹³⁰ « *Imia Staline vernoulos* » v *moskovskoe métro* » / « Le nom de Staline est de retour dans le métro de Moscou », *Gazeta.ru*, 26 août 2009, http://www.gazeta.ru/politics/2009/08/26_a_3240785.shtml, consulté le 3 mars 2014

Président du gouvernement soviétique, maréchal et généralissime ; lors d'une interview, le Maire Youri Loujkov a expliqué cette décision par le fait que la Mairie a répondu à l'initiative citoyenne, ajoutant par ailleurs qu'il avait personnellement du respect pour « *l'histoire objective* », ce qui exige que « *les dirigeants de l'État ne soient pas effacés de l'histoire mais représentés conformément à leur rôle* ». Au-delà de la capitale, où la Mairie a été contrainte de renoncer au projet, les affiches ou les bustes de Staline sont apparus dans plusieurs villes de Russie, telle Vladivostok ; l'absence du consensus social et juridique sur Staline et le stalinisme explique pourquoi l'apparition de ce personnage historique dans les rues des bourgs russes a été laissée à la discrétion des autorités locales : ainsi à Vladivostok, la Mairie a mis en avant le fait que cette démarche a été entreprise pour répondre à des « *demandes citoyennes* » ; en Iakutie, région du Nord de la Russie où le réseau des camps a été particulièrement dense, trois monuments de Staline ont été installés depuis 2005, dont le dernier dans la capitale de la région, Iakoutsk, le 8 mai 2013, à l'occasion de la commémoration de la Victoire, à l'initiative du parti communiste et du comité des anciens combattants¹¹³¹.

2. *Les réévaluations de la perestroïka et des réformes libérales*

Le retour à l'attitude patriotique dans les réévaluations de l'époque soviétique implique la réinterprétation de la chute de l'URSS et de l'époque eltsinienne : les qualifications de cette période dans le discours officiel constituent la pierre angulaire de la rhétorique conservatrice du pouvoir : soulignant son attachement à l'État russe fort sous quelle que forme que ce soit, Vladimir Poutine condamne la période précédente comme l'époque de « *faiblesse* » de la Russie.

Le discours construit par le pouvoir dans les années 1990 opposait systématiquement la période « *démocratique* » de la nouvelle Russie à la période soviétique, se privant par là même de la possibilité de recourir à la symbolique patriotique qui y était associée ; cette dernière avait été en revanche abondamment exploitée par les communistes et les nationalistes. Comprenant l'importance de récupération de la symbolique patriotique, Vladimir Poutine affirme l'absence de contradiction entre les convictions démocratiques et une attitude positive, « *patriotique* » vis-à-vis de l'histoire : dans de nombreux entretiens, le Président affirme qu'il est possible d'avoir des convictions démocratiques et être « *patriote* », « *étatiste* » (« *gosoudarstvennik* »), attaché à l'intégrité territoriale du pays et à la notion de l'État¹¹³². Ainsi le « *mythe noir de la perestroïka* » justifie la continuité des

¹¹³¹ « *V Yakoutske otkryli pamiatnik Stalinu* » / « Un monument à Staline a été inauguré à Yakoutsk, *Echo de Moscou*, 8 mai 2013, <http://echo.msk.ru/blog/echomsk/1069544-echo/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹³² « *Desiat' let spoustia. Anatolii Sobtchak* » / « 10 ans après. Anatoli Sobtchak », entretien télévisé avec Vladimir Poutine, 19 février 2010, Russie-1,

élites soviétiques, les présentant comme « *serviteurs de l'État* » plutôt que comme héritiers des responsables des répressions de masse.

La réévaluation de la chute de l'URSS découle de la réinterprétation globale de toute une époque, qui commence avec la *perestroïka*, conduit à la « *plus grave catastrophe géopolitique du siècle* »¹¹³³ et prend fin avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Cette période historique est présentée comme un « *temps de troubles* », ayant conduit à une décennie d'extrême faiblesse de la Russie, à la fois au plan extérieur et intérieur ; la mission de Vladimir Poutine serait de retrouver la puissance de l'État soviétique, y compris au niveau international. Si dans les années 1990 le discours officiel entendant rompre avec le régime soviétique, soulignait que le nouveau gouvernement avait apporté la liberté à la population et mis fin au joug communiste et à la dictature du PCUS, Vladimir Poutine proclame haut et fort son ambition de retrouver la stabilité et la « *dignité nationale* », ainsi qu'un État fort. Si Boris Eltsine se présentait comme restaurateur des traditions du développement du capitalisme russe interrompu par la Révolution de 1917, Vladimir Poutine s'attache à relier le présent russe au passé soviétique, non à la brève période démocratique que la Russie a connue entre 1991 et 1993, épurant par-là même le narratif national de la dimension libérale et démocratique. Ainsi, le mécanisme basé sur le rejet de la période précédente reste le même, seule la période diabolisée change.

Afin d'illustrer la signification politique de la réévaluation de la chute de l'URSS et des années 1990 par Vladimir Poutine, il convient d'analyser son discours lors de la campagne électorale aux présidentielles du février – mars 2012, qui se déroulent dans le contexte d'une contestation politique renforcée. La campagne électorale constitue une période pendant laquelle l'importance du discours devient cruciale : le candidat construit son image et met en avant son programme politique à travers des déclarations et des entretiens médiatisés.

En décembre 2011, les élections législatives remportées par le parti *Russie Unie* provoquent une vague de protestations d'ampleur inhabituelle : une partie de la population des grandes villes se mobilise dans un mouvement de contestation des

<http://archive.premier.gov.ru/events/news/9448/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹³³ *Poslanie Prezidenta Rossii Vladimira Poutina Federal'nomou Sobraniou RF* / Le message du Président de la Russie Vladimir Poutine au Parlement, 25 avril 2005, http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml, consulté le 3 mars 2014

résultats des élections dont des nombreuses irrégularités ont été mises en exergue par des observateurs russes et internationaux. Regroupant un large éventail d'acteurs de toutes orientations politiques, ce mouvement hétérogène de « *citoyens en colère* » s'amplifie et s'organise grâce à la maîtrise des réseaux sociaux¹¹³⁴. L'hiver 2011 est marqué par des manifestations de masse rassemblant de dizaines de milliers de personnes, notamment à Moscou et à Saint-Pétersbourg (le 10 décembre 2011, le 24 décembre 2011, le 4 février 2012). Si les slogans initiaux appellent à l'annulation des résultats des élections, la démission du Président de la Commission centrale des élections, instance qui veille à la régularité des élections, et l'organisation des législatives anticipées, très rapidement le mouvement passe à la contestation plus générale du régime politique en place¹¹³⁵.

Face à une contestation, sans précédent depuis les manifestations anticommunistes du début des années 1990 et qui promettait de s'amplifier à l'issue des élections présidentielles au mois de mars 2012, le gouvernement réagit par un déploiement des moyens de propagande et des armes mémorielles, ressource puissante permettant de mobiliser la population derrière le « *leader national* ». La campagne électorale de Vladimir Poutine sera marquée par la multiplication de références au passé et aux traumatismes de la mémoire collective : si la tactique avait été utilisée lors de la campagne électorale de Boris Eltsine de 1996, cette fois, le projecteur est braqué, non sur les répressions ou la pénurie alimentaire soviétique, mais sur la *perestroïka* et les réformes libérales, qualifiées de « *temps de troubles* », mettant en exergue par contraste la relative abondance et surtout la fameuse « *stabilité* » poutinienne.

Dès les premières contestations du décembre 2011, Vladimir Poutine, encore dans la qualité de Premier Ministre, commence à développer les thèmes qui constitueront le fondement de toute sa rhétorique électorale. Lors de sa rencontre avec les retraités et les anciens combattants, diffusée en direct par la chaîne télévisée *Russie 24* en décembre 2011, il compare la situation politique de la Russie actuelle à deux événements de l'histoire russe : ceux du février 1917, quand la révolution populaire provoquera l'abdication de l'empereur Nicolas II et ceux de la fin des années 1980 qui précéderont la chute de l'URSS¹¹³⁶. Vladimir Poutine explique que dans les deux cas, le pays se trouvait entre les mains de « *populistes irresponsables* ».

¹¹³⁴ MERLIN Aude et BRENEZ Lou, « Face au pouvoir russe, des mobilisations ténues mais vivaces », *Critique internationale*, n° 55, vol. 2, 2012, p. 9-16.

¹¹³⁵ SHUKAN Tatyana, « Les mouvements de jeunes contestataires en Russie : s'opposer dans la rue et par la rue (2005-2010) », Presses de Sciences Po, *Critique internationale*, 2012, n°55, vol. 2, pp. 51-71

¹¹³⁶ « Poutine sravnit 1917 god, raspad SSSR i predstoiashchie vybory » / « Poutine a comparé 1917, la chute de l'URSS et les élections à venir », *Gazeta.ru*, 17 novembre 2011, http://www.gazeta.ru/news/lenta/2011/11/17/n_2099346.shtml, consulté le 3 mars 2014

Affirmant que les souvenirs du temps de la chute de l'URSS « *le font encore trembler* », Vladimir Poutine qualifie cet événement de « *honte* » nationale : « *On n'a pas eu assez de dignité pour conserver le pays unique [...]* ». Selon lui, l'histoire russe du XX^e siècle serait marquée par deux périodes difficiles : « *l'abdication du tsar [...] entraînant les événements terribles, et l'année 1991* ». Dans cette présentation il est épaulé par le Président alors en fonction, Dimitri Medvedev, qui s'adresse aux anciens combattants en disant que « *nous, les adultes, devons dire aux jeunes [la vérité] aussi bien sur la période soviétique que postsoviétique* »¹¹³⁷.

Le parallèle établi par Vladimir Poutine entre, d'un côté, les « *deux périodes difficiles* », celle de 1917 et celle de 1991 et, de l'autre, entre la *perestroïka* et les contestations politiques actuelles, revient à plusieurs reprises dans son discours électoral. Lors de sa rencontre avec les retraités déjà évoquée, il raconte une anecdote : après avoir effectué son service en Allemagne à la fin des années 1980, il est revenu en URSS et trouvé la société soviétique profondément divisée sur la question de la souveraineté nationale de la Russie ; les hommes qui l'ont aidé à changer les roues de sa voiture lui ont demandé s'il était « *pour l'Union Soviétique ou pour la Russie* ». Vladimir Poutine affirme avoir été frappé par l'absurdité de la question : pour lui en effet il n'y a pas de différence entre les deux, car la conservation de l'État russe est plus importante que sa forme ; « *on a dû sacrément laver les cerveaux aux gens à cette époque-là pour qu'ils posent ce genre de questions* », affirme Vladimir Poutine¹¹³⁸.

Plus tard, dans un grand entretien théâtralisé « *Ligne directe avec Vladimir Poutine* », diffusé par plusieurs chaînes télévisées fédérales en février 2012, il réitère sa position : la conservation de l'État russe et son intégrité territoriale, le développement stable et sans secousses constituent les fondements de sa ligne politique et de ses convictions personnelles. Lors de cet entretien, Vladimir Poutine affirme que l'URSS aurait pu être préservée sous forme réformée et démocratique ; par ailleurs, il compare de nouveau ses efforts pour préserver de l'intégrité territoriale de la Russie à la fin des années 1990 à la situation qui caractérisait l'URSS du début des années 1990 : « *Il fallait commencer les réformes économiques en l'Union*

¹¹³⁷ *ibid.*
¹¹³⁸ *ibid.*

Soviétique, et les consolider par des transformations démocratiques. Il fallait lutter, de façon conséquente, avec insistance et sans peur, sans cacher la tête dans le sable [...], pour l'intégrité territoriale de notre État »¹¹³⁹.

Un autre entretien donné aux trois chaînes fédérales entre les deux tours des présidentielles fait resurgir la rhétorique antilibérale présentant les années 1990 comme un grand échec faisant oublier les côtés négatifs de l'époque soviétique ; lors de cet entretien Vladimir Poutine déclare que « *L'URSS, c'est la Russie sous le nom différent* », marquant clairement sa position par rapport à l'héritage soviétique et au degré de parenté de la Russie avec l'URSS :

*« Nous avons laissé tomber l'État. Et on disait à cette époque : il ne peut pas être pire que ça. Et puis voilà – arrivent les années 1990 : la destruction complète de la sphère publique, l'arrêt [...] des branches entières de l'industrie, le retard des retraites, des allocations, des salaires [...], le débridement de la criminalité...
[...]
L'URSS s'est désintégrée. Mais qu'est-ce que c'est que l'URSS ? C'est la Russie, mais sous le nom différent. Nous avons vécu une période très difficile dans les années 1990, et c'est uniquement dans les années 2000 qu'on commence à se lever, qu'on installe la paix intérieure, que la situation devient stable. Et bien sûr nous avons besoin de cette période du développement stable »¹¹⁴⁰.*

Tout au long de la campagne électorale, les interventions télévisées de Vladimir Poutine vont de pair avec les entretiens publiés dans la presse à grand tirage : dans ces quatre entretiens programmatiques qui concernent respectivement le domaine politique, économique, international ainsi que le fédéralisme russe et « *la question nationale* »¹¹⁴¹, le candidat expose sa vision de la chute de l'URSS et des années 1990.

Dans l'article « *La démocratie et la qualité de l'État* » publié le 6 février 2012 dans un hebdomadaire *Kommersant*, Vladimir Poutine décrit l'expérience démocratique des années 1990 comme une période « *féodale* » de règne d'oligarques sous couvert de la démocratie, une période de secousses sociales, d'arbitraire des élites. La restauration de la « *vraie souveraineté nationale* » doit être considérée comme le principal acquis du système actuel :

¹¹³⁹ *Razgovor s Vladimirom Putinyem. Prodolzhenie / Conversation avec Vladimir Poutine. Suite, 15 décembre 2011, <http://www.rg.ru/2011/12/15/stenogramma.html>, consulté le 3 mars 2014*

¹¹⁴⁰ *Interview Poutina trem federal'nym kanalam, polnyi tekst / Entretien de Poutine avec trois chaînes fédérales, texte intégral, 18 octobre 2011, consultable sur <http://vg-news.ru/news-intervyu-putina-trem-federalnym-kanalam-polnyi-tekst>, consulté le 3 mars 2014*

¹¹⁴¹ Par « question nationale » on entend communément en Russie les questions liées à la coexistence pacifique des nombreuses ethnies qui composent la Fédération de Russie.

« Au début des années 1990, notre société a été enthousiasmée par la décomposition [...] du système soviétique du parti unique [...]. Mais dans les années 1990, sous couvert [...] de la démocratie, on a obtenu non pas l'État moderne, mais la lutte des clans [...] féodaux sous le tapis. Non pas la nouvelle qualité de vie, mais des coûts sociaux énormes. Non pas une société juste et libre, mais l'arbitraire des "élites" autoproclamées qui négligeaient ouvertement les intérêts du peuple [...]. Mais la société est passée par la période de maturation difficile. Et cela nous a permis de [...] réanimer l'État, restaurer la souveraineté nationale, la base de la vraie démocratie »¹¹⁴².

Dans l'autre entretien intitulé « *Nous avons besoin d'une nouvelle économie* », Vladimir Poutine revient de nouveau vers la période des années 1990, cette fois en analysant les processus économiques : selon lui, c'était une période de lutte entre ceux qui « *se sont appropriés les [...] ressources* » et ceux qui « *voulaient les rendre à l'État et les utiliser dans l'intérêt général* ». « *Je considère, affirme Vladimir Poutine, que nous avons bien fait d'augmenter l'influence de l'État dans le secteur économique* »¹¹⁴³. L'URSS est citée comme une référence positive dans un autre article de Vladimir Poutine publié dans le quotidien *Izvestia* : afin de souligner les progrès que la Russie a effectués sous sa direction, il affirme que « *nous avons atteint et dépassé les indices du niveau de vie des années les plus prospères de l'URSS* »¹¹⁴⁴.

Cette rhétorique conservatrice basée sur l'exploitation du traumatisme de la chute de l'URSS et de l'affaiblissement du pays est promue, tout au long de la campagne électorale, par la gazette qui s'est déjà illustrée dans cette qualité lors de la campagne électorale de Boris Eltsine, *Ne dai Bog (Que Dieu Nous Garde)*. Créé et financé par les oligarques proches de Boris Eltsine afin d'empêcher le retour des communistes au pouvoir en 1996, le périodique réapparaît sous le même nom et avec le même format : diffusion massive et gratuite (5,5 millions d'exemplaires)¹¹⁴⁵ en tant que supplément aux quotidiens de grand tirage *Argumenty i Fakty* et *Komsomolskaya Pravda*, auquel s'ajoute la forme électronique sur les sites de ces deux quotidiens¹¹⁴⁶.

¹¹⁴² POUTINE Vladimir, « *Demokratiia i kachestvo gosouudarstva* » / « La démocratie et la qualité de l'État », *Kommersant*, n° 20, 6 février 2012, <http://www.kommersant.ru/doc/1866753>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁴³ POUTINE Vladimir, « *O nashikh ekonomitcheckikh zadatchakh* » / « Sur nos objectifs économiques », *Vedomosti*, n° 15, 31 janvier 2013, http://www.vedomosti.ru/politics/news/1488145/o_nashih_ekonomicheskikh_zadachah, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁴⁴ POUTINE Vladimir, « *Rossia sosredotachivaetsja : vyzovy na kotorye my doljny otvetit'* » / « La Russie se concentre : les défis auxquels il faut répondre », *Izvestia*, 16 janvier 2012, <http://izvestia.ru/news/511884#ixzz2UPqswvuE>, consulté le 4 mars 2014

¹¹⁴⁵ « *Pervyi nomer predvybornoj gazety "Ne Dai Bog" vychel vkladkoj v AIF* » / « Le premier numéro de la gazette préélectorale "Que Dieu nous Garde" sort en supplément à AIF », *RIA Novosti*, 15 février 2012, http://ria.ru/vybor2012_hod_vyborov/20120215/566671442.html, consulté le 4 mars 2014

¹¹⁴⁶ <http://www.kp.ru/daily/nedaybog/> ; <http://www.aif.ru/nedaibog>, consulté le 4 mars 2014

Illustration par excellence d'une propagande électorale basée sur les traumatismes du passé, la gazette est la quintessence des instrumentalisation de la mémoire collective dans le discours développé face à l'opposition libérale.

La tonalité choisie par la gazette est clairement conservatrice : comme en 1996, le changement révolutionnaire est fermement condamné. La propagande électorale de Poutine met l'accent sur l'idée de la révolution destructrice du développement « *normal* », c'est-à-dire de l'évolution progressive et de la stabilité. La notion de la révolution est en effet assimilée à celle de la crise, permettant d'évoquer, pêle-mêle, la Révolution de 1917, la Grande Dépression aux États-Unis, « *la révolution de 1991* » en Russie et les révolutions de couleurs en Europe de l'Est. Dans la rhétorique développée par la gazette, les révolutions sont présentées comme sources de bouleversements économiques et sociaux, génératrices des tensions ethniques et de la violence sociale, mais aussi de la division irréversible du pays (« *raskol* »). Dans le numéro du 29 février, l'historien proche du pouvoir Andrei Foursov fait des parallèles entre 1917 et 2012 : dans les deux cas, selon lui, il s'agissait du désir de « *certaines groupes* » d'effectuer un « *coup d'État* » ; l'historien fait par ailleurs un parallèle entre « *la main anglo-saxon* » dans le renversement du Tsar en 1917 et le soutien des opposants à Poutine en 2012 par des « *marionnettistes étrangers* » ainsi que des oligarques : il s'agirait du « *clan libéral dont les intérêts convergent avec l'ambition occidentale de limiter la souveraineté de la Russie* »¹¹⁴⁷.

Si cette rhétorique n'est pas sans rappeler les condamnations du « *radicalisme destructeur* » par Boris Eltsine en 1996, elle est enrichie d'éléments faisant appel au traumatisme de la chute de l'URSS et des réformes libérales des années 1990, en vue de mobiliser la population qui conserve la mémoire traumatique des bouleversements de cette période : alors que l'essentiel du raisonnement réside dans la démonstration du caractère néfaste de la révolution, les exemples choisis sont tirés le plus souvent, non de la Révolution de 1917, mais de la *perestroïka*, présentée comme le début d'une longue période de la faiblesse du pays et de l'État, à la fois au niveau extérieur

¹¹⁴⁷ « *Kak ne prevratit' mart 2012-go v fevral' 1917-go ?* » / « Comment empêcher le mars 2012 à devenir le février 1917 », Ne Dai Bog / Que Dieu Nous Garde, n° 3, 29 février – 3 mars 2012, <http://www.aif.ru/society/article/49879>, consulté le 4 mars 2014

et intérieur ; les descriptions des difficultés auxquelles la population a fait face dans les années 1990 constituent une grande partie du contenu de la gazette.

La condamnation de la période eltsinienne commence par l'affirmation que la chute de l'URSS a été une catastrophe pour la Russie, dont le coût social, économique et humain serait comparable à celui de la Révolution de 1917. La désagrégation de l'Union Soviétique est dépeinte sous un angle radicalement différent des interprétations des années 1990. Si dans sa rhétorique préélectorale Boris Eltsine présentait la chute de l'URSS comme la preuve de « *l'impasse historique* » à laquelle la voie socialiste était dès le début condamnée, la gazette voit dans la chute de l'URSS l'œuvre des ennemis de la Russie et de la faiblesse des dirigeants alors en place : elle dresse un parallèle entre 1991 et 2011, affirmant que les slogans démocratiques des manifestants ne sont qu'un écran de fumée cachant les véritables intentions de « *démolir la Russie* » : « *Tout comme l'URSS a été démolie sous couvert de divers poèmes et des slogans démocratiques, on essaie actuellement de démolir la Russie sous couvert du slogan par ailleurs juste et démocratique "Pour les élections honnêtes !"* »¹¹⁴⁸.

Tout comme en 1996, quand la gazette mettait en avant les dangers du retour des communistes au pouvoir, elle s'efforce, en 2011, de ranimer les traumatismes des années 1990, remodelant la perception de cette période : les années 1990 sont en effet présentées, non comme le moment de libération du joug communiste, d'ouverture du pays, de la fin du monopole du parti unique et du krach de l'idéologie léniniste, mais comme « *un temps de troubles* » et de chaos, l'accent étant mis sur la crise sociale et économique qui seraient provoquées par la *perestroïka*. Un autre article est particulièrement illustratif à la fois de la continuité et du changement dans les représentations du passé récent : si Boris Eltsine présentait l'époque soviétique comme « *le chancellement au bord d'une abîme* » lors de la campagne électorale, le discours électoral en 2012¹¹⁴⁹ qualifie l'époque eltsinienne exactement dans les mêmes termes. « *Le gouffre* » des années 1990 consiste notamment dans la perte de la

¹¹⁴⁸ *ibid.*

¹¹⁴⁹ « *Ne nef't'iou edinoï* » / « On ne vit pas uniquement de pétrole », *Ne Dai Bog / Que Dieu Nous Garde*, n° 2, 22-28 février 2012, <http://www.aif.ru/society/article/49675>, consulté le 4 février 2014

dignité nationale : dans les années 1990, affirme l'article, « *le président russe écoutait docilement les consignes du Président américain* »¹¹⁵⁰.

L'opinion de l'Église orthodoxe, un des principaux piliers du pouvoir de Vladimir Poutine et relais solide de la rhétorique conservatrice, est également mise en avant par la gazette dans un entretien avec le patriarche Cyril qui affirme que les manifestants seraient « *possédés par les démons* »¹¹⁵¹, car les « *chrétiens orthodoxes ne vont pas manifester* » : « *on ne les entend pas, ils prient dans le calme des monastères, de leurs maisons, et ils s'inquiètent de tout leur cœur de ce qui se passe actuellement avec notre peuple* »¹¹⁵². De nouveau, on assiste à l'opposition entre « *la Russie chrétienne* », calme et douce, et les manifestants démoniaques. Ne se contentant pas de porter un diagnostic spirituel, le dignitaire ecclésiastique rappelle les leçons de « *deux révolutions* », celle de 1917 et la *perestroïka* ; il faut éviter à tout prix la répétition des « *erreurs que nos ancêtres [...] ont commises la veille de 1917 [...] [et] dans les années 1990* », il ne faut pas se laisser « *séduire par des slogans démocratiques* » sous couvert desquels les ennemis de la Russie voudraient se partager « *des ressources naturelles de la Russie* »¹¹⁵³.

L'analyse permet de constater à la fois les oppositions et les éléments de continuité entre les deux campagnes électorales – celle de Boris Eltsine en 1996 et celle de Vladimir Poutine en 2012 – et, plus largement, entre deux images du passé soviétique construites à deux différentes époques. D'une part, les deux campagnes ont mis en exergue le fait que la mémoire collective traumatique constitue une puissante ressource vers laquelle les dirigeants russes se tournent dans un contexte de crise. La mobilisation de l'arme mémorielle au moment où la légitimité du pouvoir en place est mise en question souligne le fait que les représentations du passé se trouvent au cœur même du problème de légitimation du pouvoir, servant d'appui aux structures politiques et sociales en place. L'un des éléments marquants de cette continuité est la condamnation des révolutions par le pouvoir en place. En effet, aussi bien Boris Eltsine que Vladimir Poutine condamnent la Révolution de 1917, et l'idée du

¹¹⁵⁰ *ibid.*

¹¹⁵¹ « *Ikh oum zakhvatchen siloi besovskoi* » / « Leur esprit est possédé par une force malséante », *Ne Dai Bog / Que Dieu Nous Garde*, 3, 29 février – 3 mars 2012, version électronique <http://www.aif.ru/society/article/49861>, consulté le 4 mars 2014

¹¹⁵² *ibid.*

¹¹⁵³ *ibidem.* ..

développement révolutionnaire est rejetée au profit de l'idée du développement basé sur l'évolution progressive. Si dans les années 1990 l'idée du développement progressif s'inscrit dans la rupture avec la période communiste, présentée comme une déviation par rapport au développement « *normal* » du pays, dans les années 2000 la thématique de la « *stabilité* » devient la pierre angulaire de la propagande du régime, cachant le verrouillage du système politique. Dans les deux cas, le passé devient schématiquement divisé en « *passé sombre* » et « *âge d'or* », cette division légitimant les politiques, rappelant les racines symboliques de chaque régime et discréditant l'adversaire.

Le deuxième élément de continuité réside dans la mobilisation des appels à l'Eglise orthodoxe russe et à sa symbolique comme l'un des piliers de légitimité du régime : les deux candidats en question misent sur l'alliance avec cette institution, et la symbolique orthodoxe se présente également comme ressource politique. Toutefois, si, jouant sur la politique antireligieuse des communistes, Boris Eltsine parvient à opposer les valeurs soviétiques aux valeurs traditionnelles russes symbolisées par l'Eglise orthodoxe, le discours de Vladimir Poutine fait appel à la fois à la symbolique orthodoxe et soviétique.

D'autre part, l'analyse a démontré les oppositions marquées entre les deux façons de mobiliser le passé : alors que dans les deux cas le discours sur le passé se présente comme un discours de rupture et de refondation, le remplacement du traumatisme de l'époque soviétique par celui de la *perestroïka* constitue l'une des tendances caractéristiques des années 2000 : si le régime de Eltsine puisait sa légitimité dans l'échec du communisme symbolisé par la victoire des forces démocratiques sur les putschistes en août 1991, l'événement fondateur pour le régime actuel est l'échec de la présidence de Boris Eltsine symbolisé par son discours d'adieu du 31 décembre 1999¹¹⁵⁴.

¹¹⁵⁴ Le discours d'adieu de Boris Eltsine peut être consulté sur *Youtube* <http://www.youtube.com/watch?v=yvSpiFvPUP4>, consulté le 25 février 2014

B. La législation mémorielle : construire et protéger les représentations positives

L'intensification de la législation mémorielle constitue un autre signe de la volonté de l'État de retrouver la maîtrise de la production des « *vérités historiques* » perdue dans les années 1990 ; la construction et la protection de la mémoire glorieuse de la Grande Guerre patriotique deviennent les principaux objectifs de la législation mémorielle¹¹⁵⁵ : l'État réaffirme son rôle dans la gestion du passé à travers le droit. Au niveau international, cette réaffirmation entraîne l'intensification des conflits mémoriels avec des pays d'Europe de l'Est (1) ; au niveau domestique, l'État s'efforce de mettre en place des politiques mémorielles, notamment à travers les Programmes fédéraux de l'éducation patriotique (2).

1. La reprise des conflits mémoriels dans les années 2000

La réémergence dans le discours politique de la thématique de la « *gestion de l'histoire* » en Russie correspond au renforcement de l'État, tout en s'inscrivant dans une dynamique globale d'intégration de l'histoire dans la sphère des intérêts nationaux qui se cristallise dans les pays ex-soviétiques dans la première moitié des années 2000¹¹⁵⁶. L'intervention active de l'État dans les pays d'Europe de l'Est dans le domaine historique et mémoriel et les efforts déployés pour mettre en place des politiques mémorielles à travers la création des Instituts de la Mémoire nationale chargés de mener des enquêtes sur les répressions de toute sorte (famines, répressions politiques) ayant eu lieu pendant la domination soviétique¹¹⁵⁷ sont souvent perçus par les autorités russes comme une atteinte aux intérêts nationaux de la Russie. En effet, la version de l'histoire promue par les anciens membres du bloc de l'Est repose sur la mise en avant de la martyrologie et de l'image de l'ennemi totalitaire ; l'occupation est également mise au centre des interprétations officielles. Ces conceptions mettent en danger les interprétations du passé promues en Russie dans les années 2000, notamment celle concernant la Deuxième guerre mondiale, élément clé de la politique mémorielle russe, en particulier le rôle joué par l'URSS dans cette guerre, qui permet

¹¹⁵⁵ KOPOSSOV Nicolai, *Les lois mémorielles en Russie et en Europe de l'Est*, op. cit..

¹¹⁵⁶ *The Politics of History and Its Variations in Post-Socialist Countries*, Séminaire organisé par la Fondation Carnegie, Kazan, Tatarstan, 5-6 Mars 2010, http://carnegieendowment.org/files/kazan_summary_eng.pdf, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁵⁷ Ainsi l'Institut de la Mémoire nationale a été créé en Pologne et ensuite répliqué, avec peu de variantes, en Ukraine (2007), en Estonie (1998), en Lituanie (1999), en Roumanie (2010) (MILLER Alexey, « Russie : le pouvoir et l'histoire », *Pro et Contra*, n° 3-4, 2009, p. 13)

de légitimer le droit de regard de la Russie sur l'histoire commune. C'est ainsi que dans les années 2000, la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et celle du communisme deviennent un terrain de conflits mémoriels aigus.

Les principaux points de discordance entre la Russie et ses pays voisins concernent la période de la « *marche victorieuse* » de l'Armée rouge en direction de l'Ouest à partir de 1944 et les conséquences de l'instauration de régimes sous tutelle soviétique en Europe de l'Est. Deux interprétations contradictoires sont ainsi en présence : dans l'imaginaire russe, l'Armée rouge a libéré du joug nazi les pays européens ; pour les pays d'Europe de l'Est, le moment de « *libération* » n'a été que le début d'un autre joug, celui du communisme.

a. Le discours parlementaire

Le premier indicateur qui permet d'appréhender l'intensification des conflits mémoriels entre la Russie et ses proches voisins dans les années 2000 est l'augmentation du nombre des résolutions du Parlement russe contestant la vision de l'histoire de tel ou tel pays ex-soviétique : de 1991 à 1999 le Parlement, pourtant dominé par les communistes, n'adopte que huit résolutions adressées principalement à la Pologne et aux pays Baltes, tandis qu'entre 2000 et 2012 le Parlement, dominé par le parti *Russie Unie* adopte vingt déclarations condamnant les « *tentatives de relecture de l'histoire commune* ». Si les résolutions parlementaires n'ont aucune portée pratique, elles n'en traduisent pas moins la position de l'État russe sur les principales questions mémorielles, dans la mesure où le parti *Russie Unie* représente, depuis 2000, « *le parti du pouvoir* », et où ses prises de position ne sortent pas du cadre dessiné par l'exécutif.

L'analyse des résolutions permet de constater la volonté des dirigeants russes de ramener les pays voisins vers le socle de « *l'histoire commune* », basé sur la lecture russe de l'histoire de la Seconde guerre mondiale et l'interprétation de la présence de l'Armée rouge en Europe de l'Est après 1945 qui en découle. Dès 2000, la Douma adopte une résolution demandant à l'exécutif de « *réactiver le travail de l'immortalisation de la mémoire des défenseurs de la Patrie* » à l'occasion du 55^{ème} anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique : de forte portée étatiste

et patriotique, la déclaration laisse apercevoir un tournant significatif dans la gestion de l'histoire.

Dans la déclaration, les députés s'adressent au gouvernement afin de demander l'élaboration d'une « *conception moderne de l'éducation militaro-patriotique de la jeunesse, à base d'exemples de l'héroïsme et du courage des défenseurs de la patrie* »¹¹⁵⁸, marquant le fait que la Grande Guerre patriotique devient une référence patriotique et un fondement de la nouvelle identité nationale de la Russie soucieuse de retrouver sa puissance perdue. Les députés déplorent le fait que dans les années 1990 l'État n'a pas fait assez d'efforts pour valoriser la Victoire, notamment à travers la préservation des lieux de mémoire, la plus grande partie de ce travail incombant aux associations et aux ONG. Ils demandent d'inscrire ce travail mémoriel dans le budget fédéral, « *assurant les mesures de restauration et de préservation des tombeaux militaires, des mémoriaux [...] aux défenseurs de la Patrie aussi bien sur le territoire de la Russie que sur le territoire des autres États* »¹¹⁵⁹.

Le retour vers la mythologie de la Grande Guerre patriotique comme base de l'identité nationale russe explique le fait que tout au long des années 2000, le ton de Moscou vis-à-vis de ses voisins d'Europe de l'Est se durcit : si dans les résolutions adoptées entre 2002 et 2004, les députés se contentent de pointer du doigt « *le caractère inadmissible de l'héroïsation du nazisme* »¹¹⁶⁰ dans certains pays d'Europe de l'Est, notamment en Lettonie et en Estonie, où des défilés d'anciens SS ont régulièrement lieu, en 2011 la Douma adopte une résolution beaucoup plus dure, à l'attention de tous les pays – membres de la CEI, mais aussi la Géorgie et les pays Baltes qui n'en font pas partie, tout en étant des anciens pays soviétiques.

Dans cette résolution, les parlementaires russes mettent la détérioration des relations entre la Russie et ses proches voisins en lien direct avec les « *altérations du passé historique commun* ». Les actions perçues comme des « *agressions mémorielles* », à savoir, « *les déclarations injurieuses adressées au peuple russe et aux autres peuples de la Russie, la russophobie, la profanation des cimetières, la démolition des monuments et des mémoriaux en l'honneur des soldats – libérateurs* », affirment les députés, vont entraîner des conséquences politiques et économiques réelles : toutes les mesures nécessaires « *du caractère politique et économique* » sont susceptibles d'être adoptées en riposte¹¹⁶¹.

L'intensification des conflits mémoriels trouve son expression dans les déclarations du Parlement relatives aux anniversaires de la victoire de l'URSS dans la

¹¹⁵⁸ *Postanovlenie* / Résolution de la Douma n° 412-III GD du 26 mai 2000, <http://giod.consultant.ru/page.aspx?1;655838>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁵⁹ *ibid.*

¹¹⁶⁰ « *O neobkhodimosti protivodeistviya geroizatsii natsizma* » / « Sur la nécessité de la résistance à l'héroïsation du nazisme », Résolution de la Douma n° 812-IV GD du 7 juillet 2004, <http://base.garant.ru/6150422/>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁶¹ « *V svyazi s proialeniem negativnogo otnocheniia k narodam Rossii i obschemou istoricheskou proshlomou v ryade gosoudarstv byvchikh respublik SSSR* » / « Sur la manifestation des attitudes négatives envers les peuples de la Russie et le passé historique commun dans un nombre d'États anciens membres de l'URSS », Résolution de la Douma n° 5185-5 GD du 22 avril 2011, <http://giod.consultant.ru/page.aspx?1;1555088>, consulté le 3 mars 2014

Grande Guerre patriotique : si à l'époque eltsinienne ces déclarations véhiculaient la rhétorique traditionnelle, à la fois glorieuse et tragique, de la Grande Guerre patriotique, dans les années 2000, elles intègrent une forte dimension critique vis-à-vis des interprétations concurrentes de l'histoire, condamnant « *l'oubli des résultats de la Grande Guerre patriotique* » et « *les tentatives de réécrire l'histoire* ».

Ainsi dans la déclaration à l'occasion du 60^{ème} anniversaire, les députés « *condamnent fermement les tentatives de minimiser l'apport du peuple soviétique dans la victoire au cours de la Deuxième guerre mondiale* » et expriment leur indignation envers « *la politique de complaisance vis-à-vis des acolytes du fascisme [...]* », qui bénéficieraient dans les pays Baltes d'un statut de « *combattants pour la liberté* »¹¹⁶². Cette position est réitérée dans la déclaration de 2010, à l'occasion du 65^{ème} anniversaire de la Victoire : les tentatives de « *réévaluer* » l'histoire ainsi que la proclamation des « *anciens bourreaux et criminels des héros nationaux* » sont « *absolument inadmissibles et injurieuses* » pour l'État russe, affirment les députés¹¹⁶³.

b. Le discours de l'Exécutif

Le discours de l'Exécutif constitue un autre indicateur de la reprise des luttes mémorielles entre la Russie et ses proches voisins. Le concept de falsification de l'histoire est la pierre angulaire de la rhétorique russe vis-à-vis des interprétations concurrentes : popularisé en 2009, notamment grâce à la création par le gouvernement de la Commission chargée de contrer les falsifications de l'histoire « *au détriment des intérêts de la Russie* », il constitue une référence incontournable dans le discours historique et mémoriel des autorités russes. Le rapport de 2009 intitulé « *Les falsifications de l'histoire et les mythes historiques comme instrument de la politique moderne* » élaboré par l'Institut national du développement de l'idéologie moderne, l'un de nombreux *think tanks* qui gravitent autour de l'administration du Président, est illustratif de la doctrine mémorielle officielle. Le rapport fait l'état de lieux des falsifications de l'histoire dans l'espace post-soviétique en tant qu'« *éléments de la propagande antirusse* ». Sept sections du rapport traitent respectivement des falsifications de l'histoire en Ukraine, Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie, mais aussi au niveau européen (OSCE) et dans les médias occidentaux. L'analyse des exemples de la « *propagande antirusse* » cités dans le rapport montre que la composante soviétique est perçue par la Russie comme une partie intégrante de son identité ; ainsi les tentatives de « *noircir* » l'histoire soviétique sont perçues comme une agression contre la Russie actuelle

¹¹⁶² *ibid.*
¹¹⁶³ *ibid.*

Tableau n° 10 : Les falsifications historiques effectuées dans les pays d'Europe de l'Est et dans les pays Baltes selon le rapport « *Les falsifications de l'histoire et les mythes historiques comme instrument de la politique moderne* », Institut National du développement de l'idéologie moderne, 2009, consultable sur le site du *think tank*¹¹⁶⁴.

<i>Pays</i>	<i>Exemples de falsifications de l'histoire recensés par le rapport</i>
Ukraine	L'héroïsation de l'OUN-UPA L'immortalisation de la mémoire de Mazepa Les accusations de génocide : le mythe de <i>holodomor</i>
Pologne	Les accusations officielles d'agression et de génocide L'interdiction de la symbolique soviétique
Lituanie	L'interdiction de la symbolique soviétique Les accusations officielles d'agression et d'occupation
Lettonie	L'interdiction de la symbolique soviétique Les accusations officielles d'agression et d'occupation La propagande antirusse dans le cinéma
Estonie	L'interdiction de la symbolique soviétique Les rassemblements des vétérans de SS en Estonie La propagande SS
OSCE	La résolution de 2009 selon laquelle le communisme est identique au nazisme

Les autorités russes n'hésitent pas à affirmer leur intention de protéger la mémoire de la Grande Guerre patriotique telle qu'elle est construite par le discours officiel par rapport aux interprétations concurrentes. La visite de Vladimir Poutine en Pologne en septembre 2009 pour la commémoration du 70^{ème} anniversaire du début de la Seconde guerre mondiale a constitué une excellente opportunité pour réaffirmer la position officielle ; parallèlement au ton plutôt réconciliateur adopté vis-à-vis de la Pologne et à la volonté affirmée de « *tourner la page* », Vladimir Poutine dénonce « *les tentatives de réécriture de l'histoire pour des besoins politiques conjoncturels* » et « *l'escamotage cynique et les falsifications grossières de l'histoire* »¹¹⁶⁵. Cette critique vise à nouveau la démarche des pays européens, notamment les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine : cela concerne les représentations de la lutte partisane des armées insurrectionnelles nationales de ces pays contre les troupes soviétiques comme des luttes libératrices, tandis que pour Poutine, ce n'est pas autre chose que « *l'héroïsation des acolytes du nazisme* » ; dès l'instant où l'Armée soviétique a été opposée au nazisme, l'opposition aux Soviétiques favorisait le nazisme et donc les armées insurrectionnelles de l'Europe de l'Est ont été des « *acolytes du nazisme* ». Sa critique vise également les assimilations entre le nazisme et le communisme : selon

¹¹⁶⁴ *Natsional'nyi Institut Razvitiia Sovremennoi Ideologii* / l'Institut national du développement de l'idéologie moderne, « Les falsifications et les mythes historiques en tant qu'instrument de la politique moderne », Moscou, 2009, http://www.nirsi.ru/Ideology/n50/Falsifikacii_istorii_spravka.pdf/, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁶⁵ POUTINE Vladimir, « Les pages de l'histoire – prétexte pour les prétentions mutuelles ou base pour la réconciliation et le partenariat ? », *Conférence de presse*, 31 août 2009, <http://premier.gov.ru/events/pressconferences/4814/>, consulté le 3 mars 2014

lui, on ne peut pas mettre sur même plan « *les victimes et les bourreaux, les libérateurs et les occupants* »¹¹⁶⁶.

Vladimir Poutine prend également position sur les causes de la Seconde guerre. Selon lui, il serait erroné de chercher les racines de la guerre dans le Pacte germano-soviétique : une telle vision n'est pas seulement réductrice, mais témoigne de tentatives pour « *réexaminer* » l'histoire, « *sortir un événement de son contexte historique* » et « *culpabiliser* » la Russie. La tonalité de son discours semble refléter une attitude défensive. Le constat est simple : la Russie n'a pas à se repentir pour les événements survenus au cours de l'époque soviétique et il suffit de procéder à l'analyse de l'histoire des autres pays européens sur la période pour s'en convaincre. Selon Poutine en effet, les causes de la guerre sont beaucoup plus profondes : il propose de les rechercher dans le Traité de Versailles, qui non seulement a confiné l'Allemagne dans un statut de pays vaincu, mais l'a en outre humiliée et ainsi a sapé, dès le lendemain de la fin de la Première guerre mondiale, les fondements de la sécurité collective en Europe. Evoquant le fait qu'en Europe, les frontières avaient commencé à tomber bien longtemps avant le 1^{er} septembre 1939, « *quand non seulement Allemagne, mais aussi la Hongrie et la Pologne ont aussi participé au partage territorial de l'Europe* », il relativise la portée historique du Pacte germano-soviétique : dans cette logique, il existe une responsabilité collective des pays européens dans les causes de la guerre et la Russie n'a pas à en endosser seule la responsabilité.

Cette thématique de partage de la responsabilité qui se manifeste à travers les parallèles récurrents entre la politique de l'URSS et la politique des autres pays alliés est très présente dans le discours de Poutine : son discours consiste en l'évocation des « *erreurs* » de l'URSS tout en soulignant des errements comparables du côté des pays occidentaux. C'est ainsi qu'une attention particulière est portée aux Accords de Munich¹¹⁶⁷ qui constituent sans doute l'argument préféré de Poutine : pour lui, c'est l'accord des pays démocratiques occidentaux qui a le plus pesé sur le cours des événements et qui a rendu la guerre inévitable ; une responsabilité particulière doit donc être attribuée aux démocraties occidentales, au même titre qu'à l'URSS :

¹¹⁶⁶ *ibid.*

¹¹⁶⁷ Appelés en Russie « *l'entente de Munich* », avec une allusion au caractère criminel de cette entente.

« Enfin, quel était l'écho militaro-politique de l'entente qui a été signée à Munich le 29 septembre 1938 ? C'est alors que Hitler a décidé qu'il avait "carte blanche". Que la France et l'Angleterre n'allaient pas bouger le petit doigt pour protéger leurs alliés. La "Drôle de guerre" sur le front Ouest et le destin tragique de la Pologne laissée sans aide ont montré, malheureusement, que le calcul d'Hitler n'était pas vain »¹¹⁶⁸. Selon Poutine, ces accords ont détruit « l'espoir de création d'un front unique de lutte contre le fascisme en Europe ». Le Pacte germano-soviétique, envisagé dans ce contexte, n'est pas différent : l'URSS n'a pas agi autrement que les démocraties occidentales ; la faute est ainsi partagée par l'ensemble des pays européens. Qui plus est, le Pacte a été le seul moyen pour l'URSS d'éviter la guerre sur deux fronts et constitue donc une décision politique non seulement avisée, mais la seule possible dans le contexte : « [...] Dans le contexte des événements historiques de l'époque, non seulement l'URSS a été laissée tête à tête avec l'Allemagne, car les États occidentaux ont refusé le système de sécurité collective proposé, mais elle a dû faire face à la menace de guerre sur les deux fronts, car c'est précisément en août 1939 que le conflit avec les Japonais sur la rivière de Halhin Gol s'est envenimé au maximum »¹¹⁶⁹.

Le boycott mutuel des commémorations officielles constitue une autre arme dans les conflits mémoriels en Europe de l'Est : le refus de la Lettonie et de l'Estonie de participer à la commémoration de la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique et le boycott par le président russe de la commémoration de *holodomor* en Ukraine sont autant de réitérations des positions divergentes sur les questions sensibles de l'histoire commune.

En 2004, la Présidente de la Lettonie, Vaira Vīķe-Freiberga, et le Ministère des affaires étrangères de l'Estonie ont officiellement refusé l'invitation des autorités russes aux festivités liées à la commémoration du 60^{ème} anniversaire de la fin de la Grande Guerre patriotique à Moscou. Dans une déclaration officielle, Vaira Vīķe-Freiberga a exprimé la position du pays : pour les pays Baltes, le 9 mai constitue non seulement le jour de la Victoire sur le nazisme, mais aussi et surtout « le jour de la perte de l'indépendance par les trois pays Baltes » ; ainsi l'État letton considère l'invitation à la commémoration de cette date comme « provocatrice ». Le ministère des affaires étrangères de l'Estonie a à son tour déclaré qu'il était impossible de parler de la « libération de l'Estonie par les troupes de l'Union Soviétique » ; la position a été réintégrée quelques jours plus tard, à travers une note diplomatique, dans laquelle

¹¹⁶⁸ POUTINE Vladimir, « Les pages de l'histoire – prétexte pour des prétentions mutuelles ou base pour la réconciliation et le partenariat ? », *op. cit.*
¹¹⁶⁹ *ibid.*

Tallinn a officiellement protesté contre la déclaration du Parlement russe intitulée « *Sur le 60^{ème} anniversaire de la libération des pays Baltes* »¹¹⁷⁰.

Le refus du Président Dimitri Medvedev de se rendre en Ukraine à l'occasion du 75^{ème} anniversaire de la famine en Ukraine (*holodomor*) constitue un autre exemple du boycott politique des commémorations officielles. Les controverses historiques autour de la question de la qualification de la grande famine qui a eu lieu entre 1932 et 1933 en Ukraine constituent le principal conflit mémoriel entre la Russie et l'Ukraine. Du point de vue de celle-ci, l'ampleur de cette famine conduit à se demander si elle a une nature génocidaire ou non : c'est ainsi que le concept d'*holodomor*, littéralement « *extermination par la faim* », met en avant le caractère intentionnel de la famine organisée par Staline afin d'exterminer la nation ukrainienne. Dans l'historiographie ukrainienne, la question de l'*holodomor* a connu des phases de latence et des périodes de brusque réactivation, et constitue ainsi en quelque sorte un indicateur des relations entre la Russie et l'Ukraine : c'est ainsi que la présidence de Victor Iouchtchenko, qui voulait souligner l'indépendance de l'Ukraine de son voisin de l'Est a été marquée par la construction d'un immense mémorial, par l'essor des études historiques sur cette question et par la reconnaissance du caractère génocidaire de la famine par le Parlement Ukrainien en 2006.

La position de la Russie, exprimée par le président alors en fonction, Dimitri Medvedev, consiste à dire que la famine en Ukraine n'a eu rien d'inédit par rapport aux autres famines qui sévissaient dans d'autres régions, notamment la région de la Volga ou encore au Kazakhstan : ces famines résultaient de la politique de collectivisation forcée appliquée à l'ensemble de la paysannerie soviétique ; cet argument, qui souligne le caractère général de la famine, est mis en avant par le Président russe Dimitri Medvedev lorsqu'il adresse, le 14 novembre 2008, une lettre officielle consacrée à la problématique de « *soi-disant holodomor* » au Président de l'Ukraine Victor Iouchtchenko : refusant de participer aux événements commémoratifs à l'occasion de l'anniversaire de l'*holodomor*, Medvedev accuse le Président de l'Ukraine d'une tentative d'utilisation politique de faits historiques et insiste sur le côté tragique de cet événement, en mentionnant parmi les causes de la famine des années 1932-1933 « *la sécheresse* », mais aussi « *la collectivisation forcée* » et la « *dékoulakisation* » ; affirmant que « *c'est notre tragédie commune* », il refuse le caractère ethnique de la famine et dénonce une volonté « *d'appropriation* » de la tragédie au prix de l'oubli des autres nations qui ont également été touchées par la famine : en effet, affirme-t-il, les Russes, les Biélorusses, les Kazakhs, les habitants de la Sibérie, de l'Oural ont été décimés par la famine, et les tentatives de dénaturaison de cet événement en le considérant comme un génocide des Ukrainiens sont qualifiées d'« *amORALES* » et « *cyniques* »¹¹⁷¹.

Les lieux de mémoire de la Grande Guerre patriotique dans les pays d'Europe de l'Est, qui bénéficient de la protection particulière de l'État russe à partir des années 2000, constituent souvent un autre prétexte à la réactivation de conflits mémoriels latents. L'affaire de la statue de bronze du Soldat libérateur à Tallin en 2007 constitue un cas exemplaire du conflit des différentes mémoires nationales

¹¹⁷⁰ « *Latviia otkazalas' otmetchat' pobedou nad fachizmom* » / « La Lettonie a refusé de célébrer la victoire sur le fascisme », *Rossiiskaya Gazeta / La Gazette Russe*, 27 octobre 2004, <http://www.rg.ru/2004/11/27/pribaltika-demarsh.html>, consulté le 20 février 2014

¹¹⁷¹ Lettre de Dimitri Medvedev à Viktor Youschenko, 14 novembre 2008, <http://archive.kremlin.ru/text/greets/2008/11/209176.shtml>, consulté le 3 mars 2014

autour du même événement et illustre la surenchère politique autour des événements du passé.

« En 1947, les autorités soviétiques ont installé au centre de Tallin le monument au Soldat libérateur, un monument soviétique standard. Dans les années 1990, à l'heure de la nouvelle Estonie, s'est posé le problème de ce qu'il fallait faire de ce monument. [...] Les autorités estoniennes ont agi d'une manière mesurée: elles ont enlevé la flamme éternelle qui brûlait devant le monument et ont rebaptisé le "Soldat libérateur" en "Monument aux soldats tombés durant la Seconde Guerre mondiale". Pendant quelques années il n'y a pas eu des problèmes. Mais, un beau jour, le conflit a éclaté de nouveau à la faveur de la fête du 9 mai, jour de la Victoire. C'est la seule fête que la communauté russe de Tallin perçoit comme sienne [...] A Tallin, le 9 mai, les membres de la communauté russe sont réunis autour de ce monument, ce qui a provoqué le mécontentement des Estoniens. Les autorités ont décidé alors de déplacer le monument du centre de Tallin vers le cimetière militaire. La communauté russe a manifesté pour défendre le Soldat, il y a eu des affrontements sanglants, une personne est morte. Il en résulte des fortes campagnes propagandistes, des deux côtés: dans la presse russe on ne cessait de dire que les Estoniens étaient des fascistes, tandis que dans la presse estonienne on accusait les Russes de vouloir occuper de nouveau l'Estonie »¹¹⁷².

Si la reprise des conflits mémoriels avec les pays d'Europe de l'Est constitue un signe de la volonté de l'État de retrouver son influence dans l'espace postsoviétique, par la promotion de l'histoire commune et par sa condamnation des interprétations concurrentes perçues comme dangereuses, la mise en place de politiques du passé au niveau national vise à la construction du panthéon des héros nationaux et à la fixation des vérités historiques.

2. La fixation des vérités historiques par le droit

L'élaboration et la mise en place d'une politique du passé au niveau national deviennent, dans les années 2000, un enjeu majeur pour le pouvoir russe. Alors que les « Programmes d'éducation patriotique des citoyens de la Russie » représentent un vecteur puissant de construction du narratif national patriotique et traduisent l'effort de l'État russe de conceptualiser l'ensemble des représentations du passé soviétique (a), la législation mémorielle tente de protéger les interprétations ainsi construites (b).

a. Les « plans quinquennaux » idéologiques

Au niveau national¹¹⁷³, les programmes sont élaborés au sein du gouvernement en étroite collaboration avec l'ensemble des branches locales et fédérales du pouvoir :

¹¹⁷² ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*, p. 127

¹¹⁷³ « Gosoudarstvennaïa Programma « Patriotitcheskoe vospitanie rossiiskikh grajdan na 2001-2005 gody » / « Programme étatique de l'éducation patriotique des citoyens russes, 2001-2005 », adopté le 16 février 2001 par l'arrêté gouvernementale n° 122, consultable sur le site de *Rossiskaïa Gazeta* / *La Gazette Russe*, http://www.rg.ru/oficial/doc/postan_rf/122_1.shtm, consulté le 3 mars 2014

ils sont présentés comme le fruit des propositions adressées au gouvernement par la Douma, par les organes fédéraux et locaux du pouvoir exécutif, mais aussi des organisations sociales et religieuses. Depuis 2001, ces programmes quinquennaux (2001-2005, 2006-2010, 2011-2015) définissent le rôle dévolu à l'histoire dans la formation de l'identité nationale patriotique ainsi que les mesures adoptées pour promouvoir ce narratif dans une « *Conception de l'éducation patriotique* ». Financés au niveau fédéral, les programmes prévoient la coopération de l'ensemble des ministères afin d'élaborer « *les mécanismes efficaces et les bases théoriques* » de la promotion du patriotisme. Visant « *toutes les couches sociales et toutes les tranches d'âge des citoyens russes* », les programmes sont censés favoriser « *la conservation de la stabilité sociale, la restauration de l'économie nationale et le renforcement des capacités défensives du pays* »¹¹⁷⁴. Leur objectif ultime est de stimuler « *l'essor socio-économique, spirituel et culturel* », de valoriser l'idée de l'État et des services publics, de développer une attitude respectueuse envers l'histoire nationale, d'inculquer « *l'esprit patriotique* », et de façonner « *des attitudes civiques* » de la population¹¹⁷⁵. Dès le début, l'État est affirmé en tant qu'« *institution principale assurant l'organisation et le fonctionnement de tout le système d'éducation patriotique* »¹¹⁷⁶, tandis que l'histoire est présentée dans les programmes comme la pierre angulaire de ce système, dans la mesure où « *les événements héroïques de l'histoire de la patrie [...] gardent toujours la qualité d'idéaux moraux* »¹¹⁷⁷.

L'analyse de ces documents permet d'observer l'évolution et la mise en pratique de la « *propagande du patriotisme* », terme officiel employé dans les programmes, depuis 2001. Chaque programme quinquennal pose des objectifs concrets à atteindre dans les cinq années à venir ; par ailleurs, ces politiques sont soumises à l'évaluation : chaque programme commence par un bilan des cinq années précédentes, recensant les succès et les lacunes et avançant de nouvelles propositions sur cette base.

La première phase du travail patriotique prévu dans le programme de 2001-2005 a eu pour but de jeter les bases d'un « *système cohérent de l'éducation*

¹¹⁷⁴ *ibid.*
¹¹⁷⁵ *ibidem.*
¹¹⁷⁶ *ibidem.*
¹¹⁷⁷ *ibidem.*

patriotique » par les efforts conjoints de l'exécutif local et des ONG patriotiques (clubs de discussion historiques, comités des anciens combattants de la Grande Guerre patriotique, etc.) : la nécessité de créer *ex nihilo* un réseau ramifié d'organisations produisant des interprétations historiques et façonnant les attitudes est affirmée dans le programme. Sa création devait remédier aux « *tendances négatives* » recensées par le Programme 2001-2005 : il s'agit des « *influences négatives* » que subirait la conscience de la plupart de la population, à savoir la diminution du rôle de la culture et de l'éducation nationale dans la formation du patriotisme, la perte par la société russe de la « *conscience russe patriotique traditionnelle* », la « *dégénération du patriotisme en nationalisme* », la « *diffusion de masse de l'indifférence, de l'égoïsme, de l'individualisme [...], de l'attitude irrespectueuse envers l'État et ses institutions* »¹¹⁷⁸. Le Programme a prévu la création, au niveau régional (les sujets de la Fédération), des conseils interministériels de coordination de la politique patriotique et des centres d'éducation patriotique ; la prise en charge des établissements de l'enseignement secondaire par des « *Conseils patriotiques* » ; la mise en place de dispositifs de collaboration concrète entre les centres et les conseils patriotiques et le pouvoir local. Au niveau fédéral, le programme a abouti à l'organisation de la « *formation de spécialistes de l'éducation patriotique* » en collaboration avec l'Académie des sciences de la Russie, l'Académie russe de l'Éducation, ainsi qu'avec un certain nombre d'universités¹¹⁷⁹.

L'histoire soviétique et notamment la victoire dans la Grande Guerre patriotique prennent une place primordiale au sein des événements historiques mis en avant par les programmes : des conférences historiques sur le rôle de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique, l'organisation de rencontres régulières avec les anciens combattants, perçus comme les piliers de la transmission de valeurs patriotiques, l'association des institutions scolaires à la restauration des lieux mémoriels, la création de musées et d'expositions thématiques, la production et la diffusion de films et d'émissions patriotiques, la création de sites internet patriotiques consacrés à l'histoire de la Grande Guerre patriotique sont autant de mesures phares annoncées par le programme de 2001-2005.

¹¹⁷⁸ *ibidem.*

¹¹⁷⁹ « Gosouarstvennaia Programma « *Patriotitcheskoe vospitanie rossiiskikh grajdan na 2006-2010 gody* » / « Programme étatique de l'éducation patriotique des citoyens russes, 2006-2010 », adopté le 11 juillet 2005 par l'arrêté gouvernementale n° 422, le Ministère de l'Éducation nationale, <http://www.ed.gov.ru/td/srfcp/gppvgrf/>, consulté le 3 mars 2014

Dans le programme de 2010-2015, les événements consacrés au 70^{ème} anniversaire de la Grande Guerre patriotique occupent une place de choix, donnant lieu à une série de colloques, de « *journées mémorielles* » et d'expositions dans les musées thématiques. Par ailleurs, le Programme a arrêté une liste de dates mémorielles patriotiques pour les cinq ans à venir qui donneront lieu à des expositions thématiques et à des commémorations : l'accent est mis sur les victoires militaires russes et soviétiques, les anniversaires de la naissance de grands scientifiques russes et de héros militaires, mais aussi la date de la création du système pénitencier ; une place essentielle est accordée aux événements liés à la Grande Guerre patriotique.

Tableau n° 11. Liste des dates mémorielles arrêtées par le Programme de l'éducation patriotique 2011-2015.

200 ^{ème} anniversaire de la bataille de l'armée russe sous le commandement de M.I. Koutouzov à Borodino
300 ^{ème} anniversaire de la première victoire navale de la Russie sur les suédois sous le commandement de Pierre le Grand
100 ^{ème} anniversaire de la création de la force aérienne russe
135 ^{ème} anniversaire de la création du système pénitencier
25 ^{ème} anniversaire de la sortie des troupes soviétiques de l'Afghanistan
100 ^{ème} anniversaire de la naissance du triple Héros de l'Union Soviétique, le maréchal de l'aviation A.I. Pokrychkine.
200 ^{ème} anniversaire de la victoire de la Russie dans la Guerre Patriotique de 1812
400 ^{ème} anniversaire de la libération de Moscou par les milices populaires en 1612 contre les polonais
300 ^{ème} anniversaire de la naissance de M.V. Lomonossov, scientifique russe
50 ^{ème} anniversaire du premier vol dans l'espace effectué par Youri Gagarine
70 ^{ème} anniversaire de la percée du blocus de Leningrad en 1944
70 ^{ème} anniversaire de la bataille de Stalingrad
70 ^{ème} anniversaire de la bataille de Koursk

Quel est le bilan de ces Programmes patriotiques ? Selon le rapport d'évaluation de 2006, le travail des organes du pouvoir exécutif et des ONG patriotiques a permis d'« *infléchir la tonalité de certains médias* » sur les questions de l'éducation patriotique. Pour autant, malgré ces succès, affirme le préambule du programme de 2006-2010, « *le patriotisme n'est pas encore devenu le fondement unifiant de la société* » : ainsi la « *Conception patriotique* » pour les années à venir prévoyait de « *perfectionner les bases juridiques et organisationnelles de l'éducation patriotique* », d'« *associer davantage au processus les établissements scientifiques, civiques, les syndicats ainsi que les particuliers* », d'« *augmenter la qualité de l'éducation patriotique dans les établissements d'éducation secondaire, pour qu'ils deviennent les centres de l'éducation patriotique pour la jeune génération* », ainsi

que de « *renforcer l'activité organisationnelle et de propagande dans l'objectif de la promotion ultérieure du patriotisme en tant que pivot de la composante spirituelle de la Russie* »¹¹⁸⁰.

Le programme 2011-2015 reprend ces orientations, en ajoutant la nécessité de promouvoir le patriotisme sur Internet ; par ailleurs, une structure spéciale, le Centre militaire historico-culturel rattaché au Gouvernement a été chargé de la mise en place du Programme au niveau fédéral¹¹⁸¹.

L'importance croissante que l'État accorde à la promotion du patriotisme à travers ces programmes est illustrée par l'augmentation constante de leur financement : la part du budget fédéral octroyée à la « *solution des problèmes urgents de l'éducation patriotique* » en 2001-2005 représentait 115 millions de roubles, soit presque 2,8 millions d'euros ; pour le programme de 2006-2010 le financement du programme a été multiplié par quatre : 497,8 millions de roubles, soit 12 millions d'euros, ont été prévus dans le budget fédéral. Le budget pour les années 2011-2015 a été encore augmenté, représentant 777 millions de roubles, soit 18,6 millions d'euros (image n° 18).

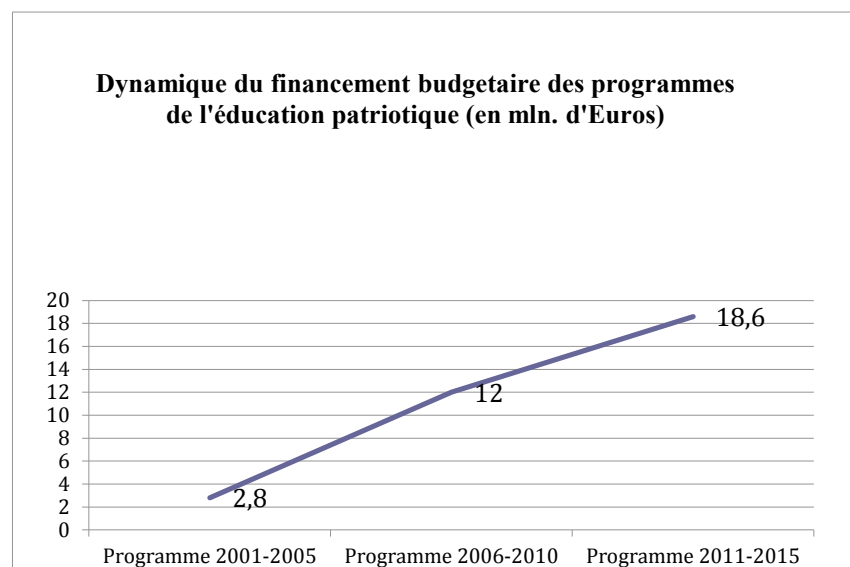


Image n° 18. La dynamique du financement budgétaire des programmes de l'éducation patriotique entre 2001 et 2015 (en millions d'Euros).

Si les programmes d'éducation patriotique constituent une véritable politique publique, aboutissant à un narratif national patriotique sur l'histoire glorieuse centré

¹¹⁸⁰ *ibidem*.

¹¹⁸¹ <http://www.rosvoentr-rf.ru/>, consulté le 4 mars 2014

sur les victoires militaires de la Russie et l'histoire de ses grands hommes, le droit joue un rôle tout aussi important dans la protection de ce tableau contre les « *noircissements* » et les « *falsifications* ».

b. La protection juridique des représentations du passé

La particularité des lois mémorielles réside dans le fait qu'elles consistent en une intervention directe du législateur dans le domaine réservé aux historiens, ce qui soulève toute une série d'interrogations sur la légitimité de cette intervention : sous couvert de qualification juridique, une interprétation de faits historiques s'impose comme vérité officielle. Moyen incomparable pour l'État de fixer les vérités historiques et de les protéger des interprétations concurrentes, le droit « *impose par voie d'autorité un ensemble de croyances dont la certitude ne saurait être mise en doute ; il suffit qu'elles soient intégrées dans la loi pour devenir incontestables et sacrées* »¹¹⁸². L'ambition de ces lois est d'enrichir la mémoire collective par la « *reconnaissance* » du fait historique, celle-ci étant complétée par un mécanisme de « *qualification* »¹¹⁸³ : par le moyen de droit, tel ou tel événement est inscrit dans le narratif national et une qualification officielle lui est donnée.

Dans les années 2000, de nombreuses déclarations du Chef de l'État dessinent la conception officielle de la Grande Guerre patriotique désormais protégée par l'État. La réanimation de l'antifascisme joue un rôle important dans cette vision « *objective* », basée, selon le discours officiel, sur deux constats principaux : 1) Entre 1941 et 1945 l'URSS a lutté contre le mal absolu, le fascisme, avec les alliés ; 2) Ayant payé très cher la victoire à la fois au plan économique (l'économie soviétique a été en grande partie détruite) et humain (27 millions des citoyens soviétiques ont péri durant la guerre), l'URSS a réussi à vaincre le fascisme et à libérer l'Europe ; par conséquent toute tentative de faire un parallèle entre communisme et nazisme est inacceptable au plan historique et sacrilège au plan moral, car c'est précisément l'un qui a vaincu l'autre.

Cette « *vérité sur la guerre* », qui, vingt ans après l'effondrement du régime soviétique, reste ancrée dans la conscience de la majorité des Russes, doit être

¹¹⁸² CHEVALLIER Jacques, « Droit et mémoire », dans *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008, pp. 648-649
¹¹⁸³ *ibid.*.

protégée contre les tentatives de négation ou de déformation. En 2008, Dimitri Medvedev, président en fonction entre 2008 et 2012, qualifie la falsification historique d'« *altération de la vérité sur la guerre, de la vérité sur la contribution décisive et incontestable de l'Armée rouge et de l'URSS à l'écrasement du fascisme et à la libération de l'Europe, de la vérité sur l'influence de la Victoire sur le développement ultérieur des processus de l'histoire mondiale* »¹¹⁸⁴. L'expression « *falsification historique* » renvoie à deux choses : d'une part, les tentatives de réexaminer le rôle de l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale, soit en lui attribuant la responsabilité du déclenchement de la guerre du fait de la signature du Pacte germano-soviétique, soit en dénigrant son rôle décisif dans l'issue de la guerre ; d'autre part, les théories qui établissent un parallèle entre les régimes communiste et nazi.

Si dans les années 1990 l'essentiel de la législation mémorielle a été centré sur la reconnaissance des répressions de masse et la préservation de la mémoire des victimes de la terreur, dans les années 2000, le droit est utilisé pour limiter la diversité des représentations susceptibles de concurrencer la version patriotique glorieuse de l'histoire soviétique, notamment de la Grande Guerre patriotique, élaborée par l'État. L'encadrement du travail des historiens par l'instauration d'une responsabilité pénale pour les versions « hétérodoxes » de la Grande Guerre patriotique constitue un signe fort donné par l'État à la communauté scientifique, et met en évidence le changement dans la stratégie du pouvoir par rapport à la gestion du passé.

Une proposition de loi mémorielle visant la pénalisation de la « *négation de la Victoire* » est apparue en 2009, dans un contexte tendu à cause des controverses historiques entre la Russie et ses proches voisins à l'occasion de la préparation du 65^{ème} l'anniversaire de la Victoire : en 2009, aussi bien le Président qu'une grande partie de ministres s'expriment en faveur d'une législation dans le domaine de la mémoire de guerre¹¹⁸⁵. Ce discours, qui se développe à partir de 2009 dans les cercles dirigeants russes constitue sans doute une réponse à la politique mémorielle de pays

¹¹⁸⁴ « *Rossii garantirovano prochloe* » / « Le passé de la Russie est garanti », *Kommersant*, n° 88, 20 mai 2009, consultable sur <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=1172771>, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁸⁵ KOPOSSOV Nicolaï, *Pamiat' strogogo rejima. Istoriia i politika v Rossii / La mémoire de haute sécurité. Histoire et politique en Russie*, Moscou, Novoe Literatournoe Obozrenie, 2011, p. 230

d'Europe de l'Est visant à condamner le régime communiste au même titre que le régime nazi.

On peut citer, à titre d'exemple, la réaction officielle des représentants russes à la résolution l'Assemblée parlementaire de l'OCSE du 3 juillet 2009 « Sur la réunification de l'Europe divisée »¹¹⁸⁶, connu également sous le nom de « Déclaration de Vilnius », qui, *de facto*, fait un parallèle entre le régime stalinien et le régime nazi : selon le délégué russe Andreï Kozlovski, « *la comparaison entre le régime nazi et le régime stalinien de l'URSS, qui a apporté une contribution décisive à l'écrasement du fascisme, constitue une violation de l'histoire* »¹¹⁸⁷. Cette phrase résume bien la vision dominante dans le discours officiel : à l'occasion du 70^e anniversaire du début de la Deuxième guerre mondiale, le Président de la Russie a souligné, lors de la déclaration conjointe avec le Président de l'État d'Israël le 18 août 2009, que la responsabilité de la guerre appartient uniquement à l'Allemagne qui a « *déclenché une agression infondée et inhumaine contre les États souverains, y compris l'Union soviétique* ».

Le parti *Russie Unie* y répond en déposant, en mai 2009, une proposition de loi mémorielle qui prévoit la création du « *Tribunal Social de la direction de la politique de l'histoire* », organe autonome de conseil en matière d'histoire auprès d'une série de ministères, ainsi que la modification d'une série d'articles du Code pénal introduisant une responsabilité pénale pour « *les atteintes à la mémoire historique concernant les événements qui ont eu lieu dans la période de la Deuxième guerre mondiale* ». Les fonctions de ce Tribunal composé de membres nommés pour un tiers par le Président, pour un tiers par la Douma et pour un tiers par la « *Chambre des représentants de la Société civile* » (*obschestvennaia palata*), seraient d'identifier « *la politique historique antirusse* » des pays voisins et de mettre en place une politique de riposte. Ce projet de loi n'a cependant pas été voté en 2009, notamment à cause du caractère très vaste de la notion d' « *atteintes à la vérité historique* ».

Une nouvelle rédaction du texte a été déposée en avril 2010 : cette fois, le point-clé de la loi se réfère au procès de Nuremberg. La responsabilité pénale concerne en effet « *l'approbation publique ou la négation publique des crimes du nazisme contre la paix et la sécurité de l'humanité établis par le Tribunal de Nuremberg* » ; cette formulation avait pour objectif de contester les interprétations historiques des pays de l'ancien bloc soviétique sur la base des décisions du Procès de Nuremberg, et d'empêcher les questions relatives à la responsabilité de la Russie sur le

¹¹⁸⁶ « Résolution sur la réunification de l'Europe divisée : action en faveur des droits de l'homme et des libertés civiles dans l'espace de l'OSCE au 21^{ème} siècle », dans *Déclaration de Vilnius de l'Assemblée Parlementaire de l'OCSE*, Vilnius, 29 juin – 3 juillet 2009, rapport téléchargeable sur www.oscepa.org/members/member.../262-vilnius-declaration-french, consulté le 3 mars 2014

¹¹⁸⁷ « *Parlamentskaia assambleia OBSE priravniala sovetskii rejim k natsistkomu* » / « L'Assemblée parlementaire de l'OCSE a assimilé les régimes soviétique et nazi », *Vesti.Ru*, 3 juillet 2009, <http://www.vesti.ru/doc.html?id=298597&cid=9>, consulté le 4 mars 2014

déclenchement de la guerre et sur l'occupation. Selon l'historien russe Nikolai Kopoosov, il s'agit du retour à la stratégie de l'État soviétique, à savoir l'opposition binaire entre le fascisme et ses adversaires : cette opposition « *permet en effet à ces derniers de s'exempter par avance de toute critique éventuelle, nonobstant les crimes qu'ils ont pu eux-mêmes commettre. Cette logique a permis naguère de justifier la politique de l'URSS ; aujourd'hui, elle protégerait sa mémoire* »¹¹⁸⁸.

Si l'adoption de la proposition n'a pas fait consensus au sein du Parlement, mettant en évidence le clivage traditionnel entre les « *conservateurs* » qui étaient à l'origine du texte et les « *libéraux* » qui le critiquaient, c'est la position du gouvernement qui a scellé son sort : tout en soutenant l'idée de la nécessité d'une législation mémorielle protégeant les interprétations russes de la Seconde guerre mondiale, le gouvernement a estimé que son texte devait être revu « *en profondeur* » et que « *la proposition de la loi a besoin d'une expertise historique et législative profonde* ». En effet, les lacunes du texte étaient manifestes : le tribunal de Nuremberg n'a rendu aucune décision sur les points qui servent de prétexte aux conflits mémoriels entre la Russie et ses proches voisins, à savoir la présence russe dans les pays d'Europe de l'Est après la guerre et l'instauration de régime que ces pays qualifient d'occupation ; l'attribution du massacre de Katyn aux nazis par le Tribunal constitue une autre lacune.

Si la proposition de loi n'a pas été adoptée, la dynamique engendrée par les réflexions autour de la protection de la mémoire officielle contre les interprétations concurrentes a donné lieu à la création de la Commission contre les falsifications de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie.

§ 2. Les impasses des représentations officielles

Malgré la volonté de l'État de mettre en place une politique mémorielle et historique cohérente, l'absence de rupture avec le passé soviétique et les graves lacunes dans le travail de mémoire dont il était question dans la première section résultent de la position confuse de l'État par rapport aux questions-clés du passé. La politique mémorielle de l'État russe est caractérisée par une série d'incohérences et

¹¹⁸⁸ KOPOSSOV Nicolai, *op. cit.*, p. 231

de brusques revirements, perceptibles aussi bien au niveau des déclarations officielles (A) qu'au niveau institutionnel (B).

A. L'incohérence du discours

La conjoncture politique en Russie entre 2008 et 2012 permet d'éclairer le discours officiel sur le passé. Dans cette période l'Exécutif russe prend une forme particulière, souvent traduite par le concept de *tandem*. À l'issue de ses deux mandats, Vladimir Poutine va céder temporairement la place à son successeur désigné, Dimitri Medvedev, assumant lui-même le rôle de premier ministre ; l'autorité de Président sortant a assuré à Dimitri Medvedev la victoire aux élections de 2008 dès le premier tour et une certaine popularité tout au long de son mandat, bien que son absence d'autonomie politique ait été évidente aux yeux de la population russe¹¹⁸⁹ : le véritable centre du pouvoir s'est déplacé vers le chef du gouvernement, tandis que Dimitri Medvedev, Chef de l'État, remplissait les fonctions de représentation, relayant les décisions prises par Vladimir Poutine. Pour autant, malgré l'absence de politique autonome entre 2008 et 2012, les déclarations de Dimitri Medvedev sur les questions du passé représentent le seul domaine dans lequel il marque une rupture avec la rhétorique poutinienne. Si entre 2000 et 2008, période des deux mandats de Vladimir Poutine, le narratif dominant imposé par l'État a été profondément antilibéral et nostalgique du passé soviétique, présentant cette période comme celle de « *l'époque glorieuse* » tout en escamotant la question des répressions, les premières déclarations de Dimitri Medvedev en sa qualité de Président condamnent le stalinisme et raniment la mémoire des victimes des répressions, faisant resurgir les interprétations libérales des années 1980-1990.

Dès son arrivée au pouvoir, Dimitri Medvedev manifeste la volonté de condamner le stalinisme et de ranimer la mémoire des victimes des répressions. Le rapport du cercle de réflexion INSOR consacré aux voies de la modernisation de la Russie « *Le recouvrement de l'avenir. La stratégie de 2012* » commandé par le Président en 2011 est significatif à cet égard : dans le rapport, la déstalinisation de la Russie est considérée comme la condition indispensable de sa modernisation. « *La*

¹¹⁸⁹ « Seuls 12% de Russes croient que Medvedev a plus de pouvoir que Poutine », *La Gazette Russe, Sondage du Centre Levada*, février 2009, <http://www.rb.ru/article/lish-12-rossiyan-veryat-hto-medvedev-glavnee-putina/5701247.html>, consulté le 4 mars 2014

modernisation est, tout d'abord, un problème de conscience collective », affirme le rapport, faisant réapparaître l'idée phare de la *perestroïka* d'un lien entre condamnation du stalinisme et démocratisation et modernisation du pays.

Le rapport pose clairement le problème de l'héritage soviétique dont seraient imprégnées toutes les institutions russes et qui serait un obstacle à la modernisation : « *On ne peut pas bâtir un nouveau pays avec des cerveaux anciens* », affirment les experts. Cette affirmation fait appel au réexamen des rapports avec le passé : clarifier le degré de parenté de la Russie par rapport à l'URSS serait une tâche primordiale. Si les tendances de l'époque poutinienne sont qualifiées dans le rapport d'un retour vers le « *néo-stalinisme* », la « *déstalinisation profonde* » de la Russie est posée comme la condition indispensable de l'avancement du pays ; la déstalinisation est « *urgente* », selon le rapport, car le caractère inachevé de ce processus continue à faire obstacle au développement démocratique de la Russie : « *Ce fardeau historique nous tire vers l'arrière, créant des risques et privant le pays de l'avenir. Ne parlons même pas de l'honnêteté historique élémentaire. [...] La société et l'État n'avaient pas formulé clairement ni de position claire ni de politique continue* ». Le rapport va plus loin, visant directement le style de gouvernement de Vladimir Poutine, marqué, selon les experts, par le modèle « *guide – masses* », modèle qu'ils qualifient de « *néototalitaire* ». « *Un "leader national", affirme le rapport, n'est pas encore "le petit père des peuples", mais en est déjà une parodie très dangereuse* ». En pratique, la déstalinisation en pratique doit concerner toutes les institutions russes : il s'agit du refus de l'utilisation de la justice dans la politique, de la suppression du paternalisme, « *l'un des fondements de la conscience totalitaire* », mais aussi des représentations de l'État et de la communauté comme une valeur supérieure par rapport à l'individu, qui seraient marquées par « *l'esprit du stalinisme* ». « *La modernisation de la Russie pour son avenir commence par la déstalinisation de son présent* », conclut le rapport, notant tout particulièrement l'importance de changer les manuels scolaires et de démilitariser l'histoire, c'est-à-dire, « *remplir l'histoire d'un contenu plus civil, plus constructif que des guerres, des révolutions et des manœuvres politiques* ».

Ce rapport constitue un premier signe de revirement dans le discours officiel : le fait que le Chef de l'État s'adresse à un *think tank* libéral pour rédiger un rapport présentant la déstalinisation comme une tâche urgente et indispensable à la modernisation de la Russie et mettant en exergue les tendances néototalitaires de la présidence de Vladimir Poutine est interprété par une partie de l'*establishment* politique russe comme une sorte de dégel, posant par là même la question de la distance prise par Dimitri Medvedev par rapport à Vladimir Poutine.

En 2009, Dimitri Medvedev réitère son approche libérale de l'histoire soviétique, qualifiant l'URSS d'« *État totalitaire* » dans son message annuel au Parlement : il insiste tout particulièrement sur le fait que la modernisation de la Russie ne peut être uniquement économique ; elle doit être tout d'abord politique. Dans ce message, Medvedev oppose son projet de modernisation au projet soviétique : au lieu d'une société archaïque où « *les dirigeants pensent et décident*

pour tous », il faut créer une société de citoyens « *intelligents, libres et responsables* ». Il condamne également les politiques conditionnées par « *la nostalgie et les préjugés* »¹¹⁹⁰ : « *Le siècle dernier, au prix d'efforts incroyables, un pays illettré et agraire a été transformé en l'une de plus influentes puissances industrielles [...]. Toutefois dans les conditions de la société fermée, du régime politique totalitaire, ces positions ne pouvaient pas être maintenues. L'Union Soviétique, malheureusement, est restée le géant de l'industrie et des matières premières, et n'a pas survécu à la concurrence avec les sociétés postindustrielles* »¹¹⁹¹.

Une définition claire des actions de Staline est évoquée à plusieurs reprises et à différentes occasions par Dimitri Medvedev ; mais c'est notamment dans son vidéoblog du 30 octobre 2009, à l'occasion de la Journée de la mémoire des victimes des répressions politiques, qu'on trouve sans doute la condamnation la plus dure de la période stalinienne et de Staline qui ait eu lieu après la période eltsinienne, marquant un changement complet de la perspective : pour la première fois, le Président emploie un langage dépourvu des ambiguïtés qui caractérisaient jusque-là la plupart des discours de son prédécesseur sur cette question sensible.

L'intervention d'octobre 2009, de forte portée libérale et humanitaire, qui a rencontré un écho considérable dans la blogosphère et dans les médias russes et occidentaux définit d'une manière claire et formelle la position du Chef de l'État à cet égard ; le discours est marqué par la volonté de trancher la question débattue : non seulement il qualifie explicitement et à plusieurs reprises les répressions des années 30 de « *crimes* », mais encore il évoque la possibilité de définition *juridique* du rôle de Staline en affirmant qu'il est nécessaire de « *distinguer le côté historique des événements de leurs définitions juridiques* ».

« *Le pouvoir doit être honnête, et cette honnêteté se traduit par le fait que certains événements historiques, qui ont été déjà analysés profondément, doivent être qualifiés dans un langage juridique absolument clair. Du point de vue du droit, l'extermination d'un nombre gigantesque de compatriotes sous des prétextes politiques ou économiques imaginaires est un crime* »¹¹⁹².

Cette position du Président revêt le caractère d'une conviction profonde, quand il insiste à plusieurs reprises sur le caractère *irrationnel* et *aveugle* de la terreur : Medvedev souligne que les répressions n'avaient d'autre base que des « *prétextes imaginaires* », et non une réalité objective (mobilisation de la société, contexte international) ; il souligne l'ampleur de la terreur quand, pendant vingt ans, « *des couches entières de notre société ont été exterminées* » : il parle de la répression des

¹¹⁹⁰ Message au Parlement 12 novembre 2009, http://www.intelros.ru/strategy/gos_rf/psl_prezident_medvedeva/4293-poslanie-prezidenta-rossii-dmitriya-medvedeva.html, consulté le 4 mars 2014

¹¹⁹¹ *ibid.*

¹¹⁹² *Interview nemetskomou journalou Spiegel* / Entretien avec le journal allemand Spiegel, <http://www.kremlin.ru/news/5929>, consulté le 4 mars 2014

cosaques, de la paysannerie, de l'intelligentsia, des cadres militaires, du clergé, des ouvriers, des membres du parti, faisant comprendre que personne n'était à l'abri ; il souligne la pratique d'assimilation de telle ou telle personne à de vastes groupes d'« *ennemis du peuple* », ainsi que les affaires montées de toutes pièces, en accusant directement l'État soviétique de *mensonge* : « *Réfléchissons-y : des millions des gens ont péri à cause de la terreur et des accusations mensongères, des millions* ». Par conséquent, il n'est, selon lui, aucunement question de la « *réhabilitation* » des criminels responsables de ces événements :

« *Je suis convaincu qu'aucun développement du pays, aucun succès, aucune ambition ne peuvent être réalisés au prix du chagrin humain [...] Rien ne peut être placé au-dessus de la vie humaine. Et il n'y a pas de justification pour les répressions* »¹¹⁹³.

« *Il est très important de ne pas laisser, sous prétexte de rétablissement de la vérité historique, justifier ceux qui ont exterminé leur peuple* »¹¹⁹⁴.

L'affirmation que « *rien ne peut être placé au-dessus de la vie humaine* » est significative : l'idée qu'aucune raison d'État ne peut justifier la terreur est soulignée et réaffirmée à plusieurs reprises, donnant au discours une dimension humanitaire. Le Président réaffirme la nécessité de respecter les droits de l'homme et la valeur inconditionnelle accordée à la vie humaine : selon lui, « *ni le succès économique, ni la construction des mécanismes de gestion étatique efficaces* » ne peuvent justifier les actions auxquelles le Président donne une qualification juridique précise.

Au-delà de la dimension juridique, il est possible de relever la forte portée émotionnelle du discours ; parlant de la « *vague de malheur du peuple* », citation tirée de Soljenitsyne, le Président qualifie les répressions de « *l'une des plus grandes tragédies dans l'histoire du pays* » et insiste sur la nécessité de garder la mémoire de ces événements en tant que mémoire *de la tragédie nationale*.

Pour autant, Dimitri Medvedev ne va pas jusqu'au bout de la logique de dénonciation du stalinisme : dans un entretien au *Figaro* d'octobre 2012, répondant à une question sur la tombe de Staline, il affirme que le plus important est de ne pas provoquer des confrontations sociales, faisant passer la rationalité politique au-delà d'un travail de mémoire conséquent :

« *Pour moi il ne fait aucun doute que, sous Staline, ont été tués et réprimés une masse considérable de gens, malgré les opinions contraires des partisans de l'idée communiste. [...] Mais il ne faut pas oublier qu'une tombe est protégée par la loi. [...] Voilà une question éthique très compliquée. Par ailleurs, je ne souhaite pas qu'à cause de cela une partie de la société affronte l'autre. Il y a vingt ans, le Parti communiste était au pouvoir, l'élite soviétique était issue des rangs du parti et une part importante de notre société continue de croire à la victoire de l'idée socialiste. N'importe quel pouvoir doit prendre cela en compte. Ce sont nos gens, nos citoyens...* »¹¹⁹⁵.

Malgré l'existence de certaines lacunes dans le discours de Dimitri Medvedev, sa rhétorique a été interprétée par les observateurs russes et occidentaux comme un

¹¹⁹³ *ibid.*

¹¹⁹⁴ *ibidem.*

¹¹⁹⁵ Medvedev envisage de briguer à nouveau la présidence russe, *Le Figaro*, 26 novembre 2012, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/11/26/01003-20121126ARTFIG00317-medvedevenvisage-de-briguer-a-nouveau-la-presidence-russe.php>, consulté le 4 mars 2014

« *tournant libéral* »¹¹⁹⁶, relançant le débat sur sa marge de liberté par rapport à Vladimir Poutine. Pour autant, à partir de la fin 2011 – début 2012, à l’approche des élections présidentielles auxquelles Vladimir Poutine se porte candidat, l’orientation du discours change de nouveau et les interprétations antilibérales et statocentriques prennent le dessus.

Mise en scène dans le but de marquer un « *tournant libéral* » dont Dimitri Medvedev serait l’incarnation ou liberté que le remplaçant temporaire de Vladimir Poutine a pu prendre par rapport à la ligne politique de ce dernier ? Les discordances dans le discours au sein du *tandem* par rapport aux questions clé du passé témoignent du fait que la politique mémorielle reste profondément incertaine : le domaine des interprétations de l’époque soviétique reste en effet le seul où le libéralisme affiché de Dimitri Medvedev a pu réellement s’exprimer. L’infléchissement du discours pendant les quatre ans de sa présidence révèle l’absence de référentiels communs et l’inexistence d’interprétations partagées au sein des élites dirigeantes. Ce phénomène est amplifié par l’incohérence des politiques publiques du passé.

B. L’incohérence des politiques

Malgré les efforts déployés par le pouvoir depuis les années 2000 pour présenter un tableau cohérent et homogène du passé, l’observation du paysage institutionnel permet de constater de nombreuses incohérences au niveau de la politique mise en œuvre. Cette incohérence puise ses racines dans un détachement initial incomplet par rapport à l’époque soviétique, lié à la nécessité de préserver la cohésion nationale, et témoignant d’un degré incertain de parenté entre la Russie actuelle et l’URSS. Les deux commissions aux fins contradictoires, celle de la déstalinisation et celle de la lutte contre les falsifications de l’histoire, créées par le pouvoir en l’espace de deux ans, entre 2009 et 2011, témoignent de cette incohérence.

1. La commission de lutte contre les falsifications historiques

La Commission de lutte contre les falsifications de l’histoire au détriment des intérêts de la Russie, créée le 15 mai 2009 par un décret du Président Dimitri Medvedev, s’inscrit dans le cadre d’une politique de réduction de la diversité des

¹¹⁹⁶ SHERLOCK Thomas, « Confronting the Stalinist Past: The Politics of Memory in Russia », *The Washington Quarterly*, 2011, n° 34 (2), p. 93

interprétations historiques au profit des « *vérités* » fixées par l'État, à la fois au niveau intérieur et extérieur. Selon le Kremlin, la nécessité de créer cette Commission est liée au contexte particulier de la Commémoration de 65^{ème} anniversaire de la Victoire en mai 2010. Pour le Président de la Commission, Serguei Narychkin, la majorité des nouveaux États indépendants ont développé une politique mémorielle « *extrêmement agressive* » à l'égard de la Russie ; « *plusieurs anciennes républiques de l'URSS ne commémorent plus la Victoire et parfois donnent de libres interprétations aux événements historiques* » ; une « *réponse adéquate* » de la part de la Russie serait urgente.

Le rôle attribué par le Chef de l'État à la Commission est de constituer une instance de combat dans les luttes de mémoires entre la Russie et les pays d'Europe de l'Est : selon lui, la mise en doute du fait que l'Europe a été libérée par l'Armée rouge constitue une « *altération de la vérité* ». Le travail de la Commission est de relever les falsifications de l'histoire et de préparer des rapports et des recommandations « *en vue d'une réaction adéquate* » ; pour le président de la Commission, aucune atteinte ne sera portée à la liberté d'expression et de recherche : au contraire, la Commission proposera une stratégie permettant de stimuler la recherche historique « *objective* ». Pour autant, la liste des membres de la Commission démontre clairement qu'il s'agit d'un organe politique, composé de membres provenant de plusieurs ministères, non d'une communauté de savants appelés pour apporter les réponses aux questions sur l'histoire russe avec un souci d'objectivité et d'impartialité ; l'analyse des membres de la Commission permet de les classer en quatre catégories.

Le premier groupe, et le plus important en nombre, est composé de douze fonctionnaires, tous membres de l'administration présidentielle, assimilable au secrétariat général de la présidence de la République en France ; en regardant de près les fonctions que ces douze personnes occupent au sein de l'administration présidentielle, puissante machine bureaucratique et centre des décisions politiques, la volonté d'utiliser la « *ressource administrative* » dans le travail de la Commission devient évidente. Ainsi le président de la Commission Serguei Narychkin exerce la fonction de Directeur de l'administration présidentielle ; cette nomination témoigne de l'importance que le Chef de l'État accorde au projet : elle montre une volonté de contrôle permanent et personnel de sa part via le Directeur de son administration. Le souci de coordonner le travail de la Commission avec la politique de l'Education nationale mais aussi de la Recherche se manifeste par la présence dans la Commission de l'adjoint au Ministre de l'Education Nationale, Isaak Kalina, qui occupe la fonction de Vice-président de la Commission, ainsi que d'Evguenij Butko, adjoint au Directeur de Rosobrazobvanie (Agence Fédérale de l'Education), organisation qui régit la totalité

des questions relevant du processus de l'enseignement secondaire, de la préparation des cadres, de l'organisation des examens de fin d'études secondaires – Examen d'État Unifié – etc. ; si la première fonction suppose la prise en charge des manuels scolaires pour tous les établissements d'enseignement secondaire, manifestant ainsi la volonté de coordination du travail de la Commission avec le processus de la création des manuels scolaires, la deuxième nomination témoigne de la volonté d'imposer une certaine vision de l'histoire soviétique via la procédure de l'admission à l'examen de fin d'études. Le monde de la recherche n'est pas non plus absent, comme en témoigne la nomination à la Commission de Marat Kambolov, adjoint au Directeur de Rosnauka, le département de Ministère de l'Education Nationale en charge de la réforme des établissements scientifiques et de la recherche. La volonté de prendre en charge la jeunesse se manifeste par la nomination d'Alexandre Povalko, adjoint au Directeur du département de la jeunesse de l'administration présidentielle : Andrey Romantchenko, adjoint du Directeur de Département de Médias et Andrey Busigine, adjoint au Ministre de la Culture doivent assurer la coordination du travail de la Commission avec la politique dans le domaine des médias et des produits culturels (cinéma, littérature) ; la jeunesse constitue manifestement la cible préférée de la politique de protection de la mémoire officielle. Alu Alkhanov, adjoint au Ministre de la Justice, doit assurer à la Commission les bases légales pour ce travail. En outre, cette lutte contre les falsifications ne vise pas seulement l'intérieur, mais aussi et surtout l'extérieur : la nomination de trois fonctionnaires – Sergueï Vinokurov, en tête de la Direction présidentielle pour des liens régionaux et culturels avec les pays étrangers, Valery Nazarenko, adjoint au Directeur de la Direction présidentielle de la politique étrangère et Vladimir Titov, adjoint au Ministre des affaires étrangères – signale clairement la volonté de promouvoir la vision russe de l'histoire soviétique dans les pays de l'ancien bloc socialiste – « *le nid des falsifications* » par excellence, et de l'étendre aux pays occidentaux. Enfin, la nomination d'Ivan Demidov, en tête du Département de l'administration présidentielle de la coopération sociale et des relations publiques montre la volonté d'intégrer dans le travail de la Commission le dialogue avec les organisations sociales.

Le deuxième groupe rassemble des *archivistes* : les directeurs des archives, y compris les archives du FSB (ancien KGB) et des services de renseignement ; force est d'en déduire que le rattachement des directeurs des archives à la Commission de lutte contre les falsifications marque la volonté de réserver l'accès aux archives au cercle restreint d'historiens dont les recherches donnent des interprétations *justes* et *non falsifiées* de l'histoire soviétique : cela constitue un signe fort dans la mesure où l'accès aux archives pour un historien est une condition indispensable à la réalisation d'un travail efficace. Les cinq *représentants de la société civile* constituent le troisième groupe : on y retrouve Natalia Narotchnitskaja, ancienne députée de la Douma et historienne de formation, qui est connue en France pour l'activité pro-russe de sa fondation financée par le Kremlin « Institut de la démocratie et de la coopération », ainsi que les deux adjoints au Président de la chambre basse du Parlement pour les relations avec les organisations religieuses et un journaliste Nikolaï Svanidze connu pour ses positions libérales. Le quatrième groupe compte deux *historiens* : Andreï Sakharov, Directeur de l'Institut de l'histoire russe de l'Académie des sciences et Alesksej Tchoubarijan, Directeur de l'Institut de l'histoire universelle de l'Académie des sciences. Ainsi la composition de la Commission, à savoir le nombre disproportionné de fonctionnaires par rapport aux historiens réaffirme le fait que le pouvoir accorde à l'histoire une importance politique.

La mise en place de la Commission a donné lieu à de nombreuses protestations à la fois à l'intérieur du pays (ONG libéraux, certains historiens) et à l'extérieur : l'Association Américaine de l'Histoire a adressé une lettre à Dimitri Medvedev,

exprimant sa « *plus vive préoccupation* » devant ce qu'elle considère comme une atteinte à la liberté de recherche ; cet appel a été soutenu par un grand nombre d'historiens européens, dont Pierre Nora¹¹⁹⁷. Pour autant, si la création de la Commission a suscité une vague de protestations et si certains experts y ont vu un signe du retour aux pratiques soviétiques d'encadrement de la recherche historique, le bilan du travail de la Commission permet de nuancer ces pronostics pessimistes.

Ce travail met en effet en évidence le profond désarroi quant aux objectifs poursuivis et aux moyens employés. Un entretien avec Nicolai Svanidze, l'un de rares membres d'orientation libérale de la Commission a permis de constater que cet organe est resté pour une grande partie le pur produit bureaucratique de l'administration présidentielle : dans l'entretien du 17 juin 2011, Nicolai Svanidze affirme que depuis sa création en mai 2009, la Commission s'est réunie deux fois seulement¹¹⁹⁸. Afin de pallier cette inefficacité, l'idée a été émise de diviser la Commission en sous-commissions, mais cette proposition n'a jamais abouti¹¹⁹⁹.

Le seul travail effectif de la Commission a été la production de circulaires envoyées de façon aléatoire aux établissements scientifiques et d'enseignement demandant des rapports sur les « *tentatives de falsification* » au sein de ces établissements, voire les listes de « *falsificateurs* »¹²⁰⁰. La Commission a été suspendue en février 2012 par un décret présidentiel¹²⁰¹. Si certains de ces membres ont commenté cette décision du Président en affirmant que « *la Commission a atteint ces objectifs* », d'autres ont pointé son inutilité : selon le témoignage de Viktor Plechkov, directeur de l'Université Historique de l'Académie des Sciences, « *la Commission est mort-née* » : pendant ses trois ans d'existence, affirme l'historien, elle n'a effectué aucun travail significatif pour résoudre les réels problèmes de la recherche historique actuelle, ni pour faciliter l'accès aux archives, ni pour financer

¹¹⁹⁷ Lettre de Pierre Nora à William Taubmann, *Association Liberté pour histoire*, 25 novembre 2009, http://www.lph-asso.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=125%3Alettre-de-pierre-nora-a-william-taubman&catid=31%3Adossier-russie&Itemid=78&lang=fr, consulté le 4 mars 2014

¹¹⁹⁸ Entretien avec Nicolai Svanidze, Moscou, 17 juin 2011. Voir la transcription complète en Annexe 2.

¹¹⁹⁹ *ibid.*

¹²⁰⁰ « *Bez falsifikatsii* » / « Sans falsifications », *Moskovskie Novosti / Les Nouvelles de Moscou*, 19 mars 2012, http://mn.ru/society_history/20120319/313741427.html, consulté le 4 mars 2014

¹²⁰¹ Oukase n° 183, 14 mars 2012, <http://zakonprost.ru/content/base/252916/>, consulté le 4 mars 2014

des projets, ni pour établir des règles d'expertise des documents d'archives¹²⁰². Quant à l'aile patriotique de l'*establishment* russe, elle a constaté l'inefficacité initiale de la Commission dans la défense des intérêts russes en matière d'histoire¹²⁰³.

2. La commission de « déstalinisation »

En février 2011, un « *Programme de réconciliation nationale et d'immortalisation de la mémoire des victimes du totalitarisme* » est mis en place par les autorités russes et une Commission éponyme est créée au sein du Conseil Présidentiel du développement de la société civile et des droits de l'homme, alors même que la Commission de lutte contre les falsifications continuait encore à fonctionner. Elaboré en étroite collaboration avec l'ONG *Mémorial*, le programme vise à dépasser l'héritage totalitaire dans la Russie actuelle (ouverture des archives de la Seconde guerre Mondiale, compensations aux victimes de la terreur stalinienne, création des commissions bipartites de la Russie et des pays Baltes sur les questions les plus difficiles de l'histoire commune). Contrairement à la Commission de lutte contre les falsifications, dominée par les *apparatchiks* et les représentants des structures de force, la composition de la Commission de réconciliation révèle une orientation libérale : elle comporte des personnalités publiques et des défenseurs des droits de l'homme, des présidents d'ONG caritatives, des dignitaires ecclésiastiques ainsi que des intellectuels libéraux.

Encadré n° 3 : La composition de la commission dite « de déstalinisation »¹²⁰⁴.

Sergei Karaganov, président du Conseil de la politique extérieure et de la défense.
Sergei Vorob'ev, co-président de l'ONG « Club 2015 », réunissant des jeunes entrepreneurs et managers.
Irina Kirkora, directrice de l'ONG de la défense des droits des femmes et des enfants « Assol' ».
Krivenko Sergei, membre du Comité de direction de l'ONG Mémorial.
Legoida Vladimir, président du département synodal d'information de l'Eglise orthodoxe russe.
Leonid Parfenov, journaliste libéral.
Nicolaï Svanidze, journaliste libéral et historien.
Irina Khakamada, journaliste politique libéral et femme politique, co-fondatrice des partis libéraux « Cause commune » (1995-2000) et « SPS » (2000-2003)
Maxim Chevtchenko, co-président du « Centre des études stratégiques de la religion et de la politique moderne »

¹²⁰² « *Bez falsifikatsii* » / « Sans falsifications », *Moskovskie Novosti / Les Nouvelles de Moscou*, 19 mars 2012, http://mn.ru/society_history/20120319/313741427.html, consulté le 4 mars 2014

¹²⁰³ Voir par exemple l'article publié à ce propos sur le site patriotique IA REX <http://www.iarex.ru/interviews/24410.html>, consulté le 4 mars 2014

¹²⁰⁴ *Sovet pri Prezidente RF po razvitiyu grazhdanskogo obchestva i pravam tcheloveka / Conseil Présidentiel du développement de la société civile et des droits de l'homme, Composition de la Commission permanente « Groupe de travail sur la mémoire historique », http://www.president-sovet.ru/structure/group_5/stuff/index.php, consulté le 5 mars 2014*

Igor' Yourgens, président du *think tank* libéral INSOR, l'un des auteurs du rapport de 2011 « *Le recouvrement de l'avenir. La stratégie de 2012* »

Andrei Yourov, président de la fondation caritative « *Projet international – mouvement de la jeunesse pour les droits de l'homme* ».

Le programme d'envergure nationale présenté lors de la réunion de la Commission avec le Président alors en fonction, Dimitri Medvedev, en février 2011 postule la nécessité de « *retravailler dans la conscience sociale l'expérience tragique du XX^e siècle* », sans quoi la vraie modernisation de la Russie ne sera pas possible. Le XX^e siècle est qualifié à plusieurs reprises par les auteurs du programme de « *catastrophe russe* », de « *régime totalitaire* », de « *tragédie* », de « *génocide* » ; le Président de la commission Sergei Karaganov emploie l'expression « *génocide de soi* », afin de qualifier la période qui, selon lui, commence par la guerre civile en 1917 et a plongé le pays dans la « *barbarie* » ; l'un des objectifs du programme serait de « *mettre fin à la guerre civile déclenchée en 1917* ». Par ailleurs, pour la première fois, une collaboration avec d'autres États créés dans l'espace postsoviétique est affirmée comme nécessaire à la réalisation effective du programme : le rôle de la Russie serait d'initier cette collaboration, non seulement en tant qu'État – héritier de l'Union soviétique, mais surtout comme le pays « *qui a le plus souffert des répressions soviétiques* »¹²⁰⁵. Le président de la Commission a pour autant précisé que l'objectif du programme va au-delà de la déstalinisation et « *décommunisation* » du pays : il s'agira d'un véritable travail de mémoire, « *réfléchi et responsable* », ne se limitant pas à la seule période stalinienne, créant « *un mouvement de masse de restauration de la mémoire et de la justice historique* », imposant « *le respect et la préservation de la mémoire des victimes du régime* »¹²⁰⁶, sans pour autant rayer l'ensemble de l'histoire soviétique : ainsi le Président de la Commission se prononce contre les poursuites des responsables de la terreur et contre l'effacement de la toponymie soviétique¹²⁰⁷.

¹²⁰⁵ *Predlojenie ob outcherejdenii gosoudarstvenno-obchestvennoi programmy « Ob ouvekovetchenii pamiati jerty totalitarnogo rejime i o natsional'nom primirenii »* / Proposition d'établissement du programme stato-societal de l'immortalisation de la mémoire des victimes du totalitarisme et de la réconciliation nationale», 1er février 2011, Ekaterinbourg, http://www.president-sovet.ru/structure/group_5/materials/proposals_at_a_meeting_in_ekb/index.php, consulté le 5 mars 2014

¹²⁰⁶ *ibid.*

¹²⁰⁷ Réunion du Conseil Présidentiel du développement de la société civile et des droits de l'homme, 1er février 2011, compte rendu intégral, <http://kremlin.ru/transcripts/10194>, consulté le 5 mars 2014

La composition de la Commission, l'objectif de préservation et de valorisation de la mémoire des victimes des répressions politiques, toute la rhétorique employée dans le programme pour qualifier la période soviétique, mais aussi le positionnement de la Russie en tant que victime du régime totalitaire renvoient de nouveau aux interprétations en vogue dans les années 1980-1990 et entrant en contradiction avec la ligne de la Commission de lutte contre les falsifications qui vise à préserver la mémoire glorieuse du passé et à la « *purifier* » des « *noircissements* ».

Rapidement baptisé par la presse « *Le projet déstalinisation* », le Programme, approuvé par le Président Dimitri Medvedev qui a reconnu l'urgence de mettre en place de mesures effectives pour assurer la préservation de la mémoire des victimes, a donné lieu à de vives controverses, non seulement au sein d'une partie de l'*establishment* politique russe (ainsi le leader du parti Communiste a qualifié ce programme du « *délire des russophobes* »¹²⁰⁸), mais aussi au sein même du Conseil présidentiel du développement de la société civile et des droits de l'homme, dont la Commission de déstalinisation fait partie : certains dispositifs du programme, et notamment la question de la condamnation de Staline, ont suscité des controverses et des opinions dissidentes. Ainsi l'un des membres du Conseil présidentiel, un animateur de télévision Alexei Pouchkov, a critiqué le Programme : dans la lettre adressée aux autres membres du Conseil, il fait part de sa désapprobation vis-à-vis du « *Programme de déstalinisation* », considérant qu'il risque de « *diviser encore davantage la nation* ». « *Le pays, affirme le membre du Conseil, a des objectifs beaucoup plus urgents que la lutte contre sa propre histoire* ». Par ailleurs, l'auteur de la lettre avertit ses collègues des dangers de remettre en question « *l'importance de la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique* » : selon lui, le programme ranimera les controverses sur le rôle de l'URSS dans le déclenchement de la Seconde guerre mondiale, ce qui serait nuisible au prestige international de la Russie. Plus tard, dans un entretien accordé à la « Radio Liberté », il affirme que, si la période stalinienne peut faire l'objet de discussions, il est inutile et même dangereux d'en imposer une interprétation officielle : selon lui, les tentatives d'organiser une campagne de déstalinisation ne feront qu'augmenter la popularité de

¹²⁰⁸ « *Plan destalinizatsii – bred roussoufobov* » / « Le plan de déstalinisation est un délire de russophobes ». Déclaration du Président du Comité Central de KPRF Guennadi Ziogonov, http://kprf.ru/rus_soc/89719.html, consulté le 5 mars 2014

ce personnage historique au sein de la société russe¹²⁰⁹. Cette position de l'un des membres du Conseil Présidentiel a provoqué des réactions : la polémique qui s'est poursuivie pendant un certain temps dans la presse écrite et électronique a mis en exergue la persistance de controverses autour de la nécessité de la déstalinisation de la Russie. Par ailleurs, comme dans le cas de la Commission de lutte contre les falsifications historiques, le travail de la Commission de déstalinisation n'a pas abouti à des résultats significatifs, ce qui a fourni un prétexte à certains experts pour parler d'une « *déstalinisation en trompe l'œil* », qui aurait été lancée dans le même but que la première déstalinisation de 1956, à savoir la protection des fondations idéologiques de l'Union soviétique¹²¹⁰.

L'analyse présentée ci-dessus illustre plusieurs tendances caractéristiques du « *tournant mémoriel* » des années 2000. Premièrement, l'approche de l'histoire qui ressort de l'analyse présentée ci-dessus, à savoir l'occultation des souvenirs des répressions et la mise en avant de la mémoire victorieuse découle logiquement de la rupture inachevée avec le passé soviétique et de l'échec dans l'instauration de dispositifs de justice transitionnelle à la sortie de l'époque soviétique. Comme le constate Henri Rouso, la période de l'amnésie suit des conflits pour lesquels il n'y a eu « *aucune procédure ni aucun jugement, donc aucune identification précise des faits, des victimes, des réparations possibles* »¹²¹¹ ; par conséquent, si on assiste en Europe occidentale ainsi qu'en Europe de l'Est à la montée en puissance de la figure de la victime¹²¹², la Russie reste exclue de cette dynamique globale.

Dans ce contexte, le « *mythe noir de la perestroïka* », ancré dans le traumatisme des réformes libérales, joue le rôle d'événement négatif central de l'histoire récente, permettant de faire table rase du passé. Les effets du remplacement d'un traumatisme par l'autre se font sentir non seulement au niveau mémoriel, mais aussi au niveau politique et social : la rhétorique antilibérale de Vladimir Poutine qui met l'accent sur

¹²⁰⁹ « *Stalin raskolol prezidentskii sovet* » / « Staline a divisé le Conseil présidentiel », *Svoboda / Liberté*, 7 avril 2011, <http://www.svobodanews.ru/content/article/3550359.html>, consulté le 5 mars 2014

¹²¹⁰ ZYCHOWICZ Piotr, « Déstalinisation ou déssoviétisation ? Le point de vue d'un journaliste polonais », *Les Leçons d'histoire*, 17/01/2011, <http://urokiistorii.ru/current/view/1340>, consulté le 5 mars 2014

¹²¹¹ ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 27/2, n° 94, p. 7

¹²¹² *ibid.*.

la stabilité politique et sociale est étayée de la référence au « *chaos* » des années 1990.

Ainsi la mémoire du XX^e siècle a été brisée par trois ruptures consécutives : la rupture de 1917 avec le passé tsariste, la rupture de 1991 avec le passé communiste et la rupture des années 2000 avec les années 1990 ; à chaque fois, le pouvoir s'est efforcé de construire son identité en rejetant la période précédente et en exploitant les traumatismes qui y étaient ancrés. De ces revirements résulte une mémoire fragmentée, des « *éclats de mémoire* »¹²¹³, plutôt qu'un tableau cohérent.

Au niveau du discours officiel, cette situation montre l'incapacité du pouvoir à concilier l'irréconciliable dans la construction de l'idée nationale : le passé soviétique et l'avenir de la Russie en tant que pays démocratique. Le fait que le pouvoir actuel peine à construire et à imposer un tableau cohérent du passé en constitue l'illustration : les éléments disponibles du « *passé utilisable* » sont hétéroclites, se contredisent parfois et, dans la plupart des cas, suscitent des controverses et des conflits à la fois à l'intérieur du pays et au niveau international. Il en résulte un « *double discours* » du pouvoir actuel : d'un côté, le passé soviétique est glorifié et ses symboles sont ranimés ; de l'autre, le pouvoir émet des signaux contradictoires, condamnant le « *régime totalitaire* ».

Comment expliquer ce double discours et cette double politique dans le domaine mémoriel ? La rupture initialement incomplète avec le passé soviétique et l'absence de véritable travail afin que la mémoire collective intègre certaines réalités du passé national¹²¹⁴, ont permis au pouvoir de manipuler les représentations du passé en construisant un « *discours justificatif et de domination* »¹²¹⁵, stratégie reposant autant sur l'oubli que sur la remémoration sélective¹²¹⁶.

Un autre élément de réponse réside dans le pragmatisme du pouvoir depuis 2000 : selon des observateurs, la politique russe serait « *pragmatique* », centrée sur le maintien et la croissance de l'autorité étatique dans les affaires intérieures et

¹²¹³ NIVAT Georges, « Russie. Eclats de mémoire », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1067, mai-juin 2008, pp. 8-12

¹²¹⁴ MONOD Jean-Claude, *op. cit.*, p. 136

¹²¹⁵ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000, p. 103

¹²¹⁶ *ibid.*.

extérieures¹²¹⁷. Ainsi le double discours peut résulter de la différence des audiences qu'il vise : on peut supposer que coexistent deux types de discours sur le passé sensiblement différents, l'un à usage intérieur, exaltant les côtés glorieux du passé dans les objectifs de la construction du patriotisme d'État, l'autre s'inscrivant davantage dans la conception occidentale de l'histoire du XX^e siècle, mis en avant lors des visites officielles, assurant le maintien des relations avec les autres pays, notamment ceux de l'Europe de l'Est. En même temps, ce double discours peut être également appliqué au niveau national : tenant compte du clivage qui continue à diviser la société russe sur les questions clés du passé, le pouvoir tente d'envoyer des signaux aussi bien aux « *patriotes* » qu'aux « *libéraux* » dans les interprétations du passé soviétique. Malgré les différences entre l'époque eltsinienne et l'époque poutinienne, les deux périodes sont caractérisées par la rationalité politique qui prévaut sur la volonté de clarifier les rapports avec le passé.

Fruit du pragmatisme politique ou de l'incapacité du pouvoir à maîtriser le caractère profondément traumatique du passé soviétique, la politique mémorielle actuelle reste aléatoire, inefficace et précaire, et le discours relatif au passé reste ambigu et malléable selon les circonstances et les audiences. Si les tensions permanentes entre la nécessité de forger un passé acceptable et l'impossibilité de faire l'impasse sur la mémoire des victimes déterminent en grande partie le caractère contradictoire de la politique mémorielle russe, l'absence de consensus sur les questions clé du passé au sein même des élites intellectuelles auxquelles le pouvoir fait appel pour relancer le travail de mémoire maintient le domaine mémoriel dans un état fragmentaire et éclectique.

¹²¹⁷ CHEN Cheng, « Muddling Through the Shadow of the Past(s) », *Demokratizatsiya*, 2011, p. 37

Chapitre 2

Les représentations du passé dans le système scolaire et les manuels scolaires

L'étude de l'évolution des représentations du passé véhiculées par le système scolaire et les manuels scolaires constituent le deuxième volet de l'analyse consacrée aux politiques mémorielles, mettant en lumière la construction progressive du nouveau récit national dans la Russie postsoviétique. Cette évolution a été analysée sur une période allant de 1991 à 2012, permettant d'identifier la diversité d'acteurs et de courants idéologiques qui y ont participé, prendre la mesure du degré de l'intervention étatique et illustrer les difficultés de la recréation d'un narratif national stable et cohérent dans la période transitoire.

Il serait erroné de considérer que le narratif scolaire puisse être transmis par le système scolaire aux élèves tel quel : au cours même de sa transmission le narratif est retravaillé et réapproprié aussi bien par les émetteurs que par les destinataires. L'enseignement des contenus conflictuels, notamment dans des sociétés en transition, est toujours un processus complexe qui dépend de multiples facteurs : tout d'abord, du contexte social et politique dont les sujets historiques sont tributaires ; ensuite, de la façon dont l'enseignant, jouissant toujours d'une autonomie pédagogique, choisit d'aborder telle ou telle thématique, selon non seulement sa compréhension des besoins des élèves et sa vision du rôle de l'école, mais aussi ses propres prises de positions sur le sujet ; enfin, les élèves interprètent les informations reçues à la lumière des connaissances assimilées au sein du cadre familial ou dans le contexte culturel plus vaste (médias)¹²¹⁸. Par ailleurs, le passé peut prendre des formes

¹²¹⁸ OESER Alexandra, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Édition de la Maison des Sciences de l'homme, 2010, p. 32

différentes selon le cadre et le contexte : ainsi l'histoire scolaire est façonnée, représentant une « *mise en ordre des événements qui n'est que l'image qu'une société souhaite laisser d'elle-même, une politique du passé qui répond aux priorités du moment* »¹²¹⁹ ; il s'agit de « *l'histoire sanctionnée* »¹²²⁰, « *légitimée par des institutions politiques* »¹²²¹. Dans la mesure où chaque manuel est tributaire d'enjeux sociaux et politiques, l'étude des « *savoirs qu'une société juge utile de transmettre* »¹²²² permet d'appréhender l'image que le régime s'efforce de donner, mettre en lumière les événements valorisés et escamotés, les distances prises par rapport à telle ou telle période et les références symboliques auxquelles le régime a recours pour s'enraciner dans le passé.

Jusque dans les années 1990, l'enseignement de l'histoire en Russie a été un enjeu d'importance. Si à l'époque soviétique, le pouvoir disposait d'une emprise totale sur la production de l'histoire scolaire, la chute de l'URSS a provoqué une double crise, celle de la vérité historique et celle du système scolaire. Comment l'État postsoviétique parvient-il à dépasser cette crise et à se réimposer en sa qualité de principal acteur dans la production des « *vérités historiques* » ? D'abord, il s'agit d'analyser les réformes de la législation relatives à l'enseignement de l'histoire : les différentes rédactions de la loi sur l'éducation (versions de 1992 et 2012) permettent d'illustrer le retrait de l'État dans les années 1990 et l'émergence d'une diversité d'acteurs et d'interprétations ; le retour de l'État dans les années 2000 est concomitant à la réduction du nombre d'acteurs et d'interprétations. Ensuite, on procédera à une analyse comparative des dix manuels scolaires édités dans les années 1990 et dans les années 2000, qui retracent le processus de reconstruction de l'histoire nationale après la chute de la conception marxiste : dans la mesure où les manuels sont porteurs des enjeux sociopolitiques, à quel point les représentations de l'histoire scolaire traduisent-elles « *le tournant mémoriel* » du début et de la fin des années 1990 ? Cette double analyse institutionnelle et de contenu vise non seulement à mettre en évidence le rôle du pouvoir politique dans la fixation des « *vérités*

¹²¹⁹ DE COCK Laurence, PICARD Emmanuelle (dir.), *La fabrique scolaire de l'histoire. Illusions et désillusions du roman national*, Marseille, Agone, 2009, p. 2

¹²²⁰ WERTSCH V. James, « Blank Spots in Collective Memory: A Case Study of Russia », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 617, n°1, 2008, p. 58

¹²²¹ OESER Alexandra, *op. cit.*, p. 31

¹²²² BAKHOUCHE Beatrice, BOUTAN Pierre, ETIENNE Richard, VERDELHAN-BOURGADE Michèle, *Les manuels scolaires, miroirs de la nation ?*, Paris, L'Harmattan, 2007, 298 p.

historiques », mais encore à reconstituer l'image du passé soviétique tel qu'il est présenté dans les manuels.

SECTION 1. DES IDEOLOGISATIONS OU CHAOS IDEOLOGIQUE ?

L'impératif de continuité de l'éducation nationale explique les difficultés du processus de recréation du narratif scolaire dans la période de transition : l'enseignement de l'histoire du XX^e siècle continue tout au long des années 1990 alors même que la stabilisation des interprétations de base n'est pas achevée. Au début des années 1990, le gouvernement de Boris Eltsine entreprend une série de réformes du système scolaire poursuivant plusieurs objectifs : faire table rase de la conception marxiste-léniniste de l'histoire et des falsifications dans les manuels scolaires, recréer la vraie histoire de la Russie en comblant les « *taches blanches* », libéraliser et décentraliser la production des manuels scolaires, ainsi que desserrer le monopole étatique sur l'éducation (§1). Toutefois, malgré la diversité proclamée des interprétations et des points de vue, le narratif scolaire des années 1990 est relativement homogène : les manuels scolaires de cette période adoptent massivement la grille de lecture totalitaire de l'époque soviétique (§2).

§ 1. La difficile recréation de l'histoire nationale

La chute de l'URSS a provoqué la décomposition de toute une série d'institutions, en premier lieu celles assurant la diffusion de l'idéologie marxiste, comme le système éducatif. Dans les années 1990, l'histoire scolaire se trouve au centre de multiples crises : après la disparition du contrôle idéologique assuré par le parti communiste, elle fait face à des incertitudes nouvelles concomitamment à la montée des interprétations divergentes promues par de nombreux acteurs (A). Face à l'échec de l'État pour mettre fin aux interprétations éclectiques et parfois contradictoires de l'histoire, les premières contestations de cette diversité et les appels au renforcement du contrôle sur le système éducatif viennent des milieux scolaires et politiques conservateurs (B).

A. Démonopolisation de la production des « vérités historiques »

Tandis que le système éducatif soviétique était centré sur la formation des individus dans l'esprit du Marxisme-léninisme, la chute de l'URSS et les réformes démocratiques exigent une réforme de l'éducation nationale (1), signifiant en pratique la refondation complète de l'école selon le modèle libéral anglo-saxon (2).

1. La décomposition du système soviétique d'éducation

À l'époque soviétique, le contrôle sur le système éducatif et les manuels scolaires constituait l'un des piliers du système de propagande. Outil de lutte idéologique permettant d'affirmer la suprématie du régime socialiste, l'enseignement de l'histoire dans les écoles soviétiques était centré sur le formatage idéologique plus que sur la transmission du savoir¹²²³. Dès 1917, l'histoire est vue par les bolcheviks comme un instrument d'endoctrinement de la population ; par conséquent, le système éducatif dans son ensemble et la production des manuels scolaires d'histoire en particulier sont sous l'étroit contrôle de l'État qui en détenait le monopole.

Dans les années 1930, un système centralisé et unificateur de production et de distribution des manuels scolaires a été mis en place : les manuels uniques, élaborés de façon centralisée sous le contrôle idéologique du parti, ainsi que les programmes d'enseignement définis par le Ministère de l'Éducation nationale, deviennent obligatoires pour toutes les écoles du pays¹²²⁴. Si les élèves étaient encadrés, les enseignants l'étaient tout autant, dès leur formation par le système unifié de préparation des enseignants de l'histoire, exaltant le patriotisme, le travail, l'athéisme, la lutte des classes, l'opposition entre socialisme et capitalisme¹²²⁵, jusqu'à l'encadrement idéologique rigide par l'appareil administratif tout au long de leur carrière ; les écarts de la doctrine marxiste ont été réprimés par les purges régulières des historiens. Outre le contrôle sur le système éducatif, l'État soviétique intervient directement dans l'écriture des manuels scolaires d'histoire : moyen d'enseignement incontournable, le manuel d'histoire est vu par les bolcheviks comme une arme idéologique, dont le fameux *Cours abrégé de l'histoire de PCUS* sous la rédaction personnelle de Staline constitue une illustration. Malgré une certaine libéralisation du dégel, l'histoire scolaire reste confinée à ces étroites limites idéologiques jusqu'à la *perestroïka*¹²²⁶.

À partir de 1987, l'irruption d'une « autre histoire » dans la littérature, dans la presse, à la télévision, et le désarroi des historiens soviétiques face à cette effervescence mémorielle provoque une grave crise dans le système d'enseignement :

¹²²³ TCHERNYCHEV Annie, *L'enseignement de l'histoire en Russie de la révolution à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 31, p. 59

¹²²⁴ TCHERNYCHEV Annie, *op. cit.*, p. 38

¹²²⁵ *ibid.*, 61

¹²²⁶ MERRIDALE Catherine, « Redesigning History in Contemporary Russia », *Journal of Contemporary History*, Vol. 38, n° 1, Janvier 2003, pp. 13-28

sous-tendu jusqu'alors par une version unique de l'histoire, il est confronté à des flux d'informations iconoclastes de provenance variée. Les anciens manuels et programmes uniques et obligatoires ne correspondent manifestement plus aux exigences de « *transparence dans l'histoire* », mot d'ordre de la *perestroïka*. L'un de signes de ce désarroi a été la suppression, en 1988, des programmes obligatoires d'histoire dans les écoles secondaires ; la même année, les examens terminaux d'histoire sont remplacés par un entretien. Le décret « *Examens de l'histoire de l'URSS et d'autres disciplines dans les écoles secondaires pour l'année scolaire 88/89* » accorde aux enseignants, pour la première fois, « *le droit de déterminer la forme et le contenu de l'examen d'histoire de l'URSS et de sciences sociales [...]. Laisser le droit à l'élève interrogé d'exprimer des idées différentes de celles du professeur [...] sans baisser la note* »¹²²⁷. Signe du temps, ce décret permet de prendre la mesure de la crise du système éducatif : les enseignants devraient désormais s'accommoder de l'idée que les « *vérités inébranlables* » qu'ils enseignaient jusqu'alors sont remises en question.

Si l'année scolaire 1988-1989 commence sans programme approuvé, les « *Documents annexes* » remplacent, dans les manuels scolaires unifiés, les chapitres consacrés aux années 1920-1930, la période la plus controversée de l'histoire soviétique qui subit les réévaluations actives dans la presse. Dans ces documents, Staline est décrit, conformément au nouvel « air du temps », comme aventurier « *fruste, vindicatif et sans manières* » ; il est opposé à Nicolaï Boukharine, un « *véritable léniniste* »¹²²⁸. Cette nouvelle interprétation est apparemment empruntée à la presse à grand tirage libérale qui, à partir de 1987, met en avant l'idée de l'importance du rôle joué par les personnalités dans l'histoire et l'existence d'alternative au modèle stalinien du développement ; l'une des alternatives était symbolisée par Nicolaï Boukharine, présenté comme le fidèle disciple de Lénine, qui aurait instauré en Russie l'économie mixte.

Lors de la *perestroïka*, le système éducatif est vu comme le moyen par excellence de démocratiser le pays par l'enseignement des nouvelles valeurs à la jeune génération. Trois influences ont façonné les réformes du système scolaire à la

¹²²⁷ TCHERNYCHEV Annie, *op. cit.*, p. 45

¹²²⁸ KLIQUIKOVA Katia, « La Russie, de toute éternité », *Outre-Terre*, 2005, n° 12, p. 244

fin des années 1980 – début des années 1990 : les fonctionnaires du système éducatif (Ministère de l'Éducation et de la science), la communauté scientifique et l'opinion publique exprimée *via* les médias¹²²⁹. Si l'opinion publique demandait les réformes radicales du contenu des manuels scolaires et du système d'enseignement, la communauté scientifique prônait une approche plutôt « *pondérée* » voire conservatrice, tandis que le Ministère de l'Éducation admettait la nécessité de changements « *raisonnables* » ; quant aux enseignants, leur voix a été presque inaudible¹²³⁰.

2. *La dérégulation de l'enseignement et les mutations de l'école face au marché*

La nouvelle loi sur l'éducation de 1992 consacre l'orientation libérale de la politique d'enseignement : les auteurs de la réforme sont des économistes libéraux regroupés autour du Comité de la Propriété d'État créée par l'économiste Anatoli Tchoubais pour procéder aux privatisations, ainsi que le Haut Collège d'économie, l'un des principaux foyers de la pensée libérale dans le domaine politique et universitaire, mais aussi des représentants du « *mouvement des innovateurs* » créé pendant la *perestroïka* par des enseignants et directeurs d'écoles les plus progressistes¹²³¹. Les principaux objectifs de la réforme inspirée du modèle anglo-saxon que les dirigeants russes voulaient appliquer à la lettre à la Russie postsoviétique étaient la « *destruction volontariste et accélérée des piliers institutionnels de l'ancien système* »¹²³², le passage au système libéral basé sur les relations marchandes entre les usagers et le prestataire public¹²³³, mais aussi l'élimination des bureaucraties rigides héritées du passé et l'augmentation de la compétitivité des établissements scolaires dans un environnement concurrentiel¹²³⁴.

¹²²⁹ SVECHNIKOV Anton, « *Bor'ba vokroug chkol'nykh outchebnikov istorii v postsovetskoï Rosii : osnovnye tendentsii i rezoul'taty* » / « La lutte autour des manuels scolaires d'histoire en Russie postsoviétique : les principales tendances et les résultats », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n°4, 2004, <http://magazines.russ.ru/nz/2004/4/sv10.html>, consulté le 6 mars 2014

¹²³⁰ SVECHNIKOV Anton, *op. cit.*

¹²³¹ SIGMAN Carole, « La politique d'éducation », dans VINOKUR Annie (dir.), *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, Institut national de planification de l'éducation / Unesco, 2001, p. 31

¹²³² TRETIAKOVA Renata, « L'environnement économique et le financement de l'éducation », dans VINOKUR Annie (dir.), *op. cit.*, p. 57

¹²³³ SIGMAN Carole, *op. cit.*, p. 42

¹²³⁴ MITTER Wolfgang, « A Decade of Transformation: Educational Policies in Central and Eastern Europe », *International Review of Education*, Vol. 49, n° 1/2, *Comparative Education: Continuing Traditions, New Challenges, and New Paradigms*, Mars 2003, p. 90

Tout en proclamant les principes de démocratie, de liberté et de justice sociale dans l'éducation, la loi met l'accent sur trois principes. Tout d'abord, il s'agit du retrait de l'État et de la dérégulation du système éducatif, par opposition au centralisme de l'État soviétique : la loi opère une distinction entre les compétences des instances fédérales et locales en matière d'enseignement¹²³⁵, encourage le développement du « *fédéralisme éducatif* » et la création des systèmes d'éducation régionale complets ; le financement de l'éducation et sa gestion sont confiés aux collectivités locales¹²³⁶.

L'autonomie des établissements scolaires constitue la deuxième ligne directrice de la loi de 1992 : désormais, ceux-ci sont libres de la définition aussi bien de la forme que du contenu de l'enseignement¹²³⁷. Enfin, la loi proclame le principe de diversité dans l'enseignement, par opposition à l'unification soviétique : l'éducation nationale doit être caractérisée par le pluralisme des modèles et des opinions, aussi bien au niveau des sujets de la Fédération qu'au niveau des établissements ; non seulement la loi encourage le développement des cultures, des traditions et des langues nationales, mais encore elle autorise la création des établissements d'enseignement privés par des personnes morales (par exemple, les ONG russes et étrangères) et physiques. Les établissements disposent de l'autonomie financière, gérant librement leur budget composé des dotations publiques et des recettes extrabudgétaires provenant de la vente des produits et des services (les droits d'inscription, les locations des locaux etc.¹²³⁸).

Cette refondation du système éducatif intervient dans une période de profonde récession économique (la grave crise financière, liée à la disparition du système économique et financier soviétique, entraîne la réduction substantielle des dépenses publiques), au cours de laquelle le secteur éducatif s'est particulièrement délabré¹²³⁹. Selon une expression d'un enseignant de cette époque, s'ils étaient désormais libres d'enseigner ce qu'ils voulaient, « *ils étaient aussi libres de vivre des mois sans*

¹²³⁵ Loi fédérale « *Zakon ob obrazovanii* » / « L'éducation nationale », http://www.consultant.ru/popular/edu/43_1.html#p62, consulté le 25 février 2014

¹²³⁶ SIGMAN Carole, *op. cit.*, p. 17

¹²³⁷ SVECHNIKOV Anton, *op. cit.*.

¹²³⁸ SIGMAN Carole, *op. cit.*, p. 33

¹²³⁹ *ibid.*, p. 14

salaires »¹²⁴⁰ ; un professeur d'histoire témoignait qu'au début des années 1990, « quand l'URSS s'est effondrée [...] nous n'avions pas de carte de la nouvelle Fédération de Russie »¹²⁴¹. À la crise financière s'ajoute la baisse du prestige de la profession d'enseignant, ce qui empêche le renouvellement des cadres.

Dans ce contexte, les établissements scolaires publics sont simultanément contraints par la pénurie financière et autorisés par la loi à se comporter en entreprises libres sur le marché, recherchant un financement privé complémentaire¹²⁴². Ce mouvement entraîne la diversification des structures : on assiste à l'émergence des écoles privées, assurant l'enseignement sur une base purement commerciale¹²⁴³ : deux ans après l'adoption de la loi de l'enseignement de 1992, plus de mille nouveaux établissements scolaires privés seront créés en Russie, souvent par la reconversion des écoles publiques¹²⁴⁴. Par ailleurs, apparaissent des institutions spécialisées : à côté de l'école secondaire classique émergent des nouvelles formes d'établissements (des lycées, des gymnases, des collèges), aux profils et aux programmes variés. L'autonomie régionale conjuguée avec l'objectif de la réduction des coûts entraîne une restructuration de la carte administrative scolaire dans certaines régions, la fusion ou la fermeture d'établissements¹²⁴⁵.

Si l'autonomie régionale dans l'éducation secondaire entraîne la segmentation du paysage scolaire, l'autonomie pédagogique des établissements provoque la diversification des matières : selon la loi de 1992, les établissements sont libres de concevoir leurs propres programmes et cursus¹²⁴⁶. De nombreuses écoles introduisent alors dans leurs programmes les nouvelles matières : la religion, le droit, le latin, la rhétorique, la psychologie, l'histoire culturelle etc.¹²⁴⁷.

L'épanouissement des histoires locales a constitué une autre conséquence de la décentralisation de l'enseignement : s'efforçant de prendre une distance par rapport à l'histoire fédérale perçue comme russocentrée, certaines régions renforcent la

¹²⁴⁰ MITTER Wolfgang, *op. cit.*, p. 86

¹²⁴¹ TCHERNYCHEV Annie, *op. cit.*.

¹²⁴² SIGMAN Carole, *op. cit.*, p. 16

¹²⁴³ MITTER Wolfgang, *op. cit.*, p. 86

¹²⁴⁴ LESHCHINER Viacheslav R., POLTORAK David I., « The Standard for History Education in Russia's Schools », *The History Teacher*, Vol. 27, n° 3, Mai 1994, p. 317

¹²⁴⁵ SIGMAN Carole, *op. cit.*, p. 46

¹²⁴⁶ *ibid.*, p. 34

¹²⁴⁷ LESHCHINER Viacheslav R., POLTORAK David I., *op. cit.*, p. 317

composante ethnique de l'enseignement¹²⁴⁸. Cette montée des histoires régionales contraint le Ministère de l'Éducation à fixer, en 1993, le « *Plan éducatif de base* », comportant trois composantes : la composante fédérale (les disciplines « *d'importance fédérale* », comme la langue russe et les sciences dures), la composante « *mixte* » (sciences humaines) et la composante « *ethnique* » (la langue régionale)¹²⁴⁹ ; si la composante fédérale est censée être unique dans tous les établissements du pays, les autorités locales ont plus d'autonomie quant à la définition du contenu des disciplines relevant de la composante mixte (notamment l'histoire et la géographie), l'autonomie étant complète en ce qui concerne les disciplines relevant de la composante « *ethnique* ». L'histoire faisant partie de la « *composante mixte* », l'arrêté ministériel ne fait qu'entériner les pratiques de certaines républiques dont les élites étaient soucieuses de souligner leur indépendance par l'enseignement de l'histoire. Par ailleurs, malgré l'existence de normes théoriquement obligatoires pour toutes les républiques de la Fédération, l'affaiblissement du poids des instances centrales sera propice au sabotage des instructions de Moscou par des autorités locales soucieuses de promouvoir l'histoire régionale : par exemple si, selon les normes prescrites, il était recommandé de n'octroyer à la composante régionale que 10-15% du temps scolaire, dans les écoles de Tatarstan, l'histoire tatare bénéficie de 25 à 50% de l'ensemble du temps scolaire imparti à l'histoire¹²⁵⁰. Qui plus est, certaines républiques, profitant de l'autonomie, adoptent entre 1990 et 1993 des lois qui donnent la priorité à la composante nationale et régionale dans l'histoire scolaire, allant à l'encontre de la législation fédérale. À partir de 1993-1994, l'histoire nationale est enseignée dans les républiques de la Fédération parallèlement aux cours portant sur l'histoire fédérale, et souvent au détriment de cette dernière ; le tableau unifié de l'histoire est brisé.

¹²⁴⁸ AIMERMAKHER Karl, BORDUGOV Guennadii (dir.), *Natsionalnye istorii v postsovetkom prostranstve / Les histories nationales dans l'espace postsoviétique*, Moscou, Fondation Friedrich Neumann, 2003, p. 75

¹²⁴⁹ KOUZ'MIN Mikhail, *Natsional'naia chkola Rossii v kontekste gosudarstvennoi obrazovatel'noi i natsional'noi politiki / L'école nationale russe dans le contexte de la politique étatique nationale et d'éducation*, Moscou, Institut des problèmes nationaux de l'éducation, 1997, pp. 28-30

¹²⁵⁰ CHNIRELMAN Viktor, « *Rossiiskaia chkola i natsional'naia ideia* » / « L'école russe et l'idée nationale », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 50, 2006, <http://magazines.russ.ru/nz/2006/50/sh21.html>, consulté le 6 mars 2014

B. L'échec de l'État pour maîtriser la diversité

Le désengagement de l'État du domaine de l'éducation nationale dans les années 1990 sera propice à l'épanouissement d'interprétations historiques diverses : l'histoire scolaire devient un espace de toutes sortes d'expérimentation, et des acteurs divers, y compris des ONG occidentales, participent activement à la formation des nouvelles conceptions (1). Cette dynamique se heurte à la résistance des milieux conservateurs et de la société civile qui contestent l'ingérence des acteurs étrangers dans l'histoire nationale (2).

1. La fin de l'uniformité des manuels scolaires

Suite à la réforme de 1992, les manuels d'histoire uniques cessent d'exister : désormais, les écoles sont libres de choisir leurs manuels. Toutefois, l'absence de régulation étatique de la littérature scolaire et l'instauration des lois du marché entraînent des manuels de qualité variable, dont le choix relève de la seule volonté de chaque enseignant.

a. L'histoire scolaire comme espace d'expérimentation

Si la « *refondation de l'enseignement* » annoncée dans la loi de 1992 supposait non seulement la réforme de l'école, mais aussi l'évolution progressive des enseignants, aucun programme clair n'a été défini. La loi mentionne expressément l'objectif d'« *humanisation* » de l'histoire scolaire : il s'agit de rompre avec le formatage soviétique basé sur l'apprentissage par cœur d'une seule version approuvée et de passer à un modèle plus interactif et souple ; par exemple, les enseignants sont censés présenter plusieurs versions des événements, faire naître le doute, la réflexion et les émotions chez les élèves, susciter des questionnements¹²⁵¹ ; la loi mentionne également l'objectif de « *mettre l'homme au centre de l'étude de l'histoire* », sans préciser davantage¹²⁵².

Les objectifs annoncés dans la loi appellent l'élaboration de nouveaux manuels scolaires d'histoire correspondant à l'objectif d'« *humanisation* ». Contrairement à l'époque soviétique où les textes à destination de l'école étaient élaborés sous le double contrôle idéologique et administratif du parti, la réforme de 1992 considère la

¹²⁵¹ TCHERNYCHEV Annie, *op. cit.*, pp. 68-69
¹²⁵² *ibid.*.

littérature scolaire comme un produit soumis aux lois du marché : tout auteur ou équipe d'auteurs peuvent proposer à une maison d'édition de leur choix le manuel qui sera ensuite mis sur le marché, le seul critère étant la rentabilité, sans qu'aucun contrôle idéologique et aucune expertise scientifique soient effectués. La seule procédure facultative de contrôle est la labellisation des manuels soumis à l'expertise du Ministère de l'Éducation par la maison d'édition, bien que les établissements scolaires ne soient pas obligés de choisir uniquement parmi les manuels labellisés ; qui plus est, le contrôle du Ministère se borne à constater l'absence de contradiction entre « *la conception de l'auteur* » et « *les objectifs généraux de l'enseignement scolaire* », définis de façon assez vague par la loi de 1992¹²⁵³.

N'ayant pas de consignes claires, dans le contexte de liberté complète et d'absence de narratif historique institutionnalisé, les maisons d'édition font face à un double défi : proposer aux écoles les manuels de l'histoire prérévolutionnaire, longtemps occultée et falsifiée par les bolcheviks, mais aussi les manuels de l'histoire du XX^e siècle, en pleine réévaluation. Quantité de manuels de qualité inégale et d'orientation idéologique diverse commencent à apparaître : l'histoire scolaire devient un espace d'expérimentation, dont le signe est le nombre de manuels qui se positionnent comme « *Manuels d'expérimentation* » ou « *Manuels de transition* », édités entre 1990 et 1995, comme on a pu le constater lors du travail dans les archives de la Bibliothèque historique d'État à Moscou. Certaines maisons s'efforcent de donner une interprétation « à chaud » des événements de la *perestroïka*, comme par exemple le « *manuel d'expérimentation* » « *Histoire de la Russie contemporaine, 1985-1994* », édité en 1995¹²⁵⁴. S'y ajoute l'incertitude par rapport au champ disciplinaire de l'histoire, comme en témoignent les manuels d'histoire dits « *intégrateurs* », édités par la maison d'édition « MIROS » dans la première moitié des années 1990 : ces « *manuels d'expérimentation* » amalgament plusieurs disciplines proposant aux élèves des « *cours intégrés* », combinant des approches et des informations historiques, philosophiques, sociologiques et juridiques au sein du seul et même manuel.

¹²⁵³ VOLODINA Tatyana, « Teaching History in Russia after the Collapse of the USSR », *The History Teacher*, Vol. 38, n° 2, Février 2005, p. 183

¹²⁵⁴ JOURAVLEV V.V. (dir.), *Histoire de la Russie contemporaine, 1985-1994*, Manuel d'expérimentation, Institut russe indépendant des problèmes sociaux et nationaux, Moscou, Terra, 1995, 253 p.

Certaines maisons misent sur la réédition des ouvrages d'histoire prérévolutionnaires : ainsi les 12 volumes de l'œuvre fondamentale *Istoriia gosouudarstva rossiiskogo / L'Histoire de l'État russe* de Nicolaï Karamzine, écrivain sentimentaliste du XIX^e siècle et historien ultraconservateur, connaissent un certain succès en tant que manuel d'histoire¹²⁵⁵. Ecrites dans un style empathique et grandiloquent du début du XIX^e siècle, ces chroniques romanisées allant du VIII^e au début du XVI^e siècle mettent l'accent sur la vie des monarques russes ; l'impérialisme, le patriotisme dans le sens de loyauté envers le trône, la nécessité d'une autocratie éclairée pour la Russie sont également promus dans le texte. S'inscrivant dans la même dynamique, circulent sur le marché scolaire des manuels d'histoire « *développant la conscience nationale Russe* », présentant « *un mélange [...] de xénophobie et de chauvinisme* »¹²⁵⁶.

La popularité de l'approche dite « *civilisationnelle* » à l'histoire au début des années 1990 oriente les maisons d'édition vers les manuels qui correspondent à cette doctrine¹²⁵⁷. Dans cette approche, l'accent est mis sur la position géographique particulière de la Russie comme facteur explicatif de son développement historique. L'ouvrage phare de Lev Goumiliov, l'un de pères fondateurs du courant néo-eurasiste et l'auteur de la théorie de l'ethnogenèse, *Ot Rousi do Rossii / De la Rus' à la Russie*, est réédité en 1996 sous forme de manuel scolaire *Les essais sur l'histoire russe* (1996). Dans son ouvrage, Lev Goumiliov dessine plus d'un millénaire d'histoire russe en présentant l'empire tsariste et l'Union soviétique comme les successeurs naturels des empires de steppes. L'auteur lui-même se positionne non comme un historien, mais comme un « *éthologue* », appliquant à l'histoire russe les méthodes des sciences naturelles¹²⁵⁸. Le concept de « *passionarité* » constitue l'une des matrices théoriques de Goumiliov : toutes les activités humaines seraient le fruit de cet attribut génétique qui passe de manière héréditaire au sein de l'ethnos et pousse les hommes « *à mourir pour les idées* » ; les personnalités historiques sont divisées en « *passionarias* » (les « *grands hommes* ») et sous passionarias. Pour lui, la passionarité chez les Russes serait intrinsèquement liée au religieux : « *Chez les Russes la passionarité montante se trouvait dirigée par l'orthodoxie dans le seul but de construire une Sainte Russie* »¹²⁵⁹.

Malgré la diversité d'approches de l'histoire russe et soviétique au début des années 1990, la plus grande partie des manuels scolaires adopte une approche occidentale de l'histoire soviétique. Ce type de manuels se distingue par une forte orientation libérale et anticommuniste qu'expliquent plusieurs facteurs. Tout d'abord, il s'agit de l'atmosphère intellectuelle générale de cette période : au début des années 1990, l'anticommunisme devient une grille de lecture du passé dominante dans les milieux intellectuels. Selon l'expression proposée par l'historien russe Nikita Sokolov, il s'agit de la création d'un « *consensus social informel* » autour des fondements de l'histoire nationale : la révision de tous les piliers de l'histoire soviétique pendant la *perestroïka* a fait entrer dans le savoir commun un nouveau schéma conceptuel, diamétralement opposé à la conception soviétique ; d'autres

¹²⁵⁵ Comme on a pu le constater lors des recherches préliminaires dans la salle des manuels scolaires de la Bibliothèque historique d'État de Moscou en été 2011.

¹²⁵⁶ VOLODINA Tatyana, *op. cit.*, p. 183

¹²⁵⁷ SVECHNIKOV Anton, *op. cit.*.

¹²⁵⁸ LARUELLE Marlène, *op. cit.*, pp. 59-60, 66

¹²⁵⁹ *ibid.*, p. 66

parlent de la « *nouvelle orthodoxie* » des intellectuels communistes brusquement reconvertis en anticommunistes (voir *supra*). Dans ce schéma, l'État n'est plus considéré comme l'acteur principal de l'histoire, mais comme un produit de la volonté humaine ; « *la voie à part* », différente du chemin libéral et démocratique, conduit à une impasse, l'autoritarisme et le sous-développement ; la propriété privée est un droit sacré, et l'économie de marché la seule forme efficace d'économie ; les droits de l'homme sont inaliénables, la violence est inacceptable ; la victoire de l'URSS dans la Seconde guerre mondiale ne constitue pas une preuve de l'efficacité du système, car elle a été obtenue au prix de pertes démesurées, grâce aux sacrifices du peuple et en dépit du « *système* »¹²⁶⁰. Cette conception devient un nouveau « *savoir commun* », et les premiers « *manuels de nouveau type* », basés sur les idées anticommunistes, s'inscrivent bien dans l'idée de « *l'impasse historique du socialisme* ».

L'autre facteur provient de l'influence du discours politique de cette époque, dominé par l'anticommunisme : les interprétations de l'histoire du XX^e siècle sont censées désormais légitimer et justifier le choix que la Russie a fait en 1991, tout en prémunissant contre tout retour en arrière par le discrédit de la voie socialiste. La levée du rideau de fer et l'accès des intellectuels russes aux travaux des historiens occidentaux, longtemps interdits et rangés sous le vocable de « *théories bourgeoises* », influencent également la perception de l'histoire : le vide idéologique succédant à l'idéologie marxiste est provisoirement comblé par la conception totalitaire de l'histoire soviétique empruntée aux collègues occidentaux ; dans plusieurs manuels des années 1990, la période soviétique est qualifiée, de façon symbolique, d'« *empire du mal* »¹²⁶¹. Enfin, les graves problèmes financiers que connaissent la quasi-totalité des historiens russes suite à la démolition des institutions soviétiques au début des années 1990 ne sont pas non plus sans influence sur l'orientation des recherches : privés de financement, les enseignants et les chercheurs acceptent volontiers de participer à des projets de recherche dont les thématiques et les orientations sont déterminées par les partenaires occidentaux.

¹²⁶⁰ SOKOLOV Nikita, « *Vek sourka, ili kratkaia istoriia kolovrascheniia possiiskikh outchebnikov istorii* » / « Le siècle de marmotte ou l'histoire abrégée de l'évolution des manuels d'histoire russes », *Polit.ru*, 15 octobre 2008, <http://www.polit.ru/analytics/2008/10/15/history.html>, consulté le 6 mars 2014

¹²⁶¹ SVECHNIKOV Anton, *op. cit.*.

b. Les ONG : nouvel acteur dans l'enseignement de l'histoire

Les ONG occidentales, et notamment la Fondation Georges Soros, ont joué un rôle important dans l'élaboration et la diffusion des manuels basés sur l'approche anticomuniste de l'histoire soviétique. Dès la période de la *perestroïka*, en 1988, la Fondation Soros crée en Russie l'ONG *Initiative culturelle*, dont l'objectif est d'accompagner les évolutions de la science, de l'éducation et de la culture russe. En 1992, le Ministère de l'éducation signe un accord avec la Fondation Soros qui lance le Programme « *Refondation de l'enseignement en sciences humaines* » : dotée d'une structure ramifiée (les branches de la Fondation assurant la mise en place du Programme sont ouvertes dans certaines grandes villes de la Russie), l'institution joue un rôle important dans le financement de la recherche en sciences sociales et humaines pendant la première moitié des années 1990. Selon le directeur du programme Viktor Galitchine, la Fondation conçoit sa mission en Russie non seulement comme un soutien financier des chercheurs, mais aussi et surtout la formation du « *nouveau style d'enseignement et de recherche* », « *la création des nouveaux modèles d'organisation scientifique et éducative* », « *la formation des nouveaux éléments dans les sciences humaines* »¹²⁶². L'autonomie des établissements facilite la mise en place de dispositifs d'expérimentation dans l'enseignement : avec l'accord du Ministère, des autorités locales et de la Fondation, des « *espaces d'expérimentation* » sont créés dans différentes régions de la Russie, afin de tester de nouvelles approches et techniques pédagogiques dans les écoles.

La mise en place effective du programme s'effectuera *via* plusieurs axes. Tout d'abord il s'agit du soutien financier apporté à « *l'introduction des méthodes novatrices d'enseignement aux écoles* »¹²⁶³, signifiant en pratique un soutien financier aux établissements dont les directeurs souhaiteraient mettre en place les « *nouvelles méthodes* » ; en 1994, mille écoles russes obtiennent un financement de la part de la Fondation selon cette procédure. Le deuxième axe du programme concerne la formation des enseignants en sciences sociales, sous forme d'un soutien financier aux projets de recherche, l'organisation de conférences et de séminaires, de stages des

¹²⁶² BATYGINE G., « Dans la fondation internationale Initiative culturelle », entretien avec GALITCHINE V.A., directeur du programme « *Refondation de l'enseignement des sciences humaines* », *Journal sociologique*, n° 3, 1994, pp. 200-203, <http://ecsocman.hse.ru/text/18999973/>, consulté le 6 mars 2014

¹²⁶³ BATYGINE G., *op. cit.*

enseignants russes à l'étranger, mais aussi de cours de management dans l'éducation nationale (« *Management trainings* »¹²⁶⁴). Enfin, le troisième axe cible l'édition des manuels scolaires et universitaires soit sous forme de financement de l'édition des manuels qui répondaient aux critères définis par les experts de la Fondation, soit sous forme de commandes ciblées aux auteurs concrets¹²⁶⁵. En 1994, plus de 200 manuels pour l'école secondaire (dont 50 utilisés ensuite dans les écoles) et 100 pour les établissements supérieurs sont édités et distribués gratuitement dans les écoles faisant partie de « *l'espace d'expérimentation* » ; selon le directeur du programme, l'objectif de la Fondation est non de « *remplacer l'activité des établissements d'État* », mais de faire connaître aux étudiants et aux enseignants la nouvelle littérature, créer la diversité du choix et proposer des manuels non traditionnels¹²⁶⁶.

Cette diversité d'acteurs qui interviennent dans le domaine de la production des manuels scolaires explique leur éclectisme : présentant « *une combinaison contradictoire des symboles idéologiques du nationalisme, de westernisation et de réinterprétations du communisme* »¹²⁶⁷, ils ne forment plus un système logique cohérent, mais une constellation idéologique hétéroclite reflétant les intérêts divers des acteurs qui prennent part à la réforme du système scolaire dans les années 1990¹²⁶⁸.

2. *Les réactions sociales*

La diversité des manuels d'histoire et la fragmentation du paysage scolaire vont provoquer un certain nombre de problèmes. Premièrement, les interprétations de l'époque soviétique diffèrent non seulement de région en région, mais aussi d'école en école ; parfois les contenus enseignés varient au sein d'un même établissement, dans la mesure où les enseignants peuvent choisir librement les manuels, et même continuer à utiliser les manuels soviétiques¹²⁶⁹. Deuxièmement, l'absence de standards dans l'éducation comporte un risque de décalage entre les programmes enseignés à l'école secondaire et les exigences des concours d'entrée aux

¹²⁶⁴ *ibid.*

¹²⁶⁵ SHERLOCK Thomas, « History and Myth in the Soviet Empire and the Russian Republic », dans COLE Elizabeth A. (dir), *Teaching the Violent Past. History Education and Reconciliation*, Rowman & Littlefield, 2007, p. 205

¹²⁶⁶ *ibidem.*

¹²⁶⁷ LISOVSKAYA Elena, KARPOV Vyatcheslav, « New Ideologies in Postcommunist Russian Textbooks », *Comparative Education Review*, Vol. 43, n° 4, Novembre 1999, p. 523

¹²⁶⁸ LISOVSKAYA Elena, KARPOV Vyatcheslav, *op. cit.*, p. 523

¹²⁶⁹ LESHCHINER Viacheslav R., POLTORAK David I, *op. cit.*, p. 318

Universités¹²⁷⁰. Troisièmement, l'absence des critères communs rend impossible l'évaluation et le contrôle de l'efficacité de l'enseignement¹²⁷¹. S'y ajoute un grave manque des ressources : suite à la régionalisation de la gestion de l'éducation, des régions entières se montrent incapables de prendre en charge l'acquisition des manuels pour les établissements scolaires ; selon les données du Ministère de l'Éducation citées par un député lors du débat à la Douma sur la situation dans les écoles, uniquement huit sur quatre-vingt-dix-neuf sujets fédéraux ont été bien pourvus en manuels pour l'année scolaire 1995/1996¹²⁷². Dans certains cas, les parents d'élèves sont contraints de financer eux-mêmes l'acquisition des manuels, mais les prix élevés mettent en question le droit d'accès à l'éducation secondaire ; dans d'autres cas, les enseignants continuent d'utiliser les vieux manuels soviétiques¹²⁷³.

À partir de la deuxième moitié des années 1990, la démonopolisation de la production des manuels scolaires et la prépondérance de la grille de lecture occidentale de l'histoire russe qui en résulte commencent à attirer les critiques d'une série d'acteurs d'orientation conservatrice qui s'expriment *via* les milieux parlementaires et les médias et qui demandent à l'État de rétablir son contrôle.

a. Les contestations de l'opinion publique

Le scandale autour des manuels scolaires édités par la Fondation Soros considérés par l'opinion conservatrice comme « *antirusse* », a été le premier signe d'une demande sociale pour le renforcement de la régulation dans le domaine ; il illustre les tensions entre la politique libérale du gouvernement et la pression conservatrice des milieux scolaires et des partis politiques qui se positionnent comme défenseurs de l'histoire patriotique.

La Quatrième conférence panrusse des enseignants en sciences humaines, réunissant en octobre 1994 des représentants de nombreux établissements

¹²⁷⁰ En Russie, l'accès aux établissements de l'enseignement supérieur est réservé uniquement aux bacheliers qui réussissent le concours d'entrée.

¹²⁷¹ LESHCHINER Viacheslav R., POLTORAK David I, *op. cit.*, p. 317

¹²⁷² Compte rendu intégral des débats à la Douma d'État, 15 novembre 1996, <http://transcript.duma.gov.ru/node/2929/>, consulté le 6 mars 2014

¹²⁷³ *ibid.*.

d'enseignement et de recherche¹²⁷⁴, est l'occasion pour les enseignants de formuler leur désaccord avec la politique du gouvernement : les membres de la Conférence adoptent la pétition « *Pour la défense de l'éducation* » adressée aux autorités publiques. La pétition critique l'absence de mécanismes de protection de la culture russe nationale dans l'enseignement, ce qui entraîne l'occultation de la langue, de la littérature et de la culture nationales au profit des notions et des valeurs occidentales. Les critiques visent tout particulièrement « *la diffusion incontrôlée dans les écoles des manuels [...] édités dans le cadre du programme « Refondation de l'enseignement des sciences humaines* » » de la Fondation Soros : ces manuels, affirme la pétition, nuisent aux élèves, démolissant « la conscience sociale saine », diluent et biaisent « *des notions idéologiques claires* », altèrent des faits historiques, provoquent « *un kaléidoscope des pensées fausses [...]* »¹²⁷⁵. Plus généralement, l'ingérence des acteurs étrangers dans l'éducation nationale est fermement condamnée par les enseignants qui dénoncent, dans la résolution en question, les connivences entre le Ministère de l'Éducation et la Fondation. Les signataires de la pétition terminent en demandant au gouvernement fédéral d'établir une notion juridique de « *crime pédagogique* », pour que les responsables de cette « *catastrophe dans l'enseignement* » puissent être « *condamnés* »¹²⁷⁶.

En ce qui concerne les débats parlementaires, l'absence des mécanismes de contrôle du contenu des manuels scolaires commence à être dénoncée à partir de 1996 : les partis Communiste et Agraire, ainsi que les différents mouvements nationalistes, se font porte-parole d'une partie de la société en désaccord avec les interprétations de l'époque soviétique promues dans les nouveaux manuels. La séance des questions au gouvernement le 15 novembre 1996 sera illustrative des problématiques abordées et des arguments mobilisés par les parlementaires d'un côté, par le gouvernement de l'autre.

Lors de cette séance, les députés membres de la Commission de l'éducation et de la science de la Douma soulèvent la question de « *l'objectivité de l'éclairage de*

¹²⁷⁴ La section de la langue et littérature russe de l'Académie des sciences, la société pédagogique panrusse, la section des sciences humaines de l'Institut de préparation des enseignants, l'Union des enseignants russes etc.

¹²⁷⁵ « *V zaschitou obrazovaniia* » / « Pour la défense de l'éducation », Pétition de la Quatrième conférence panrusse de l'éducation dans les sciences humaines, 1994, http://ruskline.ru/analitika/2013/03/27/v_zawitu_obrazovaniya/, consulté le 6 mars 2014

¹²⁷⁶ *ibid.*..

l'histoire nationale dans les écoles » : les critiques visent plusieurs manuels scolaires édités entre 1992 et 1995, et notamment les manuels financés par la Fondation Soros. Selon le député Guennadii Benov (Parti Communiste), ces manuels seraient marqués par une approche « *antirusse* » de l'histoire qui se traduit notamment par la sous-représentation quantitative et la dépréciation qualitative de la période soviétique. Ainsi, note le député, dans les chapitres des manuels relatifs à la culture russe et aux acquis scientifiques, l'accent est mis sur les artistes et les écrivains dissidents, faisant impasse sur les écrivains et les poètes qui soutenaient le pouvoir soviétique, comme Maxime Gorki et Vladimir Maïakovski ; le rôle de l'URSS dans les processus internationaux serait minimisé ; la Grande Guerre patriotique serait présentée de façon « *mensongère* ». Un autre membre de la Commission abonde dans le même sens : malheureusement, affirme-t-il, au début des années 1990 toute la période soviétique a été « *proclamée [...] le trou noir* », ce qui a influencé les manuels ; il n'en reste pas moins que « *ces manuels ne peuvent aucunement former chez la jeune génération le sentiment de fierté pour sa Patrie* ». Les députés membres de la Commission appellent le gouvernement à renforcer la régulation dans le domaine et d'élaborer « *un manuel de base sérieux, [...] académique* ». « *Il est temps, affirment les députés, d'arrêter l'expérimentation décennale sur notre histoire, sur les esprits de nos écoliers* »¹²⁷⁷.

Répondant aux critiques des députés, le Ministre de l'Education nationale fait valoir le rôle « *transitoire* » des nouveaux manuels, dont l'objectif principal serait le dépassement des mythes historiques marxistes (l'hypertrophie de l'approche socio-économique à l'histoire, la conception de la lutte des classes comme force motrice de l'histoire, le déterminisme historique) ; le ministre soutient que la diversité des manuels scolaires représente « *une palette historique avec toute la variété de positions et de tendances* », caractéristique de la société démocratique. Tout en constatant une certaine « *confusion idéologique* », il affirme que l'école « *ne peut pas attendre que les conceptions s'institutionnalisent* »¹²⁷⁸ : la multiplication des interprétations historiques serait un processus naturel accompagnant le débat scientifique et la maturation de la société civile.

¹²⁷⁷ Compte rendu intégral des débats à la Douma d'État, 15 novembre 1996, <http://transcript.duma.gov.ru/node/2929/>, consulté le 6 mars 2014
¹²⁷⁸ *ibid.*.

b. Les tentatives de censure au niveau local

Les contestations du caractère « *antirusse* » de certains manuels d'histoire sont perceptibles non seulement au niveau national, mais aussi au niveau local. En 1997, les députés de la Douma de la région de Voronej adoptent la résolution dans laquelle l'usage du manuel scolaire d'histoire d'Alexandre Kreder *L'histoire moderne. XX^e siècle*, réédité trois fois avec le soutien de la Fondation Soros, déjà critiqué en 1996 par les députés de la Douma d'État, est « *déconseillé* », bien que portant le label du Ministère. Dans la résolution adoptée, les députés locaux qualifient le manuel de « *tendancieux dans la sélection des faits historiques, antirusse par son esprit et par son contenu* » ; selon les députés, il « *rabaisse l'histoire de la Patrie et en donne une impression biaisée [...], ne forme pas le sentiment civil et patriotique chez les élèves* »¹²⁷⁹. L'indignation particulière des députés a été provoquée par le fait que les manuels ont été financés par la Fondation Soros : la situation dans laquelle les étrangers financent les manuels scolaires russes est jugée « *inadmissible* »¹²⁸⁰.

En 1998, la polémique autour du rôle des ONG étrangères dans l'élaboration des interprétations historiques est relancée : une résolution semblable, interdisant les manuels édités avec le soutien de la Fondation Soros, est adoptée par les députés de la Douma de la région de Toula¹²⁸¹ ; les députés locaux recommandent de suspendre l'utilisation de ces manuels dans les écoles, pour les raisons déjà évoquées : le rabaissement de l'histoire russe à travers les interprétations « *biaisées* » du rôle de l'URSS dans la seconde guerre mondiale et l'anticommunisme¹²⁸² ; les manuels en question sont qualifiés d' « *indigents* » et « *nuisibles pour l'éducation nationale* ». La résolution des députés « *recommande* » aux directeurs des établissements de « *retirer* » le manuel en question des écoles.

Ce débat autour du manuel scolaire « *antirusse* » provoque de vives polémiques dans la presse et à la télévision : si le gouvernement représenté par le Ministre de

¹²⁷⁹ « *Outchebnik noveichei istorii popal v istoriiou* » / « Le manuel de l'histoire récente provoque des histoires », *Kommersant*, n° 188, 31 octobre 1997, <http://kommersant.ru/doc/186904/print>, consulté le 7 mars 2014

¹²⁸⁰ *ibid.*

¹²⁸¹ Postanovlenie « *O prepodavani v chkolakh Toul'skoi oblasti goumanitarnykh distsiplin po outchebnikam izdannym pri podderjke fonda Sorosa* » / Résolution « Sur l'enseignement dans les écoles de la région de Toula des disciplines humanitaires à base des manuels édités avec le soutien de la Fondation Soros », 28 avril 1998, n° 25/677, <http://lawru.info/base42/part6/d42ru6223.htm>, consulté le 7 mars 2014

¹²⁸² *ibid.*

l'éducation et un nombre de hauts fonctionnaires se rangent publiquement derrière l'auteur, intervenant à plusieurs reprises en sa faveur lors d'émissions télévisées¹²⁸³, l'opinion conservatrice organise une véritable campagne de persécution médiatique de l'historien. Non seulement son manuel est violemment attaqué dans la presse communiste mais aussi des personnalités religieuses, des ONG patriotiques, des enseignants conservateurs, les organisations des anciens combattants se liguent contre le manuel, adressant des nombreuses lettres au Ministère de l'éducation, réclamant son interdiction et le renforcement général du contrôle¹²⁸⁴.

Les polémiques autour du contenu des manuels scolaires et leur financement par les ONG étrangères mettent en lumière un débat plus global sur le degré de libéralisation de l'enseignement. Si la montée des contestations au niveau local indique la formation d'une demande sociale pour le renforcement de régulation étatique dans ce domaine, le bannissement des « *manuels Soros* » de certains établissements locaux relève d'une forme de censure conservatrice locale prenant le contre-pied de la politique libérale du gouvernement fédéral.

§ 2. Les interprétations du passé dans les premiers manuels postsoviétiques

L'analyse quantitative des manuels scolaires présentée dans ce paragraphe résulte d'une étude de terrain effectuée dans la section « Littérature scolaire » de la Bibliothèque historique d'État (Moscou) en été 2011. Avec l'aide des bibliothécaires de la section, on a sélectionné cinq manuels d'histoire du XX^e siècle, labellisés par le Ministère de l'Éducation et utilisés dans les écoles, destinés aux élèves de terminale et édités entre 1991 et 1999.

L'analyse a été centrée sur l'appréciation qualitative de l'époque soviétique à travers ses caractéristiques clés : comment la nature de l'État et de la société soviétiques est-elle présentée dans les manuels ? Comment est qualifié son modèle politique, économique et social ? Enfin, que représentait cette période dans

¹²⁸³ Entretien avec BELIAVSKII Viktor, directeur de la maison d'édition « Centre de l'éducation humanitaire », « *Izdatel'stvo ne otkazyvalos' i ne otkazyvaetsia ot izdaniia outchebnykh kreder* » / « L'édition n'a jamais refusé et ne refuse pas d'éditer les manuels de Kreder », *Premier septembre*, <http://ps.1september.ru/articlef.php?ID=200109121>, consulté le 7 mars 2014

¹²⁸⁴ Entretien avec BELIAVSKII Viktor, *op. cit.*

l'ensemble de l'histoire russe ? La structure des manuels, chronologique et divisée en blocs thématiques (« Economie », « Société et culture » etc.) a favorisé ce type d'analyse.

Tableau n° 12. L'échantillon des manuels scolaires d'histoire édités entre 1992 et 1999.

<i>Année d'édition</i>	<i>Manuel analysé</i>
1992	OSTROVSKII V.P. (dir.), <i>Histoire de la Russie, XX^e siècle. Manuel pour les élèves de la terminale</i> , Moscou, Prosvechenie, 287 p.
1995	OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., <i>Histoire de la Russie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale</i> , Moscou, Drofa, 512 p.
1996	DOLOUTSKII I., <i>Histoire de la Patrie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale</i> , 2 ^{ème} édition, Moscou, Mnemosyne, 460 p.
1998	DANILOV A.A., KOSSOULINA L.G., <i>Histoire de la Russie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale</i> , Moscou, Yakhont, 606 p.
1999	DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., <i>Histoire de la Patrie, XX^e siècle, 11^{ème} classe</i> , 3 ^{ème} édition, Moscou, Drofa, 608 p.

A. L'identité post-communiste : renouer avec la Russie prérévolutionnaire

Les cinq « *manuels de nouveau type* » analysés reflètent aussi bien la rupture avec la mythologie soviétique que l'idéologie dominante des années 1990 : si les manuels sont marqués par le désir de présenter le passé « *tel qu'il était* », l'anticommunisme et la conception totalitaire constituent la nouvelle grille de lecture adoptée par tous (1). Toutefois, si tous les piliers du mythe soviétique sont révisés et la conception totalitaire adoptée, la Grande Guerre patriotique reste l'événement sur lequel les interprétations dérogent le moins au tableau canonique : les représentations de cet événement historique véhiculent l'image populaire de la Victoire, bien que le rôle des autorités soviétiques soit complètement réévalué (2).

1. La nouvelle approche de l'enseignement de l'histoire

L'ambition d'élaborer les « *manuels de nouveau type* » puise ses racines dans le révisionnisme de la *perestroïka* : les tenants du « *libéralisme dans l'histoire* » proposent d'éditer des manuels « *honnêtes* » et « *écrits dans un total esprit de transparence et de dynamisme intellectuel* »¹²⁸⁵. Issus de cette dynamique, les premiers manuels de la Russie postsoviétique se caractérisent tout d'abord par une rupture avec le récit grandiloquent soviétique dont l'objectif était la formation du patriotisme et l'adhésion aux valeurs officielles. La volonté de présenter l'histoire nationale « *telle quelle* », sans retouche, même au détriment du sentiment patriotique est proclamée dans les manuels scolaires dès le début : ainsi la préface du manuel de Valerii Ostrovski et Anatolii Outkine *Histoire de la Russie, XX^e siècle* (1995) critique

¹²⁸⁵ WERTH Nicolas, *op. cit.*, p. 21

l'approche soviétique de l'histoire : le patriotisme « *hystérique* » inculqué par l'État idéologisé peut s'avérer non seulement « *inutile* », mais dangereux, générant les tensions et provoquant le repli sur soi, affirment les auteurs¹²⁸⁶. Le manuel d'Igor Doloutskii *Histoire de la Patrie, XX^e siècle* s'inscrit dans la même dynamique de rejet du « *patriotisme bureaucratique* » : il faut arrêter, proclame l'auteur dans la préface, « *d'aimer la Patrie les yeux bandés et la tête baissée* »¹²⁸⁷ ; la vérité sur l'histoire est donc vue comme la base saine de la formation du vrai patriotisme, opposé au patriotisme « *faux* » et « *dangereux* » qui confinerait au chauvinisme.

Le changement dans la façon dont les informations sont présentées aux élèves constitue une autre caractéristique des manuels des années 1990 : dès le début, les auteurs soulignent la liberté des élèves d'interpréter à leur façon les informations présentées. Il n'y a pas une seule grille de lecture du passé, affirment les auteurs, mais une multitude d'approches et d'expériences ; c'est aux élèves d'analyser de façon autonome les divers éléments fournis par les manuels et d'en tirer les conclusions, plutôt que d'assimiler les informations factuelles fournies. Cette approche est certes conditionnée par la crise des vérités historiques : ainsi la préface de l'un de manuels affirme que « *ni les scientifiques, ni les enseignants ne possèdent la vérité absolue... elle est encore à trouver, à travers les entrelacements des mythes engendrés par la falsification de l'histoire longue de 70 ans* »¹²⁸⁸, proposant de « *chercher les réponses aux questions historiques tous ensemble – enseignants, élèves, parents...* »¹²⁸⁹. Mais l'approche basée sur la liberté intellectuelle des élèves a surtout pour ambition de rompre avec le modèle soviétique basé sur le formatage des cerveaux, formant une génération de « *personnes libres, capables à penser de façon autonome* » ; il s'agit de manuels qui « *apprennent à réfléchir* »¹²⁹⁰.

Les divers documents bruts fournis dans les manuels sont censés stimuler l'apprentissage à la réflexion autonome : certes les auteurs proposent une interprétation de tel ou tel événement, mais ils incitent également les élèves à « *réfléchir par eux-mêmes* », en analysant des sources documentaires variées ; la pluralité d'opinions est dès lors promue comme la seule approche possible à l'histoire, car « *l'âge des "vérités immuables" est révolu* ».

¹²⁸⁶ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *Histoire de la Russie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale*, 1995, Moscou, Drofa, P. 3

¹²⁸⁷ DOLOUTSKII I., *Histoire de la Patrie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale*, 2^e édition, 1995, Moscou, Mnémosyne, p. 5

¹²⁸⁸ *ibid.*,

¹²⁸⁹ *ibidem.*

¹²⁹⁰ *ibidem.*

Les sources directes constituent une part importante des manuels ; certains ouvrages se présentent même comme une « *synthèse de textes, des sources historiques variées et des questions problématiques à discuter* ». Ainsi dans le manuel d'Igor Doloutskii, les documents bruts représentent un tiers de contenu ; dans le manuel d'Alexandre Danilov et Lioudmila Kossoulina (1998), chaque section est suivie de documents bruts. Dans la plupart de cas, il s'agit d'extraits d'œuvres littéraires, de biographies, de journaux intimes. Cette place de choix accordée aux documents bruts et notamment aux biographies met en évidence l'importance que prend l'histoire orale à cette époque : les témoignages et les mémoires sont considérés comme les moyens de corriger les falsifications historiques, mais aussi de déplacer le regard vers l'individu ; si la conception soviétique de l'histoire reposait sur le déterminisme historique, les manuels des années 1990 proposent d'analyser l'époque à travers les trajectoires personnelles, reconnaissant le poids de la mémoire individuelle face au narratif scolaire. De surcroît, les auteurs des années 1990 préfèrent déplacer le regard des « *grands hommes* » vers les « *gens simples* », témoins de l'époque, cette tendance étant caractéristique de la rupture avec le grand récit national, histoire de l'État et de ses héros, au profit de l'histoire sociale, histoire vue d'en bas.

Si ce type de manuels est parfois présenté dans les préfaces comme « *temporaire et transitoire* », les interprétations promues s'installent dans la durée. Le manuel sous la direction de Valerii Ostrovskii de 1992 se positionne comme « *un ouvrage de transition* » dont l'usage dans les écoles est limité à deux ans seulement ; « *Les faits et les témoignages sont à jour le 1 janvier 1992* », avertit le manuel, censé être réécrit en 1994 « *compte tenu des remarques reçues et des publications de caractère scientifique et socio-politique* ». Pour autant, dans la réédition du manuel de 1995 on retrouve l'essentiel de faits et de témoignages, ainsi que la grille de lecture générale, de la version de 1992. Ce fait montre que les conceptions historiques qui parviennent à s'imposer dès 1991 continueront à influencer l'histoire scolaire tout au long des années 1990.

2. L'illégitimité historique de la Révolution d'Octobre

Instruments de transmission des codes socioculturels de base, les manuels scolaires des années 1990 reflètent l'idéologie dominante de l'époque : la volonté des élites de se détacher du passé soviétique et d'enraciner l'identité de la nouvelle Russie dans le passé prérévolutionnaire considéré comme « *un âge d'or* » notamment en raison de l'économie capitaliste et des liens avec l'Europe.

Paradoxalement, tout en affirmant l'importance du pluralisme des interprétations, les manuels analysés adoptent la lecture anticomuniste de l'histoire soviétique qui domine le paysage intellectuel au début des années 1990 ; cette version est considérée comme pluraliste par rapport à l'idéologie soviétique. La première

idée-clé promue dans les manuels est la thèse de l'illégitimité historique de la Révolution de 1917 qui a interrompu le développement normal de la Russie et détruit l'esprit national. La Révolution est présentée comme une opération de manipulation effectuée par des fanatiques violents sur les masses incultes dans la lutte pour le pouvoir. Le rejet de la Révolution s'exprime dès la préface du manuel de Valerii Ostrovski : « *La Russie a épuisé ses capacités à faire les révolutions, qui mènent [...] aux catastrophes, aux pertes humaines* »¹²⁹¹. Le manuel de Vadim Dmitrenko et Vladimir Essakov souligne la destruction de l'esprit national russe par la Révolution : « *La Révolution a rompu avec le passé de la Russie – sa culture, ses traditions, sa spiritualité. Sur les ruines on commence à construire un nouveau bâtiment à partir des éléments comme la dictature du prolétariat, la propriété d'État, l'idéologie communiste* »¹²⁹². Les auteurs soulignent le caractère complètement étranger des idées bolcheviques à la population : le peuple russe commence la Révolution « *non à cause de la prise de conscience de la nécessité de la révolution sociale, mais à cause de la répulsion pour la guerre [...], la famine, le froid* »¹²⁹³ ; ce sont donc des facteurs extérieurs qui sont cités par les auteurs comme étant à l'origine du mouvement révolutionnaire, habilement exploités par les bolcheviks dans leur propre intérêt.

Dans les chapitres consacrés à la guerre civile, les élèves apprennent que la victoire militaire des « *rouges* » est due au caractère extrêmement violent de l'idéologie communiste élevant la terreur au rang de la politique : les bolcheviks « *n'avaient pas peur de la guerre civile* », ni de la violence, contrairement aux autres acteurs politiques de l'époque¹²⁹⁴, ce qui a assuré au bout de compte leur victoire¹²⁹⁵. La terreur bolchevique est présentée dans les manuels comme un phénomène exceptionnel, non seulement dans l'histoire russe, mais dans l'histoire de l'humanité : si toutes les révolutions ont recours à la terreur, affirme le manuel de Valerii Ostrovskii, l'envergure et la cruauté de la terreur bolchevique ont été sans précédent. Loin d'être un phénomène provoqué par des facteurs extérieurs, la terreur ferait partie intégrante du « *code génétique* » du bolchevisme, en tant que système du pouvoir. À part le manuel d'Igor Doloutskii qui illustre à travers des documents bruts la

¹²⁹¹ OSTROVSKII V.P., *op. cit.*, p. 4

¹²⁹² DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *Histoire de la Patrie, XX^e siècle*, 11^{ème} classe, 1999, 3^{ème} édition, Moscou, Drofa, p. 159

¹²⁹³ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 156

¹²⁹⁴ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *Histoire de la Russie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale*, 1998, Moscou, Yakhont. P. 258

¹²⁹⁵ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 103

responsabilité partagée des « *rouges* » et des « *blancs* » pour la terreur et le caractère particulièrement violent de la guerre civile, les autres manuels mettent la « *terreur rouge* » dans une catégorie spécifique : contrairement à la « *terreur blanche* », action de répression ponctuelle, « *la terreur rouge a constitué une politique d'État absolument rationnelle, avec ses organisateurs et exécutants* »¹²⁹⁶ ; par ailleurs, soulignent les manuels, le système de la « *terreur rouge* » s'est étendu au-delà de la période de la guerre civile, devenant un instrument de gestion, de mobilisation et de contrôle du pays : les répressions visaient non seulement l'élimination d'ennemis réels et potentiels, mais aussi la « *rééducation* » des ouvriers afin d'instaurer la nouvelle discipline de travail, liquider le droit de grève et les conflits avec l'administration¹²⁹⁷. Les auteurs attirent l'attention des élèves sur le caractère antinational de cette politique : « *Attention ! Il s'agit de la terreur contre le peuple [...]. À ton avis, peut-on considérer le pouvoir qui répand la terreur contre son peuple comme un pouvoir du peuple (narodnaia vlast') ?* »¹²⁹⁸.

L'attitude négative vis-à-vis de la Révolution se traduit également par les représentations de Vladimir Lénine : celui-ci est dépeint dans les manuels comme un radical extrémiste à la solde de l'Allemagne, fanatique cruel, pragmatique et irresponsable, convaincu de sa « *mission historique particulière* », avec une volonté et une soif du pouvoir supérieures à la moyenne¹²⁹⁹ ; dans le manuel d'Igor Doloutskii, il est décrit comme « *irascible* », « *impatient* », « *sourd aux arguments de la raison* », prêt à tout pour la conquête du pouvoir¹³⁰⁰.

Traitant la période de l'après-guerre civile, les manuels démontrent que l'évolution d'un pouvoir qui puise ses racines dans la violence, la terreur et la négation de la liberté ne pouvait être que dictatoriale. Le manuel d'Igor Doloutskii présente la période des années 1920 comme « *la guerre du pouvoir [bolchevik] contre son propre peuple* », soulignant que la majorité de la population rejetait la voie de développement proposée par les bolcheviks¹³⁰¹. « *Les Soviets*, affirme le manuel de Vadim Dmitrenko et Vladimir Essakov, *sont devenus l'antipode de la*

¹²⁹⁶ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, pp. 177-178

¹²⁹⁷ *ibid.*, pp. 175-177

¹²⁹⁸ DOLOÛTSKII I., *op. cit.*, p. 234

¹²⁹⁹ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, pp. 125-154

¹³⁰⁰ DOLOÛTSKII I., *op. cit.*, pp. 205-237

¹³⁰¹ *ibid.*, p. 223

démocratie »¹³⁰². Le manuel d'Alexandre Danilov et Lioudmila Kossoulina s'inscrit dans la même logique : si la victoire des « *rouges* » dans la guerre civile a été assurée par la terreur de masse, c'est parce que dès le début la population a rejeté « *l'alternative bolchevique* »¹³⁰³. Le manuel de Valerii Ostrovskii confirme que « *la victoire [du pouvoir communiste] n'a pas été historiquement déterminée* »¹³⁰⁴, et donc allait à l'encontre du développement normal du pays. L'idée d'une Révolution imposée par la force au peuple va de pair avec le tableau idéalisé de la Russie prérévolutionnaire : si dans les manuels soviétiques la Russie prérévolutionnaire a été dépeinte comme un pays autoritaire arriéré, les manuels des années 1990 présentent cette époque comme une période de développement spectaculaire dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale. Ainsi le manuel d'Outkine et Ostrovskii qualifie la période 1907-1917 d'une « *période de modernisation effectuée sans grands bouleversements* », caractérisée, d'un côté, par le développement du marché et de l'autre par la formation progressive de la société civile. Cette modernisation a été sous-tendue par la transformation du rôle de l'État qui évoluait de plus en plus vers un arbitrage économique et politique veillant au respect des règles, et interrompue par la Révolution qui a rejeté le pays en arrière¹³⁰⁵. Ce type d'interprétation, et notamment l'hypothèse de l'évolution de la Russie vers un régime parlementaire de type occidental, s'inscrit dans l'appréciation dominante de l'histoire prérévolutionnaire au début des années 1990 : selon cette grille de lecture, l'objectif de la Russie postsoviétique serait de renouer avec les traditions capitalistes prérévolutionnaires et retrouver les racines du parlementarisme.

Si le rejet de la Révolution de 1917 et l'idée de son caractère néfaste et artificiel constituent la grille de lecture dominante, l'existence d'alternatives à la révolution, notamment la possibilité du développement démocratique et libéral de la Russie, est différemment évaluée selon les manuels. Certains auteurs affirment que la Révolution aurait pu être évitée si les autorités en place n'avaient pas manqué de fermeté avec les bolcheviks ; dans ce cas, la Russie aurait suivi la voie de l'évolution politique et économique progressive et non violente. Le manuel de Valerii Ostrovskii avance la thèse de la possibilité de réformer la Russie tsariste par le haut : la volonté du monarque éclairé aurait permis d'effectuer le passage progressif vers un régime parlementaire classique, transformant la Russie en une monarchie constitutionnelle de type occidental, « *avec un gouvernement responsable devant le Parlement élu au suffrage universel* » ; ces réformes politiques auraient stimulé l'économie et « *la Russie aurait atteint le niveau [économique] des grandes puissances* »¹³⁰⁶.

¹³⁰² DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 95

¹³⁰³ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *op. cit.*, p. 259

¹³⁰⁴ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 189

¹³⁰⁵ *ibid.*, p. 130

¹³⁰⁶ *ibid.*, p. 41 – 42

L'instauration de l'Assemblée Constituante en 1917 et sa dissolution forcée par les bolcheviks sont considérées dans certains manuels comme une autre chance manquée de la Russie pour son passage au régime parlementaire et au multipartisme : « *Le travail de l'Assemblée Constituante a fourni encore une chance [...] pour que la Russie révolutionnaire se tourne vers le parlementarisme, multipartisme, accord national. Mais le train blindé soviétique est passé à côté [de cette possibilité] sans s'arrêter* »¹³⁰⁷. La recherche d'alternatives au choix socialiste est caractéristique pour le narratif des années 1990 ; cette rhétorique est surtout visible dans les manuels édités dans la première moitié des années 1990, la période de « l'optimisme démocratique ». Ainsi par exemple le manuel de 1992 insiste sur le rôle des individus dans l'histoire, affirmant que l'issue totalitaire n'est pas une fatalité et que « *notre avenir est entre nos mains* » : « *...aujourd'hui les historiens débattent sur les alternatives de l'apparition dans notre pays du régime politique totalitaire, du système bureaucratique de commandement [...]. Malgré toutes les difficultés, [...] le pays peut et doit amorcer la voie des transformations démocratiques décisives [...]. Les alternatives historiques [...] dépendent de l'action des personnes. [...] Le choix du pays, de la société, de notre voie, c'est notre choix à nous tous* »¹³⁰⁸. D'autres pourtant sont moins optimistes quant aux perspectives de la transformation de la Russie en régime parlementaire, affirmant qu'au début du XX^e siècle la Russie était vouée à l'instauration d'un régime de type dictatorial à cause des contradictions internes de la société russe : « *dictature de droite ou de gauche, que cela nous plaise ou non [...]. En 1917, le sort de la Russie a été scellé* »¹³⁰⁹.

Ainsi la Révolution est complètement réévaluée dans ces manuels d'un nouveau type : elle apparaît désormais comme un événement complètement étranger à la Russie, et l'image des bolcheviks est fortement négative ; ils sont présentés comme des fanatiques violents qui ont noyé la Russie dans le sang afin d'instaurer leur dictature.

B. Totalitarisme versus Grande Guerre patriotique

Si la conception totalitaire constitue la nouvelle grille de lecture de l'époque soviétique, les interprétations de la Grande Guerre patriotique contrastent avec le narratif libéral : malgré la volonté proclamée de rompre avec « *le patriotisme à la soviétique* », les auteurs des manuels gardent l'interprétation classique héroïque de la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique, unique événement du passé qui n'est pas présenté comme un échec et une erreur tragique.

1. La conception totalitaire

De l'idée de l'illégitimité historique de la Révolution découle la thèse du caractère erroné d'une période soviétique présentée dans les manuels comme une parenthèse tragique de l'histoire et une sorte de camp de concentration global pour

¹³⁰⁷ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.* p. 123

¹³⁰⁸ OSTROVSKII V.P., *op. cit.*, p. 282

¹³⁰⁹ *ibid.* p. 181

l'ensemble de la population, hormis une petite partie de bureaucrates. Né d'une déviation initiale de 1917, le système était voué dès le départ à l'échec.

a. Un système politique monstrueux basé sur les répressions de masse

La conception totalitaire est communément acceptée comme la nouvelle grille de lecture du passé et le terme « *totalitarisme* » est couramment utilisé dans les manuels pour qualifier la période stalinienne. Les intitulés des chapitres et des sections sont significatifs : dans le manuel de Valerii Outkine, le chapitre consacré à l'URSS des années 1930 s'intitule « *Le régime totalitaire : la formation et l'apogée* » ; le manuel d'Alexandre Danilov dédie une partie entière à « *l'État totalitaire et la société totalitaire* ». Par conséquent, la période stalinienne bénéficie d'une place particulière au sein des manuels : elle constitue la période analysée de façon la plus détaillée dans les manuels ; le manuel Igor Doloutskii divise tout le XX^e siècle en deux périodes, avant Staline et après. Loin de présenter une simple description des faits, les chapitres portant sur la période stalinienne s'apparentent à une véritable analyse politique du phénomène totalitaire, inspirée des théories classiques du totalitarisme, analysant les mécanismes de sa formation, sa nature et sa spécificité.

Le rôle accordé à la personnalité de Staline dans l'histoire constitue le premier trait distinctif des manuels des années 1990 : les auteurs essaient de trouver les racines du tournant totalitaire de la Russie dans la personnalité de Staline. Ainsi le manuel d'Igor Doloutskii abonde de descriptions de Staline, sa personnalité, ses origines sociales, ses traits de caractère : ce « *fils d'un cordonnier alcoolique* » est qualifié d'« *orgueilleux qui se prenait trop au sérieux* », « *vindictif* », « *le seul membre du Politburo qui n'appartenait pas à l'intelligentsia* », « *une personne sans talent* », « *un minable* », « *une médiocrité* » dont la seule ambition était la consolidation de son pouvoir personnel ; selon l'auteur, certains penchants de la personnalité de Staline pourraient être expliqués par son complexe de petite taille : les élèves apprennent que Staline portait « *des chaussures spéciales, de longs manteaux, et même son entourage était sélectionné selon [le critère] de la taille* » ; d'autres détails sont censés compléter le tableau : l'auteur affirme que dans son enfance, Staline « *aimait torturer les chats* » ; que le suicide de sa femme a été provoqué par la « *rudesse* » de Staline et son caractère « *insupportable* »¹³¹⁰. Sans se livrer aux descriptions détaillées, l'autre manuel affirme que « *les traits personnels de Staline ont joué un rôle considérable dans la formation du régime totalitaire* »¹³¹¹.

L'héritage de la culture politique tsariste (l'attachement traditionnel de la population au caractère paternaliste de l'État, le concept du pouvoir divin) constitue une autre grille d'analyse du phénomène totalitaire, inspirée des analyses des soviétologues comme Richard Pipes (le concept de l'État patrimonial) ou Zbigniew Brzezinski :

¹³¹⁰ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 413
¹³¹¹ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G, *op. cit.*, 323

selon cette approche, le totalitarisme soviétique ne serait qu'un autre avatar de l'absolutisme tsariste.

Une autre approche repérable dans les manuels consiste à chercher les germes totalitaires dans la violence de la guerre civile. Par ailleurs, les parallèles entre le système stalinien et le système nazi, autre élément caractéristique de la conception totalitaire, sont établis dans les manuels de nouveau type : « *La Russie dans les années 1920-1930 revient de façon décisive à l'économie planifiée centralisée et installe le régime communiste totalitaire. En 1933 en Allemagne les national-socialistes, s'emparant du pouvoir, ont également renforcé la centralisation et la planification dans l'économie et dans la distribution, et le régime politique devient totalitaire* »¹³¹².

Le chapitre « Le système politique du stalinisme » du manuel d'Alexandre Danilov donne une définition large du totalitarisme comme un système basé sur les éléments suivants : la mise en place par la violence du système du parti unique, la destruction de l'opposition à l'intérieur du parti au pouvoir, la fusion entre les appareils d'État et du parti, la liquidation de la séparation des pouvoirs, des libertés civiles et politiques, la construction d'un système d'organisations sociales de masse assurant le contrôle sur la société, l'unification de la vie sociale, le mode de pensée autoritaire, le culte du guide, les répressions de masse ; « *Toutes les caractéristiques du régime totalitaire commencent à se réaliser à partir de 1934* »¹³¹³, affirment les auteurs. La formation du culte de la personnalité, le rôle du parti dans le maintien du système totalitaire, les mécanismes de la terreur de masse sont analysés de façon détaillée ; une large partie des manuels est consacrée à la description de nombreux procès et affaires de la Grande Terreur qui ont touché « *des dizaines de milliers de gens, formés par le régime soviétique, et qui lui étaient fidèles* ». Les auteurs soulignent l'atmosphère sociale engendrée par ce « *système omniprésent de contrôle du comportement des gens* »¹³¹⁴, quand « *tout est basé sur la peur, imprégné de peur, mais aussi engendré par la peur. La Grande peur. La peur d'État* »¹³¹⁵ ; ils parlent de « *l'atmosphère de psychose de masse, la diffusion de la haine et de la cruauté* »¹³¹⁶. Le régime stalinien est qualifié à de nombreuses reprises de « *monstrueux* », un « *système sophistiqué des tortures et de la pression psychologique* » sur la population.

¹³¹² OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 172

¹³¹³ *ibid.*, p. 229

¹³¹⁴ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, pp. 231-232

¹³¹⁵ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 417

¹³¹⁶ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.* p. 239

L'idée du caractère irréformable du totalitarisme, autre élément clé de la conception totalitaire, fait également partie du narratif. Les élèves apprennent que le totalitarisme découle logiquement du bolchevisme : Staline est présenté comme « *disciple et poursuiveur incontestable des desseins de Lénine* », qui « *a fait aboutir la doctrine communiste* »¹³¹⁷. La continuité entre les deux est constamment soulignée : « *Le choix du modèle [totalitaire] a été conditionné [...] par la pratique même du bolchevisme, par son orientation vers les mesures d'exception* »¹³¹⁸. Si les manuels insistent sur la continuité entre Lénine et Staline, le bolchevisme et le stalinisme, ils affirment également la continuité du modèle totalitaire mis en place par Staline tout au long de l'époque soviétique : ainsi le manuel d'Igor Doloutskii postule que « *dans les années 1930-1950, s'est développé le système qui a perduré jusqu'en 1991* »¹³¹⁹ ; le manuel de Valerii Ostrovski abonde dans le même sens, affirmant que « *la déstalinisation du pays n'a pas changé l'essence [du totalitarisme]* »¹³²⁰. Le caractère irréformable du système totalitaire soviétique est affirmé à plusieurs reprises : la nature même du système était tellement primitive, affirme l'un des manuels, que sa survie ne pouvait être assurée que par le rejet de tout changement : « *Le système qui s'est formé en URSS [...] n'avait pas besoin de changement, il ne l'acceptait pas, il le rejetait [...]. Le système et Staline n'étaient capables que de changements les plus primitifs, de changement quantitatif, à savoir, la reproduction de soi-même* »¹³²¹. Ce système totalitaire basé sur l'appareil bureaucratique et les organes de répression s'est immiscé dans « *tous les pores de la politique, de l'économie, de la culture, de l'idéologie* », il a été « *extrêmement nuisible pour le développement de notre pays* »¹³²².

La dimension moralisatrice constitue un autre trait des manuels de nouveau type dont témoignent les rappels du devoir de mémoire envers les victimes du totalitarisme : les auteurs appellent les élèves à « *ne jamais oublier l'extermination grandiose des gens, sans précédent dans l'histoire mondiale, dont ce régime est sans aucun doute coupable* »¹³²³. Les questionnements sur la faute collective à travers

¹³¹⁷ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 202-204

¹³¹⁸ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G, *op. cit.*, p. 323

¹³¹⁹ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 207

¹³²⁰ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 366

¹³²¹ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 129 (2 tome)

¹³²² OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 343

¹³²³ *ibid.*, p. 246

l'analyse des racines sociales du totalitarisme sont également caractéristiques de la dimension moralisatrice des manuels¹³²⁴.

b. « L'économie de Goulag »

Les représentations du modèle économique socialiste constituent un autre pan du narratif révélateur de l'idéologie dominante de l'époque : à la sortie de l'URSS, l'idée de la puissance régulatrice du marché est partagée par les élites au pouvoir ; le passage rapide à l'économie de marché, aux relations monétaires, la décentralisation et la libéralisation de l'économie sont vus comme une sorte de solution magique qui permettrait à la Russie de sortir de la crise dont l'économie planifiée serait responsable. Les manuels d'histoire des années 1990 sont imprégnés de cet optimisme libéral, vantant la puissance du marché et condamnant l'économie socialiste comme un modèle absurde et non viable. Conçue avec le vice congénital de l'idéologie, allant à l'encontre des lois du marché, l'économie planifiée était vouée à l'échec.

Ainsi le manuel d'Igor Doloutskii caractérise le système économique soviétique de « *socialisme égalitaire de pillage* »¹³²⁵, d'« *aventurisme économique* » qui serait « *contraire à la nature humaine* »¹³²⁶ ; il le compare par ailleurs à une « *créature géante monocellulaire* »¹³²⁷ et primitive : « *le centre ne peut pas prévoir combien il faudrait des robes au bout d'un an [...]. C'est uniquement les consommateurs qui le savent, c'est uniquement le marché qui peut le réguler* »¹³²⁸. De nombreux exemples sont censés démontrer aux élèves l'extrême absurdité du système de gestion soviétique : « *Tu diras que l'absurdité ne peut pas aller si loin et tu auras tort* »¹³²⁹ ; « *Cette économie est absurde* »¹³³⁰, réitère l'auteur ; « *l'inefficacité du mode de production socialiste* » est une « *évidence* » : la gestion économique par les moyens bureaucratiques a mené le pays « *dans l'impasse du socialisme développé* »¹³³¹ (titre du chapitre sur l'époque brejnévienne).

Le caractère inhumain de l'économie soviétique constitue l'autre idée clé des manuels : la seule chose qui « *retardait le krach économique* » du système absurde était l'exploitation « *des ressources naturelles et humaines inépuisables ; l'héroïsme de travail ; et le travail forcé des détenus* »¹³³². Dans tous les manuels l'économie soviétique est présentée comme une « *économie de Goulag* » basée sur le travail

¹³²⁴ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 203
¹³²⁵ *ibid.*, p. 205
¹³²⁶ *ibid.*, p. 323
¹³²⁷ *ibid.*, p. 270 (2 volume)
¹³²⁸ *ibid.*, p. 157
¹³²⁹ *ibid.*, p. 284
¹³³⁰ *ibid.*, p. 153
¹³³¹ *ibid.*, p. 278
¹³³² *ibid.*, p. 378

d'esclave : le rôle du système des camps dans l'économie soviétique est constamment souligné.

« *Le pouvoir a senti non seulement le résultat politique des répressions de masse, à savoir, la peur qui retenait la société des manifestations actives de l'insatisfaction, mais aussi l'effet économique – il possédait désormais une main d'œuvre gratuite* »¹³³³. Les auteurs rappellent qu'à partir de 1930 le travail des détenus a été pris en compte lors de la définition des plans quinquennaux ; « *La peur de la faim a été le moyen le plus efficace de "stimuler" les indicateurs industriels* »¹³³⁴ ; « *Le moyen principal de l'accumulation [du capital] par le pouvoir a été le pillage de la campagne et l'économie de Goulag* »¹³³⁵. Les références aux chercheurs américains sont récurrentes dans les manuels, notamment dans les chapitres concernant la population concentrationnaire : ainsi Igor Doloutskii, se référant à Robert Conquest, estime la population des camps à 8 millions de personnes au début des années 1950¹³³⁶. Dans la deuxième partie de son manuel, l'auteur qualifie le système économique soviétique d'« *esclavage* »¹³³⁷ : les élèves apprennent que « *presque la moitié de notre économie était basée sur la contrainte extra-économique : la façon la moins efficace d'organiser l'économie* ». Les travailleurs soviétiques sont par conséquent traités d'esclaves dont le seul objectif serait de « *manger plus et travailler moins* ».

La section consacrée au Goulag dans le manuel de Vadim Dmitrenko reprend, de façon symbolique, le titre de l'œuvre phare de Soljenitsyne « *L'Archipel du Goulag* », pour démontrer le rôle économique du Goulag : « *L'utilisation massive des travaux forcés est le trait caractéristique des premiers plans quinquennaux [...]. Les organes du NKVD [...] sont devenus de fait les fournisseurs réguliers de la main-d'œuvre de masse, aussi bien non qualifiée que qualifiée* »¹³³⁸. Le manuel de Valerii Ostrovski abonde dans le même sens : il s'agit de l'économie « *perverse anticapitaliste centralisée* », dont l'efficacité est assurée uniquement par l'appareil répressif et la militarisation du travail, car « *l'enthousiasme de certains fanatiques ne peut jamais remplacer le fonctionnement économique normal* »¹³³⁹ ; « *Tout le pays était fier des grands chantiers, affirme le manuel, mais peu connaissaient la façon dont ils ont été érigées* »¹³⁴⁰.

La mise en question de l'industrialisation du pays constitue un autre pilier de l'idéologie sous-jacente aux manuels : ainsi le manuel de Valerii Ostrovskii conçoit l'industrialisation soviétique comme un type d'industrialisation « *totalitaire* », qui non seulement épuise les ressources du pays, mais encore n'aboutira qu'à des résultats très modestes, voire s'avérera contre-productive ; analysant la structure de l'importation et l'exportation soviétique, le manuel constate que l'Union Soviétique importait les produits technologiques en exportant les matières premières ; par conséquent, « *étant devenu un pays industriel, l'URSS est devenu en même temps*

¹³³³ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *op. cit.*, p. 293

¹³³⁴ *ibid.*, p. 294

¹³³⁵ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 219

¹³³⁶ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 142 (2 volume)

¹³³⁷ *ibid.*, p. 158 (2 volume)

¹³³⁸ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 241-242

¹³³⁹ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 175

¹³⁴⁰ *ibid.*, pp. 248-249

l'appendice de matières premières pour les pays occidentaux »¹³⁴¹. Dans la même logique, le manuel de Vadim Dmitrenko présente l'industrialisation stalinienne comme un échec et la « *restauration de l'arriération* » : prenant le contre-pied de la théorie soviétique du « *grand bond en avant* », les auteurs affirment que l'industrialisation a fait revenir le pays en arrière dans le chapitre intitulé « *D'une crise à l'autre* ». « *Dans l'expérience humaine, l'industrialisation a été une étape de développement évolutif. Le pouvoir soviétique a transformé l'industrialisation en une arme de réalisation d'idées utopiques [...] de "victoire du socialisme". [...] La dictature, la violence, les disproportions [économiques], l'ignorance des lois économiques [...] sont devenus dès lors inévitables* »¹³⁴². Par ailleurs, les élèves apprennent la différence entre l'industrialisation normale, celle « *qui se déroule dans les conditions du marché* », et l'« *industrialisation totalitaire* » à la soviétique, « *une industrialisation de percée* », effectuée uniquement dans quelques secteurs au détriment des autres ; dans la perspective historique, l'industrialisation totalitaire est condamnée et le retour du pays au développement du marché présenté comme « *inévitable* »¹³⁴³. Le lien entre modernisation politique et développement économique, le caractère mensonger des statistiques soviétiques, les parallèles entre les kolkhoziens soviétiques et les serfs de l'époque tsariste constituent les autres exemples des idées promues par les manuels.

c. La société totalitaire atomisée

Concernant les représentations de la société soviétique, les manuels de 1990 optent, dans la logique dictée par la conception totalitaire, pour une opposition systématique entre le peuple d'un côté, le pouvoir de l'autre. Dans cette optique, les Soviétiques sont présentés non comme acteurs de l'histoire, mais comme victimes d'une expérimentation bolchevique, réduits à l'état des bêtes de somme.

La structure de la société soviétique telle qu'elle est décrite dans les manuels est simplifiée à l'extrême. Les élèves apprennent que tout en bas de l'échelle sociale se trouvait une large armée de détenus du Goulag, simples Soviétiques dont le travail

¹³⁴¹ *ibid.*, p. 220

¹³⁴² DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 212

¹³⁴³ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 222

jouait le rôle prépondérant dans l'économie ; tout en haut se trouvait la mince couche de *nomenklatura*, des incompetents, « *fidèles et sans personnalité* », sélectionnés selon le seul critère de loyauté ; ils jouissaient de toute une série de privilèges sociaux, bien que vivant, comme tous les autres, dans la peur permanente d'être remplacés voire réprimés ; le gouffre entre le niveau de vie des élites soviétiques et le reste de la société est souligné dans tous les manuels : ainsi selon le manuel d'Igor Doloutskii, un tiers de la population soviétique était au-dessous du seuil de pauvreté¹³⁴⁴. Toute la société totalitaire est sous-tendue par le fonctionnement de cet appareil administratif particulier, « *indispensable pour le soutien du leader totalitaire* ». Entre ces deux extrêmes se trouvaient les « *masses* », « *les rouages de la machine étatique gigantesque* »¹³⁴⁵, sans initiative personnelle et sans responsabilité qui ont été « *éradiquées* » ; « *les besoins et le niveau de vie nivelés par le bas engendrent un "travailleur" sans personnalité* »¹³⁴⁶. Parfois, les Soviétiques sont analysés en tant que type particulier de personnalité « *totalitaire* » caractérisée par « *la dépendance [...] des consignes d'en haut, le refus de l'analyse des actions des autorités et des siens propres* »¹³⁴⁷, facilement manipulable. Le parasitisme social, la pensée et les actions stéréotypées, la cruauté envers ceux qui transgressent les règles du groupe, « *la pitié considérée comme un défaut* » seraient autant de traits caractéristiques des Soviétiques¹³⁴⁸.

Les descriptions de l'atmosphère de l'époque rajoutent d'autres traits négatifs à l'image de l'époque soviétique : elle aurait été marquée par la peur¹³⁴⁹, le conformisme¹³⁵⁰, l'espionomanie¹³⁵¹ ; c'était une société « *gravement malade* »¹³⁵². « *De tous les sentiments humains [dans les années 1930] il n'en restait que la haine* »¹³⁵³, la société soviétique aurait été « *imprégnée de violence* »¹³⁵⁴. Dans cette société, pas de création, pas de vie intellectuelle : non seulement la vie spirituelle de la société est contrôlée et l'idéologie unique inculquée¹³⁵⁵, mais encore les

¹³⁴⁴ DOLOUTSKII I., *op. cit.* p. 319 (2 tome)

¹³⁴⁵ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.* p. 247

¹³⁴⁶ *ibid.*, p. 242

¹³⁴⁷ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 236

¹³⁴⁸ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 292 (2 volume)

¹³⁴⁹ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 242

¹³⁵⁰ *ibid.*, p. 373

¹³⁵¹ *ibid.*, p. 235

¹³⁵² *ibidem.*

¹³⁵³ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 422 (2 volume)

¹³⁵⁴ *ibid.*

¹³⁵⁵ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *op. cit.*, p. 308

Soviétiques seraient tout simplement inaptes à la libre réflexion et à la sincérité : « *L'esclave, affirme le manuel d'Igor Doloutskii, ne peut pas être sincère* »¹³⁵⁶.

Cette société était irréformable, affirment les manuels, car la seule possibilité de la changer passait par l'éradication des « *racines idéologiques, économiques et politiques* »¹³⁵⁷ du système soviétique. Ainsi l'URSS à la fin des années 1970 est devenu un pays « *avec un passé erroné, un présent triste et un avenir indéfini* »¹³⁵⁸.

2. La Grande Guerre patriotique populaire : une image glorieuse protégée

Si dans la mythologie soviétique en général et dans les manuels scolaires en particulier la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique a été présentée comme la preuve par excellence de la supériorité du système socialiste et comme le résultat du leadership du Parti communiste, le récit des manuels de nouveau type met l'accent sur les erreurs des dirigeants d'un côté, et le patriotisme des Soviétiques de l'autre, qui seul aurait permis de sauver le pays en dépit du « *système* »; il s'agit de la version populaire de la Grande Guerre patriotique qui permet de faire une distinction entre le rôle négatif des « *élites communistes* » et le rôle positif des « *simples Soviétiques* »; cette version permet de dissocier l'image de la Grande Guerre patriotique du reste du récit dominé par des représentations négatives. Pour autant, l'impasse faite sur toute une série de questions « *difficiles* », notamment celle de la responsabilité de l'URSS dans le déchaînement de la guerre en Europe, montre les limites de la réévaluation de cet événement dans les manuels scolaires.

Le patriotisme populaire construit dans les manuels est basé sur la mise en avant de l'exploit du peuple soviétique qui a gagné la guerre non pas grâce, mais en dépit du « *système* », des erreurs et de la médiocrité des dirigeants. L'héroïsme du soldat soviétique est présenté dans les manuels comme le seul facteur qui a sauvé le pays : « *Hitler n'a pas tenu compte [...] du soldat soviétique. Des millions des [...] paysans se sont levés pour défendre leur terre, leurs femmes et leurs enfants. Ces soldats [...] ont tiré le pays de la fondrière où Staline et sa direction l'ont poussé* »¹³⁵⁹. L'intervention de Staline dans les affaires militaires a toujours aggravé la situation,

¹³⁵⁶ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 182 (2 volume)

¹³⁵⁷ *ibid.*, p. 329

¹³⁵⁸ *ibid.*, p. 334

¹³⁵⁹ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 15 (2 volume)

affirme le manuel d'Igor Doloutskii, car il était « *médiocre* » et « *lâche* » ; afin d'illustrer cette idée, les manuels décrivent en détail l'effondrement moral de Staline le lendemain de la guerre. C'était « *la guerre des soldats, leur guerre à eux, la guerre patriotique [...]. Staline n'y était pour rien* »¹³⁶⁰. Ainsi le choix que le peuple a fait en juin 1941 n'a pas été pour défendre le régime stalinien, mais pour défendre la patrie¹³⁶¹ : le seul « *potentiel intellectuel et spirituel colossal* » des peuples russes a permis de sauver le pays¹³⁶².

« *Dès les premiers jours [de la guerre] le peuple russe tout comme tous les autres peuples a défendu sa patrie, sa dignité et son indépendance. Ils ont mené une guerre juste, ce qui a déterminé l'unité et la solidarité entre l'armée et le peuple, la volonté grandiose pour la victoire et l'héroïsme de masse à l'arrière du front, qui était aussi fort que l'héroïsme sur les premières lignes* »¹³⁶³.

Si le patriotisme du peuple est mis en avant, les erreurs des dirigeants le sont tout autant, afin de distancier l'image de la guerre de la conception totalitaire. Les élèves apprennent tout d'abord que la doctrine militaire soviétique était défailante car basée sur l'idée d'offensive permanente : les rares opposants à cette absurdité, affirment les manuels, ont été éliminés en tant qu'« *ennemis du peuple* »¹³⁶⁴. Malgré le produit de l'industrialisation forcée, l'armée allemande restait techniquement supérieure à l'armée soviétique¹³⁶⁵ ; les manuels analysent l'impact de la répression des hauts militaires sur l'impréparation de l'armée à la guerre. La débâcle des premiers mois et les échecs militaires (l'encerclement des troupes soviétiques, les pertes démesurées) sont attribués « *uniquement au Quartier général et personnellement à Staline* »¹³⁶⁶. Par ailleurs, une certaine tolérance des Soviétiques dans les territoires occupés envers le régime nazi, mais aussi une collaboration active (« *approximativement un million de Soviétiques ont militairement soutenu les occupants...* »¹³⁶⁷, affirment les manuels), auraient été provoquées par « *la politique antinationale de Staline* ».

Les manuels éclairent également la politique de déportation des minorités ethniques par Staline : la section intitulée « *Comment le petit père des peuples a lutté*

¹³⁶⁰ *ibid.*, p. 89 (2 volume)

¹³⁶¹ OSTROVSKII V.P., *op. cit.*, p. 109

¹³⁶² OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 319

¹³⁶³ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, 268

¹³⁶⁴ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 225

¹³⁶⁵ *ibid.*

¹³⁶⁶ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *op. cit.*, p. 340

¹³⁶⁷ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 289

contre les peuples »¹³⁶⁸ décrit les déportations des Allemands de la Volga et des Tatars ; un autre manuel affirme que les peuples de l'URSS ont doublement souffert, « *non seulement à cause de Hitler, mais aussi à cause de la tyrannie stalinienne* » ; les déportations sont qualifiées d'« *actions inhumaines* » ; le manuel conclut en affirmant qu'« *il n'y a pas de peuples coupables dans notre pays* »¹³⁶⁹. Le Goulag continuant à fonctionner tout au long de la guerre constitue la preuve supplémentaire de l'absurdité du système : tandis que les détenus « *aspiraient à aller au front* », « le système » mobilisait les forces considérables du NKVD, « *de jeunes hommes en bonne santé* » pour les garder¹³⁷⁰. L'existence du système de « *charachki* », les institutions et les bureaux secrets, attachés aux NKVD / Ministère de l'Intérieur, dans lesquels travaillaient des ingénieurs et des scientifiques détenus, est également évoquée dans les manuels¹³⁷¹.

Tout se passe donc comme si les représentations de la guerre n'auraient pas été touchées par la grille de lecture totalitaire employée tout au long des manuels pour interpréter d'autres événements : elle continue à être dépeinte, dans la majorité des manuels, comme une « *guerre sainte* » et juste. La martyrologie et la victimisation du peuple soviétique constituent un autre pilier du récit populiste. Le manuel de Valerii Ostrovskii, tout en recensant les traits que le régime stalinien et nazi ont en commun, affirme le caractère juste de cette guerre pour les Soviétiques : si les deux régimes étaient caractérisés par « *le totalitarisme, l'économie de guerre [...] et l'emploi massif des travaux forcés* », il y avait néanmoins des différences substantielles dans le comportement des deux peuples et des deux États : « *le vrai agresseur* » a été l'Allemagne et l'objectif d'Hitler de détruire l'État russe a doté la lutte des Soviétiques d'une supériorité morale, d'une « *justesse profonde* »¹³⁷². Tous les manuels décrivent en détail « *Le plan Ost* » prévoyant l'épuration de la Russie des « *sous-hommes* » afin de libérer l'espace vital pour le Reich ; ce plan « *n'a pas de pareil en cruauté et en caractère inhumain* »¹³⁷³ ; les exactions des nazis sur les territoires occupés sont également décrites en détail, renforçant l'image du caractère sacrificiel de la guerre et du peuple soviétique victime : « *La politique conséquente*

¹³⁶⁸ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 71 (2 tome)

¹³⁶⁹ OSTROVSKII V.P., *op. cit.*, p. 110

¹³⁷⁰ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 262

¹³⁷¹ *ibid.*, p. 254

¹³⁷² DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, 318-319

¹³⁷³ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 286.

*de l'extermination des gens s'appelle génocide. Elle a été choisie avant la guerre*¹³⁷⁴ *avec l'URSS. Déjà au printemps 1941 Himmler affirmait que l'objectif de la "campagne russe" était l'élimination d'un Slave sur dix »*¹³⁷⁵.

L'impasse faite sur la question de la responsabilité de l'URSS dans le déchaînement de la guerre en Europe constitue un autre élément permettant d'appréhender les limites de la rupture avec la version soviétique de l'histoire. Le seul manuel évoquant la position de l'URSS entre 1939 et 1941, brisant la chronologie soviétique canonique de la « Grande Guerre patriotique 1941-1945 », est celui d'Igor Doloutskii : les élèves apprennent que la guerre commence non en 1941, mais en 1939, et qu'« *avant juin 1941 les autorités soviétiques ont observé, avec la tranquillité de la roche, la chute du front en France [...]. Ils continuaient d'apporter à l'Allemagne nazie l'aide économique [...] considérable* »¹³⁷⁶ ; ainsi selon ce manuel, la responsabilité de la guerre doit être partagée entre Allemagne et URSS, notamment à cause de l'existence des protocoles secrets au Pacte Molotov-Ribbentrop. Tous les autres manuels évacuent la question de la collaboration politique et militaire entre URSS et Allemagne entre 1939 et 1941, au point d'utiliser la rhétorique de l'agression « *perfide et inattendue* » de l'Allemagne, caractéristique des manuels soviétiques ; par ailleurs, les Allemands sont désignés comme « *fascistes* » et non « *nazis* », autre trait caractéristique de manuels soviétiques, soucieux de ne pas attirer l'attention au mot « *socialiste* ». Le manuel de Vadim Dmitrenko se rapproche le plus de la rhétorique soviétique affirmant que la responsabilité dans le déclenchement de la guerre incombe aux pays occidentaux qui « *essayaient d'utiliser l'Allemagne et le Japon pour la lutte contre l'Union Soviétique. C'était exactement l'objectif de la politique de "contentement" des agresseurs fascistes, menée par les gouvernements de la Grande Bretagne et de la France, avec le soutien des États-Unis* »¹³⁷⁷. Il est significatif que dans le même manuel, la politique extérieure de l'URSS est présentée comme « *agressive* » dès les années 1920, hostile envers les pays capitalistes, visant l'exportation permanente de la Révolution et l'aide aux « *éléments destructeurs* »¹³⁷⁸ ; malgré cette qualification initiale, les auteurs écartent la question de la responsabilité de l'URSS dans la

¹³⁷⁴ En italiques dans le texte.

¹³⁷⁵ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 53 (2 volume).

¹³⁷⁶ *ibid.*, p. 34

¹³⁷⁷ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, p. 257

¹³⁷⁸ *ibid.*, p. 203

Seconde guerre mondiale. Les formulations du manuel de Valerii Ostrovskii parlent de la responsabilité partagée dans ce « *jeu politique sale* » dont « *les peuples de tous les pays ont été victimes* », sans distinction¹³⁷⁹. Le manuel d'Alexandre Danilov présente également un tableau rééquilibré : si l'héroïsme de masse est opposé aux erreurs de Staline, l'Allemagne est toujours présentée comme la seule puissance responsable de la guerre. Par ailleurs, la conception du peuple soviétique – libérateur de l'Europe continue à être véhiculée par les manuels scolaires : dans la plupart, les chapitres consacrés à l'avancement de l'Armée rouge à l'Ouest sont intitulés « *La libération de l'Europe* »^{1380, 1381} ; si on y traite de la « *mission historique du peuple soviétique dans l'écrasement du fascisme* », le rôle des alliés est minimisé¹³⁸². La question du prix de la Victoire n'est soulevée de manière substantielle que dans le manuel d'Igor Dolotskii : sous forme de question aux élèves, il avance la thèse qu'aucun système politique à part le totalitarisme n'aurait enduré « *notre guerre* », « *cette guerre-là menée par Staline* »¹³⁸³ ; les autres se bornent à constater le nombre de morts.

Alors que tous les piliers de la mythologie soviétique sont réévalués dans les manuels, il n'en reste pas moins que la Grande Guerre patriotique reste un événement à part et les chapitres qui y sont consacrés se distinguent nettement du reste du récit par le patriotisme populaire qu'ils véhiculent. Si à l'époque stalinienne la victoire a été présentée comme le fruit de la sagesse de Staline¹³⁸⁴ et si après le dégel l'image de Staline a été remplacée par l'image collective de la « *direction infaillible du Parti* », les réévaluations de la *perestroïka* n'ont pas concerné le noyau dur du narratif scolaire sous-tendu par une double lecture patriotique et sacrificielle de la « *Grande Guerre patriotique 1941-1945* » et par une série de représentations héritées directement de l'époque soviétique, comme par exemple l'image du peuple soviétique libérateur de l'Europe.

Plutôt que de considérer la place donnée à la Grande Guerre patriotique dans les manuels comme une rupture avec le récit soviétique, on l'analysera en termes de

¹³⁷⁹ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *op. cit.*, p. 250

¹³⁸⁰ DANILOV A.A., KOSOULINA L.G., *op. cit.*, p. 378

¹³⁸¹ DMITRENKO V.P., ESSAKOV V.D., CHESTAKOV V.A., *op. cit.*, 307

¹³⁸² *ibid.*, 346

¹³⁸³ DOLOUTSKII I., *op. cit.*, p. 121 (2 volume).

¹³⁸⁴ FIGES Orlando, *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Editions Denoël, 2009, pp. 437-513

« *fissure du narratif* », concept proposé par l'anthropologue James Wertsch. Selon cette théorie, les « *fissures* » du narratif scolaire apparaissent quand le pouvoir finit par reconnaître des épisodes historiques après une longue période d'escamotage : dans ce cas, le narratif imposé résiste aux changements « *même face aux évidences qui le contredisent* »¹³⁸⁵. C'est le cas du narratif de la Grande Guerre patriotique, dont le noyau de base résiste aux réévaluations, tandis que le reste du récit est intégralement révisé. Il en résulte l'hétérogénéité du récit qui semble comporter deux niveaux : d'un côté, le canevas général, réévalué et dominé par les évaluations négatives ; de l'autre, le tableau patriotique populaire de la Grande Guerre patriotique qui se rapproche du tableau canonique soviétique sur de nombreux points, la critique de Staline mise à part.

SECTION 2. LA REPRISE EN MAIN DU SYSTEME SCOLAIRE

Depuis le passage de Vladimir Poutine au pouvoir on assiste à la reprise en main des interprétations historiques par l'État : l'interventionnisme accru de l'État dans le système scolaire l'érige en principal vecteur de formation des « *élèves patriotes* » ; la diversité des interprétations historiques est réduite par la réintroduction des mécanismes du contrôle de toutes les étapes de la production des manuels d'histoire, ainsi que de leur contenu (§1). Pour autant, si toute une série de réformes entreprises dans les années 2000 visent à bannir la grille de lecture totalitaire des manuels scolaires en la remplaçant par un tableau plus « *équilibré* », ce processus n'est pas achevé, comme en témoignent les nombreuses continuités du narratif scolaire (§2).

§ 1. Le retour de l'État dans l'enseignement de l'histoire

Le renforcement de l'État dans les années 2000 et la reformulation parallèle de l'idéologie nationale ont suscité la réouverture du débat sur le système scolaire et les manuels d'histoire : les manuels des années 1990 sont considérés comme inadaptés à l'objectif de renforcement de l'État russe (A). Dès le début des années 2000, l'État « *prend de nouveau la responsabilité de l'éducation nationale et joue le rôle actif*

¹³⁸⁵ WERTSCH V. James, « Blank Spots in Collective Memory: A Case Study of Russia », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 617, n°1, 2008, p. 62.

pour qu'elle soit conforme aux objectifs du développement national »¹³⁸⁶ : on assiste à une construction normative permettant de redéfinir le rôle de l'État dans l'enseignement de l'histoire (B).

A. Le rejet du « néolibéralisme dans les écoles »

Dès le début des années 2000, la problématique de la mission idéologique de l'école en général et des manuels d'histoire en particulier fait irruption dans le débat public : l'*establishment* politique conservateur, représenté par le parti majoritaire *Russie Unie* et son réseau de *think tanks*, des cercles académiques et des enseignants mettent en cause la prépondérance de la version « néolibérale » de l'histoire soviétique scolaire qui, selon eux, porterait atteinte aux intérêts nationaux de la Russie. Cette demande de réévaluation de l'histoire scolaire conforte les objectifs du gouvernement qui entend renforcer son rôle dans la fixation des « vérités historiques ».

1. L'inscription de la question des manuels scolaires dans l'agenda gouvernemental

La question du resserrement du contrôle sur l'école secondaire en général et sur les manuels d'histoire en particulier surgit dès 2001 : en août, une réunion du Conseil des ministres est consacrée à la réforme du système scolaire et la refondation des manuels ; elle est précédée par un travail d'évaluation d'un échantillon des manuels de l'histoire du XX^e siècle édités dans les années 1990 par des historiens appartenant aux centres de recherche nationaux et régionaux. Le rapport d'évaluation est présenté au gouvernement qui partage les conclusions des experts sur la nécessité de réformer les manuels¹³⁸⁷ : à l'issue de la réunion, le Premier Ministre Mikhaïl Kassianov constate, devant les représentants des médias, que la présence de l'État dans le domaine a été jusqu'alors insuffisante¹³⁸⁸. Si aucune mesure concrète n'est prise dans l'immédiat, la réflexion se poursuit : en 2003, le président Vladimir Poutine indique

¹³⁸⁶ Cité par LEVINTOVA Ekaterina, BUTTERFIELD John, « *Kak formiruetsja istorija i otnoshenie k nej : shkol'nie uchebniki o novejshej otechestvennoj istorii* », / « Comment sont formées l'histoire et l'attitude pour l'histoire : les manuels scolaires de l'histoire récente », *Vestnik obschestvennogo mnenia / Le courrier de l'opinion publique*, n° 3(101), 2009, pp. 103-115

¹³⁸⁷ MOLODTSOVA Viktoriia, « *Kakoi outchebnik materi-istorii tsenen ?* » / « Quel manuel de la mère-histoire a de valeur ? », *Rossiiskaia Gazeta / La gazette russe*, n° 223, 14 novembre 2001.

¹³⁸⁸ « *Pravitel'stvo Rossii ne oudeliyalo dostatochno vnimaniia sozdaniou outchebnikov po otechestvennoi istorii* » / « Le gouvernement russe n'a pas accordé assez d'attention à la création des manuels scolaires d'histoire », *NewsRu.Com*, 30 août 2001, <http://www.newsru.com/russia/30Aug2001/books.html>, consulté le 25 février 2014

sa position à la communauté d'historiens, affirmant, lors de leur rencontre à la Bibliothèque d'État, qu'il est temps de penser à refonder les manuels scolaires qui ne correspondent plus à la situation actuelle :

« Avant, les historiens mettaient l'accent sur le négatif, car l'objectif était de détruire l'ancien système [...], maintenant notre tâche est toute autre, elle est créatrice [...]. Il est nécessaire d'épurer [les manuels] de l'écume [...] accumulée pendant ces années [...]. Les faits historiques présentés dans les manuels doivent former chez les jeunes gens le sentiment de la fierté pour leur histoire et pour leur patrie »¹³⁸⁹.

Le premier pas décisif dans la politique de réaffirmation de l'État dans le domaine des interprétations historiques commence par l'interdiction, en 2003, de certains manuels jugés inadaptés, notamment pour « manque de patriotisme ». Quelques mois après la rencontre de Vladimir Poutine avec les historiens, le ministre de l'Éducation nationale retire le label ministériel à l'un des manuels qui suscite le plus de critiques, *L'histoire de la Patrie, XX^e siècle* d'Igor Doloutskii (voir *supra*). Le déclassement du manuel signifie son bannissement des écoles secondaires : en l'espace de deux ans, il devrait être remplacé par un autre manuel labellisé. Cet acte de censure est expliqué par les hauts fonctionnaires du Ministère par « l'orientation antirusse du manuel » : « il suffit de [le] feuilleter pour constater l'attitude biaisée envers l'histoire russe », mais aussi par son caractère « obsolète » : le manuel contemporain doit « travailler non pour la confrontation des opinions [...], mais pour forger le consensus dans la société, et de ce point de vue ce manuel est trop politisé »¹³⁹⁰.

Si « l'affaire de Doloutskii » a constitué le premier signe de la volonté du pouvoir de renforcer la régulation de l'histoire scolaire, la thématique de la mission de l'enseignement de l'histoire en général et des manuels scolaires en particulier revient régulièrement dans le discours des autorités publiques qui multiplie les rencontres avec les chercheurs et les enseignants d'histoire ; parallèlement, les *think tanks* proches du Kremlin sont mobilisés afin d'entamer une réflexion sur les orientations possibles de la réforme.

¹³⁸⁹ Le discours de Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec les historiens à Moscou dans la Bibliothèque d'État russe, 27 novembre 2003, <http://www.mid.ru/bl.nsf/483b39647d9cb20cc3256def0051fa1f/e58edb30b3d5875f43256dec002a8b45?OpenDocument>, consulté le 25 février 2014

¹³⁹⁰ « Ministr obrazovaniia zapretil outchebnik Doloutskogo po istorii Rossii » / « Le ministre de l'éducation a interdit le manuel d'histoire d'Igor Doloutskii », 2 décembre 2003, *Izvestia.ru*, <http://izv.info/community/news67631>, consulté le 27 février 2014

L'état « *insatisfaisant* » de l'histoire scolaire est vu par le pouvoir comme le résultat logique de la politique « *néolibérale* » du gouvernement de Boris Eltsine qui fermait les yeux face à l'ingérence de la multitude d'acteurs, y compris étrangers, dans l'écriture de l'histoire nationale. En juin 2007, lors de la rencontre avec les délégués d'une Conférence panrusse des enseignants en sciences humaines et sociales Vladimir Poutine insinue que l'orientation « *antirusse* » de certains manuels d'histoire résulte du fait que les auteurs sont à la solde de puissances étrangères : « *De nombreux, de très nombreux manuels sont écrits par des gens qui sont financés par les étrangers* »¹³⁹¹. Qualifiant d'« *insatisfaisant* » l'état des lieux dans les sciences sociales et notamment l'histoire, Vladimir Poutine souligne particulièrement la qualité douteuse de certains manuels scolaires : « *Il n'y a pas de manuels qui reflètent profondément et objectivement les événements de l'histoire récente de notre société* » ; il exprime son indignation tout particulièrement envers « *les altérations du cours et des résultats de la Grande Guerre patriotique* ». En 2010, l'hypothèse d'ingérence des puissances étrangères dans l'écriture des manuels est réitérée lors de sa rencontre avec les vétérans : « *Il faut voir ce qui est écrit dans les manuels, qui les écrit, avec quel financement et dans quels objectifs* »¹³⁹². Cette rhétorique se poursuit également lors de la présidence de Dimitri Medvedev (2008-2012) qui réitère l'idée de refondation des manuels. Si les réunions avec les enseignants d'histoire et les historiens font partie de la « *gestion douce* » de l'histoire par les autorités publiques et reflètent leur volonté de palper l'opinion, d'anticiper et de neutraliser des oppositions possibles à la réforme, le réseau de *think tanks* patriotiques gravitant autour du Kremlin joue souvent le rôle d'intermédiaire dans la mise en place de cette politique, permettant de sonder les réactions de la société à tel ou tel projet. En 2007, l'administration du Président effectue une première tentative pour introduire des manuels scolaires « *patriotiques* », à travers deux ONG proches du pouvoir, *Le laboratoire national de la politique extérieure*¹³⁹³ et *Le club étatique*¹³⁹⁴ : une équipe composée d'historiens et de politologues issus de ces ONG élabore un livre méthodologique pour les enseignants et un manuel scolaire d'histoire du XX^e siècle en deux volumes.

¹³⁹¹ Rencontre de Vladimir Poutine avec les délégués de la Conférence panrusse des enseignants en sciences humaines et sociales, 21 juin 2007, <http://archive.kremlin.ru/text/appears/2007/06/135323.shtml>, consulté le 27 février 2014

¹³⁹² TCHAPKOVSKII Philipp, « *Outchebnik istorii : ideologitcheskii defitsit* » / « Le manuel d'histoire : le déficit idéologique », *Pro & Contra*, janvier – avril 2011, p. 120

¹³⁹³ Le site de l'ONG <http://www.nlvp.ru/>, consulté le 27 février 2014

¹³⁹⁴ Le site de l'ONG <http://www.gosclub.ru/>, consulté le 25 février 2014

Cette « *nouvelle génération de manuels* » est présentée à la communauté d'enseignants en été 2007, lors de la Première conférence nationale sur les questions de l'enseignement de l'histoire et des sciences sociales, suivie de conférences au niveau régional, consacrées à la discussion de nouveaux standards étatiques dans l'enseignement de l'histoire. Les principaux auteurs du manuel, Alexandre Filippov et Alexandre Danilov, se positionnant comme la porte-parole des historiens soutenant la réforme, présentent, lors de la Conférence, une conception de manuels qui répondent « *au besoin social de nouvelles interprétations des événements de l'histoire contemporaine* ». Dans les cercles proches du pouvoir les deux livres sont positionnés comme « *la première expérience appelant à la paix civile historique dans notre pays dans le contexte du débridement dans le domaine des interprétations des événements historiques. Le livre essaie de minimiser la scission au sein de la société, de la réduire à néant* »¹³⁹⁵.

2. *Le débat sur la mission des manuels*

Depuis « *l'affaire Doloutskii* » en 2003, la question des interprétations du passé russe et soviétique dans les manuels scolaires déborde les cercles savants, politiques ou administratifs pour rentrer dans un débat public plus large : ils suscitent régulièrement des polémiques dans la presse et à la télévision, mettant en exergue le clivage entre les tenants du « *patriotisme sain* » et les opposants au renforcement du rôle de l'État dans l'écriture de l'histoire scolaire. Les polémiques qui accompagnent l'introduction des premiers « *manuels patriotiques* » en 2007 constituent un bon exemple de ce type de clivage, révélant les fractures entre les défenseurs des conceptions libérales héritées de la *perestroïka* et les tenants de l'histoire « *patriotique* »¹³⁹⁶.

Les critiques des manuels en question sont nombreuses et visent principalement leur idéologisation « *patriotique* » explicite : selon les opposants au projet, sous couvert du patriotisme ils effectuent la « *réhabilitation directe et cynique de Staline et du stalinisme* », au prix de nombreuses concessions à la vérité historique sur

¹³⁹⁵ KACHINE Oleg, « *V poiskakh Kratkogo Kursa* » / « A la recherche du Cours Abrégé », *Nezavissimaïa Gazeta*, / *La Gazette indépendante*, 3 juillet 2007, http://www.ng.ru/ng_politics/2007-07-03/9_kurs.html, consulté le 27 février 2014

¹³⁹⁶ La discussion sur les pages de *Vedomosti* <http://magazines.russ.ru/nz/2004/4/sv10.html>, consulté le 28 février 2014

l'époque soviétique ; leur caractère « *immoral* » qui se manifeste par l'absence de condamnation du stalinisme est également souligné¹³⁹⁷. En août 2007, le journal moscovite *Bolchoï Gorod (La grande ville)* organise une rencontre entre l'un des auteurs de manuels « *patriotiques* » en question, Alexandre Filippov, et des représentants de la société civile, journalistes et historiens hostiles au projet ; l'idée du débat est de faire valoir les arguments de deux côtés¹³⁹⁸. Lors du débat, l'historien auteur justifie le ton « *patriotique* » du narratif par la nécessité de poursuivre des objectifs politiques et sociaux concrets à travers l'histoire scolaire, à la fois au niveau intérieur et extérieur : au niveau national, il s'agit de gommer les différences entre l'histoire scolaire dominée par les évaluations négatives de la période soviétique et la mémoire collective dans laquelle cette époque est de plus en plus positivement réévaluée, et qui conduit à une « *situation schizophrénique* » ; au niveau de la politique extérieure, il s'agit de lutter contre les « *révisions de l'histoire* » par les pays de l'ancien bloc socialiste, en affirmant clairement « *la version russe* » à travers les manuels. « *La Russie avait-elle raison ou avait-elle tort, peu importe, c'est mon pays* », conclut l'auteur, proclamant haut et fort son engagement patriotique.

Le débat continue tout au long de l'année 2007-2008 dans les colonnes de la presse écrite, à la radio, sur Internet. En 2008 la gazette *Nezavissimaia Gazeta* publie l'article des deux auteurs¹³⁹⁹ qui défendent à nouveau leur vision de l'histoire scolaire : intitulée « *L'approche rationnelle. Sur la mission historique et la mission des historiens* », cette position explique le point de vue des courants qui aspirent depuis longtemps à réformer les manuels, représentant « *la majorité des enseignants* », aux dires des auteurs.

Les auteurs rejettent d'emblée l'idée que l'histoire scolaire peut être « *neutre* » et ne pas intervenir dans la formation des attitudes des élèves : dans la mesure où l'histoire est « *une forme de conscience de soi de la société donnée* », elle joue un rôle clé dans la formation de l'identité collective, tout comme la perception de soi est la pierre

¹³⁹⁷ Voir notamment l'article d'Irina Karatsouba ; voire également l'émission sur la radio *Echo de Moscou* <http://www.echo.msk.ru/programs/assembly/693990-echo/>, consulté le 28 février 2014 ; voir également l'article « *Poslednii pisk istorii* » / « Le dernier cri de l'histoire », *Novaya Gazeta*, n° 73, 24 septembre <http://www.novayagazeta.ru/data/2007/73/00.html>, consulté le 28 février 2014 ; voir également « *Operativnaia razrabotka utchebnika istorii* » / « L'élaboration hâtive du manuel scolaire », *Novaya Gazeta*, n° 66, 8 septembre 2008, <http://www.novayagazeta.ru/politics/38819.html>, consulté le 28 février 2014

¹³⁹⁸ Le sténogramme de la réunion est consultable sur le site du journal <http://www.bg.ru/article/6887/>, consulté le 28 février 2014

¹³⁹⁹ FILIPPOV Alexandre, DANILOV Alexandre, « *Ratsional'nyi podhod. Ob istoricheskoi missii i missii istorikov* » / « L'approche rationnelle. Sur la mission historique et la mission des historiens », *Nezavissimaia Gazeta*, 17 septembre 2008, http://www.ng.ru/politics/2008-09-17/4_history.html, consulté le 28 février 2014

angulaire du développement harmonieux de chaque individu. Cette perception, poursuivent les auteurs, ne peut pas être négative, car cela équivaldrait au rejet de soi ; ils dressent un parallèle entre des « *névroses* », des « *frustrations* » et des « *maladies mentales* » provoquées par « *la haine de soi* » au niveau individuel et les mêmes phénomènes au niveau social. Pour cette raison, affirment les auteurs, l'histoire scolaire qui présente le passé soviétique comme « *un trou noir* », le réduisant « *à une liste des crimes* », « *rend la nouvelle génération névrotique* », sapant l'avenir même du pays. Plutôt que de former une attitude négative, la mission de l'histoire est d'« *apprendre aux élèves à aimer la Patrie* », d'« *éduquer les patriotes* ». Abordant la thématique des « *contenus difficiles à enseigner* », comme par exemple la période stalinienne, les auteurs réaffirment leur volonté de faire correspondre l'histoire scolaire à l'orientation générale de la mémoire collective : puisqu'une grande partie des Russes évaluent positivement le rôle de Staline dans l'histoire, les manuels scolaires sont obligés d'en tenir compte ; vouloir combattre telle ou telle représentation ancrée dans la mémoire au nom de la « *vérité historique* » serait dangereux ; les historiens doivent éviter de « *mener la guerre civile* » avec la mémoire collective. Dans la conclusion les auteurs regrettent que leurs opposants restent sourds à ces arguments et affirment que leur point de vue est partagé par la quasi-totalité des enseignants russes, ce qui constitue, à leur avis, une promesse de la régénération imminente du système éducatif.

Les réactions à ce « *manifeste patriotique* » de la part des opposants au projet ne se laissent pas attendre : quelques semaines plus tard, l'historienne Dina Khapaeva publie l'article « *Combien de vérité contient un manuel scolaire* »¹⁴⁰⁰. Porte-voix des opposants à l'« *approche patriotique* », l'historienne affirme que l'attitude critique est seule susceptible de conduire à une société harmonieuse ; au contraire, la « *satisfaction béate* » avec son histoire sape le sens civique, débouchant sur le chauvinisme. Evoquant l'exemple allemand, Dina Khapaeva affirme que l'escamotage des crimes staliniens serait plus nocif pour la santé psychique de la nation que la discussion ouverte autour de ces questions.

Si le débat de 2007-2008 autour des manuels controversés met en exergue la confrontation de plusieurs visions de l'histoire nationale dans la société russe, il conduit l'un des *think tanks* progouvernementaux à affirmer que la société russe en général et les enseignants en particulier seraient demandeurs d'une refondation de l'école sur des bases patriotiques. En 2009, le Centre d'analyse des problèmes et des projets du gouvernement, organe consultatif au sein de l'Académie des sciences de la Russie, propriétaire de la maison d'édition « *Expert scientifique* » et copropriétaire de la revue *Pouvoir*, publie un rapport « *Le manuel scolaire d'histoire et la politique de*

¹⁴⁰⁰ KHAPAEVA Dina, « *Skol'ko pravdy soderjit outchebnik* » / « Combien de vérité contient le manuel », http://www.politmemo.ru/publication/book_history/, consulté le 6 mars 2014

l'État »¹⁴⁰¹ consacré à la réforme des manuels scolaires, qui peut être considéré comme un document programmatique formulant les raisons et les objectifs de la réforme.

Le cas du manuel « *patriotique* » de 2007 et les réactions qu'il a suscitées sont présentés dans le rapport comme le début d'une réflexion plus vaste sur les objectifs et les finalités de l'école. Selon le rapport, la « *réaction du rejet immédiat* » des manuels qui dérogent à la « *conception néolibérale de l'histoire soviétique* » et ne présentent pas cette époque comme « *un trou noir* » serait le signe d'un profond malaise dans la société russe¹⁴⁰². Ce malaise puise ses racines dans le « *monopole libéral* » qui s'est installé dans les milieux scolaires suite à la conjoncture particulière des années 1990 : à cette période, affirment les auteurs du rapport, l'État a « *cessé de fournir les orientations idéologiques* »¹⁴⁰³ à l'école ; il en résulte que la plupart des manuels élaborés à cette époque « *non seulement n'étaient pas orientés vers [...] les objectifs de l'État à long terme, mais allaient directement à leur rencontre. [...] Il s'est formé une couche de littérature dirigée, dans le sens idéologique, contre les intérêts nationaux de l'État russe* »¹⁴⁰⁴. Cette situation, selon le rapport, aurait été provoquée par l'option des auteurs des manuels en faveur des « *conceptions libérales idéologiques* », notamment la conception totalitaire, créées pendant la guerre froide et utilisées en tant qu'arme idéologique contre l'URSS. « *Le choix a été fait au profit des conceptions [...] les plus radicales, critiques envers l'expérience russe et surtout soviétique, basées sur les fondements conceptuels très instables* »¹⁴⁰⁵ ; les manuels basés sur ces conceptions formeraient « *l'image d'un pays perdant, capable de rien, en crise permanente* »¹⁴⁰⁶.

Cette situation, affirme le rapport, a persisté jusque dans les années 2000 : « *Dans la littérature scolaire actuelle, sous couvert des faits, on impose souvent des conceptions triviales au contenu libéral* »¹⁴⁰⁷, bien que des nombreux changements dans la politique intérieure et extérieure du pays rendent ces conceptions inadaptées aux réalités et aux objectifs de l'État russe. Ce « *monopole libéral* » dans les milieux d'auteurs des

¹⁴⁰¹ BAGDASARIAN V.E., ABDOULAEV E.N., KLYTCHNIKOV V.M., LARIONOV A.E., MOROZOV A.Yu., ORLOV I.B., STROGANOVA S.M., *Chkol'nyi outchebnik istorii i gosoudarstvennaia politika / Le manuel scolaire d'histoire et la politique de l'État*, Centre d'analyse des problèmes et des projets du gouvernement, Moscou, Naoutchnii Ekspert, 2009, 376 p.

¹⁴⁰² BAGDASARIAN V.E. *et al.*, *op. cit.*, p. 7

¹⁴⁰³ *ibid.*, p. 217

¹⁴⁰⁴ *ibid.*, p. 6

¹⁴⁰⁵ *ibid.*, p. 219

¹⁴⁰⁶ *ibidem.*

¹⁴⁰⁷ *ibid.*, p. 11

manuels scolaires a été mis en exergue par les critiques qu'a suscitées le manuel d'Alexandre Filippov et Alexandre Danilov : les auteurs dérogeant au « *tableau canonique libéral* » en mettant en avant leurs positions « *étatistes* » (« *derjavnye* ») risquent d'être ostracisés.

Aujourd'hui, affirme le rapport, il est question de remplacer cette idéologie néolibérale par « *un nouveau concept idéologique orienté vers les intérêts nationaux de la Russie* », dans les intérêts de « *son développement et sa conservation* »¹⁴⁰⁸ : « *Affirmant sa rupture avec l'idéologie néolibérale, l'État russe doit effectuer une révision [des manuels] afin de délibéraliser l'enseignement scolaire. [On doit] opposer aux manuels [des années 1990] un nouveau modèle de littérature qui forme des valeurs* »¹⁴⁰⁹. Le rapport propose de mettre en pratique cette rupture avec le modèle néolibéral à travers les trois axes de la politique : la création d'une « *nouvelle idéologie étatique* » mettra fin à la « *désidéologisation* » de l'école ; la justification de la continuité historique de l'État russe s'opposera à « *la destruction de la continuité entre générations* » ; enfin, « *la création d'une galerie d'exemples positifs* » est considérée comme une réponse à la « *négativisation du passé* ».

Dans ce processus, l'école et les manuels d'histoire ont vocation à devenir les « *outils du gouvernement de l'État* ». Rappelant que l'école est « *un médiateur des connaissances* » et par conséquent « *une institution idéologique de par sa nature* », les auteurs s'appuient sur des exemples d'autres pays pour démontrer l'importance de l'éducation scolaire patriotique : l'enseignement de l'histoire strictement contrôlé par l'État au Japon et aux États-Unis est évoqué comme un exemple positif de la « *formation des patriotes* » ; l'exemple de l'Angleterre des années 1990 est cité pour démontrer les conséquences néfastes du retrait de l'État dans le domaine¹⁴¹⁰. Par conséquent, affirme le rapport, « *Puisque l'école secondaire en Russie est une institution publique [...], le contenu de l'enseignement peut et doit faire l'objet de la politique publique. [Il s'agit de] la réalisation des intérêts de l'État [...] à travers la formation et le développement intellectuel des futurs citoyens russes* ».

Quels sont les critères permettant d'identifier un « bon manuel » ? Les auteurs proposent le « *critère étatiste* » (« *gosoudarstvennitcheskii kriterii* »), résumé dans une liste de questions : est-ce que, après avoir lu le manuel, l'élève éprouvera de la fierté pour son pays et d'autres émotions positives ? Quelle est la proportion des informations positives et négatives ? Comment sont interprétés les problèmes clés de l'histoire ? Le manuel forme-t-il l'identité civique positive et l'optimisme historique ?¹⁴¹¹ etc.. Le « *positionnement historique* » du régime actuel, à savoir, « *la définition rétrospective de sa continuité et de sa nature* », constitue, selon le rapport, l'un des objectifs ultimes de la réforme : le « *refus partiel de l'idéologie et des pratiques du néolibéralisme* » doit être accompagné de la rupture symbolique avec la période eltsinienne ; ainsi dans les manuels scolaires il est nécessaire d'opposer les

¹⁴⁰⁸ *ibid.*, p. 8

¹⁴⁰⁹ *ibid.*, p. 13

¹⁴¹⁰ *ibid.*, p. 189

¹⁴¹¹ *ibid.*, p. 183

deux périodes tout en établissant « *un pont qui reliera la Fédération de Russie à l'État soviétique* »¹⁴¹².

Des actions ponctuelles permettant de sonder l'opinion publique sur la réforme de l'école accompagnent le processus de construction normative qui traduit le renforcement de la régulation étatique dans le domaine.

B. La construction normative reflète le renforcement de la régulation étatique

Si des tentatives pour centraliser la production des manuels et contrôler leur contenu ont été entreprises sans succès tout au long de la deuxième moitié des années 1990, dans les années 2000 le pouvoir se dote d'outils de régulation efficaces en vue de mettre fin à la fragmentation de l'espace scolaire : on assiste à une construction normative visant à réduire le nombre des interprétations, notamment par l'introduction du « *Standard fédéral de l'éducation* » et la « *Conception de l'éducation spirituelle et morale des citoyens de la Russie* » qui en fait partie intégrante.

Depuis la loi sur l'éducation en 1992, toute une série de normes sont mises en place afin de définir la politique de l'État en matière d'enseignement et permettre la réorientation idéologique des manuels scolaires. Les cinq arrêtés du Ministère de l'Éducation rendus entre 2004 et 2009 réaffirment le rôle imparti aux instances fédérales en tant que principal acteur dans l'élaboration des manuels scolaires, instaurant des procédures d'expertise et de sélection des maisons d'édition. Désormais, la production de manuels scolaires doit suivre plusieurs étapes (voir l'encadré n° 4 ci-dessous), qui aboutissent à l'établissement des Listes fédérales des manuels¹⁴¹³.

Encadré n° 4. Les actes normatifs qui règlent et contrôlent le processus d'élaboration des manuels scolaires.

¹⁴¹² *ibid.*, p. 9

¹⁴¹³ L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du 23 décembre 2004 n° 141 « *Le Conseil fédéral des manuels du Ministère de l'éducation* » ; L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du 11 janvier 2007 n° 4 « *L'expertise des manuels scolaires* » ; L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du 11 janvier 2007 n° 5 « *L'approbation du règlement administratif du Ministère de l'Éducation et de la science concernant ses fonctions dans l'établissement des listes fédérales des manuels, recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics* » ; L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du 9 décembre 2008 n° 379 « *L'approbation des listes fédérales des manuels recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics pour l'années 2009/2010* » ; L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du 18 mars 2009 n° 88 « *La procédure de sélection des organisations effectuant l'édition des manuels recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics* ».

- La loi fédérale « *L'éducation* », n° 3266-1, du **10 juillet 1992** (la rédaction du 29 décembre 2012).
- L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du **23 décembre 2004** n° 141 « *Le Conseil fédéral des manuels du Ministère de l'éducation* ».
- L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du **11 janvier 2007** n° 4 « *L'expertise des manuels scolaires* ».
- L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du **11 janvier 2007** n° 5 « *L'approbation du règlement administratif du Ministère de l'Éducation et de la science concernant ses fonctions dans l'établissement des Listes fédérales des manuels, recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics* ».
- L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du **9 décembre 2008** n° 379 « *L'approbation des listes fédérales des manuels recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics pour l'année 2009/2010* ».
- L'arrêté du Ministère de l'Éducation et de la science du **18 mars 2009** n° 88 « *La procédure de sélection des organisations effectuant l'édition des manuels recommandés à l'usage dans les établissements publics et parapublics* ».
- *La Conception du développement spirituel et moral des citoyens russes*, Académie des Sciences de la Fédération de Russie, **2009**.
- *Le Standard Fédéral de l'Éducation nationale*, approuvé par l'arrêté du Ministère le **17 décembre 2010**, n° 1897
- *Le noyau dur du contenu de l'enseignement secondaire*, Académie des Sciences de la Fédération de Russie, **2011**.

L'arrêté de 2007 relatif aux « *Listes uniques fédérales* » pose les bases de la procédure de standardisation et de contrôle étatique sur la production des manuels. Le renforcement du rôle du gouvernement fédéral dans l'enseignement s'effectue *via* la création d'un Conseil d'expertise dont la composition est définie par le gouvernement ; le rôle de ce Conseil est d'élaborer des standards d'enseignement obligatoires pour tous les sujets fédéraux, mais aussi d'examiner les manuels scolaires et d'en sélectionner une partie qui constituera la « *Liste unique fédérale* », dont l'édition sera subventionnée par l'État. Ces listes fédérales réduisent au maximum à cinq le nombre des manuels dans chaque matière. La conformité du manuel au *Standard Fédéral de l'Éducation* et par conséquent à la *Conception de l'Éducation spirituelle et morale* qui en fait partie intégrante constitue le critère principal de la sélection par un Conseil d'Expertise rattaché à l'Académie des Sciences. Par ailleurs, le Ministère définit la liste d'éditeurs qui sont autorisés à effectuer les tirages des manuels approuvés.

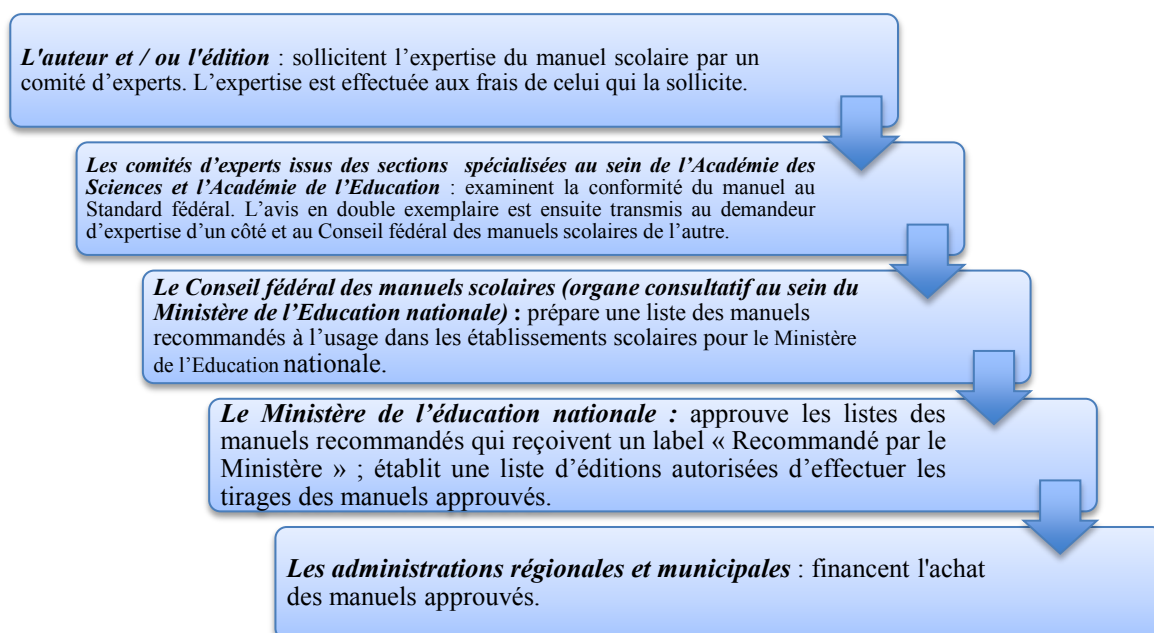


Image n° 19 : Les principaux acteurs du processus d'élaboration et de diffusion des manuels scolaires.

La mise en place en 2010 du *Standard fédéral de l'éducation*¹⁴¹⁴, instrument clé de la politique en la matière, est une étape cruciale dans le renforcement du contrôle étatique sur la production des vérités historiques. Elaboré par l'Académie des Sciences de l'Éducation de la Russie avec la collaboration de nombreuses institutions du monde académique, à travers des conférences et des séminaires au niveau fédéral et régional, des réunions avec des enseignants, mais aussi avec des représentants religieux et des parents d'élèves, ce document « *innovant* » apparaît comme le fruit d'un consensus autour du rôle de l'État dans l'éducation : il définit un ensemble d'exigences en matière d'enseignement auxquelles tous les établissements scolaires publics ou parapublics seront désormais soumis.

Le préambule du document réaffirme le rôle civique de l'enseignement : l'éducation nationale constitue « *l'activité sociale d'importance majeure* » indispensable à la « *consolidation de l'État russe* », au « *consensus national dans les évaluations des étapes clés de la formation et du développement de la société et de l'État russes* », à la formation du patriotisme « *basé sur l'amour pour la patrie et la défense de ses intérêts* », mais aussi à la formation des « *idéaux et des valeurs civiques* », sous lesquelles le document comprend « *la justice, la liberté, la prospérité*

¹⁴¹⁴ « *Federal'nyi gosudarstvennyi obrazovatel'nyi standart osnovnogo obshchego obrazovaniia* » / « Le standard fédéral d'État de l'éducation de base », adopté le 17 décembre 2010, <http://standart.edu.ru/catalog.aspx?CatalogId=2588>, consulté le 26 février 2014

et les traditions familiales ». Pour la première fois, le document relatif à l'éducation nationale proclame haut et fort l'orientation idéologique de celle-ci : le *Standard* représente le « *rejet du copier-coller des modèles occidentaux dans l'éducation* », ce qui présuppose la valorisation des « *éléments scientifiques, spirituels et culturels* » qui relèvent de la spécificité nationale¹⁴¹⁵.

Le caractère innovant du document consiste en la définition des « *objectifs stratégiques* » de l'éducation nationale et en la réglementation minutieuse de toutes les étapes de l'enseignement. Un tableau spécifique recense le contenu et les objectifs de l'enseignement secondaire, ainsi que les résultats escomptés matière par matière. En ce qui concerne l'histoire, son enseignement doit répondre aux objectifs suivants :

« 1. *La formation d'une attitude respectueuse envers l'histoire de la Patrie en tant qu'État uni et indivisible multinational, construit sur les bases de l'égalité de tous les peuples de la Russie, dans l'esprit du patriotisme et internationalisme, de la compréhension mutuelle et du respect entre les peuples, le rejet du chauvinisme et du nationalisme [...], du militarisme et de la propagande de guerre ; [...]*
2. *La formation des orientations clés culturelles et historiques pour l'identification personnelle civique, ethno-nationale, sociale et culturelle, pour la compréhension du monde et [...] de la société modernes [...]. L'assimilation des valeurs et des idéaux de base nationaux ...* »¹⁴¹⁶.

Par ailleurs, le document réduit substantiellement l'autonomie des enseignants dans la détermination de la politique d'enseignement : si le principe de l'autonomie reste fixé dans la version 2012 de la loi sur l'éducation, le *Standard* fixe à 75% la part « *obligatoire* » de l'enseignement dont la définition revient à l'État fédéral qui régit tous les aspects du processus d'enseignement (définition des objectifs, suivi des élèves, la structure générale d'enseignement, les programmes de chaque matière, le système de correction du comportement des élèves, les critères d'évaluation de l'efficacité de l'enseignement etc.) ; les 25% restants sont déterminés par tous les « *participants du processus d'enseignement* »¹⁴¹⁷. Le document règle par ailleurs le nombre d'heures imparties à l'enseignement et aux activités extrascolaires et les directions essentielles de celles-ci ainsi que « *les conditions matérielles de l'enseignement* » dans chaque école.

¹⁴¹⁵ *ibid.*
¹⁴¹⁶ *ibid.*
¹⁴¹⁷ *ibid.*

La *Conception de l'éducation spirituelle et morale des citoyens de la Russie* constitue la base idéologique du *Standard Fédéral*¹⁴¹⁸ et est définie dans ce texte comme partie intégrante de la part obligatoire de l'enseignement déterminée par l'État fédéral. La conception régit en pratique la « *formation du patriotisme* », définissant la finalité, les objectifs, les méthodes, les outils et les résultats escomptés du « *développement moral* » de chaque élève (la formation des valeurs, des « *compétences sociales* », des « *modèles de comportement* »), mais aussi « *l'idéal national de l'éducation* », le système de valeurs de base promues dans les écoles, ainsi que « *les critères et les indicateurs de l'efficacité de l'éducation morale et spirituelle dans chaque établissement* »¹⁴¹⁹.

Référence de base pour l'élaboration de tous les programmes scolaires, le préambule de la *Conception* qualifie la période actuelle de « *période du changement d'orientations* » : il s'agirait de réparer les torts subis par l'éducation nationale dans les années 1990, quand la Russie a connu des « *phénomènes négatifs inévitables durant les changements sociopolitiques globaux* » ayant eu « *une influence néfaste sur la morale de la société, la conscience civique, l'attitude des individus vis-à-vis de la société, de l'État, de la loi et du travail, sur les attitudes interpersonnelles* ». Tout en critiquant « *la réduction de la vie sociale à la foi dans le communisme* » dans le système éducatif soviétique, le document évoque l'expérience soviétique sous un angle positif : l'école à cette époque aurait été guidée par « *un haut idéal pédagogique* », basé sur la « *formation des individus harmonieusement épanouis* », fournissant « *des exemples du patriotisme de masse et du service héroïque à l'État, de la priorité des intérêts collectifs sur les intérêts privés* ». La destruction de ce schéma et « *l'imitation pressée des formes de vie occidentales* » dans les années 1990 auraient conduit à la formation d'une nouvelle personnalité, « *libre dans son autodétermination et son développement* », mais aussi libérée des valeurs, des traditions nationales, des obligations envers la collectivité. Aujourd'hui, cet idéal doit être redéfini et la mission spirituelle et civique de l'école réaffirmée conformément aux intérêts nationaux de la Russie : « *L'idéal de l'éducation contemporain est un citoyen russe de haute moralité, créatif et compétent, qui accepte le destin du pays comme le sien propre, qui est conscient de sa responsabilité pour le présent et*

¹⁴¹⁸ *ibid.*

¹⁴¹⁹ *Conception de l'éducation spirituelle et morale des citoyens de la Russie*, <http://standart.edu.ru/catalog.aspx?CatalogId=985>, consulté le 26 février 2014

l'avenir du pays, enraciné dans les traditions spirituelles et culturelles du peuple multinational de la Fédération ». Le document énumère et définit les valeurs qui doivent former la base de l'éducation nationale : le patriotisme, la solidarité sociale, le sens civil, la famille, le travail et la création, la science, la religion, l'art et la littérature, la nature et enfin l'humanité.

La réécriture en 2012 de la loi sur l'éducation de 1992 va achever le processus de contrôle de l'État sur l'enseignement¹⁴²⁰. Contrairement aux formulations vagues et abstraites de la loi de 1992, la nouvelle version définit de façon précise les trente-quatre notions clés de la loi (« *éducation* », « *formation* », « *qualification* », « *standard fédéral* », « *élève* » etc.), afin de réduire la marge d'interprétation. L'article 8 de la loi de 1992, « *La notion du système éducatif* », subit une réécriture substantielle : il redéfinit la structure du système éducatif, y intégrant le « *Standard de l'enseignement fédéral* ». L'article 23 (ancien art. 12) met de l'ordre dans la typologie des établissements scolaires et réduit le nombre de catégories, notamment en retirant le dernier alinéa : « *Font partie du système éducatif [...] d'autres établissements pratiquant l'activité éducative* » ; désormais, uniquement les types d'établissements expressément énumérés dans l'article sont considérés comme faisant partie du système éducatif. Par ailleurs, sont introduites dans le texte de la loi les exigences concernant le contenu de l'enseignement (art. 13, 15, 16). L'article 20 resserre le contrôle de l'État sur « *l'innovation et l'expérimentation dans l'enseignement* » dont la mise en place doit être désormais « *définie par le gouvernement* »¹⁴²¹.

Dans ce paragraphe, nous avons retracé le processus de construction idéologique et normative des interprétations historiques par l'État redevenant l'acteur principal de l'éducation nationale, définissant les grandes lignes de celle-ci et contrôlant les interprétations historiques *via* le contrôle des manuels. Cette dynamique s'inscrit dans le mouvement général de rupture avec l'héritage eltsinien considéré par le régime actuel, mais aussi par une partie de la société, comme néfaste aux intérêts nationaux de la Russie : l'histoire scolaire désormais fait partie intégrante

¹⁴²⁰ Le texte intégral de la loi dans la version de 2012 http://минобрнауки.рф/документы/2974/файл/1543/12.12.29-ФЗ_Об_образовании_в_Российской_Федерации.pdf, consulté le 25 février 2014

¹⁴²¹ *ibid.*.

des instruments de gestion étatique de la mémoire. Si les oppositions à cette dynamique se font régulièrement entendre dans les médias, le « *consensus patriotique* » autour du retour de l'État dans l'éducation nationale semble être solidement implanté au sein des cercles d'enseignants et dans l'*establishment* politique.

§ 2. Un discours ambigu qui se veut conciliateur

Les manuels scolaires analysés dans le cadre de ce paragraphe ont été sélectionnés parmi les ouvrages faisant partie des « *Listes uniques fédérales* » : il s'agit des textes approuvés par le Ministère de l'Education selon la procédure évoquée ci-dessus et recommandés à l'usage dans les écoles. Cinq manuels de l'histoire du XX^e siècle, à destination des élèves de terminale (11^{ème} classe dans la nomenclature russe) ont constitué l'échantillon. L'un des manuels en question, sous la direction de Valerii Ostrovskii, présente un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution du narratif : l'équipe scientifique sous la direction de cet historien est l'une des rares équipes qui, s'étant formées au début des années 1990, continuent d'élaborer les manuels scolaires tout au long des années 2000 ; par conséquent, la comparaison croisée de l'édition de 1995 et 2004 a permis de cerner les différences et les continuités entre les deux versions de l'histoire.

Tableau n° 13. L'échantillon des manuels scolaires d'histoire édités entre 2000 et 2011.

<i>Année d'édition</i>	<i>Manuel analysé</i>
2004	OSTROVSKII V.P. (dir.), <i>Histoire de la Russie, XX^e siècle</i> , 11 ^{ème} classe, manuel pour les établissements de l'enseignement secondaire, 8 ^{ème} édition, Moscou, Drofa, 480 p.
2006	TCHOUBARIAN A.O. (dir.), <i>Histoire nationale XX^e – XXI^e siècle. Manuel pour 11^{ème} classe des établissements de l'enseignement secondaire</i> , 3 ^{ème} édition, Moscou, Prosveschenie.
2008	DANILOV A.A., FILIPPOV A.V. (dir.), <i>Histoire de la Russie, 1900-1945; 1945-2007</i> (deux volumes), 11 ^{ème} classe, Moscou, Prosveschenie, 2008, 367 p.
2011	KISSILEV A.F., POPOV V.P., <i>Histoire de la Russie, XX^e – début du XXI^e siècle</i> , 11 ^{ème} classe, 4 ^{ème} édition, Moscou, Drofa, 318 p.
2011	LEVANDOVSKII A.A. (dir.), <i>Histoire de la Russie, XX^e – début du XXI^e siècle</i> , 11 ^{ème} classe, 5 ^{ème} édition, Moscou, Prosveschenie.

A. Les manuels en quête d'une nouvelle grille d'interprétation

Les cinq manuels scolaires analysés reflètent le processus progressif, et à ce jour inachevé, de la reconstruction du narratif historique national et de la quête d'une nouvelle grille de lecture permettant de remplacer la conception totalitaire de

l'histoire. En effet, le manuel « *patriotique* » d'Alexandre Filippov et Alexandre Danilov reste le seul à rompre définitivement avec la grille de lecture totalitaire des années 1990, réintégrant le passé soviétique dans le récit national patriotique ; tous les autres manuels gardent, à un degré ou un autre, le noyau dur des interprétations des années 1990, sans pour autant qu'il continue à constituer un cadre d'interprétation cohérent et stable.

Si la plupart des manuels ne rompent pas avec la conception totalitaire, ils sont marqués par la volonté de construire un récit moins conflictuel et réconciliateur. Cette volonté se manifeste aussi bien au niveau de la forme qu'au niveau du fond. En ce qui concerne la forme (1), il s'agit en premier lieu de l'ambiguïté et la prudence des interprétations : plutôt que d'omettre telle ou telle information, les manuels contemporains emploient la technique du « *gommage* », atténuant certains traits du régime soviétique et notamment son caractère répressif. Ce « *gommage* » se traduit en premier lieu par le choix du vocabulaire employé : si dans les manuels scolaires des années 1990 l'époque soviétique était présentée comme « *tragique* », « *monstrueuse* », aujourd'hui elle est qualifiée de « *difficile* », « *complexe* » ; l'épuration des manuels de leur composante morale et émotionnelle constitue le deuxième pilier de cette prudence : le refus de qualifications morales et de condamnations fait une grande différence avec la génération précédente des textes. Il en découle un autre trait caractéristique des années 2000 : le langage sec et dépourvu d'émotions contraste avec le vocabulaire plus riche et coloré employé dans les manuels des années 1990.

En ce qui concerne le fond, il s'agit de la technique du contrebalancement des informations négatives par des éléments positifs, afin de forger un tableau acceptable du passé ; cette technique entraîne les contradictions dans le narratif : tout se passe comme si les auteurs se gardaient de qualifier l'époque ; l'accumulation des faits historiques, des avis et des conceptions historiques différentes n'est pas sous-tendue par une quelconque grille d'interprétation (2).

1. La forme : l'adoucissement des pages sombres

La technique du gommage des pages sombres consiste à donner aux descriptions des événements violents (guerres, répressions) un caractère neutre par le langage

employé et par le refus de les qualifier de façon univoque. Si les auteurs ne dissimulent pas les faits historiques, le caractère conflictuel des interprétations est atténué par l'exclusion des appréciations trop tranchées, des détails violents, des formules univoques, des prises de position claires et nettes, des appréciations émotionnelles, morales et empathiques, caractéristiques des manuels des années 1990 au profit d'un langage sec, officiel, presque bureaucratique pour qualifier tel ou tel événement impliquant la violence.

a. L'atténuation de la violence et de la conflictualité

Le gommage du caractère violent de l'époque soviétique et l'adoption des formules plus neutres est perceptible dès la première lecture cursive des manuels : le récit émotionnel et chargé de détails cède la place au récit neutre et distancié. Les premiers chapitres consacrés à la Révolution d'Octobre 1917 et à la guerre civile sont révélateurs de l'évolution du narratif : si dans les années 1990 l'accent est mis sur la violence de masse comme le facteur décisif dans la consolidation du pouvoir bolchevik, les manuels des années 2000 valorisent d'autres facteurs de la victoire, comme par exemple « *la mobilisation, la propagande et l'agitation* »¹⁴²², « *le travail politique et éducatif* »¹⁴²³, mais aussi le « *style d'action* » des bolcheviks caractérisé cette fois comme « *volontaire* », « *pragmatique* ». Les descriptions des tortures auxquelles se livraient les « *rouges* » et les « *blancs* » disparaissent des manuels, tout comme les noms de principaux responsables de la terreur ; il en découle le caractère impersonnel de la terreur, présentée comme un phénomène presque naturel qui arrive à la Russie dans le « *cours de l'histoire* » plutôt que comme une politique délibérée choisie par des personnalités concrètes.

Dans la même logique d'atténuation des clivages, les auteurs s'efforcent de parvenir à un certain équilibre entre les crimes des uns et des autres : en ce qui concerne la terreur, « *il ne faut pas absolutiser le rôle de la terreur rouge, tout en minimisant le rôle de la terreur blanche* », affirme le manuel d'Andrei Levandovskii soulignant que « *le sang des innocents avait coulé de deux côtés* »¹⁴²⁴. Chez Alexandre Tchoubarian, les passages relatifs à la résistance de masse aux bolcheviks et la terreur à laquelle ils ont eu recours afin de mater les rebellions rapportent

¹⁴²² LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *Histoire de la Russie, XX^e – début du XXI^e siècle*, 11^{ème} classe, 5^{ème} édition, Moscou, Prosveschenie, pp. 111, 114

¹⁴²³ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 111

¹⁴²⁴ *ibid.*, p. 119

sèchement : « *Le coup d'État armé des bolcheviks a fait de la violence une norme de la lutte politique et a considérablement restreint la base sociopolitique du nouveau pouvoir* »¹⁴²⁵. Alexandre Kissilev est le seul à mentionner la pratique de prise d'otages employée par les bolcheviks¹⁴²⁶ : dans les autres manuels, soit cette information est absente¹⁴²⁷, soit cette pratique est présentée comme introduite par les « *blancs* »¹⁴²⁸.

L'emploi de la voix passive est également caractéristique du tournant impersonnel du narratif : le grand récit national, focalisé sur les actions d'un pouvoir abstrait sur la population qui n'est qu'un sujet de la politique, remplace l'histoire sociale, interprétée à travers les décisions et les destins individuels : « *Après Petrograd, le pouvoir soviétique a été rapidement installé au niveau local, aussi bien par la voie pacifique que par la force des armes* »¹⁴²⁹ ; « *... la campagne de collectivisation forcée et globale a commencé. Les koulaks et leurs familles [...] ont été déportés dans les régions Est et Nord du pays* »¹⁴³⁰. Souvent, afin d'éviter l'attribution de telle ou telle action aux acteurs concrets, les manuels les attribuent à la « *logique de l'histoire* » qui contraint les acteurs à tel ou tel choix : « *La logique rigide de conservation du pouvoir a contraint les bolcheviks de créer en décembre 1917 un organe punitif, VeTcheka* »¹⁴³¹.

La distance prise par rapport à l'histoire sociale et au rôle accordé aux personnalités dans l'histoire explique également la réduction drastique de la place accordée aux descriptions des leaders soviétiques : les images construites par le narratif sont beaucoup plus schématiques et consensuelles. Par exemple, Lénine n'est plus présenté comme un fanatique irascible, mais comme un homme « *à forte volonté, organisateur talentueux, avec les capacités de se focaliser sur l'essentiel* »¹⁴³², « *jeune, talentueux et ambitieux leader de l'aile radicale des bolcheviks* »¹⁴³³, tandis que certaines informations le concernant, susceptibles à ternir son image (notamment

¹⁴²⁵ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *Histoire nationale XX^e – XXI^e siècle. Manuel pour 11^{ème} classe des établissements de l'enseignement secondaire*, 3^{ème} édition, Moscou, Prosveschenie, p. 59

¹⁴²⁶ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *Histoire de la Russie, XX^e – début du XXI^e siècle*, 11^{ème} classe, 4^{ème} édition, Moscou, Drofa, p. 72

¹⁴²⁷ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*.

¹⁴²⁸ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*.

¹⁴²⁹ *ibid.*, p. 87

¹⁴³⁰ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 98

¹⁴³¹ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 93

¹⁴³² TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 56

¹⁴³³ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, 17

les informations concernant le financement allemand du parti bolchevik, son passé d'émigré) ne sont plus mentionnées dans les manuels. De la même manière, les chapitres consacrés à Staline sont épurés des réflexions sur sa personnalité, qui constituaient une partie non négligeable des manuels scolaires des années 1990, les auteurs s'efforçant de trouver les racines du totalitarisme dans sa personnalité « *pathologique* » ; par ailleurs, si Staline continue d'être qualifié de « *dictateur* », de nouvelles qualifications apparaissent, comme par exemple « *le génie ténébreux de Staline* »¹⁴³⁴, constituant une nette rupture avec les représentations des années 1990 qui soulignaient la petitesse et la médiocrité de Staline. Les leaders soviétiques apparaissent ainsi non plus comme des hommes avec leurs défauts, mais comme des personnages éloignés.

Si l'image de la Révolution de 1917 reste négative (elle est présentée comme un cataclysme social « *détruisant l'ordre de vie et réfutant des valeurs antérieures, faisant apparaître les bas instincts des foules* »¹⁴³⁵, « *époque des cataclysmes sociaux et de la destruction de l'État* »¹⁴³⁶, une « *crise de toute la nation* »¹⁴³⁷), la consolidation du pouvoir des bolcheviks est présentée comme un événement positif permettant la sortie de la « *crise* » et des « *bouleversements* » : pour cette raison, contrairement aux manuels des années 1990, la question de l'illégitimité initiale de l'arrivée des bolcheviks au pouvoir suite à un coup d'État et par conséquent de l'illégitimité du régime, n'est plus soulevée. La différence est visible à travers les pages consacrées à la dissolution forcée de l'Assemblée constituante, première institution russe représentative : si dans les manuels des années 1990 cet événement était présenté comme une occasion perdue pour une évolution progressive de la Russie vers la démocratie représentative et le glissement définitif vers la dictature, les manuels des années 2000 se bornent à constater le fait sans expliquer le sens de cet événement pour la Russie : « *ayant saboté le travail de l'Assemblée constituante, lit-on dans le manuel d'Alexandre Tchoubarian, les bolcheviks ont gardé leur pouvoir* »¹⁴³⁸ ; plus loin, l'idée est réitérée : « *Le bolchevisme a gagné, ayant gardé l'État et la souveraineté de la Russie* »¹⁴³⁹. Dans le manuel d'Andrei Levandovskii, la

¹⁴³⁴ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 256

¹⁴³⁵ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 71-72

¹⁴³⁶ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 45

¹⁴³⁷ *ibid.*, p. 46

¹⁴³⁸ *ibid.*, 61

¹⁴³⁹ *ibid.*, 123

résistance militaire aux bolcheviks après la dissolution de l'Assemblée constituante est présentée comme des « *manifestations antigouvernementales* » des « *opposants* »¹⁴⁴⁰ : le conflit entre les « *blancs* » et les « *rouges* » est reformulé en termes de luttes du gouvernement avec l'opposition.

Non seulement le ton des manuels contemporains est plus neutre que celui des années 1990, mais encore il est plus froid : les auteurs évitent les condamnations et les qualifications morales des événements, préférant constater sèchement les faits. Si dans les années 1990 des chapitres entiers étaient consacrés aux mécanismes du passage au système totalitaire, les manuels de 2000, tout en gardant le terme « *totalitaire* » pour qualifier l'époque soviétique, évitent ce type d'analyse : ainsi dans le manuel d'Alexandre Tchoubarian, le passage de Staline au pouvoir est sèchement résumé en deux lignes : « *Dans les délais restreints, Staline parvient à créer la base du pouvoir personnel de plus en plus important au sein de l'appareil administratif du parti* »¹⁴⁴¹. Dans le manuel d'Alexandre Kissilev, le système politique stalinien est caractérisé de façon suivante : « *L'unanimité totale, la hiérarchie stricte, la discipline militaire enracinées dans le Parti influençaient de façon conséquente tout le système politique soviétique, qui n'avait que très peu à voir avec le modèle fixé par la Constitution de 1936* »¹⁴⁴². Andrei Levandovskii lui souligne le remplacement de la « *partocratie* » par le « *régime de la dictature personnelle* »¹⁴⁴³, tout en parlant, plus bas, des « *structures totalitaires* »¹⁴⁴⁴.

En ce qui concerne les répressions de masse, leur place est clairement marginalisée par rapport aux manuels des années 1990 et les passages les concernant sont particulièrement révélateurs de la volonté de gommer les pages sombres : les descriptions émotionnelles des années 1990 et les appels à « *ne pas oublier* » cèdent la place aux constats sociologiques du type suivant : « *La structure sociale de la société a changé : les capitalistes, les commerçants, la plupart du clergé ont été liquidés* »¹⁴⁴⁵. Dans le manuel d'Alexandre Tchoubarian, « *l'appareil puissant*

¹⁴⁴⁰ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 87

¹⁴⁴¹ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, pp. 81-82

¹⁴⁴² KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 106

¹⁴⁴³ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 175

¹⁴⁴⁴ *ibid.*, p. 257

¹⁴⁴⁵ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 107

répressif » est présenté comme « *l'instrument le plus important du pouvoir [...]* »¹⁴⁴⁶, tandis que les répressions sont traitées en deux paragraphes succincts ; le terme de « Grande Terreur » n'est pas employé. Le langage sec et presque bureaucratique met l'accent sur le danger potentiel que présentaient les victimes de la terreur, sans évoquer son caractère aveugle et son irrationalité :

« À peu près 2 millions de personnes ont été arrêtées en 1937-1938, dont 800 000 ont été exécutés. Cela a conduit à l'élimination de couches entières de la société potentiellement dangereuses pour le pouvoir. L'intelligentsia, la grande partie des dirigeants militaires ont été frappés les premiers, à cause de leur statut social »¹⁴⁴⁷.

Dans le manuel d'Andrei Levandovskii, la Grande Terreur est qualifiée de « *réponse décisive de Staline* » à la montée de la contestation de sa politique¹⁴⁴⁸. Si les élèves apprennent que « *par la terreur, la vie politique et culturelle du pays a été épurée de la meilleure partie de la nation* »¹⁴⁴⁹, les descriptions de l'atmosphère générale de peur, de terreur et de haine, les témoignages des victimes, les réflexions sur les bases sociales de la terreur et sur le grand nombre de délateurs anonymes, partie intégrante des manuels des années 1990, disparaissent des manuels contemporains.

En ce qui concerne la collectivisation, la présentation de cette période est particulièrement illustrative de l'évolution des textes : tandis que les manuels des années 1990 qualifiaient la collectivisation de « *pillage* », de « *destruction de la campagne* », de « *guerre de l'État contre son peuple* », les manuels contemporains remplacent ces qualifications par des termes neutres, parlant par exemple de la « *politique de pression étatique rigide sur les paysans* »¹⁴⁵⁰, « *l'échange des marchandises à base inégalitaire* » (« *neekvivalentnyi tovaroobmen* »¹⁴⁵¹). Le même langage sec remplace les démonstrations concrètes de l'absurdité de l'économie planifiée : celle-ci est présentée comme une forme d'économie caractérisée par « *le refus des relations monétaires, la déformation des lois objectives de formation des prix* », « *le centralisme rigide dans la gestion et l'autonomie locale minimale* »¹⁴⁵². Si les informations concernant le rôle des camps de concentration dans le

¹⁴⁴⁶ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 93

¹⁴⁴⁷ *ibid.*, p. 93

¹⁴⁴⁸ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 165-166

¹⁴⁴⁹ *ibidem.*

¹⁴⁵⁰ *ibid.*, 97

¹⁴⁵¹ *ibid.*, 128

¹⁴⁵² *ibid.*, 172

développement économique de l'URSS sont encore présentes, les descriptions détaillées du système des camps, les appréciations morales de ce type d'économie, les parallèles avec l'esclavagisme ainsi que la notion « *économie de Goulag* » (« *goulagovskaia ekonomika* ») sont bannies des manuels, dans le même souci de les épurer d'expressions et de raisonnements caractéristiques de la *perestroïka*.

*« Le rôle du Goulag n'a pas été seulement celui d'un appareil assurant "la sécurité étatique" [...], mais aussi celui d'un ministère de l'économie et de l'industrie »*¹⁴⁵³.

*« L'idée d'utiliser le travail des détenus dans les intérêts de l'économie nationale est née de façon "naturelle" dans l'esprit des dirigeants bolcheviques. De nombreuses îles de l'"archipel du Goulag" [...] devenaient rapidement les endroits de travaux forcés pour des centaines de milliers et par la suite des millions des personnes »*¹⁴⁵⁴.

*« Le travail forcé des détenus a été utilisé de façon vaste dans tous les grands chantiers, y compris la construction et le fonctionnement des objets militaires et industriels »*¹⁴⁵⁵.

Grâce à ce type de « gommage », les détails particulièrement violents, les présentations sombres des faits et des personnalités, les questions de la responsabilité personnelle disparaissent au profit des formules plutôt neutres. Il en résulte une image de l'époque soviétique moins violente et plus consensuelle, sans que des omissions expresses de faits historiques soient effectuées : tout en décrivant la même réalité, les manuels ne la décrivent pas de la même manière.

b. La comparaison croisée

L'épuration des manuels des appréciations catégoriques et des détails violents est visible si l'on compare deux éditions du manuel de Valerii Ostrovskii, l'un datant de 1995, l'autre de 2004. Le principe de l'analyse croisée consiste à porter attention aux changements dans la structure et le contenu du manuel : les passages réécrits et les sections disparues permettent de caractériser l'évolution du narratif.

Au premier abord, l'analyse croisée de deux manuels confirme la conservation du noyau dur des représentations des années 1990 : la version de 2004 reproduit la plus grande partie de celui de 1995, la structure restant quasiment inchangée ; les principaux points de repère du narratif (la qualification du régime stalinien de totalitaire, la critique de l'économie planifiée, les chapitres sur les répressions et la

¹⁴⁵³ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 102
¹⁴⁵⁴ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 133
¹⁴⁵⁵ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 159

Grande Terreur) sont toujours présents. Toutefois, un nombre de changements de l'édition de 2004 par rapport à celle de 1995 permet de qualifier la dernière version de « gommée » : la section « Bilan » intégrée à la fin de chaque chapitre dans la version de 1995, dans laquelle les auteurs résumaient leur point de vue et donnaient les caractéristiques succinctes mais claires de tel ou tel événement, disparaît du manuel de 2004. De nombreux passages témoignent de l'épuration ou de l'atténuation de toute appréciation trop tranchée, et de détails trop violents, qu'ils relèvent de l'époque soviétique ou présoviétique : aussi bien la critique des bolchéviks que la présentation folklorique et idéalisée de la Russie prérévolutionnaire sont atténuées dans la version de 2004 ; les caractéristiques personnelles de Lénine ont disparu, tout comme les informations sur son financement par les Allemands ; la description des relations conflictuelles entretenues par Lénine avec les autres bolcheviks disparaît également ; l'expression « *l'économie de Goulag* », marquée par la rhétorique de la *perestroïka*, est bannie du manuel de 2004 ; la longue et détaillée description de l'assassinat de la famille du tsar Nicolas II présente dans la version de 1995 est remplacée par une phrase laconique « ... *ont été exécutés sans jugement* » ; les parallèles entre l'URSS et l'Allemagne nazie sont également retirés de la version de 2004, alors même que le système soviétique reste qualifié de « *totalitaire* » tout au long du manuel, etc.. Le tableau présenté ci-dessous résulte de l'analyse croisée de deux versions et donne des exemples permettant d'illustrer la technique du « gommage » et l'évolution du texte vers un récit épuré des qualifications potentiellement conflictuelles.

Tableau n° 14. Comparaison croisée de deux manuels sous la direction de V. Ostrovskii, 1995 et 2004. Les passages censurés, disparus ou nouvellement ajoutés, sont en italiques gras.

<i>Passage du manuel de 1995</i> ¹⁴⁵⁶ .	<i>Version du manuel de 2004</i> ¹⁴⁵⁷ .
<i>La Russie prérévolutionnaire</i>	
Version 1995 : « <i>Le slogan de la propagande des forces de gauche sur l' "arriération" de la Russie a été réfuté par la réalité même. Ce n'est pas par hasard que Oulianov-Lénine [...] évitait l'analyse des rythmes du développement de la Russie dans tous les secteurs, préférant concentrer l'attention uniquement sur les chiffres et les données qui caractérisaient le retard par rapport aux pays leaders.</i> La Russie a acquis un rythme de croissance stable, un rythme stable des changements dans toutes les sphères de vie [...]. Le pays se	Version 2004 : « <i>La Russie a acquis le rythme stable des changements dans toutes les sphères de vie. Mais bien sûr elle n'a pas été un paradis sur terre [...]. La pauvreté et l'absence de culture, l'exiguïté des habitats et l'insalubrité frappaient. Pourtant même la campagne et tout d'abord des fermes exemplaires adoptaient des nouvelles techniques sans perdre l'unicité nationale [...].</i> Le pays se transformait en un clin d'œil ». (p. 104)

¹⁴⁵⁶ OSTROVSKII V.P., OUTKINE A.I., *Histoire de la Russie, XX^e siècle, Manuel pour les élèves de la terminale*, Moscou, Drofa, 512 p.

¹⁴⁵⁷ OSTROVSKII V.P. (dir.), *Histoire de la Russie, XX^e siècle, 11^eème classe, manuel pour les établissements de l'enseignement secondaire*, 8^{ème} édition, Moscou, Drofa, 480 p.

transformait en un clin d'œil ». (p. 111)	
<i>La terreur rouge</i>	
Version 1995 : « Toutes les révolutions ont eu recours à la terreur, et la Révolution russe n'a pas été l'exception. <i>Mais l'envergure et la brutalité de la terreur ont été exceptionnelles. [...] le point de vue "la fin justifie les moyens", combiné à la justification "scientifique" du processus historique comme la lutte des classes et la conviction que la dictature du prolétariat doit être sans pitié [...] ont engendré le phénomène de la terreur rouge</i> ». (p. 175)	Version 2004 : « Dans toutes les révolutions de l'histoire mondiale, les révolutionnaires vainqueurs ont hissé la terreur au rang de la politique étatique. La Révolution russe n'a pas été l'exception ».
<i>Les premiers pas des bolcheviks dans la politique extérieure</i>	
Version 1995 : « Les bolcheviks arrivés au pouvoir sous les slogans de la "paix sans annexions et contributions", <i>en réalité chérissaient les projets de la révolution européenne et mondiale</i> ». (p. 152)	Version 2004 : « Les bolcheviks arrivés au pouvoir sous les slogans de la "paix sans annexions et contributions", <i>ont fait face aux graves problèmes</i> ». (p. 143)
Version 1995 : « La paix <i>obscène</i> » (p. 152)	Version 2004 : « La paix <i>de Brest</i> »
<i>La collectivisation</i>	
Version 1995 : « La dékoulakisation a pris des formes extraordinairement brutales [...]. <i>L'un des dirigeants du NKVD avait témoigné que les rivières du Caucase du Nord portaient dans la mer des milliers de cadavres</i> ». (p. 216)	Version 2004 : « La dékoulakisation a pris des formes extraordinairement brutales [...]. <i>Des familles des paysans ont été privées de tous leurs biens, déportés dans des régions du Nord ou dans des chantiers éloignés</i> ». (p. 193)
Version 1995 : « <i>La "révolution agraire" des bolcheviks n'a pas été le résultat des aspirations pluriséculaires de la paysannerie [...]. Elle a été le résultat des erreurs qui dominaient l'esprit de l'intelligentsia "progressiste" pendant de nombreuses décennies. Ses appels à l'égalité et la justice idéalisée ont été mis en pratique par le bolchevisme. Mais le paysan travailleur a perdu sa terre. La commune dans sa forme la plus primitive, ressemblant aux communes de l'Égypte ancien et Mésopotamie, a été restaurée, caractéristique du "mode de production asiatique", dont le pilier principal était l'expropriation des vivres et la responsabilité collective. Tout cela a entraîné l'horrible chute du niveau de la production agricole [...]. Contrairement aux gouvernements tsariste ou transitoire, des punitions sévères menaçaient en cas d'échec à remplir les quotas de denrées agricoles [...]. Certains mois, la mortalité due à la faim équivalait à celle des semaines critiques du blocus de Leningrad. [...] La solution a été vue dans l'accélération de la militarisation du travail, car le fanatisme des fanatiques isolés n'a jamais pu remplacer le fonctionnement normal de l'économie. La prolifération des Commissions [...] permettait de placer et de recevoir des bons d'alimentation pour des parents, des amis, des connaissances [...]. Le moyen de justifier la création de nouveau bureau existait toujours. C'est exactement pendant les années du "communisme de guerre" que l'économie centralisée perverse anti marché s'est formée, les racines en sont repérables même à la fin du XX^e siècle</i> ». (pp. 174-175)	Version 2004 : « <i>La situation était encore plus dure dans les campagnes [...]. Le décret sur les terres agricoles, préparé par les socialistes révolutionnaires mais mis en pratique par Lénine, prévoyait non seulement la confiscation des terres, mais aussi leur nationalisation [...]. La commune dans sa forme la plus primitive a été restaurée, caractéristique du "mode de production asiatique", dont le pilier principal était l'expropriation des vivres sous conditions de responsabilité collective. [...] De fait, uniquement le marché noir permettait de survivre à ceux qui n'avaient pas la possibilité d'obtenir le ravitaillement amélioré grâce au travail dans l'appareil du parti – État. [...] La solution a été vue dans la militarisation du travail. Au lieu du fonctionnement normal de l'économie, des "armées de travail" ont été créées. [...] Le bilan du "communisme de guerre" a été la destruction complète de l'économie et la famine de masse. Mais le pouvoir soviétique s'est maintenu</i> ». (p. 160-161)
<i>Staline</i>	
Version 1995 : « Leader <i>totalitaire</i> »	Version 2004 : « Leader <i>charismatique</i> indispensable au régime totalitaire ».
<i>L'industrialisation</i>	

<p>Version 1995 : Intitulé du chapitre : « Le grand bond ».</p> <p>« Il est incontestable que les dirigeants communistes n'avaient aucun dessein cohérent du "grand bond" ». [...].</p> <p>Le pouvoir communiste ne pouvait pas cohabiter même à côté du marché déformé, à cause de ses convictions politico-économiques. [...] Mais le refus total du marché n'a pu être effectué que grâce à une discipline rigide, s'appuyant aussi bien sur les méthodes de la propagande que sur la violence. <i>Cette discipline a été assurée par le maintien dans la conscience de masse du mythe de la "menace extérieure" [...] Cette centralisation portée aux extrêmes a entraîné l'usage de massif du travail de force à l'aide du Goulag. Puisque toute la population ne pourrait pas être mise dans le Goulag, il fallait la fixer sur ses postes de travail, et par conséquent dans leur lieu d'habitation sous contrôle rigide. Cela signifiait le passage à la planification et au contrôle totaux, y compris le contrôle sur la pensée, ce qui ne pourrait être atteint que par le travail efficace des organes de répression et d'idéologie. Bien sûr, l'objectif final n'a pas été tant la construction du communisme que la création de l' "homme de type nouveau", qui pourrait être manipulé librement dans les objectifs de consolidation ultérieure de son pouvoir et sa diffusion, si les conditions s'y prêtaient, en dehors des frontières du pays ».</i> (pp. 213-214).</p>	<p>Version 1995 : Intitulé du chapitre : « <i>L'inévitabilité</i> du grand bond ».</p> <p>« Il est incontestable que les dirigeants communistes n'avaient aucun dessein cohérent du "grand bond". <i>Mais la logique impitoyable de l'histoire faisait le "grand bond" inévitable. La logique est la suivante :</i> le pouvoir communiste ne pouvait pas cohabiter même à côté du marché déformé, à cause de ses convictions politico-économiques. Mais le refus total du marché n'a pu être effectué qu'à condition d'une discipline rigide, s'appuyant aussi bien sur les méthodes de la propagande que sur la violence. Il était indispensable de fixer la population sur ses postes, et par conséquent dans leur lieu d'habitation sous contrôle rigide. Cela signifiait le passage à la planification et aux contrôles totaux, y compris le contrôle sur la pensée, ce qui ne pourrait être atteint que par le travail efficace des organes de répression et d'idéologie. L'objectif final n'a pas été tant la construction du communisme que la création de l' "homme de type nouveau", un homme rouage qui pourrait être manipulé librement dans ses objectifs (p. 190-191).</p>
<p>Version 1995 : « La partie considérable des importations [des technologies] a été effectuée grâce aux exportations des matières premières et des vivres. Cela signifiait que, étant devenu un pays industrialisé, l'URSS devenait en même temps l'appendice des matières premières des pays occidentaux ».</p> <p>Version 1995 : « L'industrialisation totalitaire, contrairement à l'industrialisation qui s'effectue dans les conditions du marché, n'avait pas de caractère complet. C'était une industrialisation de percée, effective uniquement dans quelques secteurs, majoritairement dans la production des armements » (p. 220)</p>	<p>Retirée de la version de 2004</p>
<p>Version 1995 : « Le principal moyen d'accumulation [du capital] a été le pillage des campagnes, <i>l'économie de Goulag. Dans des conditions normales, chaque travail doit être rémunéré, même au niveau minimal, ce qui nécessite des dépenses [...] Si en revanche on se limite à ne donner [aux travailleurs] qu'une ration de camp, on accumule un énorme capital qui est ensuite transformé en investissements ».</i> (p. 219)</p>	<p>Version 2004 : « Le principal moyen d'accumulation a été le pillage des campagnes, <i>l'exploitation sans pitié des ouvriers ».</i> (pp. 196-197)</p>
<p><i>La science, la culture, l'éducation soviétiques</i></p>	
<p>Version 1995 : « En Russie, deux types de science ont été créés : l'un composé des gens talentueux, professionnels, qui ne se livraient pas, au moins publiquement, à des débats d'idées. Le pouvoir s'appropriait leurs inventions et les utilisait pour la propagande de ses acquis [...]. L'autre type de science – à l'usage intérieur, idéologisé dans sa majorité – devait créer les bases de la propagande</p>	<p>Retirée de la version de 2004</p>

communiste efficace ». (p. 205)	
Version 1995 : « Les expérimentations dans la sphère de l'enseignement se poursuivaient, sapant les bases traditionnelles de l'école russe. Le pédagogue A. Makarenko a commencé ses expérimentations pour former l'homme nouveau à partir de membres de bandes de voleurs ». (p. 206).	Retirée de la version de 2004
<i>Les comparaisons entre l'URSS et l'Allemagne nazie</i>	
Version 1995 : « Entre années 20 et 30, la Russie revient de façon décisive à l'économie planifiée centralisée et installe le régime totalitaire communiste. En Allemagne, les national-socialistes arrivés au pouvoir en 1933 renforce eux aussi les processus de planification et de centralisation, le contrôle sur la redistribution, et le régime politique devient totalitaire ». (p. 172).	Retirée de la version de 2004

2. *Le fond : les efforts pour construire un tableau « équilibré »*

Ce gommage de la forme du récit est accompagné d'une évolution du fond : les événements négatifs sont rationalisés par leur inscription dans un contexte historique plus vaste et contrebalancés par des points positifs, afin de donner une représentation plus « équilibrée » de l'époque.

a. *Les tentatives de contrebalancer l'image négative du système soviétique*

Le tableau globalement sombre de l'époque soviétique qui continue à transparaître est contrebalancé dans les manuels contemporains par les informations relatives aux acquis positifs de l'époque soviétique. Tout se passe comme si les auteurs s'efforçaient, après avoir fourni les informations concernant l'image négative du passé, d'ajouter une contrepartie qui permettrait d'en atténuer l'effet et de dessiner un tableau plus équilibré de l'époque. Le manuel d'Alexandre Kissilev est caractéristique de cette ambiguïté : dès la préface dressant le bilan du XX^e siècle, les auteurs construisent un récit contradictoire, faisant cohabiter des appréciations diverses : la période en question aurait été celle des « *joies des victoires et de l'amertume des échecs, des triomphes des inventions scientifiques, de la percée dans l'espace, [...], de la famine et du froid, des souffrances causées par la perte des proches, des camps staliniens et des exécutions, du silence forcé et de l'unicité des dogmes idéologiques* » ; toutefois, la Russie a « *tout supporté [...], et nous avons de quoi être fiers* »¹⁴⁵⁸.

¹⁴⁵⁸ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 3

En ce qui concerne la Révolution de 1917, si elle est présentée comme un temps de crise et de bouleversements sociaux, ses côtés positifs sont également évoqués, contrairement aux textes des années 1990 : le manuel d'Andrei Levandovskii parle des « *acquis généraux démocratiques* » de la révolution, de la liquidation du risque de désintégration de la Russie ; celui d'Alexandre Tchoubarian met en avant les premiers décrets des bolcheviks (la journée du travail de huit heures, la séparation de l'église et l'État, l'égalité hommes-femmes etc..) ¹⁴⁵⁹. Tandis que les élèves apprennent que les bolcheviks se sont heurtés à la résistance importante d'une grande partie de la population, d'autres éléments sont mobilisés par les auteurs afin d'illustrer l'acceptation des idées des bolcheviks : les manuels dressent un tableau de « *l'enthousiasme sincère des pionniers et des défenseurs du nouveau monde [...] quand des centaines de milliers de gens ont travaillé gratuitement pour la défense du pays* » ¹⁴⁶⁰ ; il en résulte un récit ambigu à partir duquel il est difficile de comprendre l'ampleur de la résistance aux bolcheviks et ses bases sociales. En ce qui concerne la « *révolution culturelle* », si les manuels des années 1990 mettaient l'accent sur l'uniformité idéologique et la propagande, les manuels contemporains s'efforcent de contrebalancer ce tableau par les descriptions de la démocratisation que la culture a connue grâce aux bolcheviks :

« [L'objectif du Commissariat du peuple] a été de politiser la culture, instaurer dans la société le règne incontestable de l'idéologie marxiste, faire du système éducatif, des sciences humaines, de la littérature et du théâtre un instrument de l'influence "formatrice" du parti sur les masses [...]. En même temps, il serait erroné de ne pas voir l'autre côté de la "révolution culturelle". Après Octobre, les frontières des ordres et des classes, qui entravaient l'accès des travailleurs à la culture et aux lumières ont été éliminées. Des collections artistiques et des bibliothèques privées immenses, des musées et des palais de nobles [...] deviennent l'héritage commun » ¹⁴⁶¹.

La description du système politique stalinien permet d'apercevoir l'inflexion des manuels vers une conception beaucoup moins conflictuelle de l'histoire : si les répressions de masse sont évoquées dans les manuels, le phénomène du stalinisme est présenté le plus souvent comme une réponse rationnelle de Staline à l'objectif de l'industrialisation du pays qui ne pouvait être effectuée qu'à ce prix-là : dans le manuel d'Alexandre Tchoubarian, les élèves apprennent que « *les objectifs de la formation du nouvel ordre social, de la création des bases économiques de la société industrielle ne peuvent être atteints que par les efforts maximaux de toutes les forces*

¹⁴⁵⁹ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 97-98

¹⁴⁶⁰ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 111, 114

¹⁴⁶¹ *ibid.*, p. 98

sociales, la mobilisation de toutes les ressources du pays. Cela a également exigé la formation d'un nouveau système politique suffisamment rigide »¹⁴⁶² ; l'idée de la « *construction du communisme dans un seul pays* » est qualifiée d'« *idéologie officielle modernisatrice de l'URSS* ». Les réflexions sur l'existence d'alternatives au modèle stalinien, caractéristiques de la génération précédente de manuels, et notamment l'éventualité du passage progressif à l'économie mixte (le modèle boukharinien), disparaissent des manuels contemporains : le modèle stalinien est présenté comme « *le moindre mal* » par rapport aux autres options politiques disponibles à ce moment. Le manuel de Levandovskii présente la voie choisie par Staline comme « *beaucoup plus optimale* » par rapport aux programmes de ses adversaires politiques qu'il qualifie d'« *opposition* » : les propositions de Staline de construire le socialisme dans un seul pays seraient « *beaucoup plus avantageuses* »¹⁴⁶³, car non seulement ce modèle « *prenait en compte la psychologie des dirigeants et des masses* », mais encore il était mieux adapté « *pour jouer le rôle de l'idée nationale unifiante, la base politique [...] pour la mobilisation [...] du peuple* », répondant finalement aux objectifs ultimes de l'industrialisation du pays. La volonté de rationaliser les choix et les actions politiques de Staline constitue une différence significative par rapport aux manuels des années 1990 qui insistaient sur le caractère irrationnel du stalinisme et sur son goût démesuré pour le pouvoir illimité conditionné par sa personnalité. L'approche équilibrée est également visible dans la qualification de ce système politique : tout en évoquant le coût humain du stalinisme, les auteurs parlent des succès rendus possibles par « *la concentration maximale des ressources* » :

*« D'un côté, grâce à la concentration maximale du pouvoir dans des conditions extérieures difficiles, le pays a réussi à créer la base industrielle dans des délais extrêmement restreints, sans quoi il n'aurait pas pu supporter le heurt avec la machine de guerre allemande [...] et se restaurer rapidement après la guerre. De l'autre, le prix du fonctionnement de ce modèle a été très élevé : les répressions politiques de masse, la collectivisation installée par des méthodes cruelles, l'instauration de la pensée unique »*¹⁴⁶⁴.

Comment évaluer l'héritage stalinien ? Tout en se gardant d'évaluer clairement le rôle que le stalinisme a joué dans l'histoire russe, les auteurs évoquent de façon vague certains « *représentants de la science historique contemporaine* » selon qui il serait nécessaire « *d'évaluer correctement la victoire de la ligne stalinienne sur la*

¹⁴⁶² TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 91

¹⁴⁶³ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 153

¹⁴⁶⁴ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, 95

modernisation accélérée du pays » dans l'appréciation de l'héritage stalinien : le stalinisme « *répondait objectivement aux intérêts de l'État à l'époque* », car Staline a transformé « *le pays arriéré* » en « *une superpuissance, avec une énorme autorité dans le monde* », assurant « *les conditions extérieures favorables à la victoire dans la Grande Guerre patriotique* ». Les capacités de Staline d'adopter « *l'idéologie, la politique, le système économique et social aux défis du temps et aux objectifs de l'URSS* »¹⁴⁶⁵ sont également notées par les auteurs. Il est significatif que les qualificatifs comme « *système inhumain* » ou « *monstrueux* » disparaissent des pages des manuels, au profit de notion reflétant le changement économique et social provoqué par l'adoption du « *modèle stalinien* », souvent qualifié de « *modèle de mobilisation* » ou encore de « *système politique du type mobilisateur* » ; si le mot « *totalitaire* » continue à être employé, la tonalité adoptée est beaucoup plus réservée.

La même logique caractérise les réflexions sur le modèle économique soviétique : contrairement aux manuels des années 1990 qui soulignaient l'échec des plans quinquennaux, la falsification des statistiques, le retard technique de l'URSS par rapport aux pays occidentaux, le caractère « *non viable* » et « *absurde* » de l'économie planifiée, les manuels des années 2000 la présentent comme un modèle permettant de faire face aux défis spécifiques, adapté à la période en question, bien qu'inefficace à long terme ; par ailleurs, contrairement aux manuels des années 1990, l'URSS est présentée comme une superpuissance¹⁴⁶⁶. Quant à l'industrialisation et à la collectivisation, le narratif ne se concentre plus sur leurs défauts, leurs lacunes et leur caractère violent, mais focalise sur les acquis économiques en relation avec la modernisation du pays. Dans le manuel d'Alexandre Tchoubarian, cette période est qualifiée de « *bond en avant industriel* » ; dans le manuel d'Andrei Levandovskii il s'agit des « *années de la modernisation forcée* »¹⁴⁶⁷. Le langage employé est neutre voire bureaucratique : « *La tâche de l'industrialisation se posait devant la Russie de façon objective déjà au début du siècle. [...] Pour réaliser ses desseins, il fallait des moyens énormes* » ; la collectivisation est présentée comme un phénomène purement économique, « *un mécanisme de transfert des ressources des campagnes [vers les villes] pour les besoins de l'industrialisation* ». À la lecture du manuel, les élèves apprennent que, bien que suite à la collectivisation « *les forces de la campagne ont*

¹⁴⁶⁵ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 191

¹⁴⁶⁶ *ibid.*, p. 181

¹⁴⁶⁷ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 152

été sapées pour de nombreuses années », elle a permis d'atteindre un résultat économique concret : « les stocks de pain ont été trois fois plus élevés en 1937 qu'en 1928 »¹⁴⁶⁸.

Si les succès de l'industrialisation sont soulignés par l'auteur (« à l'issue du premier plan quinquennal [...] l'URSS est devenue une puissance industrielle et agraire [...] Le puissant potentiel industriel a créé la base pour la victoire dans la Grande Guerre patriotique »¹⁴⁶⁹), les informations sur l'échec des plans quinquennaux et la falsification des statistiques sont escamotées voire absentes¹⁴⁷⁰. Le manuel d'Andrei Levandovskii suit une autre stratégie : si les historiens contemporains « mettent en doute les chiffres officiels » des plans quinquennaux, affirme l'auteur, une chose « est incontestable : le pays en 1929-1930 a effectué un bond industriel colossal »¹⁴⁷¹. Tandis que dans les manuels des années 1990 l'industrialisation du pays a été présentée comme instaurée sous la peur et la contrainte, les manuels contemporains contrebalancent ce tableau en évoquant aussi bien « le sous-système de peur – un instrument puissant de contrainte extra économique »¹⁴⁷² que « l'enthousiasme sincère des masses » : « Les ressources de l'industrialisation du pays ont été puisées uniquement à l'intérieur du pays [...] [et notamment] dans l'énergie spirituelle des travailleurs. Le fait reste le fait : les bolcheviks ont su provoquer et maintenir pendant des longues années la vague de l'enthousiasme du travail »¹⁴⁷³. Cette idée est réitérée dans un autre manuel : « Le bond industriel des années 1930 a été en grande partie effectué au prix de nombreuses restrictions [...] dans la vie quotidienne des gens. Les années 30 sont devenues le temps des difficultés et des privations [...]. Pour autant, l'enthousiasme des gens ne faiblissait pas, les difficultés ont été perçues comme temporaires »¹⁴⁷⁴.

La même logique sous-tend les chapitres sur la société soviétique : les manuels des années 2000 contrebalancent les faits témoignant de la pression idéologique de l'État-parti sur la société par ce qui est présenté comme les acquis sociaux des bolcheviks (la lutte contre l'illettrisme, la démocratisation de la culture etc.). L'idée avancée dans les manuels est que malgré la pression idéologique, la culture et la science soviétique ont atteint des hauteurs considérables, voire « grandioses »¹⁴⁷⁵. Le récit qui en résulte est composé d'éléments contradictoires superposés : ainsi du manuel d'Alexandre Kissilev, les élèves apprennent que « la Révolution a provoqué des torts énormes à la culture et à la science russe »¹⁴⁷⁶ ; quelques pages plus loin, on trouve les réflexions sur l'inadmissibilité des « noircissements » de cette époque :

« Pendant la perestroïka, la littérature nationale [...] présentait toute l'époque soviétique comme un "trou noir" de l'histoire, criminel par sa nature. Cela en oubliant

¹⁴⁶⁸ *ibid.*, 162

¹⁴⁶⁹ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, 97

¹⁴⁷⁰ *ibid.*, p. 96

¹⁴⁷¹ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 159

¹⁴⁷² *ibid.*, p. 172

¹⁴⁷³ *ibid.*, p. 156-157

¹⁴⁷⁴ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 99

¹⁴⁷⁵ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *Histoire de la Russie, 1900-1945*, 11ème classe : manuel scolaire pour les établissements d'enseignement général, Prosvechenie, 2008, p. 304

¹⁴⁷⁶ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, 116

*que c'était **une époque compliquée** celle de la formation d'une nouvelle société [et du] changement du mode de vie de dizaines de milliers de gens [ce qui] ne peut pas être qualifié de criminel »¹⁴⁷⁷.*

L'idée de progrès constitue un autre élément introduit dans les manuels des années 2000 afin de contrebalancer le tableau sombre : si la précédente génération de manuels présentait l'URSS comme une société sous-développée, vouée au retard inévitable par rapport aux pays de l'Europe occidentale, les manuels actuels mettent soigneusement en avant le leadership mondial de l'URSS dans beaucoup de domaines : « *Le progrès scientifique et technique concernait les diverses sphères de vie de notre pays* »¹⁴⁷⁸.

Comment la chute de l'URSS et la *perestroïka* sont-elles qualifiées ? Contrairement aux manuels des années 1990 dans lesquels la chute de l'URSS est présentée comme un événement inévitable ouvrant la voie vers des réformes démocratiques, les manuels des années 2000, tout en présentant la chute de l'URSS comme un processus logique provoqué par « *la crise de tout le système social antérieur dans les domaines économiques et politiques* », ne démontrent pas le caractère initialement non viable du système soviétique qui serait « *condamné par l'histoire* » : au contraire, certains laissent supposer que la souplesse dans les négociations entre les républiques soviétiques et le centre, des réformes politiques et économiques auraient pu conserver « *la Grande puissance* » :

« La conjonction des facteurs objectifs et subjectifs, les intérêts des vastes couches de la population et des personnalités concrètes, les contradictions entre les leaders des républiques et le centre, leur incapacité de trouver des solutions et des compromis ont abouti à la désintégration de la grande puissance »¹⁴⁷⁹.

Le récit ainsi construit se distingue du tableau forgé dans les années 1990 : les condamnations univoques font place à un récit plus conciliant et prudent, formant un tableau éclectique et fragmenté du passé, sans qu'une ligne directrice d'interprétation soit indiquée aux élèves. Tout se passe comme si les auteurs, n'ayant pas de consignes claires, s'efforçaient de construire un récit « passe-partout », prétendument neutre et par conséquent nettement plus fade que celui des années 1990, laissant aux élèves la liberté de chercher eux-mêmes le sens de l'époque à partir des informations fournies.

¹⁴⁷⁷ *ibid.*, 123

¹⁴⁷⁸ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 165

¹⁴⁷⁹ *ibid.*, p. 219

b. Le revalorisation du rôle de l'État dans la Grande Guerre patriotique

En ce qui concerne la Grande Guerre patriotique, si le tableau patriotique populaire reste immuable depuis les années 1990, la frontière entre le peuple d'un côté et le « système » de l'autre, clairement dessinée dans les manuels des années 1990 est atténuée : le « système » n'est plus présenté comme un obstacle à la victoire obtenue « *en dépit* » de lui ; au contraire, son rôle est valorisé.

Si les erreurs des dirigeants, et notamment de Staline, sont recensées dans les manuels de la même manière (notamment en ce qui concerne les erreurs stratégiques causant de lourdes pertes lors des premiers mois de la guerre), il n'en reste pas moins que leur rôle subit une nette réévaluation : selon les manuels contemporains, une partie importante de la victoire revient aux chefs de l'Armée ; dans la même logique est évoquée la « *force de l'État soviétique* », sans parler expressément de Staline :

*« La raison principale des réussites de l'Armée soviétique a été l'héroïsme des soldats et des officiers soviétiques ainsi que des travailleurs de l'arrière front. La force organisatrice et le talent stratégique des chefs de l'Armée soviétique ont également joué un rôle important »*¹⁴⁸⁰.

*« La grande Victoire a été obtenue par le courage et l'abnégation des soldats soviétiques et des travailleurs de l'arrière front, qui s'ajoutaient au potentiel puissant de l'État soviétique [...] »*¹⁴⁸¹.

En ce qui concerne la question du prix de la Victoire et des pertes de la population russe dans la guerre, que les manuels des années 1990 attribuaient à la direction stalinienne, elle subit une réévaluation substantielle dans les manuels des années 2000 : la grille de lecture contemporaine souligne la distinction entre les pertes militaires qui, selon les manuels, sont comparables entre l'URSS et l'Allemagne (9,2 millions et 7 millions respectivement), et les pertes parmi les civils attribuées aux exactions des nazis dans les territoires occupés (entre 16 et 21 millions de morts) ; ainsi le manuel d'Andrei Levandovskii explique que les pertes de l'URSS ont été la conséquence non seulement des erreurs du commandement soviétique, mais aussi de la politique délibérée menée par les nazis de destruction totale de l'État et du peuple russe¹⁴⁸². Cette thèse implique une révision importante de l'ensemble du tableau de la Grande Guerre patriotique : si les manuels des années 1990 expliquaient le nombre de victimes par la médiocrité et la cruauté des chefs militaires soviétiques

¹⁴⁸⁰ TCHOUBARIAN A.O. (dir.), *op. cit.*, p. 134

¹⁴⁸¹ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 228

¹⁴⁸² *ibid.*, p. 229

et personnellement celles de Staline, la conception actuelle réhabilite partiellement la direction militaire soviétique ; dans le manuel d'Alexandre Kissilev, il est clairement affirmé que cette victoire n'a pas été « *une victoire à la Pyrrhus* »¹⁴⁸³, rompant ainsi avec la représentation dominante des années 1990.

La dimension patriotique populaire de la guerre est encore renforcée par rapport aux manuels des années 1990 : la rhétorique grandiloquente l'érige en une véritable constante morale ; les termes comme « *grandeur* » et « *humanisme* », les réflexions sur la spiritualité et la morale particulières du soldat soviétique soulignent sa supériorité par rapport aux envahisseurs, tandis que les excès de l'Armée rouge « *sur le territoire de l'ennemi* » ne sont évoqués que sous le vocable de « *crise psychologique, notamment parmi ceux qui ont perdu des proches, mères et enfants, tués par les occupants* », réduits alors à des cas isolés provoqués par des souffrances psychologiques. Néanmoins il convient de noter que ce type d'information représente un progrès par rapport aux manuels des années 1990 où elles étaient dans la plupart de cas absentes.

Le renforcement de la rhétorique patriotique se traduit également à travers le vocabulaire employé : la Grande Guerre patriotique est présentée comme la lutte de la « *lumière du bien* » contre « *les ténèbres du fascisme* » ; tout comme dans la précédente génération de manuels, l'avancement de l'Armée rouge vers l'Ouest est présenté de façon unanime comme une « *libération* » :

« *La libération de la Patrie*¹⁴⁸⁴ n'a pas encore été achevée lorsque l'Armée rouge a franchi [...] la frontière et commencé la **libération des pays de l'Europe**. Au cours de cette libération se sont exprimés les **traits spirituels de notre peuple : l'humanisme, la solidarité fraternelle** avec les peuples qui ont eux aussi souffert du fascisme. Cela s'est exprimé à travers non seulement l'aide militaire, mais aussi alimentaire et médicale, la restauration des ponts et des routes... »¹⁴⁸⁵.

« *L'humanisme et la grandeur d'âme* des vainqueurs ont été l'une des expressions les plus importantes de la **supériorité du soldat soviétique** [...] par rapport aux **envahisseurs, aux bandits et aux assassins hitlériens**, semant la mort et la destruction partout où ils mettaient les pieds »¹⁴⁸⁶.

« *Le pays se battait et gagnait mais non seulement grâce à la haine de l'ennemi ; l'amour pour la patrie, l'inspiration* des gens qui s'efforçaient de **dissiper les**

¹⁴⁸³ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, p. 174

¹⁴⁸⁴ C'est moi qui souligne – E.M.

¹⁴⁸⁵ LEVANDOVSKII A.A. (dir.), *op. cit.*, p. 207

¹⁴⁸⁶ *ibid.*, p. 207

ténèbres du fascisme et déblayer la voie vers la lumière du bien et de la création ont constitué les principales sources de la Victoire »¹⁴⁸⁷.

« Le jalon de notre histoire à la fois **tragique et héroïque**. Jamais auparavant [le pays] n'avait fait face à un **ennemi aussi puissant, cruel, inhumain** [...]. **L'exploit du soldat soviétique** surprenait et suscitait **l'admiration** chez les amis et les ennemis de notre pays »¹⁴⁸⁸.

L'analyse présentée ci-dessus permet de voir aussi bien l'évolution du narratif historique scolaire que ses limites. Contrairement à la génération précédente des manuels guidés par un anticommunisme qui permettait d'expliquer tout le développement de l'époque soviétique, les manuels contemporains semblent être en quête d'une grille de lecture. En même temps, la volonté d'atténuer les aspects négatifs, sans dissimuler expressément les faits, est évidente. Si les manuels contemporains veulent prendre de la distance par rapport au modèle précédent, aucun autre modèle d'interprétation cohérent n'a été trouvé : la réévaluation s'effectue au cas par cas, sans que le noyau dur des interprétations des années 1990 soit rejeté.

B. Le manuel Filippov-Danilov : une démarche poussée à l'extrême¹⁴⁸⁹

Si les quatre manuels analysés ci-dessus sont représentatifs des tendances globales de l'évolution du narratif scolaire faisant partie des « *Listes uniques fédérales* » et par conséquent utilisés réellement dans les écoles, les manuels « *patriotiques* » sous la direction d'Alexandre Filippov et Alexandre Danilov, *L'histoire de la Russie 1900-1945*¹⁴⁹⁰ et *L'histoire de la Russie 1945-2008*¹⁴⁹¹ dérogent à ce modèle conciliateur et prudent, rompant avec la conception libérale du passé soviétique. Pour autant, l'analyse de ce manuel atypique nous a semblé opportune : d'un côté, tout en étant manifestement différent de tous les manuels analysés, élaboré sous commande de l'administration du Président en 2007 et utilisé dans certaines écoles au titre d'expérimentation, il peut être perçu comme un « *manuel de nouveau type* », dont la création vise à répondre aux objectifs de « *formation des élèves patriotes* », annoncés dans le Programme de l'Éducation spirituelle ; le débat provoqué par le manuel et les rapports qui l'ont suivi permettent

¹⁴⁸⁷ KISSILEV A.F., POPOV V.P., *op. cit.*, 171

¹⁴⁸⁸ *ibid.*, 172-173

¹⁴⁸⁹ Cette étude de cas a notamment fait l'objet de l'article publié en 2011, cf. MORENKOVA Elena, « Les usages du passé soviétique dans la construction de la nouvelle identité nationale russe », *La Revue Russe*, n° 36, 2011, pp. 87-98

¹⁴⁹⁰ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *Histoire de la Russie, 1900-1945*, 11ème classe : manuel scolaire pour les établissements d'enseignement général, Prosvechenie, 2008, 447 p.

¹⁴⁹¹ DANILOV A. (dir.), *Histoire de la Russie, 1945-2008*, 11ème classe, manuel scolaire pour les établissements d'enseignement général, Prosveshchenie, 2008, 368 p.

de le considérer comme un « brise-glace » et un premier aperçu de l'orientation possible que les manuels scolaires sont susceptibles de prendre à l'avenir ; d'un autre côté, les tendances recensées lors de l'analyse des manuels, à savoir le gommage des pages sombres et la tactique de contrebalancement, sont portées à l'extrême dans le manuel en question, ce qui permet de le considérer comme une sorte de loupe exagérant toutes les tendances déjà présentes dans le narratif scolaire.

La première lecture des manuels permet de constater leur différence par rapport aux autres manuels analysés : refusant le langage prudent et neutre adopté par les manuels actuels, les auteurs n'hésitent pas à affirmer clairement leur engagement patriotique et leur attachement émotionnel à l'histoire nationale ; dès la préface, il est affirmé que « *l'on ne peut pas regarder l'histoire froidement, avec les yeux d'un homme indifférent* » ; refusant de « *jouer le rôle de juge ou de bourreau du passé* », ils récusent les jugements moraux dans le but de « *montrer et transmettre notre amour du pays, de son histoire, de son peuple et de ses meilleurs représentants* »¹⁴⁹². Cet attachement à l'histoire nationale se traduit par les définitions émotionnelles données à tel ou tel événement historique : ainsi par exemple le manuel couvre, non pas simplement la période de 1945 à 2008, mais la période qui va « *du plus grand triomphe historique de l'URSS à sa dissolution tragique* » ; la position sur la dissolution de l'URSS qui, selon les auteurs, a été « *la plus grande tragédie géopolitique du XX^e siècle* », reflète bien le ton de l'ensemble. Cette posture patriotique, qui met en avant la grandeur de l'époque écoulée, ainsi que l'amour proclamé pour la patrie, n'est pas sans influence sur la manière d'exposer et d'interpréter des faits historiques : l'engagement idéologique détermine la vision de l'histoire soviétique, qui présente nombre de traits caractéristiques.

1. La conception modernisatrice et le statocentrisme

La conception de l'histoire présentée dans les manuels met l'accent sur le concept de modernisation : l'histoire de l'humanité serait marquée par une compétition permanente entre les États, en vue de garder ou améliorer leur place dans la hiérarchie internationale. Le développement du pays est essentiellement économique, traduit par le niveau d'industrialisation du pays, l'accent étant mis sur l'industrie lourde et sur le complexe militaro-industriel ; l'indépendance et

¹⁴⁹² FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *op. cit.*, p. 4

l'autosuffisance d'un État (militaire, politique, économique, financière, alimentaire) constituent la deuxième condition nécessaire pour que l'État soit considéré comme développé, ou en d'autres termes comme un État fort. Puisque l'histoire du monde est présentée comme une compétition permanente entre les États se traduisant parfois par les guerres, la modernisation apparaît ainsi comme la seule issue pour un État qui veut conserver son indépendance. Cette attitude impose une vision rationnelle, managériale du développement de chaque État : de ce point de vue, l'État fonctionne selon la logique d'une entreprise ; il est soumis aux règles de la concurrence, fait face au problème de gestion des ressources, y compris humaines, doit faire preuve d'efficacité pour la réalisation des tâches qui lui sont imposées par la réalité ; la survie de l'État, tout comme la survie de l'entreprise, passe par une gestion rationnelle et efficace. Et comme l'État, dans cette vision de l'histoire, est le seul et unique moteur des transformations modernisatrices, il est logique que les manuels le placent au cœur du discours.

Selon cette vision, l'État soviétique a été confronté à de plusieurs reprises à la réalisation de tâches difficiles de modernisation (« *infaisables* », selon le vocabulaire du manuel), dans un contexte encore plus difficile, marqué par le déficit de temps et de ressources : le déficit de temps s'explique par le retard séculaire de la Russie sur la voie de la modernisation ; le déficit des ressources extérieures est lié principalement au fait qu'après la Révolution de 1917 le jeune État soviétique s'est retrouvé isolé sur la scène internationale. La situation s'est aggravée du fait d'un environnement hostile : les pays développés occidentaux ont déployé tous les moyens, selon les auteurs des manuels, afin d'isoler l'État soviétique ; l'affrontement avec l'Occident est devenu inévitable. D'où les tâches pratiques incombant à l'État soviétique : redresser l'économie et préparer le pays à de futures batailles. C'est dès lors la question de l'efficacité de l'État et de son rôle qui se pose : l'histoire telle que représentée dans le livre est d'abord celle du pouvoir incarné par l'État. L'État dans le manuel est présenté comme ayant sa propre logique répondant aux nécessités de la modernisation ; comme ses actions obéissent à la logique historique des cycles du développement, ses intérêts transcendent ceux de l'individu, et le pouvoir est au-dessus des jugements moraux ou juridiques : l'État est injugeable par définition, car il agit en fonction d'intérêts qui sont au-dessus des intérêts particuliers – l'intérêt général de l'ensemble de la société – qu'il s'agisse de la sécurité ou du

développement économique. Cette idée de la primauté des intérêts de l'État est clairement énoncée dans les deux manuels en question et présentée comme un état de choses naturel : si accomplir la modernisation est une tâche stratégique qui assure la survie de la société tout entière, sacrifier ses propres intérêts pour l'intérêt de l'État est une attitude normale de la part du citoyen.

2. La centralisation et la terreur : des instruments de gestion efficace

La totalité des actions de l'État est expliquée du point de vue de son efficacité qui consiste dans sa capacité à agir sur la société, pour rendre possible la réalisation des objectifs ; les mots « *mobilisation* » et « *efficacité* » sont répétés d'une manière systématique pour ne pas dire obsessionnelle. La seule solution qui s'imposait à l'URSS dans un contexte extérieur défavorable a été la mobilisation des ressources intérieures et l'utilisation d'instruments adaptés à l'accomplissement des buts poursuivis : l'État soviétique, se montrant efficace, est passé, à la fin des années vingt, à un développement « *de mobilisation* » que les auteurs qualifient ainsi :

*« Un type particulier de développement d'un pays, quand il se pose la question de la résolution des tâches vitales dans un bref délai et dans un contexte d'absence ou de manque de ressources. Ses traits caractéristiques : définition claire des priorités nationales ; redistribution planifiée et orientée des ressources existantes ; mobilisation de tous les groupes de la société pour la réalisation de ces tâches »*¹⁴⁹³.

Le premier instrument dont l'État soviétique s'est emparé pour mobiliser la population est l'hypercentralisation ; la centralisation politique, économique et administrative était indispensable pour permettre à l'État d'agir d'une manière efficace et d'obtenir le résultat nécessaire pour la survie du pays ; c'est pour cela que la tâche vitale du jeune État soviétique a été la construction de « *la verticale rigide de gestion* » pour la mobilisation forcée de la population, ce que les auteurs du manuel appellent « *Le triomphe du centralisme politique des années 29-30* » :

*« La veille du passage à la violence [légitime] sur la société, la volonté unique et la responsabilité historique complète ont été nécessaires. La consolidation de l'absolutisme est donc apparue comme conséquence de l'évolution politique de la société soviétique dans les années 20 et a construit une condition nécessaire pour les transformations à venir. Simultanément, pendant la période du NEP un appareil mobilisateur a été créé sous forme de structure du Parti [...] qui était en mesure de faire que la société rattrape, sur un rythme forcé, le temps perdu sur la voie de l'industrialisation du pays »*¹⁴⁹⁴.

¹⁴⁹³ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *op. cit.*, p. 438
¹⁴⁹⁴ *ibid.*, p. 195

La centralisation est présentée comme ayant été une condition indispensable à la survie de l'État soviétique. Pour agir sur la société, l'État soviétique disposait d'un appareil politico – administratif appelé dans le manuel « *la verticale du pouvoir* », présenté comme une colonne vertébrale de l'État dans la mesure où sa création, son institutionnalisation et sa consolidation étaient les conditions nécessaires pour sa survie. Il était également important que l'appareil obéisse à la volonté de l'État : c'est pourquoi la « *sélection* » et la « *rotation des cadres* » étaient indispensables pour éviter l'immobilisme et la stagnation. Le Parti communiste est la manifestation la plus parfaite de cette centralisation : l'interpénétration des appareils politique et administratif est considérée par les auteurs comme un système qui permet, par le moyen de la direction centralisée et concentrée dans un seul organe, de mener une politique efficace.

« *Le Parti communiste a joué un rôle particulier dans la vie de l'État soviétique [...] Un groupe relativement peu nombreux de membres du parti « conscients » était censé assurer le passage vertigineux du point de vue historique, du capitalisme arriéré russe à la société de la justice et de l'abondance* »¹⁴⁹⁵.

Un autre instrument d'accomplissement des buts recherchés est la violence légitime et toujours rationnelle, car son utilisation permet d'assurer l'efficacité maximale de l'appareil d'État en renforçant ses capacités d'agir sur la société : « *La terreur est devenue un moyen pragmatique de résolution des tâches économiques* »¹⁴⁹⁶. La volonté de rationaliser « coûte que coûte » les actions de l'État exclut les réflexions sur la nature totalitaire de l'État soviétique qui sous-entend l'irrationalité de la violence ; si les auteurs parlent des répressions, ils prônent une approche « *prudente* » et « *avisée* » : les répressions de masse des années trente sont présentées dans le manuel en tant qu'instrument de sélection de l'élite soviétique qui constitue la clef de voûte de l'appareil d'État ; elles ont été nécessaires pour parachever la formation des cadres dirigeants et maintenir la discipline. Ainsi s'effectuait une épuration permanente de l'administration soviétique ; les affaires de Leningrad et de Moscou sont considérées du point de vue de la formation des élites et, plus globalement, de l'augmentation de l'efficacité de l'appareil d'État assimilée au Parti. Selon les auteurs, c'est la volonté politique d'assurer l'efficacité maximale de l'appareil administratif qui explique les répressions : cette entreprise a réussi à

¹⁴⁹⁵ *ibid.*, p. 246

¹⁴⁹⁶ *ibid.*, p. 322

créer un système de gestion et de contrôle dont l'efficacité a été prouvée avec les épreuves auxquelles il a dû faire face.

Dans la perspective des auteurs du manuel, la terreur est donc un moyen pragmatique de gestion de l'État ; puisque la centralisation et la violence sont présentées comme des moyens, la réflexion sur le caractère totalitaire et terroriste de l'État sont donc absentes. La vision des répressions des années trente est réductrice : les auteurs n'évoquent pas l'ampleur de la terreur, mettant l'accent uniquement sur les purges au sein des élites soviétiques ; la terreur des années 1937-38, qui a touché la société soviétique entière, n'est pas évoquée. Il est également significatif que le mot « *totalitarisme* » ne figure ni dans les manuels, ni même dans le dictionnaire terminologique à la fin du livre qui explique aux élèves les notions clés mentionnées dans le texte. Dans ce même dictionnaire la société soviétique des années trente est caractérisée comme « *un modèle du développement particulier non capitaliste, basé sur l'industrialisme, la gestion étatique de l'économie, l'état social [...] ; un type particulier de la société industrielle* »¹⁴⁹⁷. Même si l'on ne saurait affirmer que les répressions sont explicitement justifiées dans les manuels, elles sont expliquées du point de vue de la logique du fonctionnement de l'État : les auteurs ne cessent de souligner que, dans les conditions données, l'emploi de la violence et l'hypercentralisation ont été les seuls moyens qui pouvaient assurer la survie de l'État soviétique, citant Staline : « *Ceux qui pensent qu'on peut construire le socialisme en gants blancs se trompent du tout au tout* »¹⁴⁹⁸. Ainsi chaque action est explicable du point de vue de la rationalité étatique : le modèle mobilisateur avait la terreur comme corollaire inévitable.

3. L'absence d'alternatives au modèle stalinien

Toute une série de facteurs sont mis en avant pour expliquer le caractère autoritaire de l'État soviétique. Après la Révolution, ce sont l'intervention et la guerre civile qui ont joué le rôle mobilisateur. Dans les années vingt, c'était la nécessité de consolider le régime et de sauver l'État soviétique. Dans les années trente la Russie a été confrontée à la nécessité de la modernisation forcée, condition *sine qua non* de la survie. La guerre dévastatrice est advenue dans les années

¹⁴⁹⁷ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *op. cit.*, p. 323

¹⁴⁹⁸ La citation attribuée à Staline est, à son tour, une paraphrase de la fameuse phrase de Lénine « Vous ne pouvez pas faire la révolution en gants blancs », *op. cit.*, p. 244

quarante, exigeant la mobilisation totale des ressources de l'État. La nécessité de rétablir l'économie détruite par la guerre a justifié de nouveaux efforts et entraîné un nouveau durcissement ; finalement, le régime centralisé était le plus adapté au contexte de la guerre froide et de la rivalité de deux superpuissances : « *La menace croissante de la guerre menait au durcissement dans plusieurs domaines de la vie dans le pays* »¹⁴⁹⁹.

Par conséquent, l'idée d'absence d'alternatives s'impose : selon la vision des manuels, les choix des dirigeants étaient les seuls possibles dans les conditions données ; le système de gestion politique et économique de la période stalinienne est expliqué par « *la certitude apparue dans les années 30 que la guerre avec l'Allemagne était inévitable* ». Les auteurs citent Staline qui met en avant la nécessité de forcer la modernisation du pays sous peine de voir le pays disparaître : « *Nous sommes en retard de 50-100 ans sur les pays industriels. On doit traverser cette période en 10 ans. Soit on le fait, soit on est perdu* »¹⁵⁰⁰. Dans ce cas, la question de survie de l'État justifie bien évidemment son caractère centralisé. On retrouve en outre cette volonté d'expliquer par des facteurs extérieurs les vagues de famine des années vingt, trente et quarante : ce sont des conditions défavorables qui les ont provoquées ; selon le manuel, la sécheresse a été à l'origine de la famine de 1946, « *tout comme la famine de 1921* » ; les répressions des années 1940 quant à elles sont justifiées par le contexte de la guerre froide.

4. Le passé glorieux

L'époque soviétique, telle qu'elle est présentée dans le manuel, est dépeinte comme un passé glorieux : le ton du récit est héroïque et élevé. Sur le plan intérieur, c'est une époque de grands projets et de chantiers grandioses, accomplis grâce aux efforts héroïques de toute une population guidée par les dirigeants : l'URSS, dans une période brève et dans les conditions défavorables de l'isolement international, est passée d'un pays agraire à une grande puissance industrielle ; la Grande Guerre patriotique a constitué pour elle une terrible épreuve, qu'elle a su surmonter avec dignité, grâce au complexe militaro-industriel créé dans les années 20-30 et grâce à

¹⁴⁹⁹ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *op. cit.*, p. 269
¹⁵⁰⁰ *idem*, p. 243

ses capacités de mobilisation ; du point de vue des relations internationales, c'est le sommet de la puissance de l'État russe.

« En 1930 le peuple soviétique a réussi à accomplir un vrai exploit historique. Un grand essor dans le développement a été effectué, le visage socio-économique et culturel du pays a été transformé, sa place dans le monde a changé. Ces résultats colossaux ont été acquis par des efforts incroyablement dramatiques, ils ont été payés cher. L'accomplissement de ces tâches grandioses a été assuré par le système politique qui avait un caractère de mobilisation [...] En réunissant la contrainte et les stimuli moraux, en utilisant la peur et l'enthousiasme, la verticale de gestion créée a résolu les tâches imposées au pays à la fin des années 20 »¹⁵⁰¹.

Le glissement opéré par le manuel dans les représentations de la Grande Guerre patriotique est significatif de la distance prise par rapport à l'image de la guerre populaire (victoire en dépit du « système »), promue dans les manuels des années 1990 ; si le rôle de l'État commence à être évoqué, de façon très prudente, dans les années 2000, les manuels « patriotiques » effectuent le tournant décisif vers le tableau statocentré de la guerre, réaffirmant le rôle directeur du « système politique » et de la « verticale de gestion ».

Les auteurs affirment que, certes, l'URSS n'était pas une démocratie ; néanmoins, « elle a servi de repère et d'exemple de société meilleure et juste pour des millions de gens partout dans le monde. [...] l'URSS, une superpuissance gigantesque, qui a accompli la révolution sociale et qui a gagné la plus terrible de toutes les guerres ». L'évocation assez prudente des répressions va toujours de pair avec la glorification des grands acquis de l'époque ; on retrouve la même attitude émotionnelle concernant la victoire de l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale qui constitue, pour les auteurs du manuel, « le plus grand événement dans l'histoire de la Russie de XX^e siècle ».

Cette vision du passé glorieux de la grande puissance mondiale est renforcée par les images heureuses de la vie quotidienne du peuple soviétique ; l'État soviétique est qualifié d'État social. Les difficultés sont brièvement évoquées : on parle du déficit de certains produits alimentaires, du retard de l'industrie légère par rapport à l'industrie lourde. Mais, selon le manuel, ces difficultés, expliquées par les efforts permanents et les exigences suprêmes de l'intérêt général, ont été perçues comme temporaires par la population, qui n'a pas particulièrement souffert de l'incapacité de

¹⁵⁰¹ FILIPPOV A., DANILOV A. (dir.), *op. cit.*, p. 258

se procurer certains biens ; au contraire, l'enthousiasme, l'espoir d'un avenir radieux, la vie sociale et culturelle très active contrebalançaient la pénurie alimentaire : ainsi par exemple, le durcissement du régime après la Révolution de 1917 est allé de pair avec des mesures démocratiques que les bolcheviks ont entrepris dès le début : abolition des ordres et des grades, séparation de l'église et de l'État et de l'école et de l'église, égalité entre hommes et femmes, tentatives pour améliorer la situation des travailleurs¹⁵⁰².

De même, quand les auteurs évoquent la vie sociale et culturelle des années 1930, ils proposent une image idéalisée : les auteurs parlent de l'essor des lieux de « *repos culturel* », inaccessibles autrefois aux travailleurs, qui fleurissaient « *dans tous les villes, grandes et petites* » ; du travail avec les enfants et les jeunes ; des manifestations du Premier mai qui étaient « *un événement joyeux* » pour tout le monde, réunissant « *des dizaines de milliers de gens gais* » ; de la culture physique ; du loisir des travailleurs et de leurs conditions de vie nettement supérieures à celles de l'époque pré-révolutionnaire ; de l'essor du cinéma ; enfin, de la liquidation de l'illettrisme. Même si les répressions sont évoquées, elles sont expliquées, voire justifiées par deux types d'arguments : l'impossibilité de procéder autrement (la seule issue) ; l'existence des points positifs précédents : si les répressions des années trente dans les milieux de l'intelligentsia ont touché « *écrivains, poètes, peintres* » et si « *l'idéologisation de l'art, de l'architecture* » était omniprésente, il n'en demeure pas moins, selon les auteurs, que « *malgré la pression idéologique sévère, la culture, la science et l'éducation soviétiques ont atteint des hauteurs grandioses* »¹⁵⁰³.

Ce temps a été héroïque tout en étant romantique : malgré le fait que la place principale était accordée au travail, l'humeur de la population de l'URSS se caractérisait à cette époque par un enthousiasme intarissable, le sentiment du devoir envers la Patrie, le dévouement à la tâche de la construction du socialisme ; même les détenus du Goulag et les déportés étaient enthousiastes dans leur travail, affirment les auteurs : « *Les déportés ont travaillé pour tous les chantiers les plus importants [...] la majorité a travaillé de bonne foi et croyait malgré tout dans le sens supérieur de*

¹⁵⁰² *ibid.*, p. 140-141.

¹⁵⁰³ *ibid.*, p. 304

ce qu'ils faisaient »¹⁵⁰⁴. Cette vision est particulièrement manifeste dans le chapitre consacré à la dissolution de l'URSS : les auteurs affirment que « *peu de gens en Russie sont satisfaits de la dissolution de l'URSS* » ; ils reprennent la phrase de Vladimir Poutine appelant la dissolution de l'URSS « *la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* ». Selon les auteurs, l'URSS était protégée des dangers extérieurs et intérieurs et le système socialiste soviétique était susceptible d'évoluer, comme l'exemple de la Chine le montre : la dissolution de l'URSS n'était donc pas une fatalité, mais une circonstance tragique ; les conclusions à en tirer sont indiquées dans un sondage qui illustre l'attitude fortement négative du peuple russe vis-à-vis de Mikhaïl Gorbatchev.

Les deux manuels scolaires en question présentent donc une approche idéologique et politisée de l'histoire soviétique. Les auteurs manifestent dès l'introduction leur volonté de regarder l'histoire du point de vue « *patriotique* » : excluant les appréciations morales, ils prônent une approche déterministe et statocentrique de l'histoire ; l'image du passé soviétique est idéalisée, l'époque est présentée en tant que passé glorieux, un temps héroïque et romantique. Ce manuel « *d'expérimentation* » peut être considéré comme la première tentative de réorientation de l'histoire scolaire vers la direction clairement patriotique et statocentrée de l'histoire. Tout en restant un cas à part, il n'en représente pas moins un fer de lance pour tester les réactions de la société face à cette conception historique. Toutefois, les résistances et les polémiques que le manuel a provoquées, y compris dans les milieux scolaires, démontrent les limites du consensus patriotique et mettent en exergue le clivage qui continue à diviser la société russe sur les questions difficiles de l'histoire.

Comment interpréter l'évolution du narratif scolaire dans la Russie post-soviétique ? Des études récentes proposent d'inscrire les réformes des systèmes éducatifs en général et des manuels scolaires en particulier dans le contexte de la sortie de la période de guerre / conflit, ainsi que de la transition post-autoritaire, les deux périodes étant caractérisées par des violations massives des droits de

¹⁵⁰⁴ *ibid.*, p. 250

l'homme¹⁵⁰⁵ ; par conséquent, la refondation de l'enseignement de l'histoire est vue comme une étape cruciale dans la transition vers la paix et / ou la démocratisation, l'exemple classique étant l'Allemagne de l'après Seconde guerre mondiale^{1506, 1507}. De ce point de vue, la réécriture des manuels scolaires fait partie du processus de réconciliation, entendu comme « *le processus complexe par lequel les sociétés divisées retrouvent la capacité de fonctionner normalement [...] après la [période de] violence* »¹⁵⁰⁸. La refondation de l'éducation succède à toute une série de gestes officiels de la part du nouveau régime (commémoration, réhabilitation des victimes, réparation des torts) qui marquent la rupture avec le passé et constituent une garantie contre la répétition des crimes. L'objectif de la réforme scolaire est d'intégrer dans l'enseignement de l'histoire les informations et les interprétations qui ont été occultées ou manipulées sous l'ancien régime, l'image réévaluée des anciens ennemis, la vision non conflictuelle de l'histoire, les valeurs démocratiques. Dans cette perspective, les manuels scolaires fonctionnent comme l'une des formes de reconnaissance des souffrances des victimes, une « *forme de justice publique* », indispensable pour la démocratisation de la société donnée¹⁵⁰⁹.

Dans cette optique, une série d'analyses mettent l'accent sur la « *mission réconciliatrice* »¹⁵¹⁰ des manuels scolaires postsoviétiques : plus qu'une source d'information sur le passé du pays, ils seraient un instrument du consensus social et politique, gommant les conflits et réconciliant la société avec son passé, « *reconceptualisant* » l'identité et la mémoire potentiellement conflictuelles et les transformant en constructions qui ne divisent pas la société¹⁵¹¹. Mais est-ce que les manuels postsoviétiques rendent le passé moins conflictuel et à quel point remplissent-ils le rôle réconciliateur ? Le narratif scolaire n'est pas resté immuable tout au long des années 1990 et 2000, les manuels passant de la « *réconciliation de repentance* » à la « *réconciliation d'escamotage* » : si les manuels des années 1990

¹⁵⁰⁵ Voir notamment KOROSTELINA Karina, LASSIG Simone, *History Education and Post-Conflict Reconciliation: Reconsidering Joint Textbook Projects*, Routledge, 2013.

¹⁵⁰⁶ COLE Elizabeth A. (dir), *op. cit.*, 376 p.

¹⁵⁰⁷ UN-SUK Han, TAKAHIRO Kondo, BIAO Yang, FALK Pingel (dir.), *History éducation and Reconciliation, Comparative perspectives on East Asia*, Peter Lang, Frankfurt am Main, 2012, 195 p.

¹⁵⁰⁸ COLE Elizabeth A. (dir), *op. cit.*, p. 1

¹⁵⁰⁹ SHERLOCK Thomas, *op. cit.*, p. 205

¹⁵¹⁰ BERELOWITCH Wladimir, « Les manuels d'histoire dans la Russie d'aujourd'hui : entre les vérités plurielles et le nouveau mensonge national », *Commentaire*, n° 101, 2003, pp. 111-119

¹⁵¹¹ BEKERMAN Zvi, ZEMBYLAS Michalinos, *Teaching Contested Narratives. Identity, Memory and Reconciliation in peace Education and Beyond*. Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 5

s'inscrivaient dans le sens de la rupture affirmée avec le passé et la valorisation de la mémoire des victimes, ceux des années 2000 construisent un rapport normalisé au passé soviétique, interprété comme l'adhésion des élèves à un récit épuré des représentations potentiellement douloureuses. Toutefois, le tableau qui en résulte s'apparente à l'oubli du passé tel qu'il était, « *l'édulcoration* »¹⁵¹² du passé, établissant un comportement d'évitement des questions difficiles au nom de la pacification¹⁵¹³. Ce type de réconciliation présente une série d'insuffisances, notamment en ce qui concerne la rupture avec l'ancien régime : afin de rétablir la confiance sociale, le narratif de réconciliation doit émettre « *des signaux clairs et consistants [...] indiquant que les auteurs des violences ne répéteront pas les actes qui ont conduit au besoin de la réconciliation* »¹⁵¹⁴ ; or dans les manuels des années 2000, les auteurs des violences ne sont pas clairement identifiés, les responsabilités ne sont pas établies, la voix des victimes est difficilement audible et aucune forme de repentance publique n'est esquissée ; le narratif qui en résulte est fade et pâle. Par ailleurs, aucune version légitimée de l'histoire, aucun discours socialement approuvé ne ressort de l'analyse des manuels des années 2000. Si cette normalisation particulière du passé qui confine à l'escamotage des questions difficiles peut aider à apaiser les tensions sociales et à souder la communauté pour une période limitée, elle ne rétablit pas la confiance sociale, sape les bases mêmes de la réconciliation et n'est sans doute pas efficace à long terme¹⁵¹⁵.

* * *

Dans cette partie on s'est efforcé de démontrer la complexité dialectique des relations entre mémoire et pouvoir politique dans la Russie postsoviétique. Si le passé soviétique a toujours constitué la ressource pour le pouvoir, utilisée dans les affrontements entre les élites, à l'occasion des campagnes électorales, mais aussi aux fins de la consolidation patriotique de la société voire de la construction d'une « *idée nationale* », il n'a pas toujours été utilisé de la même manière, reflétant l'évolution du

¹⁵¹² BAKHOUCHE Beatrice, BOUTAN Pierre, ETIENNE Richard, VERDELHAN-BOURGADE Michèle, *Les manuels scolaires, miroirs de la nation ?*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 5

¹⁵¹³ COLE Elizabeth A. (dir), *op. cit.*, p. 6

¹⁵¹⁴ *ibid.*, p. 8

¹⁵¹⁵ SHERLOCK Thomas, « History and Myth in the Soviet Empire and the Russian Republic », dans COLE Elizabeth A. (dir), *op. cit.*, p. 206

discours relatif au passé véhiculé par les élites en place et le changement de la politique symbolique du pouvoir.

Si dans les années 1990 le discours de Boris Eltsine entendait rompre avec le régime soviétique, soulignant que le nouveau gouvernement avait apporté la liberté à la population et mis fin au joug communiste et à la dictature du PCUS, Vladimir Poutine proclame haut et fort son ambition de retrouver la stabilité et la « *dignité nationale* », symbole d'un État puissant. Si Boris Eltsine se présentait comme restaurateur des traditions du capitalisme russe interrompu par la Révolution de 1917, Vladimir Poutine s'attache à relier le présent russe au passé soviétique, non à la brève période démocratique que la Russie a connue entre 1991 et 1993, épurant par-là même le narratif national de la dimension libérale et démocratique.

Reste que la mémoire collective traumatique constitue une puissante ressource vers laquelle les dirigeants russes se tournent afin de « *susciter à leur profit, ou au profit de la cause qu'ils défendent, des soutiens, des adhésions voire des dévouements extrêmes* »¹⁵¹⁶. La reprise en main des interprétations historiques dans les manuels scolaires par le pouvoir dans les années 2000 s'inscrit ainsi dans la dynamique plus vaste de l'imposition des normes mémorielles visant l'homogénéisation des représentations du passé soviétique et le dépassement du clivage. Cependant, l'incohérence des discours et des politiques mémorielles du régime actuel témoigne des difficultés que le pouvoir rencontre pour construire une mémoire consensuelle et fédératrice.

¹⁵¹⁶ BRAUD Philippe, *op. cit.*, p. 121

Troisième partie

Les représentations collectives du passé

La troisième partie sera consacrée aux représentations du passé soviétique telles qu'elles circulent dans la société russe, ou, si l'on se réfère à la définition de Marie-Claire Lavabre, à la « *mémoire vive* », « *les souvenirs d'un passé vécu ou transmis portés par les individus* ¹⁵¹⁷ ». Cette analyse de l'évolution de la mémoire, telle qu'elle a été façonnée par de multiples vecteurs culturels, médiatiques et politiques tout au long des années 1990 et 2000, débouche sur une problématique plus générale sur le lien entre la mémoire du passé soviétique et la reproduction des « *imaginaires sociaux* » hérités du passé : il ne s'agit pas simplement d'étudier comment le passé soviétique a été représenté en Russie postsoviétique, mais aussi quel a été son rôle dans la formation de l'ensemble des représentations collectives participant aux processus politiques et sociaux. Par représentations collectives l'on entendra une forme de connaissance courante, dite « *de sens commun* » », socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique d'organisation et d'orientation des conduites et communications, à travers l'établissement d'une vision de la réalité commune pour un ensemble social ou culturel donné ¹⁵¹⁸ ; d'autres les présentent comme « *un ensemble d'éléments cognitifs (opinions, informations, croyances) relatifs à un objet social* ¹⁵¹⁹ », ou bien comme les « *imaginaires sociaux* ¹⁵²⁰ ». En d'autres termes, les interrogations qui animent cette partie touchent autant à la mémoire qu'à ses possibles effets politiques. Le premier chapitre vise ainsi à retracer, à partir des

¹⁵¹⁷ GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : La sociologie de la mémoire comme tierce position », dans MULLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricœur*, 2005 Editions Payot Lausanne, pp. 91

¹⁵¹⁸ Voir notamment : MARTIN Denis-Constant « Pratiques culturelles et organisations symboliques du politique », dans CEFAL Daniel, *Cultures Politiques*, Paris, PUF, 2001, pp. 117-135 ; SKORNICKI Arnaud, « Constructions pratiques et symboliques des frontières politiques », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009, pp. 74-85 ; SCHEMEIL Yves, « Les cultures politiques », dans GRAWITZ Madeleine, LECA Jean (dir.), *Traité de science politique : l'action politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, pp. 237-307

¹⁵¹⁹ MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, *Les représentations sociales : pratiques des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 13

¹⁵²⁰ BASZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984, p. 32

données fournies par une série d'études, non seulement les représentations du passé propres à la société russe, mais encore les images du présent qui en découlent. Le corpus est constitué d'un certain nombre d'études de l'imaginaire politique russe et des représentations traditionnelles, complété par plusieurs dizaines de sondages représentatifs effectués au niveau national entre 1989 et 2012 par le centre sociologique Levada¹⁵²¹, qui permettent de comprendre les tendances de l'évolution de la mémoire et des représentations collectives dans la Russie postsoviétique.

Une autre série d'interrogations est relative à la reproduction de la mémoire au sein de la génération n'ayant pas eu d'expérience propre de vie à l'époque. Il s'agit du phénomène de « *post-memory* » : développé essentiellement dans le cadre des « *Holocaust studies* », ce terme renvoie aux relations qu'entretiennent la deuxième ou troisième générations aux événements qui ont précédé leur naissance. Si les études sur la mémoire du passé soviétique abondent, celles sur les modalités de reconstitution de ce passé par les générations suivantes sont inexistantes dans la sociologie russe et occidentale. Ainsi avons-nous trouvé opportun d'analyser les représentations d'un groupe d'âge habituellement exclu des études sociologiques : les lycéens russes, représentants de la « *génération poutinienne* », nés entre 1993 et 1995 et socialisés dans les années 2000, ayant entre 15 et 17 ans au moment de l'étude. Non seulement il s'est agi d'étudier la « *mémoire du non-vécu* » de la première génération totalement détachée de l'époque soviétique et de la période des réformes des années 1990, mais aussi et surtout de s'intéresser à la reproductibilité et la transmission des représentations *via* des cadres divers (école, famille, médias etc.), etc... Ainsi, notre ambition a été de dépasser l'étude de la mémoire pour vérifier la reproductibilité des attitudes politiques et sociales communément associées au vocable « *homo sovieticus* » : en particulier, est-ce que la destruction du système de pensée de l'*homo sovieticus* et son remplacement par une mentalité nouvelle passent par un changement générationnel ? Peut-on vraiment parler de rupture entre les générations en ce qui concerne la perception du passé soviétique ? Dans quelle mesure les représentations sociales propres à la génération née en 1993 – 1995 sont-elles différentes de celles des générations précédentes ? Le second chapitre tentera de

¹⁵²¹ Le « Centre Levada » est un centre sociologique russe, situé à Moscou, reconnu pour son indépendance politique, qui possède de riches archives sur les enquêtes sociologiques depuis 1989.

répondre à ces questions par l'analyse quanti-qualitative de données empiriques obtenues au cours de l'étude de terrain effectuée dans les lycées russes en 2011.

Chapitre 1

Le poids des représentations du passé

Malgré le caractère radical des réformes politiques et économiques entamées au début des années 1990, le rejet du passé soviétique a été moins profond et partagé que ne le laissaient croire les médias et les élites au pouvoir. Dès 1993, les études sociologiques constatent le retour en force des clichés et des mythes soviétiques concomitamment à la montée de la nostalgie (*Section 1*). Ces processus vont de pair avec l'émergence d'une « *rétro-personnalité* », qui combine les traits de l'*homo sovieticus* avec les caractéristiques pluriséculaires propres à la culture politique traditionnelle (*Section 2*).

SECTION 1. LES IMAGES DU PASSE

Certains indicateurs permettent de mesurer le degré de réception ou de rejet par la population des mythes et des symboles associés au passé soviétique ainsi que des personnages historiques. L'attitude des individus vis-à-vis des personnages historiques constitue un indicateur particulièrement intéressant dans la mesure où certains d'entre eux représentent des symboles politiques forts et surtout davantage compréhensibles pour la plupart de la population que des notions historiques ou politiques abstraites. L'analyse des sondages d'opinion apporte sans doute inévitablement une vision réductrice des différentes catégories de personnes ; le tableau qui en résulte est général et il nivelle les appréciations individuelles. Or la mémoire est un phénomène complexe qui ne peut pas être résumé à une énumération de concepts, de dates et de personnages ; une certaine pertinence dans l'interprétation ne peut être obtenue que par des enquêtes non-directives, voire par un travail d'observation anthropologique. Pour autant, si les limites des études quantitatives

sont évidentes, elles n'en mettent pas moins en évidence les grandes tendances qui caractérisent l'évolution de la mémoire collective postsoviétique.

§ 1. Des représentations contradictoires

La première catégorie en cause est celle du stalinisme, gouvernement répressif basé sur la terreur et la contrainte comme « *instrument universel pour résoudre tout problème politique ou social* »¹⁵²². L'incapacité de gérer ce traumatisme entraîne une série de contradictions mémorielles.

A. Le deuil interrompu du stalinisme et ses conséquences

La mémoire de la terreur a été la première à émerger lors du grand débat de la *perestroïka* dont le mot d'ordre était la « *purification* » du socialisme des « *déviations staliniennes* ». Cette prise de conscience a constitué la première étape du travail de mémoire. Le concept de deuil, défini comme l'intégration dans la mémoire collective des réalités douloureuses du passé, est utilisé par les sociologues, les historiens et les philosophes pour expliquer certains aspects de l'imaginaire collectif traumatique : il s'agit de l'acceptation et de l'intériorisation des expériences traumatiques, procédé qui s'oppose à l'oubli et à l'effacement. Au niveau individuel et collectif, la conduite du deuil est d'importance cruciale pour le développement ultérieur de la mémoire : selon Paul Ricœur, « *c'est au niveau des conduites de deuil que l'on retrouve [...] des situations pathologiques équivalentes à celles de la psychanalyse et que l'on peut parler de traumatismes collectifs, de "blessures" de la mémoire collective* »¹⁵²³.

Or, dès 1993, une nouvelle étape que nombre d'auteurs qualifient d'« *amnésie* » ou d'« *oubli* » succède au travail de deuil en Russie¹⁵²⁴. Les études parlent de « *l'amnésie du communisme* »¹⁵²⁵, comprise comme l'occultation de la mémoire de la terreur et le remplacement du débat par le silence et l'indifférence ; « *l'amnésie* » dans sa dimension sociale est définie par Henri Rousso comme la période pendant

¹⁵²² ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*, p. 119

¹⁵²³ MULLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricœur*, Editions Payot Lausanne, 2005, p. 2

¹⁵²⁴ NIVAT Georges, *Russie-Europe. La fin du schisme. Etudes littéraires et politiques*, 1993, Lausanne, Editions L'âge d'Homme, p. 21

¹⁵²⁵ BESANÇON Alain, « Mémoire et oubli du communisme », dans ROUSSO Henri (dir.), « Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoires comparées », *Commentaire*, vol. 20, n° 79, automne 1997, Dossier « Mémoire et oubli du communisme », pp. 789- 793

laquelle « *le souvenir du crime ou du conflit [est] plus ou moins occulté, plus ou moins tu...* »¹⁵²⁶.

Cette tendance se renforce dans les années 1990 et 2000 : une série d'études sociologiques « *Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes* » témoignent du fait que si l'intérêt pour le passé du pays et les orientations rétrospectives se renforce dans la première décennie des années 2000, la mémoire de la terreur faiblit car la majorité de la population considère l'histoire russe comme une source de fierté et comme un trait caractéristique qui distingue la Russie des autres nations¹⁵²⁷.

Comment expliquer l'indifférence qui remplace en l'espace de quelques années l'intérêt pour l'histoire de la terreur ? Une série d'études mobilisent des concepts psychologiques pour mettre l'accent sur une grave crise identitaire provoquée par les réflexions sur le stalinisme : les révélations de la fin des années 1980 ont constitué une lourde épreuve pour la conscience nationale qui, suite aux informations sur la terreur, a subi une réévaluation de profondeur. L'historienne Dina Khapaeva parle de la formation d'un « *complexe d'infériorité nationale* » pendant la période de la *perestroïka* : la violence de l'histoire rayait le pays du rang des pays « *civilisés* »¹⁵²⁸. La formation de ce « *complexe d'infériorité* » particulier est confirmée par les sondages explorant les sentiments associés à l'histoire nationale chez les Russes : à la fin des années 1980 – début 1990, la conscience collective est dominée par la honte, la tristesse, le désespoir, la désolation¹⁵²⁹. L'historienne Maria Ferretti utilise un autre concept psychanalytique, le « *refoulement* », pour expliquer l'interruption du travail de deuil par une réaction identitaire : le refoulement consiste à passer sous silence les « *souvenirs dérangeants* » risquant d'ébranler profondément l'image de soi¹⁵³⁰. Dans ce sens, le refoulement s'apparente à un comportement de défense psychologique : les non-dits permettent, au niveau individuel et collectif, de préserver l'identité

¹⁵²⁶ ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 27/2, p. 7

¹⁵²⁷ GOUDKOV Lev, « *Vremya i istoriia v soznanii rossijan* » / « Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes », *Vestnik obschestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2010, pp. 13-61

¹⁵²⁸ KHAPAEVA Dina, « History without Memory », *Eurozine*, 2009, <http://www.eurozine.com/articles/2009-02-02-khapaeva-en.html>, consulté le 8 mars 2014

¹⁵²⁹ DOUBINE Boris, « *Prochloe v segodnyaschnih otsenkah rossijan* » / « Le passé dans les évaluations actuelles des Russes », *Informatsionnij bulleten' monitoringa / Le bulletin d'information du monitoring*, n° 5 (25), 1996

¹⁵³⁰ FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, pp. 72-73

personnelle ou collective ; la mémoire dérangeante est reléguée à la périphérie de la conscience.

Une autre série d'explications fait valoir le contexte extérieur plutôt que la psychologie sociale : la crise économique et sociale du début des années 1990 est souvent mise en avant pour expliquer l'« *amnésie sélective* » : comme le constate par exemple Kathleen Smith, les problèmes quotidiens ont évincé la thématique du passé aussi bien du champ médiatique que des représentations collectives¹⁵³¹.

Dans quelle mesure cette thèse de « *l'amnésie du stalinisme* » avancée par toute une série de travaux est confirmée par les données empiriques ? L'analyse des sondages récents ne l'infirme pas, mais permet de la nuancer : d'un côté, tandis que la mémoire de la terreur ne rencontre que très peu de reconnaissance publique, les répressions staliniennes continuent à être considérées par les Russes comme l'un des événements les plus tragiques de l'histoire russe, même si le niveau des connaissances relatives à ce phénomène historique reste bas ; de l'autre, si la mémoire de la terreur et des répressions est présente dans la mémoire collective, elle va de pair avec l'absence de réflexions sur la responsabilité politique ou morale pour les crimes.

De façon générale, constatent des études sociologiques, l'attitude du peuple russe envers son histoire n'est pas marquée par la volonté naturelle d'en savoir plus, bien que les sondages évoquent régulièrement « *les déclarations des interrogés sur leur désir ou sur la nécessité de connaître mieux l'histoire nationale, sur leur intérêt pour le passé* ». Selon le sociologue Lev Goudkov, cet intérêt reste purement déclaratif : le sens de ces déclarations s'enracine dans la volonté des interrogés de s'inscrire dans une certaine version nationale du passé, de consolider « *le nous collectif* » par le sentiment de l'appartenance au passé commun¹⁵³².

Par conséquent, le niveau d'information sur les répressions staliniennes reste assez bas : selon le sondage de 2012, 12% des Russes affirment n'avoir « *presque aucune information* » sur les répressions de 1937-1938, alors que 25% disent « *avoir*

¹⁵³¹ SMITH Kathleen, *Remembering Stalin's Victims. Popular Memory and the End of the USSR*, 1996, Ithaca, Cornell University Press, 217, pp. 174-177
¹⁵³² GOUDKOV Lev, *précit.*, p. 16

peu d'informations » ; 47% affirment « *avoir des informations d'ordre général* » ; seulement 13% des Russes disent « *avoir des informations détaillées* » sur cet événement historique¹⁵³³. Cependant, pour 52% des Russes, l'URSS représente le pays qui a le plus souffert des répressions politiques au XX^e siècle, par rapport à tous les autres régimes dictatoriaux : la terreur stalinienne est placée au rang des violences politiques exceptionnelles dans toute l'histoire mondiale du XX^e siècle. L'empreinte laissée par la Grande Terreur de 1937-1938 est également visible : pour 24% des Russes, cet événement a entraîné plus de pertes au sein de la population russe que n'importe quel autre cataclysme social, guerre ou famine du XX^e siècle, la Grande Guerre patriotique mise à part. Cette réponse témoigne de la persistance du traumatisme de la Grande Terreur : si, selon les estimations récentes, les répressions politiques de la fin des années 1930 désignées comme « *La Grande Terreur* » ont entraîné de 700 000 à 1 million de victimes, les pertes de la guerre civile ou de la famine du début des années 1930 ont été beaucoup plus importantes¹⁵³⁴ ; toutefois, pour la majorité des Russes c'est la Grande Terreur qui constitue l'événement repère symbolisant la violence du XX^e siècle. Il convient de noter qu'environ 30% des personnes interrogées ne répondent pas à cette question, révélant leur méconnaissance des faits historiques (tableaux n° 15 et n° 16). Ce manque de connaissances est également mis en lumière par le sondage proposant aux interrogés d'évaluer le nombre de victimes de la Grande Terreur : tandis que la plus grande partie des interrogés (24%) préfèrent s'abstenir de répondre, les évaluations témoignent de la plus grande confusion (tableau n° 17).

Tableau n° 15. Sondage de 2007 ¹⁵³⁵ . <i>Quel pays, à votre avis, a le plus souffert des</i>	Tableau n° 16. Sondage de 2007 ¹⁵³⁶ . <i>Quel événement dans notre histoire a entraîné le</i>
---	--

¹⁵³³ « *O stalinskih repressiakh* » / « Sur les répressions stalinienne », Sondage du Centre Levada août 2012, N=1600, <http://www.levada.ru/print/28-08-2012/o-stalinskih-repressiyakh>, consulté le 8 mars 2014

¹⁵³⁴ « Redécouverte de l'histoire de l'URSS (1930-1945) », *Populations et sociétés*, INED, n° 253, Janvier 1991, 4 p.

¹⁵³⁵ « *Represii 1937-1938 godov* » / « Les répressions des années 1937-38 », Sondage du Centre Levada d'août 2007, N=1600, <http://www.levada.ru/files/1193743683.doc>, consulté le 25 février 2014

¹⁵³⁶ *ibid.*

<i>répressions politiques de masse (en % de la population)</i>	<i>plus de pertes humaines ?</i>
L'Albanie sous Hodja : 2% L'Allemagne sous Hitler : 6% L'Irak sous Saddam Hussein : 2% L'Italie sous Mussolini : 1% La Cambodge sous Pol Pot : 3% La Chine sous Mao : 2% La Cuba sous Castro : 1% L'URSS sous Staline : 52% La Chile sous Pinochet : 2% La Yougoslavie sous Tito : 0% Difficile à dire : 30%	La guerre civile 1918-1922 : 15% Les répressions liées à la collectivisation 1920-1930 : 7% La famine du début des années 1930 : 7% Les luttes au sein du parti fin 1920 – 1930 : 1% Les répressions politiques fin 1930 : 24% Les répressions fin 1940 contre les Soviétiques libérés de la captivité allemande / se trouvant sur les territoires occupés : 8% La déportation des peuples réprimés 1930-1940 : 6% La lutte contre les éléments antisoviétiques en Ukraine de l'Ouest et aux Pays Baltes fin 1940 – début 1950 : 3%

Tableau n° 17. À votre avis, combien des personnes en URSS ont été réprimés en 1937-1938 ?
 Sondage de 2012¹⁵³⁷.

Des centaines	1%
Des milliers	6%
Des dizaines de milliers	10%
Des centaines de milliers	21%
Près d'un million	13%
Plusieurs millions	21%
Des dizaines de millions	8%
Pas de réponse	21%

Événement exceptionnel dans l'histoire aux yeux des Russes, les répressions politiques des années 1930 sont condamnées par une grande partie d'entre eux (67% en 2012) en tant que « *crime politique injustifiable* », 13% considérant que les répressions constituaient « *une nécessité politique* » déterminée par le contexte historique¹⁵³⁸. L'opinion majoritairement partagée met l'accent sur le caractère aveugle de la terreur : en 2012, 45% d'interrogés affirment que les répressions staliniennes des années 1930 représentaient « *la terreur de masse dirigée contre l'ensemble de la nation* », 25% considérant qu'elles ont touché prioritairement « *les personnes les plus douées, avec le plus d'autorité* », et 10% affirmant que la terreur visait les vrais ennemis du régime¹⁵³⁹.

Si la mémoire de la terreur persiste malgré le faible niveau des connaissances historiques relatives à ce sujet, son caractère superficiel et non intériorisé est mis en lumière par l'opinion des Russes sur la responsabilité des organisateurs et des exécutants de ce qu'ils qualifient de « *crime injustifiable* ». Tout en condamnant les

¹⁵³⁷ « *O stalinskih repressiakh* », *op. cit.*

¹⁵³⁸ *ibid.*

¹⁵³⁹ *ibid.*

répressions, et tout en étant conscients de leur caractère exceptionnel dans l'histoire nationale voire mondiale, la grande majorité des Russes (64%) considèrent qu'actuellement, la recherche des responsables n'a plus aucun sens, refusant ainsi d'identifier les persécuteurs (tableau n° 18). Dans la même logique, la majorité des Russes estiment qu'il faut « *laisser tranquilles* » les responsables, car « *il faut laisser à l'histoire ce qui est à l'histoire* » (tableau n° 19) : seulement 26% considèrent que la condamnation des persécuteurs serait nécessaire ; 58% en revanche manifestent différents degrés d'indulgence, voire de sympathie, envers les organisateurs et les exécutants de la terreur, alors que 16% ne se prononcent pas. Plus que la volonté d'oublier et de pardonner, cette opinion illustre l'attitude générale vis-à-vis de la justice réparatrice, l'un des éléments clé de la justice transitionnelle, qui, tout en évitant la sanction pénale, met l'accent sur l'identification des responsables, la reconnaissance des torts infligés et leur réparation morale ou matérielle¹⁵⁴⁰. S'inscrit dans la même dynamique la division de la société russe par rapport au devoir de mémoire en général, à travers le débat public sur les répressions : si 49% considèrent qu'il faut « *discuter de façon active sur ce qui s'est passé à cette époque et ne pas oublier son histoire* », 37% optent pour le silence, affirmant qu'il faudrait au contraire « *moins parler des répressions, ce n'est pas la peine de remuer le passé* » (tableau n° 20). Les Russes se montrent également divisés quant à la repentance publique, c'est-à-dire la réparation morale des torts : si 23% des Russes considèrent que les autorités encore en vie qui ont signé les ordres d'exécution doivent se repentir, 28% affirment qu'« *aucune repentance n'est nécessaire, on n'en a pas besoin* », et 23% n'ont pas d'opinion sur le sujet (tableau n° 21). Si dans les travaux classiques sur la réconciliation la repentance publique est considérée comme une « *garantie publique contre la répétition des crimes* »¹⁵⁴¹, la majorité des Russes semblent ne pas avoir besoin de ce type de garanties.

Tableau n° 18. À votre avis, faut-il rechercher ceux qui ont été coupables de ces répressions ?
Sondage de 2012¹⁵⁴².

Oui	21%
Non	64%
Ne se prononcent pas	14%

Tableau n° 19. À votre avis, que faudrait-il faire par rapport aux organisateurs et aux exécutants de ces répressions ? Sondage de 2007¹⁵⁴³.

¹⁵⁴⁰ Voir par exemple HAYNER Priscilla, *Unspeakable Truths: Confronting State Terror and Atrocity*, New York, Routledge, 2011 ; KELLER HIRSH Alexander (dir.), *Theorizing Post-Conflict Reconciliation, Agonism, Restitution and Repair*, New York, Routledge, 2012, 219 p.

¹⁵⁴¹ Voir par exemple HAYNER Priscilla, *op. cit.*.

¹⁵⁴² « *O stalinskih repressiakh* », *op. cit.*.

Les condamner	26%
Les laisser tranquille : c'est une histoire trop lointaine	49%
Leur pardonner	8%
Les défendre contre les accusations	1%
Les décorer	0%
Ne se prononcent pas	16%

Tableau n° 20. À votre avis... Sondage de 2012¹⁵⁴⁴.

Il faut discuter activement de ce qui s'est passé à cette période, ne pas oublier son histoire	49%
Il faut en parler moins, il ne faut pas remuer le passé	37%
Ne se prononcent pas	15%

Tableau n° 21. Est-ce que la repentance pour les répressions est nécessaire et qui doit se repentir dans ce cas ? Sondage de 2012¹⁵⁴⁵.

Les autorités politiques actuelles	8%
Les leaders du parti communiste actuel	7%
Les dirigeants actuels des structures de force	7%
Les autorités qui ont donné des ordres d'exécution et qui sont encore en vie	23%
Les exécutants qui sont encore en vie : les enquêteurs, les procureurs, les gardiens...	21%
Toute la nation	11%
Aucune repentance n'est nécessaire	28%
Ne se prononcent pas	23%

L'analyse de ces données permet de nuancer la thèse de l'oubli ou de l'amnésie, mettant en lumière le caractère contradictoire de la mémoire de la terreur et des répressions : si les Russes continuent à condamner la terreur, la considérant comme un événement tragique et sans précédent dans l'histoire russe, si l'innocence des victimes et le caractère aveugle de la terreur ne sont pas mis en doute, si enfin les répressions constituent un « *crime politique injustifiable* », la majorité des Russes se prononcent contre un débat public sur ces pages noires de l'histoire, ne voient pas d'utilité dans l'identification des responsables directs des répressions et ne demandent pas leur repentance publique ; tandis que la quasi-totalité rejettent l'idée de la culpabilité collective, une grande partie préfère ne pas soulever la question, considérant que la Russie « *n'a pas besoin de repentir* » ; l'opinion partagée opte pour « *ne pas remuer le passé* ». Par conséquent, plutôt que de parler d'amnésie, en recourant à une métaphore psychanalytique, on propose d'emprunter aux sciences naturelles le concept de l'anesthésie, « *perte partielle ou totale de la sensibilité* »¹⁵⁴⁶, « *état d'indifférence allant de l'inertie à la quiétude et à l'oubli* »¹⁵⁴⁷ : la mémoire n'a

¹⁵⁴³

¹⁵⁴⁴ « *Represii 1937-1938 godov* », *op. cit.*

¹⁵⁴⁵ « *O stalinskih repressiakh* », *op. cit.*

¹⁵⁴⁶ *ibidem.*

¹⁵⁴⁷ Centre National des ressources textuelles et lexicales, CNRS / ATILF
<http://www.cnrtl.fr/definition/anesthésie>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁴⁷ *ibidem.*

pas disparu, mais elle a cessé d'être douloureuse et dérangeante. Ce concept qui se rapproche des notions d'insensibilité, d'indifférence mais aussi d'apaisement permet, à nos yeux, de traduire de façon plus précise l'état de la mémoire collective actuelle que les termes « oublié » ou « amnésie ».

L'occultation de la question de la responsabilité pour la terreur, l'absence de demande sociale pour la reconnaissance et la réparation des crimes constituent la conséquence directe du travail de deuil interrompu : c'est un exemple de l'événement conflictuel pour lequel « *il n'y a eu aucune procédure ni aucun jugement, donc aucune identification précise des faits, des victimes, des réparations possibles* »¹⁵⁴⁸. Comme le confirme Arsenii Roginskii, chercheur dans l'ONG *Mémorial*, « *la mémoire du stalinisme reste, en premier lieu, presque toujours celle des victimes, et non celle des crimes. En tant que mémoire des crimes, elle n'est pas pensée ni articulée, il n'y a pas de consensus dans la société à ce sujet* »¹⁵⁴⁹.

B. L'hypermnésie et les contradictions

Dans la Russie postsoviétique, cet état amorphe et non structuré de la mémoire des crimes du stalinisme, des répressions et de la terreur, provoqué par le deuil interrompu va de pair avec d'hypermnésie de la mémoire, caractérisée par Paul Ricoeur comme « *une cristallisation d'un conflit non résolu pour lequel le "travail de mémoire" ne trouve pas son point d'aboutissement* »¹⁵⁵⁰. Cette cristallisation se manifeste par la mise en avant de certains fragments de la mémoire sous forme de « *cultes* »¹⁵⁵¹ et de stéréotypes qui remplissent les lacunes laissées par les « non-dits ». Le retour en force du personnage de Staline dans la conscience collective à partir de la deuxième moitié des années 1990 constitue l'un des exemples de ce « culte ».

La montée progressive de Staline au panthéon des héros russes au cours des années 1990-2000 est repérable à travers les sondages : si en 1989, seulement 12% des interrogés mentionnent Staline parmi les grands hommes russes, en 1994 ils

¹⁵⁴⁸ ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 27/2, n° 94, p. 7

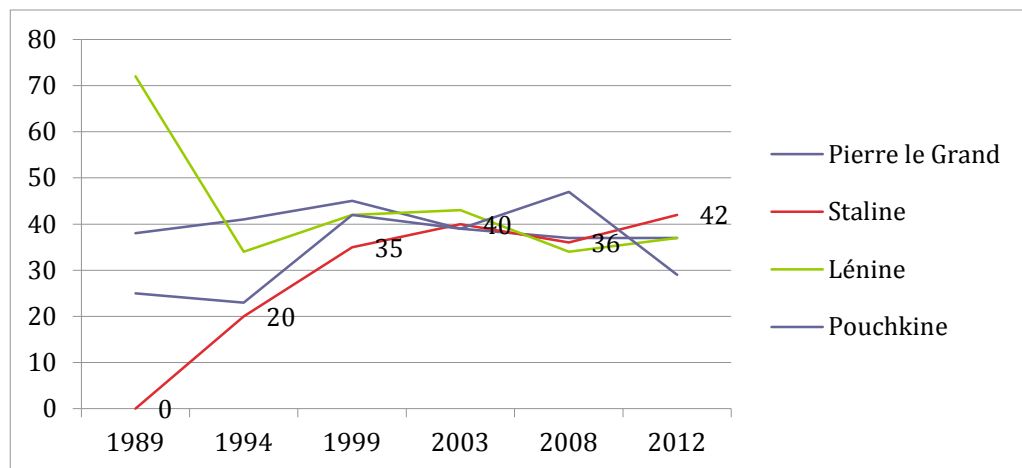
¹⁵⁴⁹ ROGINSKII Arsenii, *op. cit.*, p. 119.

¹⁵⁵⁰ RICOEUR Paul, « Mémoire, histoire, oublié », *cité par ROUSSO Henry, op. cit.*, p. 7

¹⁵⁵¹ NIVAT Georges (dir.), *Les sites de la mémoire russe*, tome 1, Paris, Fayard, 2007, p. 20

étaient 20%, en 1999 – 35% et en 2003 – 40% (voir tableau n° 22). Il est intéressant de noter que si dans les années 1990 l'écart était important entre les quatre grands hommes les plus appréciés des Russes, Pierre le Grand, Lénine, Staline et Pouchkine, il s'est réduit au fur et à mesure, pour devenir quasi inexistant dans les années 2000 : tous les quatre sont placés presque sur un pied d'égalité ; en 2012, Staline prend même la place la plus importante dans le panthéon national : avec 42%, il devance tous les autres grands hommes, devenant le véritable symbole de la Russie.

Tableau n° 22. Les plus grands hommes de tous les temps.
Sondage de 1989, 1994, 1999, 2003, 2008, 2012¹⁵⁵².



En 2008, le retour spectaculaire de Staline est confirmé par une émission télévisée « *Le nom de la Russie - 2008* »¹⁵⁵³, organisé par l'Institut de l'histoire de l'Académie des sciences, la télévision fédérale et l'Institut panrusse de sondages. L'idée du projet a été de choisir, *via* les votes des téléspectateurs et des internautes « *la personnalité la plus éminente de l'histoire russe* » à travers des débats télévisés. Deux types de scrutin distincts ont été mis en place : le vote d'experts, représentés par douze personnalités publiques (historiens, écrivains, journalistes, religieux, scientifiques, cinéastes, défenseurs des droits de l'homme, hommes politiques...) et le vote populaire des téléspectateurs (par SMS) et des internautes. Alors que certains observateurs ont pointé le « *rôle consolidateur* » du projet, d'autres l'ont accusé de « *jeter l'huile sur le feu de la lutte incessante entre deux Russies – stalinienne et*

¹⁵⁵² « *Vydaiouschiesia liudi vseh vremeni i narodov v rossiiskom obschestvennom mnenii* » / « Les plus grands hommes de tous les temps selon l'opinion des Russes », sondage du centre Levada de juillet 2008, N=1508 ; *Otnochenie k Stalinou v Rossii i stranakh Zakavkazia / Attitude envers Staline en Russie et dans les pays du Caucase*, Centre Carnegie (Moscou) en partenariat avec le centre Levada, 5 mars 2013.

¹⁵⁵³ Le site de l'émission <http://www.nameofrussia.ru/>, consulté le 9 mars 2014

post-stalinienne, [...] deux identités de la Russie »¹⁵⁵⁴. En effet, si selon les résultats du vote du jury le palmarès a été partagé entre Alexandre Nevskii et Alexandre Pouchkine (1ère place à égalité), Alexandre Souvorov (2ème) et Piotr Stolypine (3ème), les résultats du vote populaire ont été différents : Alexandre Nevskii, Stolypine et Staline occupent respectivement les 1ère, 2ème et 3ème places.

Si ces tendances témoignent du retour de Staline dans la conscience collective, elles n'impliquent pas pour autant sa réhabilitation en tant que personnage historique, mais elles témoignent plutôt d'une attitude contradictoire, dans laquelle l'indifférence se mêle au respect. Les sondages mettent en évidence la montée de l'indifférence concomitamment à la baisse des émotions négatives (peur, indignation, répugnance) associées à Staline, tandis que le pourcentage des appréciations positives (respect, sympathie) à son égard reste quasiment immuable tout au long des années 2000, représentant entre 30 et 40% (voir tableau n° 23). Si la mort de Staline est toujours associée dans la conscience de la plupart des Russes à « *la fin des répressions et de la terreur, la libération des prisons de millions d'innocents* » (tableau n° 24), seuls 30% le qualifient de « *criminel d'État* », tandis que 50% se disent en désaccord avec cette opinion (tableau n° 25).

Tableau n° 23. Comment pourriez-vous caractériser votre attitude envers Staline ?¹⁵⁵⁵.
Sondages de 2001, 2006, 2008, 2010, 2012.

	Avr. 2001	Avr. 2006	Oct. 2008	Fév. 2010	Oct. 2012
Admiration	4	5	1	2	1
Respect	27	23	22	23	21
Sympathie	7	8	7	7	6
Indifférence	12	19	37	38	33
Répugnance, irritation	18	18	12	12	12
Peur	16	15	7	7	7
Aversion, haine	9	5	4	5	4
Ne se prononcent pas	6	8	10	7	11

Tableau n° 24. À quel événement associez-vous la mort de Staline ? Sondage de 2013¹⁵⁵⁶.

La fin de la terreur et des répressions de masse, la libération des prisons de millions d'innocents	55
La perte du grand guide	18
Autre	4
Ne se prononcent pas	23

¹⁵⁵⁴ BOGOMOLOV Youri, « *Familiia Rossiia, imia Stalin* » / « Nom la Russie, prénom Staline », *RIA Novosti*, 24 octobre 2008, <http://www.rian.ru/authors/20081024/153750695.html>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁵⁵ « *Kak vy v tselom otnosites' k Stalinou* » / « Quelle est votre opinion générale sur Staline », sondages de 2001, 2006, 2008, 2010, N=1600, <http://www.levada.ru/archive/pamyatnye-daty/kak-vy-v-tselom-otnosites-k-i-stalinu>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁵⁶ *Otnochenie k Stalinou v Rossii i stranakh Zakavkazia* / *Attitude face à Staline en Russie et dans les pays du Caucase*, Centre Carnegie (Moscou) en partenariat avec le centre Levada, 5 mars 2013.

Tableau n° 25. Etes-vous d'accord avec l'opinion que Staline doit être qualifié de criminel d'État ?
Sondage de 2010¹⁵⁵⁷.

Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord	32
Plutôt pas d'accord / pas du tout d'accord	50
Ne se prononcent pas	18

Les contradictions persistent quant à la possibilité de justifier les pertes que le peuple russe a subies à l'époque stalinienne du fait des « *grands acquis* » de l'époque : si pour 60% des Russes, ces pertes humaines ne sont « *aucunement justifiables* », pour 25% une telle justification ne paraît pas impossible (tableau n° 26). Par ailleurs, les Russes restent divisés quant aux parallèles entre les régimes stalinien et nazi : le nombre de ceux qui trouvent des points communs entre les deux régimes et ceux qui refusent la possibilité même d'un telle parallèle est comparable (tableau n° 27). L'évaluation du rôle que Staline a joué dans l'histoire du pays fournit une illustration par excellence du clivage qui divise la société russe : en 2013, 49% des interrogés qualifiaient ce rôle de « *tout à fait positif / plutôt positif* », 33% comme « *tout à fait négatif / plutôt négatif* » (tableau n° 28). La prise en compte de la variable d'âge montre que les jeunes n'apparaissent pas comme les plus hostiles à l'héritage stalinien : l'attitude de la majorité des jeunes vis-à-vis de ce personnage relève de l'indifférence (41%). Si la répartition des attitudes positives et négatives envers Staline reste assez équilibrée au sein de la population russe (entre 21 et 25% d'opinions positives, entre 19 et 26% d'opinions négatives), la proportion des attitudes positives croît de manière spectaculaire chez les personnes ayant plus de 50 ans : au sein de cette partie de la population, 41% considèrent que le rôle de Staline dans l'histoire a été positif, soit deux fois plus en moyenne que pour le reste de la population (tableau n° 29). La même tendance est caractéristique pour les personnes ayant un faible niveau d'éducation : 34% des personnes qui n'ont pas eu le Bac manifestent une attitude favorable envers Staline, alors que parmi les personnes avec un Bac+5 elle représente 24%¹⁵⁵⁸.

Tableau n° 26. À votre avis, peut-on justifier les pertes subies par le peuple russe à l'époque stalinienne par les grands objectifs et les résultats obtenus à cette époque ? (Sondage de 2012¹⁵⁵⁹)

Oui, absolument	4%
Plutôt oui	21%
Absolument pas, c'est injustifiable	60%

¹⁵⁵⁷ « *Rositiiane o roli Staline, sobytiakh 1939 goda i repressiiakh 1930-1950 gg.* » / « Le rôle de Staline, les événements de 1939 et les répressions des années 1930-1950 aux yeux des Russes », Sondage du centre Levada, août 2009, N=1600, <http://www.levada.ru/archive/pamyatnyedaty/uchityvaya-masshtab-repressii-v-stalinskuyu-epokhu-nasilstvennoe-pereselenie->, consulté le 25 février 2014

¹⁵⁵⁸ *Otnochenie k Stalinou v Rossii i stranakh Zakavkazia, op. cit.*

¹⁵⁵⁹ *ibid.*

Ne se prononcent pas	7%
----------------------	----

Tableau n° 27. À votre avis, peut-on parler de points communs entre les régimes construits dans les années 1930 par Staline en Russie et par Hitler en Allemagne ? (Sondage de 2009¹⁵⁶⁰).

Evidemment, les deux régimes ont beaucoup en commun	11%
Oui, les deux régimes ont quelques points communs	32%
Non, je ne vois aucun point en commun entre ces deux régimes	19%
Il est inadmissible de comparer l'URSS et l'Allemagne nazie, Staline et Hitler.	22%
Ne se prononcent pas	16%

Tableau n° 28. À l'occasion du 55ème anniversaire de la mort de Staline. À votre avis, quel rôle Staline a-t-il joué dans la vie de notre pays¹⁵⁶¹? Sondages de 2003, 2006, 2013.

	2003	2006	2013
Tout à fait positif / plutôt positif	53	42	49
Tout à fait négatif / plutôt négatif	33	37	32
ne s'expriment pas	14	22	19

Tableau n° 29 : La variable d'âge et l'attitude envers Staline. Sondage de 2013¹⁵⁶².

%		Positive	Négative	Indifférente	Ne s'expriment pas
	18-24	21	19	41	17
La variable d'âge	25-39	20	26	37	15
	40-54	25	26	33	15
	55+	41	19	24	16

S'il est erroné de parler d'une réhabilitation de Staline dans la mémoire collective, on assiste indubitablement, tout au long des années 1990 et 2000, à la baisse des appréciations négatives parallèlement à la montée de l'indifférence. En même temps, si une grande partie des Russes se disent indifférents, il n'en reste pas moins que Staline occupe désormais une place au panthéon des héros nationaux russes, alors même que l'attitude vis-à-vis de son rôle dans l'histoire reste contradictoire. Le paradoxe réside dans le fait que si l'image de Staline est associée à la terreur de masse et à l'emprisonnement des innocents, le personnage n'est pas condamné pour autant ; tout en étant conscients de l'ampleur des répressions et tout en associant la mort de Staline à la libération de millions d'innocents, les Russes placent Staline au panthéon des héros russes.

¹⁵⁶⁰ « *Rossiiane o roli Staline, sobytiakh 1939 goda i repressiakh 1930-1950 gg.* », *op. cit.*

¹⁵⁶¹ « *K godovschine smerti Stalina* » / « A l'occasion de la mort de Staline », sondage du centre Levada du février 2008, N=1600, <http://www.levada.ru/archive/pamyatnye-daty/kakuyu-rol-sygral-i-stalin-v-zhizni-nashei-strany>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁶² *Otnochenie k Stalinou v Rossii i stranakh Zakavkazia*, *op. cit.*

C. La mémoire de la Grande Guerre patriotique

Un autre élément constitutif de la mémoire collective est la mémoire de la Grande Guerre patriotique. Afin de comprendre la puissance de cette mythologie et la profondeur de son enracinement, il convient d'étudier sa genèse : plus qu'un événement historique, cette guerre représente un « *complexe d'images et de représentations* »¹⁵⁶³ enraciné dans les représentations traditionnelles de la culture politique russe.

À travers une série d'études sociologiques, le sociologue russe Boris Doubine situe les racines du « *mythe de la Russie victorieuse* » dans les travaux des historiens et des écrivains nationalistes et slavophiles prérévolutionnaires qui ont forgé l'image de « *l'unité du peuple russe* », de son caractère « *élu* » et de sa spécificité qui résiderait dans sa spiritualité particulière. Plutôt que de rompre avec cette rhétorique, Staline l'a reprise et l'a réarticulée : l'exploitation de la symbolique étatiste et patriotique, le renforcement de la composante nationale de la culture russe, par opposition à l'internationalisme des bolcheviks, la construction de l'image de la « *famille solidaire des peuples soviétiques* » vont de pair avec la formation du culte du guide. La composante militaire a soudé cette construction mythologique : à partir de 1945, l'image du guide – chef des armées et de la victoire investit l'ensemble mythologique lié à la puissance russe. Cette légende véhiculée par la propagande devient le filtre à travers lequel les Soviétiques perçoivent toutes les significations relatives au passé¹⁵⁶⁴.

Les recherches de l'historienne Maria Ferreti, spécialiste de la mémoire collective du passé soviétique en Russie, confortent l'hypothèse de Boris Doubine : la chercheuse avance la thèse d'une différence cruciale entre la mémoire de la Seconde guerre mondiale telle qu'elle s'est constituée en URSS et dans les pays occidentaux. La différence, selon elle, tient à la fonction identitaire et de transmission des valeurs de cette mémoire : alors que dans les pays de l'Europe de l'Ouest la mémoire de cette guerre a renforcé les valeurs de liberté et de démocratie, en l'Union Soviétique les constructions mémorielles ont valorisé non pas la lutte pour la liberté, mais

¹⁵⁶³ DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figuri vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie actuelle », *op. cit.*, p. 28
¹⁵⁶⁴ *ibid.*.

l'héroïsme du peuple soviétique, la puissance nationale de la Russie, la grandeur de l'État et les mérites de Staline. Ainsi en Union Soviétique et en Russie, cette mémoire n'est pas devenue porteuse de valeurs démocratiques, mais de valeurs traditionnelles nationalistes qui ont pénétré le discours officiel, formant les bases idéologiques du régime¹⁵⁶⁵. Ce raisonnement permet de prendre la mesure de la place tenue par la victoire dans la Grande Guerre patriotique dans l'ensemble plus vaste des interprétations historiques.

Aujourd'hui, cette mémoire constitue le repère majeur cimentant la mémoire collective, l'une des fondements de l'identité nationale¹⁵⁶⁶, mais aussi la principale source de fierté¹⁵⁶⁷. L'étude sociologique « *Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes* » effectuée à deux reprises en 2001 et 2010 témoigne du caractère contradictoire des représentations liées à la Grande Guerre patriotique : elle est simultanément qualifiée par les Russes comme l'événement le plus « horrible » et le plus « glorieux » de l'histoire russe¹⁵⁶⁸. Ces représentations sont fortement ancrées dans la conscience collective : les familles gardent la mémoire durable des victimes ; uniquement 10% des Russes disent ne pas être au courant du sort de leurs ancêtres pendant la Grande Guerre patriotique ; la mémoire des morts, des blessés, des déplacés, des portés disparus est vivace (tableau n° 30). Cette mémoire est ensuite détachée du contexte global de la guerre mondiale pour devenir éminemment nationale : comme le constatent les études, l'image de cette guerre est liée non tant aux dangers du nazisme en Europe, mais au seul destin de la Russie¹⁵⁶⁹. Si ces éléments constituent les racines du mythe de la Grande Guerre patriotique tel qu'il a été forgé dans les années 1970, son importance symbolique n'a cessé de croître dans la Russie postsoviétique, parallèlement à la baisse de tous les autres repères. Le tableau n° 31 permet de mesurer l'évolution de l'importance des événements du XX^e siècle dans la mémoire collective russe : si en 1989 la mémoire de la Révolution d'Octobre ou des répressions est forte, le tableau des années 2000 est balisé par les

¹⁵⁶⁵ FERRETTI Maria, « *Nepimirimaia Pamiat': Rossiia i Voina* » / « Mémoire irréconciliable : La Russie et la guerre », *Neprikosnovennii Zapas / Reserve Intangible*, 2005, n°2 (3), pp. 40-41, <http://magazines.russ.ru/nz/2005/2/fer8.html>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁶⁶ *ibid.*

¹⁵⁶⁷ BOIKOV Vladimir, MERKUSHIN Vladimir, « La conscience historique dans la société russe actuelle : l'état et les tendances », *Sociologie du pouvoir*, n° 2, 2003, pp. 5-22

¹⁵⁶⁸ GOUDKOV Lev, « *Vremya i istoriia v soznanii rossiyan* » / « Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes », *Vestnik obschestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2010, pp. 13-61

¹⁵⁶⁹ DOUBINE Boris, *Rossiia noulevykh: politicheskaia koul'toura, istoricheskaia pamiat', povsednevnaia zjizn' / La Russie des années deux mille: culture politique, mémoire historique, vie quotidienne*, Moscou, Rossiiskaya Politicheskaya Entsiklopediia, 2011, p. 48

événements – repères victorieux, comme la Grande Guerre patriotique et le vol de Youri Gagarine dans l'espace. Selon la thèse du sociologue Boris Doubine, ce processus de valorisation de la guerre s'inscrit dans un mouvement plus général de reconstruction de l'identité collective des Russes : la Grande Guerre patriotique devient le « *point focalisant, le centre des significations* » de tout le passé soviétique, son écho étant la victoire des technologies soviétiques symbolisée par la conquête de l'espace.

Tableau n° 30. Quel était le destin de (l'un de) vos proches lors de la Grande Guerre patriotique ?¹⁵⁷⁰.

Tué	50
Blessé	33
Porté disparu	16
Emprisonné ou déplacé pour travaux forcés en Allemagne	10
Réprimé / envoyé aux camps après la victoire	3
Resté à l'étranger après la victoire	2
Rien de tel ne s'est produit	14
Je ne sais pas	10

Tableau n° 31. Lequel des événements ci-dessous sont, à votre avis, les plus significatifs pour notre pays¹⁵⁷¹?

	1989	1994	1999	2003
La Première guerre mondiale	8	19	18	14
La Révolution d'Octobre 1917	62	49	49	40 ↓
La collectivisation	10	8	6	6
Les répressions des années 1930	30	18	11	17 ↓
La victoire dans la Grande Guerre patriotique	73	73	85	78 ↑
Le XX ^e Congrès	9	5	4	4
Le vol de Gagarine dans l'espace	33	32	54	51 ↑
La guerre en Afghanistan	10	24	21	23
Le début de la <i>perestroïka</i>	24	16	16	20
La catastrophe de Tchernobyl	36	34	32	35
La chute de l'URSS	-	40	47	42
La guerre en Tchétchénie	-	-	24	31
Pas de réponse	4	10	3	3

Si la mémoire de la Victoire reste forte, les Russes manifestent un attachement particulier à la commémoration de la Victoire : en 2013, 70% affirment se préparer à célébrer la fête¹⁵⁷² ; pour 72% des Russes, la commémoration est importante pour que « *notre peuple se souvienne toujours de la victoire sur l'Allemagne, pour qu'il soit*

¹⁵⁷⁰ « *Mojete li vy skazat chto kto-to iz vachikh blizkikh v gody Velikoi Otetchestvennoi voiny...* » / « Pourriez-vous dire que quelqu'un de vos proches, pendant la Grande Guerre patriotique... », sondage de mars 2010, N=1600, <http://www.levada.ru/archive/pamyatnye-daty/mozhete-li-vy-skazat-cto-kto-iz-vashikh-blizkikh-rodstvennikov-v-gody-veliko>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁷¹ DOUBINE Boris, *op. cit.*, p. 50

¹⁵⁷² « *Rossiiane o prazdnovanni Dnia Pobedy* » / « Les russes et la célébration du Jour de la Victoire », Sondage de Levada Center, 8 mai 2013, <http://www.levada.ru/print/08-05-2013/rossiyane-o-prazdnovanii-dnya-pobedy>, consulté le 9 mars 2014

fier de son pays, pour que la jeunesse grandisse dans l'esprit patriotique »¹⁵⁷³ : ainsi la dimension patriotique de la Victoire est mise en avant par les Russes qui considèrent cet événement comme un symbole important pour l'identité nationale. Par ailleurs, la victoire de l'URSS est liée dans la mémoire collective à toute une série d'associations historiques positives : la plupart des Russes l'associent à « *la destruction du régime hitlérien* » (69%), « *la libération des pays d'Europe de l'Est de l'occupation fasciste* » (54%), mais aussi « *la victoire des idées de liberté, démocratie, des droits de l'homme sur l'idéologie fasciste* » (23%) ; seulement 5% citent parmi les résultats de la victoire « *l'extension de l'influence du régime stalinien dans les pays d'Europe de l'Est* »¹⁵⁷⁴.

Cette domination de la Grande Guerre patriotique dans les représentations constitue une clé de la compréhension de l'attitude ambiguë vis-à-vis de Staline évoquée *supra* : les sondages relatifs au rôle de Staline dans l'histoire témoignent de l'absence de dissociation entre l'image de tyran et celle de chef militaire dans la conscience collective. Tout se passe comme si, pour la mémoire collective, la direction de Staline pendant la Grande Guerre patriotique lui assurait une sorte d'indulgence ; si le nombre total des opinions positives et / ou indulgentes est plus élevé que celui des opinions négatives, la proportion des réponses qualifiant Staline de tyran est sensiblement la même que celle faisant valoir sa direction militaire (tableau n° 32). Il est important de préciser que, compte tenu de la méthodologie du questionnaire (les interrogés ayant le droit de choisir plusieurs réponses), ce clivage ne témoigne pas de l'existence de deux mémoires différentes propres à différents groupes de la population, mais de la fusion au sein de la mémoire collective de deux représentations : dans la conscience collective Staline est à la fois « *tyran sanguinaire* » (31%) et « *vainqueur dans la Grande Guerre patriotique* » (29%).

Tableau n° 32. Quelle opinion sur Staline partagez-vous ? (vous pouvez sélectionner jusqu'à 3 variantes¹⁵⁷⁵).

	1999	2004
Staline est un tyran cruel et inhumain coupable de l'assassinat de millions d'innocents.	32	31
Nonobstant toutes ses erreurs et faux pas, le plus important est que sous sa direction notre peuple a gagné la Grande Guerre patriotique.	32	29

¹⁵⁷³ « *Obschestvennoe mnenie o VOV* » / « L'opinion publique sur la Grande Guerre patriotique », Sondage de Levada, 5 juillet 2013, <http://www.levada.ru/05-07-2013/obshchestvennoe-mnenie-o-vo-v-wwii>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁷⁴ « *Rossiiane o prazdnovanni Dnia Pobedy* », op. cit..

¹⁵⁷⁵ « *Rossiiane o role Stalina v istorii nachei strany* » / « Les Russes s'expriment sur le rôle de Staline dans l'histoire de leur pays », Press-centre du Centre Levada, 21 décembre 2004, Polit.ru, <http://polit.ru/article/2004/12/21/stalin/>, consulté le 9 mars 2014

Staline est un dirigeant sage qui a mené le pays vers la puissance et la prospérité.	20	21
Seul un dirigeant dur pouvait maintenir de l'ordre dans l'État dans un contexte de lutte des classes, de menace extérieure et de manque de discipline.	21	16
Notre peuple ne peut pas se passer d'un dirigeant comme Staline, tôt ou tard quelqu'un comme lui viendra et rétablira l'ordre.	18	16
La politique de Staline (répressions dans l'armée, pacte avec Hitler) a entraîné l'impréparation du pays à la guerre et de lourdes pertes.	18	15
Staline a perverti les idées de Lénine, il a construit une société qui était loin des idéaux socialistes.	8	9
Staline a continué ce que Lénine et les bolcheviks avaient commencé.	6	8
Staline est dénigré par les ennemis du peuple russe.	5	5
On ne sait pas encore toute la vérité sur Staline et sa politique.	30	33

Par ailleurs, si Staline continue à revêtir l'image du vainqueur dans la Grande Guerre patriotique, la question de sa responsabilité est écartée : malgré la disponibilité d'informations sur la politique de Staline à la veille de la Seconde guerre mondiale, pour la grande majorité des Russes, Hitler reste le seul et unique responsable de la guerre (tableau n° 33). Ces résultats s'inscrivent dans la tendance déjà évoquée de l'absence de demande pour la vérité et la désignation de responsables : ainsi selon un sondage de 2013, la majorité des Russes préfèrent « *ne pas remuer le passé* » et ne pas explorer les pages liées à la responsabilité des autorités soviétiques dans les lourdes pertes de l'Armée rouge et de la population civile dans la Grande Guerre patriotique ; selon l'opinion majoritaire, la vérité est « *impossible* », il faut « *laisser le passé au passé* » et « *continuer à vivre* » (tableau n° 34).

Tableau n° 33. Qui, à votre avis, est responsable pour le déclenchement de la Seconde guerre mondiale ? Sondage de 2013¹⁵⁷⁶.

Seul Hitler et les autorités de l'Allemagne nazie	45
Les erreurs politiques et stratégiques de Staline dans les années 1930-40	18
Le pacte de Staline et Hitler (Pacte Molotov-Ribbentrop)	11
Les accords de Munich	10
Je ne sais pas	16

Tableau n° 34. Quelle est l'opinion que vous partagez sur la vérité sur la guerre et la responsabilité des autorités soviétiques pour le prix exorbitant payé par l'URSS ? Sondage de 2013¹⁵⁷⁷.

Si on ne comprend pas qui est responsable du déchaînement de la guerre, pourquoi l'URSS était alliée à l'Allemagne en 1939 et pourquoi le pays a perdu des millions de gens, on est condamné à la répétition de ces erreurs à l'avenir.	37
Il ne faut pas remuer le passé, de toute manière on ne saura jamais toute la vérité, on ne pourra pas ressusciter nos morts, il faut passer à autre chose et continuer à vivre.	52
Difficile à dire.	12

¹⁵⁷⁶ « *Obschestvennoe mnenie o VOV i WWII* » / « L'opinion publique sur la Grande Guerre patriotique et la Seconde guerre mondiale », sondage de juin 2013, N=1600, <http://www.levada.ru/05-07-2013/obshchestvennoe-mnenie-o-vov-i-wwii>, consulté le 9 mars 2014.

¹⁵⁷⁷ *ibid.*.

Si ce type de mémoire de la guerre correspond à beaucoup d'égards à la version soviétique évacuant les informations disponibles après 1991 sur la responsabilité de l'URSS dans le déclenchement de la guerre en Europe et si les représentations de Staline qui en découlent s'inscrivent dans les stéréotypes de la culture politique russe, la volonté proclamée de « *ne pas remuer le passé* » constitue un signe important, indiquant le besoin de tourner la page, même au prix de non-dits. Ces résultats empiriques rejoignent bon nombre d'analyses sur la fonction de « *mémoire écran* » ou de « *mémoire barrage* » que la Grande Guerre patriotique remplit dans la Russie actuelle. Dina Khapaeva démontre le caractère paradoxal de la mémoire, marquée par l'amnésie des répressions et l'hypermnésie de la Victoire : si la grande majorité des Russes se précipitent pour prendre place dans le narratif militaro-patriotique, affirmant que dans leurs familles il y a eu des victimes de la guerre, la même majorité nie la présence des victimes des répressions dans leurs familles, alors même que les chiffres de pertes sont comparables¹⁵⁷⁸.

Il convient de noter que les tendances de la mémoire collective évoquées ci-dessus dérogent à la demande des victimes de reconnaissance des violences perpétrées à leur encontre : dans les sociétés qui se trouvent dans une situation post-confliktuelle ou post-autoritaire, la reconnaissance des crimes est réclamée par les victimes, tandis que le comportement de négation ou d'évitement de reconnaissance peut être décelé chez les persécuteurs ou les responsables publics¹⁵⁷⁹. La révélation de la vérité sur les crimes constitue la première étape dans le processus de réconciliation, souvent à travers l'instauration des Commissions de la Vérité, suivie par la reconnaissance de crimes et par la définition des responsabilités¹⁵⁸⁰. Or en Russie tout se passe comme si non seulement la société ne formulait pas de demande de reconnaissance des crimes et de désignation des responsables, mais encore affirmait ne pas avoir besoin de vérité. Comment expliquer que ces questions soient évitées par les responsables politiques et par la société elle-même ?

¹⁵⁷⁸ KHAPAEVA Dina, « *Ocharovannie stalinizmom* » / « Enchantés par le stalinisme », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 05 (055), 2007, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/645/650/>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁷⁹ GOVIER Trudy, « A dialectic of acknowledgment », dans QUINN Joanna R., *Reconciliation(s). Transitional Justice in Postconflict societies*, McGill - Queen's University Press, London, 2009, p. 43

¹⁵⁸⁰ QUINN Joanna R., *ibid.*.

La première explication se trouve dans la difficulté de définir l'événement conflictuel originel autour duquel la problématique de réconciliation pourrait être articulée. En effet, toute l'histoire du XX^e siècle en Russie a été ponctuée par la violence, les cataclysmes sociaux et des vagues de répressions d'intensité variable, dont la terreur stalinienne ne constitue qu'une partie ; il est par conséquent difficile d'identifier le point de départ dans l'enchaînement de la violence et d'en trouver les responsables. Non seulement la liste des événements conflictuels est longue, mais encore il n'y a pas de consensus sur un grand nombre de points ; les controverses des historiens et les débats publics autour du sens de la Révolution de 1917, de la guerre civile, des famines et des violences, de l'industrialisation, du degré de parenté entre Lénine et Staline, de la nature du socialisme soviétique, enfin de l'objectif et du résultat de la privatisation des années 1990 perdurent, notamment en Russie¹⁵⁸¹, mais aussi dans certains pays d'Europe de l'Est dans lesquels les sociétés restent divisées quant à l'héritage soviétique¹⁵⁸². Ainsi l'entreprise de réconciliation est compliquée par la nécessité de remonter aux sources même de la violence pour retrouver les racines du conflit ; or le faible niveau de connaissances historiques de la société russe ne peut qu'entraver ce processus.

Une autre explication peut être trouvée dans l'influence des politiques mémorielles du régime qui s'efforce de construire un tableau « *équilibré* » de l'époque stalinienne tout en escamotant les questions difficiles. Certaines études affirment en effet qu'un lien existe entre la politique mémorielle de l'État russe et les inflexions de la mémoire collective qui ne reste pas imperméable à la rhétorique patriotique néosoviétique. Pour autant, comme on l'a démontré dans la 1^{ère} partie, même pendant la période de transparence au cours de laquelle les révélations sur les crimes staliens affluaient, la société russe n'a pas été homogène dans son attitude envers le communisme et la résistance à la déstalinisation a été perceptible aussi bien après le XX^e congrès que pendant la *perestroïka*. Les rares études disponibles sur les représentations de l'époque soviétique dans les années 1990 constatent que, quelques années avant la chute de l'URSS, la population ne rejetait pas Staline et son époque,

¹⁵⁸¹ KEEPING Janet, « National reconciliation in Russia », dans PRAGER Carol A.L., TRUDY GOVIER (dir.), *Dilemmas of Reconciliation. Cases and Concepts*, Wilfrid Laurier University Press. Waterloo, Ontario. Canada. 2003, p. 332

¹⁵⁸² Par exemple, en Ukraine « la période soviétique n'est pas assimilée dans la conscience collective ukrainienne à une phase d'occupation, mais à une période durant laquelle le niveau de vie a été décent et les inégalités sociales invisibles » (LEPESANT Gilles (dir.), *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 29).

mais était ambiguë à leur égard ; une étude de la conscience historique des habitants de Leningrad effectuée en 1990 montrait ainsi que la rupture avec les traditions, les valeurs et les comportements soviétiques avaient été beaucoup moins profonde que ne le laissait croire le discours dominant dans la presse écrite : à cette période, nombre de stéréotypes de la propagande soviétique persistaient dans la conscience collective, alors que la presse abondait de révélations de toutes sortes. Les auteurs de l'étude constatent à cet égard le « *désarroï mnémonique* » chez les Soviétiques : si les révélations sur les répressions ont généré les appréciations négatives de Staline et du stalinisme dans la conscience collective, la « *légende dorée* » de l'époque stalinienne ne s'est pas effondrée pour autant. Cette légende est composée d'un nombre d'éléments positifs associés à l'époque stalinienne : « *l'image des gens bienveillants et désintéressés, travailleurs disciplinés et de bonne volonté* », l'atmosphère de joie et d'enthousiasme, sans parler de la très forte symbolique de la Victoire. « *Pour la majorité des individus, constatent les chercheurs en 1990, l'époque de Staline reste celle de l'âge d'or à l'intérieur de laquelle le stalinisme même devient en quelque sorte un phénomène marginal* »¹⁵⁸³. La société russe a été donc initialement clivée et divisée non seulement par rapport à l'héritage stalinien, mais aussi par rapport à tout le XX^e siècle russe.

Si ces éléments d'explication mettent en lumière la complexité du XX^e siècle russe et la ténacité des mythes soviétiques au sein de la conscience collective, les analyses historiques du mécanisme relatif aux violences totalitaires fournissent un autre élément de réponse. D'une part, contrairement aux situations de conquête ou d'occupation par des forces étrangères, colonisation ou apartheid, discrimination ou extermination selon un critère précis, ni les victimes ni les persécuteurs n'appartenaient à un groupe social, ethnique ou religieux particulier ; ce mode de gouvernement répressif et souvent irrationnel n'épargne personne. Si la rhétorique de la *perestroïka* affirmait que « *toute la population soviétique était prisonnière d'un grand camp de concentration* », parlant de la « *guerre de l'État contre son peuple* » et du « *génocide de masse national* », les études historiques postérieures à la chute de l'URSS ont démontré que si certains groupes ethniques et sociaux avaient subi des répressions particulièrement brutales pendant l'époque soviétique, la violence n'a

¹⁵⁸³ KHAPAEVA Dina, KOPOSSOV Nikolaï, « Les demi-dieux de la mythologie soviétique. Etude sur les représentations collectives de l'histoire », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5, 1992, pp. 963-987

épargné aucune catégorie sociale ou ethnique de la population, frappant aussi bien les paysans et les ouvriers que la bourgeoisie et les intellectuels, les bureaucrates ordinaires et les hauts sommets de l'appareil d'État, du Parti et de l'Armée, les organisations de la jeunesse communiste ainsi que les organisateurs et les exécutants des répressions¹⁵⁸⁴. Les études de la terreur ont mis en lumière le mécanisme de « *purge permanente* », les persécuteurs devenant à leur tour victimes du système qu'ils avaient forgé et maintenu : cette complexité contribue à brouiller les frontières entre « *le bien* » et « *le mal* ».

D'autre part, les études historiques ont dévoilé les mécanismes par lesquels le pouvoir totalitaire rendait la population complice des crimes commis : tous les grands procès des années 1930 et 1940 ont été accompagnés de manifestations massives organisées à tous les niveaux, de l'école secondaire jusqu'aux grandes entreprises, pendant desquelles le collectif était contraint de voter pour les résolutions condamnant les « *ennemis du peuple* » et louant la direction du Parti qui avait su les démasquer ; ces votes publics se faisaient à l'unanimité et le refus de voter signifiait l'arrestation quasi-immédiate du récalcitrant. Par ailleurs, nombre de personnes étaient contraintes de collaborer avec la police politique en dénonçant leurs connaissances dans l'espoir d'être épargnées par la terreur¹⁵⁸⁵. Par conséquent, toute tentative de découvrir la vérité sur cette période historique et de répartir les responsabilités mettrait en cause l'ensemble de la société, la plupart des violences ayant été perpétrées au nom du peuple. Il en découle que dans ce cas, l'identification avec les victimes ne constitue pas le mécanisme identitaire principal accompagnant la sortie du communisme : la victimisation va de pair avec le sentiment d'avoir été complice des crimes. Cette particularité de la mémoire collective prend le contre-pied du tableau simpliste présentant, d'un côté « *les victimes* » (un groupe social, ethnique ou religieux, la société, la population), de l'autre côté « *les persécuteurs* » (l'État, l'appareil du Parti, les services secrets) : la ligne de démarcation entre victimes et bourreaux est difficile de tracer.

¹⁵⁸⁴ FIGES Orlando, *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Editions Denoël, 800 p. ; voir notamment le chapitre « La grande peur », pp. 281-371
¹⁵⁸⁵ *ibid.*.

§ 2. La nostalgie de l'époque soviétique

La nostalgie constitue un type de mémoire affective qui idéalise le passé. Si ce phénomène représente un aspect classique de la mémoire individuelle ou collective, les études récentes distinguent différentes « *nostalgies du socialisme* » (« *Ostalgie* », « *Yugonostalgia* ») propres aux sociétés postsocialistes¹⁵⁸⁶. Cette nostalgie puise ses racines dans l'attachement au modèle social et économique, au mode de vie quotidienne, ainsi qu'aux objets matériels des sociétés socialistes de type soviétique. La montée en puissance de la nostalgie postsocialiste est souvent associée au pessimisme social, à l'attachement au passé mythologisé, à l'aspiration au changement¹⁵⁸⁷ : il s'agit de la « *nostalgie de rêve d'un avenir meilleur* »¹⁵⁸⁸ ; souvent, elle est liée à la perception du caractère « *défaillant* » de certains éléments de la réalité¹⁵⁸⁹. Dans le cas russe, le traumatisme de la perestroïka est devenu le moteur de la nostalgie de l'époque brejnévienne (A), perçue désormais comme un âge d'or (B).

A. Le traumatisme de la *perestroïka* : le moteur de la nostalgie

La chute du système soviétique a provoqué une série d'effets économiques et sociaux qui ont façonné la mémoire collective concernant l'URSS. La mémoire de cette période est sans aucun doute profondément traumatique et ce traumatisme, contrairement à celui des répressions staliniennes, est particulièrement vif.

Les études sociologiques montrent que le traumatisme de la *perestroïka* est indissociable de celui de la chute de l'URSS : il se traduit par le sentiment que cette décision a été prise par les élites de manière illégitime et sans aucune consultation populaire. La majorité des Russes ont regretté la perte de l'Union Soviétique dès

¹⁵⁸⁶ Voir notamment TODOROVA Maria, ZSUZSA Gille (dir.), *Post-Soviet Nostalgia*, Berghahn books, 2010, 295 p.; VELIKONJA Mitja, « Lost in transition. Nostalgia for Socialism in Post-socialist Countries », *East European Politics and Societies*, Vol. 23. n° 4, Fall 2009, pp. 535-551 ; OUSHAKIN Sergueï, « We're nostalgic but we're not crazy: Retrofitting the Past in Russia », *The Russian Review*, n° 66, 2007, pp. 451-482.

¹⁵⁸⁷ DOERR Nicole, "What Can You be Nostalgic for in a Post-Socialist World?", *Nosztalgia Project*, 2007, http://www.nosztalgia.net/cms/index.php?option=com_content&task=view&id=16&Itemid=38, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁸⁸ ESCHE Christine, TIMM Katharina, TOPALSKA Sandra, « Lost and Found: Communism Nostalgia and Communist Chic Among Poland's Old and Young Generation », *Humanityaction.org*, <http://www.humanityinaction.org/knowledgebase/62-lost-and-found-communism-nostalgia-and-communist-chic-among-polands-old-and-young-generations>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁸⁹ SHAW Christopher, CHASE Michael (dir.), *The Imagined Past-History and Nostalgia*, Manchester University Press, 1989, pp. 9-15

1992 : comme en témoignent bon nombre d'études, la population était favorable au maintien de l'URSS après renouvellement : ainsi en 1991 lors du référendum sur la préservation de l'URSS sous forme de « *fédération renouvelée* » 78% des Soviétiques se sont exprimés en faveur de ce maintien ; ainsi la fin juridique de l'URSS a été la conséquence d'une décision prise par les élites et non le produit d'une volonté populaire¹⁵⁹⁰. La proportion des Russes regrettant la chute de l'URSS est restée élevée tout au long des années 1990 et 2000, et représente entre 55 et 75 pour cent de la population (tableau n° 35) ; la grande majorité des Russes considèrent que la chute de l'URSS aurait pu être évitée (tableau n° 36). La popularité des théories du complot relatives à la chute de l'URSS constitue une autre facette du sentiment d'illégitimité : 25% des Russes considèrent que la raison principale de la chute de l'URSS réside dans le « *complot* » des élites ; 16% attribuent la chute de l'URSS au complot des « *forces étrangères hostiles à la Russie* » ; en somme, les théories du complot sont partagées par 41% de la population. Il est significatif que le pourcentage des Russes qui croient au complot croît avec l'âge ; 33% des jeunes sont incapables d'identifier les raisons de la chute de l'URSS : cette situation confirme la grande confusion quant aux origines de cet événement (tableau n° 37).

Tableau n° 35. Regrettez-vous la chute de l'URSS¹⁵⁹¹? Sondages de 1992-2012.

	1992	1994	2000	2002	2004	2006	2007	2008	2009	2012
Oui	66	66	75	68	67	61	55	60	60	49
Non	23	19	19	25	26	32	36	30	28	35
Difficile à dire	11	15	6	7	7	7	9	10	12	16

Tableau n° 36. À votre avis, la chute de l'URSS était-elle inévitable ?¹⁵⁹². Sondages de 1998-2012.

	1998	2001	2004	2006	2007	2008	2009	2012
La chute était inévitable.	24	29	24	27	30	30	28	31
La chute aurait pu être évitée.	58	58	65	59	56	55	57	48
Difficile à dire.	18	13	11	14	14	15	15	21

Tableau n° 37. À votre avis, quelle est la principale raison de la chute de l'URSS¹⁵⁹³? Sondage de 2007, 2011. Répartition selon la variable d'âge (pour 2007).

¹⁵⁹⁰ WHITE Stephen, « Russia: The Revenge of the Superstructure », dans LANE David (dir.), *The Legacy of State Socialism and the Future of Transformation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, p. 58 ; voir également COHEN Stephen, *Vopros Vorposov : Potchemou ne stalo Sovetskogo Soyouza ? / La question des question s: pourquoi l'URSS est-elle disparue ?*, Moscou – Saint Petersburg, AIRO, 2007

¹⁵⁹¹ « *Rossiiane o raspade SSSR i boudouschem SNG* » / « Les Russes s'expriment sur la chute de l'URSS et l'avenir de la CEI », sondages de 1992-2009, N=1600, <http://www.levada.ru/press/2009122101.html>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁹² *ibid...*

	Total (2007)	Total (2011)	18-24 ans	25-39 ans	40- 54 ans	55+
Un complot [...] de Eltsine, Kravtchouk et Chouchkievitch.	25	20	12	19	30	32
Le mécontentement de la population vis-à-vis de Gorbatchev, des dirigeants soviétiques.	21	18	19	17	20	26
Le mécontentement des républiques par rapport à leurs relations avec le « centre ».	17	17	13	20	17	17
Un complot des forces étrangères hostiles à la Russie.	16	19	9	14	16	22
L'épuisement complet de l'idéologie communiste.	15	15	15	17	16	11
Le retard économique et technologique de l'URSS.	13	13	15	15	13	10
La trop grande lourdeur du poids militaire pour l'économie du pays qui a entraîné <i>zastoï</i> et paupérisation de la population.	12	12	12	11	10	16
Les ambitions des élites républicaines.	12	13	7	12	15	12
Le refus du Parti d'assumer son rôle de leader, l'affaiblissement du « centre » pendant les années de <i>perestroïka</i> .	12	15	10	9	12	15
Une politique nationale inadéquate.	11	10	11	10	12	10
Autre.	2	2	0	3	3	2
Difficile à dire.	16	21	33	19	11	9

Le rejet de la *perestroïka* commence à être perceptible dès la première moitié des années 1990 : si à la fin des années 1980, les sondages constataient un fort soutien à l'idée du changement dans la conscience collective¹⁵⁹⁴, en 1994, 44% des Russes affirmaient que ce serait mieux pour le pays si « *tout était resté comme avant 1985* » ; ce pourcentage passant à 58% en 1999 (tableau n° 38) ; ce rejet se traduit également par une image fortement négative de Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine. Quelles sont les origines de ce rejet ? L'analyse des sondages permet d'établir un lien avec le choc provoqué par la rapide dégradation du niveau de vie, la désagrégation des institutions et la perte du statut de grande puissance mondiale : l'écrasante majorité des Russes attribuent à Mikhaïl Gorbatchev (51%) et Boris Eltsine (32%) la dégradation des positions russes sur la scène internationale (tableau n° 39). L'instabilité économique et sociale provoquée par les réformes constitue le deuxième facteur responsable du désenchantement par rapport à la *perestroïka* : en 1996, 64% des Russes estimaient que c'est en matière de stabilité que la Russie postsoviétique a le plus perdu par rapport à l'URSS¹⁵⁹⁵.

¹⁵⁹³ « SSSR » / « URSS », sondages de 1992-2007, <http://www.levada.ru/24-12-2007/sss>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁹⁴ LEVADA Youri, « *Tchelovek sovetskii 1989-2003. Razmychleniia o bol'shinstve i men'shinstve* » / « L'homme soviétique 1989-2003. Réflexions sur la majorité et la minorité », *Le Courrier de l'opinion publique*, n° 5 (73), 2004, p. 13

¹⁵⁹⁵ DOUBINÉ Boris, « *Prochloe v segodnyaschnih otsenkah rossijan* » / « Le passé dans les évaluations actuelles des Russes », *Informatsionnij bul'teten' monitoringa / Le bulletin d'information du monitoring*, n° 5 (25), 1996, pp. 28-34

Tableau n° 38. Serait-on mieux si en Russie tout restait comme avant 1985¹⁵⁹⁶ ? Sondages de 1994, 1999, 2003.

	1994	1999	2003
Oui	44	58	44
Non	34	27	35
Pas de réponse	22	15	21

Quels sont les autres traits attribués rétrospectivement à l'URSS mettant en lumière les défaillances des années 1990 ? L'étude de 2003 révèle, à travers les caractéristiques de l'URSS que regrettent les Russes, les failles et les défauts du présent : l'absence d'ordre et de confiance dans le lendemain, la perte de la grandeur du pays, l'inflation... (tableau n° 40). D'autres sondages plus récents (2012) mettent ces résultats en perspective : pour les Russes, la chute de l'URSS signifie « *la chute du système économique unifié* » (50%), « *la perte du sentiment d'appartenance à une grande puissance* » (52%), « *la montée de la méfiance, de la cruauté* » au sein de la société (37%), « *la rupture des liens familiaux, amicaux* » (27%¹⁵⁹⁷). Ces données éclairent l'un des mécanismes régissant la mémoire collective actuelle : l'image négative de la *perestroïka* va de pair avec l'idéalisation de l'URSS « *que nous avons perdue* ». Ces deux événements, la *perestroïka* et la chute de l'URSS, forment un seul bloc de représentations négatives dans la mémoire collective, « *l'anti-événement* » du XX^e siècle.

Tableau n° 39. À quel moment, selon vous, la Russie a-t-elle perdu son statut de grande puissance¹⁵⁹⁸ ?

Après la révolution, sous Lénine	2
Sous Staline	2
Sous Khrouchtchev	1
Sous Brejnev	5
Sous Tchernenko	2
Sous Gorbatchev	51
Sous Eltsine	32
Sous Poutine	0,5
La Russie n'a jamais été une grande puissance	2

¹⁵⁹⁶ LEVADA Youri, « *Dvadsat' let spustia. Perestroïka v obschestvennom mnenii i obschestvennoi jizni* » / « Vingt ans après. La *perestroïka* dans l'opinion publique et dans la vie de la société », *Vestnik Obschestvennogo Mnenia / Le Courrier de l'Opinion publique*, n° 2 (76), 2005, pp. 8-14 ; voir aussi « *Vy soglasny s tem chto bylo by luchshe esli by vse v strane ostavalos takim kak bylo do nachala perestroïki ?* » / « Etes-vous d'accord avec l'affirmation qu'il aurait été mieux si tout était resté comme avant la *perestroïka* ? », sondages de 2004-2010, <http://www.levada.ru/archive/pamyatnye-daty/vy-soglasny-s-tem-chto-bylo-luchshe-esli-vse-v-strane-ostavalos-takim-kakim-b>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁹⁷ « *Rossiiane o raspade SSSR* » / « Les Russes s'expriment sur la chute de l'URSS », Sondage de Levada, 11 janvier 2013, <http://www.levada.ru/print/11-01-2013/rossiyane-o-raspade-sssr>, consulté le 9 mars 2014

¹⁵⁹⁸ Sondage de mai 2002 reproduit dans DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figuri vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie actuelle », *Monitoring obschestvennogo mneniya / La veille de l'opinion publique*, n° 2, 2003, pp. 26-40.

Tableau n° 40. Pour quelle raison croyez-vous qu'il vaudrait mieux que tout soit resté comme avant 1985 ¹⁵⁹⁹?

	1999	2003
Nous étions un grand pays unifié	37	26
Il y avait de l'ordre	32	26
Les relations entre les individus étaient meilleures	22	17
Il y avait de la confiance dans le lendemain	43	24
Les prix étaient bas et stables	30	20
On s'occupait mieux de la culture, de l'éducation, de la science	7	4
La vie était plus intéressante, plus gaie	10	6

L'ancrage de ce traumatisme dans la mémoire collective est confirmé par une série de sondages effectués sur la période 2002 – 2009 : malgré l'amélioration de la situation économique du pays et le rétablissement de l'ordre par Vladimir Poutine, la proportion de « *partisans* » et d'« *adversaires* » de la *perestroïka* est restée assez stable ; tout au long des années 2000, les adversaires sont en moyenne entre deux et trois fois plus nombreux que les partisans (tableau n° 41). Les raisons économiques expliquent clairement ces perceptions du passé comme le montre l'analyse du portrait sociodémographique des « pour » et des « contre », qui représentent, respectivement, les gagnants et les perdants du changement de régime : le portrait type de celui qui évalue positivement la *perestroïka* est une personne jeune, entre 25 et 39 ans (c'est-à-dire née entre 1974 et 1988), diplômée de l'enseignement supérieur (Bac +5) et avec un haut niveau de revenus ; ceux qui dénoncent la *perestroïka* sont des personnes âgées avec un niveau d'études limité, habitant souvent dans des petites villes ou villages, qui ont de toute évidence le plus de difficultés à s'adapter au changement.

Tableau n° 41. À votre avis, la *perestroïka* a-t-elle apporté plus de bien ou de mal à la Russie ¹⁶⁰⁰?

	Déc. 2002	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2009
Plus de bien	19	21	23	20	22	22
Plus de mal	66	63	62	56	57	52
Difficile à dire	15	17	15	24	21	26

Ces données issues des sondages d'opinion sont confortées par des études sociologiques longitudinales menées par l'Institut de recherches sociologiques de l'Académie des sciences russe. En 2011, l'Institut a publié un rapport intitulé « *Vingt*

¹⁵⁹⁹ LEVADA Youri, « *Dvadsat' let spustia. Perestroïka v obschestvennom mnenii i obschestvennoi jizni* » / « Vingt ans après. La *perestroïka* dans l'opinion publique et dans la vie de la société », *Vestnik Obschestvennogo Mnenia / Le Courrier de l'Opinion publique*, n° 2 (76), 2005, pp. 8-14
¹⁶⁰⁰ « *Epokha i lichnost' Mikhaila Gorbatcheva* » / « L'époque et la personnalité de Mikhail Gorbatchev », sondages de 2002-2009, <http://www.levada.ru/press/2010031101.html>, consulté le 9 mars 2014

années des réformes vues par les Russes », qui présente les résultats de deux études sociologiques portant sur l'image des réformes démocratiques en Russie, effectuées par l'Institut en coopération avec la Fondation Friedrich Neumann en 2001 et 2011 ; l'objectif de cette étude de grande échelle effectuée sur un échantillon représentatif de la population russe était d'analyser la perception des réformes dans le domaine social, économique et politique au cours des vingt dernières années, ainsi que des transformations qui y sont liées. Deux types de questions ont été posés aux personnes interrogées : le premier bloc de questions concernait l'évaluation rétrospective des réformes, l'enquêteur proposant aux personnes interrogées de se souvenir de leurs attitudes au moment de leur mise en place ; le deuxième bloc de questions portait sur l'attitude actuelle vis-à-vis des réformes.

Les résultats de l'étude montrent que, aussi bien en 2001 qu'en 2011, la société russe se trouve scindée en opposants et partisans des réformes. Toutefois, par rapport à 2001 les évaluations de 2011 évoluent dans le sens plus positif : le nombre des partisans des réformes croît de façon lente, alors que la proportion des opinions critiques tend à diminuer ; même si les opinions négatives vis-à-vis des réformes restent majoritaires par rapport aux opinions positives (59% et 28% respectivement en 2001), cette proportion ne reste pas immuable (43% et 34% respectivement en 2011).

Bien qu'il n'existe pas, au sein de la société russe actuelle, de consensus sur la *perestroïka* et les réformes qu'elle a entraînées, des lignes de fracture sont visibles au sein des générations : comme en témoigne l'étude en question, le rejet des transformations causées par la *perestroïka* est assez peu prononcé au sein de la jeunesse, et augmente avec l'âge des personnes interrogées ; si la génération de 30-50 ans démontre une « *désapprobation modérée* » des réformes, la génération de 50 ans et plus manifeste une attitude négative prononcée.

L'éducation constitue un autre facteur qui influence l'appréciation des réformes : ainsi, les sociologues ont observé un lien entre le niveau d'éducation et l'approbation des réformes ; plus le niveau d'études est poussé, plus la personne évalue positivement les réformes ; le soutien est le plus faible chez les personnes qui n'ont pas réalisé d'études secondaires. La même tendance se profile en ce qui

concerne le niveau d'urbanisation, les habitants des grandes villes étant plus enclins à évaluer positivement la *perestroïka* et les transformations de l'économie et de la société russe qu'elle a provoquées.

Ainsi, concluent les sociologues, les évaluations et surtout les lignes de fracture dessinent un clivage entre les gagnants et les perdants de la *perestroïka*¹⁶⁰¹. En revanche, selon la même étude, la chute de l'URSS bénéficie d'un consensus aux yeux de la population qui l'évalue négativement nonobstant les différences sociales et économiques : dans les représentations collectives, selon l'étude, la chute de l'URSS est associée à la fin d'une grande puissance plus qu'à la chute du système socialiste.

Ce traumatisme de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS constitue le moteur de la montée de la nostalgie de l'époque brejnévienne, idéalisée rétrospectivement.

B. Le mythe de l'âge d'or brejnévien

L'émergence d'une nostalgie de l'URSS et plus particulièrement de l'époque brejnévienne commence dès 1993 ; elle traduit une réaction défensive due à l'insatisfaction face à la réalité, mais aussi à la complexification des modèles sociaux : de nombreux Russes qui n'ont pu trouver leur place au sein de la nouvelle société composée de catégories sociales radicalement différentes de la structure sociale soviétique, se réfugient dans un passé simple et familial. La transmission des souvenirs de l'époque par les cadres familiaux qui assure la reproduction du mythe est d'autant plus facile que « *la génération brejnévienne* » est à l'heure actuelle plus nombreuse que les générations précédentes.

Cette époque a un statut particulier dans l'histoire russe : alors que tout le XX^e siècle a été ponctué par des guerres, des répressions, des famines et toutes sortes de cataclysmes sociaux, la période de *zastoï* constitue la seule période d'accalmie relative après des années de mobilisation ; le contrôle idéologique et politique diminue pendant que le niveau de consommation s'améliore. L'étude sociologique « *Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes* » parle à cet égard de

¹⁶⁰¹ « *Dvadtsat' let reform glazami Rossiian* » / « Vingt ans des réformes vues par les Russes », L'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie, Rapport analytique, Moscou, 2011, pp. 9-11

l' « *utopisme* » des représentations liées à cette période historique qui cristallise toutes les évaluations positives, les idéaux et les nostalgies¹⁶⁰². Si ce modèle économique et social a été qualifié de « *stagnation* » par les nouvelles élites, la crise économique des années 1990 l'a fait apparaître comme un véritable « *âge d'or* », et ceci dès la première moitié des années 1990 : en 1994, 41% des Russes considéraient que jamais dans son histoire contemporaine la Russie n'avait vécu aussi bien que sous Brejnev (tableau n° 42) ; en 1996, ce jugement est confirmé par l'évaluation concrète de l'évolution du niveau de vie des ménages : 60% des Russes estiment alors que leur vie et celle de leur famille étaient meilleures à l'époque brejnévienne (tableau n° 43).

Tableau n° 42. À quel moment, à votre avis, la vie en Russie a-t-elle été la meilleure ? (sondage de 1994¹⁶⁰³).

À l'époque brejnévienne	41%
Avant la Révolution	18%
Sous Staline	8%
Pendant la <i>perestroïka</i>	4%
Après août 1991	4%
Difficile à dire	24%

Tableau n° 43. À quel moment vous / votre famille avez-vous le mieux vécu ? (sondage de 1996¹⁶⁰⁴)

À l'époque <i>zastoï</i> (avant 1985)	60%
À l'époque de la <i>perestroïka</i> (1985-1991)	13%
À l'époque des réformes économiques (après 1991)	10%
Difficile à dire	16%

La reprise économique des années 2000 n'a pas ébranlé la nostalgie de l'époque brejnévienne : dans la mémoire collective des Russes, les images associées à la stabilité sociale et au bien-être quotidien constituent le noyau dur de la perception de cette époque, qui se présente comme un véritable mythe. En 2008, le sondage comparant la situation dans différents domaines de la vie économique, sociale et politique de l'URSS de l'époque brejnévienne et des pays occidentaux montre que les Russes placent les acquis sociaux et économiques du système brejnévien au-dessus des mêmes acquis des pays occidentaux (tableau n° 44) ; la majorité estime que la situation dans le domaine de l'éducation, de la santé publique, de l'emploi, de la sécurité sociale, de la science, de l'art, tout comme « *la vie en général* » étaient

¹⁶⁰² GOUDKOV Lev, « *Vremya i istoriia v soznanii rossijan* » / « Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes », *Vestnik obschestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2010, pp. 13-61

¹⁶⁰³ DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figuri vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie actuelle », *Monitoring obschestvennogo mneniya / La veille de l'opinion publique*, n° 2, 2003, pp. 26-40

¹⁶⁰⁴ *ibid.*.

meilleures que dans les pays occidentaux à la même époque ; l'époque brejnévienne est donc perçue comme la seule période de l'histoire russe où le pays n'a pas seulement « rattrapé », mais encore « dépassé » l'Occident en ce qui concerne les droits économiques et sociaux.

Tableau n° 44. À votre avis, parlant de la vie d'un citoyen ordinaire dans les années 70-80, où la vie était-elle la meilleure : en URSS ou dans les pays d'Occident ? Sondage de 2008¹⁶⁰⁵.

	Mieux en URSS dans les années 1970-80	Mieux dans les pays d'Occident	Le niveau était le même, pas de différence
L'éducation	66	11	8
La santé publique	52	23	8
L'emploi	61	14	8
La sécurité sociale	44	28	8
L'état de la science	54	14	14
Le domaine culturel / l'art	54	14	13
Les droits civiques	29	37	10
La vie en général	38	30	10

La suite du sondage sous forme de questions ouvertes confirme le fait que l'ordre public, l'emploi, la stabilité économique et sociale, la sollicitude paternelle de l'État, la gratuité des services publics, la garantie de l'avenir, mais aussi les relations interpersonnelles constituent les représentations de l'époque brejnévienne : il en ressort l'image d'une société juste, égalitaire et tranquille, d'un pays puissant et prospère (tableau n° 45). D'autres événements marquants de l'époque, comme par exemple l'écrasement du Printemps de Prague en 1968, sont effacés de la mémoire collective : ainsi en 2013 seulement 7% des Russes affirment savoir ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie au printemps 1968 ; 20% affirment « avoir lu ou entendu » des informations sur cet événement ; 23% disent « avoir entendu parler » du Printemps de Prague, sans pour autant qu'ils puissent définir ce qui s'est passé ; enfin, pour 50% des Russes, l'expression « le Printemps de Prague » n'évoque absolument rien¹⁶⁰⁶. Le même oubli touche un autre phénomène important de l'époque brejnévienne comme la dissidence : si en 2013, 47% des Russes affirment ne pas savoir qui étaient les dissidents, 35% disent « avoir entendu ce terme », sans être capables de le définir. Seulement 18% des interrogés savent qui étaient les dissidents, tout en ayant des difficultés à évaluer le rôle du mouvement dissident dans le développement du pays :

¹⁶⁰⁵ « Gde byla lutsche jizn' » / « Où la vie était-elle meilleure », Sondage de mars 2008, <http://www.levada.ru/14-03-2008/gde-byala-luchshe-zhizn>, consulté le 9 mars 2014

¹⁶⁰⁶ « Pamiat » o Prajskoi vesne » / « Les souvenirs du Printemps de Prague », Sondage de 16 mai 2013, Levada center, <http://www.levada.ru/16-05-2013/pamyat-o-prazhskoi-vesne>, consulté le 9 mars 2014

30% ne répondent pas à la question et, pour 33% les dissidents « *n'ont pratiquement joué aucun rôle* », 28% évaluant leur activité positivement¹⁶⁰⁷.

Tableau n° 45. Pourquoi considérez-vous que la vie des gens ordinaires était meilleure en URSS dans les années 70-80? (*la question a été posée seulement à ceux qui ont répondu que la vie en général était meilleure en URSS*). Sondage de 2008¹⁶⁰⁸.

	2008
Le peuple était au pouvoir, la société était juste	27
Il y avait l'économie planifiée socialiste	29
Il n'y avait pas de chômage	60
On s'occupait plus des pauvres	29
On respectait plus la vieillesse	42
La médecine et la formation étaient gratuites	70
Tous étaient égaux	36
Chacun était récompensé pour son travail	19
On sentait un réel progrès réel dans l'industrie et dans la vie sociale	14
Chacun avait des garanties sur l'avenir	43
Il y avait plus d'ordre public	39
Les relations entre les gens étaient plus chaleureuses et humaines	40
On était un pays fort, puissant	38
Tous les pays du monde tenaient compte de notre avis	-
Nous étions isolés de l'Occident	9
Autre	2
Ne s'expriment pas	2

Ces résultats sont d'autant plus significatifs que peu avant la chute de l'URSS, les Soviétiques portaient un regard très critique envers les vrais « *acquis* » du système soviétique : l'image qui ressort du sondage de 1991 est loin d'être positive (tableau n° 46). Le système social soviétique n'était évoqué en tant qu'acquis que par 15% des Soviétiques, les garanties du salaire minimum par 8%. De façon générale, dans l'esprit des années 1990 « *dominaient les sentiments d'humiliation nationale, de fatalité, de défaite, ainsi que le syndrome d'une patrie perdue* »¹⁶⁰⁹.

Tableau n° 46. Que l'URSS donne-t-elle à ses citoyens ? Sondage de 1991¹⁶¹⁰.

La pénurie alimentaire, les queues, une existence misérable	66%
La paix (absence de guerre)	29%
Un sentiment d'arbitraire, des humiliations permanentes	26%
La végétation sur le bas-côté de la civilisation mondiale	25%
Un sentiment d'être voué à l'échec	16%
Un sentiment de l'appartenance au peuple soviétique	15%
Un système de la protection sociale de la population	15%

¹⁶⁰⁷ « *Sovetskie dissidenty v pamyati rossijan* » / « Les dissidents soviétiques dans la mémoire des Russes », Sondage de 20 août 2013, Levada Center, <http://www.levada.ru/print/20-08-2013/sovetskie-dissidenty-v-pamyati-rossijan>, consulté le 9 mars 2014

¹⁶⁰⁸ *ibid.*

¹⁶⁰⁹ NIKONOV Viatcheslav, « La tentation d'un Occident non-occidental », *Le Débat*, n° 130, 2004,

¹⁶¹⁰ DOUBINE Boris, « *Prochloe v segodnyaschnih otsenkah rossijan* » / « Le passé dans les évaluations actuelles des Russes », *Informatsionnij bulleten' monitoringa / Le bulletin d'information du monitoring*, n° 5 (25), 1996

La peur des organes du pouvoir tout-puissants	9%
Un salaire minimum garanti	8%
La fierté de la patrie socialiste	3%

La crise économique a donné une image idéalisée de la stabilité économique et sociale de l'époque brejnévienne. L'étude de Stephen White effectuée en 1998 compare les caractéristiques politiques de deux régimes, soviétique brejnévien et postsoviétique, les personnes interrogées ayant été invitées à attribuer aux deux régimes certaines caractéristiques. Les résultats de l'étude montrent que les Russes continuaient à percevoir le régime soviétique comme proche du peuple, plus légitime et familial, et même « *plus transparent et honnête* » que le système actuel¹⁶¹¹. De façon générale, les caractéristiques associées au régime soviétique sont dans la plupart des cas positives (« *juste* », « *honnête* », « *respecté* », « *fort* »), tandis que le régime postsoviétique accumule les associations négatives (« *criminel, corrompu* », « *faible, impuissant* », « *parasitaire* », « *incompétent* ») (tableau n° 47). Cette étude démontre que l'image du régime brejnévien n'est pas constituée seulement de représentations relatives à l'État providence : il existe également des qualificatifs qui illustrent l'idée d'une « *bonne gouvernance* ». Ce constat est confirmé par toute une série d'études à long terme dont les résultats sont présentés par Boris Doubine dans l'ouvrage synthétique *La Russie des années zéro* : non seulement le modèle politique soviétique reste attractif, mais encore la proportion des orientations en faveur de la gouvernance soviétique ne cesse de croître, y compris dans les groupes des personnes interrogées les plus jeunes (18-25 ans¹⁶¹²) (tableau n° 48).

Tableau n° 47. Les caractéristiques des régimes communiste et post-communiste. Etude de Stephen White (1998¹⁶¹³).

Régime soviétique, 70-80		Régime postcommuniste, 1990	
Proche du peuple	36	Criminel, corrompu	63
Légitime	32	Etranger, incompréhensible	41
« Le nôtre », familial	32	Irrésolu	32
Bureaucratique	30	Faible, impuissant	30
Fort	27	Court-termiste (<i>short-sighted</i>)	28
Court-termiste (<i>short-sighted</i>)	23	Bureaucratique	22
Respecté, bénéficiant de l'autorité	21	Parasitaire	18
Secret, fermé	17	Illégitime	12
Juste	16	Non professionnel	12
Honnête, ouvert	14	Incompétent	11

¹⁶¹¹ WHITE Stephen, *op. cit.*, pp. 82-83

¹⁶¹² DOUBINE Boris, *Rossia noulevykh: politicheskaja koul'toura, istoricheskaja pamiat', povsednevnaia zjizn' / La Russie des années deux mille: culture politique, mémoire historique, vie quotidienne*, Moscou, Rossiiskaya Politicheskaya Entsiklopediia, 2011, p. 37

¹⁶¹³ WHITE Stephen, « Russia's disempowered electorate », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, pp. 76-92

Tableau n° 48. Quel système politique vous semble-t-il le meilleur ¹⁶¹⁴?

	1996	1997	1998	2000
Le système soviétique, tel qu'il était avant 1991	39	45	43	45
Le système actuel	8	9	5	13
La démocratie comme dans les pays occidentaux	28	26	32	29

D'autres études sociologiques qualitatives révèlent que certains phénomènes du brejnévisme tardif, comme par exemple la pénurie alimentaire, ont cessé d'être le principal symbole de l'échec de l'économie soviétique et de l'humiliation quotidienne des citoyens ; la distribution des « ordres alimentaires » (*prodovol'stvennyye zakazy*) parmi les employés de telle ou telle entreprise est perçue comme l'expression d'un souci du bien-être de la population de la part de l'État. L'étude « *Vospominaniia o defitsite* » / « *Les souvenirs de la pénurie* » de 2009 montre que la mémoire les modalités d'acquisition de ces biens alimentaires suscitent des émotions positives chez les personnes de la même génération et du même profil social (cadres et employés actifs dans les années 1970-1980), jouant un rôle de marqueur social important qui fait partie de l'identité du groupe ; les histoires personnelles de « *débrouille* » sont racontées comme des anecdotes drôles et positives. De façon générale, constate l'étude, non seulement les représentations de la « *nourriture soviétique* » constituent une partie intégrante de l'identité russe, mais encore ces représentations sont activement exploitées par l'industrie alimentaire et de restauration qui fait appel aux « *discours nostalgiques* » dans les noms des produits ou des plats ¹⁶¹⁵.

Si la nostalgie de l'époque brejnévienne est présente dans la mémoire collective, elle ne signifie pas pour autant qu'on désire son retour effectif : 44% des Russes affirment ne pas être séduits par l'idée du retour au système soviétique. Cette attitude est confirmée par le comportement électoral : le Parti communiste, dont le programme vise au rétablissement d'un certain nombre d'aspects du système soviétique, n'a obtenu que 11,5% de voix aux élections législatives de 2012. Le nombre de nostalgiques de l'URSS est donc plus élevé que le nombre d'électeurs

¹⁶¹⁴ DOUBINE Boris, *ibid.*.

¹⁶¹⁵ KOUCHKOVA Anna, « *Vospominaniia o defitsite* » / « *Les souvenirs de la pénurie* », *Neprikosnovennyi Zapas / Le reserve intangible*, n° 64, 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1326/1337/>, consulté le 9 mars 2014

potentiels du Parti communiste : la nostalgie, dans le cas russe, n'entraîne pas d'effets politiques directs.

Toutefois, cet utopisme constitue, selon l'opinion du sociologue russe Boris Doubine, « *un facteur important de la structuration du temps* » : il en résulte des « *illusions paternalistes, [...], c'est-à-dire une idéologie stable et conservatrice dont le cœur est [constitué des représentations] du pouvoir qui "doit" assurer aux gens un minimum déterminé des biens et des garanties sociales (travail, logement, assurance maladie, éducation et autres fonctions sociales)* »¹⁶¹⁶.

Le basculement général dans la mémoire collective observé dans cette section doit être interprété à la lumière non seulement du contexte sociopolitique et culturel, mais aussi du clivage initial par rapport à la réalité soviétique. D'un côté, l'impact de la conjoncture politique et sociale particulière sur la formation de l'image négative de la *perestroïka* et de Mikhaïl Gorbatchev, le traumatisme de la perte de l'Empire et la montée de la nostalgie de l'époque brejnévienne est évident : tous ces phénomènes émergent au même moment, entre 1993 et 1995, et représentent une réaction défensive de la société face au choc des réformes ; l'idéalisation du passé est provoquée par l'insatisfaction du présent. De l'autre côté, certaines représentations, et notamment l'image de Staline, puisent leurs racines dans des appréciations initialement contradictoires du système soviétique : une certaine image du leader associée à Staline et l'attachement incontestable à l'image de la Grande Guerre patriotique constituent des constantes dans la conscience collective.

SECTION 2. L'HOMO SOVIETICUS OU L'HOMME RUSSE ?

Le changement des représentations du passé soviétique dans la société russe a été de pair avec la réactivation des représentations et des attitudes relevant du vocable d'*homo sovieticus*. Introduite par le sociologue Youri Levada au début des années 1990, cette notion désigne un idéal type socioculturel engendré par la société soviétique : ce dernier serait caractérisé par le complexe impérial, l'adhésion à l'État paternaliste, le sens de la hiérarchie etc.¹⁶¹⁷. Si l'on suppose que la réévaluation de

¹⁶¹⁶ DOUBINE Boris, « *Vektori i urovni kollektivnoi identifikatsii v segodnjachnej Rossii* », *op. cit.*
¹⁶¹⁷ LEVADA Youri, *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, 356 p.

l'époque soviétique contribue à la montée de ces attitudes sociales et politiques et que les images du passé ne sont pas sans influence sur la perception du présent, une question préalable se pose : dans quel passé ces représentations trouvent-elles leurs racines ? À quel point « *l'homme soviétique* » est-il « *soviétique* » ? En d'autres termes, quelle part des représentations peut être attribuée à l'influence du contexte soviétique et laquelle puise ses racines dans le passé plus lointain ? Comment expliquer le basculement dans les représentations qui se situe autour des années 1993 – 1995, tel qu'observé dans la première section ?

À nos yeux, malgré le poids du système soviétique, l'idée d'« *homme nouveau* » doit être abordée avec beaucoup de prudence : les traits propres à la « *génération soviétique* » recensés par les sociologues n'en constituent pas moins des caractéristiques pluriséculaires propres à la culture politique russe. Par conséquent, plutôt que d'analyser les représentations politiques et sociales sous le seul angle de leur appartenance à l'époque soviétique, nous formulerons ce problème en termes de continuité et de rupture entre les différentes époques : avant de considérer la reproduction des représentations qui relèvent de l'époque soviétique dans la Russie actuelle, il est indispensable de se pencher sur ce que ces représentations doivent aux représentations plus anciennes. L'idéologie soviétique a en effet récupéré et renforcé les traits caractéristiques de la culture politique russe : ni expression de la « *Russie éternelle* », ni « *anomalie imposée* », la période soviétique a constitué une période dans laquelle l'ancien et le nouveau se mélangent et se renforcent ; par conséquent, le vocable d'*homo sovieticus* recouvre une personnalité qui mélange traits traditionnels et nouveaux. En même temps, en formulant la problématique en termes de continuité et de rupture, nous sommes amenés à prêter attention à une période qui a constitué une rupture dans le développement du pays et qui a bouleversé le système de représentations : il s'agit de la *perestroïka*, de la chute de l'URSS et de la période transitoire. Cette approche permet d'aller au-delà des caractéristiques dégagées initialement par Youri Levada pour tenter d'établir notre propre typologie des représentations spécifiques à la société russe postsoviétique, en recensant les effets politiques de ces représentations.

La question de la persistance des représentations anciennes en Russie a été abondamment étudiée à différentes époques et par différents auteurs qui s'efforçaient

d'expliquer la spécificité de son développement marquée par la prégnance des institutions et des pratiques autoritaires. Le débat a été réactivé au début des années 2000, quand la Russie a dérivé de la trajectoire esquissée par la *perestroïka* en glissant parmi les pays autoritaires dans les classements d'observatoires de renom¹⁶¹⁸.

Dans les études consacrées aux dysfonctionnements institutionnels de la Russie, les « *représentations anciennes* » sont souvent évoquées en tant qu'éléments constitutifs des attitudes « *autoritaires* » : dans la mesure où l'inscription des institutions dans la durée dépend du sens qui leur est attribué par les sociétés, ces attitudes prédétermineraient le développement autoritaire du pays. Composées autant d'éléments cognitifs (le savoir subjectif accumulé par l'individu sur la politique, les acteurs, les institutions) que d'éléments affectifs relevant des sentiments (sympathie ou antipathie pour tel ou tel homme politique, identification avec ou rejet de tel ou tel système politique, telle idéologie, etc.), les attitudes ne doivent pas être confondues avec les valeurs politiques, c'est-à-dire les « *croyances (au sens de Pareto) qui autorisent des jugements de légitimation ou de stigmatisation à propos d'attitudes, d'opinions ou de comportements* »¹⁶¹⁹, impliquant une dimension normative.

La théorie de la congruence (« *congruency theory* ») développée par le politiste américain Harry Eckstein permet de mettre en évidence l'importance des représentations partagées dans les processus politiques. Elle met l'accent sur la notion de « *patterns de l'autorité* » (« *patterns of authority* »), à savoir, « *les structures et les processus par lesquels sont gérées les unités sociales, ou, en d'autres termes, les structures et les processus de gouvernance. Ces patterns sont constitutifs des relations à l'autorité* »¹⁶²⁰. Le chercheur insiste sur le fait que l'idée générale de l'autorité (la perception de ce que le pouvoir doit être, des façons dont il doit être exercé, des rapports entre le titulaire de l'autorité et les gouvernés) est repérable aussi bien dans les structures politiques que dans toutes les entités sociales (famille, collectif de travail, établissement scolaire, etc.). Introduisant le terme de

¹⁶¹⁸ Voir notamment le classement de *Democracy Index* de 2011 : https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2011, consulté le 10 mars 2014

¹⁶¹⁹ BRAUD Philippe, *Sociologie Politique*, 10^{ème} édition, Paris, Lextenso éditions, L.G.D.J., 2011, p. 752

¹⁶²⁰ ECKSTEIN Harry, *Division and Cohesion in Democracy: A Study of Norway*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 5

« *congruence* »¹⁶²¹, Eckstein affirme qu'un régime politique ne peut devenir stable que s'il existe une « *congruence* » entre les « *patterns de l'autorité* » propres au gouvernement en place et ceux qui sont partagés par la société ; cette congruence est indispensable à la légitimité des régimes, qu'ils soient autoritaires ou démocratiques, mais aussi à la promotion de l'ordre civil et à l'efficacité du processus décisionnel. La théorie de la « *convergence culturelle* » entre gouvernants et gouvernés (« *cultural intimacy* ») élaborée par Michael Herzfeld, théoricien de la construction de l'Etat-nation et des nationalismes, déjà évoquée dans la deuxième partie (*Les politiques mémorielles*), s'inscrit dans la même logique : la convergence entre les pratiques et les codes du pouvoir et les cadres explicatifs de la réalité partagés par la société est cruciale pour forger un consensus autour du régime et légitimer le pouvoir en place¹⁶²².

Dans cette section, nous porterons attention aux trois types d'attitudes ancrées dans trois éléments constitutifs du mythe soviétique, à savoir les représentations liées à l'image de l'État providence qui se charge de la redistribution « *juste* », la vision du pouvoir fort et monocéphale et l'image de la grande puissance. Il ne s'agit pas d'effectuer une relecture des œuvres des philosophes et des soviétologues éminents, mais d'analyser les représentations collectives touchant aux trois champs essentiels qui structurent les perceptions politiques : celles de l'organisation de l'autorité (représentations politiques) ; celles de la distribution des ressources (représentations économiques) ; et celle du rapport au monde (représentations géopolitiques)¹⁶²³.

§ 1. Les représentations socioéconomiques

Les représentations socioéconomiques constituent le premier bloc des représentations analysées ; elles comprennent les images relatives au modèle économique et social, à la propriété, au degré d'intervention de l'État dans la vie économique, à la redistribution des ressources etc..

¹⁶²¹ ECKSTEIN Harry, *Regarding politics: essays on political theory, stability and change*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, University of California press, 1992, 403 p.

¹⁶²² HERZFELD Michael, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*, New York, Routledge, 2005, 248 p.

¹⁶²³ Cette classification des perceptions est notamment évoquée par RADVANYI Jean (dir.), *op. cit.*, p. 18

A. La notion de « *Sobornost'* » à la base des attitudes collectivistes

En ce qui concerne les représentations socioéconomiques, nombre d'auteurs soutiennent qu'elles sont dominées par les attitudes collectivistes qui puisent leurs racines dans la notion de *sobornost'*, partie intégrante de l'imaginaire politique russe.

1. *L'attrait des paysans pour un État paternaliste*

Le philosophe russe Vladimir Soloviev (1853-1900) définit *sobornost'* comme « l'unité universelle », où « l'un n'existe pas au détriment de tous mais à leur avantage ». Il oppose l'unité « fausse ou négative », « qui écrase ou digère les éléments qui entrent en elle de sorte qu'elle-même est vide » et « la vraie unité » qui « conserve et renforce ses éléments, se réalisant en eux comme une plénitude de l'être »¹⁶²⁴. Cette « vraie unité » a été souvent opposée dans la pensée philosophique russe à la « fausse unité » engendrée par le mouvement de libéralisation qui marque le développement de l'Europe occidentale ; tout en critiquant l'autoritarisme russe, les penseurs critiquaient l'« esprit bourgeois » né de l'individualisation ; le premier philosophe socialiste russe Alexandre Herzen écrivait : « Les peuples anglo-saxons ont libéré la personne en brisant la solidarité sociale, et individualisant l'homme. Le peuple russe a conservé la commune, en niant la personne, en avalant l'homme »¹⁶²⁵. La commune paysanne traditionnelle serait l'incarnation par excellence du communautarisme russe : pour le philosophe Nicolaï Berdiaev (1874-1948), de cet esprit communautaire découleraient « un naïf socialisme agraire » et le paternalisme des paysans russes¹⁶²⁶.

Le paternalisme puise ses racines dans l'image spécifique des relations entre État et individu, dont la nature n'est pas contractuelle mais patriarcale, basée sur l'idée de la soumission des individus à l'État qui, en contrepartie, assure la redistribution des ressources et la protection. Les racines de ces représentations se trouvent dans les modèles de l'autorité paternelle ancrés dans l'imaginaire de la société traditionnelle russe. Ainsi l'étude de Tatiana Kondrat'eva *Gouverner et nourrir* repère les racines des représentations paternalistes dans le modèle des

¹⁶²⁴ SOLOVIEV Vladimir, *Œuvres*, Moscou, 1988, tome II, p. 552, cité par AFANASSIEV Youri, *op. cit.*, p. 188
¹⁶²⁵ RAZUMNIK-IVANOV, *Histoire de la pensée sociale russe*, Moscou, 1997, tome II, p. 33, cité par AFANASSIEV Youri, *op. cit.*, p. 190
¹⁶²⁶ BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Idées, 1951, p. 25

relations familiales : le chef de toute famille russe était désigné par ses proches comme « *nourricier* » (« *kormilets* »), le terme signifiant non seulement « celui qui donne à manger », mais également « *bienfaiteur* » et « *protecteur* » : le pouvoir du maître et l'autorité paternelle se mélangent dans l'imaginaire populaire et le langage commun¹⁶²⁷.

2. « *L'État providence total* » soviétique

Ces représentations traditionnelles n'ont pas disparu après la Révolution de 1917 : la société soviétique présentait des traits du « *paternalisme impérial* », de nature « *néoféodale* », « *archaïque* » et « *patriarcale* »¹⁶²⁸. La doctrine léniniste, inspirée en partie par l'idéologie communautaire, s'est affirmée en tant que base du nouveau régime ; le pouvoir bolchevik, ayant détruit l'ancienne structure sociale, a vu dans la communauté paysanne une source d'inspiration pour les kolkhozes. Comme l'affirme Richard Sakwa, « *En Russie la paysannerie, le plus grand dépositaire des traditions et de la culture nationales, a été détruite pendant la collectivisation, mais [...] les relations traditionnelles ont été réinventées à travers les formes prétendument modernes de l'interaction sociale* »¹⁶²⁹.

De cette conception de *sobornost'* – communautarisme découle la représentation particulière de la notion d'égalité : alors que dans la conception libérale celle-ci est perçue comme l'égalité devant la loi, dans l'idéologie soviétique cette notion acquiert des connotations économiques fortes ; elle renvoie à l'intervention active de l'État dans l'économie pour assurer la redistribution des ressources afin de gommer les inégalités sociales. Si les attitudes communautaristes constituent l'un des traits caractéristiques de la culture politique russe, la spécificité du paternalisme soviétique puise ses racines dans le contrat social particulier entre l'État soviétique et les citoyens¹⁶³⁰ : le système socialiste, basé sur cette interprétation particulière de l'égalité, a engendré un type particulier d'État providence, différent à beaucoup d'égards des modèles occidentaux. Il s'agit, dans le cas soviétique, d'un « *État*

¹⁶²⁷ KONDRATIEVA Tamara, *Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie (XVI^e-XX^e siècles)*, Paris, Les Belles lettres, 2002, pp. 43-44

¹⁶²⁸ YAKOVENKO Igor, *Le stalinisme comme un phénomène historique mondial*, Tomsk, 1992, cité par KONDRAT'ÉVA Tamara, *op. cit.*, p. 19

¹⁶²⁹ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London, New York, Routledge, 2008, p. 458

¹⁶³⁰ COOK Linda J., *The Soviet Social Contract and Why it Failed*, Russian Research Center Studies, Harvard College, 1993, 227 p.

providence total »¹⁶³¹ : la propriété privée est réduite au minimum voire disparaît lors des années du communisme de guerre (1918-1921), alors que se développe la propriété « *collective* » ou « *socialiste* »¹⁶³² ; cette politique se renforce sous Staline, quand l'économie est « *soumise à l'action de l'État à un degré qu'aucun autre pays n'avait connu antérieurement* »¹⁶³³. De façon générale, « *Il s'agit d'une économie administrée où les entreprises étaient soumises pour leur fonctionnement et leur développement à des ministres en tutelle. À partir de 1928 la planification fut le principal outil de l'État pour organiser le développement économique et social* »¹⁶³⁴ ; enfin, la tutelle de l'État sur la société a été extrêmement large, la population étant encadrée à tous les niveaux par le vaste réseau d'organisations dont les fonctions ont été aussi bien idéologiques que sociales. Par ailleurs, dénonçant l'« *individualisme bourgeois* », le régime soviétique s'appuyait sur les représentations posant l'État en tant que valeur suprême par rapport à l'individu¹⁶³⁵. Si un tel système permettait aux Soviétiques d'éviter les risques liés à l'éducation et au travail, leur mobilité sociale et leur adaptabilité ont été réduites : habitués au paternalisme, les Soviétiques, dans la plupart des cas, manquaient d'initiative et n'étaient pas prêts à faire face au chômage ou à l'insécurité sociale en général¹⁶³⁶ ; l'individu dans ce schéma n'est pas autonome, il est dépendant et infantilisé¹⁶³⁷.

Ainsi non seulement le système soviétique a récupéré les représentations traditionnelles, mais encore il a renforcé le paternalisme traditionnel : l'image de l'État en tant que « *super-institution englobant tout, universelle à la fois dans ses fonctions et dans ses activités [...]* » qui en découle deviendra la caractéristique fondamentale de l'« *homo sovieticus* »¹⁶³⁸.

Ayant survécu à la chute de l'URSS, cette idée de l'État juste doit être interprétée à la lumière de deux autres éléments du système de représentations

¹⁶³¹ MADISON Q. Berenice, *Social Welfare in the Soviet Union*, Stanford, Stanford University Press, 1968, p. 2

¹⁶³² LE DIASCORN Yves, *L'expérience soviétique*, Paris, Ellipses, 2002, pp. 63-64

¹⁶³³ *ibid.*

¹⁶³⁴ *ibidem.*

¹⁶³⁵ AFANASIEVA A., LIKHANOVA A., « *Metamorfozy massovogo soznaniia rossiiian* » / « Les métamorphoses de la conscience de masse des Russes », Matériaux de la table ronde « L'opinion sur l'état actuel de la Russie, sur le passé historique et sur l'avenir », *Etudes sociologiques*, n. 5, 2009, p. 24

¹⁶³⁶ MIKHALEV Vladimir, *précit.*; voir également OCDE, *Economic Survey of Russia*, 1995, p. 120

¹⁶³⁷ LEVADA Youri, *op. cit.*, pp. 35-37

¹⁶³⁸ *ibid.*

soviétique. Il s'agit tout d'abord des représentations liées aux droits civiques, politiques et sociaux garantis par les Constitutions soviétiques : malgré le fait que ces droits sont restés en grande partie lettre morte, ils ont contribué à la formation de la vision d'une société socialiste idéale, telle qu'elle devrait être. Selon Slobodan Milacic, « même si le Droit socialiste n'était perçu que comme « le mensonge de l'État », sa perception, à la fin, était bien meilleure [...]. En effet, c'est en prenant le pouvoir au mot, à la promesse constitutionnelle des libertés, que la revendication du passage à l'acte, à l'application "réelle" de la constitution "formelle", avait ouvert une brèche libertaire dans le système du pouvoir. Toutes les pulsions contestataires et critiques, toutes les volontés libérales et démocratiques se sont déversées par cette ouverture »¹⁶³⁹. Ainsi malgré le caractère non-démocratique du régime, son idéologie véhiculait bien les aspirations démocratiques. Il s'agit ensuite des représentations liées à l'État providence soviétique, garantissant l'égalité et la justice sociale dans le sens d'une juste redistribution, ainsi que l'idée de la sollicitude paternelle de l'État qui s'exprimait par l'encadrement des individus et l'intrusion des administrations jusque dans la vie privée : si l'État soviétique a été discrédité, les aspirations à la justice sociale ont persisté.

Ces représentations, ainsi que le conflit entre communautarisme et individualisme, imprègnent la culture politique soviétique tout au long de son développement, influençant les perceptions particulières des notions « justice » et « liberté ». Il est significatif que l'opposition entre « justice » et « liberté » ait marqué le débat lors du Premier Congrès des Députés du peuple en 1989 : alors que la première notion a été évoquée dans un contexte positif, renvoyant aux « ressources » à distribuer, à une instance chargée de la distribution et au principe de distribution, le mot « liberté » en revanche avait des connotations négatives nettes, au point que dans la plupart des cas les députés ont eu recours à la novlangue soviétique, préférant remplacer le mot « liberté » par le pléonasme « choix alternatif »¹⁶⁴⁰.

¹⁶³⁹ MILACIC Slobodan, *op. cit.*, pp. 20-21

¹⁶⁴⁰ SERGEYEV Victor, BIRYUKOV Nikolai, *Russia's road to democracy. Parliament, Communism and Traditional Culture*, Vermont, Edward Elgar Publishing Limited, pp. 119-120

B. La reproduction du modèle dans les années 2000

Ces représentations n'ont pas disparu dans les années 2000 : le prestige du paternalisme reste important alors même que la situation économique a changé ; les aspirations au bien-être social continuent d'être associées à l'État incarnant la force et la sécurité.

1. La persistance de la demande d'État paternaliste

Les sondages du Centre Levada révèlent la persistance stable et forte des orientations paternalistes : selon l'étude de 2013, si les Russes acceptent le capitalisme, 45% affirment que l'État doit être propriétaire de toutes les entreprises (Tableau n° 49) ; en 2010, la majorité des Russes estimaient que la population ne pourrait survivre sans la tutelle permanente de l'État. Paradoxalement, les orientations paternalistes se renforcent au fur et à mesure de l'amélioration de la situation économique dans les années 2000 (Tableau n° 50) ; en même temps, la population demande de plus en plus de sollicitude de la part de l'État : en 2013, 83% de la population estimaient que « l'État doit s'occuper davantage de la population »¹⁶⁴¹. Si l'on se réfère à la théorie de congruence de Harry Eckstein, ces représentations constitueraient de véritables « *patterns* » de perception des relations État / individu, car elles se retrouvent à tous les niveaux de la société¹⁶⁴².

De façon générale, le niveau de soutien aux idées communistes, socialistes ou socio-démocratiques reste élevé en Russie : en 2013, 16% des Russes affirment partager les idées communistes (la défense des intérêts de classe, le système de propriété d'État et le système de redistribution contrôlé par l'État) ; 34% se qualifient de « *socialistes ou socio-démocrates* », affirmant qu'ils soutiennent « *la protection sociale de la population par l'État dans l'économie de marché* » ; 17% se prononcent en faveur de la main forte, et 9% affirment partager les idées libérales (consolidation de la propriété privée et développement de l'économie de marché)¹⁶⁴³.

¹⁶⁴¹ « *Rossiiane o svobode, demokratii, gosouudarstve* » / « Les Russes s'expriment sur la liberté, la démocratie, l'État », Sondage de Levada Center, 25 septembre 2013, <http://www.levada.ru/print/25-09-2013/rossiyane-o-svobode-demokratii-gosouudarstve>, consulté le 10 mars 2014

¹⁶⁴² ROZOV Nicolas, « *Priroda rousskoï vlasti : ot metafor k kontseptsii* » / « La nature du pouvoir russe : des métaphores à la conception », *Polis*, 2007, n° 3, pp. 8-23

¹⁶⁴³ « *Politicheskie vzgliady rossiian* » / « Les opinions politiques des Russes », Sondage de Levada, 23 septembre 2013, <http://www.levada.ru/23-09-2013/politicheskie-vzglyady-rossiyan>, consulté le 10 mars 2014

Tableau n° 49. Avec quelle opinion sur le rôle de l'État dans le domaine industriel êtes-vous d'accord ? Sondage de 2013¹⁶⁴⁴.

L'État doit être propriétaire de toutes les entreprises	45
Les entreprises les plus importantes doivent être propriété de l'État, mais les autres peuvent faire partie de la propriété privée	48
Toutes les grandes entreprises doivent être entre les mains des personnes privées	3
Difficile à dire	4

Tableau n° 50. Est-ce que la majorité des Russes serait capable de vivre sans la tutelle, la veille permanente de l'État ? Sondages de 1990-2010¹⁶⁴⁵.

	1990	1997	2007	2008	2009	2010
La majorité pourrait vivre sans tutelle de l'État	21	17	21	15	15	15
La majorité ne pourrait pas vivre sans tutelle de l'État	62	72	74	81	80	77
Difficile à dire	17	11	5	4	5	8

Des études sociologiques confortent les données de ces sondages : selon l'étude longitudinale « *Vingt années des réformes vues par les Russes* », en 2011 seulement une faible minorité des Russes soutiennent le modèle social et économique libéral, qui limite l'intervention étatique dans la vie sociale par l'aide aux plus démunis (14%). En revanche, le modèle dans lequel l'État assure à chacun « *un minimum* » de biens et de services constitue le choix prioritaire des Russes (45%) ; cependant, une partie comparable de la population (41%) est favorable à une stricte égalité économique et sociale entre tous les citoyens garantie par l'État : ainsi les tenants d'une intervention plus au moins grande de l'État sont majoritaires, le modèle libéral étant minoritaire. Parmi les tenants du modèle libéral on retrouve le plus souvent la partie active de la population (18-30 ans), alors que les personnes âgées de plus de 60 ans sont les plus nombreuses à soutenir l'égalité strictement observée¹⁶⁴⁶. De façon générale, constate l'étude, la demande d'égalité sociale assurée par les politiques de l'État connaît une croissance stable depuis 2001 ; en 2011, 73% de la population se prononce en faveur de la « *société de l'égalité sociale* »¹⁶⁴⁷. En ce qui concerne le choix des modèles économiques, l'étude montre que l'économie libérale est rejetée

¹⁶⁴⁴ « *S kakim iz sleduiousschikh predlozhenii vy soglasny* » / « Avec quelle affirmation êtes-vous d'accord », Sondage d'octobre 2010, <http://www.levada.ru/archive/otsenki-sotsialnykh-problem-i-zanyatosti/s-kakim-iz-sleduyushchikh-predlozhenii-po-kontrolyu>, consulté le 10 mars 2014

¹⁶⁴⁵ « *Smojet ili ne smojut bol'chintvo lioudei v Rossii projit' bez postoiannoï zaboty, opeki so storony gosudarstva ?* » / « La plupart de la population, est-elle capable de survivre sans la veille, la tutelle permanente de l'État ? », Sondages de Levada, 1990-2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/grazhdane-i-vlast/smozhet-ili-ne-smozhet-bolshinstvo-lyudei-v-ross>, consulté le 10 mars 2014

¹⁶⁴⁶ « *Dvadtsat' let reform glazami Rossiian* » / « Vingt ans des réformes vues par les Russes », L'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie, Rapport analytique, Moscou, 2011, p. 159-160

¹⁶⁴⁷ *ibid.*, p. 165

par la majorité de la population : si 28% des Russes en 2011 optent pour le retour vers l'économie planifiée et le contrôle sur les prix, 41% optant pour l'économie basée sur la propriété d'État mais avec des éléments du marché, seulement 9% choisissent « *l'intervention étatique minimale dans l'économie, assurant la liberté de l'initiative privée* » ; il est important de noter que 22% des interrogés affirment que le type de l'économie n'a pas d'importance si le pays parvient à se doter d'un leader énergétique qui « *prendra la responsabilité de ce qui se passe en Russie* » et mènera une « *politique volontaire* »¹⁶⁴⁸ : on retrouve l'image du leader providentiel endossant la responsabilité du bien-être de la population.

L'étude de Tatiana Sidorina, publiée en 2007 et consacrée aux réformes dans la sphère sociale, apporte une preuve supplémentaire de la persistance de l'image de l'État comme une entité englobante et totalisante. Les résultats de l'étude permettent d'affirmer que « *jusqu'aujourd'hui, dans la conscience de masse [...] domine la conviction que l'État a la plénitude du pouvoir, législatif et exécutif, que tous les aspects de vie [...] font partie de ses compétences, que l'État dirige toutes les institutions sociales* »¹⁶⁴⁹ ; selon la chercheuse, les attentes de la population en matière sociale sont basées sur les « *représentations mythologiques* » des capacités de l'État à réaliser la justice sociale. En conclusion, la chercheuse affirme que, « *depuis des siècles, la Russie manifeste [...], [le paternalisme] et le penchant pour la résignation à condition que des garanties minimales [permettent de] satisfaire les besoins vitaux* »¹⁶⁵⁰.

D'autres études mettent en évidence le fait que cette attente de la sollicitude paternaliste de l'État va de pair avec l'érosion des mécanismes de solidarité et de coopération horizontaux. Ainsi selon l'*European Social Survey*, l'État, aux yeux de la population russe, serait le seul acteur susceptible de formuler des solutions à tous les problèmes de la société, cette représentation érodant la possibilité de la solidarité et de la coopération au niveau social. « *Aujourd'hui, affirment les auteurs du rapport basé sur l'étude, un Russe moyen représente une personne caractérisée par la plus grande prudence (et on peut même dire la peur) ainsi que par un grand besoin de la*

¹⁶⁴⁸ *ibid.*, pp. 165-166

¹⁶⁴⁹ SIDORINA Tatiana, « *Sotsial'naya politika v obschestve vertikal'nogo kontrakta* » / « La politique sociale dans la société du contrat vertical », *Mir Rossii*, n° 2, 2007, p. 112-113

¹⁶⁵⁰ *ibid.*

protection de la part d'un État fort par rapport à la plupart des autres pays européens ; le besoin de nouveauté, de créativité, de liberté et d'indépendance est moins prononcé [par rapport aux autres pays], [ainsi que l'est] le penchant pour le risque, la joie et les plaisirs ». En même temps, les aspirations « à l'enrichissement et au pouvoir, au succès personnel et à la reconnaissance sociale » seraient plus fortes en Russie que dans la plupart des pays européens. « *La comparaison de la Russie avec d'autres pays européens montre clairement qu'aujourd'hui un Russe moyen manifeste de manière très faible les valeurs [...] en rapport [...] avec le respect d'autrui, la tolérance et la protection de l'environnement, alors que les valeurs [qu'on peut qualifier d'] "égoïstes" sont très fortes* »¹⁶⁵¹, conclut l'étude. En poussant plus loin le raisonnement, on peut affirmer, à la lumière des résultats de cette étude, que si l'esprit de *sobornost'*, c'est-à-dire le communautarisme altruiste, semble s'effacer dans la Russie actuelle, le paternalisme et l'attachement à l'Etat-bienfaiteur demeurent forts.

Une autre étude intitulée « *Les caractéristiques du pouvoir : perceptions et représentations de la population* », conduite à deux reprises, en 2005 et en 2011, avait pour objectif de repérer la perception du pouvoir et ses caractéristiques pour les Russes, mais aussi la conformité de ce modèle à l'image du pouvoir idéal. En 2005, l'étude affirmait que l'orientation paternaliste prédominait dans la société russe : la sollicitude de l'État envers la population a été citée par les interrogés comme à la fois la caractéristique fondamentale du pouvoir idéal et le trait manquant du pouvoir en place. En 2011, l'étude confirme les résultats de 2005, constatant cependant la diffusion de plus en plus large des orientations paternalistes, et non seulement parmi les personnes interrogée ayant le plus faible niveau d'éducation et de revenus ; « *le paternalisme devient la priorité commune et généralisée* »¹⁶⁵², conclut l'étude en 2011.

Ces données empiriques sont confortées par des analyses qui font état des mêmes tendances : ainsi, comme Youri Afanassiev l'affirme en parlant du tournant

¹⁶⁵¹ MAGOUN Vladimir, ROUDNEV Maxim, « *Bazovye tsennosti rossiiian v evropeiskom kontekste* » / « Les valeurs de base des Russes dans un contexte européen », *Obschestvennye nauki i sovyemennost'*, n° 3, 2010, p. 19

¹⁶⁵² *Issledovatel'skaia grupa Tsirkon* / Groupe de recherche Tsirkon, « *Katchestva vlasti : vospriiatie i predstavleniia naseleniia* » / « Les qualités du pouvoir : les perceptions et les représentations de la population », *POLITIA*, n° 4 (63), 2011, p. 127

autoritaire des années 2000, « *encore une fois, le collectivisme a dressé une barrière infranchissable et nous assistons encore une fois à ses avatars paradoxaux* »¹⁶⁵³. La conclusion que l'historien en tire est pessimiste en ce qui concerne les perspectives de la démocratisation de la Russie : selon lui, le collectivisme constitue un gage de stabilité du régime autoritaire mis en place par Vladimir Poutine : « *... tout le monde partage approximativement les mêmes aspirations assez primitives. La masse des gens aspire en premier lieu à plus d'ordre et plus de justice. Elle conçoit cette dernière comme une justice de l'égalité, dans une misère partagée, à laquelle viennent s'ajouter l'envie et la haine à l'égard de ceux qui ont su y échapper. Quant à l'ordre, il est tout ce qui permet d'assurer ces aspirations : un pouvoir fort et une "main de fer" qui châtie tous ceux qui ne vivent pas "comme nous"* »¹⁶⁵⁴.

2. Le contrat social vertical, gage de la stabilité du régime

Ces représentations favorisent l'attachement au paternalisme étatique, la demande pour l'égalité sociale et économique, mais surtout l'absence de volonté de changement et la faible mobilité sociale. Il en résulte un contrat social particulier entre le pouvoir politique et la société que certains auteurs qualifient de « *vertical* » : dans ce type de rapports entre pouvoir et société, la stabilité politique et l'amélioration des conditions économiques sont assurées tant que la société manifeste sa loyauté envers le pouvoir en place¹⁶⁵⁵ ; la société accepte sa mise sous tutelle sous réserve de garanties sociales. La politique sociale de Vladimir Poutine, qui conserve les traits caractéristiques du système de protection sociale soviétique, en constitue l'illustration : les dépenses dans le domaine social sont restées prioritaires tout au long des années 2000, représentant 27% du PIB et plus de la moitié de toutes les dépenses budgétaires en 2013¹⁶⁵⁶.

Une autre attitude engendrée par ces représentations est la demande d'une forte présence de l'État dans l'économie à travers le contrôle, l'encadrement et l'intervention active ; la nationalisation / étatisation des entreprises privées par l'État

¹⁶⁵³ AFANASSIEV Iouri, *De la Russie. Les enjeux actuels*, Paris, Fayard, 2002, p. 213

¹⁶⁵⁴ *ibid.*, pp. 213-214

¹⁶⁵⁵ MAKARKIN Alexey, « The Russian Social Contract and Regime Legitimacy », *International Affairs*, n° 87 (6), 2011, pp. 1459-1475, http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International%20Affairs/2011/87_6makarkin.pdf, consulté le 9 mars 2014

¹⁶⁵⁶ POUTINE Vladimir, « *Stroitel'stvo spravedlivosti. Sotsial'naya politika v Rossii* » / « La construction de la justice. La politique sociale en Russie », *Komsomol'skaya Pravda*, 13 février 2012, <http://www.kp.ru/daily/3759/2807793/>, consulté le 10 mars 2014

est approuvée, y compris dans les cas où il s'agit d'opérations effectuées selon des méthodes douteuses, l'initiative privée étant considérée comme dangereuse et nécessitant le contrôle de l'État. En pratique, ces attitudes constituent un terrain favorable au renforcement du contrôle de l'État sur l'économie. Des observateurs constatent que l'affirmation de l'État russe sur le plan économique « évoque les modalités anciennes [...] de l'allocation des ressources administrée, centralisée, idéologisée » et confine au « retour du soviétisme dans l'allocation des ressources »¹⁶⁵⁷. Les tendances au réengagement de l'État dans l'économie se traduisent non seulement par la mise au pas des oligarques, mais aussi par l'extension de la propriété publique, le contrôle accru de l'État sur les principales entreprises, « la fusion progressive de l'État et du pouvoir oligarchique, notamment dans le secteur pétrolier »¹⁶⁵⁸ : dans les années 2000, la Russie est passée à l'économie de marché administrée qui se caractérise par la fusion entre le pouvoir et la propriété. Les dépenses militaires constituent une autre part importante du budget russe, faisant écho au modèle soviétique. Enfin, la dépendance de l'économie russe vis-à-vis des ressources naturelles la rapproche davantage du modèle soviétique : tout comme à l'époque soviétique, cette dépendance et l'inefficacité économique qui en découle sont très difficiles à surmonter, même dans le cadre de l'économie contrôlée.

Le traumatisme de la *perestroïka* nourrit et renforce les représentations privilégiant la stabilité : le manque de confiance dans la rhétorique démocratique, le rejet du libéralisme et la dévalorisation des mécanismes démocratiques au profit des acquis sociaux entraînent la peur des réformes, le discrédit des élites politiques et une faible participation politique. Ces phénomènes constituent un terrain favorable pour l'encadrement du multipartisme et pour la formation d'un système du parti hégémonique. Plus globalement, ces deux représentations allant souvent de pair – la nostalgie de l'époque brejnévienne et le traumatisme de la *perestroïka* – expliquent l'échec du libéralisme en Russie où l'idée de la justice sociale semble l'emporter sur l'idée de la liberté personnelle.

¹⁶⁵⁷ WILD Gérard, « De l'omniprésence de l'État-parti au risque autoritariste », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 117-118

¹⁶⁵⁸ RUTLAND Peter, « Is The Oil Boom Sustainable ? », *Europe-Asia Studies*, n° 60, 2008, p. 179

§ 2. Les représentations politiques

Par représentations politiques nous entendons les représentations relatives à l'autorité ainsi qu'aux rapports entre le pouvoir et les individus.

A. La continuité du pouvoir personnifié et de l'image du « bon tsar »

Tout d'abord, il s'agit de l'image particulière du pouvoir que certains chercheurs attribuent au lien « *organique* » entre l'orthodoxie et le pouvoir.

1. La conception religieuse du pouvoir

Le philosophe russe Nicolas Berdiaev affirme que l'orthodoxie définit « *l'essence de tout ce qui est russe* »¹⁶⁵⁹ : « *le royaume orthodoxe de Moscovie a été l'État totalitaire. Ivan Grozny, remarquable théoricien de la monarchie autocratique, proclamait que le tsar doit non seulement gouverner l'État, mais aussi sauver les âmes* »¹⁶⁶⁰. Selon Claudio Ingerflom, la conception religieuse du politique est profondément ancrée dans la conscience politique des Russes, pour qui l'origine du pouvoir est transcendante et ses critères de légitimité établis dans l'au-delà. « *En Russie, affirme Ingerflom, la religiosité syncrétique est dès le début une composante constitutive de l'action politique moderne* »¹⁶⁶¹. De cette vision religieuse du pouvoir, de l'image de sa légitimité transcendante et inaccessible découle l'irresponsabilité du chef de l'État et l'attribution des échecs à son entourage. On retrouve l'image classique du « *bon tsar* » et des « *mauvais conseillers* », déjà soulignée par Nicolas Berdiaev : tenir pour responsable des souffrances non pas le Tsar, mais la noblesse est un trait caractéristique de la culture populaire paysanne ; « *Leur croyance dans le pouvoir du Souverain était si forte qu'ils gardaient l'espérance que celui-ci mettrait fin à leurs maux, le jour ou enfin il connaîtrait la vérité* »¹⁶⁶².

Ces représentations ne changent pas après la Révolution de 1917 : dans *Les sources et le sens du communisme russe*, Nicolai Berdiaev s'attache à démontrer que « *le communisme russe est plus traditionnaliste qu'on n'a coutume de le penser, qu'il*

¹⁶⁵⁹ BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, *op. cit.*, p. 4

¹⁶⁶⁰ *ibid.*, p. 5

¹⁶⁶¹ INGERFLOM Claudio Sergio, « Les représentations religieuses du pouvoir dans la Russie soviétique et post-soviétique », *Sociétés contemporaines*, n. 37, 2000, p. 53

¹⁶⁶² BERDIAEV Nicolas, *op. cit.*, p. 25

est une transformation et une déformation de la vieille idée messianique russe »¹⁶⁶³. Selon le philosophe, l'aptitude des Russes au sacrifice, à la recherche d'une vérité divine, l'absence d'esprit bourgeois liée à la *sobornost'* expliquent le fait que la Russie a été le premier pays au monde à appliquer la théorie marxiste. « *Le Russe est avant tout capable, affirme Berdiaev, [...] d'appliquer son énergie religieuse à des objets qui ne sont pas religieux, à aborder, dans l'esprit de la religion, des domaines tels que celui de la science ou de la vie sociale, où règnent le relatif et le particulier : cette disposition si remarquable donne la clef à bien des énigmes* »¹⁶⁶⁴. Dans son livre *Iconography of Power: Soviet Political Posters Under Lenin and Stalin*, Victoria Bonnell montre que l'inscription du régime des bolchéviks dans la durée est en grande partie liée au fait que dès 1917, ils s'emparent de l'univers des représentations profondément enracinées dans la culture russe traditionnelle. Analysant les images de la propagande bolchévique, la chercheuse met en évidence qu'elles étaient construites selon les règles de l'art iconographique, résonnant avec les représentations de la culture populaire, illustrant le « *transfert du sacré* » dans la sphère politique et présentant une nouvelle hagiographie politique¹⁶⁶⁵.

Le remplacement de la foi dans le « *bon tsar* » par le culte du guide a été également souligné par Claudio Ingerflom : la mise au pas de l'Eglise orthodoxe après la révolution, affirme le chercheur, n'a pas entraîné la disparition de la conception religieuse du pouvoir qui s'est manifestée sous d'autres formes et en particulier dans le rapport au pouvoir et à la politique. Il s'agit, selon l'auteur, du « *mécanisme religieux de perception de la réalité* » : « *Sous le régime soviétique, le religieux se nourrit d'un syncrétisme populaire traditionnel et d'un messianisme prenant des formes modernes, se réclamant d'un savoir scientifique [...]. Le résultat fut un nouveau syncrétisme : le communisme moderne fut pensé et exprimé dans une langue religieuse et archaïque [...], tandis que le rapport de l'homme au transcendant s'avérait capable d'embrasser un phénomène au départ non religieux. Le communisme y perdit de sa radicale nouveauté, le religieux y déploya à l'outrance l'aliénation dont il était porteur. Mais ce fut à ce prix-là que le « peuple » put comprendre et, dans une large mesure faire siennes, les icônes séculières*

¹⁶⁶³ *ibidem.*

¹⁶⁶⁴ *ibid.*, p. 33

¹⁶⁶⁵ BONNELL Victoria, *Iconography of Power: Soviet Political Posters Under Lenin and Stalin*, Berkeley and Los Angeles, California, University of California Press, 1999, 385 p.

soviétiques »¹⁶⁶⁶. Analysant les lettres des paysans adressées à Staline, le chercheur constate l'absence de différence entre le « *tsar* » et le « *gensek* », entre « *le trône de tsar et le siège du pouvoir soviétique* » dans l'imaginaire populaire : le langage conceptuel traditionnel a été utilisé pour désigner les avatars politiques contemporains. « *Nous avons affaire, constate le chercheur, à une pensée qui rassemble et confronte systématiquement le passé et le présent afin d'attribuer un sens aux événements. Ce procédé réactive le passé au point de le rendre opérationnel dans le présent* »¹⁶⁶⁷.

Le parallèle entre les deux périodes, tsariste et soviétique, est devenu un lieu commun des études soviétologiques considérant l'autoritarisme comme une pierre angulaire de la civilisation russe. La passivité du peuple, la soumission naturelle au pouvoir autoritaire, la « *servilité* » inhérente auraient été renforcées lors de la période soviétique ; pour Zbigniew Brzezinski¹⁶⁶⁸, Richard Pipes¹⁶⁶⁹, James Billington¹⁶⁷⁰ ou Robert C. Tucker¹⁶⁷¹ le régime soviétique n'était qu'un avatar de l'autoritarisme russe pluriséculaire : sa durée a été expliquée non seulement par le caractère répressif du régime éliminant l'opposition, mais aussi par le fait que ce type de gouvernement était conforme aux représentations traditionnelles du pouvoir et ainsi perçu comme familier et compréhensible. Analysant les représentations du pouvoir propres aux Soviétiques, Youri Levada affirme qu'il s'agit du « *pouvoir fondé sur un miracle, le secret et l'autorité, sur lequel rêvait de s'appuyer le Grand Inquisiteur chez Dostoïevski* »¹⁶⁷². Le sociologue souligne également le sens de la hiérarchie développé chez les Soviétiques, qui constituerait « *un autre trait fondamental de la conception du monde de l'homme soviétique type* » : il s'agit de la passivité politique et de la capacité d'adaptation au régime politique ; « *On lui a longtemps accolé l'épithète de "conscient", ce qui impliquait qu'il était prêt à accepter l'ordre social existant, ainsi que le régime politique* »¹⁶⁷³.

¹⁶⁶⁶ INGERFLOM Claudio Sergio, « Les représentations religieuses du pouvoir dans la Russie soviétique et post-soviétique », *Sociétés contemporaines*, n. 37, 2000, p. 57

¹⁶⁶⁷ *ibid.*

¹⁶⁶⁸ BRZEZINSKI Zbigniew, « The Nature of the Soviet System », *Slavic Review*, 1961, n. 3 vol. 20, pp. 351-352

¹⁶⁶⁹ PIPES Richard, *Russia Under the Old regime*, New York, Scribner, 1974, 360 p.

¹⁶⁷⁰ BILLINGTON James, *The Icon and the Axe : an Interpretive history of Russian Culture*, Vintage, 880 p.

¹⁶⁷¹ TUCKER Robert, *The Soviet Political Mind: Stalinism and Post-Stalin Change*, 1972 ; *Political Culture and Leadership in Soviet Russia : From Lenin to Gorbachev*, W. W. Norton & Company, 1987, 214 p.

¹⁶⁷² LEVADA Youri, *op. cit.*, p. 46

¹⁶⁷³ *ibid.*

De nombreuses études récentes s'inscrivent dans la même perspective, recensant les traits communs entre les représentations collectives de deux périodes, tsariste et soviétique. Comparant la période pré- et post-révolutionnaire, Stephen White constate : « *Dans les deux périodes, tsariste et soviétique [...], la société [...] a été caractérisée par le bas niveau du savoir politique [...] et du comportement participatif, [allant de pair avec] le soutien aux aspects collectivistes et redistributifs ("welfarist aspects") des politiques, la peur des désordres, le faible attachement aux institutions ou procédures par lesquelles le pouvoir étatique peut être limité, et la fierté des acquis dans les différents domaines liés à la puissance et l'unité de l'État* »¹⁶⁷⁴.

2. Le « *bricolage identitaire* » de la *perestroïka*

La période de la « *perestroïka* » constitue le moment où le système idéologique ancien est remis en cause : il s'agit d'une « *révolution des représentations* »¹⁶⁷⁵ qui signifiait, en pratique, une resocialisation de la société entière, dans la mesure où les anciens cadres d'interprétation de la réalité s'avéraient inadapés à la réalité changeante et devaient par conséquent être remplacés par un autre système de représentations. Une série d'études optimistes paraissent au début des années 1990, faisant état de la disparition progressive des attitudes « *autoritaires* » et la diffusion des attitudes favorables à la démocratie et à l'économie de marché. Ainsi en 1990 une étude de la culture politique russe effectuée par des chercheurs britanniques constate que les Russes « *montrent un soutien substantiel aux valeurs démocratiques* » et que « *la nette majorité [des interrogés] s'exprime en faveur des élections compétitives, du multipartisme et est fortement intéressée par la vie politique* » ; la culture politique russe, conclut l'étude, « *n'est pas si différente de ce que l'on constate dans les sociétés occidentales* »¹⁶⁷⁶. Dans la même veine, l'étude des valeurs démocratiques en l'Union soviétique de 1990 « *Democratic Values and Transformation of the Soviet Union* » affirme que « *le soutien aux valeurs démocratiques est largement diffusé* » et

¹⁶⁷⁴ WHITE Stephen, *Political culture and Soviet politics*, New York, St. Martins, 1979, cité par, ALEXANDER James, *Political culture in post-communist Russia. Formlessness and Recreation in a Traumatic Transition*, Chippenham, Antony Rowe Ltd., 2000, p. 21

¹⁶⁷⁵ SERGEYEV Victor, BIRYUKOV Nikolai, *op. cit.*, p. 13

¹⁶⁷⁶ HAHN W. Jeffrey, « Continuity and Change in Russian Political Culture », *British Journal of Political Science*, 21/4, 1991, pp. 393-421

que « *les futurs efforts de démocratisation de l'Union Soviétique ne rencontreront pas*¹⁶⁷⁷ *de résistance de la part de la culture politique soviétique* »¹⁶⁷⁸.

Toutefois, si la *perestroïka* parvient à démolir la structure et la hiérarchie des représentations anciennes, les éléments constitutifs de ce système restent intacts. Comme le constate Alexander James, « *l'insatisfaction vis-à-vis du système soviétique ne signifie pas que les patterns d'autorité profondément enracinés disparaissent en même temps que le régime* »¹⁶⁷⁹. Le chercheur affirme en effet que la transition postcommuniste se caractérise par la confusion et la coexistence des représentations anciennes et nouvelles. Son étude menée en 1993 dans plusieurs villes russes avait pour ambition d'analyser les effets de la chute de l'État soviétique sur les représentations de certains concepts, comme la liberté, l'égalité, la justice. Si l'étude a révélé la diffusion du sentiment d'instabilité engendré par le retrait de l'État du secteur social, le désenchantement vis-à-vis des réformes libérales et la plus grande incertitude quant à l'avenir du pays, elle a également constaté que les personnes interrogées attribuaient des sens anciens aux catégories politiques nouvelles. Ainsi par exemple les représentations renvoyant aux images traditionnelles du tsar transparaissaient dans les descriptions que les personnes interrogées donnaient du Président, institution récente ; certaines comparaient cette institution à l'ancien Secrétaire général. Le Président a également été décrit comme le « *protecteur du peuple russe* », le garant de la stabilité et de l'unité du pays ; le chercheur note que des interrogés « *refusaient la responsabilité de leurs propres vies* » au profit de cette figure d'autorité qui était censée s'occuper d'eux¹⁶⁸⁰. En ce qui concerne les représentations de l'État, les réponses ont également mis en évidence « *l'attachement conservateur aux fonctions étatiques* » : les personnes interrogées en effet « *décrivaient le confort et la sécurité paternaliste qui émanaient du pouvoir étatique [...]. D'autres manifestaient des liens à forte dimension émotionnelle à l'État. En associant les programmes sociaux, les allocations et les garanties de travail, les interrogés [endossaient] à l'État la responsabilité pour leur niveau de vie* »¹⁶⁸¹.

¹⁶⁷⁷ En italiques dans le texte de l'étude.

¹⁶⁷⁸ GIBSON James, Raymond Dutch, Kent Tedin « *Democratic Values and Transformation of the Soviet Union* », *The Journal of Politics*, Vol. 54, Issue 2, May 1992, p. 329-371

¹⁶⁷⁹ JAMES Alexander, *Political culture in post-communist Russia. Formlessness and Recreation in a Tragicomic Transition*, Chippenham, Antony Rowe Ltd., 2000, p. 179

¹⁶⁸⁰ JAMES Alexander, op. cit., pp. 114-115

¹⁶⁸¹ *ibid.*, p. 119

Michael Urban qualifie ce processus de « *bricolage identitaire* »¹⁶⁸² : la nouvelle identité postsoviétique en Russie s'est construite à partir des éléments anciens. En effet, alors que dans la plupart des pays postcommunistes la construction de l'identité nationale postsoviétique passait par le rejet des valeurs soviétiques et la réinterprétation de la période communiste comme l'époque de la tutelle voire de l'occupation par la Russie, il s'agissait, en Russie, de la réinvention complète de la nation. Ainsi, affirme Michael Urban, les recherches identitaires en Russie se sont traduites par le rejet du passé communiste et du communisme, mais pas nécessairement des valeurs soviétiques. Ces valeurs continuent à résonner au sein de la population socialisée à l'époque soviétique, bien que les Russes leur attribuent d'autres labels : l'auteur y voit un effort pour préserver les valeurs familières tout en rejetant le système communiste.

Une autre raison de la persistance des représentations anciennes au sein du paysage institutionnel renouvelé est le traumatisme de la triple transition politique, économique et sociale : le rejet du concept même du libéralisme serait la conséquence du coût social du passage au marché¹⁶⁸³. L'insatisfaction par rapport aux réformes des années 1990 a réactivé les représentations anciennes et ranimé dans la conscience collective des stéréotypes relatifs à l'État providence socialiste, mais également au modèle de gouvernance soviétique : le peuple commence à aspirer à un leadership fort qui pourrait mettre fin à la crise, rétablir l'ordre et faire régner la sécurité. Par ailleurs, l'État postsoviétique n'a pas été jugé performant par rapport à l'État soviétique, ce qui a contribué au renforcement des attitudes autoritaires. « *Les nouvelles structures gouvernementales, la privatisation, l'inflation galopante, la destruction des services médicaux et éducatifs ont mis en évidence le fait que l'émergence d'un nouvel État russe efficace n'a pas eu lieu* »¹⁶⁸⁴, constate Alexander James, « *Alors que l'ancien État soviétique assurait la sécurité et l'intelligibilité, l'État successeur n'a pu assurer ni l'une ni l'autre* »¹⁶⁸⁵. Ainsi l'expérience « *d'une*

¹⁶⁸² URBAN Michael, « The Politics of Identity in Russia's Post Communist Transition: The Nation Against Itself », *Slavic review*, Vol. 53, n. 3, 1994, pp. 733-765

¹⁶⁸³ BROWN Archie, « Political Culture and Democratization: The Russian Case in Comparative Perspective », dans POLLACK Detlef, JACOBS Jorg, MULLER Olaf, PICKEL Gert (dir.), *Political Culture in Post-Communist Europe. Attitudes in New Democracies*, Burlington, Ashgate, 1998, p. 23

¹⁶⁸⁴ JAMES Alexander, *op. cit.*, p. 69

¹⁶⁸⁵ *ibid.*.

forme perverse de la démocratie »¹⁶⁸⁶ n'a rien fait pour consolider le penchant traditionnel déjà assez faible pour cette forme de gouvernement en Russie¹⁶⁸⁷.

3. *Le pouvoir personnifié et non responsable dans la Russie actuelle*

Quant à la Russie actuelle, une série d'indices amènent à affirmer qu'à l'heure actuelle, la personnification et la déresponsabilisation du pouvoir continuent à déterminer les attitudes politiques de la population russe.

Tout d'abord, le pouvoir politique en Russie postsoviétique reste représenté de façon personnifiée : après le départ anticipé de Boris Eltsine, souvent appelé « *tsar Boris* » dans les médias, c'est Vladimir Poutine qui endosse l'image du père de la nation. Une série d'analyses pointent « *la relation de type fusionnel existant entre une majorité de Russes et la personne de leur Président* »¹⁶⁸⁸. Si une grande partie des Russes croient que les intérêts du pouvoir vont à l'encontre des intérêts de la société¹⁶⁸⁹, si l'image de la quasi-totalité des institutions, à part l'Eglise et l'Armée, est négative et si l'élite politique est présentée dans l'imaginaire collectif comme avare, corrompue et égoïste¹⁶⁹⁰, la cote de popularité de Vladimir Poutine reste élevée tout au long des années 2000, sans jamais descendre en dessous de 63%¹⁶⁹¹ ; tout au long des années 2000, la majorité des Russes affirment accorder leur confiance au Président¹⁶⁹². Il est significatif que cette confiance est attachée à la personne et non à la fonction du Président : en 2009, quand le poste du Président a été occupé par Dimitri Medvedev et celui du Chef du gouvernement par Vladimir Poutine, 70% des Russes affirmaient octroyer leur confiance à l'institution du gouvernement ; après la réélection de Vladimir Poutine au poste du Président en mars 2012, le niveau de

¹⁶⁸⁶ BROWN Archie, *op. cit.*, p. 19

¹⁶⁸⁷ *ibid.*, p. 24

¹⁶⁸⁸ DESERT Myriam, « La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur », *Le Courrier des pays de l'Est*, numéro 1038, septembre 2003, p. 10

¹⁶⁸⁹ KLIAMKIN Igor (dir.), *Evropeiskii vybor ili snova « osobyi put' » ? / La choix européen ou « la voie spécifique » de nouveau ?*, Moscou, Fondation « Mission libérale », 2010, p. 204

¹⁶⁹⁰ Voir notamment le sondage sur l'image des détenteurs du pouvoir de 2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/grazhdane-i-vlast/s-kakimi-iz-vyskazyvanii-o-lyudyakh-kotorye-seic>, consulté le 11 mars 2014

¹⁶⁹¹ La cote de popularité de Vladimir Poutine, 2000-2012 <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvennye-instituty/prezident/vy-v-tselom-odobryaete-ili-ne-odobryaete-deyatelnost-vla>, consulté le 11 mars 2014

¹⁶⁹² « *Doverie institoutam vlasti* » / « La confiance aux institutions du pouvoir », Sondages du Centre Levada de 2009-2012, <http://www.levada.ru/02-11-2012/doverie-institutam-vlasti>, consulté le 11 mars 2014

confiance dans le gouvernement commence à baisser : en octobre 2012, il ne représente plus que 40%¹⁶⁹³.

Par la suite, le pouvoir incarné par le Chef de l'État reste perçu comme « non responsable ». Ainsi, les échecs en matière politique, économique et sociale dont les Russes sont conscients sont attribués au gouvernement, aux ministres, aux fonctionnaires, jamais au Chef de l'État russe qui concentre pourtant tous les leviers du pouvoir.

Par ailleurs, il s'agit d'un pouvoir monolithique, concentré entre les mains d'une seule personne : une autre conséquence du penchant pour le pouvoir fort est l'adhésion à l'idée du pouvoir unifié, la majorité des Russes considérant que l'unité du pouvoir sous le contrôle du Président est préférable à la séparation des pouvoirs entre des institutions indépendantes qui se contrôlent mutuellement¹⁶⁹⁴. En 2006, la majorité des Russes se déclarent favorables au contrôle complet ou partiel des organes juridiques et législatifs par le pouvoir exécutif (tableau n° 51) ; en 2010, la majorité opte pour la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne ou institution (tableau n° 52). Il en découle l'affaiblissement des institutions politiques : comme en témoigne Marie Mendras, « *le système Poutine atrophie les institutions au lieu de les développer* »¹⁶⁹⁵.

Tableau n° 51. A votre avis, le pouvoir exécutif doit-il exercer un contrôle sur les juridictions et le législateur ? Sondage de 2006¹⁶⁹⁶.

	<i>Juridictions</i>	<i>Organes législatifs</i>
Contrôle complet	27	22
Dans une certaine mesure	29	32
Ils doivent être complètement indépendants	27	22
Difficile à dire	17	24

Tableau n° 52. A votre avis... Sondages de 2006, 2010¹⁶⁹⁷.

	2006	2010
Tout le pouvoir doit être concentré entre les mains d'une seule personne / institution	50	45
Le pouvoir doit être partagé entre différentes structures qui se contrôlent	36	42
Difficile à dire	14	13

¹⁶⁹³ *ibid.*

¹⁶⁹⁴ GOUDKOV Lev, « *Nujna li demokratiia riadovomou rossiianinou ?* » / « Un Russe moyen, a-t-il besoin de la démocratie ? », dans KLIAMKIN Igor (dir.), *op. cit.*, p. 203

¹⁶⁹⁵ MENDRAS Marie, « Le système Poutine », *Projet*, n. 309, 2009, p. 15

¹⁶⁹⁶ *ibid.*, p. 211

¹⁶⁹⁷ « *Chto bylo by lutshe* » / « Que serait-il mieux », Sondages de 2006, 2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/rossiya-i-demokratiya/chto-bylo-luchshe>, consulté le 11 mars 2014

4. Les attitudes autoritaires

Ce pouvoir personifié, non responsable et monolithique est de surcroît représenté comme autoritaire : si les aspirations vers une main de fer semblent constituer une représentation traditionnelle renforcée par l'expérience soviétique, elles ont suivi une évolution considérable dans la Russie postsoviétique mettant en évidence l'influence du contexte politique et social sur les représentations. Afin d'éclairer cette évolution, il est utile de se référer aux études basées sur la technique dite de « *baromètre démocratique* », utilisée pour mesurer l'acceptation de la démocratie dans différentes régions du monde. Les questions posées lors de ce type d'étude évaluent le degré d'acceptation de la démocratie en tant que régime « *toujours préférable* » et le degré de rejet du gouvernement autoritaire¹⁶⁹⁸.

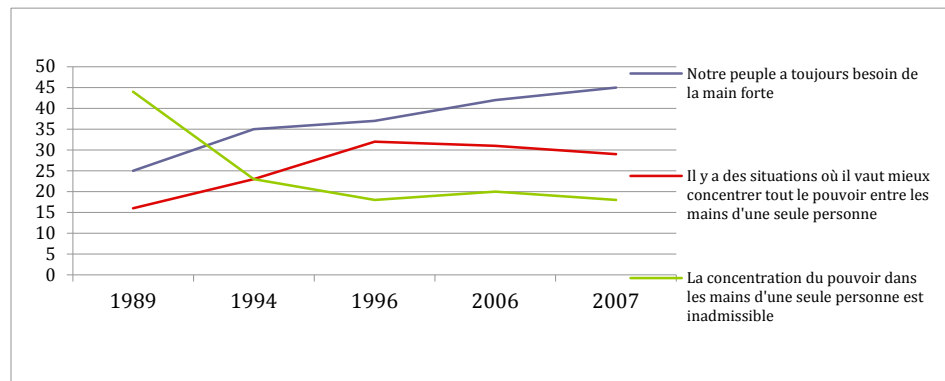
Comme en témoignent ce type d'études, en 1989, le niveau d'approbation de l'idée de la main de fer nécessaire en Russie était faible (25%), tandis que l'attitude refusant la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne était assez populaire pour un pays qui commençait à peine à sortir de l'époque communiste (45%) (tableau n° 53). Par ailleurs, jusqu'à la première moitié des années 1990, le soutien populaire au changement et aux réformes a été quasi total, à en juger par les indicateurs de soutien à Boris Eltsine : en juin 1991, les sociologues constatent un niveau de soutien de 94% à ce dernier¹⁶⁹⁹. La situation change dès 1994 : la montée des opinions en faveur d'une main de fer (35%) va de pair avec la baisse des attitudes opposées (23%). L'écart se creuse tout au long des années 1990 et 2000 (voir le tableau ci-dessous) : en 2007, le pourcentage des opinions en faveur de la main de fer (45%) est 2,5 fois plus élevé que les opinions opposées (18%) ; ainsi la courbe s'est inversée par rapport à 1989.

Tableau n° 53. Avec quelle opinion êtes-vous d'accord¹⁷⁰⁰? Sondages de 1989, 1994, 1996, 2006, 2007.

¹⁶⁹⁸ Voir par exemple CHU Yun-Han, « A Typological Analysis of democratic Legitimacy », *Working Paper* n° 48, Globalbarometer, International Political Science Association, Chile, 2009, <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/workingpapers/no.48.pdf>, consulté le 11 mars 2014. Voir également <http://www.globalbarometer.net/>, consulté le 11 mars 2014

¹⁶⁹⁹ LEVADA Youri, « *Tchelovek sovetskii 1989-2003. Razmychleniia o bol'shinstve i men'shinstve* » / « L'homme soviétique 1989-2003. Les réflexions sur la majorité et la minorité », *Le Courrier de l'opinion publique*, n° 5 (73), 2004, p. 13

¹⁷⁰⁰ « *Byvajut li takie situatsii kogda [...] nujna sil'naia rouka* » / « Y a-t-il des situation quant le pays a besoin de la main forte ? », Sondages de 1989-2010,



Les aspirations à la main de fer vont de pair avec un désintérêt pour la politique : en 2013, la majorité des Russes affirment « *être indifférents vis-à-vis de la vie politique russe* » (34%), et « *ne pas aimer la politique* » (29%) ; 29% suivent l'actualité politique *via* les médias sans cependant vouloir y participer. De façon générale, 76% des Russes affirment « *ne pas vouloir participer à la politique* », même au niveau local¹⁷⁰¹. L'absence du sentiment de responsabilité personnelle constitue un autre trait caractéristique des perceptions du pouvoir : selon les données de 2007, 94% des Russes estiment qu'ils n'ont aucune influence sur ce qui se passe dans le pays¹⁷⁰².

Ainsi les représentations propres à la culture politique traditionnelle se reproduisent dans le contexte institutionnel de la Russie postsoviétique : plus de vingt ans après la chute de l'URSS, l'image du pouvoir renvoie toujours au système autoritaire du pouvoir centralisé, pyramidal, hiérarchisé, avec un leader charismatique non responsable à sa tête et l'absence de participation des citoyens à la politique. Comme l'affirme Kirill Privalov, « *Les Russes ont voté pour Poutine parce qu'il incarne, à leurs yeux, le pouvoir fort auquel ils sont habitués depuis l'époque soviétique. La personnalité de Poutine [...] est tellement familière à "l'homme de la rue" !* »¹⁷⁰³.

<http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/grazhdane-i-vlast/byvayut-li-takie-situatsii-v-zhizni-strany-kogda>, consulté le 11 mars 2014

¹⁷⁰¹ « *Outchastie v politicheskoi zhizni* » / « La participation à la vie politique », Sondage du Centre Levada, 24 septembre 2013, <http://www.levada.ru/24-09-2013/uchastie-v-politicheskoi-zhizni>, consulté le 11 mars 2014

¹⁷⁰² Levada Centre, « *Vospriiatie rossiianami evropeiskih tsennostei* » / « La perception des valeurs occidentales par les Russes », Rapport de 2007, <http://old.levada.ru/press/2007021501.html>, consulté le 11 mars 2014

¹⁷⁰³ PRIVALOV Kirill, « La recette russe : la démocratie autoritaire », *Le Débat*, n. 130, 2004, p. 60

Comment ces représentations paternalistes et autoritaires se répartissent-elles au sein de la population ? La « *génération soviétique* », serait-elle plus attachée à l'image du leader providentiel ? Analysant les attitudes « *autoritaires* » du point de vue générationnel, le sociologue russe Youri Levada parle de la « *barrière de 40 ans* » : les orientations dites « *autoritaires* » augmentent considérablement à partir de 40 ans¹⁷⁰⁴. D'autres études cependant mettent en évidence la large diffusion des attitudes autoritaires dans l'ensemble de la société. Une étude de l'Institut de la sociologie de l'Académie des Sciences russe « *La vague néoconservatrice dans la Russie actuelle* » publiée en 2010 parle de la formation d'une « *idéologie néoconservatrice* » en Russie dans les années 2000 : il s'agit d'une transformation substantielle des valeurs dans la société (la « *vague néoconservatrice* ») qui soutendrait la stabilisation politique et sociale des années 2000 et la formation d'un « *consensus néoconservateur* ». Selon l'étude, l'idéologie néoconservatrice, à l'origine partagée par de groupes peu nombreux et peu influents, devient un vecteur puissant dans la vie sociale du pays : elle est partagée, à un degré ou un autre, par tous les groupes sociaux, ses partisans se trouvant dans toutes les strates de la société et parmi les électeurs de tous les partis politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite, affirme le chercheur¹⁷⁰⁵. Cette idéologie représente un mélange d'idées à la fois de gauche étatiste (*levogosourarstvennitcheskaya*) et de droite étatiste (*pravogosoudarstvennitcheskaya*), son noyau dur étant formé par les idées d'État fort, d'ordre et de justice sociale. Cependant, l'étude montre que ce tournant néoconservateur est bien différent du conservatisme russe traditionnel, prônant le retour au mode de vie patriarcal et au collectivisme traditionnel russe. L'idéologie néoconservatrice présente un mélange original d'idées étatistes et conservatrices d'un côté, celles de l'économie de marché, de la mobilité et de la société de consommation de l'autre : les libertés individuelles (libre choix de profession, possibilité de gagner de l'argent, libre circulation) sont combinées avec l'idée de l'ordre ; l'approbation de l'économie de marché, surtout au niveau des petites et moyennes entreprises, va de pair avec la demande du renforcement du rôle de l'État qui assure toutes les fonctions sociales ; des valeurs que l'on peut qualifier d'occidentales dans la vie quotidienne

¹⁷⁰⁴ LEVADA Youri, « *Dvadsat' let spustia. Perestroïka v obschestvennom mnenii i obschestvennoi jizni* » / « *Vingt ans après. La perestroïka dans l'opinion publique et dans la vie de la société* », *Vestnik Obschestvennogo Mnenia / Le Courrier de l'Opinion publique*, n° 2 (76), 2005, pp. 8-14

¹⁷⁰⁵ BYZOV Leontii, « *Neokonservativnaia volna v sovremennoi Rossii : faza ocherednogo tsikla ili stabil'noe sostoianie ?* » / « *La vague néoconservatrice dans la Russie actuelle : la phase d'un cycle ou un état stable ?* », *Mir Rossii*, n° 1, 2010, pp. 3-44

(notamment en ce qui concerne la consommation de masse) sont combinées avec une vision de la politique extérieure inflexible et musclée qui assurerait « *la dignité nationale* » de la Russie ; enfin, l'étude constate le refus des révolutions au profit des réformes progressives. Ce mélange d'ancien et de nouveau explique un certain nombre de paradoxes : par exemple, alors que les études empiriques témoignent de la popularité constante de l'idée de la « *restauration de la Russie en tant que grande puissance* », cette valeur reste purement déclarative, puisque les personnes interrogées ne se disent pas prêtes à renoncer à leur confort quotidien pour un quelconque grand projet. « *Ce que l'on appelle aujourd'hui le système politique dominant constitue en grande partie la réponse à cette demande sociale* », conclut l'étude¹⁷⁰⁶.

B. Les images de la démocratie

Une autre facette de la reproduction des représentations anciennes dans la Russie actuelle est la perception particulière de la notion de la démocratie. Comme le constate Katlijn Malfliet, « *peu après la perestroïka, [...] une certaine aversion vis-à-vis de l'idée de la démocratie libérale est apparue, d'autant que celle-ci était de plus en plus associée à la réalité d'un "capitalisme de prédateurs"* »¹⁷⁰⁷. Le concept de « *démocratie souveraine* », forgé par le chef de l'administration du Président Vladimir Poutine, Vladislav Sourkov, réoriente sensiblement le sens de la notion, donnant une nouvelle définition à la démocratie : cette dernière présupposerait en effet « *le choix d'institutions démocratiques en toute indépendance, ainsi que le choix de leur forme, du moment de leur création et du moment où elles doivent être réformées* »¹⁷⁰⁸. Que signifie, à l'heure actuelle, le mot « *démocratie* » pour les Russes ?

1. Une perception particulière

Une étude longitudinale des représentations de la démocratie en Russie postsoviétique effectuée en 2011 permet de répondre à cette question. Elle constate tout d'abord le changement des représentations associées à la notion de la démocratie : si dans les années 1990 cette notion suscitait les représentations

¹⁷⁰⁶ *ibid.*

¹⁷⁰⁷ MALFLIET Katlijn, « Peut-on parler de l'État de droit dans la Russie actuelle ? », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 27

¹⁷⁰⁸ *ibid.*

négatives, aujourd'hui elle fait partie d'une « *norme politique conventionnelle* ». En proposant à l'échantillon des interrogés de finir la phrase « *La démocratie c'est...* », l'étude a permis de constater que la notion de démocratie en Russie est liée à deux champs sémantiques. Le premier peut être qualifié de « *libéral* », dans la mesure où ses principales catégories renvoient aux notions de libertés personnelle et collective : s'y inscrivent la liberté de parole et d'opinion, la garantie des droits et libertés individuels, la responsabilité des gouvernants devant les gouvernés, ainsi que l'indépendance économique ; la notion d'égalité évoquée dans le cadre de ce champ sémantique renvoie à l'égalité des droits et à l'égalité de tous devant la loi. Le deuxième champ sémantique est qualifié d'« *autoritaire et communautariste* » par l'étude : l'accent y est mis sur les catégories de pouvoir, force, soumission, discipline, ordre. Observant l'évolution de ces deux types d'attitudes tout au long des dix dernières années, l'étude montre le renforcement des attitudes dites autoritaires et communautaristes et l'affaiblissement des attitudes dites libérales¹⁷⁰⁹.

Il reste que la majorité des Russes se disent partisans de la démocratie (voir tableau n° 54) : l'attachement déclaratif à cette dernière est assez stable et varie, tout au long des années 2000, de 56 à 66%. En même temps, si les Russes semblent avoir pris des distances avec le passé soviétique, le passage à l'État de droit et l'adoption des mécanismes démocratiques qui poseraient des limites au pouvoir politique ne sont plus dans les priorités. L'étude longitudinale « *Vingt années de réformes vues par les Russes* » affirme que si les Russes ne souhaitent pas le retour du système soviétique, les valeurs démocratiques se sont déplacées, au cours des vingt dernières années, à la périphérie de la conscience de masse : elles sont désormais perçues comme des valeurs « *de deuxième voire de troisième rang* », des valeurs de peu d'importance que les Russes déclarent ne pas être prêts à défendre. Les représentations liées à la démocratie, affirme l'étude, peuvent être caractérisées comme « *relevant d'un scepticisme bienveillant* » : les Russes regardent avec bienveillance l'idée de démocratie tout en manifestant une attitude sceptique voire négative vis-à-vis de la

¹⁷⁰⁹ CHESTOPAL Elena, « *Predstavleniia, obrazy i tsennosti demokratii v rossiiskom obschestve* » / « Les représentations, les images et les valeurs de la démocratie dans la société russe », *POLITIA*, n° 3 (62), 2011, pp. 39-40

plupart des institutions porteuses de cette idée (les élections, le parlementarisme, le multipartisme, la liberté de parole etc.)¹⁷¹⁰.

Par ailleurs, tout en affirmant leur attachement à la démocratie, les Russes optent pour une démocratie « *spécifique, adaptée aux conditions russes* » ; la démocratie occidentale est rejetée sous prétexte de son inadaptation aux particularités du pays (tableau n° 55). Tandis que le nombre des partisans du modèle soviétique reste assez stable, représentant tout au long des années 1990 et 2000 25% approximativement, la popularité de l'idée de « *troisième voie russe* » croît parallèlement à la perte d'attractivité du modèle européen occidental. Selon certains experts, « *dans les dix prochaines années, une démocratie de type occidental n'a aucune chance de s'implanter chez nous* »¹⁷¹¹.

Tableau n° 54. À votre avis, la Russie, a-t-elle besoin de la démocratie ^{1712?}

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Oui, la Russie a besoin de la démocratie	66	56	67	62	57	60
Non, la forme de gouvernance démocratique n'est pas pour la Russie	21	27	16	20	26	24
Difficile à dire	13	17	17	18	17	16

Tableau n° 55. De quel type de démocratie la Russie a-t-elle besoin ^{1713?}

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Comme dans les pays développés d'Europe ou aux États-Unis	24	18	22	20	20	23
Comme dans l'Union Soviétique	16	13	10	13	18	17
Totalement unique, conforme aux traditions et à la spécificité nationale	45	48	47	45	39	44
La Russie n'a pas besoin de démocratie	6	10	7	8	10	7
Difficile à dire	9	11	14	15	14	10

¹⁷¹⁰ « *Dvadsat' let reform glazami rossiiian* » / « Vingt ans des réformes vues par les Russes », L'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie, Rapport analytique, Moscou, 2011, pp. 174-175

¹⁷¹¹ NIKONOV Viatcheslav, op. cit., p. 93

¹⁷¹² « *Kak vy doumaete, noujna li Rossii demokratiia* » / « A votre avis, la Russie a-t-elle besoin de la démocratie ? », sondages de 2005-2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/rossiya-i-demokratiya/kak-vy-dumaete-nuzhna-li-rossii-demokratiya>, consulté le 12 mars 2014

¹⁷¹³ « *Kakaia demokratiia noujna Rossii* » / « De quelle démocratie la Russie a-t-elle besoin », Sondages de 2005-2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/rossiya-i-demokratiya/kakaya-demokratiya-nuzhna-rossii>, consulté le 12 mars 2014

2. *L'influence du communautarisme*

L'influence de la vision communautariste sur les perceptions de la démocratie est confirmée par de nombreux observateurs qui constatent que cette notion est moins associée aux mécanismes de contrôle du pouvoir par les citoyens qu'au bien-être général, aux garanties sociales et aux conditions matérielles satisfaisantes. Ainsi dans la Russie actuelle les droits et les libertés économiques sont valorisés par rapport aux droits et libertés politiques : Marie Mendras dans son ouvrage *Russie. L'envers du pouvoir* note que les Russes sont beaucoup plus préoccupés par les exigences de la vie quotidienne et les droits économiques et sociaux que par les libertés politiques. « Pour ces droits économiques et sociaux, affirme Marie Mendras, ils sont prêts à accepter certaines conditions du pouvoir politique, notamment un contrôle accru de l'État sur leur vie professionnelle, sur les médias et sur la vie publique »¹⁷¹⁴. Toutefois, le communautarisme traditionnel n'est pas le seul facteur responsable de la dévalorisation des libertés politiques : lors de la transition, ces libertés se sont avérées, pour une grande partie de la population, illusoire, le fonctionnement des mécanismes démocratiques étant opaque par rapport au système soviétique familial ; « Malgré toutes leurs libertés théoriques, les Russes ont aujourd'hui le sentiment d'avoir moins de droits qu'à l'époque soviétique. Avant, les citoyens ordinaires avaient des interlocuteurs auprès desquels ils pouvaient se plaindre et insister en espérant obtenir ce qu'ils voulaient. Surtout, les gens comprenaient parfaitement le fonctionnement du système et savaient l'utiliser à leur avantage »¹⁷¹⁵, constate à cet égard Boris Kagarlitskii.

Les sondages récents confirment que les Russes accordent beaucoup plus d'importance à leurs droits économiques (droit à l'éducation et à l'aide médicale gratuites, droit au travail) qu'aux droits et libertés politiques (la liberté de parole, le droit d'être informé, le droit de choisir ses représentants etc.) (Tableau n° 56).

Tableau n° 56. Quels sont pour vous les droits les plus importants ? Sondage de 2013¹⁷¹⁶.

Le droit à la vie	69
Le droit à l'éducation gratuite, à l'aide médicale, à la protection sociale en cas de vieillesse ou maladie	65

¹⁷¹⁴ MENDRAS Marie, *op. cit.*, p. 219

¹⁷¹⁵ KAGARLITSKY Boris, *La Russie aujourd'hui. Néo-libéralisme, autocratie et restauration*, Paris, L'Aventurine, 2004, 382 p.

¹⁷¹⁶ « *Rossiiane o svoikh pravah* » / « Les Russes s'expriment sur leurs droits », Sondage du centre Levada, Décembre 2013, <http://www.levada.ru/27-01-2014/rossiyane-o-svoikh-pravakh>, consulté le 12 mars 2014

Le droit au travail bien rémunéré selon les compétences	53
Le droit à l'inviolabilité de la vie privée et de la maison	52
La liberté de parole	39
Le droit au salaire minimum garanti par l'État	37
Le droit de propriété	37
Le droit d'être informé	27
La liberté du culte	27
Le droit de choisir ses représentants dans les organes du pouvoir	21
Le droit d'aller à l'étranger et de revenir librement	20
Pas de réponse	4

D'autres études permettent de confirmer que tout au long des années 1990 et 2000, les aspirations au respect des droits de l'homme baissent au profit des aspirations à la stabilité économique¹⁷¹⁷. Ce phénomène se manifeste par l'absence d'importance des droits de l'homme en Russie et la croyance en leur instrumentalisation par les hommes politiques : si pour 48% des Russes « *les libertés démocratiques et les droits de l'homme* » constituent un « *besoin indispensable* », pour 37% elles ne représentent que « *bavardages* » et « *démagogie* »¹⁷¹⁸.

Paradoxalement, le sentiment de liberté et la stabilité économique ont partie liée pour les Russes : les facteurs matériels constituent les principaux moteurs de l'appréciation du régime comme plus « *libre* », plus « *démocratique* ». Selon les sondages, la notion de « *liberté* » est associée en premier lieu à la sécurité sociale, à la protection étatique, au pouvoir d'achat, au travail, tandis que les libertés civiles et politiques occupent un positionnement inférieurs (tableau n° 57). Par conséquent, le sentiment de liberté croît tout au long des années 2000 parallèlement au redressement économique et à l'amélioration du niveau de vie : en 2008, les gens affirment se sentir plus libres qu'en 1990, et en 2013, plus qu'en 2008, alors même qu'on assiste à l'instrumentalisation de la justice par le pouvoir, à la réduction de la liberté de la presse et au contrôle sur la compétition politique, tout au long des années 2000, le dernier revirement autoritaire datant de 2012, quand le régime commence à traquer les opposants politiques suite à la montée de l'opposition politique à l'occasion des élections législatives et présidentielles fin 2011 – début 2012 (tableau n° 58).

¹⁷¹⁷ LEVADA Youri, « *Tchelovek sovetskii 1989-2003. Razmychleniia o bol'shinstve i men'shinstve* » / « L'homme soviétique 1989-2003. Réflexions sur la majorité et la minorité », Le Courrier de l'opinion publique, n° 5 (73), 2004, p. 13

¹⁷¹⁸ « *Kakaya iz tochek zreniia po povodou demokraticheskikh svobod i prav tcheloveka vam blije ?* » / « De quel point de vue sur les libertés démocratiques et droits de l'homme vous sentez-vous proche ? », sondage de 2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/rossiya-i-demokratiya/kakaya-iz-tochek-zreniya-po-povodu-demokrati>, consulté le 25 février 2014

Tableau n° 57. Quelles sont les libertés les plus importantes pour vous ? Sondage de 2010¹⁷¹⁹.

La protection de la part de l'État en cas de maladie, chômage, misère...	55
La possibilité d'acheter tout ce que je veux	53
Les chances égales dans la vie et dans le travail pour tout le monde	45
La liberté de choisir sa profession	46
La liberté de vivre là où je veux	45
La liberté de parole	42
Une justice équitable	40
La possibilité de devenir propriétaire	38
La liberté d'élever les enfants comme je l'entends	37
La possibilité de voyager partout où je veux	33
La liberté de culte	30
La possibilité d'influencer la façon dont fonctionne ton entreprise , l'organisation au sein de laquelle tu travailles	22
La liberté du contrôle étatique , de l'intervention de l'État dans la vie privée	22
La liberté du choix entre différents partis politiques	13
La liberté de rassemblement	10

Tableau n° 58. À votre avis, les Russes ont-ils assez de liberté, peu de liberté ou trop de liberté actuellement¹⁷²⁰?

	1990	1997	2007	2008	2013
Peu	38	20	12	18 ↓	15 ↓
Assez	30	32	57	56 ↑	60 ↑
Trop	16	34	24	20 ↑	17 ↓
Ne s'exprime pas	16	14	7	6	7

L'étude « *Les meilleurs et les pires traits du pouvoir communiste* » conduite par le chercheur américain Stephen White à deux reprises, en 1993 et en 2001, confirme la thèse de la prépondérance des intérêts économiques sur les droits politiques dans la conscience des Russes : l'étude des évaluations rétrospectives du système communiste montre que les Russes perçoivent le système communiste plutôt comme inefficace que comme oppressif : très peu se sentent personnellement opprimés (11%). La conclusion que le chercheur en tire est que les attributs formels de la démocratie jouent un rôle mineur pour les Russes : les acquis économiques et sociaux constituent la liste des traits « *positifs* » attribués au communisme, et les échecs économiques et sociaux sont cités dans la liste des traits « *négatifs* » (tableau n° 59).

¹⁷¹⁹ « *Kakie svobody iz etogo spiska vam osobenno vajny ?* » / « Quelles libertés de cette liste vous importent-elles particulièrement ? », sondages de 2008, 2010, <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvo-i-obshchestvo/rossiya-i-demokratiya/kakie-svobody-iz-etogo-spiska-osobenno-vazhn>, consulté le 25 février 2014

¹⁷²⁰ « *Khvataet li rossiianam svobody* » / « Les Russes, ont-ils suffisamment de liberté ? », Sondages de 1990, 1997, 2007, 2008, <http://www.levada.ru/09-09-2008/khvataet-li-rossiiyanam-svobody>, consulté le 25 février 2014

Tableau n° 59. Les meilleurs et les pires traits du pouvoir communiste, Etude de Stephen White, 1993 et 2001¹⁷²¹.

<i>Les meilleurs traits du système communiste</i>	1993	2001	<i>Les pires traits du système communiste</i>	1993	2001
La sécurité de l'emploi	29	28	Trop de bureaucratie	32	31
La paix entre les nations (en Russie)	24	25	Violation des droits de l'homme	17	11
La stabilité économique	22	21	Corruption	15	14
Loi et ordre	12	11	Aucun trait négatif	13	14
Egalité	7	12	Pollution	12	9
Aucun trait positif	7	2	Stagnation économique	11	21

Ainsi la représentation de la démocratie dans la Russie actuelle constitue une illustration par excellence de la reproduction du clivage structurel entre la liberté et l'égalité décrit *supra* : ancré dans la culture politique traditionnelle, renforcé pendant l'époque soviétique, il influence le développement institutionnel de la Russie postsoviétique.

3. La gestion personnelle du pays

Les représentations recensées ci-dessus liées à la centralité de la figure du chef, à l'idée de main de fer du gouvernement, à l'incompréhension de la nécessité de la séparation des pouvoirs comme élément fondamental de l'État de droit, à la quête de l'ordre, mais aussi et surtout au penchant pour un leader charismatique endossant toute la responsabilité pour le destin du pays, constituent bien évidemment un terrain favorable pour la faiblesse des institutions au profit du « *chef* ».

Au niveau politique, ce phénomène se traduit par la concentration du pouvoir entre les mains du Président qui se manifeste dès 1993 : lors du conflit de Boris Eltsine avec le Parlement, le peuple était du côté du Président, revêtu de l'image traditionnelle de l'autorité suprême, non du Parlement associé au chaos démocratique et à l'irresponsabilité. Cette tendance est devenue très visible dans les années 2000 avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, quand l'influence de l'appareil administratif et bureaucratique dans la sphère politique (« *ressource administrative* »), le rôle des structures de force et de l'appareil du parti dans la société, le non-respect de la Constitution, le contrôle de l'exécutif dans les domaines politique et judiciaire ainsi que sur les médias se sont renforcés. La tendance à l'affaiblissement des institutions et au contrôle personnel du Chef de l'État sur toutes

¹⁷²¹ WHITE Stephen, « Russia's disempowered electorate », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, pp. 76-93 pp. 76-92

les sphères de la vie politique et économique a été observée par des nombreux experts russes et occidentaux qui ont parlé de la « *gestion du pays en mode manuel* »¹⁷²² : il s'agit du contrôle personnel du président sur le Gouvernement, le Parlement, le système judiciaire, les médias, les ONG... Au début de 2014, ce mode de gestion a été officialisé par Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse annuelle : « *[Il faut] donner [...] des signaux à l'économie [...], résoudre des tâches prioritaires sociales et socioéconomiques. [...] Ces tâches ne peuvent être réalisées efficacement, le travail ne peut être organisé efficacement, qu'au niveau présidentiel* »¹⁷²³.

Non seulement ces représentations politiques constituent le gage de la stabilité du pouvoir autoritaire ; elles seraient également à l'origine de l'échec des réformes démocratiques entreprises à différentes périodes : ainsi, comme le constate Richard Sakwa, l'histoire des réformes russes donne « *beaucoup d'exemples des chances perdues, des initiatives de réformes se heurtant aux roches de l'indifférence ou l'hostilité populaire* »¹⁷²⁴. Un politiste russe contemporain, Nicolai Rozov, explique ces « *cycles sociopolitiques russes* » (c'est-à-dire, le cycle « réforme / réaction ») par la persistance des « *noyaux des sens* » (*tsennostno-symvolitcheskoe iadro*). Pour Nicolai Rozov, la culture politique russe serait structurée autour de deux « *noyaux symboliques de valeurs* » qui seraient présents « *dans chaque individu russe* ». Dans ce schéma, deux blocs de représentations se situent à l'opposé. Le premier est constitué des représentations comme « *l'ordre, la Grande Russie, l'État fort, la "main forte", la justice sociale, le progrès par la contrainte, la tradition russe, l'orthodoxie, la spiritualité, le service pour la Patrie* » ; le deuxième contient les représentations comme « *la liberté, la lutte contre le pouvoir, la culture européenne,*

¹⁷²² Cette thèse est notamment soutenue par le politologue anglais Richard Sakwa. Voir SAKWA Richard, « *Put' Rossii k sovremennomu gosoudarstvu* » / « La voie de la Russie vers un État moderne », *Pro & Contra*, n° 4-5, 23 octobre 2012, <http://carnegie.ru/publications/?fa=50664&reloadFlag=1>, consulté le 12 mars 2014 ; SAKWA Richard, « *Russia : From stalemate to equilibrium ?* », *Eurozine*, 24 octobre 2012, <http://www.eurozine.com/articles/2012-10-24-sakwa-en.html>, consulté le 25 février 2014. Voir également MALACHENKO Alexey, « *V poiskah nesamobytnoi identitchnosti* » / « A la recherche d'une identité non spécifique », *Nezavissimaia Gazeta*, 8 octobre 2013, <http://carnegie.ru/publications/?fa=53263>, consulté le 12 mars 2014 ; PODRABINEK Alexandre, « *Is Putin's Totalitarianism Inevitable ?* », *Institute of Modern Russia*, 11 juillet 2013, <http://imrussia.org/politics/512>, consulté le 12 mars 2014 ; « *Zakrytoe pravitel'stvo. Vladimir Putin konserviruet sistemou ruchnogo upravlenija* » / « Le gouvernement fermé. Vladimir Poutine maintien le système de gestion manuelle », *Gazeta.ru*, 22 mai 2012, http://www.gazeta.ru/comments/2012/05/22_e_4597105.shtml, consulté le 12 mars 2014.

¹⁷²³ POUTINE Vladimir, « *Interview rossiiskim i inostrannym SMI* » / « Interview avec les médias russes et étrangers », *Kremlin.ru*, 19 janvier 2014, <http://www.kremlin.ru/news/20080>, consulté le 12 mars 2014.

¹⁷²⁴ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London/ New York, Routledge, 2008, p. 445

le progrès par la libération, la tolérance religieuse ou l'athéisme, l'individualisme, l'indépendance de l'État, les bénéfices individuels, la richesse »¹⁷²⁵. Pour le chercheur, les idéologies antagonistes qui se reproduisent depuis des siècles et dont la confrontation influence le développement de la politique russe (la pensée libre et l'étatisme (*derjavnost'*), l'occidentalisme et la slavophilie, la démocratie et le patriotisme), se cristallisent autour de ces deux blocs des représentations.

§ 3. La vision de la place de la Russie dans le monde

Les dernières représentations considérées dans le cadre de ce chapitre sont les représentations géopolitiques, renvoyant à la place de la Russie dans le monde : dans la mesure où l'identité nationale russe a été nourrie et formée, pendant plusieurs siècles, par la conscience de l'appartenance à l'empire et à la grande puissance, est-ce que certaines de ces représentations sont repérables à l'heure actuelle ?

A. Le messianisme et les aspirations impériales

Le messianisme russe constituerait un autre avatar de *sobornost'*, dans la mesure où cette notion est liée à l'idée d'Empire ; « *cette communauté a pour unique et universelle mission d'agir sur le monde et, afin d'y parvenir, de construire l'État russe* »¹⁷²⁶. Ce messianisme puise ses racines dans l'idée de la troisième voie entre Orient et Occident qui s'inspire à son tour des théories slavophiles. Ces derniers, porteurs de l'idée du panslavisme et du rôle messianique de la Russie, ont mis en avant la spécificité de l'« *âme russe* » par rapport à l'Europe occidentale : présentée comme rationnelle et individualiste, celle-ci aurait payé le progrès matériel et technique par « *l'éloignement de la communauté chrétienne [...] avec le seul Dieu à sa tête* »¹⁷²⁷, ce qui devrait déterminer sa chute imminente.

La militarisation de la vie quotidienne, c'est-à-dire l'organisation de la vie quotidienne en temps de paix selon un modèle militaire, constitue une autre facette du messianisme : il s'agit non seulement de l'allocation de la partie majeure des ressources aux objectifs militaires, mais aussi du modèle d'organisation de l'État et

¹⁷²⁵ ROZOV Nicolai, « *Tsiklichnost' rossiiskoi politiki* » / « La caractéristique cyclique de la politique russe », *POLIS*, n° 2, 2006

¹⁷²⁶ URBAN Michael, « The Politics of Identity in Russia's Postcommunist Transition: The Nation against Itself », *Slavic Review*, Vol. 53, n° 3, Autumn 1994, p. 741

¹⁷²⁷ FIGES Orlando, *Natasha's Dance. A Cultural History of Russia*, Picador USA, p. 312

de ses relations avec la société, caractérisées par la prépondérance de la force, et non du droit¹⁷²⁸. À l'époque soviétique, ces représentations se sont transformées en ce que Youri Levada appelle « *le complexe impérial* » : « *L'État soviétique, constate Youri Levada, a hérité de l'Empire russe le principe de l'organisation transnationale, s'appuyant sur une élite correspondante (russe ou russifiée de préférence). [...] Comme cela est devenu évident ces dernières années, cette antinomie entre l'autodétermination en tant qu'être social et celle en tant qu'individu est précisément devenue la source des tensions les plus aiguës de tout le système* »¹⁷²⁹.

La militarisation atteint son apogée à l'époque soviétique : commencée dans les années 1920 avec la politique du communisme de guerre, elle est portée aux extrêmes pendant la période stalinienne, le pays étant assimilé à une forteresse assiégée, entourée d'ennemis extérieurs et de leurs espions et agents à l'intérieur. Cette confusion entre paix et guerre trouvait son expression non seulement dans le discours officiel, mais aussi dans les rituels quotidiens et dans la culture populaire. Les mots et les expressions comme « *victoire* », « *bataille* », « *lutte* », « *assaut* » ont été universalisés et s'étendaient à toutes les sphères d'activité économique, sociale et culturelle ; on parlait du « *front* » industriel, agricole, idéologique, culturel¹⁷³⁰... L'héroïsation du labeur à l'époque soviétique et les décorations assimilant les acquis du travail aux exploits militaires (« *trudovye nagrady* ») constituaient un moyen de motivation symbolique des travailleurs. Enfin, la célébration de la confrontation entre les deux systèmes, l'idée de l'imminence de la guerre et de la division du monde entre « *nous* » et « *eux* » engendraient une atmosphère du secret, tout en justifiant les privations et la mobilisation permanente de la population¹⁷³¹. Le livre de Svetlana Alexievitch *La fin de l'homme rouge*, basé sur des entretiens avec les Russes ayant grandi à l'époque soviétique, montre à quel point le quotidien à l'époque soviétique était imbibé de cette rhétorique :

« *On vivait dans une sorte de célébration perpétuelle de la guerre... Quand j'étais au jardin d'enfants, la maîtresse nous avait emmenés devant le monument à Marat Kazei, le héros pionnier. "Regardez, les enfants, disait-elle, c'est un jeune héros, il s'est fait*

¹⁷²⁸ KLIAMKIN Igor, « *Demilitarizatsiia kak istoricheskaia i ku'lturnaia problema* » / « La démilitarisation comme problème historique et culturel », *Liberal.ru*, 16 mars 2011, <http://www.liberal.ru/articles/5149>, consulté le 12 mars 2014

¹⁷²⁹ LEVADA Youri, *op. cit.*, p. 36

¹⁷³⁰ KLIAMKIN Igor, « *Demilitarizatsiia kak istoricheskaia i ku'lturnaia problema* » / « La démilitarisation comme problème historique et culturel », *Liberal.ru*, 16 mars 2011, <http://www.liberal.ru/articles/5149>, consulté le 13 mars 2014

¹⁷³¹ KLIAMKIN Igor, *op. cit.*.

*exploser avec une grenade et il a anéanti beaucoup de fascistes. Quand vous serez grands, vous devrez être comme lui ! »*¹⁷³².

*« Nous aimions notre Patrie, d'un amour sans limites. C'était la plus belle des Patries ! Le matin, je me réveillais au son de l'hymne national [...]. Notre plus grand rêve, c'était de mourir. De nous sacrifier. De tout donner. Le serment des komsomols dit : "Je suis prêt à donner ma vie pour mon peuple s'il le faut". Et ce n'étaient pas seulement des mots, on nous éduquait vraiment comme ça »*¹⁷³³.

*« On se préparait psychologiquement à la guerre. "Si demain la guerre éclate, si demain il faut partir..." »*¹⁷³⁴.

B. Le rétablissement de la puissance perdue

Selon les observateurs, les représentations géopolitiques dans la Russie actuelle seraient dominées par l'idée de la nécessité de retrouver la puissance perdue. Alors que la chute de l'URSS a été perçue dans les pays d'Europe de l'Est comme la percée vers la liberté, les Russes, de leur côté, la perçoivent comme la perte de la puissance. Quels sont les traits caractéristiques de cette idée de puissance impériale propres aussi bien à la Russie tsariste et soviétique qu'à la Russie contemporaine ?

Tout d'abord il s'agit du désir d'expansion territoriale : la grandeur du territoire constituerait l'une des sources de fierté pour les Russes et un fondement important de l'identité nationale : pour 56%, l'étendue territoriale est partie intégrante de la définition de la grande puissance¹⁷³⁵. Par ailleurs, selon le sondage de 2010, 65% des Russes considèrent que la Russie mérite une position plus importante sur la scène internationale, tandis que seulement 26% croient que la place de la Russie est celle qu'elle mérite¹⁷³⁶.

Ensuite, il s'agit de l'idée de la séparation de la Russie du monde extérieur hostile : on y retrouve à la fois la conception de la Sainte Russie orthodoxe opposée au monde occidental et de la forteresse socialiste assiégée par les agents de l'étranger.

¹⁷³² ALEXIEVITCH Svetlana, *La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Paris, Edition Actes Sud, 2013, p. 161

¹⁷³³ ALEXIEVITCH Svetlana, *op. cit.*, pp. 117-118

¹⁷³⁴ *ibid.*, p. 172

¹⁷³⁵ Sondage du Centre Levada, Octobre 2010, <http://www.levada.ru/press/2010120202.html>, consulté le 13 mars 2014

¹⁷³⁶ « *Kak vy schitaete, Rossiia zanimaet seichas v mire to polozenie, kotoroe zasloujivaet...* » / « A votre avis, la Russie occupe-t-elle actuellement la place qu'elle mérite dans le monde... », *Sondage sur la place de la Russie dans le monde* <http://www.levada.ru/archive/strana-i-mir/kak-vy-schitaete-rossiya-zanimaet-seichas-v-mire-polozenie-kotorogo-zasluzhiva>, consulté le 13 mars 2014

Ces représentations ne cessent de croître au fur et à mesure que la Russie s'éloigne de l'époque soviétique : alors qu'en 1999 65% des Russes considéraient que la Russie a des ennemis, en 2013 ils sont 78% à répondre de façon affirmative à la question (Tableau n° 60).

Tableau n° 60. Croyez-vous que la Russie actuelle a des ennemis ? Sondage du Centre Levada¹⁷³⁷.

	1999	2003	2008	2009	2011	2012	2013
<i>Oui</i>	65	78	68	69	70	63	78
<i>Non</i>	14	9	24	18	19	18	13
<i>Difficile à dire</i>	22	14	18	13	11	19	9

L'antiaméricanisme constitue un autre élément de l'héritage soviétique dans les représentations actuelles : exploité par les élites politiques, il n'en rencontre pas moins l'approbation de la majorité des Russes¹⁷³⁸. Les sondages montrent que l'Occident reste pour les Russes l'incarnation de l'ennemi potentiel : pour une grande partie des Russes, les États-Unis, l'OTAN et « *les forces politiques occidentales* » constituent la principale menace à la sécurité de la Russie, avec les séparatistes tchétchènes ; 40% des Russes considèrent que les critiques occidentales de la Russie visent à son affaiblissement stratégique.

Tableau n° 61. Qui sont, à votre avis, les ennemis de la Russie ? Sondage de 2012¹⁷³⁹.

Les États-Unis	56%
Les séparatistes tchétchènes	39%
L'OTAN	35%
Certaines forces politiques de l'Occident	27%
Les islamistes fondamentalistes	20%
Les anciennes républiques soviétiques / Pays Baltes, Ukraine, Géorgie	14%
Les oligarques	14%
La Chine	10%

L'image de la politique extérieure américaine reste fortement négative : 75% des Russes qualifient les États-Unis d'« *agresseur aspirant à contrôler tous les pays du monde* », tandis que 8% seulement les qualifient de « *défenseur de la paix, de la démocratie, de l'ordre mondial* » ; 67% affirment que la politique des États-Unis est « *hypocrite* » ; 68% considèrent que les États-Unis effectuent des pressions sur la Russie et ne la traitent pas comme un partenaire égalitaire ; si le mot « Union

¹⁷³⁷ « *Rossiiane o vragakh* » / « Les Russes sur leurs ennemis », Sondage du centre Levada, <http://www.levada.ru/26-11-2013/rossiyane-o-vragakh>, consulté le 13 mars 2014

¹⁷³⁸ SHIRAEV Eric, *op. cit.*, p. 19

¹⁷³⁹ VOLKOV Dmitri, « L'opinion publique 2012 », rapport du Centre Levada, <http://www.levada.ru/books/obshchestvennoe-mnenie-2012>, consulté le 13 mars 2014

européenne » a des connotations positives pour 62% des Russes, le mot « OTAN » provoque des associations négatives chez 67%¹⁷⁴⁰. Par ailleurs, « *l'obsession états-unienne* » conduisant à voir dans chaque événement international la main des États-Unis est répandue au sein de la population russe : la plupart croient qu'aussi bien les révolutions de couleur en Europe de l'Est que le Printemps arabe ont été orchestrées par les Américains ; cette vague révolutionnaire provoque de l'« *inquiétude* »¹⁷⁴¹ chez 45% des Russes.

Les relations avec les proches voisins constituent une autre facette de la persistance des attitudes anciennes dans la Russie actuelle. La réaction de la société russe à la « *Guerre de cinq jours* », c'est-à-dire l'intervention de la Russie dans le conflit entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud en août 2008, en constitue un exemple. Alors que cette intervention brutale a « *porté les relations entre la Russie et les États-Unis à leur point le plus bas depuis [...] la guerre froide* »¹⁷⁴², elle a été très favorablement accueillie en Russie, faisant exploser les cotes de popularité du « *tandem* » Poutine – Medvedev. Malgré les parallèles avec l'écrasement du Printemps de Prague faits dans la presse étrangère, la presse nationale dans sa majorité a présenté le conflit non comme une ingérence de la Russie dans les affaires intérieures de la république souveraine de Géorgie, mais comme une revanche symbolique de la Russie sur les États-Unis, soulignant le fait que les forces armées géorgiennes ont été formées par l'OTAN ; de façon générale, le conflit a été perçu en Russie comme le premier pas vers la réaffirmation de la Russie dans l'espace postsoviétique.

Enfin, la vision de la place exceptionnelle de l'URSS dans le monde, de sa mission libératrice s'inscrivant dans l'idée traditionnelle du « *chemin à part* » de la Russie et du messianisme russe, a survécu à la chute de l'URSS. L'image soviétique canonique de la Grande Guerre patriotique qui persiste au sein de la population et qui est activement promue par le pouvoir en place produit des effets politiques. Composée principalement des représentations du prix que la Russie a payé pour la victoire et de l'Armée rouge libératrice de l'Europe, elle contribue à forger la vision du leadership russe au sein du continent eurasiatique et la perception des pays voisins

¹⁷⁴⁰ *ibid.*, pp. 207-210

¹⁷⁴¹ *ibid.*, p. 205

¹⁷⁴² *ibid.*, p. 3

comme des « *frères cadets* ». Les attitudes antioccidentales et l'antiaméricanisme sont également liés à ces représentations, dans la mesure où la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique a marqué l'entrée dans la guerre froide et le passage à un système international bipolaire. Ces attitudes constituent un terrain favorable à une politique extérieure expansionniste et pour une pression sur les proches voisins : un discours reposant sur la force, les manifestations d'une politique étrangère musclée sont appréciés par la société russe qui y voit la restauration de la puissance russe après la période de l'humiliation eltsinienne.

À la lumière de ces constats, on peut constater que l'exploitation de la nostalgie de la puissance et de l'antiaméricanisme par le pouvoir politique est conforme aux représentations partagées au sein de la population russe : ainsi quand Vladimir Poutine qualifie la chute de l'URSS de « *la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* »¹⁷⁴³, il touche au traumatisme profond de la conscience nationale provoqué par la chute de l'URSS et la fin de l'Empire¹⁷⁴⁴.

Il importe de préciser que ces attitudes ne constituent pas seulement l'apanage de la génération socialisée à l'époque soviétique et donc marquée par la confrontation bipolaire : plusieurs études montrent que la jeunesse russe née après la chute de l'Union Soviétique partage cette grille de lecture des relations internationales ; l'antiaméricanisme serait solidement ancré dans la conscience des jeunes qui chérissent la restauration de la superpuissance : comme l'affirme l'étude effectuée par Sarah Mendelson et Theodor Gerber en 2008, « *malgré le fait qu'aujourd'hui les jeunes Russes ont adopté les iPods et les autres biens technologiques occidentaux, leurs attitudes politiques ne sont ni pro-occidentales ni pro-démocratiques* »¹⁷⁴⁵ ; cette génération serait « *imprégnée des idées de Poutine : l'État hypersouverain, en dehors de la communauté euro-atlantique, réticent [...] clairement aux normes internationales* »¹⁷⁴⁶.

¹⁷⁴³ Le message de Vladimir Poutine au Parlement, 25 avril 2005, http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml, consulté le 13 mars 2014

¹⁷⁴⁴ YASINE Evguenii, « *Fantomnye boli oushedshei imperii* » / « Les douleurs fantômes de l'Empire passé », dans KLYAMKINE I.M. (dir.), *Posle Imperii / Après l'Empire*, Moscou, Fondation « Mission libérale », 2007 p. 6

¹⁷⁴⁵ MENDELSON Sarah, GERBER Theodore P., « Us and Them: Anti-American Views of the Putin Generation », *The Washington Quarterly*, 2008, n° 1, pp. 131-150

¹⁷⁴⁶ *ibid.*

Par ailleurs, les représentations et les attitudes examinées ci-dessus ne fonctionnent pas séparément, mais s'imbriquent les unes dans les autres et se renforcent : ainsi l'image de la stabilité de l'époque brejnévienne est idéalisée rétrospectivement à la lumière du traumatisme socioéconomique de la *perestroïka* ; l'image de Staline – bâtisseur de la puissance russe est indissociable de l'image de la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique. Cette prégnance des représentations anciennes permet de prendre la mesure de la solidité de leur noyau dur : si les bouleversements et les révélations de la *perestroïka* ont modifié la périphérie des représentations collectives, c'est-à-dire le niveau souple et évolutif sensible au contexte immédiat (les représentations de la démocratie occidentale notamment), le noyau dur des représentations, stable et rigide, ancré à la fois dans la culture politique et dans la mémoire collective (les orientations paternalistes, les images du pouvoir), a résisté aux changements¹⁷⁴⁷.

Nous ne partageons pas pour autant l'idée selon laquelle il existe un lien de causalité entre les représentations et le développement autoritaire ou la démocratisation : il convient plutôt de parler d'une conjugaison des facteurs à la fois matériels (crise économique provoquée par la transition) et immatériels (perceptions anciennes). Cet argument ne signifie pas que chaque société post-socialiste soit nécessairement enfermée dans une trajectoire de développement spécifique et prédestinée par son passé : la mise en évidence du rôle du passé en Russie n'implique pas une vision déterministe des changements sociaux. Comme le constate Richard Sakwa, « *Il y a des continuités profondes entre l'époque tsariste, soviétique et post-soviétique de l'histoire russe, mais en même temps il y a des distinctions et des innovations cruciales. C'est précisément une analyse de la dynamique du changement et de la continuité qui est capable de révéler les sources de l'évolution politique russe* »¹⁷⁴⁸.

¹⁷⁴⁷ La distinction entre le niveau souple des représentations et leur « noyau dur » est introduite par Jean-Claude Abric. Voir par exemple ABRIC Jean-Claude, « L'organisation interne des représentations sociales : système central et système périphérique », dans GUIMELLI Christian (dir.), *Structures et transformations des représentations sociales*, 1994, Lausanne, Textes de base, p. 23, cité par ROUSSIAU Nicolas, RENARD Elise, « Des représentations sociales à l'institutionnalisation de la mémoire sociale », *Connexions*, 2003, n. 80, p. 35

¹⁷⁴⁸ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London/ New York, Routledge, 2008, p. 445

Chapitre 2

Les représentations du passé non vécu

À l'aube de la *perestroïka*, la jeunesse a été vue comme l'un des pivots de la transformation profonde de la société russe. Considérée comme susceptible de recevoir et d'assimiler plus facilement les idées et les principes de l'État de droit, de la propriété privée et de la liberté, cette nouvelle génération était censée favoriser la modernisation économique, politique et sociale de la société russe. Le changement des générations était vu comme le gage de l'avenir démocratique de la Russie, qui passerait par la destruction des systèmes de pensée et de comportement qu'avait créés le stalinisme, ouvrant la voie au remplacement progressif de la mentalité soviétique par une mentalité nouvelle¹⁷⁴⁹. Les études sociologiques de la fin des années 1980 et du début des années 1990 évaluant les systèmes de représentations économiques, politiques et sociales établissaient des différences nettes entre les générations : tandis que la génération des « pères » se montrait divisée par rapport aux transformations – notamment économiques –, étant encore en grande partie attachée aux anciennes valeurs, les « jeunes » montraient une adhésion massive aux valeurs démocratiques, à l'économie de marché, à l'orientation individualiste et à l'ouverture à l'Occident. Ces signes ont été interprétés par l'opinion publique libérale comme autant de témoignages de ce changement profond de la société russe.

Toutefois, dès la première moitié des années 1990, les sondages sont devenus de moins en moins optimistes quant à la réception et, *a fortiori*, l'acclimatation des valeurs occidentales au sein de la jeunesse. Au fur et à mesure de leur vieillissement, les jeunes « *pivots de la perestroïka* » s'inscrivaient de plus en plus dans le système

¹⁷⁴⁹ ZORKAIA Natalia, « *Nostalgija po prošlomu ili Kakie uroki mogla usvoit' i usvola molodej* » / « Nostalgie du passé, ou Quelles leçons la jeunesse russe a-t-elle pu tirer et lesquelles a-t-elle tirée », *Vestnik obschestvennogo mnenija / Le courrier de l'opinion publique*, n. 3, pp. 39.

de valeurs de leurs aïeux, revenant au schéma traditionnel soviétique¹⁷⁵⁰. Devenus à l'heure actuelle des adultes de 45-50 ans, cette génération présente, avec les retraités, le groupe de la population regrettant le plus l'URSS et le système soviétique¹⁷⁵¹. En janvier 2005, 45% de ce groupe d'âge considèrent que les réformes entamées par la *perestroïka* ont joué un rôle négatif dans l'histoire du pays et 17% optent pour un rôle « *très négatif* ». C'est dans ce contexte qu'on a choisi de porter le regard sur les enfants de cette jeunesse désenchantée, communément désignée en Russie comme « *poutinienne* ».

SECTION 1. ETUDIER LA « GENERATION POUTINIENNE » : PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

« *La génération poutinienne* » constitue, à l'heure actuelle, un objet peu étudié : si son portrait social est assez élaboré, très peu d'études s'intéressent aux représentations politiques et sociales, et *a fortiori* historiques, de ce groupe de population (§1). Si l'étude visant à élucider cette zone aveugle a nécessité le recours à une méthodologie adaptée à la spécificité de l'objet, la problématique et la méthodologie ont subi des inflexions au cours même de la recherche, suite aux difficultés d'accès au terrain (§2).

§ 1. La génération poutinienne : un objet particulier

Que représente la « *génération poutinienne* » du point de vue sociologique et pourquoi était-il important de porter le regard sur ce groupe de population ? Il s'agit d'un objet peu exploré voire inexploré par les sociologues. La plupart des études définissent sous le vocable de « jeunesse » la population au-dessous de trente ans. L'étude de sa mémoire du passé doit permettre de mettre en évidence les mécanismes de transmission et de reproduction des représentations.

¹⁷⁵⁰ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, « Le syndrome post totalitaire : “la démocratie dirigée” et l'apathie des masses », in LIPMAN Maria, RYABOV Andrey (dir.), *Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou, Elinina, 2007, pp. 8-64

¹⁷⁵¹ « *Rossiiane o raspade SSSR* » / « La chute de l'URSS vue par les Russes », sondage de décembre 2009, <http://www.levada.ru/press/2009122101.html>, consulté le 15 mars 2014

A. Un objet peu étudié

Par « *génération poutinienne* », on entend la génération née après la *perestroïka* et la chute de l'URSS, dont la socialisation primaire s'est déroulée après la mise en place des réformes économiques et politiques, dans un contexte d'intégration active des valeurs libérales. Les Russes nés entre 1993 et 1995 semblent correspondre à cette définition : n'ayant connu ni les années de *zastoï* brejnévien, ni l'euphorie de la période des « *grandes transformations* », ni même les plus dures années de crise et de privations des années 1990, les adolescents en question ont été socialisés à la fin des années 1990 et au début des années 2000 ; l'émergence et la consolidation de la « *stabilité poutinienne* », avec les conséquences politiques, sociales et économiques qui en découlent, sont décisives pour la formation de l'identité et du système de valeurs de cette génération. Si cette génération reste peu étudiée par la sociologie, quelques rares études permettent d'établir approximativement son portrait.

1. *Le portrait social*

Le concept de jeunesse ne recouvre pas un objet social homogène, mais une construction historique, culturelle et institutionnelle progressive, liée principalement aux transformations du système de socialisation et d'éducation¹⁷⁵² : il convient donc d'avoir une vision nuancée de la jeunesse, car les contours de cette notion « *varient selon les frontières nationales et les aires culturelles* »¹⁷⁵³. Sociologiquement, la jeunesse peut être définie à travers les valeurs et les attitudes particulières de ce groupe générationnel (« *la sous-culture des jeunes* »), mais aussi sous un angle strictement générationnel, la jeunesse étant alors conçue comme « *le passage entre les âges qui l'encadrent* »¹⁷⁵⁴. Dans cette étude, on a opté pour une vision nuancée, en prenant en compte la diversité des strates et des cultures économiquement et socialement déterminées au sein de ce groupe générationnel.

Comment situer la « *jeunesse poutinienne* » du point de vue générationnel ? Si la notion est souvent utilisée dans le discours médiatique russe, désignant les 18-25 ans, les études du phénomène lui-même sont assez peu nombreuses. La « *génération poutinienne* » renvoie moins à l'âge des personnes en tant que tel qu'au moment de

¹⁷⁵² GALLAND Olivier, *Les Jeunes*, Paris, La Découverte, Répères, 7^{ème} édition, 2009, 116 p.

¹⁷⁵³ GALLAND Olivier, *op. cit.*, p. 49

¹⁷⁵⁴ *ibid.*, p. 50

leur socialisation, qui forge des attitudes politiques et des valeurs. De ce point de vue, il est indispensable de rappeler tout d'abord le contexte social, économique et politique ainsi que les événements qui ont pu influencer la socialisation de cette génération.

La génération née entre 1993 et 1995 est formée par les enfants de la dernière génération soviétique. Leurs parents, nés entre 1970 et 1975, ont passé leur enfance à l'époque brejnévienne et leur jeunesse à l'époque des bouleversements de la *perestroïka* ; leur passage à la vie adulte a été marqué par la chute de l'URSS, par des réformes économiques et politiques importantes et par la transformation de l'ensemble de la structure sociale ; nés et ayant grandi en URSS tardive, leur entrée dans la vie économique active s'est passée dans les conditions de l'économie de marché. Si la période de la fin des années 1980 au début des années 1990 est caractérisée comme transitoire, certains événements économiques et politiques ont marqué la période de formation de ces adultes : la tentative de coup d'État communiste et la chute de l'URSS en 1991 ; les conflits ethniques dans les anciennes républiques soviétiques ; l'hyperinflation de 1991 suivie de la dévalorisation des épargnes en 1992 et de la chute vertigineuse du PIB du pays en 1992-1993 ; les deux vagues de privatisation en 1992 et 1994 ; l'affrontement sanglant entre Boris Eltsine et le Parlement puis l'adoption de la nouvelle Constitution en 1993 ; la première guerre de Tchétchénie en 1994 ; le défaut de paiement et la crise financière de la Russie en 1998, qui ont entraîné la dévalorisation de l'épargne, le chômage et l'augmentation drastique des prix ; la tentative d'*impeachment* de Boris Eltsine en 1999 ; la deuxième campagne de Tchétchénie en 1999 (« *l'opération contre-terroriste* ») ; la crise du Kosovo en 1999.

Contrairement à celle de ses parents, la formation de la « *génération poutinienne* » s'est déroulée dans une période de stabilité : au moment des plus grandes crises économiques et sociales, par exemple celle de 1998, les enfants de cette génération étaient à peine entrés à l'école maternelle ; lors de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, ils avaient de cinq à sept ans. Ainsi le contexte était nettement différent de celui dans lequel ont grandi leurs parents : les années 2000 apportent la stabilisation économique et l'augmentation progressive du niveau de vie. Parallèlement, la Russie réaffirme ses positions sur la scène internationale, ce

qui se traduit à l'intérieur du pays par une rhétorique antiaméricaine. Du point de vue politique, la première décennie des années 2000 témoigne du contrôle accru de l'État sur la vie politique (le parti *Russie Unie* étant créé en 2000), mais aussi sur les médias et les opposants politiques ; tout au long de leur enfance, les élections législatives ont été remportées par *Russie Unie* et Vladimir Poutine reste le leader incontestable du pays ; par ailleurs, les années 2000 témoignent de la prise en charge de la jeunesse par l'État, non seulement par toute une série d'organisations de jeunesse, mais surtout par l'importance accordée à l'éducation patriotique au sein du système scolaire. Quels sont donc les traits caractéristiques de cette « *génération poutinienne* » ?

Telle qu'elle est décrite dans la presse contemporaine russe, cette jeunesse socialisée sous Vladimir Poutine serait « *égoïste, jalouse, cupide, [...] rejetant souvent les principes moraux* »¹⁷⁵⁵ ; l'argent et la consommation seraient ses valeurs principales, et elle serait dépourvue d'intérêt pour la politique et la vie du pays en général. Les études sociologiques constatent deux tendances structurelles qui ont contribué à définir la personnalité collective de la « *génération poutinienne* ». Il s'agit d'abord du facteur économique : les enfants nés dans les années 1990 ont grandi à une époque de relative abondance et d'économie de marché ; les années 2000 ont constitué pour ces jeunes « *le temps de l'affirmation de soi et de la satisfaction croissante quant à leurs conditions de vie* »¹⁷⁵⁶, compte tenu de l'amélioration de la situation économique. L'étude « *Vingt années de réformes vues par les Russes* » constate que les jeunes Russes ont tendance à évaluer aussi bien leur état actuel que leur avenir de façon beaucoup plus positive que les personnes plus âgées : si cet « *optimisme et [ces] ambitions saines vis-à-vis de l'avenir* » sont en partie liés à leur jeune âge, constate l'étude, il n'en demeure pas moins que les jeunes ont été préservés des turbulences de la période transitoire et disposent de ressources économiques propres en plus de celles de leurs parents ; c'est ce qui explique leur regard optimiste¹⁷⁵⁷.

¹⁷⁵⁵ IVANOV Dmitri, *V Rossii podroslo pokolenie Poutina* / En Russie la génération de Poutine a grandi, *Svobodnaya Pressa* / *La presse libre*, 14 juin 2011, <http://svpressa.ru/society/article/44304/>, consulté le 15 mars 2014

¹⁷⁵⁶ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, ZORKAYA Natalia, *Molodej Rossii* / *La jeunesse de la Russie*, Moscou, Ecole des Etudes Politiques de Moscou, 2011, p. 96

¹⁷⁵⁷ « *Dvadtsat' let reform glazami Rossiian* » / « *Vingt ans des réformes vues par les Russes* », *L'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie*, Rapport analytique, Moscou, 2011, pp. 260-261

Il s'agit ensuite du facteur d'information : les médias de masse et surtout les nouveaux médias prennent leur essor à cette période. Ces deux facteurs auraient déterminé le fait qu'en général, les jeunes Russes se montrent plus dynamiques et plus occidentalisés que leurs parents et grands-parents. Pour autant, le contexte particulier des années 1990 n'a pas été sans influence sur leur système de valeurs : dès leur plus jeune âge, les enfants nés à cette époque auraient intériorisé « *le culte de l'argent comme le critère le plus général du succès et du statut [social]* »¹⁷⁵⁸, transmis par les parents qui ont subi les contreparties de la « *triple transition* ». La génération poutinienne est souvent qualifiée de « *postanémique* », « *l'anémie sociale* » étant définie comme « *la destruction du système des valeurs et des normes de base* » à la fin des années 1980 et au début des années 1990. En ce qui concerne les attitudes politiques, si les sociologues de *Levada Center* affirment que cette génération est aussi apolitique que le reste de la population, voire plus, la sociologue russe Elena Omeltchenko, spécialiste de la jeunesse et des sous-cultures des jeunes, relève la formation d'un « *patriotisme spontané* » chez les jeunes à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Le paradoxe de ce patriotisme est qu'il va de pair avec un manque de confiance dans toutes les institutions politiques à l'exception du président Vladimir Poutine, qui, pour cette génération, constituerait la seule et unique référence politique. Il s'agit d'un « *patriotisme d'enfance* », sans réels effets politiques, « *un sentiment d'amour ou de chagrin pour la Patrie basé sur une rancune [...] que l'enfance et la jeunesse passent dans un pays où rien ne va comme il faut* »¹⁷⁵⁹.

Toutefois, après avoir dressé le portrait général de la « *génération poutinienne* », il est nécessaire de présenter un tableau plus nuancé : il est évident que les jeunes appartenant à la même génération sont différents les uns des autres, notamment en raison de leurs situations économique, sociale et culturelle variées.

La première frontière qui partage la jeunesse russe est la frontière « *centre – périphérie* », particulièrement sensible dans l'État hypercentralisé qu'est la Russie ; cette première différence va de pair avec des disparités économiques, la plupart des richesses étant concentrées à Moscou (Moscou concentre à elle seule 25% du PIB du pays). Cette double inégalité se traduit par l'existence de « *deux jeunesses* » : « *la*

¹⁷⁵⁸ *ibid.*

¹⁷⁵⁹ OMELTCHENKO Elena, « *Molodejnyi vyzov* » / « Le défi des jeunes », *Polit.ru*, 7 avril 2011, <http://www.polit.ru/article/2011/04/07/lessons/>, consulté le 15 mars 2014

jeunesse du centre » (économique, social et culturel) et « *la jeunesse de la périphérie* » (économique, sociale et culturelle). Si 30% des jeunes urbanisés parlent au moins une langue étrangère, un tiers voyageant régulièrement à l'étranger (60% pour Moscou), cette proportion est bien moindre dans les villages et petites villes. La jeunesse défavorisée constitue la principale ressource des organisations de jeunesse pro-Kremlin (« *Nachi* », « *La Jeune Garde* »), mais aussi des mouvements extrémistes contestataires (« *DPNI* » / « Le mouvement contre l'immigration illégale », les national-bolchéviks, les ultranationalistes, les mouvements néofachistes)¹⁷⁶⁰.

En ce qui concerne l'état « *post-amérique* » de la jeunesse russe, il prend diverses formes selon qu'il s'agit de la jeunesse des grandes villes ou de la province, des enfants des classes favorisées et moyennes ou des jeunes des classes défavorisées. Parmi les jeunes des classes moyennes et la « *jeunesse dorée* », l'anémie sociale se traduit surtout par trois éléments : la dévalorisation du savoir et de l'éducation, l'insatisfaction envers le système universitaire et l'absence de toute idée de lien entre le travail et la récompense (la réussite sociale étant considérée comme un hasard plutôt que comme le fruit d'un travail consciencieux)¹⁷⁶¹. Concurrément, le « *comportement anémique* » de la jeunesse de province et des couches inférieures de la jeunesse des grandes villes (« *la jeunesse des périphéries* », territoriales et sociales), se traduit par la dérive suicidaire (la Russie garde la première place au monde quant au nombre de suicides parmi les adolescents), la délinquance (80% des crimes sont commis en Russie par les moins de 35 ans) et le comportement agressif (hooliganisme, agressions racistes)¹⁷⁶².

Les attitudes vis-à-vis de l'Occident varient également au sein de la jeunesse russe : si l'Occident est vu par une partie des jeunes de façon pragmatique (comme lieu de travail ou de vacances) et positive (l'admiration pour le niveau de vie et les libertés politiques des Occidentaux), l'autre partie, n'ayant pas la possibilité de voyager, a une attitude antioccidentale et en particulier antiaméricaine. « *Malgré le fait qu'aujourd'hui les jeunes Russes ont adopté les iPods et les autres biens technologiques occidentaux, leurs attitudes politiques ne sont ni pro-occidentales ni*

¹⁷⁶⁰ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, ZORKAYA Natalia, *op. cit.* p. 89
¹⁷⁶¹ *ibid.* p. 50-51
¹⁷⁶² *ibidem.*

pro-démocratiques »¹⁷⁶³, constate l'étude effectuée par Sarah Mendelson et Theodor Gerber en 2008 ; cette génération serait « *imprégnée des idées de Poutine : l'État hypersouverain, en dehors de la communauté euro-atlantique, [...] refusant clairement les normes internationales* »¹⁷⁶⁴.

Plus généralement, les préoccupations quotidiennes de la jeunesse ne sont pas très différentes de celles de l'ensemble de la population : les jeunes se disent surtout préoccupés par les difficultés matérielles (inflation, manque d'argent), le chômage et le problème du logement¹⁷⁶⁵. Tout comme le reste de la société, les jeunes Russes manifestent peu d'intérêt pour la vie politique, peu de confiance dans les institutions politiques à l'exception du Président et peu de participation politique¹⁷⁶⁶ ; en 2007, 42% des Russes de 18 à 24 ans affirment qu'ils ne partagent aucune opinion politique¹⁷⁶⁷. Si l'époque de Poutine est évaluée positivement par les jeunes Russes, le niveau d'approbation est moindre que dans le reste de la population : 59% des jeunes considèrent que l'époque de Poutine a été un bien pour la Russie, contre 76% pour les Russes tous âges confondus¹⁷⁶⁸.

L'autre trait caractéristique de cette génération est le fait que sa vision du monde a été formée à l'époque des nouveaux médias ; c'est la génération communément appelée « *génération Y* », « *génération internet* » ou encore « *digital natives* », afin de souligner qu'ils sont littéralement « *nés avec un ordinateur* »¹⁷⁶⁹. Selon le rapport de l'Agence fédérale de la presse et des médias de masse de 2010, sept citoyens sur dix âgés entre douze et vingt-six ans utilisent régulièrement Internet¹⁷⁷⁰. Par ailleurs, les jeunes représentent la part la plus importante et la plus active de l'audience des réseaux sociaux¹⁷⁷¹. Si en Russie le problème de « *digital*

¹⁷⁶³ MENDELSON Sarah, GERBER Theodore P., *op. cit.*, pp. 131-150

¹⁷⁶⁴ *ibid.*

¹⁷⁶⁵ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, ZORKAYA Natalia, *op. cit.*, p. 38

¹⁷⁶⁶ *ibid.*

¹⁷⁶⁷ ZORKAIA Natalia, *op. cit.*, p. 46

¹⁷⁶⁸ GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, ZORKAYA Natalia, *op. cit.*, p. 86

¹⁷⁶⁹ POUGET Julien, *Intégrer et manager la génération Y*, Paris, Vuibert, 2010, p. 19

¹⁷⁷⁰ « *Internet v Rossii. Sostoianie, tendentsii i perspektivy razvitiia* » / « *Internet en Russie. État, tendances et perspective de développement* », *Rapport de l'Agence fédérale de la presse et des médias de masse*, Moscou, 2010, p. 19, <http://www.fapmc.ru/dms-static/4fb4c44d-4e2b-4b93-b29b-5c1aca24584a.pdf>, consulté le 15 mars 2014

¹⁷⁷¹ Voir notamment les deux rapports de ComScore : « *ComScore Releases Overview of European Internet Usage in September 2011* », *ComScore* 2011, http://www.comscore.com/Press_Events/Press_Releases/2011/11/comScore_Releases_Overview_of_European_Internet_Usage_in_September_2011, consulté le 15 mars 2014 ; « *Russia Has Most Engaged Social Networking Audience Worldwide* », *ComScore* 2010,

divide », c'est-à-dire d'inégalité dans l'accès à Internet entre les grandes villes et les petites villes et les campagnes, était prononcé au début des années 2000, les différences entre la jeunesse hyperconnectée des grandes villes et la jeunesse des petites villes et des campagnes s'estompent très rapidement¹⁷⁷² grâce au développement très dynamique du secteur russophone d'Internet, et surtout grâce au développement des technologies de la téléphonie mobile. Désormais, pour être connecté, il suffit d'avoir un téléphone portable. Le recours à l'internet-téléphonie se développe rapidement ; au cours de la seule année 2012, le nombre de connectés via le téléphone portable a augmenté de 51% et la proportion de la population utilisant l'internet-téléphonie a atteint 44%¹⁷⁷³. Le rapport établi par Yandex, le portail web russe le plus utilisé par les russophones, estime que le taux de pénétration d'Internet en Russie atteindra 70% en 2014, notamment grâce aux internautes des petites villes et des campagnes¹⁷⁷⁴. Par ailleurs, selon une étude effectuée en 2013, Internet a dépassé la télévision en tant que source d'information des jeunes Russes : dans le groupe d'âge 18-24 ans, 50% préfèrent Internet comme source d'information, contre seulement 34% qui préfèrent la télévision¹⁷⁷⁵.

2. La conscience historique

Alors que le portrait social, les valeurs et le comportement politique de la jeunesse russe commencent à être étudiés par les sociologues, la relation de la « *génération poutinienne* » au passé soviétique constitue le point aveugle de la sociologie politique en Russie, et *a fortiori* en Europe occidentale. Toutefois, si les études portant sur la conscience historique des enfants et des adolescents russes sont peu nombreuses, il est possible d'en citer quelques-unes afin de poser quelques repères indispensables à la compréhension de l'état des représentations du passé soviétique chez les jeunes Russes.

http://www.comscore.com/Press_Events/Press_Releases/2010/10/Russia_Has_Most_Engaged_Social_Networking_Audience_Worldwide, consulté le 15 mars 2014

¹⁷⁷² « Russia : regions reduce digital divide », *GlobalVoices*, 26 avril 2011, <http://globalvoicesonline.org/2011/04/26/russia-regions-reduce-digital-divide/>, consulté le 15 mars 2014

¹⁷⁷³ « *Za 2012 god mobil'naya aouditoria Runeta vyrosla na 51%* » / « En 2012, l'auditoire de l'internet mobile a accru de 51% », CNews, 29 octobre 2012, http://www.cnews.ru/news/2012/10/29/za_2012_g_mobilnaya_auditoriya_runeta_vyrosla_na_51_507924, consulté le 25 février 2014

¹⁷⁷⁴ « *Razvitie Interneta v regionakh Rossii* » / « Le développement de l'Internet dans les régions russes », Rapport de Yandex, printemps 2011, http://download.yandex.ru/company/ya_regions_report_spring_2011.pdf, consulté le 15 mars 2014

¹⁷⁷⁵ « *Onlain i offlain : otkouda polutchaiout informatsiu rossiane* » / « Online et offline : comment les Russes s'informent-ils », *Sondage du Centre panrusse des études de l'opinion publique (WCIOM)*, 13 août 2013, <http://wciom.ru/index.php?id=459&uid=114345>, consulté le 15 mars 2014

La première étude de référence a été conduite en 2011 par Irina Glouchenko. Cette étude était consacrée à la perception de la vie quotidienne de l'époque soviétique par les étudiants de la Haute Ecole de l'Economie, établissement moscovite prestigieux d'études supérieures. La chercheuse a proposé aux étudiants d'écrire un court texte caractérisant tel ou tel aspect du quotidien soviétique¹⁷⁷⁶. L'étude a révélé l'existence d'une nostalgie, d'un intérêt étonnamment élevé pour le passé soviétique et d'un attachement émotionnel et identitaire chez les jeunes de 17-20 ans. Par exemple, beaucoup constataient avec fierté : « *Nous sommes nés à la dernière année de l'Union soviétique, en 1991.* » « *De manière surprenante, constate la chercheuse, "le soviétique" devient [...] une ancre à laquelle ils s'accrochent pour garder une vision plus ou moins solide de leur identité. Les références à "l'identité soviétique", qui, pour les journalistes appartenant à la "vielle génération", gardent des connotations négatives, acquièrent un sens contraire dans le contexte actuel.* » « *C'est étonnant, témoigne l'une des étudiantes, quand je vois un objet de l'époque soviétique, il me devient tout de suite proche. C'est ça qui est bizarre. Car je n'ai presque pas vécu sous le régime soviétique.* » Dans le cas des jeunes, le regret de « *l'URSS que nous avons perdue* » s'étend même à des faits banals voire négatifs de la vie quotidienne : la pénurie alimentaire et les queues, par exemple, sont présentées de manière romantique par les étudiants qui se plaignent que l'acquisition de tel ou tel bien de consommation ait cessé d'être considérée comme une petite victoire quotidienne. La chercheuse en conclut que ces jeunes se sentent déboussolés dans un monde de choix presque illimité marqué par une absence de cadres : « *On veut être dirigés, guidés et au lieu de ça on nous dit "Fais ce que tu veux"* », écrit un étudiant. L'abondance, y compris informatique, devient un problème de la société russe contemporaine, tout comme la pénurie l'était à l'époque soviétique ; l'absence de choix est assimilée à la « *simplicité de vie* » et perd ses connotations négatives.

L'avantage de la vie soviétique le plus souvent cité par les étudiants est la spiritualité particulière et « *la haute culture* » de l'homme soviétique, comparées à la société actuelle que les jeunes qualifient de « *vulgaire* » : la société soviétique est

¹⁷⁷⁶ GLUCHENKO Irina, « *Gordie tchetire bukvi* » / « *Les quatre fières lettres* », *Russkiy Zhurnal / Le journal russe*, 9 mars 2011, <http://russ.ru/Mirovaya-povestka/Gordye-chetyre-bukvy>, consulté le 15 mars 2014

perçue comme une société ayant des objectifs collectifs dignes de ce nom, tandis que la société actuelle n'offre rien de semblable. D'où la perception de la vie actuelle comme « *vide* » et les évaluations rétrospectives de la vie soviétique comme « *remplie de sens, spirituelle* ».

La société soviétique est présentée par ailleurs comme une société égalitaire, au moins au niveau des revenus. De surcroît, affirme l'étude, si les années 1960-1970 constituent la principale période de référence pour la nostalgie, elles ne sont pas perçues comme une période isolée, mais en relation avec l'ensemble de la période soviétique : les jeunes ne perçoivent pas les nuances entre les années 1950, 1960 et 1970, comme si pour eux « *l'URSS* » avait été une période homogène et monolithique¹⁷⁷⁷.

Si l'étude citée ci-dessus est qualitative et repose sur quelques dizaines d'entretiens approfondis, l'étude de Sarah Mendelson et Theodor Gerber effectuée en 2006 s'appuie sur un large corpus de données. Dans cette étude, les chercheurs constatent que « *la jeune génération exprime un surprenant niveau d'approbation de Staline* » : 19% d'interrogés ont déclaré que, si Staline s'était présenté aux élections, ils auraient certainement ou probablement voté pour lui. Ils étaient 56% à estimer que Staline a fait plus de bien que de mal à la Russie, et 51% étaient d'accord pour qualifier Staline de « *dirigeant sage* ». Pour autant, cette étude conduite sur une population âgée de 16 à 29 ans ne permet pas de cerner de façon précise les plus jeunes.

D'autres études quantitatives et qualitatives pointent la rupture entre les générations en ce qui concerne la transmission de la mémoire familiale et le bas niveau de connaissances historiques relatives à l'époque soviétique. L'étude d'Alexandre Vesselova en 2004, basée sur l'analyse des travaux de « *libre réflexion sur un sujet historique donné* » des élèves du secondaire montre que ces derniers ne maîtrisent pas la plupart des concepts de l'époque soviétique et ne comprennent pas son fonctionnement. La chercheuse constate « *l'incompréhension totale des réalités du temps* », qui se révèle dans l'utilisation déplacée des concepts soviétique dans les dissertations. L'histoire soviétique, affirme la chercheuse, est imprégnée de

¹⁷⁷⁷ GLUCHENKO Irina, *op. cit.*.

stéréotypes, plus que celle des XVIII^e et XIX^e siècles ; « *le langage culturel commun* », nécessaire pour comprendre l'époque soviétique à travers un récit, est perdu¹⁷⁷⁸.

Lors d'une autre étude conduite en 2007 et consacrée à la conscience historique des jeunes Russes, la moitié des interrogés âgés de 16 à 17 ans affirmaient ne jamais avoir parlé avec leurs grands-parents de l'époque soviétique¹⁷⁷⁹. De façon générale, le niveau de connaissances historiques chez les jeunes est bas : la moitié des interrogés n'étaient pas au courant des événements qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, comme la signature des protocoles secrets au pacte Molotov-Ribbentrop ; 59% des 18-24 ans pensaient que les pays Baltes avaient été rattachés à l'URSS de leur plein gré ; pour 72%, la Russie ne devait pas s'excuser devant les pays Baltes pour l'occupation¹⁷⁸⁰. Les connaissances de la période de la Grande Guerre patriotique, pourtant source de fierté pour les Russes, sont également faibles parmi les élèves de terminale¹⁷⁸¹, tout comme les connaissances relatives à la Révolution d'Octobre¹⁷⁸².

B. Etudier la jeunesse : problématique et méthodologie

Si l'analyse des représentations du passé soviétique de la « *génération poutinienne* » avait pour l'ambition de vérifier l'hypothèse de la reproduction des représentations anciennes au sein de la jeune génération (1), la construction du cadre théorique a nécessité la mobilisation préalable de concepts théoriques relatifs à la socialisation des enfants, aux représentations politiques propres à la jeunesse et à l'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires (2).

1. La problématique

L'ambition de l'étude était double. Premièrement, elle visait à explorer l'état de la mémoire collective de la première génération complètement détachée du passé soviétique. L'intérêt principal de l'étude de cette *mémoire du non-vécu* consistait en

¹⁷⁷⁸ VESELOVA Alexandra, « *Otetchestvennaia istoriia glazami starsheklassnikov* » / « L'histoire soviétique vue par les lycéens russes », *Otetchestvennie Zapiski / Les Cahiers de la Patrie*, n° 5 (19), 2004

¹⁷⁷⁹ ZORKAIA Natalia, *op. cit.*, p. 39

¹⁷⁸⁰ *ibid.*, pp. 39-41

¹⁷⁸¹ SARALIEVA Zarekhtan Hadji, BALABANOV Serguei, « *Velikaia otetchestvennaia voïna v pamiati trekh pokolenii* » / « La Grande Guerre patriotique dans la mémoire de trois générations », *Recherches sociologiques*, n° 11, 2005, pp. 29-36

¹⁷⁸² BALABANOV Serguei, KUKONKOV Pavel, « *Oktiabr' 1917go v soznanii utchashejsja molodeji* » / « Octobre 1917 dans la conscience de la jeunesse scolarisée », *Recherches sociologiques*, n° 8, 2007

l'élucidation des mécanismes de sa transmission et de sa reproduction, dans un environnement culturel caractérisé par une grande diversité des sources d'information ; notre objet d'étude, les représentations historiques des adolescents de 16-17 ans, est révélateur du travail permanent de reconstruction de la mémoire de l'époque en question, qui est façonnée par de multiples acteurs (parents et grands-parents, système scolaire, médias traditionnels et nouveaux). En effet, les adolescents de l'âge indiqué constituent un groupe particulièrement réceptif et ouvert à toutes sortes de représentations et de manipulations en raison d'un manque d'esprit critique et de l'absence de connaissances propres de l'époque : cela fait d'eux une sorte de « bouillon de culture » favorisant l'émergence rapide et la cristallisation des principales images du passé qui circulent dans la société. De la même manière que, dans les recherches microbiologiques, on utilise les bouillons de culture afin d'obtenir une croissance rapide des micro-organismes, ce qui permet leur identification, les élèves de terminale nous semblent constituer un milieu propice à l'analyse des mécanismes de transmission de la mémoire et d'apprentissage de l'histoire. Si la montée de la nostalgie de l'État soviétique et la banalisation du système stalinien et de Staline lui-même sont d'ores et déjà reconnues comme autant de traits distinctifs de la société russe actuelle, est-ce également le cas pour la génération dont la période clé de socialisation se situe dans les années 2000 ? Quelle attitude et quelle vision de l'histoire soviétique leur ont été transmises et par quels moyens ? Cette interrogation amène à porter une attention particulière aux nouveaux médias : si Internet est devenu une partie intégrante de la vie de cette génération, quelle place occupe-t-il dans les processus liés au travail de mémoire et aux réinterprétations de l'histoire soviétique ? Le stalinisme militant propagé par certaines « diasporas numériques » reste-t-il cantonné à l'espace Internet ou trouve-t-il un écho au sein de la partie « hyperconnectée » de la jeunesse russe ?

La deuxième ambition de l'étude visait à mettre en lumière le lien qui relie le présent au passé et constitue, selon certaines hypothèses, un obstacle aux changements démocratiques : il s'agissait d'évaluer le degré de continuité et de rupture des représentations actuelles avec celles qui relèvent de la « *matrice culturelle soviétique* ». Nous avons porté le regard sur l'articulation entre les représentations du passé soviétique, composées d'éléments historiques et sociaux formant leur colonne vertébrale (image de l'État et de la société en premier lieu), et le

présent et l'avenir tel qu'ils sont appréhendés par les jeunes Russes. Les images du passé deviennent alors une clé de compréhension du présent : dans le cadre de l'étude, elles sont importantes non seulement en tant qu'indicateur précieux de l'état de la mémoire collective du passé soviétique, mais aussi et surtout dans la mesure où elles renvoient à une certaine vision du présent et à une certaine projection vers l'avenir. Si la société russe puise de plus en plus ses repères identitaires dans le passé, à savoir dans une version idéalisée de l'État et de la société soviétiques, est-ce également le cas dans les représentations propres à la jeunesse russe ? Bien que l'évaluation de ce qui est resté dans la mémoire et de ce qui a été oublié soit d'une importance cruciale, notre recherche ne se limite pas à l'étude de ce que les individus savent ou ne savent pas de l'histoire de leur pays : elle se donne pour ambition de repérer le sens politique dissimulé derrière les représentations historiques et de constituer ainsi une source d'information sur ce que ces jeunes perçoivent de l'état et du fonctionnement de leur société, de l'autorité, des relations entre l'État et l'individu, ou encore du rôle de l'État dans la vie sociale et l'économie.

2. *Comment étudier la jeunesse ?*

Les travaux classiques consacrés à la socialisation politique des enfants, comme ceux de David Easton¹⁷⁸³ ou Annick Percheron¹⁷⁸⁴, présentent la socialisation comme un processus fondamental d'intégration des individus dans la société. Cette notion désigne l'assimilation par un enfant du système des valeurs, normes, notions, concepts, attitudes et idées collectives propres à un groupe social donné. Si la socialisation de base est assurée par le milieu familial et scolaire (la socialisation primaire) et par un cercle amical, professionnel ou encore partisan (la socialisation secondaire), la crise de ces institutions traditionnelles de socialisation, notamment de la famille, dans les sociétés occidentales augmente le rôle d'autres agents de socialisation, notamment les médias. Toutefois, rappelle Annick Percheron, l'enfant reste l'acteur actif de sa socialisation : dans la mesure où cette dernière est le résultat aussi bien d'une assimilation et d'une accommodation que d'une remise en question des valeurs et des règles, « *en aucun cas on ne saurait considérer le socialisé comme un être passif et la socialisation comme un processus unidirectionnel* » ; « *la*

¹⁷⁸³ EASTON David, DENNIS Jack, EASTON Sylvia, *Children in the Political System. Origins of the Political Legitimacy*, New York, McGrawHill Book Company, 1969, 440 p. ; EASTON David, *Eight City Study of Child Political Socialization*. Michigan, Ann Arbor, 360 p.
¹⁷⁸⁴ PERCHERON Annick, *L'univers politique des enfants*, Paris, Armand Colin, 1974, 253 p. ; PERCHERON Annick, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, 226 p..

socialisation prend alors figure d'événement, de point de rencontre ou de compromis entre les besoins et les désirs de l'individu et les valeurs des différents groupes avec lesquels il entre en relation à tel moment »¹⁷⁸⁵. Si la transmission des modèles culturels joue un rôle crucial dans la construction sociale de l'identité individuelle et, par conséquent, dans la cohésion sociale, la multiplication des identités et des appartenances dans les sociétés contemporaines amène certains auteurs à parler du « *bricolage identitaire* » des individus socialisés : ces derniers, surtout s'ils sont issus des couches sociales moyennes et supérieures, peuvent désormais « *construire [leurs] parcours d'appartenance* », « *faire cohabiter* » leurs identités¹⁷⁸⁶.

La socialisation politique tient une place particulière dans ce processus. Dans ses nombreux travaux sur la socialisation politique des enfants, Annick Percheron a souligné la formation précoce des concepts et des idées directement ou indirectement politiques : à partir de 12-13 ans, l'enfant « *prend un intérêt direct et personnel de plus en plus grand aux phénomènes politiques [...]. L'enfant peut relativiser les informations venant des différentes sources et cela peut amener une redistribution des opinions, une restructuration des attitudes* »¹⁷⁸⁷. Puisque le modèle culturel de chaque société s'est construit et développé progressivement au cours de l'histoire, étant façonné par des événements précis qui ont déterminé sa forme et son contenu actuels, puisque la transmission de ce modèle de génération en génération est une manifestation par excellence de la continuité historique de la société, puisque les cultures nationales ne peuvent pas être dissociées des récits historiques nationaux, le rôle des représentations historiques dans le processus de construction de l'identité individuelle et collective ne saurait être ignoré. Si, comme le constate Annick Percheron, les enfants, quels que soient l'éducation reçue et leur propre degré d'intérêt pour la politique, possèdent très tôt un ensemble de représentations politiques qui les orientent dans le monde des adultes, ils sont *a fortiori* récepteurs et porteurs d'attitudes historiques, c'est-à-dire de l'ensemble des attitudes par rapport à un passé considéré comme commun par un groupe identificatoire. La socialisation historique est assurée par des instances de socialisation primaire, la famille et le milieu scolaire, mais aussi par le biais des lieux de mémoire (musées, monuments) et

¹⁷⁸⁵ PERCHERON Annick, *op. cit.*, p. 32

¹⁷⁸⁶ HALPERN Catherine, RUANO-BORBALAN Jean-Claude (dir.), *Identité(s). L'individu. Le groupe. La société*, Sciences Humaines Editions, 2004, p. 6

¹⁷⁸⁷ PERCHERON Annick, *op. cit.*, p. 37

des médias. Tout comme la socialisation politique, *la socialisation historique*, c'est-à-dire la transmission aux enfants *des systèmes de représentations historiques* par le biais des institutions de la socialisation primaire et secondaire fait partie des processus d'insertion de l'enfant dans la société. En effet, les « *rituels de mémoire* » constituent « *l'un des vecteurs privilégiés de la socialisation et de l'identification des individus* » : il s'agit des « *récits mythiques, [d]es cérémonies, [d]es rituels et [de] l'appartenance culturelle, religieuse ou politique, [qui] permettent l'articulation des fonctions psychologiques individuelles avec les valeurs et la morale sociales* »¹⁷⁸⁸, assurant ainsi la « *longue [et] subtile* »¹⁷⁸⁹ intégration culturelle nationale. À cet égard, l'école joue un rôle crucial : certains auteurs parlent des « *fabriques scolaires de l'histoire* », affirmant que l'histoire scolaire constitue le fondement du sentiment d'appartenance nationale¹⁷⁹⁰. C'est exactement au moment du passage des faits historiques supposés neutres à leur interprétation que l'histoire rejoint la politique et que les usages politiques de l'histoire apparaissent en pleine lumière.

Parmi les études plus spécifiques sur la socialisation politique et juridique des enfants, on peut citer les travaux comparatifs de Chantal Kourilsky-Augeven¹⁷⁹¹ portant sur les perceptions politiques et juridiques des enfants français et russes. Dans une série d'études comparatives menées à long terme et à l'échelle européenne consacrées à la socialisation juridique, Chantal Kourilsky s'est intéressée aux représentations et attitudes à l'égard du droit chez les adolescents et les adultes. Dans son ouvrage *Socialisation juridique et modèle culturel. L'image du droit en Russie et en France*¹⁷⁹², elle s'interroge sur la pertinence réelle des notions « *importées* » en Russie (comme l'État de droit par exemple) au sein de la population dans un contexte de transformations politiques et sociales. En effet, comme l'exemple de la Russie le démontre, l'existence d'un ordre juridique relevant de l'État de droit n'est pas la garantie de l'installation d'institutions démocratiques ni d'un système politique démocratique fonctionnant réellement.

¹⁷⁸⁸ HALPERN Catherine, RUANO-BORBALAN Jean-Claude (dir.), *op. cit.*, p. 7

¹⁷⁸⁹ *ibid.*.

¹⁷⁹⁰ DE COCK Laurence, PICARD Emmanuelle (dir.), *op. cit.*, p. 6-7

¹⁷⁹¹ KOURILSKY-AUGEVEN Chantal, *Socialisation juridique et modèle culturel. L'image du droit en Russie et en France*, Paris, L.G.D.J., 1996, 260 p.

¹⁷⁹² KOURILSKY-AUGEVEN Chantal, *op. cit.*.

D'autres études portant sur l'apprentissage et la perception du passé « *compliqué* » par les jeunes peuvent être évoquées dans le cadre de ce travail. Le travail d'Alexandra Oeser, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, porte sur les manières de construire, d'institutionnaliser et de transmettre le passé nazi dans le cadre scolaire, ainsi que sur les usages que les adolescents allemands de 14 à 18 ans en font. « *Quel sens l'évocation du passé nazi prend-elle pour les élèves ? En quoi est-elle non seulement liée à une trajectoire sociale et scolaire, mais également à l'âge, au genre, à la génération et la famille des élèves ? [...] Comment les élèves s'approprient-ils le passé ?* »¹⁷⁹³ Telles sont les questions posées par Alexandra Oeser. Allant au-delà de l'« *alternative binaire entre l'adoption [de l'histoire scolaire] et son refus* », l'étude insiste sur la problématique de « *réappropriation* » par les élèves du savoir défini par les institutions politiques. Les adolescents réinterprètent ce qu'ils apprennent à la lumière des autres informations qu'ils possèdent et transforment ainsi le savoir « *en se l'appropriant* »¹⁷⁹⁴. Cette réappropriation est un processus social interactif, dans lequel le passé devient une ressource pour donner du sens au présent.

Si l'étude d'Alexandra Oeser a constitué une source d'inspiration, notamment en raison des points communs dans l'enseignement de deux passés totalitaires, nazi et stalinien, force est de constater les différences de contexte. En ce qui concerne l'Allemagne, le passé nazi a fait l'objet d'un travail de mémoire important et l'école est devenue l'une des institutions qui contribue à l'apprentissage des « *bonnes manières* » d'interpréter passé nazi, « *celles qui sont légitimes à l'intérieur de l'institution scolaire, mais également à l'extérieur* »¹⁷⁹⁵. En pratique, dans les écoles allemandes, il existe des règles précises quant à l'interprétation de ce passé (« *devoir de mémoire* », « *il ne faut pas oublier* », « *plus jamais ça* »). Non seulement l'apprentissage fidèle de ces « *discours légitimes* » sur le passé nazi a une signification civique et politique, mais encore la mise en avant de ces « *bonnes manières* » d'aborder le passé devient « *un élément de la stratégie de la réussite de*

¹⁷⁹³ OESER Alexandra, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Édition de la Maison des Sciences de l'homme, 2010, p. 32-33

¹⁷⁹⁴ OESER Alexandra, *op. cit.*

¹⁷⁹⁵ *ibid.*, p. 109

chaque élève ou bien de sa contestation du “système” »¹⁷⁹⁶ ; l'affirmation de leur accord ou désaccord avec la version « *autorisée* » de l'histoire devient, pour les élèves, un moyen de se positionner par rapport à l'autorité et de construire leur identité. Or les interprétations socialement approuvées ou réprouvées du passé soviétique n'existent pas en Russie : par conséquent, aucune grille de lecture facilement identifiable du passé permettant aux élèves de se positionner par rapport à ce narratif n'est imposée en tant que « *discours légitime* ». Cette spécificité liée au travail de mémoire manqué constitue une différence sensible de l'enseignement de l'histoire en Allemagne et en Russie, ce qui nécessite une approche adaptée pour aborder le cas russe.

§ 2. La stratégie du terrain et le corpus

L'enquête qui s'est déroulée entre mai et novembre 2011 supposait l'exploration des représentations du passé soviétique dans le milieu de socialisation primaire des jeunes Russes : la catégorie sociale en question est celle des adolescents nés entre 1993 et 1995, ayant au moment de l'étude entre seize et dix-huit ans. Cette étude est passée par une enquête quanti-qualitative menée dans des établissements scolaires. Les villes concernées par l'étude ont été Moscou (capitale fédérale), Nijny Novgorod (capitale régionale), Bor (cité ouvrière dépressive) et Irkoutsk (grande ville de la Sibérie orientale). Dans chacune de ces villes, plusieurs établissements ont été retenus, et l'enquête a été effectuée sur les élèves de plusieurs classes. Au total, 641 adolescents ont été interrogés. Il convient de noter qu'en Russie, les élèves commencent la formation à six ou sept ans et la finissent à dix-huit ans en moyenne ; leur formation s'effectue dans la plupart des cas au sein du même établissement, appelé « école secondaire » (*sredniaia shkola*) ; les études secondaires sont divisées en onze années qui portent le nom de « classes ». La formation secondaire regroupe trois étapes, correspondant aux différents niveaux des programmes d'enseignement : 1) La formation primaire générale (la durée standard est de quatre ans) ; 2) La formation générale (la durée standard est de cinq ans) ; 3) La formation secondaire (complète) (la durée standard est de deux à trois ans).

¹⁷⁹⁶ *ibidem*

A. Les difficultés d'échantillonnage et d'accès au terrain

L'organisation de l'enquête et la distribution des questionnaires dans les lycées ont constitué une opération délicate : comme le constate Annick Percheron, «...*toute enquête semblant parler de politique aux enfants sent le soufre*»¹⁷⁹⁷ pour les autorités. L'étude dont nous présentons ici les résultats n'a pas échappé à cette règle. À l'origine, l'ambition était d'effectuer l'étude sur une population de 500-700 élèves de terminale ; toutefois, la taille de l'échantillon n'a pas été calculée selon la formule classique des statistiques (*i.e.* la formule calculant la taille minimale idéale pour l'obtention de résultats significatifs pour un événement et un niveau de risque fixé selon la précision attendue), mais a été arrêtée arbitrairement en fonction de l'estimation du rapport entre le coût et surtout la durée raisonnable de l'étude de terrain. Au départ, on a opté pour un échantillonnage représentatif probabiliste, combinant trois étapes essentielles : 1) la sélection aléatoire des établissements d'enseignement secondaire à l'aide des bases de données en libre accès à l'adresse <http://www.edu.ru/schools/catalog/> ; 2) la stratification géographique et typologique des unités de recherche, c'est-à-dire la sélection des écoles selon des critères géographiques (grande ville, moyenne ville, village), puis la sélection selon le type d'enseignement dispensé (lycée public ou privé, enseignement approfondi de telle ou telle discipline), afin de construire un échantillon composé de strates indépendantes ; 3) le choix d'une population statistique composée de tous les élèves de toutes les classes de la terminale des écoles sélectionnées (échantillonnage simple). Toutefois, les difficultés d'accès au terrain ont bouleversé ces desseins préalables et ont contraint à en modifier la méthodologie.

Plusieurs lycées ont été contactés dès le mois de septembre 2011, essentiellement à Moscou et dans les villes de la proche banlieue : les premières réponses obtenues ont révélé une méfiance évidente des directeurs des établissements aussi bien envers toute sorte d'enquête extérieure (sans doute considérée comme une tentative dissimulée d'inspection dans le but de dévoiler les défauts éventuels de l'organisation) que vis-à-vis de la chercheuse d'origine russe travaillant pour une université étrangère ; l'une des réponses indiquait ainsi comme motif de refus le souci

¹⁷⁹⁷ PERCHERON Annick (dir.), *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1987, p. 11

de « *protéger l'image de la Russie et des écoliers russes des noircissements* », que la directrice de l'établissement considérait apparemment comme le corollaire nécessaire de toute « *enquête occidentale* ». Plusieurs chefs d'établissement ont refusé l'accès en prétextant le caractère « *sensible* » et « *politisé* » de l'enquête¹⁷⁹⁸, ou tout simplement sous prétexte du manque de temps et du planning trop chargé des enseignants.

Face à ces difficultés et compte tenu de la méfiance généralisée, on a été contraint de changer de tactique, en taisant notre appartenance à une université étrangère et, surtout, en mobilisant des réseaux personnels. L'appui de l'Université d'État des Sciences Humaines, l'établissement dans lequel un Master en sociologie avait été obtenu en 2006, et notamment de la professeure du département de méthodologie de l'enquête sociologique Elena Grishina, ont joué un rôle inestimable dans l'avancement de l'organisation de l'enquête et la prise de contact avec des établissements. Il reste que le moyen réellement efficace pour avoir accès aux lycées a été l'usage de liens de parenté et d'amitié avec les personnes travaillant dans le système de l'éducation secondaire parmi notre cercle de connaissances ; dans la Russie actuelle, les relations personnelles demeurent un véritable sésame permettant d'ouvrir les portes des établissements, qui paraissent de prime abord infranchissables.

Si cette tactique a permis d'accéder à douze lycées dans trois régions différentes de la Russie, situés aussi bien dans des métropoles que dans des petites villes et fréquentés par des élèves d'origines sociales différentes, l'échantillonnage n'a finalement pas été proportionnel entre les strates : à Nijni Novgorod on a pu interroger 198 élèves de 4 lycées, alors qu'à Moscou on n'a pu interroger que 100 élèves de 2 lycées. Par conséquent, les résultats de l'étude ne peuvent être considérés comme représentatifs et généralisables à l'ensemble de la jeunesse russe. En effet, pour être représentative, une enquête quantitative doit remplir des critères précis. En ce qui concerne l'échantillonnage qui précède la collecte des données, la sélection des unités de recherche doit être aléatoire ; dans le cas contraire, l'échantillonnage est considéré comme biaisé. Par conséquent, afin de pouvoir établir un échantillon

¹⁷⁹⁸ L'auteur de l'étude se souvient notamment de l'exclamation échappée au directeur d'un lycée de Moscou avec qui elle essayait de prendre un contact pour l'organisation de l'étude : « *Questions sur Staline ? Mais c'est de la politique !* »

représentatif, il aurait fallu procéder à la sélection aléatoire des établissements secondaires, ce qui était impossible en l'espèce¹⁷⁹⁹.

Tableau n° 62. La répartition des 641 interrogés selon la région.

Nijny Novgorod	Lycée n° 1 Lycée n° 113 Lycée n° 22 Lycée n° 102	198 élèves interrogés
Bor	Lycée n° 10, Lycée n° 8, Lycée n° 22, Borsky Stekolny Technikoum.	190 élèves interrogés
Moscou	Lycée n° 1256 Lycée privé de RGGU.	100 élèves interrogés
Irkoutsk	Lycée n° 44 Lycée n° 14	149 élèves interrogés

Si cette première limite rend les résultats de l'enquête illustratifs et non représentatifs, tant les difficultés que les solutions apportées ne doivent pas être considérées uniquement comme une entrave ; elles constituent une source d'information sur les traces que le passé laisse dans le présent : la méfiance vis-à-vis de l'Occident considéré comme ennemi, l'importance des liens personnels dans le fonctionnement des rouages administratifs sont autant de signes de la persistance de l'héritage soviétique dans la Russie actuelle.

Tableau n° 63. Agenda de l'étude « Les images du passé soviétique », Moscou – Paris, mai 2011 – mai 2012.

Mai-août 2011 : stade préparatoire de l'enquête.	Etablissement du questionnaire. Préparation des documents officiels assurant l'accès au terrain de la part de l'Université Panthéon – Assas. Construction du premier échantillon d'établissements (<i>random sampling</i>). Base de données ouverte des écoles secondaires russes « <i>Schkoly Rossii</i> » / « Les écoles de la Russie » http://www.edu.ru/schools/catalog/ .
Fin août – début	Prise de contact avec neuf chefs d'établissements : neuf réponses

¹⁷⁹⁹ Voir plus sur les méthodes des enquêtes sociologiques et notamment sur la construction des échantillons représentatifs : FIRDION Jean-Marie, « Construire un échantillon », dans PAUGAM Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, pp. 71-92

septembre 2011 : première approche du terrain.	négatives. Changement de tactique d'accès au terrain : préparation des documents officiels de l'Université d'État des Sciences Humaines de Moscou et mobilisation des réseaux personnels. Réorientation de l'étude vers la non-représentativité.
Début – mi-septembre 2011 : enquête de pilotage (cadrage du questionnaire)	Premier tirage du questionnaire (50 exemplaires pour l'enquête pilote) et premier essai de distribution dans un lycée à Moscou. Cadrage et modification du questionnaire face à l'hostilité du terrain (élimination de la plupart des données socio-économiques).
Septembre – novembre 2011 : travail sur le terrain.	Deuxième tirage de la version finale du questionnaire (700 exemplaires). Voyages à Moscou, Nijni Novgorod, Bor, Irkoutsk et distribution des questionnaires dans les écoles secondaires. 641 questionnaires ramassés.
Fin novembre 2011 : traitement des données.	Traitement numérique des données : codage des réponses à l'aide du logiciel SPSS.
Décembre 2011 – mai 2012 : analyse et interprétation des données.	Analyse quanti-qualitative des données et interprétation des résultats.

Par ailleurs, les difficultés évoquées n'ont pas été sans répercussions sur le questionnaire même et, principalement, sur le choix des deux critères discriminants introduits dans l'analyse. Au départ, il s'agissait de comparer la répartition des réponses selon les origines sociales de chaque élève et le niveau de revenus et d'éducation de ses parents : on supposait que les perceptions de l'époque soviétique d'un enfant d'ouvrier seraient différentes de celles d'un enfant issu d'une famille appartenant à l'intelligentsia, etc. Les premiers contacts directs sous forme de rendez-vous avec les directeurs des établissements qui ont souhaité examiner le questionnaire avant d'autoriser sa distribution ont révélé que le bloc socio-économique, incluant les questions sur les origines sociales des élèves, la profession des parents et leur niveau d'éducation et de revenus dérangeait visiblement les autorités scolaires : bien qu'étant anonymes, les questionnaires étaient perçus par ces derniers comme intrusifs dans la vie privée des élèves ; par ailleurs, les soupçons d'inspection dissimulée ont été ranimés. Il a dès lors été nécessaire de modifier les questionnaires en évitant autant que possible les questions directes sur les origines sociales des parents d'élèves et sur leur situation matérielle, afin de donner aux questionnaires le caractère le plus impersonnel possible : au final, les seules données sociodémographiques fournies directement par les élèves ont été le sexe et l'âge.

Si ces limites méthodologiques réduisent la représentativité de l'étude, le choix des écoles a néanmoins permis d'ébaucher une comparaison territoriale, économique et sociale. N'étant pas à même d'évaluer la situation socio-économique de chaque élève individuellement, on a procédé à l'étude préalable de chaque région concernée :

les données statistiques disponibles sur le site du Comité d'État des Statistiques ont permis de dessiner un « *portrait social* » de chaque ville et de chaque région, prenant en compte divers facteurs (le revenu mensuel moyen de la population, la situation économique générale, les problèmes sociaux les plus graves, la situation du marché de travail, etc.). Par ailleurs, les conversations informelles avec les enseignants et l'étude des sites des établissements en question ont permis de définir avec une certaine précision le profil de chaque établissement. Bien que ces informations générales ne permettent pas de cerner avec précision la situation de chaque élève, elles sont utiles pour repérer les grandes tendances susceptibles d'être extrapolées sur l'ensemble de la population de telle ou telle ville : il va de soi qu'un lycée privé rattaché à une Université prestigieuse et situé au centre de Moscou, avec un enseignement approfondi des sciences humaines, de trois langues étrangères et du latin, aux frais de scolarité élevés¹⁸⁰⁰, accueille plutôt des enfants des classes favorisées et éduquées et qu'un lycée public de la cité industrielle dépressive de Bor dans lequel une grande partie de l'activité scolaire est consacrée à l'éducation militaro-patriotique est fréquenté plutôt par des enfants de familles aux revenus et au niveau d'éducation assez bas.

Encadré n° 5. Description socio-économique des régions concernées par l'étude et des lycées¹⁸⁰¹.

Nijny Novgorod (Gorki 1932-1991) est la capitale administrative et le centre économique de la région de Volga, avec 1 300 000 habitants. Centre important du complexe militaro-industriel soviétique (industrie automobile de l'usine GAZ, immense mais obsolète, industrie militaire qui cherche à se reconverter), la région a subi un déclin économique important dans les années 1990. La spécialisation industrielle étroite de la région a déterminé le développement de foyers stables de chômage dans les petites villes dépendantes voisines. Aujourd'hui, la région occupe la 17^{ème} position dans le classement des régions russes selon leur niveau de développement socio-économique. Le salaire mensuel moyen est de 24 375 Roubles, soit **580 Euros** (2013).

Bor est une cité ouvrière de la banlieue de Nijny Novgorod construite à la place du village éponyme en 1938 autour de l'usine de production de verre poli. Son économie reste étroitement liée à l'industrie de Nijny Novgorod : les couches les moins mobiles et les moins éduquées sont presque entièrement employées dans le secteur industriel. Dans les années 1990, la ville a acquis une notoriété régionale comme centre du trafic de drogues dures par une diaspora tsigane¹⁸⁰². Malgré l'attention particulière portée par Vladimir Poutine à ce problème, la ville reste touchée par le trafic de drogues

¹⁸⁰⁰ Dans le lycée en question, un an d'études coûtait, en 2011, l'équivalent de 1200 Euros. Il s'agit du lycée attaché à l'Université d'État des Sciences Humaines (RGGU).

¹⁸⁰¹ Sources : Le site du Comité statistique de l'État (www.gks.ru, consulté le 15 mars 2014) ; L'atlas social des régions de la Russie (www.socpol.ru, consulté le 15 mars 2014) ; Classement du développement socio-économique des régions (http://ria.ru/research_multimedia/20110628/394485583.html, consulté le 15 mars 2014).

¹⁸⁰² Selon le directeur du Service fédéral du contrôle de drogue, à Bor, « ... en 2006, les drogues étaient vendus, ouvertement et dans les lieux publics. Ce trafic a été principalement effectué par les groupes ethniques organisés » (<http://fskn.gov.ru/pages/main/8196/9746/9748/9757/index.shtml>, consulté le 15 mars 2014).

et par une criminalité élevée¹⁸⁰³. Le salaire mensuel moyen est de 21 213 Roubles, soit **505** Euros (2012).

La région d'**Irkoutsk** est centrée sur l'exportation des matières premières (bois, charbon, pétrole), avec par conséquent une forte présence de plusieurs grandes entreprises énergétiques (Irkoutskenergo). La ville d'Irkoutsk compte 587 000 habitants et est considérée comme le centre universitaire de la Sibérie orientale (23 universités). La situation sanitaire et écologique, l'espérance de vie particulièrement basse, le niveau élevé de chômage, notamment parmi les jeunes, le manque d'investissement dans le secteur social restent parmi les plus graves problèmes de la région. Le salaire mensuel moyen à Irkoutsk est de 28 238 Roubles par mois, soit **672** Euros (2013). Dans le classement du développement des régions, Irkoutsk occupe la 31^{ème} place.

Moscou est la capitale fédérale. L'agglomération compte 15 millions d'habitants. C'est le centre politique, économique (elle concentre à elle seule 25% du PIB du pays), culturel et universitaire de la Russie. Le revenu mensuel moyen à Moscou est de 60 000 roubles, soit **1400** Euros (2013).

Tout en admettant l'impact de trois variables clés, l'âge, le niveau de revenu et le lieu d'habitation sur l'attitude à l'égard du passé soviétique, nous avons jugé la problématique du lien entre le niveau de vie et la nostalgie soviétique suffisamment explorée pour que l'on puisse ne pas s'arrêter longuement sur ce point¹⁸⁰⁴. Le deuxième critère discriminant était la source d'information sur l'époque soviétique : il s'agissait de déterminer quels vecteurs contribuent à la formation des représentations individuelles (enseignement scolaire et universitaire, transmission des souvenirs au sein de la famille, médias...). L'égalité croissante dans l'accès aux informations pourrait-elle « gommer » l'influence des inégalités économiques qui existent entre les régions, homogénéisant les représentations historiques et politiques ?

L'enquête a duré tout au long du premier semestre scolaire, du début septembre à la fin novembre 2011, avec une interruption d'une semaine pendant la période de vacances scolaires, début novembre. Les classes ont été choisies selon le planning de tel ou tel enseignant. Le sexe masculin est légèrement prépondérant dans l'échantillon (56% de garçons, 42% de filles). La majorité des interrogés (82%) ont 16-17 ans.

¹⁸⁰³ « Rachid Nourgaliev vziatsia za Bor » / « Rachid Nourgaliev s'attaque à Bor », *Kommersant*, n° 207, 3 novembre 2006, consultable sur <http://www.kommersant.ru/doc/718968/print>, consulté le 15 mars 2014

¹⁸⁰⁴ Plusieurs sondages montrent que les variables d'âge et de niveau de vie sont en effet essentielles dans les évaluations de l'époque soviétique et dans les orientations politiques des individus. Le profil « nostalgique » tel qu'il est défini par le centre Levada présente ainsi un quinquagénaire habitant dans une petite ville ou dans le milieu rural, avec un pouvoir d'achat relativement bas. L'attitude envers Staline varie également selon l'âge : si les jeunes se montrent plus hostiles vis-à-vis de ce personnage historique, les personnes âgées adoptent une position plus souvent favorable.

Puisque le contexte politique de la deuxième moitié du mois de novembre 2011 a été marqué par la campagne électorale préparant les législatives du 4 décembre 2011, les réponses des adolescents de la dernière région qui figurait dans notre planning (Irkoutsk) sont plus marquées politiquement que celles de Nijny Novgorod, Bor et Moscou, où l'enquête a eu lieu en septembre – octobre. Les données ainsi obtenues ont été codées par nos soins et introduites dans le logiciel d'analyse statistique de données SPSS.

B. Construction du questionnaire

En ce qui concerne la méthode de recherche, nous avons opté pour le questionnaire directif classique essentiellement fermé¹⁸⁰⁵ (voir Annexe n° 6). Le choix de cet outil a été conditionné par la volonté initiale d'obtenir des résultats quantifiables dans l'ambition de les généraliser, mais aussi par la possibilité qu'il donne non seulement de mesurer la fréquence de telle ou telle caractéristique dans une population donnée, mais encore d'analyser les relations entre les différentes caractéristiques¹⁸⁰⁶.

La construction du questionnaire présuppose la traduction des questions de recherche d'abord en indicateurs, puis en questions¹⁸⁰⁷. Les indicateurs permettent de définir les notions centrales pour la recherche, ces dernières étant susceptibles d'être analysées séparément ou en groupe. Dans notre cas, la construction du questionnaire répondait à la volonté d'explorer la dimension politique des représentations du passé et touchait par conséquent à trois dimensions : les représentations du passé, du présent et de l'avenir. Les principales dimensions du questionnaire, leurs composantes, les indicateurs et les questions qui en découlent sont illustrées par le schéma ci-dessous.

Après le cadrage du questionnaire (choix du mode de questionnaire et de sa diffusion), nous avons procédé à l'enquête pilote (premier essai auprès d'un groupe pilote) pour obtenir une version finale¹⁸⁰⁸. Intitulé « *Les images du passé soviétique*

¹⁸⁰⁵ A l'exception de la dernière question 13 ouverte.

¹⁸⁰⁶ Voir plus sur l'enquête par questionnaire : PARIZOT Isabelle, « L'enquête par questionnaire », dans PAUGAM Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, pp. 93-113

¹⁸⁰⁷ PARIZOT Isabelle, *op. cit.*, p. 99

¹⁸⁰⁸ BACHELET Rémy, *Recueil, analyse & traitement de données : Le questionnaire*, Ecole Centrale de Lille, Creative Commons, <http://rb.ec>

dans la Russie actuelle », le questionnaire comportait trois blocs de questions thématiques : 1) un bloc de questions historiques portant sur l'évaluation du rôle des événements-clés de l'époque soviétique dans l'histoire du pays, sur la volonté des interrogés de vivre à l'époque soviétique et sur leur attachement aux figures emblématiques des dirigeants de cette époque ; 2) un bloc de questions sociales, portant sur les représentations de la vie quotidienne à l'époque soviétique et dans la Russie actuelle et sur les images de la société soviétique et de la société russe ; 3) un bloc de questions politiques portant sur l'image de l'État soviétique, de l'État actuel et de l'État idéal définis à travers leurs politiques publiques et l'étendue de leurs fonctions, sur les voies de développement de la Russie et sur les attitudes envers la démocratie occidentale, l'idée de « *notre propre voie* » et le retour à la voie soviétique. Il importe de relever l'absence de séparation claire et nette entre les trois blocs thématiques : les questions portant sur les évaluations de l'État russe actuel, ses fonctions et ses responsabilités, sur la société russe et la société soviétique, sur l'État souhaité, apparaissent progressivement et essentiellement sous forme de comparaison entre la Russie actuelle et le passé soviétique. La plupart des items ont été fermés (échelle de Likert, oui/non, classement par ordre d'importance).

Les dimensions



Version représentée (l'image qu'ils ont) et version souhaitée (l'image idéale)

- Les sources d'information ;

lille.fr/Analyse_de_donnees/Methodologie_Conception_et_administration_de_questionnaire_s.pdf, consulté le 15 mars 2014

- Le contenu des représentations ;
- Les attitudes (que pensez-vous de...) ;
- Les estimations (comment évaluez-vous...) ;



Les indicateurs.

Passé	1) Les événements clés (1917-1991) : Révolution d'Octobre 1917, guerre civile, nouvelle politique économique, collectivisation, industrialisation, répressions stalinienne, Grande Guerre patriotique, dégel, <i>zastoï</i> , <i>perestroïka</i> , chute de l'URSS. 2) Les personnes clés (1917-1991) : Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev.
Présent	Type de régime politique ; Comparaison entre l'époque soviétique et la Russie actuelle ; Les représentations des relations États / Individu ; les représentations du rôle de l'État dans l'économie et dans la vie sociale ; Image du pouvoir ; Image de la liberté ; Image de la Russie dans les relations internationales.
Avenir	Comparaison entre la Russie actuelle et la Russie « idéale » (image de l'avenir souhaité).



Les questions (voir annexe).

Image n° 20. La construction du questionnaire.

Il est important de préciser que l'enquêtrice était présente tout au long de l'administration des questionnaires et pendant toute la durée de l'enquête : si cette présence peut théoriquement perturber le recueil des données, notamment à cause du phénomène de domination des « *grandes personnes* » souvent éprouvée par les enfants et les jeunes¹⁸⁰⁹, on l'a toutefois jugée nécessaire pour 1) s'assurer que les sujets comprennent les consignes indiquant comment répondre ; 2) s'assurer que l'enseignant, figure d'autorité, n'intervienne pas dans le déroulement de la procédure¹⁸¹⁰.

Il convient de décrire en quelques mots le système de l'enseignement secondaire russe. L'école secondaire (*sredniaia shkola*) est un établissement destiné aux enfants de 6 à 17-18 ans. Elle correspond à l'enseignement primaire (6-10 ans) et à l'enseignement secondaire (11-18 ans) français. À côté de l'école secondaire existent aussi des « *technikoums* ». Ce sont des établissements d'enseignement professionnel dispensant une formation technique aux élèves à partir de 15-16 ans ; les deux ans de

¹⁸⁰⁹ Voir plus sur la relation du chercheur à son objet : DANIC Isabelle, DELALANDE Julie, RAYOU Patrick, *Enquêter auprès d'enfants et de jeunes. Objets, méthodes et terrains de recherche en sciences sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 192 p.

¹⁸¹⁰ Si certains enseignants ont laissé l'enquêtrice seule avec les élèves tout au long de l'enquête, d'autres ont préféré rester dans la salle de classe.

la formation dans un « *technikoum* » remplacent les deux dernières années de l'école secondaire, en ajoutant des matières spécifiques.

Le modèle d'enseignement de l'histoire adopté après les réformes des années 1990 et 2000 suppose des retours systématiques aux matériaux déjà étudiés : la même période historique est enseignée pendant plusieurs années d'études, en approfondissant et en complétant progressivement les connaissances ; l'histoire nationale est enseignée comme une partie de l'histoire mondiale – les deux sont enseignées parallèlement –, ce qui permet aux élèves de mieux situer leur pays parmi les autres. Actuellement, dans la plupart des écoles russes, l'histoire du XX^e siècle, qui recoupe largement la période soviétique, est enseignée aux élèves du dernier cycle de formation, ce qui correspond aux classes 9 à 11 et à l'âge de 15 à 18 ans. Ainsi les élèves de terminale ont déjà suivi le cours d'histoire du XX^e siècle et sont censés avoir intégré les connaissances de base relatives à la période soviétique et maîtriser les principales notions et événements. Toutefois, compte tenu du temps restreint imparti à la distribution des questionnaires (20-25 minutes de cours ont été sacrifiées par les enseignants à l'enquête), les questions proposées aux élèves n'étaient pas particulièrement profondes ; elles ne permettaient pas de repérer les réflexions subtiles, mais plutôt d'identifier les stéréotypes et les grandes tendances.

SECTION 2. LES REPRESENTATIONS DU PASSE DES LYCEENS RUSSES

L'analyse du corpus conduit à faire un nombre de constats relatifs aussi bien aux composantes historique et sociale de la mémoire collective de l'époque soviétique propre à la jeunesse russe ainsi qu'à la façon dont ces représentations sont formées.

§ 1. Des représentations polarisées et contradictoires

La première série de questions avait pour l'objectif de repérer les grandes tendances de la mémoire du passé soviétique propres à la génération en question, tout en mettant l'accent sur les moyens de transmission de cette mémoire.

A. La confusion des représentations

Ces représentations historiques présentent un caractère *polarisé* et *contradictoire*, tandis que sont effacées des couches entières de la mémoire, notamment celle des victimes du communisme. Par ailleurs, le vecteur de la mémoire collective semble avoir été déplacé : à l'heure actuelle, la période la plus abhorrée de toute l'histoire russe n'est plus la période du totalitarisme stalinien, mais celle de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS.

1. Les sources d'information et le territoire : deux variables discriminantes

Le premier bloc de questions était relatif à la façon dont les jeunes lycéens utilisent les différentes sources d'information pour s'informer sur l'actualité, mais aussi sur l'histoire de leur pays.

Afin d'évaluer l'importance de chaque source de l'information sur la formation des représentations individuelles, nous avons choisi de comparer les réponses en excluant facteur par facteur : ainsi, par exemple, pour voir un lien entre le facteur « famille » et les représentations, nous avons sélectionné et comparé les réponses de deux groupes isolés : ceux qui tiennent leurs informations de l'époque soviétique de leurs familles et ceux qui affirment ne pas utiliser cette source d'information. Toutes les réponses ont été divisées alors en deux groupes, selon la présence de variables où pas parmi les sources de l'information de référence. La différence entre les réponses est constatée à partir de 5% et plus.

Plusieurs variantes de réponses étaient proposées aux élèves (« *mes parents, mes proches* », « *mon enseignant au lycée* », « *le manuel scolaire* », « *la télévision* », « *Internet* », « *la presse* », « *autre* »). L'option « *enseignant* » faisait référence soit aux conversations informelles avec ce dernier, soit aux cours de l'éducation civique pendant lesquels les enseignants abordent souvent tel ou tel sujet d'actualité. L'analyse des données permet de constater qu'Internet commence à devancer la télévision en tant que source d'information sur l'actualité pour l'ensemble des jeunes interrogés, sans différence significative selon la région, la ville ou l'école : 74% affirment s'informer *via* Internet, tandis que la télévision constitue une source d'information pour 71,4%¹⁸¹¹. Le système scolaire garde, à en juger par les réponses, une place importante dans la formation de la vision du monde : le lycée constitue la source d'information sur l'actualité pour 54,5% d'élèves, tandis que la réponse « *parents, proches* » a été choisie par 41% ; enfin, la presse occupe la dernière position avec 23,6% de réponses.

¹⁸¹¹ Les interrogés pouvaient choisir plusieurs variantes de réponse : cela explique que la somme finale soit supérieure à 100%.

Ces résultats permettent de conclure que la vision du monde des élèves en question est formée à partir d'une variété de sources d'information, au sein desquelles la télévision et Internet occupent une place prépondérante. Toutefois, on peut relativiser la proportion des réponses qui indiquent le cadre scolaire en tant que source d'information sur l'actualité : vu l'emploi du temps chargé des enseignants du secondaire qui ont souvent du mal à couvrir dans le temps imparti le programme faisant partie du Standard Fédéral¹⁸¹², on peut supposer que ces réponses, plutôt que de décrire la réalité, indiquent l'insertion des élèves dans le cadre scolaire ; nombre d'élèves cochent automatiquement la case « *enseignant, cours* », car pour eux cette source d'information est censée constituer la référence par excellence ; on doit également tenir compte du fait que l'enquête s'est déroulée dans le cadre scolaire, ce qui n'est pas sans influence sur les réponses des élèves qui peuvent ne pas se sentir entièrement libres dans leurs réponses, même si les questionnaires sont anonymes.

En ce qui concerne les sources d'information sur le passé soviétique, le tableau est sensiblement différent : le cadre scolaire est déterminant dans la formation des représentations du passé.

Encadré n° 6 : La répartition des réponses selon la source d'information sur le passé soviétique, toutes régions confondues. La somme totale est plus de 100% car les interrogés pouvaient choisir plusieurs variantes.

Groupe <Lycée (enseignant + manuel)> = 69%

Groupe <Famille> = 67%

Groupe <TV> = 60%

Groupe <Internet> = 32,5%

Groupe <Littérature> = 26,8%

69% d'élèves interrogés affirment tirer leurs informations sur le passé soit du manuel scolaire (53%), soit de l'enseignant d'histoire au lycée (41,5%), soit des deux à la fois. Cependant, le cadre familial (parents, proches) reste la source importante d'information pour 65%, bien que concurrencé par la télévision (61%). Seuls 32,5% d'interrogés choisissent Internet comme source d'information sur le passé ; la littérature occupe la dernière place avec 26,8%. Il est important de souligner que la majorité est habituée à la diversité des sources d'information : le nombre de ceux qui n'utilisent qu'une seule source est dérisoire. Le tableau qui résulte de ces données

¹⁸¹² Selon plusieurs conversations informelles avec les enseignants, le tempo des cours est assez intense, ne laissant pas le temps aux discussions « hors sujet ».

permet de repérer à nouveau une multitude de sources d'information chez les adolescents, parmi lesquelles l'école joue le rôle-clé. Toutefois, il est intéressant de noter le détachement par rapport au milieu scolaire affirmé par une assez grande partie d'adolescents : 31% d'eux ne marquent ni le manuel scolaire, ni leur enseignant parmi les sources de l'information sur l'époque soviétique. Dans le contexte où tous les interrogés sont scolarisés, et par conséquent reçoivent des informations sur le passé à l'école lors des cours d'histoire, cette position peut être déterminée par la volonté de prendre une distance par rapport aux interprétations historiques données dans le milieu scolaire, voire de manifester un désaccord avec ces interprétations.

De façon étonnante, nous n'avons pas constaté de différences majeures concernant les pratiques d'utilisation d'Internet entre les régions : les réponses obtenues témoignent de la forte pénétration d'Internet aussi bien dans la capitale et les grandes villes de province que dans les petites villes comme Bor ; partout, entre 70 et 78% d'élèves s'y informent sur l'actualité, préférant Internet à toutes les autres sources d'information. En ce qui concerne Internet comme source d'information sur le passé soviétique, il est utilisé par 30% d'interrogés en moyenne (27% pour Nijny Novgorod et entre 34 et 36% pour Moscou, Irkoutsk et Bor). Ces résultats permettent d'illustrer deux faits : le *digital divide*, c'est-à-dire les inégalités d'accès à Internet entre les habitants de Moscou et les « régions », est gommé rapidement et les différences d'accès deviennent de moins en moins importantes ; l'accès à Internet permet à un tiers d'élèves d'aller à la recherche d'informations sur le passé, constituant une nouvelle source de connaissance.

En ce qui concerne la transmission des représentations du passé par le cadre familial, les résultats de l'étude ne permettent pas de confirmer la thèse d'une rupture des liens de transmission de la mémoire *via* les cadres familiaux souvent avancée par les sociologues russes : si la famille est de plus en plus concurrencée par la télévision, elle n'en représente pas moins une source d'information importante pour la majorité des élèves. Toutefois, tous les élèves ne s'intéressent pas de la même manière aux souvenirs de leurs parents : les différences sont assez sensibles entre les élèves moscovites et ceux d'Irkoutsk (77,5% et 76% respectivement affirmant s'informer sur le passé auprès de leurs parents) et les élèves de Bor et Nijny Novgorod (55,3% et

63% respectivement). Paradoxalement, les élèves de Bor se présentent comme les téléspectateurs les moins actifs : 51% contre, par exemple 69% à Moscou, affirment s'informer sur le passé *via* la télévision. La plus grande différence concerne la littérature comme source historique : ici les différences entre les élèves moscovites (45%) et les élèves de Bor (12%) sont flagrantes ; le lien entre le niveau de vie et le goût pour la lecture est assez évident.

Ainsi d'une manière générale, on peut constater que les représentations du passé chez les élèves interrogés sont formées à partir d'une grande variété des sources d'information, y compris les nouveaux médias, et que le cadre scolaire joue un rôle dominant dans cette formation.

Pour l'analyse ultérieure, on a croisé systématiquement des données (technique de *crosstables*) en concernant la région et la source d'information sur le passé, afin de voir l'impact de ces deux variables sur la constitution des représentations. L'impact des différentes sources d'information sur la formation de représentations historiques a été évalué en comparant des réponses de chaque groupe d'interrogés filtrés selon la source d'information (par exemple, famille).

2. Les évaluations polarisées

La première tendance révélée par l'analyse quantitative des réponses est le caractère polarisé et contradictoire de la représentation de nombreux événements-clés de l'époque. La première question concernant l'évaluation des représentations du passé soviétique proposait aux élèves d'évaluer le rôle que tel ou tel événement a joué dans l'histoire russe (« *Quel rôle, selon vous, l'événement suivant a joué dans l'histoire de la Russie ?* »), la liste incluant tous les événements importants allant de la Révolution de 1917 jusqu'à la chute de l'URSS en 1991 ; les adolescents avaient le choix entre les évaluations positives (« *Définitivement positif* », « *Plutôt positif* ») et négatives (« *Définitivement négatif* », « *Plutôt négatif* »), ainsi que la variable « *Je ne sais pas / Difficile à dire* ». Ainsi le premier repérage des représentations consistait à voir la répartition des évaluations positives et négatives de tel ou tel événement.

Les réponses à la question ont révélé le brouillage des repères : une grande partie des interrogés a du mal à qualifier de façon univoque le rôle que tel ou tel

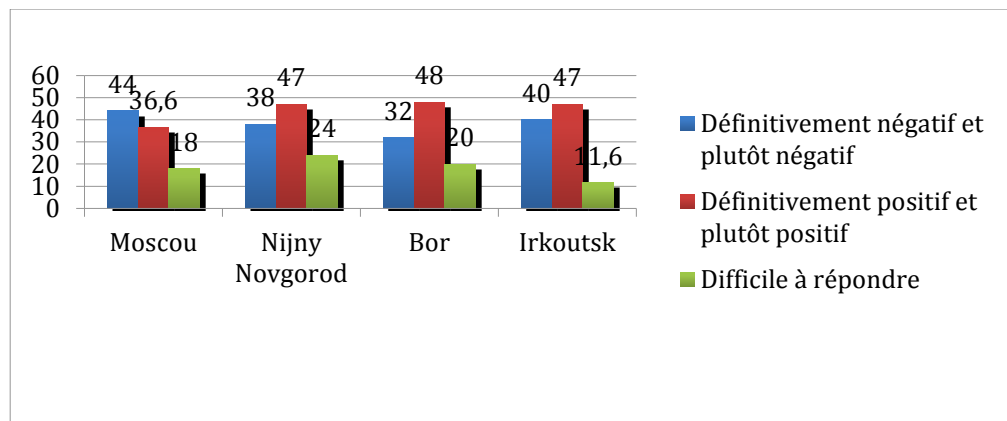
événement a joué pour la Russie. En effet, la plupart des événements de l'époque soviétique ont recueilli un nombre élevé des réponses « *Je ne sais pas / Difficile à dire* ». Le nombre de ceux qui, répondant à la question « *Quel rôle, selon vous, l'événement suivant a joué dans l'histoire de la Russie ?* », refuse de trancher est de 31% pour la Grande Terreur et les réformes de Khrouchtchev, 24% pour le XX^e Congrès, 19% pour la Révolution et 17% pour la *perestroïka*, pourtant les deux événements fondateurs de l'État soviétique et de la Russie actuelle : ce constat peut indiquer le manque de connaissances historiques (les élèves refusant d'évaluer tel ou tel événement par peur de donner une « fausse » réponse), mais aussi l'absence d'opinion véritable à l'égard de ces événements. Le fait que le nombre des réponses « *difficile à dire* » reste élevé quelle que soit la source d'information conforte cette hypothèse : ni les manuels scolaires, ni les médias, ni la famille ne parviennent à construire une attitude clairement prononcée vis-à-vis des événements majeurs de l'époque soviétique. Il est dès lors possible à dire que ce paradoxe des représentations du passé propre aux adolescents russes reflète l'état général et l'absence de version socialement approuvée du passé.

Le deuxième paradoxe des représentations des événements-clés est leur caractère polarisé : à côté du nombre élevé d'adolescents sans opinion particulière, on trouve un fort clivage des opinions sur le rôle que certains événements ont joué pour le pays. Si la nouvelle politique économique (NEP), la création de l'URSS, l'industrialisation et la collectivisation constituent des événements et des politiques positivement évalués par une grande partie des interrogés (61%, 71%, 78% et 60% respectivement), le consensus est plus difficile à trouver sur d'autres événements. Deux événements en particulier révèlent la polarisation des opinions : la Révolution de 1917 et la *perestroïka* ; le nombre d'évaluations positives et négatives est sensiblement égal dans le cas de ces deux événements, témoignant du clivage qui scinde les interrogés en deux groupes.

Sur ces questions, les différences entre les régions, mais aussi selon les sources d'information utilisées sont mineures : les élèves de la capitale sont aussi divisés sur le rôle historique de ces événements que les adolescents de Bor ou Irkoutsk. Ainsi l'hypothèse selon laquelle les enfants des « perdants » de la *perestroïka* seraient plus enclins à évaluer cet événement de façon négative n'est pas confirmée par les

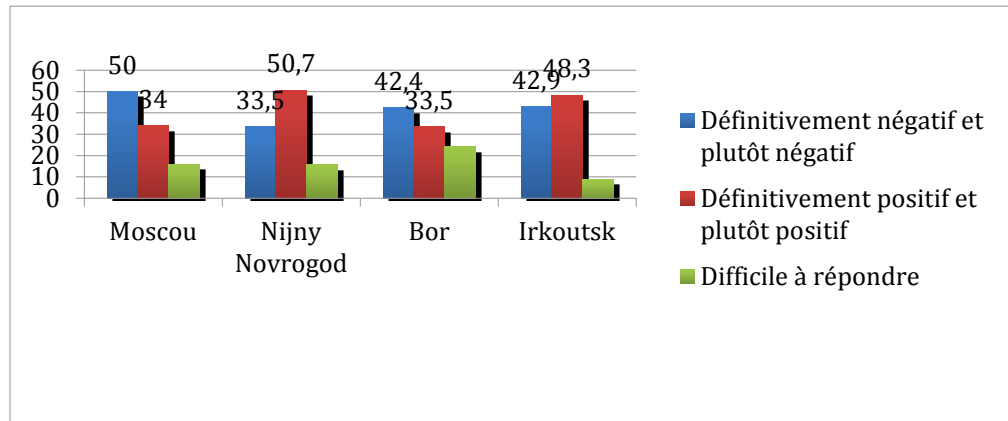
résultats : paradoxalement, dans leurs évaluations de la *perestroïka*, les élèves moscovites rejoignent les adolescents de Bor ; les deux groupes affirment que cet événement a apporté plus de mal que de bien à la Russie. Si ces réponses sont compréhensibles de la part des adolescents de Bor, qui appartiennent, selon toute apparence, aux familles de « perdants » de la *perestroïka*, la ville étant dans une dépression économique profonde depuis le début des réformes, les adolescents des familles aisées moscovites devraient, en toute logique, manifester les attitudes plutôt positives envers le passage à l'économie de marché (tableau n° 64). On peut donc affirmer que malgré le fait que la « génération poutiniennne » est souvent décrite comme celle qui a bénéficié du passage à l'économie de marché sans en avoir subi des contreparties, ce n'est pas pour autant que ce passage fait l'unanimité parmi les adolescents russes.

Tableau n° 64. L'attitude envers la **Révolution de 1917** comparée par région : répartition des évaluations positives et négatives.



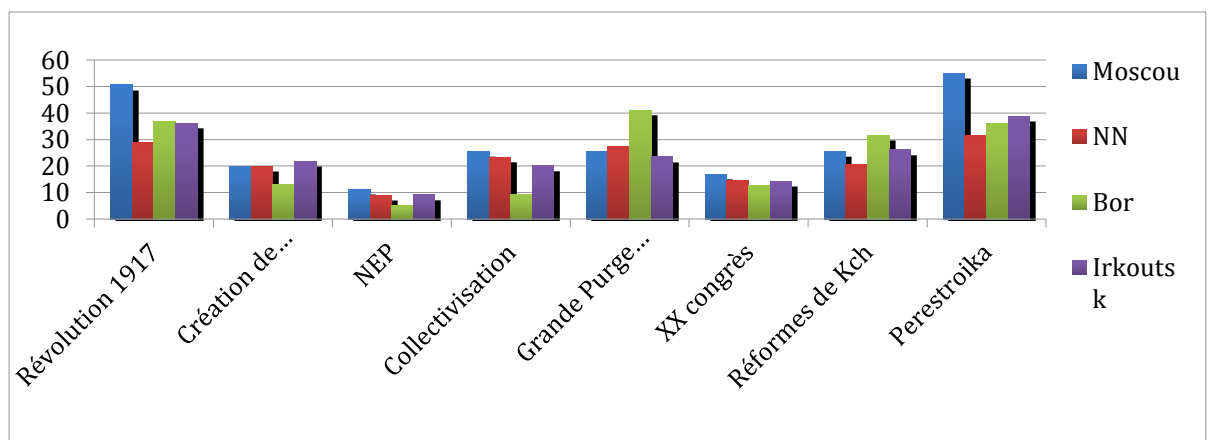
Commentaire des tableaux n° 64 et 65. Le caractère polarisé de l'opinion s'exprime par une répartition presque symétrique des évaluations positives et négatives : concernant la Révolution de 1917, 9,7% d'adolescents croient qu'elle a joué un rôle « définitivement négatif », tandis que 9,3% optent pour « définitivement positif ». On retrouve une répartition semblable des réponses concernant la *perestroïka* : 17,8% croient que cet événement a joué un rôle « définitivement négatif », 13,7% optant pour « définitivement positif », tandis que 23,2% se prononcent pour « plutôt négatif » et 28,6% pour « plutôt positif » (tableau n° 65).

Tableau n° 65: L'attitude envers la **perestroïka** comparée par région : répartition des évaluations positives et négatives.



Le caractère contradictoire et polarisé des représentations de certains événements est confirmé par les réponses à la question 8. Elle proposait une liste d'événements historiques allant de la Révolution d'Octobre 1917 jusqu'à la chute de l'URSS, invitant les interrogés à désigner un ou des événements historiques qu'ils voudraient effacer de l'histoire ; la question visait à l'évaluation de la mémoire traumatique de l'événement choisi à travers la volonté de la gommer de l'histoire. De manière assez inattendue, mais dans la logique décrite ci-dessus, en tête de ce classement négatif d'événements se trouvent de façon incontestable la *perestroïka* et la révolution, malgré leur signification historique opposée. Comme le démontre le tableau n° 66, ces deux événements bénéficient, au sein de la mémoire collective, d'une image plus néfaste que la collectivisation et la Grande Terreur : dans toutes les régions, ils figurent en tête des événements que les interrogés voudraient annuler, effacer de l'histoire russe. Ce rejet de deux événements fondateurs, est-il lié au rejet des changements violents et révolutionnaires ? La « *génération poutinienn*e », rejoint-elle ses parents dans le désir de la stabilité et la peur des transformations brusques ?

Tableau n° 66: Annuler un événement. Comparaison par région.



Commentaire du tableau n° 66: Dans certaines régions le rejet de la *perestroïka* est surprenant, surtout par rapport aux évaluations des autres événements : par exemple,

seulement 25% d'élèves moscovites voudraient effacer la page de la Grande Terreur de l'histoire, alors qu'ils sont 55% à vouloir annuler la *perestroïka* ; les élèves de Bor sont les seuls à se distinguer du reste de l'échantillon par une désapprobation légèrement plus grande des purges staliniennes (41%). Si le plus fort retentissement de la *perestroïka* dans la mémoire collective peut être tout simplement lié au fait que c'est l'événement historique plus récent, le rôle des sources d'information dans la construction de son image n'est pas à négliger.

L'image de la *perestroïka* est un bon exemple qui permet d'illustrer le rôle des sources d'information dans la construction des représentations. Le nombre d'évaluations négatives de cet événement est plus élevé et le nombre de réponses « *Difficile à dire* » moindre parmi les adolescents qui affirment tirer leurs informations du passé de la télévision : 44,5% d'évaluations négatives chez les « téléspectateurs » contre 35% chez les « non-spectateurs », 13% d'hésitants contre 20%. Selon toute évidence, les « hésitants » ont rejoint les rangs des opposants à la *perestroïka*, confirmant ainsi le rôle de la télévision dans la formation de l'image négative de cette dernière. Une situation semblable s'observe à partir de l'analyse de la transmission de la mémoire familiale : 21% d'adolescents qui affirment tenir leurs informations de la famille voudraient effacer la *perestroïka* de l'histoire, contre 16% de ceux qui manifestent leur détachement des souvenirs transmis par le milieu familial. En revanche, aucune différence significative n'a été constatée en ce qui concerne le cadre scolaire ou Internet. Ces indices sont importants pour comprendre les mécanismes de formation des représentations individuelles : ils pourraient suggérer l'existence d'un lien entre les représentations transmises à la télévision et par la famille et la formation de leur image négative chez les adolescents ; la transmission de la mémoire traumatique de la *perestroïka* assure la persistance d'une image contradictoire voire négative au sein même de la plus jeune génération, qui n'a pas connu la période en question.

Cet état polarisé des représentations favorise la réactualisation de stéréotypes soviétiques, pierres angulaires sur lesquelles la fierté de l'homme soviétique était basée. La puissance industrielle, assurée par la collectivisation, occupe la place principale dans ce panthéon : les deux événements sont positivement évalués par une majorité écrasante des élèves interrogés. L'autre « *grand acquis* » tient à la création de l'Empire soviétique : la création de l'URSS bénéficie d'une attitude foncièrement positive (71% d'évaluations positives), tandis que 48% d'adolescents affirment le rôle négatif que sa chute a joué dans l'histoire de la Russie, sans que des différences

significatives selon la région ou la source d'information soient observables. Cette situation témoigne du retour de certains stéréotypes dans la conscience collective, y compris chez les plus jeunes.

3. *L'effacement de la mémoire des victimes*

La deuxième tendance caractéristique de la mémoire collective des adolescents interrogés est l'absence presque complète de la mémoire des victimes de la politique de l'État soviétique, tendance déjà observée au sein de l'ensemble de la population russe adulte. L'effacement de cette mémoire, l'incapacité de donner une évaluation morale à la politique de l'État, l'insensibilité à la violence paraissent dans les évaluations positives de la collectivisation et ambivalentes de la Grande Terreur.

Quant à la collectivisation, non seulement l'ensemble des interrogés se montre assez indifférent par rapport à cette politique, ne manifestant aucune volonté particulière de l'annuler, mais encore ils sont majoritaires à considérer (61,2%) que la collectivisation a joué un rôle positif dans l'histoire de la Russie ; cette évaluation démontre l'oubli de la mémoire tragique de centaines de milliers de victimes qui est désormais phagocytée par la mémoire glorieuse du « *grand bond industriel* ». Il est significatif que ce sont les élèves de la région d'Irkoutsk qui présentent le plus faible pourcentage de ceux qui voudraient annuler la collectivisation, tandis que celle-ci a été particulièrement sanglante dans cette région : les nombreuses révoltes de la paysannerie sibérienne s'opposant à la collectivisation des terres dans la région d'Irkoutsk ont été réprimées dans le sang (« la Vendée sibérienne ») ; cette mémoire traumatique semble avoir disparu.

Il est intéressant de remarquer par ailleurs que l'on retrouve les mêmes évaluations positives de la collectivisation que de la nouvelle politique économique (NEP). Le paradoxe est que la nouvelle politique économique et la collectivisation représentent deux stratégies opposées concernant le développement de la Russie : celle de Boukharine basée sur l'union avec la paysannerie, l'introduction des éléments du marché dans l'économie et le développement graduel de l'industrie ; celle de Staline basée sur « *l'échange inéquivalent entre la ville et la campagne* », l'extermination de couches sociales entières et autres mesures d'exception, permettant d'assurer l'industrialisation forcée. Les évaluations positives de ces deux

voies radicalement différentes relèvent encore une fois d'une part du caractère instable et contradictoire de la mémoire collective, d'autre part de l'incompréhension du sens historique et politique des événements.

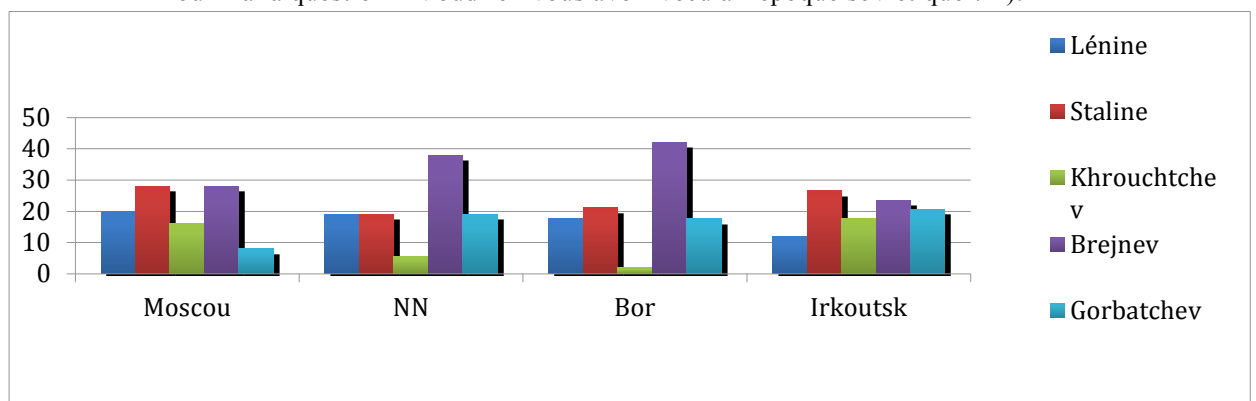
L'évaluation des purges staliniennes de l'appareil du parti, de l'armée et de l'administration à la fin des années trente, terreur de masse touchant toutes les couches de la population (« *la Grande Terreur* »), et expression de la violence étatique par excellence, constitue un autre signe fort de l'oubli de cette page tragique de l'histoire : 24% d'adolescents croient que les répressions ont joué un rôle « *plutôt positif* » pour la Russie, et 8,5% optent pour « *définitivement positif* » ; ainsi malgré les informations désormais disponibles sur l'ampleur des répressions et les méthodes utilisées, le nombre total de ceux qui manifestent une attitude approuvante vis-à-vis de la violence étatique est de 32,5%, les évaluations négatives représentent 35%. Le nombre élevé d'hésitants par rapport à la question de la Grande Terreur (30%) représente les indifférents qui pourraient dans un autre contexte rejoindre le groupe des « partisans de la Terreur ». Paradoxalement, malgré le nombre particulièrement élevé des indifférents et assez important de ceux qui saluent le rôle positif des répressions, ces faits arrivent à la troisième place parmi les événements de l'histoire soviétique que les interrogés voudraient annuler, juste après la *perestroïka* et la révolution. Si la contradiction entre les deux réponses est manifeste, elle indique non seulement le chaos des représentations, mais aussi le lien entre l'absence de l'attitude claire et nette vis-à-vis d'un événement historique et l'effacement de la mémoire des victimes : puisque l'histoire de ces événements est considérée comme « *sensible* », puisque les évaluations morales exigeront une prise de position, une grande partie d'adolescents choisit de garder une neutralité trompeuse qui n'est qu'un avatar de l'oubli. Il est significatif que la mémoire familiale semble ne pas avoir d'impact sur la perception des répressions : la proportion des évaluations positives et négatives des répressions par les élèves dont les images du passé sont formées par la famille et par ceux qui affirment ne pas utiliser cette source d'information est sensiblement la même. De façon générale, la proportion presque égale des évaluations positives et négatives de la Grande Terreur ne varie pas selon la source d'information : on retrouve toujours entre 30 et 35% de « pour » et de « contre », ainsi qu'un nombre élevé d' « hésitants ». Les évaluations ambiguës du XX^e congrès du PCUS, dont la signification semble échapper complètement aux interrogés, et de l'époque de

Khrouchtchev en général confirment une fois encore que la mémoire des répressions et la portée politique de leur résonance, ainsi que le sens du mot « dégel » risquent de devenir une tache blanche dans l'avenir très proche : si le rôle du XX^e Congrès est positivement évalué par 50% d'élèves, 24% l'évaluent négativement, et 23,6% ne donnent pas de réponse. Il convient de noter que les utilisateurs d'Internet sont presque deux fois plus nombreux à vouloir effacer le XX^e congrès que ceux qui n'utilisent pas ce moyen d'information (11% et 6% respectivement), ce qui pose la question de l'image de cet événement et de l'époque khrouchtchévienne en général véhiculée par les communautés numériques.

Le but de la question suivante, «*Voudriez-vous avoir vécu à l'époque soviétique et, si oui, sous quel dirigeant ?* », était d'identifier l'époque à laquelle les adolescents s'associent, ainsi que l'attachement personnel à un dirigeant : indiquer un dirigeant sous lequel on voudrait vivre suppose un plus grand degré d'adhésion à un certain modèle politique et social que l'évaluation distanciée et abstraite. Malgré les évaluations négatives de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS, la majorité prépondérante d'adolescents (de 74% à Irkoutsk à 60% à Bor) n'est pas séduite par la perspective d'avoir vécu eux-mêmes à l'époque soviétique. Pour autant, le croisement des données montre que ceux qui voudraient revenir en arrière (30% pour les élèves de Bor, 18% pour Nijny Novgorod, 25% pour Moscou et 23% pour Irkoutsk) manifestent un attachement particulier à deux périodes et à deux figures : Staline (23% toutes régions confondues) et Brejnev (34,6% toutes régions confondues). Sur cette question, les différences régionales sont assez marquées : si à Nijny Novgorod et à Bor (42%) les adolescents optent massivement pour l'époque de la stabilité brejnévienne, uniquement 28% des Moscovites sont du même avis, confirmant par là la thèse d'un attachement nostalgique des « perdants » de la *perestroïka* à cette période. En revanche, le personnage de Staline jouit d'une popularité assez importante parmi les élèves de Moscou et d'Irkoutsk : 28% et 26,5% respectivement voudraient vivre à l'époque stalinienne. Cette analyse confirme que même si la majorité d'adolescents ne regarde pas en arrière, une minorité nostalgique reste attachée à l'image de Staline et du stalinisme dans sa version originale des années 30-50 ou « allégée » brejnévienne (« *stalinisme mou* » des années 60-80).

Par ailleurs, de façon plutôt surprenante, on ne constate pas de corrélation entre la transmission de mémoire familiale et la nostalgie du passé : le pourcentage des « *nostalgiques* » est le même parmi les élèves qui affirment que la famille est la source d'information sur le passé et ceux qui n'ont pas coché cette option (24,3% et 23,7% respectivement) ; la situation est la même en ce qui concerne l'adhésion à l'époque brejnévienne. Ainsi selon nos données, cette nostalgie est en grande partie provoquée par la situation socio-économique de chaque région et par conséquent de chaque famille, selon le mécanisme classique de l'idéalisation du passé comme réaction à l'insatisfaction envers le présent. Un autre phénomène qui mérite d'être noté est le nombre particulièrement élevé de « stalinistes » parmi deux groupes d'interrogés : les élèves moscovites et les élèves affirmant utiliser Internet pour chercher les informations sur le passé soviétique : 30% d'utilisateurs d'Internet favorables à l'idée de revenir en URSS voudraient vivre sous Staline, tandis que ce pourcentage est de 18% pour ceux qui n'utilisent pas ce moyen d'information. Si l'usage d'Internet comme source d'information sur le passé semble influencer les représentations du passé dans un sens favorable à Staline, l'attitude des élèves moscovites demande une étude qualitative approfondie.

Tableau n° 67. Appréciations des dirigeants soviétiques (uniquement les interrogés ayant répondu « oui » à la question « Voudriez-vous avoir vécu à l'époque soviétique ? »).



Deux conclusions pourraient être tirées de cette analyse. En ce début du XXI^e siècle, le clivage sur la question de la Révolution et de la *perestroïka* n'est pas dépassé, comme le démontre le nombre presque égal de « *pour* » et de « *contre* » parmi les adolescents russes ; non seulement, il divise la société russe tout entière, mais encore il passe au sein de représentations individuelles. La polarisation et l'ambivalence des réponses indiquent l'incompréhension de leur portée politique et de leur sens historique. Si dans les années 1990 la société russe considérait le passé

soviétique comme un « *trou noir* » dans l'histoire du pays, la jeune génération actuelle semble être anesthésiée et insensible face au problème de la terreur étatique ; des épisodes-clés de l'époque soviétique, comme la collectivisation, cessent d'être les symboles de la violence étatique et de la souffrance populaire ; ils sont épurés des connotations négatives pour enrichir le panthéon des symboles de la grandeur de l'époque soviétique ; cette montée en puissance de certains stéréotypes atteint même la jeune génération qui ne manifeste que très peu de volonté de revenir en arrière. Les tendances observées témoignent d'un changement progressif de la mémoire collective : le remplacement de la mémoire traumatique de l'époque soviétique par la mémoire traumatique de la sortie de l'époque soviétique. En effet, les résultats de l'étude montrent que la période la plus abhorrée de toute l'histoire russe n'est plus la Grande Terreur, ni la collectivisation, mais les années 1980-90, période commencée par la *perestroïka* qui entraîne la chute de l'URSS ; la mémoire de la *perestroïka* provoque beaucoup plus de rejet chez les jeunes que la période stalinienne de l'époque soviétique.

B. Les images de la vie quotidienne soviétique

Le deuxième grand bloc de questions (Voir Annexe n° 6, questions 5 et 7) a été consacré à l'analyse de la composante sociale de la mémoire collective, c'est-à-dire aux représentations qui touchent non pas à l'image des événements, mais à celle de la société soviétique. Ces représentations ont été repérées par le jeu de comparaisons avec la Russie actuelle : le présent a joué un rôle d'un projecteur à la lumière de laquelle l'image du passé s'est profilée avec plus de précision.

1. Les mot-stimuli : dessiner le portrait de l'époque

Le but de la première question relevant de ce type d'interrogations était de repérer les associations sémantiques entourant le passé soviétique et la Russie actuelle. La méthode consistait à proposer aux interrogés une liste de mots en leur demandant de préciser s'ils renvoyaient plutôt à l'époque soviétique ou à la Russie actuelle¹⁸¹³. La méthode est inspirée par la technique des *mots-stimuli* d'Annick Percheron, décrite dans son ouvrage *La socialisation politique* (1993). Méthode particulièrement adaptée aux études sur les enfants et les adolescents, elle consiste à

¹⁸¹³ Comme dans la plupart de questions, les élèves ont du choisir plusieurs réponses, ce qui explique que la somme des réponses soit supérieure à 100%.

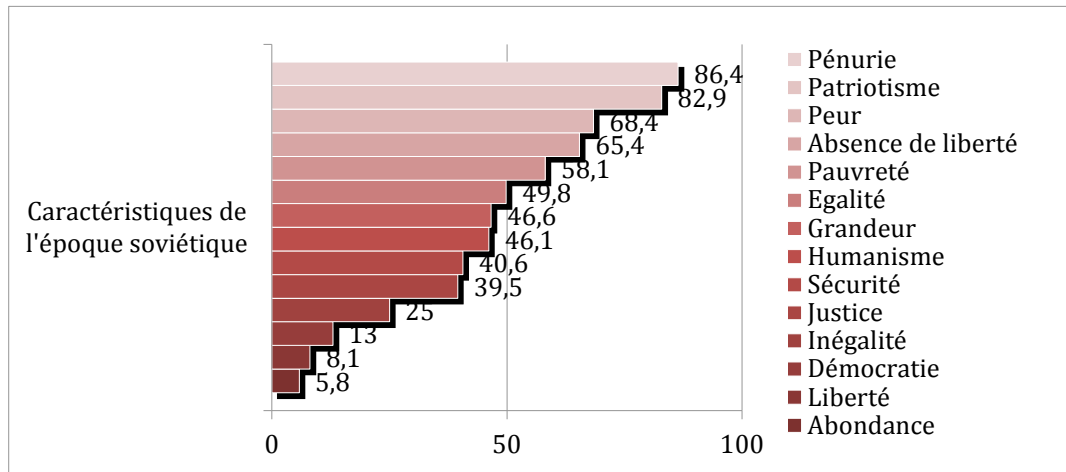
dresser la liste des mots en face desquels l'enfant doit noter les deux premières associations qu'ils évoquent pour lui. En modifiant la technique, nous avons dressé la liste des notions renvoyant au vocabulaire de valeurs essentielles (*égalité/inégalité, liberté/absence de liberté, justice, humanisme*), mais aussi à un vocabulaire socio-économique (*abondance/déficit, pauvreté, sécurité*) et émotionnel (*peur, grandeur*).

L'analyse des associations attribuées à chaque époque permet de repérer les éléments de continuité et de rupture entre les deux époques, à partir desquels sont formées leurs images respectives. Comme l'illustrent les tableaux n° 68 et n° 69 ci-dessous, la Russie actuelle se détache positivement de l'époque soviétique d'abord par l'abondance qui a mis fin à la pénurie alimentaire (« *déficit* » / « *defitsit* » dans le vocabulaire russe). La deuxième grande différence est la liberté et la disparition de la peur : la notion de liberté occupe la première place parmi les associations qu'évoque la Russie actuelle (72%). Toutefois, un grand nombre de notions positives est associé non pas à la Russie actuelle, mais à l'époque soviétique, comme par exemple le patriotisme (83% d'interrogés associent cette notion à l'URSS, et seuls 4,8% en font autant pour la Russie actuelle), mais aussi les notions comme « *grandeur* » et « *humanisme* » : l'époque est associée à ces notions deux fois plus souvent que la Russie actuelle.

Une régression nette s'observe également dans les domaines de la sécurité et de l'égalité : ces deux notions sont associées à l'époque soviétique, non à la Russie actuelle qui apparaît comme une société moins « *sûre* » et moins « *égalitaire* ». Selon toute apparence, par l'inégalité sévissant dans la Russie actuelle, les enfants doivent entendre l'inégalité matérielle, économique et non pas politique, car 49% d'interrogés associent la Russie à la démocratie. La même situation de régression est constatée dans le domaine de la justice : selon les réponses, cette notion serait davantage caractéristique de l'URSS que de la Russie actuelle. Il convient de noter que dans le vocabulaire russe, il existe deux notions distinctes qui sont traduites par « *justice* » en Français : « *joustitsiia* » (catégorie juridique, renvoyant aux notions de « *droit* », « *législation* ») et « *spravedlivost* » (catégorie morale, renvoyant aux notions de « *justice* », « *vérité* », par opposition à « *injustice* », « *iniquité* » ; par exemple : « *décision juste* » - « *spravedlivoe rechenie* »). Dans la culture russe, « *vérité* » et « *justice* » sont primordiales, tandis que le droit qui renvoie aux institutions étatiques,

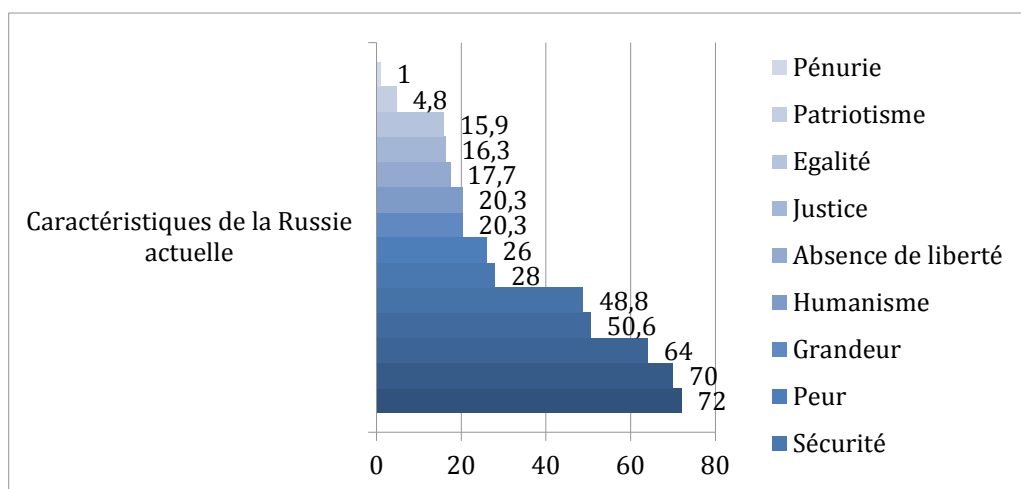
peut être « juste » ou non, les catégories morales étant perçues comme autonomes et parfois différentes des normes juridiques¹⁸¹⁴. Dans la question évoquée ci-dessus, nous avons opté pour la notion de « justice » – « *spravedlivost* », dans le sens plus vaste que la stricte signification juridique.

Tableau n° 68. La hiérarchie des notions associées à l'époque soviétique.



Commentaire des tableaux n° 68 et 69. Tandis que la disparition de la pénurie et la liberté sont les caractéristiques positives qui distinguent l'époque actuelle du passé soviétique, certains problèmes restent au même niveau : ainsi, la notion de la pauvreté est associée à deux époques avec une différence mineure (58,1% l'associent à l'époque soviétique, 50% à la Russie actuelle). Si l'époque soviétique est associée à l'absence de liberté et à la peur par 65,4% et 68,4% d'adolescents, 40,6% d'enfants associent la notion de sécurité à l'époque soviétique, contre 28% pour la Russie actuelle ; en matière d'égalité, 50% d'interrogés l'associent à l'URSS, mais ils ne sont plus que 16% à l'associer à la Russie actuelle. En ce qui concerne la justice, 40% d'adolescents associent cette notion à l'URSS, et uniquement 16% à la Russie actuelle.

Tableau n° 69. La hiérarchie des notions associées à la Russie actuelle.



¹⁸¹⁴ YAKOVLEV Alexandre, « L'État russe (aspect historico-sociologique) », *Les sciences sociales et le temps présent*, n° 5, 2002, p. 78

À travers ces réponses, l'image de deux époques telles qu'elles sont vues par les jeunes Russes, commence à se dessiner. Les adolescents se rendent bien compte que la société soviétique n'a pas été une société libre, ni une société riche, ni une société de consommation ; en revanche c'était une époque d'égalité dans la pauvreté, de patriotisme et de grandeur, de sécurité et de justice, d'humanisme enfin, dans le sens de solidarité entre les personnes et de bonnes relations humaines. La société actuelle, bien que libre et même pour une grande partie, « *démocratique* », présente un tableau beaucoup plus sombre : la pauvreté prend une signification particulière dans le contexte de l'abondance ; les inégalités flagrantes dans la Russie actuelle vont de pair avec l'injustice ; la grandeur du pays disparaît, tout comme le patriotisme de la population. Paradoxalement, si la peur disparaît, l'on se sent beaucoup moins en sécurité qu'à l'époque soviétique ; il ne s'agit pas de la même peur et de la même sécurité : avant, la peur était liée à l'appareil d'Etat, maintenant l'insécurité se ressent par rapport à la société. Ainsi si l'époque soviétique a loin d'avoir une image radieuse *en soi*, elle l'a beaucoup plus *en comparaison avec la Russie actuelle*, qui est à beaucoup d'égards perçue comme une régression ; le progrès incontestable est aperçu uniquement dans le domaine de la consommation et de la liberté personnelle. L'influence réciproque des images du passé et des images du présent commence dès lors à se profiler : c'est en effet uniquement par rapport à la situation de la Russie actuelle que les défauts de l'époque soviétique paraissent moins importants et l'idéalisation du passé renforce, à son tour, le regard critique sur le présent. Donc, non seulement il existe un lien entre les images du passé et les représentations du présent, mais encore la dépendance peut aller dans le sens inverse : les failles de l'État actuel ne font que renforcer la nostalgie de l'État soviétique, déformant davantage son image.

2. *La comparaison des politiques publiques et de la vie quotidienne*

Dans la deuxième question visant à l'évaluation de la vie quotidienne (Voir Annexe n° 6, question 7) les adolescents devaient comparer les situations économique et sociale, mais aussi la vie quotidienne de l'URSS et de la Russie actuelle. Sous la formule simple « *À votre avis, la situation dans les domaines énumérés ci-dessous était meilleure en URSS ou dans la Russie actuelle ?* » ont été comparés les secteurs-clés relevant des politiques publiques de l'État – la santé publique et la médecine, l'éducation, l'accès au logement, l'accès au travail et la situation dans l'emploi, la

disponibilité des activités d'éducation et de développement personnel extra-scolaires (cercles d'études, cours, centres d'activités sportive ou artistique), l'accessibilité et la qualité des biens d'alimentation et des articles de grande consommation (vêtements, meubles, électroménager), la qualité du loisir de la population (théâtres, cinémas, tourisme) – , mais aussi les relations entre les individus, partie importante de la vie quotidienne.

Un tableau éclectique des acquis et des défauts de deux époques se profile à travers les réponses obtenues (tableau n° 70). L'ensemble des interrogés considère que la Russie actuelle présente un progrès incontestable en matière d'accessibilité aux biens d'alimentation et aux articles de grande consommation, d'accès au logement et aux loisirs : les adolescents se rendent compte que, par rapport au passé récent, la population commence à être mieux logée, à mieux consommer, à mieux se distraire, à voyager plus à l'étranger et à faire ce qu'elle veut de son temps libre. En revanche, les raisons de la nostalgie pour l'époque passée se dessinent à travers les failles du système actuel qui peine à apporter des réponses à des problèmes sociaux concrets, ainsi qu'à travers les différences du climat social entre les deux époques. Deux images forment la base de cette nostalgie : l'image de l'éducation soviétique dont la qualité, selon les adolescents, est inaccessible pour la Russie actuelle ; l'image idéalisée des relations entre les gens.

Si l'évaluation de la consommation, de l'éducation et des relations interpersonnelles fait consensus, d'autres peuvent varier selon la composante régionale, mais surtout selon la source d'information. La question de l'emploi et de la carrière reste un point d'achoppement dans les évaluations des deux époques : on note une différence de réponses entre Moscou et Irkoutsk d'un côté, qui affirment que la situation dans ce domaine s'est améliorée par rapport au passé, et Bor et Nijny Novgorod de l'autre, où les adolescents considèrent que la situation était meilleure à l'époque soviétique. La différence des réponses traduit une réalité sociale différente : à l'époque soviétique, Nijny Novgorod avec sa banlieue de Bor étaient le centre du complexe militaro-industriel du pays, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent pour l'emploi de la population. La hausse du chômage dans la région, suite au déclin industriel des années 1990, et la situation difficile qui persiste dans l'industrie automobile russe expliquent bien les réponses des adolescents : leur image du passé

est visiblement construite à partir des effets que la *perestroïka* a eus sur le destin de leur famille.

Tableau n° 70. Les évaluations des différents secteurs des politiques publiques par région.

	Moscou		Nijny Novgorod		Bor		Irkoutsk	
	Mieux en URSS	Mieux en Russie	Mieux en URSS	Mieux en Russie	Mieux en URSS	Mieux en Russie	Mieux en URSS	Mieux en Russie
Santé publique	44	33	36	50	31	54	36,5	45,3
Education	55	30	56,6	39,4	49	47	54	38
Logement	32	53	35	52	37	54	40	53
Accès aux biens	5	90	12,6	80	6	86	4	91
Emploi et carrière	42	43	48	41	47,6	43	36	48
Loisir	10	85	21	73	20	75	14	79
Relations entre les gens	71	8	64	12	77,5	11,5	67,6	15
Développement personnel	64	28	64	29	42	49	55	37

Il est intéressant de noter que, sur la question de l'emploi, les élèves moscovites se sont partagés entre les deux réponses, « *mieux en URSS* » et « *mieux en Russie* » de manière presque égale : on voit que même si la situation dans ce domaine est meilleure à Moscou que dans la région de la Volga, le problème de l'emploi et de la carrière ne disparaît pas pour autant des préoccupations des élèves. Les Moscovites sont également les seuls à considérer que la situation dans le domaine de la santé publique et de la médecine s'est détériorée par rapport à l'époque soviétique. La répartition des réponses témoigne du fait que parmi tous les stéréotypes sur les acquis sociaux de l'État soviétique, c'est le mythe de la « *meilleure éducation au monde* » qui persiste durablement dans la conscience des adolescents actuels, renforcé sans doute par l'insatisfaction par rapport au système actuel d'éducation.

De manière inattendue, c'est dans le bloc des représentations de la vie quotidienne, comparée secteur par secteur, que l'on retrouve des différences importantes entre les groupes des jeunes qui utilisent les différentes sources d'information. En effet, la vision de la vie quotidienne soviétique formée par la famille, par la télévision et par Internet se détache nettement de celle offerte par le milieu scolaire : si les trois premières sources d'information renforcent les évaluations positives de l'époque soviétique, le milieu scolaire contredit cette vision (Tableau n° 71). En effet, les évaluations positives de l'époque soviétique se renforcent si l'adolescent affirme tirer les informations sur le passé de la famille, de la télévision ou d'Internet. Le renforcement de cette image favorable de l'URSS

atteint le maximum chez les utilisateurs d'Internet : selon ces derniers, à part l'accessibilité de l'alimentation, les loisirs et le système de santé, la Russie actuelle présente une dégradation dans tous les autres secteurs de la vie sociale, y compris l'emploi et la carrière. La contradiction entre les représentations acquises au sein du milieu familial, face à la télévision ou sur Internet et celles véhiculées par le système éducatif est dès lors évidente. L'école en revanche semble fournir les représentations moins positives de la vie quotidienne soviétique.

Tableau n° 71: Les évaluations des différents secteurs par source d'information.

	Lycée =1	Lycée =0	Famille =1	Famille =0	TV =1	TV =0	Internet =1	Internet =0
	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie	URSS/ Russie
Santé	32,6 / 52,5	43,1 / 37	39,3 / 42,7	30 / 56	35,4 / 48,0	37,1 / 46,3	42,2 / 43,1	33,2 / 49,3
Education	50,4 / 43,3	60 / 32,9	54,8 / 37,4	51 / 44	54,8 / 38,6	51,7 / 41,7	64,2 / 29,9	48,5 / 44,6
Logement	35,6 / 54,6	37,9 / 49,8	39,5 / 49,2	30 / 60	39,6 / 49,5	31,7 / 58,7	44,6 / 44,1	32,5 / 57,8
Alimentations et biens	6,8 / 86,4	9 / 84,4	6,7 / 86,5	9 / 84,3	7,4 / 85,2	7,7 / 86,5	9,3 / 81,4	6,7 / 87,8
Emploi et carrière	43,3 / 44,5	46 / 41,2	48 / 39,8	37,2 / 50,2	46,7 / 40,6	40,5 / 47,5	49,0 / 37,3	41,9 / 46,3
Loisir	15 / 79,6	22,7 / 71,1	16,4 / 79,3	19,7 / 72,2	16,1 / 78,6	19,7 / 74,1	17,6 / 78,4	17,5 / 76
Relations	70,3 / 12,2	69,7 / 11,4	71,8 / 9,9	66,8 / 15,7	72,8 / 9,2	66 / 15,8	74,5 / 11,8	68 / 12
Développement personnel	53,3 / 39,2	59,2 / 31,3	58,1 / 34	50 / 41	57,9 / 34,1	51,4 / 40,2	62,3 / 28,9	52 / 40

Commentaire du Tableau n° 71. Ce tableau illustre l'évaluation comparée de différents secteurs de la vie économique et sociale en URSS et en Russie selon la source d'information. Toutes les réponses étaient divisées en catégories selon que les interrogés utilisaient ou non telle ou telle source d'information. Ainsi la comparaison entre les « téléspectateurs » (codé comme « TV=1 ») et ceux qui affirment ne pas tirer les informations de la télévision (codé comme « TV=0 ») est possible.

Les adolescents qui ont décidé de prendre leur distance avec les interprétations diffusées par le milieu scolaire (groupe « Lycée = 0 », 33%), ont tendance à évaluer plus positivement la vie quotidienne soviétique que ceux qui affirment puiser leurs informations dans le milieu scolaire (groupe « Lycée = 1 », 67%). Sur certaines questions, les deux groupes ont une vision clairement opposée : si les adolescents « détachés » de l'école considèrent que le système de médecine et de santé publique était meilleur en URSS (43% contre 37%), dans l'autre groupe l'opinion est clairement contraire (32% contre 52%). Pour d'autres sphères, la tendance est confirmée : bien que l'évaluation positive de l'éducation soviétique soit une donnée immuable pour les deux groupes, la différence des adhérents de ce point de vue est remarquable, 60% dans le groupe « Lycée = 0 » et 50% dans le groupe « Lycée = 1 ».

L'exemple le plus marquant est fourni par les visions opposées du secteur de l'emploi : si 50% des adolescents détachés des représentations familiales affirment que la situation dans ce domaine est meilleure dans la Russie actuelle, ils ne sont plus que

39% parmi ceux qui ont affirmé tenir les informations de la famille ; de la même manière, l'attachement aux représentations familiales détermine l'évaluation plus favorable du système de santé soviétique (39% contre 30%), mais aussi la nostalgie particulièrement forte des « bonnes relations entre les gens » (71% contre 66%). Le même tableau idéalisé avec un fort penchant nostalgique se retrouve dans les représentations du groupe de « téléspectateurs » : ils évaluent plus positivement la situation dans le logement à l'époque soviétique (39% contre 31%), l'emploi et la carrière (46% contre 40%), les relations entre les gens (72% contre 66%), le développement personnel (57% contre 51%) en URSS. Enfin, le renforcement de cette image favorable de l'URSS atteint le maximum chez les utilisateurs d'Internet.

Cette situation illustre la transmission des souvenirs nostalgiques par le cadre familial : beaucoup de familles ont vu leur statut social et leur niveau de vie se détériorer après la chute de l'économie soviétique, notamment dans les régions dont la production était centrée sur le complexe militaro-industriel, comme Nijny Novgorov ou Irkoutsk ; les représentations du passé des adolescents sont forgées sur fond de comparaisons entre l'actuel niveau de vie de leur famille et les images inspirées par les souvenirs idéalisés non seulement transmis par la famille, mais aussi formés par la culture de masse à travers les séries télévisées, les téléfilms et les émissions. En ce qui concerne les évaluations positives de l'époque soviétique par les internautes, elles peuvent être liées à la façon dont les adolescents utilisent Internet : on peut supposer que de toute la diversité des informations ils ne retiennent que celles qui concordent avec le tableau déjà dressé par la famille et la télévision ; on peut également penser au rôle des nombreuses communautés nostalgiques et pro-soviétiques qui attirent la jeunesse et dont le discours contribue également à agir sur leurs perceptions.

Si les comparaisons entre les deux systèmes sociaux démontrent bien les effets de la construction des représentations dans les milieux différents et les mécanismes de la transmission de la nostalgie sociale, ils indiquent aussi les succès et les failles objectives de l'État actuel face aux problèmes dans les secteurs indiqués. Tandis que l'abondance des biens et les plus vastes possibilités en matière de loisirs semblent faire partie des acquis incontestables de l'État post-soviétique, son échec dans le domaine de l'éducation nationale n'en est pas moins tangible pour la population ; les secteurs faisant l'objet d'évaluations contradictoires (santé publique, logement, emploi et carrière) montrent également que, même si certaines améliorations par rapport à l'époque soviétique ont eu lieu, elles ne sont pas toujours évidentes pour l'ensemble de la population et la situation peut fortement varier de région en région.

Cela confirme une fois encore que les défaillances de l'État actuel expliquent en partie la nostalgie de l'époque soviétique et que cette nostalgie, au fur et à mesure que la mémoire cède la place au mythe, entraîne un regard critique vis-à-vis de l'État actuel : dans la nostalgie du temps soviétique, le moteur le plus fort est l'insatisfaction par rapport à tel ou tel aspect du présent.

Il faut cependant noter que, même si la vie quotidienne soviétique est évaluée de manière plus positivement quand les représentations sont transmises par la famille ou les médias, ces changements sont mineurs, allant rarement au-delà de 10% d'écart entre les réponses. Ce point permet de nuancer la thèse relative à la portée des systèmes de formation des représentations : même si la situation de chaque région et les sources d'information jouent un rôle certain qui est parfois assez remarquable, le champ de représentations du passé semble être relativement stabilisé et structuré autour d'un certain nombre de points communs. Si les adolescents peuvent partager, plus ou moins, la nostalgie de leurs parents pour l'époque soviétique et s'ils sont massivement adeptes de l'image mythologisée de la société soviétique – société de l'égalité des patriotes pauvres, de la grandeur, de l'humanisme, de la justice et de la sécurité, – ils restent en même temps attachés au système actuel à travers les pratiques de consommation et de loisirs.

Un constat s'impose après l'analyse des représentations historiques et sociales relatives au passé soviétique. Le vecteur de la mémoire collective est d'ores et déjà déplacé et le transfert de la mémoire traumatique s'est effectué au sein de la génération de 16-18 ans : si la période stalinienne est désormais perçue comme une période normale, ordinaire de l'histoire russe, la *perestroïka* commence à jouer un rôle d'épouvantail pour la génération des jeunes. Ce déplacement est favorisé par trois facteurs : le caractère difforme des représentations et le bas niveau de connaissances historiques, l'effacement de la mémoire tragique et l'échec du projet de réformes néo-libérales qui a entraîné le traumatisme social majeur des années 1990.

En ce qui concerne les mécanismes de formation des représentations, nous avons démontré d'abord que les défauts de l'État actuel pour apporter des solutions aux problèmes de la population nourrissent l'idéalisation de l'époque soviétique : les

jeunes perçoivent la situation actuelle dans plusieurs domaines de la vie sociale comme une dégradation nette par rapport au système soviétique ; dès lors, ce système commence à être perçu comme conduisant à une société plus égale, plus juste, plus sûre, plus humaine et plus grande non pas en soi, mais par rapport à la Russie actuelle. Ensuite, les représentations diffèrent selon la source d'information sur l'époque soviétique : les représentations de la vie quotidienne soviétique diffusées au sein du système scolaire semblent entrer en contradiction avec celles acquises au sein de la famille et par le biais des médias, notamment Internet : cette situation prouve que les stéréotypes puisent leurs racines, d'abord dans le manque de connaissances factuelles que les manuels scolaires et le système scolaire sont censés fournir aux élèves ; le manque de connaissances historiques est propice au développement des mythes issus de la culture de masse et sous-tendus par la mémoire familiale. De surcroît, cette contradiction entre les sources d'information, quand le tableau formé par l'école est différent de celui formé par la famille et les médias, maintient l'état chaotique de la mémoire collective.

§ 2. La reproduction du modèle de l'*homo sovieticus* ?

Le deuxième volet des questions visait à analyser les attitudes politiques et à prendre la mesure de la reproduction du modèle de « *l'homme soviétique ordinaire* » au sein de la jeune génération. L'analyse révèle que non seulement ce modèle est reproduit sous couvert d'un attachement déclaratif à la démocratie, mais encore il détermine la vision particulière de toute une série de notions, dont la démocratie.

A. Les trois incarnations de l'État

Le premier bloc de questions était centré sur l'image de l'État et de son rôle dans la vie sociale, politique et économique, question cruciale dans toutes les sociétés post-communistes. Dans ces pays, le rôle de l'État était en effet déterminant aussi bien pour le développement industriel que pour la protection des populations dans la période transitoire¹⁸¹⁵. Or en Russie, la tradition pluriséculaire du paternalisme étatique, dont l'URSS tardif était l'expression par excellence, a été interrompue brusquement par la « *thérapie de choc* » des réformes ultralibérales et l'échec des

¹⁸¹⁵ SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London / New York, Routledge, 2008, p. 461

gouvernements pour prendre en charge les problèmes de la population. Dans ce contexte, la réponse à la question « *quel type d'État* » présente un intérêt particulier.

Le premier bloc de questions du volet politique (voir Annexe n° 6, question 12) visait à repérer trois images idéal-typiques, schématiques et simplifiées, de l'État à travers l'étendue de ses responsabilités dans les différents domaines de la vie politique, sociale et internationale¹⁸¹⁶. Le bloc était composé de trois sous-questions évaluant l'État dans ses trois incarnations : l'État idéal, l'État actuel et l'État soviétique. Les interrogés étaient invités à choisir, parmi la liste des fonctions concrètes, de quoi l'État doit s'occuper (le modèle de l'État souhaité), de quoi l'État actuel s'occupe réellement (l'évaluation de la réalité) et de quoi s'occupait l'État soviétique (l'image du passé). Les réponses proposées étaient organisées autour de trois grands axes : le rôle de l'État dans la vie sociale et dans l'économie ; la politique internationale ; l'État de droit. Les variantes de réponses proposées relevaient clairement des fonctions caractéristiques de modèles étatiques idéal-typiques différents : l'État social paternaliste et l'État libéral, l'État militaire replié sur soi et l'État ouvert à l'Occident, l'État de droit et l'État autoritaire (Tableau n° 72).

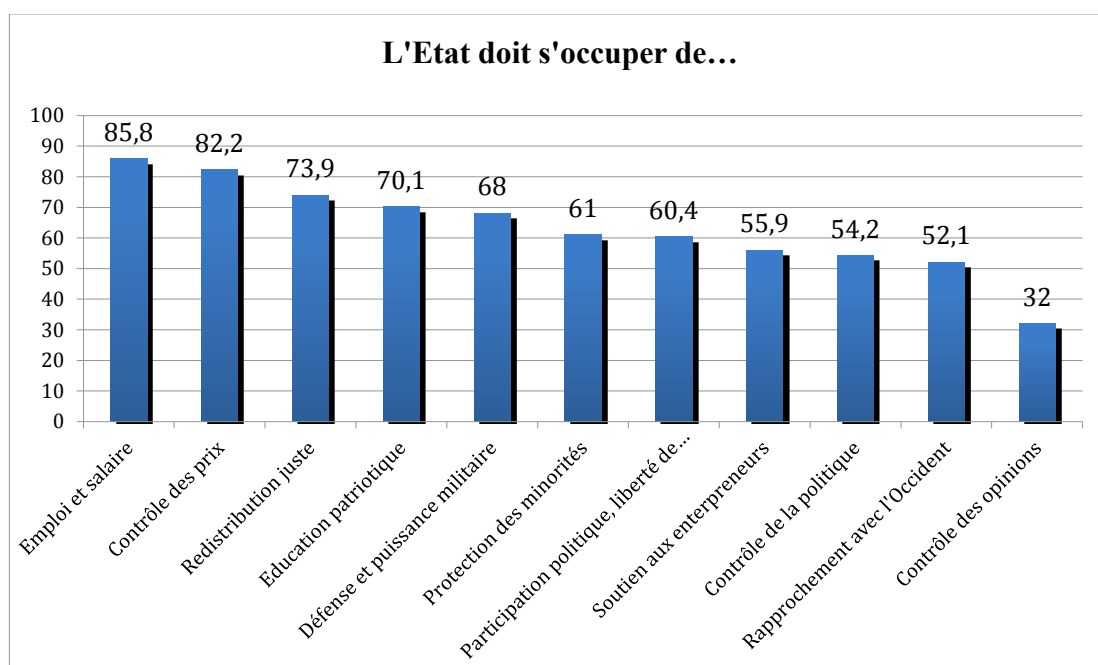
Tableau n° 72. La répartition des fonctions de l'État selon les modèles étatiques.

	Modèle de l'État	
<i>Le rôle de l'État dans la vie sociale et dans l'économie</i>	<i>État social</i> Contrôle des prix et leur maintien au niveau acceptable pour la population. Garanties de l'emploi et des salaires dignes pour l'ensemble de la population. Redistribution juste des biens dans la société, soutien aux démunis.	<i>État libéral</i> Soutien au monde des affaires, aux entrepreneurs. Soutien à l'initiative privée dans tous les domaines.
<i>La puissance militaire de l'État, son rôle dans l'éducation patriotique, sa position internationale</i>	<i>État militarisé, fermé</i> Éducation de la jeunesse dans le patriotisme et dans la fierté pour son pays. Consolidation du potentiel de défense du pays et de sa puissance militaire, élévation de son prestige sur la scène internationale.	<i>État ouvert à l'Occident</i> Rapprochement avec les pays occidentaux, coopération internationale.
<i>Les relations État / individu, libertés publiques, vie politique</i>	<i>État autoritaire</i> Censure et contrôle de l'opinion publique. Contrôle de la vie politique du pays	<i>État de droit</i> Protection des droits des minorités, éducation de la jeunesse dans l'esprit de la tolérance et de l'ouverture Garantie de la participation vaste des citoyens dans la vie politique du pays, protection de la liberté de parole

¹⁸¹⁶ Nous utilisons ici une définition « simple » des politiques publiques de Mény et Thoenig : « *tout ce qu'un gouvernement choisit de faire ou de ne pas faire* » (MENY Yves, THOENIG Jean-Claude, *Politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, 392 p.)

Le premier constat que l'on peut faire à partir de l'analyse des réponses à ce bloc de questions est l'étendue que les fonctions étatiques prennent aux yeux des interrogés. En effet, comme le démontre le Tableau n° 73 ci-dessous, il n'y a pas une fonction étatique qui ait obtenu moins de 30% de réponses. Dans la plupart des cas, les interrogés ont coché le maximum sinon la totalité de réponses possibles dans la colonne « *L'État doit* ». Si la répartition des réponses indique l'éclectisme des représentations relatives au modèle de l'État souhaité, elle démontre également l'absence de prise de conscience des limites à l'intervention étatique : malgré l'idée assez prononcée de ce que l'État doit faire, les adolescents ont assez peu de certitude sur ce dont l'État ne doit pas s'occuper.

Tableau n° 73. L'image de l'État idéal.



Commentaire du tableau n° 73. La répartition des réponses témoigne de l'étendue très importante des domaines de l'intervention étatique : aucune de nombreuses sphères de la vie économique, sociale, politique et même spirituelle n'a obtenu moins de 30% des voix. Si la plupart des réponses s'inscrivent dans la logique paternaliste, privilégiant les sphères comme emploi et salaires (86%), contrôle des prix (82%) et redistribution juste (74%), la demande de l'intervention étatique dans le domaine de l'éducation et notamment dans la formation du patriotisme reste élevée (70%). La fonction de « *contrôle de la vie politique* » a obtenu 54,2%, soit 286 adolescents ; la fonction de censure et de contrôle des opinions a été choisie par 169 adolescents, soit 32%.

Cette absence de représentation des limites de l'intervention étatique indique l'absence d'image claire des relations entre l'État et la société, l'État et l'individu : visiblement, les adolescents n'éprouvent pas le besoin de poser des limites à l'intervention étatique. C'est le premier indicateur de la persistance du modèle

d'*homo sovieticus* au sein de la jeunesse russe : l'on retrouve l'image d'un l'État régissant tous les aspects de la vie des hommes, « *une institution qui remplit, à elle seule, tout l'espace social à la manière d'une substance gazeuse* »¹⁸¹⁷.

Au sein de cet État aux fonctions hyper-étendues, les demandes de sollicitude paternaliste de l'État et le désir d'un État fort et glorieux constituent deux tendances particulièrement prononcées parmi les adolescents russes : l'État idéal pour la majorité prépondérante d'adolescents russes est tout d'abord un État social paternaliste. Les trois réponses qui ont obtenu le plus de voix renvoient aux fonctions sociales de l'État : 86% d'interrogés pensent que l'État doit garantir à l'ensemble de la population les emplois et les salaires « *dignes* » ; 82% estiment qu'il doit effectuer un contrôle sur les prix et les maintenir au niveau acceptable pour la population ; enfin, 74% croient que la redistribution « *juste* » des biens au sein de la société doit également s'effectuer par l'État. L'approbation du modèle paternaliste est massive : c'est l'image traditionnelle du pouvoir nourricier de l'État – bienfaiteur que l'on retrouve dans les représentations des adolescents des années 2000. Cette conviction caractéristique de « *l'homme soviétique ordinaire* » est profondément ancrée dans la conscience de la jeunesse actuelle, nonobstant les différences économiques, sociales ou encore la disparité des sources d'information : sur ce point, les différences de réponses entre les régions disparaissent ; les élèves moscovites montrent le même penchant pour le modèle de l'État paternaliste que les élèves de la ville de Bor, les « *internauts* » y sont autant attachés que les « *téléspectateurs* ».

La deuxième caractéristique importante de l'État idéal est le sentiment de fierté que la jeunesse déclare avoir besoin d'éprouver à son égard et le patriotisme qu'il est nécessaire d'apprendre aux jeunes (70%) ; c'est aussi la demande massive de la puissance militaire et de la place « *digne* » sur la scène internationale (68%). C'est uniquement après ces attributs de l'État paternaliste et de l'État puissant qu'arrivent les deux premières réponses touchant à l'État de droit : 60% d'adolescents considèrent que l'État doit « *protéger les droits des minorités et éduquer la jeunesse dans l'esprit de la tolérance et de l'ouverture* », ainsi qu'« *assurer la vaste participation des citoyens dans la vie politique du pays et protéger la liberté de parole* » ; arrivent ensuite le soutien que l'État devrait apporter au monde des

¹⁸¹⁷ LEVADA Youri, *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire, op. cit.*, p. 37

affaires, aux entrepreneurs (55,9% de réponses) et le rapprochement avec l'Occident (52,1%). Le contrôle de la vie politique et la fonction de la censure et du contrôle des opinions semblent importants pour respectivement 54% et 32% d'interrogés : si la première réponse témoigne d'une représentation de la vie politique comme mouvement informel qui doit être contrôlé et encadré par l'État, la dernière réponse traduit non seulement la méfiance envers les médias, mais aussi l'absence de la notion de sphère privée parmi une partie d'adolescents russes ; pour eux, les opinions personnelles relèvent aussi du domaine de contrôle étatique.

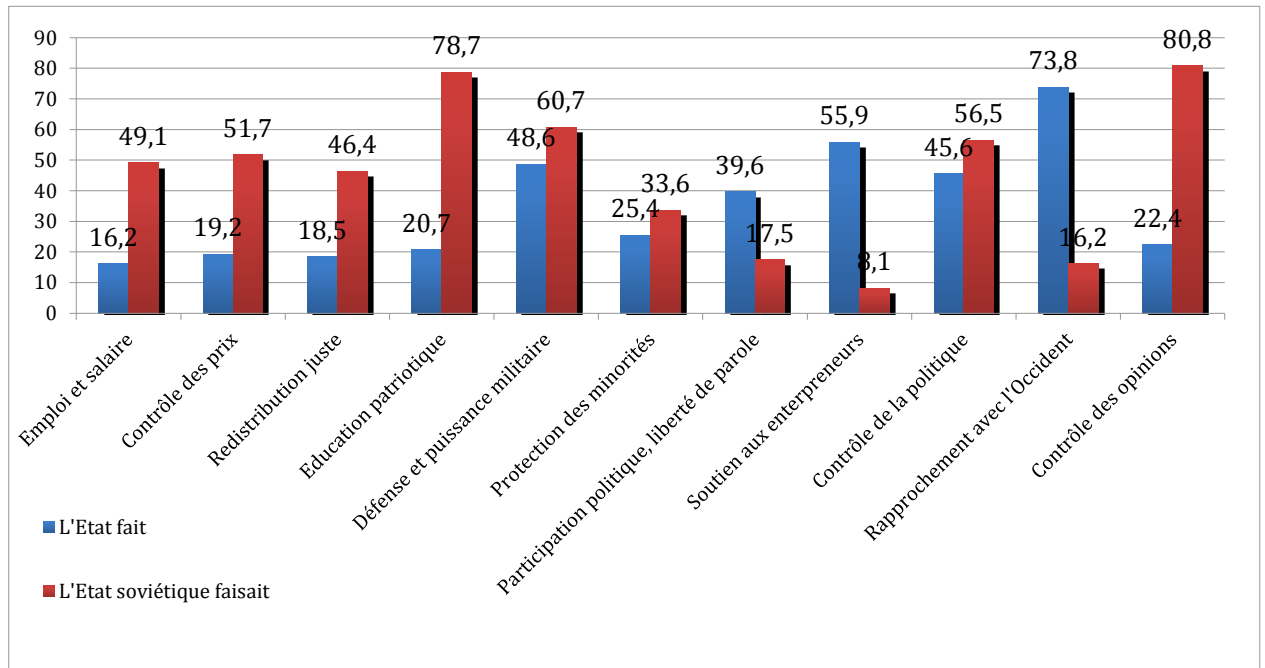
Si les aspirations d'ordre paternaliste et le penchant vers la grandeur militaire restent forts chez les jeunes, dans quelle mesure l'État actuel et l'État soviétique satisfont à cette image de l'État idéal ? Comme le démontre le Tableau n° 74 ci-dessous, l'État actuel présente des défauts évidents concernant précisément les fonctions qui sont considérées comme les plus importantes par les adolescents.

En effet, à part le rapprochement avec l'Occident et le soutien aux entrepreneurs, l'État actuel, aux yeux des adolescents interrogés, fait l'objet d'une évaluation critique : il manquerait surtout à ses fonctions principales d'État social (les fonctions paternalistes de contrôle sur les prix, salaires, régulation du marché de travail, redistribution juste) et de l'éducation patriotique, cruciales pour les jeunes. Cette faible performance de l'État actuel est d'autant plus mise en exergue que les secteurs énumérés constituent les domaines privilégiés de l'intervention étatique pour les adolescents, ses sphères d'intervention par excellence. Le seul secteur où l'État actuel semble réussir tant bien que mal à rattraper l'URSS est le secteur de la défense et de la puissance militaire. Il est intéressant que, aux yeux d'une grande partie des interrogés, l'État actuel contrôle à la fois la vie politique et assure la participation des citoyens à la vie politique du pays : les adolescents exposent avec perspicacité les mécanismes de la « *démocratie contrôlée* ». Il est également étonnant que, pour les adolescents actuels, l'État soviétique s'occupait mieux de la protection des droits des minorités que l'État actuel. Pour le reste, la Russie actuelle n'est pas un État social, ni un État puissant et glorieux, selon les estimations des jeunes Russes.

L'État soviétique se rapproche davantage de l'image souhaitée : bien qu'il déroge à l'image de l'État idéal sur les points relatifs à l'État de droit (censure et

contrôle de la vie politique, participation politique, liberté de parole), il satisfait beaucoup mieux à l'image de l'État social (emploi, contrôle des prix) et surtout de l'État puissant (patriotisme, puissance militaire), c'est-à-dire, tout ce qui a une importance primordiale aux yeux des jeunes Russes.

Tableau n° 74. Les fonctions de l'État actuel et de l'État soviétique.



Commentaire du tableau n° 74. La comparaison entre ce dont l'État soviétique s'occupait et ce dont s'occupe l'État actuel n'est pas en faveur de ce dernier. L'activité la plus remarquable de l'État actuel, selon les élèves, est son rapprochement avec l'Occident (73,8%) et le soutien qu'il apporte aux entrepreneurs (60%). En revanche, les quatre premières réponses pointent les manques de l'État actuel là où l'État soviétique réussissait beaucoup mieux : l'emploi et les salaires (16,2% / 49,1% respectivement), le contrôle des prix (19,2% / 51,7% respectivement), la redistribution juste (18,5% / 46,4% respectivement), l'éducation patriotique (20,7% / 78,7%). De façon paradoxale, l'État soviétique, selon les interrogés, s'occupait mieux de la protection des minorités (33,6%).

Cette représentation de l'État dans ces trois incarnations fait apparaître encore une fois de très fortes certitudes sur l'État soviétique, un État qui certes contrôle les opinions et la vie politique, censure les médias, mais est un État puissant, éduquant la jeunesse dans la fierté et le patriotisme, et un État social qui se rapproche au maximum du degré souhaité de sollicitude paternelle et de contrôle.

B. Les voies de développement de la Russie

Le bloc de questions politiques serait incomplet si l'on n'analysait pas certaines représentations politiques relatives au projet d'avenir qu'ont les jeunes Russes : il s'agit des différentes voies de développement pour la Russie.

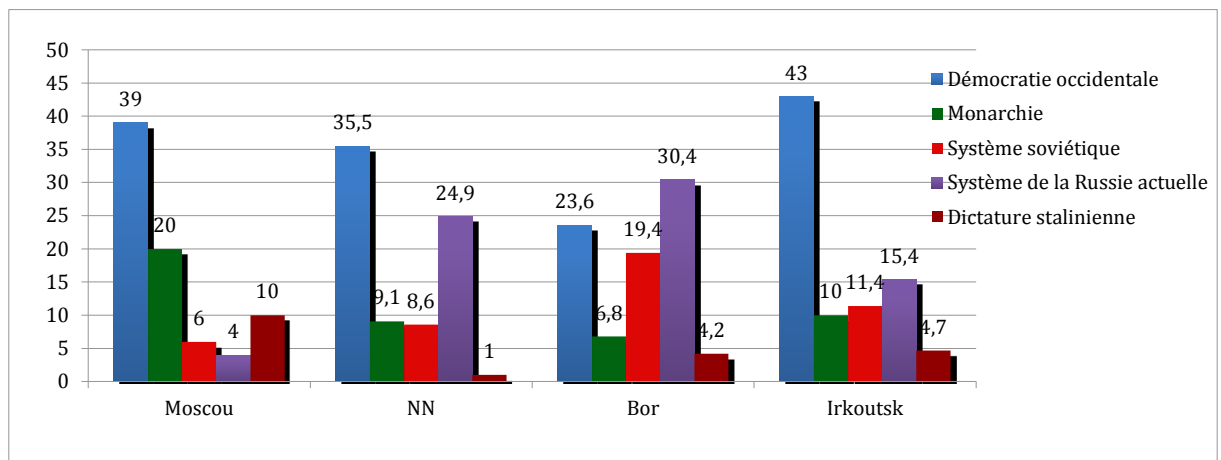
1. *La voie démocratique ou la voie autoritaire ?*

Dans les questions 9, 10 et 13 l'accent a été mis sur le choix d'un modèle politique adapté pour la Russie et sur le chemin de développement qu'elle doit suivre. Trois choix principaux ont été proposés par les questions 9 et 10 : 1) Le choix entre le système démocratique et le système autoritaire / totalitaire, permettant d'évaluer l'attractivité respective des idées démocratique et autoritaire ; 2) Le choix entre la voie commune des pays démocratiques occidentaux et « *notre propre voie* », qui éluciderait l'attachement des adolescents à l'idée de l'exclusivité de la Russie ; 3) Le degré d'attachement ou de critique du régime actuel, permettant de mesurer les attitudes protestataires, et de comprendre avec quel système politique les adolescents associent le régime russe actuel. Si dans les questions 9 et 10 les adolescents devaient choisir une réponse parmi les variantes proposées (question à choix multiples), la question 13, seule question ouverte, les laissait absolument libres dans leurs réflexions ; à la fin du questionnaire, ils développaient leur vision de telle ou telle voie de développement, permettant de repérer le sens dont les notions utilisées tout au long du questionnaire sont remplies.

Dans la question 9, les adolescents devaient choisir parmi les cinq variantes proposées le système politique le mieux adapté pour la Russie : la démocratie occidentale, la monarchie, le système politique soviétique, le système politique de la Russie actuelle et la dictature stalinienne. Les réponses proposées renvoyaient aux systèmes politiques déjà familiers aux élèves de la terminale. Il était important de faire une distinction entre le système soviétique et la dictature stalinienne : si le système étatique soviétique a été créé par Staline, le stalinisme a été une période exceptionnelle ; choisir la « *dictature stalinienne* » impliquerait un attachement à ce type de gouvernement basé sur la terreur et au personnage de Staline.

Si l'analyse des réponses permet de constater que la majorité des interrogés se montrent attachés à l'idée de démocratie occidentale, les différences sont importantes et dépendent aussi bien de la région que de la source d'information (tableau n° 75). L'adhésion la plus forte au modèle occidental a été constatée à Irkoutsk, la plus faible à Bor, la moyenne générale étant de 34%. Les deux villes voisines, Nijny Novgorod et Bor, présentent des cas de figure intéressants. À Bor le nombre particulièrement élevé de tenants du système soviétique par rapport aux autres régions est accompagné de l'approbation également élevée du système politique actuel. Si l'attachement à l'image de l' « âge d'or » soviétique à Bor a été constaté à plusieurs reprises (30% de jeunes interrogés voudraient vivre à l'époque soviétique), l'adhésion massive au système poutinien qui, à Bor, devance même la démocratie occidentale, est un fait plus intéressant. Même si, comme nous l'avons vu, les élèves de Bor considèrent que l'État soviétique assurait les fonctions mieux que l'État actuel, cela ne provoque aucune attitude protestataire et ils continuent à manifester leur soutien au régime actuellement en place ; on est en présence d'un paradoxe de « *double pensée* » décrit dans la première section : l'insatisfaction par rapport à la réalité sociale va de pair avec le soutien du régime. Si les élèves de Nijny Novgorod se rapprochent de leurs voisins dans l'approbation du système poutinien, ils sont deux fois moins nombreux à considérer que le système soviétique est le mieux adapté pour la Russie, prouvant le lien entre l'urbanisation et la nostalgie de l'époque soviétique : les attitudes nostalgiques sont propres aux habitants des petites villes et des zones rurales, comme en témoignent les études à l'échelle du pays effectuées sur la population adulte.

Tableau n° 75. Le système politique le mieux adapté pour la Russie : comparaison par région.



Commentaire du tableau n° 75. L'adhésion la plus forte au modèle occidental a été constatée dans la partie la plus orientale de la Russie, c'est-à-dire à Irkoutsk (43%), la plus faible à Bor (23%), les élèves de Moscou sont 39% à vouloir le modèle

démocratique occidental pour la Russie. Seuls 4% des Moscovites pensent que le système actuel est le mieux adapté pour la Russie, ce qui fait un contraste avec l'attitude dans toutes les autres régions (30% pour Bor, 25% pour Nijny Novgorod, 15,4% pour Irkoutsk). La ville de Bor présente un cas de figure intéressant : l'approbation élevée du système actuel va de pair avec le nombre particulièrement élevé de tenants du système soviétique (20%).

Les élèves moscovites présentent le nombre relativement élevé de tenants de la dictature stalinienne (10%) et de la monarchie (20%) par rapport aux autres régions : il y a en effet deux fois plus de « monarchistes » parmi les adolescents de Moscou que dans les autres régions. Cela va de pair avec le plus petit nombre d'adhérents au système soviétique (seulement 6%). En revanche, à Nijni Novgorod et à Bor le nombre de tenants de la dictature stalinienne est marginal : 4% à Bor et 1% à Nijny Novgorod.

Les élèves moscovites se distinguent du reste de l'échantillon par un penchant pour le système autoritaire et totalitaire et l'attitude critique vis-à-vis du régime actuel : seul un nombre marginal des élèves moscovites pensent que le système actuel est le mieux adapté pour la Russie, ce qui contraste avec l'attitude dans toutes les autres régions. Parallèlement, les élèves moscovites semblent manifester un attachement tout particulier à l'époque stalinienne et à la monarchie comme système du pouvoir illimité et non pas à l'époque soviétique ; les deux systèmes, à leurs yeux, sont plus adaptés pour la Russie actuelle que le régime actuel. Il est important de noter que sur cette question les utilisateurs d'Internet constituent également le groupe le plus critique vis-à-vis du système actuel, mais aussi le plus favorable à la dictature : uniquement 12% croient que le système actuel est le mieux adapté pour la Russie, contre 25% de ceux qui ne l'utilisent pas ; 8% d'utilisateurs contre 2,5% de non-utilisateurs croient que la dictature stalinienne serait le système le mieux adapté pour la Russie. Cela confirme la tendance que nous avons déjà signalée par rapport à l'attachement à tel ou tel dirigeant soviétique : paradoxalement, les réponses du groupe « utilisateurs d'Internet » ressemblent beaucoup à celles des élèves moscovites ; les deux groupes adoptent l'attitude la plus critique vis-à-vis du régime actuel, témoignent du penchant le plus fort vers le radicalisme, d'un attachement spécifique à Staline. L'attitude des Moscovites est d'autant plus surprenante qu'elle va à l'encontre des sondages qui dressent le portrait type d'un « staliniste » comme un retraité habitant dans une zone rurale, aux revenus et au niveau d'éducation bas ; or non seulement il s'agit des jeunes habitants de la ville la plus grande et la plus riche de la Russie, mais encore la moitié de l'échantillon des élèves moscovites est représentée par les élèves d'un lycée privé très prestigieux, aux frais de scolarité élevés, rattaché à l'une des meilleures Universités en sciences humaines en Russie.

Comment expliquer alors ce paradoxal attachement à Staline et à la monarchie, nettement plus élevé qu'au sein d'autres groupes d'élèves ? À notre avis, l'explication se trouve dans les attitudes protestataires des élèves moscovites, où le soutien au régime actuel est le moins prononcé. On peut supposer que Staline pour ces jeunes joue le rôle d'un symbole protestataire qui leur permet d'affirmer leur attitude critique vis-à-vis du régime actuel ; son image par conséquent représente un symbole de désaccord, plutôt qu'une vraie référence politique, à l'instar, par exemple, de l'image de Che Guevara, devenu le symbole favori pour toute une mouvance des tendances protestataires.

Les usages plus actifs mais surtout sans doute différents d'Internet peuvent également expliquer cette attitude : en croisant les deux facteurs discriminants, « Moscou » et « utilisation d'Internet », on arrive à cerner avec un certain niveau de probabilité les attitudes radicales que l'on a observées à l'exemple des communautés politisées de *Vkontakte*.

Si le nombre de partisans du système soviétique en général est identique parmi les utilisateurs et les non-utilisateurs d'Internet, le niveau de radicalisation diffère sensiblement. Si l'on distingue parmi tous les élèves moscovites uniquement ceux qui disent s'informer sur le passé soviétique sur Internet, la dictature stalinienne recueille 25,7% d'opinions en tant que système politique le plus adapté pour la Russie, légèrement en dessous de la démocratie occidentale dont le niveau de l'approbation est par ailleurs moindre que la moyenne générale. Par ailleurs, la désapprobation pour le régime de Poutine est quasi-totale : seuls 2,9% considèrent que c'est le système adapté. On peut donc supposer l'existence d'un lien entre les attitudes critiques et protestataires vis-à-vis du régime actuel qui se manifestent par une adhésion au modèle dictatorial radical et les usages d'Internet par les jeunes russes en général, moscovites en particulier.

Tableau n° 76. Filtrage des réponses pour la région de Moscou et par source d'information Internet (uniquement les élèves moscovites qui utilisent Internet pour s'informer du passé soviétique).

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
La démocratie occidentale	10	28,6	28,6
La monarchie	6	17,1	17,1
Le système soviétique	3	8,6	8,6
Le système politique russe actuel	1	2,9	2,9
La dictature stalinienne	9	25,7	25,7
Autre	3	8,6	8,6
Pas de réponse	3	8,6	8,6
Total	35	100,0	100,0

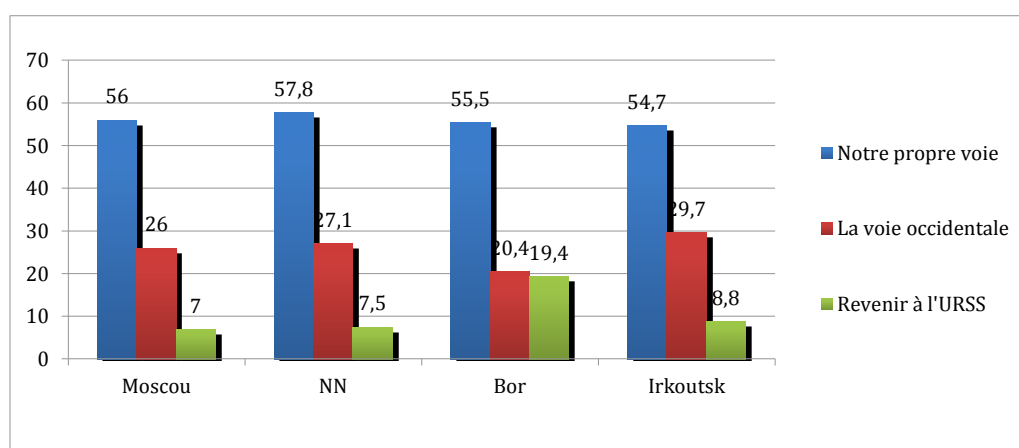
Deux remarques sont indispensables afin de nuancer le constat de l'adhésion des adolescents à l'idée de démocratie occidentale. Si cette variante est choisie par la majorité des interrogés dans trois des quatre régions sélectionnées, le nombre de partisans d'un système non démocratique, qu'il soit incarné par le système Poutine, par l'URSS, par une monarchie ou par la dictature stalinienne, est important et concurrence les convictions démocratiques : par exemple, si à Moscou 39% d'interrogés choisissent la démocratie, 40% ne la choisissent pas, optant pour les systèmes plus ou moins autoritaires ; à Nijny Novgorod, les réponses renvoyant aux systèmes autoritaires représentent 43,7% contre 35,5% de « démocrates ».

2. La voie occidentale ou « notre propre voie » ?

La question 10, reprenant certaines lignes de la question 9 (*Avec quelle idée sur le développement de la Russie êtes-vous d'accord ?*), notamment l'idée de suivre le chemin occidental ou la perspective du retour à l'URSS, introduisait la variante de « *notre propre voie* ». Les interrogés devaient choisir une voie de développement de la Russie parmi les trois idées proposées : 1) La Russie doit suivre sa propre voie de développement ; 2) La Russie doit suivre le chemin des pays occidentaux ; 3) La Russie doit revenir à la voie de l'URSS et la continuer. La différence avec la question 9 était cruciale : il était en effet important de voir dans quelle mesure les adolescents ayant choisi la démocratie occidentale restent fidèles à leur choix en présence de la variable « *notre propre voie* ».

Comme l'illustre le Tableau n° 77, l'idée de « *notre propre voie* » prévaut dans les représentations des adolescents russes. En effet, même à Irkoutsk où presque la moitié des interrogés considère que la démocratie occidentale serait le système le mieux adapté à la Russie, ce pourcentage baisse en présence de la variable « *notre propre voie* », qui recueille la majorité des opinions : aussi bien les tenants de la démocratie occidentale que ceux du régime soviétique choisissent « *notre propre voie* » si cette option est présente. Pareille situation est observable dans toutes les régions. On constate donc à la fois une attitude favorable à la démocratie occidentale et un attachement à l'idée de l'exclusivité de la Russie. Ces deux constats appellent une série d'interrogations : qu'est-ce que les interrogés entendent par « *notre propre voie* » ? Serait-ce une voie autoritaire, comme le suggère le nombre élevé de tenants des systèmes non démocratiques ? Serait-ce une démocratie différente du modèle occidental ? Si l'option « *notre propre voie* » est choisie par la majorité des interrogés dans le cas où ils répondent à la question 10 en mode QCM, elle n'obtient que 7% dans les réponses à la question ouverte où il faut développer et argumenter son opinion. Ainsi si l'idée de « *notre propre voie* » plaît instinctivement aux adolescents, son sens demeure obscur pour la plus grande majorité d'entre eux : « *le chemin à part* » reste un label qu'ils attribuent aux différents contenus.

Tableau n° 77. Les voies de développement de la Russie : comparaison par région.



Commentaire du tableau n° 77. Si à Irkoutsk 43% d'interrogés considèrent que le système de la démocratie occidentale serait le mieux adapté pour la Russie, ils ne sont plus que 30% à rester fidèles à leur choix initial en présence de la variable « *notre propre voie* », qui arrive alors à la première place avec 54% de voix, absorbant à la fois une partie des « *démocrates* » ainsi qu'une partie des tenants de la voie soviétique. De façon générale, entre 54 et 57% d'adolescents préfèrent « *notre propre voie* » aux autres options.

Afin d'élucider le sens que les interrogés attribuent à « *notre propre voie* », nous avons d'abord fait appel à la méthode de croisement des tableaux à l'aide du

logiciel SPSS qui permet d'analyser les relations entre différentes variables : le but était de voir quels étaient les choix politiques initiaux (question 9) des interrogés qui les ont ensuite abandonné en choisissant l'option « *notre propre voie* » dans la question 1.

Tableau n° 78. Croisement des tableaux : *Quel système politique est le plus adapté pour la Russie ?*
crosstable *Avec quelle idée sur le développement de la Russie êtes-vous d'accord ?*

		<i>Avec quelle idée du développement de la Russie êtes-vous d'accord ?</i>				Total
		Notre propre voie	La voie occidentale	Revenir à l'URSS	Pas de réponse	
<i>Quel système politique est le mieux adapté pour la Russie ?</i>	La démocratie occidentale	83	111	9	14	217
		38,2%	51,2%	4,1%	6,5%	100,0%
	La monarchie	48	9	5	4	66
		72,7%	13,6%	7,6%	6,1%	100,0%
	Le système soviétique	31	6	37	3	77
		40,3%	7,8%	48,1%	3,9%	100,0%
	Le système russe actuel	104	19	5	6	134
		77,6%	14,2%	3,7%	4,5%	100,0%
	La dictature stalinienne	15	4	7	1	27
		55,6%	14,8%	25,9%	3,7%	100,0%
	Pas de réponse	53	7	8	16	84
		63,1%	8,3%	9,5%	19,0%	100,0%

Commentaire du tableau n° 78. Le tableau n° 78 présente les relations entre les variables de la question 9 (*Quel système politique est le plus adapté pour la Russie ?*) et celles de la question 10 (*Avec quelle idée du développement de la Russie êtes-vous d'accord ?*). Les chiffres au croisement de colonnes et des lignes illustrent la répartition des choix des réponses à deux questions. Les chiffres de la première colonne (l'option « *notre propre voie* », en gras) mettent en avant le nombre et le pourcentage de ceux qui, ayant choisi tel ou tel système politique comme le mieux adapté pour la Russie, choisissent ensuite l'option « *notre propre voie* ».

Du total de 66 personnes ayant choisi la monarchie comme le système le mieux adapté pour la Russie, 48 choisissent ensuite « *notre propre voie* », soit 72,7% ; le système soviétique est associé à « *notre propre voie* » par 40% ; le système russe actuel est considéré comme « *notre propre voie* » par 77,6% ; enfin, la dictature stalinienne est associée avec « *notre propre voie* » par 55,6%. Parmi les adhérents au système de la démocratie occidentale, 38,3% choisissent ensuite « *notre propre voie* ».

L'analyse du tableau montre que le plus souvent l'option « *notre propre voie* » est choisie par les tenants de systèmes non-démocratiques : ainsi la majorité prépondérante des tenants de la voie monarchique choisit ensuite « *notre propre*

voie ». Parmi les partisans du système actuel l'opinion « *notre propre voie* » bénéficie également du soutien de la majorité, permettant de supposer que dans la conscience des adolescents favorables au régime poutinien ce dernier représente l'incarnation du « *chemin à part russe* ». La moitié des « staliniens » opte pour « *notre propre voie* », alors que 4 sur 10 tenants du système soviétique choisissent cette option : si la voie soviétique n'est pas dissociée de l'idée du « *chemin à part* », le lien est moins fort que dans le cas de la monarchie. Enfin, de façon plutôt prévisible, un peu plus d'un tiers des adolescents attachés à la démocratie occidentale choisissent par la suite « *notre propre voie* » : même si un nombre assez grand d'adolescents tient à la démocratie, un tiers d'entre eux considère qu'il faut y arriver par « *nos propres moyens* ». Il est significatif que plus que la moitié des personnes n'ayant choisi aucune option proposée dans la question 9 choisissent ensuite « *notre propre voie* » dans la question 10 : cette variante de réponse apparaît alors comme une alternative manquée.

Cette analyse permet de mieux cerner le sens que les adolescents russes attribuent à la notion de « *notre propre voie* ». Tout d'abord, cette idée est attractive pour plus que la moitié des adolescents interrogés, même pour ceux qui n'arrivent pas à faire le choix entre les systèmes politiques adaptés pour la Russie : c'est un choix d'autant plus facile et consensuel qu'il met l'accent sur l'exclusivité et le caractère unique du pays tout en escamotant le sens politique du projet. On peut supposer que l'idée de l'exclusivité de la Russie est massivement diffusée par les institutions et inculquée dans les têtes de la jeunesse russe sans explication particulière du sens de cette notion : « *notre propre voie* » signifie, pour une partie de la population, tout simplement le rejet du modèle occidental comme inadapté aux particularismes russes ; bien que les adolescents n'arrivent pas à articuler clairement le sens de cette notion, elle est assez universelle pour être associée aussi bien à l'idée de la monarchie qu'au système russe actuel ou même à la dictature stalinienne. De ce point de vue, l'idée de « *démocratie souveraine* », à savoir une forme particulière de la démocratie adaptée aux spécificités russes, promue au niveau étatique à partir des années 2000, semble commencer à porter ses fruits.

C. Le besoin d'une clarification sémantique et d'une analyse qualitative

Si les réponses aux questions précédentes permettent de repérer les grandes tendances de la pensée des adolescents russes, des questions légitimes surgissent quant au sens qu'ils attribuent à telle ou telle notion. En effet, quel sens recouvrent les mots comme « *démocratie* » ou « *humanisme* » pour les interrogés ? Si l'impossibilité d'effectuer l'enquête qualitative sur l'échantillon en question constitue une limite objective à la compréhension approfondie des réponses, on a toutefois pu élucider en partie le sens du mot « *démocratie* » en analysant les réponses à la dernière question n° 13, la seule question ouverte du questionnaire. Vu la taille relativement restreinte du corpus (399 interrogés ont répondu à la dernière question ouverte), nous n'avons pas eu besoin de recourir aux méthodes automatiques de traitement statistique du texte (analyse lexicométrique, logiciel de type Alceste), mais nous avons pu, dans les délais raisonnables, effectuer l'analyse du discours classique. Cette méthode nous a permis de saisir les variations sémantiques, y compris pour les réponses qui utilisent le vocabulaire rare, mais aussi les réponses au second degré : au-delà des données statistiques, on a pu faire des commentaires sociologiques des textes, c'est-à-dire expliciter le sens des réponses¹⁸¹⁸. En effet, dans le cas des questions ouvertes, il s'agit de l'opinion dite « *discursive* », « *par opposition à un choix comportant un nombre limité et standardisé de réponses* », la dimension réflexive permettant de procéder à l'analyse plus approfondie¹⁸¹⁹.

Les réponses à la question 13 constituent un corpus des réflexions des adolescents sur la voie du développement qu'ils auraient emprunté « *si, au début du XX^e siècle, avant la Révolution de 1917, ils se trouvaient dans une position du dirigeant du pays, avec le pouvoir et les capacités illimités* ». Invitant les adolescents à revenir en arrière et à donner libre cours à leur imagination, nous avons voulu éveiller leur fantaisie et obtenir par cela les réponses plus approfondies et développées. Nous avons été récompensées par un assez grand nombre de réponses : en tout, 399 adolescents sur 641 ont répondu à cette dernière question ; parmi ces 399, il y a tout un éventail de réponses, allant de quelques mots seulement à des

¹⁸¹⁸ Voir plus sur l'analyse des questions ouvertes : BRUGIDOU Mathieu, *L'opinion et ses publics. Une approche pragmatique de l'opinion publique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2008, pp. 53-72

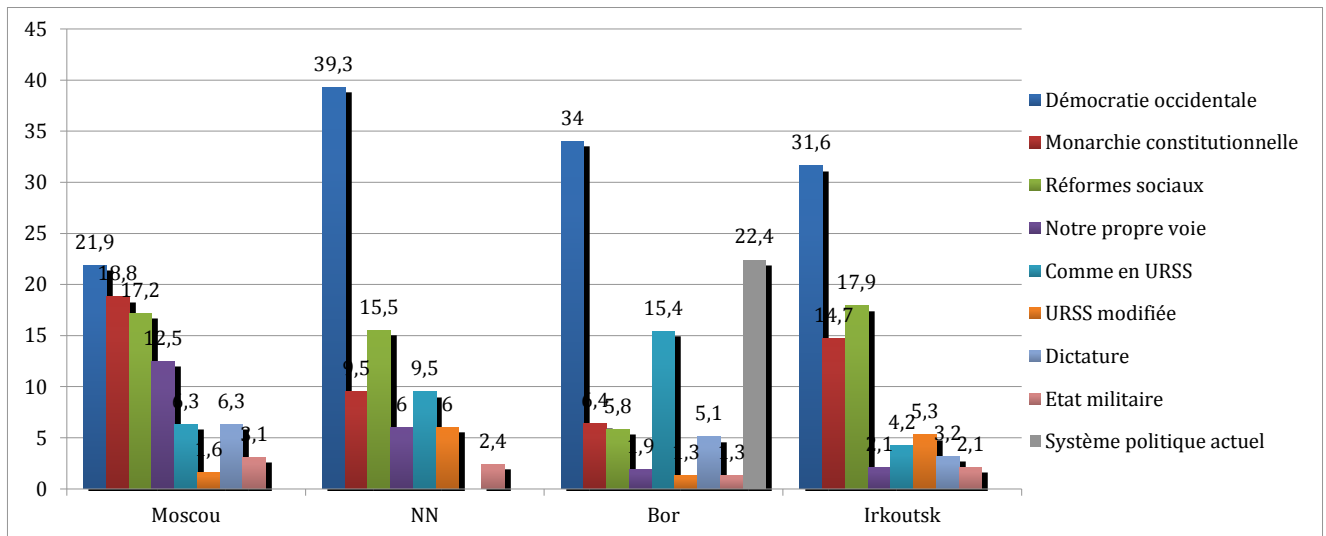
¹⁸¹⁹ BRUGIDOU Mathieu, *op. cit.*, pp. 53-72

micro-récits soigneusement élaborés (notamment à Moscou). À partir de l'analyse de contenu d'une partie de réponses, on a établi une grille de thèmes, repérant les grandes tendances quantitatives des réponses : ensuite, les réponses ont été codées en attribuant une signification nominale à chaque réponse, selon que le raisonnement de l'auteur renvoyait à telle ou telle voie de développement (Tableau n° 79).

À partir de l'étape du codage nous avons pu faire plusieurs constats relatifs aux différences des représentations politiques entre les régions, mais aussi selon la source d'information utilisée. Ainsi Moscou se distingue une fois encore de la moyenne générale par un pourcentage plus faible de tenants de la démocratie occidentale mais aussi par un pourcentage élevé de tenants de la dictature par rapport aux autres villes. Il est aussi important de noter que Bor est la seule ville où l'option « *le système politique actuel* » est apparue dans les réponses à la question 13, avec des résultats élevés (22,4%), ce qui confirme le soutien de masse au régime actuel que manifestent les élèves de cette cité ouvrière dépressive.

Il est important de noter que la différence la plus flagrante entre les réponses a été constatée en comparant des utilisateurs d'Internet et des non-utilisateurs. Si le nombre des tenants de « *notre propre voie* » reste immuable (56%), au niveau de l'attitude vis-à-vis de l'URSS et de la voie occidentale, la différence est clairement marquée : les utilisateurs d'Internet sont deux fois plus nombreux à vouloir revenir en URSS ; ils sont également deux fois moins nombreux à approuver la voie occidentale. On constate donc qu'au niveau des représentations politiques, les convictions démocratiques sont plus faibles et le penchant autoritaire renforcé parmi ceux qui utilisent Internet pour s'informer de la politique et de l'histoire ; cela va de pair avec une attitude critique vis-à-vis du système actuel : il y a deux fois moins de tenants du système actuel (5%) parmi les utilisateurs d'Internet que parmi les non-utilisateurs (10%).

Tableau n° 79. Si au début du XX^e siècle (avant la révolution), vous étiez le dirigeant de la Russie avec le pouvoir et les capacités illimités, quelle voie auriez-vous choisi pour le pays ? Comparaison par région.



Commentaire du tableau n° 79. Moscou se distingue par le nombre relativement élevé des tenants de la dictature stalinienne (6,3% à Moscou contre 3,2% à Irkoutsk, 5% à Bor et 0% à Nijny Novgorod), mais aussi par le plus faible soutien à la démocratie occidentale (22% à Moscou, contre 39% à Nijniy Novgorod, 34% à Bor et 31,6 à Irkoutsk). À Bor, le soutien au régime actuel inédit (22,4%, par rapport à l'absence de cette réponse dans toutes les autres villes) va de pair avec la forte approbation de la voie soviétique (l'option « *Comme en URSS* » recueille 15,4%, par rapport à 6% à Moscou, 9,5% à Nijniy, et 4% à Irkoutsk). Dans la plupart de cas, les réponses renvoyant à un modèle « amélioré » de l'URSS ne sortent pas des limites de 5%.

Lors du codage des données, nous avons été confrontée à un problème méthodologique lié au sens particulier que les adolescents attribuaient à la notion « *démocratie* ». En effet, au premier abord nous avons pu compter un très grand nombre d'interrogés qui déclaraient qu'ils auraient choisi la voie du développement démocratique à l'occidentale pour la Russie. Mais les précisions ultérieures sur ce qu'ils entendent par « *la voie démocratique* » ont contraint à revoir le codage en analysant plus soigneusement les réponses. En effet, un grand nombre de réponses relevant au premier abord du choix du modèle démocratique entend par démocratie simplement le bien-être social et économique, mais non les procédures démocratiques ; une autre importante partie de réponses présente un tableau des problèmes sociaux et économiques auxquels l'interrogé cherche à apporter des réponses, sans indication d'un choix politique. Nous avons donc introduit une variable complémentaire dans le codage, relevant non pas d'un modèle politique de développement, mais de la volonté de réformes sociales et / ou économiques.

L'intérêt principal des réponses réside dans leur actualité. En effet, un grand nombre d'interrogés ont profité de cette question, non seulement pour développer des réflexions sur les voies de développement de la Russie, mais aussi et surtout pour pointer, avec perspicacité, les failles de l'État actuel dans tel ou tel domaine, « *les principaux maux de la Russie* » : curieusement, réfléchissant aux voies de développement de la Russie prérévolutionnaire, les adolescents déplaçaient inconsciemment la problématique dans les conditions actuelles. Ainsi le corpus de réponses présente un diagnostic parfois poignant des problèmes de la Russie actuelle : corruption associée au « *pouvoir des fonctionnaires* », sous-développement de la Russie, malhonnêteté des hommes politiques, problèmes sociaux et économiques brûlants, dépendance à l'Occident...

« Probablement j'aurais tout fait comme en URSS, car c'est un modèle qui correspond le plus au peuple, c'est-à-dire c'est le pouvoir du peuple, et non pas des fonctionnaires comme aujourd'hui, parce qu'[à cette époque] pour les pots-de-vin l'on fusillait et l'on envoyait au Goulag [...]. Mais je l'aurais fait sans erreurs (moins de répressions, peut-être plus de droits aux paysans). Mais sans pitié pour les voleurs et pour les corrompus ! C'est le malheur principal de la Russie ». (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

« Nous aurions développé le pays, évité la période des répressions cruelles, développé les relations avec les pays étrangers, amélioré la qualité de l'éducation, développé l'industrie lourde, tout le monde aurait vécu bien, non pas comme aujourd'hui, dans notre pays de voleurs et de corrompus, avec la politique malhonnête ». (Irkoutsk, fille, 17 ans)

« Il ne faut pas gaspiller le temps à réfléchir à ce qu'on aurait fait "si", il faut corriger la situation actuelle. Et quant à cela, je ne peux en rien être utile avec mes réflexions ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

Seulement une faible partie des réponses évoque les mesures politiques auxquelles ils auraient eu recours : la société civile, le parlementarisme, l'État de droit sont rarement évoqués. Plus souvent, les projets que les interrogés qualifient de « *démocratiques* » sous-entendent des améliorations économiques et sociales. La forte orientation sociale des réponses est le deuxième constat que l'on peut faire ; un grand nombre d'adolescents préfère ne pas parler de voies de développement abstraites, mais plutôt présenter les projets de développement adaptés non seulement à la Russie, mais encore aux spécificités de chaque région : ainsi à Irkoutsk, nombreux sont ceux qui ont mis l'accent sur le développement harmonieux de l'ensemble du pays, y compris de sa partie sibérienne, sous-développée par rapport aux grandes métropoles de la partie Ouest de la Russie. La demande de réformes économiques et sociales (mais non politiques) se manifeste à travers les réponses : si

une partie évoque la démocratie en lien avec un État social, 12% d'interrogés en moyenne développent des projets de réformes sans aucune connotation politique.

« ... j'aurais amélioré la vie sociale. J'aurais fait en sorte que les boutiques soient remplies de marchandises en libre accès, de vêtements. Les ouvriers auraient eu les droits, il aurait fallu limiter la journée de travail à 8 heures, donner la liberté de parole, adoucir la censure, abolir la peine capitale. » (Nijny Novgorod, fille, 16 ans)

« J'aurais fait attention aux faits suivants : l'écart entre les riches et les pauvres, l'éducation dans les écoles rurales, l'aide aux orphelins et aux SDF. » (Irkoutsk, fille, 16 ans)

« Vastes réformes sociales concomitamment avec la lutte sévère contre les révolutionnaires ». (Nijny Novgorod, garçon, 16 ans)

« La chose la plus importante que j'aurais faite, c'est faire en sorte que mon peuple ne soit pas pauvre. J'aurais dirigé mon pays vers les sommets, j'aurais tout fait pour que mon peuple soit satisfait de moi. Mais en même temps je n'aurais laissé personne paresser : vit bien seulement celui qui travaille bien ». (Bor, garçon, 17 ans)

« Améliorer la qualité de l'éducation, de la médecine etc., assurer les garanties sociales à la population, développer la science, l'armée, l'économie ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

« J'aurais essayé d'égaliser à peu près les revenus de la population, assurer à tout le monde le logement et l'emploi. J'aurais légalisé les drogues légères (comme aux Pays-Bas). Aussi je n'aurais pas oublié les forces militaires du pays. J'aurais gardé l'armée en ordre et toujours en état d'alerte ». (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

« J'aurais dirigé la Russie vers la voie démocratique. Probablement cette voie aurait rassemblé à la voie des pays occidentaux, mais en même temps elle aurait été différente. Il était nécessaire de mettre à niveau l'éducation, la médecine, réduire le retard par rapport aux pays développés. Le plus grand succès de l'URSS était l'industrialisation du pays, et le plus grand échec, à mon avis, l'éloignement des pays capitalistes, l'absence de contacts entre eux. Dans tous les cas j'aurais essayé de créer un État social avec une forte société civile ». (Nijny Novgorod, fille, 17 ans)

L'analyse des réponses à la question ouverte permet de constater une fois encore que le modèle de « l'homme soviétique ordinaire » est reproduit par la jeunesse russe. L'attachement extérieur au modèle du développement démocratique recouvre une série de réponses indiquant l'insatisfaction des interrogés vis-à-vis de la situation économique et sociale de la Russie actuelle. La voie européenne est moins associée aux institutions démocratiques qu'au niveau du développement économique et social européen qui reste un idéal à atteindre. Si la démocratie reste une valeur aux yeux des adolescents, elle est associée dans la plupart de cas non aux libertés politiques et aux droits de l'homme, mais aux acquis économiques et sociaux qui renvoient à la reproduction du modèle paternaliste de l'État. La dimension impériale qui apparaît à travers l'attachement à l'image de la grande puissance et les

préoccupations de la place que la Russie occupe sur la scène internationale confirme la reproduction du vieux modèle.

L'image des relations entre la Russie et le monde occidental est structurée par l'antagonisme entre deux idées : « *il faut vivre comme en Europe* » et « *il faut suivre notre propre voie* ». La Russie est constamment comparée à « *l'Occident* », à « *l'Europe* » ; les pays occidentaux restent un idéal à atteindre, non pas sur le plan politique, mais économique et social. Parfois, « *la voie occidentale* » est présentée comme le seul moyen possible de passer au rang des pays développés, renvoyant aux représentations en vogue au début des années 1990. Certains adolescents considèrent qu'emprunter le chemin occidental aurait permis à la Russie d'éviter beaucoup d'erreurs ; d'autres développent des modèles hybrides, accumulant les points forts de plusieurs pays européens.

« *J'aurais dirigé la Russie vers la voie des pays occidentaux, pour qu'au XXI^e siècle la Russie soit un pays développé* ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

« *Au début du XX^e siècle, j'aurais mis en place un État de droit démocratique, et au bout de 3 ans à peu près j'aurais organisé les élections présidentielles, auxquelles je me serais probablement porté candidat* ». (Irkoutsk, garçon, 16 ans)

« *J'aurais dirigé le pays vers la voie de l'Europe occidentale, car je considère que, empruntant le chemin déjà battu, nous aurions pu éviter beaucoup d'erreurs et nous aurions presque atteint le niveau de l'Europe actuelle. Mais ce qui avait mené le pays à la situation actuelle, c'est, à mon avis, rien d'autre que les ambitions et l'aplomb démesurés des dirigeants soviétiques* ». (Moscou, fille, 16 ans)

« *J'aurais mis les banques à la base de mon système économique (comme en Suisse), la culture aurait été proche de la culture anglaise, le système des impôts et leur distribution comme en Norvège (contemporaine)* ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

En même temps, très peu d'adolescents parlent de la création d'institutions démocratiques « *comme en Occident* ». Un assez petit nombre mentionne la création du parlement, la limitation du pouvoir monarchique, la représentation de certaines couches de la population, les libertés démocratiques, les mécanismes de l'État de droit. Souvent, ces réponses indiquent la volonté d'éviter la Révolution de 1917 par le passage progressif vers la démocratie par la voie de la monarchie constitutionnelle. Ces réponses sont souvent critiques vis-à-vis du système soviétique, et notamment des répressions :

« *Si j'avais eu une telle occasion, j'aurais suivi l'exemple des pays de l'Europe et des États-Unis, empruntant leur expérience du gouvernement. Par exemple, j'aurais créé un parlement.* » (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

« Si j'avais été dirigeant de la Russie, je n'aurais pas laissé les bolcheviks ruiner le pays, j'aurais adouci le régime politique, écouté l'opinion du peuple, j'aurais garanti les droits et les libertés civiques. » (Irkoutsk, garçon 16 ans)

« J'aurais essayé de tout faire pour garder la monarchie dans le pays. J'aurais probablement essayé de gouverner en Russie à l'anglaise, avec un Parlement où auraient été représentées aussi bien la bourgeoisie que la noblesse, et le pouvoir impérial serait resté un symbole inébranlable et peut-être aurait eu le dernier mot dans la ratification des lois. » (Moscou, fille, 16 ans)

« Je me serais occupée des paysans, des ouvriers. J'aurais ouvert beaucoup d'écoles, d'Universités. L'article 58 – la peine capitale – n'aurait jamais existé. Il n'y aurait pas non plus des déportations. Je serais passée du régime autoritaire au régime démocratique. Nous aurions développé l'éducation en Russie, enseigné aux enfants la tolérance, l'amour pour la Patrie et l'histoire. La Révolution d'Octobre n'aurait en aucun cas eu lieu. Je n'aurais pas permis le renforcement du parti bolchevik. Je n'aurais pas développé des relations avec Hitler comme Staline. Dans mon pays, Tsvetaïeva ne se serait pas pendue ». (Nijny Novgorod, fille, 17 ans)

« Par voie de la modernisation et de la limitation du pouvoir monarchique ; j'aurais donné la terre aux paysans sans qu'ils aient à payer une rançon pendant 50 ans ; par voie de l'établissement de la vraie démocratie et l'augmentation du nombre de paysans à la Douma ». (Nijny Novgorod, fille, 17 ans)

« J'aurais sans aucun doute su qu'à partir du milieu du XIX^e siècle se formaient des oppositions, des cercles, des mouvements révolutionnaires [...]. Si Nicolas II savait que dans son pays les mouvements révolutionnaires se renforçaient, pourquoi donc n'a-t-il rien fait pour les détruire ? À sa place, je n'aurais pas laissé arriver la révolution, je me serais arrangée avec le peuple. Cependant il est difficile à satisfaire à la fois les exigences du peuple, de l'intelligentsia et de la monarchie elle-même. Probablement j'aurais divisé le pays en plusieurs parties, j'aurais mis à la tête de chaque partie mes gouverneurs, pour que chacun gouverne le peuple dans son domaine.» (Moscou, fille, 17 ans)

En revanche, pour d'autres, la démocratie occidentale est associée à un pouvoir faible, incapable d'affronter efficacement les problèmes tels que la criminalité ; ce modèle est considéré comme n'étant pas assez « dur » pour les conditions russes qui nécessiteraient une dictature. Toutefois, d'autres font une distinction entre la démocratie « à la russe » et la « vraie démocratie ».

« Sur la voie démocratique, mais en même temps j'aurais durci le régime, j'aurais créé un système du droit solide ». (Irkoutsk, garçon, 16 ans)

« On peut suivre l'exemple de la Grande Bretagne. Créer une constitution, qui ressemble à la constitution actuelle. Mais il faut durcir le régime. Surveiller la criminalité qui croît ». (Nijny Novgorod, fille, 15 ans)

« J'aurais instauré la démocratie, non pas comme chez nous en Russie, mais comme au Canada, aux États-Unis, en Allemagne, en France ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

« À mon avis la Russie aurait dû suivre la voie de la démocratie, mais non celle où la place principale est attribuée à l'argent. Car dans la démocratie actuelle tout le monde peut voir que les droits de l'homme [...] sont constamment bafoués ». (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

Les justificatifs pour « *notre propre voie* » ne sont pas nombreux. Néanmoins, nous avons réussi à repérer l'influence du modèle eurasiatique qui insistait sur la spécificité de la Russie à cause de sa situation géopolitique « *au carrefour de l'Europe et de l'Asie* » ; les vestiges du modèle slavophile mettant l'accent sur la spiritualité particulière de la Russie en opposition au pragmatisme froid des Occidentaux, le besoin déclaré d'avoir un pouvoir fort, c'est-à-dire autoritaire ; certains mettent en avant le caractère pacifique de la Russie.

« *La Russie est le pays le plus unique dans son genre, le plus noble, nous aurions incontestablement suivi notre propre voie. Nous serions complètement autosuffisants, approvisionnés de tout ce qu'il faut, et non comme maintenant quand on vend les matières premières pour un kopeck aux autres pays et qu'on leur achète de l'alimentation cent fois plus cher. J'aurais développé les sciences, car c'est la base [de tout], mais même cela n'est rien sans le patriotisme des citoyens. J'aurais fait un pays qu'ils auraient aimé [...] Nous aurions aimé et respecté notre pays, le pays le plus exceptionnel, le plus radieux, le plus noble, puisque nous n'avons jamais commencé aucune guerre* ». (Nijny Novgorod, garçon, 18 ans)

« *Par sa propre voie de développement. La Russie est un pays qui a besoin du pouvoir fort. Voilà pourquoi je pense que la seule variante du développement du pays est de devenir une monarchie* ». (Moscou, fille, 16 ans)

« *J'aurais réuni dans l'image de la Russie l'Orient spirituel et l'Occident pragmatique* ». (Moscou, fille, 16 ans)

Si l'Europe incarne incontestablement la démocratie pour les interrogés, cette notion est remplie de significations très précises renvoyant à des représentations de l'État social et de l'État puissant. Dans ce contexte, la démocratie joue le rôle d'un phare, d'un idéal, non pas politique, mais social : dans les représentations de la démocratie les images du système utopique où « *tout le monde vit bien* », d'un État social où l'individu est protégé des écueils du marché, d'un État développé militairement et scientifiquement, dont le reste du monde tient compte, un État qui occupe la place principale.

Les réponses montrent bien que les adolescents se rendent compte du retard de la Russie dans beaucoup de domaines et qu'ils cherchent les moyens possibles pour le combler. L'ensemble du secteur social est sujet de préoccupations ; un accent particulier est mis sur l'éducation, la science, le problème du logement, de l'emploi,

des salaires et de la situation économique générale. Les mots « *médecine* », « *salaires* » reviennent constamment dans les réflexions sur le système démocratique qu'ils auraient instauré en Russie ; pour eux, la démocratie c'est tout d'abord « *vivre comme en Europe* », c'est-à-dire, « *bien vivre* ».

« J'aurais suivi l'exemple des États-Unis ou des pays de l'Europe occidentale. C'est non pas sans raison que beaucoup veulent y vivre ». (Bor, garçon, 18 ans)

« Il faut vivre comme aux États-Unis ». (Bor, garçon, 17 ans)

« Suivre la voie des pays européens : la protection de la population, le développement du système médical et les salaires dignes ». (Nijny Novgorod, fille, 17 ans)

« [J'aurais choisi] la démocratie : j'aurais baissé les prix, amélioré la situation dans le domaine des emplois et des salaires ». (Bor, garçon, 18 ans)

« Pour commencer j'aurais élevé le pays pour qu'il soit au même niveau que les pays occidentaux. Assurer la vie en toute sécurité à la population. [...] Assurer les emplois et les salaires stables. Assurer le service médical gratuit, au moins en partie. Et tout changer dans le système éducatif ! ». (Nijny Novgorod, fille, 17 ans)

Souvent, la volonté de faire « *comme en Europe* » va de pair avec le désir des mesures radicales pour combattre les principaux maux du pays, notamment la corruption ; les attitudes pacifistes (refus des guerres, aide à la réconciliation) et libérales (État démocratique, développement du niveau culturel du pays, légalisation du cannabis, tolérance envers toutes les religions) voisinent avec la volonté de punir de la peine de mort ou du Goulag les corrompus et les terroristes.

« J'aurais créé un État démocratique. Je me serais occupé de l'éducation, de l'augmentation du niveau culturel du développement du pays. La corruption est punie de mort ». (Irkoutsk, garçon, 16 ans)

« J'aurais donné la liberté de parole, exécuté les terroristes etc.. ». (Moscou, fille, 17 ans)

« 1. J'aurais suivi la voie de l'union avec les autres pays 2. La réclusion à vie à Magadan pour la corruption. 3. La baisse des prix de l'essence, le développement de l'économie 4. La bonne attitude envers toutes les religions 5. Le refus des guerres, l'aide aux autres pays pour se réconcilier 6. Toutes les substances sont légalisées mais dans une quantité modérée ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

« Probablement j'aurais tout fait comme en URSS, car c'est un modèle qui correspond le plus au peuple, c'est-à-dire le pouvoir du peuple, et non pas des fonctionnaires comme maintenant, parce que pour les pots-de-vin on fusillait et on envoyait au Goulag, et non pas comme maintenant. Mais je l'aurais fait sans erreurs (moins de répressions, peut-être plus de droits aux paysans). Mais sans pitié pour les voleurs et pour les corrompus ! C'est le malheur principal de la Russie ». (Moscou, garçon, 17 ans)

Quant à ceux qui évoquent la voie de la dictature, elle est fermement associée à la discipline, l'ordre et la stabilité :

« *La dictature comme sous Staline, et que tout le monde soit en garde à vous* ». (Bor, garçon, 16 ans)

« *Par voie de la dictature. Sous Staline les gens avaient peur de beaucoup de choses : sécher le travail, boire etc. Et en même temps il était respecté* ». (Bor, garçon, 17 ans)

« *La dictature. La dictature s'exprime par la censure totale et les rues deviennent enfin sûres. Je crois que c'est la meilleure solution pour notre pays* ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

« *La voie de Staline. Je considère qu'à son époque cette fameuse stabilité était atteinte* ». (Irkoutsk, garçon, 16 ans)

Certaines réponses sont marquées par le nationalisme et la volonté de concilier l'irréconciliable : ainsi certains adolescents veulent à la fois expulser les migrants de l'Asie centrale de la Russie, « purifier » la Russie du point de vue ethnique mais en même temps sauvegarder « l'Union » et « garder de bonnes relations » avec les voisins ; les idées de la globalisation vont de pair avec la volonté d'instaurer en Russie le régime de « *Tchernaya Sotnia* », « *Les Centuries Noires* », mouvement du début du XX^e siècle, violemment conservateur, nationaliste et antisémite.

« *Interdire complètement la propiska¹⁸²⁰ des émigrés et des habitants de l'Asie, mais en même temps maintenir des bonnes relations dans l'Union. 14/88¹⁸²¹ Zieg Heil* ». (Bor, garçon, 17 ans)

« *Tout d'abord j'aurais expulsé tous ceux qui ne font pas partie des Slaves et j'aurais fait la Russie plus propre du point de vue national. (illisible) Poutine et Medvedev, pour leur soutien au parti Russie Unie* ». (Bor, garçon, 17 ans)

« *J'aurais instauré la monarchie constitutionnelle, les Centuries Noires, la globalisation mondiale, une langue, une culture, un peuple* ». (Irkoutsk, garçon, 17 ans)

Cette insatisfaction sociale est accompagnée d'une frustration quant à la place de la Russie sur la scène internationale. La dépendance vis-à-vis des biens de consommation de provenance occidentale et l'orientation de l'économie russe sur l'exportation de matières premières sont perçues comme autant de sources

¹⁸²⁰ « *Propiska* » est un permis obligatoire de résidence permettant de contrôler les déplacements de la population à l'intérieur de l'Union Soviétique. Abrogé en 1993, le système continue cependant à fonctionner sous forme de « *registratsiia* » : il s'agit de l'attachement à un domicile fixe, mentionné dans le passeport intérieur de chaque citoyen russe ; par ailleurs, les citoyens ont l'obligation de déclarer aux organes compétents tout séjour de plus de 90 jours à l'intérieur du pays. Ainsi « *annuler la propiska* » revient à annuler le permis de séjourner sur le territoire du pays.

¹⁸²¹ 14 / 88 est un slogan métaphorique néonazi inspiré de « Quatorze mots » du nationaliste américain David Lane (« *Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs* »).

d'humiliation nationale : « *on vend des matières premières pour un kopeck* ». Les adolescents veulent appartenir à un pays puissant, cette puissance se mesurant par l'autosuffisance, par le respect de la part de la communauté internationale, par le pouvoir militaire, mais aussi souvent par la restauration de l'Empire russe dans son intégralité territoriale. Paradoxalement, la dimension impériale fortement prononcée se concilie avec le désir de garder le pays ouvert et d'avoir de bonnes relations entre les États : les adolescents voudraient avoir un grand empire eurasiatique, mais en même temps, habitués à voyager et à consommer les produits occidentaux, ils ne sont pas prêts à revenir au rideau de fer.

« J'aimerais bien que la Russie continue à rester le vaste Empire incluant aussi bien les pays Baltes que les pays asiatiques. Et qu'elle soit ouverte au monde pour voyager, faire le commerce et rester en lien avec tout le monde ». (Moscou, fille, 17 ans)

« J'aimerais bien revenir à ce temps quand la Russie était l'Empire Russe ». (Irkoutsk, fille, 17 ans)

« La voie du communisme, car le pays se serait développé plus vite et nous aurions gardé le titre de la Grande Puissance [...] ». (Bor, garçon, 17 ans)

Les adolescents manifestent le désir de doter le pays du meilleur potentiel défensif, de renforcer l'armée, de consolider le pouvoir militaire et l'influence internationale. Cette idée est partagée par un très grand nombre d'interrogés, certains présentant des projets ouvertement expansionnistes, tandis que d'autres, plus pacifistes, voudraient juste créer « *au cas où* » « *une bonne armée défensive constamment en état d'alerte* ». La volonté d'être reconnu par la communauté internationale témoigne de l'importance que les jeunes Russes accordent au regard que le monde occidental jette sur la Russie. Il est important de noter que les filles sont plus pacifistes et moins intéressées par la puissance militaire et technologique du pays que les garçons : c'est la seule variable du questionnaire où les différences de genre sont assez prononcées.

« Le renforcement aussi bien dans la sphère politique que dans la sphère militaire. Grands investissements dans les nanotechnologies, colonisation des pays faibles aux territoires riches. Augmenter l'autorité de la Russie parmi les autres pays ». (Nijny Novgorod, garçon, 18 ans)

« Si j'étais dirigeant de la Russie, je n'aurais pas laissé les bolcheviks ruiner le pays, j'aurais adouci le régime politique, écouté l'opinion du peuple, j'aurais garanti les droits et les libertés civiles. Et bien sûr j'aurais investi beaucoup dans la puissance militaire de la Russie, la faisant par cela le pays dominant ». (Moscou, garçon, 17 ans)

« ...Nous aurions tous travaillé, cherchant à obtenir que les autres pays puissent parler de nous et qu'ils veuillent prendre l'exemple sur nous... ». (Bor, garçon, 18 ans)

« La puissance de la Russie doit être au top ! La Russie doit être l'État le plus puissant. Quand on aura atteint le grand potentiel militaire, on commencera la campagne de soumission des pays les plus proches et on restaurera les plus vastes frontières du temps de l'Empire russe et de l'URSS ». (Moscou, garçon, 16 ans)

« Si j'étais doté du pouvoir illimité, j'aurais créé un État des trois pays : la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie (les peuples authentiquement russes). J'aurais [opté pour] la voie de développement communiste, mais seulement avec le commerce autorisé et les relations maintenues avec les autres pays. J'aurais développé la base technologique et formé les cadres éduqués, cela aurait favorisé le développement le plus rapide de la Russie au sein de la société internationale ». (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

« J'aurais choisi la voie des conquêtes territoriales, du maintien de la loyauté de la population pas tous les moyens possibles, j'aurais montré la force militaire aux autres pays, après quoi j'aurais essayé d'obtenir des accords avec les pays que je n'avais pas attaqués. Pour avoir de bonnes relations avec notre pays, et ayant peur de l'attaque de notre côté, ce serait plus intéressant pour eux d'avoir une alliance avec nous, après quoi nous nous serions mis à diffuser notre influence à tous les autres pays. Et les réparations perçues sur les territoires des États conquis auraient été utilisées pour acheter des technologies développées dans les pays comme la Japon, afin de continuer l'accumulation du potentiel militaire, etc. ». (Nijny Novgorod, garçon, 17 ans)

Une tendance se profile donc avec précision à partir des réponses aux questions ouvertes. D'un côté, il s'agit de la volonté d'améliorer la situation actuelle, de remédier aux problèmes du pays que les adolescents identifient avec beaucoup de précision. Si l'on ajoute aux réponses qui entendent par « *démocratie* » les améliorations dans le domaine social, on réalise à quel point ces problèmes préoccupent les adolescents russes. Le désir de résoudre les problèmes sociaux éclipse complètement la prise de conscience de l'importance des institutions démocratiques. Au sens original de la notion « *démocratie* » (souveraineté du peuple et l'ensemble de mécanismes permettant de la maintenir et d'assurer son efficacité) est substituée une l'image éclectique et abstraite, dont les éléments principaux sont le paternalisme étatique et la grandeur impériale.

* * *

L'étude dont les résultats ont été exposés ici n'est certes pas représentative de l'ensemble de la jeunesse russe. Toutefois, elle illustre un certain nombre de tendances au sein de la mémoire collective et des représentations sociales, surtout si on les place dans le contexte plus vaste de l'évolution du débat dans l'espace public et des constructions officielles.

La diversité des sources d'information est désormais une donnée qui influence la formation de la mémoire collective et des représentations sociales de façon significative. Les jeunes Russes ne connaissent pas bien le passé de leur pays et l'état polarisé des représentations et la persistance des stéréotypes sont autant les résultats de l'absence d'une ligne unique dans l'interprétation du passé dans le cadre scolaire que des images contradictoires et stéréotypées qui circulent dans les médias. Le narratif sec et manifestement ennuyeux des manuels scolaires actuels mis en lumière dans la 2^e partie peut inciter les élèves à chercher d'autres sources d'information sur le passé, même si le cadre scolaire exerce une influence importante à ce stade de leur vie. Les politiques mémorielles souvent incohérentes et contradictoires, l'absence de version socialement approuvée de l'histoire soviétique favorisent la solidification des représentations dans leur état chaotique.

Dans ces conditions, le rôle de la famille en tant que transmetteur des souvenirs apparaît crucial. Toutefois, comme le montrent les résultats de l'étude, la mémoire transmise par la voie familiale est sélective. D'une part, l'effacement de la mémoire des répressions et de la terreur est favorisé par le nombre de plus en plus restreint des témoins des événements ; aucun dispositif mémoriel significatif n'est mis en place par l'État russe pour pallier cette situation. D'autre part, les parents des adolescents en question sont nés à l'époque brejnévienne et sont sans doute traumatisés par le passage à l'économie de marché : les adolescents actuels reproduisent le traumatisme de la *perestroïka* sans être nés à cette période. On est en présence du phénomène de « *post-mémoire* » (*postmemory*), élaboré et décrit par Marianne Hirsch comme « *la relation de la deuxième génération aux expériences puissantes, souvent traumatiques, qui ont précédé leur naissance mais qui ont été néanmoins transmises de façon si profonde que semblent constituer les mémoires de plein droit* »¹⁸²². Il s'agit du mécanisme de transmission et de reproduction de la mémoire de non-vécu de génération en génération : l'individu, n'ayant pas eu l'expérience de l'événement en question, s'approprie la mémoire familiale et la relation avec ces souvenirs devient une partie importante de son identité. Si les travaux sur la « *post-mémoire* » se focalisent sur la mémoire de la Shoah, partie intégrante de l'identité des enfants et petits-enfants des survivants, qui deviennent les « *gardiens* » de cette mémoire la

¹⁸²² HIRSCH Marianne, « The generation of Postmemory », *Poetics Today*, n° 29 (1), 2008, pp. 103-127.

transmettant à leur tour à leurs enfants, certains traumatismes de l'histoire russe récente semblent se transmettre par le même mécanisme, de génération en génération.

Il convient de noter que l'étude n'a pas révélé la présence de tendances pro-staliniennes ni une nostalgie particulière du passé soviétique au sein de la jeunesse russe : si les adolescents manifestent des attitudes nostalgiques, ils ne souhaitent pas revenir en arrière ; les opinions ouvertement et radicalement pro-soviétiques sont marginales. En revanche cette proportion varie sensiblement selon l'utilisation d'Internet et selon la région, et va souvent de pair avec les attitudes protestataires : ainsi les élèves moscovites présentent une attitude plus critique vis-à-vis du régime actuel concomitamment avec le renforcement des tendances radicales (soutien à la dictature notamment) et autoritaires (deux fois plus de monarchistes que dans le reste de la Russie, moins de soutien à la démocratie occidentale). Par ailleurs, ceux qui utilisent Internet pour s'informer de l'époque soviétique et de la Russie actuelle (31% d'interrogés) ont une image nettement plus positive du quotidien soviétique que ceux qui n'utilisent pas ce moyen d'information ; les points de rupture sont surtout visibles sur l'attitude envers la *perestroïka* (image négative, et non plus contradictoire), l'estimation négative du XX^e congrès, différence majeure quant à la question de la dictature (les utilisateurs d'Internet sont trois fois plus nombreux à l'approuver comme voie du développement pour la Russie). Cette source d'information de plus en plus populaire chez les jeunes véhicule toute une série de représentations du passé alternatives à la version « *approuvée* » de l'histoire. Potentiellement, il peut constituer, pour les jeunes, un contrepoids à toutes les autres sources d'information, ce qui posera la question de l'influence des réseaux nostalgiques et ouvertement pro-staliniens, actifs et solidement implantés sur Internet et notamment dans les réseaux sociaux, sur la formation de la mémoire du passé soviétique de la jeune génération.

Conclusion

L'ambition de ce travail de recherche a été d'aller au-delà de l'étude des façons dont le passé soviétique est représenté dans la Russie postsoviétique, pour explorer des questions plus vastes touchant au rôle du passé dans la société, aux raisons de son acceptation ou de son rejet par celle-ci et aux causes de sa réactualisation dans le présent. Prenant en compte la dimension dynamique de la mémoire collective et la considérant à la fois en tant qu'objet de recherche et instrument de compréhension des phénomènes politiques, on a mis en évidence la dialectique complexe des relations entre mémoire et politique.

La mémoire : une construction collective au cœur des représentations politiques

La mémoire est une création collective : irriguée par de multiples sources, elle se construit au gré de multiples influences sociales, culturelles et politiques. Réglée par la dialectique du souvenir et de l'oubli, dotée d'une cohérence interne, elle est porteuse de références qui s'inscrivent dans le spectre plus vaste des représentations disponibles dans la société. Comme nous l'avons montré *supra*, les représentations du passé sont à la fois enracinées dans les expériences propres et construites par des institutions et des individus que Philippe Braud appelle « *régulateurs de sens* » : il s'agit « *des institutions ou des personnes perçues comme légitimement investies du droit d'instruire les profanes sur ce que le symbolisant doit symboliser* »¹⁸²³ ; les symboles du passé sont dotés de significations majeures par l'école, des intellectuels, des historiens ou des autorités politiques à l'occasion d'une commémoration ou d'un débat.

Élément constitutif des processus politiques, la mémoire participe à la formation des images indispensables au fonctionnement du système politique, et notamment des

¹⁸²³ BRAUD Philippe, *La science politique*, Presses Universitaires de France, 2007, p. 119

« *patterns de l'autorité* »¹⁸²⁴ ; elle remplit ainsi une fonction sociale importante, donnant aux gouvernés la possibilité « *de s'identifier ou de s'associer par l'imagination ou par la raison au pouvoir politique* »¹⁸²⁵.

Cependant, toute mémoire ne constitue pas une ressource politique : n'entrent dans cette catégorie que celles qui sont chargées de symboles politiques compréhensibles pour la société. Allant au-delà des questions de *l'utilisation de la mémoire* par les acteurs politiques, le travail a soulevé la question de la *mémoire utilisable*, c'est-à-dire des références politiques et sociales par rapport auxquelles est interprétée la réalité et qui jouent par conséquent un rôle crucial dans les processus politiques. Il convient de noter que l'influence de la mémoire sur la formation des attitudes et, *a fortiori*, des comportements, n'est en aucun cas automatique, dans la mesure où les comportements sont façonnés par de multiples facteurs rationnels et irrationnels. Il serait également réducteur de présenter la mémoire collective du passé soviétique en Russie comme le signe d'une volonté de revenir en arrière : si la mémoire collective comporte des lacunes, si le passé soviétique est de plus en plus mythologisé et si la nostalgie de l'époque brejnévienne est forte, surtout parmi certains groupes, il reste que la majorité des Russes ne souhaitent pas la restauration du système soviétique.

Il convient plutôt d'analyser l'influence du passé sur le présent en considérant la mémoire comme une variable constitutive d'un système global de représentations, partie intégrante de l'imaginaire social, et qui s'imbrique dans le « *vaste système symbolique que produit toute collectivité et au travers duquel elle "se perçoit, se divise et élabore ses finalités"* »¹⁸²⁶. Ainsi le rapport entre la mémoire et les représentations de la réalité est à double sens : si la mémoire collective exerce une influence sur le contenu des représentations de la réalité, ces dernières orientent et organisent la mémoire « *en filtrant le contenu mémorisé pour la constitution d'une représentation* »¹⁸²⁷. On a pu illustrer cette double dynamique par l'exemple de la

¹⁸²⁴ ECKSTEIN Harry, « Authority Patterns: A Structural Basis for Political Inquiry », *American Political Science Review*, vol. 67, n° 4, 1973, pp. 1142-1161

¹⁸²⁵ SKORNICKI Arnaud, « Constructions pratiques et symboliques des frontières politiques », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009, p. 83

¹⁸²⁶ BASZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984, p. 32

¹⁸²⁷ LAURENS Stéphane, ROUSSIAU Nicolas, *La mémoire sociale : identités et représentations sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, pp. 47-48

nostalgie de l'époque brejnévienne : les échecs de l'État actuel dans le domaine de la protection sociale renforcent la nostalgie de l'État providence soviétique ; plus ce dernier est rétrospectivement idéalisé, plus la réalité est perçue comme insatisfaisante par rapport à l'image du passé. Non seulement tout pouvoir politique est évalué selon les perceptions partagées du pouvoir, mais encore, dans la perspective du choix rationnel, l'approbation du régime apparaît comme la conséquence d'une évaluation des performances des politiques par les citoyens en fonction de leurs intérêts propres. Or ces intérêts sont également façonnés par les perceptions : les critères utilisés pour évaluer les performances sont conditionnés par la mémoire du passé.

Les références politiques dont la mémoire du passé soviétique est porteuse appartiennent aux « *champs classiques de toute construction nationale* », à savoir « *celui de l'organisation de l'autorité (le champ politique), celui de l'allocation des ressources (le champ de l'économie), celui du rapport au monde (le champ géopolitique)* »¹⁸²⁸. Il s'agit notamment de la personnification du pouvoir, des aspirations égalitaires, des demandes de justice sociale et de l'idée de la grandeur de l'État russe qui se développe selon un modèle alternatif à celui de l'Occident. Si la période de *glasnost* a constitué une tentative de déconstruction de ce système, on a vu à quel point cette déconstruction a été superficielle, laissant intacts les éléments constitutifs des représentations : bien après la chute du système soviétique et de son idéologie, ces représentations continuent à façonner les attitudes politiques ; leurs effets politiques et sociaux s'expriment aussi bien par l'action politique (manifestations, choix électoral) que par l'inaction (attitude passive ou indifférente à telle ou telle décision politique, abstention).

À l'heure actuelle, l'image de l'époque soviétique se présente donc comme un ensemble organisé de représentations dans la mesure où le répertoire des références reste limité et ne sort pas du cadre initialement esquissé par le débat de la *perestroïka*. Ces représentations sont partagées par différents groupes et l'adhésion à telle ou telle vision de l'histoire soviétique constitue un marqueur social important dans la société russe postsoviétique. Si les évaluations sont divergentes, voire contradictoires, la stabilité de cet ensemble est confirmée par le fait que l'essentiel du débat se répète quasiment dans les mêmes termes depuis la fin de l'URSS.

¹⁸²⁸ RADVANYI Jean (dir.), *op. cit.*, p. 7

Cette stabilité peut être expliquée par plusieurs facteurs : la remarquable solidité du système idéologique soviétique, basé autant sur la propagande que sur les institutions et les interactions quotidiennes ; l'incapacité de l'État postsoviétique à apporter des réponses aux problèmes sociaux concrets de la population, qui réactivent le mécanisme de nostalgie du passé ; le fait que certaines représentations fassent partie de l'imaginaire politique traditionnel, comme l'État paternaliste et le pouvoir fort et monocéphale. Enfin, les représentations du passé soviétique sont socialement reproductibles dans un contexte institutionnel renouvelé : la transmission par les cadres familiaux et les médias assure leur maintien au sein de la génération postsoviétique.

Cependant, à part les deux références qui font l'objet d'un relatif consensus au sein de la société, à savoir l'image glorieuse de la Grande guerre patriotique et le traumatisme de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS, des divergences profondes caractérisent les représentations du passé soviétique. Plus de vingt ans après la chute de l'URSS, le passé soviétique ne constitue pas une référence commune pour la société russe : cette période est chargée de représentations qui divisent plus qu'elles ne créent de l'unité. Dans quelle mesure la persistance d'un clivage sur le passé soviétique reflète-t-elle l'existence de plusieurs types d'attitudes politiques, portées par des groupes sociaux distincts ? Si le parallèle entre le clivage sur le passé soviétique et le clivage plus global entre « *les postmodernes* » et « *l'homo soviéticus* » est récurrent dans les études portant sur la Russie postsoviétique, il serait réducteur, à nos yeux, de présenter la société russe comme divisée entre une minorité de « *démocrates progressistes* » et une majorité de « *conservateurs (néo)soviétiques* ».

Il est vrai qu'une cohérence peut être observée entre le niveau d'éducation, de revenus et d'urbanisation, certains éléments de la mémoire collective (notamment la nostalgie de l'époque brejnévienne et l'image positive de Staline) et les représentations politiques (l'approbation de la main forte, la demande d'intervention étatique dans l'économie, etc.). Mais il est tout aussi vrai que ce lien n'est en aucun cas automatique et que des attitudes contradictoires envers le passé soviétique peuvent être constatées au sein de tous les groupes sociaux, y compris des jeunes

lycéens des établissements prestigieux de Moscou, qui sont parfois attachés à la fois à l'image mythologisée de l'URSS et à la société de consommation. L'étude des communautés patriotiques *Vkontakte*, où les jeunes internautes réinterprètent le passé du pays et proclament leur attachement à une URSS idéalisée, constitue une preuve supplémentaire de la complexité de la mémoire collective. Leurs représentations semblent renvoyer au modèle d'une « *URSS améliorée* », combinant un plus grand degré de liberté individuelle et économique avec une idéologie de grandeur et l'État providence. Si, tout au long de ce travail, nous avons eu recours à la division entre les « *pour* » et les « *contre* », c'est parce que la matière s'y prête : les représentations sont basées sur la simplification du passé, non sur son analyse critique et rigoureuse. Cependant, si les résultats de notre étude montrent des tendances propres à la société russe postsoviétique, ils ne permettent pas de généraliser : les « *pro* » et les « *anti* » n'existent que sous forme d'idéaux-types, auxquels la réalité sociale, bien plus complexe, ne saurait être réduite.

Le pouvoir politique, acteur majeur de la construction mémorielle

Si la mémoire est influencée par une multitude de facteurs et si elle façonne les attitudes politiques, le pouvoir politique est un acteur majeur de sa construction : tout en puisant les représentations susceptibles d'être utilisées au sein de l'ensemble des références symboliques disponibles dans la société, le pouvoir s'efforce de modifier la mémoire par ses discours et ses politiques mémorielles.

La mémoire est une ressource majeure pour le pouvoir politique, notamment lors des périodes nécessitant l'appel au passé : se trouvant au cœur des mécanismes de légitimation du pouvoir, elle accompagne la transition vers un autre régime, la construction de la nation, les recherches identitaires et l'inscription des régimes politiques dans la durée. Par conséquent, les moments de disparition et de retour des représentations présentent un intérêt particulier, car ils permettent d'élucider le rôle de la mémoire dans l'évolution politique de la Russie.

En plaçant l'évolution de la mémoire collective du passé soviétique dans un contexte sociopolitique plus vaste, on a montré que cette évolution est inséparable des questionnements sous-jacents qui touchent au temps présent. Dans la mesure où « *le*

changement postsocialiste est un problème de réorganisation à l'échelle cosmique »¹⁸²⁹, la période transitoire exige non seulement la création d'institutions économiques et politiques nouvelles, mais aussi la « *restructuration du monde entier des significations* »¹⁸³⁰.

Les deux périodes pendant lesquelles le débat sur le passé a été particulièrement vif et la relecture du passé importante se situent aux moments où la société russe était confrontée au choix de l'avenir. Tant à la fin des années 1980 qu'au début des années 2000, on assiste à un changement substantiel de l'orientation du régime, voire à sa refondation complète. Dans les deux cas, le changement des représentations du passé a joué un rôle important dans le changement politique, permettant de légitimer la rupture avec l'ancien régime.

Pour les spécialistes de la transition postcommuniste, deux conditions seraient indispensables à la mise en place des nouvelles institutions : le discrédit des institutions anciennes et la vision de l'ordre institutionnel futur. Lors de la période transitoire, la source d'inspiration et de légitimation des nouvelles institutions se situe dans le passé national ou dans l'influence des modèles étrangers. Le passé est alors schématiquement divisé en passé « *sombre* », qui correspond au passé récent ou immédiat, présenté comme source de tous les maux et par rapport auquel le nouveau régime prend sa distance, et le passé plus lointain et glorifié, « *âge d'or* »¹⁸³¹ symbolique, qui devient une référence identitaire pour la période transitoire et où les nouvelles institutions puisent leur légitimité en soulignant la continuité avec ses symboles. Or, aussi bien lors de la *perestroïka* qu'à la fin des années 1990, les conditions pour modifier substantiellement les institutions existantes ou mettre en place de nouvelles institutions semblaient être réunies : le régime existant avait perdu sa légitimité et ses institutions étaient discréditées, car elles n'étaient plus fonctionnelles et ne parvenaient plus à répondre aux besoins de la population.

Toutefois, contrairement à d'autres États postsoviétiques où la définition des identités nouvelles s'est basée sur « *les ressources fournies par le passé antérieur à*

¹⁸²⁹ Cité par SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 1

¹⁸³⁰ *ibid.*

¹⁸³¹ OFFE Claus, *op. cit.*, p. 55

leur insertion dans l'empire, russe puis soviétique »¹⁸³², en Russie, pays bâtisseur de l'Empire, le choix du passé utilisable pour enraciner le régime s'est avéré plus compliqué. Si le passé immédiat, c'est-à-dire le régime gérontocratique des années 1980, a été rejeté par la majorité de la population, le débat sur l'héritage soviétique a divisé ceux qui situaient l'« *âge d'or* » dans le passé socialiste idéalisé, prônant la construction d'un nouveau socialisme plus humain et plus démocratique, purifié des « *déviations* » staliniennes et brejnéviennes, et ceux pour qui ce passé ne constituait plus une référence identitaire valable : ceux-là prônaient le refus des idées et des valeurs socialistes et la recherche d'autres voies de développement. Cependant, dans le contexte néolibéral des années 1990, qui a vu « *l'apogée de la redécouverte de l'État de Droit comme avancée substantielle, voire "finale" (Fukuyama) de la démocratie libérale* »¹⁸³³, aucune période de l'histoire russe n'a pu fournir les références nécessaires pour la construction des institutions démocratiques. L'inspiration a donc été tirée de modèles occidentaux dont la légitimité paraissait évidente compte tenu de l'échec du modèle socialiste soviétique. Néanmoins, tout au long des années 1990, l'histoire prérévolutionnaire est réexaminée en vue de repérer des tendances qui souligneraient la communauté du destin entre la Russie et l'Europe ; les milieux littéraires et cinématographiques se lancent dans la recherche de héros positifs parmi les tsars et les saints russes.

À la fin des années 1990, le régime de Boris Eltsine, souvent qualifié en Russie de « *semibankirschina* » (littéralement « *pouvoir des sept banquiers* », terme utilisé pour désigner la fusion entre le pouvoir et un cercle de sept oligarques puissants), est dénoncé sans que se présente une autre alternative que celle proposée par le Parti communiste. C'est alors que l'image de l'Empire puissant et du leader providentiel émerge dans la littérature, la télévision et la culture de masse, revisitant les principaux symboles de l'époque soviétique et exploitant la nostalgie de cette dernière provoquée par les crises successives et l'instabilité. Réactualisé par les recherches identitaires, le débat sur le passé soviétique s'intensifie dans les années 2000, au moment où il devient évident, après le transfert quasi-dynastique du pouvoir par Boris Eltsine à son successeur Vladimir Poutine, que le processus de légitimation des nouvelles institutions démocratiques a échoué. La rupture avec la période

¹⁸³² RADVANYI Jean (dir.), *op. cit.*, p. 11

¹⁸³³ MILACIC Slobodan, *op. cit.*, p. 23

eltsinienne nécessite alors la construction de nouveaux référentiels, ce qui exige de faire appel au passé. La période antérieure, c'est-à-dire l'époque des réformes libérales, est rejetée en tant que période sombre, comme le passé soviétique avait été rejeté à la fin des années 1980. Le traumatisme de la transition a contribué à ce rejet : dans la mémoire collective, la brève période démocratique est associée au chaos et au désordre des « *folles années quatre-vingt-dix* » (« *lykhie devianostye* »). Le passé tsariste étant trop lointain pour être utilisable, le passé soviétique se présente comme la seule alternative valable pour enraciner le régime : il est dès lors réinterprété en fonction des besoins du présent, épuré de sa composante communiste et inscrit dans l'ensemble de l'histoire russe, symbolisant cette fois la puissance de l'État et la spécificité de la voie russe par rapport à l'Europe. Cette réinterprétation du passé dans les années 2000 a suivi une dynamique inverse de celle du début des années 1990, inspirée par les idées de l'inscription de la Russie dans la « *grande famille démocratique* » ; la réévaluation du passé soviétique dans les années 2000 doit être interprétée en rapport avec le glissement progressif de la Russie vers un régime autoritaire¹⁸³⁴.

Par ailleurs, en inscrivant la période postsoviétique dans un contexte historique plus vaste, on peut constater que, malgré des oppositions marquées entre les différents régimes politiques qui se sont succédé entre 1917 et 2013, la tradition d'un usage politique du passé perdure, le passé restant un enjeu majeur du pouvoir en Russie. La révision hâtive de l'histoire à la fin des années 1980 en constitue le premier exemple, dans la mesure où elle présente des traits communs avec la destruction du système de représentations du régime tsariste après la révolution de 1917. En effet, tout en étant anticommuniste sur le fond, elle se rapprochait du communisme quant à la méthode : animée par la volonté de déconstruire l'ancien système de représentations au profit du nouveau, elle allait à l'encontre d'une recherche historique approfondie ; dans les deux cas, le passé du pays a été entièrement réinterprété et reconstruit à partir d'une table rase. Par conséquent, dans les deux cas, le travail de mémoire a avorté, ce qui a empêché non seulement la déstalinisation du passé, c'est-à-dire l'expulsion du récit national des éléments renvoyant au modèle stalinien, mais aussi la désoviétisation des institutions politiques

¹⁸³⁴ À partir de 2011, la Russie est considérée comme un régime autoritaire par le classement annuel de *FreedomHouse*, <http://www.freedomhouse.org/country/russia>, consulté le 25 février 2014

et sociales, c'est-à-dire la mise en place de la justice transitionnelle, l'exclusion des anciens dirigeants communistes et des agents de la police secrète du gouvernement et des administrations, etc.

Quant à la réhabilitation du passé soviétique dans les années 2000, elle n'est pas sans ressemblance avec la réhabilitation du passé russe effectuée dans les années 1930 en vue de renforcer l'identité soviétique par des références patriotiques, d'accompagner le renforcement de l'État russe et d'affirmer la spécificité du développement du pays. Au moment où les dirigeants soviétiques renoncent à l'internationalisme au profit de la construction du socialisme dans un seul pays, l'État tsariste cesse d'être présenté d'une façon totalement négative : « *les historiens soviétiques réinterprétèrent le passé en fonction du développement de l'État russe dont le rôle est jugé globalement positif [...]. Ainsi, le renforcement de l'idée de l'État, encore officiellement soviétique, s'appuie-t-il sur celle de la nation, qui tend à se confondre avec la nation russe* »¹⁸³⁵.

Ces deux exemples montrent que, tout au long de l'histoire russe, la réinterprétation du passé a été motivée par des raisons essentiellement politiques : les révisions historiques ont été inséparables des changements de régime. Ils permettent aussi de prendre la mesure du développement discontinu de la mémoire, influencé par les usages politiques et marqué par de brusques ruptures.

Si la mémoire collective est une ressource majeure pour la légitimation du pouvoir politique, elle représente également un cadre contraignant qui limite l'action de ce pouvoir. En effet, tout en légitimant le pouvoir en place, certaines représentations peuvent également saper les bases de sa légitimité si le pouvoir ne parvient pas à répondre à l'image construite et à inscrire ses politiques dans les « *patterns* » constitutifs de l'image du pouvoir. Si la baisse du niveau des libertés civiques et politiques n'est pas prise en compte par les Russes dans leur évaluation du pouvoir, en revanche, le niveau de protection sociale est un critère majeur. Les manquements de l'État russe au « *pacte social* » sont le moteur principal de l'insatisfaction croissante de la population envers Vladimir Poutine, dont la cote de

¹⁸³⁵ LE DIASCORN Yves, *L'expérience soviétique*, Paris, Ellipses, 2002, p. 41

popularité a baissé entre 2010 et 2014¹⁸³⁶. En même temps, la plupart des Russes soutiennent le bloc de lois répressives votées fin 2013 – début 2014 (loi pénalisant la « *propagande homosexuelle* », loi sur « *la protection des sentiments des croyants* », loi sur les manifestations publiques, loi sur les ONG dite « *sur les agents de l'étranger* », etc.), qui violent une série de droits et libertés constitutionnellement garantis¹⁸³⁷. Ainsi la mémoire collective du passé soviétique et les représentations politiques, économiques et sociales qui en découlent créent des effets de « *dépendance au sentier* » limitant les possibilités de choix institutionnels.

L'évolution de la mémoire collective n'est donc pas seulement le produit de la politique mémorielle du régime : les mécanismes qui sous-tendent cette évolution sont plus complexes et touchent à la dialectique des rapports entre le discours mémoriel et l'acceptation de ce discours par la société. Il serait en effet réducteur d'établir un lien de causalité entre les politiques mémorielles et les inflexions de la mémoire ; il serait tout aussi réducteur de présenter les politiques mémorielles comme essentiellement conjoncturelles et répondant à la montée des attitudes pro-soviétiques de la population. La politique mémorielle et la mémoire collective ont certains « *points de convergence* », sur lesquels reposent les référentiels communs assurant le fonctionnement du régime : il s'agit notamment de la Grande guerre patriotique et du traumatisme de la *perestroïka* et de la chute de l'URSS. Dans la mesure où le rôle politique des symboles ne peut être effectif qu'au sein d'un « *système global de croyances qui a sa cohérence interne* »¹⁸³⁸, il s'agit non pas de l'imposition d'une idéologie définie par le régime à des récepteurs passifs, mais d'une élaboration collective des représentations. La dissolution de l'URSS effectuée à l'encontre des résultats de la consultation populaire¹⁸³⁹ n'a suscité aucune résistance importante parce que les institutions soviétiques et le modèle socialiste avaient été déconstruits au niveau des représentations et vidés de leur sens par la littérature, le cinéma, la presse et la télévision ; de même, la « *restauration impériale autoritaire*

¹⁸³⁶ « *Sotsiolog Lev Gudkov o reitingakh Vladimira Putina* » / « Sociologue Lev Goudkov explique la cote de popularité de Vladimir Poutine », *Svoboda / Liberté*, 7 mai 2013, <http://www.svoboda.org/content/article/24979269.html>, consulté le 25 février 2014

¹⁸³⁷ « *Rossiiane o repressivnykh zakonakh* » / « Les russes s'expriment sur les lois répressives », Sondage du centre Levada, 25 novembre 2013, <http://www.levada.ru/25-11-2013/rossiyane-o-repressivnykh-zakonakh>, consulté le 25 février 2014

¹⁸³⁸ BRAUD Philippe, *op. cit.*, p. 121

¹⁸³⁹ Il s'agit du référendum sur la conservation de l'URSS « *sous forme renouvelée* » du 17 mars 1991, lors duquel 76% des suffrages ont été en faveur de cette conservation.

poutinienne »¹⁸⁴⁰ a pu s'effectuer dans les années 2000 parce qu'elle était conforme à nombre d'attentes de la société, qui se sont traduites aussi bien par l'évolution de la mémoire collective que par l'orientation patriotique de la production culturelle ou la réactualisation du débat sur le passé dans l'espace public et les médias.

Le régime construit par Vladimir Poutine serait-il une sorte d'URSS améliorée, combinant le système du parti hégémonique, le contrôle sur la vie politique, les répressions sélectives des opposants et les aspirations au leadership régional voire mondial avec la formation d'une dissidence parmi les élites urbanisées, l'ouverture des frontières et la liberté économique ? Nombre d'observations permettent de plaider en faveur d'une reproduction du modèle soviétique sous une forme renouvelée, ce qui expliquerait également l'attachement d'une grande partie de la population à la « *stabilité poutinienne* ». Toutefois, on ne saurait présenter le régime actuel comme une simple réplique du modèle soviétique : il s'agit plutôt d'un ensemble contradictoire et parfois incohérent qui associe, en les recombinaison, des éléments anciens et nouveaux. Si l'étude de la mémoire collective a permis de mesurer l'influence du passé dans la Russie contemporaine, il n'existe pas de déterminisme ni de causalité linéaire : la Russie n'est pas condamnée à revivre en permanence son passé.

¹⁸⁴⁰ ROSEFIELDE Steven, HEDLUND Stefan, *Russia since 1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 1

Bibliographie

§ 1. Ouvrages généraux de science politique

- ALCAUD David, BOUVET Laurent (dir.), Dictionnaire de sciences politiques et sociales, Dalloz, 2010, 520 p.
- BADIE Bertrand, HERMET Guy, Politique comparée, Paris, Armand Colin, 2001, 313 p.
- BADIE Bertrand, BERG-SCHLOSSER Dirk, MORLINO Leonardo (dir.), International Encyclopedia of Political Science, 2011, Vol. 4, SAGE Publications, 4302 p.
- BAUDOIN Jean, Introduction à la science politique, 8^{ème} édition, Paris, Dalloz, 2007, 160 p.
- BRAUD Philippe, Science politique. Etat, Paris, Editions du Seuil, 1997, 245 p.
- BRAUD Philippe, Sociologie politique, Paris, L.G.D.J., 9^{ème} édition, 2008, 817 p.
- CELLIER Jacques, COCAUD Martine, Traitement des données en histoire et sciences sociales, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 553 p.
- CHAGNOLLAUD Dominique, Science politique : éléments de la sociologie politique, 7^{ème} édition, Paris, Dalloz-Sirey, 2010, 348 p.
- CHARLIER Jean-Emile, MOENS Frédéric, erver, décrire, interpréter. Un état des méthodes en sciences sociales, INRP, 2007, 239 p.
- COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), Nouveau manuel de science politique, La Découverte, 2009, 787 p.
- COLAS Dominique, Sociologie politique, Paris, PUF, Coll. Quadrige Manuels, 2006, 568 p.
- DENQUIN Jean-Marie, Science politique, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 454 p.
- DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, Introduction à la sociologie politique, 3^{ème} édition, Bruxelles, De Boeck, 2010, 271 p.
- HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, BRAUD Philippe (dir.), Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, 7^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2010, 384 p.
- GRAWITZ Madeleine, Méthodes des sciences sociales, 11^{ème} édition, Paris, Dalloz, 2000, 1019 p.
- GRAWITZ Madeleine, LECA Jean (dir.), Traité de science politique, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 4 volumes, 2 701 p.
- KINNEAR Paul, COLIN Gray, HUET Nathalie, SPSS facile appliqué à la psychologie et aux sciences sociales. Maîtriser le traitement des données, Bruxelles, De Boeck, 2004, 432 p.

- LAGROYE Jacques, BASTIEN François, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 6^{ème} édition, Paris, Presses de Sciences Po / Dalloz, 2012, 620 p.
- NAY Olivier, *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2008, 576 p.
- NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, 2^{ème} édition mise à jour, Paris, PUF, 2013, 1436 p.
- PAILLE Pierre, MUCHIELLI Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2012, 424 p.
- SINGLY François (de), *Le questionnaire. L'enquête et ses méthodes*, 3^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2012, 128 p.
- SCHEMEIL Yves, *Introduction à la science politique. Objet, méthodes, résultats*. 2^{ème} édition, Paris, Dalloz, 2012, 605 p.

§ 2. Le néo-institutionnalisme historique et la sociologie historique

Ouvrages

- ALMOND Gabriel, VERBA Sydney, *The Civic culture. Political attitudes in five Nations. An Analytic Study*, Princeton, Princeton University Press, 1963, 379 p.
- ALMOND Gabriel, VERBA Sydney, *The Civic culture revisited*, Newbury Park, Sage Publications, 1989, 412 p.
- BADIE Bertrand, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1993, 163 p.
- BASZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984, 239 p.
- BRAUD Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, 257 p.
- CASTORIADIS Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 2006, 538 p.
- CARRETERO PASIN Angel Enrique, *Pouvoir et imaginaires sociaux : la légitimation de l'ordre social dans les sociétés postmodernes*, Paris, L'Harmattan, 2007, 289 p.
- CÉFAI Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 527 p.
- COHEN Richard, *The Symbolic Construction of Community*, London, New York, Routledge, 2001, 128 p.
- DELOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007, 209 p.
- DILAS-ROCHERIEUX Yolène, *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas More à Lénine le rêve éternel d'une autre société*, Paris, Robert Laffont, 2000, 394 p.
- DOISE Willem, PALMONARI Augusto, *L'étude des représentations sociales*, Paris, Delachaux et Niestlé, 1986, 207 p.
- ECKSTEIN Harry, *Regarding politics : essays on political theory, stability and change*, Berkeley,

- Los Angeles, Oxford, University of California press, 1992, 403 p.
- ECKSTEIN Harry, *Division and Cohesion in Democracy: A Study of Norway*, Princeton, Princeton University Press, 1966, 293 p.
- FLAMENT Claude, *Anatomie des idées ordinaires : comment étudier les représentations sociales*, Paris, Armand Colin, 2003, 175 p.
- HAUSNER Jerzy, JESSOP Bob, NIELSEN Klaus (dir.), *Strategic Choice and Path-Dependency in Post-Socialism Institutional Dynamics in the Transformational Process*, Brookfield, Edward Elgar, 1995, 352 p.
- HERZFELD Michael, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*, New York, Routledge, 2005, 248 p.
- JODELET Denise (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1993, 447 p.
- KOTT Sandrine, MESPOULET Martine (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2006, 209 p.
- KOSELLEK Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. de l'Allemand par John et Marie-Claire HOOCK, Paris, EHESS, 1990, 334 p.
- LABORIER Pascale, TROM Danny, *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, 535 p.
- LANE David (dir.), *The Legacy of State Socialism and the Future of Transformation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, 245 p.
- JODELET Denise (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1993, 447 p.
- LAPLANTINE François, *Les trois voix de l'imaginaire*, Paris, Téraèdre, 2010, 255 p.
- LLOYD Geoffrey, *Pour en finir avec les mentalités*, Paris, La Découverte/Poche, 1996, 218 p.
- MANNONI Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2006, 128 p.
- MEYNAUD Jean, LANCELOT Alain, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1964, 126 p.
- MOLINER Pascal, RATEAU Patrick, *Les représentations sociales : pratiques des études de terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 230 p.
- MOSCOVICI Serge, *La machine à faire des dieux*, Paris, Fayard, 1988, 485 p.
- NISBET Robert A., *Social Change and History*, New York, Oxford University Press, 1969, 335 p.
- PYE Lucian, VERBA Sidney (dir.), *Political culture and Political Development*, Princeton, Princeton University Press Books, 1965, 584 p.
- SEILER Daniel-Louis, *Comportement politique comparée*, Paris, Economica, 1985, 224 p.
- SORENSEN BOGH Lene, ELIASON Leslie, *Forward to the Past ? Continuity and Change in Political Development in Hungary, Austria, and the Czech and Slovak Republics*, Aarhus, Aarhus University Press, 1997, 298 p.
- STAERKLE Christian, DELAY Christophe, *Qui a droit à quoi ? Représentations et légitimation de l'ordre social*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2007, 325 p.
- VANBREMEERSCH Marie-Caroline (dir.), *De l'autre côté du social : cultures, représentations, identités*, Paris, L'Harmattan, 1998, 422 p.

Articles

- CORCUFF Philippe, « Analyse politique, histoire et pluralisation des modèles d'historicité. Eléments d'épistémologie réflexive », *Revue française de science politique*, 2011, n° 6, Vol. 61, p. 1123-1143
- HALL Peter, TAYLOR Rosemary, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, n° 3(4), 1997, pp. 469-496
- MANN Philip, « Community Psychology », dans LONG L. Samuel, *The Handbook of Political Behaviour*, vol. 1, New York, Plenum Press, 1981, pp. 305-345
- MARTIN Denis-Constant, « Pratiques culturelles et organisations symboliques du politique », dans CÉFAI Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, pp. 117-135
- SCHEMEIL Yves, « Les cultures politiques », dans GRAWITZ Madeleine, LECA Jean (dir.), *Traité de science politique : l'action politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, pp. 237-307
- SKORNICKI Arnaud, « Constructions pratiques et symboliques des frontières politiques », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009, pp. 74-85
- TOSCHENKO Jean, « *Vremya mifov i puti ih preodoleniia* » / « Le temps des mythes et les voies de leur dépassement », *Sotsiologicheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 1, 2006, pp. 37-44
- TILLY Charles, « L'analyse historique des processus politiques », dans LABORIER Pascale, TROM Danny, *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, pp. 23-54

§ 3. La socialisation

- AMADO Gilles, GIUST-DESPRAIRIES Florence (dir.), *L'école : lieu de socialisation ?* Editions ESKA, 1999, 164 p.
- CHEBEL Malek, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1997, 223 p.
- CLAUSEN John A. (dir.), *Socialization and Society*, Boston, Little&Brown, 1968, 400 p.
- GREENSTEIN Fred, *Children and Politics*, London, Yale University Press, 1965, 199 p.
- HALPERN Catherine, RUANO-BORBALAN Jean-Claude (dir.), *Identité(s). L'individu. Le groupe. La société*, Sciences Humaines Editions, 2004, p. 366
- KOURILSKY-AUGEVEN Chantal, *Socialisation juridique et modèle culturel : image du droit en Russie et en France*, Paris, LGDJ, 1996, 261 p.
- KOURILSKY-AUGEVEN Chantal (dir.), *Socialisation juridique et conscience du droit. Attitudes individuelles, modèles culturels et changement social*. Paris, LGDJ, 1998, 193 p.
- PERCHERON Annick, REMOND René (dir.), *Age et politique*, Ed. Economica, 1991, 269 p.

PERCHERON Annick, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, 226 p.

ROIG Charles, BILLON-GRAND Françoise, *La socialisation politique des enfants*, Paris, Armand Colin, 1968, 186 p.

§ 5. La mémoire, l'histoire et les représentations collectives

A. Ouvrages généraux

Ouvrages

ASSMAN Jan, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, traduit de l'Allemand par Diane Meur, Paris, Aubier, 2010, 372 p.

ASSMAN Jan, « Collective Memory and Cultural Identity » (traduction d'Allemand de John Szaplicka), *New German Critique*, n° 65, 1995, pp. 125-133

COMET Georges, LEJEUNE Antoine, MAURY-ROUAN Claire, *Mémoire individuelle, mémoire collective et histoire*, Marseille, SOLAL Editeur, 2008, 216 p.

DE COCK Laurence, PICARD Emmanuelle (dir.), *La fabrique scolaire de l'histoire. Illusions et désillusions du roman national*, Marseille, Agone, 2009, 205 p.

HAEGEL Florence, LAVABRE Marie-Claude, *Destins ordinaires, identité singulière et mémoire partagée*, PUF, 2010, 136 p.

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 367 p.

HARTOG François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2012, 321 p.

HOUZIAUX Alain (dir.), *La mémoire, pour quoi faire ?*, Paris, Editions de l'Atelier, 2006, 117 p.

LANGENBACHER Eric, SHAIN Yossi, *Power and the Past. Collective Memory and International relations*, Washington, Georgetown University Press, 2010, 306 p.

LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, 314 p.

LAURENS Stéphane, ROUSSIAU Nicolas, *La mémoire sociale : identités et représentations sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 307 p.

NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. La République*, Paris, Gallimard, 1984, vol. 1, *La République*, 674 p.

RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, 675 p.

SCHNAPPER Dominique, VON BÜLOW Katharina, MOLLER Horst, *Identité et mémoire*, Paris, CulturesFrance, 2007, 220 p.

SHAW Christopher, CHASE Michael (dir.), *The Imagined Past-History and Nostalgia*, Manchester University Press, 1989, 179 p.

Articles

- CONFINO Alon, « Collective Memory and Cultural History : Problems of Method », *American Historical Review*, vol. 102, n° 5, December 1997, p. 1386-1403
- GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : La sociologie de la mémoire comme tierce position », dans MÜLLER Bertrand, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricoeur*, 2005 Editions Payot Lausanne, pp. 76-95
- HAAS Valérie, JODELET Denise, « Pensée et mémoires sociales », dans PETARD Jean-Pierre (dir.), *Psychologie sociale*, Paris, Bréal, 2^{ème} édition, 2007, pp. 111-160
- LAVABRE Marie-Claire, « De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives », dans CEFAL Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, pp. 233-252
- LAVABRE Marie-Claire, *Pour une sociologie de la mémoire*, Résumé d'une intervention, lors des «Transversales du CNRS», 25 janvier 2000, <http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>
- NORA Pierre, « Histoire et roman : où passent les frontières? », *Le Débat*, 2011/3, n° 165, pp. 6-12
- ROEDIGER III Henry L., WERTSCH James V., « Creating a new discipline of memory studies », *Memory Studies*, n° 9, 2008, pp. 9-22
- ZBOROWSKY Garold, SHIROKOVA Elisaveta, « Sotsial'naya nostal'giia : k issledpvaniju fenomena » / « La nostalgie sociale : vers l'étude du phénomène », *Sotsiologicheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 8, 2001, pp. 31-34

B. La mémoire du communisme / du nazisme en Europe ; l'héritage institutionnel du communisme

Ouvrages

- AMACHER Korine, HELLER Leonid (dir), *Le retour des héros : la reconstitution des mythologies nationales à l'heure du postcommunisme*, 2010, Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 2010, 276 p.
- BAFOIL François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Les presses Science Po, 2006, p. 540
- BARANY Zoltan, VOLGYSS Ivan (dir.), *The Legacies of Communism in Eastern Europe*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1995, 327 p.
- COLAS Dominique (dir.), *L'Europe post-communiste*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002, 650 p.

- COOK J. Linda, « Institutional and Political Legacies of the Socialist Welfare State », dans LANE David (dir.), *The Legacy of State Socialism and the Future of Transformation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, pp. 107-122
- COURTOIS Stéphane, *Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe 1953-2005*, Paris, Editions du Rocher, 2006, 494 p.
- GRÉMION Pierre, HASSNER Pierre (dir.), *Vents d'Est. Vers l'Europe des Etats de droit ?*, Paris, PUF, 1990, 141 p.
- KALDOR Mary, VEJVODA Ivan (dir.), *Democratization in Central and Eastern Europe*, London, Pinter, 1999, 194 p.
- KOPECEK Michal (dir.), *Past in the Making. Historical Revisionism in Central Europe after 1989*, Budapest, CEU Press, 2008, 264 p.
- KOTT Sandrine, MESPOULET Martine (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2006, 216 p.
- MARK James, *The unfinished revolution: making sense of the communist past in Central-Eastern Europe*, 2010, London, Yale University Press, 312 p.
- MILACIC Slobodan (dir.), *La réinvention de l'Etat. Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003, 424 p.
- MINK Georges, NEUMAYER Laure (dir.), *History, Memory and Politics in Central and Eastern Europe. Memory Games*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, 296 p.
- OESER Alexandra, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Edition de la Maison des Sciences de l'homme, 2010, 434 p.
- RADVANYI Jean (dir.), *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2004, 270 p.
- ROSE Richard, MISHLER William, HAERPFER Christian, *Democracy and its Alternatives. Understanding Post-Communist Societies*, Cambridge, Polity Press, 1988, 265 p.
- TODOROVA Maria, ZSUZSA Gille (dir.), *Post-Soviet Nostalgia*, Berghahn books, 2010, 295 p.
- SOULET Jean-François, *Histoire comparée des Etats communistes de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1996, 382 p.
- STARK David, BRUSZT Laszlo, *Postsocialist Pathways. Transforming politics and Property in East Central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 272 p.
- TISMANEANU Vladimir (dir.), *The Revolutions of 1989*, NY, Routledge, 1999, 262 p.

Articles

- BOYER, Dominic, « Ostalgie and the politics of future in Eastern Germany », *Public Culture*, n° 18, 2006

- GILL Graeme, « “Lenin Lives”: Or Does He? Symbols and the Transition from Socialism », *Europe-Asia Studies*, n° 2, 2008, pp. 173-196
- KORNAI Janos, « La grande transformation de l’Europe centrale et orientale : succès et désillusions », *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 1, mars 2006, pp. 13-62
- RUPNIK Jacques, « The post-totalitarian blues », dans TISMANEANU Vladimir (dir.), *The Revolutions of 1989*, NY, Routledge, pp. 225-238
- SCHOPFLIN, George, « Post-Communism : Constructing New Democracies in Central Europe », *International Affairs*, 1991, n° 67, pp. 235-1250
- SHERRER Jutta, « Allemagne et France : le travail de mémoire », *Pro et Contra*, n° 3-4, 2009, pp. 89-108
- TRABA Robert, « Les débats sur l’histoire dans le Pologne du XXI^{ème} siècle », *Pro et Contra*, n° 3-4, 2009, pp. 43-64
- VELIKONJA Mitja, « Lost in transition. Nostalgia for Socialism in Post-socialist Countries », *East European Politics and Societies*, Vol. 23. n° 4, 2009, pp. 535-551

C. Les usages politiques du passé

Ouvrages

- ASHTON Paul, KEAN Hilda, *People and their pasts : public history today*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, 304 p.
- FERENCZI Thomas (dir.), *Devoir de mémoire, droit à l’oubli ?*, Bruxelles, Editions Complexe, 2002, 281 p.
- FERRO Marc, *Comment on raconte l’histoire aux enfants*, Paris, Payot, 1986, 300 p.
- HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, 206 p.
- TERRAY Emmanuel, *Face aux abus de mémoire*, Arles, Actes Sud, 2006, 73 p.
- TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2004, 64 p.
- TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d’emploi. Histoire, mémoire, politique*, 2005, Paris, La Fabrique Editions, 144 p.
- TRAVERSO Enzo, *L’Histoire comme champ de bataille*, Paris, Edition de la Découverte, 2011, 299 p.

Articles

- CHEVALLIER Jacques, « Droit et mémoire », dans *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008, pp. 639-657

- CRÉPON Marc, « La mémoire des guerres. À propos de la modernisation des commémorations », *Esprit*, n° 371, 2011, pp. 105-118
- DAMAMME Dominique, LAVABRE Marie-Claire, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés Contemporaines*, 2000, n° 39, pp. 5-21
- KOTT Sandrine, « Des ressources du passé au passé comme ressource », dans KOTT Sandrine, MESPOULET Martine (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2006, pp. 147-150
- MONOD Jean-Claude, « Les troubles de la mémoire et de l'histoire », *Esprit*, n° 371, 2011, pp. 100-104
- MONOD Jean-Claude, « L'horrible, l'imprescriptible et l'admirable. Une relecture de *la Mémoire, l'Histoire, l'Oubli* de Paul Ricoeur », *Esprit*, n° 371, 2011, pp. 133-147

D. La mémoire face aux nouveaux médias

Ouvrages

- ERLL Astrid, RIGNEY Ann (dir.), *Mediation, Remediation, and the Dynamics of Cultural Memory*, Berlin, De Gruyter, 2009, 256 p.
- GARDE-HANSEN Joanna, *Media and Memory*, 2011, Edinburgh, Edinburgh University Press, 174 p.
- GARDE-HANSEN Joanne, HOSKINS Andrew, READING Anna (dir.), *Save As...Digital memories*, 2009, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 272 p.
- MAJ Anna, RIHA Daniel (dir.), *Digital Memories. Exploring Critical Issues*, Inter-Disciplinary Press, Oxford, 2009, <http://www.inter-disciplinary.net/wp-content/uploads/2009/12/DigMem-1.3d.pdf>
- WOOLGAR Steve (dir.), *Virtual Society? Technology, Cyberbole, Reality*. Oxford, Oxford University Press, 2002, 349 p.

Articles

- BEAULIEU Anne, « Mediating Ethnography: Objectivity and the Making of Ethnographies of the Internet », *Social Epistemology*, 2004, n° 18, pp. 139–163
- DE BRIEN Dieter, « World War 2.0 : Commemorating War and Holocaust in Poland through Facebook », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 4, 2010, pp. 45-62
- HOSKINS Andrew, « Digital Network Memory », dans ERLL Astrid, RIGNEY Ann (dir.), *Mediation, Remediation, and the Dynamics of Cultural Memory*, Berlin, De Gruyter, 2009, pp. 91-106

- HOSKINS Andrew, « Signs of the Holocaust: exhibiting memory in a mediated age », *Media Culture Society*, n° 25 (1), 2003, pp. 7-22
- HOSKINS Andrew, « The Mediatization of Memory », dans GARDE-HANSEN Joanne, HOSKINS Andrew, READING Anna (dir.), *Save As...Digital memories*, 2009, Basingstoke, Palgrave Macmillan, pp. 27-43.
- LATTANZIO Paolo, « Fluid Memory on the Web 2.0 », Acte de la 5ème conférence globale « Cybercultures. Exploring Critical Issues », Salzburg, Austria, 12-14 mars 2010, <http://www.inter-disciplinary.net/wp-content/uploads/2010/02/lattanzio2paper.pdf>
- POGACAR Martin, « (New) Media and Representations of the Past », in MAJ Anna, RIHA Daniel (dir.), *Digital Memories. Exploring Critical Issues*, Inter-Disciplinary Press, Oxford, 2009, pp. 23-31
- TRUBINA Elena, « Past Wars in the Russian Blogosphere : on the Emergence of Cosmopolitan Memory », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 4, 2010, pp. 63-85
- ZIMMERMAN Heiko, « Diverging Strategies of Remembrance in Traditional and Web 2.0 On-Line Projects », Acte de la 5ème conférence globale « Cybercultures. Exploring Critical Issues », Salzburg, Austria, 12-14 mars 2010, <http://www.inter-disciplinary.net/wp-content/uploads/2010/02/zimmermannpaper.pdf>

§ 6. La Russie postsoviétique : histoire et évolution politique

A. Généralités

Ouvrages

- AFANASSIEV Iouri, *Ma Russie fatale*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, 317 p.
- AFANASSIEV Iouri, *De la Russie. Les enjeux actuels*, Paris, Fayard, 2002, 406 p.
- BACON Edwin, *Contemporary Russia*, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2010, 240 p.
- BILLINGTON James, *The Icon and the Axe : an Interpretive history of Russian Culture*, Vintage, 880 p.
- BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Idées, 1951, 373 p.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, 501 p.
- FIGES Orlando, *Natasha's Dance : A Cultural History of Russia*, New York, Picador, 768 p.
- HOSKING Geoffrey, *Russia and the Russians. A History*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2001, 718 p.
- KONDRATIEVA Tamara, *Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie (XVI^e - XX^e siècles)*, Paris, Les Belles lettres, 2002, 273 p.

- LIPMAN Maria, RYABOV Andrey (dir.), *Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou, Elinina, 2007, 137 p.
- LOTMAN Youri, OUSPENSKI Boris, *Sémiotique de la culture russe. Etudes sur l'histoire*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990, 495 p.
- REY Marie-Pierre (dir.), *Les Russes. De Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005, 237 p.
- ROSEFIELDE Steven, HEDLUND Stefan, *Russia since 1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 329 p.
- TREPANIER Lee, *Political Symbols in Russian History. Church, State, and the Quest for Order and Justice*, Lanham, Lexington Books, 2007, 197 p.
- ZHIDKOV Vladimir, *Les dix siècles de mentalité russe : l'image du monde et du pouvoir*, Saint-Petersbourg, Ateteja, 2001, 633 p.

Articles

- ARKHANGELSKY Alexander, « Entre géographie et histoire, la Russie du XXI^e siècle », *Le Débat*, n° 149, 2008, pp. 129-144
- FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, n° 138, 2010, p. 94-108.
- INGERFLOM Claudio Sergio, « Les représentations religieuses du pouvoir dans la Russie soviétique et post-soviétique », *Sociétés contemporaines*, n° 37, 2000, pp. 53-70
- PIVOVAROV Youri, « *Russkaia vlast i publitchnaia politika* » / « Le pouvoir russe et *public policy* », *Polis*, n° 1, 2006, pp. 12-32
- PRIGOZHIN Arkadii, « *Patologii polititcheskogo liderstva v Rossii* » / « Les pathologies du leadership politique en Russie », *Obschestvennye nauki i sovremennost' / Les sciences sociales et le temps présent*, n° 3, 1996, pp. 23-29
- ROZOV Nicolas, « Tsiklitchnost rossiiskoi politiki kak bolezn : vozmozjno li vyzdorovlenie ? » / « Le cycles de l'histoire politique russe comme une maladie : la guérison serait-elle possible ? », *Polis*, n° 2, 2006, pp. 105-109
- YAKOVLEV Alexandre, « L'Etat russe (aspect historico-sociologique) », *Les sciences sociales et le temps présent*, n° 5, 2002, pp. 78-93

B. La perestroïka et la transition

Ouvrages

- ALEXANDER James, *Political culture in post-communist Russia. Formlessness and Recreation in a Traumatic Transition*, Chippenham, Antony Rowe Ltd., 2000
- ELTSINE Boris, *Zapiski prezidenta / Les carnets du Président*, Moscou, Ogoniok, 1994, 262 p.

- ELTSINE Boris, *Prezidentskii marafon. Razmychleniia, vospominaniia, vpechatleniia / Le marathon présidentiel. Réflexions, souvenirs, impressions*, Moscou, AST, 2007, 309 p.
- KONSTANTINOVA Marina, *Peremeny v russkom literaturnom pole vo vremja i posle perestroiki (1985-1995) / Changes in the Russian literary field during and after perestroika (1985-1995)*, Thèse de doctorat, Faculté der Geesteswetenschappen, Universiteit van Amsterdam, 2009, 584 p.
- POLLACK Detlef, JACOBS Jorg, MULLER Olaf, PICKEL Gert (dir.), *Political Culture in Post-Communist Europe. Attitudes in New Democracies*, Burlington, Ashgate, 1998, 256 p.
- REDDAWAY Peter, GLINSKI Dmitri, *The Tragedy of Russia's Reforms. Market Bolshevism Against Democracy*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, 745 p.

Articles

- CHRÉTIÉNEAU Anne-Marie, « L'adaptation institutionnelle de la Russie postsoviétique : entre faits et théories », *Innovations*, n° 26, 2007, p. 11-27
- KHAPAEVA Dina, « L'Occident sera demain », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 6, 1995, pp. 1259-1270
- MIKHALEV Vladimir, « Social Security in Russia under Economic Transformation », *Europe-Asia Studies*, vol. 48, n° 1, 1996, pp. 5-25
- URBAN Michael, « The Politics of Identity in Russia's Post Communist Transition: The Nation Against Itself », *Slavic Review*, vol. 53, n° 3 (1994)
- URBAN Michael, « Remythologising the Russian State », *Europe-Asia Studies*, n° 6, 1998, 969-992

§ 7. L'héritage et la mémoire collective du passé soviétique en Russie

A. L'héritage du passé soviétique en Russie

Ouvrages

- GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, *L'homme post-soviétique et la société civile*, Moscou, Ecole des recherches politiques, 2008, 96 p.
- INSOR (*Institut Sovremennogo Razvitija / L'institut du développement contemporain*), *Obretenie boudushego. Strategiia 2012 / Le recouvrement de l'avenir. Une stratégie 2012*, Moscou, INSOR, 2011, 322 p.
- HEDLUND Stefan, *Russian path dependence*, Abington, Routledge, 2005, 416 p.
- LEVADA Youri, *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, 356 p.

LUZKOV Jack Lawrence, *The Revenge of History – Why the Past Endures, A Critique of Francis Fukuyama*, Wales, The Edwin Mellen Press, 2003, 268 p.

SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, London/ New York, Routledge, 2008, 572 p.

SERGEYEV Victor, BIRYUKOV Nikolai, *Russia's road to democracy. Parliament, Communism and Traditional Culture*, Vermont, Edward Elgar Publishing Limited, 227 p.

Articles

HEDLUND Stefan, « Vladimir the Great, Grand prince of Muscovy : Resurrecting the Russian Service State », *Europe-Asia Studies*, n° 5 (58), 2006, pp. 775-801

MIKHALEVA Galina, « Overcoming the Totalitarian Past : Foreign Experience and Russian Problems », *Russian analytical digest*, n° 72, 2010, pp. 16-21

MISHLER William, WILLERTON John P., « The Dynamics of Presidential Popularity in Post-Communist Russia : Cultural Imperative vs Neo-Institutional Choice ? », *The Journal of Politics*, vol. 65(1), 2003, pp. 111-141

WENGLE Susanne, RASELL Michael, « The Monetisation of *L'goty* : Changing Patterns of Welfare Politics and Provision in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 5, 2008, pp. 739-756

WHITE Stephen, « Russia : The Revenge of the Superstructure », dans LANE David (dir.), *The Legacy of State Socialism and the Future of Transformation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, pp. 53-65

B. L'évolution et l'état actuel de la mémoire collective en Russie.

Ouvrages

AFANASSIEV Youri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, 550 p.

BOMSDORF Falk, BORDIUGOV Gennady (dir.), *60-letie okontchaniya Vtoroi mirovoi i Velikoi Otetchestvennoi : pobediteli i pobejdennii v kontekste politiki, mifologii i pamiati / 60ème anniversaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale et de la Grande guerre Patriotique : les vainqueurs et les vaincus dans le contexte politique, mythologique et mémoriel*, Moscou, AIRO-XXI, 2005, 248 p.

BROSSART Alain, *Le stalinisme entre histoire et mémoire*, Paris, Editions de l'Aube, 1991, 168 p.

DOUBINE Boris, *Rossia noulevykh: politicheskaja koul'toura, istoricheskaja pamiat', povsednevnaia zjizn' / La Russie des années deux mille: culture politique, mémoire historique, vie quotidienne*, Moscou, Rossiiskaya Politicheskaya Entsiklopediia, 2011, 392 p.

GARROS Véronique (dir.), *Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ?*, Paris, Editions Complexe, 1995, 288 p.

- KOPOSSOV Nicolaï, *Pamiat' strogogo rejima. Istoriiiia i politika v Rossii / La mémoire de haute sécurité. Histoire et politique en Russie*, Moscou, Novoe Literatournoe Obozrenie, 2011, 320 p.
- LAQUEUR Walter, *The Long Road to Freedom. Russia and Glasnost*, New York, First Collier Book Edition, 1990, 315 p.
- McDANIEL Tim, *The Agony of the Russian Idea*, Princeton, Princeton University Press, 1996, 203 p.
- MIKHALEVA Galina (dir.), *Surmonter le stalinisme*, Moscou, KMK, 2009, 160 p.
- SMITH Kathleen, *Remembering Stalin's Victims. Popular Memory and the End of the USSR*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, 217 p.
- TUMARKIN Nina, *The Living and The Dead. The Rise and Fall of the Cult of World War II in Russia*, 1994, New York, Basic Books, 242 p.

Articles

- BOIKOV Vladimir, MERKUSHIN Vladimir, « *Istoritcheskoe soznanie v sovremennom rossiskom obschestve : sostoianie i tendentsii formirovaniia* » / « La conscience historique dans la société russe actuelle : l'état et les tendances », *Sotciologiiia vlasti / Sociologie du pouvoir*, n° 2, 2003, pp. 5-21
- DOUBINE Boris, « *Prochloe v segodnyaschnih otsenkah rossijan* » / « Le passé dans les évaluations actuelles des Russes », *Informatsionnij bulleten' monitoringa / Le bulletin d'information du monitoring*, n° 5 (25), 1996, pp. 28-34
- DOUBINE Boris, « *Simvoly vozvrata vmesto simvolov peremen* » / « Les symboles du retour à la place des symboles du changement », *Pro et Contra*, n° 5 (53), 2011, pp. 6-22.
- DOUBINE Boris, « *Stalin i drugie. Figury vischei vlasti v obchestvennom mnenii sovremennoi Rossii* » / « Staline et les autres. Les images du pouvoir dans l'opinion publique de la Russie actuelle », *Monitoring obschestvennogo mneniya / La veille de l'opinion publique*, n° 2, 2003, pp. 26-40
- ETKIND Alexander, « Hard and Soft in Cultural Memory: Political Mourning in Russia and Germany », *Grey Room 16*, 2004, pp. 36–59
- ETKIND Alexander, « Post-Soviet Hauntology: Cultural Memory of the Soviet Terror », *Constellations*, n° 1, vol. 16, 2009, pp. 182-200
- FERRETTI Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, pp. 65-81
- FERRETTI Maria, « La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, 1995, pp. 1237-1257
- FERRETTI Maria, « Mémorial : combat pour l'histoire, combat pour la mémoire en Russie », *Le Débat*, n° 155, 2009, pp. 131-140

- GLUCHENKO Irina, « *Gordie tchetire bukvi* » / « Les quatre fières lettres », *Russkiy Journal / Le journal russe*, 9 mars 2011, <http://russ.ru/Mirovaya-povestka/Gordye-chetyre-bukvy>
- GOUDKOV Lev, « *Vremya i istoriia v soznanii rossiiyan* » / « Le temps et l'histoire dans la conscience des Russes », *Vestnik obschestvennogo mneniya / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2010, pp. 13-61
- KALININ Ilya, « *Perestroika pamjati* » / « La reconstruction de la mémoire », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 64, 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1326/1344/>
- KIEWIET Roderick, MYAGKOV Mikhail, « Are the communists dying out in Russia? », *Communist and Post-Communist studies*, vol. 3, n° 1, 2002, pp. 39-50
- KHAPAEVA Dina, « History without Memory », *Eurozine*, 2009, <http://www.eurozine.com/articles/2009-02-02-khapaeva-en.html>
- KHAPAEVA Dina, « *Ocharovannie stalinizmom* » / « Enchantés par le stalinisme », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 05 (055), 2007, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/645/650/>
- KHAPAEVA Dina, KOPOSSOV Nikolaï, « Les demi-dieux de la mythologie soviétique. Etude sur les représentations collectives de l'histoire », *Annales. Economies, Societes, Civilisations*, n° 4-5, 1992, pp. 963-987
- KOPOSSOV Nikolaï, *Les lois mémorielles en Russie et en Europe de l'Est*, Association liberté pour l'histoire, 25 mai 2011, http://www.lph-asso.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=163%3Ales-lois-memorielles-en-russie-et-en-europe-de-lest&catid=53%3Aactualites&Itemid=170&lang=fr
- KOPOSSOV Nikolai, KHAPAEVA Dina, « *Pozhalejte, ljudi, palatchej* » / « Ayez pitié des bourreaux », *Polit.ru*, 21 novembre 2007, <http://www.polit.ru/analytics/2007/11/21/stalinism.html>
- KOPOSSOV Nikolai, KHAPAEVA Dina, « *Stalinizm glazami izbiratelej* » / « Stalinisme vu par les électeurs », *Polit.ru*, 21 septembre 2007, <http://www.polit.ru/analytics/2007/09/21/stalinizm.html>
- KOUSCHKOVA Anna, « *Vospominaniya o defitsite* » / « Les souvenirs de la pénurie » *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 64, 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1326/1337/>
- KOUSTAREV Alexandr, « *Skazhi mne, chto ty pomnich* » / « Dis-moi ce dont tu te souviens », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 64 (2), 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1326/1328/>

- LANDRY Tristan, « Histoire postmoderne russe, mémoire postsocialiste et postérité de l'historiographie soviétique », dans TUGREON Laurier, *Les entre-lieux de la culture*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 219
- MAKOLI Mary, « *Istoricheskaya pamjat i obschestvo sograzhdan* » / « La mémoire historique et la communauté des citoyens », *Pro et Contra*, n° 1-2, 2011, pp. 134-149
- LEVINSON Alexey, « *Prochloe ne navsegda* » / « Le passé n'est pas pour toujours », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 64 (2), 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1326/1342/>
- LIPOVETSKY Mark, « Post-Sots: Transformations of Socialist Realism in the Popular Culture of the Recent Period », *The Slavic and East European Journal*, Vol. 48, n° 3, 2004, pp. 356-377
- MAKARYCHEV Andrey, « Great Patriotic War Narratives in the Russian Cinema : Collective Self, Internal Others, and Dislocations of Identity », *Russian analytical digest*, n° 89, 2010, pp. 2-5
- MENDELSON Sarah, GERBER Theodore P., « Soviet Nostalgia: An Impediment to Russian Democratization », *The Washington Quarterly*, n° 29, 2005-2006, pp. 83-96
- MIJNSSEN Ivo, « The Victory Myth and Russian Identity », *Russian analytical digest*, n° 72, 2010, pp. 6-10
- NIVAT Georges, « Eclats de mémoire », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1067, 2008, pp. 8-12
- OUSHAKINE Sergei, « “We're nostalgic but we're not crazy”: Retrofitting the Past in Russia », *The Russian Review*, n° 66, juillet 2007, pp. 451-482
- PIHOIA Robert, « *5 marta 1953. 50 let spustia* » / « 5 mars 1953. 50 ans après », *Sotciologija vlasti / Sociologie du pouvoir*, n° 2, 2003, pp. 81-92
- RUMNICK David, « *Vozvrashenie istorii* » / « Le retour de l'histoire », *Pro et Contra*, n° 5 (53), 2011, pp. 77-89
- SARALIEVA Zarekhtan Hadji, BALABANOV Serguei, « *Velikaia Otetchestvennaia Voina v pamiati trekh pokolenii* » / « La Grande Guerre patriotique dans la mémoire de trois générations », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 11, 2005, pp. 29-36
- WERTSCH V. James, « Blank Spots in Collective Memory : A Case Study of Russia », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, n° 617, 2008, pp. 58-71
- WERTH Nicolas, « La transparence et la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 21, 1989, pp. 5-28.
- ZORKAIA Natalia, « *Nostalgija po prošlomu ili Kakie uroki mogla usvoit' i usvola molodej* » / « Nostalgie du passé, ou Quelles leçons la jeunesse russe a-t-elle pu tirer et lesquelles a-t-elle tirée », *Vestnik obschestvennogo mnenija / Le courrier de l'opinion publique*, n° 3, 2007, pp. 35-46

C. Les usages du passé en Russie postsoviétique

Ouvrages

- ANDREEV Dimitri, BORDIUGOV Gennady, *Prostranstvo pamiati : Velikaia Pobeda i vlast' / L'espace de la mémoire : la Grande Victoire et le pouvoir*, Moscou, AIRO-XXI, 2005, 56 p.
- BORDIUGOV Gennady, *Oktiabr'. Stalin. Pobeda, Kul't jubileev v prostranstve pamiati / Octobre. Staline. Victoire. Le culte des jubilées dans l'espace de mémoire*, Moscou, AIRO-XXI, 2010, 256 p.
- BORDUGOV Guennadi, KOZLOV Vladimir, *Istoriia i kon'junktura / Histoire et conjoncture*, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoy Literatury, 1992, 352 p.
- DAVIES Robert William, *Soviet History in the Yeltsin Era*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London, Macmillan Presse LTD, 1997, 264 p.
- SMITH Kathleen, *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, 219 p.
- TCHERNYCHEV Annie, *L'enseignement de l'histoire en Russie de la révolution à nos jours*, Paris, l'Harmattan, 2005, 250 p.

Articles

- ADLER Nanci, « Reconciliation with - or rehabilitation of - the Soviet past? », *Memory Studies*, n° 5, 2012, pp. 327-338
- CHEN Cheng, « Muddling Through the Shadow of the Past(s). Post-Communist Russia's Search for a New Regime Ideology », *Demokratizatsiya*, n° 1, 2011, pp. 37-57
- BERELOWITCH Wladimir, « Les manuels d'histoire dans la Russie d'aujourd'hui », *Commentaire*, n° 101, 2003, pp. 111-119
- KLIQUIKOVA Katia, « La Russie, de toute éternité », *Outre-Terre*, 2005, n° 12, p. 243-248.
- LEVINTOVA Ekaterina, BUTTERFIELD John, « *Kak formiruetsja istorija i otnoshenie k nej : shkol'nie uchebniki o novejshej otechestvennoj istorii* » / « Comment sont formées l'histoire et l'attitude pour l'histoire : les manuels scolaires de l'histoire récente », *Vestnik obschestvennogo mnienia / Le courrier de l'opinion publique*, n° 3(101), 2009, pp. 103-115
- MILLER Alexey, « Russie : le pouvoir et l'histoire », *Pro et Contra*, n° 3-4, 2009, pp. 6-24
- MILLER Alexey, « The Politics of the Past in Russia », *Russian analytical digest*, n° 72, 2010, pp. 2-5
- POLIAN Pavel, « *Uroki i naviki stalinizma* » / « Les leçons et les pratiques du stalinisme », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 65 (3), 2009, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1393/1401/>

- RYBINA Lioudmila, « *Istoriya bez prava perepiski* » / « Histoire sans droit de la correspondance », *Novaya Gazeta*, n° 71, 2009, <http://www.novayagazeta.ru/politics/44442.html>
- RYBINA Lioudmila, « *Schkolni kurs istorii stal partijnim* » / « Le cours de l'histoire est devenu celui du parti », *Novaya Gazeta*, n° 77, 2010, <http://www.novayagazeta.ru/society/2636.html>
- SCHERRER Jutta, « Anciens/nouveaux lieux de mémoire en Russie », *Outre-terre*, n° 19, 2007, pp. 187-194
- SHERLOCK Thomas, « Confronting the Stalinist Past: The Politics of Memory in Russia », *The Washington Quarterly*, 2011, n° 34 (2), pp. 93-109
- STUDER Brigitte, « L'histoire du stalinisme : renouvellement conceptuel et nouvelles pistes de recherches », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, pp. 62-64
- ZAJDA Joseph, ZAJDA Rea, « The Politics of Rewriting History: New History Textbooks and Curriculum Materials in Russia », *International Review of Education*, vol. 49, n° 3 – 4, 2003 p. 363-384

§ 8. La politique, l'économie et la société en Russie

A. La situation politique et économique

Ouvrages

- ALAMAN Jacques, *Vladimir Poutine et le poutinisme*, Paris, L'Harmattan, 2004, 155 p.
- COLTON Timothy, HOLMES Stephen (dir.), *The State After Communism. Governance in the New Russia*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2006, 320 p.
- CARNAGHAN Ellen, *Out of Order : Russian political values in an imperfect world*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 2001, 311 p.
- DROBIZHEVA L. (dir.), *Rossiiia reformiroujuschaiasia / La Russie en reformes*, Moscou, Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie, 2004, 408 p.
- GORSHKOV Mikhail (dir.), *Rossiiia reformiroujuschaiasia / La Russie en reformes*, Moscou, Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la Russie, 2009, 464 p.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine?* Editions Autrement, 2004, 164 p.
- HERSPRING Dale R., *Putin's Russia. Past imperfect, Future Uncertain*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, 315 p.
- MILOV Vladimir, NEMTSOV Boris, *Putin. Itogi / Poutine. Bilan*, Moscou, Journal Indépendant, 2008, 75 p.
- KAGARLITSKY Boris, *La Russie aujourd'hui. Néo-libéralisme, autocratie et restauration*, Paris, L'Aventurine, 2004, 382 p.

- KALIKA Arnaud, *L'Empire aliéné. Le système du pouvoir russe*, Paris, CNRS Editions, 2008, 187 p.
- LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Pétra, 2007, 314 p.
- LEDENEVA Alena, *How Russia Really Works : the Informal Practices that Shaped post-soviet Politics and Business*, London, Cornell University Press, 2006, 270 p.
- LEDENEVA, Alena, *Russia's Economy of Favors: Blat, Networking and Informal Exchange*, 1998, Cambridge, Cambridge University Press, 243 p.
- LOUPAN Victor, *Le défi russe*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, 232 p.
- MANDEVILLE Laure, *La reconquête russe*, Paris, Bernard Grasset, 2008, 388 p.
- MENDRAS Marie, *Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque*, Autrement, 2003, 124 p.
- MENDRAS Marie, *Russie. L'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, 333 p.
- MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, 200 p.
- MILLOT Lorraine, *La Russie nouvelle*, Arles, Actes Sud, 2008, 310 p.
- OBRECHT Thérèse, *Russie, la loi du pouvoir. Enquête sur une parodie démocratique*, Paris, Editions AutrementFrontières, 2006, 186 p.
- ROBINSON Neil, *Russia. A State of Uncertainty*, London, Rotledge, 2002, 181 p.
- ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, 287 p.
- PRAVDA Alex, *Leading Russia : Putin in Perspective*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 304
- SAKWA Richard (dir.), *Power and Policy in Putin's Russia*, Glasgow, Routledge, 2009, 243 p.
- SERGI Bruno, *Misinterpreting modern Russia. Western views of Putin and his presidency*, London, Continuum, 2009, 279 p.
- SHIRAEV Eric, *Russian Government and Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, 338 p.
- TRENIN Dmitri, ALLEVIONE Jessica, « Le business russe entre l'Europe et l'Amérique », *Politique étrangère*, Numéro hors série, 2007, p. 39-50.
- VOLKOV Vadim, *Violent Entrepreneurs. The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, London, Cornell University Press, 2002, 201 p.
- WHITE STEPHEN (dir.), *Media, Culture and Society in Putin's Russia*, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2008, 245 p.

Articles

- AFANASIEVA A., LIKHANOVA A., « Les métamorphoses de la conscience de masse des Russes », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 5, 2009, pp. 24-30
- ANDERSON Perry, « La Russie de Poutine ou la démocratie à l'ombre de l'autocratie », *Le Débat*, n° 149, 2008, pp. 145-169
- BRESLAUER George W., « Regimes of Political Consolidation : The Putin Presidency in Soviet and Post-Soviet Perspective », dans PRAVDA Alex, *Leading Russia : Putin in Perspective*, New York, Oxford University Press, 2005, pp. 37-58
- BURAVOY Michael, « Transition sans transformation : les involutions de la Russie envers le capitalisme », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 9, 2009, pp. 3-12
- COLTON Timothy, « Putin and the Attenuation of Russian democracy », dans PRAVDA Alex, *Leading Russia : Putin in Perspective*, New York, Oxford University Press, 2005, pp. 103-118
- DAUCÉ Françoise, WALTER Gilles, « Russie 2005. Reprise en main », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1053, 2006, p. 6-32
- DAUCÉ Françoise, WALTER Gilles, « Russie 2006. Entre dérive politique et succès économiques », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1059, 2007, p. 6-29
- DAUCÉ Françoise, « Russie : la société civile en perdition politique », *Revue internationale et stratégique*, n° 68, 2007, p. 93-99
- DESERT Myriam, « La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1038, 2003, pp. 4-13
- DOUBINE Boris, « *Vektori i urovni kollektivnoi identifikatsii v segodnjachnej Rossii* » / « Le vecteurs et les niveaux de l'identification collective dans la Russie actuelle », *Vestnik obshchestvennogo mnenia / Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2 (100), 2009, pp. 55-65
- DURAND Cédric, « Le retour de l'Etat producteur en Russie », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 119-136
- EVANS B. Alfred, « Putin's Legacy and Russia's Identity », dans SAKWA Richard (dir.), *Power and Policy in Putin's Russia*, Glasgow, Routledge, 2009, pp. 21-32
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir », *L'Economie politique*, n° 21, 2004, pp. 6-16
- FOSSATO Floriana, « La télévision, media du pouvoir », *Pouvoirs*, n° 112, 2005, pp. 49-61
- GUELMAN Vladimir, « La Russie dans un piège institutionnel », *Pro et Contra*, n° 50, 2010, pp. 23-39
- GELMAN Vladimir, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n° 34, 2007, p. 103-125

- GUELMAN Vladimir, « Le parti dominant en Russie. Quelles perspectives ? », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 51-64
- GOUDKOV Lev, « La nature du “poutinisme” », *Le Courrier de l'opinion publique*, n° 3, 2009, pp. 6-21
- GOUDKOV Lev, DOUBINE Boris, « Le syndrome post totalitaire : “la démocratie dirigée” et l'apathie des masses », dans LIPMAN Maria, RYABOV Andrey (dir.), *Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou, Elinina, 2007, pp. 8-64
- KOZYREV Guennadii, « *Vrag i obraz vruga v sotsial'nyh i politicheskikh otnocheniiakh* » / « L'ennemi et l'image d'ennemi dans les relations sociales et politiques », *Sotsiologicheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 1, 2008.
- KRASTEV Ivan, « Reading Russia. The Rules of Survival », *Journal of Democracy*, n° 2, 2009, pp. 73-77
- LESAGE Michel, « De l'autorité de l'Etat en Russie », dans MILACIC Slobodan (dir.), *La réinvention de l'Etat. Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 345-354
- LEVADA Youri, « *Dvadsat' let spustia. Perestroika v obschestvennom mnenii i obschestvennoi jizni* » / « Vingt ans après. La *perestroika* dans l'opinion publique et dans la vie de la société », *Vestnik Obschestvennogo Mnenia / Le Courrier de l'Opinion publique*, n° 2 (76), 2005, pp. 8-14
- MALFLIET Katlijn, « Peut-on parler de l'Etat de droit dans la Russie actuelle ? », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 15-34
- MASSIAS Jean-Pierre, « La nature du régime politique de la Russie. Analyses constitutionnelles », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 35-50
- MEDISH Marc, « Russie : la transition inachevée », *Politique étrangère*, n° 1, 2006, p. 9-23
- MENDRAS Marie, « Les institutions politiques en danger », *Pouvoirs*, n° 112, 2005, pp. 9-22
- MENDRAS Marie, « Le système Poutine », *Projet*, n° 309, 2009, p. 4-9
- MILLAR James R., « Putin and the Economy », dans HERSPRING Dale R., *Putin's Russia. Past imperfect, Future Uncertain*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, pp. 121-140
- NIKONOV Viatcheslav, « La tentation d'un Occident non-occidental », *Le Débat*, n° 130, 2004, pp. 89-103
- PETUHOV Vladimir, « Les valeurs démocratiques dans la structure de la conscience de masse des Russes », *Les sciences sociales et le temps présent*, n° 1, 2007, pp. 73-90
- POLIANNIKOV Timour, « Russie : la logique de l'autoritarisme », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1049, 2005, pp. 79-85

- PRIVALOV Kirill, « La recette russe : la démocratie autoritaire », *Le Débat*, n° 130, 2004, pp. 45-62
- RAVIOT Jean-Robert, « Comprendre le nouveau régime russe », *Strates*, n° 12, 2006, <http://strates.revues.org/1662>
- REMINGTON Thomas, « Patronage and the Party of Power : President-Parliament Relations Under Vladimir Putin », dans SAKWA Richard (dir.), *Power and Policy in Putin's Russia*, Glasgow, Routledge, 2009, pp. 81-108
- RIABOV Andrei, « La chance manquée de la révolution des valeurs », *Pro et Contra*, n° 5-6, 2009, pp. 62-70
- ROSE Richard, « La société russe, devient-elle une “société normale” ? », *Le Courrier de l'opinion publique*, n° 2, 2008, pp. 8-15
- ROUSSELET Kathy, « Les grandes transformations de la société russe », *Pouvoirs*, n° 112, 2005, pp. 23-34
- SAGRAMOSO Jacquet Christophe, « L'économie russe sous Vladimir Poutine », *Politique étrangère*, n° 1, 2004, pp. 123-135
- SALMINE Alexey, « La démocratie russe : de la spontanéité à l'improvisation ? », *Politique étrangère*, n° 5 (hors série), 2007, pp. 101-111
- SAKWA Richard, « Regime change from Yeltsin to Putin : normality, normalcy or normalisation ? », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, pp. 17-36
- SEDOV Leonid, « Une sociologie pour la Russie », *Etudes*, tome 399, 2003, p. 311-316
- SEDOV Leonid, « La popularité de Poutine », *Etudes*, tome 403, 2005, p. 9-15.
- SEDOV Leonid, « “Spiritualité” ou “communautarisme” » : diagnostique de la Russie par un Russe », *Etudes*, tome 375, 1991, pp. 319-328
- SHEVTSOVA Lilia, « La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ? », *Politique étrangère*, n° 5 (hors série), 2007, pp. 77-88
- SHLAPENTOKH Vladimir, « Trust in public institutions in Russia : The lowest in the world », *Communist and Post-Communist Studies*, n° 39, 2006, pp. 153-174
- SHLAPENTOKH Vladimir, « The short time horizon in the Russian mind », *Communist and Post-Communist Studies*, n° 1, 2005, pp. 1-25
- TOMPSON William, « The Russian Economy under Vladimir Putin », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, pp. 114-132
- WILD Gérard, « De l'omniprésence de l'Etat-parti au risque autoritariste », dans REY Marie-Pierre (dir.), *Les Russes. De Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 107-127
- WHITE Stephen, « Russia's disempowered electorate », dans ROSS Cameron (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester university press, 2004, pp. 76-93

ZLOTOWSKY Yves, « Succès et faux-semblants de la Russie de Vladimir Poutine », *L'Economie politique*, n° 1, 2004, pp. 84-93

B. La jeunesse russe

Ouvrages

PIKINGTON Hilary, *Looking West ? Cultural Globalization and Russian Youth Cultures*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2002, 300 p.

RIORDAN James, WILLIAMS Christopher, ILYNSKY Igor (ed.), *Young People in Post-Communist Russia and Eastern Europe*, Dartmouth, 1995, 183 p.

Articles

AKSENOVA Olga, « *Osbennosti vospriyatiya politicheskoy teleinformatsii molodezhju* » / « Les spécificités de la perception des informations politiques télévisées par la jeunesse », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 4, 2006, pp. 1-9

ALISHEV Boulat, ANIKEENOK Olga, « *Studenty o spravedlivosti v sfere raspredeleniya* » / « Les étudiants s'expriment sur la justice dans la sphère de la distribution », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 11, 2007, pp. 10-28

ANDREEVA Youlia, KOSTERINA Irina, « *“Nam nuzhny prava, a ne objazannosti” : grazhdanskaya aktivnost' rossijskoj molodezhi* » / « “On a besoin des droits, non des devoirs” : l'activisme civique de la jeunesse russe », *Journal issledovaniï soitsial'noi politiki / Le Journal des études de la politique sociale*, vol. 4, n° 3, 2006, pp. 397-413

ARUTYUNOVA Ekaterina, « *Rossiiskaya identitchnost' v predstavlenii moskovskih studentov* » / « L'identité russe dans les représentations des étudiants moscovites », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 8, 2007, pp. 1-18

BELYAEVA Ljudmila, « *Sotsial'nii portret vozrastnih kogort v postsovetstkoï Rossii* » / « Le portrait social des groupes d'âge dans la Russie post-soviétique », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 10, 2004, pp. 31-42

GAVRILJUK Vera, MALENKOV Vjatcheslav, « *Grazhdanstvennost', patriotizm i vospitanie molodezhi* » / « Civisme, patriotisme et l'éducation de la jeunesse », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 4, 2007, pp. 1-18

Institut d'études sociologiques de l'Académie des sciences de la Russie, *La jeunesse de la nouvelle Russie : le mode de vie et les valeurs*, Bulletin analytique, 2007, 95 p.

LISAUSKENE Maria, « *Pokolenie “NEXT” : pragmatitchnye perfektsionnisty ili romantitchnye potrebiteli ?* » / « *Generation “NEXT” : perfectionnistes pragmatiques ou consommateurs romantiques ?* », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 4, 2006

- MEDVEDEV Vadim, KRASIN Youri, « *Gordiev ouzel sotsial'noi politiki* » / « Le nœud gordien de la politique sociale », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 11, 2007
- MENDELSON Sarah, GERBER Theodore P., « Us and Them : Anti-American Views of the Putin Generation », *The Washington Quarterly*, 2008, n° 31, pp. 131-150
- PASHKEVITCH Anna, « *Otnochenie starcheklassnikov k sotsial'nym problemam* » / « L'attitude des élèves de la terminale envers les problèmes sociaux », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 2, 2008, pp. 126-130
- PETROV Anatoly, « *Tsennosti rossiiskoi molodeji* » / « Les valeurs de la jeunesse russe », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 12, 2009, pp. 126-130
- SCHWIRTZ Michael, « Russia's Political Youth » *Demokratizatsiya*, vol. 15, n° 1, 2007, pp. 73-83
- VESSELOVA Alexandra, « *Chkol'naia istoriia glazami starcheklassnikov* » / « L'histoire soviétique vue par les lycéens russes », *Otetchestvennye zapiski*, n° 5 (19), 2004.
- VISHNEVSKY Youri, « *Grajdanskaia koul'toura molodeji. Tendentsii i problemy formirovaniia* » / « La culture civique des étudiants. Tendances et problèmes de la construction », *Sotsiologitcheskie issledovaniia / Recherches sociologiques*, n° 4, 2009, pp. 108-116

C. Les nouveaux médias en Russie

Ouvrages

- ETLING Bruce, ALEXANYAN Karina, KELLY John, FARIS Robert, PALFREY John, GRASSER Urs, *Public Discourse in Russian Blogosphere: Mapping Runet Politics and Mobilization*, Harvard University, Berkman Center Research Publication, 2010, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1698344
- REUTER Ora John, SZAKONYI David, *Online social media and political awareness in authoritarian regimes*, Working Paper (Basic Research Program at the National Research University Higher School of Economics), 2012, <http://www.hse.ru/data/2012/12/27/1304312632/10PS2012.pdf>
- SCHMIDT Henrike, TEUBENER Katy, KONRADOVA Natalja (dir.). *Control + Shift. Public and Private Usages of the Russian Internet*. Norderstedt, Books on Demand, 2006, 279 p.
- Yandex, *Blogosfera RuNeta / La blogosphère de RuNet, Informatsionnyi bulleten' / Bulletin informatique*, 2009, http://download.yandex.ru/company/yandex_on_blogosphere_spring_2009.pdf

Articles

- ALEXANYAN Karina, ALTO Palo, « The RuNet – Lost in Translation », *Russian analytical digest*, n° 69, 2009, pp. 2-5
- ALEXANYAN Karina, « Social Networking on Runet : The View from a Moving Train », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 2, 2009, pp. 1-12
- ALEXANYAN Karina, « The Map and the Territory: Russian Social Media Networks and Society », *Ph.D. dissertation*, Columbia University, 2013, <http://academiccommons.columbia.edu/catalog/ac%3A156925>
- LAPINA-KRATASYUK Ekaterina, « Konstruirovaniye real'nosti v SMI : Politiki.net ili Protivoini no za pobedu » / « La construction de la réalité dans les médias : absence de politique ou contre la guerre mais pour la victoire », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 1, 2009, pp. 61-69
- LAPINA-KRATASYUK Ekaterina, « News in the Russian Internet : The Growing Indifference of a Closing Society », *Russian analytical digest*, n° 69, 2009, pp. 12-15
- MacLEOD Heather, « Examining Political Group Membership on Livejournal », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n° 1, 2009, pp. 13-26
- RANTCHIN Andrei, « Soznanie sovremennogo rossiiskogo obchestva v kommentariyah runeta » / « La conscience de la société russe actuelle dans les commentaires de Runet », *Neprikosnovennii zapas / Réserve intangible*, n° 68 (1), 2010, <http://www.nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1691/1709/>

§ 9. Ressources électroniques

A. Les sites institutionnels

Le site du Président de la Fédération de Russie <http://kremlin.ru>

Le site du Premier ministre <http://premier.gov.ru>

Le moteur de recherche des comptes rendus intégraux des débats à la Douma <http://ntc.duma.gov.ru>

L'archive des comptes rendus intégraux des débats dans la Douma <http://transcript.duma.gov.ru/>

L'agence fédérale des archives <http://www.rusarchives.ru/>

L'archive des messages annuels des Présidents de la Fédération de Russie au Parlement (1994-2014) <http://www.intelros.org/>

Services d'accès aux actes juridiques de la Fédération de Russie :

- *Consultant* <http://www.consultant.ru> ;
- *LawRussia* <http://www.lawrussia.ru> ;

- *Referent* <http://www.referent.ru> ;
- *LexPro.ru* <http://www.lexpro.ru>

Les sites des principaux partis politiques

- *Edinaia Rossiia / La Russie Unie* <http://er.ru/>
- *Kommunisticheskaia Partia Rossiiskoi Federatsii (KPRF) / Le Parti communiste de la Fédération de Russie* <http://www.kprf.ru>
- *Yabloko / Pomme* <http://www.yabloko.ru/>
- *Spravedlivaia Rossiia / La Russie Juste* <http://www.spravedlivo.ru/>

Rossiiskaia Akademiia Naouk / L'Académie des sciences de la Fédération de Russie <http://www.ras.ru/>

Akademiya Voennykh Naouk Rossiskoi federatsii / L'Académie des sciences militaires de la Fédération de Russie <http://www.avnrf.ru/>

Rossiiskoe istoricheskoe soobshchestvo / La société historique russe <http://www.ria.ru>

Federal'nyi fond sotsial'noi i ekonomicheskoi podderjki otchestvennoi kinematografii / La fondation fédérale du soutien social et économique au cinéma national, <http://www.fond-kino.ru>

Fond podderjki patrioticheskogo kino / La fondation du soutien au cinéma patriotique, <http://www.patriotfilm.ru>

Federal'naya Sloujba bezopasnosti (FSB) / Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie <http://www.fsb.ru/>

Le Conseil Présidentiel des Droits de l'homme et du développement de la société civile <http://www.president-sovet.ru/>

La Chambre des représentants de la société civile <http://www.oprf.ru/>

Tsentral'nyi muzei Velikoi Otchesvennoi Voiny « Poklonnaya Gora » / Le Musée central de la Grande Guerre patriotique « La mont de génuflexion » www.poklonnayagora.ru

B. Les ONG et les acteurs privés

La fondation « Mémoire historique » <http://historyfoundation.ru/>

L'ONG « Mémorial » <http://www.memo.ru/>

Le Comité de Vigilance face aux usages publics de l'histoire <http://cvuh.blogspot.fr/>

Freedomhouse, La liberté de presse en Russie, sélection de dossiers, <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/2002/russia>

VTSIOM / Le Centre Panrusse des études de l'opinion publique <http://www.wciom.ru>

Levada – Tsentr / Le Centre Levada <http://www.levada.ru/>

L'union des écrivains russes <http://www.rospisatel.ru/>

Le site officiel de Sergei Kourginyan <http://www.kurginyan.ru/>

Le site officiel de Youri Affanasiev <http://www.yuri-afanasiev.ru/>

Le site officiel de Viatcheslav Igrounov <http://www.igrunov.ru/>

Le mouvement *Sut' Vremeni* / Essence du temps <http://eot.su/>

La maison d'édition EKSMO <http://www.eksmo.ru/>

C. Les sites d'information, les revues en ligne et les chaînes de télévision

Les sites d'information

- *Lenta.ru* <http://lenta.ru>
- *Observateur russe* <http://www.rus-obr.ru/>
- *Slon.ru* <http://www.slon.ru>
- *Gazeta.ru* <http://www.gazeta.ru/>
- *Tchastnyi Korrespondent* / Correspondent privé <http://www.chaskor.ru/>
- *Polit.ru* <http://www.polit.ru/>
- *RIA-Novosti* <http://ria.ru>
- *NewsRu.com* <http://newsru.com/>
- *BBC Russie* <http://www.bbc.co.uk/russian/>
- *Regnum* <http://www.regnum.ru/news/534902.html>

Les revues en ligne

- *Sotsiologitcheskie issledovaniia* / Etudes sociologiques <http://www.isras.ru/socis.html>
- *Sotsiologiia vlasti* / Sociologie du pouvoir <http://socofover.rane.ru/>
- *Polis* <http://www.politstudies.ru/>
- *Monitoring obschestvennogo mnennia* / La veille de l'opinion publique <http://wciom.ru/journal/>
- *Neprikosnovennii Zapas* / Reserve Intangible <http://magazines.russ.ru/nz/>
- *Voprosy Istorii* / Les questions de l'histoire, archive numérique complet 1945-2012 <http://annales.info/sbo/contens/vi.htm>
- *Ogoniok* <http://www.ogoniok.com>
- *La Jeune Garde* <http://hatushin.ru/>
- *Komsomolskaya Pravda* / La vérité de komsomol <http://www.kp.ru/>
- *Kommersant* <http://www.kommersant.ru/>
- *Novaya Gazeta* www.ng.ru
- *Rossiiskaia gazeta* <http://www.rg.ru/>

Les chaînes de télévision

- *Telekanal Rossiia* / La chaîne Russie <http://russia.tv/>

- *Piatyi kanal* / Cinquième Chaîne <http://5-tv.ru>
- NTV <http://www.ntv.ru/>
- Do///d / Pluie <http://tvrain.ru/>

D. Autres

- *Bolchaia Sovetskaia Entsiklopediia* / La Grande Encyclopédie Soviétique en ligne <http://dic.academic.ru/>
- *YouTube* <http://www.youtube.com>
- *RuTube* <http://www.rutube.ru>
- *LiveJournal* <http://www.livejournal.com>
- *Vkontakte* <http://www.vk.com>
- *Yandex* <http://www.yandex.ru>
- Encyclopédie du folklore du RuNet <http://lurkmore.to>

Table des annexes

<i>Annexe 1. Entretien non directif avec trois chercheurs de l'Institut d'Histoire militaire qui ont souhaité garder l'anonymat et figureront sous X, Y, Z. Traduction du Russe</i>	p. 708
<i>Annexe 2. Entretien non directif avec Nicolai Karlovitch Svanidze, historien, journaliste, membre de la Commission de la lutte contre les falsifications de l'histoire, « accusateur » de l'époque soviétique dans l'émission « Le Procès Historique ». Traduction du Russe</i>	p. 712
<i>Annexe 3. L'échantillon des livres de la « staliniane »</i>	p. 714
<i>Annexe 4. Les films et les séries télévisées sortis entre 2000 et 2012 consacrés à l'époque soviétique (premier échantillon élargi).....</i>	p. 716
<i>Annexe 5. L'échantillon des communautés mémorielles numériques.....</i>	p. 718
<i>Annexe 6. Le questionnaire distribué dans les lycées (traduction du Russe)</i>	p. 720
<i>Annexe 7. Corpus de données de l'enquête dans les lycées (toutes régions confondues)</i>	p. 722

Annexe 1. Entretien non directif¹⁸⁴¹ avec trois chercheurs de l'Institut d'histoire militaire qui ont souhaité garder l'anonymat et figureront sous X, Y, Z. Traduction du Russe.

24 mai 2011, Moscou,
Institut d'histoire militaire

Q : Qu'est-ce que, à votre avis, une falsification historique ?

X : La création des mythes historiques et les falsifications historiques ne sont pas seulement un problème russe, c'est aussi un problème que connaissent d'autres pays, comme par exemple l'Allemagne. Le problème se trouve dans l'approche des sources : les mythes, souvent issus des mémoires, de l'appréciation subjective [des événements] s'enracinent dans la conscience de masse ; les journalistes diffusent les mythes également. Le travail de l'historien est d'éradiquer [«vykolatchivat'»] ces mythes de la conscience des gens. On peut comparer [cela] au travail de l'enquêteur : l'historien aussi base son travail sur les documents, les sources, à partir desquels il peut tirer des conclusions, infirmant ou confirmant tel ou tel fait. C'est un travail ingrat, notamment dans les conditions de la mythologie historique, et des usages politiques de l'histoire.

La notion de falsification. En ce moment, on parle des falsifications « au détriment des intérêts de la Russie ». C'est-à-dire qu'on distingue entre la falsification « utile » et la falsification « néfaste » pour la Russie. Il est important de distinguer la falsification (l'altération consciente et nocive de faits) du processus même de la recherche historique : au début de la recherche sur tel ou tel problème il n'y a pas de clarté, souvent les documents se contredisent, en plus, le cercle de documents disponibles peut être limité. Un exemple : la polémique autour de Katyn. Actuellement, les historiens possèdent un document : un rapport d'[Alexandre] Chélépine du KGB, au nom de Khrouchtchev, dans lequel Chélépine cite certains chiffres¹⁸⁴² (21 857 personnes – E.M.). Toutefois les conversations privées avec les historiens et les archivistes qui s'occupent des fonds de documents concernant Katyn, et notamment des fiches de contrôle des prisonniers de guerre polonais, laissent apparaître les chiffres inférieurs. A cause de cela, des questions légitimes surgissent, y compris dans les milieux politiques, par exemple chez le KPRF et chez Ilioukhine¹⁸⁴³.

Q : Quel est le but des falsifications ?

X : C'est très important de comprendre ce problème. Pendant une longue période, l'histoire de l'URSS était une grande falsification. L'histoire a été dogmatique. Ensuite, on a révisé l'histoire soviétique. Est-ce que cette révision peut être qualifiée de falsification ? Non, parce que la version précédente de l'histoire a été falsifiée, mais dans les intérêts de la Russie. Le processus de la révision de cette histoire, de sa précision, n'est pas terminé, il a y encore des discussions. Et voilà que certains auteurs, tirant certains éléments des discussions de leur contexte, écrivent consciemment des falsifications. Un exemple : le livre de Marc Solonine *25 juin : betise ou agression ?*¹⁸⁴⁴. Il y a de grossières altérations des faits, car l'auteur cherche à adopter les documents à ses idées en les sélectionnant dans un certain objectif.

Remarque de Y : Ou par exemple Sorokine : il falsifie l'histoire. Il a une idée fixe : pourquoi en URSS, pendant les premières années d'après guerre, le 9 mai n'a pas été célébré ? Il sélectionne les

¹⁸⁴¹ L'utilisation de l'enregistrement étant impossible en raison de la demande expresse des interrogés, les réponses ont été notées simultanément puis librement traduites en Français.

¹⁸⁴² Il s'agit de la lettre adressée par Alexandre Chélépine, chef du KGB à Khrouchtchev en 1959 dans laquelle Chélépine demande l'autorisation de détruire les 21 857 fiches individuelles des prisonniers polonais exécutés à Katyn, parce qu'« un cas imprévisible peut mener à la révélation de l'opération réalisée, avec toutes les conséquences désastreuses pour notre État » (ZASLAVSKY V., *Le massacre de Katyn*, p. 130, cité par SAILLOT Frédéric, *Katyn. De l'utilité des massacres. Tome 1*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 190

¹⁸⁴³ Viktor Ilioukhine est un député du KPRF (Parti Communiste) qui a effectué en 2010 une enquête indépendante sur Katyn défendant la version soviétique.

¹⁸⁴⁴ Il s'agit du livre de l'historien Marc Solonine « 25 iounia : gloupost' ili agressiia ? » (2008), sur la deuxième guerre russo-finlandaise (1941-1944).

faits et les documents dont une grande partie sont imaginaires, qui étayaient cette idée. Son idée est le sentiment de culpabilité de Staline pour le 22 juin.

X : Mais le plus important pour s'orienter dans toutes ces falsifications est la vérité absolue, la réponse à la question « qui a commencé la guerre, qui a attaqué » ? C'est le plus important. Il y a un fait objectif qui réfute les preuves indirectes, aussi nombreuses soient-elles. Ce fait s'efface, se range au second plan. Quel a été le plan de l'Allemagne hitlérienne concernant la Russie ? C'est normal, quand dans l'État majeur, il y a les plans pour tous les cas. Il est important d'être un professionnel et d'effectuer une expertise de documents : la présence d'une signature et de la note « approuvé », s'il n'y a pas c'est que c'est un brouillon. Utiliser ces documents est une falsification. C'est-à-dire très souvent les falsifications sont liées au bas niveau professionnel. Tout simplement le titre d'historien ne veut plus dire grande chose aujourd'hui, puisque n'importe qui peut se nommer historien, n'importe quel imposteur, et se produire à la télé.

(on est rejoint par le chercheur Z qui est en retard)

Q : Comment pourriez-vous expliquer la montée des falsifications de l'histoire ?

X : Aujourd'hui, beaucoup de processus se sont démocratisés. Beaucoup veulent comprendre l'histoire de leur famille, l'histoire de leur région... Ils commencent la recherche, trouvent un quelconque document et, avant que la recherche soit finie et vérifiée, ils publient les informations sensationnelles, les faits sensationnels, pour se donner de l'importance.

Q : Est-ce que les falsifications viennent uniquement des milieux amateurs, ou bien elles existent aussi dans les milieux académiques ?

X : La semaine dernière on a été contacté par Klimtchenko de RGGU, il nous a envoyé l'invitation à la conférence qui sera à Krasnodar « Les principaux problèmes de l'étude de la Grande Guerre patriotique ». Déjà, la sélection même de questions laisse un arrière-goût désagréable : « Le glaive fasciste a été forgé en URSS », « l'entente de deux dictateurs », « les répressions dans l'Armée rouge avant la guerre », « la collectivisation de force à cause de laquelle tous les soldats de l'Armée rouge se préparaient de désertier en 41 ». Il n'y avait pas de questions sur les problèmes de mobilisation du pays, et pourtant c'est la question clé : la Russie tsariste a perdu dans la Première guerre et est tombé en ruines juste après. Tandis que l'Union Soviétique a pu se préparer à la guerre et a devancé l'Allemagne pour un nombre d'indices. Mais, on nous dit : « Pourquoi parler de ça, tout ça avait déjà été dit cent fois ». Mais, si on travaille pour les gens, on doit travailler pour leur perception du monde, pour que les gens n'oublient pas que c'est l'Allemagne qui a déclenché la guerre. Les gens qui négligent ce fait objectif commettent une falsification. Souvent, les universités civiles pèchent ainsi. Dire que cette conception de l'histoire a vieilli, c'est dire que la table de multiplication a vieilli et qu'on va inventer autre chose à la place. Dans l'histoire il y a des faits immuables, irréfutables, mais certains veulent attirer l'attention sur eux.

[à partir de ce moment, les trois parlent en même temps]

Avant la période de *glasnost*, tout le monde voulait des révélations. Tout le monde qu'on nous avait caché beaucoup plus que cela. Mais quand tous les chiffres ont été publiés, ils nous ont déçu. On aurait voulu encore plus de révélations, on aurait voulu plus d'horreur.

Mikhalkov est venu nous voir avant « Soleil Trompeur – 2 », pour nous consulter, on lui a dit : « *Un général ne peut pas être dans un bataillon punitif* », et lui : « *La vérité et le cinéma sont deux choses différentes* ». Ce qui est le plus étonnant, c'est que le film a été tourné avec le soutien de l'Agence fédérale du Cinéma, avec le soutien de Shvydkoi (*ministre de la culture – E.M.*), qui parle des traditions, des traditions russes. Il faut croire que c'est dans nos traditions de trainer notre histoire dans la boue.

En général, le cinéma est un moyen fort, qui inculque fortement les mythes dans la tête des gens. Par exemple : la guerre a été gagnée par les détachements punitifs, Staline a lutté contre les généraux, tout le peuple a lutté contre Staline. C'est ainsi que les stéréotypes se consolident dans la conscience de la population. La vague du cinéma cette fois patriotique a constitué la réaction à ce phénomène. Par exemple le film « Nous venons du futur ». Et en outre les scénarios de ces deux films ont été écrits par Volodarsky. L'idée est bonne : pour que la jeunesse actuelle se mette dans la peau des

soldats de l'Armée rouge. Mais l'assortiment de stéréotypes est le même. J'ai dû lutter contre ça dans « Nous venons du futur – 2 », contre les tableaux des *osobystes* (*le service de renseignement militaire du département spécial (osoby) du NKVD – E. M.*) vampires sanguinaires. Les *osobystes* étaient les gens intelligents, ils risquaient leur vie en permanence, et les bulletins militaires les plus véridiques ont été ceux d'*osobystes*. Ils ont été d'accord pour corriger le scénario, mais au final les *osobystes* sont quand même dépeints comme des imbéciles.

Q : Quelle est votre opinion sur la politique de l'État en matière de lutte contre les falsifications ?

R : En ce qui concerne les déclarations officielles, elles sont très rangées, très prudentes. Quelque part à l'extérieur. Rien de concret. L'État se prononce un peu plus concrètement en ce qui concerne les manuels scolaires, il critique. Mais il n'y a pas de conception claire au niveau étatique. L'Institut collabore avec le Gouvernement et le Président sur une série de questions concrètes : élaboration des documents pour le Ministère des affaires étrangères par exemple, etc.

La Commission de Moscou de la lutte contre les falsifications historiques a pris l'initiative de créer un manuel unique d'histoire, mais nous nous sommes heurtés à une forte résistance du Ministère de l'éducation et de la science. Ils ne sont pas intéressés. Personne n'appelle les chercheurs de l'IHM à l'écriture des manuels, car le collectif des auteurs gagne de l'argent. En plus, il y a les dessous politiques. Par exemple : dans un manuel le chapitre « La bataille pour le Caucase » représente une page, dont une demi-page sur la déportation des peuples du Caucase. Où est le lien? Même chronologiquement le lien est rompu car la bataille pour le Caucase a été finie avant la déportation. C'est de l'incitation à la haine nationale. Un autre exemple : un manuel pour les élèves de la classe supérieure de Zouev, un chapitre consacré à l'économie de l'URSS porte le nom « L'économie de Goulag », tous les chiffres concernent le Goulag, [*ils portent sur*] le plan pour le Goulag etc. En ce qui concerne le manuel de Filippov-Danilov, c'est un bon manuel pour la terminale, par contre pour la seconde c'est une bêtise. Pourquoi une telle situation avec les manuels ? Parce qu'il n'y a pas de citations claires venant des autorités.

Z intervient dans la discussion : En juin 1940 un décret sur la semaine de travail de 7 jours est sorti, 3 retards et tu as un article pénal. Cruel ? Oui. Les gens ont été condamnés. Mais de l'autre côté, l'efficacité du travail a été multiplié par dans les branches militaires, et le coût de la production a baissé. Chaque phénomène a deux côtés.

Y : Il faut partir de la législation quand on parle des violations des droits, des répressions. La question sur la légalité des répressions : les répressions sont effectuées par l'État, donc elles sont légales. Je donne un exemple: un directeur d'une Institution de recherche a eu son plan et l'argent pour une production. Il a dilapidé l'argent et n'a pas réalisé le plan. Ensuite, on dit qu'il a été réprimé, bien qu'il soit jugé selon la loi, mais simplement au lieu de crime économique, on lui a collé un crime politique. Au lieu de crime économique, on jugeait pour les affaires politiques.

Z : Il faut comprendre d'où vient cet État. Il vient de la révolution, voilà pourquoi Staline. Il a purgé les trotskystes.

X : Mais l'étiquetage de n'importe quel manuel du côté de démocrates n'est pas mieux que l'étiquette d'« ennemi du peuple » dans les années 30.

Question : Comment vous évaluez l'activité du *Mémorial* ?

X, Y, Z : De façon positive.

(L'interrogé montre la brochure élaborée pour la préfecture de Moscou. L'enquêteur demande d'en parler plus).

X : Il y a des faits historiques, des événements, et il y a aussi des interprétations. Le fait est que l'Allemagne a attaqué l'URSS. La tâche de l'historien est d'établir une conception se basant sur les faits. Quand Rezoun dit que l'URSS se préparait à attaquer l'Allemagne, il néglige beaucoup de faits, car il ne peut pas les expliquer.

En ce qui concerne l'occupation de l'Europe par l'URSS. Actuellement, on a des parades de SS à Riga. Nos collègues de *Militärgeschichtliche Forschungsamt* ont déjà répondu à cette question : toute personne engagée dans les détachements SS prêtait le serment de fidélité personnellement à Hitler. Jusqu'en mars 1945, le führer proclamait qu'il n'était pas question de la liberté pour l'Ukraine, ni pour les pays Baltes, ni pour les autres territoires.

Le plus important : qu'est-ce que l'occupation implique ? C'est une série de mesures d'exploitation des territoires. Il n'y avait pas une loi [soviétique] qui disait que les peuples baltes sont des gens de second rang par rapport aux citoyens de l'URSS. Tandis que pendant l'occupation Allemande, il y a eu une exploitation économique, les autochtones n'avaient pas les mêmes droits que les citoyens du Reich, une monnaie spéciale d'occupation a été instaurée, des procédures judiciaires particulières... En URSS, il n'y a jamais eu des droits particuliers réservés aux occupants, mais au contraire, il y a eu une aide renforcée, le développement des industries, et des investissements.

A la fin de la guerre, la séparation du monde entre l'Est et l'Ouest est devenue claire. C'était une question de sécurité. Je suis Russe, je suis né et j'ai grandi en Lituanie, si j'étais occupant, alors pourquoi j'ai été obligé d'apprendre le lituanien à l'école ?

Z intervient dans la discussion : La question sur le nombre de réprimés n'est pas étudiée jusqu'au bout. Il y a ceux qui ont été accusés en vertu des articles politiques pour les délits comme ivrognerie, vol, incurie administrative. L'article est politique mais le fait de délit avait néanmoins eu lieu. Et la raison n'est pas en 1937, mais en 1917. Qui est arrivé au pouvoir ? Il faut étudier tous les aspects du problème, par exemple l'influence du mouvement communiste international sur les processus en Russie. Après la faillite de l'État, la plupart de l'élite intellectuelle ont été expulsés à l'étranger, et il est resté ce qui est resté.

Presque tout le mouvement dissident et tous ceux qui écrivent ces livres [comme le Livre noir du communisme] sont les Juifs. Les Juifs ont fait la Révolution et maintenant ils écrivent des livres sur les répressions. En 1937, beaucoup ont péri dans la lutte politique post révolutionnaire, et leurs descendants se mettent aujourd'hui à hurler.

Annexe 2. Entretien non directif avec Nicolaï Karlovitch Svanidze, historien, journaliste, membre de la Commission de la lutte contre les falsifications de l'histoire, « accusateur » de l'époque soviétique dans l'émission « Le Procès Historique ». Traduction du Russe.

17 juin 2011, Moscou,
Brasserie Porto Malteze

Q : L'enquêtrice demande de parler de la Commission de lutte contre les falsifications de l'histoire dont Nicolai Svanidze fait partie.

R : La commission marche de façon très bizarre. J'ai participé au travail de la Commission il y a un an. Il y a eu deux réunions de la commission seulement. La dernière fois, on s'est réuni il y a plus d'un an, en octobre. Il y avait l'idée de nous diviser en sous commissions. J'ai fait un rapport sur le manuel de Vdovin et Barsenkov¹⁸⁴⁵.

Q : Qui détermine les représentations historiques en Russie ?

Il n'y a pas de société civile en Russie. Les blogs jouent un certain rôle, ce rôle augmente, mais la plus grande partie de la société puise les informations à partir de la télévision fédérale. La position historique est formée par la télévision, et par conséquent par l'État.

Il y a deux composantes : la position officielle de l'État et les attitudes protestataires post-impériales qui rejoignent partiellement celle de l'État : la composante impériale rejoint [celle de l'État], mais non la protestataire. Ces représentations sont orientées vers les mythes, et non vers la connaissance réelle de l'histoire. Personne ne connaît l'histoire, nulle part [N.S. raconte une anecdote sur l'une de ses étudiantes qui connaît très mal l'histoire – E.M.]. [Il y a] des trous énormes dans les connaissances historiques. Les mythes libéraux sont impopulaires. Les libéraux utilisent les événements réels et les connaissances qui vont à l'encontre du point de vue officiel. Les cultes libéraux, Gaïdar, Gorbatchev, Eltsine sont très impopulaires au sein de la population.

Pourquoi la jeunesse se penche vers la mythologie de l'Union Soviétique ? Parce qu'elle n'a pas fait face aux problèmes de l'URSS. Pour elle, c'est un beau mythe d'un grand pays, où tout était reparti de façon équitable, tout était juste, il a été redouté par des ennemis, et finalement ces ennemis ont causé sa perte, s'approchant perfidement et furtivement à pas de loup, comme on s'approche à un *bogatyr*¹⁸⁴⁶ qui dort. Ils ne peuvent pas s'imaginer le système de pénurie totale, ils ne peuvent tout simplement pas croire. Ils ne peuvent pas s'imaginer cette vie, avec le contrôle total et l'impossibilité d'aller à l'étranger. Pour aller à l'étranger, il fallait sauter plus haut que sa tête, et puis après passer l'entretien dans le comité du Parti où on va te poser les questions comme « *Combien de décorations possède le Komsomol ?* »

Les comptoirs pleins irritent les citoyens, puisque si avant tout était vide, c'était ça l'égalité. Cela crée la haine sociale. A cela, s'ajoute l'absence des ascenseurs sociaux, et le sentiment général d'injustice sociale et d'injustice en général, parce que les juridictions ne marchent pas, les gens ne font pas confiance à l'État. C'est pour cela que n'importe quel mythe passe.

Dans ce mythe, il y a la composante objective et subjective. On ne pourra éclairer les gens avant que

¹⁸⁴⁵ Il s'agit de l'« affaire » de deux auteurs du manuel d'histoire pour le supérieur, *Histoire de la Russie 1917-2009*, professeurs à l'Université d'État de Moscou (MGU) Alexandre Vdovine et Alexandre Barsenkov, accusés notamment de « xénophobie ». Nicolaï Svanidze a été l'un des tireurs d'alarme dans cette affaire. Voir plus sur l'affaire <http://www.oprf.ru/ru/press/news/2010/newsitem/3171?PHPSESSID=fg9lqmiu2sb3lbpct84ieirdi6>, consulté le 25 février 2014

¹⁸⁴⁶ *Bogatyr* est un héros folklorique russe

le niveau de vie augmente. En Allemagne, au début des années 1960, Hitler a été très populaire. Tant que le pays ne s'est pas révélé économiquement, tant que la classe moyenne ne s'est pas formée, on associait Hitler à l'ordre et à la grandeur nationale.

Quel est le potentiel politique réel de ces attitudes ? En tant que slogan, cela peut marcher aussi bien pour que contre le pouvoir. Kourginyan n'est pas le plus dangereux des idéologues, il est impérialiste en ce qui concerne ces interprétations historiques, mais en ce qui concerne ces appels, il est modéré. Il travaille pour le Kremlin, canalisant ces humeurs chez la jeunesse. Ce qui est pire, c'est les leaders des groupements radicaux profascistes, ils utilisent ces idées avec succès. Il y a assez de bases pour le nationalisme.

[...]

N.S. poursuit sur les traits de l'URSS dans la Russie contemporaine :

C'est tout d'abord le pouvoir illimité du système bureaucratique. C'est l'héritage stalinien. Les répressions ont été arrêtées en 1953 après [l]a mort [de Staline] mais le trait principal du fonctionnement du système soviétique, c'est l'omnipuissance de l'appareil d'État. Après la chute de l'URSS et l'adoption de la loi sur la propriété privée, la bureaucratie a obtenu l'accès à la propriété, c'est ainsi que s'est passée la fusion entre le pouvoir réel et la propriété.

Cela mène à une corruption effroyable, et à l'inefficacité du système d'État. La corruption en Russie a le caractère systémique de base (« *sistemoobrazujuschii kharakter* » – E .M.), et elle ne va pas faiblir tant que les principes du travail ne changent pas. Au niveau de base, ce sont les pots de vin, dans les hautes sphères c'est les *otkaty* et *reiderstvo*, personne ne lutte contre la corruption.

Annexe 3. L'échantillon des livres de la « staliniane ».

Année	Livre et auteur	Sujet
Série « Stalinist / Staliniste »		
2011	Sergueï Kremlev. <i>Beria. Lutchii menedjer XX veka / Beria. Le meilleur manager du XX siècle.</i>	La glorification d'un « grand manager » Beria qui a été « le seul héritier digne de Staline et qui aurait donné les droits et la liberté non par au nomenklatura, mais au peuple ».
2011	Sergueï Kremlev. <i>Zatchem ubili Stalina ? Samoe bol'shoe prestoupnenie XX veka / Pourquoi a-t-on tué Staline ? Le plus grand crime du XX siècle.</i>	A travers ce « thriller documentaire », l'auteur accuse l'entourage de Staline de l'avoir assassiné.
2011	Ludo Martens. <i>Zapreshionnyi Stalin / Staline interdit.</i>	L'auteur dénonce le principal « mythe » de la propagande antisoviétique : « la légende noire sur « le scélérat Staline ».
2011	Youri Joukov. <i>Gorditsya, a ne kayatsya ! Vsyta Pravda o Staline / Etre fier, et non pas repentir ! Toute la vérité sur Staline.</i>	« Quoi que disent les ennemis du peuple, la vraie histoire de l'URSS donne un prétexte non pas pur l'auto flagellation, [...] mais pour la reconnaissance : en se tournant vers la grande époque stalinienne, nous devons être fiers ! ».
2010	Grover Ferr, Vladimir Bobrov, <i>Stalinskoe pravosoudie / La justice de Staline</i>	La Grande Purge des années 1930 n'a éliminé que les vrais ennemis du pays ; la peine de mort pour les ennemis du peuple a été la juste punition.
2010	Mikhaïl Oshlakov, <i>Stalin pobeditel'. Svyaschennaya voina Stalina / Staline vainqueur. La sainte guerre de Staline.</i>	« Le bilan de la Grande Victoire : n'est pas le triomphe du communisme, mais le triomphe de la Russie ».
2004	Youri Joukov, <i>Nastolnaya kniga stalinista / Le livre de chevet du staliniste</i>	« Les versions inédites, sensationnelles des événements clés du XX siècle ».
Série « Stalinskii renessans » / « La renaissance stalinienne »		
2008	Sergeï Kremlev. <i>Imya Rossii, Stalin / Le nom de la Russie, Staline.</i>	Les raisons de la popularité de Staline parmi les jeunes.
2009	Vladimir Soukhodeev. <i>Za Stalina ! Strateg Velikoi Pobedy / Pour Staline ! Le stratège de la Grande Victoire.</i>	« Le rôle colossal » de Staline dans la victoire dans la Grande Guerre patriotique.
2009	Roudolf Balandine. <i>Vstat ! Stalin idet. Sekretnaya magiya vojdy / Debout ! Staline arrive. La magie secrète du Guide.</i>	Analyse de « la magie de Staline » et de son charisme, « le plus grand énigme du XX siècle ».
Série « Zagadka 37 goda » / « L'énigme de 1937 »		
2010	Vladimir Mesheryakov, <i>Stalin i zagovor voennykh v 1941 / Staline et le complot de militaires en 1941</i>	Le débâcle de l'Armée rouge en 1941 est une conséquence du complot des militaires contre Staline
2011	David Holloway. <i>Ledokol Beriia / La brise glace Beria.</i>	La personnalité de Beria et son rôle dans le développement du pouvoir nucléaire en URSS
2011	Anabelle Bukar, Ralf Parker. <i>Podlost' soyuznikov. Kak Zapad predal Stalina / La perfidie des alliés. Comment l'Occident a trahi Staline.</i>	Nouvelle fantastique : que serait-il passé si Hitler l'en avait emporté sur la Russie ?
2011	Sergueï Es, <i>Posmertnaya retch Stalina / Le discours posthume de Staline</i>	Le recueil des discours de Staline commenté
2011	Anatoly Gousev. <i>Tak govoril Stalin. Razgovory s vojdem / Ainsi parlait Staline. Les conversations avec le guide.</i>	Dans une imitation de dialogue avec l'auteur, Staline donne l'analyse de l'état actuel de la Russie
2011	Vladimir Joukhrai. <i>Litchnaya sekretnaya slouzhba Stalina / Le service secret privé de Staline.</i>	Les souvenirs de l'auteur de sa carrière au sein d'un service secret chargé de protéger Staline
2011	Valentin Simonenkov. <i>Sharashki. Innovatsionnyi proekt Stalina / Sharashki. Le projet d'innovation de Staline</i>	« Dans les « sharashka » de Staline l'on a fait plus de découvertes et d'innovations que pendant 20 ans de la démocratie en Russie »
2010	Ivan Benediktov, Aleksey Rybine, <i>Ryadom so Stalinym / A côté de Staline</i>	Les souvenirs d'un garde de corps personnel de Staline
2010	Grover Ferr, <i>Obolgannyi Stalin / Staline calomnié</i>	« Les auteurs cultes de nombreux bestsellers se sont réunis afin de lutter contre les falsifications de l'histoire, en vertu du décret du Président ».
2010	Lev Balayan, <i>Vernut' Stalina / Faire revenir Staline</i>	Biographie élogieuse de Staline
2010	Andrei Kostine. <i>Iioun' 41. Desyat' dnei iz jizni Iosifa Stalina / Juin 41. Dix jours de la vie de Joseph Staline</i>	Lutte contre le « mythe sur la panique de Staline » au début de la guerre
2010	Oleg Rzhechevsky, <i>Staline et Churchill</i>	Les relations entre l'URSS et l'Angleterre
2009	Youri Joukov, <i>Narodnaya imperiya Stalina / L'Empire du peuple de Staline</i>	L'auteur focalise sur « l'ampleur de la démocratisation de la société soviétique sous Staline ».
2009	Enver Khodzha, <i>Khrouchev oubil Stalina dvajdy /</i>	« La vie de Staline et les crimes de Khrouchtchev »

	<i>Khrouchtchev a tué Staline deux fois</i>	
2009	Roudolf Balandine, <i>Zaveschanie Stalina / Le testament de Staline</i>	Qu'est-ce que Staline aurait fait aujourd'hui ? Comment mettre en pratique son héritage ?
2010	Vladimir Dobrov, <i>Sekretnyi naslednik Stalina / L'héritier secret de Staline</i>	Qui préparait Staline pour être son héritier ?
2009	Richard Kosolapov, <i>Slovo tovarischou Stalinu ! / La parole est au camarade Staline !</i>	Le recueil des discours de Staline
2010	Lev Balayan, <i>Staline et Khrouchtchev</i>	« <i>Qu'est-ce que a poussé Khrouchtchev à calomnier sans pitié Staline ?</i> »
2008	Grover Ferre, <i>Antistalinskaya podlost' / La bassesse anti-stalinienne</i>	« <i>Dans le discours de Khrouchtchev au XX congrès il n'y a pas un mot de vérité</i> ».
2010	Oleg Vishler, <i>Stalin i Gitler. Kto kogo obmanoul ? / Staline et Hitler. Qui a trompé qui ?</i>	Louanges à la politique extérieure stalinienne entre 1939 et 1941
2009	Leonide Zakovsky, <i>Likvidatsiya pyatoi kolonny / La liquidation de la cinquième colonne</i>	Justification des répressions
2010	Sergei Aksenenko, <i>Zachem nouzhen Stalin / Pourquoi a-t-on besoin de Staline</i>	Les décisions clés de la politique de Staline s'inscrivent dans la voie de développement de la Russie, dans la « matrice » russe.
2009	Vladimir Soukhodéev, <i>Legendy i mify o Staline / Les légendes et les mythes sur Staline</i>	Louange générale de Staline
2011	Sigizmund Mironine, <i>Oubiïstvo Stalina. Samoe bol'shoe prestouplenie XX veka / L'assassinat de Staline. Le plus grand crime du XX siècle</i>	Staline a été empoisonné par son entourage
2009	Alexandre Sever, <i>Antikorrupsionnyi komitet Stalina / Le comité de la lutte contre la corruption de Staline</i>	Toute la vie de Staline a été consacrée à la lutte contre la corruption au sein du pouvoir, la purge de 1937 en étant la culmination
2008	Vassili Galin, <i>Stalinskii oudar / La frappe de Staline</i>	Le pacte germano-soviétique présenté comme une « frappe » préventive de Staline contre la perfidie des alliés
2008	Sigizmund Mironine, « <i>Golodomor</i> » v Rossii / « <i>Golodomor</i> » en Russie	La nouvelle politique économique est la principale raison de la grande famine de 1932-33
2010	Vladimir Loginov, <i>Stalin jiv. Otkroveniia telokhranitel'ya vojdy / Staline vivant. Les révélations d'un garde de corps du Guide.</i>	La personnalité de Staline vu par son garde corps Vlassik.
2009	Roudolf Balandine, <i>Zaveschanie Lenina / Le testament de Lénine</i>	Le livre présente Staline comme le continuateur des dessins de Lénine
2008	Vladimir Litvinenko, <i>Pravda o stalinskoi epokhe / La vérité de l'époque stalinienne</i>	L'auteur compare une série d'indices économiques et sociaux de la période stalinienne et de la période actuelle.
2008	Youri Moukhine, <i>SSSR Berii / L'URSS de Beria</i>	Louange de Beria en tant que père fondateur du « bouclier nucléaire » de la Russie.
2007	Sigizmund Mironine, <i>Stalinskii poriadok / L'ordre stalinien</i>	Les répressions des années 1930 est « <i>une lutte de Staline et les bolcheviks pour le renforcement de l'État russe, pour la purification de l'appareil du pouvoir des personnes qui mettaient obstacles à la construction étatique</i> »
2007	Alexander Sever, <i>Zagadka stalinskih repressii / L'énigme des répressions staliniennes.</i>	Les victimes de répressions ont été les fonctionnaires qui « <i>profitaient du bien public</i> » : ainsi la véritable raison des répressions a été économique et non politique.
2007	Vadim Kojinov, <i>Pravda o stalinskih repressiyakh / La vérité sur les répressions staliniennes</i>	Les juifs ont été les véritables organisateurs des répressions des années 1930
2008	Sigizmund Mironin, <i>Delo genetikov / L'affaire des généticiens</i>	Justification des théories de Lyssenko
2009	Youri Moukhine. <i>Stalin protiv krizisa / Staline contre la crise</i>	Le rôle de Staline dans le développement rapide de l'URSS en pleine crise économique des années 1930.
2008	Alexander Sever. <i>Velikaya missiya NKVD / La grande mission de NKVD</i>	La Tcheka a été un instrument efficace de maintien d'ordre dans les limites de légalité socialiste
2008	Nikolai Velikanov. <i>Predatel'stvo marshalov / La trahison des maréchaux</i>	Justification des répressions dans l'armée
2007	German Smirnov, <i>Otchischenie armiii / La purification de l'Armée</i>	<i>ibid</i>
2011	Leonide Jura, <i>Sionisty protiv Stalina / Les sionistes contre Staline</i>	Le recueil des faits « <i>prouvant l'activité de groupes sionistes contre Staline</i> », à son époque et à nos jours
2011	Pavel Krasnov, <i>Kak Stalin predotvratil perestroïkou / Comment Staline a-t-il empêché la pérestroïka</i>	Comparaison de la pérestroïka des années 1980 et des processus des années 1930 : dans les deux cas, un groupe d'oligarques et d'intelligentsia voulant s'emparer des richesses du pays voulaient prendre le pouvoir.

Annexe 4. Les films et les séries télévisées sortis entre 2000 et 2012 consacrés à l'époque soviétique (premier échantillon élargi).

Année	Film	Période représentée
2001	« V avguste 44 » / « En août 44 »	Grande Guerre patriotique
2001	« Prazdnik » / « Fête »	Grande Guerre patriotique
2002	« Zvezda » / « Etoile »	Grande Guerre patriotique
2002	« Koukouchka » / « Coucou »	Grande Guerre patriotique
2003	« V sozvezdii byka » / « La constellation de Taureau »	Grande Guerre patriotique
2003	« Diversant » / « Saboteur »	Grande Guerre patriotique
2004	« Gospoda ofitsery » / « Messieurs les officiers »	La guerre civile
2004	« Convoi PQ – 17 » / « Convoi PQ – 17 »	Grande Guerre patriotique
2004	« Moskovskaya saga » / « La saga de Moscou »	Grande Guerre patriotique / Epoque stalinienne
2004	« Svoi » / « Le nôtre »	Grande Guerre patriotique
2004	« Krasnaya kapella » / « La capella rouge »	Grande Guerre patriotique
2004	« Deti Arbata » / « Les enfants de l'Arbat »	Epoque stalinienne : début de la Grande Terreur (1936)
2004	« Koursanty » / « Élèves-officiers »	Grande Guerre patriotique
2004	« Voditel' dlya Very » / « Chauffeur pour Vera »	Epoque stalinienne : période de répressions
2004	« Na bezymyannoi visote » / « Sur une cote anonyme »	Grande Guerre patriotique
2004	« Shtrafbat » / « Bataillon punitif »	Grande Guerre patriotique
2004	« Nesluzhebnoe zadanie » / « Mission hors fonctions »	Grande Guerre patriotique
2005	« Nesluzhebnoe zadanie – Vzriv na rassvete » / « Mission hors fonctions – l'explosion à l'aube »	Grande Guerre patriotique
2005	Brejnev	La fin des années brejnéviennes
2005	« Pervii posle boga » / « Premier après dieu »	Grande Guerre patriotique
2005	« Polumgla » / « Pénombre »	Grande Guerre patriotique
2005	« KGB v smokinge » / « KGB en smoking »	La période brejnévienne
2005	« A zori zdes' tikhie » / « Ici les aubes sont calmes »	Grande Guerre patriotique
2005	« Alexandrovskii sad » / « Le jardin Alexandrovsky »	Epoque stalinienne
2005	« Poslednii boi majora Pugatcheva » / « Le dernier combat de major Pougatchev »	Grande Guerre patriotique
2005	« 9ya Rota » / « 9 ^{ème} compagnie »	Epoque de Brejnev
2005	« Vremya sobirat' kamni » / « Le temps de ramasser les pierres »	Grande Guerre patriotique
2006	« Svolotchi » / « Les batards »	Grande Guerre patriotique
2006	« V krughe pervom » / « Le premier cercle »	Grande Guerre patriotique
2006	« Al'ka » / « Al'ka »	Grande Guerre patriotique
2006	« Jena Stalina » / « La femme de Staline »	Epoque stalinienne
2006	« Vnimanie, govorit Moskva » / « Attention, Moscou parle »	Grande Guerre patriotique
2006	« Poslednii bronepoezd » / « Le dernier train blindé »	Grande Guerre patriotique
2006	« Peregon » / « Trajet »	Grande Guerre patriotique
2006	« Pod livnem pul' » / « Sous la pluie des balles »	Grande Guerre patriotique
2006	« Glavnii kalibr » / « Calibre principal »	Grande Guerre patriotique
2006	« Nesluzhebnoe zadanie – 3 : sekretnoe oruzhie » / « Mission hors fonctions –3 : arme secrète »	Grande Guerre patriotique
2006	« Protivostoyanie » / « Confrontation »	Grande Guerre patriotique
2006	« Poslednyaya ispoved' » / « Dernière confession »	Grande Guerre patriotique
2006	« Rjabinovii val's » / « Une valse de sorbier »	Grande Guerre patriotique
2006	« Hronika ada » / « Chronique de l'enfer »	Grande Guerre patriotique
2007	« Vragi » / « Ennemis »	Grande Guerre patriotique
2007	« Alexandrovskii Sad – 2 » / « Le jardin Alexandrovsky – 2 »	Epoque stalinienne
2007	« Den' Pobedy » / « Journée de la victoire »	Grande Guerre patriotique
2007	« Diversant : konets voiny » / « Saboteur : la fin de la guerre »	Grande Guerre patriotique
2007	« Leningrad » / « Leningrad »	Grande Guerre patriotique
2007	« Rodina ili smert' » / « La patrie ou la mort »	Grande Guerre patriotique
2007	« Sapery » / « Les sapeurs »	Grande Guerre patriotique
2007	« Sil'nee ognya » / « Plus fort que le feu »	Grande Guerre patriotique
2007	« Smert' shpionam » / « Mort aux espions »	Grande Guerre patriotique
2007	« Staline. LIVE » / « Staline. LIVE »	Epoque stalinienne
2008	« Galina » / « Galina »	Epoque brejnévienne
2008	« Admiral » / « Amiral »	La guerre civile
2008	« Okhota na Beriju » / « La chasse à Beria »	Epoque stalinienne
2008	« Mi iz budushego » / « Nous venons du futur »	Grande Guerre patriotique
2008	« Apostol » / « Apôtre »	Grande Guerre patriotique
2008	« Zastava Jilina » / « Le poste de Jiline »	Grande Guerre patriotique
2008	« Boi mestnogo znacheniya » / « Un combat d'importance locale »	Grande Guerre patriotique

2008	« <i>V ijune 41</i> » / « En juin 41 »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Zhivi i pomni</i> » / « Vis et souviens-toi »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Nemets</i> » / « L'Allemand »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Razvedchiki : poslednii boi</i> » / « L'éclairé : le dernier combat »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Riorita</i> » / « Riorita »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Smert' shpionam – 2</i> » / « Mort aux espions – 2 »	Grande Guerre patriotique
2008	« <i>Sorokapyatka</i> » / « Calibre 45 »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>1941</i> » / « 1941 »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Dot</i> » / « Ouvrage permanent »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>I byla voïna</i> » / « Et ce fut la guerre »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Ischeznuvshie</i> » / « Les disparus »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Katya. Voennaya istoriya</i> » / « Katya. Une histoire de guerre »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Leitenant Souvorov</i> » / « Lieutenant Souvorov »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Moskovskii dvorik</i> » / « Une cour de Moscou »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Noch dlinoju v zhizn'</i> » / « Nuit d'une longueur de la vie »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Okhota na Vervolfa</i> » / « La chasse à Vervolf »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Odna voïna</i> » / « Une seule guerre »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Razzhalovannii</i> » / « Dégradé »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Snaiper : oruzhie vozmezdiya</i> » / « Tirer de précision : l'arme de vengeance »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Tret'ego ne dano</i> » / « Pas de troisième issue »	Grande Guerre patriotique
2009	« <i>Ya vernus'</i> » / « Je reviendrai »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Brestskaya Krepost'</i> » / « La forteresse de Brest »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Velikaya Voïna</i> » / « La Grande Guerre »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Bez prava na oshibku</i> » / « Sans droit à l'erreur »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Voennaya razvedka : zapadnii front</i> » / « Reconnaissance militaire : le front de l'Ouest »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Dvoe</i> » / « Les deux »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Katya. Voennaya istoriya. Prodolzenie</i> » / « Katya. Une histoire de guerre. Suite »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Osvoboditeli</i> » / « Les libérateurs »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Utomlennye solntsem – 2. Predstoyanie</i> » / « Soleil Trompeur – 2 »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>My iz budushego – 2</i> » / « Nous venons du futur – 2 »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Parshivie ovtsi</i> » / « Les brebis galeux »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Pokushenie</i> » / « L'attentat »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Pop</i> » / « Le pape »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Smertel'naya shvatka</i> » / « Une bataille mortelle »	Grande Guerre patriotique
2010	« <i>Tuman</i> » / « Brouillard »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>1942</i> » / « 1942 »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Utomlennye solntsem – 3. Tsitadel'</i> » / « Citadelle »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Tovarisch Stalin</i> » / « Camarade Staline »	Epoque stalinienne
2011	« <i>4 dnya v mae</i> » / « 4 jour en mai »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Ballada o bombere</i> » / « Une ballade de bombardier »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Blindazh</i> » / « Abri »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Voennaya razvedka : pervii udar</i> » / « Reconnaissance militaire : la première frappe »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Vchera zakonchilas voïna</i> » / « La guerre est finie hier »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Dostavit' luboy tsenoi</i> » / « Livrer coûte que coûte »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Zayats', zharennii po-berlinski</i> » / « Lièvre façon berlinois »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Leto volkov</i> » / « L'été des loups »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Narkomovskii oboz</i> » / « Le convoi du Commissaire du peuple »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Operatsiya Gorgona</i> » / « Opération Gorgone »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Tchetyre dnya v mae</i> » / « Quatre jours en mai »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Smersh : legenda dlya predatelya</i> » / « Smersh : une légende pour le traître »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Zhazhda</i> » / « La soif »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Tchuzhie kryl'ya</i> » / « Les ailes étrangères »	Grande Guerre patriotique
2011	« <i>Fourtseva</i> » / « Fourtseva »	Epoque brejnévienne
2012	« <i>Zhila-byla odna baba</i> » / « Il était une fois une femme »	Guerre civile
2012	« <i>Vosmidesyatye</i> » / « Les quatre-vingt »	Epoque brejnévienne
2012	« <i>Zhukov</i> » / « Joukov »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Angely voïny</i> » / « Les anges de la guerre »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Beliy tigr</i> » / « Le tigre blanc »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Sluzhu Sovetskomu Soyuzu</i> » / « Je sers l'Union Soviétique »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Match</i> » / « Un match »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Shpion</i> » / « L'espion »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Komanda 8</i> » / « L'équipe 8 »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Yalta 45</i> » / « Yalta 45 »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Smert' shpionam. Skrytyy vrag</i> » / « La mort aux espions. L'ennemi caché »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Tuman – 2</i> » / « Brouillard – 2 »	Grande Guerre patriotique
2012	« <i>Voennaya razvedka : severnii front</i> » / « Renseignement militaire : le front du Nord »	Grande Guerre patriotique

Annexe 5. L'échantillon des communautés mémorielles numériques

1. Les communautés commémoratives

LiveJournal

<http://community.LiveJournal> Nous sommes tous les héritiers de la Victoire (1 760 membres, 1 151 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> La Deuxième guerre Mondiale (869 membres, 992 lecteurs permanents)

Vkontakte

<http://vkontakte.ru/club68489> La mémoire de notre Victoire (157 000 membres)
<http://vkontakte.ru/club15244680> Rien n'est oublié, personne n'est oubliée (101 000 membres)
<http://vkontakte.ru/club3893462> Grande Guerre patriotique (34 000 membres)
<http://vk.com/club25409750> Rien n'est oublié, personne n'est oubliée (19 000 membres)
http://vkontakte.ru/pobeda_9maya 9 mai, la Journée de la Grande Victoire (18 000 membres)
http://vk.com/spasibo_veteranam Merci aux vétérans (11 300 membres)
<http://vk.com/club15244680> Rien n'est oublié, personne n'est oublié (11 000 membres)
<http://vkontakte.ru/mausolee> Protégeons et préservons pour nos enfants le mausolée de V.I. Lénine (8 686 membres)
<http://vkontakte.ru/pomnim> Je me souviens (6 233 membres)
<http://vkontakte.ru/club436037> L'Armée rouge (6 128 membres)
<http://vk.com/club2339636> La Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique (4 186 membres)
<http://vk.com/club3730015> La Grande Guerre patriotique 1941-1945 (4 186 membres)
<http://vk.com/club3730015> La Grande Guerre patriotique 1941-1945 (3 610 membres)
<http://vk.com/club16234211> Rien n'est oublié, personne n'est oublié (3 310 membres)
<http://vkontakte.ru/club10511460> Nous comprenons le rôle de l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale (3 352 membres)
http://vk.com/spasibo_za_pobedu Rien n'est oublié ! Personne n'est oublié !!! (2 580 membres)
<http://vkontakte.ru/club54928> La Grande Guerre patriotique : prouvons qu'on s'en souvient ! (2 132 membres)
http://vkontakte.ru/georgievsky_ribbon Le ruban de Saint-George : je me souviens, je suis fier ! (1 898 membres)
<http://vkontakte.ru/club9956153> La mémoire des victimes des répressions soviétiques (1 976 membres)
<http://vk.com/club52341> Rien n'est oublié, personne n'est oublié (1 338 membres)
http://vk.com/pobeda_9_maya_1945 Rien n'est oublié, personne n'est oublié, 1941-1945 (1 163 membres)

A. Communautés nostalgiques

LiveJournal

<http://community.LiveJournal> Nostalgie des années 1976-1982 (14 253 membres, 11 483 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> Les objets du quotidien soviétique (5 200 membres, 6 850 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> Cette communauté est consacrée à l'accumulation des photos liées à la vie en URSS (3 400 membres, 5 000 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> Notre enfance. Les objets du quotidien soviétique (1 700 membres, 1 600 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> Le musée virtuel des années 1970 (630 membres, 750 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> Nostalgie des années 1970-1975 (486 membres, 528 lecteurs permanents)

Vkontakte

<http://vkontakte.ru/club261331> Né en URSS (17 716 membres)
<http://vkontakte.ru/club57837> SovDep (6 161 membres)
<http://vkontakte.ru/club38534> Nés en l'Union soviétique (5 057 membres)
<http://vkontakte.ru/club15862424> Nés en URSS : nostalgie de l'espoir (3 851 membres)
<http://vkontakte.ru/club1437577> Nés en URSS (RETRO - notre enfance) (1 122 membres)

2. Les communautés des luttes mémorielles

a. Prosoviétiques

LiveJournal

<http://community.LiveJournal> Le but de cette communauté est la propagande pour l'URSS (686 membres, 840 lecteurs permanents)
<http://community.LiveJournal> (545 membres, 960 lecteurs officiels).
<http://ledokol.ru.LiveJournal> Les discussions sur des livres de Souvorov-Rezun (422 membres, 543 lecteurs permanents)

Vkontakte

<http://vkontakte.ru/club14407777> L'Union soviétique dans nos cœurs (201 074 membres)
<http://vkontakte.ru/club21242910> Staline dans nos cœurs (34 474 membres)
<http://vkontakte.ru/club13367820> Lénine dans nos cœurs (32 832 membres)
<http://vkontakte.ru/club54812> Contre la profanation de la mémoire (nazisme, racisme, fascisme, antifascisme, tolérance). (29 356 membres)
<http://vkontakte.ru/club21243115> La Grande Révolution Socialiste d'Octobre (21 584 membres)
<http://vkontakte.ru/club16093055> Histoire en photo : faits, mythes, archives, falsifications (19 084 membres)
<http://vkontakte.ru/lovecccp> USSR (13 965 membres)
<http://vkontakte.ru/club1977815> Revenons en URSS (12 713 membres)
<http://vkontakte.ru/club64433> Antilibéralisme (dans l'histoire) (8 107 membres)
<http://vkontakte.ru/stalinismus> Stalinisme. Staline est notre grand guide ! (7 572 membres)
<http://vkontakte.ru/club2548935> URSS notre patrie soviétique (6 598 membres)
<http://vkontakte.ru/club10582071> Pour Staline (5 665 membres)
<http://vkontakte.ru/club4852836> ~ l'Union soviétique ~ (5 123 membres)
<http://vkontakte.ru/club4108332> URSS (5 127 membres)
<http://vkontakte.ru/club9539684> Anti Soljenitsyne (3 029 membres)
http://vkontakte.ru/cccp_narod Citoyens de l'URSS (2 828 membres)
<http://vkontakte.ru/club10501153> Notre cher Union soviétique (2 351 membres)
<http://vkontakte.ru/club11218742> L'Union des stalinistes de la Russie (2 071 membres)
<http://vkontakte.ru/club21204> Club des disciples de V.I. Lénine (1 853 membres)
<http://vkontakte.ru/club484315> Nés en URSS, sous la protection du drapeau rouge (1 787 membres)
<http://vkontakte.ru/stalinuslava> Staline : la vérité et les mensonges (1 429 membres)
<http://vkontakte.ru/club3861815> Nom de la Russie - Staline (1 195 membres)
<http://vkontakte.ru/club3191745> Notre patrie est URSS (1 148 membres)
<http://vkontakte.ru/club3346519> Nous sommes contre la destruction illégale de l'URSS ! (1 183 membres)
<http://vkontakte.ru/sovietrussia> RSFSR - USSR (1 062 membres)
<http://vkontakte.ru/club3053868> Pionniers de l'URSS (1 041 membres)
<http://vkontakte.ru/club11273835> Nous sommes pour le communisme, nous sommes pour l'URSS ! (1 003 membres)
<http://vkontakte.ru/club9516744> Je veux vivre en URSS ! (841 membres)
<http://vkontakte.ru/club991139> Nous sommes des citoyens de l'URSS ! L'URSS est notre patrie ! (680 membres)
<http://vkontakte.ru/sovetia> Les soviétiques (601 membres)

b. Antisoviétiques

<http://vkontakte.ru/club1426357> Gloire à UPA (19 445)
<http://vk.com/club11252999> Pour égaliser communisme et nazisme (1 614)
<http://vk.com/club1480391> Enlever le mausolée de Lénine (5 865)
<http://vkontakte.ru/club2649104> Joseph Staline va en enfer (2 420)
<http://vk.com/club134135> Anticommunisme (13 602)
<http://vk.com/anticommunism> Anticommunisme (1 978)
<http://vk.com/club7359866> Je suis antisocialiste et cela sonne fier ! (14 325)
<http://vkontakte.ru/club3447812> Nous sommes contre le communisme (1 031)
<http://vkontakte.ru/club54676> Je déteste les communistes ! (3 417)

Annexe 6. Le questionnaire distribué dans les lycées (traduction du Russe)

1. Quel est votre âge ? _____ ans

2. Je suis

- 1. Homme
- 2. Femme

3. Comment vous informez-vous de la situation dans la Russie actuelle ? (vous pouvez choisir plusieurs variantes de réponse)

- 1. Par mes parents, mes proches
- 2. Par mon enseignant au lycée
- 3. Par la télévision (journaux télévisés, émissions politiques).
- 4. Par l'Internet
- 5. Par la presse
- 6. Autre (précisez)

99. Pas de réponse

4. D'où proviennent vos connaissances de l'époque soviétique ? (vous pouvez choisir plusieurs variantes de réponse)

- 1. De récits de mes proches (parents, grands-parents...).
- 2. De récits de mon enseignant au lycée
- 3. De mon manuel d'histoire
- 4. De la télévision (films documentaires, émissions historiques, films historiques...).
- 5. De la littérature
- 6. De l'Internet
- 7. Autre (précisez)
- 99. Pas de réponse

5. Choisissez les mots de cette liste qui, selon vous, caractérisent le mieux l'époque soviétique et la Russie actuelle (vous pouvez choisir plusieurs variantes de réponse)

1. Russie		2. URSS
	Liberté	
	Peur	
	Sécurité	
	Abondance	
	Pauvreté	
	Humanisme	
	Absence de liberté	
	Egalité	
	Déficit, manque	
	Justice	
	Inégalité	
	Démocratie	
	Grandeur	
	Patriotisme	

6. Quel rôle, selon vous, les événements de la liste ci-dessous ont joué dans l'histoire de notre pays : définitivement positif, plutôt positif, plutôt négatif ou définitivement négatif ?

	Définitivement positif	Plutôt positif	Définitivement négatif	Plutôt négatif	NSP
La Révolution d'Octobre (1917)					
La nouvelle politique économique (NEP)					
Création de l'URSS (1922)					
Industrialisation du pays					
Collectivisation de l'agriculture					
«La purge» du parti en 37-38					
XXème Congrès et la dénonciation du culte de la personnalité de Staline					
Les réformes de Khrouchtchev					
La perestroïka					
La chute de l'URSS en 1991					

7. A votre avis, la situation dans les domaines énumérés ci-dessous était meilleure en URSS ou dans la Russie actuelle ?

	Mieux en URSS	Mieux en Russie
Médecine		
Education		
Logement		
Qualité et accessibilité de l'alimentation et des articles de grande consommation (vêtements, meubles, électroménager)		
Emploi et carrière		
Loisir (théâtre, cinéma, tourisme)		
Relations entre les gens		
Développement personnel (cercle d'études, bibliothèques)		

8. Si vous aviez une telle possibilité, lequel des événements historiques ci-dessous voudriez-vous annuler ?

1. La Révolution d'Octobre 1917
2. La nouvelle politique économique
3. La création de l'URSS
4. L'industrialisation du pays
5. La collectivisation de l'agriculture
6. «La purge» du parti en 37-38
7. Le XXème Congrès et la dénonciation du culte de la personnalité de Staline
8. Les réformes de Khrouchtchev
9. La perestroïka
99. Rien de cela.

9. A votre avis, quel système politique serait mieux adapté pour la Russie ?

1. La démocratie occidentale (comme aux États-Unis et aux pays d'Europe de l'Est)
2. La monarchie
3. Le système politique soviétique (comme en URSS)
4. Le système politique russe actuel
5. La dictature stalinienne
6. Autre (précisez) _____
99. Pas de réponse

10. Avec quelle idée sur le développement de la Russie êtes-vous d'accord ?

1. La Russie doit suivre sa propre voie de développement
2. La Russie doit suivre le chemin des pays occidentaux
3. La Russie doit revenir à la voie de l'URSS et la continuer
1. Pas de réponse

11. Vous personnellement, voudriez-vous vivre à l'époque soviétique ?

1. Non, je ne le voudrais pas
2. Oui, je voudrais vivre...
 - 2.1. A l'époque de Lénine
 - 2.2. A l'époque de Staline
 - 2.3. A l'époque de Khrouchtchev
- 2.4. A l'époque de Brejnev
- 2.5. A l'époque de Gorbatchev
99. Pas de réponse

12. A votre avis, de quoi de la liste ci-dessous l'État doit s'occuper et qu'est ce que l'État actuel fait réellement ? Et que faisait l'État à l'époque soviétique ?

L'État doit		L'État actuel s'occupe de...	L'État soviétique s'occupait de...
	Censure dans les médias et contrôle de l'opinion publique		
	Rapprochement avec les pays occidentaux		
	Contrôle de la vie politique du pays		
	L'éducation de la jeunesse au patriotisme et à la fierté pour son pays		
	Contrôle des prix et de leur maintien au niveau acceptable pour la population		
	Garanties de l'emploi et de la rémunération juste à la population		
	Protection des droits des minorités, éducation de la jeunesse dans l'esprit de la tolérance et ouverture		
	Consolidation du potentiel de défense du pays et de sa puissance militaire, élévation de son prestige sur la scène internationale		
	Assurer une vaste participation des citoyens dans la vie politique, protection de la liberté de parole		
	Soutien au monde des affaires, aux entrepreneurs, favoriser l'initiative		
	Redistribution juste des biens dans la société, soutien aux nécessiteux		

13. Si au début du XXème siècle (avant la révolution), vous étiez le dirigeant de la Russie avec le pouvoir et les capacités illimités, quelle voie auriez-vous choisi pour le pays ?

Annexe 7. Corpus de données de l'enquête dans les lycées (toutes régions confondues)

I. LE BLOC SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

Région

		Région			
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Nijny Novgorod	199	31,0	31,0	31,0
	Bor	191	29,8	29,8	60,8
	Moscou	101	15,8	15,8	76,6
	Irkoutsk	150	23,4	23,4	100,0
	Total	641	100,0	100,0	

Sexe

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Masculin	359	56,0	56,8	56,8
	Féminin	273	42,6	43,2	100,0
	Total	632	98,6	100,0	
Missing	System	9	1,4		
Total		641	100,0		

Age

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	14	1	,2	,2	,2
	15	24	3,7	3,8	4,0
	16	204	31,8	32,4	36,4
	17	315	49,1	50,1	86,5
	18	72	11,2	11,4	97,9
	19	10	1,6	1,6	99,5
	20	3	,5	,5	100,0
	Total	629	98,1	100,0	
Missing	System	12	1,9		
Total		641	100,0		

II. LE BLOC DE QUESTIONS SUR LES SOURCES D'INFORMATION

Question S3 : Comment vous informez-vous de la situation dans la Russie actuelle ?

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
Parents, proches	1	260	15,2	40,9
Lycée	2	346	20,2	54,5
TV	3	456	26,6	71,8
Internet	4	470	27,4	74,0
Presse	5	150	8,8	23,6
Autre	6	32	1,9	5,0
Total responses		1714	100,0	269,9

6 missing cases; 635 valid cases

Question S4 : D'où proviennent vos connaissances de l'époque soviétique ?

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
Parents, grands-parents, proches	1	416	23,6	66,1
Enseignant au lycée	2	258	14,7	41,0
Manuel scolaire	3	333	18,9	52,9
TV	4	379	21,5	60,3
Littérature	5	169	9,6	26,9
Internet	6	204	11,6	32,4
Total responses		1759	100,0	279,7

12 missing cases; 629 valid cases

III. LES MOTS STIMULI

Question 5_1 Les mots caractérisant l'époque soviétique

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
Pénurie	9	547	13,7	86,4
Patriotisme	14	525	13,1	82,9
Peur	2	433	10,8	68,4
Absence de liberté	7	414	10,3	65,4
Pauvreté	5	368	9,2	58,1
Egalité	8	315	7,9	49,8
Grandeur	13	295	7,4	46,6
Humanisme	6	292	7,3	46,1
Sécurité	3	257	6,4	40,6
Justice	10	227	5,7	35,9
Inégalité	11	158	3,9	25,0
Démocratie	12	82	2,0	13,0
Liberté	1	51	1,3	8,1
Abondance	4	37	,9	5,8
Total responses		4001	100,0	632,1

8 missing cases; 633 valid cases

Question 5_2 Les mots caractérisant la Russie actuelle

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases	
Liberté	1	448	15,3	72,1	
Inégalité	11	435	14,8	70,0	
Abondance	4	400	13,6	64,4	
Pauvreté	5	314	10,7	50,6	
Démocratie	12	303	10,3	48,8	
Sécurité	3	174	5,9	28,0	
Peur	2	162	5,5	26,1	
Grandeur	13	126	4,3	20,3	
Humanisme	6	126	4,3	20,3	
Absence de liberté	7	110	3,7	17,7	
Justice	10	108	3,7	17,4	
Egalité	8	101	3,4	16,3	
Patriotisme	14	99	3,4	15,9	
Pénurie	9	30	1,0	4,8	
-----		Total responses	2936	100,0	472,8
20 missing cases; 621 valid cases					

IV. LE RÔLE DES EVENEMENTS HISTORIQUES

Question 6 1 : Le rôle de la Révolution dans l'histoire

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	120	18,7	19,1	19,1
	Définitivement négatif	61	9,5	9,7	28,9
	Plutôt négatif	158	24,6	25,2	54,1
	Plutôt positif	230	35,9	36,7	90,7
	Définitivement positif	58	9,0	9,3	100,0
	Total	627	97,8	100,0	
Missing	System	14	2,2		
Total		641	100,0		

Question 6 2 : Le rôle de la NEP dans l'histoire

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	121	18,9	19,2	19,2
	Définitivement négatif	24	3,7	3,8	23,1
	Plutôt négatif	98	15,3	15,6	38,6
	Plutôt positif	303	47,3	48,2	86,8
	Définitivement positif	83	12,9	13,2	100,0
	Total	629	98,1	100,0	
Missing	System	12	1,9		
Total		641	100,0		

Question 6 3 : Le rôle de la création de l'URSS dans l'histoire

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	58	9,0	9,2	9,2
	Définitivement négatif	28	4,4	4,4	13,6
	Plutôt négatif	95	14,8	15,1	28,7
	Plutôt positif	228	35,6	36,1	64,8
	Définitivement positif	222	34,6	35,2	100,0
	Total	631	98,4	100,0	
Missing	System	10	1,6		
Total		641	100,0		

Question 6 4 : Le rôle de l'industrialisation

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	81	12,6	12,9	12,9
	Définitivement négatif	6	,9	1,0	13,8
	Plutôt négatif	50	7,8	7,9	21,8
	Plutôt positif	238	37,1	37,8	59,6
	Définitivement positif	253	39,5	40,2	99,8
	Total	629	98,1	100,0	
Missing	System	12	1,9		
Total		641	100,0		

Question 6 5 : Le rôle de la collectivisation

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	87	13,6	13,8	13,8
	Définitivement négatif	51	8,0	8,1	21,9
	Plutôt négatif	105	16,4	16,7	38,6
	Plutôt positif	241	37,6	38,3	76,9
	Définitivement positif	144	22,5	22,9	99,8
	Total	629	98,1	100,0	
Missing	System	12	1,9		
Total		641	100,0		

Question 6 6 : Le rôle de la Grande Purge des années 1930

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	196	30,6	31,3	31,3
	Définitivement négatif	95	14,8	15,2	46,4
	Plutôt négatif	130	20,3	20,7	67,1
	Plutôt positif	153	23,9	24,4	91,5
	Définitivement positif	53	8,3	8,5	100,0
	Total	627	97,8	100,0	
Missing	System	14	2,2		

Total	641	100,0		
-------	-----	-------	--	--

Question 6_7 : Le rôle du XX^{ème} Congrès

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	151	23,6	24,1	24,1
	Définitivement négatif	35	5,5	5,6	29,7
	Plutôt négatif	118	18,4	18,8	48,6
	Plutôt positif	216	33,7	34,5	83,1
	Définitivement positif	106	16,5	16,9	100,0
	Total	626	97,7	100,0	
Missing	System	15	2,3		
Total		641	100,0		

Question 6_8 : Le rôle des réformes de Khrouchtchev

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	190	29,6	30,3	30,3
	Définitivement négatif	59	9,2	9,4	39,7
	Plutôt négatif	174	27,1	27,8	67,5
	Plutôt positif	162	25,3	25,8	93,3
	Définitivement positif	42	6,6	6,7	100,0
	Total	627	97,8	100,0	
Missing	System	14	2,2		
Total		641	100,0		

Question 6_9 : Le rôle de la perestroïka

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	105	16,4	16,7	16,7
	Définitivement négatif	112	17,5	17,8	34,5
	Plutôt négatif	146	22,8	23,2	57,7
	Plutôt positif	180	28,1	28,6	86,3
	Définitivement positif	86	13,4	13,7	100,0
	Total	629	98,1	100,0	
Missing	System	12	1,9		
Total		641	100,0		

Question 6_10 : Le rôle de la chute de l'URSS

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Pas de réponse	98	15,3	15,7	15,7
	Définitivement négatif	165	25,7	26,4	42,0
	Plutôt négatif	145	22,6	23,2	65,2
	Plutôt positif	120	18,7	19,2	84,3
	Définitivement positif	98	15,3	15,7	100,0
	Total	626	97,7	100,0	
Missing	System	15	2,3		

Total	641	100,0		
-------	-----	-------	--	--

V. LA COMPARAISON DES DIFFERENTS ASPECTS DE LA VIE QUOTIDIENNE DE L'URSS ET DE LA RUSSIE ACTUELLE

Question 7_1 : La santé publique, la médecine

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	230	35,9	36,1	36,1
	Mieux dans la Russie actuelle	302	47,1	47,3	83,4
	Pas de réponse	106	16,5	16,6	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_2 : L'éducation nationale

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	341	53,2	53,5	53,5
	Mieux dans la Russie actuelle	254	39,6	39,9	93,4
	Pas de réponse	42	6,6	6,6	100,0
	Total	637	99,4	100,0	
Missing	System	4	,6		
Total		641	100,0		

Question 7_3 : Le logement

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	232	36,2	36,4	36,4
	Mieux dans la Russie actuelle	338	52,7	53,0	89,3
	Pas de réponse	68	10,6	10,7	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_4 : La qualité et l'accessibilité de l'alimentation et des articles de la grande consommation

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	48	7,5	7,5	7,5
	Mieux dans la Russie actuelle	547	85,3	85,7	93,3
	Pas de réponse	43	6,7	6,7	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_5 : L'emploi et la carrière

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	282	44,0	44,2	44,2
	Mieux dans la Russie actuelle	277	43,2	43,4	87,6
	Pas de réponse	79	12,3	12,4	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_6 : Le loisir

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	112	17,5	17,6	17,6
	Mieux dans la Russie actuelle	490	76,4	76,8	94,4
	Pas de réponse	36	5,6	5,6	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_7 : Les relations interpersonnelles

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	447	69,7	70,1	70,1
	Mieux dans la Russie actuelle	76	11,9	11,9	82,0
	Pas de réponse	115	17,9	18,0	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 7_8 : L'épanouissement personnel

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Mieux en URSS	352	54,9	55,3	55,3
	Mieux dans la Russie actuelle	233	36,3	36,6	91,8
	Pas de réponse	52	8,1	8,2	100,0
	Total	637	99,4	100,0	
Missing	System	4	,6		
Total		641	100,0		

VI. ANNULER UN EVENEMENT HISTORIQUE

Question 8 : Si vous aviez une telle possibilité, lequel de ces événement historiques auriez-vous effacé de l'histoire russe ?

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
La perestroïka	9	186	19,5	38,1
La Révolution de 1917	1	177	18,6	36,3
La Grande Purge des années 30	6	149	15,6	30,5
Les réformes de Khrouchtchev	8	127	13,3	26,0
La collectivisation	5	90	9,4	18,4
La création de l'URSS	3	89	9,3	18,2
La XX ^{ème} Congrès du PCUS	7	69	7,2	14,1
La nouvelle politique économique	2	40	4,2	8,2
L'industrialisation	4	27	2,8	5,5

		Total responses	954	100,0
				195,5
153 missing cases; 488 valid cases				

VII. LE SYSTEME POLITIQUE LE MIEUX ADAPTE POUR LA RUSSIE ACTUELLE

Question 9 : Le système politique le mieux adapté pour la Russie

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	La démocratie occidentale	218	34,0	34,2	34,2
	La monarchie	66	10,3	10,4	44,6
	Le système soviétique	77	12,0	12,1	56,7
	Le système politique russe actuel	134	20,9	21,0	77,7
	La dictature stalinienne	27	4,2	4,2	81,9
	Autre	30	4,7	4,7	86,7
	Pas de réponse	84	13,1	13,2	100,0
	Total	637	99,4	100,0	
Missing	System	4	,6		
Total		641	100,0		

Question 10 : Les voies de développement de la Russie

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	La Russie doit suivre sa propre voie de développement	358	55,9	56,1	56,1
	La Russie doit suivre le chemin des pays occidentaux	163	25,4	25,5	81,7
	La Russie doit revenir à la voie de l'URSS et la continuer	72	11,2	11,3	92,9
	Pas de réponse	45	7,0	7,1	100,0
	Total	638	99,5	100,0	
Missing	System	3	,5		
Total		641	100,0		

Question 11 : Vous personnellement, voudriez-vous vivre à l'époque soviétique ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Non	424	66,1	66,3	66,3
	Oui	154	24,0	24,1	90,3
	Pas de réponse	62	9,7	9,7	100,0
	Total	640	99,8	100,0	
Missing	System	1	,2		
Total		641	100,0		

**Question 11_2 : Je voudrais vivre sous...
(uniquement ceux qui avaient répondu « oui » à la question précédente)**

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Lénine	26	4,1	17,0	17,0
	Staline	35	5,5	22,9	39,9
	Khrouchtchev	13	2,0	8,5	48,4
	Brejnev	53	8,3	34,6	83,0
	Gorbatchev	26	4,1	17,0	100,0
	Total	153	23,9	100,0	
Missing	System	488	76,1		
Total		641	100,0		

VIII. L'IMAGE DE L'ÉTAT: PASSÉ, PRÉSENT, AVENIR

Question 12_1 : L'État doit s'occuper de...

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases	
Garanties de l'emploi et des salaires	6	453	12,3	85,8	
Contrôle des prix	5	434	11,8	82,2	
Redistribution juste des biens	11	390	10,6	73,9	
Education patriotique	4	370	10,1	70,1	
Défense et puissance militaire	8	359	9,8	68,0	
Tolérance, protection des minorités	7	322	8,8	61,0	
Participation politique, liberté de parole	9	319	8,7	60,4	
Soutien des entrepreneurs	10	295	8,0	55,9	
Contrôle de la vie politique			3	286	7,8
54,2					
Rapprochement avec l'Occident				2	275
7,5	52,1				
Censure et contrôle de l'opinion			1	169	4,6
32,0					
-----	-----	-----			
Total responses		3672	100,0	695,5	
113 missing cases; 528 valid cases					

Question 12_2 : L'État actuel s'occupe de...

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
Rapprochement avec l'Occident	2	442	18,9	73,8
Soutien des entrepreneurs	10	359	15,4	59,9
Défense et puissance militaire	8	291	12,5	48,6
Contrôle de la vie politique	3	273	11,7	45,6
Participation politique, liberté de parole	9	237	10,1	39,6
Tolérance, protection des minorités	7	152	6,5	25,4
Censure et contrôle de l'opinion	1	134	5,7	22,4
Education patriotique	4	124	5,3	20,7
Contrôle des prix	5	115	4,9	19,2
Redistribution juste des biens	11	111	4,8	18,5
Garanties de l'emploi et des salaires	6	97	4,2	16,2

	Total responses	2335	100,0	389,8
42 missing cases; 599 valid cases				

Question 12_3 L'État soviétique s'occupait de...

Category label	Code	Count	Pct of Responses	Pct of Cases
Censure et contrôle de l'opinion	1	489	16,2	80,8
Education patriotique	4	476	15,8	78,7
Défense et puissance militaire	8	367	12,1	60,7
Contrôle de la vie politique	3	342	11,3	56,5
Contrôle des prix	5	313	10,4	51,7
Garanties de l'emploi et des salaires	6	297	9,8	49,1
Redistribution juste des biens	11	281	9,3	46,4
Tolérance, protection des minorités	7	203	6,7	33,6
Rapprochement avec l'Occident	2	98	3,2	16,2
Participation politique, liberté de parole	9	106	3,5	17,5
Soutien des entrepreneurs	10	49	1,6	8,1

	Total responses	3021	100,0	499,3
36 missing cases; 605 valid cases				

Comparer l'image de l'Étatactuel avec l'image de l'URSS

Image idéal	Étatactuel	Étatsoviétique
<i>L'Étatdoit assurer les emplois</i>	- 4,2%	+ 9,8%
<i>L'Étatdoit contrôler les prix</i>	- 4,9%	+ 10,4%
<i>L'Étatdoit redistribuer les biens de manière juste</i>	- 4,8%	+ 9,3%
<i>L'Étatdoit éduquer au patriotisme et donner la fierté</i>	- 5,3%	+ 15,8%
<i>Défense et puissance du pays</i>	+ 12,5%	- 12,1%
<i>Protection des minorités, tolérance</i>	- 6,5%	- 6,7%

Question 13 : Si au début du XXème siècle (avant la révolution), vous étiez le dirigeant de la Russie avec le pouvoir et les capacités illimités, quelle voie auriez-vous choisi pour le pays ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	La voie de la démocratie occidentale	130	20,3	32,6	32,6
	La voie soviétique	40	6,2	10,0	42,6
	La voie soviétique avec modifications	13	2,0	3,3	45,9
	Monarchie constitutionnelle	44	6,9	11,0	56,9
	Réformes sociales sans orientation politique claire	50	7,8	12,5	69,4
	Refuser le pouvoir	6	,9	1,5	70,9
	Notre propre voie	18	2,8	4,5	75,4
	État militaire, expansion territoriale	8	1,2	2,0	77,4
	Autre	37	5,8	9,3	86,7
	Le système politique russe actuel	35	5,5	8,8	95,5
	La dictature	15	2,3	3,8	99,2
	La monarchie absolue	2	,3	,5	99,7
	Total	399	62,2	100,0	
Missing	System	242	37,8		
Total		641	100,0		

Index alphabétique des matières

- 5**
- 500 jours
Programme de réformes économiques, 75, 82, 128, 321
- 6**
- 600 secondes
Emission, 46, 94, 95, 96, 101
- 7**
- 70^{ème} anniversaire de la levée du siège de Leningrad, 377
- A**
- Accords de Bielovej, 334, 335
Affaire de Doloutskii, 466
Affaire de Kreder, 444
Amnésie sélective, 24, 370, 372, 518
Année de l'histoire russe, 366
Anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique, 356, 357, 358, 374, 394, 396, 399, 408, 415
Anticommunisme, 320, 321, 323, 325, 332, 333, 436
Antifascisme, 174, 175, 196, 358, 407, 721
Antirévisionnisme, 159, 160, 161, 165, 166, 167, 170, 173, 175, 176, 177, 181, 182, 186, 188
Argumenty i Fakty
Quotidien, 388
- B**
- Belyi Orel*
Aigle Blanc, groupe musical, 150
Bol'she sveta
Plus de lumière, film, 87
- C**
- Campagne électorale de 1996, 330, 331, 334, 336, 337, 339
Campagne électorale de 2012, 384, 389
Centre d'analyse des problèmes et des projets du gouvernement, 471
Comité de la Victoire, 374, 376
Commémoration, 187, 188, 251, 263, 275, 276, 307, 309, 310, 352, 353, 355, 356, 375, 415
Commission Volkogonov, 49, 298, 314, 316, 317
Commission Yakovlev, 298, 303, 304, 306, 328, 334
Commissions locales de réhabilitation, 306
Communautés anticommunistes, 285
Communautés commémoratives, 274
Communautés nostalgiques, 262, 263, 264, 271, 274, 283, 639
Communautés numériques, 47, 253, 288, 629
Communautés patriotiques, 283, 673
Conception de l'éducation spirituelle et morale des citoyens de la Russie, 477
Conception totalitaire de l'histoire soviétique, 452
Conflit mémoriel, 164, 172, 174, 298, 358, 362, 373, 393, 394, 395, 399, 400, 401, 410
Congrès des Forces Unies Patriotiques et Populaires, 327
Crise politique d'octobre 1993, 324, 348
- D**
- Décommunisation toponymique, 301
Déstalinisation, 57, 77, 80, 118, 147, 188, 213, 229, 284, 288, 298, 332, 411, 412, 415, 418, 419, 420, 421, 454, 535
Diuona
Dune, groupe musical, 152
Drapeau de la Victoire, 357
- E**
- Echo de Moscou
Radio, 248, 370, 383, 469
Education patriotique, 374
Ego-histoire, 60
Elections législatives de 1993, 327
Elections législatives de 1995, 329
Encyclopédie populaire en ligne, 271
Essence du temps
Mouvement politique, 196, 212, 220
État providence soviétique, 99, 216, 557, 569, 671
- F**
- Falsification
Falsification historique, 105, 163, 176, 179, 182, 183, 396, 407, 418, 446, 710, 711
Fondation Georges Soros, 438, 440, 441, 443
Fondation Mémoire Historique, 160, 163, 174
Freedom Support Act, 315
- G**
- Gazeta Wyborcza*, 365

- Génération poutinienne, 592, 593, 594, 595, 596, 599
- Gestion douce de la mémoire, 292
- Gospodin Geksogen*
Monsieur Hexogène, roman, 223, 224
- Groupe Interrégional
Groupe parlementaire, 320
- H**
- Histoire alternative en ligne, 282
- Histoire patriotique, 249, 288, 440
- Historiens-patriotes, 164, 169, 185, 187, 189
- Holywar*, 261, 273, 289
- Homo sovieticus*, 6, 14, 21, 24, 513, 515, 550, 551, 556, 641, 643, 672
- I**
- Initiative culturelle
ONG, 438
- INSOR
Cercle de réflexion, 16, 411, 419
- Institut d'histoire militaire, 106, 130, 160, 161, 162, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 176, 178, 179, 184, 185, 710
- Institut du Marxisme-léninisme, 106, 124
- Intimité culturelle, 293, 294
- J**
- Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, 367
- Journée d'accord et de réconciliation nationale, 351
- Journée de l'indépendance de la Russie, 308
- Journée de la Constitution russe, 310
- K**
- Kommersant*
Hébdomadaire, 387
- Komsomolskaya Pravda*
Quotidien, 389
- KPRF
- Parti Communiste de la Fédération de Russie, 320, 324, 326, 327, 329, 334, 335, 342, 348, 710
- L**
- La Russie que nous avons perdue
Film de Stanislav Govoroukhine, 92
- La seule issue
Recueil d'articles, 117
- LDPR
Parti Libéral-Démocratique, 312, 378
- Le pacte Molotov-Ribbentrop, 168, 261
- Ledokol*
Brise-glace, livre de Victor Souvorov, 125, 127
- Législation mémorielle des années 1990, 303, 305, 306
- Législation mémorielle des années 2000, 379, 393, 407, 408
- Les vieilles chansons sur le plus important
Comédie musicale, 149, 155
- Lioubé*
Groupe musical, 151
- Liste unique fédérale des manuels scolaires, 475
- Littérature de tiroir, 59, 60, 146
- LiveJournal*, 162, 164, 165, 188, 189, 257, 258, 259, 262, 263, 264, 271, 273, 274, 340, 377, 720
- Loi sur l'éducation de 1992, 430
- Loi sur l'éducation de 2012, 478
- M**
- Manuel scolaire d'histoire et la politique de l'État
Rapport de 2009, 471
- Manuels de transition, 435, 442
- Mémoire familiale en ligne, 277, 278, 280, 281, 286
- Mémoire triomphale de la Grande Guerre patriotique, 123
- Mémoire-écran, 373, 375, 376
- Mémorandum de réconciliation, 348
- Mémorial*, 66, 113, 114, 121, 188, 266, 308, 359, 371, 372, 418, 419, 523, 712
- Mémorial des victimes de Katyn, 318
- Message du Président au Parlement, 321, 322, 323, 331
- Molodaya Gvardiya*. Voir La Jeune Garde
- Mythe noir de la perestroïka, 383, 386, 389
- N**
- Nach Dom Rossiia*
Notre Maison la Russie, parti politique, 329
- Ne dai Bog*
Que Dieu Nous Garde, gazette, 340, 341, 388, 390
- Nezavissimaya Gazeta*
La Gazette indépendante, 326
- Nostalgie, 73, 93, 142, 143, 148, 149, 153, 155, 196, 221, 222, 236, 237, 263, 264, 265, 266, 271, 290, 327, 376, 412, 515, 537, 538, 544, 545, 549, 550, 563, 588, 600, 601, 603, 614, 630, 635, 636, 638, 639, 640, 648, 667, 720
- O**
- Ode à Staline, 382
- On ne peut plus vivre comme ça
Film, 88
- Ouverture des archives, 127, 132, 300, 313, 315, 316, 318, 418
- P**
- Parc de la Victoire, 356, 357
- Parti Agraire
Parti politique, 335
- Paternalisme, 411, 554, 555, 556, 558, 560, 561, 562, 641, 666
- Pokayanie*
Repentir, film, 85
- Procès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, 343, 344, 345
- Procès historique

- Emission, 210, 215, 216, 217, 219, 220
- Programme d'éducation patriotique, 162, 163, 172, 189, 276, 298, 299, 365, 393, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 595, 642, 645, 646
- Programme de réconciliation nationale et pour l'immortalisation de la mémoire des victimes du totalitarisme. *Voir* Déstalinisation
- Pseudonostalgie, 263, 268
- Q**
- Quatrième conférence panrusse des enseignants en sciences humaines, 440
- R**
- Redécouverte de la Russie tsariste, 93, 133, 146
- Réhabilitation, 298, 303, 304, 306
- Réhabilitation de Staline et du stalinisme, 165, 176, 184, 185, 228, 230
- Révisionnisme historique, 105, 109
- Rossiiskaia Gazeta*
La Gazette Russe, 351, 466
- RuNet*, 256, 257, 261, 289
- Russie Juste
Parti politique, 378
- Russie Unie
- Parti politique, 165, 204, 257, 363, 366, 377, 379, 384, 394, 408, 465, 595, 664
- S**
- Sibirskii Tsirioulnik*
Le Barbier de Sibérie, film de 1998, 140
- Sloujou sovietskomou sojouzou*
Je sers l'Union Soviétique, film, 247
- Société historico – militaire
ONG patriotique, 365
- Soldat libérateur
Monument, 400
- Staline, 221
- Staliniane*, 221, 225, 227, 228, 229, 230, 232, 233, 234
- Stalinobus, 187, 189
- Standard Fédéral de l'éducation, 473, 475, 477
- Svolotchi*
Les bâtards, film, 245
- Symboles nationaux, 310, 311, 312, 366
- T**
- Tchernoukha*
Genre cinématographique, 85, 88
- Tchetyre dnya v mae*
Quatre jours en mai, film, 247
- Témoignages matériels en ligne, 280
- Témoignages oraux en ligne, 278
- Témoignages personnels dans la presse, 76, 77, 79
- Thérapie de choc, 321
- Traumatisme, 143, 190, 249, 283, 294, 330, 336, 388, 389, 390, 392, 422, 516, 519, 537, 538, 541, 543, 550, 563, 569, 588, 589, 640, 667
- Tsitadel*
Citadelle, film, 243
- U**
- Université d'État des Sciences Humaines de la Russie, 211, 610, 612, 613
- Utomlennye Solntsem*
Soleil Trompeur, film de 1994, 140
- Utomlennye Solntsem – 2*
Soleil Trompeur - 2, film, 243
- Utopie patriotique
Genre littéraire, 222, 223
- V**
- Vkontakte*, 189, 257, 258, 259, 263, 264, 271, 273, 278, 282, 286, 650, 720, 721
- Vozvrachenie imen*
Le retour des noms, action commémorative, 371
- Vybor Rossii*
Le Choix de la Russie, parti politique, 326
- Y**
- Yabloko*
Pomme, parti politique, 329

Index alphabétique des noms

A

Abric Jean-Claude, 33, 589
Abuladze Tengiz, 85
Afanassiev Youri, 66, 103, 104,
108, 109, 110, 111, 114, 119,
167, 314, 321, 342, 366, 561
Akhmatova Anna, 57, 58, 348, 371
Assman Jan, 29

B

Barthelett Frédéric, 37
Baszko Bronislaw, 32
Berdiaev Nicolaï, 554, 564, 565
Boukharine Nicolas, 66, 77, 79,
119, 120, 134, 429, 628
Broszat Martin, 169

C

Chakhverdiev Tofik, 86, 87
Chatrov Mikhaïl, 66, 114
Colas Dominique, 20
Confino Alon, 29
Courtois Stéphane, 19

D

Déloye Yves, 19
Dioukov Alexandre, 164, 168,
170, 173, 175, 185, 188
Doloutskii Igor. *Voir* Affaire de
Doloutskii
Dosse François, 35
Doubine Boris, 22, 23, 221, 528,
530, 548, 550
Dougine Alexandre, 196

E

Eltisine Boris, 127, 193, 199, 200,
204, 211, 224, 299, 303, 304,
306, 308, 309, 310, 312, 313,
314, 315, 316, 317, 318, 320,
321, 322, 323, 324, 325, 326,
327, 328, 329, 330, 331, 332,
333, 335, 336, 337, 338, 339,
340, 341, 344, 345, 346, 347,
348, 349, 350, 351, 352, 353,
354, 357, 358, 360, 364, 384,
385, 388, 389, 390, 391, 392,
427, 467, 510, 540, 570, 572,
581, 594
Etkind Alexandre, 38, 42, 308

F

Felgeison Kristian, 63, 95, 101
Ferretti Maria, 123

G

Gaïdar Iegor, 128, 211, 321, 326,
327, 329
Gorbatchev Mikhaïl, 55, 58, 60,
64, 86, 96, 211, 300, 303, 320,
355, 508, 540, 550
Goumiliov Nicolaï, 58, 59, 436
Govoroukhine Stanislas, 88, 89,
90, 91, 93
Guinzbourg Evguenia, 62

H

Halbwachs Maurice, 28, 35, 272
Herzfeld Michael, 293
Hoskins Andrew, 37

I

Issaev Alexei, 162

J

James Alexander, 568, 570
Jirinovsky Vladimir, 348

K

Khapaeva Dina, 120, 121, 128,
360, 470, 471, 517, 533
Khasboulatov Rouslan, 324
Khatiouchine Valery, 197
Khrouchtchev Nikita, 57, 68, 70,
74, 118, 132, 135, 155, 202,
219, 225, 229, 361, 541, 617,
623, 629, 710, 716, 717, 722,
723, 728, 730, 732
Kondrat'eva Tatiana, 554
Kopossov Nicolaï, 409
Korotitch Viktor, 65, 114
Kourginyan Sergei, 196, 212, 213,
214, 215, 216, 217, 218, 219,
220
Kreder Alexandre. *Voir* Affaire de
Kreder

L

Landry Tristan, 22, 122
Laruelle Marlène, 196
Lavabre Marie-Claire, 28, 292
Levada Youri, 22, 91, 550, 551,
566, 574, 584
Lochak Viktor, 193
Loujkov Youri, 382
Lyskov Dmitry, 170, 184, 187,
188

M

Malinine Alexandre, 150
 Medvedev Dimitri, 16, 364, 373,
 374, 386, 400, 407, 410, 411,
 412, 413, 414, 415, 417, 419,
 420, 468, 570, 587, 664
 Medvedev Roi, 114, 132, 133
 Mendras Marie, 24, 571, 578
 Menshov Vladimir, 246
 Mikhalkov Nikita, 140, 141, 238,
 243, 244, 245
 Mink Georges, 297
 Moscovici Serge, 34

N

Narotchnitskaia Natalia, 176
 Narychkine Serguei, 166
 Neumayer Laure, 297
 Nora Pierre, 35, 36, 37, 52, 53, 61,
 251, 417

O

Offe Claus, 31

P

Pikhoia Roudolf, 314, 317
 Poutine Vladimir, 191, 196, 204,
 224, 299, 360, 362, 363, 364,
 365, 366, 371, 374, 376, 378,
 380, 381, 382, 383, 384, 385,

386, 387, 388, 391, 392, 397,
 398, 410, 411, 412, 414, 422,
 464, 466, 467, 507, 510, 541,
 562, 570, 575, 581, 588, 594,
 595, 596, 614
 Prokhanov Alexandre, 58, 221,
 223, 224

R

Radanyi Jean, 31
 Ricœur Paul, 30, 32, 36, 516, 523
 Roginskii Arsenii, 375, 523
 Routskoï Alexandre, 324
 Rumnick David, 85
 Rybakov Anatoly, 60, 67, 271

S

Sakharov Andrei, 70, 114, 321,
 417
 Sakwa Richard, 555, 582, 589
 Schalamov Varlam, 61
 Scherrer Jutta, 354
 Sokolov Nikita, 436
 Solooukhine Vladimir, 59, 145,
 146, 147, 148
 Souvorov Victor, 125, 126
 Stolypine Piotr, 102, 137, 525
 Svanidze Nicolaï, 211, 212, 213,
 215, 216, 217, 218, 219, 417,
 418, 419

T

Tchernomyrdine Viktor, 329
 Tchoubais Anatoly, 336, 337, 430
 Todorov Tsvetan, 30
 Traverso Enzo, 39, 104, 122
 Tumarkin Nina, 355
 Tvardovski Alexandre, 59

U

Urban Michael, 569

W

Werth Nicolas, 48, 59, 61, 66, 111,
 112

Y

Yakovlev Alexandre, 131, 177,
 303
 Yourassov Dimitri, 103, 112

Z

Zemskov Viktor, 132, 133
 Zimmermann Heiko, 252
 Ziouganov Guennadi, 199, 324,
 326, 329, 330, 334, 336, 338,
 340, 341
 Zochtchenko Mikhaïl, 57
 Zvereva Vera, 266



Résumé :

Le présent travail met en lumière la dialectique des relations entre mémoire et politique par l'étude des processus de construction, négociation, diffusion, adoption et reproduction des représentations du passé soviétique dans la Russie postsoviétique. S'appuyant sur la multitude de sources hétérogènes véhiculant les représentations du passé soviétique, le travail révèle les raisons et les mécanismes de l'évolution de la mémoire du passé soviétique en Russie, ainsi que son rôle politique et social.

Le travail démontre que la mémoire du passé soviétique a joué un rôle important dans la légitimation symbolique du pouvoir de Boris Eltsine et de Vladimir Poutine et dans la construction identitaire de la société russe postcommuniste, tout en soutenant le glissement progressif de la Russie vers un régime autoritaire. En effet, malgré des oppositions marquées entre les différents régimes politiques qui se sont succédé, la tradition d'un usage politique du passé perdure, le passé soviétique restant un enjeu de pouvoir majeur en Russie. Aussi bien à la fin de l'époque soviétique qu'au début des années 2000, le passé national a été entièrement réinterprété et reconstruit.

Toutefois, la mémoire collective du passé soviétique représente également un cadre contraignant qui limite les choix institutionnels et les décisions du pouvoir. Dans la mesure où la mémoire est porteuse de références politiques, économiques et sociales, elle crée des effets de dépendance au sentier, favorisant la reproduction de schémas de fonctionnement politiques, économiques et sociaux hérités du passé soviétique.

Descripteurs : *mémoire collective, Russie, héritage du passé, dépendance au sentier, usages politiques du passé*

Abstract:

The present work lays the emphasis on the dialectic relations between memory and politics by studying the processes of construction, negotiation, broadcasting, adoption and reproduction of the representations of the Soviet past in post-Soviet Russia. Based on various and heterogeneous sources conveying the images of the Soviet past, this work throws light upon the reasons and the mechanisms of the evolution of collective memory in the Soviet past as well as its political and social role.

This work argues that the memory of the Soviet past played an important role in symbolically legitimating Boris Yeltsin's and Vladimir Putin's regimes as well as in forging post-Soviet identity, while strengthening the gradual shift toward an authoritarian regime. Despite numerous oppositions between the successive political regimes, making a political use of the past is an enduring tradition, the Soviet past remaining a major issue for those in office in Russia. Both in the late Soviet era and the early years 2000, the national past was entirely reinterpreted and reconstructed.

However the collective memory of the Soviet past is also a binding framework restricting the institutional choices and the political decisions of political actors. Since collective memory is the expression of political, economic and social references, it produces path dependency effects, thereby fostering the reproduction of political, economic and social frameworks deep-rooted in the Soviet past.

Keywords : *collective memory, Russia, legacy of the past, path dependency, political exploitation of the past*

Laboratoire : CERSA – CNRS (UMR 7106), 10 rue Thénard 75005 Paris